

# ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME LÉGISLATURE

---

---

## TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires  
*rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives*

---

5 Juillet 1951 — 2 Décembre 1955

---

2<sup>e</sup> PARTIE

**TABLE NOMINATIVE**

TOME III  
(Lettres **N** à **Z**)

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

1956

# 2<sup>E</sup> PARTIE

TOME III (LETTRES N à Z)

---

## NOMS

Par ordre alphabétique.

---

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élue le 17 juin 1951), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- au groupe politique auquel il s'est inscrit (1),
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc. . .

*Voir l'avertissement en tête de la 1<sup>re</sup> partie (TABLE DES MATIÈRES).*

---

## NOTA

---

A partir du présent volume,

Toutes indications relatives aux impressions du **Conseil de la République** et aux interventions de MM. les **Sénateurs** figurent dans

« **LA TABLE DES DÉBATS** »

publiée par le Service des **Archives** de cette **Assemblée**.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des ANNALES-DÉBATS du Conseil de la République.

---

(1) Les appartenances mentionnées dans le présent volume sont les dernières en date.

## EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

---

F.....	Feuilleton.
J. O.....	Journal officiel (Lois et décrets).
p.....	page.

*(Voir la liste complète des abréviations en tête du 1<sup>er</sup> volume de la **Table des matières.**)*

---

## SIGLES DES GROUPES POLITIQUES

---

A. R. S.....	Groupe indépendant d'action républicaine et sociale.
C.....	Groupe communiste.
I. O. M.....	Groupe des Indépendants d'outre-mer.
I. P.....	Groupe indépendant paysan.
M. R. P.....	Groupe du Mouvement républicain populaire.
N. I.....	Non inscrits.
P. C. D.....	Groupe paysan et du Centre démocratique.
R. I.....	Groupe des Républicains indépendants.
R. P.....	Groupe des Républicains progressistes.
R. R. S.....	Groupe républicain radical et radical socialiste.
R. S.....	Groupe des Républicains sociaux.
S.....	Groupe socialiste.
U. D. S. R.....	Groupe de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance et des Indépendants de gauche.

---

## N

**NAEGELEN (M. Marcel)**, *Député des Basses-Alpes (S.)*.

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6110). — Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1954] (**F. n° 482**) ; par la Commission des affaires étrangères pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U. N. E. S. C. O.) [7 septembre 1951] (**F. n° 36**). — Est désigné par cette Commission pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

### Dépôts :

Le 6 novembre 1951 une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 49-1032 du 30 juillet 1949 en vue d'exonérer de la redevance sur les postes récepteurs de radiodiffusion des invalides civils à 100 0/0, **n° 1300**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à abaisser le taux d'incapacité permanente requis pour avoir droit à bénéficier de l'aide aux aveugles et aux grands infirmes et, en conséquence, à modifier l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, **n° 1312**. — Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder des bourses à certains enfants fréquentant les écoles du premier degré, **n° 1694**. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des vic-

times des récentes inondations survenues dans le département des Basses-Alpes, **n° 1843**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à instituer un salaire national pour les agents des réseaux secondaires des chemins de fer, **n° 2623**. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages, inondations, etc., survenus depuis le début de l'année dans le département des Basses-Alpes, **n° 6323**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les décrets des 21 avril 1934, 12 novembre 1938 et 12 janvier 1939 et, notamment, l'article 13 de ce dernier texte, relatifs à la coordination des transports et à prévoir des exceptions en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, **n° 6636**. — Le 9 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire ouvrir des comptes de chèques postaux à l'intérieur de toutes les unités des trois armes, destinés à recevoir des mandats adressés par les familles aux militaires, **n° 8618**. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 7988) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1953 pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, **n° 8648**. — Le 17 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des contingents annuels spéciaux dans la Légion d'honneur, **n° 8671**. — Le 26 août 1954, une proposition de loi modi-

fiant les conditions dans lesquelles les travailleurs indépendants âgés doivent participer aux caisses d'allocations familiales, n° 9199. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de cent onze millions cinq cent mille francs pour réparer les dommages subis par les cultivateurs et la voirie du département des Basses-Alpes, du fait des orages de juin et août 1954, n° 9363. — Le 25 novembre 1954, une proposition de loi tendant à créer un ordre des Palmes académiques, n° 9581. — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à créer des bourses d'entretien pour les enfants des fermes et hameaux isolés dans les départements de montagnes, n° 10203.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Éducation nationale, subventions à l'enseignement libre) : *Ses observations sur la situation de l'enseignement en Algérie* [1<sup>er</sup> septembre 1951] (p. 6762, 6766) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à obliger tous les boursiers à subir un examen de passage* [3 septembre 1951] (p. 6816, 6817) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Doutrélot* [5 septembre 1951] (p. 6905) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Allocation éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* [7 septembre 1951] (p. 7021, 7022) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9000, 9001) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 ; Chap. 1500 : *Amendement de M. Letourneau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Situation militaire en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10084). — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (La proposition Churchill d'une armée européenne, l'absence de l'Angleterre, les revendications de l'Allemagne, l'attitude du Président Spaak, la position du groupe*

*socialiste, l'attitude américaine devant le réarmement de l'Allemagne, la France entre les deux blocs)* [12 février 1952] (p. 630 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Reprise du débat* [13 mars 1952] (p. 1268) ; — d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Son amendement tendant à inclure les élèves des grandes écoles* [21 mars 1952] (p. 1405). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'un débat sur la situation militaire en Indochine* [21 octobre 1952] (p. 4265, 4266) ; — sur une communication du Gouvernement : *Combats dans le pays Thaï au Tonkin, nécessité de tenir le pays informé* [24 octobre 1952] (p. 4395, 4396). — Dépose une demande d'interpellation : sur les subventions employées par la municipalité de Marly (Loire) pour assurer le ramassage des élèves fréquentant les écoles privées du bourg de Marly [19 décembre 1952] (p. 6636). — sur la catastrophe aérienne du Mont Cimet [6 octobre 1953] (p. 4014). — Est entendu sur le report de sa question orale : *Extradition du général Lammerding* [16 octobre 1953] (p. 4342). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question touchant l'extradition du général Lammerding et des principaux responsables du crime d'Oradour [23 octobre 1953] (p. 4534). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'ouvrir, dès le 17 novembre, le débat de politique étrangère* [12 novembre 1953] (p. 4980). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne *Renvoi du débat au mardi suivant* [20 novembre 1953] (p. 5366). — du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, en qualité de Rapporteur [6 juillet 1954] (p. 3227) : *Contre-projet de M. Cogniot (Création d'un « Institut français des recherches fondamentales de physique nucléaire » ; Nomination de Félix Block, contribution de la France, admission des stagiaires)* (p. 3229, 3230) ; *Motion préjudicielle de M. Cogniot tendant à affecter à l'équipement français, en physique nucléaire, une somme correspondant à deux annuités du crédit prévu pour le centre européen de recherches nucléaires* (p. 3233) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son rappel au règlement (Choix par l'orateur de l'heure et du jour*

de son intervention, sa demande de clôture du débat [22 juillet 1954] (p. 3546, 3547); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale (Submersion d'Ubaye et de Savines)* [13 août 1954] (p. 4231); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Mise au point touchant son article de l'Information du 5 août 1954* [26 août 1954] (p. 4265); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Importance économique et stratégique de l'Afrique du Nord; Deseins généreux de la France; Répression nécessaire du terrorisme (mais pas d'auto-défense); Progrès acquis en Tunisie; Paralysie, par contre, au Maroc (Question dynastique); Loyalisme général en Algérie; Application totale du statut, assimilation intégrale, au moins « sur le sol algérien »; Industrialisation; Instruction (Emplois administratifs à offrir); Enseignement professionnel; Gros effort financier nécessaire; Séparatisme social à bannir; Grande politique musulmane à définir; Désaveu de l'impérialisme, mais aussi de certains régimes rétrogrades (Pendaions du Caire)* [10 décembre 1954] (p. 6096 à 6098); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Explications de vote sur la question de confiance (Provenance des archives de M. Frédéric-Dupont)* [20 décembre 1954] (p. 6635); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Critique des méthodes policières* [3 février 1955] (p. 675); *La police algérienne* [4 février 1955] (p. 747, 748). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Problème de la Sarre* [18 mars 1955] (p. 1656). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Obligation* [5 mai 1955] (p. 2524); *Sa motion : Demande une suspension de séance* [30 juin 1955] (p. 3493); — d'interpellations sur le Maroc : *Part de l'étranger dans les troubles d'Afrique du Nord; Solution d'avenir* [7 octobre 1955] (p. 4880); — d'interpellations sur l'Algérie : *Industrialisation de l'Algérie* [13 octobre 1955] (p. 5097). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Réforme électorale liée à l'avancement de la date des élections* [28 octobre 1955] (p. 5350). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Discussion de la réforme électorale* [1<sup>er</sup> novem-

bre 1955] (p. 5459, 5460); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Observations sur la représentation proportionnelle et les apparentements* [9 novembre 1955] (p. 5608, 5609); *Son contre-projet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin uninominal à deux tours)* (p. 5610, 5611); de ce projet de loi en troisième lecture : *Directives du parti socialiste pour le second tour* [16 novembre 1955] (p. 5767).

**NAROUN (M. Amar)**, Député de Constantine (R. I).

Son élection est validée [29 janvier 1953] (p. 645). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des affaires économiques [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2<sup>e</sup> collège, 2<sup>e</sup> circonscription) : *Demande de renvoi à la Commission pour enquête complémentaire, présentée par M. Haumesser (Contestations sur son élection)* [29 janvier 1953] (p. 641, 642, 645); — des interpellations sur la politique européenne : *Sex explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Le sort futur de l'Afrique dans l'Europe à 6)* [27 novembre 1953] (p. 5630, 5631). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements en Algérie [12 novembre 1954] (p. 4945). Est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Noble attitude de M. Adrien Tixier, Ministre de l'Intérieur, lors des troubles de 1915, satisfécit décerné à son successeur, danger éventuel du « jeune impérialisme arabe », appui de certaines grandes puissances (amies), loyalisme général de la population, « provocateurs » désireux de faire échouer la politique généreuse de réformes, volonté heureusement annoncée de la poursuivre, « impératif catégorique de l'unité nationale », paroles du cardinal*

*Tisserand* [12 novembre 1954] (p. 4965, 4966). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *La délégation du centre national des indépendants* [2 février 1955] (p. 619); *Réformes mineures proposées par le Gouvernement, réformes économiques et sociales indispensables* [3 février 1955] (p. 635). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations de M. Grandval en présence de deux membres du Gouvernement [29 juin 1955] (p. 3440). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Création du département de Bône, répression* [29 juillet 1955] (p. 4519, 4520). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation du prolétariat nord-africain vivant dans la métropole [4 août 1955] (p. 4602); la retire [6 octobre 1955] (p. 4819). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Défense de Si Bekkai* [8 octobre 1955] (p. 4967). = S'excuse de son absence [6 octobre 1953] (p. 4010), [3 novembre 1954] (p. 4689). = Obtient des congés [6 octobre 1953] (p. 4010), [3 novembre 1954] (p. 4689).

**NENON (M. Jean)**, *Député du Lot-et-Garonne* (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**).

#### Dépôts :

Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des crédits aux victimes des inondations dans le Lot-et-Garonne, **n° 2545**. — Le 13 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 925) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale dans sa première législature portant statut général du personnel des communes et des

établissements publics communaux, **n° 2639**. — Le 5 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 4575) tendant à proroger le délai de six mois prévu à l'article 93 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux ; 2° de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues (n° 4605) tendant à proroger le délai prévu par l'article 93 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, relatif à la titularisation de certains personnels des communes et établissements communaux, **n° 4998**. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, **n° 6106**. — Le 21 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 4575) tendant à proroger le délai de six mois prévu à l'article 93 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux ; 2° de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues (n° 4605) tendant à proroger le délai prévu par l'article 93 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, relatif à la titularisation de certains personnels des communes et établissements communaux ; 3° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5612) tendant à créer un comité algérien paritaire des services municipaux ; 4° de M. Nenon et plusieurs de ses collègues (n° 6106) tendant à modifier la loi (n° 52-432) du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux ; 5° de MM. Restat et Bordeneuve, sénateurs (n° 4108) tendant à apporter une modification à la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, **n° 8519**. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Pierre Meunier et plusieurs de ses collègues (n° 3940) tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture ; 2° de M. René Schmitt et plusieurs

de ses collègues (n° 4250) tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture; 3<sup>e</sup> de M. Max Brusset (n° 4774) tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture, nommés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1949, dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture; 4<sup>e</sup> de MM. Paul Aubry et Jean Masson (n° 7033) tendant à l'intégration de tous les chefs de bureau et rédacteurs des préfectures dans le corps des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1949, dans le corps des secrétaires administratifs de préfecture; II. la proposition de résolution de MM. Charret, Lebon et Jean-Michel Flandin (n° 7033 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des chefs de division et chefs de bureau, n° 9830. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 6034) tendant à étendre aux agents des services publics concédés le bénéfice de la loi n° 53-89 du 7 février 1953 relative à la réparation des préjudices de carrière; 2<sup>o</sup> de M. Métayer et plusieurs de ses collègues (n° 6789) tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains agents des services publics, n° 10897. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7850) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation de la médaille de vermeil et de la médaille d'or accordée aux agents communaux, n° 10899. — Le 7 octobre 1955, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 4575) tendant à proroger le délai de six mois prévu à l'article 93 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux; 2<sup>o</sup> de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues (n° 4605) tendant à proroger le délai prévu par l'article 93 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, relatif à la titularisation de certains personnels des communes et établissements communaux; 3<sup>o</sup> de M. Rabier et

plusieurs de ses collègues (n° 5612) tendant à créer un comité algérien paritaire des services municipaux; 4<sup>o</sup> de M. Nenon et plusieurs de ses collègues (n° 6106) tendant à modifier la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux; 5<sup>o</sup> de MM. Restat et Bordeneuve, sénateurs (n° 4108) tendant à apporter une modification à la loi n° 52-432 du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 11564.

### Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du statut du personnel communal et départemental* [26 février 1952] (p. 942). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1952] (p. 1636 et suiv.); Art. 14 : *Amendement de M. Demusois tendant à permettre aux maires de se faire assister des chefs de services municipaux* (p. 1642); Art. 16 : *Amendement de M. Demusois tendant à donner aux comités paritaires le pouvoir d'arbitrage* (p. 1643); Art. 20 : *Amendement de M. Genton tendant à dispenser des conditions de diplômes et stages, les candidats déjà agents communaux pendant trois ans* (p. 1646); Art. 21 : *Amendement de M. Demusois relatif à la détermination des échelles de traitements et du classement des emplois* [11 avril 1952] (p. 2229); *Amendement de M. Genton tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur* (p. 2231); Art. 26 : *Amendement de M. Genton tendant à procéder sur le plan départemental à la péréquation des notes* (p. 2232); Art. 29 : *Amendement de M. Demusois tendant à octroyer aux remplaçants le salaire du fonctionnaire qu'ils remplacent* (p. 2233); Art. 82 : *Amendement de M. Bourom tendant à laisser au Conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* (p. 2237 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Statut des personnels communaux* [10 avril 1952] (p. 2138). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le projet de loi annoncé par M. le Ministre de l'Intérieur sur l'aide financière aux départe-



ments sinistrés n'a pas encore été déposé [10 juin 1952] (p. 2780). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 4152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions facultatives aux collectivités locales (inondations du Sud-Ouest)* [13 décembre 1952] (p. 6357); *le retire* (p. 6358); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 118 : *Son amendement tendant à saisir de la réforme, le Conseil supérieur de la sécurité sociale* [28 janvier 1953] (p. 694); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 31 : *Amendement de M. Maton tendant à ne pas réintégrer dans l'ordre de la Légion d'Honneur pendant un délai de deux ans* [27 février 1953] (p. 1434). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à l'examen en deuxième lecture de la proposition de loi portant levée du secret professionnel à l'occasion de l'affaire des piastres* [20 octobre 1953] (p. 4414). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4651 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités atmosphériques)* [3 décembre 1953] (p. 5955, 5956); Chap. 4651 : *Sa demande de renvoi en Commission* (p. 5958); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3131 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la protection civile (Suppression des crédits d'équipement)* [8 décembre 1953] (p. 6285, 6286); Etat A, Chap. 4151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions obligatoires aux collectivités locales (Insuffisance des subventions, protestations de l'association des maires de France)* [11 décembre 1953] (p. 6471). — Dépose une demande d'interpellation sur la fixation du prix d'achat du tabac à la production [11 février 1954] (p. 179). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3113 : *Sa demande de renvoi à la Commission (Intégration de certaines catégories de fonctionnaires de prefectures)* [23 novembre 1954] (p. 5278); Chap. 4151 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales* (p. 5303, 5304); Chap. 4152 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales,*

*demande de disjonction de M. Leenhardt (Communes victimes de calamités publiques)* (p. 5310, 5311); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Art. 3 : *Entretien du réseau routier national secondaire* [15 décembre 1954] (p. 6372); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5810, 5811); *Demande de suspension de séance formulée par le Gouvernement* (p. 5811); Article premier : *Amendement de M. Ballanger (Dispense de stage pour les agents recrutés dans les emplois supérieurs)* (p. 5813); *Amendement de M. Ballanger (Echelles de traitements, tableau des effectifs)* (p. 5814, 5815); *Amendement de M. Lenormand (Limitation des emplois)* [24 novembre 1955] (p. 5981); *Amendement de M. Lenormand (Carrière des agents malades)* (ibid.); *Amendement de M. Elain (Assurance contre les risques de longue maladie et capital-décès)* (p. 5982); *Amendement de M. Ballanger (Composition du comité paritaire national consultatif des services municipaux)* (p. 5983); *Amendement de M. Sibué (Textes abrogés par la loi de 1952)* (p. 5984); *Amendement de M. Meck (Application aux agents intercommunaux)* (p. 5984); *Amendement de M. Meck (Mode de représentation pour les élections du personnel des communes)* (p. 5985); Art. 2 : *Amendement de M. Valentino (Application dans les départements d'outre-mer du congé bloqué de 60 jours et d'une indemnité de passage pour la métropole)* (p. 5986); Art. 3 : *Amendement de M. Dubois (Création d'une caisse d'assurance pour la longue maladie et le capital-décès)* (p. 5987); Art. 6 : *Amendement de M. Ballanger (Reconstitution de carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5988); *Ses explications de vote* (p. 5990, 5991).

**NIGAY (M. Pierre)**, Député de l'Allier  
(R. R. S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**),

[18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; — Est nommé : Vice-Président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [6 février 1952] (F. n° 100), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 février 1955] (F. n° 482) ; — pour représenter la Commission des moyens de communication et du tourisme au sein du Conseil supérieur des Transports [9 août 1951] (F. n° 21). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du Tourisme pour faire partie : de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492) ; — et de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles, [7 février 1955] (F. n° 495).

### Dépôts :

Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le Gouvernement à indemniser les propriétaires dont les véhicules ont été réquisitionnés par les Forces françaises de l'Intérieur, n° 2601. — Le 7 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 12 avril 1943 concernant les conditions dans lesquelles peuvent être employés les panneaux-réclames, affiches, n° 4645. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 2738) portant statut des autoroutes, n° 5103. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3362) de M. Marcel Massot tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 29 du décret du 20 août 1939, complété par le décret du 29 août 1951, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, n° 5778. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 4943) portant déclassement de la section de ligne de Massy-Palaiseau à Gallardon de la

ligne d'intérêt général de Paris à Chartres par Gallardon, n° 6409. — Le 2 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 8187) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (C. I. V.), la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (C. I. M.), signées à Berne le 25 octobre 1952 et les actes qui leur sont annexés, n° 8582. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8562) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'utilisation de la gare d'Orsay comme aérogare, n° 8942. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8759) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obliger les constructeurs de véhicules à moteurs, quels qu'ils soient, à munir leurs engins de « silencieux » efficaces et non démontables, n° 9074. — Le 19 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis (n° 9221) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1481) portant statut des autoroutes, n° 9522. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9941) de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 3 janvier 1955 déclassant le canal du Berry et à faire procéder à certains travaux de réfection de cette voie d'eau, n° 10262. — Le 12 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour permettre la réouverture au public du Musée de l'Air, n° 10724. — Le 26 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 10724) de M. Nigay et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour permettre la réouverture au public du Musée de l'Air, n° 10860.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie ; Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à permettre le panachage et le vote préférentiel* [30 novembre 1951] (p. 8694) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts divers (Prêts aux artisans pêcheurs et crédit maritime mutuel)* [28 décembre 1951] (p. 10025). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Abus du nom de Vichy* [11 avril 1952] (p. 2225). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile ; Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer « dans » par « pendant »* [10 octobre 1952] (p. 4227) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas relatifs aux équivalences pour les brevets délivrés à l'étranger* [4 novembre 1952] (p. 4675) ; *Son amendement relatif aux titres obtenus à l'étranger* (p. 4675) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la composition du Conseil du personnel navigant* (p. 4677) ; Art. 14 : *Son amendement relatif à l'autorité du commandant de bord* ((p. 4677) ; Art. 17 : *Son amendement relatif à l'emploi de personnel civil dans une zone d'hostilités* (p. 4679) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits sociaux (Services médico-sociaux)* [24 octobre 1952] (p. 4416) ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 45-01 : *Son amendement tendant à réduire d'un million de francs les crédits pour l'exploitation des services maritimes (Gestion des compagnies d'économie mixte)* [15 novembre 1952] (p. 5284). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Election le 5 février d'un membre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [3 février 1953] (p. 844). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables ; Art. 7 : *Son amendement tendant à inclure un représentant du Commissariat au plan dans la commission prévue* [12 mars 1953]

(p. 1833). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Critique du contrôle fiscal)* [6 juillet 1954] (p. 3236) ; — du projet de loi relatif à la signalisation routière, en qualité de *Rapporteur suppléant* [7 juillet 1954] (p. 3277) ; Art. 2 : *Amendement de M. Gosset (Signalisation routière et publicité sur les routes, sanctions envers les contrevenants)* (p. 3277) ; — du projet de loi relatif au statut des autoroutes, en qualité de *Rapporteur : Modernisation technique de notre réseau routier, péages* [7 juillet 1954] (p. 3279) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Barthélemy tendant à faire résulter le classement d'une voie dans la catégorie des autoroutes, d'un acte de déclaration d'utilité publique* (p. 3280) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Sa demande de report de la discussion* [2 mars 1955] (p. 959) ; *Modifications apportées au projet par le Conseil de la République* [3 mars 1955] (p. 4043) ; Art. 3 bis : *Demande de disjonction de M. Noël (Le péage)* (p. 1045) ; Art. 6 : *Fonds routier* (p. 1046) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, transports et tourisme (II. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 : *Allusion à M. Chaban-Delmas, Ministre des Travaux publics, transports et tourisme et ancien Président de la Compagnie chrétienne des transports* [17 novembre 1954] (p. 5136) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 34 : *Comptabilité de l'aéroport d'Orly* [15 mars 1955] (p. 1426).

**NININE (M. Jules)**, Député du Cameroun (1<sup>re</sup> circonscription, collège indigène) (S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [21 août 1951] (p. 6362). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission spéciale chargée

de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire [6 mars 1952] (F. n° 113); de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (F. n° 347). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); Président de cette Commission [16 mars 1955] (F. n° 509).

### Dépôts :

Le 9 novembre 1951, un rapport, (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions des lois du 11 avril 1946 et du 22 septembre 1948 modifiant l'article 412 du Code pénal, relatif aux entraves apportées à la liberté des enchères, n° 1464. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 445) de M. Ousmane Socé Diop et plusieurs de ses collègues, transmise par le Président du Conseil de la République, tendant à instituer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, des sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme, n° 1876. — Le 6 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi adaptant dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les lois des 24 mai 1946 et 25 septembre 1948 modifiant les taux des amendes pénales, n° 1896. — Le 18 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 31) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) instituant dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, un système de perception immédiate d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police, n° 2044. — Le 23 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1798)

d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 20 mars 1951 complétant les articles 639 et 640 du Code d'instruction criminelle, n° 2197. — Le 23 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1805) tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, n° 2198. — Le 23 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1797) relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, de la loi du 30 mai 1950 instituant un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal, n° 2199. — Le 24 décembre 1951, une proposition de loi tendant à indemniser les évadés des territoires soumis à l'autorité de fait, dite gouvernement de Vichy ou administrés par l'ennemi, de pertes de biens de toute nature résultant de leur évasion, n° 2206. — Le 29 décembre 1951, une proposition de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, où elles ne sont pas encore en vigueur, différentes lois relatives à l'inscription maritime et organisant dans ces territoires le fonctionnement de l'administration de l'inscription maritime, n° 2303. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le Gouvernement à conférer, à titre posthume, au général Leclerc de Hauteclouque, la dignité de Maréchal de France n° 2530. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à rendre applicables dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion) les dispositions de la loi du 18 avril 1946 et de toutes celles qui l'ont modifiée ou complétée et tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 2622. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 2241) relatif à la transcription en Indochine des jugements, arrêts et actes en matière d'état civil, n° 2753. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au

Cameroun et au Togo un véritable service des affaires sociales, n° 2762. — Le 6 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger ou à modifier le décret n° 48-1564 du 28 septembre 1948, concernant l'octroi des titres de gouverneur honoraire et de gouverneur général honoraire des colonies, n° 3583. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 296) de M. Frédéric-Dupont tendant à fixer les modalités de dégagement ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, n° 4061. — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 4306) portant extension aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de la loi du 28 octobre 1943, rendue applicable par l'ordonnance du 9 août 1944 et relative aux appareils à pression de vapeur employés à terre et aux appareils à pression de gaz employés à terre ou à bord des bateaux de navigation intérieure, n° 5648. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux territoires de l'Union française, où elles ne sont pas encore applicables, les dispositions de la loi du 30 avril 1906, modifiée par le décret-loi du 28 septembre 1935 sur le warrant agricole, n° 5763. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux départements d'outre-mer l'application de certaines dispositions législatives relatives à l'adoption, la légitimation adoptive et les effets du mariage, n° 5764. — Le 12 mars 1953, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 3155) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1791) adopté par l'Assemblée Nationale complétant le paragraphe premier de la section VII du Titre II du Livre III du Code pénal par un article 367, n° 5837. — Le 17 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues (n° 2762) tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, un véritable service des affaires sociales, n° 5839. — Le 17 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de loi (n° 3010) de M. Ranaivo et plusieurs de ses collègues tendant à accélérer l'évolution sociale des pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, par la transformation ou l'amélioration

dans le secteur autochtone de l'habitat, de l'alimentation, ainsi que de la protection de la mère et de l'enfance, n° 5890. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 7142) réorganisant le registre du commerce au Cameroun, n° 7774. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur l'avis (n° 6626) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale adaptant dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les lois des 24 mai 1946 et 25 septembre 1948, modifiant les taux des amendes pénales, n° 7775. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur l'avis (n° 7942) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1205) relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar, n° 8048. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de résolution (n° 4368) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer des Conseils régionaux dans les territoires d'outre-mer, n° 8049. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur l'avis (n° 7910) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1145) tendant à étendre aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du Code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie, n° 8050. — Le 30 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues (n° 2762) tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo un véritable service des affaires sociales, n° 8189. — Le 13 août 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur l'avis (n° 8459) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1202) relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, de la loi n° 50-597 du 30 mai 1950 instituant un article 320 bis et modifiant l'article 434 du Code pénal, n° 9175. — Le 30 août 1954, un rapport au nom de

la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 5180) relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française, **n° 9249**. — Le 11 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, **n° 10370**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures destinées à protéger les producteurs de café des territoires d'outre-mer contre l'effondrement des cours consécutif à certaines manœuvres monétaires de pays étrangers, **n° 10612** (rectifié). — Le 6 juillet 1955, une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires et agents publics de toute nature, membres des Assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française et du Togo, d'Afrique équatoriale française et du Cameroun, de Madagascar et des Comores, **n° 11130**. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 11311) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'un projet de loi organisant le soutien de la production caféière des territoires d'outre-mer, **n° 11380**. — Le 18 octobre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 3010) de M. Ranaivo et plusieurs de ses collègues tendant à accélérer l'évolution sociale des pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, par la transformation ou l'amélioration dans le secteur autochtone de l'habitat, de l'alimentation, ainsi que de la protection de la mère et de l'enfance, **n° 11619**. — Le 18 octobre 1955, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues (n° 2762) tendant à organiser dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, un véritable service des affaires sociales, **n° 11620**. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1351) rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, certaines dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 1944

relative à la répression des évasions et de la loi n° 49-340 du 14 mars 1949, modifiant les articles 237 à 241, 245 et 247 du Code pénal, et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, **n° 11638**. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1349) tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles premier et 2 de la loi du 22 avril 1925 modifiant les articles 174 et 203 du Code d'instruction criminelle, et au Togo, l'article 2 de cette même loi, **n° 11639**. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1352) tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 2 août 1950 modifiant l'article 380 du Code pénal, **n° 11640**. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 5714) tendant à rendre applicables dans les territoires de l'Afrique occidentale française, du Togo, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et des Etablissements français de l'Océanie, les modifications apportées à l'article 259 du Code pénal par la loi validée du 23 mai 1942 et l'ordonnance du 28 juin 1945, **n° 11641**. — Le 18 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 10448) tendant à modifier dans les territoires d'outre-mer et sous tutelle l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, **n° 11642**. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1354) rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les modifications apportées dans la Métropole aux articles 66, 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle, **n° 11656**. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 9190) tendant à rendre applicables aux Etablissements français de l'Océanie certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, **n° 11657**. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 9191) tendant à rendre applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances certaines modifications apportées au Code pénal par les textes

en vigueur dans la métropole, n° 11658. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1342) tendant à rendre applicables à la Côte française des Somalis certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 11659. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1575) tendant à rendre applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon des modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 11660. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 3350) tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du Code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, n° 11661. — Le 21 octobre 1955, une proposition de loi tendant à promouvoir dans le territoire du Cameroun sous tutelle internationale, confiée à l'administration de la République française, certaines formes institutionnelles en vue de favoriser le progrès politique, social et économique de ses habitants, n° 11680.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 juillet 1951] (p. 5924). — Ses rapports sur les élections : du territoire de Madagascar (1<sup>re</sup> circonscription, 2<sup>e</sup> circonscription, 3<sup>e</sup> circonscription) [19 juillet 1951] (p. 5981, 5982, 5983) ; de la Martinique (p. 5983). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar et dépendances (citoyens français, 2<sup>e</sup> circonscription) : en qualité de *Rapporteur* [3 août 1951] (p. 6205, 6206, 6207, 6211, 6212) ; — du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (collège indigène, 1<sup>re</sup> circonscription) : en qualité de *Rapporteur* [3 août 1951] (p. 6213, 6216) ; — du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (collège indigène, 3<sup>e</sup> circonscription) : en qualité de *Rapporteur* [3 août 1951] (p. 6217) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 9 : *Son amendement tendant à inclure les personnes inscrites au rôle des contributions* [22 novembre 1951] (p. 8348) ; Art. 10 : *Amendement de M. Silvanore tendant*

*à n'exiger que six mois de délai pour qu'un ancien fonctionnaire soit éligible dans le territoire où il était en fonctions* (p. 8349) ; *Son amendement tendant à inclure les chefs de secteurs scolaires* (p. 8349) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter la représentation du Cameroun* (p. 8378) ; *le retire* (p. 8379) ; *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du 2<sup>e</sup> collège* [23 novembre 1951] (p. 8412) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer le nombre de sièges attribué à chaque cercle du Cameroun* (p. 8416) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir la révision des listes électorales* (p. 8417) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin uninominal à un tour* (p. 8419, 8420) ; — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 novembre 1951] (p. 8697) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le tableau du Conseil de la République pour le Cameroun* [25 janvier 1952] (p. 363, 364) ; *le retire* (p. 364) ; *Son amendement tendant à interdire aux autorités locales la création de cercles et de subdivisions* (p. 364) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à sectionner les circonscriptions comptant plus de 400.000 habitants* (p. 366, 367) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Collège unique au Togo)* (p. 392, 393) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-41 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour le personnel d'autorité (Politique des gouverneurs de territoire, pléthore de hauts fonctionnaires, le marché du cacao, le service de santé)* [8 novembre 1952] (p. 4927 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; ETATS ASSOCIÉS ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 février 1953] (p. 816) ; — du projet de loi relatif au taux des amendes pénales dans les territoires d'outre-mer ; en qualité de *Rapporteur* [5 mars 1953] (p. 1618, 1619) ; — du projet de loi relatif à la transcription en Indochine de jugements d'état civil ; en qualité de *Rapporteur* [5 mars 1953] (p. 1621) ; — du

projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Pouvoirs des Assemblées locales)* [23 novembre 1953] (p. 5441); Etat B, Chap. 68-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions au F. I. D. E. S. (Réduction exagérée des crédits)* (p. 5458); — du projet de loi portant application de l'article 412 du Code pénal dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur : *Entraves apportées à la liberté des enchères, harmonisation de la législation des territoires d'outre-mer avec celle de la métropole, création de services des affaires sociales outre-mer* [18 février 1954] (p. 397, 398); — du projet de loi portant application des articles 320 bis et 434 du Code pénal dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur : *Délits ou crime d'incendie volontaire ou involontaire* [18 février 1954] (p. 398, 399); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Discussion générale (Préoccupations électorales de certains gouverneurs, dangers des mesures d'exception prises contre certains hauts fonctionnaires, assimilation entre les situations de préfets et sous-préfets et celles de gouverneurs et administrateurs de la France d'outre-mer, durée du délai d'inéligibilité)* [12 mars 1954] (p. 857); — d'interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : *Revendications des fonctionnaires d'outre-mer, application du décret du 17 septembre concernant l'indemnité dégressive accordée aux agents de l'Etat, malaise économique et social, non-application de la sécurité sociale* [8 avril 1954] (p. 1909 et suiv.); développe, en son absence, l'interpellation de M. Diallo Yacine sur le même sujet : *Mutations des fonctionnaires des territoires d'outre-mer, système britannique, décentralisation du Ministère de la France d'outre-mer, indemnités de représentation et de sujétion* [8 avril 1954] (p. 1931 et suiv.); *Discussion générale (Réforme institutionnelle du Togo et du Cameroun, amnistie des condamnés politiques d'outre-mer, contrôle par l'Organisation des Nations Unies, acheminement vers l'autonomie)* [9 avril 1954] (p. 1980 et suiv.); *Amendement de M. Silvanire à l'ordre du jour de M. Aubame (Orientation politique des territoires d'outre-mer et des terri-*

*toires associés)* (p. 2034); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Son amendement (Communes de plein exercice à créer au Cameroun)* [12 août 1954] (p. 4109, 4110); *le retire* ((p. 4110); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo, en qualité de Rapporteur : *Hommage à M. Juglas; les membres du conseil du Gouvernement; le projet en discussion, simple étape* [15 mars 1955] (p. 1403, 1404); Art. 2 : *Amendement de M. Charret (Membres élus par l'Assemblée territoriale)* (p. 1407); Art. 19 : *Amendement de M. Charret (Droits fiscaux dans des circonstances exceptionnelles)* (p. 1409); Art. 23 : *Amendement de M. Malbrant (Attributions individuelles des membres du conseil du Gouvernement)* (p. 1410); *Amendement de M. Raingeard (Droit d'information des membres du conseil du Gouvernement)* (p. 1411); Art. 28 : *Amendement de M. Raingeard (Pouvoirs de l'Assemblée territoriale)* (p. 1411); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, en qualité de Rapporteur pour avis : *Caisse de stabilisation des prix et réforme des instituts d'émission; Ministère de la France d'outre-mer et gouvernements généraux; fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer et bureau d'organisation des ensembles africains; régimes foncier et forestier; warrant agricole, expropriations, coordination des transports, industrialisation, F. I. D. E. S.* [28 mars 1955] (p. 1994, 1995); — en deuxième lecture d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Renvoi du débat* [29 juin 1955] (p. 3461); seconde délibération, Art. 12 : *Commission d'appel* [5 juillet 1955] (p. 3264); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour les exercices 1955, 1956 : *Déroulement du débat (Texte relatif aux terres australes et antarctiques françaises)* [4 août 1955] (p. 4616). — Prend part : à la seconde délibération du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Extension aux événements survenus en matière d'élections dans les départements d'outre-mer)* [26 juillet 1955] (p. 3264); *le retire* (ibid.); — à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions



concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 7 : *Vœux du Cameroun : division en deux circonscriptions, collège unique, suffrage universel, représentation accrue ; perturbation causée par l'annonce des élections anticipées* [17 novembre 1955] (p. 5829 à 5834) ; Art. 8 : *Amendement de M. Aujoulat (Institution au Cameroun d'une circonscription électorale unique) ; Division du Cameroun en deux circonscriptions électorales* [18 novembre 1955] (p. 5862, 5863) ; Art. 9 : *Son amendement (Nombre de sièges attribués au Cameroun)* (p. 5865) ; *le retire* (ibid.). = S'excuse de son absence [7 octobre 1954] (p. 4568). = Obtient un congé [7 octobre 1954] (p. 4568).

## ASSEMBLÉE

**NISSE (M. Robert)**, *Député du Nord* [3<sup>e</sup> circonscription] (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [25 octobre 1955] (**F. n° 575**). — Est nommé Vice-Président de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 14 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager les victimes des récents orages qui ont ravagé le département du Nord, **n° 692**. — Le 14 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 juin 1919, modifiée par la loi du 28 juillet 1921 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, **n° 1108**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter la législation en matière d'aide à la construction, **n° 5276**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département du Nord : *Amen-*

*dement de M. Kuehn tendant à nommer une Commission d'enquête* [31 juillet 1951] (p. 6130 et suiv.) ; *Ses observations sur la signature de M. Drion candidat R. G. R.* [2 août 1951] (p. 6169) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Sa demande de renvoi à la Commission (Lenteur de l'évaluation des dommages)* [14 novembre 1951] (p. 7999, 8000) ; *Retire sa motion préjudicielle* (p. 8000) ; Chap. 60-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertises de dommages de guerre* (p. 8018) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Attributions du Secrétaire d'Etat aux Beaux Arts)* [18 décembre 1951] (p. 9272, 9274) ; *le retire* (p. 9274) ; Chap. 35-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les monuments historiques (Insuffisance des crédits)* [19 décembre 1951] (p. 9436, 9437) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 ; Etat A, Chap. 9500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction (Hâte de la discussion, insuffisance de la reconstruction)* [23 décembre 1951] (p. 9736, 9737) ; *le retire* (p. 9740) ; Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Dommages de guerre franco-belges)* [24 décembre 1951] (p. 9786) ; *le retire* (ibid.) ; Articles additionnels : *Son amendement relatif à la reconstitution des biens mobiliers des collectivités publiques locales* (p. 9793) ; *Son amendement relatif au remboursement des intérêts dus au fonds de modernisation et d'équipement* (p. 9793) ; *Son amendement tendant à prévoir le vote d'un plan de financement de la reconstruction* (p. 9796 et suiv.) ; Art. 13 : *Amendement de M. Chupin tendant à ne pas appliquer la « part différée » aux immeubles comportant de nombreux logements* (p. 9808) ; Article additionnel : *Amendement de M. Crouzier relatif aux sinistrés qui ont perçu des indemnités de réquisition* (p. 9808) ; Article additionnel : *Amendement de M. Garet tendant à autoriser les associations et sociétés coopératives de reconstruction à faire de la construction privée* (p. 9810) ; Art. 22 : *Amendement de M. Chupin tendant à relever la subvention annuelle accordée aux offices d'habitations à*

loyer modéré (p. 9811); Art. 26 : *Son amendement relatif aux indemnités de licenciement du personnel des services de logement* (p. 8913); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'indemnisation des Français sinistrés à l'étranger* (p. 8913); *Son amendement tendant à proroger de six mois le délai pour la déclaration des dommages de guerre* (p. 8913); *Son amendement tendant à rembourser en numéraires les honoraires d'architecte* (p. 8911); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 29 : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages* [3 janvier 1952] (p. 38 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les économies aux dépens des sinistrés, la réparation des dommages de guerre)* [2 avril 1952] (p. 1745 et suiv.); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur les difficultés des producteurs de pommes à cidre* [21 octobre 1952] (p. 4273, 4274); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion en attendant de connaître le montant des crédits affectés à la reconstruction* [15 novembre 1952] (p. 5179, 5180); Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur la lenteur de l'évaluation des dommages de guerre* (p. 5181, 5182); Chap. 46-32 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de prêts complémentaires (Prêts du Crédit foncier et du Comptoir des entrepreneurs)* (p. 5250); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5397, 5398); *Son sous-amendement tendant à ce que le fascicule budgétaire prévu comporte des crédits spéciaux pour les dommages de guerre* (p. 5404); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits pour les dommages de guerre, les défauts de la loi de 1946 sur les dommages de guerre, la reconstitution de la S. N. C. F. et de la flotte rhénane)* [18 décembre 1952] (p. 6587 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer « la part différée » des dommages de guerre*

[20 décembre 1952] (p. 6772); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953. Etat C, Chap. 70-10 : *260 milliards pour la Caisse autonome de la Reconstruction (Réciprocité des dommages de guerre avec la Belgique)* [23 janvier 1953] (p. 206); — d'une proposition de résolution relative à l'aide aux populations sinistrées des Pays-Bas, d'Angleterre et de Belgique. : *Discussion générale* [10 mars 1953] (p. 1696, 1697); — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction, Art. 1<sup>er</sup> : *Reconstruction et règlement des dommages de guerre* [17 mars 1953] (p. 1984); *Son amendement tendant à réserver le bénéfice des dispositions de l'article aux seuls sinistrés d'origine* (p. 1988, 1992); Art. 4 : *Son amendement tendant à l'augmentation du montant des nouvelles autorisations de programme* (p. 1991); — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mars 1953] (p. 2066); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; Art. 2 : *Son amendement tendant à retenir pour base d'indexation le salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur à Paris* [20 mars 1953] (p. 2097 et suiv.); Art. 10 : *Son amendement relatif à la publication du taux de la bonification d'épargne* (p. 2104); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux; Art. 1<sup>er</sup> et 2 : *Contre-projet de M. René Schmitt tendant à affirmer le devoir de la Nation d'assurer un logement à chaque famille et à prévoir l'établissement d'un programme quinquennal de 500.000 logements à réaliser dans le cadre de la législation des H. L. M.* [20 mars 1953] (p. 2121, 2122); *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types* [21 mars 1953] (p. 2161 et suiv.); *Sous-amendement de M. Sibué tendant à limiter les avantages prévus aux organismes H. L. M.* (p. 2170); Art. 4 : *Amendement de M. Goleau tendant à faciliter la construction de maisons de retraite dans les communes rurales* (p. 2186); Art. 6 : *Amendement de M. Durbet tendant à rendre obligatoire la simplification des formalités* (p. 2191); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones, amendé par le Conseil

de la République : *Discussion générale (Importance du problème de l'aménagement par zones, liaison inopportune avec celui du logement, majorité massive au Conseil de la République pour les dissocier)* [24 juillet 1953] (p. 3900) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques ; son amendement tendant à exiger que les projets d'aménagement soient préalablement dûment « approuvés » et non pas seulement « pris en considération » (la prise en considération n'a aucune valeur juridique et reste toute provisoire)* (p. 3903) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, État A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Indemnisation intégrale des sinistrés, problème des normes de l'habitat, plans d'urbanisme, les « villes dortoirs »)* [30 novembre 1953] (p. 5701, 5702) ; Art. 4, État D : *Indemnisation des victimes de réquisitions automobiles en 1940* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5754) ; *Avances aux sinistrés étrangers (Accords de réciprocité pour l'indemnisation des dommages de guerre)* (p. 5755, 5756) ; *Etendue des droits des associations et coopératives de reconstruction* (p. 5756) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'indemnisation des dommages inférieurs à 3.000 francs de 1953* (p. 5759) ; Art. 7 : *Emission de titres pour le paiement des dommages en Indochine* (p. 5762) ; Art. 15 : *Motion préjudicielle de M. R. Schmitt tendant à surseoir au débat pour protester contre les modifications de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* (p. 5807) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer les droits de mutation sur les propriétés bâties* [2 décembre 1953] (p. 5875) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement relatif au paiement en espèces de l'indemnité d'éviction accordée aux sinistrés immobiliers* (p. 5875, 5876) ; le retire (p. 5876) ; *Son amendement tendant à permettre aux fonctionnaires d'accéder à la propriété par des prêts* (p. 5877) ; le retire (p. 5878) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5883) ; AGRICULTURE, État B, Chap. 51-30 : *Équipement des services agricoles (Exportation du bétail frontalier recensé en « compte ouvert en douane »)* [4 décembre 1953] (p. 5985) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, État A, Chap. 30-01 : *Administration centrale (Insuffisance du réseau routier du Nord, autoroute Paris—Lille)* [11 décembre 1953] (p. 6533) ; Chap. 31-13 : *Amendement de M. Levindrey*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des Ponts et Chaussées (Reclassement indiciaire de ces fonctionnaires) [12 décembre 1953] (p. 6562) ; Chap. 35-21 : *Routes et ponts (Chemins vicinaux et ruraux)* (p. 6583, 6584) ; — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi réorganisant la Sécurité sociale dans les mines au profit des mineurs* [11 mars 1954] (p. 808) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Son amendement (Disjonction du paragraphe 5 concernant la taxation « des marchés d'études »)* [26 mars 1954] (p. 1342) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 6 : *Son amendement (Disjonction du paragraphe 5 relatif aux plans et dessins industriels)* [9 avril 1954] (p. 1994) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, ÉDUCATION NATIONALE, État A, Chap. 34-71 : *Situation des artistes, création d'une Caisse des Arts, construction d'une cité des arts dans le parc de Beaugerard* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1685, 1686) ; Chap. 35-74 : *Son amendement (Pourcentage de décorations dans les bâtiments d'État)* (p. 1689) ; Chap. 35-81 : *Son amendement (Insuffisance des crédits pour les monuments historiques, cathédrale de Reims et basilique de Saint-Quentin)* (p. 1690) ; Chap. 43-73 : *Son amendement (Subvention à la Caisse nationale des lettres)* (p. 1693) ; le retire (ibid.) ; État B, Chap. 56-80 : *Monuments historiques sinistrés par faits de guerre* (p. 1694) ; *Son amendement (Réparation des dommages de guerre des monuments historiques)* (p. 1695). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [3 novembre 1954] (p. 4689). — Son rapport sur les élections partielles du Cantal [12 novembre 1954] (p. 4976). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, État A, Chap. 31-01 : *Autoroute Paris—Lille, coordination des transports, état des routes du Nord, passages à niveau* [9 décembre 1954] (p. 5980, 5981) ; Chap. 34-13 : *Demande de disjonction de M. Sibué (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* [11 décembre 1954] (p. 6124) ; État B, Chap. 53-30 : *Voies de navigation intérieure (Liaison entre la région du Nord et l'agglomé-*

ration parisienne, port fluvial de Lille) [14 décembre 1954] (p. 6342 et suiv.) ; Chap. 53-32 : *Travaux de défense contre les eaux (Escaut)* (p. 6348) ; Etat A, Chap. 45-42 : *Electrification des voies ferrées Paris—Lille* [15 décembre 1954] (p. 6392) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 43-72 : *Son amendement indicatif (Pourcentage des crédits de constructions affectés aux commandes artistiques)* [13 décembre 1954] (p. 6236) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 46-91 : *Régime de sécurité sociale des artistes musiciens et littérateurs, édification d'une cité des artistes dans le parc de Beauregard* (p. 6244) ; Etat B, Chap. 56-80 : *Son amendement indicatif (Restauration des monuments historiques du Nord)* (p. 6248 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION, pour 1955, Etat A, Chap. 48-92 : *Dommages de guerre : évaluations non effectuées, carence quant au programme de travaux, plan de priorités et plan de financement, fluctuations et empirisme, austérité, Commissions cantonales, évaluations révisibles, responsabilités, codification des textes, ingérence des administrations centrales* [24 janvier 1955] (p. 177 à 179) ; Etat D, paragraphe 1<sup>er</sup>, ligne deuxième : *Plan de financement du 28 octobre 1946 pour le règlement des dommages de guerre* [26 janvier 1955] (p. 243) ; ligne neuvième : *Sinistrés hors de France* (p. 245) ; *Sinistrés étrangers* (ibid.) ; paragraphe 2, ligne sixième : *Essor architectural et crédits pour les sinistrés* (p. 250) ; Art. 4 : *Sa demande de réserver l'article 4 de l'état D* (p. 251) ; *Son article additionnel (Collectivités locales et démolition d'immeubles insalubres)* (p. 276) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 9 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Courant (Règlements de réquisitions par les Allemands ou les alliés)* (p. 285 à 288) ; *Article 68 du règlement et article 16 de la Constitution* [27 janvier 1955] (p. 305) ; *Article additionnel de M. Kaufmann (« Plancher » des indemnités des sinistrés)* (p. 347) ; *Son article additionnel (Transformation de postes)* (p. 352, 353) ; *le retire* (p. 353). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Naves (Nord) au cours de la dernière campagne électorale [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Situation et besoins des houillères et des entreprises*

*sidérurgiques du Nord ; le canal du Nord* [25 mai 1955] (p. 3013 à 3016). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents des élections municipales de Lille [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, Art. 6 : *Indemnisation des sociétés à participation étrangère, sinistrées* [26 juillet 1955] (p. 4290). = S'excuse de son absence [4 décembre 1951] (p. 8774) ; [29 février 1952] (p. 1165) ; [29 janvier 1953] (p. 644) ; [20 juillet 1954] (p. 3420) ; [27 juillet 1954] (p. 3622) ; [12 mai 1955] (p. 2695) ; = Obtient des congés [4 décembre 1951] (p. 8774) ; [29 février 1952] (p. 1165) ; [29 janvier 1953] (p. 644) ; [20 juillet 1954] (p. 3420) ; [27 juillet 1954] (p. 3622) ; [12 mai 1955] (p. 2695).

**NOCHER (M. Jean)** (CHARON GASTON, dit),  
*Député de la Loire (N.I.)*.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

#### Dépôt :

Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de distribuer gratuitement aux vieux, aux économiquement faibles et à diverses catégories de consommateurs, une partie des stocks excédentaires de charbon qui sont en perdition sur le carreau de nos mines, **n° 7900**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Article premier : *Son amendement tendant à prévoir la désignation d'un co-directeur de publication non couvert par l'immunité* [8 novembre 1951] (p. 7723 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION**, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Partialité*

*des commentateurs en faveur du Gouvernement*) [19 décembre 1951] (p. 9335 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'attitude d'un préfet à l'égard d'un député [21 mars 1952] (p. 1424). — Dépose une demande d'interpellation : sur le système judiciaire qui permet aux grands coupables d'échapper à la justice, tandis que les petits sont durement et parfois injustement frappés [25 mars 1952] (p. 1956); — sur l'incohérence et l'arbitraire de certaines enquêtes policières, et les noyautages qui paralysent nos multiples directions de police [28 octobre 1952] (p. 4512). — Est entendu : sur la fixation de l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition relative aux tréfonciers de la Loire* [27 mars 1953] (p. 2464); — sur un rappel au Règlement de M. Lussy : *Demande de convocation formulée par 213 députés, précisions sur les modalités de sa propre demande écrite, écartée par le Bureau* [6 octobre 1953] (p. 4012). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Parallélisme du mécontentement ouvrier et paysan, symptôme d'impuissance et de démission du régime; Possible dissolution de l'Assemblée* [22 octobre 1953] (p. 4478); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'insuffisance des 12 divisions allemandes devant l'U.R.S.S., le traité de Paris-Bonn surtout favorable à l'Allemagne, l'abandon des territoires d'outre-mer, les revendications allemandes, les inconvénients du pool charbon-acier laissant prévoir les dangers d'une Europe intégrée)* [19 novembre 1953] (p. 5304 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [31 décembre 1953] (p. 7281). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique générale du Gouvernement (Après l'élection de M. le Président de la République) : *Discussion générale (Observations sur : le marasme des affaires, fruit de l'immobilisme gouvernemental et d'une diplomatie « insensée », et l'absence de toute majorité réelle, démontrée au Congrès de Versailles)* [6 janvier 1954] (p. 11 et 12). — Dépose une demande d'interpellation sur les abus du pouvoir dont un journal spécialisé dans l'automobile a récemment été victime et les infractions aux lois garantissant la liberté de la presse [23 février 1954] (p. 466). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi

relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire : *Discussion générale (Défense des droits des tréfonciers de la Loire, menace du pool charbon-acier pour le bassin de la Loire)* [10 juin 1954] (p. 2910, 2911); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle (Inéligibilité des députés de la deuxième législature pendant la durée de la troisième)* [31 octobre 1955] (p. 5415, 5416); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5480, 5481); *Allusion au Maréchal Juin* (p. 5481). = S'excuse de son absence [2 juillet 1953] (p. 3210). = Obtient un congé [2 juillet 1953] (p. 3210).

**LA NOE (M. Robert de),** Député du Morbihan (I.P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des boissons [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**NOEL (M. Léon),** Député de l'Yonne (R.S.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6004). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. 482**); de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de mutation en matière de succession en ligne directe et entre époux, **n° 1602**. — Le 23 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 45 et 46 de la Constitution, **n° 10491**.

**Interventions :**

Son rapport sur les élections du département de la Corse [5 juillet 1951] (p. 5877). — Dépose une demande d'interpellation sur les méthodes du Gouvernement en politique extérieure [14 novembre 1951] (p. 8013). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance de la décision à prendre, l'insuffisance du contrôle parlementaire, l'attitude des autres pays de l'Europe occidentale, la position du R.P.F. devant l'unité européenne, l'extension possible du plan Schuman)* [6 décembre 1951] (p. 8891 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur le traité relatif à la communauté européenne de défense [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, Etat A, Chap. 3101 : *Réorganisation des services centraux de Paris* [28 octobre 1952] (p. 4522). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Ratification du traité de la communauté européenne de défense* [3 mars 1953] (p. 1557, 1558); — les conversations de Londres et la conférence de Rome : *Ses observations sur l'absence du débat de politique étrangère, l'alliance atlantique, la question d'Indochine, le voyage de M. René Mayer aux U.S.A., la démilitarisation de Formose, les entretiens de Rome avec le Chancelier Adenauer et le Président de Gasperi, les protocoles additionnels au traité de l'E.D.C.* [6 mars 1953] (p. 1672, 1673). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi à toutes les communes de France* [20 mars 1953] (p. 2069). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique européenne du Gouvernement [12 mai 1953] (p. 2638); — sur les intentions du Gouvernement envers les projets d'organisation européenne [15 octobre 1953] (p. 4293); la développe : *Le statut envisagé de la Communauté européenne politique, le rôle du Conseil exécutif européen et sa composition, la fondation de l'Europe sur le cadavre de la France, le traité du 27 mai 1952 instituant la C.E.D. et les protocoles additionnels, les désirs*

*de revanche de l'Allemagne, l'occupation de l'Alsace-Lorraine par l'armée européenne* [17 novembre 1953] (p. 5002 et suiv.). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Reconnaissance du Gouvernement de Bonn comme seul représentatif de l'Allemagne entière, sa renonciation à toute action offensive (Ambiguïtés), conditions d'une éventuelle négociation avec l'U.R.S.S., supériorité des accords sur la C.E.D. (Moins de supra-nationalité, participation britannique, accord sur la Sarre); Droit de veto reconnu à la France contre tout dépassement des armements allemands, pressions extérieures à redouter, article additionnel proposé exigeant dans ce cas l'assentiment préalable de deux Commissions ad hoc du Palais-Bourbon et du Luxembourg : Précisions nécessaires touchant les engagements des U.S.A. (Statut de la Sarre et maintien des troupes en Europe); Allusion à la politique intérieure* [21 décembre 1954] (p. 6704 à 6706); Rapport n° 9703, Articles additionnels : *Son amendement (n° 1 rectifié) (Sous-Commissions ad hoc constituées à l'Assemblée et au Conseil de la République, assentiment préalable exigible pour tout accroissement du niveau des forces européennes autorisées)* [23 décembre 1954] (p. 6842); *Retrait provisoire jusqu'à deuxième délibération de l'article premier* (p. 6843); Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés), Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le paragraphe 2 (Inspiré de son ancien amendement n° 1) (Sous-Commissions mixtes instituées à l'Assemblée et au Conseil de la République en vue de contrôler tout accroissement des forces militaires européennes)* [28 décembre 1954] (p. 6906); *Accepte la modification proposée par le Gouvernement (Composition des Sous-Commissions) (ibid.), retire son amendement, « celui-ci ayant perdu une grande partie de sa valeur pratique du fait du pouvoir de décision laissé au Gouvernement » (Équivoques et manœuvres apparues à cette occasion)* [29 décembre 1954] (p. 6916).

**NOEL (M. Marcel)**, Député de l'Aube (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5),

[20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, **n° 316**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarifs accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires, **n° 577**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux titulaires d'une pension de vieillesse, reconnus inaptes, le bénéfice de la majoration pour tierce personne, quel que soit l'âge auquel ils la sollicitent, **n° 1809**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à codifier les modalités de paiement des raisins vendus dans l'aire de la Champagne délimitée aux fins de champagnisation par les coopératives de stockage ou les vigneron exploitants, **n° 2101**. — Le 22 décembre 1951, une proposition de loi tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1941 modifiée par la loi du 3 juillet 1944, **n° 2187**. — Le 20 mars 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2382) de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. la prolongation de quinze jours des billets populaires de congé annuel de manière que les enfants d'âge scolaire puissent profiter intégralement de leurs deux mois et demi de vacances, **n° 2991**. — Le 4 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 1334) tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des bases aériennes des Ponts et chaussées ; 2° de MM. Penoy et Villard

(n° 1589) tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des Ponts et chaussées ; 3° de M. Métayer et plusieurs de ses collègues (n° 2465) tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, des services d'entretien maritimes et fluviaux et bases aériennes des Ponts et chaussées ; 4° de MM. Cavelier, Morève et Valabrègue (n° 2829) tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des Ponts et chaussées, **n° 3207**. — Le 4 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 343) de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la réduction de 50 0/0 accordée autrefois par les compagnies de chemins de fer, aux sociétés musicales et chorales populaires d'amateurs se rendant dans les concours, festivals ou toute autre manifestation artistique, **n° 3208**. — Le 11 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Costes et plusieurs de ses collègues (n° 2417) tendant à inviter le Gouvernement à ne pas instituer un permis de conduire pour les motocycles dont la cylindrée ne dépasse pas 125 cm<sup>3</sup>, **n° 3314**. — Le 11 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : 1° la proposition de loi (n° 3092) de M. Arbeltier et plusieurs de ses collègues tendant à permettre à la famille d'un salarié de bénéficier de la réduction annuelle sur les chemins de fer, même lorsque le chef de famille ne voyage pas en même temps qu'elle ; 2° la proposition de résolution (n° 1753) de M. Cristófol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à demander à la Société nationale des chemins de fer français certains aménagements dans la réglementation de l'octroi de billets populaires de congé annuel, de façon à ce que tous les ayants droit puissent en bénéficier, même s'ils voyagent séparément à l'aller, **n° 3315**. — Le 11 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 1127) de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues étendant aux cheminots anciens combattants,

déportés et internés de la Résistance, le bénéfice des dispositions légales appliquées aux fonctionnaires, aux agents des services publics, aux travailleurs des industries nationalisées, relatives aux campagnes de guerre double et simple, **n° 3316**. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2770) de M. Blachette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer secondaires les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à dégager les crédits nécessaires à la Caisse autonome mutuelle des retraites pour mettre en application cette réforme, **n° 4131**. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 577) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires, **n° 4132**. — Le 23 octobre 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3305) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, **n° 4471**. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3247) de M. Alcide Benoît et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions permettant l'application effective de l'automatisme de la péréquation des pensions des anciens agents de la S. N. C. F., **n° 4949**. — Le 9 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exiger des sociétés d'assurances nationalisées qu'elles étendent à tous les transporteurs, sans exception, les tarifs préférentiels accordés à certains d'entre eux, **n° 5010**. — Le 10 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement l'arrêté étendant les zones d'actions de camionnage, en application de l'article 29 du décret du 14 novembre 1949 modifié par le décret du 5 novembre 1952, **n° 5032**. — Le 22 décembre 1952, un

rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2967) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les auxiliaires des P. T. T., utilisés dans un emploi permanent pendant au moins quatre heures par jour, à faire valider pour la retraite la durée de leurs services de non-titulaire, **n° 5229**. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 4475) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre les licenciements et les mutations des travailleurs des centres de révision Air-France de Marignane, Toulouse et Le Bourget, à maintenir ces centres et leurs activités au sein de la Compagnie nationale Air-France, **n° 5429**. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite, prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents salariés des entreprises de transport routier, **n° 5966**. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5032) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement l'arrêté étendant les zones d'actions de camionnage, en application de l'article 29 du décret du 14 novembre 1949 modifié par le décret du 5 novembre 1952, **n° 6068**. — Le 19 mai 1953, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5379) de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, **n° 6204**. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition des comités techniques départementaux des transports constitués suivant l'arrêté ministériel du 28 octobre 1950, en application du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949, relatif à la coordination des transports ferroviaires et routiers, **n° 6385**. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3739) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à accorder, pendant la période normale des congés payés la réduction de 39 0/0 sur les tarifs S. N. C. F. aux assurés sociaux en assurance longue maladie,



accidentés du travail et à leur famille, n° 6621.

— Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 555) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignés par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer ; 2° la franchise postale ; 3° les tabacs d'hospice, n° 6622. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 6194) de MM. Badie et Devemy tendant à accorder aux pensionnés d'invalidité ressortissant du Ministère des Anciens combattants des réductions sur les tarifs de voyageurs dans les transports en commun, n° 6623. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3229) ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, n° 6628. — Le 27 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4093) de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 29, paragraphe premier, du Code de la route et à prévoir certaines exceptions en faveur des chefs de familles nombreuses en ce qui concerne les règles relatives au permis de conduire, n° 7005. — Le 29 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6385) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition des comités techniques départementaux des transports constitués suivant l'arrêté ministériel du 28 octobre 1950, en application du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949, relatif à la coordination des transports ferroviaires et routiers, n° 7018. — Le 5 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la transformation d'un certain nombre d'emplois d'agents de la météorologie en emplois d'adjoints techniques, n° 7105. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant : 1° à classer dans la catégorie « Service actif » les agents de travaux et les conducteurs

de chantiers des ponts et chaussées ; 2° à attribuer à ces personnels : a) les indices de traitement fixés par le Conseil supérieur de la fonction publique le 23 décembre 1952 ; b) les indemnités de déplacement accordées aux fonctionnaires par le décret du 21 mai 1953, n° 7634. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 7105) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la transformation d'un certain nombre d'emplois d'agents de la météorologie en emplois d'agents techniques, n° 8041. — Le 6 avril 1954, une proposition de loi tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 : par l'application des dispositions de la loi n° 50-1010 du 19 août 1950, portant affiliation du personnel des deux sexes des transports routiers à la Caisse autonome mutuelle des retraités ; par l'application des dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant péréquation des pensions ; par la fixation de mesures propres à assurer l'équilibre financier de la C.A.M.R., n° 8270. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à accorder la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S. N. C. F. applicable aux voyages de congés payés, aux conjoints et aux enfants des titulaires d'une pension, servie au titre d'un régime de sécurité sociale ou d'aide aux grands infirmes et aveugles, même si ces titulaires ne peuvent se déplacer pour raison de santé, n° 8434. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 7341) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que soit maintenue en activité, pour les voyageurs et les marchandises, la ligne de chemin de fer d'Ambert (Puy-de-Dôme) à Darsac (Haute-Loire), n° 8551. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de loi (n° 7824) de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à empêcher la fermeture de la ligne Bonson (Loire) — Sembadel (Haute-Loire), n° 8552. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions instituant le dédou-

blement des échelles 9, 10 et 11 vis-à-vis du personnel cadre de la Régie autonome des transports parisiens, n° 8563. — Le 8 juin 1945, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 6856) de M. Guérard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre les mesures propres à accroître la sécurité routière, n° 8596. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 5383) de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le service voyageurs sur la ligne Bourges—Cosne, n° 8687. — Le 20 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de loi (n° 8434) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S.N.C.F. applicable aux voyages de congés payés, aux conjoints et aux enfants des titulaires d'une pension, servie au titre d'un régime de sécurité sociale ou d'aide aux grands infirmes et aveugles, même si ces titulaires ne peuvent se déplacer pour raison de santé, n° 8903. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 8563) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions instituant le dédoublement des échelles 9, 10 et 11 vis-à-vis du personnel cadre de la Régie autonome des transports parisiens, n° 8941. — Le 30 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier le plafond des ressources donnant droit au bénéfice de la pension servie aux grands infirmes en application de la loi du 2 août 1949, n° 9033. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways, n° 9319. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions et la durée du travail dans les transports routiers publics et privés, n° 9356. — Le 4 novembre 1954, une proposition de loi tendant à améliorer la sécu-

rité de la circulation routière en réglementant les vitesses autorisées, en interdisant les surcharges et en exigeant des moyens de freinage plus efficaces pour les véhicules de transport routiers marchandises et voyageurs, n° 9381. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 7 du décret n° 46-759 du 19 avril 1946 aux employés auxiliaires provenant du personnel communal, n° 10396. — Le 19 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux sapeurs-pompiers volontaires non professionnels le bénéfice d'une retraite vieillesse proportionnelle complémentaire, n° 10465. — Le 19 mars 1955, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 8314) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réduire, pendant les quatre mois à venir, les tarifs de chemin de fer pour le transport du vin des régions éloignées des centres de consommation, n° 10469. — Le 6 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 9356) tendant à réglementer les conditions et la durée du travail dans les transports routiers publics et privés ; 2° de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues (n° 10501) tendant à réglementer la durée du travail dans les transports sur route en vue d'assurer la sécurité du public et du personnel, n° 10674. — Le 24 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 8676) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les agents des escales d'Air-France en Corse le bénéfice des indemnités accordées à certains agents des escales d'Ajaccio et de Bastia, n° 10813. — Le 26 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 9518) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour moderniser et améliorer la ligne de chemin de fer de montagne Villefranche—Latour-de-Carol (Pyrénées-Orientales), n° 10859. — Le 21 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de loi (n° 9381) de M. Marcel

Noël et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la sécurité de la circulation routière en réglementant les vitesses autorisées, en interdisant les surcharges et en exigeant des moyens de freinage plus efficaces pour les véhicules de transport routiers, marchandises et voyageurs, **n° 10948**. — Le 3 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 10044) de M. Robert Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder à la fermeture de la ligne de chemin de fer de Sablé à Loué (Sarthe) et à maintenir le trafic voyageur sur la ligne de Château-du-Loir à Saumur et Thouars, **n° 11066**. — Le 13 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner d'urgence les instructions nécessaires afin que soient appliquées les dispositions réglementaires instituant des inscriptions nouvelles de camionnage en faveur des entreprises de transports urbains lésées par l'application restrictive des décrets du 14 novembre 1949 et du 13 décembre 1952, **n° 11207**. — Le 29 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que les cotisations payées à la sécurité sociale par les entreprises de transports routiers soient calculées sur l'intégralité des salaires, primes comprises, versés à leur personnel, **n° 11390**. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de loi (n° 7957) de MM. Vergès, de Villeneuve et Raphaël Babel, tendant au maintien du personnel du chemin de fer et du port de la Réunion dans la Caisse des retraites de la France d'outre-mer (C.R.F.O.M.), **n° 11495**. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de loi (n° 10564) de M. Jules Valle et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux familles nombreuses des cartes de réduction sur les chemins de fer en ce qui concerne les enfants de 18 à 21 ans continuant leurs études, **n° 11497**. — Le 18 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer d'intérêt local, des lignes secondaires et des tramways, affiliés à la Caisse autonome mutuelle des retraites, les dispositions de la loi n° 53-1327 du 31 dé-

cembre 1953 portant majoration des pensions, et à dégager les crédits nécessaires afin que la péréquation intégrale des retraites soit réalisée avant le 31 décembre 1955, **n° 11630**. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de loi (n° 10298) de M. Jules-Julien tendant à rétablir dans leurs droits et avantages de carrière acquis, les agents des chemins de fer lésés lors de l'application, en octobre 1920, du statut commun à tous les réseaux, **n° 11683**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation spéciale instituée par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 aux retraités de la S.N.C.F. et à ceux des autres régimes particuliers de retraites, dont le montant de la pension n'atteint pas le plafond prévu par la loi, **n° 11708**. — Le 31 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme, sur la proposition de résolution (n° 11390) de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que les cotisations payées à la sécurité sociale par les entreprises de transports routiers soient calculées sur l'intégralité des salaires, primes comprises, versés à leur personnel, **n° 11781**.

#### Interventions :

Est entendu sur la validation : des élections dans le département d'Indre-et-Loire [19 juillet 1951] (p. 5969); — des élections dans le département de Loir-et-Cher [19 juillet 1951] (p. 5971, 5972). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de la Guinée (collège unique) : *Discussion générale* [22 août 1951] (p. 6395, 6396, 6397); *Son amendement tendant à annuler les élections* (p. 6401); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P.T.T., Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel régional (Cas des agents inaptes au travail et mutés)* [15 novembre 1951] (p. 8065); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les conducteurs de chantiers des ponts et chaussées (Droits à pension d'ancienneté de ces fonctionnaires)* (p. 8082, 8083); Chap. 1180 : *Son amendement tendant à*

réduire les crédits pour pensions et retraites (Affiliation du personnel routier à la Caisse autonome mutuelle) (p. 8085, 8086); Chap. 5090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Fermeture de lignes) (p. 8094, 8095); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1040 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des services extérieurs (Statut des ouvriers) [12 décembre 1951] (p. 9064); Chap. 1050 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Primes de travaux salissants) (p. 9064); Chap. 1060 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Titularisation des agents) (p. 9064, 9066); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Classement du personnel) (p. 9067); Chap. 4010 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels) (p. 9084, 9085); P.T.T., Chap. 1040 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services postaux spécialisés (Transformation d'emplois d'agents chargeurs) [23 décembre 1951] (p. 9667); Chap. 1060 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Ingénieurs des travaux) (p. 9670); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Réforme du service des lignes) (p. 9670); Chap. 1080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services extérieurs (Titularisation d'auxiliaires) (p. 9671); Chap. 1110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de risques) (p. 9673); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 4 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Achèvement des « Armagnac » et « Bretagne » entrepris) [22 décembre 1951] (p. 9615). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des transports aériens d'Air-France [26 décembre 1951] (p. 9858). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 9141 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les études et prototypes (Insuf-

fisance des crédits) [27 décembre 1951] (p. 9929); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B, COMMUNICATIONS : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Air-France (Achat d'avions français) [27 décembre 1951] (p. 9957, 9958); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Air-France (Grève des navigants) (p. 9958, 9959). — Dépose une demande d'interpellation sur le verdict prononcé par le tribunal militaire de Metz le 26 janvier 1952, condamnant à cinq ans de prison le colonel Joeker [5 février 1952] (p. 424). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4722 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de sécurité sociale des mineurs (Retraites des agents des chemins de fer) [23 octobre 1952] (p. 4344, 4345); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3114 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel ouvrier des ponts et chaussées (Primes et indemnités des chefs de travaux) [24 octobre 1952] (p. 4411); Chap. 3115 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des ponts et chaussées (Variations des salaires des ouvriers selon leurs qualifications) (p. 4412); Chap. 3392 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits sociaux (Insuffisance des crédits) (p. 4415, 4416); Chap. 3413 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Remboursement de frais) (p. 4417); Chap. 4441 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions (Affiliation des personnels routiers à la Caisse autonome mutuelle de retraites) (p. 4419); le retire (ibid.); Chap. 4541 : Son amendement tendant à réduire la subvention aux chemins de fer d'intérêt général (p. 4420); le retire (ibid.); Chap. 4543 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la S.N.C.F. (Attribution de bonifications d'ancienneté pour années de campagnes de guerre aux cheminots) (p. 4421); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Ch.p. 4631 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'assistance aux vieillards et infirmes (Application de la loi du 2 août 1949

sur l'assistance aux aveugles) [30 octobre 1952] (p. 4616); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3113 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Rémunération du personnel ouvrier) [13 novembre 1952] (p. 5066, 5067); Chap. 3142 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Ecole nationale d'aviation civile (Formation du personnel navigant) (p. 5069); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1040 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services postaux des gares (Agents chargeurs des bureaux de gare) [14 novembre 1952] (p. 5141); Chap. 1060 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des télécommunications (Réforme du service des lignes) (p. 5142); Etat A, Chap. 1120 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Repas de midi des facteurs ruraux) [15 novembre 1952] (p. 5254); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnité forfaitaire pour travaux dangereux) (p. 5255); Chap. 4010 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (Cantines des P.T.T.) (p. 5257); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3392 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Colonies de vacances) (p. 5260); Chap. 3421 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports aériens (Ouvriers des services de l'air) (p. 5261); Chap. 4521 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits à Air-France (Statut du personnel non navigant) (p. 5269); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits à Air-France (Insuffisance des salaires du personnel) (p. 5269); — du projet de loi portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile; Art. 8 : Insuffisance des brevets militaires [4 novembre 1952] (p. 4675, 4676); Art. 28 : Indemnisation en cas de décès ou d'incapacité permanente (p. 4682); Art. 39 : Amendement de M. Clostermann relatif à la composition de la Commission d'enquête sur les accidents (p. 4689); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5320 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs

les crédits pour routes et ponts (Lenteur de la reconstruction du réseau routier) [21 décembre 1952] (p. 6944); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5320 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement aéronautique (Crise de la construction aéronautique en France) (p. 6947); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'Administration centrale (Retraités de la Caisse autonome mutuelle de retraites) [30 janvier 1953] (p. 701); Chap. 34-13 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les frais des agents des ponts et chaussées (Suppression de 4.000 postes d'agents des travaux) (p. 702); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : Sa motion préjudicielle demandant le renvoi à la Commission pour exiger une aide accrue à la construction aéronautique française (Chômage et fermeture d'usines de constructions aéronautiques) [14 novembre 1953] (p. 5145 et suiv.); Etat A, Chap. 31-13 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des services extérieurs (Parité des traitements avec ceux des ouvriers métallurgistes de Paris) (p. 5147); Chap. 31-22 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de navigation aérienne (Indemnité d'insalubrité en Corse) (p. 5148); Chap. 43-94 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Personnel en service au Fezzan) (p. 5151); le retire (ibid.); Chap. 45-81 : Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux transports aériens (Commandes d'appareils étrangers par Air-France) (p. 5158); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Motion préjudicielle de M. R. Manceau tendant à surseoir au débat pour demander une subvention plus forte pour la S.N.C.F. et satisfaction des revendications des cheminots [7 décembre 1953] (p. 6194); Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander la péréquation des retraites de la Caisse autonome mutuelle des retraites (p. 6196); P. T. T., Etat A, Chap.

1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réforme des catégories d'employés)* [7 décembre 1953] (p. 6206) ; Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services des télécommunications (Transformation d'emplois)* (p. 6224, 6225) ; Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnités pour heures supplémentaires)* (p. 6234, 6235) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Sa motion préjudicielle demandant une lettre rectificative en faveur des retraités de la Caisse autonome mutuelle des retraites* [11 décembre 1953] (p. 6531) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Intégration d'agents supérieurs dans le corps des administrateurs)* [12 décembre 1953] (p. 6557, 6558) ; le retire (p. 6558) ; Chap. 31-13 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des Ponts et Chaussées (Intégration de ces fonctionnaires dans les services classés « actifs »)* (p. 6560, 6561) ; Chap. 31-14 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des conducteurs de chantier et agents des Ponts et Chaussées (Statut de ces agents à l'étude)* (p. 6563) ; Chap. 44-61 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux associations de Tourisme (Subvention à Tourisme et Travail)* (p. 6588) ; Chap. 45-43 : *Application de la convention de 1937 avec la S.N.C.F. (Suppression de lignes secondaires)* (p. 6595, 6596) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des crédits supplémentaires pour la Caisse autonome mutuelle des retraites* (p. 6610, 6611) ; P.T.T., amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services des télécommunications (Réforme technique du service des lignes)* [31 décembre 1953] (p. 7144) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Article additionnel : *Son amendement relatif à la Caisse autonome mutuelle des retraites* [13 décembre 1953] (p. 6744). — Dépose une demande d'interpellation sur les aménagements à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 et en

demande la jonction à celle de M. Roger Faraud [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1632) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Situation de la caisse autonome mutuelle des retraites, engagements pris lors du budget des Travaux publics* [8 avril 1954] (p. 1905). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 22 P : *Son amendement (Régime fiscal applicable aux transporteurs)* [9 avril 1954] (p. 1997) ; — du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Article additionnel de M. Benard tendant à autoriser le concessionnaire de la construction et de l'exploitation d'une autoroute à percevoir des péages* [7 juillet 1954] (p. 3281) ; *Sous-amendement de M. Anthonioz tendant à autoriser le concessionnaire à percevoir des péages pour assurer l'entretien de l'autoroute et l'amortissement des capitaux investis par lui ; hostilité de la commission au droit de péage* (p. 3400) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A Chap. 1000 : *Son amendement indicatif (Application aux agents des P. T. T. des textes relatifs aux quarante-cinq heures par semaine)* [9 novembre 1954] (p. 4839, 4840) ; Chap. 10-30 : *Son amendement indicatif (Retraite des agents du service des ambulants, des bureaux des gares, des centres de tri)* [10 novembre 1954] (p. 4880) ; Chap. 10-50 : *Son amendement indicatif (Prime de technicité au personnel du service des chèques postaux)* (p. 4880) ; Chap. 10-60 : *Son amendement indicatif (Amélioration de la situation des agents des lignes)* (p. 4883) ; *Son amendement indicatif (Titularisation des auxiliaires)* (p. 4884) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955 (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) ; Etat A, Chap. 31-13 : *Son amendement indicatif (Revendications du personnel de l'aviation civile, transformations d'emplois)* [17 novembre 1954] (p. 5149) ; le retire (p. 5150) ; Chap. 45-81 : *Situation financière d'Air-France, nécessité d'assurer la présence française, Orly, fermeture de l'école d'apprentissage d'Air-France* (p. 5157, 5158) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME) : *Oppose la question préalable (Suppression de lignes de chemin de*

*fer, coordination des transports, Caisse autonome mutuelle de retraite des cheminots, traminois et routiers, statut des conducteurs de chantiers et des agents de travaux*) [4 décembre 1954] (p. 5833 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Titularisation des auxiliaires)* [9 décembre 1954] (p. 5992, 5993); Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantier et agents de travaux, ses demandes de disjonction* (p. 5996, 5997, 6000); Chap. 31-16 : *Son amendement indicatif (Modification d'appellation des surveillants des chantiers dans les départements d'outre-mer)* (p. 6005); Chap. 32-91 : *Sa demande de disjonction (Décret du 14 septembre 1954, problème de la Caisse autonome mutuelle de retraites, retraite des transporteurs routiers)* (p. 6011); Chap. 45-45 : *Son amendement indicatif (Situation des ingénieurs et des cadres de la R. A. T. P.)* [11 décembre 1954] (p. 6152); Etat B, Chap. 53-20 : *Son amendement indicatif (Durée et conditions de travail des conducteurs routiers)* [14 décembre 1954] (p. 6342); le retire (ibid.); Art. 3 : *Dotation du fonds routier, modernisation des routes* [15 décembre 1954] (p. 6374, 6375); *Son article additionnel (Contrôle de l'Assemblée Nationale pour la fermeture des lignes secondaires)* (p. 6385, 6386); Etat A, Chap. 45-42 : *Son amendement indicatif (Coordination du rail et de la route, fermeture de lignes)* [18 décembre 1954] (p. 6570); le retire (ibid.); Chap. 35-21 : *Son amendement indicatif (Suppression de postes d'essences sur les routes nationales)* (p. 6574); le retire (ibid.); *Article additionnel de M. A. Schmitt (Conditions préalables à toutes fermetures de lignes)* (p. 6576); Chap. 31-13 : *Son amendement indicatif (Date d'application des indices des agents de travaux et conducteurs de chantiers)* (p. 6576, 6577); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Petits cheminots, traminois et routiers* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 551); Etat A, Chap. 45-42 : *Son amendement indicatif (Fermeture de lignes affluentes)* (p. 551, 552); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes; Art. 3 : *Amendement de M. Benard (Cas d'enclavement)* [3 mars 1955] (p. 1044); Art. 3 bis : *Sa demande de disjonction (Fonds routier et péage)* (p. 1045); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 40 : *Ratification du décret liquidant la Caisse autonome mutuelle de retraite*

*(Petits cheminots); Sa demande de vote par division* [15 mars 1955] (p. 1428); *la retire* (ibid.); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe des P. T. T.; Etat A, Chap. 11-20 : *Son amendement indicatif (Indemnité pour travaux de force)* [15 mars 1955] (p. 1456); *Son amendement indicatif (Indemnité de gérance et de responsabilité)* (p. 1457); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gautier (Durée du travail dans les services routiers)* [24 mai 1955] (p. 2926, 2927). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Examen en cinquième lecture des deux articles de la loi de finances* [24 mai 1955] (p. 2933). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways : *Maintien en activité de la C. A. M. R. et affiliation des routiers, recul de l'âge de la retraite* [24 novembre 1955] (p. 5996, 5997).

**NOTEBART (M. Arthur)**, *Député du Nord* [2<sup>e</sup> circonscription] (S.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

### Dépôts :

Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à accorder à tout Français âgé d'au moins 80 ans, titulaire d'une retraite inférieure au montant de l'allocation versée aux vieux travailleurs salariés, une retraite égale à ce montant, **n° 4297**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la priorité aux règlements des indemnités de dommages de guerre aux collectivités locales, aux établissements publics et offices publics d'habitations à loyer modéré s'étant rendu acquéreurs de droits à indemnités de dommages de guerre en vue de construire des logements, **n° 4454**. — Le

10 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893 modifiée), les bénéficiaires de l'article L-115 du Code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, **n° 5118**. — Le 18 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour protéger les bénéficiaires de l'assistance médicale gratuite (loi du 15 juillet 1893 et ses modifications successives), les bénéficiaires de l'article L-115 du Code des pensions militaires d'invalidité et ceux relevant de la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, **n° 5159**. — Le 18 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter des prêts et crédits aux entreprises

sinistrées, **n° 5915**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du décret n° 54-1301 du 22 décembre 1954 relatif aux droits d'ouverture et de licence des débits de boissons, **n° 10223**. — Le 11 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures tendant au remboursement de l'impôt sur les sociétés acquitté par les régies municipales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1949, jusqu'à l'application de l'article 44 de la loi n° 53-79 du 7 février 1953, les exonérant de cet impôt, **n° 11585**.

#### **Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [4 février 1955] (p. 706).







O

**OLMI (M. Philippe)**, *Député des Alpes-Maritimes (I. P.)*.

*Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*

(Cabinet LANIÉL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission des boissons [19 novembre 1954] (**F. n° 445**) ; Vice-Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**).

#### Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à la création de compagnies régionales d'experts agricoles et fonciers accrédités et d'une Confédération nationale, **n° 541**. — Le 10 juin 1952, une proposition de loi tendant à étendre l'application des dispositions de la loi du 31 décembre 1913, complétées par celles du 2 mai 1930 sur les « dégradations » commises aux immeubles classés, aux auteurs d'inscriptions sur les bâtiments publics ou privés, sur les chaussées des routes, trottoirs ou murs bordant les voies de communication ou tous emplacements voisins des sites classés, **n° 3604**. — Le 10 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier le dernier paragraphe de

l'article unique de la loi du 28 janvier 1937 modifiant l'article 401, paragraphe 4, du Code pénal, sur la grivèlerie, **n° 3605**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à créer un enseignement officiel de la chiropraxie sous le contrôle du Ministère de l'Education nationale, **n° 4285**. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts, **n° 5056**. — Le 13 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'huile d'olive métropolitaine dans les produits oléagineux métropolitains protégés par le décret du 26 juillet 1947, **n° 5090**. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 4813) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à la réglementation de la pharmacie, conclue à Paris le 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco et l'échange de lettres y afférent, **n° 5423**. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser les indices de classement des agents techniques et chefs de district des eaux et forêts, **n° 10163**.

#### Interventions :

Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le problème scolaire* [2 août 1951] (p. 6166). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE

SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les devoirs de la famille envers les enfants, les bienfaits de la morale religieuse liée à l'éducation)* [6 septembre 1951] (p. 6982, 6983, 6984); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Article premier : *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* [20 septembre 1951] (p. 7516); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Chap. 4423 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers (Disparition rapide des oliviers)* [25 octobre 1952] (p. 4473, 4474); le retire (p. 4475). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problèmes du bois et fonds forestier (Excédents en bois de chauffage, détaxés à l'exportation, politique d'enrésinement, amélioration du régime des licences, état actuel des importations, plan de reboisement de 1952, défense contre l'incendie, conflit des gemmeurs du Sud-Ouest, effectifs des eaux et forêts); Problèmes de l'allocation-vieillesse, sa mise en route, insuffisance de la loi du 10 juillet 1952 (Réponse à MM. Hénault et Delachenal)* [22 octobre 1953] (p. 4473 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3151 : *Demande de disjonction du chapitre, présentée par M. Samson (Création de postes de contrôleur adjoint)* [3 décembre 1953] (p. 5929, 5930); Chap. 3181 : *Direction des eaux et forêts (Régime fiscal des gemmeurs des Landes)* (p. 5936); *Amendement de M. Liautey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Taxes sur le bois)* (p. 5939); Chap. 3453 : *Commissions consultatives départementales des baux ruraux et tribunaux paritaires* (p. 5945); Chap. 3581 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Protection de la chasse et du gibier)* (p. 5948); Chap. 3751 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture*

(*Remise à jour des listes électorales*) (p. 5948); Chap. 3781 : *Amendement de M. Le Cozannet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour impositions sur les forêts domaniales (Impôts sur le marché du bois)* (p. 5949); Etat B, Chap. 5172 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Landes de Gascogne (Lutte contre les incendies, revendications des gemmeurs)* [4 décembre 1953] (p. 5987); Etat B, Chap. 6180 : *Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équipement aux eaux et forêts (Réfection des chemins pastoraux, et entretien des chalets des alpages)* [4 décembre 1953] (p. 5989); Chap. 4422 : *Sélection animale (Subvention aux syndicats d'éleveurs de chèvres en Corse)* (p. 6018). — Répond à une question de M. Goudoux relative à l'écoulement de la récolte de noix [4 décembre 1953] (p. 6007, 6008). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Dronne (Scrutin majoritaire à deux tours dans un cadre plus large que l'arrondissement, uninominal ou plurinominal selon les circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5417); *Son contre-projet (Scrutin départemental majoritaire à deux tours, avec panachage)* [1<sup>er</sup> novembre 1955] (p. 5445, 5446); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, Art. 11 : *Amendement de M. Laborbe évitant les recours contre les petits employeurs n'occupant qu'un salarié pendant moins de 150 jours par an* [4 mars 1954] (p. 642). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 3151 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* [25 novembre 1954] (p. 5546); Chap. 4421 : *Vulgarisation* [26 novembre 1954] (p. 5496); Chap. 4424 : *Son amendement (Propagande auprès des étrangers en faveur du vin)* (p. 5501). — S'excuse de son absence [13 janvier 1953] (p. 58). — Obtient un congé [13 janvier 1953] (p. 58).

**OOPA POUVANAA (M.)**, *Député de l'Océanie [Collège unique] (P. C. D.)*.

Son élection est validée [20 novembre 1951] (p. 8206). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôt :

Le 24 août 1954, une proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et dans les départements et les arrondissements métropolitains et d'outre-mer, **n° 9186**.

#### Interventions :

S'excuse de son absence [8 octobre 1955] (p. 4925). = Obtient un congé [8 octobre 1955] (p. 4925).

**OUEDRAOGO (M. Mamadou)**, *Député de la Haute-Volta (I. O. M.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé Secrétaire de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5604). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Anciens combattants des territoires d'outre-mer)* [6 décembre 1953] (p. 6148).

**OULD KADI (M. Djelloul)**, *Député d'Oran [2° collège] (App. U. D. S. R.)*.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6466). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des boissons [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [22 août 1951] (**F. n° 26**); juge suppléant de la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

#### Dépôts :

Le 11 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 132) de M. Raphaël Babet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du sucre de canne en même temps que celui de la betterave et d'accorder aux sucres de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, le bénéfice d'une participation de la Caisse nationale de péréquation des transports maritimes des sucres ou une subvention budgétaire, **n° 690**. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 5753) relatif à la fabrication des pâtes alimentaires, **n° 6401**. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 7265) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5753) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la fabrication des pâtes alimentaires, **n° 7749**. — Le 11 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 7265) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 930) relatif à la fabrication des pâtes alimentaires, **n° 8020**. — Le 2 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour protéger l'agri-

culture algérienne contre une invasion de sauterelles, n° 10061. — Le 16 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le plus bref délai, le département de Mostaganem, en Algérie, n° 11887. — Le 17 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le plus bref délai, le département de Tlemcen, en Algérie, n° 11909. — Le 18 novembre 1955, une proposition de loi tendant à titulariser les fonctionnaires françaises et français musulmans en Algérie, et à les recruter dans la proportion de 50 0/0, n° 11923.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863) ; [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Rabier tendant à supprimer la mention de l'Algérie* [25 janvier 1952] (p. 403). — Est nommé : *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1955] (p. 1) ; — *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Sort des musulmans français d'Algérie vivant en Tunisie* [8 juillet 1955] (p. 3734) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie :

*L'agriculture traditionnelle* [28 juillet 1955] (p. 4442, 4443). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). = S'excuse de son absence [31 mars 1955] (p. 2157). = Obtient un congé [31 mars 1955] (p. 2157).

**OURABAH (M. Abdelmadjid)**, *Député de Constantine (2<sup>e</sup> collège, 3<sup>e</sup> circonscription), (R. S. S.)*.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de l'intérieur [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Controverse René Mayer-Mauriac, nomination de M. Soustelle Gouverneur général de l'Algérie ; le drame social de l'Algérie* [3 février 1955] (p. 694, 695). = S'excuse de son absence [5 septembre 1951] (p. 6925). = Obtient un congé [5 septembre 1951] (p. 6925).



## P

**PALEWSKI (M. Gaston)**, *Député de la Seine*  
(6<sup>e</sup> circonscription) (R. S.).

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

*Ministre délégué à la Présidence du Conseil.*

(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)

du 23 février 1955 au 6 octobre 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles du règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour la représenter au sein du Comité directeur du F.I.D.E.S. [9 août 1951] (**F. n° 21**). — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**). — Est nommé par la Commission des affaires étrangères, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**).

#### Dépôts :

Le 29 décembre 1951, une proposition de résolution sur l'organisation d'une Confédération européenne, n° 2283. — Le 30 décembre 1952,

une proposition de loi tendant à autoriser les parents d'enfant infirme, forclos de la Sécurité sociale, à déduire de leur revenu net global imposable (à la surtaxe progressive) les frais de maladie, traitements médicaux, chirurgicaux et de rééducation, appareils orthopédiques, voitures pour infirmes, etc., n° 5251. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à garantir le droit de priorité des concierges dont le poste a été supprimé, en regard du logement qu'ils occupent, n° 5283. — Le 17 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser d'urgence, en faveur des travailleurs sans emploi, les dispositions actuelles sur le chômage, n° 5892. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, n° 7708. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 52-657 du 6 juin 1952 portant application de la loi n° 54-1124 du 26 septembre 1951 prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement dans les emplois publics, n° 8300. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 février 1954 fixant le montant des prestations légates dont disposent les Caisses d'allocation familiales pour leur action sanitaire et sociale, n° 8302. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue du reclas-

sement du personnel des agents des brigades des douanes, n° 9991. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour remédier aux anomalies de l'avancement dans le service des bureaux de l'administration des douanes et mettre fin au déclassement qui en résulte pour les personnels, n° 10176. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer certaines inégalités survenues dans le relèvement des rentes viagères, n° 10177.

### Interventions :

Prend part : à la discussion du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe, en qualité de *Rapporteur* [27 juillet 1951] (p. 6100, 6106, 6108); *Sa demande de renvoi au bureau* (p. 6109); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur le pool charbon-acier, l'armée européenne, la situation stratégique de la France dans le monde* [8 août 1951] (p. 6267, 6268, 6269). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur la nécessité d'un débat de politique étrangère* [21 août 1951] (p. 6367, 6368). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement en ce qui concerne le traité de paix avec le Japon [21 août 1951] (p. 6368). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) : *Discussion générale (Ses observations sur la session de l'O. N. U. à Paris)* [23 août 1951] (p. 6461). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat de politique étrangère* [28 août 1951] (p. 6543, 6544, 6545); — sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur le contrôle parlementaire de la politique étrangère, les conférences de San-Francisco, Ottawa et Washington* [30 août 1951] (p. 6650, 6651, 6652). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions de l'enseignement libre); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* [3 septembre 1951] (p. 6786). — Est entendu pour une modifi-

cation de l'ordre du jour : *Débat de politique étrangère : Création d'une armée européenne* [14 septembre 1951] (p. 7391). — Dépose une demande d'interpellation sur la position prise dans les conférences internationales qui place le Parlement et le pays devant des faits accomplis [18 septembre 1951] (p. 7403). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat de politique étrangère sur la création d'une armée européenne* [18 septembre 1951] (p. 7420, 7421). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'attitude embarrassée du Gouvernement)* [20 septembre 1951] (p. 7527, 7528). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur les négociations avec le chancelier Adenauer et la nécessité d'un débat de politique étrangère* [13 novembre 1951] (p. 7940 et suiv.); *Débat sur la politique étrangère, la venue du chancelier Adenauer à Paris pour une conférence à quatre* [20 novembre 1951] (p. 8213). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel (Commission mixte franco-marocaine)* [22 novembre 1951] (p. 8326, 8327); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'une armée européenne)* (p. 8330, 8331); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur la limitation des droits souverains de la France, l'égalité de droits accordée à l'Allemagne, le statut de la Sarre dans le pool et sa représentation, l'armée européenne, le referendum populaire proposé par le général de Gaulle)* [7 décembre 1951] (p. 8933 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir l'entrée en fonctions d'une autorité politique commune pour établir une fédération européenne* [11 décembre 1951] (p. 9029, 9030); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTRE-MER : *Contre-projet de M. Malleret-Joinville*

tendant à rapatrier le corps expéditionnaire [28 décembre 1951] (p. 10058, 10059); Chap. 1500 : Amendement de M. Delachenal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Situation militaire en Indochine) [29 décembre 1951] (p. 10079); — du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Tourtaud tendant à supprimer l'article tendant à ne prévoir aucune dépense nouvelle sans recette correspondante [30 décembre 1951] (p. 10280); Discussion générale (Défense de l'Union française, l'insuffisance de la réforme fiscale et des lois cadres) [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 16). — Prend part au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné : Programme de M. Edgar Faure (L'Europe confédérée, le statut de la Sarre le sort de l'Union française, les négociations de Washington, le sort du Vietnam) [17 janvier 1952] (p. 272 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord (Inclusion de la Grèce et de la Turquie) : Article unique : Son amendement tendant à inclure le Maroc et la Tunisie dans la zone garantie par le pacte atlantique [7 février 1952] (p. 491); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : Son ordre du jour repoussant le réarmement allemand [13 février 1952] (p. 693); — d'une proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la Médaille militaire, amendée par le Conseil de la République; Art. 4 : Son amendement tendant à prévoir l'émission d'un timbre commémoratif [11 avril 1952] (p. 2228). — Dépose une demande d'interpellation sur l'échec de la politique extérieure, notamment vis-à-vis de l'Allemagne [20 mai 1952] (p. 2344). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des interpellations sur la politique allemande du Gouvernement [27 mai 1952] (p. 2454). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur le vote des crédits militaires, l'hostilité du R.P.F. à l'armée européenne) [18 juin 1952] (p. 3027, 3028); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : Son ordre du jour blâmant la politique du Ministre des Affaires étrangères [20 juin 1952] (p. 3093); Son ordre du jour

estimant que le Ministre des Affaires étrangères n'est pas qualifié pour les négociations en Tunisie (p. 3104); — d'une proposition de loi prévoyant des dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée, amendée par le Conseil de la République; Discussion générale (Ses observations sur la définition de l'Union française) [11 juillet 1952] (p. 3928, 3929). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Vote du budget de la France d'outre-mer et nécessité d'un débat de politique étrangère [28 octobre 1952] (p. 4517, 4518). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Ses explications de vote sur l'ensemble [28 octobre 1952] (p. 4542, 4543). — Est nommé Vice-Président de l'Assemblée Nationale [6 novembre 1952] (p. 4788).

#### En cette qualité :

Préside : la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 8 novembre 1952 (p. 4945); la 1<sup>re</sup> séance du 14 novembre 1952 (p. 5102); la 1<sup>re</sup> séance du 18 novembre 1952 (p. 5329); la 1<sup>re</sup> séance du 22 novembre 1952 (p. 5458); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 22 novembre 1952 (p. 5520); la 1<sup>re</sup> séance du 28 novembre 1952 (p. 5821); la 1<sup>re</sup> séance du 2 décembre 1952 (p. 5885); la 2<sup>e</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 4 décembre 1952 (p. 5945); la 1<sup>re</sup> séance du 5 décembre 1952 (p. 5981); la 2<sup>e</sup> séance du 12 décembre 1952 (p. 6244); la 3<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1952 (p. 6355); la 1<sup>re</sup> séance du 19 décembre 1952 (p. 6603); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 20 décembre 1952 (p. 6720); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1952 (p. 6935). — Est nommé Vice-Président de l'Assemblée Nationale [14 janvier 1953] (p. 82).

#### En cette qualité :

Préside : la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 24 janvier 1953 (p. 290); la 2<sup>e</sup> séance du 25 janvier 1953 (p. 342); la 2<sup>e</sup> séance du 29 janvier 1953 (p. 659); la 2<sup>e</sup> séance du 20 février 1953 (p. 1229); la 3<sup>e</sup> séance du 20 février 1953 (p. 1253); la 1<sup>re</sup> séance du 10 mars 1953 (p. 1694); la 2<sup>e</sup> séance du 13 mars 1953 (p. 1888); la 3<sup>e</sup> séance du 20 mars 1953 (p. 2116); la séance du 25 mars 1953 (p. 2322); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 27 mai 1953 (p. 2857); la 1<sup>re</sup> séance du 4 juin 1953 (p. 2949); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 7 juillet 1953 (p. 3323); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du

10 juillet 1953 (p. 3462); la 1<sup>re</sup> séance du 17 juillet 1953 (p. 3565); la 1<sup>re</sup> séance du 21 juillet 1953 (p. 3630); la 3<sup>e</sup> séance du 8 octobre 1953 (p. 4124); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 20 octobre 1953 (p. 4432); la 1<sup>re</sup> séance du 27 octobre 1953 (p. 4560); la 1<sup>re</sup> séance du 6 novembre 1953 (p. 4900); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 novembre 1953 (p. 4941); la 3<sup>e</sup> séance du 6 novembre 1953 (p. 4949); la 1<sup>re</sup> séance du 19 novembre 1953 (p. 5265); la 3<sup>e</sup> séance du 30 novembre 1953 (p. 5713); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1953 (p. 5773); la 1<sup>re</sup> séance du 3 décembre 1953 (p. 5897); la 1<sup>re</sup> séance du 4 décembre 1953 (p. 5978); la 3<sup>e</sup> séance du 5 décembre 1953 (p. 6097); la 3<sup>e</sup> séance du 6 décembre 1953 (p. 6147); la 3<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1953 (p. 6301); la 3<sup>e</sup> séance du 9 décembre 1953 (p. 6356); la 1<sup>re</sup> séance du 12 décembre 1953 (p. 6554); la 1<sup>re</sup> séance du 13 décembre 1953 (p. 6641); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 14 décembre 1953 (p. 6778); la 2<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1953 (p. 7033). — Donne lecture d'une lettre de M. le Président du Conseil chargé de la gestion des affaires courantes demandant la convocation de l'Assemblée [27 mai 1953] (p. 2873). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations contre la politique de « fait accompli » du Gouvernement démissionnaire, notamment en matière de politique étrangère (Bermudes)* [23 juin 1953] (p. 3120, 3121). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en application partielle anticipée des Accords de Bonn [2 juillet 1953] (p. 3210); la développe : *Les conférences de La Haye et des Bermudes, le réarmement de l'Allemagne, les négociations à entreprendre avec l'U.R.S.S., le sort de la Sarre, la désorganisation de l'armée française, les arguments des partisans de l'armée européenne, la politique de Sir Winston Churchill, la nécessité pour la France de négocier avec l'U.R.S.S., l'impossibilité de réarmer l'Allemagne sans l'accord français* [17 novembre 1953] (p. 5192 et suiv., 5207). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis, en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouailhetas, et l'acquiescement de celui-ci par le Tribunal militaire de Paris, en 1953 : *Responsabilités du Gouverneur*

*Nouailhetas, témoignage de patriotisme en faveur des victimes* [23 juillet 1953] (p. 3825). — Prononce l'éloge funèbre de M. Mekki, député d'Oran [24 juillet 1953] (p. 3887). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (« Rassemblement national » autour du Gouvernement responsable de l'action ; Gravité révélatrice de « l'incident » du Congrès de Saïgon ; Nécessité de maintenir le rôle coordinateur de la France dans l'Union française (Art. 62) ; Pas de négociation à tout prix*) [27 octobre 1953] (p. 4612, 4613); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Kuehn, tendant à permettre à la France de reconsidérer son attitude, si celle du Congrès de Saïgon venait elle-même à être confirmée* (p. 4617); — du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Caractère définitif à conférer aux accords (Reconnaissance nécessaire, par l'Allemagne, représentation sarroise au Conseil de l'Europe, interdiction durable, en Sarre, des « partis de désordre »)* [6 novembre 1953] (p. 4936, 4937); — des interpellations sur la politique européenne : *Son ordre du jour réclamant la solution des problèmes de la Sarre et de la participation anglaise avant toute construction de l'Europe* [24 novembre 1953] (p. 5488). Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 57).

#### En cette qualité :

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 19 février 1954 (p. 426); la séance du 25 février 1954 (p. 506); la séance du 12 mars 1954 (p. 846); la 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 19 mars 1954 (p. 1057); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 19 mars 1954 (p. 1102); la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> avril 1954 (p. 1560); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> avril 1954 (p. 1616); la 2<sup>e</sup> séance du 11 mai 1954 (p. 2333); la 2<sup>e</sup> séance du 14 mai 1954 (p. 2434); la séance du 20 mai 1954 (p. 2528); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 29 juin 1954 (p. 3137); la séance du 21 juillet 1954 (p. 3487); la séance du 30 juillet 1954 (p. 3746); la 2<sup>e</sup> séance du 5 août 1954 (p. 3881); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 août 1954 (p. 3965); la séance du 7 août 1954 (p. 3986); la séance du 11 août 1954 (p. 4071); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 13 août 1954 (p. 4214); la 1<sup>re</sup> séance du 26 août 1954 (p. 4255); la 1<sup>re</sup> séance du 17 novembre 1954 (p. 5123); la 1<sup>re</sup> séance du 24 novembre 1954 (p. 5356); la 2<sup>e</sup> séance



du 25 novembre 1954 (p. 5435) ; la 1<sup>re</sup> séance du 30 novembre 1954 (p. 5603) ; la 2<sup>e</sup> séance du 30 novembre 1954 (p. 5618) ; le 2<sup>e</sup> séance du 4 décembre 1954 (p. 5823) ; la 2<sup>e</sup> séance du 12 décembre 1954 (p. 6173) ; la 2<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1954 (p. 6378) ; la 3<sup>e</sup> séance du 16 décembre 1954 (p. 6452) ; la 2<sup>e</sup> séance du 17 décembre 1954 (p. 6498) ; la 3<sup>e</sup> séance du 18 décembre 1954 (p. 6597) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1954 (p. 7010). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne [9 février 1954] (p. 117). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique qui a permis au Haut-Commissaire de la République française en Allemagne d'approuver les amendements de la loi fondamentale qui prévoient pour la République fédérale la possibilité d'assurer son réarmement [29 mars 1954] (p. 4386). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier, Art. 10 *quater* : *Son amendement (Taxe proportionnelle et rémunérations des associés des sociétés en nom collectif et des commandites des sociétés en commandite simple ; taxe proportionnelle et rémunérations des exploitants individuels)* [25 mai 1954] (p. 2672) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : « *Diplomatie de l'équilibre* », *conversations directes avec nos adversaires et maintien de nos alliances atlantiques, rôle de la France dans la nouvelle situation du Viet Nam, fin de la guerre froide en Europe et sort de l'Allemagne, indépendance économique et financière de la France, intangibilité de l'Union franco-africaine* [22 juillet 1954] (p. 3545, 3546) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 3 : *Rappel au règlement de Mme Lefebvre (Dépôt, en seconde délibération, d'une lettre rectificative)* [30 juillet 1954] (p. 3760). — Déclare interrompue la session jusqu'au 26 août 1954 (p. 4248). — Déclare reprise la session annuelle [26 août 1954] (p. 4255). — Associe l'Assemblée à la commémoration du dixième anniversaire de la Libération de Paris [26 août 1954] (p. 4255). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Opinion de la Commission sur l'article 7 relatif à l'intégration*

*éventuelle de l'Allemagne unifiée dans la C. E. D.* [28 août 1954] (p. 4389) ; — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Droit de sécession éventuel de l'Allemagne en cas de réunification, accord manifeste de tous les partis de Bonn pour le revendiquer* [8 octobre 1954] (p. 4640) ; *Son ordre du jour : « Salue » le geste de nos Alliés britanniques... et « fait confiance » au Gouvernement... (Statut permanent de la Sarre, Agence des armements, présence militaire « organique » des U. S. A., tentative d'accord à Quatre sur le Désarmement général)* (p. 4644) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : pas de retour indirect à la C. E. D. « par le canal des accords multilatéraux » (Ne pas écouter les sirènes) ; « garantie formelle » obtenue de l'Angleterre, engagement militaire analogue à obtenir des U. S. A. (Gouvernement et Congrès), de même, leur garantie explicite pour la Sarre ; précautions à prendre pour l'entrée éventuelle de l'Allemagne à l'O. T. A. N. (Son exclusion du Standing Group tripartite), impossibilité d'un arrangement véritable sur l'Allemagne et l'Europe sans accord à Quatre avec l'U. R. S. S., angoisse croissante imposée par les armes thermo-nucléaires (Hommage aux efforts de M. J. Moch à l'O. N. U.), initiative française réclamée par le Général de Gaulle « pour » une véritable Europe, celle « de la géographie, celle de l'équilibre »* [12 octobre 1954] (p. 4670, 4671) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES), Etat A, Chap. 31-41 *Nomination de trois conseillers diplomatiques du Gouvernement* [6 décembre 1954] (p. 5859) ; Chap. 31-43 : *Rémunération des auxiliaires à l'étranger* (p. 5860) ; Chapitre 42-33 : *Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Assistance à la Libye ; présence française au Fezzan)* (p. 5868) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat B, Chap. 56-72 : *Réaménagement du Louvre, évacuation du Pavillon de Flore* [13 décembre 1954] (p. 6248) ; Chap. 56-80 : *Son amendement indicatif (Restauration de la basilique Saint-Denis)* (p. 6250) ; le retire (p. 6251) ; Etat B, Chap. 66-40 : *Son amendement indicatif (Réalisation à Noisy-le-Sec d'un collège technique)* [14 décembre 1954] (p. 6300) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi

relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Art. 3 : *Autoroute de l'Est* [15 décembre 1954] (p. 6372). — Est entendu sur l'hommage à MM. les représentants du Parlement du royaume de Belgique [17 décembre 1954] (p. 6500). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Crise du logement dans le département de la Seine (Saint-Denis, Pantin), sous-locations, II. L. M., logements des Nord-Africains* [18 décembre 1954] (p. 6586, 6587) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale : (dilemme angoissant entre le rejet ou l'acceptation pure et simple (Crise atlantique ou crise internationale) ; détente incontestable constatée depuis 1950, « le fait thermo-nucléaire » et « l'évolution des conditions soviétiques » (Orientation intérieure vers plus de bien-être, puissance consacrée de la Chine) ; tendance générale à la négociation (hommage au Président Eisenhower), progrès récents à la conférence du Désarmement (cf. J. Moch), concessions soviétiques touchant l'Allemagne (Élections libres, forces armées orientales), dénonciation par contre (Inadmissible) du Pacte franco-soviétique ; système bâtard prévu par les Accords (Accroître à la fois les forces occidentales et les limiter), garanties supplémentaires nécessaires sur ce point (Amendement L. Noël) ; effets immédiats et irréversibles du réarmement allemand (Cadres allemands et matériels américains, même atomiques), reconnaissance du Gouvernement de Bonn comme « seul représentant légitime de toute l'Allemagne », garanties touchant la présence militaire américaine (leur fragilité), valeur par contre des engagements britanniques, abandon probable de la Sarre, collusion germano-soviétique possible (cf. avances russes au Japon) ; Suprême tentative de négociation nécessaire « avant de passer à l'application » (Général de Gaulle), son propre article additionnel en ce sens (Délai suspensif d'un an) [22 décembre 1954] (p. 6756 à 6759) ; Rapport n° 9703, Articles additionnels : *Son amendement (n° 3) (Ratification solidaire de l'ensemble des Accords, y compris la Sarre)* [23 décembre 1954] (p. 6842) ; *Son amendement (n° 4) (Ratification ajournée jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1955 sauf accord à**

*Quatre à intervenir dans ce délai avec l'U.R.S.S. sur le désarmement général et sur le problème allemand)* (p. 6843) ; *le soutient (Procédé de la négociation sous terme fixe, renouvelé de Genève)* (ibid.) ; Rapport n° 9704, Articles additionnels (cessation du régime d'occupation de la République fédérale, Accords de Bonn modifiés) : *Son amendement (Ratification solidaire de l'ensemble des Accords)* (p. 6844) ; Rapport n° 9689, Articles additionnels (Accord franco-allemand sur la Sarre) : *Son amendement (Ratification solidaire de l'ensemble des Accords)* (p. 6845) ; *Retrait* (ibid.) ; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 et Articles additionnels, (admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Explications de vote (Impossibilité de réarmer l'Allemagne sans la France ; « Opposition intérieure allemande insurmontable », solidité de la position juridique française ; son échange de lettres avec M. Laniel, Président du Conseil, solidarité atlantique inopposable (Revisionnisme allemand, contraire à l'esprit du Pacte) ; Rappel des conditions formulées le 12 octobre (Garantie organique touchant la présence américaine, répartition de l'Aide américaine, Accord sarrois à compléter) ; problème de la coexistence (Caractère inacceptable pour les Russes des exigences occidentales sur l'Allemagne), liberté d'action nécessaire de la France à cet égard (Précédents anglais et américains), dangers d'une conférence à Quatre sur l'Allemagne, si celle-ci a en fait voté au chapitre, rappel de son amendement n° 4) [27 décembre 1954] (p. 6887 à 6889) ; Garantie demandée touchant l'élucidation, en temps utile, de possibilités d'entente avec l'Est (p. 6892) ; *Retrait de son amendement (n° 4) « sans illusions », mais par considération personnelle pour le Président du Conseil* (p. 6893) ; Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés), Article unique : *Ses explications de vote (Raisons du retrait de son amendement, sa fidélité au Président du Conseil) ; maintien cependant de sa position (Réplique à M. Guy Mollet), durcissement visible de Moscou, après une décente prometteuse, « crise de vérité », sévère mais curable, souhaitée pour l'Alliance atlantique, afin d'éviter l'hégémonie allemande, appel au vote hostile, « vote de la raison et du courage » [29 décembre 1954] (p. 6936, 6937) ; Réponse à M. G. Mollet (Dangers prétendus d'une « conférence de la dernière chance ») [29 décembre 1954] (p. 6922,**

6923). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 41).

**En cette qualité :**

Préside : la 3<sup>e</sup> séance du 28 janvier 1955 (p. 417) ; la 2<sup>e</sup> séance du 31 janvier 1955 (p. 529) ; la 1<sup>re</sup> séance du 4 février 1955 (p. 706). — Est nommé *Ministre délégué à la Présidence du Conseil* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (p. 2072). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [10 mars 1955] (p. 1270).

**En qualité de Ministre délégué à la Présidence du Conseil :**

Prend part à la discussion des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECRÉTARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE : *Mission et attributions de cet organisme* [22 juillet 1955] (p. 4084, 4085). — Donne sa démission de *Ministre délégué à la Présidence du Conseil* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (*J. O.* du 7 octobre 1955, p. 9835) (1).

**PALEWSKI (M. Jean-Paul), Député de Seine-et-Oise [2<sup>e</sup> circonscription] (R.S.).**

Son élection est validée [10 juillet 1954] (p. 5916). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1954] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341); vice-président de la Commission des finances [19 juillet 1954] (F. n° 7), [21 janvier 1953] (F. n° 216), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1955] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492); par la Commission des finances pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490); de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéres-

sant les États associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1<sup>er</sup> février 1955] (F. n° 491); de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation figurant à l'état annexe de la loi de finances [31 janvier 1955] (F. n° 490).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1954, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 2 de l'article 30 de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires, n° 69. — Le 14 juillet 1954, une proposition de loi portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'État, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'État, n° 70. — Le 11 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute disposition nécessaire pour que les enfants mineurs dont les deux parents, un des parents ou la personne qui les avaient à charge ont été tués par suite des conséquences de la guerre (bombardement, accident ferroviaire, incendie, etc.) aient droit à un voyage gratuit chaque année pour se rendre sur le lieu de la sépulture, n° 71. — Le 11 juillet 1954, une proposition de loi tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française, n° 72. — Le 11 juillet 1954, une proposition de loi relative aux brevets d'invention concernant la défense nationale, n° 73. — Le 11 juillet 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 74. — Le 11 juillet 1954, une proposition de loi tendant à l'octroi, à titre exceptionnel, du permis de construire pour les constructions à caractère précaire, n° 75. — Le 11 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les diverses zones territoriales pour la détermination de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires et agents de services publics et à abroger les dispositions l'article 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 relative à la fixation du taux des allocations familiales dans les départements autres que la Seine, n° 76. — Le 11 juillet 1954, une proposition

(1) Démission individuelle.

de loi tendant à modifier les articles 35 et 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 77. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 78. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime d'imposition de certaines exploitations de polyculture, n° 79. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 juin 1927 afin de permettre la mise en valeur dans les plus courts délais de certains gisements houillers actuellement inexploités, n° 80. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, n° 81. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 123. — Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 15 mars 1928 relative à l'aménagement des lotissements défectueux, n° 274. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création et le développement à Paris d'une cité internationale des arts, n° 360. — Le 31 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la Seine-et-Oise victimes d'un orage de grêle dans la nuit du 29 au 30 août 1951, n° 928. — Le 20 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un centre d'administration de la gendarmerie nationale, un bureau liquidateur des pensions, n° 1160. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 28 septembre 1948 portant attribution d'une prime spéciale uniforme mensuelle de transport, n° 1172. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 999) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Légion d'Honneur et Ordre de la Libération), n° 1239. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1000) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des

services civils pour l'exercice 1952 (Monnaies et médailles), n° 1327. — Le 21 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi 1° : de M. Peytel et plusieurs de ses collègues (n° 1320) tendant à compléter la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement et à modifier le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers; 2° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 1447) tendant à modifier la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951, afin d'abroger le décret du 20 janvier 1951, relevant les taxes sur les produits pétroliers; II. les propositions de résolution : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 1233) tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951 relevant le taux des taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers; 2° de M. Crouzier (n° 1306) tendant à inviter le Gouvernement à abroger sans délai le décret du 20 octobre 1951, majorant le prix de l'essence, n° 1644. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1832) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1000) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Budget annexe des Monnaies et médailles), n° 1998. — Le 31 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1831) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 999) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Légion d'Honneur et Ordre de la Libération), n° 1999. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951, relevant le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers et à créer un fonds spécial d'investissements routier, n° 2133. — Le 30 décembre 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 1725) de M. Hénauld et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à célébrer dignement le centenaire de la création de la

Médaille militaire; 2° à créer un contingent spécial de Croix de la Légion d'Honneur à des médaillés militaires; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc., organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires; 4° à émettre un timbre commémoratif; 5° à prévoir un crédit de cent millions pour l'organisation de ces manifestations, **n° 2319**. — Le 3 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 2335**. — Le 25 janvier 1952, une proposition de loi tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 480.000 fr. pour l'application de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 relatif à la taxe proportionnelle, **n° 2460**. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue d'indemniser les Français sinistrés en Syrie à l'occasion des événements postérieurs au 8 mai 1945, **n° 2510**. — Le 12 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers, **n° 2627**. — Le 13 février 1952, une proposition de loi relative au branchement à Pégout en Seine-et-Oise, **n° 2646**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préserver le patrimoine de la France et à assurer l'ouverture au public de tous les monuments ou sites ayant un caractère historique ou artistique, **n° 2795**. — Le 30 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 3140) de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 15 millions pour célébrer dignement le centenaire de la création de la Médaille militaire, **n° 3544**. — Le 10 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 3610**. — Le 19 juin 1952, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires »; 2° la proposition de loi de M. Armen-

gaud, sénateur, instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention, **n° 3730**. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4274) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Monnaies et médailles), **n° 4346**. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4273) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), **n° 4347**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à accorder une réduction de la redevance sur les abonnements téléphoniques et sur les taxes dues au titre des communications locales aux invalides de guerre, aux aveugles de guerre et aux aveugles de la Résistance, **n° 4919**. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4973) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4274) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Monnaies et Médailles), **n° 5106**. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4974) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4273) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), **n° 5107**. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 35 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 5279**. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5064) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4276) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Radiodiffusion-Télévision française), **n° 5395**. — Le 6 mars 1953, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 70) portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux

administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat; 2<sup>o</sup> de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 1630) relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n<sup>o</sup> 5794. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un Conseil de coopération douanière au sein de l'Union française, n<sup>o</sup> 5997. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 184 et 1454 du Code général des impôts en faveur des conducteurs propriétaires de taxi, n<sup>o</sup> 6162. — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de cumul d'une pension d'ancienneté avec un traitement public et à porter le plafond du cumul autorisé à six fois le minimum vital, n<sup>o</sup> 6241. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés de Seine-et-Oise, victimes de l'orage du 15 août 1953, n<sup>o</sup> 6733. — Le 8 octobre 1953, un rapport d'information au nom de la Commission des finances sur la mission de contrôle de l'emploi des fonds d'investissements dans les territoires de l'Afrique occidentale française, n<sup>o</sup> 6830. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 6772) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1954, n<sup>o</sup> 6832. — Le 30 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 6774) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1954, n<sup>o</sup> 7037. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 5562) de M. Joseph Denais tendant à proroger la loi n<sup>o</sup> 48-444 du 17 mars 1948 sur la libération des actions, n<sup>o</sup> 7088. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Max Brusset (n<sup>o</sup> 5413) tendant à étendre le champ de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-875 du 1<sup>er</sup> mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés; 2<sup>o</sup> de M. Henry

Torrès et Jean-Louis Tinaud, sénateurs (n<sup>o</sup> 5289) tendant à étendre le champ de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-875 du 1<sup>er</sup> mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés prisonniers, déportés et assimilés, n<sup>o</sup> 7092. — Le 8 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 6774) et la lettre rectificative au projet de loi (n<sup>o</sup> 7389) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1954, n<sup>o</sup> 7395. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954 (Quatrième partie : Guerre), n<sup>o</sup> 7989 (4<sup>e</sup> partie). — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 832 du Code civil en matière de successions, n<sup>o</sup> 8030. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions permettant d'organiser sur le plan national l'aide aux locataires économiquement faibles, n<sup>o</sup> 8297. — Le 25 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 5192) relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, n<sup>o</sup> 8528. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à édicter, dans le cadre du projet d'aménagement de la région parisienne, une simplification de la réglementation et des procédures administratives relatives à l'implantation des immeubles d'habitation tout en assurant une protection efficace des sites, paysages et ensembles naturels, n<sup>o</sup> 8889. — Le 20 juillet 1954, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1<sup>o</sup> le Traité instituant la Communauté européenne de défense et les Actes annexes; 2<sup>o</sup> la Convention sur les relations entre les trois Puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952; 3<sup>o</sup> le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la

Communauté européenne de défense ; 4<sup>o</sup> le Traité entre le Royaume-Uni et les États membres de la Communauté européenne de défense (Dispositions relatives : 1<sup>o</sup> au Traité instituant la Communauté européenne de défense ; 2<sup>o</sup> un Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord ; 3<sup>o</sup> au Traité entre le Royaume-Uni et les États membres de la Communauté européenne de défense), n<sup>o</sup> **8912**. — Le 27 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre toutes mesures utiles devant permettre aux petites entreprises, notamment à celles de l'artisanat, de pouvoir acquérir d'occasion des machines-outils, matériels, petit outillage et outils à mains provenant des ventes effectuées pour le compte des entreprises d'Etat, services publics, arsenaux, entreprises nationalisées, etc., ainsi que par l'Administration des domaines, n<sup>o</sup> **8978**. — Le 13 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 5192) relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, n<sup>o</sup> **9174**. — Le 13 août 1954, un rapport d'information au nom de la Commission des finances sur la mission de contrôle de l'emploi des fonds d'investissement dans les territoires d'outre-mer de l'Océan Indien, n<sup>o</sup> **9181**. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 9305) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1955, n<sup>o</sup> **9618**. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi tendant à réserver aux travaux de décoration un pourcentage de 1 0/0 des crédits de constructions ouverts aux administrations de l'Etat, aux départements, aux communes ainsi qu'aux collectivités publiques dotées de l'autonomie administrative et financière, n<sup>o</sup> **9990**. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 du titre II de la loi n<sup>o</sup> 48-1306 du 23 août 1948 modifiant le paragraphe premier de l'article 2 de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-170 du 2 février 1945 sur l'allocation vieillesse aux vieux travailleurs salariés, n<sup>o</sup> **10803**. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 11050) relatif au développement des crédits affectés au Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956 (Quatrième partie. — Guerre,

— Tomes I et II. — Examen des chapitres. — États législatifs), n<sup>o</sup> **11228 (4<sup>o</sup> partie)**. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des droits d'enregistrement et des droits de mutation, l'acquisition de biens immeubles agricoles par les locataires de ces biens, n<sup>o</sup> **11248**. — Le 12 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes, n<sup>o</sup> **11589**. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à faciliter l'exercice des professions libérales aux réfugiés apatrides, n<sup>o</sup> **11751**.

### Interventions :

Ses rapports sur les élections des départements de la Gironde (2<sup>e</sup> circonscription), et de la Guadeloupe [5 juillet 1954] (p. 5880), [10 juillet 1954] (p. 5919). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'approvisionnement en charbon de la région parisienne [11 août 1954] (p. 6340). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Subvention à la S. N. C. F.* [23 août 1954] (p. 6442, 6443) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6459) ; — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur les hausses des salaires et des prix inévitables, la nécessité de supprimer les zones de salaires)* [14 septembre 1954] (p. 7363, 7364, 7369) ; *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Titeux* (p. 7372, 7373) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1954] (p. 7464) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le 3<sup>e</sup> alinéa relatif à la Sous-Commission permanente chargée d'étudier le prix de la vie* (p. 7491) ; *Son amendement tendant à faire chiffrer le budget-type par l'Institut national de la statistique* [20 septembre 1954] (p. 7507) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à mentionner la procédure annuelle de révision du budget-type* (p. 7508) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ;

MONNAIES ET MÉDAILLES : en qualité de *Rapporteur* [13 novembre 1951] (p. 7938); AFFAIRES ÉCONOMIQUES; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Représentation des intérêts économiques à l'étranger)* [5 décembre 1951] (p. 8824, 8825); le retire (p. 8829); Chap. 5020 : *Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir partiellement les crédits pour l'association pour l'accroissement de la productivité* [11 décembre 1951] (p. 8991); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse de l'essence, la politique inflationniste du Gouvernement, les restrictions d'importations)* [16 novembre 1951] (p. 8173 et suiv.); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Urgence* [14 décembre 1951] (p. 9193); en qualité de *Rapporteur* (p. 9193, 9198); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Pierre Abelin* (p. 9200); *Nouveau texte de la Commission* (p. 9205, 9206); Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'investissement routier, présentée par M. Cristofol* (p. 9207); Art. 4 : *Recettes du fonds d'investissements routier* (p. 9208); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [24 décembre 1952] (p. 9751, 9752); Art. 7 : *Détaxe des carburants agricoles* (p. 9753, 9754); *Sa demande de disjonction du dernier alinéa relatif aux carburants agricoles* (p. 9755); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, PRÉSIDENTIE DU CONSEIL, Chap. 9080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Attitude politique des ingénieurs)* [27 décembre 1951] (p. 9915); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 9001 : *Son amendement tendant à disjoindre les crédits pour les routes nationales (Utilisation des crédits du fonds d'investissement routier)* (p. 9924); Article additionnel : *Son amendement tendant à prélever sur le fonds d'investissement routier 2.585 millions pour les routes nationales* (p. 9930); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 17 : *Demande présentée par M. Colin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations immobilières du Ministère de l'Intérieur* [3 janvier 1951]

(p. 45, 46); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales; Article additionnel : *Son amendement tendant à réviser la répartition des charges sociales entre l'Etat et les collectivités locales* [5 janvier 1952] (p. 168); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction, présentée par M. Lamps, de l'article (Loi des maxima)* [26 février 1952] (p. 1007); — d'une proposition de loi relative à la commémoration du centenaire de la création de la médaille militaire; en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 février 1952] (p. 434); — du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque de France)* [29 février 1952] (p. 1162); — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas augmenter les dépenses d'assistance des collectivités locales* [3 avril 1952] (p. 1832); Art. 24 quater : *Amendement de M. Mignot relatif aux caisses privées de retraites professionnelles dans les professions libérales* [3 avril 1952] (p. 1848); Art. 36 : *Son amendement tendant à exonérer des impôts les donations pour la restauration du château de Versailles* [4 avril 1952] (p. 1916, 1917). — Dépose une demande d'interpellation sur le déplorable incident qui a mutilé la retransmission radiophonique du premier concert du Festival international des arts donné à l'Opéra de Paris le 6 mai 1952 [20 mai 1952] (p. 2344). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire; en qualité de *Rapporteur* [5 juin 1952] (p. 2636); *Discussion générale (Ses observations sur l'octroi d'un crédit de 100 millions)* (p. 2636); — d'une proposition de loi instituant un permis national de chasse; en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 juillet 1952] (p. 3629). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité de faire établir par le Gouvernement l'équilibre budgétaire pour 1953* [21 octobre 1952] (p. 4266). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur* [4 novembre 1952] (p. 4700); MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur* (p. 4701, 4702); ÉDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, Etat A,



Chap. 3171 : *Inspection des arts et lettres (Entretien des châteaux historiques)* [8 novembre 1952] (p. 4976, 4977) ; Chap. 4373 : *Amendement de M. Ulver tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux spectacles (Casino d'Enghien)* (p. 4983) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, État A, Chap. 4401 : *Subvention à l'Association française pour l'accroissement de la productivité* [14 novembre 1952] (p. 5162). — Est entendu sur une déclaration du Gouvernement : *Importance du déficit budgétaire* [5 novembre 1952] (p. 4751, 4752). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) ; *Discussion générale (Ses observations sur la diminution des charges collectives, l'élévation du revenu national, les problèmes à résoudre sur le plan budgétaire)* [5 décembre 1952] (p. 6029 et suiv.) ; Art. 52 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie, présentée par M. Conston (Importance de la fraude pour l'impôt général sur le revenu)* [11 décembre 1952] (p. 6195, 6196) ; Art. 102 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la simplification du recouvrement de l'impôt, présentée par M. Cristofol* [12 décembre 1952] (p. 6246) ; *Son amendement tendant à supprimer l'adaptation prévue des mesures de recouvrement de l'impôt* (p. 6247, 6248) ; Art. 114 : *Son amendement tendant à verser aux communes de la Seine-et-Oise le prélèvement sur les recettes des casinos de ce département* (p. 6258) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à réintégrer de préférence les fonctionnaires anciens résistants, mutilés ou engagés volontaires* (p. 6282) ; *Son amendement tendant à doter d'un statut les assistantes des services de l'État ou des établissements publics* (p. 6282, 6283) ; *Son amendement tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils un certain nombre de fonctionnaires lésés par la guerre* (p. 6287) ; Article additionnel : *Son amendement relatif aux officiers ayant pris leur retraite entre 1924 et 1937* [21 décembre 1952] (p. 6847) ; *Son amendement relatif au décompte des annuités servant de base au calcul des pensions* (p. 6847, 6848) ; *Amendement de M. Kœnig tendant à la péréquation des pensions des sous-officiers qui n'ont pas le brevet de chef de section* (p. 6848) ; *Son amendement relatif aux cas de cumuls de majorations de parts pour raisons diverses* (p. 6886) ; *Son amendement tendant à consi-*

*dérer comme enfants à charge les enfants majeurs infirmes ou poursuivant leurs études* (p. 6887) ; *Amendement de M. Ferri relatif à la taxation des apports lors de la fusion de sociétés* (p. 6887) ; *Amendement de M. Ferri relatif aux portefeuilles des sociétés à responsabilité limitée* (p. 6888) ; *Son amendement relatif au régime fiscal des aviculteurs* (p. 6898) ; *Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur certains produits d'épicerie* (p. 6902) ; *Son amendement tendant à exonérer les droits de mutation entre époux jusqu'à concurrence de 10 millions* (p. 6908) ; *Son amendement tendant à assujettir les arsenaux de la marine aux impôts pour leur activité de reconversion* (p. 6911) ; *Amendement de M. Ferri tendant à réduire la taxe sur les cercles de jeux privés* (p. 6913) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : Art. 17 : *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Goudoux, accordant des avantages fiscaux aux capitaux investis pour la recherche du pétrole* [15 décembre 1952] (p. 6398) ; Art. 25 : *Amendement de M. Dronne tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 6403) ; Art. 32 : *Recevabilité des amendements* (p. 6441) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Article additionnel : *Amendement de M. Minjoz tendant à recourir à des avances de la Banque de France en cas de carence du Gouvernement pour le financement du programme de constructions* [21 décembre 1952] (p. 6962) ; — du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (Élévation du plafond des avances de 50 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de cette mesure regrettable)* [22 janvier 1953] (p. 144) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE ; État A, Guerre, Chap. 31-11 : *Soldes des officiers (État moral des cadres, école interarmes de Saint-Cyr)* [26 janvier 1953] (p. 424, 425) ; Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'armée (Barème des bordereaux de salaires)* (p. 428) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; État A ; FRANCE D'OUTRE-MER ; Chap. 6890 : *Subvention au R. I. D. E. S.*

[5 février 1953] (p. 931); — d'une proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 février 1953] (p. 1012); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières : *Discussion générale* [24 février 1953] (p. 1279). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'air, une question relative aux essais de moteurs au centre de Chalais-Meudon [27 février 1953] (p. 1451, 1452). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1552); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mars 1953] (p. 1618); — du rapport sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales des marins pêcheurs artisans en Algérie : *Sa demande de renvoi pour avis à la Commission des finances* [5 mars 1953] (p. 1603, 1604); — du projet de loi relatif au contentieux administratif : *Discussion générale (Ses observations sur les attributions des Conseils de préfecture dans le jugement des procès administratifs, embouteillage des rôles du Conseil d'Etat, le statut des Conseils de préfectures et de leurs membres, les transferts de dossiers* [13 mars 1953] (p. 1898 et suiv.); Article additionnel : *Amendement de M. Wasmer tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police* [26 mars 1953] (p. 2376); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Nécessité d'un Ministère autonome des Affaires économiques, d'un budget quinquennal plutôt qu'annuel, faiblesses des dispositions de l'article 7 concernant l'économie, lutte contre le malthusianisme et les ententes pour « l'esprit d'exportation » et « l'esprit de productivité »)* [7 juillet 1953] (p. 3272, 3273); — d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953; Article unique : *Amendement de M. Klock permettant aux bénéficiaires de la prorogation la cession du droit à renouvellement du bail (Contre tout amendement improvisé portant sur le fond; désir d'une procédure d'urgence pour l'étude du rapport de la Commission sur l'ensemble)* [9 juillet 1953] (p. 2415); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V); Art. 64 : *Demande de reprise de*

*l'article (Plan comptable), présentée par le Gouvernement* [9 juillet 1953] (p. 3423); Article additionnel : *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité matière* (p. 3425, 3426); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial* [29 octobre 1953] (p. 4644, 4645); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Rythme des travaux de la Commission des finances)* (p. 4652); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION, en qualité de *Rapporteur : Mise en service de nouvelles stations d'émission, relèvement de la taxe sur les récepteurs, développement de la télévision* [14 novembre 1953] (p. 5124, 5125); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Gosset* (p. 5142); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Sa demande de suspension de séance* (p. 5145); Etat A, Chap. 3452 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au matériel de la météorologie nationale (Insuffisance des crédits pour la sécurité aérienne)* (p. 5149); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3131 : *Protection civile (Insuffisance de la défense civile)* [8 décembre 1953] (p. 6285); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur* [8 décembre 1953] (p. 6301); Etat A, Chap. 1000 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Titularisation des contractuels)* (p. 6302); Art. 6 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.475 francs le taux de la taxe radiophonique et à détaxer partiellement les vieillards pensionnés ne payant pas d'impôt sur le revenu* [9 décembre 1953] (p. 6342); FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Motion préjudicielle de M. J. Duches tendant au renvoi en Commission pour demander la hausse du traitement de base des fonctionnaires et un acompte mensuel de 7.000 francs pour ceux-ci* [11 décembre 1953] (p. 6508); Art. 5 : *Son amendement tendant à limiter à six fois le minimum vital, le plafond du cumul des retraites et des traitements* (p. 6521); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1953] (p. 6782, 6783); *Discussion générale (Augmentation de la taxe radiophonique pour financer la télévision)* (p. 6785); Art. 6 : *Son amendement tendant à fixer à 1.450 francs par an la redevance radiophonique avec les exemptions déjà*

prévues (p. 6785) ; *Sous-amendement de M. Lanet tendant à créer un fonds spécial de la télévision alimenté par une taxe des bouillleurs de cru* (p. 6790) ; *Retrait de la 2<sup>e</sup> lettre rectificative* (p. 6794) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant tendant à fixer à 10/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile (Aide indispensable aux producteurs de coton et de sisal en Afrique)* [31 décembre 1953] (p. 7100) ; — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Discussion générale* [30 octobre 1953] (p. 4708) ; *Application de l'article premier de la loi de finances, au texte de la Commission (Sa demande de renvoi à la Commission)* (p. 4714) ; *Suite possible du débat* (p. 4714, 4715) ; *Décision de la Commission sur l'application de l'article premier de la loi de finances* (p. 4729). — Est entendu sur : une communication du Gouvernement (M. E. Faure) sur le budget de 1954 : *Nécessité d'une « loi budgétaire » pluri-annuelle assurant le financement des plans quadriennaux et autres, nécessité d'un plan général coordinateur* [5 novembre 1953] (p. 4855, 4856) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur la réintégration des prisonniers résistants dans les conseils d'administration* [24 novembre 1953] (p. 5491) ; — l'ordre du jour : *Retrait du projet relatif aux tarifs douaniers en 2<sup>e</sup> lecture* [31 décembre 1953] (p. 7127). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant l'allocation chômage : *Discussion générale (Application de l'article premier de la loi de finances)* [19 février 1954] (p. 432) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Étude de l'Administration centrale du Secrétariat d'Etat à la Guerre, organisation des forces armées terrestres, nécessité d'alléger la structure de l'Administration centrale, études et fabrications d'armement, lutte contre les chars, engins télé-guidés, défense aérienne et antiparachutage, mise au point des chenillettes, instruction du contingent (spécialisation), revalorisation de la condition militaire* [16 mars 1954] (p. 893 et suiv.) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : *Soldes et indemnités des officiers (Problème du logement, création de l'Office national des logements militaires)* [19 mars 1954] (p. 1039, 1041) ; Chap. 31-12 : *Amendement de M. Billat*

(*Taux dérisoire du prêt des soldats servant pendant la durée légale*) (p. 1042) ; Chap. 31-16 : *Soldes et indemnités des réservistes (Instruction des réserves)* (p. 1043) ; Chap. 31-22 : *Traitements et indemnités des personnels civils non ouvriers des fabrications d'armement* (p. 1044) ; *Temps de parole réservés aux Commissions* (p. 1064) ; *Sa réponse à l'exposé de M. de Chevigné* (p. 1067) ; Chap. 32-01 : *Frais de déplacement des personnels civils et militaires* (p. 1078) ; Chap. 32-43 : *Conditions de l'incorporation du contingent* (p. 1079) ; Chap. 33-71 : *Disjonction par la Commission des finances de l'article 3 concernant les cotisations de sécurité sociale* (p. 1081) ; Chap. 34-52 : *Amendement de M. Max Lejeune (Utilisation des crédits destinés à l'étude, à la fabrication et aux réparations des engins appelés « appareils volants », entretien des munitions, hélicoptères)* (p. 1082) ; Chap. 34-54 : *Matériel de transmission portatif* (p. 1082) ; Chap. 34-71 : *Fonctionnement des écoles de formation professionnelle* (p. 1082) ; Chap. 34-92 : *Son amendement (Instruction des officiers, stages, rétablissement de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr à Saint-Cyr)* (p. 1083, 1084) ; Chap. 51-71 : *Politique du Gouvernement en matière d'armement* (p. 1085) ; Chap. 52-71 : *Service des fabrications, investissements techniques et industriels* (p. 1086) ; Chap. 53-71 : *Amendement de M. Max Lejeune (Insuffisance du programme de fabrication d'armements, commandes off shore)* (p. 1087) ; Chap. 54-41 : *Reconstruction de la manutention de Paris-Fontenoy* (p. 1088). — Pose au Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (Beaux-Arts), une enquête relative à la réalisation et à la diffusion du film « Si Versailles m'était conté » [19 mars 1954] (p. 1062). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée), avantages du texte de la Commission* [25 mars 1954] (p. 1288) ; Art. 6 : *Son amendement (Disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux)* [26 mars 1954] (p. 1340, 1344) ; *Amendement de M. Nisse (Disjonction du paragraphe 5 concernant la taxation des « marchés d'études »)* (p. 1342) ; Art. 39 : *Son amendement (Imposition des revenus déclarés du travail autres que les traitements et salaires dans les professions non commerciales)* [29 mars 1954] (p. 1404) ; Art. 42 : *Son amendement (Fixation du taux*

de l'impôt sur les sociétés, critique de la distinction entre les sociétés) (p. 1421); Art. 86 à 95 : Son amendement tendant à reprendre ces articles relatifs aux impôts sur les spectacles, jeux et divertissements (p. 1435); le retire (p. 1436); Ses explications de vote (*Mérites de la réforme fiscale, essai de simplification, suppression de la double taxation des investissements, nécessité d'une politique de crédit en faveur des moyennes et petites entreprises*) (p. 1447); — du projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur les exercices 1951-1952, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1070 : Sa demande de déclaration du Gouvernement sur l'Indochine [8 avril 1954] (p. 1876); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1<sup>er</sup> sexiès : Terrains appartenant à des sociétés coopératives de construction; Son amendement (*Prorogation de délai accordé pour la construction sur des terrains acquis sans droits de mutation*) (p. 2424, 2425); Art. 2 : Son amendement (*Prorogation du délai d'un an pour obtenir l'attribution des prêts de construction*) (p. 2426); Art. 3 ter : Son amendement (*Exonération des sommes versées à la recherche scientifique*) (p. 2428, 2429); Demande de renvoi de M. Deixonne [18 mai 1954] (p. 2473, 2474, 2475); Article additionnel de M. Burlot (*Participation des entreprises métropolitaines aux entreprises d'outre-mer*) (p. 2478); Art. 5 ter : Conducteurs, propriétaires de taxis (p. 2484); Art. 5 quater : Son amendement (*Déduction des revenus imposables des dépenses engagées pour les travaux d'entretien des monuments historiques*) [21 mai 1954] (p. 2609); Art. 9 : Amendement de M. Cristofol (*Déclaration des contribuables payant un loyer supérieur à 100.000 francs*) (p. 2618); Déroulement du débat (p. 2619); Article additionnel de M. Valabrègue (*Etablissement de la surtaxe progressive pour les revenus de valeurs mobilières étrangères échus entre le 1<sup>er</sup> juin 1940 et le 31 décembre 1951*) [24 juin 1954] (p. 3054, 3055); Article additionnel de M. Frédéric-Dupont (*Composition de la commission départementale compétente pour connaître des désaccords entre administration fiscale et contribuables*) (p. 3058); Amendements de MM. Frédéric-Dupont et Cristofol (*Suppression des brigades polyvalentes; problème du contrôle fiscal, répression de la fraude et abaissement du taux des impôts, défense des droits des contribuables, réforme de la commission départementale, rôle de la Commission des*

*finances sur l'application de l'article premier de la loi des maxima* [29 juin 1954] (p. 3138, 3139); Art. 3 ter : Son amendement (*Exonération fiscale des sommes versées à des œuvres philanthropiques ou scientifiques*) (p. 3148, 3149) [6 juillet 1954] (p. 3206, 3207); Article additionnel de M. Catoire (*Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession*) (p. 3209); Art. 23 quinquies : Exonération des services que les entreprises se rendent entre elles en vue de réaliser une administration commune (p. 3215); Son article additionnel (*Exonération de la taxe à la production des ristournes consenties aux remisiers par les agents de change*) [6 juillet 1954] (p. 3238, 3239); Article additionnel de M. Waldeck Rochet (*Affectation du prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe unique des viandes à l'assainissement du marché animal*), demande son renvoi à la Commission (p. 3241); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 20 bis : Infractions et peines en matière d'impôt [13 août 1954] (p. 4200); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales, en qualité de Rapporteur pour avis [7 juillet 1954] (p. 3272); — du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur pour avis suppléant, Art. 28 : Amendement de M. Burlot (*Recettes ordinaires fixées par l'Assemblée territoriale*) [12 août 1954] (p. 4139, 4140); Son amendement (*Recettes ordinaires des communes*) (p. 4141); Art. 30 : Amendement de M. Burlot (*Dépenses ordinaires facultatives ou obligatoires*) (p. 4142); Art. 31 : Amendement de M. Burlot (*Date d'approbation du budget*) [12 août 1954] (p. 4143); Art. 35 : Amendement de M. Burlot (*Conditions dans lesquelles doivent être attribués les bourses et secours scolaires*) (p. 4145); Art. 40 : Amendement de M. Burlot (*Inscription de la totalité des frais au budget du Territoire*) (p. 4146); Art. 42 : Réglementation des marchés des communes (p. 4146, 4147); Art. 49 : Amendement de M. Burlot (*Contrôle de la Cour des Comptes*) (p. 4148, 4149); Amendement de M. Coffin tendant à supprimer l'article 50 relatif au visa du directeur du contrôle financier du Gouvernement (p. 4149, 4150); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.), en qualité de Rapporteur pour avis : Conséquences juridiques du traité de Paris, refus par la Belgique de les

accepter, *Cour de justice instituée par le traité, pouvoirs de police du Commissariat de la C.E.D., secret national, conséquences de la C.E.D. en matière de propriété industrielle et de recherche scientifique* [28 août 1954] (p. 4401 à 4404); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS, pour 1955 : *Situation au Vietnam, position du Vietminh, politique des Etats-Unis, œuvre économique à entreprendre, maintien de la présence française dans le Sud-Est asiatique* [18 décembre 1954] (p. 6550 à 6552); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires : *Importance exagérée du crédit réservé aux véhicules routiers et à la reconstitution du matériel utilisé en Afrique du Nord* [30 décembre 1954] (p. 6998). — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 42-23 : *L'Alliance française* [3 mars 1955] (p. 1013); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Reclassement et titularisation des agents des services des affaires allemandes et autrichiennes)* [4 mars 1955] (p. 1117); *le retire* (p. 1118); *Son article additionnel (Calcul du temps passé à l'École d'administration pour l'avancement)* (p. 1118); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Intégration de certains fonctionnaires dans le cadre des attachés d'administration)* (p. 1118); *le retire* (p. 1119); *Son article additionnel (Détermination de la notion d'enfants à charge pour le recul de la limite d'âge)* (p. 1119); *Son article additionnel (Echelles de soldes des sous-officiers)* [8 mars 1955] (p. 1135 à 1137); *le retire* (p. 1137); *Article additionnel de M. Bignon (Droits des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées à leur profit)* (p. 1141); *Article additionnel de M. Bignon (Droits à pension de certains militaires des réserves)* (p. 1142); *Son article additionnel (Validation des services auxiliaires accomplis par des fonctionnaires mis à la retraite)* (p. 1143); *le retire* (p. 1144); *Son article additionnel (Possibilité de cumul pour certains officiers)* (p. 1143); *Article additionnel de M. Bignon (Bénéfice de la sécurité sociale pour certaines veuves de militaires et de marins)* (p. 1144); *Son article additionnel (Pension des ayants droit des militaires décédés*

*au cours des opérations de police en Afrique du Nord)* (p. 1146); *le retire* (ibid.); *Article additionnel de M. de Monsabert (Exonération des droits de mutation fractionnés)* (p. 1152); *Son article additionnel (Réduction, pour charges de famille, de la taxe proportionnelle)* (p. 1152); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Mandat général de l'agent judiciaire du Trésor public)* (p. 1152, 1153); *Article additionnel de M. Ferri (Affiliation des fonctionnaires de la caisse nationale militaire de sécurité sociale à la dite caisse)* (p. 1154); *Son article additionnel (Personnels victimes des lois d'exception de Vichy)* (p. 1154). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française au Vietnam et dans le Sud-Est asiatique [24 mars 1955] (p. 1894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Projet de loi organique pour la présentation du budget, principe de l'annualité; Aménagement des régions sous-développées; le commerce français; Taxe locale et situation financière des communes « dortoirs » proches des grandes villes; Juridictions fiscales* [28 mars 1955] (p. 2008, 2009); de ce projet de loi en deuxième lecture [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2351); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes de service social, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 mars 1955] (p. 2125, 2126); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955 : *Discussion générale (Achat des aciéries de Woelklingen à la famille Roehling)*; Art. 16 [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2298); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Réorganisation de l'armée, crédits de la section guerre, perspectives stratégiques et tactiques, armement, défense intérieure du territoire, recherche scientifique* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2302 et suiv.); *Différentes missions de l'armée française* (p. 2313); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement indicatif de M. Deboudt (Utilisation de la gendarmerie pour le rétablissement de l'ordre en Afrique du Nord)* (p. 2323). — Pose au Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative au regroupement des administrations centrales et à la sauvegarde des vieux hôtels et jardins de Paris [13 mai 1955] (p. 2751, 2752). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture,

du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Motion d'ordre de M. Tournaud (Interruption de la discussion)* [17 mai 1955] (p. 2833); Art. 11 bis : *Son amendement (Suppression de l'amendement de M. Minjot prévoyant la publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable)* (p. 2835); de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 11 bis : *Son amendement (Suppression de l'amendement de M. Minjot prévoyant la publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable)* [18 mai 1955] (p. 2879, 2881). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la réorganisation de la défense nationale* [24 juin 1955] (p. 3174, 3172). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale : *La guerre moderne, prépondérance des facteurs psychologiques et nécessité d'une mentalité interarmée* [23 juin 1955] (p. 3256 à 3258); Art. 2 : *Amendement de M. Badie (Délégation de certains des pouvoirs du Président du Conseil au Ministre de la Défense)* [24 juin 1955] (p. 3321, 3322); Art. 3 : *Son amendement (Attributions du Ministre au titre de la coordination interministérielle des mesures de défense nationale)* (p. 3325); le retire (*ibid.*); Art. 13 : *Son amendement (Choix du secrétaire général permanent et du secrétaire adjoint de la défense nationale)* (p. 3329); — d'une proposition de résolution relative à l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français au Maroc [24 juin 1955] (p. 3320); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Maisons d'éducation de la Légion d'honneur* [29 juin 1955] (p. 3455); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 34 bis : *Amendement de M. Burlot (Possibilité pour les communes de plein et de moyen exercice d'emprunter auprès de la Caisse centrale de la France d'outre-mer)* [5 juillet 1955] (p. 3619); Art. 47 : *Amendement de M. Burlot (Faculté pour le chef de territoire de déléguer ses pouvoirs de tutelle en matière financière aux chefs de circonscription)* (p. 3619); Art. 48 : *Amendement de M. Burlot tendant à rétablir cet article relatif au contrôle des municipalités* (p. 3620); Art. 53 : *Amendement de M. Burlot (Cas de dissolution des conseils municipaux)* (p. 3620, 3621); Art. 67 bis : *Amendement de M. Burlot*

(*Possibilités d'emprunt des communes de moyen exercice*) (p. 3622); Art. 70 ter : *Amendement de M. Burlot (Conditions dans lesquelles une commune de moyen ou de plein exercice peut être supprimée par décret)* (p. 3623). — Pose au Ministre de l'Éducation nationale, une question relative aux voyages de la jeunesse métropolitaine dans les territoires d'outre-mer [8 juillet 1955] (p. 3722). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement : *Article additionnel de M. Paul Coste-Floret (Liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* [21 juillet 1955] (p. 4006, 4007); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Approvisionnements au titre du P. A. M., commandes off shore, armements, missions de l'armée de terre, instruction (université militaire), casernements, logements, direction des études et des fabrications d'armements, lourdeur de l'Administration centrale* [22 juillet 1955] (p. 4069 à 4073); *Discussion générale : Politique d'effectifs et politique d'armements* [23 juillet 1955] (p. 4108); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES; Chap. 54-91 : *Construction de logements militaires* [23 juillet 1955] (p. 4155); SECTION GUERRE, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Conservateur des archives et de la bibliothèque du Ministère de la Défense nationale)* (p. 4170); Chap. 31-02 : *Officiers de l'Administration centrale* (p. 4170); Chap. 31-22 : *Personnel contractuel des fabrications d'armement* (p. 4174); Chap. 31-31 : *Salaires des ouvriers de la défense nationale* (p. 4174); *Fourneaux à essence* (p. 4175, 4176); Chap. 34-01 : *Matériel ramené d'Indochine* (p. 4178); Chap. 34-93 : *Chiens* (p. 4179); Chap. 35-01 : *Service du génie, entretien des immeubles et du domaine militaire* (p. 4179); Chap. 35-62 : *Crédits affectés à la mobilisation des transports routiers et des entreprises de travaux publics* (p. 4180); Chap. 51-71 : *Bureaux d'études des matériels d'armements* (p. 4181); Chap. 53-41 : *Autorisations de programme au titre de l'habillement* (p. 4181); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 41-52 : *Communes en expansion* [27 juillet 1955] (p. 4350); *Manque de coordination et moyens militaires pour l'Afrique*

du Nord, immobilisme de notre politique au Vietnam [23 novembre 1955] (p. 5945, 5946); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Développement et manifestations des associations en Algérie* [28 juillet 1955] (p. 4426, 4427); — d'une proposition de loi relative au régime de retraites dans les mines [41 octobre 1955] (p. 4994). — Pose au Ministre de l'Education nationale une question relative à la protection des perspectives du domaine de Versailles [21 octobre 1955] (p. 5197). = S'excuse de son absence [27 mai 1953] (p. 2872), [3 novembre 1954] (p. 4689). = Obtient un congé [27 mai 1953] (p. 2872).

**PANTALONI (M. Paul)**, Député de Constantine [1<sup>er</sup> collège] (R. I.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5906). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341).

#### Dépôt :

Le 5 février 1953, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le refus d'homologation (n° 4220) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales au profit des marins pêcheurs artisans, n° 5490.

#### Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Cher [5 juillet 1951] (p. 5876). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 bis : *Création d'une taxe sur les produits alimentaires importés* [22 décembre 1951] (p. 9577); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Discussion générale (Nécessité d'imposer la paix par la force et la justice, propagande anti-française, fiscalité algérienne, aide de la métropole au budget extra-*

*ordinaire de l'Algérie, application d'un plan de réforme dans le cadre du statut de l'Algérie)* [29 juillet 1955] (p. 4476 à 4478); — d'interpellations sur l'Algérie : *Mesures envisagées pour combattre le terrorisme, situation dans le Constantinois* [13 octobre 1955] (p. 5089, 5090).

**PAQUET (M. Aimé)**, Député de l'Isère (P. C. D.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [16 février 1952] (F. n° 106); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492).

#### Dépôts :

Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter la date limite des déclarations de vin au 5 décembre en ce qui concerne les départements de l'Isère et de la Savoie, n° 1403. — Le 9 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution pour permettre la consultation du peuple français par référendum sur une nouvelle loi électorale, n° 1446. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi tendant à réduire l'indemnité parlementaire de 40 0/0, n° 1466. — Le 5 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter l'attribution minimum aux communes du produit de la taxe locale de 850 francs à 1.500 francs par habitant, n° 1842.

— Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à interdire le cumul d'une pension et d'un traitement dans les entreprises nationales, industrielles et commerciales, n° 2858. — Le 27 juin 1952, une proposition de loi tendant à faire obligation aux propriétaires de sources minérales reconnues d'intérêt public d'affecter à leur entretien, à leur modernisation et à leur agrandissement, un pourcentage de leurs bénéfices annuels et à procéder à des investissements dans le cadre du fonds de modernisation et d'équipement, n° 3874. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et à prévoir des crédits suffisants afin de venir en aide aux agriculteurs, n° 3887. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 30 décembre 1922 relative aux conditions de classement et au règlement du prix des tabacs indigènes en rendant obligatoire le règlement par les caisses de crédit agricole mutuel, n° 4525. — Le 4 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à la revision de l'article 90 de la Constitution, n° 4597. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à obtenir la réparation des dommages causés par les coupures de courant, n° 6697. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter la loi sur l'assimilation des habitants résidant au titre de malades des établissements de cure dans une commune aux habitants domiciliés en ce qui concerne le calcul des sommes attribuées à cette commune par le fonds de péréquation au titre de la taxe locale, n° 6698. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à ramener le taux d'abattement maximum des allocations familiales à 15 0/0 dans toute la France et faire bénéficier tout allocataire du taux qui lui est le plus favorable en cas de dualité de barèmes de zones, n° 6699. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à réglementer le nombre des membres d'un cabinet ministériel, n° 6700. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à assurer la répartition équitable des frais de chauffage dans les locaux et immeubles à usage d'habitation, n° 6875. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à réglementer les absences parlementaires, n° 6879. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer

des versements de la sécurité sociale certains vieillards de plus de 70 ans, n° 7494. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder la priorité d'examen aux dossiers de recours, grâces et requêtes des condamnés à mort et ajourner la mise aux fers desdits condamnés, n° 7495. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les banques à subventionner leurs caisses de retraites et à leur permettre d'améliorer le niveau de vie de leurs retraités, n° 7676. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à créer un fonds d'épargne et de solidarité en faveur des ouvriers, artisans et travailleurs en vue d'un relogement d'urgence, n° 7719. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à instituer des contrats de participation aux fruits dans toutes les entreprises en faveur de tous les éléments constituant ces entreprises, n° 9205. — Le 28 août 1954, une proposition de loi tendant à mettre fin aux difficultés naissant de l'application des majorations de retard (ou pénalités) aux débiteurs des cotisations exigées par les organismes de sécurité sociale divers, soumis au contrôle des Ministères du Travail ou de l'Agriculture, n° 9237 (rectifié). — Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer en dotation définitive à la Caisse nationale de crédit agricole les crédits du fonds de modernisation et d'équipement mis à la disposition des collectivités et des particuliers qu'elle gère et dont elle assure le remboursement, n° 9401. — Le 22 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère les crédits nécessaires aux réparations des ouvrages de protection endommagés, à l'aménagement de l'Isère, à l'indemnisation des agriculteurs sinistrés de l'Oisans, du Haut-Grésivaudan et du Bas-Grésivaudan, n° 10996. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions en vue de la remise totale des pénalités encourues par les contribuables ayant collectivement, à l'appel de l'U. D. C. A., payé leurs impôts avec retard, n° 11534. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de l'Isère et principalement des régions de Sablons, Chanas, Saint-Marcellin, Vienne, Sonnay, Bellegarde-Poussieu, Ville-sous-Anjou,



victimes d'orages de grêle sans précédents au cours des mois d'août et septembre 1955, n° 11535. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer immédiatement l'interdiction légale d'aromatiser la margarine avec du diacetyl chimique ou naturel et à prévoir l'obligation de signaler au public toutes fabrications professionnelles, extra-familiales, à base de margarine, n° 11536. — Le 7 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter l'attribution minimum aux communes du produit de la taxe locale à 1.700 francs par habitant, n° 11558. — Le 8 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif au statut des coopératives de consommation d'entreprises privées ou nationalisées et d'administrations publiques, n° 11573.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française : *Sa demande de renvoi à la Commission* [10 août 1951] (p. 6309) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boutavant tendant à dissocier le 5<sup>e</sup> alinéa relatif au mandatement aux associations des parents d'élèves des écoles privées* [8 septembre 1951] (p. 7108). — Dépose une demande d'interpellation : sur un appel au sabotage et à la trahison paru dans *l'Humanité* du 14 septembre 1951 [20 septembre 1951] (p. 7506) ; — sur la hausse du prix de l'essence [13 novembre 1951] (p. 7932). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme de l'appareil de l'Etat, la réorganisation des Ministères et des entreprises nationales, l'immobilisme actuel)* [16 novembre 1951] (p. 8193, 8194) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 9079 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Vallée du Grésivaudan)* [27 décembre 1951] (p. 9926, 9927) ; *le retire* (p. 9927) ;

Art. 2, Etat B, Chap. 9312 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux points d'eau potable* (p. 9926) ; Chap. 9012 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement rural (Adductions d'eau)* (p. 9933, 9935) ; Art. 2, Etat B, AGRICULTURE, Chap. 9012 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement rural* [28 décembre 1951] (p. 10009) ; Chap. 9312 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les adductions d'eau potable* (p. 10010) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, INVESTISSEMENTS SOCIAUX : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les prêts agricoles (Insuffisance des crédits)* [28 décembre 1951] (p. 9999) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 ; Chap. 1535 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (Propagande anti-colonialiste)* [29 décembre 1951] (p. 10090) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir dans les six mois à venir la discussion par le Parlement de la réorganisation des chemins de fer* [4 janvier 1952] (p. 123) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à soumettre au Parlement le projet créant le fonds national d'allocation vieillesse agricole* (p. 158) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux charges de la sécurité sociale incombant aux communes* (p. 163) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à retarder la majoration de la cotisation patronale aux assurances sociales* [5 janvier 1952] (p. 155) ; Art. 5 : *Son rappel au Règlement (Sa demande de discussion de l'article)* (p. 156) ; *Son amendement tendant à réorganiser la sécurité sociale sur une base mutualiste décentralisée* [26 février 1952] (p. 1014) ; Art. 21 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux pensions des vieux travailleurs agricoles* (p. 1018) ; Art. 69 : *Son rappel au Règlement (Rectification d'un vote)* (p. 1026) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Attitude du groupe paysan, hausse indispensable des prix agricoles, importations de choc, dangers de l'échelle mobile)* [19 février 1952] (p. 814, 815). — Est entendu sur le procès-verbal (*Rectification d'un scrutin*) [28 février 1952] (p. 1092). —

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis du Ministre de l'Agriculture* [3 avril 1952] (p. 1833) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 9 : *Son amendement tendant à diminuer les chiffres des revenus cadastraux minima au-dessus desquels l'allocation n'est plus payée aux requérants continuant d'exploiter* [6 juin 1952] (p. 2707) ; le retire (ibid.) ; Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants* (p. 2736, 2737) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Insuffisance des prix agricoles qui payent la politique de stabilité du Gouvernement)* [21 octobre 1952] (p. 4281, 4282) ; la retire (p. 4284) ; Chap. 3172 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du génie rural (Parité entre les ingénieurs du génie rural et ceux des ponts et chaussées)* (p. 4290) ; le retire (p. 4290) ; Chap. 3402 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel (Services du ravitaillement)* (p. 4295) ; le retire (ibid.) ; Chap. 3435 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Production d'acide sulfurique)* [25 octobre 1952] (p. 4465) ; le retire (ibid.) ; Chap. 3523 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services sanitaires (Lutte contre l'épizootie)* (p. 4467) ; le retire (ibid.) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Son rappel au Règlement (Vote par division du deuxième alinéa)* [28 octobre 1952] (p. 4504) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953, Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de droits jusqu'à concurrence de 5 millions les donations ou cessions entre cohéritiers* [21 décembre 1952] (p. 6909) ; Art. 6 : *80 milliards de crédits bloqués (Blocage de crédits destinés aux investissements agricoles)* [27 janvier 1953] (p. 509, 510). — Dépose une demande d'interpellation sur la dénonciation des forfaits commerciaux et artisanaux par les administrations des contributions directes et indirectes [6 mars 1953] (p. 1667). — Est entendu sur les propositions de la Confé-

rence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la dénonciation des forfaits commerciaux et artisanaux* [17 mars 1953] (p. 1964). — Dépose une demande d'interpellation sur la dénonciation des forfaits commerciaux et artisanaux par les administrations des contributions directes et indirectes [17 mars 1953] (p. 1967). — Pose à M. le Ministre du Budget, une question relative aux forfaits des bénéfices industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2474, 2478). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lecourt (Ses observations sur les promesses non tenues des déclarations d'investiture, la nécessité de ranimer l'économie chancelante)* [10 juin 1953] (p. 3515) ; — à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Discussion générale (Su citation de l'Observateur et du livre de M. Despuech)* [2 juillet 1953] (p. 3224) ; — à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Précarité de la nouvelle majorité ; Défense des émissions « raisonnables » de billets, inutilité de nouveaux impôts en vue de les gager, possibilité d'économies sur les dépenses militaires, les marchés de l'Etat, etc. ; Caractère aléatoire du nouveau « fonds de construction et d'équipement »)* [7 juillet 1953] (p. 3288, 3289) ; Art. 8 : *Fonds de construction d'équipement rural et d'expansion économique ; Son amendement tendant à effectuer au fonds 50 0/0 de la surtaxe créée en 1951 au bénéfice des allocations familiales* (p. 3329) ; le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation tragique de l'industrie textile lyonnaise à la suite de la dévaluation de la piastre [16 juillet 1953] (p. 3502) ; — sur l'indemnisation de toutes les victimes de la grève, la politique conjuguée d'économies et de crédit, la revalorisation des salaires les plus bas, la réforme de la distribution [6 octobre 1953] (p. 4014) ; la développe : *Urgence d'une loi réglementant le droit de grève, relance nécessaire de l'économie par le relèvement des masses agricoles « sous-équipées et sans un sou », répercussion immédiate sur le paysan des quelques baisses obtenues récemment « par accord avec la boucherie », nécessité d'abattre certaines féodalités en s'aidant des suggestions des professionnels, nécessité d'une*

politique monétaire non orthodoxe pour financer les investissements nécessaires, et d'une rénovation sociale obtenue en intéressant les travailleurs aux fruits de leur travail [8 octobre 1953] (p. 4110 et suiv.); *Parallèle entre la circulaire critiquée du Président du Conseil et celles de M. J. Moch en novembre et décembre 1947* (p. 4118, 4119); — sur la politique agricole du Gouvernement [13 octobre 1953] (p. 4233); la développe : *Misère de l'agriculture française (Chiffres comparatifs), scandale de la « surproduction » prétendue, « plan d'expansion » annoncé, garanties d'écoulement nécessaires aux producteurs, distribution, stockage, organisation des marchés dans le cadre professionnel, prix-plafond et prix-plancher, soutien financier des exportations (80 milliards), crédits d'équipement et vulgarisation des techniques (170 milliards à prévoir)* [20 octobre 1953] (p. 4385, 4386). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6** : *Sous-amendement de M. Lanet tendant à créer un fonds spécial de la télévision alimenté par une taxe sur les bouillottes de cru* [14 décembre 1953] (p. 6790). — Dépose une demande d'interpellation sur la revalorisation des salaires [11 février 1954] (p. 179); la développe : *Augmentation des salaires industriels et agricoles, nécessité de prendre des mesures sur les plans financier, économique, social et politique, suppression progressive des zones de salaires, institution d'une procédure d'arbitrage et de conciliation, association capital-travail, réforme de la Constitution* [12 février 1954] (p. 249, 250). — Pose : à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'aide à l'exportation des produits textiles [12 février 1954] (p. 264); — à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à la situation des tisseurs à façon [12 février 1954] (p. 264). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution provoquant le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises : *Discussion générale (Extradition de M. Peyrè)* [12 février 1954] (p. 268). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative à la société nationale des entreprises de presse [26 février 1954] (p. 574); — à M. le Ministre d'Etat chargé de la réforme constitutionnelle, une

question relative à l'origine, les attributions et modalités de fonctionnement des Secrétariats d'Etat [9 avril 1954] (p. 1966, 1967). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Cessez le feu immédiat et continuation des pourparlers de Genève, unité de direction civile et militaire en Indochine)* [6 mai 1954] (p. 2147, 2148). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population, une question relative à l'autorisation de vente de la boisson coca-cola [11 juin 1954] (p. 2942). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Amendement de M. Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes); Communisme et petits producteurs* [29 juin 1954] (p. 3132); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la tête a dû être abattue d'urgence* [6 juillet 1954] (p. 3242); — du projet de loi relatif au budget annexe des **PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES** pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget)* [29 juillet 1954] (p. 3723); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Reconversion, réforme de la sécurité sociale et de la S. N. C. F., réforme de notre appareil militaire, Emission d'un emprunt indexé par l'agriculture)* [6 août 1954] (p. 3946, et suiv.). — Pose : à M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative à la situation des géomètres remembreurs [5 novembre 1954] (p. 4778); — à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question relative à la situation du marché laitier [19 novembre 1954] (p. 5208, 5209); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative au marché des œufs de conserve [26 novembre 1954] (p. 5461); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative au régime blé-farine [3 décembre 1954] (p. 5743). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955, I. **TRAVAUX PUBLICS,**

TRANSPORTS ET TOURISME : *Sa motion préjudicielle (Pourcentage des droits sur les carburants réservé au fonds routier)* [4 décembre 1954] (p. 5837); *la retire* (p. 5838). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement ne soutient pas suffisamment les cours du beurre et quelles mesures il compte prendre pour assainir le marché laitier [12 décembre 1954] (p. 6173). — Pose au Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question relative à la fraude fiscale [4 février 1955] (p. 711). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Aide à l'agriculture, organisation des marchés, financement du fonds de garantie mutuelle, problème laitier, ratification des Accords de Paris, faiblesse du pouvoir exécutif en France* [23 février 1955] (p. 876, 877); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Sa motion préjudicielle (Affectation de crédits suffisants à l'assainissement des marchés agricoles)* [4 mars 1955] (p. 1088, 1089); *la retire* (p. 1090); *Motion préjudicielle de M. Lamps (Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique)* (p. 1091, 1092). — Dépose une demande d'interpellation sur la dénonciation de forfaits artisanaux et commerciaux [8 mars 1955] (p. 1149). — Pose : au Ministre des Affaires étrangères, une question relative à l'aide étrangère aux fellagha [6 mai 1955] (p. 2577, 2578); — au Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative à son attitude vis-à-vis des agissements de la société Alutrad [27 mai 1955] (p. 3100, 3101); — au Ministre de la France d'outre-mer, une question relative au fonctionnement des moulins de Dakar [24 juin 1955] (p. 3318, 3319); — au Ministre de la Justice, une question relative à l'attitude de ce dernier à l'égard des agissements de la société Alutrad [22 juillet 1955] (p. 4049); — au Ministre des Affaires tunisiennes et marocaines, une question sur l'attitude du Président du Néo Destour (M. Bourguiba) pendant l'occupation [7 octobre 1955] (p. 4867, 4868). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie : *Ordre du jour de M. Gaborit (Rétablissement de la paix, application intégrale du statut de 1947, approbation de la déclaration du Gouvernement)* [13 octobre 1955] (p. 5108); — d'une proposi-

tion de loi relative aux allocations de vieillesse : *Ouverture du débat* [16 novembre 1955] (p. 5738). = S'excuse de son absence [20 septembre 1951] (p. 7506), [16 novembre 1955] (p. 5752). = Obtient des congés [20 septembre 1951] (p. 7506), [16 novembre 1955] (p. 5752).

**PASTEUR VALLERY-RADOT (M. Louis),** *Député de la Seine* [2<sup>e</sup> circonscription] (R. P. F.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5).

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 40-40 : *Amdement de M. Cordonnier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Efficacité du vaccin B. C. G.)* [4 décembre 1951] (p. 8752). = S'excuse de son absence [7 février 1952] (p. 483), [16 février 1952] (p. 724). = Obtient des congés [7 février 1952] (p. 483), [16 février 1952] (p. 724). = Donne sa démission de député [20 mai 1952] (p. 2344).

**PATERNOT (M. Maurice),** *Député d'Alger* [1<sup>er</sup> collège] (R. I.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des boissons [24 juillet 1951] (F. n° 11), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des boissons [22 janvier 1953] (F. n° 217); [9 février 1954] (F. n° 343), [12 octobre 1955] (F. n° 568); par la Commission de l'agriculture pour représenter

l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [1<sup>er</sup> août 1951] (**F. n° 21**); par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine en qualité de membre suppléant [18 novembre 1954] (**F. n° 443**), [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**).

### Dépôts :

Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 53 de l'ordonnance du 24 septembre 1945 afin d'augmenter le nombre des membres du Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, de telle sorte que la région sanitaire formée par les trois départements d'Algérie soit représentée, au Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, par un délégué, **n° 1864**. — Le 25 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 3327) relatif à la protection du titre d'œnologue, **n° 3812**. — Le 2 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 3327) relatif à la protection du titre d'œnologue, **n° 6432**. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 5827) relatif à l'orientation de la production viticole, **n° 6588**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi relative à la sélection et au contrôle des plantations de vigne, **n° 6633**. — Le 11 juin 1954, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 3327) relatif à la protection du titre d'œnologue, **n° 8647**. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 8267) relatif aux prestations d'alcools viniques et d'alcools de vin, **n° 8663**. — Le 13 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur l'avis (n° 9611) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1508) relatif à la protection du titre d'œnologue, **n° 9899**. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 54-782 du 2 août 1954 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information et à préciser les modalités d'application prévues à l'article 35 de ladite loi, **n° 11040**.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'assainissement du marché des vins [5 juin 1952] (p. 2636); la développe : *Ses observations sur les difficultés d'écoulement de la production viticole algérienne, l'application du statut viticole, l'exportation de vin en Allemagne, la distillation du vin* [4 juillet 1952] (p. 3574 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les problèmes agricoles en Algérie)* [8 juillet 1952] (p. 3681 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 41-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'Algérie (Fonds de progrès social)* [13 décembre 1952] (p. 6362); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur le développement économique de l'Algérie, la nécessité d'augmenter les investissements dans l'agriculture particulièrement)* [18 décembre 1952] (p. 6563 et suiv.); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4, Etat D : *Allocation vieillesse (Taxe statistique sur les échanges entre l'Algérie et la France)* [19 décembre 1952] (p. 6613); — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 26 : *Amendement de M. Blachette tendant à étendre l'article à l'Algérie* [26 février 1953] (p. 1394); Art. 39 : *Amendement de M. Blachette relatif au concours financier alloué aux salles de spectacles en Algérie* [27 février 1953] (p. 1488). — Est entendu sur la proposition de loi tendant à la suppression du registre obligatoire d'entrées et de sorties chez les détaillants pour les vins à appellation d'origine : *Accepte le renvoi en Commission* [23 juillet 1953] (p. 3878). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Eloge du décret du 30 septembre (vin), particulièrement dans sa deuxième partie (mesures à long terme d'organisation de la production); opportunité d'augmenter les primes et indemnités à la reconversion* [20 octobre 1953] (p. 4432, 4433); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Le faible développement de l'économie française depuis 1929, l'intégration difficile des terri-*

toires d'outre-mer dans l'Europe à six et la Communauté politique avec autorité suprannationale, la misère de l'Algérie et la faiblesse des revenus individuels) [19 novembre 1953] (p. 5276 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur un conflit de compétence entre Commissions* [15 décembre 1953] (p. 6842). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations de l'Algérie* [31 décembre 1953] (p. 7161, 7162); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES (SECTION AIR), Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement (Situation des personnels civils de la défense nationale en Algérie)* [18 mars 1954] (p. 1013); — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1581). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de production viticole [9 avril 1954] (p. 1965). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux prestations viniques, en qualité de Rapporteur : *Production et orientation viticoles* [3 août 1954] (p. 3796). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Algérie [3 novembre 1954] (p. 4689); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Rappel de la déclaration de Tunis du 31 juillet (Sanctions rigoureuses en cas de nouveaux troubles), impuissance ou complicité du Gouvernement tunisien actuel, explosion du 1<sup>er</sup> novembre en Algérie (« Signes prémonitoires »), action conjuguée du Caire et de Radio-Budapest, objectifs précis du soulèvement (tracts), sermeté verbale de M. le Ministre de l'Intérieur, insuffisance numérique des forces de police, dissolution nécessaire du parti communiste algérien, interventions étrangères inadmissibles, politique constructive à définir (Investissements, niveau de vie)* [12 novembre 1954] (p. 4946, 4947); — sur la politique du Gouvernement en Algérie et sur les conséquences néfastes de sa politique en Tunisie [29 novembre 1954] (p. 5572); la développe : *Discours de Tunis du 31 juillet, suivi des « honneurs de la guerre » pour les criminels; pouvoirs de police indirectement transférés; surenchère extrémiste de Salah Ben Youssef;*

*autonomie et indépendance; contagion probable en Algérie; répercussion en chaîne de Tripolitaine en Tunisie, puis en Algérie; répression « impitoyable » nécessaire; dissolution nécessaire du parti communiste algérien* [10 décembre 1954] (p. 6058, 6059). — Prend part : à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés); Article unique (explications de vote) : « *Relai* » fourni au Président du Conseil par une partie de l'opposition; ses mérites [29 décembre 1954] (p. 6925); — à la discussion d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Fusion des polices, ses craintes de voir l'autonomie interne conduire à l'indépendance, troubles d'Algérie, intégration progressive de l'Algérie dans la communauté française)* [4 février 1955] (p. 749, 750); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Politique économique et financière du Gouvernement en Algérie* [23 février 1955] (p. 868, 869). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Algérie [22 juin 1955] (p. 3224); est entendu sur cette interpellation et celles jointes : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête de l'intérieur en Algérie)* [5 juillet 1955] (p. 3601). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Malaise créé par l'élargissement des états-majors nationalistes, rôle du parti communiste algérien, prétendues « responsabilités » des Français et de l'Assemblée algérienne, œuvre française, nécessité d'élections anticipées* [28 juillet 1955] (p. 4427 à 4430); *Presse en Afrique du Nord (Echo d'Alger)* [29 juillet 1955] (p. 4481); *Conditions d'accès à la fonction publique* (p. 4484); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des juges de paix d'Algérie; Art. 7 : *Son amendement (Rétroactivité de la mesure au 16 octobre 1953)* [5 août 1955] (p. 4652, 4653); — d'interpellations sur l'Algérie : *Intégration de l'Algérie à la France, politique de détente et de progrès* [12 octobre 1955] (p. 5048 à 5050). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en matière agricole et plus spécialement en matière viticole [25 octobre 1955] (p. 5246); — sur l'évasion du principal instigateur de l'Aurès, les conséquences et les responsabilités

encourues dans cette affaire [15 novembre 1955] (p. 5664). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Son amendement (Elections simultanées sur l'ensemble du territoire de la République française)*; *vote des rappelés d'Algérie* [15 novembre 1955] (p. 5693, 5694); Art. 6 : *Amendements de MM. Ducos et Sérafini (Mandat des députés algériens)* [17 novembre 1955] (p. 5827, 5828).

**PATINAUD (M. Marius)**, *Député de la Loire (C.)*.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure chargée de l'examen des questions relatives à la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents [22 août 1951] (**F. n° 24**).

### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, **n° 345**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs de la Loire, victimes de l'orage de grêle du 16 juin 1951, **n° 464**. — Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à convoquer immédiatement la Commission supérieure des conventions collectives, **n° 557**. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner mandat à ses représentants à la Commission supérieure des conventions collectives, de soutenir la proposition de fixation du salaire minimum vital à 23.600 francs, **n° 781**. — Le 21 novembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, **n° 1649**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence de 50 millions de francs aux victimes des inondations du département de la Loire, **n° 1666**. — Le 27 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Loire, **n° 2248**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à empêcher la fermeture du réseau du Vivarais, **n° 2542**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à l'intégration dans le régime général de la sécurité sociale des diffuseurs de la presse et à leur reconnaissance de salariés, **n° 2617**. — Le 26 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 250 millions de francs pour indemniser les sinistrés ardéchois, victimes des orages de grêle **n° 3828**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à n'apporter aucune modification au régime actuel de la sécurité sociale sans délibération de l'Assemblée Nationale, **n° 4427**. — Le 5 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à accélérer, à partir de 1953, la liquidation des 1900 emplois de maîtres d'éducation physique et sportive et à les transformer en emplois de chargés d'enseignement, **n° 4611**. — Le 14 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (n° 1649) (fait au cours de la précédente législature) sur la proposition de loi de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, **n° 4770**. — Le

16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à allouer aux anciens prisonniers de la guerre 1914-1918 et à leurs ayants cause un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, **n° 5101**. — Le 26 mars 1953, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (n° 1649) (fait au cours de la précédente législature) sur la proposition de loi de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, **n° 6025**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6852) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux veuves de guerre et à toutes personnes qui ont prêté assistance, en tant que tierce personne, conformément à l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, aux grands invalides de guerre du vivant de ces derniers, **n° 7225**. — Le 29 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 7375) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1649) adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant les dispositions du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail relatives au reçu pour solde de tous comptes, **n° 7518**. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à empêcher la fermeture de la ligne Bonson (Loire)—Sembadel (Haute-Loire), **n° 7824**. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à la prise en compte pour le calcul de la pension vieillesse de la sécurité sociale du temps de service minier, inférieur à quinze ans, effectué avant 1930, **n° 8211**. — Le 24 juin 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 2826) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, **n° 8706**. — Le 10 août 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur la proposition de résolution (n° 8497) de Mme Prin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ramener l'abattement de zone appliqué aux allocations familiales dans la commune de Guarbecque (Pas-de-Calais) au taux appliqué dans la commune d'Isbergues, **n° 9127**. — Le 10 août 1954, un rapport au nom de la Com-

mission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8353) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à la prise en charge d'un accidenté du travail, par la dernière caisse de sécurité sociale à laquelle l'assuré était affilié, **n° 9128**. — Le 4 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1<sup>o</sup> à accorder un secours de dix millions de francs aux familles des victimes du puits Monterrad ; 2<sup>o</sup> à faire participer les organisations syndicales ouvrières à la commission d'enquête chargée de rechercher les causes de la catastrophe, **n° 10106**. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à la constitution d'une Commission d'enquête chargée de rechercher les causes de la catastrophe du puits Monterrad, **n° 10587**. — Le 13 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8211) de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à la prise en compte pour le calcul de la pension vieillesse de la sécurité sociale du temps de service minier, inférieur à quinze ans, effectué avant 1930, **n° 10738**. — Le 13 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Viatte et plusieurs de ses collègues (n° 10284) tendant à l'abrogation du décret n° 55-117 du 20 janvier 1955 relatif aux restes à recouvrer des organismes de sécurité sociale et du décret n° 55-118 du 20 janvier 1955 relatif aux pouvoirs de substitution des directeurs régionaux de la Sécurité sociale ; 2<sup>o</sup> de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 10285) tendant à abroger les décrets nos 55-116, 55-117 et 55-118 du 20 janvier 1955 concernant la sécurité sociale ; 3<sup>o</sup> de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 10378) tendant à abroger les décrets nos 55-117 et 55-118 du 20 janvier 1955 portant atteinte à l'autonomie des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, **n° 10744**. — Le 18 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 2760) de M. Alfred Krieger tendant à étendre au personnel des entreprises nationalisées le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance, **n° 10776**. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécu-



rité sociale sur la proposition de loi (n° 10589) de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 7 du décret du 31 décembre 1954 concernant la surcompensation des prestations familiales agricoles, n° 10885. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10380) de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-746 du 29 avril 1948 relative à la journée du 4<sup>er</sup> mai, n° 10886. — Le 23 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7342 rectifié) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à abroger le décret n° 53-1024 du 17 octobre 1953 ; 2° à instituer la surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales servies aux travailleurs salariés ou assimilés des professions non agricoles, y compris les agents de l'Etat et des collectivités locales, n° 11305.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Loire-Inférieure [5 juillet 1951] (p. 5883). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Pierre Chevallier (Ses observations sur l'échelle mobile des salaires, le problème de l'enseignement libre, le niveau de vie de la classe ouvrière)* [8 août 1951] (p. 6274, 6275). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse du prix de la vie, les raisons des difficultés des caisses de la sécurité sociale, l'action de M. Daniel Mayer au Ministère du Travail)* [29 août 1951] (p. 6593, 6594, 6595) ; *Son contre-projet tendant à accorder une subvention de 76 milliards à la sécurité sociale* (p. 6600) ; Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6623) ; Art. 9 : *Demande de M. Charpentier de disjonction de l'article* (p. 6626) ; *Son amendement tendant à majorer la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 6627) ; *le retire* (p. 6627) ; Art. 12 : *Amendement de M. Titeux tendant à prévoir le remboursement intégral de la dette de l'Etat envers la sécurité*

*sociale* (p. 6628) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6633, 6634) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL, DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) ; Art. 2 : *Sa motion préjudicielle tendant à discuter du salaire minimum interprofessionnel de toute urgence* [9 septembre 1951] (p. 7192, 7193) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix et des bénéfices des sociétés, l'attitude de M. Daniel Mayer vis-à-vis des mineurs en grève, le rôle de l'échelle mobile, le relèvement du minimum vital)* [13 septembre 1951] (p. 7323, 7324, 7325, 7326) ; *Son rappel au Règlement (Sa demande de clôture de la discussion générale)* [18 septembre 1951] (p. 7408) ; *Ses observations sur la collusion du patronat et du Gouvernement* (p. 7412) ; *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* (p. 7432) ; *Son contre-projet relatif au rôle de la Commission supérieure des conventions collectives* [19 septembre 1951] (p. 7468) ; *Contre-projet de M. Moisan tendant à réviser l'échelle mobile tous les trois mois si une modification de 5 0/0 du prix de la vie est intervenue* (p. 7483) ; *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une commission technique chargée de rédiger des listes-types pour que la Commission supérieure puisse établir le budget-type* (p. 7485, 7486) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Chambrun tendant à supprimer les abattements de zones en France* (p. 7490) ; *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à mentionner la procédure annuelle de révision du budget-type* [20 septembre 1951] (p. 7508) ; *Amendement de M. Devinat tendant à maintenir la législation existante concernant la fixation du salaire minimum garanti* (p. 7509) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à réviser le budget-type automatiquement toutes les fois qu'une modification de 5 0/0 du prix de la vie aura eu lieu* (p. 7510) ; *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à lier l'échelle mobile aux résultats de la taxe de transactions* (p. 7512) ; *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* (p. 7516) ; Article additionnel : *Son rappel au Règlement (Application du statut du mineur)* (p. 7524). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au Règlement (Débat sur l'échelle mobile des salaires)* [19 septembre 1951] (p. 7451) ; *Son rappel au Règlement (Ordre du jour de la*

*séance du 25 septembre 1951* (p. 7453) ; *Vote de l'échelle mobile en deuxième lecture* [25 septembre 1951] (p. 7619). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales ; Art. 10 : *Avances du Trésor aux diverses caisses* [25 septembre 1951] (p. 7624, 7625) ; *Est entendu sur une demande de suspension de séance* (p. 7627). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter de l'échelle mobile en deuxième lecture avant tout autre débat* [25 septembre 1951] (p. 7630) ; *Son rappel au Règlement* (p. 7630, 7631) ; *Son amendement relatif à l'ordre du jour du 6 novembre 1951* (p. 7631). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêté du Ministre du Travail en date du 27 septembre et la disparition des rubaniers à domicile de la Loire et de la Haute-Loire [6 novembre 1951] (p. 7663). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la hausse de l'essence, sur la situation des économiquement faibles et la politique étrangère du Gouvernement* [6 novembre 1951] (p. 7664, 7665). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Discussion générale (Ses observations sur la loi dirigée contre la presse communiste)* [8 novembre 1951] (p. 7704 et suiv.) ; *Amendement de M. Giovoni tendant à promulguer le statut de la presse avant de modifier la loi de 1881* (p. 7722) ; Art. 3 : *Obstruction du groupe communiste* (p. 7729) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7735, 7736) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 50-20 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* [22 novembre 1951] (p. 8370, 8371) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les effets du pool pour la classe ouvrière, le sort des ouvriers mineurs, le rôle de la haute autorité, les transferts de travailleurs)* [7 décembre 1951] (p. 8946 et suiv., 8959) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Réforme de la sécurité*

*sociale; déficit de la sécurité sociale)* [30 décembre 1951] (p. 10263, 10264) ; Art. 16 : *Amendement de M. Churret tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [26 février 1952] (p. 1016). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion investissant M. Edgar Faure* [17 janvier 1952] (p. 277, 278). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [22 janvier 1952] (p. 288) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Politique conservatrice du nouveau Gouvernement en matière sociale* (p. 292, 293). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter de l'échelle mobile des salaires, amendée par le Conseil de la République* [22 janvier 1952] (p. 298) ; *Son rappel au Règlement (Vote de son amendement)* (p. 300) ; — sur un incident : *Son rappel au Règlement (Modification de l'ordre du jour prévoyant le débat sur l'échelle mobile des salaires)* [5 février 1952] (p. 429, 430). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Urgence du débat* [5 février 1952] (p. 443) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance (Hausse constante des prix, coût des crédits militaires, les hausses de l'électricité et des chemins de fer, l'augmentation des profits capitalistes, la misère des travailleurs)* [7 février 1952] (p. 509 et suiv.) ; *Discussion générale (Les défauts du projet gouvernemental, l'appauvrissement des salariés, la hausse constante des prix, la volonté de la classe ouvrière d'obtenir la véritable échelle mobile)* [19 février 1952] (p. 816, 817, 818) ; *Contre-projet de M. Caillet tendant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0* [25 février 1952] (p. 862, 865) ; *Contre-projet de M. Degoutte tendant à étendre l'échelle mobile aux rentes viagères et à reprendre le texte voté par le Conseil de la République* (p. 872) ; Art. 2 : *Sous-amendement de M. Rousselot tendant à prévoir des augmentations ou des diminutions de salaires suivant le cas* (p. 880) ; *Sa demande de vote par division de l'article* (p. 882) ; *Application du minimum garanti aux ouvriers agricoles* (p. 883) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses*

observations sur la politique réactionnaire du Gouvernement, le sabotage des lois sociales, la raison de l'éviction des communistes du pouvoir [9 avril 1952] (p. 2042 et suiv.); — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Antoine Pinay) : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Personnalité de M. Pinay ancien Pétainiste, amnistie fiscale, politique réactionnaire du nouveau Gouvernement, blocage des prix et des salaires, profits des grandes sociétés, chômage, 1.400 milliards de charges militaires en 1952)* [6 mars 1952] (p. 1186 et suiv.); — à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la presse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1275). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de l'interpellation de M. Bonte sur les propositions soviétiques d'établir un traité de paix avec l'Allemagne, vote de l'échelle mobile des salaires en deuxième lecture* [18 mars 1952] (p. 1356, 1357). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 23 prévoyant la réorganisation de la S. N. C. F.* [8 avril 1952] (p. 1981, 1982) ; *Demande de modifier l'ordre des 10 votes sur les questions de confiance, présentée par M. Soustelle* (p. 1982). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour obtenir une baisse immédiate du prix du papier journal [9 avril 1952] (p. 2046); — sur la fermeture des établissements « les Aciéries du Nord » [20 mai 1952] (p. 2343). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti; Article additionnel : *Est rappelé à l'ordre* [20 mai 1952] (p. 2363); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Titeux* [30 mai 1952] (p. 2587); Article unique : *Discussion du projet relevant l'allocation de vieillesse des travailleurs agricoles* (p. 2590) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix, l'échec de la politique Pinay et de l'emprunt, la hausse des profits des grandes sociétés)* [3 juillet 1952] (p. 3491, 3492); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'avis désavou-*

*rable émis par le Conseil de la République (Ses observations sur la politique réactionnaire du Gouvernement)* [8 juillet 1952] (p. 3648 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de l'interpellation déposée par M. Jacques Duclos sur son emprisonnement* [17 juin 1952] (p. 2974, 2975). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Son rappel au Règlement (Impossibilité de modifier l'ordre du jour)* [20 juin 1952] (p. 3089, 3090); *Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de M. Gaston Palewski* (p. 3099); *Rappel au Règlement de M. Soustelle (Vote de l'ordre du jour de M. Palewski, même mutilé)* (p. 3100). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au Règlement (Modification de l'ordre du jour)* [24 juin 1952] (p. 3157). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Son rappel au Règlement (Sa demande de renvoi du débat)* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3371); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 15 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux bénéficiaires de rentes de survivants qui ne sont pas salariés, présentée par le Gouvernement* [2 juillet 1952] (p. 3425); — des interpellations sur le repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire; *Discussion générale (Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs)* [10 juillet 1952] (p. 3767, 3768). — Dépose une demande d'interpellation sur l'illégalité dont le Gouvernement se rend coupable en refusant de convoquer la Commission supérieure des conventions collectives [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Contre-projet de Mme Rabaté tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements* [7 octobre 1952] (p. 4076). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter du rapport relatif à la convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives* [7 octobre 1952] (p. 4080); *Son amendement tendant à discuter de la politique étrangère du Gouvernement* (p. 4080); *Discussion des interpellations sur les arrestations et perquisitions arbitraires faites*

par le Gouvernement [9 octobre 1952] (p. 4155, 4156). — Dépose une demande d'interpellation sur les arrestations et perquisitions arbitraires opérées sur l'ordre du Gouvernement [7 octobre 1952] (p. 4154). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Hausse nécessaire du salaire minimum)* [23 octobre 1952] (p. 4334) ; Chap. 3392 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* (p. 4336) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Question préalable de M. Deveny* [2 décembre 1952] (p. 5893) ; — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [12 novembre 1952] (p. 5033) ; Art. 2 : *Son rappel au Règlement (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 5036) ; — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5402, 5403). — Est entendu : pour un rappel au Règlement : *Suspension de la séance pour en venir au débat sur les prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5405) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5411) ; — sur une demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5427 et suiv.) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur la semaine de 40 heures dans le commerce de détail* [26 novembre 1952] (p. 5706). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) ; *Discussion générale (Ses observations sur les insuffisances du plan Marshall, l'importance du chômage, le développement de la crise économique en France, les accidents du travail, les profits des grandes sociétés, l'indice des prix calculé d'après les 213 articles, les procès de Prague)* [5 décembre 1952] (p. 6007 et suiv.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas assujettir à la taxe sur le chiffre d'affaires les travailleurs à domicile* [21 décembre 1952] (p. 6900) ;

*Demande de suspension de séance de M. Bergasse* [22 décembre 1952] (p. 7010) ; *Son rappel au Règlement (Démission irrégulière du Gouvernement)* (p. 7028). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat de politique étrangère, majoration des allocations familiales* [16 décembre 1952] (p. 6479, 6480) ; *Son rappel au Règlement (Ordre des votes sur les amendements)* (p. 6481) ; — sur un incident : *Vote d'une motion préjudicielle pour protester contre la présence de M. Boutemy* [28 janvier 1953] (p. 597). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 134 bis : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la communication au Parlement chaque année, des recettes et dépenses de la sécurité sociale, présentée par M. Boubien* [28 janvier 1953] (p. 602). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aggravation de la situation économique [19 février 1953] (p. 1166). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Son rappel au Règlement (Vote sur le procès-verbal)* [20 février 1953] (p. 1229). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 février 1953] (p. 1255). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la situation charbonnière : *Ses observations sur les stocks de charbon invendu, le chômage, les importations de houille, la concurrence allemande* [24 mars 1953] (p. 2267) ; — sur l'ordre du jour : *Discussion d'une proposition relative aux tréfonciers de la Loire* [27 mars 1953] (p. 2464). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements décidés à l'encontre des travailleurs de l'État et les mesures à prendre pour les éviter [22 octobre 1953] (p. 4454). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre la discussion jusqu'à ce que le minimum garanti ait été élevé à 23.000 francs (nécessité de tenir compte de l'avis de la Commission supérieure des conventions collectives)* [29 octobre 1953] (p. 4654) ; Chap. 4312 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes (insuffisance des crédits)* (p. 4659, 4660) ; RADIO-

DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Motion préjudicielle de M. Desson tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (majoration de la redevance téléphonique, possibilité d'emprunter) [14 novembre 1953] (p. 5141, 5142); Art. 6 : Financement du développement de l'infrastructure et des programmes de la télévision [8 décembre 1953] (p. 6316); Demande de disjonction de l'article prévoyant le financement de la télévision grâce à la majoration de la taxe radiophonique, présentée par le Gouvernement [9 décembre 1953] (p. 6334, 6335); Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.500 francs la taxe radiophonique afin d'exonérer les vieillards pensionnés ou allocataires et ne payant pas de surtaxe progressive sur le revenu (p. 6340, 6341); Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.475 francs le taux de la taxe radiophonique et à détaxer partiellement les vieillards pensionnés ne payant pas d'impôt sur le revenu (p. 6342); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble (fixation du budget-type par la Commission supérieure des conventions collectives) [30 décembre 1953] (p. 7039); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble (augmentation de la taxe radiophonique, exonérations prévues) [31 décembre 1953] (p. 7239, 7240); — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : Demande de prise en considération du projet gouvernemental, présentée par le Gouvernement [30 octobre 1953] (p. 4713); Demande de renvoi en Commission, présentée par M. Palowski (p. 4714); Suite possible du débat (p. 4714); Décision de la Commission sur l'application de l'article premier de la loi de finances (p. 4729); — d'une proposition de loi portant majoration de certaines prestations familiales : Discussion générale (application de l'article premier de la loi de finances au rapport de M. Bouxom) [15 décembre 1953] (p. 6860); Article unique : Contre-projet de M. Boscarry-Monsservin tendant à majorer de 10 0/0 les allocations familiales, à accorder des allocations prénatales au paiement échelonné (p. 6861); Sous-amendement de M. Bouxom tendant à majorer de 30 0/0 exceptionnellement en décembre 1953 les allocations familiales (p. 6862);

Sous-amendement de M. Jacques Chevallier tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales en Algérie (p. 6864); Contre-projet de M. Boscarry-Monsservin tendant à majorer de 10 0/0 les allocations familiales, à accorder des allocations prénatales au paiement échelonné (p. 6861); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires; Art. 4 ter : Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Licenciements de personnel à la Manufacture d'armes de Saint-Etienne) [29 décembre 1953] (p. 6968, 6970). — Est entendu sur une motion d'ordre : Vote du budget des Affaires économiques [31 décembre 1953] (p. 7094). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au reçu pour solde de tout compte et bulletin de paye, amendée par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [31 décembre 1953] (p. 7108, 7109); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à accorder la majoration de 6.900 francs à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1953 [31 décembre 1953] (p. 7157); Art. 4 : Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas déduire les étrennes et gratifications de fin d'année pour le calcul des cotisations (p. 7158, 7159); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer; Art. 1<sup>er</sup> : Extension de l'ordonnance du 19 octobre 1945 aux départements d'outre-mer (regret de ne pas avoir eu de rapport écrit de la Commission des finances) [11 février 1954] (p. 188); Art. 2 : Amendements de M.M. Girard et Silvanbre (couverture du risque longue maladie; application de l'article premier de la loi de finances) (p. 189, 190); Art. 5 : Son amendement (Tarifs de remboursement des frais pharmaceutiques, ticket modérateur) (p. 192); Art. 6 : Son amendement (Liste des spécialités pharmaceutiques) (p. 192, 193); Art. 8 : Amendement de M. de Tinguy (Indemnité journalière accordée en cas d'incapacité de travail supérieure à quinze jours) (p. 193, 194); Art. 9 : Amendement de M. Besset (Calcul de l'indemnité journalière) (p. 195); Son rappel au Règlement (ibid.); Amendement de M. Césaire (Calcul de l'indemnité journalière pour les assurés ayant une famille nombreuse) (p. 195); Art. 10 : Son sous-amendement (Durée du travail

exigé pendant les six mois précédant la maladie pour donner droit aux prestations maladie) (p. 196); Amendement de M. Girard tendant à prévoir le chômage involontaire dans le calcul de la durée du travail exigé pour donner droit aux prestations maladie (Droit des chômeurs) (p. 197); Art. 11: Amendement de M. de Tinguy (Durée du travail exigé pendant les années précédant la maladie pour donner droit à l'assurance invalidité) (p. 197); Articles additionnels; Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre les articles relatifs aux accidents du travail et maladies professionnelles (p. 199); Art. 13: Amendement de M. Ruingeard (Inscription des personnes morales exerçant une activité agricole sur les listes d'électeurs aux caisses régionales de la Sécurité sociale, danger du double vote) (p. 199); Art. 14: Amendement de M. Césaire (Financement des caisses générales des départements d'outre-mer en cas de déficit, situation financière des collectivités locales, économie de l'Etat sur le régime d'assistance) (p. 201); — des interpellations concernant la situation des syndicats indépendants: Discussion générale (Observations adressées à M. Soustelle sur la scission des syndicats indépendants) [19 février 1954] (p. 438, 439); — de la proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la sécurité sociale: Discussion générale (Parallèle entre la situation des gérants de sociétés et celle des ouvriers et des chômeurs) [19 février 1954] (p. 446, 447); Sa demande de disjonction de l'article premier relatif à l'affiliation des gérants minoritaires à la Sécurité sociale (p. 448); Son rappel au Règlement: Demande de renvoi à la Commission [4 mars 1954] (p. 648); Art. 1<sup>er</sup>: Amendement de M. Linet (Assimilation aux salariés des gérants de sociétés ne possédant que 5 0/0 du capital social, limitation des effets de la loi) (p. 648); Amendement de M. Besset (Les présidents directeurs et directeurs généraux ne peuvent être considérés comme des salariés, retraites vieillesse) (p. 649); Son amendement (Extension des assurances sociales aux présidents directeurs et directeurs généraux de sociétés anonymes ne disposant pas de plus de 5 0/0 des actions) (p. 649); Sa demande de disjonction de l'article 2 (Application de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles aux gérants de sociétés) (p. 650); Sa demande de disjonction de l'article 3: assurance vieillesse (p. 650); —

d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires: Discussion générale (Coût de la vie dans la capitale et dans les départements, pouvoir d'achat des travailleurs et augmentation de la production, grève du 28 avril) [7 avril 1954] (p. 1849 et suiv.); Son opposition au renvoi de la proposition (p. 1857); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution de biens d'entreprises de presse: Sa demande de suspension de séance [7 mai 1954] (p. 2194); Motion préjudicielle de Mme François (Communication de la liste des grâces accordées par le Président de la République) (p. 2202); Art. 2: Attribution des biens de presse, sa motion incidente en examen des conséquences financières de la proposition (p. 2204, 2205); Art. 3: Son amendement (Droit à l'attribution des biens de presse) (p. 2219); Amendement de M. Lanet (Dévolution des biens de presse aux sociétés créées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1953) (p. 2220); Son amendement (Participation des périodiques à la société de gestion d'imprimerie); Réglementation du temps de parole (p. 2220); Son amendement (Attribution des biens de presse à la S. N. E. P. à défaut d'accord sur leur dévolution) (p. 2221); Son amendement (Entreprises attributaires et entreprises co-utilisatrices) (p. 2222); Son sous-amendement à l'amendement de M. Budie (Droits attachés à la qualité de déporté) (p. 2226); Art. 4: Gestion de la Société nationale des entreprises de presse, rapport Jouany (p. 2227); Art. 5: Son amendement (Décisions de la commission nationale de répartition) (p. 2227); Son amendement (Priorité accordée aux sociétés éditrices de journaux installées depuis plus d'une année) (p. 2228); le retire (ibid.); Art. 9: Son amendement tendant à supprimer cet article; Application stricte du règlement par le Président (p. 2230); Son amendement (Non-application de la loi aux entreprises ayant fait l'objet de condamnations pour faits de collaboration) (p. 2231); Article additionnel de M. Manceau (Mise sous séquestre de l'Humanité) (p. 2307); Art. 13: Son amendement (Suppression de la dation des biens en paiement) [20 mai 1954] (p. 2540); Article additionnel de M. Gosset (Emploi des journalistes titulaires de la carte de la Résistance) (p. 2546); Art. 23: Son amendement (Aliénation par la S. N. E. P. des biens ne constituant pas des biens de presse) (p. 2547); Son amendement (Suppression des premier et troisième alinéas de l'article 23)

(p. 2547) ; Art. 25 : *Son amendement (Entreprises de presse locataires)* (p. 2550) ; Art. 27 : *Exemption d'impôts sur les sommes versées ou les dations en paiement : Son amendement (Suppression de cet article)* (p. 2552) ; Art. 30 : *Son amendement (Modification de la composition du Conseil supérieur des entreprises de presse)* (p. 2553) ; *Article additionnel de M. Bernard Manceau (Exclusion des entreprises de presse ayant encouragé les ennemis de la nation et les rebelles)* (p. 2555) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article ; Pré-répartition des biens de presse* [20 juillet 1954] (p. 3450, 3451) ; Art. 27 : *Utilisation du fonds provisionnel constitué pour permettre à chaque entreprise nouvelle de payer son équipement* (p. 3455, 3456). — Intervient dans la discussion du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Billat (Prise en considération de la nature du délit)* [14 mai 1954] (p. 2452) ; Art. 3 : *Amendement de M. Demusois (Condamnations n'empêchant pas l'inscription sur les listes électorales, condamnations ayant un caractère politique ; condamnation d'un gréviste)* [10 juin 1954] (p. 2902). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du Bassin de la Loire : *Discussion générale (Promesses de tous les partis aux trésoriers de la Loire, vente des fines à coke, liquidation du bassin minier de la Loire)* [10 juin 1954] (p. 2911, 2912) ; *Indemnités accordées aux actionnaires et redevances versées aux trésoriers* (p. 2913). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Déroulement des discussions prévues, dévolution des biens de presse et légitimation des enfants adultérins* [20 juillet 1954] (p. 3432, 3433). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales ; Art. 2 : *Son amendement (Rôle et composition de la commission désignant les journaux susceptibles de recevoir les annonces)* [20 juillet 1954] (p. 3462) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Sa motion préjudicielle (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget)* [29 juillet 1954] (p. 3748, 3749) ; *Sur-*

*compensation de tous les régimes d'allocations familiales, relèvement du taux des allocations, déficit de l'assurance maladie* (p. 3722, 3723) ; *Sa motion d'ordre tendant à réserver les articles premier et 2 jusqu'au vote de l'article 3* (p. 3726) ; Art. 3 : *Extension de la surcompensation aux prestations familiales versées aux salariés agricoles, son amendement tendant à supprimer cet article ; situation du régime général, augmentation des allocations familiales agricoles* (p. 3726, 3727) ; Art. 2 : *Son amendement (Remboursement de l'avance du Trésor)* [30 juillet 1954] (p. 3751) ; *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 3752, 3753) ; *Non-augmentation des allocations familiales* (p. 3753) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3756) ; *Déroulement du débat* (p. 3756) ; Art. 14 : *Son amendement (Service des prestations familiales en cas de transfert à un autre régime)* (p. 3758) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* ; Art. 3 : *Limitation à six mois de la surcompensation entre les différents régimes des prestations familiales* [13 août 1954] (p. 4187) ; — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale (Salaire minimum de base, injustice du projet gouvernemental)* [12 août 1954] (p. 4104) ; Art. 22 : *Amendement de M. Liautey (Cas de rechute)* (p. 4107) ; *Ses explications de vote* (p. 4107) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955 ; Art. 6 : *Situation des fines à coke de la Loire, subvention accordée par l'autorité de Luxembourg aux fines à coke de la Ruhr* [16 novembre 1954] (p. 5068, 5069) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à l'examen du budget jusqu'à ce que le salaire minimum vital soit fixé à 25.166 francs ; réduction des crédits consacrés aux chômeurs, sécurité sociale, liquidation des régimes spéciaux, augmentation des prestations familiales, suppression des abattements de zones de salaires, chômage, formation professionnelle accélérée, travailleurs nord-africains* [16 novembre 1954] (p. 5079, 5080) ; Etat A, Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de M. de Tinguy (Création d'une inspection portant sur l'ensemble du Ministère ; paiement du corps de contrôle par la sécurité sociale)* (p. 5093) ; Chap. 47-22 : *Attitude du Gouver-*

nement vis-à-vis des régimes spéciaux (p. 5106, 5107); Etat B, Chap. 66-10 : Demandes de disjonction de ce chapitre (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes); exemple des forges de la Loire [17 novembre 1954] (p. 5127); Article additionnel de Mme Lefebvre et de M. Coutant (Transformation d'emplois du cadre temporaire en emplois permanents) (p. 5129); Déroulement du débat (Inopportunité du vote sur l'ensemble) (p. 5130); — du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955 : Edification d'un nouveau siège de l'agence France-Presse [24 novembre 1954] (p. 5374); Etat A : Demande de disjonction de M. Lecanuet (Maison de l'agence France-Presse, augmentation de l'abonnement payé par les journaux à l'agence France-Presse) (p. 5377, 5378); de ce projet de loi, en deuxième lecture; Etat A, Chap. 41-01 : Réforme du statut de l'agence France-Presse [30 décembre 1954] (p. 6993); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs [31 décembre 1954] (p. 7044); Son rappel au Règlement (Application de l'article 48 à un texte voté en première lecture) (p. 7045, 7046). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe du puits de Monterrat (Loire) [21 janvier 1955] (p. 94). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat A, ligne 16 : Son amendement (Fonds de conversion de l'industrie) [28 janvier 1955] (p. 399); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955; I. CHARGES COMMUNES : Son article additionnel (La politique gouvernementale en matière de sécurité sociale et prestations familiales, la surcompensation) [8 mars 1955] (p. 1158, 1159); — d'une proposition de loi relative au repos et au paiement des travailleurs les jours de fêtes légales; Article unique : Son rappel au Règlement (Organisation des débats restreints; applicabilité de l'article premier de la loi de finances) [15 mars 1955] (p. 1402); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ

SOCIALE : Sa motion préjudicielle (Revalorisation du S. M. I. G. et suppression des abattements de zones, mortalité infantile, loyers, allocations familiales, allocations aux vieux) [16 mars 1955] (p. 1527 à 1529); Etat A, Chap. 31-11 : Sa demande de disjonction (Personnel de l'inspection du travail) (p. 1530, 1531); Chap. 31-12 : Sa demande de disjonction (Prime de rendement) (p. 1531 et suiv.); Chap. 43-12 : Sa demande de disjonction (Centres de formation professionnelle des adultes) (p. 1534) [17 mars 1955] (p. 1560); Chap. 46-11 : Chômage dû à la politique de subventions et de reconversion; situation dans la Loire (p. 1562, 1563); Etat B, Chap. 66-10 : Sa demande de disjonction (Emploi des crédits pour le reclassement de la main-d'œuvre) (p. 1567); Ses explications de vote : reclassement de la main-d'œuvre, titularisation (p. 1567, 1568); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE; Etat A, Chap. 00-10 : Son rappel au Règlement (Prolongation de séance au-delà de minuit) [17 mars 1955] (p. 1603); Exonération de la redevance en faveur des vieux travailleurs (p. 1604, 1605, 1607); Chap. 30-30 : Subvention à l'Equipe (p. 1625); Chap. 40-10 : Son rappel au Règlement (Durée du débat) (p. 1627); Chap. 53-10 : Son rappel au Règlement (Modification de l'ordre du jour) (p. 1629); Art. 10 : Amendement de M. Maurice-Bokanowski (Contrôle des dépenses engagées) (p. 1633); Article additionnel de M. Bokanowski (Fixation du statut par la loi) (p. 1635); Son article additionnel (Redevance, exonérations en faveur de certains vieux) (p. 1635, 1637); Son rappel au Règlement (Vote du texte par division) (p. 1638, 1639); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : Abattements en matière d'allocations familiales [24 mars 1955] (p. 1928); Son rappel au Règlement (Renvoi du contre-projet de M. Coutant à la Commission) (p. 1929); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : Discussion générale (Budget annexe des prestations familiales agricoles, surcompensation entre les régimes des salaires non agricoles et salaires agricoles, étatisation de la sécurité sociale) [29 mars 1955] (p. 2041, 2042). — Est entendu sur le report d'une question orale : Absence du Ministre du



*Travail* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2295). — Son rapport sur une pétition [23 avril 1955] (p. 2421). — Dépose une demande d'interpellation sur les abattements de zones de salaires [3 mai 1955] (p. 2437). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *La motion préjudicielle (Suppression des abattements de zones)* [26 mai 1955] (p. 3061); *Légalité de l'accord conclu entre la Fédération cégétiste du livre et les entreprises de presse* (p. 3061, 3062, 3065); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Besset (Réparation du préjudice subi par les victimes de la discrimination)* (p. 3067). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3160, 3161). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Abrogation de l'article 7 du décret étendant à ce budget annexe le système de surcompensation, allocation de la mère au foyer* [19 juillet 1955] (p. 3890 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Hostilité au système de la surcompensation* (p. 3922, 3923); *Son article additionnel : suppression de la surcompensation* (p. 3925, 3926); Art. 11 : *Fonds national de surcompensation des prestations familiales* (p. 3931); *Son article additionnel (Suppression de la surcompensation)* [20 juillet 1955] (p. 3955 et suiv.); Art. 3 : *Son amendement (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* (p. 3962 et suiv.); *Sa demande de vote par division* (p. 3963); Art. 1<sup>er</sup> : *Surcompensation* (p. 3976, 3977); seconde délibération; Art. 11 : *Amendement de M. Errecart (Abrogation du décret établissant la surcompensation)* (p. 3978); *Ses explications de vote* (p. 3980, 3981); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement; Art. 3 : *Amendement de M. André Mercier (Epuisement du temps de parole)* [21 juillet 1955] (p. 4003); *Amendement de M. Pluchet (Impossibilité pour le groupe ayant épuisé son temps de parole de demander des scrutins publics)* (p. 4003, 4004); *Article additionnel de M. Ceste-Floret (Réduction des séances de nuit, liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* (p. 4007, 4008); *Sous-amendement de M. Prolot (Suppression de la semaine de liberté si les travaux ont déjà été interrompus)* (p. 4009); Art. 6 : *Son amendement (Suppression de la possibilité donnée au Gouvernement de s'opposer à la*

*discussion de textes frappés d'irrecevabilité)* (p. 4011, 4012); *Article additionnel de M. Secrétain (Dépôts des amendements présentés en matière budgétaire)* (p. 4014); *Article additionnel de M. Lecourt (Etablissement d'un rapport d'information par les députés délégués à l'Assemblée européenne du charbon et de l'acier)* (p. 4018); Art. 14 : *Son amendement (Renouvellement des bureaux des Commissions à la rentrée d'octobre)* (p. 4018); Art. 7 : *Sous-amendement de M. Depreux (Détermination des cas où le vote personnel devient obligatoire)* [26 juillet 1955] (p. 4255, 4256); *Son article additionnel (Demande de scrutin personnel et public à la tribune signée de 50 députés présents en séance)* (p. 4258); *Ses explications de vote* (p. 4259); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour 1955 et 1956; SECTION GUERRE, Chap. 31-02 : *Son amendement indicatif (Licenciements dans la manufacture d'armes de Saint-Etienne)* [23 juillet 1955] (p. 4170, 4171); *le retire* (p. 4171); Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Personnels mécanographes)* (p. 4173); *le retire* (ibid.); Chap. 31-22 : *Son amendement indicatif (Techniciens et agents de maîtrise de la direction des études et fabrications d'armement)* (p. 4174); *le retire* (ibid.); Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif (Aides-projeteurs de la manufacture d'armes de Saint-Etienne)* (p. 4175); *le retire* (ibid.); *Article additionnel de M. Bartolini (Création d'une section de fabrications civiles dans les établissements de l'Etat, interdiction des licenciements)* (p. 4214); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Situation financière du régime général de la sécurité sociale et surcompensation* [27 juillet 1955] (p. 4343 à 4345); Art. 5 : *Son amendement (Décret consentant une avance au régime général de sécurité sociale)* (p. 4358). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4387). — Dépose une demande d'interpellation sur la pratique du lock-out (Cas des usines Schneider de Saint-Etienne) [6 octobre 1955] (p. 4892). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Vote par correspondance, demande de disjonction du paragraphe 9 (Vote en Montagne)* [15 novembre 1955] (p. 5687); A.1. 6 : *Amendement de M. Jacques Ducloux*

(*Élections en Algérie le même jour que dans la métropole, abrogation de la loi sur l'état d'urgence*) (p. 5693); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Discussion générale* [16 novembre 1955] (p. 5746); Art. 2 : *Motion d'allocation minimum vieillesse, son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5747, 5748); Art. 3 : *Refus du Gouvernement d'accorder une majoration de 6.000 francs de l'allocation minimum* (p. 5753); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 10 0/0 l'allocation minimum aux vieux travailleurs bénéficiaires d'une rente* (p. 5753, 5754, 5758, 5761); *Demande de seconde délibération* (p. 5761); — d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs à domicile : *Contre-projet de M. Boisdé (Normalisation du travail à domicile et protection des travailleurs)* [24 novembre 1955] (p. 6002).

**M. PATRIA (M. Pierre)**, *Député de l'Oise*  
(A. R. S.).

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de l'agriculture [9 juillet 1954] (**F. n° 408**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux cultivateurs et maraîchers de l'arrondissement de Senlis, victimes d'intempéries, un crédit de 25 millions, **n° 10905**. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner des instructions à l'administration pour que soient accordées des réductions d'impôts aux cultivateurs et maraîchers de l'arrondissement de Senlis, victimes des intempéries, **n° 10906**.

**PAUL (M. Gabriel)**, *Député du Finistère*  
(C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale

[17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'agriculture [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à établir le principe « A travail égal, salaire égal », en faveur des jeunes et des femmes, **n° 155**. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1951, une proposition de loi tendant à rendre effectif le paiement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, **n° 946 (rectifié)**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux personnels civils placés sous le régime militaire, le bénéfice du cumul des pensions d'ancienneté et d'invalidité, **n° 1180**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales pour tout enfant à charge jusqu'à 17 ans et pendant la durée de l'apprentissage, **n° 1181**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves remariées ou vivant en état de concubinage notoire avant la promulgation de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions, la pension de réversion portant sur la totalité des tranches du reclassement établi conformément aux dispositions de l'article 61 de la loi susvisée, **n° 2310**. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder un nouveau délai pour permettre à certains ouvriers de l'État de faire valider leurs services temporaires, **n° 2522**. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à étendre aux apprentis des centres d'apprentissage et de l'industrie privée, la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de l'industrie et du commerce, **n° 2971**. — Le 21 mars 1952, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Albert Massou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage (repris le 21 mars 1952, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du

travail et de la sécurité sociale), n° 3000. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi portant fonctionnarisation du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage publics, n° 3018. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des repas aux élèves des centres d'apprentissage publics, n° 3463. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à instituer une prime mensuelle dite de vacances aux apprentis des centres d'apprentissage publics, n° 3494. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire instituer par la S.N.C.F. au profit des jeunes âgés de moins de 21 ans, un billet collectif dit de fin de semaine, comportant une réduction de tarif de 50 0/0, n° 3495. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux jeunes de moins de 21 ans, pour le voyage aller et retour à l'occasion de leur congé payé une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S. N. C. F., n° 3496. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier d'un congé annuel payé, d'un mois et d'une prime de vacances de 15.000 francs, les jeunes travailleurs salariés de moins de 21 ans révolus, n° 3498. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-451 du 28 avril 1952 relatives à la réduction des crédits affectés au fonds de chômage, à la formation professionnelle accélérée, à la mutualité et autres crédits de fonctionnement du budget du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1952, n° 3546. — Le 20 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 3463) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des repas aux élèves des centres d'apprentissage publics, n° 3761. — Le 24 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les dispositions du décret n° 49-89 en date du 21 janvier 1949 dans la fixation des modalités d'attribution des indemnités au personnel de direction, d'administration et au personnel des services économiques des centres d'apprentissage publics, n° 5369. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à l'institution de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n° 5417. —

Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge d'éligibilité des délégués du personnel dans les entreprises, n° 5418. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en faveur de la Fédération sportive et gymnique du travail la subvention lui revenant sur les crédits accordés aux fédérations sportives, n° 5557. — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3305) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, n° 5877. — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3974) de M. Florand et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, n° 5878. — Le 10 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la majoration de 25 0/0 pour les billets collectifs à 50 0/0 délivrés par la S. N. C. F. aux organisations sportives, n° 6290. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser à la S.N.C.F. une convention portant réduction des tarifs ferroviaires pour le transport des choux-fleurs en vue de faciliter l'écoulement de la production, n° 7484. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 8478) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs de Seine-et-Marne victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en violation de la législation en vigueur ; 2° de M. Alcide Benoît et plusieurs de ses collègues (n° 8539) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs du département de la Marne, victimes de l'application des décisions prises par les services agricoles de ce département, en violation de la législation en vigueur ; 3° de M. Sauer et plusieurs de ses collègues (n° 8866) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs du département de l'Aisne, victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en

vertu de la circulaire d'application, en date du 8 mars 1954, à l'arrêté du Ministère de l'Agriculture du 5 mars 1954, n° 9087. — Le 23 février 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 8478) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs de Seine-et-Marne victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en violation de la législation en vigueur ; 2° de M. Alcide Benoit et plusieurs de ses collègues (n° 8539) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs du département de la Marne, victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département, en violation de la législation en vigueur ; 3° de M. Sauer et plusieurs de ses collègues (n° 8866) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs du département de l'Aisne, victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en vertu de la circulaire d'application, en date du 8 mars 1954, de l'arrêté du Ministère de l'Agriculture du 5 mars 1954 ; 4° de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 9137) tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 5 mars 1954 relatif à l'épandage des produits anti-parasitaires et insecticides et à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les apiculteurs dont les essais ont été détruits à la suite des opérations de désinsectisation, n° 10196. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux cultivateurs victimes des gelées, notamment dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et de la Sarthe, n° 10830.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale ; Art. 13 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention de 512 millions pour la sécurité sociale des étudiants* [30 août 1951] (p. 6629) ; le retire (p. 6629) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, subventions à l'enseignement libre) : *Son contre-projet tendant à équiper l'enseignement public et à accorder des bourses aux élèves des établissements publics*

[3 septembre 1951] (p. 6777, 6778) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 36 milliards pour la construction de nouvelles écoles* (p. 6818) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les vices du système d'éducation nationale, l'insuffisance de l'enseignement technique)* [6 septembre 1951] (p. 6974, 6975, 6976) ; Article premier : *Son amendement tendant à limiter l'emploi des fonds reçus par les associations de parents d'élèves des écoles libres* [8 septembre 1951] (p. 7115) ; Art. 3 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant un découvert en 1951, présentée par M. Cristofol* [9 septembre 1951] (p. 7227) ; *Son amendement tendant à n'effectuer de versements qu'après les rentrées des nouvelles cotisations créées* (p. 7227) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le salaire des jeunes travailleurs et apprentis)* [14 septembre 1951] (p. 7382, 7383) ; *Amendement de M. Devinat tendant à faire fixer un budget-type par la Commission supérieure des conventions collectives servant à la détermination du salaire minimum vital* [19 septembre 1951] (p. 7489) ; *Son amendement tendant à faire respecter le principe « à travail égal, salaire égal »* (p. 7490, 7491). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative à la subvention à la fédération sportive et gymnique du travail [9 novembre 1951] (p. 7872). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes* [13 novembre 1951] (p. 7964) ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1220 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au personnel de l'enseignement technique* [19 décembre 1951] (p. 9408) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Stages d'études aux U. S. A.)* (p. 9410, 9411) ; Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la jeunesse et des sports (Centres d'éducation physique)* (p. 9415) ; Chap. 3210 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au fonctionnement des centres d'apprentissage (École d'Aubervilliers)* (p. 9427) ;

Chap. 3340 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de jeunesse et des sports (Frais des fédérations sportives)* (p. 9433); Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les trousseaux de l'enseignement technique (gratuité des repas des centres d'apprentissage)* (p. 9445); Chap. 5100 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les centres d'apprentissage privés* (p. 9448); Chap. 5160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le centre de formation professionnelle de l'industrie aéronautique* (p. 9448); Chap. 5270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations sportives (Difficultés financières des fédérations)* (p. 9451); Chap. 6080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité physique dans les milieux du travail* (p. 9455); Chap. 6090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les jeux olympiques (Jeux d'Helsinki)* (p. 9455); Chap. 6101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements à la S. N. C. F. (Billets collectifs pour les sociétés sportives)* (p. 9456); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Article premier, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les centres d'apprentissage* [26 décembre 1951] (p. 9885); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Salaires des jeunes, des femmes et des immigrés)* [19 février 1952] (p. 823, 824); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 15 : *Son amendement tendant à ne pas majorer des intérêts payés par les caisses de la sécurité sociale, le prix de la journée d'hôpital* [26 février 1952] (p. 1015). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des grèves de Brest, et les responsabilités que porterait le Gouvernement s'il ne retirait pas ces forces de répression [18 mars 1952] (p. 1340). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son amendement tendant à réduire la période de la P. M. S. de la durée du service actif pour les participants* [21 mars 1952] (p. 1428); — du projet de LOI DE

FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la réorganisation de la sécurité sociale)* [2 avril 1952] (p. 1731, 1732); Art. 12 : *Son amendement tendant à excepter les assurés sociaux* [3 avril 1952] (p. 1835); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Article premier : *Son amendement tendant à accorder une rente égale au salaire en cas d'incapacité définitive* [2 juillet 1952] (p. 3421). — Dépose une demande d'interpellation sur les actes de sabotage découverts sur le paquebot « Antilles », en chantier à l'arsenal de Brest [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4312 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes (Vétusté des centres de formation professionnelle)* [23 octobre 1952] (p. 4339); EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 3144 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux centres professionnels (Insuffisance du personnel surchargé)* [7 novembre 1952] (p. 4840, 4841); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels d'apprentissage (Titularisation des auxiliaires)* (p. 4842); Chap. 3451 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais (Stages sportifs)* (p. 4846); le retire (p. 4847); Chap. 3452 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la jeunesse et des sports (Subventions pour équipement sportif)* (p. 4847); le retire (ibid); Chap. 3642 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les collèges techniques (Lenteurs de la nationalisation)* (p. 4847); Chap. 3644 : *Son amendement tendant à réduire de 132 millions les crédits pour les centres d'apprentissage* (p. 4848); Etat B, Chap. 4341 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux bourses et trousseaux (Gratuité des repas des centres d'apprentissage)* (p. 4849); Chap. 4353 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux subventions aux fédérations sportives (Insuffisance des crédits)* (p. 4850). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative aux importations de chevaux

de boucherie [24 octobre 1952] (p. 4401). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 5640 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement de l'enseignement technique* [21 décembre 1952] (p. 6923); Chap. 5650 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'éducation physique (piscines)* (p. 6923, 6924); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE; Etat A, Chap. 3151 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour la jeunesse et les sports (Reclassement des maîtres d'éducation physique)* [30 janvier 1953] (p. 707); Chap. 3453 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les activités physiques et de plein air (Fonds national sportif)* (p. 710, 711); — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (Aide à la Yougoslavie); Etat B; EDUCATION NATIONALE; Chap. 4020 : *Bourses nationales (Annulation de 10 0/0 des crédits des bourses)* [5 février 1953] (p. 924, 925); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : *Amendement de M. Daniel Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar* [26 février 1953] (p. 1364 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier certains délits commis dans les territoires et départements d'outre-mer* (p. 1368); — du projet de loi relatif au mariage des militaires participant aux opérations de Corée : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre impérialiste en Corée)* [13 mars 1953] (p. 1879); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Misère des ouvriers agricoles (Baisse de 50 0/0 du pouvoir d'achat depuis 1939), statut social arriéré, disparité illégale du salaire minimum garanti dans l'industrie et dans l'agriculture* [22 octobre 1953] (p. 4459, 4460); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-37 : *Demande de réserver le chapitre relatif aux établissements d'enseignement agricole, présentée par M. Charpentier* [3 décembre 1953] (p. 5926, 5927); Etat B, Chap. 56-30 : *Sa demande de*

*disjonction du chapitre relatif aux établissements d'enseignement agricole* [4 décembre 1953] (p. 5987); Chap. 66-30 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux subventions aux établissements d'apprentissage (Insuffisance des subventions)* (p. 5989); Etat A, Chap. 31-37 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux établissements d'enseignement agricole (Insuffisance des crédits pour l'apprentissage)* (p. 6013); *la retire* (ibid.); Chap. 43-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Insuffisance des bourses)* (p. 6017); Etat B, Chap. 61-60 : *Subventions pour l'équipement du génie rural (Electrification rurale en retard dans l'Ouest)* (p. 6021, 6022). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à la subvention à la Fédération sportive et gymnique du travail [12 février 1954] (p. 265). — Prend part à la discussion d'un projet de loi portant application des articles 320 bis et 434 du Code pénal dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Délit ou crime d'incendie volontaire ou involontaire, feux de brousse)* [18 février 1954] (p. 398, 399). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Extension aux salariés agricoles de l'indemnité dégressive, retraite des mineurs, débat de politique étrangère* [23 février 1954] (p. 480); *Son amendement (Discussion du rapport tendant à la suppression des abattements de zone en matière de salaires)* [23 mars 1954] (p. 1174); *Son amendement (Suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales et abrogation du décret du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné)* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 43-41 : *Sa demande de disjonction (Bourses des élèves des centres d'apprentissage, gratuité des repas)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1679); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Calcul de la retraite)* [28 juillet 1954] (p. 3685); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Montant de la cotisation)* (p. 3688); *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer de la cotisation les bénéficiaires de certaines retraites* (p. 3691); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Exonération des cotisations pour les personnes*

dont le revenu cadastral ne dépasse pas 200 fr.) [3 août 1954] (p. 3790) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Attribution d'une allocation dite de la mère au foyer aux familles d'exploitants agricoles) [30 juillet 1954] (p. 3754, 3755) ; Ses explications de vote (Atteinte portée aux salariés du régime général) (p. 3764) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 31-37 : Etablissements d'enseignement agricole, sa demande de disjonction [25 novembre 1954] (p. 5442) ; Chap. 34-95 : Son amendement indicatif (Importation de pommes de terre de sélection) [26 novembre 1954] (p. 5483) ; le retire (ibid.) ; Etat B, Chap. 61-60 : Adductions d'eau et électrification rurale (p. 5536, 5537) ; Etat A, Chap. 43-33 : Apprentissage agricole et horticole, sa demande de disjonction (p. 5541, 5542) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 ; Etat A, Chap. 43-41 : Bourses de l'enseignement technique [13 décembre 1954] (p. 6282, 6283) ; Chap. 43-53 : Développement des sports (Préparation des jeux olympiques) (p. 6285) ; Sa demande de disjonction (Subventions aux fédérations sportives, préparation aux jeux olympiques) (p. 6294) ; Chap. 43-41 : Enseignement technique, bourses, sa demande de disjonction du chapitre [14 décembre 1954] (p. 6327) ; Chap. 66-50 : Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports, sa demande de disjonction du chapitre (p. 6337) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, transports et tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME ; Etat B, Chap. 53-34 : Ports de commerce, son amendement indicatif (Brest, meilleur équipement des ports) [14 décembre 1954] (p. 6349), [15 décembre 1954] (p. 6365, 6368) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : Amnistie à Madagascar [16 décembre 1954] (p. 6422, 6423) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 ; Etat A, Chap. 37-02 : Loyer des constructions provisoires [24 janvier 1955] (p. 152) ; Son amendement indicatif

(Article additionnel de M. Guiguen : Loyers des baraquements provisoires) (p. 158) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 ; Etat A, Chap. 43-31 : Son amendement indicatif (Bourses aux écoles supérieures privées) [27 janvier 1955] (p. 323) ; Art. 7 bis : Son amendement (Fonds national pour les adductions d'eau et redevances sur l'eau potable) (p. 328) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955 ; I. CHARGES COMMUNES : Son article additionnel (Extension de l'article 106 du Code des pensions de retraites aux retraités) [8 mars 1955] (p. 1142) ; Son article additionnel (Détermination du grade servant de base à la péréquation générale des pensions) (p. 1146) ; le retire (ibid.) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : Projet anti-laïque, projet de réforme de l'enseignement de M. Cogniot [6 mai 1955] (p. 2585 et suiv.) ; Son contre-projet (Enseignement obligatoire et gratuit) [22 juin 1955] (p. 3233 à 3235) ; le retire (p. 3235) ; Art. 2 : Sous-amendement de M. Signor à l'amendement de M. Camille Laurens (Compétence de l'Inspecteur d'Académie) [30 juin 1955] (p. 3519) ; Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Suppression des subventions aux centres privés) (p. 3523) ; Art. 14 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (représentation des familles réservée aux seuls centres publics) (p. 3533) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : Résultats désastreux du premier plan dans les territoires d'outre-mer ; perspectives du second [12 mai 1955] (p. 2706, 2707) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 ; Art. 2 : Son amendement indicatif (Licenciements dans les poudreries) [29 juin 1955] (p. 3447, 3448). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre [5 juillet 1955] (p. 3627). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer ; Art. 12 : Amendement de M. Alphonse Denis (Contrainte par corps à la requête des victimes de l'infraction) [13 juillet 1955] (p. 3856) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de

crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 5 : *Caisse de vieillesse agricole* [27 juillet 1955] (p. 4357, 4358).

**PÉBELLIER (M. Eugène)**, *Député de la Haute-Loire (I. P.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

### Dépôts :

Le 5 juillet 1951, une allocution, **n° 1**. — Le 29 novembre 1951 une proposition de loi tendant à habiliter les bureaux de poste des villes et stations touristiques à effectuer le change des monnaies étrangères, **n° 1766**. — Le 8 janvier 1952, une allocution, **n° 2376**.

### Interventions :

#### En qualité de doyen d'âge :

Préside : la séance du 5 juillet 1951 (p. 5863); la séance du 6 juillet 1951 (p. 5899); la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 10 juillet 1951 (p. 5915). — Déclare reprise la session de 1951 [5 juillet 1951] (p. 5863). — Son allocution en prenant place au fauteuil [5 juillet 1951] (p. 5863, 5864, 5865).

Préside la séance du 8 janvier 1952 (p. 197). — Déclare ouverte la session ordinaire de 1952 [8 janvier 1952] (p. 197). Son allocution à l'Assemblée Nationale (*Tâches qui s'imposent à l'Assemblée, rapports du capital et du travail, les droits de l'homme*) [8 janvier 1952] (p. 197 et suiv.).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1682).

**PÉBELLIER (M. Eugène)**, *Député de la Haute-Loire (P. C. D.)*.

Son élection est validée [30 novembre 1953] (p. 5670). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). —

Est nommé par la Commission de la production industrielle membre : de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des sociétés nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

### Dépôts :

Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi n° 53-1346 du 31 décembre 1953 relative aux baux commerciaux, **n° 8920**. — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret n° 52-1098 du 26 septembre 1952 pris en application de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, **n° 8921**. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un aménagement et une extension de la réforme fiscale consécutive à l'application de la loi du 10 avril 1954 par : une réduction du champ d'application des opérations du contrôle fiscal; une extension du régime des forfaits en matière d'impôt sur les B.I.C.; une réforme de la patente; l'égalité devant l'impôt frappant les revenus du travail, **n° 9948**. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à étendre à tous les Français maintenus ou rappelés sous les drapeaux les avantages de rémunération accordés aux fonctionnaires et agents de l'Etat par la circulaire du 13 octobre 1955, n° 25-27 DN/CAI/SE (*J.O.* du 14 octobre 1955), **n° 11795**.

### Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Demande de suspension de séance de M. July (Modification de l'ordre du jour de M. Coste-Floret)* [24 novembre 1953] (p. 5516, 5517). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et les développements de sa politique générale [24 juin 1954] (p. 3040). — Est entendu :



sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Recherche de la paix en Indochine, évolution de l'Afrique du Nord, reconnaissance de la Chine communiste, relations avec l'Espagne franquiste, Communauté du charbon et de l'acier, réforme de structure de l'entreprise, réglementation du droit de grève, fiscalité* (p. 3045, 3046) ; — sur les mesures envisagées pour mettre un terme au grave conflit qui oppose les petits et moyens commerçants aux forces du maintien de l'ordre à l'occasion des opérations de contrôle fiscal [18 novembre 1954] (p. 5172). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, état B, Chap. 57-40 : *Sa demande de disjonction (Emploi des C. R. S. pour assurer le contrôle fiscal)* [23 novembre 1954] (p. 5324). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *La réforme fiscale* [23 février 1955] (p. 869). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Question préalable de M. Tournaud (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, suppression des brigades polyvalentes)* [18 mars 1955] (p. 1668, 1669) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Son contre-projet (Simplification du système fiscal, suppression des taxes additionnelles et de la taxe de transaction, caisse de péréquation alimentant les collectivités locales, création d'une taxe de commercialisation, forçuit, commissions paritaires, taux de l'impôt sur les bénéfices des professions libérales et commerciales, abrogation de l'article 33, droit de grève des agents de la fonction publique, création d'une commission extra-parlementaire chargée d'étudier les problèmes fiscaux)* [29 mars 1955] (p. 2077 et suiv.) ; le retire (p. 2080).

**PÉBELLIER (M. Jean)**, *Député de la Haute-Loire (App. I. P.)*.

Son élection est validée [3 juillet 1952] (p. 3152).

#### Dépôts :

Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un fonds national exceptionnel de solidarité en faveur des agriculteurs

sinistrés par l'épizootie de fièvre aphteuse, n° 4237. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à annuler la décision du Bureau de l'Assemblée Nationale attribuant aux députés une allocation exceptionnelle pour frais de secrétariat, n° 6729 (rectifié).

Donne sa démission de député [6 octobre 1953] (p. 4012).

**PELLERAY (M. Paul)**, *Député de l'Orne (A. R. S.)*.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6125). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à fixer pour l'année 1951 le prix du blé à 3.800 francs le quintal, n° 523. — Le 8 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre les mesures nécessaires pour qu'un juste prix rémunérateur soit payé aux producteurs de lait ; 2° à arrêter les importations de beurre et de fromage, tant que la production française suffit à la consommation ; 3° à prévoir les crédits nécessaires pour permettre le stockage pendant la période de pointe de production, n° 1046. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à exonérer les nouveaux agriculteurs de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive pendant les deux premières années de leur installation, n° 2841. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 47 de la loi du 15 avril 1943 relatif à l'assistance à l'enfance, en vue de permettre le dépôt des fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel, n° 5443. — Le 3 février 1953, une proposition de loi relative au cumul des fermes, n° 5444. — Le 21 mars 1953, une proposition de loi tendant à soumettre aux dispositions du statut du fermage les locations conclues par l'Etat et les collectivités publiques, n° 5974. — Le 18 mai 1954, une proposition de loi tendant à majorer le montant de la retraite des vieux travailleurs titulaires de la médaille d'honneur du travail,

n° 8479. — Le 8 juin 1954, une proposition de loi tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, n° 8587.

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur la diminution constante du pouvoir d'achat des denrées agricoles, par rapport aux produits industriels [9 novembre 1951] (p. 7870). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des prix agricoles, les prix du blé, du lait et de la viande)* [16 novembre 1951] (p. 8188, 8189); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6bis: *Création d'une taxe sur les produits alimentaires importés* [22 décembre 1951] (p. 9577); Art. 6 ter: *Demande de disjonction du deuxième alinéa ne tenant pas compte de la révision des revenus cadastraux, présentée par le Gouvernement* (p. 9627, 9628); Etat annexe, Chap. 4010: *Son amendement tendant à réduire de 15.800.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Contrôleurs des lois sociales en agriculture)* (p. 9642); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour soutenir le marché des produits laitiers [22 janvier 1952] (p. 288). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti; Art. 3: *Son amendement tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires* [25 février 1952] (p. 884, 885). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et les mesures qu'il compte prendre pour assurer à l'agriculture des prix rémunérateurs et en parité avec ceux de l'industrie [21 mars 1952] (p. 1424); la développe: *Ses observations sur la hausse insuffisante des produits alimentaires, le prix du blé importé, la mévente des pommes à cidre* [8 juillet 1952] (p. 3632 et suiv.). — Est entendu sur une question orale de M. Couinaud à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, au sujet des vignettes justifiant le paiement de la taxe unique sur la

viande [28 mars 1952] (p. 1625). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 36: *Son amendement tendant à exonérer les nouveaux exploitants agricoles* [4 avril 1952] (p. 1912, 1913); Art. 72: *Demande de prise en considération par M. Jean-Moreau de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties* (p. 1939). — Dépose une demande d'interpellation sur les menées révolutionnaires entretenues dans le pays par le parti communiste [3 juin 1952] (p. 2604). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux agriculteurs ayant employé des prisonniers de guerre allemands après 1945 [13 juin 1952] (p. 2905). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique: *Amendement de M. Samson tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1949* [3 juillet 1952] (p. 3486). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 3392: *Amendement de M. Titeux tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* [23 octobre 1952] (p. 4357); POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1080: *Personnel auxiliaire des services extérieurs* [14 novembre 1952] (p. 5143); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 4412: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les exportations (Insuffisance de l'appui aux exportations agricoles)* (p. 5163, 5164); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 33: *Demande de disjonction de l'article relatif à la révision des évaluations cadastrales tous les cinq ans, présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6161); Art. 35: *Demande de disjonction de l'article relatif au système des coefficients pour la révision accélérée des évaluations cadastrales, présentée par M. Rochet* (p. 6163). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer): *Ses observations sur le programme de M. René Mayer, la garantie des prix agricoles, la hausse du coût de la vie en France depuis 1950, l'aide aux exportateurs* [6 janvier 1953] (p. 32). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour empêcher les importa-

lions de bétail et la scandaleuse anomalie que constitue le ravitaillement du corps expéditionnaire français en viande de provenance danoise [21 juillet 1953] (p. 3635); — sur les mesures envisagées pour redonner à l'agriculture française la place qu'elle mérite [13 octobre 1953] (p. 4214); la développe: *Détresse de l'agriculture, laissée à l'abandon par les Gouvernements successifs; problème central de l'élevage et de la viande; solidarité nationale de l'agriculture et de l'industrie, exigeant une protection douanière analogue* [13 octobre 1953] (p. 4240, 4241). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents; *Son amendement demandant une discussion préférentielle de la politique agricole aussitôt après le débat sur la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres* [13 octobre 1953] (p. 4216, 4217). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques une question relative à la délivrance des licences d'importation et d'exportation [16 octobre 1953] (p. 4340, 4341). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole: *Son amendement à l'ordre du jour de confiance implicite de M. Charpentier (Addition d'un paragraphe stipulant la similitude de traitement entre produits agricoles et industriels en matière de protection douanière)* [22 octobre 1953] (p. 4505). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Amendement de M. Minjot tendant à l'inscription d'urgence du rapport de M. Ramonet sur les entreprises nationalisées (Urgence du débat sur le plan d'assainissement du marché de la viande)* [3 novembre 1953] (p. 4777). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques une question relative aux licences d'importation de chevaux [6 novembre 1953] (p. 4915). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1953); AGRICULTURE, Article additionnel: *Son amendement tendant à interdire la création d'emplois pour le contrôle des lois sociales en agriculture* [4 décembre 1953] (p. 6011); Etat A, Chap. 3151: *Son amendement tendant à interdire la création d'emplois de contrôleurs des lois sociales agricoles* (p. 6014); Etat B, Chap. 5162: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour adductions d'eau potable (Insuffisance des crédits)* (p. 6020); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6: *Sous-amendement de M. Lanet ten-*

*dant à créer un fonds spécial de la télévision alimenté par une taxe sur les bouilleurs de cru* [14 décembre 1953] (p. 6790); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954; Art. 23: *Sa demande de vote de l'article par division* [13 décembre 1953] (p. 6738); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 23: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953* [31 décembre 1953] (p. 7273, 7275); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Droits de licence des bouilleurs de cru)* (p. 7281); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse: *Discussion générale (Fonds de solidarité agricole)* [31 décembre 1953] (p. 7157); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 22 0: *Son sous-amendement (Suppression de l'avis du Commissariat au Plan concernant la détaxation du matériel agricole)* [29 mars 1954] (p. 1398). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour assainir le marché laitier [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2733). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier; Art. 23: *Son amendement (Exonération de la taxe à la transaction et de la taxe locale pour les affaires de vente portant sur le lait et les produits laitiers)* [6 juillet 1954] (p. 3213); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation les agriculteurs âgés de 65 ans au moins et continuant leur exploitation* [28 juillet 1954] (p. 3688); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-01: *Son amendement (Report de la date d'exigibilité des impôts pour les agriculteurs)* [25 novembre 1954] (p. 5428); *le retire* (ibid.); Chap. 44-11: *Organisation du concours général agricole, sa demande de disjonction* [26 novembre 1954] (p. 5495); Chap. 42-22: *Encouragement à la sélection animale, sa demande de disjonction (Emploi de conservateur pour les beurres fermiers)* (p. 5497); Chap. 46-51: *Révision cadastrale* (p. 5507); Etat B, Chap. 56-30: *Son amendement indicatif (Installation des jeunes cultivateurs)* (p. 5512); *le retire* (ibid.); Chap. 61-30: *Amendement de M. Coulon*

(*Situation des coopératives de matériel agricole*) (p. 5513); Etat B, Chap. 61-60 : *Insémination artificielle, problème des abattoirs* (p. 5537); Etat A, Chap. 44-22 : *Tolérance de l'acide borique dans les beurres fermiers* (p. 5542); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Son rappel au Règlement (Compétence des Commissions)* [27 janvier 1955] (p. 320). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [4 février 1955] (p. 706). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Ses explications de vote (Le problème laitier)* [23 février 1955] (p. 885, 886); — à la discussion d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Importations de porcs, exportations de bovins, graisses végétales* [22 mars 1955] (p. 1810). — Dépose une demande d'interpellation sur l'assainissement du marché laitier [23 juin 1955] (p. 3248). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole; Art. 41 et 42 : *Ses demandes de disjonction (Taxe de formation professionnelle agricole)* [30 juin 1955] (p. 3538); *les retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Politique agricole (Marché laitier)* [8 juillet 1955] (p. 3724, 3722). — S'excuse de son absence [27 juillet 1954] (p. 3622). — Obtient un congé [27 juillet 1954] (p. 3622).

**PELTRE (M. René)**, *Député de la Moselle*  
(R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**).

### Dépôts :

Le 13 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi (n° 653) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir la prise en charge, par la « Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales », des fonctionnaires de police de l'Etat à carrière mixte, provenant des collectivités du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle non affiliées à la Caisse nationale; 2° la proposition de résolution (n° 563) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation applicable en matière de pension aux agents de police, fonctionnaires de l'Etat, provenant des personnels départementaux et communaux, **n° 2641**. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter les dispositions de la législation en vigueur, reproduites au Code des pensions militaires d'invalidité, et spécialement de la loi du 31 mars 1919 en ce qui concerne le droit à pension des anciens combattants atteints de blessures de guerre à la tête, **n° 2756**. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2797) de M. Frugier tendant à rajuster la pension de retraite des agents de l'ancien service de l'assurance-crédit d'Etat, **n° 4056**. — Le 14 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4325) de M. Mondon tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du 6 août 1948 établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance, les Lorrains et Alsaciens réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande et formations paramilitaires, déserteurs de cette armée et de ces formations, ainsi que leur famille, **n° 4767**. — Le 12 novembre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 20 juillet 1939 relative à la protection de la dénomination « laine », **n° 7137**. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 7002) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 801) tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance, les Alsaciens et Lorrains réfractaires à

l'incorporation dans les formations militaires ou paramilitaires allemandes ou déserteurs de ces formations ainsi que leur famille, **n° 8014**. — Le 4 février 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6276) de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative à l'attribution aux Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans les formations allemandes de la « Luftschutzpolizei » d'une indemnité de retour, **n° 10098**. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Moselle, victimes de la grêle au cours des orages du mois de juillet 1955, **n° 11414**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat B, Art. 2 : *Amendement de M. Thiriet tendant à réduire de 1.000 francs le crédit pour la reconstruction immobilière* [24 décembre 1951] (p. 9763); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux de voirie et d'assainissement (Insuffisance de la viabilité)* (p. 9787); *le retire* (ibid); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer les taxes sur les pommes de terre* [21 décembre 1952] (p. 6898); — d'une proposition de loi portant statut des Alsaciens-Lorrains réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande; en qualité de *Rapporteur* [24 mars 1953] (p. 2270, 2271); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3181 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et Forêts (Traitements des préposés et agents techniques des eaux et forêts)* [3 décembre 1953] (p. 5937, 5938); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 46-52 : *Remboursement à la caisse nationale de crédit agricole* [26 novembre 1954] (p. 5509); Etat B, Chap. 60-41 : *Prêts pour la modernisation de l'agriculture, stabulations libres* [26 novembre 1954] (p. 5517). == S'excuse de son absence [8 mars 1955] (p. 4134). == Obtient un congé [8 mars 1955] (p. 4134).

**PENOY (M. René)**, *Député des Ardennes* (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). == Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des affaires économiques [16 février 1952] (**F. n° 106**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé Secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [3 février 1953] (**F. n° 226**). — Est nommé membre de la Commission chargée d'assister le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme dans la gérance de la tranche nationale du fonds d'investissement routier [26 février 1953] (**F. n° 240**). — Est désigné : par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**); par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

**Dépôts :**

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route, **n° 194**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie en matière de pensions, **n° 198**. — Le 19 juillet

1951, une proposition de loi tendant à accorder une allocation annuelle aux anciens receveurs spéciaux des communes et des établissements publics qui ont été amenés à cesser leurs fonctions par l'effet des dispositions des articles 8, paragraphe B et 9 du décret n° 3870 du 31 décembre 1942, sans bénéficier d'une pension, n° 199. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement à certains membres salariés de la famille des exploitants agricoles, n° 255. — Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant : 1° à réaliser la modernisation de la branche nord du canal de l'Est entre la frontière belge et Sedan ; 2° à mettre à l'étude et à réaliser le canal du Nord-Est reliant le bassin de Lorraine et le Rhin au bassin du Nord, n° 283. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à inclure les agents de travaux et conducteurs des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, n° 744. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à déclarer d'utilité publique et urgents les travaux d'assainissement de la vallée de la Bar (département des Ardennes) et tendant à prescrire l'exécution de travaux de grosse réparation sur le canal des Ardennes, n° 811. — Le 3 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectif le repos hebdomadaire dans la Gendarmerie nationale et dans la Garde républicaine, n° 952. — Le 14 septembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de succession les frères et sœurs au même titre que les ascendants et les descendants directs des Français, morts pour la France, sur un territoire extérieur à la métropole (modification de l'art. 1235 du Code de l'enregistrement), n° 1100. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des constructions aériennes des ponts et chaussées, n° 1589. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Pierre Garet (n° 1080) tendant à modifier la loi n° 50-639 du 7 juin 1950 concernant la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres

et alcools de betteraves ; 2° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 1231) tendant à l'indemnisation des pertes de betteraves industrielles causées par faits de guerre ou consécutives aux faits de guerre, n° 1739. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article premier de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 aux emplois des services extérieurs des ponts et chaussées correspondant à des besoins permanents et comportant un service à temps complet, occupés par des auxiliaires de bureau ou de service rétribués sur les budgets des départements, n° 2844. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à permettre le paiement différé des droits de mutation à titre gratuit dus par le frère ou la sœur célibataire ou veuf sur l'immeuble constituant son habitation principale et dépendant d'un patrimoine modeste, n° 3106. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à fixer sur le plan national les salaires des personnels des services publics fonctionnant avec la garantie ou la participation financière des collectivités publiques nationales ou locales, n° 3107. — Le 11 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer la date des grandes vacances scolaires du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre, n° 3312. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier le taux du droit d'enregistrement des ventes publiques de laines, n° 3801. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 4566. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à relever le taux des allocations à domicile versées au titre de l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, n° 4570. — Le 4 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer d'urgence le grade de directeur d'école publique, n° 4979. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à supprimer l'article 10 de la loi du 11 octobre 1940 prévoyant une participation des communes aux dépenses résultant de l'aide aux travailleurs sans emploi, n° 5049. — Le 6 janvier 1953, une proposition de loi tendant à assurer, aux vieux travailleurs retraités comptant au moins quarante ans de présence dans le même établissement, des ressources correspondantes au montant du salaire

minimum interprofessionnel garanti, n° 5265. — Le 13 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à un plus grand nombre de bénéficiaires les dispositions tarifaires spéciales accordées par la S.N.C.F. à l'occasion des congés annuels, n° 5272. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du timbre quittance les fiches de salaire qui font état d'une retenue au titre de l'assurance cadre, n° 5326. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 10 mars 1953 le délai de paiement du tiers provisionnel du montant des impôts mis en recouvrement en 1952, lorsque ceux-ci ont été supérieurs à 20.000 francs et jusqu'au 30 mars 1953 le délai de règlement de l'acompte sur l'impôt des sociétés au titre de 1953, n° 5544. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à la déclaration obligatoire de tout changement de résidence et à l'institution d'un fichier communal dans chaque commune, n° 5545. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à la réorganisation du crédit aux entreprises artisanales, n° 5720. — Le 3 mars 1953, une proposition de loi tendant à différer l'application de l'article 47 de la loi de finances du 14 avril 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle et de son décret d'application du 1<sup>er</sup> décembre 1952, jusqu'à la réalisation de la réforme fiscale, n° 5724. — Le 5 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de la Société nationale des chemins de fer français l'application de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives, n° 5751. — Le 6 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la campagne double pour le calcul des pensions aux fonctionnaires retraités, prisonniers de guerre, n° 5806. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 étendant le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises et à réaliser l'équilibre financier de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 5933. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la

Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de Mme Poinso-Chapuis (n° 3268) relative à la réglementation des loteries commerciales ; 2<sup>o</sup> de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 3438) tendant à autoriser, sous certaines conditions, les loteries commerciales, n° 6072. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager l'effort d'accession à la propriété des groupes d'auto-construction « Castors », n° 6104. — Le 18 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 30 juin 1953 le délai de paiement du deuxième tiers provisionnel du montant des impôts mis en recouvrement en 1952 lorsque ceux-ci ont été supérieurs à 20.000 francs, n° 6176. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à revaloriser certaines ventes à réméré, effectuées avant 1940, n° 6181. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'hôtellerie le bénéfice des avantages accordés aux industries exportatrices, n° 6211. — Le 3 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le Code de la route des dispositions d'ordre technique, afin que l'immobilisation de certains véhicules routiers soit rendue automatique en cas d'avarie du dispositif de freinage, n° 6265. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement et à la limitation du nombre des Ministères, n° 6326. — Le 18 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 21 du Code de la route en ce qui concerne les poids lourds, n° 6327. — Le 18 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser certaines personnes à exercer la profession d'infirmière à condition qu'elles aient assuré au moins pendant dix ans les soins de clientèle, n° 6330. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article premier de la loi du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 6381. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le Code de la route des mesures propres à permettre l'identification des véhicules ayant une avarie dans le système d'éclairage de nuit, n° 6392. — Le 8 octobre 1953, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes dispositions utiles pour que les engagements pris à la suite des récentes grèves soient respectés, notamment en ce qui concerne la levée des sanctions lorsqu'aucun acte de violence ou de sabotage n'a été relevé, **n° 6824**. — Le 5 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur les dispositions de l'arrêté du 18 avril 1952, relatif au taux de remise des revendeurs de journaux quotidiens et publications périodiques, **n° 7096**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer le collège technique de garçons de Charleville en école nationale d'enseignement technique, **n° 7574**. — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 30 novembre 1950 relative à la durée du service militaire, **n° 7620**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à reconnaître d'utilité publique l'Union nationale des « Castors », **n° 7651**. — Le 19 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour réaliser d'urgence l'électrification de la voie ferrée Bâle—Strasbourg, **n° 7835**. — Le 19 février 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires les régies départementales et communales des transports, **n° 7841**. — Le 17 mars 1954, une proposition de loi relative au statut des coopératives de consommation des administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées, **n° 8062**. — Le 8 juin 1954, une proposition de loi tendant à rétablir au profit du fonds spécial d'investissement routier défini par les lois des 31 décembre 1951 et 3 janvier 1952, l'intégralité des crédits dont il a été doté lors de sa création, **n° 8588**. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat en retraite la possibilité d'obtenir la validation pour pension des services accomplis en qualité d'auxiliaires, **n° 8908**. — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à prolonger de deux mois le délai d'exigibilité des patentes, **n° 8915**. — Le 12 août 1954, une proposition de loi tendant à une réforme du contentieux fiscal, **n° 9152**. — Le 25 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions de vente des tabacs fabriqués, **n° 9572**. — Le 21 janvier 1955, une

proposition de loi tendant à compléter l'article 39 de la loi du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, **n° 9938**. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des chefs de division des préfectures et sous-préfectures, **n° 10000**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1349 du 31 décembre 1954 modifiant le décret 49-1473 du 14 novembre 1949 relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, **n° 10234**. — Le 6 juillet 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux géomètres experts les barèmes d'honoraires définis aux articles 4, 5, 6 et 7 du décret n° 49-165 du 7 février 1949, **n° 11127**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, pour l'industrie lainière, l'application de l'arrêté du 29 août 1955 relatif au remboursement des charges sociales et fiscales aux industries exportatrices, **n° 11493**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la réversion des pensions civiles de l'Etat aux maris d'épouses fonctionnaires décédées, **n° 11507**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 31 mars 1928 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, **n° 11508**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à suspendre l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru, **n° 11518**. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à exclure l'industrie hôtelière du champ d'application de la loi du 2 avril 1955 relative à la réforme de la patente, **n° 11813**. — Le 9 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la franchise postale aux correspondances des militaires en Afrique du Nord ainsi qu'à leurs familles et de permettre à celles-ci d'expédier en franchise les colis destinés à ces militaires, **n° 11822**.

#### Interventions :

Est nommé *Juge titulaire de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier; Art. 2 :



*Son amendement relatif à l'exécution du canal du Nord-Est* [11 décembre 1951] (p. 9027); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales; Article premier: *Réorganisation de la S.N.C.F. par initiative gouvernementale* [4 janvier 1952] (p. 115). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation faite à l'industrie ardennaise et en particulier à l'industrie textile du fait de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg [26 février 1952] (p. 940). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile (*Chômage à Sedan*) [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3390). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4722: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de sécurité sociale des mineurs (Retraites des agents des chemins de fer secondaires)* [23 octobre 1952] (p. 4345); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3101: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Contrôle des transports routiers)* [24 octobre 1952] (p. 4407); le retire (p. 4409); Chap. 3113: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Relèvement des rémunérations)* (p. 4410); le retire (p. 4411); Chap. 3115: *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des ponts et chaussées (Variations des salaires des ouvriers selon leurs qualifications)* (p. 4412); Chap. 3392: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits sociaux (Sociétés de secours mutuels)* (p. 4416); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1000: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Indemnités de risque et de déplacement)* [14 novembre 1952] (p. 5134, 5135); Chap. 1090: *Amendement de M. Furand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (Recrutement d'employés par les receveurs-directeurs de petits bureaux)* (p. 5144); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3122: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Indemnité de rédaction)* [14 novembre 1952] (p. 5159); *Son amende-*

*ment tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Suppressions d'emplois)* (p. 5159); Chap. 3402: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Commission technique des classes moyennes)* (p. 5161); le retire (ibid.); Chap. 3432: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'Institut national de la statistique (Prix des engrais)* (p. 5161); le retire (ibid.); Chap. 4413: *Son amendement tendant à réduire de 8 millions les crédits pour remboursements des charges fiscales aux exportateurs (Transformations d'emplois grâce à des transferts de crédits)* (p. 5166); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 4010: *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Œuvres sociales)* [15 novembre 1952] (p. 5257); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 2: *Amendement de M. Leenhardt tendant à faire rémunérer par le fonds les agents chargés du recouvrement de la taxe additionnelle* [19 février 1953] (p. 1176, 1177); — du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables: *Discussion générale (Ses observations sur la concurrence rail, route et canal, l'insuffisance des canaux existants)* [12 mars 1953] (p. 1829 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME: *Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S.N.C.F.* [26 novembre 1953] (p. 5566); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3121: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des enquêtes économiques (Réforme des cadres du personnel départemental)* (p. 5583); le retire (ibid.); Chap. 3402: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Commission nationale technique des classes moyennes)* (p. 5586); Chap. 4413: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement des charges fiscales (Indemnités du personnel chargé de ces travaux)* (p. 5588); Article additionnel: *Son amendement tendant à insérer un article rétablissant*

la situation d'une dizaine de fonctionnaires du contrôle économique (p. 5594); le retire (ibid.); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Article additionnel : Son amendement relatif à l'indemnisation des sinistrés des régions évacuées des Ardennes [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5759); le retire (p. 5760); Son amendement tendant à exonérer de droits de succession les biens sinistrés non reconstruits [2 décembre 1953] (p. 5869); le retire (p. 5870); P.T.T. : Motion préjudicielle de M. Schaff tendant à surseoir au début pour demander l'augmentation des crédits pour l'équipement téléphonique, la titularisation de 18.000 emplois, la majoration de certaines indemnités de guichet et de nuit [7 décembre 1953] (p. 6200, 6201); Etat A, Chap. 1000 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Echelon du principalat pour les facteurs) (p. 6207); Chap. 1020 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Déclassement des agents d'exploitation) (p. 6211); Chap. 1030 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour services communs (Création d'emplois de contremaîtres) (p. 6213); Chap. 1050 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des chèques postaux (Intérêt versé au budget des P. T. T. par le Trésor) (p. 6223, 6224); Chap. 1080 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Insuffisance du traitement des auxiliaires) (p. 6227, 6228); Chap. 1090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (Victimes des accidents de travail) (p. 6629); le retire (ibid.); Chap. 1110 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Prime de fin d'année) (p. 6231); Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes aux médaillés) (p. 6231); Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnité de risques des manutentionnaires) (p. 6231); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Sa motion préjudicielle demandant le dépôt d'une lettre rectificative majorant les crédits prévus (Insuffisance du réseau ferroviaire et routier) [11 décembre 1953] (p. 6530, 6531); le retire

(p. 6531); Etat A, Chap. 3101 : Administration centrale (Conflits sociaux dans la S.N.C.F.) (p. 6532); Nécessité d'augmenter les temps de parole [12 décembre 1953] (p. 6557); Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ponts et chaussées (Suppression d'emploi de commis à la Réunion) (p. 6559); le retire (ibid.); Chap. 3113 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées (Intégration de ces fonctionnaires dans les services classés « actifs ») (p. 6561); Chap. 3114 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des conducteurs de chantier et agents des ponts et chaussées (Insuffisance des indemnités de déplacement) (p. 6564); le retire (ibid.); Chap. 3115 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées (Insuffisance de leurs salaires) (p. 6565); Chap. 3117 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services annexes des ponts et chaussées (Laboratoire central des ponts et chaussées) (p. 6566); Chap. 3131 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes et voies navigables (Agents de la navigation intérieure) (p. 6566); Chap. 3142 : Comités techniques départementaux des transports (p. 6567); Chap. 3291 : Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux pensions et retraites (p. 6568); le retire (ibid.); Chap. 3392 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Caisses de secours mutuels) (p. 6569); Chap. 3412 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements de frais des ponts et chaussées (Indemnité kilométrique de déplacement automobile) (p. 6569, 6570); Chap. 3413 : Amendement de M. Levindrey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des ponts et chaussées (Indemnité kilométrique de déplacement) (p. 6570); Chap. 3414 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais des services annexes des ponts et chaussées (Laboratoire central des ponts et chaussées) (p. 6570, 6571); Chap. 3441 : Chemins de fer et transports (Commandes de nouveaux autorails) (p. 6571); Chap. 3533 :

*Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la signalisation maritime (Reconstruction de phares et balises détruits par la guerre)* (p. 6573); Chap. 3521 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les routes et ponts (Routes fondrières des Ardennes)* (p. 6585); *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Etablissement d'une taxe sur les véhicules étrangers)* (p. 6585); Chap. 3531 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Canal des Ardennes)* (p. 6585); Chap. 4441 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chemins de fer d'intérêt local (Chemins de fer de Provence)* (p. 6588); Chap. 4541 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à la S.N.C.F. (Bonications aux cheminots anciens combattants)* (p. 6589); Chap. 4544 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S.N.C.F. (Suppressions excessives de passages à niveau)* (p. 6597); Article premier : *Reclassement indiciaire des agents des travaux* (p. 6599); Etat B, Chap. 5320 : *Amendement de M. Pflindin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (Insuffisance des crédits)* (p. 6599); Chap. 5330 : *Amendement de M. Pflindin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour voies de navigation intérieures (insuffisance du programme de travaux neufs)* (p. 6599); Chap. 5334 : *Amendement de M. L. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de commerce (Equipement des Sables d'Olonne)* (p. 6600); Art. 8 bis : *Amendement de M. Sibué tendant à prévoir le dépôt d'un projet organisant et coordonnant les moyens de transport* (p. 6608). — Pose au Ministre de la Justice, une question relative au rattachement du tribunal de Rocroi [19 février 1954] (p. 429). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale* [7 avril 1954] (p. 1853). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des chemins de fer secondaires et de tramways : *Péréquation des retraites et équilibre financier de la Caisse autonome mutuelle des retraites* [8 avril 1954] (p. 1905, 1906). — Dépose une demande d'interpellation : sur le

décret n° 54-953 qui supprime la Caisse autonome mutuelle des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways [7 octobre 1954] (p. 4568); — sur les mesures prises concernant l'alcool, la prochaine fermeture de gares et de lignes secondaires, la réforme de la Société nationale des chemins de fer français [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955 : en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Création d'un grand Ministère de l'économie nationale, organisme du Commissariat général à la productivité, octroi de subventions et prêts, commerce extérieur, libération des échanges et situation difficile de nos industries, financement de la sécurité sociale* [15 novembre 1954] (p. 4998, 4999); *Son rappel au Règlement (Déroulement du débat)* (p. 5001); Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Gestion défectueuse du personnel du service des enquêtes économiques)* (p. 5004); le retire (p. 5005); *Son amendement indicatif (Situation des secrétaires d'administration du service des enquêtes économiques)* (p. 5005); le retire (ibid.); Chap. 34-02 : *Son amendement indicatif (Fonctionnement de la Commission nationale technique des classes moyennes, subvention à l'Institut international des classes moyennes)* (p. 5007); le retire (ibid.); Chap. 44-13 : *Son amendement indicatif (Indemnités complémentaires de traitement du personnel du service des enquêtes économiques)* (p. 5011); *Son article additionnel (Situation du personnel féminin ayant concouru lors de la formation des cadres du service des enquêtes économiques)* (p. 5013, 5014); le retire (p. 5014); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME) : *Déroulement du débat* [4 décembre 1954] (p. 5817); *Fermeture et déclassement des lignes secondaires* (p. 5825); *Déroulement du débat* (p. 5837); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Situation des ouvriers chefs et des secrétaires d'administration)* [9 décembre 1954] (p. 5992, 5993); Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, sa demande de disjonction du chapitre 31-14*

(p. 6000); Chap. 31-15 : *Ponts et chaussées, ouvriers permanents des parcs et ateliers, sa demande de disjonction* (p. 6003); Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Statut du personnel de la navigation intérieure et des ports maritimes)* (p. 6006); Chap. 32-91 : *Demande de disjonction de M. Faraud tendant à surseoir au décret du 14 septembre 1954 relatif à la Caisse autonome mutuelle des retraites* (p. 6012); Chap. 33-92 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits sociaux affectés au service des Ponts et chaussées)* [11 décembre 1954] (p. 6120); Chap. 34-11 : *Amendement indicatif de M. Schaff (Contrôle des poids lourds)* (p. 6122); Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif (Frais de déplacement des fonctionnaires)* (p. 6122, 6123); Chap. 34-13 : *Demande de disjonction de M. Sibué (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* (p. 6124); Chap. 34-61 : *Son amendement indicatif (Propagande du tourisme étranger en France)* (p. 6133); le retire (ibid.); Chap. 35-32 : *Entretien et réparation des ports maritimes* (p. 6140); Chap. 44-61 : *Son amendement indicatif (Remboursement des charges fiscales et sociales aux industries touristiques)* (p. 6144); Chap. 45-31 : *Voies navigables, demande de disjonction de M. Peytel* (p. 6148); Chap. 45-41 : *Amendement indicatif de M. Mouton (Déclassement de la section de ligne de chemin de fer d'Arles à Trinquetaille)* (p. 6149, 6150); Etat B, Chap. 55-30 : *Aménagement des voies navigables, construction par l'E. D. F. d'un barrage à Chooz près de Givet* [14 décembre 1954] (p. 6346, 6347); Art. 3 : *Financement du Fonds d'investissements routiers, modifications apportées par la loi de finances aux textes sur le Fonds routier* [15 décembre 1954] (p. 6373, 6374, 6375); Etat A, Chap. 45-42 : *Subventions à la S. N. C. F., coordination des transports, bénéfice de la double campagne aux cheminots anciens combattants* (p. 6391, 6392). — Dépose une demande d'interpellation sur : le Secrétariat d'Etat à la Marine [28 janvier 1955] (p. 383); — la grève des tramways [3 février 1955] (p. 661); — les incidents de la manifestation paysanne de Lille [4 février 1955] (p. 706). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Les records de vitesse atteints par les machines électriques de la S. N. C. F.)* [29 mars 1955]

(p. 2046, 2047); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons); Article premier : *Son amendement (Nécessité de l'avis conforme du Comité départemental)* [21 octobre 1955] (p. 5214, 5215); Art. 8 : *Cas posés par la création des zones protégées* [9 novembre 1955] (p. 5576, 5577); Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5581); le retire (ibid.); Art. 30 : *Son amendement (Financement du fonds spécial de lutte antialcoolique)* (p. 5582); *Disjonction apposée* (p. 5589); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5258, 5259); — d'une proposition de loi relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways : *Situation financière de la C. A. M. R., âge de la retraite* [24 novembre 1955] (p. 5998). = S'excuse de son absence [27 mai 1953] (p. 2845). = Obtient un congé [27 mai 1953] (p. 2845).

**PERRIN (M. Marcel)**, Député du Vaucluse (R. R. S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [5 février 1952] (**F. n° 100**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 50-20 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à Air-France (Contrôle d'Air-France)* [12 décembre 1951] (p. 9092); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendements de M. M. Alphonse Denis,*

de Moro-Giafferri, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire [31 décembre 1953] (p. 7082). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale* [13 août 1954] (p. 4229, 4230); Art. 6 : *Son amendement tendant à maintenir un débit de 15 mètres cubes seconde au confluent de la Durance et du Rhône* (p. 4240); *le retire* (p. 4241); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Achèvement du canal du Nord)* [25 mai 1955] (p. 3033, 3034). = S'excuse de son absence [31 décembre 1953] (p. 7090). = Obtient un congé [31 décembre 1953] (p. 7090).

**PETIT (M. Eugène dit Claudius)**, Député de la Loire (U. D. S. R.).

*Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*  
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

*Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*  
(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Ministre du Travail et de la Sécurité sociale*  
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 janvier 1954 au 3 septembre 1954,

*Ministre de la Reconstruction et du Logement*  
*par intérim*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 14 août 1954 au 3 septembre 1954.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des affaires

étrangères [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492).

#### Dépôt :

Le 6 novembre 1951, un projet de loi portant modification et interprétation de l'article 3 de la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relatif aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, n° 1274. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, n° 1394. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction, n° 1414. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, n° 1431. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, n° 1432. — Le 20 juin 1952, un projet de loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements d'outre-mer, n° 3752. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'urbanisme et l'habitation, n° 4913. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à ce que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit substitué au salaire moyen départemental dans les clauses de contrats de vente immobilière en viager comportant une indexation sur ce dernier salaire, n° 8207. — Le 22 juillet 1954, un projet de loi tendant à la revalorisation des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, n° 8934. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires la vente du miel naturel et de la cire d'abeille brute, n° 9612. — Le 13 janvier 1955 :

une proposition de loi tendant à faire bénéficier des majorations et des relèvements de taux de majorations prévus par la loi du 9 avril 1953 les rentes constituées auprès des institutions de prévoyance soumises au contrôle technique et financier de l'Etat, n° 9913. — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9659) : 1° tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 2 juillet 1954 ; 2° portant approbation du contrat de bail signé le 25 juin 1954 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, relatif au terrain de la place Fontenoy à Paris (7<sup>e</sup>), affecté au Ministère des Affaires étrangères par décret du 22 décembre 1952, n° 10518.

### Interventions :

Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4000 : *Transformation du Ministère et aménagement du territoire* [13 novembre 1951] (p. 7966, 7967) ; *Plan d'aménagement et d'urbanisme* (p. 7968 et suiv.) ; *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Nisse (Lenteur de l'évaluation des dommages)* [14 novembre 1951] (p. 7999, 8000) ; *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Titularisation de personnel)* (p. 8001) ; Chap. 4020 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Indemnité de difficultés administratives)* (p. 8002) ; Chap. 4030 : *Demande de rétablissement des crédits pour les architectes conseils et les collaborations extérieures* (p. 8003, 8004) ; Chap. 4050 : *Indemnités résidentielles* (p. 8004) ; Chap. 3020 :

*Matériel de la Cité administrative* (p. 8004) ; Chap. 4010 : *Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* (p. 8005) ; Chap. 5010 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 25 millions la subvention au Centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 8006) ; Chap. 6010 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Plans d'urbanisme du Ministère)* (p. 8014, 8015) ; *Demande de rétablissement des crédits pour les études d'urbanisme* (p. 8016) ; Chap. 6020 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique* (p. 8016) ; Chap. 6030 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 20 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8017) ; *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 5 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8018) ; *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertises de dommages de guerre* (p. 8018) ; Chap. 6060 : *Amendement de M. Gaubert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour liquidation du service des constructions provisoires (Constructions en bois)* (p. 8019). — Répond à une question : de M. Jean Cayeux, relative à la construction d'un stade à Paris [23 novembre 1951] (p. 8454) ; — de M. Jean Minjoz, relative à l'application de la législation de la sécurité sociale [23 novembre 1951] (p. 8454) ; — de M. André Mercier, relative à la démolition du château du Parc-aux-Dames à Auger-Saint-Vincent [7 décembre 1951] (p. 8924, 8925). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 4 : *Demande de disjonction de la ligne « Fonds national de l'habitat », présentée par M. Secrétain* [22 décembre 1951] (p. 9620) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion de M. André Lenormand, tendant à surseoir aux débats en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement* [23 décembre 1951] (p. 9729 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de Mme Rabaté demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* (p. 9732) ; Etat A, Chap. 9500 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction (Emprunts des groupements de*

sinistrés) (p. 9738); Chap. 9550 : Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre régulateur des dommages de guerre (p. 9740, 9741); Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (p. 9741); Chap. 9520 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts aux habitations à loyers modérés (Difficultés financières des habitations à loyer modéré) [24 décembre 1951] (p. 9758); Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes aux sociétés coopératives) (p. 9759); Amendement de M. Siefriedt tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au remboursement des titres de la Caisse de reconstruction (p. 9761); Etat B, Art. 2 : Amendement de M. Thiriet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction immobilière (p. 9763); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dommages mobiliers (Vieillards sinistrés, économiquement faibles sinistrés) (p. 9767); Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la voirie et à augmenter les crédits pour les dommages mobiliers (p. 9785); Amendement de M. Rosenblatt relatif à l'indemnisation des paysans alsaciens-lorrains (p. 9786); Amendement de M. Halbout relatif à l'indemnisation des possesseurs de droits au bail (p. 9786); Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Dommages de guerre franco-belges) (p. 9786); Amendement de M. Rosenblatt relatif à la recevabilité des demandes de dépossession faites par des Alsaciens-Lorrains (p. 9787); Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter les autorisations de paiement aux dépens des crédits de paiement dans le futur (Chantiers expérimentaux de l'Etat) (p. 9788, 9789); Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations syndicales de reconstruction (Constructions scolaires) (p. 9790); Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions expérimentales (Chantier expérimental de Strasbourg) (p. 9791); Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes aux économies faites sur le coût de construction (Développement de ces primes) (p. 9791); Amendement de M. Guiguen tendant à limiter à 25 0/0

des crédits la part des priorités nationales (p. 9792); Amendement de M. Siefriedt tendant à prévoir un emprunt indexé de 200 milliards de francs (p. 9792); Article additionnel de M. Midol tendant à porter à 250.000 francs l'indemnité forfaitaire pour mobilier détruit (p. 9793); Article additionnel : Amendement de M. Gravoille relatif à la reconstitution des biens mobiliers des collectivités publiques locales (p. 9793); Article additionnel : Amendement de M. Nisse relatif au remboursement des intérêts dus au Fonds de modernisation et d'équipement (p. 9793); Art. 3 : Amendement de M. Midol relatif à l'utilisation du produit des emprunts (p. 9794); Art. 5 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement par titres (Bonifications d'intérêts accordées par les départements) (p. 9795); Amendement de M. Schmitt relatif à la rotation des titres remis aux sinistrés (p. 9795); Art. 6 : Amendement de M. Thiriet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux spoliés (Spoliés d'Alsace-Lorraine) (p. 9795, 9796); Amendement de M. Halbout tendant à accorder l'indemnité d'éviction aux sinistrés de plus de 60 ans (p. 9796); Article additionnel : Amendement de M. Garet tendant à prévoir l'achèvement de la reconstruction en 1960 (p. 9797); Art. 9 : Demande de disjonction de M. Couinaud de l'article fixant à 85 mètres carrés les autorisations de programme (p. 9799); Amendement de M. Bouxom tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les autorisations de programme (Circulaire du 25 octobre 1951 sur la hauteur des plafonds) (p. 9800); Amendement de M. Garet tendant à favoriser l'accès à la petite propriété (p. 9803); Art. 14 : Amendement de M. Minjoz tendant à octroyer les primes aux habitations à loyer modéré (p. 9806); Article additionnel : Amendement de M. Guiguen tendant à réévaluer les allocations d'attente (p. 9807); Article additionnel : Amendement de M. Bouxom tendant à relever le plafond des indemnités pour dommages mobiliers pour les vieillards de plus de 65 ans (p. 9807); Art. 13 : Amendement de M. Chupin tendant à ne pas appliquer la « part différée » aux immeubles comportant de nombreux logements (p. 9808); Article additionnel : Amendement de M. Gautier relatif au prix du loyer des immeubles ayant subi des réparations (p. 9808); Article additionnel : Amendement de M. Bouxom tendant à permettre d'utiliser l'indemnité mobilière pour

la reconstruction immobilière (p. 9809); Art. 15: Amendement de M. Mondon tendant à donner priorité aux plans ayant obtenu l'accord des sinistrés (p. 9809); Article additionnel: Amendement de M. Levindrey relatif à la détermination des stocks indemnifiables (p. 9810); Amendement de M. Garet tendant à autoriser les associations et sociétés coopératives de reconstruction à faire de la construction privée (p. 9810); Art. 24: Amendement de M. Coudray tendant à prévoir l'avis du Ministre de la Santé publique (p. 9812); Amendement de M. Minjoz tendant à permettre la construction privée aux offices d'habitations à loyer modéré (p. 9812); Articles additionnels: Amendement de M. Guiguen relatif au loyer des baraques provisoires (p. 9813); Amendement de M. Nisse tendant à proroger de six mois le délai pour la déclaration des dommages de guerre (p. 9813); Amendement de M. Nisse relatif à l'indemnisation des Français sinistrés à l'étranger (p. 9813); Amendement de M. Desson relatif aux sinistrés étrangers d'origine française (p. 9814); Amendement de M. Guiguen relatif à l'utilisation des baraques provisoires devenues libres (p. 9814); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 49 bis: Amendement de M. Coudray tendant à reprendre l'article relatif au remboursement par l'Etat des honoraires d'architecte [3 janvier 1952] (p. 37); Art. 29: Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages (p. 38). — Donne sa démission de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, amendée par le Conseil de la République; Art. 2: Amendement de M. Barrier tendant à laisser à l'administration la possibilité de réduire les subventions suivant le cas [13 mars 1952] (p. 1269); — du projet de loi modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, amendé par le Conseil de

la République; Art. 2: Extension de la compétence d'une commission à plusieurs arrondissements [28 mars 1952] (p. 1630); Explications de vote sur l'ensemble (*Transferts de dommages de guerre*) (p. 1630, 1631). — Répond à une question: de M. Dorey relative aux ventes d'immeubles par les organismes d'habitations à loyer modéré [10 octobre 1952] (p. 4210); — de M. Montalat relative à l'organisme professionnel de qualification et de classification du bâtiment [14 novembre 1952] (p. 5125). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; RECONSTRUCTION ET URBANISME: Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à surseoir à la discussion en attendant de savoir le montant des crédits affectés à la reconstruction [15 novembre 1952] (p. 5179, 5180); Etat A, Chap. 31-01: Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Titularisation des agents temporaires, rythme de la reconstruction en France, déblocage des crédits votés en 1952*) (p. 5187 et suiv.); Demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale (p. 5192); Chap. 31-02: Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (*Français sinistrés ou spoliés en Sarre*) (p. 5234, 5235); Chap. 31-21: Service de désobusage et déminage (p. 5237); Chap. 31-22: Amendement de M. Hénauld tendant à réduire de 6 millions les crédits pour les honoraires d'architectes (*Architectes conseils du Ministère*) (p. 5238, 5239); Chap. 34-01: Amendement de M. Hénauld tendant à réduire de 500.000 francs les crédits pour remboursements de frais (*Contrôle des permis de construire*) (p. 5240); Chap. 34-11: Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (*Difficultés d'attribution du permis de construire*) (p. 5241); Amendement de M. Coudray tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs (*Frais de déplacement des services extérieurs*) (p. 5241, 5242); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (*Transfert des services de Perpignan à Toulouse*) (p. 5242); Chap. 34-92: Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile (p. 5242); Chap. 37-02: Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits



pour la liquidation des constructions provisoires (Loyers des baraquements des réfugiés) (p. 5244); Chap. 37-22 : Demande de rétablissement des crédits pour frais de ventes d'immeubles (p. 5244); Chap. 37-23 : Demande de rétablissement du chapitre relatif aux études d'immeubles-types (p. 5244); Chap. 37-41 : Amendement de M. Florand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Plan d'industrialisation des campagnes) (p. 5246); Amendement de Mme de Lipkowsky tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Constructions d'immeubles à Orly) (p. 5246, 5247); Chap. 44-21 : Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour le centre scientifique et technique du bâtiment (p. 5248); Chap. 46-21 : Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les habitations à loyer modéré (Situation de la construction en Guyane et la crise du logement aux Antilles) (p. 5249); Chap. 46-22 : Amendements de MM. Hénault et Coudray tendant à rétablir les crédits pour les associations syndicales de remembrement (Coopératives de reconstruction) (p. 5250); Chap. 46-32 : Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de prêts complémentaires (Prêts du Crédit foncier et du Comptoir des entrepreneurs) (p. 5250); Article additionnel : Amendement de M. Siefridt tendant à faire gérer les constructions provisoires par le Ministère de la Reconstruction et non par le domaine ou les anciens combattants (p. 5251); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : Amendement de M. Prache tendant à hâter le règlement des sinistres agricoles [24 novembre 1952] (p. 5404); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Motion préjudicielle de M. Lemaire tendant à ajourner le débat en raison de l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la production agricole et à la construction de logements (Observations sur les lenteurs de la reconstruction en France, les possibilités de transferts de crédits, les investissements dans les charbonnages) [17 décembre 1952] (p. 6531 et suiv.); Discussion générale (Observations sur la reconstruction incertaine en Allemagne) [18 décembre 1952] (p. 6559, 6563); Observations sur les priorités refusées aux constructions isolées, la Caisse centrale de la France d'outre-mer (p. 6586,

6587); Observations sur le plan quadriennal de reconstruction, les défauts de la loi de 1946 sur les dommages de guerre (p. 6589, 6590); Art. 24 : 2 milliards de crédits pour l'immeuble de l'U.N.E.S.C.O. à Paris [20 décembre 1952] (p. 6764); Art. 2 : Motion préjudicielle de M. Secrétain tendant à réserver le débat jusqu'au vote de la loi de finances (Possibilité de recettes nouvelles sur les alcools au profit de la construction) (p. 6769, 6770); Art. 29 : Émission d'emprunts par la Caisse autonome de la reconstruction (p. 6774); Article additionnel : Amendement de M. Thiriet tendant à permettre à des sinistrés de se retirer d'une association syndicale ou coopérative (p. 6771); Amendement de M. Triboulet relatif au privilège du créancier nanti sur les titres de reconstruction (p. 6772); Amendement de M. Nisse tendant à supprimer « la part différée » des dommages de guerre (p. 6772); Amendement de M. Triboulet tendant à ne pas appliquer « la part différée » aux établissements et collectivités publiques (p. 6773); Art. 34 : Amendement de M. Thiriet tendant à retenir le coût calculé à la date de la reconstitution (p. 6773, 6774); Art. 35 : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 10 millions le montant des travaux que peut décider d'effectuer l'administration en cas de défaillance du propriétaire sinistré (p. 6775); Art. 36 : Amendement de M. Triboulet tendant à disjoindre l'article relatif aux indemnités à des propriétaires étrangers (p. 6775); Art. 41 : Amendement de M. Triboulet relatif au contrôle de la gestion des groupements de reconstruction (p. 6775, 6776); Art. 41 bis : Amendement de M. R. Schmitt tendant à laisser au Ministre de la Reconstruction le soin de prendre des dispositions relatives au fonctionnement des associations syndicales de reconstruction (p. 6777); Art. 45 : Amendement de M. de Tinguy relatif aux aliénations de biens des sociétés d'habitations à loyer modéré (p. 6779); Art. 46 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au logement des fonctionnaires (p. 6779); Art. 47 : Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas accorder de primes à la reconstruction pour des logements revendus dans un délai de cinq ans (p. 6780, 6781); Art. 51 : Demande de disjonction de l'article relatif au recensement des constructions déjà réalisées, présentée par M. Triboulet (p. 6783, 6784); Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : Demande de disjonction de

*M. Midol* (Aménagement des lotissements défectueux) (p. 6799) ; Article additionnel : Amendement de *M. Triboulet* relatif au privilège du créancier nanti [21 décembre 1952] (p. 6952) ; Amendement de *M. Valentino* tendant à habilitier les coopératives d'habitation à bénéficier des lois sur les H. L. M. dans les départements d'outre-mer (p. 6952) ; Art. 3<sup>ter</sup> : Achèvement en 1953 de l'évaluation des dommages de guerre (p. 6957, 6958). — Répond à une question de *M. Bouxom* relative à la superficie moyenne des logements financés avec le concours de l'Etat [19 décembre 1952] (p. 6641). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : Amendement de *M. Secrétain* tendant à majorer les droits sur les alcools et à en affecter le produit à la reconstruction et aux pensions des anciens combattants [21 décembre 1952] (p. 6872, 6873). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7630).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : Ses explications de vote sur l'ensemble [3 mars 1953] (p. 1544) ; — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 1<sup>er</sup> : Son sous-amendement concernant les organismes d'H. L. M. [17 mars 1953] (p. 1989, 1992) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré ; Article additionnel : Amendement de *M. de Tinguy* concernant l'assurance des personnes désirant construire en utilisant la législation relative aux H. L. M. [17 mars 1953] (p. 1995) ; — du projet de loi instituant l'épargne-construction ; Art. 2 : Son amendement tendant à préciser que seul le terrain nécessaire à la construction pourra être acquis sur les fonds d'épargne-construction [18 mars 1953] (p. 2034) ; Son amendement tendant à ce que l'épargne réalisée soit affectée exclusivement à la construction ou à l'achat de logements abandonnés (p. 2034 et suiv.) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones : Motion préjudicielle de *M. M. Grimaud* tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil écono-

mique, absence d'avis de la Commission de la justice) [20 mars 1953] (p. 2110) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de *M. Triboulet* relatif à la procédure d'expropriation des zones destinées à l'habitation [27 mars 1953] (p. 2484) ; Amendement de *M. Le Roy-Ladurie* tendant à supprimer les expropriations pour créations de zones industrielles (Création d'une usine à Elbeuf) (p. 2486) ; Son amendement tendant à inclure seulement les projets d'aménagements déjà pris en considération (p. 2486) ; Travaux devant être entrepris dans l'année suivant l'expropriation (p. 2489) ; Art. 7 : Amendement de *M. Delcos* tendant à rendre obligatoire le remembrement des parcelles (p. 2507) ; Art. 10 : Amendement de *M. Gaubert* tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations (p. 2509) ; Article additionnel : Amendement de *M. Guérard* tendant à faire restituer aux propriétaires les terrains expropriés et non utilisés (p. 2511, 2512) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Accusations injurieuses portées contre les inspireurs du projet, caractère immérité de la plus-value foncière et abus de la spéculation, absence de toute disposition dans ce sens, arme nécessaire de l'expropriation pour permettre le « remodelage » des centres industriels et briser certains intérêts abusifs, exemples récents) [24 juillet 1953] (p. 3900, 3901) ; Art. 1<sup>er</sup> : Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques ; amendement de *M. Lenormand* tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République écartant toute expropriation sur plans d'aménagement par zones (Importance de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire en U. R. S. S.) (p. 3904) ; Amendement de *M. Nisse* tendant à exiger que les projets d'aménagement soient préalablement « dûment approuvés » et non pas seulement « pris en considération » (La prise en considération implique approbation préalable par les autorités locales ; inutile d'attendre l'approbation en Conseil d'Etat, toujours lente) (p. 3905) ; Art. 3 : Affectation des immeubles expropriés ; amendement de *M. Minjoz* tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale, prévoyant la possibilité de mise en location pour 99 ans, aux fins d'implantations industrielles ou commerciales (Exemple probant de l'Angleterre ; « conservatisme » français) (p. 3906) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements

économiques; Art. 2 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer l'article prévoyant la constitution de sociétés d'économie mixte* [21 mars 1953] (p. 2177); *Son amendement tendant à supprimer la nécessité de correspondre aux normes prévues dans les plans types* (p. 2178); *Son amendement tendant à instituer une taxe de 2 0/0 sur les bénéfices industriels et commerciaux en vue d'investissements dans la construction de logements* (p. 2180, 2181); Art. 5 : *Son amendement de forme* (p. 2188); — du projet de loi relatif aux prix des loyers et aux primes de déménagement : *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Boucom* [21 mars 1953] (p. 2193); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 7 bis : *Licence des bouilleurs de cru (Contre l'alcoolisme en général, la publicité des apéritifs et celle du vin; valeur symbolique du texte proposé par la Commission des finances)* [7 juillet 1953] (p. 3327); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); ÉDUCATION NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Billères tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives octroyant de nouveaux crédits* [30 novembre 1953] (p. 5684); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, État A, Chap. 31-11 : *Services extérieurs (Lenteur des inspecteurs de l'urbanisme pour la délivrance des permis de construire)* (p. 5717); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Article additionnel : *Amendement de M. Coudray relatif à l'indemnisation des dommages inférieurs à 3.000 francs de 1947* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5760); Art. 12 : *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir 130 milliards pour les H. L. M. au lieu de 80 milliards* (p. 5793, 5794); Article additionnel : *Amendement de M. Nisse relatif au paiement en espèces de l'indemnité d'éviction accordée aux sinistrés immobiliers* [2 décembre 1953] (p. 5876); Art. 12 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à affecter à la construction des H. L. M. les prêts consentis par les caisses d'épargne* (p. 5881); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5884); INTÉRIEUR, Article additionnel : *Son amendement relatif aux agents de l'État nommés à la direction d'un service technique communal* [10 décembre 1953] (p. 6413); *le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 12 : *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de*

*la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété (Constructions du secteur industrialisé)* [31 décembre 1953] (p. 7203, 7204); Art. 13 bis : *Primes à la construction accordées aux collectivités locales et aux établissements publics pour les logements construits par eux* (p. 7209); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 23 : *Sa demande de disjonction de l'article réduisant les droits de consommation sur l'alcool au tarif réduit (Abus du privilège des bouilleurs de cru)* [13 décembre 1953] (p. 6734, 6735); *Amendement de M. Dronne tendant à abroger complètement le droit de licence prélevé sur les bouilleurs de cru* (p. 6736); *Son amendement tendant à supprimer le privilège des bouilleurs de cru non agriculteurs* (p. 6737); *Amendement de M. Hénauld tendant à majorer les impôts sur les commerçants étrangers et les automobilistes allant à l'étranger* (p. 6738); Art. 24 : *Demande de disjonction de l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin, présentée par le Gouvernement* (p. 6742); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi de la lettre recommandée* [15 décembre 1953] (p. 6832); Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* (p. 6846); Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant l'application de l'article 17 du décret du 30 septembre 1953* (p. 6848, 6849); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Avantages du texte de la Commission qui a été rejeté)* (p. 6851); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, État A, Chap. 31-32 : *Installation d'une usine privée de fabrication d'obus à Caen* [19 mars 1954] (p. 1049); MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTREMER (Dépenses militaires) : *Articles additionnels de MM. Billat et Triboulet (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* [19 mars 1954] (p. 1142); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire : *Discussion générale (Son programme électoral, droit exorbitant de certains trésoriers, sa posi-*

tion contre la revalorisation des indemnités tréfoncières) [10 juin 1954] (p. 2910, 2912). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. Titeux relative à la protection des centres de formation professionnelle contre l'incendie [25 juin 1954] (p. 3091); — de M. Couinaud relative à la répartition des cotisations d'allocations familiales [9 juillet 1954] (p. 3385). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Délat de carence* [3 août 1954] (p. 3814); Art. 2 : *Régime de longue maladie, prophylaxie de la lèpre* (p. 3816); Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail)* (p. 3818); Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit)* (p. 3821, 3822); Art. 14 bis : *Conditions d'assujettissement des colons partiaires* (p. 3823); Art. 15 : *Date d'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 3824); *Structure économique et sociale des départements d'outre-mer* (p. 3824); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Réplique aux attaques de M. de Monsabert, touchant M. Pleven* [12 juin 1954] (p. 2975); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale (Etablissement de l'échelle mobile, relèvement du salaire de base)* [12 août 1954] (p. 4102, 4103); Art. 25 : *Règles de calcul des rentes* (p. 4107); *Réadaptation de la main-d'œuvre, délais d'application de la loi* (p. 4108); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [31 août 1954] (p. 4505). — Est nommé, par intérim, *Ministre du Logement et de la Reconstruction* (Cabinet Mendès-France) [14 août 1954] (*J. O.* du 15 août 1954, p. 7860). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Mendès-France) (1) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice

1955 : *Salaires minimum* [16 novembre 1954] (p. 5076); Chap. 47-22 : *Demandes de disjonction du chapitre (Caisse autonome de sécurité sociale des mines)* (p. 5108); Etat B, Chap. 66-10 : *Demandes de disjonction de ce chapitre (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes)* [17 novembre 1954] (p. 5127). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'aménagement du territoire et la politique de mise en valeur du pays [4 décembre 1954] (p. 5796). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Crise du logement à Paris* [18 décembre 1954] (p. 6586); Etat A, Chap. 31-01 : *Révision des dommages de guerre* (p. 6603); Chap. 37-41 : *Aménagement du territoire, industrialisation, décentralisation, grands problèmes et séances publiques* [24 janvier 1955] (p. 162); *Fonds d'aménagement du territoire* (p. 164); *Raffinage du pétrole du sud-ouest* (p. 166); *Agglomération parisienne et logements, problème du logement à Saint-Etienne et Montpellier* (p. 168); *Contrôle et liste des sociétés de construction* (p. 169); Chap. 4892 : *Demande de disjonction de M. Guiguen (Reconstruction standard du préfinancé)* (p. 181); Etat D, paragraphe 2, sixième ligne : *La Tour Perret d'Amiens* [26 janvier 1955] (p. 249); Art. 12 : *Crédits pour l'accession à la propriété, normes de construction des H. L. M., « opération million », prix des terrains* (p. 260, 261, 264, 269); *Crédits pour le secteur locatif* (p. 269); Art. 9 : *Règlements de réquisitions par les Allemands ou Alliés* (p. 287); *Son article additionnel (Sociétés d'économie mixte communales et construction)* [27 janvier 1955] (p. 311, 313); *Article 68 du Règlement* (p. 312); *Son article additionnel (Titulaires détachés dans un emploi temporaire)* (p. 352); *le retire* (ibid); *Son article additionnel (Communes et construction)* (p. 355); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), article unique : *Ses explications de vote (Manœuvres suspectes entourant le dépôt — et le retrait — des amendements de MM. L. Noël et Loustaunau-Lacau, majorité invisible inspirant le Gouvernement sans voter pour lui (Allusion à MM. Palewski et Soustelle), nationalisme excessif de certains (Position de M. Pierre André sur la Sarre), rentrée nécessaire de*

(1) Démission individuelle.

*l'Allemagne au sein de la Communauté occidentale (Regrets de la C. E. D.), adjure M. Mendès-France d'un choix clair (Pour l'Europe et contre l'infiltration communiste) [29 décembre 1954] (p. 6933, 6934). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aménagement du territoire (Demande de permis de construire deux cent mille mètres carrés d'installations industrielles en banlieue) [15 mars 1955] (p. 1422). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : Discussion générale (Diminution de la production d'alcool, arrachage des vignes de noah) [25 octobre 1955] (p. 5257, 5258); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons) : Motion préjudicielle de M. Liautey [25 octobre 1955] (p. 5263); Art. 4 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer cet article (Tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire, d'un débit de boissons alcooliques ne doit avoir fait l'objet d'aucune condamnation) [8 novembre 1955] (p. 5527); Art. 10 : Son amendement (Interdiction d'employer des mineurs de moins de 21 ans dans les débits de boissons à consommer sur place) (p. 5531, 5532); Art. 16 : Amendement de M. Courant (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs) (p. 5537); Article additionnel de M. Tournaud (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betteraves) (p. 5545); Art. 28 : Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes, en cas d'ivresse, amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article [9 novembre 1955] (p. 5571); Art. 8 : Amendement de M. Anthoinz tendant à le supprimer (Droit de préemption de l'Etat lors de toute mutation des débits situés dans la zone protégée) (p. 5574, 5575); Délimitation des zones protégées, problème posé pour la construction des H. L. M. (p. 5578, 5579); Son amendement (Extension du droit de préemption à l'ensemble du territoire) (p. 5578 à 5580); Cas des hôtels meublés (p. 5578, 5580); Art. 29 : Son amendement (Composition du comité départemental de lutte antialcoolique) (p. 5581); Art. 35 : Amendement de Mme G. François (Publicité) (p. 5583); mainmise des marchands d'alcool sur les manifestations sportives (ibid); Discrimination entre bon et mauvais alcool (p. 5584, 5585). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des propositions de loi rela-*

*tives aux bouilleurs de cru [28 octobre 1955] (p. 5350). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru, Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif) [28 octobre 1955] (p. 5353, 5354); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à rendre obligatoire la distillation en coopératives et en brùleries syndicales [8 novembre 1955] (p. 5505); Alcoolisme chez les enfants (ibid).*

**PETIT (M. Guy)**, Député des Basses-Pyrénées (I. P.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil  
(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture  
(Cabinet René MAYER)

du 14 janvier 1953 au 11 février 1953,

Ministre du Commerce  
(Cabinet René MAYER)

du 11 février 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**),. — Est nommé : Secrétaire de la Commission des finances [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); membre du Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [22 juillet 1954] (**F. n° 411**).

#### Dépôts :

Le 9 novembre 1951, un rapport fait au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 992) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Présidence

du Conseil), n° 1449. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'ouverture dans le budget de l'exercice 1952, d'un compte spécial du Trésor, destiné à apporter une aide substantielle aux sinistrés de Biarritz et de la région, victimes des inondations du 2 octobre 1951, n° 1484. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2255) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 992) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Présidence du Conseil), n° 2274. — Le 5 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide substantielle aux habitants et aux collectivités des régions sinistrées par les calamités publiques résultant des intempéries et à déposer un projet de loi créant une Caisse nationale des calamités publiques, n° 2364. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à rétablir l'équité fiscale entre les différentes formes de sociétés, n° 2856. — Le 21 mai 1953, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 49-1070 du 2 août 1949 reconnaissant la coopération dans le commerce de détail et organisant son statut, n° 6222. — Le 26 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des organismes d'achat direct de bétail sur les foires et les marchés, n° 7281. — Le 9 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9292) et la lettre rectificative (n° 9415) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, n° 9416. — Le 15 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9292) et la lettre rectificative (n° 9415) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, n° 9460. — Le 15 novembre 1954, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9292) et les lettres rectificatives (n° 9415 et 9462) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, n° 9463. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1954, une proposition de loi tendant à

valider les permis de conduire militaires en ce qui concerne l'application des contrats d'assurance de responsabilité-automobile, n° 9619. — Le 1<sup>er</sup> décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 *bis* de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946, modifiée par la loi du 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 9620. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, n° 9816. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 inapplicables dans les stations balnéaires, climatiques ou thermales classées ou en voie de classement à titre saisonnier par les logeurs professionnels, n° 9821. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Code général des impôts relatif à l'évaluation forfaitaire des bénéfices de l'exploitation agricole, n° 10289. — Le 22 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir efficacement en aide aux ruraux victimes des orages qui se sont produits le 3 juin 1955 dans le département des Basses-Pyrénées, n° 10981. — Le 30 juin 1955, une proposition de loi tendant à déterminer les droits des propriétaires du sol sur la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures, n° 11063. — Le 30 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager plusieurs dates pour les périodes militaires, afin de ne pas entraver l'activité touristique du pays, n° 11069. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10944) tendant à autoriser le Ministre de l'Industrie et du Commerce à engager des dépenses en vue de l'organisation de la Section française à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958 et portant ouverture de crédits à cet effet, n° 11367. — Le 17 novembre 1955, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11859) modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2729 du 27 novembre 1946, portant orga-

nisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, n° 11906.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Jura [5 juillet 1951] (p. 5882). — Est entendu : sur la nomination des Commissions : *Motion de M. Moisan tendant à ajourner la nomination des Commissions jusqu'à la révision du Règlement* [11 juillet 1951] (p. 5926); — sur la convocation des présidents de groupes : *Modification nécessaire du Règlement* [11 juillet 1951] (p. 5929). — Son rapport : sur les élections dans le territoire de l'Inde (*J. O. Lois et Décrets* du 14 juillet 1951, p. 7678); — sur l'élection de M. Gaubert [19 juillet 1951] (p. 5960, 5961, 5962, 5963). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement : *Son rappel au Règlement (Date du débat)* [4 septembre 1951] (p. 6859). — Prend part à la discussion : de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement [4 septembre 1951] (p. 6861, 6862) : *Son rappel au Règlement (Clôture de la discussion)* (p. 6865, 6866); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Motion de M. Jules-Julien tendant à reporter le débat au 23 octobre 1951* [5 septembre 1951] (p. 6925); Article premier : *Son rappel au Règlement (Temps de parole des socialistes)* [7 septembre 1951] (p. 7041, 7042). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget et débat sur l'essence* [6 novembre 1951] (p. 7665). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Sa demande de suspension de séance* [20 novembre 1951] (p. 8212); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Relations avec l'Espagne)* [22 novembre 1951] (p. 8323, 8325); *le retire* (p. 8325); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 6000 : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire d'un milliard*

*les crédits pour les fonds secrets (Propagande de l'agence Paix et Liberté)* [22 novembre 1951] (p. 8373); SERVICE DE LA PRESSE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Secrétariat général permanent (Rôle de ce Secrétariat)* (p. 8374); *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de contre-espionnage (Fusion des services de renseignements)* (p. 8374, 8375); en qualité de Rapporteur [13 décembre 1951] (p. 9165); Chap. 1000 : *Recevabilité de l'amendement de M. Gaubert tendant à majorer les crédits pour les services de la presse* (p. 9166, 9167); Chap. 5000 : *Amendement de Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à France-Presse (Fausses nouvelles diffusées par l'agence France-Presse)* (p. 9171); Chap. 1000 : *Sa demande de renvoi à la Commission* [19 décembre 1951] (p. 9362); *Sa demande de seconde délibération* (p. 9362); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en deuxième délibération : en qualité de Rapporteur [21 décembre 1951] (p. 9496, 9497); Chap. 1000 : *Service technique et juridique de la presse* (p. 9498); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ; Article premier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article* [13 décembre 1951] (p. 9115); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (La réforme de la sécurité sociale agricole, les impôts nouveaux, la disparition de l'épargne, la thésaurisation, la politique financière depuis la Libération, la circulation monétaire et la production, la nécessité de développer le crédit et de mieux utiliser les dépôts des banques, l'exemple de l'Italie)* [30 décembre 1951] (p. 10273 et suiv.); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour protester contre le reniement de ses engagements par l'État vis-à-vis des prêteurs et rentiers* [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 29); *le retire* (ibid.); Article premier : *Son amendement tendant à faire soumettre la refonte de la S. N. C. F. à la ratification du Parlement* [4 janvier 1952] (p. 124, 126, 127); Art. 2 : *Son amendement tendant à soumettre la réforme de la Sécurité sociale à la ratification du Parlement* (p. 140); Article premier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la*

*réforme de la S.N.C.F.* [7 janvier 1952] (p. 191); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de suspension de séance présentée par M. Plantevin* [25 février 1952] (p. 867); Art. 3 : *Ses explications de vote sur une question de confiance posée pour l'adoption de l'article fixant le montant des dépenses militaires (Armée française, armée européenne)* [29 février 1952] (p. 1150); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2051, 2052); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande de suspension de séance* [26 février 1952] (p. 975); Art. 21 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux pensions des vieux travailleurs agricoles présentée par M. Paquet* (p. 1018); Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* (p. 1027, 1028); — du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque)* [29 février 1952] (p. 1161, 1162). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J.O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; Art. 45 : *Demande de disjonction des articles renforçant le contrôle fiscal, présentée par M. Lamps* [4 avril 1952] (p. 1931); Art. 72 : *Demande de prise en considération, présentée par le Gouvernement, de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties* (p. 1939, 1940); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 13-70 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à rétablir les crédits pour les heures supplémentaires des professeurs du 2<sup>e</sup> degré* [10 avril 1952] (p. 2111); Art. 29 : *Amendement de M. Genton tendant à prévoir des décrets pour le plan de protection civile minimum* (p. 2130); Article additionnel : *Amendement de M. Tourné tendant à proroger les délais prévus par l'article 3 du statut des combattants volontaires de la Résistance* (p. 2134); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers; Art. 7 : *Amer-*

*dement de M. Frédéric-Dupont relatif aux rentes constituées par des caisses autonomes mutualistes (Employés des grands magasins)* [10 avril 1952] (p. 2172). — Répond à une question de M. Arbeltier relative au retour dans leur foyer des militaires arrivés à expiration de leur engagement [27 juin 1952] (p. 3297). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux indemnités des maires et adjoints; Art. 1<sup>er</sup> : *Relèvement des indemnités fixées proportionnellement à l'importance de la population de chaque commune* [2 juillet 1952] (p. 3434); Art. 16 : *Date d'application* (p. 3435). — Répond à une question de M. Denais relative aux droits et intérêts des porteurs français des obligations néerlandaises « Carolus magnus » [10 octobre 1952] (p. 4208). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires; Article additionnel : *Amendement de M. Kœnig relatif aux Alsaciens-Lorrains expulsés ou émigrés en 1940* [4 novembre 1952] (p. 4672); Art. 4 : *Amendement de M. Cristofol tendant à permettre de faire appel devant le Conseil de Préfecture et le Conseil d'Etat* (p. 4673); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES : *Motion préjudicielle de M. Cristofol tendant à surseoir au débat en raison de l'insuffisance du traitement de base des fonctionnaires et de l'échelle des traitements* [26 novembre 1952] (p. 5705); Etat C, Chap. 31-93 : *Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Insuffisance du reclassement des fonctionnaires)* (p. 5709, 5710); Chap. 32-93 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions militaires (Péréquation de ces pensions)* (p. 5712, 5713); Etat D, Chap. 44-93 : *Amendement de M. Pinvidic tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dégrèvements des carburants agricoles (Production excessive d'alcool)* (p. 5715); Art. 2 : *Amendement de M. Boisdé tendant à reprendre l'article créant un corps d'attachés d'administration centrale* [27 novembre 1952] (p. 5738, 5739); *Amendement de M. Cristofol tendant à améliorer la carrière des secrétaires d'administration* (p. 5740); Art. 3 : *Amendement de M. Mont-*



golfer tendant à reprendre l'article relatif à la réintégration dans leur cadre des fonctionnaires détachés [27 novembre 1952] (p. 5740); Art. 3 : Sous-amendement de M. Cristofol relatif à la réintégration des fonctionnaires détachés pour exercer une fonction élective ou syndicale (p. 5741); Art. 5 : Amendement de M. Cherrier tendant à autoriser le cumul d'une retraite et d'un traitement jusqu'à concurrence de 75 0/0 du traitement maximum (p. 5742); Art. 8 : Amendement de M. Cherrier tendant à prévoir le cas de la faute professionnelle dans un délai de cinq ans (p. 5743, 5744); Amendement de M. Cherrier relatif au salaire horaire de référence pour le calcul de la pension (p. 5744); Amendement de M. Le Coutaller tendant à relever les pensions établies avec un coefficient inférieur à 1,25 (p. 5744); Article nouveau : Amendement de M. Deixonne tendant à ne pas appliquer la loi sur les cumuls de pensions et traitements au personnel des entreprises nationalisées (p. 5745); Art. 10 : Demande de disjonction de l'article relatif aux bonifications de services pour la retraite, présentée par M. Le Coutaller (p. 5746); Art. 14 bis : Amendement de M. Le Coutaller tendant à ne pas tenir compte de la date de décès du père pour la pension des orphelins de guerre (p. 5747); Art. 14 ter : Amendement de M. Liantey tendant à supprimer l'article accordant une pension proportionnelle aux fonctionnaires ayant vingt ans de services et devenant parlementaires (p. 5747, 5748); Art. 15 : Remboursement à la ville de Metz de 30 millions de reichmarks (p. 5748); Art. 25 : Amendement de M. Coudray tendant à étendre le bénéfice des primes à la construction aux collectivités locales et services publics qui font construire (p. 5749); Article additionnel : Amendement de M. Gabelle tendant à soumettre tout licenciement à une commission paritaire (p. 5750); Amendement de M. Dorey tendant à intégrer 30 fonctionnaires supérieurs de Tunisie dans le corps des administrateurs civils (p. 5751); INTÉRIEUR : Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat (Statut du personnel de la police) [13 décembre 1952] (p. 6309 et suiv.). — Répond à une question : de M. Souquès, relative à la rétroactivité des primes de rendement de certains fonctionnaires [28 novembre 1952] (p. 5847); — de Mme Poinso-Chapuis relative à l'application de la loi Roustan [28 novembre 1952] (p. 5847); — de M. Max Brusset relative au dédomma-

gement des victimes d'accidents causés par les troupes américaines en France [28 novembre 1952] (p. 5848). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Articles additionnels : Amendement de M. Minjot relatif aux fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy atteints par la limite d'âge [12 décembre 1952] (p. 6281); Amendement de M. J.-P. Palevski tendant à doter d'un statut les assistantes sociales des services de l'Etat ou des établissements publics (p. 6283); Articles additionnels : Amendement de M. Ferri relatif à l'avancement des fonctionnaires de la Préfecture de la Seine (p. 6283); Amendement de M. Mazier tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils les personnes nommées à des emplois supérieurs par l'ordonnance du 22 février 1935 (p. 6288). — Est désigné comme Secrétaire d'âge [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 33 : Son amendement tendant à établir trois tranches de prix pour la carte grise en fonction de la puissance de l'automobile [3 avril 1952] (p. 1882, 1883); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 29 ter : Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissements routiers, présentée par M. Sibué (Dotation insuffisante du fonds) [11 décembre 1952] (p. 6155). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (J. O. du 8 janvier 1953, p. 307). — Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Agriculture (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (J. O. du 11 janvier 1953, p. 402).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : Discussion générale [29 janvier 1953] (p. 646, 647); Article nouveau : Amendement de M. Rochet tendant à réaliser la parité totale entre les salariés de l'agriculture et ceux de l'industrie (p. 647); Art. 3 : Sous-amendement de M. Laborbe tendant à ne prévoir de contrôle que lorsque les frais de gestion dépassent un pourcentage fixé (p. 650); Art. 4 : Amendement de M. L. Lambert tendant à fixer les cotisations des exploitants agricoles au même taux en 1953 qu'en 1952 (p. 651, 652); Article

additionnel : *Amendement de M. Boscardy-Monsservin relatif au cas des terrains agricoles dans des communes urbaines ou industrielles* (p. 652) ; *Amendement de M. Méhaignerie tendant à étendre ces abattements aux artisans ruraux* (p. 653) ; *Art. 6 : Demande de disjonction de l'article partageant la cotisation à payer entre métayers et propriétaires au prorata de leur part des fruits, présentée par M. Rochet* (p. 661, 662) ; *Art. 7 : Amendement de M. L. Lambert tendant à supprimer les taxes sur les céréales, betteraves, viandes, cidre, tabac et produits forestiers et à majorer le taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 663) ; *Art. 8 : Amendement de M. Boscardy-Monsservin tendant à inclure parmi les charges des prestations familiales agricoles l'allocation congé de maternité* (p. 664) ; *Art. 9 : Amendement de M. Triboulet tendant à n'appliquer la nouvelle procédure de recouvrement des cotisations qu'après épuisement de la procédure habituelle* (p. 664 et suiv.) ; *Amendement de M. Boscardy-Monsservin relatif au taux et au caractère des amendes prononcées contre les assujettis défaillants* (p. 668) ; *Art. 10 : Amendement de M. Billat tendant à instituer l'allocation de la « mère au foyer » au profit des familles d'exploitants dont le revenu cadastral ne dépasse pas 1.500 francs* (p. 669) ; *Article premier : Recettes insuffisantes et création d'emplois de contrôleurs* (p. 671 et suiv.) ; *Etat A, Chap. 1010 : Amendement de M. Pinvidic tendant à réduire de 15.412.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Création de 32 emplois nouveaux de contrôleurs)* (p. 673, 674) ; *Amendement de M. Laborbe tendant à rétablir les crédits demandés pour les services extérieurs (Utilité des contrôleurs des caisses mutuelles agricoles)* (p. 675) ; *Chap. 4030 : Amendement de M. Lucas tendant à rembourser les avances faites par les caisses aux associations familiales* (p. 676) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, *Art. 3 : Sa demande de reprendre le texte du Conseil de la République, créant une section de vérification comptable des caisses d'allocations familiales agricoles* [6 février 1953] (p. 1020, 1021). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Mayer) [11 février 1953] (*J. O.* du 12 février 1953, p. 1397). — Est nommé *Ministre du Commerce* (Cabinet Mayer) [11 février 1953] (*J. O.* du 12 février 1953, p. 1397). — Donne sa démission de *Ministre du Commerce* [27 mai 1953]

(p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Son ordre du jour approuvant la politique du Gouvernement et la politique européenne, une fois les problèmes préalables résolus* [24 novembre 1953] (p. 5507, 5515) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 6550 : *Subventions d'équipement aux communes (Tutelle de la Commission départementale d'investissements)* [11 décembre 1953] (p. 6488, 6489) ; *Etat A, Chap. 6552 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions aux collectivités pour l'habitat urbain (Tutelle administrative sur les travaux d'équipement des communes)* (p. 6489, 6490) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 11 : *Demande de reprendre l'article repoussant à 1955 l'application des clauses financières de la loi d'amnistie, présentée par le Gouvernement* [11 décembre 1953] (p. 6526) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la réintégration des fonctionnaires détachés* (p. 6528) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République, Art. 33 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République visant à indemniser les compagnies d'assurances par des titres émis en 1954 et amortis à partir de 1955* [31 décembre 1953] (p. 7267, 7268) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République, Art. 29 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation des dotations pour approvisionnements techniques constituées en 1948 et 1949* [31 décembre 1953] (p. 7278, 7279) ; le retire (p. 7279) ; — d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la sécurité sociale : *Discussion générale (Recherche de l'intérêt de la sécurité sociale et des gérants minoritaires, nouvelle étape vers l'intégration de tous les Français à la sécurité sociale)* [19 février 1954] (p. 448). — Est entendu sur le renvoi de la discussion d'une interpellation concernant la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : *Fixation d'une nouvelle date de discussion* [9 mars 1954] (p. 746). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité

de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Demande d'interruption du débat présentée par M. Joly pour commencer la discussion de l'interpellation de M. Conte* [12 mars 1954] (p. 859); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Relèvement de l'impôt sur les sociétés)* [23 mars 1954] (p. 1202); *Diminution du taux de la taxe à la valeur ajoutée* [24 mars 1954] (p. 1224); *Faillite de la déclaration contrôlée, impôt sur l'énergie, taxe professionnelle forfaitaire, tribunal fiscal paritaire* (p. 1227 et suiv.); *Contre-projet de M. Leenhardt (Impôt sur les sociétés)* [25 mars 1954] (p. 1254); *Son contre-projet (Impôt sur le produit, la matière et l'énergie, la taxe professionnelle forfaitaire, création d'un tribunal fiscal)* (p. 1260, 1261, 1267, 1268); *Article premier : Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée; bienfaits de la suppression de la taxe sur les transactions)* (p. 1286); *Possibilité de dissocier la taxe sur les transactions de la taxe locale* (p. 1287); *Art. 4 : Assujettissement des entrepreneurs de travaux immobiliers à la taxe sur la valeur ajoutée (Ressources des collectivités locales)* (p. 1336); *Art. 8 : Aspect humain et social du problème de la réforme fiscale, élimination de l'homme par la machine* (p. 1348); *Déroulement du débat* (p. 1350, 1351); *Amendement de M. Gaborit (Détaxation pour les produits de la pêche et de la pisciculture)* (p. 1356); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; *Art. 5 bis : Son sous-amendement à l'amendement de M. Burlot (Option entre la valeur au 1<sup>er</sup> janvier 1952 et la valeur au 1<sup>er</sup> janvier 1949 rectifiée par les coefficients des plus-values provenant de la cession de parts sociales)* [18 mai 1954] (p. 2481, 2482); *Art. 5 ter : Conducteurs, propriétaires de taxis* (p. 2484); *Art. 7 : Son amendement (Imposition des étrangers domiciliés en France)* [21 mai 1954] (p. 2612, 2613); *Art. 10 quater : Son rappel au Règlement (Application arbitraire de l'article premier de la loi de finances)* [25 mai 1954] (p. 2672); *Réforme du contrôle fiscal, fixation du taux des impôts par le Parlement, modification de la commission départementale des impôts, impôt sur l'énergie, taxe unique sur la viande* [29 juin 1954] (p. 3142, 3143); *Article additionnel de M. Marcellin (Détaxation de certains produits, à base de soufre et de sulfate de chaux, nécessaires à l'agriculture)* [6 juillet 1954] (p. 3243); *Son article additionnel (Détaxation de la glace utilisée pour la conservation*

*des produits alimentaires)* (p. 3244); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Dégrevement en faveur des artisans et renforcement des pénalités fiscales)* (p. 3236); *Article additionnel de M. Godin (Investissements de capitaux et dépenses ostensibles et notoires lors de la taxation d'office à la surtaxe progressive)* (p. 3237, 3238); *Art. 24 bis : Evolution de la population flottante des stations classées, exonération de la taxe de séjour pour les curistes assurés sociaux* (p. 3240); *Son article additionnel (Déduction en faveur des investissements concernant les produits passibles d'une taxe unique, vins, cidres, viande)* (p. 3241, 3242). — Prend part au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné : Quatre questions posées touchant l'Indochine (Différence avec la position de ses prédécesseurs), l'Afrique du Nord (Dialogue avec qui ?) et la réforme fiscale (Décrets-lois ?)* [17 juin 1954] (p. 2998). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Application de l'article premier de la loi de finances et de l'article 48 du Règlement* [6 juillet 1954] (p. 3226). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [10 août 1954] (p. 4016); *Réforme de l'économie privée, financement des opérations envisagées, déficit budgétaire, crédits militaires, aménagements fiscaux* (p. 4020 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Demande une suspension de séance avant le vote sur la question de confiance* [9 novembre 1954] (p. 4834, 4835); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur : Structure du Ministère de l'Industrie et du Commerce, révision de notre politique de l'énergie, recherches de Parentis et de Lucq, décentralisation industrielle, préjudice subi par les propriétaires tréfonciers, fonds de conversion de l'industrie, contrôle parlementaire de ce fonds, assurance-crédit* [15 novembre 1954] (p. 5016 et suiv.); *Etat A : Chap. 34-12 : Amendement indicatif de M. Mancey (Application de l'article 12 du statut des mineurs, versement d'une indemnité journalière de 250 francs)* (p. 5024); *Chap. 34-11 : Amendement indicatif de M. Mancey (Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité dans les*

mines) (p. 5026); Etat C, Chap. 84-61 : *Amen-  
dement indicatif de Mme Duvernois (Augmen-  
tation du prix du fuel)* (p. 5064); Art. 5 bis :  
*Contrôle par la Commission des finances des  
modalités de fonctionnement des fonds de con-  
version de l'industrie* [16 novembre 1954]  
(p. 5066); Etat D : *Politique de l'énergie envi-  
sagée en fonction des découvertes faites dans la  
recherche de pétrole et de gaz* (p. 5070); *Amen-  
dement de M. Rolland (Rétablissement de la  
voie Bort—Eygurande)* (p. 5071, 5072); de ce  
projet de loi amendé par le Conseil de la Répu-  
blique, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre  
1954] (p. 6971, 6972); Art. 6 : *Amen-  
dement de M. Goudoux (Taxation du prix du gaz et de  
l'électricité par les collectivités locales)* (p. 6973);  
— du projet de loi relatif aux dépenses du  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice  
1955 : *Sa motion préjudicielle (Insuffisance  
des subventions aux collectivités locales), aug-  
mentation des traitements des fonctionnaires  
municipaux, augmentation de la cotisation  
vieillesse à la Caisse nationale des retraites des  
collectivités locales* [22 novembre 1954] (p. 5242,  
5243); *la retire* (p. 5252); Etat A, Chap. 41-52 :  
*Subventions de caractère facultatif en faveur  
des collectivités locales, demande de disjonction  
de M. Leenhardt* [23 novembre 1954] (p. 5315);  
*Son article additionnel (Caisse nationale des  
retraites des agents des collectivités locales)*  
[24 novembre 1954] (p. 5367, 5368); *Son  
rappel au Règlement (Sa motion préjudicielle  
motivent la réserve du vote sur l'ensemble)*  
(p. 5370); — en deuxième lecture, du projet  
de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE  
LA JUSTICE pour 1955 [30 décembre 1954]  
(p. 6967); — en deuxième lecture, du projet  
de loi relatif aux dépenses de la PRÉSIDENTE  
DU CONSEIL pour 1955, en qualité de *Rap-  
porteur pour avis* [30 décembre 1954] (p. 6968);  
— du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉ-  
CIAUX DU TRÉSOR : *Fonds de conversion de  
l'industrie* [28 janvier 1955] (p. 396); Art. 24 :  
*Son amendement (Taxation des salaires payés  
dans les établissements pénitentiaires)* (p. 399,  
422, 423); Art. 24 quater : *Allocations insuis-  
sables et incessibles et salaire des maîtres*  
(p. 425, 426, 444, 445); — en seconde délibé-  
ration, du projet de loi relatif aux dépenses du  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Retire  
sa motion préjudicielle relative aux subventions  
aux collectivités locales* [16 mars 1955] (p. 1495);  
— d'un projet de loi relatif au deuxième plan

de modernisation et d'équipement : *Les dangers  
de la sanction, par une loi, d'un instrument  
d'orientation* [10 mai 1955] (p. 2643, 2644); —  
d'une proposition de loi relative aux droits des  
actionnaires et des porteurs de parts des sociétés  
d'électricité nationalisées sur les biens restitués,  
en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 mai  
1955] (p. 2665, 2666, 2667); — des proposi-  
tions de loi relatives à la revision triennale  
des baux commerciaux, artisanaux et indus-  
triels; Article unique : *Amen-  
dement de M. Pierre André (Non-application aux ins-  
tances en cours)* [13 mai 1955] (p. 2765,  
2766); — en deuxième lecture, du projet de  
LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 bis :  
*Son amendement (Suppression de l'amendement  
de M. Minjoz prévoyant la publication du  
montant de la surtaxe progressive payée par  
chaque redevable)* [17 mai 1955] (p. 2834,  
2835); de ce projet de loi en troisième lecture :  
*Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe  
progressive par chaque redevable* [18 mai 1955]  
(p. 2884, 2885); — du projet de loi portant  
ouverture et annulation de crédits sur l'exer-  
cice 1955 et ratification de décrets, Etat A,  
INTÉRIEUR, Chap. 41-52 : *Son amendement  
indicatif (Ressources et charges des collectivités  
locales, décret du 30 avril modifiant le taux et  
l'assiette de la taxe locale)* [27 juillet 1955]  
(p. 4348 à 4350); *la retire* (p. 4351); — d'inter-  
pellations sur le Maroc : *Le Conseil du trône*  
[8 octobre 1955] (p. 4954); *Sa demande de vote  
par division de l'ordre du jour de M. Depreux  
(Approbation de la formation d'un Gouver-  
nement marocain et désapprobation de l'insti-  
tution du Conseil du trône par le groupe des  
indépendants et paysans)* (p. 4971, 4972); —  
d'interpellations sur l'Algérie : *Ses explications  
de vote sur la question de confiance (Dangers  
d'une crise à la veille du referendum sarrois,  
dissolution du parti communiste algérien,  
réformes nécessaires, dissolution de l'Assemblée  
algérienne et organisation d'élections libres)*  
[18 octobre 1955] (p. 5140 et suiv.); — du  
projet de loi relatif au renouvellement de  
l'Assemblée Nationale : *Vote des amis de  
M. Mendès-France sur le scrutin d'arrondis-  
sement à un tour* [2 novembre 1955] (p. 5472);  
de ce projet de loi en deuxième lecture : *Sa  
demande de suspension* [9 novembre 1955]  
(p. 5611); *Sa demande de prolongation de la  
suspension* (p. 5618); de ce projet de loi en  
troisième lecture : *Contre-projet de M. Devinat*

tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (*Scrutin d'arrondissement à deux tours*) [16 novembre 1955] (p. 5766); *Mauvaises de division, désistement préalable, découpages* (p. 5766, 5767); — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles; Art. 2 : *Son amendement (Désignation des attachés agricoles exclusivement par le Ministre de l'Agriculture)* [15 novembre 1955] (p. 5670, 5671); — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 novembre 1955] (p. 5896); *Position du Ministre des Finances à l'égard de ce texte* (ibid.); *Contre-projet de M. Deixonne (Majoration de 20 0/0, pension des veuves)* (p. 5907); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Muller (Majoration de 15 0/0, pension des veuves)* (ibid.). = S'excuse de son absence [7 juillet 1953] (p. 3265), [7 octobre 1954] (p. 4568). = Obtient des congés [7 juillet 1953] (p. 3265), [7 octobre 1954] (p. 4568).

**PETSCHÉ (M. Maurice)**, Député des Hautes-Alpes (R. I.).

Ministre d'Etat

(2<sup>e</sup> Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 16 septembre 1951.

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5900).

#### Interventions :

Est désigné comme *Président du Conseil* [13 août 1951] (p. 6147). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement : construction de logements, équilibre des prix et salaires, l'Union française, la guerre d'Indochine, la question scolaire, la nécessité de former un Gouvernement rapidement* [3 août 1951] (p. 6148, 6149, 6150, 6170). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet Plevén) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [18 septembre 1951] (p. 7402).

**PEYROLES (Mme Germaine)**, Député de Seine-et-Oise [1<sup>re</sup> circonscription] (M. R. P.).

Son élection est validée [20 mai 1954] (p. 2557). = Est nommée membre : de la Com-

mission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [25 mai 1954] (F. n° 392), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôt :

Le 24 mai 1955, une proposition de loi relative aux rentes viagères indexées sur le salaire minimum interprofessionnel garanti et tendant à calculer ces rentes d'après le taux cumulé du salaire minimum interprofessionnel garanti et des indemnités horaires qui s'y ajoutent, n° 10814.

#### Interventions :

Est entendue sur une déclaration du Gouvernement sur la situation en Indochine : *Présence d'un membre de sa famille en Indochine* [9 avril 1954] (p. 1973). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Cas des réfugiés catholiques du Viet Nam à signaler à la Ligue des droits de l'homme* [31 mars 1955] (p. 2162). — Son rapport sur une pétition [18 juin 1955] (p. 3161).

**PEYTEL (M. Michel)**, Député de la Seine [4<sup>e</sup> circonscription] (R. S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie : 1<sup>o</sup> de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492); 2<sup>o</sup> et de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des

sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (F. n° 490).

### Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi portant : 1° amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944; 2° abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité; 3° révision de l'épuration administrative, n° 554 (rectifié). — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les recherches de pétrole et à créer un « Conseil supérieur du pétrole » (repris le 10 août 1951, par application de l'art. 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle), n° 661. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement et à modifier le taux des taxes intérieures de consommation de certains produits pétroliers, n° 1320. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 4042) de M. Couston et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant octobre 1952 un projet de loi portant statut de la production de pétrole et de gaz naturel, n° 4068. — Le 3 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. le projet de loi (n° 5754) portant modification de la loi du 19 août 1950 et tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways; II. les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 5791) ayant pour objet de modifier la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 instituant l'affiliation obligatoire des agents d'entreprises de transports routiers à la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires; 2° de MM. Penoy, Farand et Duquesne (n° 5933) tendant à com-

pléter la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 étendant le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, et à réaliser l'équilibre financier de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways; 3° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 5966) tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents salariés des entreprises de transport routier, n° 7056. — Le 17 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis (n° 9254) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1466) portant modification de la loi du 3 juillet 1934 sur la signalisation routière, n° 9484. — Le 12 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 11851) de M. Jean Aubin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les conditions dans lesquelles ont été cédées les parts sous séquestre de la Société des ateliers de construction Lavalette, n° 11867.

### Interventions :

Son rapport sur les élections de Constantine [5 juillet 1951] (p. 5919). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est entendu sur la validation des élections du département de Constantine (1<sup>er</sup> collège) : en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5966). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 20 octobre 1951 relevant le montant de la taxe intérieure sur les carburants [6 novembre 1951] (p. 7663); la développe : *Ses observations sur la hausse de l'essence, ses répercussions sur l'industrie automobile* [9 novembre 1951] (p. 7877 et suiv.) : *Discussion générale (Ses observations sur le stockage de l'essence par les particuliers)* [16 novembre 1951] (p. 8152). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9195); — du projet de loi

relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat B, Chap. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à disjoindre le compte du fonds de soutien aux hydrocarbures nationaux (Pechelbronn)* (p. 9603); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux carburants nationaux (Schistes d'Autun)* [22 décembre 1951] (p. 9603); Art. 2 : *Son amendement relatif à la composition du comité de gestion du fonds de soutien des hydrocarbures* (p. 9609); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, INDUSTRIE ET ENERGIE, Chap. 9051 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le bureau de recherches de pétrole (Législation de la recherche)* [27 décembre 1951] (p. 9911 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident mortel survenu à un passage à niveau de la ligne de la Bastille [17 mars 1953] (p. 1950). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 3 : *Produits pétroliers (Piètre rendement fiscal d'une nouvelle majoration de l'essence; recettes supérieures à attendre de l'accroissement spontané de la circulation)* [7 juillet 1953] (p. 3305, 3306). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question concernant la réalisation du projet d'électrification de la ligne de la Bastille et les mesures d'urgence à prendre sur cette ligne pour éviter les accidents mortels [23 octobre 1953] (p. 4532). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 8468 : *Recherches de pétrole (Production d'huile de schiste à Autun)* [10 décembre 1953] (p. 6420); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3521 : *Routes et ponts (Insuffisance des crédits d'entretien)* [12 décembre 1953] (p. 6583); Article additionnel : *Son amendement tendant à rétablir les chiffres prévus par le Gouvernement pour le fonds d'investissement routier* (p. 6602). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Sous-amendement de M. Sibué tendant à autoriser la perception de*

*droits de péage sur les autoroutes; pont de Tancarville* [9 juillet 1954] (p. 3401). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles la société des ateliers de construction Lavalette aurait été cédée à un groupe étranger qui représenterait une firme allemande [20 juillet 1954] (p. 3444). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. Dufour (Dotation du fonds routier)* [4 décembre 1954] (p. 5839); Etat A, Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, sa demande de disjonction du chapitre 31-14* [9 décembre 1954] (p. 5997, 6000); Chap. 36-21 : *Amendement de M. Sibué (Remboursement de frais à l'Union nationale des associations de tourisme, scandales dans la délivrance des permis de conduire)* [11 décembre 1954] (p. 6143); Chap. 45-31 : *Voies navigables, sa demande de disjonction (Etat du parc fluvial)* (p. 6147, 6148); Art. 3 : *Dotation du fonds routier* [15 décembre 1954] (p. 6375 et suiv.); *Ses explications de vote* [18 décembre 1954] (p. 6580). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1955] (p. 4). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur pour avis : Emprunts de l'aéroport d'Orly* [15 mars 1955] (p. 1426).. Art. 40 : *Amendement de M. Burlot (Pension d'assurance vieillesse de certains conducteurs de véhicules routiers)* (p. 1427); *Son amendement (Taux des cotisations pour la caisse autonome mutuelle de retraites — petits cheminots —)* (p. 1428); Art. 41 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Fonds routier, tranche vicinale et rurale)* (p. 1430 à 1434); Art. 41 : *Son amendement (Pourcentage pour les différentes tranches)* (p. 1435); Art. 44 : *Tranche rurale* (p. 1437). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application de décisions prises à l'égard de certains personnels des Ponts et Chaussées [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de suspension* [30 octobre 1955] (p. 5393). — S'excuse de son absence [8 juillet 1952] (p. 3646); [28 mars 1955] (p. 1989). — Obtient un congé [28 mars 1955] (p. 1989).

**PFLIMLIN (M. Pierre)**, *Député du Bas-Rhin*  
(M. R. P.).

*Ministre du Commerce*  
*et des Relations économiques*  
(Cabinet PLEVEN)  
du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Ministre d'Etat*  
*chargé du Conseil de l'Europe*  
(Cabinet Edgar FAURE).  
du 20 janvier 1952 au 6 mars 1952,

*Ministre de la France d'outre-mer*  
(Cabinet PINAY)  
du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

*Ministre des Finances*  
*et des Affaires économiques*  
(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)  
depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [26 juillet 1954]  
(p. 6078). — Est nommé membre suppléant de  
la Commission des finances [6 juillet 1951]  
(F. n° 405), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 13 septembre 1951, un projet de loi tendant à modifier le délai prévu à l'article 5 de la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, n° 1095. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à interdire les procédés de vente dits « à la boule de neige », n° 1304. — Le 16 novembre 1951, un projet de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés, et à réglementer l'exercice du commerce sur la voie publique ou dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, n° 1623. — Le 27 novembre 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'artisanat, n° 1715. — Le 8 avril 1952, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946 et 1947 du budget spécial des Grands travaux et dépenses sanitaires sur fonds

d'emprunt (exercice 1940), n° 3233. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du Code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, n° 3350. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 avril 1949 approuvant une délibération prise par le conseil d'administration du Cameroun le 21 janvier 1949 à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, n° 3380. — Le 20 mai 1952, un projet de loi portant approbation du compte définitif du budget local de la Réunion (exercice 1945), n° 3381. — Le 20 mai 1952, un projet de loi ratifiant le décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 portant réglementation du Service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres, n° 3382. — Le 20 mai 1952, un projet de loi ratifiant le décret du 18 août 1950 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 16 décembre 1949 exemptant la viande fraîche ou congelée de la surtaxe *ad valorem* et de la surtaxe douanière de guerre, n° 3384. — Le 20 mai 1952, un projet de loi ratifiant le décret du 7 août 1950 approuvant une délibération prise le 3 mai 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du Code des douanes de ce territoire, n° 3391. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 31 mai 1950 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer en A. O. F. le régime de l'entrepôt spécial des vins, n° 3410. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 3 juillet 1951 par le conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane appliqué à certaines marchandises étrangères importées dans le territoire, n° 3415. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant l'incorporation dans le Code des douanes de l'Afrique équatoriale française (décret du 17 février 1921) d'un



article 122 *quater* réglementant le régime de l'exportation temporaire, n° 3416. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification de l'article 124 *quater* du décret du 17 février 1921 soumettant les rapports de saisie en matière de douane aux formalités de l'enregistrement, n° 3417. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 rejetant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921, n° 3418. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant à modifier les articles 128 et 128 *bis* du décret du 17 février 1921, n° 3419. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes en Afrique équatoriale française, n° 3421. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 juin 1948 approuvant un arrêté du Gouverneur de la Côte française des Somalis suspendant, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948, les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère importées dans ce territoire, n° 3422. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à accorder aux provinces de Madagascar la faculté de recourir à l'emprunt, n° 3423. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification de l'arrêté du 10 septembre 1934 instituant le régime de l'admission temporaire en franchise des taxes d'importation sur les produits de toute origine et de toute provenance, n° 3424. — Le 20 mai 1952, une lettre rectificative à l'article 2 du projet de loi (n° 1346) tendant à modifier l'article 592 du Code d'instruction criminelle et à rendre applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les articles 590 à 599 et 619 à 634 du même Code, n° 3426. — Le 3 juin 1952, un projet de loi relatif à la compo-

sition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 3545. — Le 12 juin 1952, un projet de loi prorogeant le mandat des membres de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, n° 3651. — Le 12 juin 1952, un projet de loi concernant la dénomination du territoire formé par les Etablissements français de l'Océanie, n° 3652. — Le 24 juin 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits pour l'octroi d'une subvention spéciale destinée au collège français de Pondichéry, n° 3771. — Le 24 juin 1952, un projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 24 mai 1951 modifiant les articles 196 et 234 du Code d'instruction criminelle, n° 3775. — Le 24 juin 1952, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 7 décembre 1949 de la Commission permanente du Grand Conseil de l'A. O. F. complétant les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, n° 3776. — Le 24 juin 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1<sup>er</sup> mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, n° 3777. — Le 24 juin 1952, un projet de loi portant additions et modifications à l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant l'Ordre national des pharmaciens et étendant aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle l'application de la présente ordonnance ainsi modifiée, n° 3778. — Le 24 juin 1952, un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° 3779. — Le 24 juin 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie, n° 3780. — Le 26 juin 1952, un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, n° 3820. — Le 9 juillet 1952, un projet de loi

tendant à ratifier le décret du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, n° 4048. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi tendant à ratifier trois décrets du 20 avril 1952 approuvant trois délibérations prises le 20 octobre 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire, n° 4153. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 31 mars 1952 approuvant une délibération prise le 30 novembre 1951 par le Conseil d'administration du Cameroun, tendant à modifier l'article 122 du décret du 17 février 1921 portant réglementation douanière au Cameroun, n° 4154. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 23 novembre 1950 modifiant les articles 381 et 386 et abrogeant l'article 385 du Code pénal, et du 24 mai 1951 modifiant les articles 383 et 384 du même Code, n° 4160. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar et dépendances et du budget annexe des chemins de fer pour les exercices 1946, 1947 et 1948, n° 4287. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 mai 1952 approuvant une délibération prise le 12 novembre 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du tarif douanier du Territoire applicable aux envois postaux et aériens à caractère privé, n° 4291. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi modifiant la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, n° 4296. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, de la loi du 28 octobre 1943, rendue applicable par l'ordonnance du 9 août 1944 et relative aux appareils à pression de vapeur employés à terre et aux appareils à pression de gaz employés à terre ou à bord des bateaux de navigation intérieure, n° 4306. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi relatif à certaines institutions du Togo sous tutelle française, n° 5180. —

Le 13 mai 1954, une proposition de loi tendant à ouvrir un délai pour l'application de l'acte dit loi du 2 novembre 1941 relatif à la légitimation des enfants dont les parents se sont trouvés, en raison des circonstances de guerre, dans l'impossibilité de contracter mariage, n° 8445. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi tendant à arrêter le recouvrement des redevances et indemnités afférentes à l'emploi de prisonniers de guerre, n° 8664. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier certains artisans ruraux des permissions exceptionnelles accordées par la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 aux agriculteurs accomplissant leur service militaire, n° 8665. — Le 4 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 52-883 du 24 juillet 1952 portant détermination et codification des règles fixant les indemnités accordées aux titulaires de certaines fonctions municipales et départementales, n° 9056. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi concernant les droits à la retraite des magistrats et fonctionnaires entrés tardivement dans la magistrature ou dans l'administration à la suite d'événements de guerre, n° 9915. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de mars 1955, n° 10219. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour le mois de mars 1955, n° 10220. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (dépenses militaires) pour l'exercice 1955, n° 10221. — Le 2 mars 1955, une lettre rectificative au projet de loi n° 9742 portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 10250. — Le 3 mars 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-279 du 2 mars 1955 rétablissant partiellement le droit de douane d'importation applicable au café vert en fèves et pellicules, n° 10259. — Le 3 mars 1955, un projet de loi portant modification de la durée d'application de la loi n° 54-809 du 14 août 1954, n° 10266. — Le 15 mars 1955, une lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1955, n° 10394. — Le 15 mars 1955, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au

projet de loi de finances n° 944 pour l'exercice 1955, n° 10401. — Le 17 mars 1955, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 10432. — Le 24 mars 1955, un projet de loi tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, n° 10509. — Le 28 mars 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour les mois d'avril et mai 1955, n° 10532. — Le 28 mars 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les mois d'avril, mai et juin 1955, n° 10533. — Le 3 mai 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-412 du 12 avril 1955 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable à certains carbures polyvinyliques, n° 10634. — Le 5 mai 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-475 du 28 avril 1955 rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 10664. — Le 12 mai 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour les mois de juin et juillet 1955, n° 10730. — Le 17 mai 1955, un projet de loi relatif à la réparation des dégâts causés par les inondations de janvier 1955, n° 10748. — Le 27 mai 1955, un projet de loi tendant à la ratification des décrets pris en application de la loi n° 55-349 du 2 avril 1955 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, n° 10872. — Le 21 juin 1955, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 55-338 du 26 mars 1955 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ou aérienne de l'Union Sud-Africaine, n° 10909. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-769 du 7 juin 1955 modifiant le tarif douanier spécial de la Corse en ce qui concerne les tabacs bruts et les déchets de tabacs, n° 10917. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-781 du 11 juin 1955 qui porte réduction provisoire du droit de douane d'importation applicable à certains fils machine, n° 10926. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-777 du

10 juin 1955 rétablissant le droit de douane d'importation applicable au café vert en fèves et pellicules, n° 10933. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-789 du 11 juin 1955 modifiant le tarif des droits de douane d'importation en ce qui concerne le thé (n° 82 du tarif des droits de douane d'importation), n° 10934. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-790 du 11 juin 1955 qui porte rejet partiel des demandes de dérogation au tarif douanier métropolitain applicable dans le département de la Guadeloupe et de modification du tarif douanier spécial à ce département, n° 10935. — Le 23 juin 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de juillet 1955, n° 11001. — Le 28 juin 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour le mois de juillet 1955, n° 11035. — Le 28 juin 1955, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956, n° 11048. — Le 29 juin 1955, un projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour les exercices 1955 et 1956, n° 11049. — Le 29 juin 1955, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, n° 11050. — Le 19 juillet 1955, un projet de loi portant : 1° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955; 2° Ratification de décrets, n° 11213. — Le 19 juillet 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-949 du 15 juillet 1955 prorogeant les dispositions du décret n° 55-412 suspendant provisoirement le droit de douane d'importation applicable à certains carbures polyvinyliques (Ex 700 I du tarif des droits de douane d'importation), n° 11214. — Le 19 juillet 1955, un projet de loi complétant la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Economique, n° 11215. — Le 19 juillet 1955, un projet de loi tendant à la ratification des décrets pris en application de la loi n° 55-349 du 2 avril 1955 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, n° 11226.

— Le 20 juillet 1955, une lettre rectificative au projet de loi n° 11049 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour les exercices 1955 et 1956, n° **11240**. — Le 5 août 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1038 du 5 août 1955 rétablissant le droit de douane d'importation applicable à l'aluminium raffiné à 99,95 0/0 et plus (n° ex-1347 A du tarif des droits de douane d'importation), n° **11462**. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1160 du 1<sup>er</sup> septembre 1955, relatif au tarif des douanes, n° **11499**. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1225 du 17 septembre 1955 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable aux souches microbiennes destinées à la fabrication de vaccins anti-aphteux, n° **11500**. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1224 du 17 septembre 1955 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable aux sulfites neutres de sodium résiduaux de la fabrication du phénol, n° **11501**. — Le 7 octobre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1321 du 6 octobre 1955 modifiant le décret n° 55-23 du 5 janvier 1955 suspendant provisoirement le droit de douane applicable aux ampoules servant à la fabrication des tubes cathodiques de téléviseurs, n° **11559**. — Le 28 octobre 1955, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires, au titre des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour les mois de novembre et décembre 1955, n° **11743**. — Le 9 novembre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1447 du 8 novembre 1955 modifiant le tarif des droits de douane d'importation, n° **11847**. — Le 9 novembre 1955, un projet de loi portant : 1° Ouvertures et annulations de crédits sur l'exercice 1955; 2° Ratification de décrets, n° **11852**. — Le 12 novembre 1955, un projet de loi tendant à modifier la loi du 27 janvier 1910 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables, n° **11861**. — Le 16 novembre 1955, un projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse, n° **11888**. — Le 22 novembre 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-1495

du 19 novembre 1955 suspendant provisoirement la perception de droits de douane d'importation applicables à certains déchets, alliages et déchets d'alliages de nickel, n° **11935**. — Le 29 novembre 1955, un projet de loi organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac, n° **11988**.

### Interventions :

Est nommé *Ministre du Commerce et des relations économiques extérieures* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Chap. 1000 : *Discussion générale (Politique économique du Gouvernement)* [5 décembre 1951] (p. 8828, 8829) ; *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale* (p. 8829) ; Chap. 10-40 : *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Répartition internationale des matières premières)* (p. 8830, 8831) ; Chap. 10-50 : *Amendement de M. Kauffmann tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Vente de houblon à l'étranger)* (p. 8831) ; Chap. 30-30 : *Demande de 2<sup>e</sup> délibération du chapitre* (p. 8835) ; Chap. 30-40 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Frais de matériel)* (p. 8835, 8836) ; Chap. 5000 : *Amendement de M. Jarrosson tendant à rétablir les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Centre national du commerce extérieur)* [11 décembre 1951] (p. 8983 et suiv.) ; *Amendement de M. Costes tendant à réduire de 20 millions les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Comité franc-dollar)* (p. 8987) ; Chap. 50-30 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les garanties de prix aux opérations d'exportations (Emprise de l'industrie américaine sur l'économie française)* (p. 8994, 8995) ; Chap. 30-30 : *Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Appartement du Ministre quai Branly)* [12 décembre 1951] (p. 9056). — Donne sa démission de *Ministre du Commerce et des rela-*

tions économiques (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre d'Etat, chargé du Conseil de l'Europe* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat chargé du Conseil de l'Europe* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J.O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au Conseil général de Nouvelle-Calédonie : *Contre-projet de M. Moisan demandant le dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 15 juin 1952* [11 avril 1952] (p. 2201, 2202) ; — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi pour avis à l'Assemblée de l'Union française, présentée par M. Paul Coste-Floret* [27 juin 1952] (p. 3304, 3305) ; *Demande de prise en considération du projet déposé par le Gouvernement* (p. 3311 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 8 : *Amendement de M. Juglus tendant à prévoir trente jours entre le dépôt des listes de candidats et le scrutin* [10 octobre 1952] (p. 4230) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Motion préjudicielle de M. Dronne tendant à surseoir à l'examen du budget en attendant la réorganisation de l'administration centrale* [6 novembre 1952] (p. 4777, 4778) ; Etai A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Poste de juriconsulte)* (p. 4778) ; *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 131 millions les crédits de l'administration centrale (Réorganisation des services de Paris)* (p. 4781 et suiv.) ; *Amendement de M. Becharid tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (Gaspillage de crédits en A. E. F. par le Gouverneur)* (p. 4783, 4784) ; Chap. 31-02 : *Fonctionnaires africains en congé, fixation du prix de Parachide* (p. 4787) ; Chap. 31-11 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services de diffusion et propagande* (p. 4787) ; *Demande de suspension de séance* (p. 4788, 4789) ; Chap. 31-21 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de*

*1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement (Intégration des instituteurs adjoints africains)* [8 novembre 1952] (p. 4926) ; *Demande de rétablissement des crédits pour les établissements d'enseignement (Laboratoire de géologie)* (p. 4926, 4927) ; Chap. 31-41 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel d'autorité (Nombre des gouverneurs en service)* (p. 4927, 4928) ; Chap. 31-51 : *Demande de rétablissement des crédits pour les magistrats (Multiplication des magistrats outre-mer)* (p. 4929) ; *Amendement de M. Douala Manga Bell tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats (Magistrats à la charge de la métropole)* (p. 4930, 4931) ; Chap. 31-61 : *Demande de rétablissement des crédits pour les terres antarctiques (Expédition des îles Kerguelen)* (p. 4931) ; Chap. 34-13 : *Demande de rétablissement des crédits pour la radiodiffusion outre-mer (Radio Brazzaville)* (p. 4934) ; Chap. 36-91 : *Demande de rétablissement des crédits pour la Caisse des retraites de la France d'outre-mer* (p. 4936, 4937) ; Chap. 41-91 : *Demande de rétablissement des crédits pour les subventions aux budgets locaux (Subvention à Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 4946, 4947) ; *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Situation tragique des îles Wallis)* (p. 4948) ; Chap. 31-01 : *Refonte de l'administration centrale (Affaire des Pères blancs de Dakar)* (p. 4953 et suiv.) — du projet de loi relatif à la composition du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Explications de vote sur l'ensemble* [19 novembre 1952] (p. 5381) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 144 : *Amendement de M. Silvanire tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer* [22 novembre 1952] (p. 5526) ; Art. 227 : *Amendement de M. Caillaud tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* (p. 5547, 5548) ; *Régime provisoire des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* (p. 5551, 5552) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 20 : *Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la Banque de*

*l'Afrique Occidentale* [15 décembre 1952] (p. 6400, 6401). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Scandale de la loi du 15 septembre 1948 qui viole les principes juridiques élémentaires, scandale de voir juger côte à côte des Allemands et des Alsaciens pour l'affaire d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 464 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement relatif au cas du procès en cours à Bordeaux* (p. 539, 540, 543); *le retire* (p. 544); — du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables : *Discussion générale (Ses observations sur la concurrence des divers moyens de transports)* [12 mars 1953] (p. 1831, 1832); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'avis de la Commission des transports du Commissariat général au Plan* (p. 1834); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S.N.C.F.* [26 novembre 1953] (p. 5565); Etat B, Chap. 5320 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (Insuffisance des crédits)* [12 décembre 1953] (p. 6599); *le retire* (ibid); Chap. 5330 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour voies de navigation intérieure (Insuffisance du programme de travaux neufs)* (p. 6599); — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son ordre du jour (Reconnaissance aux combattants, protection aux Etats associés)* [23 juillet 1954] (p. 3584); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Réforme administrative, reconversion et déplacement de la population ouvrière, libération des échanges, plan Schuman, O.E.C.E., allocations familiales et allocation de salaire unique)* [6 août 1954] (p. 3921 et suiv.); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords

de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Comparaison entre la C.E.D. et les accords, moins bons mais perfectibles, propositions esquissées en ce sens par M. Mendès-France lui-même (Accords multilatéraux); desiderata essentiels (Intégration des effectifs, pool des armements, contrôle démocratique); opposition constructive et « politique bi-partisane», appel à l'unité nationale)* [12 octobre 1954] (p. 4675, 4676, 4677). — Est nommé *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour mars 1955 : *Comptes bloqués pour non-versement des acomptes provisionnels* [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 905); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955; I. — CHARGES COMMUNES : *Motion préjudicielle de M. Puquet (Affectation de crédits suffisants à l'assainissement des marchés agricoles)* [4 mars 1955] (p. 1089, 1090); *Motion préjudicielle de M. Lamps (Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique)* (p. 1091, 1092); Etat A, Chap. 31-93 : *Amélioration de la situation des personnels de l'Etat et des victimes de la guerre, sa demande de réserver ce chapitre* (p. 1103); *sa demande de réserve de la quatrième partie du titre IV : Action économique* (p. 1104); Chap. 46-94 : *Majoration des rentes viagères* (p. 1105); *Demande de réserve de l'article additionnel de M. Gaumont (Amélioration de la situation des personnels d'Etat dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer)* (p. 1106); Art. 26 : *Amendement de M. Lamps (Suppression de la forclusion en matière de pensions ou de rentes)* (p. 1107); *Article additionnel de M. de Sesmaisons (droits à l'avancement et à la pension de retraite des officiers reçus au concours spécial d'entrée à l'E.N.A.)* (p. 1108); Art 27 : *Amendement de M. Lamps (Possibilité pour les retraités civils rappelés à l'activité pour le temps de guerre, de demander la révision de leur pension)* Oppose l'article 48 du Règlement (p. 1109); *sa demande de réserve de l'article additionnel de M. Quinson (Réintégration dans leur emploi de certains fonctionnaires)* (p. 1109); Art. 34 : *Amendements de*

*M.M. Secrétain et Liautey (Aménagement de la législation sur les cumuls)* (p. 1110, 1111); Art. 36 : *Amendement de M. Quinson (Droits acquis des retraités des collectivités locales)* (p. 1112, 1113); *Article additionnel de M. Boucom (Détermination de la notion d'enfants à charge pour le recul de la limite d'âge)* (p. 1114, 1119); *Article additionnel de M. Le Coutaller tendant à compléter l'article 23 du Code des pensions civiles et militaires* (p. 1115); *Demande de réserve de l'article additionnel de M. Minjot (Abrogation du décret du 9 novembre 1954 réduisant l'indemnité forfaitaire des magistrats)* (p. 1115); *Articles additionnels de M.M. J.-P. Palewski et Dorey (Reclassement et titularisation des agents des services des affaires allemandes et autrichiennes)* (p. 1117, 1118); *Articles additionnels de M.M. Minjot et J.-P. Palewski (Calcul du temps passé à l'Ecole d'administration pour l'avancement)* (p. 1118); *Article additionnel de M. Palewski (Intégration de certains fonctionnaires dans le cadre des attachés d'administration)* (p. 1119); *Oppose l'article 48 du Règlement à l'article additionnel de M. Charret (Réintégration des ex-secrétaires et ex-inspecteurs de police détachés des cadres)* (p. 1119); *Articles additionnels relatifs aux intégrations complémentaires dans les Corps d'administrateurs civils* (p. 1121); *Article additionnel de M. Gaumont (Intégration des agents en service dans les départements d'outre-mer)* (p. 1122); *Articles additionnels de M.M. Quinson et Gaumont (Indemnité spéciale dégressive pour les départements d'outre-mer) [8 mars 1955]* (p. 1150); *sa demande de réserver ces articles (ibid.)*; *Article additionnel de M. Mignot (Indemnité spéciale des conseillers des tribunaux administratifs)* (p. 1150, 1151); *Article additionnel de M. Goisard de Monsabert (Exonération des droits de mutation fractionnés)* (p. 1152); *Projet comportant diverses dispositions d'ordre financier* (p. 1152); *Article additionnel de M. Charpentier (Carburants spéciaux pour l'agriculture)* (p. 1153, 1154); *Article additionnel de M. Palewski (Personnels victimes des lois d'exception de Vichy)* (p. 1154, 1155); *Article additionnel de M. Le Roy Ladurie (Congés de longue durée pour la sclérose en plaques)* (p. 1155, 1156); *Article additionnel de M. M. David (Intégrations dans le Corps des administrateurs civils)* (p. 1156, 1157); *Article additionnel de M. Charret*

*(Prime de qualification en faveur de certains officiers)*; *lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 1157); *Article additionnel de M. Golvan (Parcelles destinées à l'ostréiculture)* (p. 1157); *Article additionnel de M. Besset (Indemnisation des sociétés d'assurances contre les accidents du travail)*; *oppose l'article 68 du Règlement* (p. 1158); *Article additionnel de M. Patinaud (Politique gouvernementale en matière de sécurité sociale et prestations familiales, surcompensation)*; *en demande le renvoi au budget des prestations familiales agricoles* (p. 1159, 1160); *Etat A, Chap. 44-92*; *Demandes de disjonction de M.M. Charpentier et de Villeneuve (Aide aux sucres, tonnage garanti pour les départements d'outre-mer)* (p. 1161 à 1164); *Amendement indicatif de M. Briot (Réorganisation du marché du blé)* (p. 1165); *Chap. 44-93*; *Demande de disjonction de M. Charpentier (Dégrèvement des carburants agricoles)* (p. 1166); *Demande la prise en considération des chapitres disjointes par la Commission des finances* (p. 1167); *Etat A, Chap. 34-93*; *Motion préjudicielle de M. Gaumont (Personnels de l'Etat dans les départements d'outre-mer)* (p. 1168); *Diminution subie par les petits traitements* (p. 1172); *Personnels des écoles françaises de Rome et d'Athènes, de l'Institut du Caire, de la recherche scientifique, des archives, bibliothèques et musées* (p. 1177); *Remise en ordre de la fonction publique, projets et réalisations; Rapport constant* (p. 1178 à 1180); *Chap. 33-91*; *Sa demande de prise en considération des articles 29 et 33 disjointes par la Commission* (p. 1183); *Art. 31*: *Amendement de M. Lamps (Substitution dans certains cas de la pension d'ancienneté à la pension proportionnelle à jouissance différée)*; *lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 1185); *Article additionnel de M. Gaumont (Indemnité spéciale dégressive pour les départements d'outre-mer)* (p. 1186); *Sous-amendement de M. M. David à l'article additionnel de M. Dorey (Plan de remise en ordre de la fonction publique avant le 1<sup>er</sup> mars 1955)* (p. 1187, 1188); *Article additionnel de M. Tourné (Rapport constant)* (p. 1188); *Article additionnel de M. Le Coutaller (Pension de retraite des fonctionnaires des collectivités locales passés au service de l'Etat)* (p. 1189); *Paiement des allocations de retraite vieillesse agricole* (p. 1189); -- *du projet de LOI DE FINANCES pour 1955*: *Motions préjudicielles tendant à l'abrogation de l'article 32*

de la loi du 14 août 1954 et à la suppression des contrôles polyvalents (Mouvement Poujade, remplacement de l'article 33 par une disposition s'insérant dans le cadre des pouvoirs spéciaux) [18 mars 1955] (p. 1683 et suiv.); Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi tendant à accorder des garanties aux contribuables en matière de contrôle (p. 1691); Motion préjudicielle de M. Musmeaux (Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti à 25.166 francs, suppression des abattements de zones) [19 mars 1955] (p. 1711); Amendements de MM. Thumier, Solhnac, Liautey, Goudoux et Ramarony (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, suppression du contrôle polyvalent); leur oppose l'article 48 du Règlement (p. 1738); Art. 1<sup>er</sup> : Son utilité (p. 1741); Amendement de M. Ballanger (Non-applicabilité de la disposition dite des « maxima » aux projets ou propositions tendant à la suppression des abattements de zone); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1741); Art. 2 bis : Amendement de M. Charpentier (Financement du Fonds de garantie mutuelle, reconversion, marché laitier) (p. 1742, 1743); Art. 6 : Demande de disjonction de M. André-François Mercier (Insuffisance des crédits militaires) (p. 1746); Art. 11 : Amendement de M. Billat (Exonération de la taxe de circulation pour certaines viandes); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1748); Renvoi des articles additionnels ayant un caractère fiscal au projet portant dispositions d'ordre fiscal (p. 1748); Amendement de M. Tourtaud (Exonération des pensions alimentaires et des pensions de retraite de la sécurité sociale) lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1750); Amendement de M. Burlot (Exonération des frais d'hospitalisation du conjoint invalide et atteint d'une maladie incurable); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1750); Amendement de M. Boisdé (Exonération de l'impôt sur le revenu des rentes viagères constituées à titre onéreux) (p. 1750); Amendement de M. Tourtaud (Majoration et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 1751); Amendement de M. Charpentier (Exonération de certains produits de basse-cour de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 1752); Amendement de M. Goudoux (Création d'une taxe unique globale à la production); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1752); Amendement de

M. Liautey (Vente des eaux de vie sans bouteilles conditionnées) (p. 1752 et suiv.); Amendement de M. Liautey (Abrogation du décret portant augmentation du droit de consommation sur l'alcool) (p. 1754); Amendement de M. Liautey (Abrogation du décret supprimant le privilège des bouilleurs de cru aux non-cultivateurs); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1755); Amendement de M. Liautey (Tarif réduit pour le droit de consommation des alcools dépassant les dix litres de franchise); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1755); Amendement de M. Billat (Affectation du produit des taxes sur les alcools au financement de la construction); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1755); Amendement de M. Schaff (Suppression des droits de succession sur certains biens sinistrés); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1755); Amendement de M. Burlot (Péréquation des patentes pour encourager l'installation d'industries dans les petites localités) (p. 1756); Amendement de M. Burlot (Imposition des spectacles « Son et Lumière ») (p. 1756); Amendement de M. Tourtaud (Limitation de la patente des petites entreprises au chiffre de 1953); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1757); Amendement de M. Dupuy (Fixation du droit de licence des débits de boissons proportionnellement à leur chiffre d'affaires); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1757); Amendement de M. Boisdé (Echelonnement des paiements pour les impôts, droits, taxes et cotisations d'employeurs exigibles avant le 1<sup>er</sup> janvier 1955) (p. 1758); Amendement de Lamps (Commissions paritaires pour les saisies-exécution) (p. 1759); Amendement de M. Tourtaud (Versement du premier acompte provisionnel); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759); Amendement de M. Montalat (levée des pénalités pour retard dans le versement des acomptes provisionnels); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759); Amendement de M. Desson (Actes conclus en application de la loi sur les biens de presse, exonération du droit de transcription et de la taxe hypothécaire); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759); Amendement de M. Desson (Exemptions fiscales pour les entreprises attributaires de biens de presse); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759); Amendement de M. Desson (Exonérations fiscales destinées à faciliter la constitution de



stocks de papier de presse); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759); Amendement de M. Vincent Badie (Exonération de l'impôt foncier en faveur de certains grands invalides); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759); Amendement de M. Burlot (Exonération fiscale des opérations portant sur les semences de céréales, rétroactivité de la disposition); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1759, 1760); Amendement de M. M. Dupuy (Taxes de péage perçues par les chambres de commerce sur la vente du poisson); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1760); Amendement de M. M. Dupuy (Taxes sur les bateaux de plaisance); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1760); Amendement de M. Charpentier (Exonération des blés déclassés et des céréales secondaires) (p. 1760); Art. 14 : Majoration du prix des fuel oil au profit du Trésor (p. 1762 et suiv.); Amendement de M. de Sesmaisons (Suppression de la majoration et assainissement par le Trésor des sommes versées) (p. 1764, 1765); Etat G : Amendement de M. Charpentier (Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool au profit du groupement interprofessionnel intéressé) (p. 1773); Amendement de M. Charpentier (Retenue sur le prix des betteraves au profit de la fédération professionnelle agricole pour main-d'œuvre saisonnière) (p. 1773, 1774); Amendement de M. Charpentier (Taxe de statistique et de contrôle douanier au profit du Fonds d'allocation de vieillesse agricole) (p. 1774); Art. 23 bis : Amendement de M. Genton (Assouplissement du régime de fermeture des distilleries éloignées de toute sucrerie, exportation des sucres) (p. 1777); Article additionnel de Mme F. Lefebvre (Casernement des sapeurs-pompiers de Paris); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1778); Article additionnel de M. Louvel (Libération des produits textiles) (p. 1778, 1779); Article additionnel de M. Charpentier (Carburant spécial pour l'agriculture); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1780); Article additionnel de M. Thamier (prime aux planteurs de tabac); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1780); Article additionnel de M. Burlot (Prêts des sociétés d'assurances pour la construction dans les territoires d'outre-mer) (p. 1780); Article additionnel de M. Liautey (Titres de mouvement des farines) (p. 1781); Article additionnel de M. Liautey (Remise des sommes dues pour l'emploi des prisonniers allemands) (p. 1782);

Article additionnel de M. Bouxom (Plafond des ressources pour l'attribution de la carte d'économiquement faible) (p. 1782); Article additionnel de M. Genton (Validation de nominations d'administrateurs civils au Maroc); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1783); Article additionnel de M. Benard (Fonds d'amortissement des charges d'électrification); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1783); Article additionnel de M. Boscary-Monsservin (forclusion pour le bénéfice du régime longue maladie des étudiants) (p. 1783); Article additionnel de M. Liautey (Emploi de la taxe vicinale pour les dépenses de la voirie urbaine et rurale); lui oppose l'article 68 du Règlement (p. 1784); Seconde délibération : Amendement de M. Lacaze (Suppression de l'amendement de M. Lamps concernant le régime de la saisie-exécution); le contrôle fiscal (p. 1784, 1785); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Ballanger (Part des départements et communes) [22 mars 1955] (p. 1813); lui oppose l'article 48 du Règlement (ibid.); Amendement de M. Boscary-Monsservin (Pourcentage revenant au Fonds) (p. 1813, 1814); Politique agricole du Gouvernement, exportation, qualité, organisation du marché du lait (p. 1814); Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Suppression de la cotisation de résorption); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1816); Article additionnel de M. Kauffmann (Suppression de la taxe de circulation pour les abatages d'urgence) (p. 1816); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abatements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés; Art. 1<sup>er</sup> : Suppression pour le secteur privé [24 mars 1955] (p. 1931); Amendements de MM. Valentino et Rosan Girard (Extension du S. M. I. G. aux départements d'outre-mer); leur oppose l'article premier de la loi de finances (p. 1931, 1932); l'oppose également à l'article premier (p. 1932); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : Question préalable de M. Tournaud [28 mars 1955] (p. 2001); Motion préjudicielle de M. Caillet (Problème de la nature de la fiscalité, des rapports entre le fisc et le contribuable, de l'opposition au contrôle) (p. 2005); But des pouvoirs spéciaux, aménagements fiscaux, ré-

gime forfaitaire, établissement du forfait, taxe locale, garantie de recettes pour les collectivités locales, taxe sur les transactions, patente, garanties des contribuables, contrôle, révision des pénalités, textes répressifs (art. 33, art. 1769), nécessité de sauvegarder l'autorité de l'Etat, régions défavorisées ou deshéritées, politique d'expansion, aménagement du territoire, nécessité de la décentralisation administrative, recherche de la coopération économique internationale, développement des territoires d'outre-mer [29 mars 1955] (p. 2062 à 2068); s'oppose à tous les contre-projets (p. 2080); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au BUDGET ANNEXE DES P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 1110 : Indemnités spéciales, demande de disjonction de M. Tournaud (Prime de risque, titularisation, prime de résultat d'exploitation) [17 mai 1955] (p. 2806, 2807); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux services civils pour 1955 : Budget annexe des prestations familiales agricoles [17 mai 1955] (p. 2830); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : Succès du planisme, épargne [25 mai 1955] (p. 3008, 3009); Exposé sur les décrets-programmes pris en vertu des pouvoirs spéciaux (p. 3009 à 3011); Action régionale (p. 3011, 3012); Coopération européenne, territoires d'outre-mer (p. 3012); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Perrin (Achèvement du canal du Nord); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3036); Amendement de M. Martel (Equipe touristique) (p. 3038); Amendement de M. Schaff (Reconstruction des bâtiments à voyageurs) (p. 3038); Amendement de M. Gaborit (Crédits pour les ports maritimes); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3039); Art. 2 : Amendement de M. Gazier (Délais pour le dépôt des projets de lois-programmes, cas des territoires d'outre-mer) (p. 3040, 3041); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : Remise en ordre de la fonction publique, budget des prestations familiales agricoles, traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire [29 juin 1955] (p. 3455, 3456); Propos de M. Grandval en présence de deux membres du Gouvernement (p. 3457); Excédents agricoles (p. 3458); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : Sa demande de réserver le chapitre 46-96 (Allocation de la mère au foyer)

et les articles 3 et 4 [19 juillet 1955] (p. 3925); Sa demande de réserver l'article additionnel de M. Patinaud (Suppression de la surcompensation) (p. 3925, 3926); Art. 5 : Amendement de Mme Laissac (Institution d'une taxe sur la fortune pour le financement de l'allocation de salaire unique) (p. 3927); Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer l'article 9 (Conditions de paiement des cotisations en ce qui concerne le métayage) (p. 3929); Sa demande de réserver l'article 10 tendant à éviter l'augmentation des cotisations (p. 3929, 3930); Art. 11 : Amendement de M. Guillon (Date de création d'un fonds national de surcompensation des prestations familiales) (p. 3931); Article additionnel de M. Laborbe (Compensation de la baisse des recettes sur les taxes sur les produits agricoles par des subventions du Trésor); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3932); Article additionnel de M. Castera (Délais pour le versement des sommes nécessaires aux caisses) [20 juillet 1955] (p. 3954); Article additionnel de M. Tricart (Métayers régis par l'art. 1<sup>er</sup> du décret-loi du 30 octobre 1935); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3954, 3955); Article additionnel de M. Patinaud (Suppression de la surcompensation); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3955 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. Waldeck Rochet (Conditions d'attribution et financement de l'allocation de la mère au foyer); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3960); Amendement et demande de vote par division déposés par M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les travailleurs indépendants) (p. 3964, 3965); Amendement de M. Delachenal (Personnes ayant la double qualité de salarié et d'exploitant) (p. 3966); Amendement de M. Errecart (Attribution aux artisans ruraux) (p. 3967); Amendements de MM. Boscary-Monsservin et Antoine Guillon (Date de la mise en vigueur du taux définitif); leur oppose l'article 48 du Règlement (p. 3968, 3969); Amendement de M. Michel Jacquet (Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder l'allocation de la mère au foyer aux indépendants) (p. 3969); Art. 4 : Amendement de M. Boscary-Monsservin (Conditions faites aux membres de la famille de l'exploitant) (p. 3971, 3972); Art. 10 : Amendements de MM. Boscary-Monsservin, Marcellin et Waldeck Rochet (Non-augmentation des cotisations) (p. 3974, 3975). — Répond à une question de M. Thibault relative

à l'organisation de la déconcentration industrielle [22 juillet 1955] (p. 4049, 4050). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des budgets annexes de la LÉGIION D'HONNEUR et de l'ORDRE DE LA LIBÉRATION pour 1955 : *Motion préjudicielle de M. Daron (Doublement des traitements)* [27 juillet 1955] (p. 4341); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Motion préjudicielle de M. Liautey (Subventions au titre de la lutte contre l'incendie)* [27 juillet 1955] (p. 4335); *La surcompensation* (p. 4334); *États A. ÉTRÉRIEUR*, Chap. 41-52 : *Amendement indicatif de M. Guy Petit (Décret du 30 avril modifiant le taux et l'assiette de la taxe locale)* (p. 4349); *Garantie globale en faveur des communes* (p. 4351); *TRAVAIL PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME*, Chap. 25-21 : *Amendement indicatif de M. Guérard (Entretien des routes nationales traversant Paris)* (p. 4353); Art. 5 : *Amendement de M. Patinaud (Décret consentant une avance au régime général de sécurité sociale)* (p. 4358); Art. 6 : *Amendement de M. Bricout (Cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* (p. 4359, 4300); Art. 7 : *Demande de disjonction de M. Meunier (Reconduction du budget de 1955)* (p. 4361); *Raisons et modalités d'une telle mesure* (p. 4361 à 4364); *Déficit* (p. 4362 à 4364); *Possibilités de compression de la dépense publique* (p. 4363, 4364); *Décret relatif à la réforme administrative (ibid.)*; *Aspects de la situation financière* (p. 4364 à 4366); *Mesures acquises (Fonction publique) et mesures nouvelles* (p. 4374, 4375); *Réorganisation des structures administratives et gouvernementales* (p. 4376); *Taxe sur les spectacles et recettes communales* (p. 4379); *Fonctionnaires des départements d'outre-mer* (p. 4380); *Décret-programme concernant l'équipement agricole, tuberculose bovine, attachés agricoles (ibid.)*; *Amendement de M. Thamier (Non-reconstitution des crédits de l'Éducation nationale et de l'Agriculture)* (p. 4381); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Perspectives pour l'exercice 1956, augmentation des dépenses militaires, emprunts, œuvre économique et sociale de la deuxième législature, essor de la production nationale, aménagements fiscaux, accords de*

*salaires librement négociés, blocage des prix, expansion de l'agriculture, développement rationnel des économies régionales et des pays d'outre-mer* [26 octobre 1955] (p. 5289 à 5296); *estimation de l'action économique et sociale en faveur de l'agriculture, exportations de viande* (p. 5307); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Discussion générale : Sa demande de prise en considération du projet gouvernemental* [16 novembre 1955] (p. 5745, 5746); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Adrien Renard (Destination du fonds)* (p. 5747); Art. 2 : *Notion d'allocation minimum vieillesse, amendement de M. Patinaud tendant à supprimer cet article, lui oppose l'article 48 du règlement* (p. 5747, 5748); *Amendement de M. Bouthien (Inclusion des titulaires de rentes dans les bénéficiaires des dispositions de l'article)* (p. 5748); *Amendement de M. Valentino (Introduction de l'allocation spéciale de vieillesse dans les départements d'outre-mer)*; *lui oppose l'article 48 du règlement* (p. 5748, 5749); Art. 3 : *Amendement de M. Besset (Majoration de l'allocation aux vieux salariés et de l'allocation spéciale)*; *lui oppose l'article 48 du règlement* (p. 5749); *Amendements de MM. Bouthien et de Tinguy (Alignement vers le haut par une majoration plus substantielle de l'allocation minimum)*; *leur oppose l'article 48 du règlement* (p. 5749, 5750); *Amendement de M. de Tinguy (Majoration de 4.500 fr.)* (p. 5751); *Amendements de MM. Meck et Gabelle (Majoration de 10 0/0)* (p. 5753); *Cas des vieux travailleurs bénéficiaires d'une rente* (p. 5754); Art. 6 : *Amendement de M. Courant (Majoration de 10 0/0 de l'allocation aux vieillards [assistance] par l'intermédiaire du fonds)* (p. 5755, 5756); *Amendement de M. Musmeaux (Subventions exceptionnelles du fonds)* (p. 5756); Art. 8 : *Relèvement des taxes sur l'alcool, amendement de M. Hénault tendant à supprimer cet article* (p. 5757); Art. 9 : *Amendement de M. Hénault (Relèvement des taxes de consommation sur les produits pétroliers)* (p. 5757); *Ventilation entre les risques vieillesse et maladie* (p. 5758); *Amendement de M. de Tinguy (Taxation du supercarburant binaire)* (p. 5758, 5759); *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Remboursement du trop-perçu)* (p. 5760); *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Années de travail effectuées dans les territoires d'outre-mer, les États*

*associés ou à l'étranger* (p. 5764) ; *Demande de seconde délibération de l'article 3 et vieux travailleurs bénéficiaires d'une rente* (p. 5764, 5762) ; *Modification du titre* (p. 5762) ; *Explications de vote (Plafond des ressources, décret relatif aux économiquement faibles)* (p. 5763) ; — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : *Contre-projet de M. Deixonne (Majoration de 20 0/0, pension des veuves)* [22 novembre 1955] (p. 5907) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Muller (Majoration de 15 0/0, pension des veuves)* (p. 5907) ; Art. 2 : *Point de départ des nouvelles dispositions* (p. 5907). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur la manifestation des sans-logis d'Orly [22 novembre 1955] (p. 5908). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux budgets de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération pour novembre et décembre 1955 : *Signification des traitements des légionnaires et médaillés militaires* [22 novembre 1955] (p. 5910) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Aide américaine, situation budgétaire* [22 novembre 1955] (p. 5917, 5918) ; *Statut des secrétaires d'administration* (p. 5918) ; *Taxes sur les réunions sportives* (p. 5919) ; *Motion préjudicielle de M. Ramarony (Abrogation du décret du 20 mai sur les « fausses coopératives »)* [23 novembre 1955] (p. 5954, 5952) ; *Motion préjudicielle de M. Deixonne (Majoration des traitements et salaires, préface à l'abrogation du décret sur les « fausses coopératives »)* (p. 5954, 5955). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955) (p. 11675). = S'excuse de son absence [31 décembre 1953] (p. 7090). = Obtient un congé [31 décembre 1953] (p. 7090).

**PIERRARD (M. André)**, *Député du Nord* [1<sup>re</sup> circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet

1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [48 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juin 1954] (**F. n° 400**).

### Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 421**. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer, par les soins du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, la mise en état d'habitabilité et notamment la réfection des toitures, la mise hors d'eau, l'installation des cloisonnements en dur, et l'électrification des locaux de l'ancien centre professionnel de Petite Synthe (Nord) habité par 150 familles ouvrières du fait de la crise de logement qui sévit avec une intensité particulière dans la région dunkerquoise, **n° 779**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la reconstruction immédiate de l'écluse portuaire Trystram à Dunkerque, **n° 1350**. — Le 27 juin 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 1308) contre trois membres de l'Assemblée (MM. Marcel Cachin, Raymond Guyot et Mme Gabriel-Péri) **n° 3884**. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 4494) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 21 juin 1952 augmentant de 300 0/0 le prix du loyer des barâques à usage d'habitation, éditées par l'Etat, **n° 5020**. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à répartir un premier secours d'urgence d'un montant total de 25 millions de francs entre les familles sinistrées par les inondations du 1<sup>er</sup> février 1953 dans les régions de Dunkerque et de Calais, **n° 5469**. — Le 5 février 1953, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire réparer de toute urgence et de manière durable les digues de mer de Dunkerque, **n° 5470**. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à tous les travailleurs de la région dunkerquoise réduits au chômage par le sinistre maritime du 1<sup>er</sup> février 1953, **n° 5471**. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi portant abrogation du décret n° 53-402 du 11 mai 1953 relatif à l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence dans les villes sinistrées, **n° 6213**. — Le 15 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux travailleurs du port de Dunkerque frappés par les conséquences de la fermeture de l'écluse Watier, dans la semaine du 11 au 18 octobre 1953, **n° 6869**. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate de 10 millions de francs en faveur des 600 « pêcheurs à la part » du port de Grand-Fort-Philippe (Nord), **n° 7703**. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7509) concernant M. Cagne, **n° 8088**. — Le 23 mars 1954, une proposition de loi tendant à accorder la validation pour la retraite de la période comprise entre septembre 1940 et fin juillet 1946 aux agents du sanatorium national Vaucoudeberghe à Zuydcoote (Nord), **n° 8116**. — Le 30 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener l'abattement de zone appliqué aux allocations familiales et aux salaires dans la commune de Zuydcoote (Nord) aux taux appliqués dans la ville de Dunkerque et agglomérations environnantes, **n° 9030**. — Le 30 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer dans toutes les communes de l'agglomération de Dunkerque (Nord) l'abattement appliqué aux allocations familiales, **n° 9031**. — Le 13 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour assurer de manière décente la rentrée scolaire 1954 dans l'enseignement du premier degré et pour développer le recrutement des élèves-maîtres des écoles normales primaires, **n° 9168**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1955, une proposition de loi tendant à affecter un crédit de 250 milliards aux dépenses d'inves-

tissements et de fonctionnement des services d'enseignement public du Ministère de l'Éducation nationale, **n° 10611**.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la situation actuelle au Maroc et l'accord portant cession de bases aériennes au Maroc [21 août 1951] (p. 6368). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) : *Discussion générale (Ses observations sur la session de l'O. N. U. à Paris)* [23 août 1951] (p. 6461, 6462, 6463); *Sa motion préjudicielle demandant des explications au Gouvernement* (p. 6463). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Execution de Mulgaches* [24 août 1951] (p. 6492). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Demande d'organiser les débats, présentée par M. de Menthon* [24 août 1951] (p. 6505, 6506); *Sa proposition tendant à réunir le mardi suivant la Conférence des Présidents* (p. 6508); *Son rappel au Règlement (Limitation des débats)* (p. 6508, 6509); *Sa demande d'organiser un débat de politique étrangère* (p. 6510); *Oppose la question préalable* [31 août 1951] (p. 6697, 6698, 6699, 6700, 6701, 6702, 6703); Article additionnel : *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir l'avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale sur l'utilisation des crédits* [4 septembre 1951] (p. 6837); *Son sous-amendement tendant à limiter à l'article premier de la loi le contrôle du Conseil supérieur de l'éducation nationale* (p. 6838); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6843, 6844). — Dépose une motion de censure considérant que le projet relatif aux bourses d'enseignement n'a pas été soumis au Conseil supérieur de l'enseignement public [24 août 1951] (p. 6511). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'application des taxes forestières aux artisans laitiers [31 août 1951] (p. 6710). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement : *Son rappel au Règlement (Avis du Gouvernement)* [4 septembre 1951] (p. 6860); *Son rappel au Règlement (Nouvelle date de la discussion)*

(p. 6861). — Prend part à la discussion : de sa motion de censure condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement [4 septembre 1951] (p. 6861, 6862); *Motion incidente de M. Deixonne demandant la fixation d'une date pour la discussion de la motion de M. Legendre* (p. 6867); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Sa motion incidente tendant à suspendre le débat puisque le Conseil de la République juge inconstitutionnelles les bourses aux élèves des écoles libres* [6 septembre 1951] (p. 6972, 6973); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Deixonne tendant à favoriser l'intégration des écoles privées dans l'enseignement public* [7 septembre 1951] (p. 7019); *Son amendement tendant à accorder 16 milliards aux conseils de parents d'élèves des écoles laïques* (p. 7036); *Son amendement tendant à interdire la délégation de l'allocation à un établissement scolaire* (p. 7043); *Son rappel au Règlement (Nécessité d'une suspension)* (p. 7044); *Son amendement tendant à prévoir le contrôle du Conseil départemental de l'enseignement primaire* (p. 7116, 7117); Art. 2 : *Demande de suspension de séance de M. Soustelle* [9 septembre 1951] (p. 7206); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne rien verser aux établissements fondés depuis 1940* (p. 7229); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Lutte de la majorité contre l'école laïque, l'obscurantisme des écoles libres)* [21 septembre 1951] (p. 7596, 7597); — du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat (Ses observations sur les restrictions apportées à la liberté de la presse)* [8 novembre 1951] (p. 7712 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les donations (Aménagement du port de Dunkerque)* [16 novembre 1951] (p. 8122); EDUCATION NATIONALE : *Proposition de M. Billères de reporter le débat à la séance suivante* [18 décembre 1951] (p. 9264); *Sa motion préjudicielle demandant des crédits supplémentaires pour la création de postes de professeurs et de bourses aux étudiants* (p. 9269, 9270); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

*les crédits pour l'Administration centrale (Revendications du personnel)* (p. 9273 et suiv.); Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Heures supplémentaires des chauffeurs)* (p. 9277); Chap. 1130 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Circulaires de M. Gossot, inspecteur d'académie de Charente)* [19 décembre 1951] (p. 9372); Chap. 1150 : *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* (p. 9394); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Ulver* [19 décembre 1951] (p. 9369). — Pose : à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative à la suite donnée à l'affaire judiciaire dite des sirops [16 novembre 1951] (p. 8145); — à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au port de Dunkerque [30 novembre 1951] (p. 8712, 8713). — Dépose une demande d'interpellation : sur la sanction de déplacement appliquée à un élève-maître de 4<sup>e</sup> année de l'École normale d'instituteurs de Rouen [12 décembre 1951] (p. 9078); — sur la reconstruction immédiate de l'écluse Trystram au port de Dunkerque [12 décembre 1951] (p. 9078). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art 1<sup>er</sup>, Etat R : *Sa demande de disjonction du compte allocations aux familles d'enfants dans l'enseignement primaire (Application de la loi Barinégé)* [22 décembre 1951] (p. 9587, 9588); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 9090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des ports (Ecluse de Dunkerque)* [27 décembre 1951] (p. 9928); *le retire* (p. 9928). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale : une question relative aux boursiers nationaux des établissements privés du second degré [8 février 1952] (p. 553, 554); — une question relative aux conditions d'attribution de bourses supplémentaires [8 février 1952] (p. 554); — une question relative au décret d'application de la loi du 28 septembre 1951 [8 février 1952] (p. 554, 555); — une question relative à la note n° 2608 de la direction générale des impôts favorisant l'enseignement confessionnel [21 mars 1952] (p. 1425). — Sa

demande d'interpellation sur l'application de la loi Barrachin-Barangé instituant un Compte spécial du Trésor [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1683). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti ; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Degoutte tendant à réviser le salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 avec un intervalle de quatre mois au moins entre deux révisions* [3 juin 1952] (p. 2613). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à l'approvisionnement en fer rond à béton et en métaux non ferreux [20 juin 1952] (p. 3081). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Vote de l'échelle mobile des salaires, Crise de l'industrie cinématographique, Discussion des interpellations sur les bombardements en Corée, Débat sur le réarmement de l'Allemagne* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3367). — Sa demande d'interpellation sur les raisons qui ont conduit le Gouvernement à intervenir auprès du gouvernement belge en faveur d'un tortionnaire, criminel de guerre, collaborateur des hitlériens [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE ; Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Inculpations d'instituteurs non conformistes)* [7 novembre 1952] (p. 4865, 4866) ; Chap. 3134 : *Ecoles primaires élémentaires (Ramassage des élèves dans les campagnes, par des autocars)* [8 novembre 1952] (p. 4905, 4906) ; Chap. 3391 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations obligatoires (Instituteurs des houillères)* (p. 4965) ; *le retire* (ibid.) ; BEAUX-ARTS, Art. 6 : *Sa motion préjudicielle demandant l'octroi d'un présalaire aux étudiants* (p. 4987) ; *Sa demande de disjonction de l'article octroyant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur privé* (p. 4987, 4988) ; *Son amendement tendant à n'accorder de bourses qu'aux étudiants inscrits dans une faculté d'Etat* (p. 4993 et suiv.) ; *Son amendement tendant à préciser les conditions auxquelles doivent satisfaire les facultés libres* (p. 4995) ; *Son amendement*

*tendant à n'inclure que les facultés possédant des cours de préparation aux diplômes d'Etat* (p. 4995) ; *Son amendement tendant à réclamer l'avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale* (p. 4996) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4999). — Est entendu sur l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'examen de demandes en autorisation de poursuites : *Son rappel au Règlement (Renvoi des demandes en l'absence du rapporteur)* [13 novembre 1952] (p. 5054, 5055). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 32 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à supprimer le compte « allocation scolaire aux familles d'élèves du premier degré »* [15 décembre 1952] (p. 6439, 6440) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; EDUCATION NATIONALE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative permettant la réalisation du « Plan Le Gorgeu »* [20 décembre 1952] (p. 6808 et suiv.) ; Art. 11 bis : *Son amendement tendant à prévoir un plan quinquennal de constructions scolaires de 750 milliards* [21 décembre 1952] (p. 6931) ; *Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à faire soumettre au Parlement un plan de constructions scolaires conforme au plan Le Gorgeu* (p. 6932) ; Art. 11 quater : *Son amendement tendant à ne pas faire payer par les caisses départementales scolaires la part des communes dans les constructions scolaires* (p. 6939, 6940) ; *Son rappel au Règlement (Abus des scrutins)* (p. 6941) ; *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6943) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat F : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des baraquements provisoires* [23 janvier 1953] (p. 223) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures insuffisantes prises pour combler avant la grande marée de la nuit du 13 au 14 février 1953, les deux brèches produites par la tempête à la digue Tixier à Dunkerque [17 février 1953] (p. 1062) ; — sur la conception du Gouvernement sur le commerce extérieur français, l'affaire du cargo Yang-Tsé [27 février 1953] (p. 1449) ; — sur l'apposition d'affiches visant au recrutement de parachutistes coloniaux et faisant appel aux instincts les plus bas [21 mars 1953] (p. 2170).

— Prend part : à la discussion d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : *Question préalable de M. de Benouville (Ses observations sur les atrocités commises par les Français à Madagascar)* [25 mars 1953] (p. 2324 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter la levée d'immunité parlementaire à la seule qualification des faits visés* (p. 2334); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2336); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur la subordination de la France aux U. S. A., le déroulement de la crise ministérielle, l'abandon des réparations allemandes, le réarmement de l'Allemagne, l'application du pool du charbon et de l'acier, la guerre d'Indochine, l'augmentation du chômage, l'hypocrisie du programme annoncé* [10 juin 1953] (p. 2998 et suiv.). — Est entendu sur le renvoi en Commission d'une demande en autorisation de poursuites concernant M. Jacques Duclos : *Ses observations touchant l'absence de M. de Léotard, rapporteur désigné, et l'absence de rapport* [30 juin 1953] (p. 3174, 3175); *Sa motion demandant un nouveau délai de huit jours pour la Commission* (p. 3175). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de Centre européen de recherches nucléaires [7 juillet 1953] (p. 3266). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution : *Oppose la question préalable (Truquage de la loi électorale)* [17 juillet 1953] (p. 3603, 3604); Art. 5 : *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets modifiant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [21 juillet 1953] (p. 3703); Art. 7 : *Immunité parlementaire limitée à la durée des sessions (Danger de la limitation de l'immunité contraire à toutes les traditions républicaines)* (p. 3703 et suiv.); *Examen de l'amendement de M. Minjoz en priorité* (p. 3710); *Son amendement tendant à maintenir les garanties actuelles pour les parlementaires* (p. 3714); *Son amendement tendant à interdire les poursuites devant un tribunal militaire en temps de paix* (p. 3715). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites (MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty) : *Son rappel au Règlement (Gravité des poursuites engagées et des peines prévues)* [22 juil-

let 1953] (p. 3764, 3765); *Inapplicabilité du décret Serol aux faits incriminés (Pas « d'organisation occulte », pas « d'agresseur » ni de guerre déclarée, pas « d'intention de nuire à la défense nationale »), Distinction entre le « sabotage » (punissable) et la « grève » (licite) contre le transport et la fabrication du matériel de guerre, légalité douteuse dudit décret, inapplicabilité de droit en temps de paix (Réponse à M. René Mayer)* [6 novembre 1953] (p. 4922 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), EDUCATION NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Billères tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives (Rythme des travaux parlementaires)* [8 décembre 1953] (p. 6270, 6271); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Article additionnel : *Son amendement tendant à n'affecter de crédits à la canalisation de la Moselle qu'après l'élargissement des canaux du Nord* [12 décembre 1953] (p. 6609). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative à l'expropriation pour construction d'aérodromes [11 décembre 1953] (p. 6484). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'au vote du budget de l'Education nationale (Revendications du personnel enseignant)* [13 décembre 1953] (p. 6695, 6696); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale, Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour autorisations de programme (Insuffisance de ces crédits)* [29 décembre 1953] (p. 6993); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Crédits concernant les constructions scolaires, bourses aux étudiants, reclassement du personnel de l'Education nationale)* [25 février 1954] (p. 526, 527); *Sa motion préjudicielle (Insuffisance des bourses nationales, revalorisation de la fonction enseignante)* [30 mars 1954] (p. 1506); *Sa motion incidente (Refus d'examiner un budget insuffisant, reclassement indispensable de tous les personnels de l'Education nationale, les grèves du personnel enseignant, l'abandon de la carrière universitaire)* [31 mars 1954]



(p. 1531, 1532); *Différence entre la réserve et la disjonction des chapitres relatifs aux traitements du personnel* (p. 1542, 1543); *Article additionnel de M. Savaté (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1651); Chap. 3674 : *Majoration des subventions aux théâtres lyriques nationaux, leur fermeture éventuelle* (p. 1693); Chap. 3101 : *Droits et libertés du personnel enseignant; affaire Chaze, Ecole nationale d'administration, décret du 26 septembre 1953* (p. 1702); *Enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace* (p. 1703); Chap. 3111 : *Son amendement (Manque de locaux pour l'enseignement supérieur, Création de postes)* (p. 1705); Chap. 3132 : *Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales* (p. 1710); Chap. 3134 : *Situation des instituteurs publics anciens ouvriers des houillères* (p. 1714); Chap. 3196 : *Son amendement (Amélioration de la fonction enseignante selon les conclusions de la Commission Delton et avant le 1<sup>er</sup> mai 1954; Grèves de l'Université)* (p. 1719); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3196 : *Amélioration de la situation de la fonction enseignante* [9 avril 1954] (p. 2036); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du Ministère de l'Éducation nationale : *Oppose la question préalable (Condamne la stagnation de l'éducation nationale, demande des constructions scolaires, des créations de postes, des bourses et le reclassement du personnel)* [26 février 1954] (p. 565 et suiv.); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Son amendement (taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers)* [26 mars 1954] (p. 1339). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Protestation contre les amendements à la Constitution de Bonn* [30 mars 1954] (p. 1483). — Pose au Ministre de la Défense nationale, une question relative au décès d'un militaire en Allemagne [9 avril 1954] (p. 1966). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote (Fixation de la date de discussion de la C. E. D., Accords secrets signalés par Otto John)* [13 août 1954] (p. 4182, 4183); *Trois séances prévues chaque jour durant le mois*

*de décembre pour la discussion budgétaire; Seule exception prévue : le débat de ratification des Accords de Paris consacrant le réarmement allemand (Protestation)* [3 décembre 1954] (p. 5741). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chop. 3134 : *Son amendement indicatif (Augmentation du nombre d'instituteurs d'outre-mer)* [14 décembre 1954] (p. 6316); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Ses explications de vote (Danger majeur de l'entrée de l'Allemagne à l'O.T.A.N. (Revisionnisme), Pressions anglo-saxonne: inadmissibles (Révélant le caractère illusoire des garanties de l'art. 1<sup>er</sup>), impossibilité pour les députés français de se déjuger; « être soi-même, ce n'est pas être isolé »)* [27 décembre 1954] (p. 6881). — Pose au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative à l'abus d'autorité au Maroc [28 janvier 1955] (p. 385, 386). — Prend part à la discussion, en quatrième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Art. 8 : *Critique de la politique générale du Gouvernement en réplique à la déclaration du Président du Conseil* [5 août 1955] (p. 4682). — Dépose une demande d'interpellation sur la participation d'un Ministre en exercice (M. P.-H. Teitgen) à la manifestation confessionnelle de Lille [6 octobre 1955] (p. 4803).

**PIERREBOURG (M. Olivier de)**, Député de la Creuse (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); Est nommé secrétaire de la Commission de la production industrielle [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**); Est

nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

### Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que la sécurité sociale ait une activité strictement limitée à sa fonction et en particulier à faire en sorte de supprimer ses empiètements dans le domaine économique, n° 1387. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à dégrever les héritiers de tout Bien foncier du paiement des droits de succession y afférant, en ligne directe et entre époux, à condition qu'ils s'engagent à employer, sur leurs fonds, le montant de-dits droits en investissements agricoles, n° 1770. — Le 26 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 2218. — Le 7 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 47 du Livre 1er du Code du travail afin d'accorder aux caisses de congés un privilège pour les cotisations de congés payés et de chômage-intempéries qu'elles perçoivent, n° 4648.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Disparité des prix industriels et agricoles, insuffisance de la baisse des prix)* [22 décembre 1952] (p. 7015); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Crise catastrophique, action gouvernementale trop partielle, importations inadmissibles, coordination nécessaire (par un haut fonctionnaire) des multiples administrations intéressées par le problème de la viande, présentation tendancieuse par la presse et la radio des manifestations paysannes* [22 octobre 1953] (p. 4480). — Dépose une

demande d'interpellation : sur le décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale [5 décembre 1953] (p. 6074); — sur les résultats des récentes négociations internationales (Conférence de Londres) [7 octobre 1954] (p. 4568); la développe : « *Résultats importants obtenus à Londres (Association « à égalité » avec l'Angleterre, unité maintenue de la République française « de Lille à Brazzaville »), extension souhaitable du Pacte Atlantique au domaine économique et social, progrès obtenus à l'O. N. U. sur le désarmement (plan Jules Moch) et moindre urgence du réarmement allemand qui reste « le cauchemar » du peuple français* (p. 4579, 4580). = S'excuse de son absence [20 mars 1953] (p. 2090), [13 novembre 1953] (p. 5051), [25 mai 1954] (p. 2685), [3 novembre 1954] (p. 4689), [10 novembre 1954] (p. 4872), [28 janvier 1955] (p. 401). = Obtient des congés [20 mars 1953] (p. 2090), [13 novembre 1953] (p. 5051), [25 mai 1954] (p. 2685), [3 novembre 1954] (p. 4689), [10 novembre 1954] (p. 4872), [28 janvier 1955] (p. 401).

**PINAY (M. Antoine)**, Député de la Loire  
(Groupe des républicains indépendants.)

Ministre des Travaux publics, des Transports  
et du Tourisme  
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre des Travaux publics, des Transports  
et du Tourisme  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Président du Conseil  
du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Ministre des Affaires étrangères  
(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)  
depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). = Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (F. n° 482).

**Dépôts :**

Le 28 août 1951, un projet de loi tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la S. N. C. F., n° 880. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi portant déclassement de la section Coincey—Château-Thierry de la ligne d'intérêt général de la Ferté-Milon à Romilly-sur-Seine, n° 1208. — Le 6 décembre 1951, un projet de loi portant déclassement de la section Port-Boulet—Avoine-Beaumont, de la ligne de Port-Boulet à Port-de-Piles, n° 1892. — Le 11 décembre 1951, un projet de loi portant déclassement de la section Watten—Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten—Gravelines, n° 1934. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 2183. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi relatif au régime administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, n° 2190. — Le 29 décembre 1951, un projet de loi portant déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy, n° 2305. — Le 16 février 1952, un projet de loi portant déclassement de la section Amélie-Bains—Arles-sur-Tech de la ligne d'intérêt général d'Elne à Arles-sur-Tech, n° 2678. — Le 16 février 1952, un projet de loi portant déclassement de la section Couterne—Bagnoles-de l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferté-Macé, n° 2679. — Le 19 février 1952, un projet de loi portant statut des autoroutes, n° 2738. — Le 13 mars 1952, un projet de loi tendant à approuver deux conventions conclues entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 2915. — Le 8 avril 1952, un projet de loi relatif aux conditions d'exercice de la profession de courtier de banque, n° 3237. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 52-236 du 3 mars 1952 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises israéliennes de navigation maritime et aérienne, n° 3353. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 52-237 du 3 mars 1952 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises brésiliennes de navi-

gation maritime ou aérienne, n° 3354. — Le 20 mai 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris, le 19 septembre 1950, n° 3364 et annexe. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif à la fixation des limites au-dessous desquelles les collectivités publiques seraient dispensées des formalités de purge des hypothèques à l'occasion de leurs acquisitions immobilières, n° 3396. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Finances à émettre un emprunt à capital garanti et bénéficiant d'exemptions fiscales, n° 3432. — Le 20 mai 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la Défense nationale pendant le mois de juin 1952, n° 3437. — Le 12 juin 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-yougoslave du 14 avril 1951 relatif à l'indemnisation des intérêts français nationalisés en Yougoslavie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire versée par le Gouvernement yougoslave en application dudit accord, n° 3649. — Le 12 juin 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-italienne relative aux gares internationales de Modane et Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, signée à Rome le 29 janvier 1951, n° 3650. — Le 12 juin 1952, un projet de loi relatif à l'application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la législation et de la réglementation sur les entreprises d'assurances et de capitalisation, n° 3654. — Le 17 juin 1952, un projet de loi complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 3687. — Le 4 juillet 1952, un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (Exécution des accords conclus avec les gouvernements polonais, tchécoslovaque, hongrois et yougoslave relatifs à l'indemnisation des intérêts français), n° 3999. — Le 4 juillet 1952, un projet de loi portant ouverture d'un compte spécial du Trésor (Compte d'exécution de la Convention financière franco-belge), n° 4000. — Le 8 juillet 1952, un projet de loi portant ouverture de deux comptes spéciaux du Trésor et ouvrant au Ministre des

Travaux publics, des Transports et du Tourisme et au Ministre de l'Intérieur; des crédits d'engagement au titre du Fonds spécial d'investissement routier, n° 4011. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi portant modification du décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, n° 4399. — Le 18 mars 1955, un projet de loi relatif à l'adhésion à la Convention internationale tendant à faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, n° 10447. — Le 24 mai 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité portant rétablissement de l'Autriche indépendante et démocratique, n° 10815. — Le 21 juin 1955, un projet de loi relatif à la construction d'un tunnel routier sous le Mont-Blanc, n° 10911. — Le 21 juin 1955, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention d'assistance sociale et médicale signée entre les pays membres du Conseil de l'Europe, n° 10918. — Le 21 juin 1955, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord réalisé par lettres échangées les 26 octobre et 5 novembre 1954 entre le Gouvernement français et le Gouvernement suédois, en vue de modifier et de compléter la convention tendant à éviter les doubles impositions et à établir les règles d'assistance administrative en matière d'impôts directs, signée à Paris le 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, n° 10946. — Le 21 juin 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, le règlement d'exécution de la convention, et le protocole annexe, signés à La Haye le 14 mai 1954, n° 10947. — Le 5 juillet 1955, un projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères, n° 11112. — Le 13 juillet 1955, un projet de loi visant à autoriser le Président de la République à ratifier la « Convention de coopération économique entre la France et la Sarre », signée à Paris le 3 mai 1955, n° 11200. — Le 28 juillet 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité de commerce entre la France et la République Dominicaine, signé à Ciudad Trujillo le 20 décembre 1954,

n° 11355. — Le 5 août 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le *modus vivendi* franco espagnol signé à Paris le 13 mai 1955, n° 11451. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de New-York du 28 septembre 1954 sur le statut des apatrides, signée le 12 janvier 1955, n° 11498. — Le 12 octobre 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse et d'appréciation des vins, signée à Paris le 13 octobre 1954, n° 11599. — Le 2 novembre 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention consulaire franco-suédoise signée à Paris le 5 mars 1955, n° 11796. — Le 12 novembre 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention sur les privilèges et immunités de la Commission du Pacifique Sud, signée « *ad referendum* » le 20 février 1953 à Nouméa, n° 11862. — Le 29 novembre 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-bulgare du 28 juillet 1955 relatif au règlement des créances financières françaises sur la Bulgarie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire versée par le Gouvernement bulgare en vertu dudit accord, n° 11997. — Le 29 novembre 1955, un projet de loi relatif à la participation de la France à la Société financière internationale, n° 11998.

### Interventions :

Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap: 1040 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire les crédits pour les conducteurs de chantiers des ponts et chaussées (Statut des auxiliaires d'Alsace-Lorraine)* [15 novembre 1951] (p. 8083); Chap. 1130 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de*

*l'Institut géographique national (Application du tarif syndical)* (p. 8084); Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (*Octroi de bleus de travail aux ouvriers*) (p. 8084); Chap. 1180 : Amendement de M. Marcel Noël tendant à réduire les crédits pour pensions et retraites (*Affiliation du personnel routier à la Caisse autonome mutuelle*) (p. 8085, 8086); Chap. 3010 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les bureaux des ponts et chaussées (p. 8086, 8087); Chap. 3080 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour la Direction générale du tourisme (*Propagande touristique*) (p. 8087); Chap. 3120 : Remboursements à diverses administrations (p. 8087); Chap. 3130 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes (p. 8088); Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes (*Achat de chasse-neige*) (p. 8088); Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes et ponts (*Ponts de la Durance*) (p. 8088); Chap. 3140 : Voies de navigation intérieure (p. 8089); Amendement de M. Midol tendant à réduire les crédits pour les voies navigables (*Entretien des canaux*) (p. 8089); Chap. 5060 : Amendement de M. Midol tendant à réduire les crédits pour les subventions aux chemins de fer (*Chemins de fer de Corse*) (p. 8090); Chap. 5080 : Amendement de M. Albert Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités à la S.N.C.F. (*Salaires et retraites des cheminots*) (p. 8091); Amendement de M. Marty tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités à la S.N.C.F. (*Réductions en faveur des sportifs*) (p. 8092); Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (*Déficit grandissant, nécessité d'une réforme de la S.N.C.F.*) (p. 8093); Amendement de M. Albert Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (*Salaires insuffisants des cheminots*) (p. 8094); Chap. 5090 : Amendement de M. Marcel Noël tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (*Fermeture de lignes*) (p. 8094, 8095); Amendement de M. Alcide Benoit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (*Application du salaire minimum garanti aux cheminots*)

(p. 8095); Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (*Gare de Lyon-Croix-Rousse*) [16 novembre 1951] (p. 8120); Amendement de M. Lemaire tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (*Raisons du déficit de la S.N.C.F.*) (p. 8121); Chap. 6010 : Amendement de M. Pierrard tendant à réduire les crédits pour les donations (*Aménagement du port de Dunkerque*) (p. 8122); Chap. 1140 : Direction générale du tourisme (p. 8123); INDUSTRIE ET ÉNERGIE : Absence de M. Louvel, Ministre de l'Industrie [16 novembre 1951] (p. 8123); Chap. 1000 : Amendement de M. Maton tendant à réduire les crédits pour l'Administration centrale (*Manque de matières premières*) (p. 8126); Amendement de M. Goudoux tendant à réduire les crédits pour l'Administration centrale (*Contrôle de la répartition des matières premières*) (p. 8127); Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Achèvement des chantiers de barrages*) (p. 8128); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : Demande de renvoi à la Commission des moyens de communication, présentée par M. Moynet [23 novembre 1951] (p. 8492 et suiv.); Chap. 1000 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Secrétariat général de l'Aviation civile*) [12 décembre 1951] (p. 9063); Chap. 1030 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (*Statut des auxiliaires*) (p. 9064); Chap. 1040 : Amendement de M. Marcel Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des services extérieurs (*Statut des ouvriers*) (p. 9064); Chap. 1050 : Amendement de M. Marcel Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (*Primes de travaux salissants*) (p. 9064); Chap. 1060 : Amendements de MM. Noël, Moynet et Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (*Publication des rapports sur les accidents aériens*) (p. 9065, 9066); Chap. 1070 : Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (*Paludisme des aérodromes de Corse*) (p. 9067); Chap. 1080 : Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les

crédits pour l'École nationale de l'aviation civile (p. 9068, 9069); Chap. 1100 : Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (p. 9069); Chap. 1130 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale (Ingénieurs de la météorologie) (p. 9070); Chap. 1150 : Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence d'aviation) (p. 9071, 9072); Amendement de M. Le Sénéchal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation sportive (Moniteurs pilotes dans les territoires d'outre-mer) (p. 9072); Chap. 3000 : Demande de rétablissement des crédits pour les missions à l'étranger (p. 9079); Chap. 3010 : Demande de rétablissement des crédits pour le matériel (Machines à écrire) (p. 9079); Chap. 3020 : Demande de rétablissement des crédits pour le groupement aérien du Ministère (p. 9080); Chap. 3040 : Demande de rétablissement des crédits pour l'infrastructure au sol (Aérodromes) (p. 9080); Chap. 3060 : Croisière de l'École de l'aviation civile (p. 9081); Chap. 3070 : Demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'École de l'aviation civile (p. 9081); Chap. 3090 : Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Réquisitions abusives de terrains) (p. 9081); Chap. 3100 : Demande de rétablissement des crédits pour le matériel météorologique (p. 9082); Chap. 3120 : Demande de rétablissement des crédits pour l'aviation sportive (p. 9082); Chap. 3170 : Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (Avions français de 75 CV) (p. 9083, 9084); Chap. 3180 : Demande de rétablissement des crédits pour le parc automobile (p. 9084); Chap. 5000 : Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux aéroclubs (p. 9085); Chap. 5010 : Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions d'exploitation (Insuffisance de l'infrastructure) (p. 9086, 9087); Chap. 5020 : Subventions pour couvrir le déficit d'Air-France (p. 9087); Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à Air-France (Contrôle de la comptabilité d'Air-France) (p. 9092, 9093). — Répond à une

question : de M. Pierrard, relative au Port de Dunkerque [30 novembre 1951] (p. 8712, 8713); — de M. Cayeux relative à la protection de la région parisienne contre les inondations [14 décembre 1951] (p. 9202). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers: Art. 5 *Composition de la Commission de gestion du Fonds d'investissement routier* [14 décembre 1951] (p. 9209). — Répond à une question de M. Barthélemy relative à la suppression d'un passage à niveau à Dole [21 décembre 1951] (p. 9508, 9509). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : Amendement de M. Gosnat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes (Ports de Charente) [27 décembre 1951] (p. 9923, 9924); Amendement de M. Palewski, tendant à disjointer les crédits pour les routes nationales (Utilisation des crédits du Fonds d'investissement routier) (p. 9925); Chap. 9040 : Amendement de M. André Benoit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canaux de Dunkerque) (p. 9925); Chap. 9079 : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Billat, du chapitre relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Vallée du Grésivaudan) (p. 9926, 9927); Chap. 9090 : Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des ports (Écluses de Dunkerque) (p. 9928); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 9141 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les études et prototypes (Insuffisance des crédits) (p. 9929); Chap. 9191 : Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions immobilières (Aérodrome de Saint-Jacques de La Lande à Rennes) (p. 9929); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Petit, tendant à faire soumettre la refonte de la S.N.C.F. à la ratification du Parlement [4 janvier 1952] (p. 125, 126); Art. 1<sup>er</sup> : Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S.N.C.F. [7 janvier 1952] (p. 186); — d'un

projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B, COMMUNICATIONS : Amendement de M. Noël, tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Air-France (Grève des navigants) [27 décembre 1951] (p. 9958, 9959); FINANCES, Chap. 9350 : Amendement de M. Giovoni, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chemins de fer (Réseau de la Corse) [28 décembre 1951] (p. 10000); S. N. C. F. : Amendement de M. Lemaire tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel roulant (Gestion de la S. N. C. F.) (p. 10002); Amendement de M. Midol, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Electrification de la ligne Dijon—Lyon) (p. 10002); Art. 14 : Amendement de M. Midol, tendant à reloger les expropriés d'Orly (p. 10006). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [29 février 1952] (p. 1160). — Est désigné *Président du Conseil* par M. le Président de la République [6 mars 1952] (p. 1180). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement (Le déficit commercial, l'avilissement du franc, la nécessité d'équilibrer le budget, l'échelle mobile, la lutte contre l'inflation, contre la fraude fiscale, la restauration de la confiance publique, les problèmes de Tunisie, d'Indochine)* [6 mars 1952] (p. 1181, 1182, 1183); *Sa réponse aux orateurs (Lutte contre l'inflation et la hausse des prix, blocage des salaires, révision de la Constitution, œuvre technique à réaliser sur le plan financier)* [6 mars 1952] (p. 1192, 1193). — Est nommé *Président du Conseil* [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

**En cette qualité :**

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Sa demande de renvoi à la suite (Contrôle énergique des prix, réforme de la Constitution, vote de la loi de finances)* [11 mars 1952] (p. 1226). — Prend part à la discussion du projet de loi portant approbation de deux conventions avec la Banque

de France : *Discussion générale (Chiffre exact des dépenses de 1952)* [13 mars 1952] (p. 1279); *Prêt de 22 tonnes d'or au fonds de stabilisation des changes, prêt de 100 millions par l'U.E.P., reconduction de l'avance de 25 milliards faite par la Banque de France* (p. 1282, 1283); Art. 1<sup>er</sup> : *Difficultés du Trésor* (p. 1283). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Déclarations de M. Maurice Schumann, le bilan des négociations engagées avec la Tunisie, les initiatives de M. de Hauteclocque, les négociations entreprises avec le gouvernement Baccouche* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1694, 1695). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Observations sur l'établissement d'un programme sincère de reconstruction basé sur l'argent existant en caisse)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1703, 1704); *Observations sur la réduction des investissements et les emprunts en faveur des sinistrés* [2 avril 1952] (p. 1735, 1741); *Observations sur la fraude fiscale et l'amnistie, le recours à l'impôt, le stoppage de la hausse, les investissements et les économies à réaliser* (p. 1751 et suiv.); *Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental* (p. 1753); le retire (*ibid.*); Art. 4 : Amendement de M. Schmitt tendant à supprimer la référence aux articles 6 et 7 prévoyant une économie de 35 milliards sur les dommages de guerre (p. 1758); Art 6 : *Demande de prise en considération du premier alinéa prévoyant 110 milliards d'économies* (p. 1759); *Demande de prise en considération de l'article prévoyant 110 milliards d'économies faites par décrets* (p. 1759, 1771, 1772); Amendement de M. Crouzier tendant à faire connaître au Parlement le 1<sup>er</sup> juillet 1952 l'état de la Trésorerie (p. 1772); Amendement de M. Triboulet tendant à ne pas faire d'économies sur les crédits des dommages de guerre (p. 1778); Amendement de M. Pineau tendant à ne pas réduire les crédits pour l'équipement touristique (p. 1779); Amendement de M. Goudoux tendant à ne pas réduire les investissements pour l'équipement hydro-électrique (p. 1779); *Explications de vote (Politique financière hasardée du Gouvernement décrite par M. P.-H. Teitgen)* (p. 1809 et suiv.); Art. 7 : *Motion incidente de M. Rochet tendant à abroger les décrets augmentant les prix des engrais, matériel agricole et aliments du bétail* (p. 1827); *Pose la question*

de confiance sur l'adoption de l'article relatif aux 95 milliards de crédits bloqués (p. 1828); Art. 8 : Amendement de M. Sibué tendant à affecter à la modernisation des routes les crédits du fonds d'investissements routiers (Tunnel du Mont-Blanc) (p. 1830); Art. 36 : Demande de prise en considération du texte gouvernemental sur la surtaxe progressive [4 avril 1952] (p. 1911); Amendement de M. Gabelle tendant à interdire la modification de l'impôt sur les traitements et salaires par décret (p. 1915); Amendement de M. Minjoz tendant à exonérer de patente et de taxes les loueurs en meublé (p. 1915); Art. 40 : Demande de prise en considération du texte gouvernemental sur les droits de succession (p. 1919); Pose la question de confiance sur l'adoption (p. 1920); Art. 43 : Amnistie fiscale (p. 1926 et suiv.); Demande de prise en considération de l'article (p. 1929); Pose la question de confiance contre tous les amendements à l'article 43 (p. 1929); Art. 44 : Pose la question de confiance pour l'adoption de l'article relatif aux sanctions contre les fraudeurs du fisc (p. 1930); Art. 45 : Pose la question de confiance sur l'adoption des articles 45, 46, 47 et 48 renforçant le contrôle fiscal (p. 1943); Art. 49 : Amendement de M. Briot tendant à ne pas appliquer l'article aux céréales, vins et alcools (p. 1944); Art. 51 : Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif à l'enregistrement d'actes de cessions de parts dans des sociétés (p. 1944); Demande de suppression de l'article (p. 1945); Art. 6 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article prévoyant 110 milliards d'économies par décrets (p. 1948); Art. 43 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article relatif à l'amnistie fiscale (p. 1951); Art. 68 : Amendement de M. Dagain tendant à permettre à la caisse des marchés de faire des avances sur les titres de créances des fournisseurs des P.T.T. (p. 1952); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'ensemble du projet (p. 1952); Demande de modifier l'ordre des dix votes sur les questions de confiance, présentée par M. Soustelle [8 avril 1952] (p. 1982); Explications de vote sur les dix questions de confiance posées (Politique de confiance du public, de défense du franc et de baisse des prix, l'amnistie fiscale et la réforme des impôts) (p. 1985 et suiv.); Explications de vote de M. Boisdé sur les questions de confiance posées sur les articles 44 à 48 relatifs à la répression des fraudes

fiscales (p. 1990, 1991); Explications de vote de M. Dielhelm sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'article 43 portant amnistie fiscale (p. 1998); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 40 : Amendement de M. Montillot tendant à fixer la date à partir de laquelle sont supprimés certains droits de succession six mois avant la promulgation de la loi [12 avril 1952] (p. 2269); Art. 44 : Sa demande de reprise du texte de l'Assemblée Nationale relatif aux sanctions prises contre les fraudeurs (p. 2269); Explications de vote sur l'ensemble (Vote des lois de finances en temps utile) (p. 2273, 2274); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : Economie du projet et son interprétation en cas de hausse des prix allant de 5 à 10 0/0; Demande de renvoi du débat [9 avril 1952] (p. 2049, 2050); Motion de M. Joubert tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai (p. 2059, 2060). — Est entendu sur une motion d'ordre : Discussion du projet relatif à l'emprunt 3 1/2 0/0 [20 mai 1952] (p. 2347). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti : Discussion générale (Observations sur les difficultés de trésorerie, la renaissance de l'épargne seulement possible grâce à la confiance et à des garanties sérieuses, les immunités fiscales prévues, les obligations juridiques et morales du Gouvernement) [20 mai 1952] (p. 2357, 2358); Vote sur le rejet demandé par la Commission des finances (p. 2359); Article unique : Amendement de M. de Tinguy tendant à assujettir les souscripteurs à la surtaxe progressive (p. 2359 et suiv.); Article additionnel : Amendement de M. Mazier tendant à accorder les mêmes immunités fiscales aux emprunts des collectivités locales (p. 2362); Amendement de M. René Schmitt tendant à accorder les mêmes garanties aux emprunts émis par la Caisse autonome de la reconstruction (p. 2364); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti; Article unique : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Degoutte tendant à prévoir un délai de quatre mois entre deux augmentations, une révision du salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 et la fixation de l'indice de référence à 142 [30 mai 1952] (p. 2589); Discussion du projet



relevant l'allocation de vieillesse des travailleurs agricoles (p. 2590); *Explications de vote de MM. Leenhardt, Bouxon et Pronteau sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Degoutte tendant à réviser le salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 au moins avec un intervalle minimum de quatre mois entre deux révisions* [3 juin 1952] (p. 2611, 2613); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République: *Pose la question de confiance sur la reprise du texte voté à la demande du Gouvernement* [3 juillet 1952] (p. 3492); *Explications de vote sur la question de confiance posée contre l'avis défavorable émis par le Conseil de la République (Observations sur les résultats de la politique pratiquée depuis mars 1952)* [8 juillet 1952] (p. 3650, 3651); — du projet de loi relatif aux prix imposés: *Discussion générale (Ses observations sur la lutte contre les prix uniformes quelle que soit la qualité)* [20 juin 1952] (p. 3084); *Article premier: Amendement de M. Frugier tendant à exclure les prix des prestations de service fournies par les professions libérales* (p. 3085, 3086); *Amendement de M. Gazier tendant à appliquer la loi aux prix de marque* (p. 3087); *Application de la loi aux sociétés nationales* (p. 3087); *Art. 2: Application de la loi jusqu'au 31 décembre 1952 ou jusqu'à la mise en vigueur de la loi sur le contrôle des ententes professionnelles* (p. 3088); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie: *Sa demande de renvoi du débat* [20 juin 1952] (p. 3089); *Ordre du jour de M. Palewski blâmant la politique du Ministre des Affaires étrangères (Observations sur la grandeur de l'œuvre française en Tunisie et la nécessité de la présence française dans l'intérêt de tous)* (p. 3097, 3098); *Ordre du jour de M. Gaston Palewski estimant que le Ministre des Affaires étrangères n'est pas qualifié pour les négociations en Tunisie* (p. 3101). — S'associe à l'éloge funèbre de MM. Rougier et Cordonnier, *Députés* [7 octobre 1952] (p. 4067). — Annonce une communication à l'Assemblée Nationale sur les combats en cours au Tonkin [23 octobre 1952] (p. 4346). — Est entendu: pour une déclaration du Gouvernement: *Observations sur les résultats de la politique suivie depuis six mois, la nécessité de voter le budget rapidement sans déficit ni impôts nouveaux, les bienfaits de la politique de baisse des prix et de stabilisation du franc* [5 novembre 1952]

(p. 4750, 4751); — Sur une demande de tenue de séance supplémentaire: *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5428); — Sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Ordre de discussion des textes budgétaires* [25 novembre 1952] (p. 5636); *Sa demande de repousser l'ordre du jour modifié* (p. 5637); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'ordre du jour établi par la Conférence des Présidents (Discussion immédiate de la loi de finances et renvoi du débat de politique étrangère)* [2 décembre 1952] (p. 5908, 5909); *Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Résultats positifs de son expérience, budget des Anciens combattants, le débat de politique étrangère, la lutte victorieuse contre l'inflation et la hausse)* [4 décembre 1952] (p. 5940 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953): *Question préalable de M. Pineau (Son indépendance)* [4 décembre 1952] (p. 5961); *Discussion générale (Sa réponse à l'Assemblée différée jusqu'au lendemain)* [5 décembre 1952] (p. 6026); *Observations sur le déficit de la balance commerciale, les difficultés économiques des pays satellites de l'U. R. S. S., l'aide aux investissements privés* [6 décembre 1952] (p. 6048); *Pose la question de confiance sur la motion préjudicielle de M. Midol et pour le passage à la discussion des articles* (p. 6052); *Explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Échec infligé à l'inflation, le vote du budget en temps utile pour la première fois, la nécessité de la réforme fiscale, les avances de la Banque de France, le succès de l'emprunt à garantie-or, les économies réalisées, le budget militaire, la hausse des prix français depuis 1950, la lutte contre les ententes économiques, le peu d'importance du chômage en France en comparaison des autres pays européens, les records battus par la production commerciale, les investissements et la reconstruction, le déblocage du solde des crédits de 1952, la situation en Afrique du Nord)* [9 décembre 1952] (p. 6060 et suiv.); *Sa réponse aux divers orateurs (Réforme fiscale, reconstruction, balance commerciale, allocations familiales, crise agricole, chômage, équipement de l'Algérie)* (p. 6077, 6078); *Art. 103 bis: Demande une deuxième délibération sur l'article prévoyant la réforme fiscale* [12 décembre 1952] (p. 6256); *Articles additionnels: Renvoi des*

articles additionnels (p. 6260) ; Art. 128 : *Fixation de la cotisation des allocations familiales mises à la charge exclusive de l'employeur* (p. 1266) ; *Pose la question de confiance pour l'adoption de l'article fixant la cotisation des allocations familiales mise à la charge exclusive de l'employeur* (p. 6267, 6268) ; *Fixation de la date du vote sur la question de confiance* (p. 6268) ; Article additionnel : *Dépôt d'une lettre rectificative au sujet de la réforme fiscale* (p. 6294) ; Art. 135 : *Pose la question de confiance sur l'article prévoyant la promulgation de la réforme fiscale par décrets soumis à la Commission des finances si la loi n'est pas votée dans un délai de cinq mois* (p. 6294) ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation* [21 décembre 1952] (p. 6876) ; *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Secrétain tendant à majorer les droits sur les alcools* (p. 6878) ; *Ordre des dates sur les questions de confiance* [22 décembre 1952] (p. 7007) ; *Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales* (Observations sur la baisse des produits agricoles, la politique des « stupéfiants », l'utilisation des recettes des allocations familiales, la nécessité de la réforme fiscale, le programme du parti socialiste, le dépôt prochain du projet de budget social en 1953, la baisse des prix des produits alimentaires, la stabilité du franc, l'accroissement des investissements, les résultats de la politique étrangère, la révision de la Constitution) [22 décembre 1952] (p. 7023 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Report du vote sur les questions de confiance, date du débat de politique étrangère* [16 décembre 1952] (p. 6480). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, État A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale* (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions) [20 décembre 1952] (p. 6689 et suiv.). — Donne sa démission de *Président du Conseil* [22 décembre 1952] (p. 7030). — Sa demande de convocation du Parlement pour le vote d'un

douzième provisoire [30 décembre 1952] (p. 7046). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; Art. 2 : *Rétablissement de certains droits de douane* [30 décembre 1952] (p. 7049). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

#### En qualité de Député :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *« Réponse du Président du Conseil qui signa le Traité à celui qui le fit rejeter »* ; *Problème de la solution de rechange* (Retour à l'armée allemande autonome, conséquences financières pour la France) ; *Nouveau refus probable du Parlement et renversement final des alliances, dans la neutralité apparente du Président du Conseil « qui n'a pas voté le Pacte Atlantique »* ; *Sa comparaison tendancieuse entre MM. Spaak et Chou En Lai, et son attitude ambiguë à Bruxelles — fausse objectivité de ses analyses touchant les chances de la C. E. D.* — ; *Controverse touchant les propositions de M. Spaak et le droit de sécession éventuel de l'Allemagne* ; *Réponse touchant l'attitude dilatoire reprochée aux Gouvernements précédents* (Préalables à satisfaire) ; *« Capital de confiance international » compromis par M. Mendès-France, répondant par ses actes, sinon ses intentions, aux vœux supposés d'un Machiavel soviétique, arbitrage laissé par lui au Parti communiste, appel aux Français qui refusent... « un engrenage de décisions »... aboutissant au renversement des alliances* [31 août 1954] (p. 4484 à 4488). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

#### En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la question sarroise : *Lettre du Chancelier Adenauer au sujet de l'interprétation de l'article 6 du statut et réponse de la France, canalisation de la Moselle, la direction des usines Volklingen, le recours introduit devant la cour constitutionnelle de Karlsruhe* [30 mars 1955] (p. 2111 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité autrichien ; Art. 1<sup>er</sup> : *Historique du traité, problème des biens allemands en Autriche, les réfugiés, risque*

de la neutralité autrichienne, *Autriche et O. E. C. E., création à Vienne d'un lycée et d'un institut français* [12 juillet 1955] (p. 3819 à 3822). — Répond à une question : de M. Conte relative à la propagande anti-française des radios égyptienne et espagnole en Afrique du Nord [7 octobre 1955] (p. 4869) ; — de M. Vendroux relative à la représentation française à l'Assemblée commune de la C. E. C. A. après l'entrée en vigueur du statut sarrois [7 octobre 1955] (p. 4869, 4870). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 41675). = S'excuse de son absence [22 janvier 1952] (p. 125), [8 juin 1954] (p. 2812). = Obtient des congés [22 janvier 1952] (p. 125), [8 juin 1954] (p. 2812).

**PINEAU (M. Christian)**, *Député de la Sarthe (S.)*.

Son élection est validée [24 juillet 1951] (p. 6028). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; membre titulaire de cette Commission [11 février 1954] (**F. n° 346**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission des finances : pour la représenter au sein du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [9 août 1951] (**F. n° 21**) ; pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**) ; par la Commission des finances, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**).

#### Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les veuves de guerre non remariées d'une réduction de 50 0/0 sur les tarifs des lignes de chemins de fer et des lignes

routières de remplacement, **n° 1381**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2193) et la lettre rectificative (n° 2236) au projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952, **n° 2257**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une prime spéciale pour les pilotes d'avion ou de planeur battant un record du monde, et à prévoir le remboursement des frais occasionnés par sa préparation, **n° 2810**. — Le 28 février 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2817) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant les mois de mars et d'avril 1952, **n° 2824**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3224) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la défense nationale pendant le mois de mai 1952, **n° 3278**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), première partie : Considérations générales sur le budget militaire de 1952 ; deuxième partie : Dispositions concernant la section commune ; septième partie : Articles de loi, **n° 3556**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) et la lettre rectificative (n° 3607) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), **n° 3625**. — Le 18 juin 1952, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) et les lettres rectificatives (nos 3634, 3665 et 3700 rectifié) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), **n° 3706**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom

de la Commission des finances sur l'avis (n° 3857) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), n° **3863**. — Le 13 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4187) portant affectation de crédits, n° **4734**. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> parties : Considérations générales. — Section commune. — Articles de loi, n° **5026**. — Le 22 janvier 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4187) portant affectation de crédits, n° **5342**. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5445) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4263) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° **5456**. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5448) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4784) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> parties : Considérations générales. — Section commune. — Articles de loi, n° **5457**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grévistes ayant subi des retenues sur leur salaire des délais pour le paiement de l'impôt sur le revenu, n° **6781**. — Le 28 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7498) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1954 (Dispositions relatives aux dépenses militaires), n° **7510**. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7848) portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital des services militaires pour

le mois de mars 1954, n° **7877**. — Le 4 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7941) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1210) portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital des services militaires pour le mois de mars 1954, n° **7950**. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> parties : Considérations générales. — Section commune. — Articles de loi, n° **7989 (1<sup>re</sup> partie)**. — Le 18 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7352) et la lettre rectificative (n° 8073) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, n° **8089**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 8213) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7352) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, n° **8228**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport en 2<sup>e</sup> délibération au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 8213) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7352) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, Section commune. — Articles de loi, n° **8238**. — Le 4 mai 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de résolution (n° 7445) de MM. Juglas, König et Daniel Mayer tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4 du Règlement, d'une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine, n° **8371**. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9807) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les trois premiers mois de l'exercice 1955, n° **9823**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, un rapport au nom de la Commission des

finances sur le projet de loi (n° 10220) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour le mois de mars 1955, n° 10225. — Le 8 mars 1955, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale, créée en exécution de l'article 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 modifié par l'article 41 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953, sur la mission effectuée en Indochine du 20 octobre au 10 novembre 1954, n° 10296. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10533) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les mois d'avril, mai et juin 1955, n° 10581. — Le 29 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11035) portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour le mois de juillet 1955, n° 11045. — Le 5 juillet 1955, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale, créée en exécution de l'article 71 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 modifié par l'article 41 de la loi n° 53-72 du 6 février 1953, sur la mission effectuée en Algérie du 4 au 9 juin 1955, n° 11100. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> parties et annexes : Considérations générales. — Section commune. — Articles de loi, n° 11228. — Le 21 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter secours aux victimes des orages qui ont dévasté le sud du département de la Sarthe, n° 11269. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, n° 11426. — Le 5 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la

République, adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa 2<sup>e</sup> lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2<sup>e</sup> lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, n° 11465.

### Interventions :

Est entendu sur la validation des élections dans le département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription) [19 juillet 1951] (p. 5976, 5977). — Prend part au débat sur l'investiture du président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le problème scolaire et l'enseignement libre, l'échelle mobile des salaires* [24 juillet 1951] (p. 6040, 6044); — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire du Sénégal (Collège unique) : *Son amendement tendant à annuler les bulletins contestés et à admettre MM. Senghor et Lamine Gueye* [10 août 1951] (p. 6318, 6319, 6320); *Son amendement tendant à proclamer élus MM. Senghor et Lamine Gueye* [21 août 1951] (p. 6361, 6362); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950, Art. 36 : *Demande de reprise de l'article relatif à la parité entre diverses catégories de fonctionnaires, présentée par M. Courant* [23 août 1951] (p. 6458); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Oppose la question préalable* [28 août 1951] (p. 6536, 6537, 6538); Art. 5 : *Amendement de M. Audéguil tendant à maintenir les crédits pour les théâtres et salles de concerts de province* [4 septembre 1951] (p. 6836); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de la pluralité scolaire)* [6 septembre 1951] (p. 6981, 6982); Article additionnel : *Demande de renvoi du débat présentée par M. Reynaud pour examen en commission des amendements* [8 septembre 1951] (p. 7166); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Ses explications de vote (Nécessité de faire des économies pour ne pas voter d'impôts nouveaux)* [21 septembre 1951] (p. 7581, 7582). — Dépose une demande d'interpellation sur le relèvement du prix de l'essence [6 novembre

1951] (p. 7663); la développe : *Ses observations sur la hausse de l'essence, ses répercussions sur l'industrie automobile* [9 novembre 1951] (p. 7883, 7884). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9196, 9199); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 7 : *Détaxe des carburants agricoles* [24 décembre 1951] (p. 9754); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9756); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 5100 : *Son amendement tendant à créer un fonds régulateur des prix* [23 décembre 1951] (p. 9706, 9707); le retire (ibid.); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : *Son rappel au règlement (Sa proposition de reporter le débat au soir)* [26 décembre 1951] (p. 9855); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1951] (p. 10098 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 9121 : *Demande de disjonction présentée par M. Lejeune du chapitre relatif à l'armement (Nouvelles chaînes de fabrication)* [30 décembre 1951] (p. 10159); Art. 12 : *Amendement de M. Triboulet tendant à retirer l'article relatif à la solde des militaires non officiers convoqués pour des périodes d'instruction* (p. 10168); — Art. 7 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre les chiffres du Gouvernement pour le budget annexé des constructions aéronautiques* (p. 10166); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Les grandes masses budgétaires, les économies impossibles à réaliser, les lois-cadres, la réforme de la S.N.C.F., le coût de la reconstruction, le protectionnisme français, les comptes spéciaux du Trésor, le coût de la défense nationale, le nouveau mode de calcul de la surtaxe progressive, la fraude fiscale)* [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 9 et suiv.); *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Frédéric-Dupont (Budget de la guerre d'Indochine)* [26 février 1952] (p. 988); Art. 69 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant de 15 0/0 les impôts existants* (p. 1029); Art. 70 : *Son amendement tendant à supprimer la taxe de transaction et à majorer la taxe à la*

*production* (p. 1034); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Réforme de la S.N.C.F., impôts nouveaux, lutte contre la fraude fiscale)* [28 février 1952] (p. 1130, 1131, 1132); — Dépose une demande d'interpellation sur la situation militaire, politique, économique et sociale en Indochine [7 février 1952] (p. 499). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la défense nationale : en qualité de *Rapporteur* [28 février 1952] (p. 1093, 1094); Art. 3, MARINE, Chap. 3155 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles* (p. 1106); Art. 5 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à rétablir l'article autorisant la création d'emplois (Ecole d'artillerie de Châlons-sur-Marne)* (p. 1107); Art. 6 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article renforçant les effectifs de la marine* (p. 1108, 1109); — du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Cessation éventuelle des paiements de l'Etat si les avances de la Banque de France ne sont pas augmentées)* [29 février 1952] (p. 1163, 1164, 1165). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation militaire, politique, économique et sociale en Indochine, et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le ravitaillement en matériel du corps expéditionnaire [18 mars 1952] (p. 1340). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952, Art. 3 : *1.263 milliards de dépenses militaires* [2 avril 1952] (p. 1755); *Sa demande de disjonction du troisième paragraphe relatif au contrôle des crédits de la défense nationale* (p. 1756); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits pour l'équipement touristique* (p. 1779); le retire (ibid.); Art. 8 : *Amendement de M. Mabrut tendant à maintenir le prélèvement de 18 0/0 sur les carburants au profit du fonds d'investissements routiers* [3 avril 1952] (p. 1830); *Amendement de M. Sibué tendant à affecter à la modernisation des routes les crédits du fonds d'investissements routiers (Tunnel du Mont-Blanc)* (p. 1830); *Son amendement tendant à accorder des crédits du fonds d'investissements routiers aux réseaux départementaux et communaux* (p. 1831); le retire (ibid.); Remplu-

cement de la date du 15 avril par celle du 1<sup>er</sup> mai (p. 1831, 1832); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3: *Abattement sur les crédits pour les armées des Etats associés* [12 avril 1952] (p. 2257, 2258); Art. 8: *Amendement de M. Delachenat relatif au percement du tunnel du Mont-Blanc* (p. 2259). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents: *Ses observations sur le débat sur l'échelle mobile en deuxième lecture* [8 avril 1952] (p. 1993). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur les dépenses de la guerre d'Indochine, le coût grandissant du corps expéditionnaire, la situation militaire dans les divers secteurs, l'aide au Gouvernement vietnamien, l'attitude « colonialiste » des Européens en Indochine* [9 avril 1952] (p. 2062 et suiv.); *Discussion générale (Ses observations sur les pouvoirs du Ministre des Etats associés)* [10 avril 1952] (p. 2097, 2098, 2105); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de défense nationale pour le mois de mai 1952; en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur le recrutement de 690 auxiliaires féminines* [10 avril 1952] (p. 2152 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti: *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix, surtout des prix agricoles, l'emprunt qui réalise l'échelle mobile des capitaux, les dangers de l'emprunt or, les exonérations fiscales prévues)* [20 mai 1952] (p. 2353 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de défense nationale pour le mois de juin 1952; en qualité de *Rapporteur* [29 mai 1952] (p. 2539); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale; en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur l'effort financier de la France comparé à celui des autres puissances* [10 juin 1952] (p. 2783 et suiv.); Etat A, SECTION COMMUNE, GENDARMERIE, Chap. 1030: *Amendement de M. Gau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des trois armes)* [12 juin 1952] (p. 2863); [13 juin 1952] (p. 2885); SERVICES, Chap. 3000: *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour les subventions aux publications de l'armée* (p. 2888); Chap. 3050: *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile* (p. 2889);

Chap. 3090: *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel de la gendarmerie (Chevaux de la Garde républicaine)* (p. 2889); Chap. 3150: *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour les frais de déplacement et de matériel de la sécurité militaire (Machines à écrire)* (p. 2890); SUBVENTIONS, Chap. 6050: *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de un milliard les crédits pour participations diverses (Mission centrale de liaison interalliée)* (p. 2892, 2893); EQUIPEMENT, Chap. 9041: *Subventions au service des essences pour constructions* (p. 2898); AIR, Chap. 3115: *Demande de rétablissement des crédits pour les réparations du matériel, présentée par le Gouvernement* (p. 2914); GUERRE, Chap. 1015: *Amendement de M. Bouvier O'Collereau tendant à rétablir 100 millions des crédits demandés par le Gouvernement pour les soldes des sous-officiers et hommes de troupe (Personnel féminin)* (p. 2931); Chap. 1055: *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services du génie, présentée par M. de Chevigné* (p. 2936); Etat D, MARINE, Chap. 385: *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les reconversions et cessions* [17 juin 1952] (p. 2987); Art. 8: *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre des transferts de crédits par décrets de chapitre à chapitre* (p. 2989, 2990); Art. 9 bis: *Contrôle des installations immobilières* (p. 2990); Art. 10: *Modification de forme* (p. 2991); Art. 12: *Amendement de M. Triboulet relatif au nombre et à la répartition des officiers généraux* (p. 2993 et suiv.); *Amendement de M. Billat tendant à réduire à un an la durée du service pour les jeunes gens mariés et pères* (p. 2996); Art. 14: *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à créer une direction de l'infrastructure au Ministère de l'Air* (p. 2997); Art. 17: *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir un recrutement latéral d'ingénieurs militaires des poudres* (p. 2997); Art. 22: *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au recrutement des officiers du cadre des ingénieurs de l'artillerie* (p. 2998); Art. 23: *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au recrutement des ingénieurs-mécaniciens de la marine* (p. 2999); Article additionnel: *Amendement de M. Commeny tendant à accorder une bonification d'ancienneté aux officiers du Commissariat titulaires de diplômes* (p. 3002); Art. 36:

*Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir l'article incluant la poliomyélite dans les maladies donnant droit à congé de longue durée* (p. 3002); Art. 56: *Vote des lettres rectificatives* (p. 3006); Art. 1<sup>er</sup>: *Vote des lettres rectificatives* (p. 3022); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [27 juin 1952] (p. 3324); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, SECTION COMMUNE, Chap. 3040: *Demande de reprise du chiffre du Conseil de la République pour le service du traitement des blessés paraplégiques, présentée par le Gouvernement* [27 juin 1952] (p. 3322); GUERRE, Chap. 3105: *Demande de reprise du chiffre du Conseil de la République pour la remonte (Achats de chevaux), présentée par le Gouvernement* (p. 3323); Chap. 9002: *Demande de rétablissement des crédits pour l'équipement et l'habillement, présentée par le Gouvernement* (p. 3323); Art. 14: *Demande de reprise du texte du Conseil de la République créant une direction des services de l'infrastructure, présentée par le Gouvernement* (p. 3326); Art. 35: *Amendement de M. Commentry tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réglant la situation des enseignes de vaisseau* (p. 3327, 3328); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3330). — Dépose une demande d'interpellation sur la réduction des crédits d'équipement touristique et la suppression du Centre national du tourisme [19 juin 1952] (p. 3035). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953): *Oppose la question préalable (Ses observations sur les résultats de la politique de M. Pinay, la baisse des prix, l'emprunt or, le bilan déficitaire de la balance commerciale, le développement du chômage, la politique d'investissements, le bilan de la Banque de France, la politique de logement, la réforme fiscale, la lutte contre la fraude fiscale, l'expansion économique)* [4 décembre 1952] (p. 5957 et suiv.); Article additionnel: *Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur les cidres* [21 décembre 1952] (p. 6904); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur le transfert à la caisse assurance maladie des excédents des allocations familiales, la réforme fiscale, la situation économique, la crise du commerce extérieur, la politique nécessaire d'expansion économique)* [22 décembre 1952] (p. 7015 et suiv.); — du

projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953; Art. 27: *Amendement de M. Monteil tendant à prévoir des transferts de crédits par arrêtés dans les chapitres des fabrications de matériel de la marine nationale et de l'air* [30 décembre 1952] (p. 7053); — du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (élévation du plafond des avances de 50 milliards): *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de trésorerie en 1952)* [22 janvier 1953] (p. 142, 143); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 68-81: *Amendement de M. P. André tendant à réduire de 10 milliards la contribution de la France à la défense nationale des Etats associés (Insuffisance de la contribution vietnamienne à la guerre)* [22 janvier 1953] (p. 148); DÉFENSE NATIONALE; en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur l'effort financier de 1.106 milliards, en Indochine effort égal de la France et des U.S.A., les 420.000 hommes disponibles pour la défense du territoire, les 269 milliards de l'aide américaine, les dépenses militaires égalant 9,1 0/0 du revenu national, le problème des commandes off-shore* [25 janvier 1953] (p. 321 et suiv.); Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3184: *Amendement de M. Moch tendant à réduire de 12.500.000 francs les crédits pour les postes permanents à l'étranger (Attachés militaires en Allemagne)* [26 janvier 1953] (p. 382); Chap. 3252: *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et l'entretien de la gendarmerie (Contrat scandaleux d'achat de culottes de gendarmes)* (p. 383); Chap. 3261: *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement du service de santé présentée par le Gouvernement* (p. 384); Chap. 3794: *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux correspondances militaires présentée par M. R. Manceau (Franchise postale pour les familles de soldats)* (p. 387); Chap. 3796: *Su demande de disjonction du chapitre relatif à la mobilisation industrielle et à la protection civile* (p. 388, 389); Etat A, Art. Chap. 3111: *Suite du débat* (p. 397); Art. 27: *Amendement de M. Monteil tendant à modifier la pyramide des grades pour les ingénieurs-mécaniciens de la marine* [26 janvier



1953] (p. 446); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [3 février 1953] (p. 878); Art. 28 : Amendement de M. Triboulet tendant à maintenir la disjonction de l'article prévoyant le recrutement de 15 ingénieurs élèves de l'air en sus de l'effectif (p. 882); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Art. 2 : Blocage de 80 milliards de dépenses, lois-cadres et décrets-lois prévus pour la réforme fiscale [27 janvier 1953] (p. 486, 487); Art. 4 bis : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à supprimer dans l'administration un nombre de postes équivalent à ceux créés pour la protection civile (p. 490); Art. 6 : Amendement de M. Valentino relatif aux dépenses d'assistance des budgets départementaux prises en charge par l'Etat (p. 520); Art. 9 : Son amendement tendant à ne pas faire prévoir 15 milliards de recettes supplémentaires sur le tabac (Réorganisation du monopole des tabacs) [28 janvier 1953] (p. 603, 604); le retire (p. 604); — du projet de loi relatif au redressement financier : Discussion générale (Ses observations sur la situation du budget et de la trésorerie, l'octroi de pouvoirs spéciaux au Gouvernement, l'accroissement de la production, la lutte contre le chômage, les économies budgétaires, le régime communal d'assistance, les recettes nouvelles envisagées) [19 mai 1953] (p. 2786 et suiv.); Art. 2 : Ses observations sur le danger pour les institutions d'accorder les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement (p. 2795); — du projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France : Discussion générale (Ses observations contre « l'unité d'action » dirigée par le parti communiste) [23 juin 1953] (p. 3121); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 3 : Produits pétroliers; Son amendement portant affectation au Fonds routier de la part de majoration non compensée par la baisse des frets [7 juillet 1953] (p. 3307, 3315). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise agricole, l'organisation actuelle du marché de la viande, l'abandon progressif des prix garantis, les mesures à prendre pour réduire les importations, accroître les exportations et favoriser l'équipement agricole [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : Distorsion des prix de gros et de détail — exemples — erreurs de l'accord passé avec les bouchers, accordant à ceux-ci la liberté du prix pour les hauts morceaux; hausse considérable des engrais,

etc.; alignement des prix agricoles, à l'inverse de l'industrie, sur les prix de revient marginaux les plus bas; faiblesse du crédit agricole; organisation des marchés, non par l'étatisation, mais par accords producteurs-consommateurs; équipement agricole, judicieux, étendu aux industries de transformation [15 octobre 1953] (p. 4301 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : Ordre du jour de M. Lussy approuvant la C. E. D. et la Communauté européenne (Inconvénients d'une Europe limitée à six participants, avantages plus grands que les inconvénients de la C. E. D.) [24 novembre 1953] (p. 5511, 5512); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le Fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F. [26 novembre 1953] (p. 5566); Motion préjudicielle de M. R. Manceau tendant à surseoir au débat pour demander une subvention plus forte à la S. N. C. F. et satisfaction des revendications des cheminots [7 décembre 1953] (p. 6195); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : Discussion générale (Permanence du déficit, débudgétisation des investissements, anarchie des circuits de production et de distribution, la pression des intérêts privés) [13 décembre 1953] (p. 6699 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : Demande de disjonction de cet article interdisant toute proposition majorant les dépenses ou diminuant les recettes de l'Etat, présentée par M. Gosnat (p. 6711, 6712); Son amendement tendant à ne pas opposer la loi des maxima à l'application de lois déjà votées (p. 6715); Art. 6 : Demande de disjonction de l'article fixant le budget des dépenses militaires, présentée par M. Bayrou (p. 6720, 6721); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : Demande de rétablir le texte voté en première lecture interdisant aux parlementaires tout accroissement de dépenses ou diminution de recettes, présentée par le Gouvernement (Loi des maxima) [31 décembre 1953] (p. 7270); Art. 23 : Demande de vote de l'amendement par division, présentée par le Gouvernement (p. 7276); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, en qualité de Rapporteur : Réduction du budget de la Défense nationale en

1954 [29 décembre 1953] (p. 6950, 6951) ; Art. 4 bis : *Demande de disjonction de l'article interdisant des augmentations d'effectifs, présentée par le Gouvernement* (p. 6967) ; Art. 4 ter : *Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Nécessité de surseoir aux licenciements)* (p. 6970) ; Article additionnel : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir des pensions pour les ouvriers des établissements d'Etat licenciés ayant plus de 15 ans de service* (p. 6981, 6982) ; *Amendement de M. Bartolini tendant à prévoir la majoration des salaires des ouvriers de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951* (p. 6983) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7135). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 507). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954, en qualité de *Rapporteur* : *Augmentation d'effectifs pour l'armée de l'air et des personnels civils pour l'armée de terre, effort à faire porter sur les effectifs ou la fabrication des matériels* [25 février 1954] (p. 507, 508) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet (Relèvement de crédits pour l'armée de l'air, effectifs et fabrication de matériel)* (p. 515, 516) ; Etat annexe, SECTION COMMUNE : *Amendement de M. Triboulet (Rétablissement du chapitre 54-91, construction de logements militaires)* (p. 517, 518) ; SECTION AIR, Chap. 34-71 : *Autorisation de programme au titre de l'entretien du matériel aéronautique* (p. 518) ; SECTION GUERRE, Chap. 53-71 : *Amendement de M. Triboulet (Fabrications d'armement)* (p. 519) ; SECTION MARINE : *Rétablissement du chapitre 34-62 (Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale)* (p. 520) ; Article additionnel de M. Bartolini : *licenciements dans les établissements d'Etat relevant de la défense nationale* (p. 521) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur* : *Evaluation et répartition des crédits, décrets d'économies et de transferts de crédits en 1953, dépenses relatives à la guerre d'Indochine, cadre politique et stratégique de notre défense nationale, efficacité de notre effort militaire, influence*

*de notre politique militaire sur notre politique économique, amélioration de la condition militaire, activité et protection de nos usines d'armement, commandes off shore, défense passive* [16 mars 1954] (p. 875 et suiv.) ; *Motions préjudicielles de M. Cuyeux et Leenhardt tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale soit saisie d'une loi-programme de protection civile (Crédits de lutte contre l'incendie et taxe des sapeurs-pompiers qui pourraient être affectés à la protection civile)* [18 mars 1954] (p. 984, 986) ; *Motion préjudicielle de M. Mulleret-Joinville (Réduction de 300 milliards des crédits prévus pour la Défense nationale et affectation des crédits ainsi libérés à la construction de logements)* (p. 987) ; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Deveny (Réduction du traitement du ministre correspondant à la retenue subie par les gradés à solde mensuelle anciens prisonniers de guerre)* (p. 988) ; *Amendement de M. Le Roy Ladurie (Fermeture de l'atelier de fabrication de Caen et installation de la société Uframec et de la société des Acieries de Pompey)* (p. 991) ; Chap. 31-84 : *Postes permanents à l'étranger (Création de deux attachés aux Intentions à Londres et Washington, renforcement des missions d'achat)* (p. 993, 994) ; Chap. 31-91 : *Amélioration de la situation des cadres* (p. 994, 995) ; Chap. 32-84 : *Missions à l'étranger, remboursement de frais* (p. 995, 996) ; Chap. 34-01 : *Administration centrale de la Défense nationale, amendement de M. Triboulet (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement, création du poste de chef d'Etat-major général des Forces armées)* (p. 996) ; Chap. 37-91 : *Participation aux dépenses de fonctionnement de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord* (p. 997, 998) ; Chap. 37-92 : *Frais de fonctionnement des organismes de liaison chargés de la livraison et de la réception des matériels livrés au titre du Pacte d'assistance mutuelle* (p. 998) ; Chap. 53-52 : *Amendement de M. Triboulet (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement pour la gendarmerie, habillement des skieurs)* (p. 999) ; Chap. 55-81 : *Lettre rectificative (Crédits relatifs aux installations pétrolières, dépôts de pétrole du N. E.)* (p. 1001) ; SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-22 : *Amendement de M. Monteil (Autonomie de la direction technique et industrielle au sein du Secrétariat d'Etat ; suppression de cinq*

postes d'élèves-ingénieurs) (p. 4043) ; Chap. 52-72 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement pour l'aide à l'expansion aéronautique)* (p. 4024) ; *Nécessité de finir la discussion dans la nuit* [19 mars 1954] (p. 4050) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32 : *Demande de renvoi en commission formulée par M. Abelin (Maintien du potentiel des établissements travaillant pour la Défense nationale)* (p. 4073) ; Chap. 54-41 : *Reconstruction de la manutention de Paris-Fontenoy* (p. 4088, 4089) ; SECTION COMMUNE : *Article additionnel de M. Gaumont (Réductions progressives d'effectifs dans certains grades)* (p. 4114, 4115) ; Art. 14 bis à 14 quater : *Amendement de M. Le Coutaller (Droit à pension des ouvriers licenciés)* (p. 4116, 4117, 4128) ; Art. 16 : *Amendement de M. Billat (Cession à la ville de Fort-de-France de certains ouvrages et postes militaires)* (p. 4119) ; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-91 : *Amélioration de la situation des cadres* (p. 4125) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Oppose la question préalable (Politique économique et financière du Gouvernement, définition de l'impôt élément de justice sociale, avantages économiques de l'impôt direct, lutte contre la fraude fiscale, création de la taxe à la valeur ajoutée, détaxation des investissements, surtaxe progressive)* [23 mars 1954] (p. 4181 et suiv.) ; *la retire* (p. 4193) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée ; simplification apportée par la suppression des taxes en cascade)* [25 mars 1954] (p. 4284) ; *Possibilité de dissocier la taxe sur les transactions de la taxe locale* (p. 4287) ; *Ses explications de vote (Manque de simplification de la réforme et manque de discrimination dans les exonérations)* [29 mars 1954] (p. 4446). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Critique de l'attitude du Gouvernement à l'égard des problèmes de l'Union française, cessez-le-feu, bataille de Dien Bien Phu, internationalisation du conflit, attitude britannique)* [6 mai 1954] (p. 2151, 2152). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier, Art. 23 septies : *Son amendement (Extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée aux fournitures et aux prestations de services destinées à assurer le groupage et la distribution*

*des journaux)* [6 juillet 1954] (p. 3215) ; *le retire* (p. 3216) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 20 bis : *Amendement de M. Lamps tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux infractions et peines en matière d'impôt* [13 août 1954] (p. 4497 et suiv.) ; *Amendement de M. Mondon tendant à reprendre l'article 20 nonies B relatif aux taux des redevances communales et départementales des mines sur le charbon* (p. 4216). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures politiques, économiques et sociales envisagées au Maroc et sur les directives données au Résident général [21 juillet 1954] (p. 3488) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Approbation de l'action du Gouvernement en Tunisie (Interlocuteurs valables), difficultés plus grandes au Maroc (Arabes et Berbères), problème dynastique, maladroites passées, « agir vite »* [10 août 1954] (p. 4038) ; *la développe : Double opposition en Tunisie des colons et des petits fonctionnaires français contre l'autonomie interne, tendance à l'exploitation abusive et au racisme ; Détente constatée après le désarmement de Tunis ; Problème des interlocuteurs valables (H. Bourguiba et M. Martinlaud-Déplat) : Plutôt un adversaire forcené qu'un pâle figurant : Erreurs (différentes) commises au Maroc (Déposition du Sultan, division factice entre Arabes et Berbères, « Tierce solution » à trouver) ; Problème du terrorisme (Evocation de la Résistance française) ; Nécessité d'éviter l'arbitraire de la répression* [26 août 1954] (p. 4258, 4259). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Nécessité d'assortir la libération des échanges de mesures strictes d'organisation et de contrôle, reconversion des entreprises)* [6 août 1954] (p. 3926 et suiv.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Article unique : *Amendement de M. Grimaud (Avis des Commissions de la Justice et de législation pour les décrets portant réforme du régime des hypothèques, de la faillite et de la liquidation judiciaire)* [13 août 1954] (p. 4192) ; — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Son rappel au règlement (Définition de la question préalable motion préjudicielle)* [30 août 1954] (p. 4457) ; *Question préalable de M. Aumeran (Critique de la politique de l'entre-deux guerres, nos désil-*

lusions tant avec la Russie qu'avec l'Allemagne, le pacte germano-russe, le mandat avec lequel il y aurait intérêt à envoyer le Gouvernement affronter une nouvelle conférence internationale) (p. 4468 à 4471); — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Engagement demandé au Président du Conseil de revenir devant le Parlement avant signature de tout nouvel accord sur l'Allemagne et l'Europe [31 août 1954] (p. 4497). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Art. 3 : Inscription en compte spécial des crédits du fonds routier [15 décembre 1954] (p. 6376); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : Mission en Indochine, comparaison entre Calcutta et Saïgon, caractère indispensable des accords de Genève, élections de 1956, impossibilité de partager le pays en deux, situation du Sud Vietnam, politique avec le Nord, expérience de Shanghai, exode des populations, corps expéditionnaire, renforcement de l'armement vietminh [17 décembre 1954] (p. 6512 à 6515); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires, en qualité de Rapporteur : Total du budget, aide américaine, accroissement d'effectifs de l'armée de l'air [30 décembre 1954] (p. 6995, 6996); Diminution de l'aide américaine (p. 7012); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Triboulet tendant à fixer à trois mois la période visée par les douzièmes (p. 7013, 7014); Art. 4 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.500.000 francs le montant des autorisations de programme au titre III : Moyens des armes et services (p. 7016); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Maintien en fonction d'officiers atteints par la limite d'âge dont la présence paraît nécessaire à une commission parlementaire d'enquête [31 décembre 1954] (p. 7054); Art. 1<sup>er</sup> : Vote de deux ou trois douzièmes provisoires (p. 7055); de ce projet de loi en troisième lecture, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1954] (p. 7057); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses civiles pour le mois de janvier 1955, en qualité de Rapporteur général suppléant : Opposition entre une loi votée par le Parlement et l'article premier de la loi de

finances [31 décembre 1954] (p. 7056); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 40 : Problème des petits cheminots [28 janvier 1955] (p. 430); Art. 41 : Amendements de M. de Tinguy (Fonds routier, tranche vicinale et tranche urbaine) (p. 431, 432); Art. 44 : Travaux routiers urbains et Parlement (p. 433); Art. 24 quater : Son amendement (Problème scolaire et débat budgétaire (p. 435); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Déroulement du débat [3 février 1955] (p. 666); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 4 : Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture); Pouvoirs du Conseil de la République [4 février 1955] (p. 717, 718); Art. 12 : Possibilité de revenir sur des textes adoptés conformes, les complications; Incidents de 1947 (p. 724); La limitation du délai d'accord, argument du président de la commission compétente du Conseil de la République; Modifications de dernière heure (p. 725, 726). — Est désigné comme Président du Conseil des Ministres [16 février 1955] (séance du 18 février 1955, p. 802); et demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 18 février 1955 (p. 803). — Sa déclaration et ses réponses en qualité de Président du Conseil désigné : Hommage à M. Mendès-France; Désarmement, négociations Est-Ouest; Vers l'organisation européenne par les communautés spécialisées [18 février 1955] (p. 803, 804); Accords de Paris (p. 803, 804, 825, 826); Afrique du Nord, promotion de M. Alain Savary (p. 804, 825); Afrique noire (p. 825); Le Ministère des États associés (p. 814); Le racisme (p. 804); Accords de Genève, l'armée (p. 804, 805); Quelque chose de nouveau en matière économique et sociale (p. 826, 827); Importance des problèmes agricoles, marchés, politique de la qualité, investissements accrus (p. 805, 824); Libération des échanges, coopératives, fonds de garantie mutuelle (p. 824); Industries de transformation, investissements productifs, reconversion (p. 805); Plein emploi, productivité (p. 805, 824, 825); Conventions collectives, salaire minimum garanti, impôt sur le salaire (p. 805, 806, 813, 824); Les fonctionnaires, retraités et anciens combattants (p. 806); Sécurité sociale, problème des commerçants et artisans, réforme fiscale (p. 806); Taxe sur le chiffre d'affaires (p. 822); Lettres rectificatives; Taxe sur les sociétés (p. 806, 824); Réforme adminis-

trative (p. 806) ; *Pouvoirs spéciaux, autorité de l'Etat* (p. 806) ; *Politique financière de M. Pinay* (p. 825) ; *Problème scolaire rapport de M. Saint-Cyr, priorité au problème politique* (p. 807, 826) ; *La réforme constitutionnelle* (p. 826) ; L'investiture lui est refusée (p. 832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars 1955, en qualité de *Rapporteur : Economie réalisée, structure ministérielle en matière de Défense nationale* [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 905, 906) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, en qualité de *Rapporteur : Organisation de la Défense nationale, perspectives stratégiques et tactiques, autorisations de programme* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2302). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française dans le Sud Vietnam [5 mai 1955] (p. 2511). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré ou du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2883) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la Défense nationale : *Organisation du débat* [26 mai 1955] (p. 3075) ; en qualité de *Rapporteur pour avis : Texte de la Commission de la Défense nationale* [27 mai 1955] (p. 3107 à 3109) ; *Modifications apportées par la Commission des finances notamment en ce qui concerne les forces stationnées outre-mer et les listes d'aptitude aux grades d'officiers généraux* [23 juin 1955] (p. 3249, 3250) ; *Délégation de pouvoirs du Président du Conseil* (p. 3252, 3278, 3279) ; *Pouvoirs des Secrétaires d'Etat* (p. 3279) ; Art. 5 : *Son amendement (Attributions du Ministre au titre de la direction des Forces armées)* [24 juin 1955] (p. 3325) ; Art. 6 : *Son amendement (Attributions des Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Air)* (p. 3326) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement (Accord du Ministre pour les propositions aux grades d'officiers généraux et pour la Légion d'honneur)* (p. 3326) ; *Son article additionnel (Création d'un poste de Secrétaire d'Etat adjoint à la Défense chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de coordination et de liaison)* (p. 3327) ; Art. 16 : *Son amendement (Gestion de toutes les forces de gendarmerie par le Ministre de la Défense nationale)* (p. 3332, 3333) ; Art. 17 : *Amendement de M. Magendie (Organisation des troupes d'outre-mer fixée par*

*la loi du 7 juillet 1900)* ; *expérience de la guerre d'Indochine* (p. 3334, 3336). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Algérie et les mesures envisagées par le Gouvernement [24 juin 1955] (p. 3312). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement ; Art. 7 : *Amendement de M. Robert Lecourt (Institution du vote personnel dans quatre cas)* [21 juillet 1955] (p. 4023) ; — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE, en qualité de *Rapporteur spécial : Conditions de discussion du budget, considérations générales sur notre politique militaire et le plan triennal, volume des charges militaires, coût des opérations en Algérie, évolution des effectifs, matériel, contrôle des marchés* [22 juillet 1955] (p. 4052 à 4054) ; SECRÉTARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial suppléant : Mission et attributions de cet organisme* (p. 4084) ; *Discussion générale : Divergence de points de vue entre les services financiers et les services militaires* (p. 4117, 4118) ; *Coordination des transports aériens sur les lignes de l'Union française* (p. 4131) ; Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION COMMUNE, Chap. 31-61 : *Ecoles de santé militaire, recrutement et dégagements des cadres* [23 juillet 1955] (p. 4148) ; Chap. 31-84 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Attachés militaires)* (p. 4149) ; Chap. 32-53 : *Indemnité de maintien de l'ordre de la gendarmerie* (p. 4150) ; Chap. 33-91 : *Contribution de l'Etat au régime de sécurité sociale* (p. 4150) ; Chap. 34-02 : *Automobiles du parc interministériel* (p. 4150, 4151) ; Chap. 34-03 : *Presse et information* (p. 4151) ; Chap. 34-82 : *Service cinématographique* (p. 4151, 4152) ; Chap. 34-84 : *Matériel des postes à l'étranger* (p. 4152) ; Chap. 37-93 : *Versement de provisions sur les indemnités dues par les autorités américaines à certaines entreprises* (p. 4152) ; Chap. 54-82 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Acquisitions immobilières de la gendarmerie)* (p. 4154) ; Art. 25 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Participation de l'Etat dans une société ayant pour objet l'exportation des poudres)* (p. 4199) ; Art. 19 : *Pension des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 4208) ; Art. 22 : *Application aux seuls personnels civils de l'Etat, des dispositions de l'article 85 de la loi de finances du 7 février 1953 prévoyant certaines réintégrations* (p. 4210) ; Art. 23 bis : *Su demande de*

réserver l'article (*Appel des recrues exerçant l'activité d'ouvrier du bâtiment*) (p. 4210) ; de ces budgets, en deuxième lecture : Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1955] (p. 4604) ; SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Chap. 35-64 : *Investissements en Indochine* (p. 4606) ; SECTION MARINE, Chap. 31-31 : *Intégration des dessinateurs dans la catégorie des techniciens d'études* (p. 4607) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa modification de réduction* (*ibid*) ; Art. 18 bis : *Officiers et sous-officiers de réserve ayant servi en Indochine* (p. 4608) ; Art. 25 : *Participation de l'Etat dans une société ayant pour objet l'exportation des poudres* (p. 4609) ; Dépenses du SECRÉTARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE pour 1955 : *Représentants de la Commission des finances au sein de la Sous-Commission de contrôle* [5 août 1955] (p. 4671) ; de ces budgets en troisième lecture : Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1955] (p. 4671, 4672) ; DÉPENSES MILITAIRES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Attitude du Gouvernement devant le Conseil de la République* [5 août 1955] (p. 4672, 4673) ; *l'encadrement* (p. 4673 et suiv.) Chap. 35-71 : *Dépenses de loyers* (p. 4675) ; Dépenses du SECRÉTARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Possibilité de recourir à un retrait du projet* [5 août 1955] (p. 4683) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Données de la situation militaire (Complicité de la population, moral des troupes, matériels ; erreurs d'ordre social et économique commises ; situation administrative, état de la justice ; le problème politique et l'intégration)* [28 juillet 1955] (p. 4449 à 4451). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget militaire de la France d'outre-mer* [4 août 1955] (p. 4598). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer le financement des dépenses militaires d'Afrique du Nord [21 octobre 1955] (p. 5196) ; Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion [25 octobre 1955] (p. 5247) ; la développe : *Bilan de l'action économique et sociale de cette législature, situation du budget, dépenses rela-*

*tives à l'Afrique du Nord, risque d'inflation, impôts nouveaux, accroissement anarchique de la production, situation sociale, salaires* [26 octobre 1955] (p. 5280 à 5284) ; *Estimation de l'augmentation des dépenses militaires* (p. 5291) ; *Conventions collectives* (p. 5314) ; *Son ordre du jour tendant à refuser la confiance au Gouvernement* (p. 5317, 5318). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse : *Son rappel au règlement (Equivoque du vote intervenu sur la demande de prolongation de la séance)* [16 novembre 1955] (p. 5751) ; — en troisième lecture du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Amendements de M. Guy Petit* [16 novembre 1955] (p. 5766) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Situation financière, coût des opérations en Afrique du Nord* [22 novembre 1955] (p. 5916, 5917). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la conférence des présidents : *Ses explications de vote : le déficit budgétaire* [29 novembre 1955] (p. 6046).

**PINVIDIC (M. Joseph)**, Député du Finistère  
(*App. R. I.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [4 août 1954] (**F. n° 421**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 septembre 1951] (**F. n° 45**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [22 novembre 1954] (**F. n° 447**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle (*ibid*) ; de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; — Est nommé, par la Commission des moyens de communication et du tourisme, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions de la communauté européenne du charbon et de l'acier [2 février 1955] (**F. n° 492**).

**Dépôts :**

Le 17 juillet 1953, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 4134) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 97 concernant les travailleurs migrants, **n° 6537**. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de MM. Golvan et Pindivic (n° 4123) tendant à compléter et modifier la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine ; 2° de M. Lamarque-Cando et plusieurs de ses collègues (n° 4996) tendant à modifier l'article premier de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, **n° 7750**. — Le 29 juin 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 340) tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin (n° 1656) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite Loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues (n° 2509) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, **n° 8747**. — Le 3 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 8801) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1305) tendant à modifier et compléter la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes, **n° 9045**. — Le 18 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au titre des secours de première urgence un crédit de 15 millions de francs en faveur des veuves, orphelins et ascendants des marins du Finistère disparus en mer au cours de la dernière tempête, **n° 9768**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AGRICULTURE, Chap. 1090 : *Amendement de M. Dagain tendant à réduire de 20 millions les crédits pour le service des haras (inutilité du service)* [21 novembre 1951] (p. 8261, 8262) ; Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire*

*les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Enseignement ménager)* (p. 8265) ; *le retire* (ibid) ; Chap. 5080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et le contrôle de la salubrité des viandes (Epizooties)* (p. 8296, 8297) ; *le retire* (p. 8297) ; Chap. 5400 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Importance de la vulgarisation)* (p. 8299) ; *le retire* (p. 8300) ; Article unique : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8302) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 2, Etat B, Chap. 9012 : *Amendement de M. Méhaignerie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Electrification rurale dans l'Ouest)* [27 décembre 1951] (p. 9934, 9935) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 2, Etat A, Chap. 5400 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre prévoyant des subventions pour l'engraissement des veaux* [26 février 1952] (p. 1011) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 43 : *Amnistie fiscale* [4 avril 1952] (p. 1294, 1295). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement, notamment le problème de la viande [12 juin 1952] (p. 2827) ; la développe : *Ses observations sur les résultats de l'opération beefsteak, la fièvre aphteuse venue du Danemark, les méfaits de cette épizootie, l'insuffisance de la production de vaccins* [8 juillet 1952] (p. 3664 et suiv.) ; — sur la politique d'importations dites complémentaires qu'à réalisées le Gouvernement [9 octobre 1952] (p. 4154). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Importation des viandes et d'animaux vivants)* [21 octobre 1952] (p. 4283) ; *le retire* (p. 4284) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES ; Etat D, Chap. 4493 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dégrèvement des carburants agricoles (Production excessive d'alcool)* [26 novembre 1952] (p. 5714, 5715) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discus-*

sion des articles (*Ses observations sur la crise agricole, la baisse des produits agricoles, les abus de la production d'alcool de betteraves, la carence du Gouvernement devant le chômage*) [9 décembre 1952] (p. 6075, 6076); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Etat A, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 15.442.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Création de 32 emplois nouveaux de contrôleurs)* [29 janvier 1953] (p. 673, 674); Chap. 1030 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel de la vérification comptable* (p. 675); *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques, une question relative à l'importation de chevaux de boucherie [20 février 1953] (p. 1235). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne tendant à amnistier les exclusions des champs de courses* [27 février 1953] (p. 1423); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur la politique agricole (Enseignement agricole, habitat rural, répartition des investissements, fonctionnaires)* [18 juin 1953] (p. 3086). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et le problème de la viande [13 octobre 1953] (p. 4214); la développe : *Problème de la viande (Rappel de son intervention du 8 juillet 1952) nécessité de barèmes échelonnés par qualité, et par catégorie, méthodes pratiques de fixation de la qualité (Estampille du service de l'inspection sanitaire); Charge fiscale excessive, ses répercussions; Prix des transports (S.N.C.F.), réductions possibles; Investissements nécessaires (Abattoirs, frigorifiques, pas de « grands ensembles » inutiles); Utilité des suggestions parlementaires, et du travail fait en Commission* [16 octobre 1953] (p. 4342 à 4346). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (L'imprécision du recensement des bovins, le développement des ventes de viande en France et à l'étranger, le rendement de la taxe unique sur la viande)* [13 novembre 1953] (p. 5039, 5040); Article unique : *Sous-amendement de M. Couinaud tendant à affecter 10 0/0 des ressources du fonds à la prophylaxie* (p. 5044). — du projet de loi relatif à

l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Problèmes agricoles, regroupement des exploitations non viables, fonds de garantie agricole, prix variable de l'électricité, la C.E.D. et ses répercussions économiques)* [6 août 1954] (p. 3940 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955. Etat A, Chap. 3101 : *Habitat rural, production de pommes de terre, problème des débouchés agricoles* [25 novembre 1954] (p. 5412, 5414); Etat B, Chap. 6011 : *Prêt pour la modernisation de l'agriculture (Fumiers)* [26 novembre 1954] (p. 5717); Etat C : *Abattoirs et coopératives* (p. 5518); Chap. 8471 : *Amendement de M. Gravoille (Détaxe des carburants pour les pêcheurs d'étangs privés)* (p. 5530); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 4502 : *Amendement indicatif de M. Pleven (Problème du cabotage; transports par la S.N.C.F. à destination des secteurs voisins des ports côtiers)* [7 décembre 1954] (p. 5922); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Réparation des ports maritimes* [9 décembre 1954] (p. 5985); Chap. 3461 : *Direction générale du tourisme (Réductions de vacances S.N.C.F.)* [11 décembre 1954] (p. 6133); Chap. 3532 : *Son amendement (Entretien des petits ports)* (p. 6142); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Querelle de préséance entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de l'Agriculture, projet gouvernemental, circulaire du Ministre de l'Éducation nationale du 22 août 1947, « pluralisme scolaire », exemple du Danemark* [6 mai 1955] (p. 2588 à 2591); *Enseignement agricole au niveau de l'arrondissement* [28 juin 1955] (p. 3382); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Régime de défaveur imposé aux régions riches* [25 mai 1955] (p. 3011, 3019); *Construction de barrages, recalcification des sols, problèmes de l'agriculture* (p. 3019, 3020). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explication de vote (Débat de poli-*



tique générale demandé par M. Mitterrand, *mœurs parlementaires françaises, attitude de M. Mendès-France, scrutin d'arrondissement* [29 novembre 1955] (p. 6040 et suiv.).

**PLANTEVIN (M. Victor)**, *Député de l'Ardèche (N. I.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5965). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [26 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 septembre 1951] (**F. n° 33**); de la Commission des boissons [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la Défense nationale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé Secrétaire de la Commission des boissons [9 mars 1955] (**F. n° 505**).

#### Dépôts :

Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de l'Ardèche victimes de la tornade et de l'orage de grêle du mercredi 18 juin 1952, **n° 3892**. — Le 22 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1304) et la lettre rectificative (n° 2693) au projet de loi tendant à interdire les procédés de vente dits à « la boule de neige », **n° 5215**. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 5898) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1304) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à interdire les procédés de vente dits à « la boule de neige », **n° 6607**. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7712) de M. Edouard Daladier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut des pépiniéristes-viticulteurs, **n° 8667**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum inter-

professionnel garanti : *Demande de suspension de séance présentée par M. Lecourt* [25 février 1952] (p. 866). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie textile en général et, plus particulièrement, l'industrie du moulinage de la soie et de la rayonne [2 juillet 1952] (p. 3416). — S'excuse de son absence [4 février 1955] (p. 706). — Obtient un congé [4 février 1955] (p. 706).

**PLEVEN (M. René)**, *Député des Côtes-du-Nord (U. D. S. R.)*.

#### *Président du Conseil*

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

#### *Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

#### *Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

#### *Ministre de la Défense nationale*

*et des Forces armées*

(Cabinet LANIER)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [5 février 1952] (**F. n° 100**), [6 juillet 1954] (**F. n° 405**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à empêcher certains abus dans le régime des retraites du personnel des entreprises, **n° 2826**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, un projet de loi relatif à la pension de la veuve du maréchal de France de Lattre de Tassigny, **n° 3113**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, un projet de loi relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, **n° 3114**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air, **n° 3117**. — Le 8 avril 1952, un projet de loi portant ratification du décret n° 52-141 du 8 février 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la

première fraction du contingent à incorporer en 1952, n° 3230. — Le 8 avril 1952, un projet de loi portant ratification du décret n° 52-314 du 18 mars 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1952, n° 3231. — Le 8 avril 1952, un projet de loi relatif au reclassement du front N.-E. de la zone des fortifications de la Place de Bône, n° 3232. — Le 12 avril 1952, un projet de loi sur les travaux mixtes, n° 3328. — Le 20 mai 1952, un projet de loi portant modification de la loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, n° 3401. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif au déclassement de la caserne Watrin de Bastia (Corse), n° 3420. — Le 27 mai 1952, un projet de loi autorisant le Gouvernement à conférer à titre posthume la dignité de maréchal de France au général d'armée Leclerc de Hauteclouque, n° 3466. — Le 12 juin 1952, un projet de loi portant autorisation de programmes supplémentaires au titre de la défense nationale, n° 3653. — Le 18 juin 1952, un projet de loi relatif aux diverses dispositions statutaires intéressant les personnels militaires de la défense nationale, n° 3714. — Le 25 juin 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de mobilisation économique et de protection civile pour l'exercice 1952, n° 3816. — Le 2 juillet 1952, un projet de loi modifiant l'article 30 de la loi du 31 mars 1928 concernant les obligations imposées aux officiers recrutés par la voie des grandes écoles militaires, n° 3931. — Le 2 juillet 1952, un projet de loi complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 3932. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi portant ratification du décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952, n° 4290. — Le 28 octobre 1952, un projet de loi modifiant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 4528. — Le 14 novembre 1952, un projet de loi relatif aux droits et aux obligations des officiers de l'armée active en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps,

n° 4776. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi modifiant les articles 159, 172 et 185 de la loi du 9 mars 1928 portant revision du Code de justice militaire pour l'armée de terre, n° 4921. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi portant création de « tribunaux permanents des forces armées », de « tribunaux de cassation permanents des forces armées » et d'« établissements pénitentiaires des forces armées » pour le jugement et la détention des militaires marins et assimilés, n° 4937. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi portant ratification du décret n° 52-1119 du 6 octobre 1952 modifiant le décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la 2<sup>e</sup> fraction du contingent à incorporer en 1952, n° 4939. — Le 9 décembre 1952, un projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945 qui n'ont pas accompli de service militaire, n° 5003. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi relatif à la prise de rang de certains militaires dans le premier grade d'officier auquel ils ont accès, n° 5181. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi relatif à l'entrée en compte dans les pensions de retraite, de certains services militaires accomplis au cours des années 1938 et 1939 par les militaires de réserve, n° 5183. — Le 17 mars 1953, un projet de loi relatif à la revision des homologations des services et des attributions de récompenses au titre de la Résistance, n° 5880. — Le 12 mai 1953, un projet de loi portant dérogation temporaire aux dispositions relatives à l'avancement à l'ancienneté au grade de commandant dans les armes et services de l'armée de terre, n° 6121. — Le 12 mai 1953, une lettre rectificative au projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945 qui n'ont pas accompli de service militaire, n° 6122. — Le 12 mai 1953, un projet de loi modifiant la loi du 24 août 1930 relative à la saisie-arrêt et à la cession des appointements, traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires, n° 6155. — Le 12 mai 1953, un projet de loi relatif à la prise de rang dans les grades d'officier des anciens élèves de l'École militaire des cadets de la France libre, n° 6161. — Le 21 mai 1953, un projet de loi modifiant la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre en vue d'étendre aux per-

sonnels du sexe féminin l'application de la réquisition civile, n° 6231. — Le 7 juillet 1953, un projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre mer et des services pénitentiaires coloniaux, n° 6457. — Le 22 juillet 1953, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 6591. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre, n° 6654. — Le 27 octobre 1953, un projet de loi complétant l'article 122 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 6984. — Le 5 novembre 1953, un projet de loi portant ratification du décret n° 53-891 du 24 septembre 1953 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1953, n° 7093. — Le 5 novembre 1953, un projet de loi relatif au déclassement d'ouvrages de fortifications, n° 7094. — Le 8 décembre 1953, un projet de loi relatif aux droits à pension des ouvriers de la défense nationale licenciés par suite de réduction d'effectifs, n° 7401. — Le 10 décembre 1953, un projet de loi modifiant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 7430. — Le 14 janvier 1954, un projet de loi relatif au congé spécial pour exercice de fonctions électives, n° 7607. — Le 2 mars 1954, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 7925. — Le 23 mars 1954, un projet de loi autorisant l'aliénation aux enchères publiques d'un établissement industriel appartenant à l'Etat et sis à Caudebec-en-Caux (Seine-Inférieure), n° 8109. — Le 23 mars 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-206 du 27 février 1954 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent à incorporer en 1954, n° 8117. — Le 23 novembre 1954, une proposition de loi tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, n° 9551. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à faciliter l'établissement des jeunes des professions libérales et l'accès de ces professions au crédit à moyen

terme, n° 9952. — Le 24 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner à la Commission spéciale, dite de l'échelle 3, créée par la D. M. n° 1673/SEA du 9 juillet 1954, des instructions pour l'intégration immédiate à l'échelle indiciaire n° 3 de certains sous-officiers retraités, n° 10510. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à la modification de certains textes concernant les emplois réservés aux pensionnés et victimes de la guerre, ainsi qu'aux dispositions concernant les pensions des veuves des militaires français musulmans d'Algérie, n° 10816. — Le 25 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter les actes d'état civil par l'indication du statut civil des individus, ainsi qu'à généraliser et réorganiser l'état civil en Algérie, dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle et à y supprimer le régime de la pluralité des états civils, n° 10847. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500 millions de francs à titre de secours aux cultivateurs primeuristes de Bretagne, victimes des gelées, n° 10893. — Le 24 juin 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux artisans les mêmes allocations de logement qu'aux salariés, n° 11020.

#### Interventions :

Est désigné *Président du Conseil* [7 août 1951] (p. 6240). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement (Ses observations sur les hausses de salaires en septembre, le libéralisme économique nécessaire, le plan d'équipement et la production, le problème scolaire, la situation internationale, la révision de la Constitution)* [8 août 1951] (p. 6252, 6253, 6254, 6269, 6270). — Est nommé *Président du Conseil des Ministres* [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

#### En cette qualité :

Prend part à la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement [11 août 1951] (p. 6343). — S'associe à l'éloge funèbre de MM. Aubry et Chevallier [21 août 1951] (p. 6357). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Question*

préalable opposée par M. Pineau [28 août 1951] (p. 6538, 6539). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat de politique étrangère* [28 août 1951] (p. 6545); *Demande de M. Deixonne de reporter le débat scolaire* [29 août 1951] (p. 6579); — sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement [4 septembre 1951] (p. 6857, 6858); *Rappel au Règlement de M. Pierrard (Date de la discussion de la motion)* (p. 6860). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 4 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant des avances des collectivités locales aux associations de parents d'élèves* [10 septembre 1951] (p. 7257). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour : *Position du Gouvernement* [10 septembre 1951] (p. 7274); — la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Linet sur la suppression des abattements de zone [11 septembre 1951] (p. 7289). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Observations sur le déficit du budget, la hausse de la viande, la destruction d'effets de l'armée)* [13 septembre 1951] (p. 7319, 7320); *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat (Ses observations sur l'économie du projet, le nouveau salaire minimum garanti, le dessaisissement des pouvoirs du Gouvernement au profit d'une commission anonyme)* [19 septembre 1951] (p. 7464, 7465, 7466); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Observations sur les dangers de la loi telle qu'elle a été votée)* [20 septembre 1951] (p. 7525, 7527, 7528); — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur le prix du blé fixé par le Gouvernement, le salaire minimum vital, la taxation de la viande, les difficultés de l'industrie lainière, la hausse du charbon, les zones de salaires, l'augmentation de la production, le protectionnisme français)* [14 septembre 1951] (p. 7366, 7367, 7368, 7369, 7370). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Débat de politique étrangère : création d'une armée européenne* [14 septembre 1951] (p. 7391, 7392). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Petsche [18 septembre 1951] (p. 7403). — Est entendu sur : les propositions de la Confé-

rence des Présidents : *Sa proposition d'attendre l'ordre du jour du Conseil de la République pour fixer le programme définitif de l'Assemblée* [25 septembre 1951] (p. 7619); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Demande de M. Minjoz de fixer la prochaine séance au 2 octobre pour examiner le projet sur l'échelle mobile au plus vite* [25 septembre 1951] (p. 7628, 7629); *Débats sur la hausse de l'essence et la politique étrangère* [6 novembre 1951] (p. 7665). — Prend part à la discussion d'une motion de censure au sujet du loyer des économiquement faibles : *Ses observations sur la défense du franc par le Gouvernement et la manœuvre politique du R. P. F.* [9 novembre 1951] (p. 7859). — Est entendu sur les motions de censure au sujet du relèvement des taxes sur les produits pétroliers : *Motion de censure de Mme Rose Guérin* [16 novembre 1951] (p. 9147, 9148); *Motion de censure de M. Bardou* (p. 8149). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Sa réponse aux orateurs de l'opposition, l'inventaire financier de M. René Mayer, la politique d'austérité, la défense de la France et de l'Indochine)* [16 novembre 1951] (p. 8194 et suiv.); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. Mitterrand* (p. 8197); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. Mitterrand (Dangers d'une crise ministérielle, son inopportunité, les trois majorités existantes, la propagande du R. P. F. et du parti communiste)* [20 novembre 1951] (p. 8210, 8211). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Conférence des trois représentants des trois puissances occidentales avec le Chancelier Adenauer à Paris* [20 novembre 1951] (p. 8214). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Motion de M. Pierre André d'ajournement de la ratification du traité* [7 décembre 1951] (p. 8969 et suiv.); *Observations sur les avantages du pool qui fournit à la France le coke et le charbon dont elle a besoin* (p. 8970 et suiv.); *Pose la question de confiance contre la motion d'ajournement* (p. 8974); *Explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9012

et suiv.); Art. 2 : Amendement de M. Devinat tendant à négocier des avenants aux dispositions transitoires (Sort des mines du Centre et des exportations vers les territoires d'outre-mer) (p. 9028); Art. 1<sup>er</sup> : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article premier et de l'ensemble du projet (p. 9030); Art. 1<sup>er</sup> : Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article [13 décembre 1951] (p. 9115, 9116); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Discussion générale (Sa demande de renvoi à la Commission) [26 décembre 1951] (p. 9852, 9853); Demande présentée par M. Mendès-France de renvoi à la Commission (Mémoire du 5 août 1950) [30 décembre 1951] (p. 10212); Motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour protester contre le reniement de ses engagements par l'Etat vis-à-vis des prêteurs et rentiers [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 29); Pose la question de confiance sur la prise en considération du texte gouvernemental (p. 29, 30); Explications de vote sur la question de confiance (Production française, exportation d'acier, économies et suppression de fonctionnaires, la réforme de l'Electricité de France, de la S. N. E. C. M. A., les lois cadres, les dépenses militaires, la guerre d'Indochine) [3 janvier 1952] (p. 58 et suiv.); Attitudes de l'opposition communiste et du R. P. F. (p. 82, 83); est entendu sur la procédure de discussion [4 janvier 1952] (p. 119); Pose la question de confiance sur l'amendement de M. Chastellain (p. 127); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 127); Art. 5: Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand tendant à permettre au Parlement d'examiner d'ici le 1<sup>er</sup> mai 1952 le financement des allocations agricoles (p. 158); Art. 6 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à ne pas supprimer le cumul des allocations avec le secours viager aux veuves de salariées (p. 163); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article complété par le sous-amendement de M. Mitterrand [5 janvier 1952] (p. 150); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article amendé par M. Mitterrand (p. 153, 154); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article majorant la cotisation patronale aux assurances sociales (p. 155); Son rappel au Règlement (Discussion des amendements) (p. 156); Art. 2 : Amendement de M. Mitterrand tendant à réduire le délai et à prévoir la limite d'âge du personnel

(p. 137); Sa demande de renvoi de l'article à la Commission (p. 140); Est entendu sur la suite du débat (p. 140); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article réformant les bureaux d'aide sociale (p. 168); Art. 1<sup>er</sup> : Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S. N. C. F. [7 janvier 1952] (p. 189 et suiv.); La confiance lui est refusée (p. 191); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'année 1952; ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTRE-MER : Sa demande de renvoi à la Commission (Nécessité de rester en Indochine) [28 décembre 1951] (p. 10054, 10055); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art. 1<sup>er</sup>, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : Amendement de M. de Bénouville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs Cabinets (Insuffisance de l'armée) [29 décembre 1951] (p. 10108). — Sa demande de convocation du Parlement en session extraordinaire [30 décembre 1951] (p. 10296); S'associe aux vœux présentés par le Président de l'Assemblée Nationale (p. 10297). — Donne sa démission de Président du Conseil [17 janvier 1952] (p. 254). — Cesse d'expédier les affaires courantes [20 janvier 1952] (J. O. du 21 janvier 1952, p. 915).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : Son ordre du jour de confiance demandant la création d'une communauté européenne de défense avec l'appui anglo-américain [13 février 1952] (p. 693, 701, 702, 703); le retire (p. 708). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (J. O. du 8 mars 1952, p. 2756).

#### En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Recrutement des sursitaires [11 mars 1952] (p. 1230). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : Sa demande de renvoi à la Commission [13 mars 1952] (p. 1267); Rappel au Règlement de M. Minjoz (Renvoi à la Commission) (p. 1267, 1268); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de Défense nationale pour le mois de mai 1952 : Discussion générale

(Recrutement de 690 auxiliaires féminines) [10 avril 1952] (p. 2154); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale : *Discussion générale (Observations sur les engagements pris à Lisbonne, les commandes off shore, les livraisons d'armes du P.A.M., l'équipement existant, les constructions et fabrications en cours, le statut des cadres, les divisions de couverture, les troupes stationnées en Afrique et en Indochine)* [12 juin 1952] (p. 2830 et suiv.); *Observations sur les dépenses incontrôlées et le budget de la gendarmerie* (p. 2854, 2858); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune, GENDARMERIE, Chap. 1030 : Amendement de M. Gau tendant à rétablir les crédits pour la gendarmerie (*Fusion des gendarmeries des trois armes*) [12 juin 1952] (p. 2863, 2864); Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (*Repos hebdomadaire et conditions d'affectation*) [13 juin 1952] (p. 2886); SERVICE DE SANTÉ, Chap. 1110 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (*Présomption d'origine des malades*) (p. 2888); SERVICES, Chap. 3000 : Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour les subventions aux publications de l'armée (p. 2888); Chap. 3040 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (*Remise de l'Hôtel des Invalides aux Anciens combattants et Victimes de guerre*) (p. 2889); Chap. 3050 : Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile (p. 2889); Chap. 3090 : Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel de la gendarmerie (*Chevaux de la Garde républicaine*) (p. 2889); SUBVENTIONS, Chap. 5010 : Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des stocks d'essence en Indochine (p. 2891); Chap. 6050 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire d'un milliard les crédits pour participations diverses (*Mission centrale de liaison interalliée*) (p. 2892, 2893); EQUIPEMENT, Chap. 9021 : Subventions au service des essences (*Création de dépôts*) (p. 2895); AIR, Chap. 1015 : Demande de rétablissement des crédits pour l'emploi des auxiliaires féminines, présentée par le Gouvernement (p. 2911); Chap. 1045 : Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (*Salaires des tra-*

*vailleurs de l'Etat*) (p. 2912); Chap. 9001 : *Logement du personnel féminin; Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits pour le logement du personnel féminin* (p. 2916); Chap. 9120 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire d'un million les crédits pour le matériel de service (*Hélicoptères*) (p. 2918); Etat B, AIR, Chap. 9001 : Suite du débat demandée par M. Kœnig (p. 9222); Etat A, GUERRE, Chap. 1065 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des transmissions, demandée par M. de Chevigné (p. 2937); Etat D, GUERRE, Chap. 160 : *Fabrications d'armement (Commandes passées en Allemagne)* (p. 2964); Etat D, MARINE, Chap. 182 : Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des arsenaux (*Complot de Toulon*) [17 juin 1952] (p. 2985); Art. 8 : Amendement de M. Triboulet tendant à permettre des transferts de crédits par décrets de chapitre à chapitre (p. 2989, 2990); Art. 9 bis : *Contrôle des installations immobilières* (p. 2990); Art. 10 : *Modification de forme* (p. 2991); Art 12 : Amendement de M. Triboulet relatif au nombre et à la répartition des officiers généraux (p. 2993 et suiv.); Art. 22 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au recrutement des officiers du cadre des ingénieurs de l'artillerie (p. 2998); Art. 23 : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au recrutement des ingénieurs mécaniciens de la marine (p. 2999); Continuation du débat (p. 3006); Art. 43 : Amendement de M. II.-L. Grimaud relatif à la gestion et à la cession éventuelle des logements militaires [18 juin 1952] (p. 3022); *Explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de voter des lois organiques réorganisant l'armée, la politique mondiale de la France, la conclusion de la communauté européenne de défense)* (p. 3025 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune, Chap. 3040 : Demande de reprise du chiffre du Conseil de la République pour le service du traitement des blessés paraplégiques [27 juin 1952] (p. 3322); GUERRE, Chap. 3105 : Demande de reprise du chiffre du Conseil de la République pour la remonte (*Achats de chevaux*) (p. 3323); Chap. 9002 : Demande de rétablissement des crédits pour l'équipement et l'habillement (p. 3323); — du projet de loi prorogeant le mandat des membres de l'Assemblée représen-

tative des Etablissements français en Océanie : *Discussion générale* [10 juillet 1952] (p. 3754); — du projet de loi modifiant la loi sur le recrutement de l'armée : *Discussion générale (Prorogation de six mois pour certaines catégories de fonctionnaires et d'étudiants)* [10 juillet 1952] (p. 3757, 3758); Art. 4 : *Amendement de M. R. Manceau tendant à n'appliquer la loi qu'à la classe 1954* (p. 3759); — du projet de loi sur les travaux mixtes; Art. 3 : *Amendement de M. Deixonne relatif à la composition de la Commission mixte civile et militaire chargée d'arbitrer les désaccords* [10 octobre 1952] (p. 4212); Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne tendant à mettre les dépenses supplémentaires à la charge du Ministère de la Défense nationale* (p. 4212); *Amendement de M. Deixonne tendant à donner trois mois aux autorités militaires pour formuler leur avis* (p. 4213). — Est entendu pour une communication du Gouvernement : *Combats se déroulant en pays Thaï au Tonkin* [24 octobre 1952] (p. 4391, 4392). — Prend part à la discussion du projet de loi portant révision du Code de justice militaire : *Demande de renvoi à la Commission de la justice, présentée par M. Desfos du Rau* [10 décembre 1952] (p. 6126 et suiv.); Art. 3 : *Tribunal militaire de cassation* (p. 6131). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Observations sur la modification de la présentation du budget)* [25 janvier 1953] (p. 325); *Observations sur la réalisation des engagements pris à Lisbonne, les grandes masses du budget de la Défense nationale, le reclassement de la fonction militaire, les 63 milliards de commandes off shore, les dix divisions existantes sur pied de guerre, l'augmentation des effectifs, les convocations de réservistes, le développement de l'aéronavale, le problème de l'augmentation de la durée du service militaire* (p. 346 et suiv.); *Discussion générale (Normes différentes pour les unités françaises et américaines)* [26 janvier 1953] (p. 375); *Motion préjudicielle de M. Bar-*

*tolini demandant l'application du décret du 22 mai 1951 en faveur des travailleurs de l'Etat* (p. 378); Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3101 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Parité de rémunération pour les fonctionnaires algériens)* (p. 380); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Modification de la pyramide des grades)* (p. 380); *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Salaires des ouvriers de l'Etat)* (p. 381); Chap. 3151 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Reclassement des gendarmes)* (p. 382); Chap. 3184 : *Amendement de M. J. Moch tendant à réduire de 12.500.000 fr. les crédits pour les postes permanents à l'étranger (Attachés militaires en Allemagne)* (p. 382, 383); Chap. 32-52 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et l'entretien de la gendarmerie (Contrat scandaleux d'achat de culottes de gendarmes)* (p. 383); Chap. 3253 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement de la gendarmerie (Relèvement de l'indemnité de déplacement)* (p. 384); Chap. 3261 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement du service de santé* (p. 384); Chap. 3383 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services de l'action sociale* (p. 384); Chap. 3383 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de l'action sociale (Achats abusifs des économats de l'armée)* (p. 385); Chap. 3403 : *Amendement de M. R. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'information (Edition de brochures sur l'armée européenne)* (p. 385, 386); *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'information (Subventions aux revues militaires)* (p. 386); Chap. 3794 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux correspondances militaires (Franchise postale pour les familles de soldats)* (p. 387); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les correspondances militaires (Franchise postale pour les familles de soldats)* (p. 387); Chap. 3796 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la mobilisation industrielle*

et à la protection civile (p. 389) ; Chap. 5182 : Centre de recherche de Guir (p. 390) ; Chap. 5281 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'établissement du service des poudres (Production de nitro-cellulose) (p. 390) ; Chap. 5491 : Construction de logements militaires (p. 391) ; Etat A, AIR, Chap. 3112 : Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Exemptions de service pour les mineurs) (p. 405, 406) ; Etat A, GUERRE, Chap. 3112 : Amendement de M. Mauvellet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Régime des permissions) (p. 427) ; Chap. 3131 : Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'armée (Barème des bordereaux de salaires) (p. 428) ; Etat A, MARINE, Chap. 5461 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases de l'aéronautique navale (Extension de Kouröga [26 janvier 1953] (p. 440) ; ESSENCES ET POUDRES, Etat D, Chap. 190 : Personnel militaire (Création d'emplois d'agents techniques) (p. 442) ; Chap. 9700 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'équipement (Construction de poudreries) (p. 443) ; Art. 28 : Amendement de M. Triboulet tendant à disjoindre l'article prévoyant le recrutement de quinze ingénieurs élèves de l'air en plus du contingent normal (p. 446) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 451, 452) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, DÉFENSE NATIONALE, Etat A, Section commune, Chap. 3161 : Amendement de M. Frédet tendant à maintenir la réduction de 1.000 francs sur les crédits du service de santé (Fusion des services de santé des trois armes) [3 février 1953] (p. 879, 880) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : Motion préjudicielle de M. Goudoux demandant l'extradition du général Lammerding, commandant la division Das Reich [27 janvier 1953] (p. 531) ; — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : Discussion générale (Extradition du général Lammerding) [18 février 1953] (p. 1112) ; Observations sur l'histoire de la procédure, l'arrestation de huit S. S. allemands, le sort des Alsaciens pendant l'occu-

pation, le cas des incorporés de force (p. 1122, 1123) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : Assimilation des inculpés allemands et alsaciens [20 février 1953] (p. 1254, 1255). — Donne sa démission de Ministre de la Défense nationale (Cabinet R. Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Est nommé Ministre de la Défense nationale et des Forces armées (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J.O. du 28 juin 1953, p. 5770).

#### En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis, en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouailhetas, et l'acquiescement de celui-ci par le tribunal militaire de Paris, en 1953 : Impossibilité juridique de revenir sur le jugement d'acquiescement, engagement du Gouvernement de faire le maximum en matière de réparations [23 juillet 1953] (p. 3825, 3826) ; S'engage à reprendre avec la justice militaire l'examen juridique de la question pour ouverture d'autres poursuites éventuelles (p. 3826). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la politique du Gouvernement en Indochine : Réponse à M. Giovoni (Distinction entre la nécessaire liberté de parole à l'Assemblée et le complot de certains parlementaires « pour la défaite de l'armée française » ; MM. Duclos et Billoux successivement nommés) [23 octobre 1953] (p. 4544) ; Controverse avec M. Kriegel-Valrimont, concernant l'attitude passée du parti communiste vis-à-vis de la guerre d'Indochine (p. 4568) ; — d'une proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres, amendée par le Conseil de la République : Discussion générale (Maintien, en tout état de cause, du secret proprement militaire, visé à l'article 78 du Code pénal, ainsi que le prévoyait le rapport Dureau) [30 octobre 1953] (p. 4697). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : Non-intervention du Gouvernement en matière de levée de l'immunité ; historique des poursuites (Initiative des juges d'instruction civils) ; arrêt de la Chambre des mises en accusation (30 juillet 1953) et mot d'ordre touchant la « défaite de l'armée française » ; textes applicables (Jurisprudence et doctrine) ; nécessité pour le Gouvernement de viser toujours le texte le plus sévère ; réponse à



*M. J.-M. Flandin (Négligence prétendue à documenter la Commission) [6 novembre 1953] (p. 4905 et suiv.) ; Justification de l'abstention du Gouvernement au scrutin (4921, 4922) ; — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires : Discussion générale (Commandes off shore) [29 décembre 1953] (p. 6953) ; Art. 1<sup>er</sup> : Ouverture de 178.259.322.000 francs de crédits pour janvier et février 1954 (Recrutement de personnel de carrière, instruction des réserves, commandes off shore, et aide américaine, défense et protection des civils, fermeture de certains arsenaux) (p. 6959 et suiv.) ; Art. 3 : Amélioration de la situation des militaires (Octroi de primes de technicité et problème du logement des cadres) (p. 6964) ; Chap. 54-71 : Amendement de M. Max Lejeune tendant à réduire de 135 millions les crédits pour les travaux et installations domaniales (Dépenses à mettre à la charge des États associés) (p. 6965, 6966) ; Art. 4 bis : Demande de disjonction de l'article interdisant des augmentations d'effectifs (p. 6967) ; Art. 4 ter : Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la Défense nationale (Primes de licenciement aux ouvriers de la cartoucherie du Mans) (p. 6969) ; Impossibilité de surseoir aux licenciements (p. 6971) ; Article additionnel : Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir des pensions aux ouvriers des établissements d'Etat licenciés ayant plus de quinze ans de service (p. 6971, 6982). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945, Art. 1<sup>er</sup> : Obligation d'alimenter en réserve de sang les hôpitaux, concours des hôpitaux militaires à la santé publique, préparation de la défense civile [4 mars 1954] (p. 646, 647). — Répond à une question de M. Daniel Mayer, relative aux publications d'écrits par les militaires [5 mars 1954] (p. 704). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la propagande au sein de l'armée en faveur de la Communauté européenne de défense [9 mars 1954] (p. 762). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : Discussion générale (Aide de nos alliés, système de sécurité collective, bilan*

*positif de l'année 1953, situation de paix armée des nations atlantiques, nécessité de la contribution allemande à la défense de l'Europe, armes nucléaires et propulsion atomique, politique du matériel, commandes off shore, amélioration nécessaire de la condition militaire, logement, transformation des grandes unités terrestres, stratégie continentale, défense aérienne, importance des engins d'interception, importance de la réorganisation du commandement interallié et du poste de chef d'Etat Major général des Forces armées, coexistence des armements classiques et des armements nouveaux) [17 mars 1954] (p. 942 et suiv.) ; — Motions préjudicielles de MM. Cayeux et Leenhardt tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale soit saisie d'une loi programme de protection civile [18 mars 1954] (p. 985, 986) ; Sa demande à l'Assemblée de repousser la motion préjudicielle de M. Malleret-Joinville (Réduction de 300 milliards des crédits prévus pour la Défense nationale et affectation des crédits ainsi libérés à la construction de logements) (p. 987) ; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01 : Amendement de M. Billat (Dispense totale du service militaire pour les pères de deux enfants, allègement du temps de service pour les pères de un enfant) (p. 988) ; Amendement de M. Devemy (Réduction du traitement du Ministre correspondant à la retenue subie par les gradés à solde mensuelle anciens prisonniers de guerre) (p. 988) ; Amendement de M. Montalat (Application du bordereau des salaires proposé par le syndicat F. O. des travailleurs de l'Etat) ; perspectives d'avenir et licenciement dans les arsenaux ou manufactures de Saint-Etienne, Tulle et Châtellerault (Commandes off shore) (p. 989) ; Amendement de M. Le Roy Ladurie (Fermeture de l'atelier de fabrication de Caen et installation de la société Ufrumec et de la société des aciéries de Pompey) (p. 991) ; Chap. 31-53 : Gendarmerie convocation des réserves (p. 991, 992) ; Chap. 31-54 : Justice militaire ; Amendement de M. Villon (Sabotage de la loi d'amnistie du 6 août 1953) (p. 993) ; Chap. 31-64 : Service de Santé, Médecine du Travail (p. 993) ; Chap. 31-84 : Postes permanents à l'étranger (Création de deux attachés aux Inventions à Londres et Washington, renforcement des missions d'achat) (p. 993, 994) ; Chap. 32-84 :*

*Missions à l'étranger, remboursements de frais* (p. 995, 996) ; Chap. 34-01 : *Administration centrale de la Défense nationale ; Amendement de M. Triboulet (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement, création du poste de chef d'Etat-major général des Forces armées)* (p. 996) ; Chap. 35-51 : *Amendement de M. Triboulet (Entretien des immeubles de gendarmerie)* (p. 996, 997) ; Chap. 37-91 : *Participation aux dépenses de fonctionnement de l'organisation du traité de l'Atlantique-Nord* (p. 997, 998) ; Chap. 37-92 : *Frais de fonctionnement des organismes de liaison chargés de la livraison et de la réception des matériels livrés au titre du Pacte d'assistance mutuelle* (p. 998) ; Chap. 51-82 : *Recherche scientifique (Coordination des services civils et militaires)* (p. 998) ; Chap. 53-52 : *Amendement de M. Triboulet (Crédits pour la Gendarmerie, habillement des skieurs)* (p. 999) ; Chap. 55-81 : *Infrastructure interalliée (Commandement et administration des bases situées sur notre sol : Mers-el-Kébir, Bizerte)* (p. 1000, 1001) ; *Lettre rectificative (Crédits relatifs aux installations pétrolières, importance des moyens de stockage, constitution d'un réseau de pipe-lines)* (p. 1001) ; SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-22 : *Amendement de M. Monteil (Autonomie de la direction technique et industrielle, au sein du Secrétariat d'Etat)* (p. 1013) ; Chap. 31-31 : *Amendement de M. Ribère (Situation des personnels civils de la Défense nationale en Algérie)* (p. 1014) ; Chap. 31-32 : *Amendement de M. Bartolini (Application du décret du 22 mai 1951 aux travailleurs de l'Etat)* (p. 1015) ; Chap. 32-41 : *Amendement de M. Monteil (Alimentation de l'armée de l'Air)* (p. 1016) ; Chap. 33-91 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement pour les prestations et versements obligatoires, indépendance des Caisses de sécurité sociale militaire)* (p. 1016) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : *Soldes et indemnités des officiers (Politique du logement du Gouvernement, cas de Saint-Maixent) [19 mars 1954]* (p. 1040) ; Chap. 31-32 : *Licenciements dans les fabriques d'armement, reconversion sous le Ministère Tillon, problème des salaires, commandes off shore, cas de Châtellerault et de Tulle* (p. 1049, 1050, 1072) ; *Amendement de M. Billat (Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qu'il vise la vente de l'établis-*

*sement de Saint-Priest, l'effort d'investissement accompli dans les établissements d'Etat)* (p. 1074) ; Chap. 54-41 : *Reconstruction de la manutention de Paris-Fontenoy* (p. 1089) ; SECTION MARINE, Etat A, Chap. 31-32 : *Amendement de M. Rabier (Disparité entre les salaires des ouvriers de la Défense nationale en Algérie et dans la métropole)* (p. 1102) ; SECTION ESSENCES ET POUDRES, Etat D, Chap. 99-00 : *Amendement de M. Maurellet (Crédits demandés pour les dépôts du Nord-Est et pour la construction de réservoirs à Casablanca)* (p. 1110) ; SECTION COMMUNE, Art. 8 bis : *Amendement de M. Triboulet (Date de rétablissement par décrets, au profit du relèvement de la condition militaire, des crédits ayant subi un abattement au Parlement)* (p. 1113) ; Art. 12 : *Amendement de M. Triboulet (Fixation du pourcentage de grades des officiers d'administration de la Marine)* (p. 1114) ; *Article additionnel de M. Gaumont (Réductions progressives d'effectifs dans certains grades)* (p. 1115) ; Art. 14 : *Amendement de M. Gaumont (Admission des officiers des troupes coloniales, appartenant aux services, dans l'infanterie ou l'artillerie)* (p. 1115) ; Art 14 bis à 14 quater : *Amendement de M. Le Coutaller (Droit à pension des ouvriers licenciés)* (p. 1117, 1118, 1128) ; Art. 16 : *Amendement de M. Billat (Cession à la ville de Fort-de-France de certains ouvrages et postes militaires)* (p. 1119) ; *Article additionnel de M. Triboulet (Autorisation pour le service des poudres de fabriquer et de vendre des cartouches, arrêt du Conseil d'Etat)* (p. 1124) ; *Article additionnel de M. Maurellet (Statut des ingénieurs chimistes et des ingénieurs des travaux de poudrerie)* (p. 1125) ; *Article additionnel de M. Bartolini (Ouverture d'un secteur de fabrications civiles dans les établissements et arsenaux de l'Etat, cas de l'usine de Châtellerault et des arsenaux de Diego-Suarez et de Dakar)* (p. 1125) ; *Article additionnel de M. Bartolini (Revision des salaires des travailleurs de l'Etat, conformément au décret du 22 mai 1951, lui oppose l'article 48 du règlement)* (p. 1125) ; *Ses observations sur la gestion de la Défense nationale par les socialistes* (p. 1132) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Publication du livre du Général de Larminat sur la C. E. D.) [1<sup>er</sup> avril 1954]* (p. 1595) ; Art. 26 : *Date du dépôt du projet de loi*

concernant l'organisation de l'industrie aéronautique (p. 1599, 1600) ; Seconde délibération ; Art. 8 bis : Affectation des crédits concernant la protection civile (p. 1607) ; Débat sur l'affaire Juin (p. 1609) ; — d'une interpellation relative à la propagande faite au sein des corps de troupes, en faveur de la Communauté européenne de Défense : Discussion générale (Nécessité d'éviter les propagandes visant à introduire la politique dans l'armée [26 mars 1954] (p. 1321, 1322). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : d'une interpellation relative à l'acquittement du chef de la milice de Belley : Rôle du département de l'Ain dans la résistance, instruction menée par la justice militaire contre Chaduc, affaire Colin [9 avril 1954] (p. 1956 et suiv.) ; Procédure et affaire du « complot » communiste (p. 1959) ; — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : Réplique à M. Pronteau (Présence prétendue de S. S. à Dien-Bien-Phu, démenti) [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2749) ; Réplique à M. Dronne touchant son discours à Louang-Prabang (p. 2750) ; Réponse aux attaques personnelles formulées à son égard, portée restreinte de ses responsabilités générales (Textes réglementaires), sa mission en Indochine, pouvoirs exceptionnels à lui conférés, conclusions rapportées (à la disposition éventuelle de la Commission spéciale pour l'Indochine) ; défense du Général Navarre et de l'opération de Dien-Bien-Phu ; faiblesse de nos moyens aériens en Indochine, ses causes, autres moyens successivement engagés (Personnel et matériel), épuisement des réserves ; réplique à M. A.-P. Monteil (Affaire de l'Express) ; sa conception touchant la liberté de la presse (Exemples anglo-saxons) ; C. E. D. visée à travers sa personne [8 juin 1954] (p. 2825 et suiv.). — Donne sa démission de Ministre de la Défense nationale et des Forces armées (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (J. O. du 29 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député.

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Précédent posé par son propre Gouvernement, recueillant l'avis du Parlement avant de soumettre aux Gouvernements étrangers

[31 août 1954] (p. 4489) ; Ses explications de vote sur la question de confiance : laisser à ses auteurs la responsabilité de la « solution de rechange » aujourd'hui proposée à la C. E. D., garanties apportées par celle-ci (Témoignage du Maréchal Juin) à incorporer si possible aux Accords, réponse à « l'avertissement brutal » de Sir Winston Churchill ; dangers du tête-à-tête franco-allemand dans le cadre de l'O. T. A. N. (Remplacement prochain à prévoir du Général Gruenther et des Maréchaux Juin et Montgomery) [12 octobre 1954] (p. 4673). — Prend part au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la Défense nationale : Mise au point touchant ses responsabilités supposées dans la nomination de Labrusse (Ex-chef de cabinet de M. Biondi, qui le présenta) [3 décembre 1954] (p. 5756). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, MARINE MARCHANDE : Déploire l'absence du Ministre des Travaux publics [6 décembre 1954] (p. 5880) ; Etat A, Chap. 31-41 : Son amendement indicatif (Situation des gardes maritimes et des syndicats des gens de mer) (p. 5897) ; le retire (p. 5898) ; Chap. 45-02 : Son amendement indicatif (Problème du cabotage) [7 décembre 1954] (p. 5921, 5922) ; le retire (p. 5922) ; Article additionnel de M. Colin (Institution d'une subvention pour les travaux de recherches sur les algues) [8 décembre 1954] (p. 5964) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Son article additionnel tendant à autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts pour la reconstruction des ponts détruits [15 décembre 1954] (p. 6383) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : Discussion générale : chances d'éventuelles négociations parallèles (« cela dépend des Russes ») [22 décembre 1954] (p. 6744) ; Son rôle personnel dans le réarmement allemand (Réponse à M. Pierre André) ; Adoption par l'Assemblée, le 25 octobre 1950, d'un ordre du jour écartant « la reconstitution d'une armée et d'un état-major allemands » ; Opposition du groupe communiste [23 décembre 1954] (p. 6802, 6803). — Est entendu sur le procès-verbal : Sa réplique à la mise au point de M. Billoux (p. 6805) ; — Rapport n° 9703, articles addi-

tionnels : *Approuve le Président du Conseil sur la nécessité de poursuivre sans désenparer* (p. 6842); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955, Art. 2 : *Amendement de M. Métaayer (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7019); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Agriculture, directives à nuancer, fonds de garantie mutuelle, habitat rural, recalcification des sels* [42 mai 1955] (p. 2695 à 2698); *Secteur locatif* (p. 2697); *Développement régional : comités d'expansion économique, électrification, moyens mis à la disposition des fonds de conversion, de décentralisation et de reclassement, loyer de l'argent* (p. 2698, 2699); *L'exemple sicilien* (p. 2698); *Le cadre européen et le mouvement vers la convertibilité* (p. 2699); — d'une proposition de résolution relative à la Constitution : *Instabilité ministérielle symptôme de l'impuissance ministérielle* [24 mai 1955] (p. 2954). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre : *Importations avec l'Angleterre* [5 juillet 1955] (p. 3624, 3625, 3630). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE, Chap. 31-12 : *Temps de service des hommes du contingent envoyés en Afrique du Nord* [23 juillet 1955] (p. 4173); Art. 18 : *Son amendement (Officiers et sous-officiers de réserve ayant servi volontairement en Indochine)* (p. 4207); le retire (ibid); Art. 19 : *Amendement de M. Chupin (Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948)* (p. 4208, 4209); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 7 : *Amendement de M. Lecourt (Vote personnel des députés lors des scrutins sur la présentation des gouvernements, traités internationaux, questions de confiance, motions de censure)* [26 juillet 1955] (p. 4257, 4258); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 31-01 : *Son amendement (Situation résultant du blocage des crédits de l'inscription maritime jusqu'à la modification du statut des syndics, gens de mer et gardes-maritimes)* [27 juillet 1955]

(p. 4353, 4354); le retire (p. 4354); Art. 7 : *Reconduction du budget, mise au vote sans scrutin de cet article* (p. 4382). = S'excuse de son absence [24 juin 1954] (p. 3040), [4 octobre 1955] (p. 4753). = Obtient des congés [24 juin 1954] (p. 3040), [4 octobre 1955] (p. 4753).

**PLUCHET (M. Bernard)**, Député de l'Eure (P. C. D.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [16 février 1952] (**F. n° 106**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [23 juillet 1954] (**F. n° 412**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses de bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale, **n° 3094**. — Le 19 juin 1952, une proposition de loi tendant à soustraire de la compétence de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières, les opérations immobilières des caisses de crédit agricole et des autres institutions de mutualité agricole, **n° 3720**. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, une proposition de loi tendant à permettre la libre disposition des créances de dommages de guerre, **n° 10227**. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les décrets et lois organiques des 2 février 1852, 30 novembre 1875, 17 juillet 1882, 14 octobre 1946 et particulièrement la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 11716**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 118 : *Réforme du régime de la sécurité sociale par loi-cadre* [28 janvier 1953] (p. 598). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au Règlement* [17 mars 1953] (p. 1967). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Energie une question relative aux différents producteurs d'hydrocarbures [20 mars 1953] (p. 2093, 2094). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif à la procédure d'achat à l'amiable avant expropriation* [27 mars 1953] (p. 2485); *le retire* (p. 2486); *Amendement de M. Le Roy Ladurie tendant à supprimer les expropriations pour créations de zones industrielles* (p. 2486); Art. 2 : *Amendement de M. Laborbe tendant à faire prononcer par décret en Conseil d'Etat la déclaration d'utilité publique pour un terrain exproprié* (p. 2498); *Son amendement tendant à prévoir l'avis du Ministère de la Justice* (p. 2499); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article fixant la cotisation des producteurs pour la résorption des excédents de céréales* [25 octobre 1952] (p. 4484, 4485). — Est entendu sur une demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5427). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Etat G : *Amendement de M. Charpentier (Retenue sur le prix des betteraves au profit de la Fédération professionnelle agricole pour main-d'œuvre saisonnière)* [19 mars 1955] (p. 1774); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement; Art. 3 : *Son amendement (Impossibilité pour le groupe ayant épuisé son temps de parole de demander des scrutins publics)* [21 juillet 1955] (p. 4003); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 6 : *Son amendement (Cotisation des ressortissants du groupement interprofessionnel de la betterave)* [27 juillet 1955] (p. 4360); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 6 :

*Groupement interprofessionnel de la betterave* [4 août 1955] (p. 4619). = S'excuse de son absence [4 mai 1954] (p. 2089), [5 juillet 1955] (p. 3607). = Obtient des congés [4 mai 1954] (p. 2089), [5 juillet 1955] (p. 3607).

**POINSO-CHAPUIS (Mme Germaine), Député des Bouches-du-Rhône [1<sup>re</sup> circonscription] (M.R.P.)**

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — Est nommée : Secrétaire de la Commission des affaires économiques [22 janvier 1953] (**F. n° 217**); par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil supérieur du service social [19 décembre 1951] (**F. n° 76**), [10 février 1954] (**F. n° 346**).

**Dépôts :**

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 383 du Code civil relatif à l'attribution de l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants naturels, **n° 197**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 373 du Code civil, **n° 202**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 724, 1388, 1393, 1399, 1400, 1497, 1832, 2135 et 2193 à 2195 du Code civil, ainsi qu'à ajouter au Titre V, du Livre III du Code civil, un chapitre IV intitulé : « Du régime légal de séparation de biens avec participation aux acquêts à la dissolution du mariage », **n° 203**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, **n° 251**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, **n° 252**. — Le 20 juillet 1951, une proposition

de loi tendant au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, n° 253. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail (art. 31 *x* du chap. 4 *bis* du titre II du Livre I<sup>er</sup> du Code du travail) et instituant un indice mobile des salaires par rapport aux prix et à la production, n° 320. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi portant réforme de la filiation et tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil, n° 379. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes de prestations familiales, n° 395. — Le 7 septembre 1951, une proposition de loi relative à la limitation des débits de boissons, n° 1037. — Le 18 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1095) tendant à modifier le délai prévu à l'article de la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 tendant à interdire le système de vente avec timbre-primés, n° 2072. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : 1° le rapport (fait au cours de la précédente législature); repris le 2 août 1951 (n° 496), sur : I. le projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; II. les propositions de loi : 1° de M. Henri Teitgen tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général, et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles; 2° la proposition de loi de M. Louis Vallon et plusieurs de ses collègues (n° 2145) sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, n° 3085. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation, n° 3100. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi relative à la réglementation des loteries commerciales, n° 3268. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi relative à la rénovation et à l'équipement des hôpitaux marseillais, n° 3695. — Le 18 juin 1952, une proposition de loi tendant à régulariser le marché des corps gras, n° 3717. — Le 18 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet

de loi (n° 3687) complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 3718. — Le 25 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3687) complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 3747. — Le 20 juin 1952, un rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des affaires économiques, sur : 1° le rapport (fait au cours de la précédente législature), repris le 2 août 1951 (n° 496), sur : I. le projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; II. les propositions de loi : *a*) de M. Henri Teitgen tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général, et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal; *b*) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles; 2° la proposition de loi de M. Louis Vallon et plusieurs de ses collègues (n° 2145) sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, n° 3753. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 4089. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques certaines rentes viagères, n° 4091. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 4024) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 3687) adopté par l'Assemblée Nationale complétant l'article 37 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 4103. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier la procédure relative aux gardes d'enfants en matière de divorce et de séparation de corps, n° 4174. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 2955) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1095) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier le délai prévu à l'article 5 de la loi n° 51-356 du 20 mars 1951 tendant à interdire le système de vente avec timbres-primés, n° 4438. — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 740) de M. Léo Hamon, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à majorer d'une unité les

charges des veuves de guerre non remariées, pour l'application de toutes dispositions, tant nationales que locales, comportant des avantages en faveur des familles nombreuses, **n° 4481**. — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à étendre aux professeurs libres non salariés les dispositions de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, **n° 4857**. — Le 14 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, afin d'étendre le régime d'allocation-vieillesse des personnes non salariées aux directeurs d'établissements d'enseignement privé, **n° 5047**. — Le 24 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2265) de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose, **n° 5304**. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 4863) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 2389) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article 8 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique et sur la police des débits de boissons en ce qui concerne les mineurs de moins de 16 ans, **n° 5492**. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à simplifier et faciliter les formalités de l'adoption, **n° 6177**. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les modalités suivant lesquelles a été effectuée, dans l'administration des P. T. T., l'application de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950 portant réforme de l'auxiliarat, **n° 6308**. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les titulaires de billets de congé payé de la même réduction de tarif pour leur voyage en Afrique du Nord que celle accordée sur les tarifs de la S. N. C. F. et sur les lignes de navigation qui desservent la Corse, **n° 6321**. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, **n° 6391**. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à

assuré le respect de la législation sur la publi-  
cité des apéritifs, **n° 6393**. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 6137) relatif à l'application de la loi du 21 décembre 1941 et du règlement d'administration publique du 17 avril 1943 aux hospices civils de Strasbourg, **n° 6460**. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 6534) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 474) adoptée par l'Assemblée Nationale sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, **n° 6939**. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les propriétaires sinistrés totaux du prélèvement sur les loyers destiné au financement du fonds national de l'amélioration de l'habitat, **n° 7186**. — Le 9 décembre 1953, une proposition de loi portant réglementation des conditions d'exercice des professions de teinturier-nettoyeur et détacheur-apprêteur, **n° 7411**. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues (n° 3008) ayant pour objet d'accorder à toute veuve un secours immédiat à la mort de son mari, de lui donner une formation professionnelle et de l'exempter de certains arriérés d'impôts ; 2° de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues (n° 4803) tendant à instituer l'assistance aux veuves civiles sans ressources et à faciliter l'accès des veuves civiles à l'exercice d'une profession, **n° 7788**. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 42-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile, **n° 7874**. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 5201) tendant à doter d'un statut le personnel des services de radiologie des hôpitaux et sanatoria ; 2° de MM. Rarrot, Henri Lacaze et Billiemaz (n° 6465) tendant à doter d'un statut professionnel le personnel des services d'électroradiologie et radiothérapie des hôpitaux publics, établissements de soins ou de cure, communaux et départementaux, sanatoria publics, **n° 7887**. Le 2 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre

aux marchés des collectivités locales et des établissements publics les dispositions du décret n° 53-405 du 11 mai 1953 relatif aux marchés de l'Etat, **n° 7921**. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à rouvrir les délais de recours gracieux et contentieux pour les fonctionnaires dégagés des cadres en application de la loi du 15 février 1946, **n° 7996**. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi modifiant l'article 9, paragraphe 2°, premier alinéa du Code des pensions civiles et militaires de retraite, relatif à l'attribution d'une bonification de services aux femmes fonctionnaires, **n° 7998**. — Le 11 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2265) de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose, **n° 8006**. — Le 16 mars 1954, une proposition de loi tendant à créer dans toute la France une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance, de la famille et de la femme, **n° 8054**. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 6883) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1954, **n° 8056**. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à faire prendre en compte, pour la détermination des droits en matière d'avancement et le décompte des services valables pour la retraite, les années de mise en disponibilité des femmes fonctionnaires mères de famille, qui interrompent leur travail dans les conditions prévues à l'article 120 du statut général des fonctionnaires, **n° 8159**. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 7441) de Mme Poinso-Chapuis portant réglementation des conditions d'exercice des professions de teinturier-nettoyeur et détacheur-apprêteur, **n° 8956**. — Le 10 août 1954, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8103 rectifié) relatif à l'aménagement de la Durance, **n° 9122**. — Le 10 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à poursuivre la lutte anti-alcoolique, **n° 9126**. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : 1° la proposition de

loi de M. Catrice et plusieurs de ses collègues (n° 3799) sur l'institution de commissions économiques régionales, correspondantes du Conseil économique; 2° la proposition de résolution de M. Catrice et plusieurs de ses collègues (n° 8869) tendant à inviter le Gouvernement à instituer des comités économiques régionaux, **n° 9197**. — Le 28 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 1037) relative à la limitation des débits de boissons; 2° de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 5066) relative à la réglementation des cercles privés organisés par les associations d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre, **n° 9233**. — Le 31 août 1954, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux mutations intervenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1954, les dispositions de l'article 35 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, **n° 9252**. — Le 25 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur : 1° la proposition de loi de M. Catrice et plusieurs de ses collègues (n° 3799) sur l'institution de commissions économiques régionales, correspondantes du Conseil économique; 2° la proposition de résolution de M. Catrice et plusieurs de ses collègues (n° 8869) tendant à inviter le Gouvernement à instituer des comités économiques régionaux, **n° 9580**. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un corps particulier de surveillants et maîtres d'internat des centres d'apprentissage, **n° 10129**. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à protéger les enfants mineurs contre les tentations des salles de jeux, **n° 10149**. — Le 19 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi (n° 9862) et la lettre rectificative (n° 10114) au projet de loi tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la santé publique; II. les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 1037) relative à la limitation des débits de boissons; 2° de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 5066) relative à la réglementation des cercles privés organisés par



les associations d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre, n° 10470. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à certaines pratiques préjudiciables au consommateur en matière de consigne de « verres » dans les boutiques et magasins de détail, n° 10896. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 301 du Code civil relatif à la pension alimentaire et aux réparations pécuniaires allouées à l'un des époux en cas de divorce, n° 11033. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à accorder la pension de réversibilité sous certaines conditions aux veuves de cheminots, quelle que soit la date du décès de leur mari, n° 11116. — Le 6 juillet 1955, une proposition de loi tendant à réglementer la publication des articles relatant des crimes, n° 11126. — Le 26 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 10505) de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à préciser la portée de la loi n° 54-37 du 6 janvier 1954 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par cette loi, n° 11317. — Le 26 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 10303) tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru ; 2° de M. Dagain et plusieurs de ses collègues (n° 10732) tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru ; 3° de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 10791) tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatifs aux bouilleurs de cru ; 4° de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 11170) tendant à reporter au 1<sup>er</sup> septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif aux bouilleurs de cru, n° 11318. — Le 27 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier les coefficients de majoration des rentes viagères et pensions allouées en réparation d'un préjudice, n° 11341. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur :

I. les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 3430) tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques ; 2° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 3991) tendant à assurer le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile ; 3° de M. Buron et plusieurs de ses collègues (n° 4168) tendant à organiser le reclassement et l'emploi des diminués physiques ; 4° de M. Villard et plusieurs de ses collègues (n° 4638) tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 2627) tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux aveugles et aux sourds-muets les dispositions de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, sans préjudicier à ces derniers ; 2° de Mme de Lipkowski (n° 9405) tendant à inviter le Gouvernement à user sans tarder des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée Nationale en vue de promouvoir les mesures propres à assurer le reclassement professionnel de tous les citoyens dont la capacité de travail se trouve, pour une cause quelconque, temporairement ou définitivement diminuée, n° 11363. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 10210) de Mme Francine Lefebvre tendant à la réorganisation professionnelle de l'industrie des pâtes alimentaires, n° 11513. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 10896) de Mmes Poinso-Chapuis, Francine Lefebvre et M. Catrice tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à certaines pratiques préjudiciables au consommateur en matière de consigne de « verres » dans les boutiques et magasins de détail, n° 11514. — Le 8 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la réintégration dans leur cadre d'origine des secrétaires et inspecteurs de police d'Etat dégagés des cadres le 1<sup>er</sup> mai 1948 en application de la loi du 3 septembre 1947, dont le reclassement a été réalisé en qualité de gardiens de la paix, en application de la circulaire n° 314 du 30 juin 1948, n° 11574. — Le 12 octobre 1955, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 10505) de M. Desson tendant à inviter le Gouvernement à préciser

la portée de la loi n° 51-37 du 6 janvier 1951 réglementant la publicité des boissons autorisées en ce qui concerne les formes que peut revêtir la publicité autorisée par cette loi, n° 11594. — Le 1<sup>er</sup> novembre 1955, une proposition de loi tendant à assimiler à l'artisanat la petite exploitation de salle cinématographique, n° 11787. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi relative à la situation des commissaires de police admis au concours 1938-1939 dont la nomination a été retardée par suite d'événements de guerre, n° 11811. — Le 18 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à la censure cinématographique les affiches illustrées destinées à annoncer la projection des films, ainsi que les extraits des films annonçant les prochains programmes, n° 11924. — Le 18 novembre 1955, une proposition de loi tendant à renforcer la garantie du maintien dans les lieux accordée aux sous-locataires de locaux meublés par l'article 45 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 11925.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'équilibrer prix et salaires, l'expansion de la production, non suivie d'une augmentation du pouvoir d'achat des salariés, l'application de l'échelle mobile aux U. S. A., le salaire minimum national garanti, le lien entre les prix et le rendement de la taxe de transaction, la nécessité de réviser l'échelle mobile tous les trois mois)* [18 septembre 1951] (p. 7423, 7424, 7425, 7426, 7427) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à lier l'échelle mobile aux résultats de la taxe de transaction* [20 septembre 1951] (p. 7511, 7512). — Pose : à M. le Ministre du Budget, une question sur le réemploi de la plus-value réalisée sur la vente d'un immeuble [16 novembre 1951] (p. 8144) ; — à M. le Ministre du Budget, une question sur la taxation des plus-values réalisées sur la vente d'immeubles [16 novembre 1951] (p. 8145). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux laboratoires*

*(Commission des thérapeutiques nouvelles)* [4 décembre 1951] (p. 8787, 8788) ; *le retire* (p. 8788) ; Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre l'alcoolisme* [5 décembre 1951] (p. 8810) ; *le retire* (p. 8812) ; Chap. 5100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Réadaptation au travail)* (p. 8813) ; *le retire* (p. 8813) ; Chap. 51-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enfance inadaptée (enfants anormaux et dévoyés)* (p. 8816) ; *le retire* (p. 8817) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 14-90 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène scolaire (Adjoints d'hygiène scolaire)* [19 décembre 1951] (p. 9420). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de crédit [25 janvier 1952] (p. 380). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Avantages de l'échelle mobile, accroissement de la production pour permettre d'augmenter le niveau de vie)* [19 février 1952] (p. 824, 825) ; — du projet de loi relatif aux prix imposés ; en qualité de *Rapporteur* [20 juin 1952] (p. 3077) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gazier tendant à appliquer la loi aux prix de marque* [20 juin 1952] (p. 3086, 3087) ; Art. 2 : *Application de la loi jusqu'au 31 décembre 1952 ou jusqu'à la mise en vigueur de la loi sur le contrôle des ententes professionnelles* (p. 3088) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3891) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; en qualité de *Rapporteur* [20 juin 1952] (p. 3125 et suiv.) ; Art. 2 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à substituer « liberté du commerce » à « intérêt général »* [24 juin 1952] (p. 3177) ; *Amendement de M. Catroux tendant à supprimer la mention du « dumping »* [26 juin 1952] (p. 3228) ; *Amendement de M. Catroux tendant à supprimer l'énumération des manœuvres de spéculation* (p. 3228) ; *Amendement de M. Sauer tendant à supprimer les pratiques interdisant l'octroi d'augmentations de salaires* (p. 3228) ; *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif à l'exercice d'un monopole* (p. 3229) ; *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ajouter les monopoles de publicité, d'exposition ou de préconisa-*

tion (p. 3229, 3230); Amendement de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inclure le contrôle exercé par le jeu des participations financières (p. 3230); Amendement de M. Gaubert tendant à inclure l'emploi de la publicité abusive (p. 3231); Amendement de M. Catrice tendant à inclure le refus de vente au prix du marché (p. 3231); Art. 3 : Amendement de M. Catroux tendant à déférer au Conseil supérieur des ententes les conventions imputables à des entreprises ayant un statut légal particulier (p. 3232); Amendement de M. Sauer tendant à exclusion de la loi les syndicats ouvriers (p. 3233); Article additionnel : Amendement de M. Gautier tendant à rendre obligatoire la déclaration des ententes et leur publication au Journal Officiel (p. 3233); Amendement de M. Costes tendant à ne pas opposer la loi au droit de grève (p. 3234); Titre II : Demande de disjonction des articles relatifs au Conseil supérieur des ententes, présentée par M. Frédéric-Dupont (p. 3236, 3237); Amendement de M. Gaborit tendant à supprimer le tribunal national des ententes et à simplifier le règlement des litiges (p. 3247); Art. 4 : Amendement de M. Bénard tendant à charger le Ministre des Affaires économiques de la direction du Conseil supérieur des ententes (p. 3248); Art. 5 : Amendement de Mme Estachy relatif à la composition du Conseil supérieur des ententes (p. 3249); Art. 7 : Amendement de M. H.-L. Grimaud relatif à l'instruction des procédures par le Conseil supérieur des ententes (p. 3250); Amendement de M. Catroux relatif à l'enquête par le Conseil supérieur des ententes (p. 3250); Art. 8 : Amendement de M. Catroux relatif à la création d'un secrétariat examinant les procédures gracieuses (p. 3250); Art. 10 bis : Amendement de M. Catroux tendant à supprimer la fin de l'article énumérant les pratiques condamnables (p. 3251); Art. 12 : Amendement de M. H. L. Grimaud tendant à supprimer l'article permettant aux parties de faire opposition aux décisions du Conseil supérieur des ententes (p. 3252); Amendement de M. Cherrier tendant à publier les rapports d'information au Journal Officiel (p. 3252); Titre III : Amendement de M. Caillaud tendant à supprimer les articles concernant le tribunal national des ententes (p. 3253); Art. 13 : Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article créant un nouveau tribunal (p. 3254); Amendement de M. Catroux tendant à modifier et à compléter l'article 119 du Code pénal, évi-

tant ainsi une juridiction d'exception (p. 3256 et suiv.); Amendement de M. Catroux relatif au droit appliqué par le tribunal des ententes et tendant à ne pas établir de principes créant un tribunal d'exception [9 juillet 1952] (p. 3736 et suiv.); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas créer de juridiction d'exception par le tribunal des ententes (p. 3738 et suiv.); Amendement de M. Secrétain tendant à laisser au Gouvernement le soin d'établir le tribunal des ententes [10 juillet 1952] (p. 3770, 3771); Art. 14 : Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article relatif à la composition du tribunal des ententes (p. 3783); Amendement de M. Devinat tendant à recruter les juges du tribunal des ententes parmi les Conseillers d'Etat (p. 3784, 3785); Art. 17 : Amendement de M. Cherrier tendant à rendre les débats du tribunal obligatoirement publics (p. 3785); Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à ne permettre au tribunal de statuer que si plus de la moitié des membres sont présents (p. 3786); Art. 18 : Amendement de M. Catroux tendant à substituer « ordonner » à « enjoindre » (p. 3787); Amendement de M. Catroux tendant à ne pas déclarer nuls les actes interdits (p. 3787); Amendement de M. Valabrègue tendant à supprimer le huitième alinéa plaçant dans le domaine public les brevets inexploités (p. 3788, 3789); Amendement de M. Catroux tendant à prévoir l'exécution des jugements par réquisition de la force publique (p. 3790); Art. 19 : Amendement de M. Montillot relatif à la publicité des jugements (p. 3791); Art. 20 : Amendement de M. M. Grimaud tendant à prévoir des pourvois en Cour de Cassation (p. 3792); Art. 21 : Amendement de M. Catroux tendant à détruire les sanctions pour faux témoignage devant le tribunal des ententes (p. 3792); Continuation du débat (p. 3793); Article additionnel : Amendement de M. Lapie tendant à créer deux postes de Conseillers d'Etat (p. 3794); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-41 : Service de la santé (Fusion des directions de la population et de la santé) [30 octobre 1952] (p. 4595). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative à l'application de la loi Roustan [28 novembre 1952] (p. 5847, 5848). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : Son amen-

dement tendant à détaxer les rentes viagères [21 décembre 1952] (p. 6882); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; en qualité de Rapporteur [3 mars 1953] (p. 1532 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. M. David tendant à confier aux dispensaires d'hygiène sociale la surveillance des alcooliques (p. 1537); Art. 5 : Demande de disjonction du dernier alinéa créant des centres de rééducation pour alcooliques, présentée par le Gouvernement (p. 1538); Art. 11 : Amendement de M. Lacaze relatif au cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accident ou de crime (p. 1539, 1540); Amendement de M. Golvan tendant à permettre à la police d'interdire la conduite d'un moyen de transport aux alcooliques ivres (p. 1541); Art. 12 : Jugements rendus pour un fait commis en état d'ivresse (p. 1542); — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : Cas tout particulier de Marseille, respect des précisions de la Commission du Plan (Pas de confusion avec la Commission « à usage interne » prévue pour Marseille); Aucune concurrence avec Nantes et Saint-Nazaire, financées sur crédits de reconstruction [30 octobre 1953] (p. 4704, 4705); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 43-91 : Subventions aux Centres régionaux d'éducation sanitaire populaire; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif [5 novembre 1953] (p. 4865); Chap. 46-31 : Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (Horaires de travail des hôpitaux et hospices, situation des aveugles et grands infirmes d'après la loi du 22 août 1946) [26 novembre 1953] (p. 5550, 5554); Art. 6 : Encouragement à l'exportation (Organisation de la concurrence sur les marchés d'exportation) (p. 5592, 5593); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : Administration centrale (Police de Marseille, avancement et primes données aux agents pour les contraventions relevées) [9 décembre 1953] (p. 6349, 6350). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au remboursement des vaccinations obligatoires effectuées par des médecins particuliers [30 octobre 1953] (p. 4723). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour

autrui, en qualité de Rapporteur [6 avril 1944] (p. 1777); Art. 5 : Amendement de M. Lacaze (Création de sections de centres de rééducation) (p. 1778); Art. 10 : Amendement de M. Lacaze (Application des articles 31 à 40 de la loi du 30 juin 1838 aux personnes placées dans des centres de rééducation spécialisés) (p. 1779, 1780); Art. 11 : Examen médical, dosage de l'alcool en cas d'accident et d'enfants martyrisés (p. 1780, 1781); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants; Art. 5 : Son amendement (Transfert de compétence, extension de la compétence du tribunal pour enfant); placement d'enfants de l'Assistance publique, le livre « Les saints vont en enfer » [6 avril 1954] (p. 1804, 1805, 1806); le retire (p. 1807). — Prend part au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné : Accord sur les principes, inquiétude sur les moyens de la politique envisagée, refus d'un « Gouvernement d'essai », précisions nécessaires sur l'Indochine (Choix des interlocuteurs, méthodes de négociation, mesures militaires envisagées), la politique d'expansion économique, le réarmement allemand et la C. E. D. (Position médiatrice éventuelle) [17 juin 1954] (p. 2998, 2999). — Est entendue sur l'ordre du jour : Déroulement des discussions prévues, dévolution des biens de presse et légitimation des enfants adultérins [20 juillet 1954] (p. 3433). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : Discussion générale (Droit aux aliments des enfants adultérins et incestueux) [27 juillet 1954] (p. 3627); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, en qualité de Rapporteur pour avis : Rentabilité de l'opération, prix de revient du kilowatt Durance [13 août 1954] (p. 4324, 4322); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-41 : Contrôle des médicaments [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5666); Chap. 43-12 : Statut du personnel hospitalier, cas spécial du personnel des services de radiologie (p. 5674); Chap. 43-21 : Subventions aux écoles d'assistantes sociales et aux œuvres de formation familiale et ménagère (p. 5675); Chap. 43-92 : Participation à des congrès et manifestations diverses (p. 5677); Chap. 46-26 : Amendement indicatif de M. Guthmuller (Réforme des lois d'assistance, remplacement des commissaires

enquêteurs par des assistantes sociales) [2 décembre 1954] (p. 5695); Chap. 46-31 : *Allocation de salaire unique pour les grands infirmes* (p. 5700); Chap. 47-15 : *Application de la loi relative aux alcooliques dangereux, détaxation des jus de fruits* (p. 5717); Chap. 47-15 : *Son amendement indicatif (Prophylaxie de l'épilepsie)* (p. 5718); *le retire* (p. 5719); Chap. 47-18 : *Subventions pour les crèches et les pouponnières, subventions pour la Ligue nationale de lutte contre le cancer* [4 décembre 1954] (p. 5798); Chap. 47-22 : *Enfance inadaptée* (p. 5799 et suiv.); Etat B, Chap. 59-90 : *Création d'un bureau des méthodes pour la construction des hôpitaux* (p. 5804, 5805); Etat A, Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes* (p. 5812); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Services administratifs de Marseille et Bordeaux* [16 décembre 1954] (p. 6443, 6444). — Pose au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative à la situation des inspecteurs-adjoints des P. T. T. [31 décembre 1954] (p. 7052). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat B, Chap. 61-60 : *Équipement des primeuristes* [27 janvier 1955] (p. 325). — Pose au Ministre de l'Intérieur une question relative à l'existence de certains établissements de prostitution [4 février 1955] (p. 711, 712). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 46-21 : *Attribution de la carte et de la retraite du combattant aux combattants d'Indochine* [10 mars 1955] (p. 1290); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955; Etat A, Chap. 31-41 : *Personnels administratifs et techniques de la sûreté, sous-brigadiers, gardiens de la paix suivant des cours dans les facultés de droit* [16 mars 1955] (p. 1500); Art. 10 : *Droit de licence sur les débits de boissons* (p. 1515); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons), en qualité de Rapporteur : *Mortalité et accidents dus à l'alcoolisme, boissons de remplacement, extinction des licences, création d'un périmètre de protection autour des collectivités, droit de*

*préemption pour la caisse de rachat, heures d'interdiction de vente* [21 octobre 1955] (p. 5198 à 5202); Art. 1<sup>er</sup> : *Condition d'ouverture ou de transfert d'un débit de boissons, amendement de M. Anthonioz tendant à substituer l'avis de l'organisation professionnelle la plus représentative à celui du Comité départemental de lutte anti-alcoolique* (p. 5212); *Sa demande de rejet de l'article premier modifié par l'amendement de M. Anthonioz* (p. 5213, 5214); Art. 2 : *Amendement de M. Anthonioz (Pouvoir d'appréciation du préfet pour la délimitation du périmètre de protection)* (p. 5216); Art. 3 : *Amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer cet article relatif à l'obligation pour toute exploitation vendant des boissons alcooliques de transformer ses titres au porteur en titres nominatifs* [8 novembre 1955] (p. 5524, 5525); Art. 4 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer cet article (Tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire d'un débit de boissons alcooliques ne doit avoir fait l'objet d'aucune condamnation)* (p. 5526); *Non-application de cet article aux actionnaires* (p. 5527, 5528); *Article additionnel de M. Lucaze (Sanctions relatives à toute infraction aux dispositions des articles 54, 55, 55 bis et 56 du Code des débits de boissons)* (p. 5528); Art. 5 : *Amendement de M. Anthonioz (Cas dans lesquels le tribunal pourra prononcer la fermeture d'un débit de boissons et l'extinction de la licence)* (p. 5529); Art. 7 : *Amendement de M. Anthonioz (Annulation des licences de débits non exploités, sauf en cas de faillite ou de liquidation judiciaire)* (p. 5530); Art. 10 : *Interdiction d'employer des mineurs de moins de 20 ans dans les débits de boissons, amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer cet article* (p. 5531); *Amendement de Mme Vaillant-Couturier (Exception pour les enfants de propriétaires ou gérants de débits de boissons)* (p. 5532); Art. 15 : *Option pour le commerçant vendant des boissons alcooliques entre la vente pour la consommation sur place et la vente à emporter, amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer cet article* (p. 5533, 5534); Art. 16 : *Conditions de mutation pour les commerces comprenant un débit de boissons et un autre commerce* (p. 5534, 5535, 5536); *Amendement de M. Courant (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs)* (p. 5537); *Amendement de M. Anthonioz (Non-application de ces dispositions aux hôtels et restaurants)*

(p. 5538); Art. 20 : *Amendement de M. Lacaze (Transformation d'un débit de boissons en un autre commerce)* (p. 5539); Art. 24 : *Impossibilité pour les sociétés sportives ou de jeunesse d'avoir leur siège social ou de tenir leurs réunions dans un débit de boissons* (p. 5540 et suiv.); Art. 25 : *Interdiction d'introduire des boissons alcooliques sur les lieux de travail* (p. 5544); Art. 28 : *Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes en cas d'ivresse, amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article* [9 novembre 1955] (p. 5569 à 5571); Art. 8 : *Amendement de M. Anthonioz tendant à le supprimer (Substitution du haut comité d'études et d'information au comité supérieur)* (p. 5573); *Amendement de M. Anthonioz (Non-application des dispositions des zones protégées aux restaurants assortis d'une licence de 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> catégorie)* (p. 5576, 5577); *Délimitation des zones protégées* (p. 5577 à 5579); *Problème posé pour la construction des H. L. M.* (p. 5578); *Exercice du droit de préemption à l'encontre d'un fonds couvrant diverses activités* (p. 5579); Art. 29 : *Amendement de M. Claudius-Petit (Composition du Comité départemental de lutte anti-alcoolique)* (p. 5584); Art. 35 : *Amendement de M. Desson (Publicité)* (p. 5588); Art. 43 : *Amendement de M. Liautey (Alambics)* (p. 5592); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru, en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation du nombre des bouilleurs de cru* [25 octobre 1955] (p. 5250); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Autorisation au service des alcools de céder 5 litres d'alcool au prix d'achat du contingent aux personnes perdant le droit à l'allocation en franchise)* [8 novembre 1955] (p. 5503); *Son article additionnel (Mesures envisagées pour encourager les producteurs à renoncer à leur allocation en franchise; allocations familiales, prêts du crédit agricole)* (p. 5507). = S'excuse de son absence [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 902). = Obtient un congé [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 902).

**PRACHE (M. Louis)**, Député de l'Oise (R. S.).

Son élection est validée [3 août 1954] (p. 6247). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1954] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954]

(**F. n° 341**); de la Commission des affaires économiques [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'agriculture [19 novembre 1954] (**F. n° 445**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la défense nationale [22 mars 1955] (**F. n° 513**). — Est nommé juré titulaire de la Haute Cour de justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

### Dépôts :

Le 28 mars 1953, une proposition de loi tendant à accorder d'office la médaille d'argent aux instituteurs et institutrices, titulaires de la médaille de bronze, ayant exercé vingt-cinq années consécutives dans une même commune de moins de 500 habitants au moment de leur admission à la retraite, **n° 6097**. — Le 28 mars 1953, une proposition de loi tendant à permettre à certains conseillers municipaux de faire partie de deux conseils municipaux lorsque l'une de ces communes possède moins de 500 habitants et s'ils justifient des conditions requises d'éligibilité, **n° 6098**. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 4536) de M. Godin et plusieurs de ses collègues tendant à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles (campagne 1940-1944), **n° 6482**. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 10923) portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, **n° 11146**. — Le 7 juillet 1945, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 10924) fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, **n° 11147**. — Le 19 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 10923) portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, **n° 11233**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3144 : *Amendement de M. Coudray tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs (Insuffisance des crédits d'investissements et de reconstruction)* [15 novembre 1952] (p. 5236); Chap. 3392 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Cantines et services sociaux)* (p. 5239); Chap. 3731 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour expertises de dommages de guerre (Lenteur des expertises)* (p. 5245); Chap. 4632 : *Amendement de M. Nisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de prêts complémentaires (Prêts du Crédit foncier et du Comptoir des entrepreneurs)* (p. 5250); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Son amendement tendant à hâter le règlement des sinistres agricoles* [21 novembre 1952] (p. 5404); — des interpellations concernant la politique agricole : *Gravité du malaise paysan, problèmes du blé, de la viande, du lait, des betteraves, dettes non encore réglées de l'Etat aux agriculteurs (Betteraves, oléagineux); Charges fiscales (Rapport blé-budget)* [20 octobre 1953] (p. 4387 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'indemnisation des récoltes de betteraves sinistrées en 1940* [2 décembre 1953] (p. 5870); — d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers : *Son article additionnel tendant à élever de deux unités les indices de revalorisation des dommages mobiliers* [4 août 1954] (p. 3843); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Prix du blé, problème betteravier, baisse sur le matériel agricole et les engrais* [24 novembre 1954] (p. 5399, 5400); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DU LOGEMENT pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Plan triennal de reconstruction immobilière, décrets des 9 août et 3 septembre 1953 relatifs aux dommages mobiliers, aide à la construction économique et familiale, permis de construire*

[18 décembre 1954] (p. 6598 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat D : *Dommages des betteraves* [24 janvier 1955] (p. 177); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 18 : *Amendement de M. Coudray (Reclassement du personnel licencié)* [25 mars 1955] (p. 4962); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-23 : *Amendement indicatif de M. Deliaune (Allègement des formalités relatives à l'attribution et à la liquidation des pensions)* [10 mars 1955] (p. 4310, 4311); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Discussion générale (Nécessité pour la France d'avoir des moyens de défense de niveau mondial, avion léger blindé d'appui au combat)* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2306, 2307); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Avions légers d'appui* [29 juin 1955] (p. 3447); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (La carence en avions blindés d'appui, notamment dans l'Aurès)* [23 juillet 1955] (p. 4128, 4129). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sursis à accorder aux bouilleurs de cru non-cultivateurs à titre principal* [29 juillet 1955] (p. 4491). = S'excuse de son absence [25 octobre 1955] (p. 5228). = Obtient un congé [25 octobre 1955] (p. 5228).

**PRADEAU (M. André)**, Député de la Dordogne (S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 13 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 1222) ouvrant un délai spécial pour les demandes de révision de pension au profit des

militaires retraités et rappelés à l'activité au cours de la guerre 1939-1945, n° 2640 (rectifié). — Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2674) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1088 du 8 juillet 1948, instituant une allocation spéciale au bénéfice des aveugles enrôlés dans la Résistance, n° 3004. — Le 29 mai 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2674) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1088 du 8 juillet 1948, instituant une allocation spéciale au bénéfice des aveugles enrôlés dans la Résistance, n° 3513. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues (n° 1779) tendant à modifier les conditions d'attribution et le montant de la retraite du combattant, à l'aligner sur le montant de la pension d'invalidité au taux de 10 0/0 et à établir le rapport constant entre cette retraite et les pensions d'invalidité ; 2° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 3023) tendant à rétablir deux seules catégories de bénéficiaires de la retraite du combattant, prévues par la loi du 26 mars 1930, et à revaloriser cette retraite sur la base d'une pension d'invalidité au taux de 10 0/0 pour les titulaires âgés de 55 ans et au-dessus et à la moitié de cette pension pour ceux âgés de 50 à 55 ans, n° 4069 (rectifié). — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du Préfet de la Dordogne les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu, dans les cantons de Verteillac, de Mareuil-sur-Belle, de Brantôme, de Montgrier et Bussière-Badil, le 16 juillet 1953, n° 6592. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à simplifier les formalités pour l'obtention de l'allocation aux vieux travailleurs par les titulaires de la médaille d'honneur du travail, n° 6635. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux, n° 9200. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 10419) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les termes de l'article 2 de la loi n° 51-1088 du

12 septembre 1951 attribuant au Ministre de la Défense nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance, n° 11075. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi portant création d'un fonds de solidarité pour indemniser les exploitants agricoles victimes des calamités atmosphériques, n° 11533.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 702 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations supplémentaires aux grands invalides* [27 novembre 1951] (p. 8520) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales aux grands mutilés (Cas des amputés des deux mains)* (p. 8520) ; le retire (p. 8521) ; Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Délai pour la présomption d'origine)* [13 décembre 1951] (p. 9138) ; *Amendement de M. Léon Jean tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Boursiers de pilotage de l'aéronautique militaire)* (p. 9157) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à appliquer l'article aux vieux économiquement faibles* (p. 9164). — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; POSTES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 10-20 : *Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Transformation d'emplois)* [14 novembre 1952] (p. 5138) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Service médico-social, colonies de vacances)* [20 décembre 1952] (p. 6700) ; Etat B, Chap. 46-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de cette retraite)* (p. 6731, 6732) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à éronérer les maîtres d'apprentis de la taxe de 5 0/0 sur les avantages en nature* [21 décembre 1952] (p. 6889) ; — du



projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Article additionnel : *Son amendement relatif aux « boursiers de pilotage » victimes d'accidents d'aviation* [5 décembre 1953] (p. 6090); Art. 14 : *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées (Application de l'article 48 du règlement)* [6 décembre 1953] (p. 6106). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 32-94 : *Fonctionnaires retraités pour invalidité* [8 mars 1955] (p. 1182); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 34-01 : *Son amendement indicatif (Inspecteurs généraux)* [9 mars 1955] (p. 1226); *le retire* (ibid.); *Son amendement indicatif (Agents administratifs et agents spéciaux)* (p. 1229, 1230); Chap. 46-21 : *Revalorisation de la retraite du combattant, son financement par la loterie nationale* [10 mars 1955] (p. 1288, 1289); Chap. 46-25 : *Son amendement indicatif (Majoration de l'allocation forfaitaire pour tierce personne aux aveugles de la résistance)* [11 mars 1955] (p. 1328); *le retire* (ibid.); *Article additionnel de M. Devemy (Intégration des agents temporaires)* (p. 1359); *Son article additionnel (Transformation des emplois administratifs des foyers de pensionnés de guerre en emplois permanents)* (p. 1360); *le retire* (p. 1361); *Articles additionnels relatifs à l'application de la présomption d'origine aux hommes du contingent* (p. 1363); *Son article additionnel (Age d'attribution de la retraite du combattant)* (p. 1367); *Ses explications de vote* (p. 1377); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955, du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-10 : *Inspection générale* [17 mars 1955] (p. 1612).

**PRELOT (M. Marcel)**, Député du Doubs (R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955]

(F. n° 482); membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); Président de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483); par la Commission de l'éducation nationale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (U.N.E.S.C.O.) [7 septembre 1951] (F. n° 36).

### Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes, n° 540. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du Comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 91 de la Constitution, des articles premier et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du règlement), n° 2772. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 2521) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires à l'organisation d'une célébration nationale du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Victor Hugo, n° 3910. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2995) de M. Alfred Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier d'une prolongation de limite d'âge les candidats particulièrement éprouvés par les circonstances de guerre, n° 3959. — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du Comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 91 de la Constitution, des articles premier et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du règlement), n° 5649. — Le 16 juillet 1953,

un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2433) de M. Minjoz tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du 26 juin 1941 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 6521. — Le 20 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi fixant les modalités de l'élection du Président de la République, n° 6917. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions (n° 7543) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises pour déposer son rapport d'ensemble, n° 7569. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du Comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 91 de la Constitution, des articles premier et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du règlement), n° 7907. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la résolution (n° 8666) transmise par M. le Président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi dont il est actuellement saisi, n° 8699. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du Comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'article 91 de la Constitution, des articles premier et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 19 du règlement) n° 10271. — Le 23 juin 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions tendant à modifier l'article premier de la résolution n° 1395 du 18 novembre 1948

déterminant le mode d'élection par l'Assemblée Nationale des trois Conseillers de la République appelés à représenter les citoyens français résidant au Maroc, n° 11011. — Le 30 juin 1955, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 9659) : 1° tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 2 juillet 1954; 2° portant approbation du contrat de bail signé le 25 juin 1954 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, relatif au terrain de la place Fontenoy à Paris (7<sup>e</sup>), affecté au Ministère des Affaires étrangères par décret du 22 décembre 1952, n° 11074. — Le 21 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à suspendre l'application de l'alinéa premier de l'article 24 du Règlement à partir du mercredi 27 juillet et jusqu'à l'interruption de la session de 1955, n° 11263. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 11263) de M. Prélot tendant à suspendre l'application de l'alinéa premier de l'article 24 du Règlement à partir du mercredi 27 juillet et jusqu'à l'interruption de la session de 1955, n° 11264. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 9870) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la « Convention universelle sur le droit d'auteur » signée à Genève le 6 septembre 1952, n° 11271. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à réglementer la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat, n° 11272. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 8586) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à la transformation de l'école

préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice, n° 11273.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription) [24 juillet 1951] (p. 6053). — Prend part à la discussion du rapport sur les élections dans le département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription), en qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1951] (p. 6060, 6070, 6071, 6072); *Motion de M. Lussy tendant à invalider les députés proclamés élus et à valider MM. Lecanuet, Detenif et Heuillard* (p. 6073). — Est entendu sur une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6230). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Belfort : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6413); — du rapport sur les opérations électorales du territoire du Moyen Congo (Collège indigène) : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6421, 6422); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 4 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à créer 700 postes d'institutrices* [4 septembre 1951] (p. 6834); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); *Motion de M. R. Schmitt relative à l'élection des membres du Comité constitutionnel* [5 septembre 1951] (p. 6902); Art. 1<sup>er</sup> : *Allocation éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* [7 septembre 1951] (p. 7021, 7022, 7023); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'inspection académique (Secrétaires d'académie)* [18 décembre 1951] (p. 9292); *le retire* (p. 9296); Chap. 12-20 : *Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Titularisation du personnel)* [19 décembre 1951] (p. 9409, 9410); Chap. 31-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation pédagogique des professeurs du 2<sup>e</sup> degré (Plan de liquidation)* (p. 9426,

9427); *le retire* (p. 9427); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République; Chap. 11-50 : *Ecoles primaires élémentaires (Titre des directeurs d'écoles)* [30 décembre 1951] (p. 10230); Chap. 53-30 : *Activités théâtrales (Théâtres de province)* (p. 10231); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1384); *Amendement de M. Soustelle tendant à ne faire faire qu'un an de service aux étudiants ayant subi les épreuves de la P. M. S.* [21 mars 1952] (p. 1430); — d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Cas des élèves des grandes écoles* [21 mars 1952] (p. 1404); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Amendement de M. Lacaze tendant à remplacer dans une Commission le député démissionnaire de son groupe politique* [27 mars 1952] (p. 1504); *Amendement de M. Bardoux tendant à instituer un Comité législatif restreint formé du Bureau de l'Assemblée Nationale et des présidents de commissions* (p. 1507); Art. 4 : *Amendement de M. Barrachin tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin* (p. 1509); *Amendement de M. Genton tendant à supprimer la nouvelle procédure des questions orales* (p. 1510); *Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer la Commission sur un dépôt de proposition dans un délai de quinze jours après son dépôt* (p. 1511); Art. 6 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à étendre la procédure aux votes en deuxième lecture* (p. 1574, 1575); Art. 9 : *Amendement de M. Desfos du Rau tendant à supprimer les scrutins publics à la tribune* (p. 1578); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi à l'Assemblée de l'Union française, présentée par M. Paul Coste-Floret* [27 juin 1952] (p. 3304); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 31-44 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les centres professionnels (Assistants médico-sociaux)* [7 novembre 1952] (p. 4842); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les universités*

(*Réforme des facultés de droit et des programmes*) (p. 4871); *le retire* (p. 4872); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les universités (Création d'assistants dans les facultés de droit)* (p. 4872); *le retire* (ibid.); Chap. 31-42 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs de l'enseignement supérieur (Directeurs des instituts de sciences politiques)* (p. 4872, 4873); Chap. 36-01 : *Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (Recrutement de stagiaires)* [8 novembre 1952] (p. 4971); Chap. 34-83 : *Amendement de M. Deixonne tendant à faire bénéficier le Trésor des droits d'entrée dans les églises* (p. 4980); Art. 6 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réclamer l'avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale* (p. 4996); État B, Chap. 43-92 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts d'honneur (Impression des thèses de doctorat)* (p. 4997, 4998). — *Son rapport sur les élections partielles du département de Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription)* [30 décembre 1952] (p. 7064). — *Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contentieux administratif*; Art. 1<sup>er</sup> : *Attributions respectives des conseils de préfecture et du Conseil d'Etat* [13 mars 1953] (p. 1902 et suiv.); *Son amendement tendant à inclure les recours pour excès de pouvoir* [26 mars 1953] (p. 2362); Art. 5 : *Son amendement relatif à la représentation des parties devant les tribunaux administratifs* (p. 2367, 2368); *le retire* (p. 2370); Art. 6 : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à inclure les avoués* (p. 2374); *Amendement de M. Mignot tendant à limiter le rôle des avoués à la procédure écrite* (p. 2374); — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif au remboursement des frais de propagande des conseillers généraux de la Seine, présentée par le Gouvernement* [27 mars 1953] (p. 2515); Art. 6 : *Procédure de dépouillement des votes* [28 mars 1953] (p. 2546); Art. 7 : *Dépouillement de vote dans les villes où existent plusieurs mairies (Lyon)* (p. 2547); Art. 8 : *Amendement de M. Dronne tendant à rembourser les frais de propagande en Algérie et dans les territoires d'outre-mer dans les villes de plus de 9.000 ha-*

*bitants* (p. 2548); *Demande de seconde délibération de la loi présentée par M. Cayeux* (p. 2548). — *Ses rapports sur des pétitions* [13 mars 1953] (p. 1907), [28 mai 1953] (p. 2897). — *Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : Ses observations sur la révision constitutionnelle, l'automatisme de la dissolution, la réforme électorale* [27 mai 1953] (p. 2851 et suiv.); — à la discussion du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion générale (Le droit de dissolution)* [17 juillet 1953] (p. 3572); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article modifiant la procédure pour décréter l'état de siège (Limitation du débat dans le cadre de la proposition de résolution déjà votée)* (p. 3605, 3606); *Demande de renvoi en Commission de l'article, présentée par M. Cot* (p. 3608); Art. 2 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à n'envisager le décret de clôture qu'après une session de huit mois au moins* (p. 3611); *Amendement de M. Gaumont tendant à faire signer le décret de clôture par le Président de la République au lieu du Président du Conseil* (p. 3611); Art. 4 : *Amendement de M. Guillemain tendant à donner au Président de la République le droit de convoquer l'Assemblée à la demande du Gouvernement ou de la majorité des députés* [21 juillet 1953] (p. 3672); *Son amendement tendant à prévoir que les formes, non les conditions de l'article 9, seront respectées* (p. 3674); *Amendement de M. de Moro-Giufferré tendant à ne pas clore une session extraordinaire avant que le Parlement n'ait épuisé l'ordre du jour* (p. 3674); Art. 5 : *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à surseoir à la discussion des nouveaux pouvoirs du Conseil de la République* (p. 3677); Art. 6 : *Sa demande de réserver l'article relatif aux allées et venues des textes entre les deux Assemblées* (p. 3703); Art. 7 : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci si l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération* (p. 3711, 3712); Art. 6 : *Amendement de M. Bonnefous tendant à prévoir des examens successifs des projets par les deux Assemblées et à rendre définitif l'avis de l'Assemblée Nationale à défaut d'accord dans un délai de cent jours* [22 juillet 1953] (p. 3776); *Sous-amendement de M. Boscardy-Monsservin tendant*

à doubler le délai quand l'avis du Conseil de la République a été donné à la majorité absolue (p. 3777); Amendement de M. Pronteau tendant à dissoudre le Conseil de la République et à en réélire un autre, dans un délai d'un mois, à la représentation proportionnelle (p. 3780); Art. 8 : Sous-amendement de M. Cot tendant à substituer pour l'investiture la majorité absolue à la majorité simple (p. 3784); Art. 9 : Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté (p. 3786, 3787); Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Moisan (p. 3787); Article additionnel : Son amendement tendant à ce que la réforme de la Constitution n'entre en vigueur que le premier mardi d'octobre suivant la promulgation de la loi constitutionnelle de révision (p. 3790); — d'une proposition de loi relative au secret des travaux des commissions d'enquête parlementaires, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Isorni tendant à écarter les secrets professionnels [2 décembre 1953] (p. 5850); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République; Art. 25 bis : Inconstitutionnalité du texte du Conseil de la République [31 décembre 1953] (p. 7277); — d'une proposition de résolution prorogeant le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises : Amendement de M. Mondon tendant à porter le délai accordé à quatre mois [12 février 1954] (p. 269). — Est entendu sur le retrait de divers textes de l'ordre du jour [26 février 1954] (p. 576). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existants à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République [12 mars 1954] (p. 849, 850); Article unique : Amendement de M. Gaumont (Reconstitution du collège électoral qui avait choisi le conseiller dont le siège est devenu vacant) (p. 851); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : Discussion générale (Procédure du vote sans débat) [12 mars 1954] (p. 856, 857). — Ses rapports sur des pétitions [24 mars 1954]

(p. 1232, 1233). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants, Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Savale (Appellation du « Centre national des œuvres scolaires et universitaires ») [6 avril 1954] (p. 1810); Art. 6 : Amendement de M. Barrot (Rôle du Secrétaire général du centre universitaire dans le Conseil d'administration) [25 mai 1954] (p. 2694); — d'une proposition de résolution relative au secret des délibérations des Commissions parlementaires d'enquête : Caractère provisoire du secret pendant la période d'instruction [9 avril 1954] (p. 1959, 1960). — Son rapport sur une pétition [4 mai 1954] (p. 2107). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution créant une Commission de coordination pour l'examen des problèmes d'Indochine [14 mai 1954] (p. 2442). — Intervient dans la discussion : du projet de loi regroupant la date des élections [14 mai 1954] (p. 2444); — du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif aux incapacités électorales et inéligibilités, Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de MM. Moisan, Cayeux et Minjot (Interdits et aliénés) [14 mai 1954] (p. 2454); Art. 4 : Inéligibilité des personnes poursuivies d'un Conseil judiciaire [10 juin 1954] (p. 2903). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée : Discussion générale (Utilité de la présence du Gouvernement au cours de cette discussion) [21 mai 1954] (p. 2635); Amendement de M. Secrétain (Titre de la Commission de la reconstruction; recevabilité des amendements) (p. 2637); Amendement de M. Delachenal (Appartenance d'un député à une seule Commission) (p. 2637); Art. 2 : Amendement de M. Bonnefous (« Vote pondéré » à la conférence des Présidents) (p. 2647); Art. 4 : Texte modificatif de l'article 37 du règlement; amendement de M. Marcellin (Motifs de l'opposition à un vote sans débat, délai nécessaire au dépôt des amendements) [25 mai 1954] (p. 2689). — Son rapport sur une pétition [7 juillet 1954] (p. 3283). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : Contre-projet de M. Badie tendant à supprimer le principe selon lequel les enfants adultérins ou incestueux ne peuvent être admis à démontrer leur filiation [27 juillet 1954] (p. 3632); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution :

*Débat sur la révision constitutionnelle et débat sur la C. E. D.* [11 août 1954] (p. 4082) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Demusois (État de siège déclaré par la loi)* [29 novembre 1954] (p. 5578) ; Art. 8 : *Amendement de M. Moisan (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue)* (p. 5582) ; *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à permettre au Président du Conseil désigné d'être assisté de ses Ministres au banc du Gouvernement* (p. 5584) ; *Déroulement du débat* (p. 5586) ; Art. 5 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à préserver les prérogatives du Conseil économique et de l'Assemblée de l'Union française* [30 novembre 1954] (p. 5605) ; Art. 6 : *Navette entre les deux Chambres* (p. 5607) ; *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* (p. 5610, 5612) ; Art. 12 : *Date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la Constitution, sa demande de renvoi* (p. 5614) ; — d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, Art. 2 : *Composition de la Commission* [14 décembre 1954] (p. 6310) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, État A, Chap. 31-12 : *Indemnité des doyens* [31 janvier 1955] (p. 516) ; — du projet de loi relatif à la majoration d'une pension exceptionnelle : *Hommage au général Ferrié* [4 février 1955] (p. 712) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 4 : *Place du président de la Commission des finances ; article 14 de la Constitution* [4 février 1955] (p. 717) ; Art. 12 : *Amendement de M. Simonnet (Impossibilité de revenir sur des articles adoptés conformes) ; l'article 20 de la Constitution ; Eugène Pierre ; l'usage sous la III<sup>e</sup> République ; rôle des présidents* (p. 720, 721, 723, 724) ; *Sous-amendement de M. Defos du Rau (Coordination nécessaire)* (p. 724, 725) ; *Amendement de M. Bruyneel (Les notions de contrariété, de contradiction et d'incohérence)* (p. 724 et suiv.). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *La Réforme constitutionnelle* [18 février 1955] (p. 826) ; — à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Proteste contre le report de la discussion* [2 mars 1955] (p. 959). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1955]

(p. 1254). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres : *Système appliqué aux écrivains vivants* [22 mars 1955] (p. 1837). — Ses rapports sur des pétitions [23 avril 1955] (p. 2421). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Amendement de M. E. Hugues (Suppression des élections partielles dans les douze derniers mois de la législature)* [24 mai 1955] (p. 2920, 2921) ; Art. 2 : *Codification des textes électoraux* (p. 2922) ; — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution [24 mai 1955] (p. 2953) ; Article unique : *Sous-amendement de M. E. Hugues (Révision de l'article 17 relatif à l'initiative des dépenses)* (p. 2960). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3161, 3162). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'élection des conseillers de la République représentant les citoyens français du Maroc, en qualité de *Rapporteur* [24 juin 1955] (p. 3319, 3320). — Demande des pouvoirs d'enquête pour la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions : *Vote électrique dans les parlements étrangers* [8 juillet 1955] (p. 3750) ; les pouvoirs d'enquête lui sont octroyés [13 juillet 1955] (p. 3833). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 3 : *Temps de parole du Gouvernement* [21 juillet 1955] (p. 4003) ; *Amendement de M. Pluchet (Impossibilité, pour le groupe ayant épuisé son temps de parole, de demander des scrutins publics)* (p. 4004) ; *Article additionnel de M. Coste-Floret (Réduction des séances de nuit, liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* (p. 4006, 4009, 4010) ; *Sa demande de vote par division* (p. 4006) ; *Son sous-amendement (Suppression de la semaine de liberté si les travaux ont déjà été interrompus)* (p. 4008) ; Art. 14 : *Amendement de M. Patinaud (Renouvellement des bureaux des Commissions à la rentrée d'octobre)* (p. 4018) ; Art. 7 : *Amendement de M. Lecourt (Institution du vote personnel dans quatre cas)* (p. 4021, 4022) ; — d'une proposition de résolution tendant à suspendre l'application de l'article 24 du règlement, en qualité de *Rapporteur* [22 juillet 1955] (p. 4052). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955]

(p. 4386). — Est entendu : sur les propositions de la conférence des Présidents : *Inscription de la proposition sur les bouilleurs de cru* [20 octobre 1955] (p. 5166) ; — sur un rappel au règlement : *Application de l'article premier de la loi de finances demandée par un député* [26 octobre 1955] (p. 5276) ; — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Caillaet (Réforme électorale préalable)* [30 octobre 1955] (p. 5388) ; *Vote électrique* (p. 5395) ; *Prise de position de la Commission sur le contre-projet de M. Devinat tendant au rétablissement du scrutin uninominal à deux tours* (p. 5398) ; *Contre-projet de M. Dronne (Scrutin majoritaire à deux tours dans un cadre plus large que l'arrondissement, uninominal ou plurinominal selon les circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5417) ; *Contre-projet de M. Barrachin (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec fusion de listes, panachage et vote préférentiel)* ; *Sa demande de renvoi en Commission* (p. 5420, 5427) ; *Contre-projet de M. Caillaet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* (p. 5432) ; *Sa demande de renvoi de la discussion (Audition du Gouvernement sur sa lettre rectificative)* [1<sup>er</sup> novembre 1955] (p. 5457) ; — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote intervenu sur la première partie de l'article premier du texte rapporté par la Commission (Principe de la représentation proportionnelle)* [2 novembre 1955] (p. 5468) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Séance supplémentaire pour la discussion du projet de loi relatif aux élections* [9 novembre 1955] (p. 5589, 5590) ; — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Isorni (Vote obligatoire, amende de 10.000 francs)* [15 novembre 1955] (p. 5684) ; Art. 2 : *Vote par correspondance des fonctionnaires français du Secrétariat des Nations Unies* (p. 5686) ; *Sa demande de suspension de séance* [17 novembre 1955] (p. 5827) ; Art. 8 : *La Commission du suffrage universel et le découpage électoral dans les départements d'outre-mer* [18 novembre 1955] (p. 5863). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Renvoi du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale* [16 novembre 1955] (p. 5736). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un

Fonds national de la vieillesse : *Reprise de la séance consacrée au débat sur le renouvellement de l'Assemblée* [16 novembre 1955] (p. 5752). — Est entendu sur un rappel au règlement de M. Bruyneel : *Son intervention relative au déroulement du débat sur les élections anticipées* [16 novembre 1955] (p. 5764, 5765). — S'excuse de son absence [5 décembre 1952] (p. 5956). = [9 novembre 1954] (p. 4824). = Obtient des congés [5 décembre 1952] (p. 5996). = [9 novembre 1954] (p. 4824).

**PRIGENT (M. Tanguy)**, Député du Finistère (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission plénière de la Caisse nationale du crédit agricole [25 juillet 1951] (**F. n° 12**).

### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi portant organisation des marchés agricoles et tendant à assurer la sécurité des producteurs agricoles en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausses de prix, **n° 85**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réaliser définitivement la parité, en matière de prestations familiales, entre les prestations versées aux allocataires salariés et non salariés du régime agricole et les prestations versées aux salariés du régime général et proposant un système de financement démocratique, permanent et automatique, **n° 190**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à relever à trois millions de francs le plafond d'exonération des droits de soule et de retour quand il y a partage ou donation-partage d'une petite propriété (article 710 du Code général des impôts), **n° 456**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi relative aux foyers ruraux, **n° 457**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier

l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948, **n° 576**. — Le 8 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues relative à l'assurance volontaire des membres non salariés des professions agricoles (repris le 8 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'agriculture, **n° 620**). — Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au cours des négociations pour la mise en vigueur du traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier, une représentation adéquate des intérêts des agriculteurs en tant qu'utilisateurs en application de l'article 18 de ce traité, **n° 643**. — Le 10 août 1951, une proposition de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, **n° 659**. — Le 10 août 1951, une proposition de loi relative à l'organisation d'un régime d'assurance et d'allocation vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles, **n° 675**. — Le 15 novembre 1951, une proposition de loi portant organisation de la recherche agronomique et création d'un Institut national de la recherche agronomique, **n° 1567**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 829) de MM. Hoeffel et Wehrung, sénateurs, tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, **n° 2169**. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la composition du comité de contrôle du Fonds forestier national, **n° 4498**. — Le 25 octobre 1952, une proposition de loi tendant à la limitation des prix des fermages, **n° 4506**. — Le 25 octobre 1952, une proposition de loi tendant à fixer le règlement de sortie des preneurs métayers victimes des épizooties, **n° 4507**. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 659) portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole ; 2° de M. Dulin, sénateur, et plusieurs de ses collègues

(n° 432) transmise par M. le Président du Conseil de la République portant modification de l'ordonnance n° 45-2325 du 12 octobre 1945 relative au statut juridique de la coopération agricole, **n° 5022**. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi portant création d'un Office régulateur national interprofessionnel de la viande et des produits carnés, **n° 7421**. — Le 25 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7035) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues réglementant l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, **n° 8530**. — Le 20 juillet 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7035) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues réglementant l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, **n° 8888**. — Le 21 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter le décret n° 54-753 du 19 juillet 1954 fixant le prix du blé, afin d'assurer aux petites productions la perception intégrale du prix garanti ; de supprimer toutes les taxes frappant le blé et la farine ; de permettre ainsi une baisse du prix du pain et de fixer un prix juste pour les fermages, **n° 8926**. — Le 21 juin 1955, un 2° rapport supplémentaire fait au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7035) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues réglementant l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, **n° 10938**.

### Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur les prestations familiales agricoles* [24 juillet 1951] (p. 6039). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Contre-projet de M. Loustan tendant à instituer une taxe sur les blés commercialisés* [30 août 1951] (p. 6645, 6646) ; — d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O.N.I.C. en faveur des négociants en grains ; Art. 1<sup>er</sup> : *Octroi de l'aval de l'O.N.I.C. à certains commerçants* [30 août 1951] (p. 6672, 6673).



Est entendu sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement [4 septembre 1951] (p. 6857). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Nécessité d'une enquête dans l'Ouest)* [5 septembre 1951] (p. 6947, 6948); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires, Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux salariés de l'agriculture* [20 septembre 1951] (p. 7522); *le retire* (p. 7523); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Octroi d'une prime de rendement)* [21 novembre 1951] (p. 8255, 8256); *le retire* (p. 8256); Chap. 1250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du génie rural (Reclassement du personnel du génie rural)* (p. 8271); Chap. 3350 : *Etude du statut de la coopération* (p. 8279); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (Crédits aux foyers ruraux catholiques)* (p. 8295, 8286); Chap. 5099 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'industrie chevaline (Importation de chevaux étrangers)* (p. 8298, 8299); *le retire* (p. 8299); Article unique : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8302); — PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à réaliser l'égalité entre les prestations agricoles et celles des salariés et à relever le taux de la surtaxe progressive* [21 décembre 1951] (p. 9533, 9534); *Son contre-projet tendant à relever le taux de la taxe à la production* (p. 9535, 9537, 9538, 9539); *Contre-projet de M. Rochet tendant à majorer la taxe à la production et l'impôt sur les sociétés* (p. 9540); Article additionnel : *Son amendement tendant à augmenter les cotisations proportionnelles à la taxe à la production* (p. 9541, 9542); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre la date du 1<sup>er</sup> janvier 1952 au lieu de celle du 1<sup>er</sup> avril* [3 janvier 1952] (p. 85); Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son amendement tendant à reprendre le taux de 0,55 0/0 pour la cotisation*

*proportionnelle à la taxe à la production* (p. 85, 86); *le retire* (ibid.); Art. 11 : *Amendement de M. Billat tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale, prévoyant la parité entre les prestations agricoles et les autres* (p. 89); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 2 : *Amendement de M. Nazi Boni tendant à subventionner la culture du coton en Afrique française* [22 décembre 1951] (p. 9607, 9608); *Son sous-amendement tendant à maintenir le taux de subvention accordé dans la métropole* (p. 9608); Art. 4 : *Demande de renvoi de l'article à la Commission, présentée par M. Rochet (Financement de l'allocation temporaire aux vieux)* (p. 9612); *Sa demande de disjonction de la ligne « prestations familiales agricoles »* (p. 9612) *le retire*; (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 801 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour reconstruction d'immeubles sinistrés (Insuffisance des 5 milliards prévus)* [26 décembre 1951] (p. 9874, 9875); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers (Prêts aux artisans pêcheurs et crédit maritime mutuel)* [28 décembre 1951] (p. 10025); *le retire* (p. 10025); — d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains amendée par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale donnant priorité aux coopératives sur les négociants* [25 janvier 1952] (p. 401); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Rabier tendant à supprimer la mention de l'Algérie* (p. 403); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 404 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, Art. 13 : *Amendement de M. Rincent tendant à financer l'allocation pour un quart par des cotisations, pour trois quarts par une cotisation additionnelle à la taxe à la production* [6 juin 1952] (p. 2718); *Son amendement tendant à financer l'allocation pour un tiers par une cotisation professionnelle, pour deux tiers par le fonds national de vieillesse agricole* (p. 2719 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Contre-projet de Mme Laissac (Rente vieillesse*

agricole, son financement partiel par une taxe statistique sur la fortune) [21 juillet 1954] (p. 3501, 3502); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Sécurité sociale agricole* [29 juin 1955] (p. 3458); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Renvoi du débat* [29 juin 1955] (p. 3461); — d'une proposition de loi relative à la réglementation des interventions des fonctionnaires du génie rural, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1955] (p. 3461).

**PRIN (Marie Jeannette)**, *Député du Pas-de-Calais* [2<sup>e</sup> circonscription] (†).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 432**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 432**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 10 millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe survenue à Haines-lez-La-Bassée à prendre toutes mesures pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée dont sont l'objet les travailleurs, et à faire prendre toutes mesures de sécurité, **n° 95**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à améliorer la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, **n° 105**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder un mois supplémentaire d'allocations familiales, **n° 229**. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à améliorer la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 346**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la prise en compte de la période réglementaire d'éloignement du service de la femme fonctionnaire pour élever un ou plusieurs

de ses enfants, en ce qui concerne l'ancienneté de service et de traitement et les versements pour pension de retraite, **n° 2034**. — Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un crédit de 20 millions de francs aux victimes des inondations de la région de Éssars-Beuvry-Béthune-Festubert-Lorgies, **n° 2533**. — Le 19 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 1096) tendant : 1° à simplifier les modalités d'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 portant institution d'une carte sociale des économiquement faibles; 2° à accorder certains avantages aux bénéficiaires de ladite carte; 3° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues (n° 1750) tendant à modifier l'article premier de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 afin qu'il ne soit plus tenu compte de la situation des descendants pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, **n° 3239**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 en vue d'accorder le versement des allocations familiales aux enfants de 15 ans et au-dessus sans travail, **n° 6564**. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5999) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à allouer au personnel des P.T.T. chargé de la distribution et de la manutention, ainsi qu'aux agents qui effectuent le transport des dépêches, des indemnités de risque équivalentes à celles dont bénéficient les agents des douanes, **n° 7419**. — Le 25 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de conserver leur emploi aux 650 travailleurs des établissements Sartiaux et Cie, à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais, **n° 8125**. — Le 4 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer dans les mêmes conditions que pour les autres fonctionnaires le bénéfice de la classe exceptionnelle à l'indice 360 aux contrôleurs principaux des P.T.T. dans la limite du dixième de l'effectif de leur cadre; 2° à porter respectivement à 375 et 390 les indices maxima des emplois de surveillants et surveillantes principales, **n° 8385**. — Le 20 mai

1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener l'abattement de zone appliqué aux allocations familiales dans la commune de Guarbecque (Pas-de-Calais) au taux appliqué dans la commune d'Isbergues, n° 8497. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 8317) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le montant de la deuxième tranche de la prime spéciale à un chiffre « arrondissant » à 20.000 francs pour tous les personnels des P. T. T., auxiliaires compris, le total de l'indemnité due au titre de 1954, n° 8732. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sans travail, n° 10287. — Le 10 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 9936) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les soldats du contingent accomplissant leur service dans l'armée de l'air, des mêmes réductions du temps de service dont bénéficiaient les soldats accomplissant leur service dans l'armée de terre, n° 10342. — Le 19 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étaler les congés des mineurs et similaires du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre, n° 10467. — Le 3 mai 1955, la proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, concernant l'inéligibilité des employés de préfectures et sous-préfectures, n° 10656. — Le 26 mai 1955, une proposition de loi tendant à relever le taux des allocations aux militaires soutiens de famille et à modifier l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 qui régit leur attribution, n° 10861. — Le 21 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8385) de Mme Prin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer dans les mêmes conditions que pour les autres fonctionnaires le bénéfice de la classe exceptionnelle à l'indice 360 aux contrôleurs principaux des P. T. T. dans la limite du dixième de l'effectif de leur cadre ; 2° à porter respectivement à 375 et 390 les indices maxima des emplois de surveillants et surveillantes principales, n° 10949. — Le 21 juin 1955, un

rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 8176) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le premier alinéa de l'article 42 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance dans le but d'accorder aux aveugles et grands infirmes des facilités pour leurs déplacements, n° 10950. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 11844 rectifié) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 36 heures la durée maximum du travail hebdomadaire du personnel féminin des P. T. T. des services du téléphone et des chèques postaux, n° 11972.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Oppose la question préalable* [5 septembre 1951] (p. 6914, 6915). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour : *Salaires des ouvriers agricoles, retraites des mineurs* [11 septembre 1951] (p. 7288). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions du Gouvernement relatives à la hausse des prix et aux difficultés qui en résultent [13 septembre 1951] (p. 7314); la développe : *Ses observations sur la misère des travailleurs, le prix élevé de la vie* [9 novembre 1951] (p. 7874). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse du prix du pain, l'injustice des zones de salaires)* [14 septembre 1951] (p. 7364, 7365, 7366); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P. T. T., Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour subventions diverses (Installation de chambres d'allaitement)* [15 novembre 1951] (p. 8067); *Son amendement tendant à réduire les crédits pour subventions diverses (Installation de dortoirs)* (p. 8067); *Son amendement tendant à réduire les crédits pour subventions diverses (Développement des cantines)* (p. 8067); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour prestations facultatives (Can-*

lines et colonies de vacances) [4 décembre 1951] (p. 8748); le retire (ibid); Chap. 4029 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Absence d'eau potable dans certains villages)* (p. 8748, 8749); Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection infantile (Insuffisance du nombre de crèches)* (p. 8749); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à laisser aux assistés au moins 1.000 francs par mois* [5 décembre 1951] (p. 8818); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Article premier, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 9090 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des ports (Écluses de Dunkerque)* [27 décembre 1951] (p. 9928); — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *110 milliards d'économies à réaliser par décrets (Constructions de logements)* [2 avril 1952] (p. 1774, 1775); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les atrocités commises en Corée, la politique de vie chère en France, la guerre en Indochine, la venue du général Ridgway)* [12 juin 1952] (p. 2859 et suiv.); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Expropriation pour l'aérodrome de Merville dans le Pas-de-Calais)* [21 octobre 1952] (p. 4282); le retire (p. 4284); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4623 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à la famille (Insuffisance des crédits)* [30 octobre 1952] (p. 4607, 4608); le retire (p. 4608); Chap. 4632 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation compensatrice de loyers aux économiquement faibles* (p. 4617); le retire (ibid); Chap. 4712 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection maternelle et infantile (Insuffisance des maternités existantes)* (p. 4618, 4619); le retire (p. 4619); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 98 : *Son amendement tendant à exiger sauf*

*exception un bulletin de paye* [22 novembre 1952] (p. 5498). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative au contrôle médical dans l'enseignement du premier degré [17 juillet 1953] (p. 3579). — Dépose une demande d'interpellation pour l'octroi sans délai, à tous les bénéficiaires des allocations familiales, du « treizième mois » récemment accordé aux députés [23 juillet 1953] (p. 3822). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendements déposés par le groupe communiste, en faveur de questions d'ordre social* [3 novembre 1953] (p. 4776, 4777). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), P. T. T., Etat A, Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Prix des repas à la cantine, indemnité de logement, mandat aux postiers faisant leur service militaire, prime de gardiennage des enfants)* [7 décembre 1953] (p. 6239); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Non-satisfaction des revendications du personnel des P.T.T.)* [8 décembre 1953] (p. 6264); P. T. T., amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le personnel titulaire des services communaux (Traitements et avancement des ouvriers de l'État)* [31 décembre 1953] (p. 7143). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Discussion du rapport tendant à la suppression des abattements de zone en matière de salaires)* [23 mars 1954] (p. 4174); *Son amendement (Suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales et abrogation du décret du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou interné)* (ibid). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des usines Sartiaux à Hénil-Liétard (Pas-de-Calais) [20 mai 1954] (p. 2559). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 4029 : *Son amendement indicatif (Application aux contrôleurs des P.T.T. des mesures prises pour les contrôleurs des régies financières)* [10 novembre 1954] (p. 4873, 4874); *Son amendement indicatif (Suspension de la limite d'âge pour les candidats au concours interne d'inspecteur adjoint)*

(p. 4874); *Son amendement indicatif (Situation des surveillantes et surveillantes principales)* (p. 4874); *Amendement indicatif de M. Dufour (Relèvement des indices des receveurs de 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> classes)* (p. 4876), — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 3131: *Son amendement indicatif (Création d'emplois de gardiens de phares dans les départements d'outre-mer; Situation des éclusiers)* [9 décembre 1954] (p. 6007); Chap. 3132: *Indemnités des gardiens de phare, des agents de la navigation intérieure et des ports maritimes de commerce* (p. 6007); Chap. 3392: *Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits sociaux affectés au service des ponts et chaussées)* [11 décembre 1954] (p. 6121). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la situation d'ouvriers mineurs licenciés [21 janvier 1955] (p. 96). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, ligne 5: *Son amendement indicatif (Nourriture des soldats)* [28 janvier 1955] (p. 397, 398); — en seconde délibération du projet de loi relatif aux dépenses du BUDGET ANNEXE DES P.T.T., Etat A, Chap. 1120: *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Indemnité pour travaux de force)* [15 mars 1955] (p. 1456); *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Indemnité de gérance et de responsabilité)* (p. 1457); *Son amendement indicatif (Prime de technicité)* (p. 1458); Chap. 1130: *Son amendement indicatif (Gérantes de cabines)* (p. 1458, 1460); Chap. 1160: *Son amendement indicatif (Productivité et condition faite aux femmes)* (p. 1461 à 1463); Chap. 4000: *Etalement de la période de congé* (p. 1465); de ce projet de loi en deuxième lecture: Etat A, Chap. 1020: *Son amendement indicatif (Indices des agents d'exploitation)* [12 mai 1955] (p. 2728, 2729); Chap. 1060: *Son amendement indicatif (Personnels des lignes souterraines)* (p. 2730). — Dépose une demande d'interpellation sur les femmes sans travail [25 mars 1955] (p. 1943). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955: *Discussion générale (Répercussions militaires et financières des Accords de Paris, actions répressives de l'armée*

*en Afrique du Nord)* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2309, 2310). — Dépose une demande d'interpellation sur les jeunes sans travail [3 mai 1955] (p. 2431). — Prend part à la discussion: en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 14: *Modifications, par décrets ou arrêtés, de la taxe sur les fuels; Concurrence faite au charbon* [17 mai 1955] (p. 2843, 2845); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement: *Chômage dans les industries textiles, dans les mines* [25 mai 1955] (p. 2997, 2998); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956: *Sa motion préjudicielle (Rencontre de Genève)* [23 juillet 1955] (p. 4118); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION AIR, Chap. 3112: *Son amendement indicatif (Réduction du temps de service actif à 15 mois)* (p. 4159); SECTION GUERRE, Chap. 3112: *Son amendement indicatif (Envoi du contingent en Algérie)* (p. 4172); Chap. 3241: *Son amendement indicatif (Nourriture des soldats du contingent)* (p. 4175); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant ouvertures et annulations de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4722: *Retraites minières* [27 juillet 1955] (p. 4352); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie: *Article additionnel de Mme Grappe (Suppression de l'article 5 — pouvoirs du préfet — de la loi du 3 avril 1955)* [29 juillet 1955] (p. 4531, 4532); *Article additionnel de Mme Grappe (Suppression de l'article 10 — réquisitions de biens ou de personnes — de la loi du 3 avril 1955)* (p. 4532); — du projet de loi relatif à la création du département de Bône: *Discussion générale (Aspirations du peuple algérien à l'indépendance)* [29 juillet 1955] (p. 4545); — d'interpellations sur l'Algérie: *Décrets de mobilisation partielle, manifestations des rappelés, misère de l'Algérie, logements et culture de la vigne, nécessité de négocier comme avec la Tunisie et le Maroc* [12 octobre 1955] (p. 5055 à 5057).

**PRIOU (M. Victor)**, Député de la Mayenne (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5901). — Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1954]

(F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la fixation du prix du blé à 3.600 francs le quintal, les importations de blé à un prix supérieur)* [8 juillet 1952] (p. 3690, 3691); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur les avantages de la réforme prévue)* [6 mars 1953] (p. 1676, 1677).

**PRONTEAU (M. Jean)**, *Député de Charente (C.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (F. n° 5). — Est nommé : membre titulaire de cette Commission [20 janvier 1953] (F. n° 216); membre suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant au maintien en fonction des lignes ou tronçon de lignes de chemins de fer Périgueux—Parcoul—Médillac, Angoulême, Mussidan, Ruffec—Roumazières, Marthon—Thiviers, n° 370. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant au maintien à plein effectif des ateliers S.N.C.F. de Périgueux, n° 373. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à organiser rationnellement, sur l'ensemble du territoire, la pratique de la chasse en la rendant accessible à tous, n° 528. — Le 6 novembre

1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 51-588 du 23 mai 1951 instituant des dégrèvements sur les carburants utilisés en agriculture, n° 1309. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à rendre productifs d'intérêts les acomptes provisionnels versés en application de l'article 17 de la loi n° 50-1615 du 31 décembre 1950 par les redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, n° 2035. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de loi tendant : 1° à élever de 200.000 francs à 400.000 francs la fraction des bénéfices imposables au taux réduit de 9 0/0 de la taxe proportionnelle ; 2° à porter respectivement à 18.000 francs et 61.200 francs les chiffres prévus à l'article 185 du Code général des impôts, fixant les conditions dans lesquelles la taxe proportionnelle n'est pas perçue ou donne droit à l'application d'une décote, n° 3145. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 18 *bis* et à modifier l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 4424. Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juillet 1953 dans le département de la Charente, n° 6647. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour venir rapidement en aide aux victimes de l'orage de grêle qui, le 30 juin 1954, a ravagé de nombreuses communes de l'arrondissement de Confolens (Charente), n° 9268. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 10 du décret n° 55-594 du 20 mai 1955 et le décret n° 55-1223 du 17 septembre 1955 exonérant les entreprises du versement forfaitaire et des cotisations de sécurité sociale correspondant à certaines primes de productivité, n° 11701.

### Interventions :

Est entendu sur la validation des opérations électorales du département de l'Yonne [20 juillet 1951] (p. 6002, 6003). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Motion d'investiture de M. Temple (Ses observations sur la réaction fasciste, la défense de la laïcité)* [2 août 1951] (p. 6172, 6173). — Est entendu sur les propo-

sitions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la sécurité sociale* [29 août 1951] (p. 6580). — Prend part à la discussion : de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Son rappel au règlement (Dépôt de motions incidentes)* [4 septembre 1951] (p. 6864) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par Mme Prin* [5 septembre 1951] (p. 6915, 6916, 6917, 6918, 6919) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires ; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à majorer les prix agricoles dans la même proportion que les prix des produits industriels* [20 septembre 1951] (p. 7521) ; *Amendement de M. Ramarony tendant à augmenter les pensions, loyers, rentes viagères en cas d'augmentation du budget-type* (p. 7522). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves événements du Maroc et sur les propos du résident général [6 novembre 1951] (p. 7663). — Dépose une motion de censure contre le Gouvernement pour avoir relevé le prix de l'essence [9 novembre 1951] (p. 7862, 7863). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur le débat de politique étrangère* [13 novembre 1951] (p. 7941). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : *Son rappel au règlement (Sa proposition de reporter le débat au soir)* [26 décembre 1951] (p. 9856). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Discussion du projet de loi relatif à l'emprunt 3,50 0/0* [20 mai 1952] (p. 2347). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti : *Discussion générale (Ses observations sur les déclarations du baron de Rothschild, la politique financière du Gouvernement Pinay favorable aux possédants, les exonérations d'impôts promises aux souscripteurs, l'échelle mobile accordée aux capitalistes)* [20 mai 1952] (p. 2355 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti ; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Degoutte tendant à réviser le salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 au moins avec un intervalle minimum de quatre mois entre deux révisions* [3 juin 1952]

(p. 2607 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au règlement (Modification de l'ordre du jour contraire au règlement)* [2 décembre 1952] (p. 5909). — Dépose une demande d'interpellation sur la part qu'a fait prendre le Gouvernement, par l'Electricité de France, à la formation, lors d'une récente réunion tenue à Innsbrück, de la « Société internationale d'études pour les constructions hydroélectriques » [5 décembre 1952] (p. 5996). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer l'abattement à la base pour la taxe proportionnelle* [21 décembre 1952] (p. 6886) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs à la cotisation patronale pour les élections familiales (Diminution du pouvoir d'achat des travailleurs)* [22 décembre 1952] (p. 7012, 7013) ; *Demande de suspension de séance de M. Ramarony* (p. 7029). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1953] (p. 57). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [20 janvier 1953] (p. 94) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la personnalité de M. Boutemy, ancien préfet de Lyon pendant la guerre, l'officine de la rue de Penthièvre, la politique de reconstruction de M. Courant* [22 janvier 1953] (p. 128 et suiv.) ; *Cas de M. Boutemy* [3 février 1953] (p. 831, 832) ; *Question préalable posée par M. Mayer en raison de la démission de Boutemy (Carrière administrative de M. Boutemy, opérations menées contre le maquis de la Loire)* [17 février 1953] (p. 1065 et suiv.). — Est entendu sur un incident : *Présence de M. Boutemy* [28 janvier 1953] (p. 596). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du juge Duval qui vient de frapper M. Paul Laurent au cours d'une instruction [17 février 1953] (p. 1062). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Son rappel au règlement* [18 mai 1953] (p. 2724) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur la déclaration du Président du Conseil concernant la conférence des Bermudes ; l'inefficacité des mesures proposées pour assurer le redressement financier, les entraves mises au*

relèvement du niveau de vie des salariés, la fascisation du régime, les moyens de ranimer l'économie du pays et d'équilibrer le budget) [21 mai 1953] (p. 2824, 2825) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : Ses observations sur la politique réactionnaire de MM. Reynaud et Pleven, le plan Marshall et la subordination française aux U. S. A., la nécessité de faire la paix en Indochine [3 juin 1953] (p. 2927 et suiv.). — Est entendu sur le renvoi en Commission d'une demande en autorisation de poursuites, concernant M. Jacques Duclos : Son rappel au règlement (Ses observations sur la motion de M. Pierrard demandant un nouveau délai pour la Commission) [30 juin 1953] (p. 3175) ; Sa demande de renvoi en Commission (p. 3175). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : Contre-projet de M. Juglas (Le M. R. P. vise à éliminer de la Commission d'enquête, les communistes) [2 juillet 1953] (p. 3232). — Est entendu sur une demande de suspension de séance : Suspension jusqu'au lendemain, permettant de concilier les formes et le bon sens [10 juillet 1953] (p. 3460, 3461). — Prend part à la discussion d'un rapport portant révision de la Constitution : Oppose la question préalable (Les arguments du révisionnisme réactionnaire, l'attaque lancée contre les libertés démocratiques, le fossé entre le Parlement et le pays, le sabotage de la Constitution de 1946 par la majorité et le Gouvernement, le retour du Sénat réactionnaire, l'analogie du régime avec la Monarchie de juillet, son appel aux socialistes pour s'opposer à toute révision) [16 juillet 1953] (p. 3533 et suiv.) ; Art. 3 : Amendement de M. Billut tendant à appliquer la proportionnalité lors de l'élection du bureau [21 juillet 1953] (p. 3670) ; Art. 7 : Son amendement relatif au cas de flagrant délit (p. 3714) ; Art. 6 : Son amendement tendant à dissoudre le Conseil de la République et à en réélire un autre dans un délai d'un mois à la représentation proportionnelle [22 juillet 1953] (p. 3779) ; Art. 11 : Son amendement tendant à nommer en cas de dissolution un cabinet à la représentation proportionnelle de l'Assemblée (p. 3782) ; Son amendement tendant à maintenir le cabinet en fonction en cas de dissolution, sauf le Ministre de l'Intérieur nommé par l'Assemblée et le Président du Conseil remplacé par le Président de

l'Assemblée (p. 3782) ; Art. 9 : Son amendement tendant à ce qu'un vote de confiance ait lieu dans un délai d'un à trois jours après le dépôt (p. 3789) ; Art. 10 : Son amendement tendant à fixer un délai de trois jours pour le vote sur une motion de censure réclamée par 50 députés (p. 3790). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : Nécessité d'étendre l'ordre du jour à l'examen des questions économiques et sociales, connexes aux interpellations inscrites [6 octobre 1953] (p. 4016, 4017) ; — l'ordre du jour : Demande la tenue de deux débats le mercredi soir, sur la motion de censure et les zones de salaires [13 octobre 1953] (p. 4230, 4231) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : Priorité à reconnaître aux débats sur l'Indochine et sur diverses propositions d'ordre social [20 octobre 1953] (p. 4409, 4410). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : Controverse avec M. Pleven concernant l'attitude passée du parti communiste vis-à-vis de la guerre d'Indochine ; décision du groupe parlementaire de refuser les crédits militaires, alors que le parti participait encore au Gouvernement [27 octobre 1953] (p. 4568) ; Ses explications de vote (Contradictions du texte gouvernemental, poids de l'aide américaine, volonté de paix du Viet Minh, controverse avec M. Defferre sur l'attitude passée des partis socialiste et communiste aux diverses phases du conflit) [27 octobre 1953] (p. 4610, 4611). — Est entendu sur : une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : Echec d'une première procédure devant les tribunaux civils ; mot d'ordre prétendu touchant « la défaite de l'armée française (Faux grossier) ; textes applicables (Omission de la peine de mort, prévue par l'article 76 paragraphe 3) ; demandes de renvoi en Commission de MM. J.-M. Flandin (Laisser au Gouvernement l'initiative de la répression) et R. Mayer (Inapplicabilité du décret Séro) ; solidarité de tous les députés communistes envers la répression [6 novembre 1953] (p. 4908 et suiv.) ; Faiblesse du dossier touchant l'application éventuelle de la loi du 11 mars 1950 (Démoralisation de l'armée) (p. 4911) ; Motion préjudicielle de M. Flandin tendant au renvoi en Commission (p. 4919) ; Impossibilité d'une discrimination massive du parti communiste (p. 4926, 4927) ; ...



les propositions de la Conférence des Présidents : *Prolongation de la séance prévue* [13 novembre 1953] (p. 5056). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (La non-ratification de l'alliance soviétique)* [17 novembre 1953] (p. 5228); *Renvoi du débat au mardi suivant* [20 novembre 1953] (p. 5367); *Demande de suspension de séance présentée par M. July (Délibérations du Gouvernement)* [24 novembre 1953] (p. 5516); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Guret approuvant la politique du Gouvernement (L'échec des Européens, l'absence de politique de M. Laniel, le mythe de l'armée européenne, camouflage de l'armée allemande)* [27 novembre 1953] (p. 5636, 5637); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 46-54 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités atmosphériques)* [3 décembre 1953] (p. 5957). — Dépose une demande d'interpellation : sur les engagements que le Gouvernement a pris à la Conférence des Bermudes [10 décembre 1953] (p. 6399); — sur les propos tenus par M. Foster Dulles après consultation du chancelier Adenauer [28 décembre 1953] (p. 6886). — Prend part à la discussion des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Ordre du jour de M. Cayeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* [30 décembre 1953] (p. 7028). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (après l'élection de M. le Président de la République) : *Ses explications de vote (Duplicité de l'attitude de l'U.R.A.S. envers le Gouvernement et l'armée européenne, contradiction entre ses propos et ses votes)* [6 janvier 1954] (p. 17, 18). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1954] (p. 44). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal sur l'ordre du jour de M. de Sesmaisons (Nécessité d'un « cessez-le-feu » garantissant la sécurité des troupes avant la Conférence de Genève)* [9 mars 1954] (p. 773); *Sa demande de scrutin sur l'ordre du jour de M. de Sesmaisons* (p. 774); — du

projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Répercussion de l'augmentation de la durée de la journée de travail sur le chômage)* [23 mars 1954] (p. 1197); *Taxe sur la valeur ajoutée, détaxation des investissements favorables aux grandes entreprises, plan Louvel, concentration capitaliste et intégration européenne, aménagement de la surtaxe progressive, relèvement de l'impôt sur les sociétés* (p. 1197 et suiv.); Art. 42 : *Son amendement (modification du taux de l'impôt sur les sociétés suivant les bénéfices réalisés)* [29 mars 1954] (p. 1422); Art. 47 : *Sa demande de disjonction de cet article concernant les mesures tendant à favoriser la formation de l'épargne* [29 mars 1954] (p. 1431); *Son amendement (Fixation d'un plafond au-delà duquel le revenu épargné ne sera pas déductible)* (p. 1432); — du projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur les exercices 1951-1952, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 10-70 : *Demande un débat sur l'Indochine* [8 avril 1954] (p. 1876). — Dépose une demande d'interpellation : sur les groupes terroristes chargés de menacer les opposants à la politique gouvernementale [18 mai 1954] (p. 2488); — sur les engagements pris envers les Etats-Unis par le Ministre des Affaires étrangères, et ses tentatives pour faire échouer les négociations et préparer une extension du conflit (Indochine) [25 mai 1954] (p. 2685); la développe : *Bellicisme et double jeu de MM. Bidault, Pleven et Laniel, conditions prétendues posées par l'Amérique à son intervention, et acceptées par eux (Envoi du contingent, commandement américain, indépendance totale aux Etats associés); Mission en Indochine de M. Ngo Van Diem, protégé du Cardinal Spellmann, avec l'accord de Bao Dai; Affaire des blessés de Dien-Bien-Phu, lettres de Mlle de Galard à Ho Chi Minh; Eloge des propositions de paix du Viet Minh à Genève (Adhésion possible à l'Union française); Attitude conciliante de MM. Eden et Molotov; Offre de bons offices — non acceptée — du Gouvernement suédois, avec l'accord d'Ho Chi Minh; Justification du parti communiste et son attitude passée, son exclusion de la Commission spéciale pour l'Indochine; Affaire du journal « L'Express » et démission de M. Marc Jacquet; Groupements terroristes recrutés en sous-main par le Gouvernement (Anciens d'Indochine); Interdiction des ballets soviétiques et propa-*

gande belliciste à l'occasion de la chute de Dien-Bien Phu; Nombres S. S. présents à la Légion étrangère (« Ricarol »); Bellicisme personnel de M. Bidault [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2744 à 2749); Incident avec M. de Chevigné à l'occasion des déclarations analogues de M. Malleret-Joinville [2 juin 1954] (p. 2782). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement (Fixation des jours de discussion des interpellations sur l'Indochine) [25 mai 1954] (p. 2687, 2688). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : Ses explications de vote (Approbation de la conclusion des accords de Genève et du cessez-le-feu) [23 juillet 1954] (p. 3588); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Diminution des dépenses militaires, C. E. D. et course aux armements, concentration des entreprises et accroissement du chômage, augmentation des salaires, remembrement, réduction de la durée du service militaire) [6 août 1954] (p. 3950 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955; III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Déroulement du débat [15 novembre 1954] (p. 4999); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : Discussion générale (Son rappel au Règlement : irrecevabilité de la proposition du Président du Conseil (Question de confiance posée, ouverture du délai de vingt-quatre heures, mais le débat continuant), précédents budgétaires allégués irrecevables) [23 décembre 1954] (p. 6806, 6807); Rapport n° 9703, Articles additionnels : Rappel au Règlement (Délai de réflexion nécessaire) (p. 6841, 6842). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : M. Pineau et la laïcité [18 février 1955] (p. 826). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements prévus dans les poudreries du Centre [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SERVICE DES POUDRES, Chap. 172 : Son amendement indicatif (Licenciements) [23 juillet 1955] (p. 4194, 4195); — du projet de loi relatif au renouvelle-

ment de l'Assemblée Nationale : Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions) [31 octobre 1955] (p. 5432).

**PROT (M. Louis)**, Député de la Somme (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu, n° 748. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à l'indemnisation des pertes de betteraves industrielles causées par faits de guerre ou consécutives aux faits de guerre, n° 1231. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, ateliers maritimes et fluviaux et services d'entretien des bases aériennes des ponts et chaussées, n° 1334. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à faire effectuer d'urgence les travaux de réfection de la digue de Mers-les-Bains, endommagée par la tempête, n° 2431. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions de francs afin de venir en aide à la population de Moislains éprouvée par l'incendie de l'usine « La Cotonnaire », n° 4717. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à venir en aide au personnel de l'usine « La Cotonnaire » de Moislains (Somme), détruite par l'incendie du 8 novembre, n° 4753. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1930 pour permettre aux chefs de musique militaire l'accession au grade de commandant,

**n° 5004.** — Le 5 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 271, 290 et 1454 du Code général des impôts en vue de la protection des exploitations salmonicoles, **n° 7104.**

**PROVO (M. Victor),** *Député du Nord* [2<sup>e</sup> circonscription] (S.).

Son élection est validée [6 janvier 1953] (p. 2). — Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 842**); par la Commission de l'intérieur pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [26 mars 1954] (**F. n° 370**).

#### Dépôts :

Le 6 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4959) de M. Boutbien et plusieurs de ses collègues portant titularisation des infirmières diplômées d'Etat appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, **n° 8269**. — Le 6 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 5275) de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la parité de traitements entre les gradés et gardiens de la police d'Etat et les gradés et gardiens de la police municipale de Paris, **n° 8271**. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Delferre (n° 5128) tendant à interpréter la loi du 30 juillet 1947, relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales; 2<sup>o</sup> de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 6904) tendant à préciser les dispositions du titre III de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, **n° 8348**. — Le 23 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1669)

de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires soumis aux dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 effectuant annuellement un minimum de 1.000 heures de service de nuit, **n° 10204**. — Le 23 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 9149) de M. Dubois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'arrêté interministériel du 23 janvier 1954 relatif au reclassement du personnel communal, **n° 10205**. — Le 23 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9380) de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues relative au paiement des pensions versées aux anciens fonctionnaires locaux ayant appartenu à des cadres aujourd'hui étatisés, **n° 10206**. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à la constitution d'une caisse de retraites des maires et adjoints des communes et des conseillers municipaux de Paris, **n° 10591**. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux maires et adjoints des communes ainsi qu'aux conseillers municipaux de Paris, le bénéfice de la sécurité sociale lorsque leurs fonctions électives ne leur permettent pas l'exercice de leur profession antérieure, **n° 10592**. — Le 13 mai 1955, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 8270) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 : par l'application des dispositions de la loi n° 50-1010 du 19 août 1950, portant affiliation du personnel des deux sexes des transports routiers à la Caisse autonome mutuelle des retraites; par l'application des dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant péréquation des pensions; par la fixation de mesures propres à assurer l'équilibre financier de la C.A.M.R.; 2<sup>o</sup> de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 9319) tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways; 3<sup>o</sup> de M. Achille Auban et plusieurs de ses collègues (n° 9329) tendant à l'abrogation

du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways ; 4° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 9353) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953, n° 10745. — Le 21 juin 1955, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 2825) sur les hôpitaux et hospices publics ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 81) sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers ; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 245) sur l'ordonnancement et le fonctionnement des établissements hospitaliers ; 3° de M. Jean Guillon et plusieurs de ses collègues (n° 363) relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière ; 4° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 406) tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire ; 5° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 850) tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils ; 6° de Mme Francine Lefebvre (n° 4099) sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers ; 7° de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n° 7196) tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 décembre 1941 afin de donner compétence aux commissions administratives dans le choix de médecins, chirurgiens, pharmaciens et spécialistes des hôpitaux et hospices, n° 10908. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10592) de M. Provo et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux maires et adjoints des communes ainsi qu'aux conseillers municipaux de Paris le bénéfice de la sécurité sociale lorsque leurs fonctions électives ne leur permettent pas l'exercice de leur profession antérieure, n° 11158. — Le 13 octobre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4959) de M. Routbien et plusieurs de ses

collègues portant titularisation des infirmières diplômées d'Etat, appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n° 11610. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10928 rectifié) de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à mettre en parité les personnels du service des transmissions du Ministère de l'Intérieur avec leurs homologues des P. T. T., n° 11611. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 10165) de M. Dubois tendant à inviter le Gouvernement à consentir des bonifications d'intérêts aux collectivités locales ayant contracté des emprunts pour le financement de leur équipement, n° 11612. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10591) de M. Provo et plusieurs de ses collègues tendant à la constitution d'une caisse de retraites des maires et adjoints de communes et des conseillers municipaux de Paris, n° 11613.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, demande de disjonction de M. Leenhardt (Modification du régime des retraites des petits cheminots)* [23 novembre 1954] (p. 5308, 5314) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Police parisienne et Sécurité nationale* [16 mars 1955] (p. 1498, 1502) ; Etat A, Chap. 41-52 : *Charges des collectivités locales* (p. 1506).

**PUPAT (M. Eugène)**, Député de la Loire (P.C.D.).

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6134). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions

[18 janvier 1955] (**F. n° 482**); Est nommé membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 17**); par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme du relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**); par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [16 juillet 1953] (**F. n° 277**).

### Dépôts :

Le 2 août 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours d'urgence aux agriculteurs de la Loire, victimes des nombreux et violents orages de juin et juillet 1951 ; 2° à accélérer les mesures propres à venir en aide à ces sinistrés, **n° 491**. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-343 du 20 mars 1951 en vue de permettre aux exploitants agricoles d'organiser la lutte contre la grêle et la gelée par la constitution d'associations syndicales, **n° 4509**. — Le 19 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil sur les plantations d'arbres forestiers, **n° 7831**. — Le 11 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire de toute urgence l'inventaire des locaux disponibles dans les casernes, casernements et autres bâtisses administratives et à permettre aux sans-abri d'y loger, **n° 8007**. — Le 18 mars 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance automobile, **n° 8079**. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 103 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, **n° 8201**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, une proposition de loi tendant à prévoir l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, tant individuels que collectifs, au sein des services publics et des entreprises dont le fonctionnement régulier et permanent est nécessaire pour la vie de la commune, du département ou de la nation, **n° 8214**. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-895 du 26 juillet 1952

portant codification de la législation des jardins familiaux, **n° 8395**. — Le 6 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les décrets des 21 avril 1934, 12 novembre 1938, 12 janvier 1939 (art. 13) et du 14 novembre 1949 relatifs à la coordination des transports et à prévoir des exceptions en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, **n° 8397**. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité du voyage par chemin de fer ou autobus à tous les militaires accomplissant leur service actif, pour toute permission au-dessus de quarante huit heures et pour une distance de plus de 100 kilomètres aller et retour, **n° 8580**. — Le 8 juin 1954, une proposition de loi portant création d'un fonds autonome de compensation du commerce extérieur, **n° 8589**. — Le 8 juin 1954, une proposition de loi tendant à frapper de nullité les clauses des règlements d'immeubles en copropriété interdisant l'occupation à usage d'habitation des greniers, combles, galetas et locaux similaires, **n° 8590**. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier les décrets des 21 avril 1934, 12 novembre 1938, 18 janvier 1939 et particulièrement le décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949 (art. 5, chap. 2, titre 1<sup>er</sup>) relatifs à la coordination des transports et à prévoir des exceptions en faveur des anciens transporteurs, **n° 8914**. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer la date d'exigibilité des impôts et taxes foncières au 30 novembre de chaque année, **n° 9041**. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder d'urgence et par priorité à la liquidation des dossiers des sinistrés en totalité et ayant plus de 65 ans, **n° 9042**. — Le 3 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage, **n° 9043**. — Le 31 août 1954, une proposition de loi tendant à proclamer le Sahara « territoire national », **n° 9251**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à permettre à certains contribuables d'obtenir des délais en matière de poursuites fiscales, **n° 9338**. — Le 4 novembre 1954, une propositions de loi tendant à dégrever de la contribution foncière, en cas d'arrachages de vignes ou de plantations fruitières, les parcelles de terrains soumises à cette contribution, **n° 9374**. — Le 25 novembre

1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 35, 39, 40 et 41 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, n° 9582. — Le 27 décembre 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour la Caisse nationale d'assurances le remboursement de toutes cotisations versées en vue de la constitution d'une retraite, en cas de changement de régime de retraite, n° 9803. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mars la date d'exigibilité du tiers provisionnel en faveur des agriculteurs, n° 10141. — Le 25 mars 1955, une proposition de loi tendant à exonérer les produits de l'apiculture des taxes d'achat, des taxes locales et de transaction, n° 10524. — Le 29 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 du Code général des impôts en vue de favoriser la conservation de la propriété bâtie agricole, n° 10539. — Le 29 mars 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 15 du Règlement en vue de rendre la présence aux réunions des Commissions obligatoire, n° 10546. — Le 1<sup>er</sup> avril 1955, une proposition de loi tendant à exempter des taxes sur le chiffre d'affaires les produits agricoles destinés à l'alimentation humaine, n° 10600. — Le 1<sup>er</sup> avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence au recensement des ayants droit et à la liquidation des pensions militaires de tous les anciens combattants de l'Union française ayant servi dans l'armée française, n° 10608. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à exonérer les sociétés d'intérêt collectif agricole d'habitat rural de l'impôt sur les sociétés, n° 10688. — Le 12 mai 1955, une proposition de loi tendant à autoriser les communes rurales à contracter des emprunts gagés sur le produit de la taxe vicinale et amortis par un fonds d'amortissement alimenté par la tranche vicinale du Fonds routier, n° 10714. — Le 17 mai 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 40 du Règlement en vue de supprimer les séances de nuit, n° 10766. — Le 17 mai 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 43 du Règlement en ce qui concerne l'intervention pour un rappel au Règlement, n° 10767. — Le 17 mai 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 90 du Règlement en vue de rendre à la demande d'interpellation avec caractè-

rière d'urgence son véritable sens, n° 10768. — Le 17 mai 1955, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 32 du Règlement en ce qui concerne le « Bulletin des Commissions », n° 10769. — Le 23 juin 1955, une proposition de loi tendant à créer une allocation à la mère au foyer pour les exploitants agricoles, n° 11006. — Le 23 juin 1955, une proposition de loi tendant à instituer une caisse de prêts aux communes rurales, n° 11007. — Le 6 juillet 1955, une proposition de loi tendant à autoriser sous certaines conditions l'emploi des miroirs pour la signalisation, n° 11122. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à créer une caisse de rachat et d'indemnisation des textiles, n° 11235. — Le 29 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre des crédits suffisants à la disposition du département de la Loire pour venir en aide aux sinistrés à la suite des orages de grêle, n° 11386. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 10, 17, 46, 47 et 49 de la Constitution, n° 11405. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du blé selon le système de références établi en 1951, n° 11485.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O. N. I. C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'aider que les producteurs, et non les négociants* [25 janvier 1952] (p. 402) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à favoriser les coopératives déjà existantes* (p. 402, 403). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole générale du Gouvernement [27 juin 1952] (p. 3296) ; la développe : *Ses observations sur la réorganisation de l'exportation des produits agricoles, l'insuffisance des crédits pour l'équipement agricole* [8 juillet 1952] (p. 3369, 3370) ; — sur la politique agricole [13 octobre 1953] (p. 4233) ; la développe : *Pas de solutions valables sans un changement d'essence de la politique intérieure française* [22 octobre 1953] (p. 4463). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale du Gou-

vernement (après l'élection de M. le Président de la République) : *Ses explications de vote (Retenir la leçon des manifestations paysannes pour une politique économique constructive, rechercher toute solution pouvant mettre fin dans l'honneur au douloureux conflit d'Indochine)* [6 janvier 1954] (p. 17) ; — la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Unité du commandement et des responsabilités civiles et militaires en Indochine* [4 mai 1954] (p. 2099) ; — la fixation de la date de discussion des interpellations sur la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [13 mai 1954] (p. 2381). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier : *Son amendement (Déduction des revenus du montant des impôts payés l'année précédente)* [21 mai 1954] (p. 2612) ; *Son amendement (Allègements en matière de droits de mutation pour les locaux des exploitants agricoles)* [25 mai 1954] (p. 2667) ; *le retire* (p. 2667) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du bassin de la Loire : *Discussion générale (Amputation que la liquidation légale a fait subir à la redevance, avantages des tréfonciers de Sarrelouis)* [10 juin 1954] (p. 2909, 2910) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote* [23 juillet 1954] (p. 3587, 3588). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole et les incidents de Lille [3 février 1955] (p. 661). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (Accords de Paris ; problèmes d'outre-mer ; politique économique ; agriculture ; réforme de l'Etat)* [18 février 1955] (p. 827, 828). — Son rapport sur une pétition [18 juin 1955] (p. 3161). = S'excuse de son absence [3 novembre 1954] (p. 4689), [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient des congés [3 novembre 1954] (p. 4689), [18 octobre 1955] (p. 5128).

**PUY (M. Louis)**, Député du Var (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951]

(F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170) ; de la Commission de la justice et de législation [15 janvier 1952] (F. n. 93), [21 octobre 1952] (F. n° 170) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission de la presse [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé secrétaire de la Commission de la presse [20 janvier 1955] (F. n° 483).

### Dépôts :

Le 11 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1007) complétant l'article 7 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif, n° 1062. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à permettre au propriétaire d'un terrain menacé d'expropriation d'éviter cette expropriation en construisant un immeuble comportant des locaux d'habitation, n° 9345. — Le 22 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation dite de vieillesse à certaines catégories de la population musulmane d'Algérie, n° 11294.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la médaille militaire, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [11 avril 1952] (p. 2228) ; — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale (Révision de la loi du 11 mai 1946, défense de la liberté de la presse)* [7 mai 1954] (p. 2197) ; *Ses explications de vote* [20 mai 1954] (p. 2559). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer [20 juin 1954] (p. 3447, 3448). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin

1955 : *Son article additionnel (Transformation en emplois de fonctionnaires d'un certain nombre d'emplois d'agents sous contrat)* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2325) ; *le retire* (p. 2326) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et

1956, Chap. 31-31 : *Techniciens d'études et de fabrication* [4 août 1955] (p. 4606). — Dépose une demande d'interpellation sur les lenteurs apportées à mettre fin à la grève du personnel de la navigation et de la sécurité aériennes et sur les incidences matérielles et morales que ce conflit entraîne [24 novembre 1955] (p. 5976).

NUMELEX







**QUÉNARD (M. André)**, *Député d'Indre-et-Loire (S)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; secrétaire de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; par la Sous-Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

#### Dépôts :

Le 10 mars 1955, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947 et par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953, Société financière de radiodiffusion française (S.O.F.I.R.A.D.), **n° 10357 et annexes**. — Le 28 octobre 1955, un rapport supplémentaire d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi

n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947, par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955, Société financière de radiodiffusion française (S.O.F.I.R.A.D.), **n° 11759**.

**QUEUILLE (M. Henri)**, *Député de la Corrèze (R. R. S.)*.

*Ministre d'Etat,*

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Ministre d'Etat,*

(Cabinet Edgar FAURE)

du 21 janvier 1952 au 6 mars 1952,

*Vice-Président du Conseil, Ministre d'Etat,*

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Vice-Président du Conseil,*

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

*Vice-Président du Conseil,*

(Cabinet LANDEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900).

#### Interventions :

Donne sa démission de *Président du Conseil* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé

*Ministre d'Etat* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Vice-Président du Conseil, Ministre d'Etat* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale : *Discussion générale* [28 février 1952] (p. 1093) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1111). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Vote de crédits provisionnels pour la Défense nationale* [29 février 1952] (p. 1152). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil, Ministre d'Etat* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Vice-Président du Conseil, Ministre d'Etat* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil, Ministre d'Etat* [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

**En cette qualité :**

S'associe à l'hommage rendu au Maréchal Staline [6 mars 1953] (p. 1666). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil* [27 mai 1953] (p. 2846). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (Cabinet Joseph Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953) (p. 5770). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil* [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire, en faveur des collectivités locales, situation difficile des collectivités communales sur le territoire desquelles sont installés des établissements industriels d'Etat* [23 novembre 1954] (p. 5304). ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Imposition des arsenaux et usines mécaniques de l'Etat à la contribution de la patente)* [19 mars 1955] (p. 1761) ; — du projet de loi relatif aux POUVOIRS SPÉCIAUX en matière économique, sociale

et fiscale : *Tourisme (« Gîtes de montagne »), équipement hôtelier ; finances locales ; expansion de l'agriculture, formation de conducteurs pour les machines ; artisans ruraux ; risques d'une crise de surproduction, nécessité d'une solidarité économique des nations alliées* [29 mars 1955] (p. 2056 et suiv.) ; — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des prestations familiales agricoles : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants, financement de la sécurité sociale agricole* [26 mai 1955] (p. 3071, 3072).

**QUILICI (M. François),** *Député d'Oran* [1<sup>er</sup> collège] (R.I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955], (**F. n° 482**).

**Dépôt :**

Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à créer à Oran une Cour d'appel composée de deux chambres, **n° 1424**.

**Interventions :**

Prend part à discussion : du rapport sur les élections du département d'Alger (2<sup>e</sup> collège) [9 août 1951] (p. 6295, 6296, 6297) ; — du rapport sur les élections du département de Constantine (2<sup>e</sup> collège, 2<sup>e</sup> circonscription) : *Discussion générale* [10 août 1951] (p. 6313) ; — du rapport sur les opérations électorales du département d'Oran (2<sup>e</sup> collège) : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6465, 6466). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa proposition de siéger lundi et non dimanche* [29 août 1951] (p. 6578, 6581). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur la question scolaire en Algérie)* [31 août 1951] (p. 6744) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur l'article (Octroi de bourses, situation de l'enseignement libre en Algérie)* [21 septembre 1951] (p. 7566) ;

— d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur la laïcité de la France, la comparaison entre 1815 et 1945, l'habileté du R. P. F., le manque de contrôle des écoles libres, les écoles musulmanes en Algérie)* [6 septembre 1951] (p. 6998, 6999, 7000, 7001, 7002) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif aux modalités de paiement de l'allocation aux établissements scolaires* [7 septembre 1951] (p. 7045, 7046) ; *Ses explications de vote sur l'article premier* [8 septembre 1951] (p. 7164). — Dépose une demande d'interpellation sur les réformes au Maroc et en Tunisie et l'agitation panarabe [6 novembre 1951] (p. 7663). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la situation en Afrique du Nord* [6 novembre 1951] (p. 7663, 7664). — Modifie le libellé de son interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement [8 novembre 1951] (p. 7893). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 10 : *Amendement de M. Aubame tendant à inclure les chefs des bureaux des douanes* [22 novembre 1951] (p. 8350) ; Art. 2 : *Sous-amendement de Mme Lefebvre tendant à rétablir le collège unique au Togo* [23 novembre 1951] (p. 8414) ; *Nouvelle délibération sur le texte de la Commission* (p. 8418) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8425) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur la répartition amiable du charbon entre les divers pays)* [7 décembre 1951] (p. 8954) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à Air-France (Ligne de Colomb-Béchar)* [12 décembre 1951] (p. 9089, 9090) ; *le retire* (p. 9094) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 2 : *Son sous-amendement relatif à la culture du coton en Algérie* [22 décembre 1951] (p. 9606, 9608). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du*

*Togo* [25 janvier 1952] (p. 361, 362) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Collège unique au Togo)* (p. 394 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet réorganisant le Sud algérien* [13 février 1952] (p. 692). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. de Beaumont (Dépêche truquée de l'A. F. P.)* [19 février 1952] (p. 789, 790). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de Tunisie et la politique que le Gouvernement compte suivre dans la Régence [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1683) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur les réformes promises en Tunisie, le bicamérisme, le nouveau statut des fonctionnaires tunisiens, l'éviction de la France* (p. 1696, 1697) ; *la développe* : *Ses observations sur les troubles en Tunisie depuis 1950 ; l'importance du marché tunisien pour la France, les revendications nationalistes, leur futilité, la nécessité pour la France de conserver l'Afrique du Nord dans l'intérêt des populations, le danger de la politique de répression, les atrocités commises par les troupes du général Garbay, les revendications du Néo Destour, l'attitude de M. Périllier* [5 juin 1952] (p. 2662) ; *Ses observations sur la fortune de M. Tahar Ben Amar* [19 juin 1952] (p. 3041, 3042) ; *Discussion générale (Ses observations sur la solidarité des colons d'Algérie et de Tunisie contre les populations indigènes, le plan de réformes proposées)* (p. 3064 et suiv.) ; *Sa demande d'ajournement du débat* (p. 3066) ; *Son ordre du jour demandant un Conseil élu franco-tunisien paritaire et un nouveau plan de réformes* [20 juin 1952] (p. 3092 et suiv.) ; *Ordre du jour de M. Vassor demandant l'examen des réformes par la Commission des affaires étrangères* (p. 3100, 3101) ; *Ordre du jour de M. René Mayer faisant confiance au Gouvernement pour rétablir la confiance et l'ordre en Tunisie* (p. 3102). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de renvoi du débat sur la Tunisie* [20 mai 1952] (p. 2345). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique viticole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de la viticulture algérienne, les réclamations des*

*colons oranais* [4 juillet 1952] (p. 3602, 3603). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Application à l'Algérie de la loi sur la dévolution des biens de presse* [8 juillet 1952] (p. 3655). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix des céréales secondaires en Algérie)* [8 juillet 1952] (p. 3370); — d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Sa demande d'ajournement du débat en attendant la révision de la loi du 11 mai 1946* [10 juillet 1952] (p. 3797, 3798); *Discussion générale* (p. 3805). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Ministre des Affaires étrangères dans nos protectorats d'Afrique du Nord, sur l'attitude qu'il compte adopter lors de la prochaine Assemblée de l'O.N.U. [9 octobre 1952] (p. 4153). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Position de la France à l'O.N.U. au sujet de la Tunisie* [9 octobre 1952] (p. 4157). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique par laquelle le Gouvernement compte assurer la sécurité de la France [18 novembre 1952] (p. 5335). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la Tunisie et l'O.N.U.* [18 novembre 1952] (p. 5340). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 1<sup>er</sup> : *Amnistie des faits de collaboration n'ayant entraîné qu'une peine inférieure ou égale à cinq ans de prison* [21 novembre 1952] (p. 5417 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour rétablir la paix en Tunisie et au Maroc [9 décembre 1952] (p. 6079); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la faiblesse de la politique française, l'intervention américaine, l'insuffisance de l'ordre public au Maghreb* [16 décembre 1952] (p. 6471, 6472); *Jonction du débat à celui sur les affaires étrangères* (p. 6477). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant révision du Code de justice militaire : *Demande de renvoi à la Commission de la justice, présentée par M. Defos du Rau (Ses observations sur les lenteurs de la justice en Tunisie)* [10 décembre 1952] (p. 6127, 6128); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953;

INTÉRIEUR, Etat B Chap. 4153 : *Subventions pour l'Algérie (Déficit des chemins de fer algériens, chômage en Algérie, travailleurs algériens en France, prix des céréales algériennes)* [13 décembre 1952] (p. 6358 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [13 octobre 1953] (p. 4233); la développe : *Le malaise paysan, élément du malaise général; problème viticole (Défense du récent décret-loi éliminant toute discrimination aux dépens de l'Algérie, proposition Kruger tendant à favoriser l'exportation); problème des agrumes (Réduction nécessaire des importations espagnoles); problème du blé (Faibles rendements algériens, solutions différentielles possibles), et des céréales secondaires; assainissement général de la structure agricole (trop parcellaire) par la coopération* [16 octobre 1953] (p. 4347 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : « *Désintéressement inadmissible* » de la France en Indochine, ingratitude des « nationalistes vietnamiens » (tonkinois), habiletés verbales de Bao Daï; réagir en dénonçant l'abandon (d'ailleurs conditionnel) de la Cochinchine, territoire ami (référendum à organiser) et de plus aisément défendable [27 octobre 1953] (p. 4596 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Fonds de progrès social de l'Algérie)* [11 décembre 1953] (p. 6497); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations, à destination de l'Algérie* [31 décembre 1953] (p. 7161, 7165); *Sous-amendement de M. Paternot tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination de l'Algérie* (p. 7163); — des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Hostilité à toute politique d'abandon, même déguisée, en Indochine, ne fut-ce que « pour l'exemple »; ambiguïté de la paix « dans l'honneur » prônée par M. Mendès-France; refus constant des précédents gouvernements de « mettre le prix » quand il en était temps (rapports Leclerc et Navarre); erreur initiale de traiter avec Ho Chi Minh (parallèle avec Abd-el-Kader); échec excusable de M. Bidault (abandonné par les Anglo-Saxons); offre paradoxale*

du Viet Minh de rester dans l'Union française (inacceptable), solution : garder Haïphong, Tourane et la Cochinchine (cédée à tort au Viet Nam); troubles nationalistes en Afrique du Nord, corrélation avec l'Indochine, mais différences capitales, fermeté nécessaire envers le Néo Destour, entente avec le Bey (aujourd'hui acquis à la France) et avec El Glaoui, après la déposition tardive du Sultan [9 juin 1954] (p. 2869). — Dépose une demande d'interpellation : sur la composition du Gouvernement et sa politique en Europe, en Indochine et en Afrique du Nord [24 juin 1954] (p. 3040). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *La paix « contre la montre » en Indochine, la neutralisation du Laos et du Cambodge, la situation au Maroc et en Tunisie, les déclarations de M. Mitterrand sur la Tunisie* (p. 3044, 3045); — sur la politique du Gouvernement en Tunisie [30 juillet 1954] (p. 3746); est entendu sur la fixation de la date de discussion : « Casure » marquée par le discours de Tunis avec la politique traditionnelle d'intégration poursuivie par la France en Afrique du Nord, « désespoir » actuel des Français de Tunisie, ségrégation à rebours à eux imposée (régime des capitulations), leur exode massif à prévoir, leur « présence humaine », indispensable soutien politique d'une France affaiblie; dénonciation tacite, sans consultation du Parlement, des traités du Bardo et de la Marsa [10 août 1954] (p. 4039, 4040); engagement du Gouvernement pour un débat au fond le 27 août (p. 4053); la développe : « Abandon global » consenti à Tunis par le Président du Conseil, caractère réactionnaire et rétrograde du Néo Destour (citations de M. Fouchet), composition réelle du nouveau Gouvernement tunisien (purement destourien); ingérences étrangères sous pavillon idéologique, anglaises (Comité international des peuples dépendants) et américaines (Confédération internationale des syndicats libres « propositions » publiées par celle-ci le 6 juin 1954); retrait progressif — déjà réclamé — des forces militaires françaises; pouvoirs de la future Assemblée tunisienne (« Charte octroyée »); retour annoncé au régime des capitulations (cas des ressortissants étrangers, Italiens et Maltais); problème de la Cour arbitrale mixte (Président nommé par la Cour de La Haye?); position « idéologique » de M. Mendès-France [26 août 1954] (p. 4282 à 4285). — Prend part à la

discussion du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense : *Oppose la question préalable* [29 août 1954] (p. 4443); attitude du Gouvernement devant sa motion (ibid); la retire (p. 4443). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique nord-africaine du Gouvernement [3 novembre 1954] (p. 4689); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Proclamation « éclatante » de l'autonomie interne tunisienne, interprétée comme aveu de faiblesse après l'armistice indochinois, ses conséquences (Tunisie, Algérie), déclarations énergiques de M. le Ministre de l'Intérieur, rappelant celles de M. Mendès-France à Tunis (non suivies d'effets), fraternité symbolique des victimes françaises et musulmanes (caïd Saddok), unité nécessaire de la politique française en Afrique du Nord en face du panarabisme, « immense effort économique et social » à lui opposer, erreur décisive commise en Tunisie (rupture de la communauté franco-musulmane), contagion en Algérie (tracts), nécessité de frapper à la tête (au Caire), appel à M. Mendès-France* [12 novembre 1954] (p. 4949, 4950); — sur les défaillances du Gouvernement en Tunisie [22 novembre 1954] (p. 5227); la développe : *Discours de Tunis du 31 juillet; capitulation énergique devant les fellagha; refus du gouvernement tunisien de les désavouer; télégramme Bou Afa adressé de New-York à M. Ben Amur; engrenage fatal de la politique d'apaisement de M. Mendès-France; rupture nécessaire des négociations engagées avec « M.M. les assassins »; choix « opportun » de la date limite du 10 décembre; résultats de l'opération (contestables); son mécanisme; reconnaissance implicite de l'armée de la Libération; ses dangers; citation du Père de Foucauld; cure de dépolitisation nécessaire pour la Tunisie, foyer de contagion de l'Afrique du Nord* [9 décembre 1954] (p. 6030 à 6032); *Son ordre du jour avec demande de priorité* [10 décembre 1954] (p. 6106). — Est entendu sur la nomination par suite de vacances de membres de Commissions : *Son rappel au Règlement* [22 novembre 1954] (p. 5228). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955 : *Sa demande de disjonction de l'état A (Ses préférences pour un Ministère nord-africain, engagement de personnels sous contrat administrateurs civils du Maroc et d'Algérie,*

politique du Gouvernement en Tunisie, reconnaissance implicite des fellagha, crédits ouverts aux délégués du Gouvernement de la Régence négociant à Paris, interdiction d'un journal français en Tunisie [22 novembre 1954] (p. 5229, 5230, 5234); Sa demande de disjonction de l'état B (p. 5236); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 4153 : Son amendement indicatif (Enseignement professionnel en Algérie, nomination d'un iman à la tête de la mosquée de Paris en remplacement de Si Khaïour ben Gabrit; développement de l'Institut musulman) [23 novembre 1954] (p. 5331). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Transmission silencieuse de souveraineté sur les Comptoirs français à l'Union indienne; proteste en outre contre la procédure d'organisation des débats prévus pour les interpellations touchant l'Afrique du Nord [3 décembre 1954] (p. 5741). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : Demande de rejet de la Commission des finances [17 décembre 1954] (p. 6520, 6521); [18 décembre 1954] (p. 6548); Ses explications de vote sur la question de confiance : la politique du Gouvernement en Indochine, ses répercussions en Tunisie [20 décembre 1954] (p. 6616, 6617). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Texte sur lequel est posée la question de confiance (Amendement de M. Léon Noël) [29 décembre 1954] (p. 6931, 6932). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), Article unique : Argument de procédure touchant le retrait de l'amendement de M. L. Noël, la question de confiance étant posée [29 décembre 1954] (p. 6916, 6917); de même (le Bureau lui ayant donné raison) (p. 6939). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Algérie et les conventions franco-tunisiennes [21 janvier 1955] (p. 94); la développe : le Fezzan [2 février 1955] (p. 609); le bloc nord-africain déséquilibré par les négociations en Tunisie; pourrissement militaire; application du statut algérien; M. Soustelle (p. 614 à 617); le risque de pourrissement politique [4 février 1955] (p. 742); «l'Echo d'Oran» (p. 747). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un état d'urgence : Réunion immédiate de la Commis-

sion de l'intérieur [24 mars 1955] (p. 1897). — Dépose une demande d'interpellation sur : le protocole franco-tunisien [3 mai 1955] (p. 2426); — l'ordre public en Algérie [28 juin 1955] (p. 3389). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : Souveraineté interne de la Tunisie, pouvoir du Néo-Destour, sauvegarde des intérêts français, article 2 du traité de Kassar-Saïd, Bizerte; Bouhafa (agent du Néo-Destour à New-York); constitution d'un Etat arabe musulman, sort des Français de Tunisie [7 juillet 1955] (p. 3694 et suiv.); Exode des Juifs tunisiens [8 juillet 1955] (p. 3729). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des Français du Maroc [20 juillet 1955] (p. 3952); la développe : La crise marocaine traitée en roman d'aventures; critique des solutions proposées, tableau de leurs conséquences [8 octobre 1955] (p. 4921 à 4924). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : L'Afrique du Nord et la coalition de l'étranger; mission de M. Grandval; campagnes des chapelles intellectuelles; manque de détermination en Algérie [28 juillet 1955] (p. 4430 à 4433); Article additionnel de M. Schmittlein (Impossibilité de procéder à des élections partielles pendant la durée de l'état d'urgence) [29 juillet 1955] (p. 4538); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la création de cours d'appel et de postes de magistrats en Algérie; Article premier : Amendement de M. Grimaud (Création de cours d'appel à Oran et à Constantine) [5 août 1955] (p. 4666); Son sous-amendement (Réduction éventuelle du nombre de chambres de la cour d'Alger) (p. 4666, 4667). — Dépose une demande d'interpellation sur la déposition de Ben Arafa, la relance du terrorisme en Algérie, le vote de l'O.N.U., la déclaration de sécession du deuxième collègue [6 octobre 1955] (p. 4803); la développe : Situation du port de Collo, déclaration de guerre d'Allal El Fassi, enseignement de l'arabe, statut de l'Algérie, maladresse de la convocation de l'Assemblée algérienne en session extraordinaire, importance de l'Afrique du Nord dans la stratégie atlantique, le vote de l'O.N.U. et l'action de la ligue arabe, son choix pour l'intégration [11 octobre 1955] (p. 5020 à 5022); Ses explications de vote sur la question de confiance : inéluctable influence des statuts tunisiens et marocains sur l'évolution de l'Algé-

rie, régime préférentiel imposé par la métropole [18 octobre 1955] (p. 5135 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Initiative du service du compte rendu analytique* [20 octobre 1955] (p. 5164, 5165). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Elections en Algérie, impératifs excluant tout ajournement* [30 octobre 1955] (p. 5388 à 5390); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Date des élections en Algérie : danger d'ajourner les élections en Algérie, élection d'une Assemblée constituante algérienne* [15 novembre 1955] (p. 5690 et suiv.); *Amendement de M. Jacques Duclos (Elections en Algérie le même jour que dans la métropole, abrogation de la loi sur l'état d'urgence)* (p. 5693); *Amendements de MM. Ducos et Serafini (Mandat des députés algériens)* [17 novembre 1955] (p. 5828); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Rappelés algériens* [22 novembre 1955] (p. 5923). = S'excuse de son absence [9 mars 1955] (p. 1214). — Obtient un congé [9 mars 1955] (p. 1214).

**QUINSON (M. Antoine), Député de la Seine**  
[6<sup>e</sup> circonscription] (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé par la Commission de l'intérieur pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [26 mars 1954] (F. n° 370).

**Dépôts :**

Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de parer à l'augmentation du prix du pain, n° 882. —

Le 28 août 1951, une proposition de loi concernant les sommes allouées aux communes de la Seine en 1942 et 1943 sous le titre « Moyen d'équilibre », n° 885. — Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des départements de Seine et Seine-et-Oise, victimes des récents orages, n° 967. — Le 22 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 64) de M. Joseph-André Hugues tendant à inviter le Gouvernement à nommer dans toutes les mairies de Paris, comme maires et maires-adjoints, des femmes qualifiées au fur et à mesure des vacances qui s'y produiraient, n° 1672. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1952 les délais fixés par la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1951, concernant les modalités de règlement des cotisations de sécurité sociale et l'amnistie partielle des pénalités, n° 1785. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 65) de M. Delcos tendant à la titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emploi et réforme de l'auxiliaire, n° 1976. — Le 18 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 76) de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les diverses zones territoriales pour la détermination de l'indemnité de résidence allouée aux fonctionnaires et agents de services publics et à abroger les dispositions de l'article 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 relative à la fixation du taux des allocations familiales dans les départements autres que la Seine, n° 2055. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions du décret n° 46-1217 du 21 mai 1946 instituant la médaille commémorative française de la guerre 1939-1945, n° 2062. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à réglementer le port de l'insigne des blessés de guerre, n° 2430. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à aider les collectivités, les associations syndicales prévues par la loi du 25 juin 1855 ou les propriétaires dans les travaux de viabilité ou d'assainissement des voies privées, n° 2507. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les

articles 33 et 34 de la loi du 21 décembre 1941, relative aux hôpitaux et hospices publics et repris dans l'article premier du décret n° 51-1218 du 19 octobre 1951, n° **2628**. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux bulletins municipaux officiels, le bénéfice des avantages postaux dont profitent les journaux périodiques, n° **3283**. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le rapport (n° 1554) (fait au cours de la précédente législature) par M. Mondon, repris le 15 novembre 1951, sur la proposition de loi tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer; 2° la proposition de loi (n° 1709) de M. Pierre-Olivier Lapie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le taux de la redevance minière en ce qui concerne le minerai de fer prélevée au profit des communes et des départements et à modifier l'assiette de cette taxe, **3520**. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues (n° 1988) tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 les fonctionnaires faisant partie de la classe de recrutement 1935 qui ont été rappelés sous les drapeaux en mars 1939, n° **3521**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1168) de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à autoriser les syndicats de communes à allouer des indemnités forfaitaires représentatives de fonctions à leurs administrateurs, n° **3565**. — Le 5 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 65) de M. Delcos tendant à la titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950 autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, n° **3567**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le projet de réforme fiscale des dispositions permettant d'éviter les différends entre locataires et propriétaires lors de la répartition des taxes dites « municipales », n° **3612**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Mignot (n° 1184) tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 47-1497 du 13 août 1947 relatif aux licences des débitants de boissons,

n° **3870**. — Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 570) tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris; 2° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 2507) tendant à aider les collectivités, les associations syndicales prévues par la loi du 25 juin 1855 ou les propriétaires dans les travaux de viabilité et d'assainissement des voies privées; 3° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues (n° 2608) tendant à modifier les lois du 22 juillet 1912 et du 15 mai 1930 relatives à l'assainissement et au classement des voies privées de Paris, n° **4490 (rectifié)**. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de MM. Charret et Quinson (n° 3040) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur aux fonctionnaires retraités de 1939 à 1947, n° **4556**. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à augmenter le délai prévu par l'article 44 de la loi de finances n° 50-928 du 8 août 1950 en ce qui concerne la recevabilité des demandes d'allocation formulées par les veuves non remariées, n° **4741**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 537) de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à réserver 30 0/0 des embauchages aux femmes seules de plus de 50 ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques et à dresser des listes d'emplois pouvant être occupés par elles après un apprentissage accéléré, n° **4837**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à conférer au secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Oise, rang et prérogative de préfet de 3° classe, n° **4918**. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1363) de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier le statut des anciens militaires dégagés des cadres au point de vue licenciement et titularisation dans emplois civils, cumuls et rappels à l'activité, n° **5462**. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1930 pour permettre aux officiers chefs de musique militaire d'accéder aux grades d'officiers supérieurs, n° **5473**. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à



faire bénéficier les agents supérieurs des administrations centrales d'une nomination d'administrateur civil, n° 5474. — Le 19 février 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 5123) de M. Frédéric-Dupont tendant à constater la nullité des actes dits lois n° 617 du 8 novembre 1943 et n° 253 du 2 juin 1944 de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, relatifs à la tenue d'un registre d'entrées et de sorties par les détaillants de vins à appellation d'origine, n° 5606. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 sur les municipalités, n° 5644. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à la suppression de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947 qui règle d'une manière arbitraire le contingent des dépenses à incorporer aux budgets primitifs de la Ville de Paris et des communes de la Seine au titre des cours spéciaux de l'enseignement primaire, n° 5765. — Le 18 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme de Lipkowski (n° 3317) tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics et services concédés ou affermés dépendant de ces collectivités; 2° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (n° 5277) tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics départementaux et communaux et à modifier l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et, par voie de conséquence, l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949; 3° de M. Guérard et plusieurs de ses collègues (n° 5390) tendant à modifier la loi du 3 juillet 1941 afin de maintenir aux agents des collectivités locales leurs droits acquis, en ce qui concerne leur régime de retraites; 4° de M. Devemy (n° 5717) tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941, portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics, départementaux et communaux et à modifier l'article 61

de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et par voie de conséquence de l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, n° 6333. — Le 13 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler d'une façon précise au regard de la sécurité sociale les droits de certains bénéficiaires de l'article 64 de la loi des pensions du 31 mars 1919, n° 7167. — Le 18 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale l'indemnité dite « prime de danger » allouée aux personnels des compagnies républicaines de sécurité, n° 7195. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires de la gendarmerie nationale, lorsqu'ils sont victimes de leur devoir professionnel, les mêmes avantages que ceux accordés aux accidentés du travail du secteur privé, n° 7674. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander au Gouvernement espagnol l'application réciproque de la Convention franco-espagnole du 21 décembre 1935 sur la protection des appellations d'origine, n° 7743. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'échelle 4 aux maîtres maréchaux-ferrants militaires et, par voie de conséquence, à accorder la même échelle pour le calcul de leur retraite, n° 7744. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence un arrêté interministériel conforme à l'ordonnance du 17 mai 1945 et autorisant les communes à payer des indemnités aux membres de l'enseignement, lorsqu'ils participent au fonctionnement des colonies de vacances ou des caisses des écoles, n° 7752. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter l'accès des ingénieurs diplômés des écoles nationales d'Arts et Métiers dans le corps des ingénieurs militaires des poudres, n° 7810. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à la création d'un « fonds départemental de construction dans le département de la Seine », n° 7811. — Le 16 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager une cédule spéciale pour les métreurs-vérificateurs dont toutes

les rémunérations sont déclarées par leurs employeurs, n° 8059. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans le futur Code de la route, l'article 5 du code actuel, n° 8121. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4432) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reclasser effectivement les 110 fonctionnaires de la police, anciens prisonniers, déportés ou mobilisés, rentrés seulement après juin 1945, n° 8153. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de (n° 5615) de M. Chamant tendant à la révision du classement des négociants en matériaux de construction, au titre de la patente, n° 8154. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 7245) de M. Faraud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'usage d'un filet de protection pour tous les exercices aériens de cirque ou de music-hall, n° 8155. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7739) de MM. Legaret et Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 15 (3<sup>e</sup> alinéa) du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 en vue d'accorder un délai aux commerçants en terrasses, distributeurs à la criée, aux halles centrales de Paris, n° 8156. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 6116) de M. Joseph Denais, tendant à fixer le régime de la patente foraine, n° 8243. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 8246. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 8181) autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du Bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, n° 8380. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi relative aux conditions de promotion au grade de lieutenant de réserve des sous-lieutenants titulaires de certains diplômes et ayant bénéficié de sursis d'études, n° 8429. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 6578) de M. Bertaud, sénateur,

et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux pour conférer aux assemblées communales le droit de fixer la liste du personnel logé soit par nécessité de service soit dans l'intérêt du service et, s'il y a lieu, de réglementer le remboursement de la valeur représentative du logement et de ses accessoires, n° 8585. — Le 12 juin 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions de retraite des marins du commerce et de la pêche, n° 8652. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 53-478 du 21 mai 1953 relatif aux mesures de reclassement des personnels de la police municipale, n° 8695. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services actifs de la Préfecture de police les dispositions de l'arrêté du 11 février 1952 qui fixe, pour la période du 2 septembre 1939 au 8 mai 1945, les conditions d'attribution du bénéfice de campagnes aux personnels militaires, n° 8892. — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services actifs de la Préfecture de police les dispositions de l'arrêté du 11 février 1952 qui fixe, pour la période du 2 septembre 1939 au 8 mai 1945, les conditions d'attribution du bénéfice de campagnes aux personnels militaires, n° 8929. — Le 7 août 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 32 de la loi n° 51-651 du 24 mai 1951 et à l'organisation de la gendarmerie de l'air au sein de la gendarmerie nationale, n° 9108. — Le 27 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. André Marty et plusieurs de ses collègues (n° 2225) tendant à l'intégration, dans le cadre de contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'assistance publique ; 2<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont (n° 4320) tendant à l'intégration, dans le cadre des contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'assistance publique ; 3<sup>o</sup> de M. Arbeltier et plusieurs de ses collègues (n° 5755) tendant à l'intégration, dans le cadre des contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'assistance publique, n° 9229. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 54-982 du 1<sup>er</sup> octobre

1954 instituant un fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales, n° 9372. — Le 9 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ajouter le chauffeur de taxi sur la liste des bénéficiaires du port d'arme autorisé, n° 9428. — Le 16 novembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'article 17 de la loi n° 48-1437 du 14 septembre 1948, à tout le personnel de la sûreté nationale et de la Préfecture de police, n° 9479. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 9608. — Le 30 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 26 mai 1954 pris en application du décret n° 54-539 du 26 mai 1954 instituant une prime de qualification aux officiers et militaires non officiers à solde mensuelle (titres de guerre), n° 9699. — Le 8 décembre 1954, une proposition de loi portant création d'un fonds spécial destiné au financement des travaux et installations effectués par les communes, sur les voies de circulation générale, n° 9664. — Le 8 décembre 1954, une proposition de loi tendant à revaloriser certaines rentes viagères constituées avant et après 1914 auprès de la Caisse nationale des retraites, n° 9665. — Le 1<sup>er</sup> février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8312) de M. Legaret tendant à assurer le recrutement et à définir le statut de certains fonctionnaires de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 10048. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à étendre à un certain nombre de sociétés sportives les protections prévues par la loi du 26 mai 1941, n° 10170. — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 356 du Code civil en matière d'adoption, n° 10202. — Le 1<sup>er</sup> mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9897) de M. Anthonioz et plusieurs de ses collègues tendant à annuler le décret n° 54-1301 du 22 décembre 1954 relatif aux droits d'ouverture de la licence des débits de boissons, n° 10237. — Le 10 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les titres de mouvement des vins, cidres, rhums et spiritueux, et à ramener à un type unique la vignette des

factures-congés, n° 10354. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre la faculté d'emploi de la taxe d'apprentissage, n° 10355. — Le 18 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les effectifs budgétaires de la gendarmerie nationale, n° 10459. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des congés de longue durée aux militaires blessés ou malades lorsqu'ils ont contracté leur affection sur les théâtres d'opérations extérieurs, n° 10460. — Le 29 mars 1955, une proposition de loi tendant à la création d'une médaille officielle dite « médaille de Verdun », n° 10540. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret du 5 janvier 1955, favorisant une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire, n° 11044. — Le 29 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8312) de M. Legaret tendant à assurer le recrutement et à définir le statut de certains fonctionnaires de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 11990. — Le 29 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 11044) de M. Quinson tendant modifier l'article premier du décret du 5 janvier 1955, favorisant une meilleure répartition des industries sur l'ensemble du territoire, n° 11991. — Le 29 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9311) de M. Godin et plusieurs de ses collègues relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1944 par certains agents et ouvriers des services concédés, n° 11992.

#### Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Yonne [10 juillet 1951] (p. 5922). — Est entendu sur la validation des opérations électorales du département de l'Yonne : en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1951] (p. 6002). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Insuffisance de la Défense passive)* [28 novembre 1951] (p. 8591, 8592) ; *le retire*

(p. 8592); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles primaires (Professeurs spéciaux de la Seine)* [19 décembre 1951] (p. 9394); *le retire* (p. 9404); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République : *Rectification d'un vote en Commission* [28 mars 1952] (p. 1645); Art. 82 : *Son amendement tendant à laisser au Conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* [11 avril 1952] (p. 2236); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Instituteurs spéciaux de la Seine)* [8 novembre 1952] (p. 4910, 4911); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement dans la carrière préfectorale)* [13 décembre 1952] (p. 6326, 6327); *le retire* (p. 6328); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Cadres des attachés de préfecture)* (p. 6328); Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Insuffisance des crédits)* (p. 6332, 6333); Chap. 31-42 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de la Sûreté nationale (Primes de risque et d'habillement)* (p. 6338); Etat B, Chap. 41-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les collectivités locales (Banlieue de Paris)* (p. 6347); *le retire* (ibid.); Chap. 41-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Remboursement des subventions accordées en 1942-1943 par les municipalités de la Seine)* (p. 6349, 6350); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* [3 février 1953] (p. 822). — Dépose une demande d'interpellation sur le statut des personnels de la police [12 mai 1953] (p. 2638). — Est entendu : en qualité de *Rapporteur*, sur la proposition ten-

dant à la suppression du registre obligatoire d'entrées et de sorties chez les détaillants pour les vins à appellation d'origine [24 juillet 1953] (p. 3878); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date de la discussion du budget de l'intérieur* [8 décembre 1953] (p. 6282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la protection civile (Evacuation des villes à préparer)* [8 décembre 1953] (p. 6286); Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Lenteurs de l'avancement pour les administrateurs civils du Ministère)* [9 décembre 1953] (p. 6363); Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration préfectorale et les Conseils de préfecture (Statuts des Secrétaires généraux des préfectures hors classe)* (p. 6372); *le retire* (ibid.); Chap. 31-43 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des préfectures (Intégration des chefs de bureau rédacteurs)* [10 décembre 1953] (p. 6380, 6381); Chap. 83-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le plan départemental d'amélioration du réseau routier (Routés de la banlieue parisienne)* (p. 6388); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* (p. 6389, 6390); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer la référence au budget primitif de la Préfecture de police* (p. 6401, 6402); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal* (p. 6403); *Son amendement tendant à n'accorder que deux mois aux autorités de tutelle pour approuver le budget de la ville de Paris* (p. 6406); Etat A, Chap. 41-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux communes (Consolidation des subventions faites aux communes de la Seine en 1942, 1943)* [11 décembre 1953] (p. 6485, 6486); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 34-14 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais des services annexes des Ponts et Chaussées (Bourses accordées aux élèves de l'École natio-*

nale des Ponts et Chaussées) [12 décembre 1953] (p. 6571) ; — INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République. Art. 17 : Amendement de M. G. Cartier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au fonds commun départemental de la Seine et à la répartition du produit des taxes locales entre Paris et les autres communes de la Seine [31 décembre 1953] (p. 7198, 7499) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de l'intérieur [14 mai 1954] (p. 2418) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement indicatif (Cas des « communes dortoirs » Chatenay-Malabry) [22 novembre 1954] (p. 5257) ; le retire (p. 5258) ; Son amendement indicatif (Intégration des anciens rédacteurs auxiliaires des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils) (p. 5258) ; Etat A, Chap. 31-11 : Son amendement indicatif (Nomination sur place des secrétaires généraux des grandes préfectures) (p. 5266) ; le retire (ibid.) ; Chap. 31-13 : Son amendement indicatif (Cas des chefs de bureau de préfectures) [23 novembre 1954] (p. 5277, 5278) ; Chap. 31-91 : Son amendement indicatif (Revalorisation des traitements des fonctionnaires de la police) (p. 5288) ; Chap. 34-32 : Son amendement indicatif (Protection civile des communes situées à proximité des aéroports) (p. 5293) ; Chap. 34-95 : Son amendement indicatif (Réorganisation des Halles centrales, cas des marchands en terrasses) (p. 5295) ; Son amendement indicatif (Personnels logés par les municipalités, secrétaires généraux des mairies, concierges d'écoles) (p. 5296) ; le retire (ibid.) ; Chap. 36-51 : Son amendement indicatif (Effectifs de police des

communes de la banlieue parisienne) (p. 5298) ; le retire (ibid.) ; Chap. 41-31 : Amendement de M. Flandin (Retard dans l'attribution des subventions dues en matière de services d'incendie et de secours) (p. 5302) ; Son amendement (Annuités d'amortissement dans les budgets des communes suburbaines de la Seine) (p. 5302, 5303) ; Son article additionnel (Rattachement du personnel chargé de la surveillance et de la sécurité des bois de Boulogne et Vincennes à la Préfecture de la Seine) [24 novembre 1954] (p. 5364) ; le retire (ibid.) ; Art. 7 : Son amendement tendant à ouvrir aux fonctionnaires des administrations parisiennes l'emploi aux fonctions de Conseiller des tribunaux administratifs (p. 5366) ; Son article additionnel (Intégration des anciens rédacteurs auxiliaires des administrations centralisées dans le cadre des administrateurs civils) (p. 5369) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : Son article additionnel (Réintégration dans leur emploi de certains fonctionnaires ; cas des mutilés de guerre) [4 mars 1955] (p. 1109) ; en qualité de Rapporteur pour avis, Art. 36 : Son amendement (Droits acquis des retraités des collectivités locales) (p. 1112, 1113) ; le retire (p. 1113) ; Son article additionnel (Intégrations d'anciens rédacteurs auxiliaires dans le corps d'administrateurs civils) (p. 1120, 1121) ; le retire (p. 1122) ; Son article additionnel (Indemnité spéciale dégressive pour les départements d'outre-mer) [8 mars 1955] (p. 1138, 1150) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : Parité entre la Sûreté et la Préfecture de police [16 mars 1955] (p. 1497, 1498) ; Art. 10 : Droits de licence sur les débits de boissons (p. 1514, 1515).



**RABATÉ (Mme Maria)**, *Député de la Seine*  
[1<sup>re</sup> circonscription] (C.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi sur l'ordonnement et le fonctionnement des établissements hospitaliers, n° 245. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer le montant de l'indemnité compensatrice prévue par l'article 74 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951; au montant des augmentations de loyer subies par les locataires ou occupants de locaux d'habitation dont les ressources sont inférieures au salaire servant de base au calcul des prestations familiales, n° 1020. — Le 14 septembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer le statut des hôtels et meublés, n° 1107. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à assurer la gratuité du séjour en crèche pour les bébés de familles ayant un quotient familial mensuel de ressources égal ou inférieur à 12.000 francs par personne, n° 1333. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre, dès leur première année d'études, aux élèves infirmières, sages-femmes et assis-

tantes sociales le bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, n° 1531. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à majorer les indices de traitement des infirmières diplômées d'Etat et titulaires du diplôme d'Etat de puériculture institué par le décret du 13 août 1947, n° 1534. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n° 1630. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements, n° 2897. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à surseoir à toute augmentation de loyer tant que n'auront pas été revalorisés les salaires, traitements, pensions et retraites, n° 2961. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires en hôtels et meublés, n° 2973. — Le 19 juin 1952, une proposition de loi tendant à surseoir, pendant la durée des vacances judiciaires, aux délais impartis pour exercer une voie de recours aux litiges entre bailleurs et preneurs d'immeubles, n° 3728. — Le 20 juin 1952, une proposition de loi tendant à surseoir à toute augmentation de loyer, n° 3745. — Le 30 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer du travail et leur gagne-pain à tous les travailleurs des Etablissements Panhard (Automobiles), n° 5242. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à prendre en charge l'augmentation du taux de pension appliquée aux élèves sages-femmes et à rétablir le régime facultatif d'internat pour toutes les élèves, sans distinction, célibataires ou mariées, mères de famille ou non, **n° 5278**. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à prendre d'urgence toute disposition pour assurer sans retard l'équipement d'hôpitaux de secours et notamment la création immédiate de 2.500 lits rendus nécessaires par l'épidémie de grippe sévissant dans la région parisienne, **n° 5398** (rectifié). — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à autoriser l'exercice de la profession à titre définitif aux infirmières et infirmiers autorisés à titre auxiliaire depuis trois ans, **n° 5410**. — Le 17 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 5278) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge l'augmentation du taux de pension appliquée aux élèves sages-femmes et à rétablir le régime facultatif d'internat pour toutes les élèves, sans distinction, célibataires ou mariées, mères de famille ou non, **n° 5565**. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant : 1° à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille, en 1953; 2° à abroger le décret n° 53-453 du 11 mai 1953, **n° 6269**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du décret n° 53-700 du 9 août 1953 adaptant le régime des loyers à la situation économique et sociale, **n° 6794**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 7688**. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 7821**. — Le 4 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire distribuer gratuitement du charbon à tous les bénéficiaires de l'allocation vieillesse et de l'allocation spéciale, **n° 9382**. — Le 26 novembre 1954, une proposition de résolution tendant

à inviter le Gouvernement à faire surcoïr à toute expulsion de locataires pendant les mois d'hiver tant que les intéressés n'auront pas été relogés dans des conditions normales maintenant la cohésion de la famille, **n° 9598**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas sanctionner le co-directeur de la publication* [8 novembre 1951] (p. 7727); *Son amendement tendant à réduire le taux des amendes* (p. 7727); *Sa motion incidente demandant l'octroi aux économiquement faibles de l'allocation compensatrice de logement* (p. 7728); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article appliquant la loi aux territoires d'outre-mer* (p. 7734); *Son amendement tendant à n'appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer qu'après l'avis des assemblées locales* (p. 7734); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1951] (p. 8663, 8664); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant qu'aucune expulsion ne pourra être faite sans relogement préalable* (p. 8664); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4090 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour familles nécessiteuses dont le soutien est mobilisé (Exploitants agricoles mobilisés)* [4 décembre 1951] (p. 8757); Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Assistance à la ville de Paris)* (p. 8774, 8775); Chap. 4180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation compensatrice des hausses de loyers aux économiquement faibles (Retard du versement de l'allocation)* (p. 8785); *le retire* (p. 8786); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Formation des infirmières)* [5 décembre 1951] (p. 8808); *le retire* (ibid.); Chap. 5100 : *Amendement de M. Regaudie tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Protection sanitaire)* (p. 8814); Chap. 5110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour la protection*

infantile (*Lait gratuit aux enfants*) (p. 8414); *le retire* (ibid.); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enfance inadaptée (Enfants abandonnés)* (p. 8814, 8815); *le retire* (p. 8817); JUSTICE, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Juges des loyers)* [21 décembre 1951] (p. 9519); *le retire* (p. 9521); Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités des services judiciaires (Statut des greffiers)* (p. 9521); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services pénitentiaires (Enfance délinquante)* (p. 9525); *le retire* (p. 9526); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Sa motion préjudicielle demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* [23 décembre 1951] (p. 9731 et suiv.); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales, Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation des bureaux d'assistance et des services de contrôle de la sécurité sociale* [4 janvier 1952] (p. 162); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients d'hôtels et meublés : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1400, 1401); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 28 : *Son amendement tendant à surseoir à toute augmentation de loyer* [4 avril 1952] (p. 1943); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Discussion générale (Ses observations sur les atrocités de la répression, la condamnation à mort de cinq patriotes tunisiens, les crimes commis au Cap Bon par les hommes du général Garbay)* [19 juin 1952] (p. 3057, 3058); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Son contre-projet tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements* [7 octobre 1952] (p. 4074 et suiv.); Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder le bénéfice de cette loi à tous les occupants même si un jugement a déjà été prononcé contre eux* [10 octobre 1952] (p. 4216, 4217); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'impossibilité pour beaucoup de locataires d'acheter leur appartement)* (p. 4218); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4311 :

*Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions aux écoles de puériculture (Infirmières diplômées d'Etat)* [30 octobre 1952] (p. 4604); Chap. 4322 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles de sages-femmes (Internat et externat)* (p. 4604); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations* [25 novembre 1952] (p. 5627, 5628); Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'interdiction de résidence* [27 novembre 1952] (p. 5781); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 2 : *Sa motion tendant à ne pas discuter de l'article avant le dépôt d'une lettre rectificative prévoyant la construction de 80.000 logements* [21 décembre 1952] (p. 6957). — Dépose une demande d'interpellation : sur la brutale mise à pied de 1.000 travailleurs des usines Panhard (Paris 13<sup>e</sup>) [14 janvier 1953] (p. 82); — sur les conditions dans lesquelles deux cheminots ont trouvé la mort au cours de leur travail les 9 et 10 janvier derniers à Paris-Tolbiac [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953, Art. 3 : *Son amendement tendant à libérer les crédits attribués aux H. L. M.* [27 janvier 1953] (p. 487); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 2 : *Relèvement des droits de sceau pour les naturalisations (Retrait de la nationalité à de nouveaux naturalisés)* [30 janvier 1953] (p. 739, 740). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des travailleurs de la pharmacie en gros [10 juillet 1953] (p. 3453). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir une session extraordinaire à la demande du tiers des députés* [21 juillet 1953] (p. 3672, 3673); *Son amendement tendant à prévoir une session extraordinaire à la demande des deux cinquièmes des députés* (p. 3673). — Dépose une demande d'interpellation sur le matraquage des postiers du Central télégraphique de Paris, à l'instant de la reprise du travail [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : *Violences policières du 25 août, union des travailleurs de toutes*



tendances, et notamment des femmes autour des revendications professionnelles [8 octobre 1953] (p. 4090, 4091). — Est entendue sur l'ordre du jour : *Date de la discussion du budget de la Santé publique* [29 octobre 1953] (p. 4662). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander le rétablissement des crédits d'assistance à la famille, supprimés par décret* [30 octobre 1953] (p. 4725); *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi de la discussion jusqu'au dépôt de diverses lettres rectificatives (Assistance à la famille, budget d'équipement, etc.)* [5 novembre 1953] (p. 4834, 4835); Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 31-41 : *Suppression éventuelle de la direction de la santé de la Seine* (p. 4860); Chap. 34-01 : *Frais de déplacement des inspecteurs de la santé, de la population et de la pharmacie* (p. 4863); Titre IV, Chap. 43-44 : *Bourses pour les écoles d'infirmières*; *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Insuffisance numérique du personnel qualifié, création proposée d'écoles normales ou départementales d'infirmières)* (p. 4863, 4864); Chap. 46-23 : *Assistance à la famille (Nécessité de modifier le décret du 11 mai 1953)* (p. 4868); Chap. 46-32 : *Allocation de loyer aux économiquement faibles*; *Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif* (p. 4876); le retire (ibid.); Chap. 47-41 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Lutte contre la poliomyélite)* (p. 4877); le retire (ibid.); JUSTICE, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services pénitentiaires (Greffiers et secrétaires de parquet)* [23 novembre 1953] (p. 5403, 5404); Chap. 46-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais divers des services pénitentiaires (Bibliothèques des prisons de femmes)* [23 novembre 1953] (p. 5407, 5408); le retire (p. 5408); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article titularisant les membres du personnel de l'Institut national d'hygiène* [26 novembre 1953] (p. 5555, 5556); JUSTICE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-12 : *Indemnités des services judiciaires (Greffiers du tribunal de la Seine)* [11 décembre 1953] (p. 6501); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS

ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-21 : *Routes et ponts (Autoroute du Sud de Paris)* [12 décembre 1953] (p. 6582, 6583); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le renouvellement automatique des baux commerciaux* [15 décembre 1953] (p. 6831); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi de la lettre recommandée* (p. 6832). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour remédier à la situation tragique des vieux travailleurs, des économiquement faibles, des familles nombreuses et des sans-logis [9 février 1954] (p. 103); est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Expulsions impossibles en hiver, relogement des intéressés* (p. 110, 111); la développe : *Abrogation de la circulaire du 14 janvier 1954, cas des Nord-Africains, expulsion des enfants des hôpitaux, pas d'expulsions sans relogement normal* [2 mars 1954] (p. 592, 593); *Son ordre du jour : abrogation de la circulaire du 14 janvier 1954 concernant les expulsions des locataires* (p. 597, 598). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Défense des locataires, allocation compensatrice de loyer, politique de construction)* [5 mars 1954] (p. 693, 694); Article premier : *Son amendement (Maintien dans les lieux de l'occupant qui ne ne peut pas être relogé dans des conditions normales)* [23 mars 1954] (p. 1160); Art. 4 : *Amendement de Mme de Liphowski (Limitation des délais pendant lesquels un local d'habitation peut rester vacant)* (p. 1163, 1164); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République Article premier : *Amendement de M. Grimaud (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs)* [8 juillet 1954] (p. 3351, 3352); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, Article unique : *Amendement de M. Anthonioz (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux au 1<sup>er</sup> avril 1957; classement des hôtels dans la catégorie tourisme, nécessité de discuter du statut des hôtels meublés)* [12 mars 1954] (p. 853); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 54-64 : *Son*

*amendement (Hôpitaux militaires)* [18 mars 1954] (p. 999). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à l'autoroute du Sud [26 mars 1954] (p. 1329, 1330). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la modification de l'article 55 du Code civil : *Discussion générale (Transcription des actes de naissance des enfants sur le registre de l'état civil du domicile des parents avec l'autorisation préalable de la mère)* [25 mai 1954] (p. 2694); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Imposition des aveugles et grands infirmes travaillant à domicile)* [29 juin 1954] (p. 3146); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Ses explications de vote* [27 juillet 1954] (p. 3646, 3647); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins (Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil) *Cas des frères fréquentant le même établissement scolaire et ne portant pas le même nom de famille* [27 juillet 1954] (p. 3649 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 37-41 : *Arrêt des expulsions sans relogement préalable* [10 novembre 1954] (p. 4925); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-01 : *Son amendement indicatif (Mesures à prendre pour éviter les expulsions sans relogement)* [22 novembre 1954] (p. 5260); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 34-41 : *Contrôle des médicaments* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5666, 5667); Chap. 36-41 : *Titularisation du personnel de l'Institut national d'hygiène* (p. 5674); Chap. 43-44 : *Son amendement (Formation d'auxiliaires sanitaires de protection civile)* (p. 5673); Chap. 46-43 : *Dotation de l'établissement de bienfaisance de Saint-Maurice et de l'hospice national des Quinze-Vingts* (p. 5684); Chap. 46-25 : *Conditions d'attribution des allocations militaires aux soutiens de famille* [2 décembre 1954] (p. 5687, 5688); Chap. 46-26 : *Subvention exceptionnelle à la ville de Paris, contribution aux dépenses d'assistance médicale gratuite* (p. 5688); Chap. 46-32 : *Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer* (p. 5703); Chap. 46-33 : *Institut*

*national des sourds-muets de Paris, rue Saint-Jacques* (p. 5714); Chap. 47-42 : *Son amendement indicatif (Protection maternelle et infantile)* (p. 5714); Etat B, Chap. 56-10 : *Equipe-ment sanitaire et social de l'assistance publique, embouteillage des hôpitaux parisiens pendant l'hiver, installation éventuelle d'un hôpital de campagne dans la cour de l'hôpital Lariboisière, distribution gratuite de charbon aux vieillards* [4 décembre 1954] (p. 5803); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TOURISME pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 35-24 : *Pénétration de l'autoroute du Sud jusqu'au cœur de Paris* [11 décembre 1954] (p. 6135); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN pour 1955 : *Ses explications de vote* [30 décembre 1954] (p. 6977). — Pose au Ministre de l'Intérieur une question relative au refus de concession de salles opposé aux amicales de déportés politiques [25 mars 1955] (p. 1948). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 24 : *Impossibilité pour les sociétés sportives ou de jeunesse d'avoir leur siège social dans un débit de boissons, demande de disjonction de Mme Vaillant-Couturier* [8 novembre 1955] (p. 5540); *Amendement de Mme Vaillant-Couturier (Affectation de crédits à la construction de locaux de réunion pour les sociétés sportives et de jeunesse)* (p. 5542); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, Article unique : *Amendement de M. Charret (Sauf opposition des enfants légitimes)* [17 novembre 1955] (p. 5793, 5794, 5795); — d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs à domicile : *Discussion générale* [24 novembre 1955] (p. 6000, 6001).

**RABIER (M. Maurice)**, Député d'Oran [1<sup>er</sup> collège], (S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954]

(F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); — de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires algériens la parité de traitement avec les fonctionnaires métropolitains, n° 162. — Le 2 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant réorganisation des territoires du sud de l'Algérie, repris le 2 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 476. — Le 2 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes, repris le 2 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 477. — Le 28 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le refus d'homologation (n° 754) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains ; 2° la proposition de résolution (n° 162) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires algériens la parité de traitement avec les fonctionnaires métropolitains, n° 887. — Le 20 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, modifiant et complétant le rapport de la précédente législature, repris le 2 août 1951 (n° 476), sur le projet de loi portant réorganisation des territoires du sud de l'Algérie, n° 1170. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 64 c du Livre II du Code du travail et à rendre applicable à l'Algérie le nouvel article ainsi modifié, ainsi que la loi n° 51-122 du 5 février 1951 modifiant les articles 64 et 64 a du Livre II du Code du travail (condition d'entrée et de séjour en France des étrangers), n° 1242. — Le 15 no-

vembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, repris le 15 novembre 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 1557. — Le 15 novembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale en vigueur en Algérie, repris le 15 novembre 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 1558. — Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le régime de prestations familiales et le mode de paiement à appliquer aux Algériens travaillant en France dont la famille réside en Algérie, n° 1699. — Le 7 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le refus d'homologation (n° 754) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la parité de traitement entre les fonctionnaires algériens et métropolitains ; 2° la proposition de résolution (n° 162) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires algériens la parité de traitement avec les fonctionnaires métropolitains, n° 1899. — Le 13 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne tendant à compléter la décision n° 50-034 tendant à déterminer les modalités d'application de la décision n° 49-045 relative à l'organisation d'un système de sécurité sociale en Algérie, repris le 13 décembre 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 1982. — Le 13 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier les articles 18 et 19 de la décision n° 49-061 de l'Assemblée algérienne portant réforme de la Caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie, repris le 13 décembre

1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 1983. — Le 22 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1271) relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie, n° 2179. — Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les salaires des personnels non fonctionnaires (ouvriers, techniciens, employés), des établissements militaires de l'Algérie, n° 2527. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 17 juillet 1908 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre, n° 2531. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 2289) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 477) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à assortir de dispositions pénales les dispositions de la décision n° 50-056 de l'Assemblée algérienne sur l'interdiction de la pêche au ring net dans les eaux territoriales algériennes, n° 2567. — Le 13 février 1952, une proposition de loi portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, n° 2653. — Le 6 mars 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 1271) relatif aux pouvoirs des contrôleurs des lois sociales en agriculture d'Algérie; II. le rapport (n° 1557) (fait au cours de la précédente législature, repris le 15 novembre 1951) sur le projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, n° 2884. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier dans les meilleurs délais les fonctionnaires algériens du cadre métropolitain des mêmes conditions de rémunération que celles appliquées aux autres fonctionnaires algériens en vertu de la loi n° 52-303 du 12 mars 1952, n° 3472. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à établir la parité de représentation entre les collègues au sein des conseils généraux des trois départements algériens, n° 3559. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le

projet de loi (n° 2322) portant approbation d'une Convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des Houillères du Sud-Oranais, n° 3566. — Le 25 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 3472) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier dans les meilleurs délais les fonctionnaires algériens du cadre métropolitain des mêmes conditions de rémunération que celles appliquées aux autres fonctionnaires algériens en vertu de la loi n° 52-303 du 12 mars 1952, n° 3818. — Le 25 juin 1952, une proposition de loi tendant à assurer la protection sociale des aveugles en Algérie, n° 3819. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 2653) portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre; 2° de M. Blachette et plusieurs de ses collègues (n° 2761) tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et modifié par la loi n° 50-1034 du 22 août 1950, n° 4064. — Le 22 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 3984) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1557) adopté par l'Assemblée Nationale édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, n° 4845. — Le 25 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cadi Abdelkader et plusieurs de ses collègues (n° 835) tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du premier collègue et celle du deuxième collègue; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 3559) tendant à établir la parité de représentation entre les collègues au sein des conseils généraux des trois départements algériens, n° 4849. — Le 23 janvier 1953, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la

Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 5362. — Le 30 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3234) tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aoums de justices de paix d'Algérie, n° 5440. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement le décret d'application à l'Algérie de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre, aux veuves des grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, n° 5550. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 1273) et la lettre rectificative (n° 4425) au projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne; II. le projet de loi (n° 3118) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, et relatif à des dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir des décisions de l'Assemblée algérienne, n° 5596. — Le 19 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en matière de congé administratif le régime en vigueur antérieurement au 25 août 1949 en faveur des ouvriers civils des établissements militaires d'Algérie, n° 5611. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à créer un comité algérien paritaire des services municipaux, n° 5612. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : le projet de loi (n° 4152) relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie; II. le rapport supplémentaire (n° 1981) (fait au cours de la précédente législature), repris le 13 décembre 1951, sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie; 2° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie, n° 5955. — Le 12 mai 1953, une

proposition de loi tendant à obtenir qu'un nouveau délai, expirant six mois après la promulgation de la loi, soit accordé aux fonctionnaires et agents de l'Algérie, en activité, pour demander le bénéfice des dispositions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 6103. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5550) tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement le décret d'application à l'Algérie de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre, aux veuves des grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre; 2° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues (n° 5603) tendant à inviter le Gouvernement à publier le règlement d'administration publique nécessaire pour l'application en Algérie de la loi n° 50 879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre, aux veuves de grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, n° 6245. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5362) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 6246. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 4940) étendant à l'Algérie la loi n° 51-1409 du 7 décembre 1951 relative à la procédure en matière de contestations nées à l'occasion des élections des délégués du personnel et des délégués au comité d'entreprise, n° 6247. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 5611) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir en matière de congé administratif le régime en vigueur antérieurement au 25 août 1949 en faveur des ouvriers civils des établissements militaires d'Algérie, n° 6248. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la

Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi (n° 1269) déterminant les modalités d'application à l'Algérie de la loi du 2 juillet 1941 portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail; 2° le projet de loi (n° 2240) rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui en matière de droit commun suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes, **n° 6249**. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5612) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à créer un comité algérien paritaire des services municipaux, **n° 6488**. — Le 9 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 2653) portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre; 2° de M. Blachette et plusieurs de ses collègues (n° 2761) tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et modifié par la loi n° 59-1034 du 22 août 1950, **n° 6489**. — Le 23 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5362) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics; 2° de M. Fonlupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues (n° 6394) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens, **n° 6979**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 6627) donné par le Conseil de la République

sur le projet de loi (n° 1273) adopté par l'Assemblée Nationale portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole et relatif aux dispositions pénales et de procédure pénale et aux dispositions de procédure civile devant assortir les décisions votées par l'Assemblée algérienne, **n° 7236**. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 7617) complétant la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, **n° 8011**. — Le 8 avril 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cadi Abdeldkader et plusieurs de ses collègues (n° 835) tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du premier collègue et celle du deuxième collègue; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 3559) tendant à établir la parité de représentation entre les collègues au sein des conseils généraux des trois départements algériens, **n° 8310**. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-988 du 30 septembre 1953 suspendant les effets de la loi du 24 mai 1951 et remettant en vigueur le décret de fusion des gendarmeries, **n° 8370**. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des graves inondations survenues en Oranie en avril 1954, **n° 8386**. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 7357) portant extension à l'Algérie de la loi du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents, **n° 8683**. — Le 24 juin 1954, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 7664) portant extension de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans des emplois publics; II. les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5362) tendant à rendre applicable à l'Algérie

la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics; 2° de M. Foulupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues (n° 6394) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens, n° 8700. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 8347) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 1226) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux conseils de prud'hommes en Algérie, n° 8745. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1305) et la lettre rectificative (n° 4149) au projet de loi relatif au régime électoral des Chambres de commerce d'Algérie, n° 8951. — Le 22 juillet 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation (n° 4245) d'une décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles, n° 8953. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 8859) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° 1372) tendant à établir la parité au sein des conseils généraux des départements algériens entre la représentation du premier collège et celle du deuxième collège, n° 9075. — Le 9 novembre 1954, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 2653) portant application à l'Algérie de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947 instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre; 2° de M. Blachette et plusieurs de ses collègues (n° 2761) tendant à rendre applicable à l'Algérie l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, complété par la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et modifié par la loi n° 50-1034 du 22 août 1950, n° 9419. —

Le 9 novembre 1954, un 3° rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 7664) portant extension de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics; II. les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5362) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics; 2° de M. Foulupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues (n° 6394) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens, n° 9420. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 8970) étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, n° 9637. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 54-901 du 11 septembre 1954 relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 9889. — Le 25 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la reprise de la M. T. O. (Manufacture des textiles oranaise) qui vient de fermer ses portes, réduisant au chômage 700 ouvriers, s'ajoutant aux 2.200 chômeurs que compte déjà la ville de Tlemcen, n° 9980. — Le 31 janvier 1955, une proposition de loi

tendant à faire bénéficier d'une prime de séjour de 16 0/0 du montant de la pension civile principale certains retraités d'Algérie, n° 10038.

— Le 1<sup>er</sup> février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République portant extension à l'Algérie de la loi validée du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents, n° 10049.

— Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les grands infirmes d'Algérie des dispositions législatives ou réglementaires prévues pour les aveugles des départements algériens, n° 10156. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9889) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 54-901 du 11 septembre 1954 relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 10181.

— Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à refuser l'homologation des articles 23 et 24 de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire de mai-juin 1952, tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles, et à modifier lesdits articles, n° 10182. — Le 8 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures réglementaires afin de valider pour la retraite les services accomplis à l'Office de Radio-France à Alger par le personnel auxiliaire, n° 10306.

— Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, n° 10758. — Le 27 mai 1955, un

4<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 7664) portant extension de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans des emplois publics ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5362) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics ; 2<sup>o</sup> de M. Fonlupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues (n° 6394) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens ; 3<sup>o</sup> de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues (n° 10566) tendant à mettre fin à certaines injustices dont sont victimes les fonctionnaires « résistants » ; 4<sup>o</sup> de M. Badie et plusieurs de ses collègues (n° 10579) tendant à reconnaître aux anciens membres de la Résistance active et continue, recrutés, nommés ou titularisés dans des emplois administratifs, la qualité d'agents issus du recrutement normal, n° 10902. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de la loi n° 55-362 du 3 avril 1955, modifiant l'article premier de la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 10916. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 55-1448 du 28 août 1955 portant création de neuf arrondissements nouveaux dans les départements d'Alger, d'Oran et de Constantine, n° 11494. — Le 12 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les auxiliaires médico-sociales du service médico-social de l'Algérie, n° 11597. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur



sur la proposition de loi (n° 10916) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicables à l'Algérie les dispositions de la loi n° 55-362 du 3 avril 1955, modifiant l'article premier de la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 11673**. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10421) de M. Charret tendant à compléter l'alinéa premier de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 sur les bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, **n° 11674**. — Le 25 octobre 1955, un 5<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 7664) portant extension de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 5362) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics ; 2<sup>o</sup> de M. Foulupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues (n° 6394) tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens ; 3<sup>o</sup> de M. Daniel Mayer et plusieurs de ses collègues (n° 10566) tendant à mettre fin à certaines injustices dont sont victimes les fonctionnaires « résistants » ; 4<sup>o</sup> de M. Radie et plusieurs de ses collègues (n° 10579) tendant à reconnaître aux anciens membres de la Résistance active et continue, recrutés, nommés ou titularisés dans des emplois administratifs, la qualité d'agents issus du recrutement normal, **n° 11713**. — Le 8 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10038) de M. Rabier et

plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier d'une prime de séjour de 16 0/0 du montant de la pension civile principale certains retraités d'Algérie, **n° 11815**.

### Interventions :

Pose : à M. le Ministre du Budget, une question relative à l'approvisionnement en tabacs des débits algériens [16 novembre 1951] (p. 8145); — à M. le Vice-Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à la vente des tabacs français en Algérie [7 décembre 1951] (p. 8925). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains amendée par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er bis</sup> : *Son amendement tendant à supprimer la mention de l'Algérie* [25 janvier 1952] (p. 403); — d'un rapport sur la rémunération des fonctionnaires algériens en qualité de *Rapporteur* [8 février 1952] (p. 548 et suiv.); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti, Art. 4 : *Son amendement relatif aux pouvoirs du Gouverneur général de l'Algérie pour appliquer la loi en Algérie* [25 février 1952] (p. 886); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 23 : *Son amendement relatif aux modalités d'application en Algérie* [2 juillet 1952] (p. 3434); le retire (p. 3432); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 23 : *Amendement de M. Bénard tendant à prévoir l'extension de la loi à l'Algérie après décision de l'Assemblée algérienne* [11 juillet 1952] (p. 3927); — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la catastrophe aérienne du 12 septembre 1951 [4 juillet 1952] (p. 3537). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 4152 : *Amendement de M. Nenon tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Inondations du Sud-Ouest)* [13 décembre 1952] (p. 6357, 6358); Chap. 4153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'Algérie (Insuffisance des constructions scolaires en Algérie)* (p. 6360, 6361); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'Algérie*

(*Pistes sahariennes*) (p. 6361); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'Algérie (Assistance aux travailleurs algériens en France)* (p. 6361); *le retire* (p. 6362). — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953, DÉFENSE NATIONALE, Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Parité de rémunération pour les fonctionnaires algériens)* [26 janvier 1953] (p. 379, 380); *le retire* (p. 380). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents sanglants qui se sont déroulés place de la Nation le 14 juillet 1953 [16 juillet 1953] (p. 3502); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Le manque de vigilance et de sang-froid de la police, le problème de la présence des nord-africains en France, leur misère* (p. 3508, 3509). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 4501 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes d'intérêt général (Agents sédentaires de la Cie Générale transatlantique en Algérie)* [14 novembre 1953] (p. 5114); *le retire* (p. 5123); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 4153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux populations algériennes (Logement des nord-africains en France)* [6 décembre 1953 [(p. 6134 et suiv.)]; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3651 : *Amendement de M. Fayet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Emplois réservés en Algérie)* (p. 6158); Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Pensions de réversibilité des musulmans, veuves de militaires)* (p. 6161); *le retire* (ibid.); Chap. 4623 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les pensions d'invalidité (Sécurité sociale à accorder aux invalides de guerre en Algérie)* (p. 6161); Chap. 4627 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour soins médicaux gratuits (Soins gratuits en Algérie)* (p. 6162, 6163); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder aux anciens combattants d'Algérie les avantages de la loi du 19 juillet 1952* [7 décembre

1953] (p. 6179); INTÉRIEUR, Etat A : *Ordre de discussion (Discussion du titre III)* [9 décembre 1953] (p. 6346); Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Statut du Sahara Nord, et statut des chemins de fer algériens)* (p. 6364, 6365); *le retire* (p. 6369); Chap. 6880 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de progrès social de l'Algérie (Manque de bâtiments scolaires en Algérie)* [11 décembre 1953] (p. 6491); Chap. 6080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement économique de l'Algérie (Plan quadriennal algérien)* (p. 6492). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, une question relative à la réfection de l'hôpital de Médéa [20 novembre 1953] (p. 5347). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Discussion du budget de l'Intérieur* [8 décembre 1953] (p. 6281). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 9 : *Son amendement tendant à majorer les allocations vieillesse en Algérie également* [31 décembre 1953] (p. 7166); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION MARINE, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Disparité entre les salaires des ouvriers de la Défense nationale en Algérie et dans la métropole)*; *le retire* [19 mars 1954] (p. 1101); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-31 : *Enseignement en Algérie* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1574); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relèvement, Art. 8 : *Son amendement (Conditions d'application de la présente loi à l'Algérie)* [23 mars 1954] (p. 1168); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Application des articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente loi à l'Algérie)* (p. 1168). — Est entendu dans la discussion d'une interpellation sur la politique à l'égard de l'Espagne : *Prétentions espagnoles en Oranie* [30 mars 1954] (p. 1493). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux Conseils généraux des départements algériens en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1954] (p. 2529, 2530); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Aumeran (Premier collègue des citoyens français musulmans)* (p. 2533); Art. 3 : *Amendement de M. Aumeran (Avis de l'Assemblée algérienne)* (p. 2535); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la

République, en qualité de *Rapporteur* [31 août 1954] (p. 4503); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français : *Intervention de l'ordre du jour* [31 août 1954] (p. 4502). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements d'Algérie [9 novembre 1954] (p. 4816); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Carence des S. R., notamment dans l'Aurès, interventions étrangères (Radio), approbation de la politique du Gouvernement en Tunisie et au Maroc, de même en Algérie (Déclarations de M. Mitterrand), nécessité d'une application correcte du statut et d'un gros effort en matière économique et sociale, répression énergique mais avec discernement* [12 novembre 1954] (p. 4959, 4960). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955 [18 novembre 1954] (p. 5193, 5194). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Parité entre les polices, cas de la police algérienne* [23 novembre 1954] (p. 5284, 5285); Chap. 65-52 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour l'habitat urbain, sa demande de disjonction* (p. 5328); Etat B, Chap. 68-80 : *Contribution au fonds de progrès social de l'Algérie* (p. 5328); Etat A, Chap. 41-53 : *Son amendement indicatif (Construction de pistes sahariennes, problème de la main-d'œuvre algérienne dans la métropole)* (p. 5329); *le retire* (p. 5330); Etat B, Chap. 68-80 : *Contribution de l'Etat au fonds de progrès social de l'Algérie* [24 novembre 1954] (p. 5358); Chap. 60-80 : *Equipement économique de l'Algérie, demande de disjonction de M. Fontupt-Esperaber* (p. 5359); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 45-02 : *Son amendement indicatif (Revendications du personnel algérien de la Compagnie générale transatlantique)* [7 décembre 1954] (p. 5922, 5923); *le retire* (p. 5924); Chap. 47-31 : *Secours aux victimes de calamités* (p. 5927). — Prend part : à la discussion d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Violence de l'opération « Algérie », atmosphère politique d'Alger, «plan Mitterrand», précarité de la situation économique, fusion des*

*polices, application du statut, enseignement de l'arabe, réforme communale, indépendance du culte musulman vis-à-vis de l'Etat, suppression du régime particulier des territoires du Sud; la politique d'investissements, le chômage, les salaires agricoles, l'industrialisation* [3 février 1955] (p. 667 à 670); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Chômage sous le Gouvernement de M. Pinay; Renseignements de M. Legendre* [18 février 1955] (p. 814, 815). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Statut non appliqué, réformes différées, chômage; Mesures proposées* [28 juillet 1955] (p. 4438 à 4440); *Contre-projet de M. Valle tendant à déclarer l'état de siège sur toute l'Algérie, pour une durée de six mois* [29 juillet 1955] (p. 4528); Art. 2 : *Voies de recours contre les décisions des juridictions d'instruction, création d'un tribunal militaire de cassation à Alger; Sa demande de disjonction* (p. 4533); — du projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Prérogatives de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée algérienne)* [29 juillet 1955] (p. 4547); *le retire* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des juges de paix d'Algérie, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Mutation des juges de paix d'Algérie et du Maroc dans la métropole* [5 août 1955] (p. 4652); Art. 7 : *Amendement de M. Paternoï (Rétroactivité de la mesure du 16 octobre 1953)* (p. 4652); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Situation des agents de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens* [5 août 1955] (p. 4654). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Inscription de projets relatifs aux magistrats d'Algérie* [5 août 1955] (p. 4654). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la création de cours d'appel et de postes de magistrats et de fonctionnaires judiciaires en Algérie : *Discussion générale (Création de cours d'appel à Oran et Constantine)* [5 août 1955] (p. 4663); Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Quilici (Réduction éventuelle du nombre de chambres de la Cour d'Alger)* (p. 4667). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756); — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie :

*Gravité de la situation, application du statut, problème de la propriété agricole, décentralisation administrative* [13 octobre 1955] (p. 5083, 5084); *Industrialisation de l'Algérie* (p. 5097); — du projet de loi relatif au recrutement et à l'avancement des fonctionnaires résistants, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5805); Art. 3 (p. 5806) — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal: *Personnel communal d'Algérie* [17 novembre 1955] (p. 5811, 5812); Art. 4: *Son amendement (Indemnité des fonctionnaires du cadre algérien)* [24 novembre 1955] (p. 5988).

**RAFFARIN (M. Jean)**, *Député de la Vienne* (I. P.).

*Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [8 mars 1955] (**F. n° 504**); par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [20 janvier 1953] (**F. n° 222**).

### Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement du prix des baux à ferme, **n° 791**. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 74 du Code général des impôts, **n° 839**. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de succession en ligne directe et entre époux, **n° 840**. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant, pour le calcul de la surtaxe progressive, à limiter le revenu net imposable des propriétés rurales au double des revenus ayant servi de base à la contribution foncière, **n° 841**. — Le 4 septembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir de nouveaux délais de réclamations contre les résultats de la révision accélérée des évaluations

des propriétés non bâties prescrite par les articles 27 et 28 de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948, **n° 960**. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi concernant les exploitations agricoles que l'un des enfants veut continuer d'exploiter, **n° 1859**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> janvier 1953 la date de mise en application des résultats de la révision accélérée des évaluations des propriétés non bâties prescrite par les articles 1405 et 1406 du Code général des impôts, **n° 1905**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1002) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Prestations familiales agricoles, **n° 2131**. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2338) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1002), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Budget annexe des prestations familiales agricoles, **n° 2340**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à assurer la retraite-vieillesse des exploitants agricoles et assimilés, **n° 2573**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir aux pénalités de retard dans le paiement des impôts en faveur des agriculteurs exploitants victimes de pertes dans leur exploitation par suite de la fièvre aphteuse et des calamités agricoles et lui demandant de donner des instructions pour que soient examinées avec la plus grande bienveillance les demandes de remise ou d'exonération d'impôts sur les bénéfices agricoles présentées par des agriculteurs exploitants ayant été victimes de pertes importantes du fait de ces calamités (épizooties, inondations, grêles et ouragans), **n° 4106**. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4786) portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1953, **n° 5120**. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à la création et au financement d'un fonds spécial d'assainissement du marché de la viande, **n° 6929**. — Le 28 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7498) portant ouverture de crédits provi-

soires applicables aux mois de janvier et février 1954, Première partie, article 5 : Budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 7501. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7879) portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 7880. — Le 30 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8183) portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois d'avril et mai 1954 au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 8185. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à accorder une somme de 2 millions au comité des fêtes de Muret pour la commémoration du demi-millénaire du rattachement du Comminges à la France, n° 8409 (rectifié). — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs victimes des récentes gelées du mois de mai, n° 10891. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au département de la Vienne un secours d'urgence pour les cultivateurs sinistrés à la suite des orages de grêle du mois de juillet 1955, n° 11250.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 bis : *Création d'une taxe sur les produits alimentaires importés* [22 décembre 1951] (p. 9577) ; *Nouveau texte de la Commission* (p. 9626) ; Art. 6 ter : *Amendement de M. Viatte, relatif aux redevables de la cotisation qui ont droit à exonération et n'en ont pas fait la demande* (p. 9627) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [3 janvier 1952] (p. 83) ; Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. L. Lambert tendant à fixer à 17.250 francs le salaire de base dans la Seine pour le calcul des prestations familiales* (p. 84) ; — du nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10172) ; — du projet de LOI DE FINANCES

pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les désirs de stabilité de la paysannerie française, les économies sur les investissements agricoles, le « pool vert »)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1704, 1705) ; Art. 44 : *Sa demande de suspension de séance* [4 avril 1952] (p. 1930) ; Art. 72 : *Demande de prise en considération présentée par le Gouvernement de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties* (p. 1939) ; Art. 57 : *Sa demande de seconde délibération du projet* (p. 1947). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole générale du Gouvernement [27 juin 1952] (p. 3296) ; la développe : *Ses observations sur le marché du blé en France, l'invasion de produits agricoles étrangers, l'enseignement agricole* [8 juillet 1952] (p. 3670 et suiv.) — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 33 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la révision des évaluations cadastrales tous les cinq ans, présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6161, 6162) ; Article additionnel : *Son amendement relatif aux coopératives de reboisement* [21 décembre 1952] (p. 6857) ; *Son amendement tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail* (p. 6892, 6895) ; *Son amendement tendant à fixer à 15 0/0 la taxe sur les primes d'assurance-incendie pour les biens agricoles* (p. 6906, 6907) ; *Amendement de M. Crouzier relatif aux droits d'enregistrement sur les marchés de l'Etat et des collectivités locales* (p. 6910) ; *Son amendement tendant à exonérer de droits de timbre les reçus d'apports de vendanges* (p. 6910) ; — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; en qualité de *Rapporteur* [29 janvier 1953] (p. 643 et suiv.) ; Art. 2 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à reprendre l'article relatif à la détermination par arrêté des frais de gestion des Caisses d'allocations familiales agricoles* (p. 648) ; Art. 3 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à reprendre l'article créant une section de vérification comptable des Caisses d'allocations familiales agricoles* (p. 649) ; Art. 7 : *Amendement de M. L. Lambert tendant à supprimer les taxes sur les céréales, betteraves, viandes, cidre, tabac et produits forestiers et à majorer le taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 663) ; *Rappel au règlement de M. Mazier (Application abusive de l'article 17 de la Cons-*

titution) (p. 667) ; Etat A, Chap. 10-10 : *Amendement de M. Pinvidic tendant à réduire de 15.442.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Création de 32 emplois nouveaux de contrôleurs)* (p. 674) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 676) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [6 février 1953] (p. 1020) ; Art. 3 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République, créant une section de vérification comptable des Caisses d'allocations familiales agricoles, présentée par le Gouvernement* (p. 1021). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [13 octobre 1953] (p. 4233) ; la développe : *Problème de la viande, proposition de loi tendant à l'abattage, aux frais de l'Etat, de la totalité des bêtes malades ; problème des textiles (Protectionnisme nécessaire tendant, à long terme, à la quasi-autarcie au sein de l'Union française) ; critique du décret-loi réglementant les stocks alimentaires (Texte imprécis et dangereux) ; nécessité de « réintégrer la paysannerie dans la nation »* [20 octobre 1953] (p. 4427 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Sa demande de disjonction du titre I<sup>er</sup>* [25 mars 1954] (p. 1274, 1280) ; Art. 22-0 : *Son amendement (Baisse sur le matériel destiné à l'agriculture)* [29 mars 1954] (p. 1398) ; Art. 95 ter : *Son amendement (Taux des taxes parafiscales et financement du budget annexe des prestations familiales agricoles)* (p. 1438) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité des avances du Trésor* [30 mars 1954] (p. 1485) ; — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier : *Amendement de M. Pupat (Allègements en matière de droits de mutation pour les locaux des exploitants agricoles)* [25 mai 1954] (p. 2667) ; Art. 12 : *Son amendement (Cotisation perçue au profit des Chambres d'agriculture et versement à un fonds de péréquation)* (p. 2673, 2674) ; *Son article additionnel (Fixation des plafonds auxquels donne lieu l'application des pourcentages de réduction pour enfants à charge en matière de taxe proportionnelle)* (p. 2675). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture (Cabinet Mendès-France)* [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article premier : *Sous-amendement de M. de Tinguy à l'amendement de M. Boscary-Monsservin (Date de dépôt du projet de budget annexe des Prestations familiales agricoles pour 1954)* [25 juin 1954] (p. 3097) ; — du projet de loi relatif à la ratification d'un accord international sur le sucre : *Proportion des exportations de Formose* [30 juin 1954] (p. 3179, 3180). — Répond à une question de M. Boscary-Monsservin relative aux prêts sociaux en agriculture [9 juillet 1954] (p. 3386). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : *Discussion générale (Renvoi de l'examen du texte après l'exposé de M. le Président du Conseil sur son programme économique et social)* [21 juillet 1954] (p. 3497) ; *Déroulement du débat et réserve des articles se rapportant au financement* (p. 3500) ; *Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune)* [28 juillet 1954] (p. 3676) ; Article premier : *Amendement de M. Laborbe tendant à fixer le revenu cadastral minimum à 100 francs pour l'assujettissement à la cotisation* (p. 3684) ; *Amendement de M. Trémouille (Limites d'attribution de l'allocation et réévaluation du revenu cadastral avec l'application d'un coefficient départemental)* (p. 3683) ; *Amendement de M. de Sesmaisons (Ouverture du droit à la retraite)* (p. 3686) ; *Amendement de M. Waldeck Rochet (Financement de la Caisse autonome des pensions et allocations vieillesse agricole)* ; *Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3686) ; *Amendement de M. Delachenal tendant à exempter les retraités de la cotisation* (p. 3686) ; *Amendements de M. Triboulet tendant à diminuer la part de la cotisation cadastrale dans le financement du projet* ; *Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3689) ; *Amendement de M. Briot (Cotisation des ouvriers forestiers)* ; *Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3691) ; *Amendement de M. Florand (Remboursement des sommes perçues au titre de l'allocation temporaire)* (p. 3692) ; Article premier : *Amendement de M. Delachenal (Double cotisation avec exemption pour un certain revenu cadastral ; affiliation unique à l'organisation d'allocations*

de vieillesse dont relève l'activité principale) [3 août 1954] (p. 3788); Amendement de M. Triboulet (Taux de la cotisation en cas de revenu cadastral initial supérieur à 5.000 fr.); Oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3793); Article additionnel de M. Laborbe (Part du produit de la taxe de statistique revenant au régime agricole) (p. 3794); Amendement de M. Waldeck Rochet (Exonération des cotisations pour les personnes dont le revenu cadastral ne dépasse pas 200 fr.) [3 août 1954] (p. 3794); de cette proposition de loi, en deuxième lecture, Article premier: Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu serait compris entre 50 et 100 francs [30 décembre 1954] (p. 7028); Article premier ter: Amendement de M. Viatte tendant à supprimer l'article relatif au financement des caisses spéciales autonomes et modifiant le taux de cotisation [31 décembre 1954] (p. 7049); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954: Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Attribution de l'allocation de salaire unique); Oppose l'article 68 du Règlement [30 juillet 1954] (p. 3755); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe [31 août 1954] (p. 4504); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01: Amendement de M. Mouchet (Suppression de la taxe de statistique alimentant le fonds d'allocation vieillesse agricole) [25 novembre 1954] (p. 5428, 5448); Chap. 31-51: Demande de réserve de M. Boscary-Monsservin (Création de nouveaux postes de contrôleurs des lois sociales) (p. 5448); Chap. 34-53: Amendement de M. Fourvel (Baux ruraux) [26 novembre 1954] (p. 5481); Chap. 35-81: Amendement indicatif de M. Ch. Benoist (Unification des services de pêche, stations hydrobiologiques) (p. 5488); Amendement de M. Briot (Fabrication des traverses de chemins de fer) (p. 5489); Chap. 37-81: Départements producteurs de bois merrains destinés à la fabrication des douelles (p. 5490); Chap. 46-51: Calamités agricoles, demande de disjonction de M. Baurens (p. 5507); Etat B, Chap. 61-70: Problème du remembrement (p. 5544); — du projet de loi relatif à la caisse d'allocations vieillesse agricoles [26 novembre 1954] (p. 5466).

— Répond à une question de M. A. Berthet relative au marché du beurre [28 janvier 1955] (p. 384, 385). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'Agriculture (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (J.O. du 24 février 1955, p. 2072). = S'excuse de son absence [9 mars 1954] (p. 762); [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2712); [15 mars 1955] (p. 1398). = Obtient des congés [9 mars 1954] (p. 762); [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2712); [15 mars 1955] (p. 1398).

**RAINGEARD (M. Michel)**, Député de la Loire-Inférieure (A. R. S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre: de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des territoires d'outre-mer [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé: Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [12 mai 1954] (**F. n° 386**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (**F. n° 347**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer: pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [2 mars 1955] (**F. n° 502**); pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

#### Dépôts:

Le 4 septembre 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 760) de M. Charles

Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un compte spécial du Trésor, n° 958.

— Le 25 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Vigier (n° 1132) tendant à inviter le Gouvernement à débloquer d'urgence un crédit de 135 millions de francs pour la préparation des jeux olympiques qui se tiendront respectivement en Norvège et en Finlande au cours de l'année 1952; 2° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder au mandatement immédiat d'une avance de 100 millions de francs, en attendant que soient votés les crédits du budget de 1952, afin d'assurer dès maintenant la préparation des athlètes sélectionnés aux prochains jeux olympiques, n° 1214. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25-septembre 1948, et par la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière, n° 1820. — Le 12 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence le statut de fonctionnaire au personnel technique enseignant des centres d'apprentissage, n° 2618. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 2057) autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon, n° 3193. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à autoriser, sous certaines conditions, les loteries commerciales, n° 3438. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre le régime des bourses de l'enseignement supérieur et des classes préparatoires aux grandes écoles, n° 4417. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 du Code général des impôts, n° 6291. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à rendre applicable aux départements d'outre-mer la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption exceptionnelle et de légitimation adoptive, n° 6707. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à supprimer les abatements appliqués aux allocations familiales en fonction des zones de salaires, n° 6933. — Le 9 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution

(n° 6719) de M. Diallo Yacine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la naissance de Noël Ballay, fondateur du territoire de la Guinée française, n° 7648. — Le 7 août 1954, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 1004) tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer, n° 9107. — Le 28 août 1954, une proposition de loi tendant à la modification des articles 57 et 96 de la loi du 5 avril 1884 relatifs à la conservation des délibérations des conseils municipaux et des arrêtés municipaux, n° 9243. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à aménager les dispositions de l'article 57 de la loi du 14 août 1954 en ce qui concerne les sociétés françaises qui exploitaient directement à l'étranger, n° 10927. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 8004) de M. Durand-Réville, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la représentation du Conseil de la République au sein du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de la France d'outre-mer, n° 11267. — Le 30 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 11768. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 41 du décret n° 55-566 du 20 mai 1955 portant allègements fiscaux en faveur de la construction, n° 11866.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département des Basses-Pyrénées [5 juillet 1954] (p. 5889). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR, (Allocations aux parents d'élèves) : en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 septembre 1954] (p. 6878, 6879) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Guitton tendant à n'accorder les fonds qu'aux établissements en règle avec la loi pour leur personnel* [8 septembre 1954] (p. 7114) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 septembre 1954] (p. 7582) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils



en 1952 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 10-70 : *Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle sanitaire aux frontières* [4 décembre 1951] (p. 8742) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'université (Facultés de médecine de Rennes et de Nantes)* [18 décembre 1951] (p. 9298) ; *le retire* (p. 9300) ; Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux professeurs de l'enseignement secondaire (Lycée de Guyane)* [19 décembre 1951] (p. 9369) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Classes de perfectionnement)* (p. 9395, 9404) ; *le retire* (p. 9404) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Instituteurs détachés)* (p. 9395) ; *le retire* (p. 9404) ; Chap. 12-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Centres d'apprentissage de la Seine)* (p. 9409) ; *le retire* (p. 9413) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Elèves professeurs stagiaires)* (p. 9409) ; *le retire* (p. 9413) ; Chap. 30-80 : *Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles normales supérieures (Matériel de laboratoire de la rue d'Ulm)* (p. 9426) ; Chap. 35-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les monuments historiques (Quais de la Loire à Nantes)* (p. 9436) ; *le retire* (p. 9437). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Est entendu sur une question posée par M. Kuehn relative à la situation de certains fonctionnaires des eaux et forêts exerçant dans les départements de l'Est [25 janvier 1952] (p. 380). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires ; *Son amendement tendant à faire suivre les périodes de cinq semaines d'instruction militaire aux étudiants pendant les vacances scolaires* [21 mars 1952] (p. 1410). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale, une question relative aux salaires des ouvriers des arsenaux [21 mars 1952] (p. 1427, 1428). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères

constituées entres particuliers, Art. 1er : *Son amendement tendant à étendre la loi aux rentes constituées dans une succession ou donation* [10 avril 1952] (p. 2169) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux rentes constituées pour l'aliénation d'un bien agricole et dont le montant est en fonction du produit du fonds* (p. 2169) ; Art. 9 : *Son amendement relatif au délai pour intenter une action en vertu de la présente loi* (p. 2173) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République, Art. 82 : *Amendement de M. Quinson tendant à laisser au Conseil municipal le choix entre les divers régimes de la sécurité sociale applicables aux agents communaux* [11 avril 1952] (p. 2237) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952, amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article interdisant aux Caisses de sécurité sociale de faire des dons pour la construction d'hôpitaux* [12 avril 1952] (p. 2260) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la santé (Fusion des directions de la population et de la santé)* [30 octobre 1952] (p. 4595) ; Etat B, Chap. 43-91 : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux sanitaires (Hopitaux antituberculeux des Antilles)* (p. 4605, 4606) ; Chap. 46-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux malades mentaux (Asiles des Antilles)* (p. 4614 et suiv.) ; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 31-44 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels (Titularisation de professeurs)* [7 novembre 1952] (p. 4841, 4842) ; *Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels d'apprentissage (Enseignement technique à la Guyane et aux Antilles)* (p. 4844) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Insuffisance des constructions scolaires)* (p. 4866, 4867) ; *le retire* (p. 4868) ; Chap. 31-11 : *Création d'une faculté de médecine à Rennes ou à Nantes* (p. 4869) ; Chap. 31-21 : *Amendement*

de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les lycées et collèges (*Manque de professeurs aux Antilles et en Guyane*) (p. 4879); Chap. 31-34 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (*Classes de perfectionnement*) [8 novembre 1952] (p. 4908, 4909) ; le retire (p. 4916); BEAUX ARTS : Demande de suspension de séance de M. Billères (p. 4987); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Art. 8 : Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir le cas de la faute professionnelle dans un délai de cinq ans [27 novembre 1952] (p. 5743) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 10 : Amendement de M. Mignot tendant à abroger l'article 15 de la loi du 5 janvier 1951 relatif à la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur [27 novembre 1952] (p. 5779) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 32 : Demande de disjonction de l'article présentée par le Gouvernement, portant la majoration de l'allocation-éducation à 1.300 francs par trimestre (*Passage de M. Deixonne dans une école privée*) [15 décembre 1952] (p. 6436) ; Amendement de Mlle Marzin tendant à supprimer le compte « allocation scolaire aux familles d'élèves du 1<sup>er</sup> degré » (p. 4440). — Est nommé Secrétaire d'âge [13 janvier 1953] (p. 57). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (aide à la Yougoslavie) ; Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 40-20 : Bourses nationales (*Annulation de 10 0/0 des crédits des bourses*) [5 février 1953] (p. 925) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 quater : Amendement de M. Marcel David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'utilisation des fonds des Caisses départementales scolaires pour la réparation des écoles publiques [5 février 1953] (p. 967) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : Discussion générale (*Les conséquences sociales des mesures envisagées, la modification du baccalauréat série mathématiques*) [6 mars 1953] (p. 1677) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à n'appliquer les articles 14 et 15 qu'après liquidation des droits des déportés résistants [10 mars 1953]

(p. 1771) ; — de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 15 bis : *Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes de la guerre ; amendements de MM. Grimaud et Mignot tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République* [24 juillet 1953] (p. 3931). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise des départements d'outre-mer, les mesures administratives et fiscales, le plan d'équipement [9 juillet 1953] (p. 3406). — Prend part : à la discussion des interpellations concernant la réforme projetée de l'enseignement secondaire : *Impossibilité de négliger le Parlement en la matière ; problème du baccalauréat, à restaurer dans sa valeur classique ; caractère schématique et confus du projet, règne des tests et des examens ; coût excessif ; équivalences à prévoir, pour les nouveaux diplômes, avec l'enseignement privé* [23 juillet 1953] (p. 3853, 3354) ; — au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le Crédit mutuel du bâtiment : *Lenteurs gouvernementales dans l'application de la loi du 24 mars 1952 ; mesures d'urgence à prendre* [3 novembre 1953] (p. 4773). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Nécessité de sauver les victimes du krach, modalités de liquidation de la Société)* [2 décembre 1953] (p. 5828, 5829) ; — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales dans les départements d'outre-mer ; Art. 13 : Son amendement (*Inscription des personnes morales exerçant une activité agricole sur les listes d'électeurs aux caisses régionales de la sécurité sociale*) [11 février 1954] (p. 199) ; *Ses explications de vote (Initiative généreuse en faveur des populations des départements d'outre-mer, nécessité de résoudre le problème social et le problème du logement en particulier aux Antilles)* (p. 203) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Régime de la longue maladie, prophylaxie de la lèpre* [3 août 1954] (p. 3815, 3816) ; Art. 15 : *Date d'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 3824) ; *Ses explications de vote (Problème de l'habitat et de l'enseignement technique, contingentement des sucres)* (p. 3824) ; — du projet de loi portant sur la modification des dispositions du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, en qualité de Rapporteur :

*Amélioration du fonctionnement des jurys des cours d'assises* [18 février 1954] (p. 395, 396); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Fixation de la suite du débat)* [25 février 1954] (p. 526). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise dans les départements d'outre-mer, les mesures administratives et fiscales et le plan d'équipement [26 mars 1954] (p. 1315). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les T. O. M. [18 mai 1954] (p. 2499); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Création des communes de plein exercice sur la proposition du chef de territoire)* [8 juillet 1954] (p. 3359, 3360) et [7 août 1954] (p. 3988); *Son amendement (Erection en communes de plein exercice des capitales et des villes importantes)* (p. 3993); *Son article additionnel (Mode d'élection des conseillers municipaux; double collège, représentation des métropolitains)* (p. 4000 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Delcos (Délais requis pour l'érection en commune de plein exercice et avis de l'Assemblée territoriale; érection en communes mixtes des chefs-lieux de territoires en A.E.F.)* [12 août 1954] (p. 4112); Art. 11 : *Son amendement (Listes électorales)* (p. 4119); Art. 12 : *Son amendement (Composition des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales)* (p. 4132, 4133); *le retire* (p. 4133); Art. 13 : *Son amendement (Récépissé d'inscription sur la liste électorale)* (p. 4133); Art. 16 : *Son amendement (Scrutin majoritaire dans les élections municipales)* (p. 4134); *le retire* (p. 4135); Art. 21 : *Son amendement (Etablissement des cartes électorales)* (p. 4135, 4136); Art. 22 : *Son amendement (Distribution des cartes électorales)* (p. 4136); Art. 24 : *Son amendement (Inscription des délégués des listes sur la liste électorale de la section ou de la commune)* (p. 4137); *le retire* (p. 4138); Art. 25 : *Son amendement (Composition du bureau de vote)* (p. 4138); Art. 39 : *Son amendement (Autorisation pour le chef de territoire de déléguer tout ou partie de ses attributions de police même dans la commune)* (p. 4146); Art. 59 : *Son amendement tendant à exiger que les communes disposent de ressources propres* (p. 4151); Art. 67 : *Son amendement (Erection des communes mixtes actuelles en communes de moyen exercice)* (p. 4153); *le retire* (ibid.). — Dépose une

demande d'interpellation : sur la politique envisagée pour mettre fin aux agressions répétées dont sont l'objet les Etablissements français de l'Inde [28 juillet 1954] (p. 3670); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Les « marches pacifiques » prévues sur les établissements européens, l'attitude courageuse du Portugal* [10 août 1954] (p. 4034 et suiv.); la développe : *Affaire Goubert (mars 1954), « résistance tenace » de Pondichéry et Karikal (télégrammes, etc.), réactions françaises possibles (appel à l'O.N.U.), rappel des réactions portugaises, traités de 1814 (démilitarisation des Comptoirs, mais protection assurée en échange), climat officiel d'abandon à Pondichéry, négociations en cours à New-Delhi, refus d'une ratification à posteriori, de pure forme, par les « élus » locaux (c. a. d. M. Goubert), garanties politiques, économiques, religieuses, culturelles, à exiger en cas de transfert partiel, « fenêtre de l'Occident à maintenir ouverte » (Pondichéry)* [27 août 1954] (p. 4348 et suiv.); *Ses explications de vote (Garanties insuffisantes offertes par l'ordre du jour de M. Aubry)* (p. 4355); — sur les négociations en cours avec le Gouvernement de New-Delhi au sujet des Etablissements français de l'Inde [12 octobre 1954] (p. 4664). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo; Art. 12 : *Son amendement (Présidence du Conseil de Gouvernement par un haut fonctionnaire membre de ce Conseil)* [3 novembre 1954] (p. 4700, 4701); *Ses explications de vote (Attributions des membres du Conseil de Gouvernement)* (p. 4712). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Transmission silencieuse de souveraineté sur les Comptoirs français à l'Union indienne* [3 décembre 1954] (p. 5740, 5741). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955; Etat A, Chap. 47-45 : *Prophylaxie de la lèpre* [2 décembre 1954] (p. 5717, 5718); Etat B, Chap. 66-10 : *Son amendement indicatif (Reconstruction de l'Hôtel-Dieu de Nantes)* [4 décembre 1954] (p. 5806); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Motion préjudicielle de M. Thamier* [12 décembre 1954] (p. 6178, 6179); Etat A, Chap. 31-35, 31-38 : *Création de classes de perfectionnement* (p. 6211); Chap.

34-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer* (p. 6217); Chap. 35-81 : *Entretien et conservation des monuments historiques (Cas des départements sinistrés, cathédrale de Reims)* [13 décembre 1954] (p. 6228); Chap. 36-72 : *Son amendement indicatif (Reconstitution du musée Thomas-Dobrée)* (p. 6230); le retire (ibid.); Etat B, Chap. 56-40 : *Développement de l'enseignement technique dans les départements d'outre-mer* (p. 6296); Etat A, Chap. 31-34 : *Création de postes d'instituteurs dans les départements d'outre-mer* (p. 6316); Chap. 43-03 : *Organisation des congrès, congrès international d'anatomie* (p. 6319); Chap. 43-91 : *Bourses nationales (Cas des enfants habitant loin de l'école)* (p. 6321); Etat B, Chap. 56-82 : *Amendement indicatif de M. Flandin (Construction d'un bâtiment pour l'agence France-Presse)* (p. 6322); Etat A, Chap. 31-44 : *Personnel des centres d'apprentissage* (p. 6324); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis : Réforme des structures territoriales, déclassement des administrateurs, révision du statut du cadre de l'administration générale, subvention au budget de Saint-Pierre-et-Miquelon, développement de la production agricole, industrialisation, accélération du rythme de scolarisation* [16 décembre 1954] (p. 6413 à 6417); Etat A, Chap. 31-01 : *Enseignement de l'Institut des hautes études de Dakar* (p. 6429); *Suppression des services de Bordeaux et de Marseille* (p. 6432); *Conseil supérieur de l'éducation de base outre-mer* (p. 6435); *Investissements* (p. 6438); *Son amendement indicatif (Reclassement du cadre de l'administration générale d'outre-mer, création du cadre des attachés)* (p. 6440 et suiv.); *Accepte la réserve du chapitre* (p. 6443); *Retire son amendement* [17 décembre 1954] (p. 6484); Chap. 31-41 : *Son amendement (Prime de sujétion du personnel d'autorité, reclassement du personnel venant d'Indochine)* (p. 6444, 6445); Chap. 31-42 : *Demande de réserve de M. Silvanore (Indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 6446); *Amendement indicatif de M. Bayrou* (p. 6447, 6448); Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Reclassement du personnel détaché des Etats associés, magistrats coloniaux)* (p. 6448); le retire (p. 6449); *Déroulement du débat* (p. 6450); Chap. 34-02 : *Amendement indicatif de M. Dicko, demande de disjonction de M. Joseph*

*Dumas (Application du Code du travail dans le secteur minier)* (p. 6452, 6454); Chap. 34-05 : *Contribution à l'entretien des postes de radio-diffusion d'outre-mer* (p. 6454, 6455); Chap. 41-91 : *Son amendement (Subvention au budget de Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 6457); *Subvention au collège français de Pondichéry et situation de Pondichéry à la suite de l'accord franco-indien du 21 octobre 1954* (p. 6458, 6459); Chap. 44-02 : *Subvention à l'Association nationale pour le développement du tourisme dans les territoires d'outre-mer* (p. 6459); Chap. 46-92 : *Réception des étudiants africains dans les familles françaises* (p. 6460); Etat B, Chap. 68-20 : *Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer, son amendement tendant à rétablir les crédits* (p. 6461); *Déroulement du débat* (p. 6462, 6465, 6466); Chap. 68-92 : *Développement de l'enseignement technique* (p. 6463); Etat A, Chap. 31-01, 34-05 : *Cadre de l'administration générale* [17 décembre 1954] (p. 6484); Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Dicko (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* (p. 6485); *Amendement indicatif de M. Senghor (Entrée des Africains dans les classes parisiennes préparatoires aux grandes écoles)* (p. 6486); *Amendement indicatif de M. Babel (Emigration réunionnaise à Madagascar, situation démographique des Antilles et de l'Algérie)* (p. 6489); *Amendement indicatif de M. Silvanore (Allocations familiales)* (p. 6491); Chap. 34-05 : *Contribution à l'entretien et au fonctionnement des postes de radio-diffusion d'outre-mer* (p. 6491); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), Article unique : *Son sous-amendement (Représentation paritaire de la Commission des T. O. M. aux sous-commissions mixtes instituées à l'Assemblée et au Conseil de la République en vue de contrôler tout accroissement des forces militaires européennes)* [28 décembre 1954] (p. 6906); *Accepte la modification proposée par le Gouvernement (Un seul représentant pour la Commission des T. O. M.)* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME pour 1955 : *Construction du paquebot de l'Atlantique Nord* [30 décembre 1954] (p. 6989); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉ-

CHIEUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Loi Barangé-Barrachin, article 24 quater* [28 janvier 1955] (p. 369, 370); *Exégèse des amendements, considérants de l'arrêt du Conseil d'Etat relatifs à cette loi* (p. 372, 373); Art. 44 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Travaux routiers urbains et beaux-arts)* (p. 433); Art. 24 quater : *Distribution de lait et interprétation au fond de la loi Barangé* (p. 435, 436); *Amendements de M. Doutrelot (Etablissements « scolaires » et garderies)* (p. 437); *(Non-extension aux moins de 6 ans)* (p. 438); *(Fréquentation régulière)* (p. 438); *Amendement de Mlle Marzin (Extension aux enfants de l'enseignement « public »)* (p. 439); *Amendement de M. Deixonne (Salaires différés et bénéfice des lois sociales)* (p. 445); *Article additionnel de M. Binot (Création d'écoles publiques en Algérie)* (p. 446); *Article additionnel de M. Rincant (Cours du soir pour les Nord-Africains)* (p. 447); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Les Comptoirs de l'Inde* [2 février 1955] (p. 619); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Etat A, Chap. 31-01 : *Cadre de l'administration générale et cadre des attachés de la France d'outre-mer, intégration des élites africaines* [3 mars 1955] (p. 987 à 991); *Son amendement indicatif (Supplément de quatre dixièmes pour les cadres à vocation générale)* (p. 991); *Amendement indicatif de M. Benoist (Allocations familiales, inspecteurs du travail)* (p. 992); Chap. 31-23 : *Son amendement (Instituts de médecine tropicale)* (p. 993); *le retire* (p. 994); Chap. 31-31 : *Son amendement (Services administratifs de Bordeaux et Marseille)* (p. 994); Chap. 31-32 : *Services administratifs, indemnités et allocations diverses, son amendement* (p. 995); Chap. 31-42 : *Amendement indicatif de M. Malbrant (Indemnités de déplacement)* (p. 995); Chap. 31-51 : *Ses amendements indicatifs (Magistrats de l'Indochine et de l'Inde, traitements des magistrats, voyages)* (p. 996, 997); Chap. 31-91 : *Son amendement indicatif (Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence)* (p. 997); Chap. 34-02 : *Son amendement (Office de la main-d'œuvre)* (p. 998); *le retire* (p. 999); Chap. 36-91 : *Son amendement indicatif (Retraités résidant outre-mer)* (p. 999, 1000); Chap. 46-92 : *Son amendement indicatif (Bourses pour étudiants afri-*

*caïns)* (p. 1000); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement (Plan de réformes)* (p. 1001); Etat B, Chap. 68-20 : *Amendement de M. M. Lenormand (Iles Wallis et Futuna, cinquantenaire du condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides)* (p. 1002); Art. 2 bis : *Répartition des crédits du F. I. D. E. S.* (p. 1003); de ce projet de loi en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Cadre de réformes à promouvoir* [17 mars 1955] (p. 1600). — Pose au Ministre de la Défense nationale, une question relative aux dessinateurs à bordereau, techniciens, ouvriers de la marine [11 mars 1955] (p. 1324). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo, Art. 23 : *Son amendement (Droit d'information des membres du Conseil de Gouvernement)* [15 mars 1955] (p. 1410, 1411); Art. 28 : *Son amendement (Pouvoirs de l'Assemblée territoriale)* (p. 1411, 1412); Art. 34 : *Son amendement (Délibération en matière de droits fiscaux d'entrée)* (p. 1412); — du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 53-20 : *Équipement de la région nantaise* [17 mars 1955] (p. 1629, 1631); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 34 : *Amendement de M. M. Grimaud (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* [17 mai 1955] (p. 2851). — Dépose une demande d'interpellation sur le paquebot destiné à l'Atlantique Nord [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 16 : *Mode d'élection, son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [5 juillet 1955] (p. 3614); Art. 61 : *Son amendement (Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits)* (p. 3622); *le retire* (p. 3623); — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains : *Ses explications de vote (Sort des Français de Tunisie)* [8 juillet 1955] (p. 3766). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accord franco-indien du 18 octobre

1954 [11 juillet 1955] (p. 3784). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouvertures et annulations de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, CHARGES COMMUNES, Chap. 44-92 : *Aide aux sucres des départements d'outre-mer* [27 juillet 1955] (p. 4347, 4348); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Accord franco-indien signé par M. Mendès-France* [2 novembre 1955] (p. 5474); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 7 : *Son amendement (Suppression des dispositions prévoyant le collège unique et le suffrage universel)* [17 novembre 1955] (p. 5831 à 5834); Art. 8 : *Amendement de M. Ranaivo (Division de Madagascar en cinq circonscriptions électorales)* [18 novembre 1955] (p. 5861).

**RAMARONY (M. Jules)**, *Député de la Gironde* [2<sup>e</sup> Circonscription] (I. P.).

*Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*  
(Cabinet René MAYER)

du 10 janvier 1953 au 28 juin 1953,

*Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*  
(Cabinet LANIÉL)

du 2 juillet 1953 au 20 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5); [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [9 août 1951] (F. n° 21).

#### Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi portant réglementation du droit de grève, n° 606. — Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 368 du Code civil sur la légitimation adoptive, n° 870. — Le

22 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 990) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Justice, n° 1673. — Le 7 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues (n° 2320) tendant à inviter le Gouvernement à distribuer un secours d'urgence pour réparer les dégâts provoqués sur la côte landaise par la récente tempête; 2° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 2323) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à tous les sinistrés de la côte basque, victimes des inondations qui se sont produites le 29 décembre 1951, en mettant à leur disposition à titre de premier secours un crédit de 100 millions de francs; 3° de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 2325) tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux collectivités et particuliers victimes de la tempête qui a dévasté le littoral breton et à leur allouer au titre de premier secours un crédit de 100 millions de francs; 4° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 2327) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'extrême urgence un premier secours de 100 millions aux marins pêcheurs, aux ostréiculteurs, aux collectivités locales du bassin d'Arcachon ainsi qu'à toutes les victimes de la récente tempête des 29 et 30 décembre 1951; 5° de M. de Gracia (n° 2333) tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 300 millions aux sinistrés de la zone sud du bassin d'Arcachon; 6° de MM. de Monsabert et Guy Petit (n° 2334) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés des communes côtières des Basses-Pyrénées, n° 2373. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures permettant de porter secours aux populations des départements du Sud-Ouest victimes des inondations et à proposer à l'Assemblée le vote de crédits spéciaux, n° 2502. — Le 7 février 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1027) donné par le Conseil de la République sur projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux entreprises de crédit différé, n° 2556. — Le 8 février 1952, une pro-

position de loi ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes, n° 2584. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 832 du Code civil relatif à l'attribution préférentielle des exploitations agricoles en cas de dissolution et de partage, n° 3445. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à préciser les conditions d'application de l'article 39-VII de la loi de finances du 14 avril 1952, n° 3508. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi concernant la révision du prix des baux de fonds de commerce, n° 4081. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à l'institution d'un régime d'assurance obligatoire contre les gelées printanières et la grêle, n° 4173. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 4360. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à la révision des impôts locaux établis en 1952 sur la propriété bâtie, n° 4374. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1264) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Justice), n° 4379. — Le 21 novembre 1952, une proposition de loi tendant à faciliter le financement des travaux de ravalement des immeubles, effectués à titre obligatoire, n° 4812. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à abroger les articles 10, 11 et 12 de la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, n° 4889. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à abroger la loi du 5 juillet 1941 relative aux attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 4893. — Le 4 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 4794), n° 4930. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4727) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4264) adopté par l'Assemblée Nationale

relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Justice), n° 5190. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le calcul de l'indemnité pour détérioration des immeubles réquisitionnés, n° 5246. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la répression de l'exercice illégal du droit, n° 5254. — Le 30 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations qui ravagent Bordeaux, les villes de banlieue et certains secteurs du département de la Gironde et à prendre toutes dispositions pour éviter le retour de pareilles catastrophes, n° 5255. — Le 8 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du décret du 14 novembre 1949 définissant les transports privés, n° 9327. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager un crédit de deux milliards pour venir en aide aux sinistrés des inondations de la Gironde, n° 9992. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 10278. — Le 4 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 60 à 82 (titre VIII) de la Constitution, n° 10295. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à supprimer tout contrôle polyvalent et à abroger le paragraphe 2 de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 dit amendement Dorey, n° 10336. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à reporter de 30 à 40 ans les délais maxima de remboursement des prêts à caractéristiques spéciales consentis par la Caisse nationale de crédit agricole mutuel, n° 10445. — Le 30 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de la modification de la loi du 24 mai 1951 concernant l'aide à la construction navale, n° 10552. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre d'urgence les mesures permettant la réfection des digues détruites sur les rives de la Garonne et notamment entre La Réole et Bordeaux; 2° à proposer à l'Assemblée le vote de crédits spéciaux, n° 10888. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter

des modifications au décret du 30 avril 1955 portant réforme fiscale en ce qui concerne la taxe à la valeur ajoutée et l'impôt sur les sociétés, n° 11021. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi relative à diverses dispositions complémentaires de la loi minière, n° 11092. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2451 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, modifiée par la loi n° 51-519 du 9 mai 1951, en vue de supprimer la division en deux circonscriptions du département de la Gironde, n° 11246.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de réformer la sécurité sociale, l'importance des 20 milliards de crédits demandés)* [29 août 1951] (p. 6599, 6600); — de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Clôture de la discussion* [4 septembre 1951] (p. 6864); *Son rappel au règlement (Clôture de la discussion)* (p. 6865, 6866); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Rappel au règlement de M. Patinaud (Sa demande de clôture de la discussion générale)* [18 septembre 1951] (p. 7408). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Report de la date limite du délai pour l'octroi de l'amnistie fiscale* [18 septembre 1951] (p. 7422). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur les hausses de prix plus fortes que les hausses de salaires, les dangers de l'échelle mobile)* [18 septembre 1951] (p. 7431, 7432); Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* [20 septembre 1951] (p. 7519, 7520, 7521, 7522); *Son amendement tendant à augmenter les pensions, loyers, rentes viagères en cas d'augmentation du budget-type* (p. 7522); *Son amendement tendant à majorer les rentes viagères conclues entre des particuliers en cas de hausse des salaires* (p. 7523); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1010 :

*Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités diverses (Prix du sulfate de cuivre)* [21 novembre 1951] (p. 8256); *le retire* (ibid.); JUSTICE : en qualité de *Rapporteur* [30 novembre 1951] (p. 8715 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. II.-L. Grimaud tendant à reporter le débat en attendant que satisfaction soit donnée aux demandes des magistrats* (p. 8719) : en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1951] (p. 9225); [21 décembre 1951] (p. 9511); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer l'article majorant la taxe sur les betteraves, vins, tabacs et apéritifs* [22 décembre 1951] (p. 9626); P.T.T., Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de risques)* [23 décembre 1951] (p. 9673); *Explications de vote sur l'ensemble (Déficit du budget des P.T.T.)* (p. 9679); — d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 décembre 1951] (p. 9189, 9190); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers, Art. 7 : *Majoration de la taxe sur les gas-oils* [14 décembre 1951] (p. 9209, 9210); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Réforme des nationalisations, de la sécurité sociale par lois-cadres, excès de la fiscalité)* [3 janvier 1952] (p. 74, 75); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à prévoir la décentralisation des caisses locales* [4 janvier 1952] (p. 135, 136); Art. 2 : *Nouveau texte de la Commission* [5 janvier 1952] (p. 149, 150); Art. 5 : *Sa demande de disjonction de l'article créant un fonds national d'allocations vieillesse agricole* (p. 155); Art. 1<sup>er</sup> : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Nouveaux impôts, économies possibles, étalement des investissements)* [26 février 1952] (p. 995, 996, 997); Art. 70 : *Élévation à 40 0/0 du taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 1029); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : Art. 3 : *Son amendement tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires* [25 février 1952] (p. 885); *Son amendement tendant à majorer les allocations des économiquement*



faibles et les pensions des rentiers voyageurs (p. 885); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2051); — du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque de France)* [29 février 1952] (p. 1162, 1164); — du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à obliger les entreprises de crédit différé à fournir au Ministère des Finances leurs bilan et compte de profits et pertes* [14 mars 1952] (p. 1316); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour le dernier alinéa prévoyant le contrôle par des fonctionnaires assermentés* (p. 1316); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le mot : « minimum »* (p. 1317); *Son amendement tendant à faire mentionner sur les contrats les sommes à prélever pour frais de gestion* (p. 1317); Art. 7 : *Son amendement tendant à faire fixer par décret le montant minimum du capital social de ces entreprises* (p. 1318); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République* (p. 1319); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir la liquidation de droit* (p. 1319); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer la mention d'articles disparus* (p. 1320); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [25 juin 1952] (p. 3205, 3207); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Son ordre du jour demandant la garantie des prix agricoles, l'augmentation des investissements agricoles, la conclusion d'accords commerciaux favorables* [8 juillet 1952] (p. 3705). — Prend part à la nomination de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Opposition présentée par M. Taillade à l'élection de M. Berthet* [12 juillet 1952] (p. 3945 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953; JUSTICE; en qualité de *Rapporteur* [24 octobre 1952] (p. 4445); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 1<sup>er</sup> : *Amnistie des faits de collaboration n'ayant entraîné qu'une peine inférieure ou égale à cinq ans de prison* [21 no-

vembre 1952] (p. 5420); — du projet de loi de finances (exercice 1953); en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 décembre 1952] (p. 5945 et suiv.); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur la nécessité de la réforme fiscale, l'expansion agricole)* [9 décembre 1952] (p. 6076, 6077); Art. 31 : *Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des charges à déduire du revenu net foncier, présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6160); Art. 103 bis : *Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation* (p. 6250, 6252); *Sa demande de suspension de séance* [22 décembre 1952] (p. 7029). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J. O.* du 11 janvier 1953, p. 402).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* [30 janvier 1953] (p. 696); Etat B, Chap. 45-01 : *Exploitation des services maritimes d'intérêt général (Relations avec la Bulagne et réduction du taux des frets)* (p. 697); Art. 1<sup>er</sup> A : *Amendement de M. Cermolacce tendant à modifier le taux de calcul des pensions des marins retraités avec effet rétroactif en 1952* (p. 699). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'application de la loi Mac Carran aux équipages de navires français : *Interrogatoires opérés à bord du paquebot Liberté* [3 février 1953] (p. 836, 837). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés financières du relèvement de 23 0/0 des pensions des vieux marins)* [26 mars 1953] (p. 2399); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Reeb tendant à ne pas majorer les cotisations versées par les petits patrons pêcheurs et les marins* (p. 2403); — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes : *Discussion générale (Ses observations sur la prorogation de la législation existante)* [27 mars 1953] (p. 2456). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (Cabinet R. Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin

1953, p. 5770). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Crédits accordés aux compagnies subventionnées, reconstruction de la flotte, titularisation de fonctionnaires contractuels, administration de l'inscription maritime, régime du travail à bord des navires, aide à la construction navale, coût élevé de l'armement français, convention de Londres sur l'Over fishing)* [12 novembre 1953] (p. 4973 et suiv.) ; *Office des pêches, crise du cabotage* (p. 4977, 4978) ; Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.739.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Secrétaire général de la marine marchande*) (p. 4978) ; Chap. 31-11 : Amendement de M. Gaborit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (*Statut des gardes maritimes*) (p. 4999) ; Amendement de M. Bignon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (*Concessions des ostréiculteurs*) (p. 5000) ; Chap. 31-21 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (*Pénurie des professeurs trop mal payés*) (p. 5000) ; Chap. 31-22 : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'enseignement maritime (*Spécialisation des écoles nationales de la marine marchande et importance de l'école de Marseille*) (p. 5001) ; *Enseignement maritime (Ecole nationale de Paimpol)* (p. 5001) ; Amendement de M. Conombo tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (*Recrutement autochtone en Afrique*) (p. 5001) ; Chap. 33-91 : Amendement de M. Fayet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (*Allocations familiales des marins algériens*) (p. 5002) ; Chap. 33-92 : *Prestations facultatives (Subventions aux colonies de vacances)* (p. 5003) ; Chap. 34-11 : *Inscription maritime (Visites des experts de la sécurité de navigation)* (p. 5003) ; Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (*Budget de l'Institut scientifique des pêches et remise en état du Théodore-Tissier*) (p. 5004, 5005) ; *Demande de rétablissement des crédits*

*pour la subvention à l'Institution des pêches* (p. 5006) ; Chap. 37-11 : *Application du Code du travail maritime (Rapatriement des marins d'outre-mer en chômage)* [13 novembre 1953] (p. 5098) ; Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (*Rapatriement des marins d'outre-mer*) (p. 5098) ; Chap. 42-01 : *Contribution aux dépenses d'organismes internationaux (Application de la Convention de Londres sur l'Over-fishing)* (p. 5099) ; Amendement de M. Signor tendant à réduire de 2.200.000 francs les crédits pour le chapitre (*Commission des pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest*) (p. 5099) ; Chap. 43-21 : *Apprentissage maritime (Ecoles de Tréguier et Quiberon)* (p. 5100) ; Chap. 43-22 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses et prêts de l'enseignement maritime (*Insuffisance des crédits*) (p. 5100) ; Chap. 43-23 : Amendement de M. L. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux écoles de pêche et de commerce (*Ecoles de marins pêcheurs*) (p. 5100) ; Chap. 44-01 : *Subvention aux pêches maritimes (Crédit maritime mutuel)* (p. 5101) ; Chap. 45-01 : Amendements de MM. Rabier, Gaumont, Véry et Gaborit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux services maritimes (*Relations avec la Corse, paquebot de la ligne de New-York, déficit des compagnies maritimes, lignes des Antilles et de la Guyane*) [14 novembre 1953] (p. 5117, 5118) ; Chap. 46-01 : *Sociétés de sauvetage et d'aide aux familles des marins péris en mer* (p. 5118) ; Chap. 31-01 : *Lettre rectificative du Gouvernement* (p. 5119) ; *Demande de deuxième délibération* (p. 5119) ; Chap. 56-47 : *Enseignement maritime (Réforme de cet enseignement)* (p. 5120) ; Chap. 6300 : *Aide à la construction navale (Revision des barèmes et construction de cargos pour l'U. R. S. S.)* (p. 5120) ; *Aide à la construction navale (Paquebot de la ligne de New-York)* (p. 5124) ; Chap. 34-12 : *Crédit de 15 millions pour le réarmement du Théodore-Tissier* (p. 5123) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951-1952 ; Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 50-60 : Amendement de M. Cristofol (*Contrôle de la gestion de la Compagnie des messageries maritimes et de la Compagnie générale transatlantique ; opérations de la Société hôtelière de ravitaillement maritime*) [8 avril 1954] (p. 1878,

1879). — Répond à une question orale : de M. Bartolini sur les relations maritimes avec la Corse [14 mai 1954] (p. 2435); — de M. Joseph Denais sur le service des emprunts japonais en France [14 mai 1954] (p. 2436); — de M. Duquesne sur l'octroi de délais aux chômeurs pour le paiement de leurs impôts [14 mai 1954] (p. 2436). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député :

Prend part : à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Article 20 bis relatif aux infractions et peines en matière d'impôt* [13 août 1954] (p. 4199); — au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la Défense nationale : *Nomination d'un substitut civil au Commandant de Rességuier* [3 décembre 1954] (p. 5774); — à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.): *Ses explications de vote (Possibilité et opportunité de voter l'article 2 (O.T.A.N.) sans l'article 1er (réarmement allemand contrôlé)* [27 décembre 1954] (p. 6883). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent : *Sa proposition de loi tendant à interdire le contrôle polyvalent et à abroger l'amendement de M. Dorey* [10 mars 1955] (p. 1274, 1275). — Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1955 : *Son amendement (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [19 mars 1955] (p. 1739); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Respect de la loi par l'administration ; impôt à la base et taxe unique, abutement à la base, forfaits, taxe proportionnelle pour les professions libérales ; contentieux fiscal, abrogation de l'article 33 ; les modifications proposées pour l'article 1769 du C.G.I.* [29 mars 1955] (p. 2049 et 2051 à 2054). — Dépose une demande d'interpellation : sur la liaison maritime Bordeaux—Maroc [6 octobre 1955] (p. 4802); — sur la contradiction existant entre la délégation donnée par S. M. le Sultan du Maroc et l'institution d'un Conseil du Trône (discours d'Amiens) [6 octobre 1955]

(p. 4803); la développe [8 octobre 1955] (p. 4917 à 4920); *Observations sur : la tactique du fait accompli et la politique poursuivie à l'égard de l'ancien sultan Ben Youssef* (p. 4916, 4917); *L'éventualité d'un rappel du Résident général* (p. 4919); *Son désaccord avec M. de Panafieu* (p. 4920); *Les données du problème sur le plan international* (p. 4920, 4921). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Politique marocaine du Gouvernement* [26 octobre 1955] (p. 5316); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Mises en cause de collègues* [22 novembre 1955] (p. 5921); *Décret du 20 mai sur les « fausses coopératives »* (p. 5923, 5924); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'à son abrogation* [23 novembre 1955] (p. 5949 à 5955). = S'excuse de son absence [9 novembre 1954] (p. 4816). = Obtient un congé [9 novembre 1954] (p. 4816).

**RAMONET (M. Edouard)**, Député de l'Indre (R. R. S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. 482**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé Président de la Commission des affaires économiques [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée de statuer sur l'éligibilité de tous les membres du Conseil Economique et la régularité de leur désignation [7 août 1951] (**F. n° 18**).

BLEE  
NAT

#### Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant, conformément au quatrième alinéa

de l'article 14 du Règlement, à la création d'une commission temporaire de coordination pour l'examen du projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, n° 819. — Le 14 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1715) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'artisanat, n° 2019. — Le 30 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement de mettre à l'étude un projet routier de grand itinéraire entre La Rochelle—Châteauroux—Zurich, n° 5237. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à la réorganisation des services du commerce extérieur, n° 8877.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Dordogne [10 juillet 1951] (p. 5919). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est entendu : sur la validation des élections du département de la Dordogne : en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5966); — sur une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les élections du département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription) [20 juillet 1951] (p. 5995, 5996). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département d'Alger (2<sup>e</sup> collège) [9 août 1951] (p. 6294, 6295); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Demande de renvoi à la Commission des affaires économiques, présentée par M. Jarrosson* [29 novembre 1951] (p. 8660); Chap. 30-30 : *Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Appartement du Ministre quai Branly)* [12 décembre 1951] (p. 9056). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des affaires économiques [27 décembre 1951] (p. 9910). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais au sujet

de créances financières françaises; en qualité de *Rapporteur suppléant* [20 juin 1952] (p. 3076); — du projet de loi relatif aux prix imposés : *Discussion générale* [20 juin 1952] (p. 3077); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Contre-projet de M. Maurice Grimaud tendant à reprendre les dispositions des propositions de loi de MM. Armengaud et Vallon* [24 juin 1952] (p. 3176). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Pour l'examen d'urgence du rapport Gazier, concernant les décrets du 11 mai 1953 (Étatisation des nationalisations)*; *Vœu unanime de la Commission des affaires économiques* [27 octobre 1953] (p. 4588). — Pose : au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au recrutement du personnel français à la base franco-américaine de la Martinerie-Déols [4 décembre 1953] (p. 6008, 6009); — au Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, une question relative à l'embauchage du personnel civil aux bases de la Martinerie-Déols [7 mai 1954] (p. 2217). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Nécessité de la réunion commune des Commissions des finances et des affaires économiques, plan de modernisation et d'équipement, économie de la France d'outre-mer, semaine de quarante heures, journées du commerce extérieur* [5 août 1954] (p. 3866, 3867); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 35-31 : *Usure des routes à partir de certaines bases aériennes à Châteauroux; trajet routier Paris—Limoges* [11 décembre 1954] (p. 6136); Chap. 35-32 : *Son amendement indicatif (Entretien et réparation des ports maritimes)* (p. 6140); Etat B, Chap. 53-34 : *Son amendement indicatif (Extension du port de la Pallice)* [15 décembre 1954] (p. 6365, 6366); — d'une proposition de résolution relative à la création d'une commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires : *Discussion générale* [14 décembre 1954] (p. 6310); Art. 2 : *Son amendement tendant à faire entrer deux membres de la Commission des affaires économiques dans la Commission de coordination* (p. 6310).

**RANAIVO (M. Joseph)**, *Député de Madagascar (Collège indigène) [1<sup>re</sup> circonscription] (Appar. M. R. P.)*.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6216). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 août 1951] (F. n° 22), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [23 mars 1955] (F. n° 514). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée de donner son avis sur les modalités d'application des dispositions du Code de la santé publique, concernant la pharmacie, applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun [29 juin 1954] (F. n° 403).

#### Dépôts :

Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à accélérer l'évolution sociale des pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, par la transformation ou l'amélioration dans le secteur autochtone de l'habitat, de l'alimentation, ainsi que de la protection de la mère et de l'enfance, n° 3010. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à instituer dans chacun des pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer un Code civil à l'usage des citoyens ayant conservé leur statut personnel, n° 3056. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à déterminer dans les pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer le statut personnel des époux dans le mariage, et celui des enfants qui en sont issus, n° 4170. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre et à accélérer les opérations de constitution de la propriété indigène à Madagascar régies par le décret du 26 août 1929 et à prendre les dispositions réglementaires permettant à cette propriété de contribuer efficacement à l'effort de production du territoire, n° 5323. — Le 25 mars 1953, une proposition de loi relative à la présidence et à la vice-présidence des as-

semblées territoriales ou fédérales dans les pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer où le système de représentation est fondé sur le double collège, n° 6007. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer d'urgence un secours au territoire et à la population de Madagascar pour les dégâts subis par la Grande Ile à la suite des cyclones des 14 janvier et jours suivants, n° 7645. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions utiles en vue d'assurer aux retraités des cadres locaux de Madagascar soumis au régime de pension institué par le décret n° 51-965 du 21 juillet 1951, le payement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952, de l'indemnité temporaire de 35 0/0 prévue, à compter de la même date, par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952, en faveur des personnels retraités du Code des pensions civiles et militaires et de la Caisse de retraite de la France d'outre-mer en résidence dans les territoires compris dans la zone du franc C.F.A., n° 8215. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, une proposition de loi tendant à assurer l'admission à des emplois publics des personnes originaires des pays et territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer présentant les références exigées par les règlements d'administration de ces emplois, n° 8224. — Le 8 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer à la prochaine fête nationale du 14 juillet le caractère d'une fête de l'Union française, n° 8307. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi portant amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis à Madagascar à l'occasion des divers événements qui s'y sont produits de 1945 à 1948, n° 8321. — Le 2 avril 1955, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 9253) portant amnistie dans les territoires d'outre-mer; II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 1126) tendant : a) à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; b) à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement et poursuivis pour les mêmes motifs; 2° de M. Jacques Duclos et

plusieurs de ses collègues (n° 6347) tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947 ; 3° de M. Ranaivo Jonah (n° 8321) portant amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis à Madagascar à l'occasion des divers événements qui s'y sont produits de 1945 à 1948 ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8549) tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et États associés avant le 1<sup>er</sup> mai 1954 ; 5° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues (n° 8550) tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie ; III. les amendements n°s 312, 313, 314 de M. Daniel Mayer, n° 321 de M. Mamadou Konaté, et n° 340 de M. Gabriel Paul relatifs à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer et disjointes du rapport n° 3573 de M. Duveau relatif à l'amnistie, n° **10631**. — Le 5 août 1955, une proposition de loi tendant à déclarer pupilles des territoires dont ils sont ressortissants les orphelins mineurs de certaines personnes disparues lors des troubles survenus dans ces territoires, n° **11458**. — Le 18 octobre 1955, une proposition de loi modifiant, en ce qui concerne Madagascar, certaines dispositions de la loi n° 51-586 du 23 mai 1951, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° **11643**. — Le 29 novembre 1955, une proposition de loi portant statut organique de Madagascar, n° **12002**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 novembre 1952] (p. 5553, 5554) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar* [26 février 1953] (p. 1362). — du projet de loi portant réparation des dommages causés aux victimes des troubles survenus à Madagascar : *Discussion générale (Indemnisation des victimes)*

[19 février 1954] (p. 442) ; *Son article additionnel (Crédit de 650 millions de francs ajouté à la subvention au Gouvernement général de Madagascar pour permettre l'octroi aux victimes d'un troisième quart de leur indemnité)* (p. 445) ; *Ses explications de vote (Attribution des indemnités basée sur les jugements des tribunaux)* (p. 445). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique envisagée afin d'assurer le plein épanouissement des personnalités des pays et territoires d'outre-mer [24 mars 1954] (p. 1217). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à la réparation des dégâts occasionnés par la rébellion de Madagascar en 1947-1948)* [6 avril 1953] (p. 1776). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Étapes de l'émancipation, conférence de Brazzaville et Constitution de 1946, mise en commun des ressources et coordination des efforts, pouvoirs des assemblées territoriales, fidélité et unité de la communauté)* [8 avril 1954] (p. 1633 et suiv.) ; *Amnistie des condamnés de Madagascar* [9 avril 1954] (p. 1981) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Économie de l'Union française, réunion d'une conférence économique et monétaire de l'Union)* [6 août 1955] (p. 3936, 3937) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Discussion générale (Non-application de la loi aux chefs de province de Madagascar)* [13 août 1954] (p. 4200, 4201) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Situation à Madagascar, caisses locales de retraites, augmentation de la productivité, propriété autochtone* [16 décembre 1954] (p. 6424, 6425, 6435) ; Chap. 41-01 : *Réalisation des jeux de l'Union française* (p. 6456, 6457) ; Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Dicko (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* [17 décembre 1954] (p. 6484, 6485) *Amendement indicatif de M. Babet (Émigration réunionnaise à Madagascar, situation démographique des Antilles et de l'Algérie)* (p. 6489) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Hosti-*

*lité des élus d'outre-mer aux Accords, comme à la C.E.D., immigration autorisée de capitaux et de travailleurs européens, nécessité de « faire l'Union française » au préalable, pour éviter le néo-colonialisme de l'étranger* [23 décembre 1954] (p. 6836, 6837); Nouveau projet (n° 9806) (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), Article unique: *Ses explications de vote (Drame de la France contrainte par ses alliés de subir le réarmement de l'Allemagne, foi dans les affirmations du Président du Conseil, ne pas tromper les peuples d'outre-mer)* [29 décembre 1954] (p. 6934, 6935). — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 juin 1955] (p. 3175, 3176); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. D. Mayer (Peine privative de liberté de vingt ans; Extension du champ d'application territorial)* [13 juillet 1955] (p. 3846); Art. 4: *Son amendement (Rétablissement des personnels des administrations civiles et militaires dans leur situation antérieure)* (p. 3850); *le retire* (ibid.); Art. 5: *Amendement de M. Gautier (Sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité » morale)* (p. 3851); *Son amendement (Reconstitution de carrière et indemnité)* (p. 3852); Art. 8: *Son amendement (Amnistie par mesure individuelle)* (p. 3853); *le retire* (ibid.); Art. 12: *Son amendement (Condamnés n'ayant pas payé les frais de poursuites)* (p. 3855); *le retire* (p. 3856); *Son amendement (Orphelins mineurs des personnes disparues)* (p. 3857); *le retire* (ibid.); Seconde délibération en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 juillet 1955] (p. 4259, 4260); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 1<sup>er</sup>: *Procédure de création des communes de plein exercice (Application du texte à Madagascar)* [5 juillet 1955] (p. 3608, 3609). — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 8: *Son amendement (Division de Madagascar en cinq circonscriptions électtorales)* [18 novembre 1955] (p. 5860); Art. 9: *Son amendement (Répartition des sièges attribués à Madagascar)* (p. 5865).

### **RASTEL (M.),** *Député d'Eure-et-Loir.*

Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1954] (**F. n° 5**).

Son élection est invalidée [4 décembre 1951] (p. 8774).

### **RAVELOSON (M. Mahasampo),** *Député de Madagascar (Collège indigène) (3<sup>e</sup> Circonscription) (U. D. S. R.).*

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé membre: de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [19 mars 1955] (**F. n° 512**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### **Dépôt :**

Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 2029) tendant à abroger le décret du 10 mai 1947 portant dissolution du Mouvement démocratique de rénovation Malgache, n° **2506**.

### **RAYMOND-LAURENT (M. Jean),** *Député de la Manche (M. R. P.).*

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). = Est nommé membre: de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1954] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — Est nommé Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [19 juillet 1954] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**).

#### **Dépôts :**

Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à la réintégration dans les cadres des réserves des officiers de réserve rayés des cadres et n'ayant pas dépassé les nouvelles limites d'âges, n° **3099**. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à encourager la construction familiale par l'abaissement du taux des prêts du Crédit foncier, l'institution d'une journée nationale dite « Journée du logement familial », l'émission d'un timbre dit « Timbre du logement » et la création d'un Comité national d'action pour le logement, n° 5526. — Le 6 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur les propositions de résolution : 1° de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n° 5519) tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des nations sinistrées : Pays-Bas, Grande-Bretagne, Belgique, tous les moyens civils, militaires et maritimes dont il dispose pour le sauvetage et la protection des populations et à créer un Comité national chargé de coordonner les initiatives publiques et privées qui se sont fait jour pour venir en aide aux populations sinistrées ; 2° de MM. Damette et Nisse (n° 5643) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour exempter de taxes et accorder toutes facilités aux personnes ou aux collectivités désireuses d'exporter des marchandises au seul bénéfice des sinistrés hollandais, n° 5809. — Le 29 octobre 1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4563) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la convention signée à Paris le 30 décembre 1949 entre la France et les Pays-Bas pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus et régler certaines autres questions en matière fiscale et l'avenant à cette convention signée à Paris le 24 juillet 1952 ; 2° la convention, signée également à Paris le 30 décembre 1949, entre la France et les Pays-Bas, et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts extraordinaires sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune établis en France et aux Pays-Bas, n° 7024.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Isère [5 juillet 1951] (p. 5882). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 10-00 : Amendement de M. Estradère tendant à réduire de 1.000 francs

les crédits pour l'administration centrale (Débat sur l'affaire marocaine) [22 novembre 1951] (p. 8322, 8323) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier ; Art. 1<sup>er</sup> : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article [13 décembre 1951] (p. 9112, 9113) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 800 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements hospitaliers (Hopital de Saint-Lô) [27 décembre 1951] (p. 9917, 9918) ; — du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique Nord : Article unique : Ses explications de vote (Défense de la Méditerranée orientale liée à celle de l'Europe) [24 janvier 1952] (p. 337, 338). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : Ses observations sur la crise tunisienne, son historique, les réformes promises depuis 1951 [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1695, 1696). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-91 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Prise en considération des indemnités pour le calcul des pensions) [14 novembre 1952] (p. 5112) ; le retire (ibid.) ; Chap. 33-92 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Subventions aux cantines) (p. 5112) ; Chap. 34-11 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour frais de voyages (Déplacements des administrateurs de l'inscription maritime) (p. 5113) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat B, Chap. 45-21 : Subvention à Air France (Concurrence d'Air France éliminant les compagnies privées) [15 novembre 1952] (p. 5266) ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 43-21 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (Réduction excessive des crédits par la Commission des finances sur avis de la Cour des comptes) (p. 5275 et suiv.) ; Chap. 44-01 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions aux pêches maritimes (Aide à la flotte de pêche) (p. 5278) ; Chap. 45-01 : Son amendement tendant à



*réduire de 1.000 francs les crédits pour exploitation des services maritimes (Gestion des messageries maritimes et de la Compagnie générale transatlantique)* (p. 5282, 5285) ; le retire (p. 5285) ; Chap. 47-01 : *Amendement de M. Cravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Foyers du marin)* (p. 5287) ; Chap. 47-34 : *Demande de renvoi du chapitre relatif à l'établissement national des invalides de la marine, présentée par M. René Schmitt (Insuffisance de la revalorisation des pensions)* (p. 5289) ; Article additionnel : *Amendement de M. Gaborit tendant à valider pour les marins, les services accomplis à terre de 1914 à 1918* (p. 5290) ; — d'une proposition de résolution relative à l'aide aux populations sinistrées des Pays-Bas, d'Angleterre et de Belgique : en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1696). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 57).

**En cette qualité :**

Préside : la 2<sup>e</sup> séance du 12 février 1954 (p. 263) ; la séance du 4 mars 1954 (p. 634) ; la 2<sup>e</sup> séance du 18 mars 1954 (p. 1006) ; la 3<sup>e</sup> séance du 23 mars 1954 (p. 1192) ; la 2<sup>e</sup> séance du 25 mars 1954 (p. 1274) ; la 4<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> avril 1954 (p. 1665) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 9 avril 1954 (p. 2016) ; la 1<sup>re</sup> séance du 11 mai 1954 (p. 2296) ; la 1<sup>re</sup> séance du 18 mai 1954 (p. 2472) ; la 1<sup>re</sup> séance du 25 mai 1954 (p. 2664) ; la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 2 juin 1954 (p. 2787) ; la séance du 10 juin 1954 (p. 2892) ; la 2<sup>e</sup> séance du 6 juillet 1954 (p. 3226) ; la séance du 28 juillet 1954 (p. 3670) ; la 1<sup>re</sup> séance du 3 août 1954 (p. 3786) ; la 2<sup>e</sup> séance du 3 août 1954 (p. 3803) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 6 août 1954 (p. 3942) ; la 2<sup>e</sup> séance du 12 août 1954 (p. 4132) ; la 1<sup>re</sup> séance du 13 août 1954 (p. 4175) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 13 août 1954 (p. 4220) ; la 2<sup>e</sup> séance du 26 août 1954 (p. 4277) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 août 1954 (p. 4398) ; la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 9 novembre 1954 (p. 4835) ; la 1<sup>re</sup> séance du 15 novembre 1954 (p. 4984) ; la 3<sup>e</sup> séance du 15 novembre 1954 (p. 5015) ; la 2<sup>e</sup> séance du 24 novembre 1954 (p. 5386) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 26 novembre 1954 (p. 5502) ; la 1<sup>re</sup> séance du 4 décembre 1954 (p. 5796) ; la 1<sup>re</sup> séance du 6 décembre 1954 (p. 5858) ; la 3<sup>e</sup> séance du 9 décembre 1954 (p. 6017) ; la

1<sup>re</sup> séance du 13 décembre 1954 (p. 6224) ; la 1<sup>re</sup> séance du 14 décembre 1954 (p. 6292) ; la 3<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1954 (p. 6399) ; la 2<sup>e</sup> séance du 18 décembre 1954 (p. 6568) ; la 3<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1954 (p. 6707) ; la 3<sup>e</sup> séance du 22 décembre 1954 (p. 6766) ; la 2<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1954 (p. 7051). — Adresse les félicitations de l'Assemblée Nationale à ceux qui ont contribué au record de vitesse sur voie ferrée [4 mars 1954] (p. 655). — Associe l'Assemblée Nationale à l'hommage rendu à M. Marcel Dassault par M. Bouret [18 mars 1954] (p. 1022). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 57-80 : *Son amendement (Cité administrative de Saint-Lô)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1600, 1601). — Associe l'Assemblée Nationale aux remerciements de M. Bonnefous à M. Cornu pour la restauration du château de Versailles (p. 1692). — Déclare la session interrompue [9 avril 1954] (p. 2043). — Donne lecture d'une communication du Président du Conseil relative au rappel sous les drapeaux de certains réservistes français en Tunisie [6 juillet 1954] (p. 3243). — Prend part à la discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Justice rigoureuse, mais exempte d'arbitraire, envers les terroristes ; interventions extérieures inadmissibles (Radio du Caire et zone espagnole), déposition « regrettable » de l'ancien Sultan mais nécessité d'agir désormais « en accord avec le Sultan actuel » ; illusion dangereuse du berbérisme, réforme judiciaire heureuse déjà introduite, problème des générations (jeunesse évoluée), statut d'Etat associé à prévoir dans le cadre de l'Union française (Institutions représentatives, niveau de vie, industrialisation...), « dialogue » à établir (Positions adoptées par le M. R. P.)* [27 août 1954] (p. 4316, 4317). — Associe l'Assemblée à l'hommage aux victimes de la tempête sur les côtes bretonnes [15 décembre 1954] (p. 6400). — Déclare close la session de l'Assemblée Nationale pour 1954 [31 décembre 1954] (p. 7059). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Autonomie interne, droits des Français de Tunisie, intégration de la Tunisie dans la défense de l'Occident)* [8 juillet 1955] (p. 3760, 3761).

**REEB (M. Eugène)**, *Député du Finistère (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; Secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [7 août 1951] (**F. n° 1 8**)

#### Dépôts :

Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des prêts spéciaux de la Caisse de crédit maritime en cas de calamités maritimes, **n° 1870**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux marins, qui prennent leur retraite à 50 ans, le droit à la bonification des services de guerre accordée aux marins qui prennent leur retraite à 55 ans, **n° 1872**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le contingentement des importations de crustacés vivants, **n° 2108**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à appliquer aux patrons-pêcheurs et marins-pêcheurs payés « à la part » le régime des travailleurs indépendants et à modifier le deuxième alinéa de l'article 52 de l'Annexe III du Code général des impôts pour les exonérer du versement forfaitaire de 5 0/0, **n° 2117**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 250 millions de francs destiné à la réparation des dommages publics et privés provoqués par les tempêtes de décembre 1951 et janvier 1952 sur les côtes du Finistère, **n° 2411**. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le divorce et la séparation de corps dans le cas d'aliénation mentale incurable de l'un des conjoints, **n° 2652**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 22 août 1950 tendant à accorder aux inscrits maritimes la campagne double pour la guerre 1914-1918 entre la date de la mobili-

sation et la date de la démobilisation, **n° 4431**.

— Le 30 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 23 0/0 les salaires forfaitaires des marins pêcheurs et du commerce conformément à l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifié par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la Caisse des invalides de la marine, **n° 4576**.

— Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 1961) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, **n° 4636**. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever de 200.000 francs à 400.000 francs la fraction de bénéfice artisanal imposable au taux de 9 0/0 (art. 183 du Code général des impôts), **n° 6125**. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 5572) de MM. René Schmitt, Francis Leenhardt et Mazier tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des agents de gardiennage des services extérieurs de la marine marchande, **n° 6413**.

— Le 18 février 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi (nos 1961 et 6916) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, **n° 7804**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 6110) de M. Joseph Denais tendant à assurer une pension exceptionnelle aux marins du commerce devenus fonctionnaires, **n° 7805**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 6099) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 5 de la loi du 12 avril 1941 déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de commerce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des

navires, n° 7806. — Le 6 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la modification de l'impôt de 18 0/0 payé par les patrons pêcheurs, copropriétaires embarqués, n° 8408. — Le 25 juin 1954, un rapport d'information au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la vedette garde-pêche « *Administrateur-en-chef-Guet* », n° 8728. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 206 du Code civil relatif aux obligations alimentaires des gendres et belles-filles envers leurs beau-père et belle-mère, n° 9277. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser les termes de « produits de la mer » employés dans les textes législatifs, n° 9344. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement judiciaire des syndics des gens de mer, n° 9366. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à interdire l'accès des ports français et de l'Union française aux navires battant pavillon Panama—Honduras—Libéria, n° 10274. — Le 26 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 10274) de MM. Reeb et Tanguy-Prigent tendant à interdire l'accès des ports français et de l'Union française aux navires battant pavillon Panama—Honduras—Libéria, n° 10855.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à n'accorder de fonds qu'aux œuvres laïques et avec un taux plus considérable* [8 septembre 1951] (p. 7081); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les cachets des collaborateurs occasionnels (Cachets des postes régionaux)* [19 décembre 1951] (p. 9334); *le retire* (ibid.); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 9011 : *Demande de réserver le chapitre relatif à l'aide à la construction navale, présen-*

*tée par M. Gravoille* [27 décembre 1951] (p. 9923); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers (Prêts aux artisans pêcheurs et crédit maritime mutuel)* [28 décembre 1951] (p. 10026, 10027); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés financières du relèvement de 23 0/0 des pensions aux vieux marins)* [26 mars 1953] (p. 2399, 2400); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à ne pas majorer les cotisations versées par les petits patrons pêcheurs et les marins* (p. 2402, 2403); — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes : *Discussion générale (Ses observations sur la prorogation de la législation existante)* [27 mars 1953] (p. 2455, 2456). — Est entendu sur la demande de pouvoirs d'enquête présentée par la Commission de la marine marchande, concernant la construction du bateau garde-pêche *Administrateur Guet* [3 novembre 1953] (p. 4734 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.738.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Insuffisance de l'aide à la construction navale et rôle du secrétaire général de la marine marchande)* [12 novembre 1953] (p. 4978, 4979); Chap. 3412 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Inscription maritime (Office scientifique des pêches et remise en état du Théodore-Tissier)* (p. 5003); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées à la suite des enquêtes parlementaires sur le garde-pêche *Administrateur-Chef Guet* et autres unités de la marine marchande sabotées [7 octobre 1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955, MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Imposition des artisans pêcheurs)* [6 décembre 1954] (p. 5885); Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Pensions des marins anciens combattants, régime fiscal des patrons embarqués et des marins pêcheurs, prêts insuffisants du crédit maritime mutuel)* (p. 5890 et suiv., 5896, 5897);

le retire (p. 5898); Chap. 34-42 : *Son amendement indicatif (Fonctionnement du navire océanographique Théodore-Tissier)* (p. 5899); le retire (p. 5900); Chap. 35-91 : *Son amendement indicatif (Aménagement de l'école d'apprentissage de Concarneau)* (p. 5900); le retire (p. 5901); Chap. 44-01 : *Crédit maritime mutuel* (p. 5905); Chap. 45-02 : *Amendement indicatif de M. Rabier (Revendications du personnel algérien de la Compagnie générale transatlantique)* [7 décembre 1954] (p. 5923); Chap. 47-31 : *Subvention à l'Établissement national des invalides de la marine (Insuffisance de l'action sociale maritime)* (p. 5925, 5926); Etat B, Chap. 56-47 : *Établissements d'enseignement maritime (Saint-Malo, Le Havre)* (p. 5929); *Son article additionnel : Affectation au fonds de réserve de l'Établissement des invalides de la marine de la retenue prélevée sur le montant des primes à la construction navale* [8 décembre 1954] (p. 5961, 5962); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour l'exercice 1955, Etat B, Chap. 53-30 : *Amendement indicatif de M. Doutrélot (Achèvement du canal du Nord)* [14 décembre 1954] (p. 6345); Art. 3 : *Fonds routier* [15 décembre 1954] (p. 6372, 6376); *Son article additionnel (Intégration des agents supérieurs du Ministère dans le cadre des administrateurs civils)* (p. 6384, 6385); Etat A, Chap. 45-42 : *Suppression des lignes secondaires, ligne de Brive à Saint-Yrieix-la-Perche, exploitation allégée* (p. 6391); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *L'expulsion d'un de ses amis du Maroc en 1952* [4 février 1955] (p. 758). — Dépose une demande d'interpellation sur l'affaire de la vedette garde-pêche *Administrateur-Chef Guet* [10 mars 1955] (p. 1270). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Industrialisation de la Bretagne, modernisation de la flotille de pêche, concentration des usines de conserves* [25 mai 1955] (p. 2996, 2997).

**REGAUDIE (M. René)**, *Député de la Haute-Vienne. (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**),

[20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse, **n° 786**. — Le 5 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 1188) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, **n° 1858**. — Le 3 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un contrôle médical permanent des équipages navigants de l'aviation civile, **n° 2352**. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 2678) portant déclassement de la section Amélie-les Bains—Arles-sur-Tech de la ligne d'intérêt général d'Elne à Arles-sur-Tech, **n° 2994**. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 4410) relatif au déclassement de la Bayse entre Saint-Jean-Poutge et le pont de Bordes (commune de Lavardac), **n° 6410**. — Le 17 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5237) de M. Ramonet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude un projet routier de grand itinéraire entre La Rochelle—Châteauroux—Zurich, **n° 6536**. — Le 26 février 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 4410) relatif au déclassement de la Bayse entre Saint-Jean-Poutge et le pont de Bordes (commune de Lavardac), **n° 7913**. — Le 18 mars 1954, un

rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 7154) de M. Beauvais, sénateur, ayant pour objet la réglementation de la mise en circulation des voitures affectées aux services publics, n° 8077. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6265) de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le Code de la route des dispositions d'ordre technique, afin que l'immobilisation de certains véhicules routiers soit rendue automatique en cas d'avarie du dispositif de freinage, n° 8078. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6392) de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le Code de la route des mesures propres à permettre l'identification des véhicules ayant une avarie dans le système d'éclairage de nuit, n° 8331. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6327) de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 21 du Code de la route en ce qui concerne les poids lourds, n° 8332. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 8040) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale des Télécommunications signée à Buenos-Aires (République Argentine), le 22 décembre 1952, n° 8333. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de M. Marcel Naegelen et plusieurs de ses collègues (n° 6636) tendant à inviter le Gouvernement à modifier les décrets des 21 avril 1934, 12 novembre 1938 et 12 janvier 1939 et, notamment, l'article 13 de ce dernier texte, relatifs à la coordination des transports et à prévoir des exceptions en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre; 2° de M. Pupat et plusieurs de ses collègues (n° 8397) tendant à inviter le Gouvernement à modifier les décrets des 21 avril 1934, 12 novembre 1938, 12 janvier 1939 (art. 13) et du 14 novembre 1949 relatifs à la coordination des transports et à prévoir des

exceptions en faveur des anciens transporteurs mutilés de guerre, n° 8733. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8121) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans le futur Code de la route, l'article 5 du code actuel, n° 8734. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 7340) de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder au déclassement du canal du Berry et à faire exécuter les travaux de réfection qui permettraient aux bateaux de circuler avec une charge normale, n° 8735. — Le 23 mars 1955, une proposition de loi tendant à réglementer la durée du travail dans les transports sur route en vue d'assurer la sécurité du public et du personnel, n° 10501. — Le 15 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les agents de la S.N.C.F., anciens déportés et internés de la Résistance, titulaires d'une pension militaire d'invalidité, des dispositions du premier paragraphe de l'article 35 de la loi n° 54-1340 du 31 décembre 1953 pour l'application de nouveaux taux d'émoluments et la liquidation des indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 11884.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 décembre 1951] (p. 8733 et suiv.); Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection de la pharmacie (Inspecteurs de la pharmacie)* (p. 8739); *le retire* (p. 8740); Chap. 40-30 : *Amendement de Mme Prin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection infantile (Insuffisance du nombre de crèches)* (p. 8749); Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le paludisme* [5 décembre 1951] (p. 8810); *le retire* (p. 8812); Chap. 5100 : *Son amendement tendant à réduire*

de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêts local (Protection sanitaire) (p. 8813); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 6000 : Son amendement tendant à ne pas subventionner Air France là où la compagnie est en concurrence avec des compagnies françaises [12 décembre 1951] (p. 9095); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers; Art. 4 : Recettes du fonds d'investissement routier [14 décembre 1951] (p. 9208); Art. 5 : Composition de la commission de gestion du fonds d'investissement routier (p. 9209); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 90-01 : Amendement de M. Palewski tendant à disjoindre les crédits pour les routes nationales (Utilisation des crédits du fonds d'investissement routier) [27 décembre 1951] (p. 9924); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 1<sup>er</sup> : Réorganisation de la S. N. C. F. par initiative gouvernementale [4 janvier 1952] (p. 117, 118); Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Réforme de la S. N. C. F.) [28 février 1952] (p. 1123, 1124). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des moyens de communication [13 mars 1952] (p. 1260). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 23 A : Plan de réorganisation de la S. N. C. F. par décret [3 avril 1952] (p. 1874); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F. [26 novembre 1953] (p. 5566 et suiv.); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Article additionnel : Amendement de M. Benard relatif à la transformation d'emplois dans les services extérieurs du Ministère [7 décembre 1953] (p. 6179, 6180); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Absence de lettre rectificative [7 décembre 1953] (p. 6192); Motion préjudicielle de M. R. Manceau tendant à surseoir au débat pour accorder une subvention plus forte à la S. N. C. F. et satisfaction aux revendications des cheminots (p. 6193 et suiv.);

Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander une lettre rectificative majorant les crédits pour les retraités, le fonds d'investissement routier et la subvention à la S. N. C. F. (p. 6196); Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander des crédits supplémentaires pour les ponts et chaussées, le fonds d'investissement routier, les voies navigables et la S. N. C. F. [11 décembre 1953] (p. 6529, 6530); la retire (p. 6530); Etat A, Chap. 3131 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes et voies navigables (Agents de la navigation) [12 décembre 1953] (p. 6566); Chap. 3142 : Comités techniques départementaux des transports (p. 6567); Chap. 3521 : Routes et ponts (Autoroute du sud de Paris) (p. 6583); Chap. 3521 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (Etablissement d'une taxe sur les véhicules étrangers) (p. 6585); Chap. 4541 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à la S. N. C. F. (Bonifications aux cheminots anciens combattants) (p. 6589); Art. 3 ter : Demande de rétablissement de l'article permettant de prélever des crédits sur le fonds d'investissement routier (p. 6605); Article additionnel : Amendement de M. M. Noël tendant à prévoir des crédits supplémentaires pour la Caisse autonome mutuelle des retraités (p. 6614). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les affaires du Limousin : Sanction des crimes de droit commun commis sous le couvert de la Résistance [9 mars 1954] (p. 739). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la signalisation routière, Art. 2 : Sous-amendement de M. Gasset (Signalisation des postes de secours et des stations de dépannage; dispositions du domaine réglementaire et du domaine législatif) [7 juillet 1954] (p. 3278); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 : Décret du 12 novembre et compagnies privées [17 novembre 1954] (p. 5139, 5140); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : Son amendement indicatif (Création d'un laboratoire national de

*contrôle des médicaments*) [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5668); *le retire* (*ibid.*); Chap. 46-25 : *Son amendement indicatif (Allocations militaires, leur inscription aux dépenses obligatoires des budgets départementaux)* (p. 5686, 5687); Chap. 46-26 : *Dépenses d'assistance à la charge des départements* (p. 5688); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME) : *Entretien des routes et fonds routier, déficit de la S.N.C.F., coordination des moyens de transport, aide au tourisme* [4 décembre 1954] (p. 5823 et suiv.); *Déroulement du débat* (p. 5837); Etat A, Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux* [9 décembre 1954] (p. 6001); Chap. 34-11 : *Son amendement indicatif (Problème de la sécurité routière, contrôle des poids lourds)* [11 décembre 1954] (p. 6122); Chap. 34-61 : *Direction générale du tourisme (Réductions de vacances S.N.C.F.)* (p. 6133). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance des mesures relatives à l'assainissement du cheptel [29 décembre 1954] (p. 6916). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 40 : *Amendement de M. Burlot (Pension d'assurance vieillesse de certains conducteurs de véhicules routiers)* [15 mars 1955] (p. 1427); *Taux des cotisations pour la Caisse autonome mutuelle des retraites (Petits cheminots)* (p. 1428); Art. 41 : *Amendement de M. Boscarry-Monsservin (Voirie et tranche rurales)* (p. 1431); Art. 42 : *Fonds routier et ponts à reconstruire* (p. 1436, 1437). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation faite à certains personnels des ponts et chaussées [13 mai 1955] (p. 2750). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la police de la circulation routière : *Poids lourds, retrait du permis de conduire* [24 mai 1955] (p. 2923); Article premier : *Amendement de M. Gautier (Durée du travail dans les services routiers)* (p. 2926, 2927); — en cinquième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 31 : *Son amendement (Réorganisation des lignes de chemin de fer d'intérêt secondaire)* [24 mai 1955] (p. 2956); — d'une proposition de loi relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways : *Situation finan-*

*cière de la C. A. M. R.* [24 novembre 1955] (p. 5997, 5998).

**REILLE-SOULT (M. François)**, Député du Tarn (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951], (**F. n° 5**) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 3 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour enrayer l'épidémie de fièvre aphteuse, n° 3963. — Le 4 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 20 du décret du 12 mars 1951, fixant le régime des allocations de chômage total, n° 7947. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 7947) de M. Reille-Soult et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 20 du décret du 12 mars 1951, fixant le régime des allocations de chômage total, n° 8083.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Aube [5 juillet 1951] (p. 5873). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie textile [25 juin 1952] (p. 3196); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur le chômage et l'insuffisance des salaires dans le Tarn* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3364, 3365). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant l'allocation chômage, en qualité de Rapporteur : *Aggravation de la situation économique et du chômage, action rapide en faveur des chômeurs, diminution des écarts entre les zones, développement de la productivité,*

*reconversion de la main-d'œuvre* [19 février 1954] (p. 431, 432). — Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites illégales exercées contre le laboratoire national coopératif des éleveurs de moutons [25 mars 1954] (p. 1249). = S'excuse de son absence [9 juillet 1953] (p. 3406), [23 février 1954] (p. 466) ; [5 novembre 1954] (p. 4776) ; [3 décembre 1954] (p. 5740). = Obtient des congés [9 juillet 1953] (p. 3406), [23 février 1954] (p. 466) ; [5 novembre 1954] (p. 4776) ; [3 décembre 1954] (p. 5740).

**RENARD (M. Adrien)**, *Député de l'Aisne* (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure remplissant, en ce qui concerne les opérations de la Caisse nationale d'assurances sur la vie, les attributions antérieurement dévolues aux commissions supérieures de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [22 août 1951] (**F. n° 24**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder à tous les salariés une prime de vacances d'un minimum de 12.000 francs, **n° 107**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement de la main-d'œuvre salariée des professions agricoles, **n° 169**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant au maintien dans les locaux d'habitation des ouvriers agricoles logés, **n° 170**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à exonérer totalement de la taxe sur les postes de T. S. F. les titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les titulaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles, les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes, incu-

rables et toutes personnes âgées de 65 ans pouvant justifier d'un revenu annuel inférieur à 150.000 francs ou 200.000 francs pour un ménage, **n° 175**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'application à l'agriculture du salaire minimum national interprofessionnel garanti dans les mêmes conditions que les professions industrielles et commerciales, **n° 310**. — Le 4 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile, **n° 961**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder une prime de retour de vacances d'un minimum de 15.000 francs à tous les salariés, **n° 1194**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à ramener les abattements de zone des salaires dans l'agriculture au même taux que ceux de l'industrie, **n° 1806**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département des Ardennes, **n° 2099**. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les populations de la région de Laon, victimes de l'orage survenu le 3 juillet 1952 en leur accordant un premier secours de 5 millions de francs, **n° 4005**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à supprimer les zones d'abattements en ce qui concerne les prestations familiales, **n° 4478**. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à porter le salaire minimum garanti applicable aux travailleurs des professions agricoles, à parité avec celui de l'industrie et du commerce, **n° 5465**. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 4519) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un conseil de prud'hommes à Arles-sur-Rhône, **n° 5623**. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 3497) tendant à instituer chaque année pour les apprentis une deuxième session du C. A. P. ; 2° de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues (n° 3996) tendant à instituer pour les apprentis une deuxième session de certificat d'aptitudes professionnelles, **n° 5873**.



— Le 26 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 3463) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des repas aux élèves des centres d'apprentissages publics, n° 6027. — Le 27 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 4519) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un conseil de prud'hommes à Arles-sur-Rhône, n° 6065. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à inclure dans le tableau 18 des maladies professionnelles, la maladie du charbon dans les industries du textile, n° 6600. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour les travailleurs agricoles, le même salaire minimum garanti que pour les travailleurs de l'industrie et du commerce, n° 6854. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés agricoles l'indemnité prévue par le décret n° 54-131 du 5 février 1954 s'appliquant aux salaires les plus bas, n° 7707. — Le 23 février 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6600) de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues tendant à inclure dans le tableau 18 des maladies professionnelles, la maladie du charbon dans les industries du textile, n° 7860. — Le 2 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7305) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant au remboursement par la sécurité sociale des actes de vaccination pratiqués en dehors des périodes de vaccination obligatoires par les médecins praticiens, n° 7927. — Le 11 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître l'élaïkoniose ou boutons d'huile comme maladie professionnelle au sens de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, n° 8018. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier le tableau 25 « silicose professionnelle » annexé au décret du 31 décembre 1946 pris pour application de la loi du 30 octobre 1946 et modifié par le décret du 31 août 1950, n° 8358. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à instituer une prime de vacances pour tous les salariés, n° 8405. — Le 12 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de l'agriculture la prime de 6 fr. 50 prévue par le décret n° 54-1003 du 9 octobre 1954, n° 9334. — Le 24 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la fermeture de l'usine Bozon-Verduraz à Montescourt-Lizerolles (Aisne), n° 9562. — Le 17 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'enrayer la crise de chômage sévissant dans les industries textiles, notamment dans l'industrie du coton, n° 10434. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 961) tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 4021) tendant à l'organisation du travail à domicile ; 3° de M. Raymond Boisdé (n° 5695) tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs ; 4° de M. Raymond Boisdé et plusieurs de ses collègues (n° 9342) tendant à la normalisation du travail à domicile et à la protection des droits des travailleurs, n° 11145. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les titulaires d'une pension ou rente vieillesse, pour eux-mêmes et les membres de leur famille, des prestations en nature de l'assurance maladie sans limitation de durée, n° 11153. — Le 11 juillet 1955, une proposition de loi tendant à relever les taux des pensions de la sécurité sociale afin de les mettre en harmonie avec la législation de l'assurance longue maladie, n° 11182. — Le 23 juillet 1955, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 8270) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 ; par l'application des dispositions de la loi n° 50-1010 du 19 août 1950, portant affiliation du personnel des deux sexes des transports routiers à la Caisse autonome mutuelle des retraites ; par l'application des dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant péréquation des pensions ; par la

fixation de mesures propres à assurer l'équilibre financier de la C.A.M.R. ; 2<sup>o</sup> de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 9319) tendant à l'abrogation du décret n<sup>o</sup> 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways ; 3<sup>o</sup> de M. Achille Auban et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 9329) tendant à l'abrogation du décret n<sup>o</sup> 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways ; 4<sup>o</sup> de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 9353) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n<sup>o</sup> 53-1327 du 31 décembre 1953, n<sup>o</sup> **11306**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité complète des soins médicaux, chirurgicaux, de prothèses, d'auxiliaires médicaux et des frais pharmaceutiques, à tous les assurés sociaux et à leur famille, n<sup>o</sup> **11512**. — Le 1<sup>er</sup> novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier et à démocratiser les modalités d'élection des administrateurs des caisses de la mutualité sociale agricole, n<sup>o</sup> **11792**.

### Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa motion demandant la discussion de l'échelle mobile des salaires, du minimum vital et de la suppression des zones de salaires* [21 août 1951] (p. 6367). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale, Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6624) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à accorder 28 milliards de remboursement à la Sécurité sociale* (p. 6627, 6628). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des ouvriers agricoles et la nécessité d'appliquer le salaire

minimum interprofessionnel [13 septembre 1951] (p. 7314). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur le sort des salariés agricoles dont les salaires n'ont pas été relevés)* [13 septembre 1951] (p. 7330, 7331) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Son rappel au Règlement (Discussion abrégée du budget)* [13 novembre 1951] (p. 7943) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales, Art. 2 : *Sa demande de disjonction de cet article réformant la Sécurité sociale dans un délai de six mois* [4 janvier 1952] (p. 134, 135) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti, Article premier : *Son amendement tendant à réunir tous les trimestres la Commission supérieure des conventions collectives* [25 février 1952] (p. 878) ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à ne bloquer les salaires que pendant deux mois au lieu de quatre* (p. 881) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur l'historique de la loi, l'hostilité du Gouvernement à l'échelle mobile des salaires)* [9 avril 1952] (p. 2038, 2039) ; — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail, Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article ne revalorisant pas les pensions pour incapacités de travail inférieures à 10 0/0* [2 juillet 1952] (p. 3423) ; — du projet de loi collectif d'ordonnement (exercice 1952), Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Fonds national de chômage (Développement du chômage)* [3 février 1953] (p. 862, 863) ; — du projet de loi n<sup>o</sup> 6433, portant redressement économique et financier, Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires ; Sa demande de disjonction de l'article (Retour aux décrets-lois, remise en cause de la Sécurité sociale, nationalisation brutale du commerce, cadences infernales)* [7 juillet 1953] (p. 3323, 3324). — Dépose une demande d'interpellation : sur les salaires anormalement bas des ouvriers agricoles et la parité minima à assurer avec l'industrie [6 octobre 1953] (p. 4014) ; la développe : *Misère des ouvriers agricoles, salaire réel inférieur à 1913 et même 1862, coût de la vie égal à celui des villes, non-application de la loi du 11 février*

1950 sur le salaire minimum interprofessionnel garanti [8 octobre 1953] (p. 4095, 4096); — sur le licenciement à Polembray, par l'autorité militaire, de plusieurs ouvriers du bâtiment, en raison de leurs opinions politiques [20 octobre 1953] (p. 4393). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide aux immigrants (Abus de l'immigration de travailleurs pendant une crise de chômage)* [29 octobre 1953] (p. 4669). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter du rapport sur le paiement des journées de grève* [12 novembre 1953] (p. 4982). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application, dans l'agriculture, du salaire minimum interprofessionnel garanti de 25.166 francs par mois [9 février 1954] (p. 102); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Salaires agricoles* (p. 109). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales dans les départements d'outre-mer : *Ses explications de vote (Insuffisance des améliorations apportées par la loi)* [11 février 1954] (p. 203, 204); — de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Article premier : *Son amendement (Extension du régime des assurances sociales aux présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes ne disposant pas de plus de 5 0/0 des actions)* [4 mars 1954] (p. 649); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Augmentation immédiate des salaires, sécurité sociale)* [6 août 1954] (p. 3958, 3959); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat B, Chap. 66-10 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes)* [17 novembre 1954] (p. 5125); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-51 : *Création d'emplois de contrôleurs des lois sociales dans l'agriculture* [25 novembre 1954] (p. 5445); — du projet de loi relatif aux

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat B, TRAVAIL : *Reclassement de la main-d'œuvre* [28 janvier 1955] (p. 407, 408). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Zones de salaires, famine en Tunisie* [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 902, 903). — Dépose une demande d'interpellation sur l'usine Mariage de Saint-Quentin et les entreprises de réparation du matériel de la S.N.C.F. [24 mars 1955] (p. 4895). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Reconversion, mise en valeur des régions souffrant de sous-emploi, chômage, plan Schuman, crise des charbonnages et du textile, installation de nouvelles industries, reclassement de la main-d'œuvre, augmentation des salaires)* [29 mars 1955] (p. 2044, 2045); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale : *Ses explications de vote* [4 août 1955] (p. 4591); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse, Article premier . *Son amendement (Destination du fonds)* [16 novembre 1955] (p. 5747); — d'une proposition de loi relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 novembre 1955] (p. 5995); — d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs à domicile, en qualité de *Rapporteur* [24 novembre 1955] (p. 5999, 6000).

**RENAUD (M. Joseph)**, Député de Saône-et-Loire. (P. C. D.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [11 mai 1954] (**F. n° 385**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**REVILLON M. (Marie-Michel, Tony),**

*Député de l'Ain.*

*Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques*

(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 8 janvier 1953.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5063). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [16 juillet 1953] (F. n° 278); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la mémoire des maquisards, n° 243. — Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les inondations et les orages de grêle dans le département de l'Ain, n° 276. — Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant à faciliter l'adoption et la légitimation adoptive et à en étendre les effets, n° 278. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 187 et 203 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la signification des jugements correctionnels rendus par défaut, n° 7546. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à autoriser, en cas d'intérêt légitime, la modification du ou des prénoms figurant dans l'acte de naissance, n° 7547. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à accroître les droits de l'époux survivant sur la succession du prédécédé, n° 7762. — Le 13 décembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 aux Français ayant subi des dommages de guerre à l'étranger, n° 9711. — Le 16 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les

inondations du département de l'Ain, au cours du mois de décembre 1954, n° 9737. — Le 8 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain, en janvier 1955, n° 10275. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article L 408 du Code des pensions militaires d'invalidité, en vue de sauvegarder les droits des orphelins de la guerre et de la Résistance, n° 10690. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits des orphelins de la guerre et de la Résistance, n° 11863.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Nouvelle rédaction créant une cotisation additionnelle à la taxe à la production* [9 septembre 1951] (p. 7224); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'hostilité des radicaux)* [10 septembre 1951] (p. 7262). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J. O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

#### En cette qualité :

Répond à une question : de M. Robert Manceau relative aux importations de chanvre [21 mars 1952] (p. 4427); — de M. Gaubert relative à la situation du marché français des pommes à couteau [28 mars 1952] (p. 4623); — de Mme Rose Guérin relative aux surplus américains [6 juin 1952] (p. 2700); — de M. Guérard relative à l'imposition à la surtaxe progressive des mutilés pensionnés à plus de 40 0/0 [6 juin 1952] (p. 2700, 2701); — de M. Minjoz relative à l'importation frauduleuse d'objets fabriqués à l'étranger [6 juin 1952] (p. 2701, 2702). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur la défense des consommateurs et de l'intérêt général grâce à un nouveau texte plus complet que les précédents)* [24 juin 1952] (p. 3172, 3173); *Contre-projet de M. Maurice Grimaud tendant à reprendre les dispositions des propositions de loi de MM. Armengaud et Vallon*

(p. 3176); Art. 2 : Amendement de M. Catroux tendant à supprimer l'énumération des manœuvres de spéculation [26 juin 1952] (p. 3228); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ajouter les monopoles de publicité, d'exposition ou de préconisation (p. 3230); Amendement de M. P.-O. Lapie tendant à inclure le contrôle exercé par le jeu des participations financières (p. 3230); Art. 3 : Amendement de M. Catroux tendant à déléguer au Conseil supérieur des ententes les conventions imputables à des entreprises ayant un statut légal particulier (p. 3232); Titre II : Amendement de M. Gaborit tendant à supprimer le tribunal national des ententes et à simplifier le règlement des litiges (p. 3248); Art. 13 : Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article créant un nouveau tribunal (p. 3254); Amendement de M. Catroux relatif au droit appliqué par le tribunal des ententes et tendant à ne pas établir de principes créant un tribunal d'exception [9 juillet 1952] (p. 3738); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas créer de juridiction d'exception pour le tribunal des ententes (p. 3744); Amendement de M. Secrétain tendant à laisser au Gouvernement le soin d'établir le tribunal des ententes [10 juillet 1952] (p. 3771); Art. 14 : Amendement de M. Devinat tendant à recruter les juges du tribunal des ententes parmi les Conseillers d'Etat (p. 3785); Art. 18 : Amendement de M. Valabrègue tendant à supprimer le huitième alinéa plaçant dans le domaine public les brevets inexploités (p. 3789); Amendement de M. Catroux tendant à prévoir l'exécution des jugements par réquisition de la force publique (p. 3790); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-01 : Déséquilibre de la balance commerciale, déficit de la France au sein de l'U. E. P., commerce avec les pays soviétiques [14 novembre 1952] (p. 5152, 5153); Aide apportée aux entreprises qui développent leur activité, par l'amendement Blair-Moody (p. 5154); Chap. 31-13 : Amendement de M. Bricout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'expansion économique à l'étranger (Délai d'obtention des licences d'exportation) (p. 5155); Chap. 31-21 : Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les enquêtes économiques (Fonctionnement du contrôle économique) (p. 5156); Amendement de M. Bricout tendant à réduire

de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Fixation du prix de la betterave et des oléagineux) (p. 5157); Chap. 31-22 : Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités du service des enquêtes économiques (p. 5158); Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Suppressions d'emplois) (p. 5159); Chap. 31-31 : Institut national de la statistique (Etude de la conjoncture économique) (p. 5160); Chap. 33-02 : Demande de rétablissement des crédits pour les prestations facultatives (Services sociaux) (p. 5160); Chap. 34-02 : Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Commission technique des classes moyennes) (p. 5161); Chap. 34-32 : Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'Institut national de la statistique (Prix des engrais) (p. 5161); Chap. 44-12 : Amendement de M. Bokanowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exportations (Modalités de l'aide à l'exportation par des crédits à faible intérêt) (p. 5164); Chap. 44-13 : Demande de rétablissement des crédits pour remboursement de charges fiscales aux exportateurs (p. 5165); Remboursement des charges fiscales aux exportateurs (Assouplissement de la procédure) (p. 5165). — Répond à une question de M. Cayeux relative aux importations de beurre [5 décembre 1952] (p. 5998, 5999). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques (Cabinet Pinay) [23 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (J. O. du 8 janvier 1953, p. 307).

#### En qualité de Député :

Ses rapports sur des pétitions [13 août 1954] (p. 4057), [23 novembre 1955] (p. 5960). = S'excuse de son absence [20 juillet 1954] (p. 3420), [22 juillet 1954] (p. 3544), [3 décembre 1954] (p. 5764). = Obtient des congés [20 juillet 1954] (p. 3420), [22 juillet 1954] (p. 3544), [3 décembre 1954] (p. 5764).

**REY (M. André)**, Député de la Haute-Garonne (S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**),

[20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 30 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des Ponts et chaussées dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B dite des « services actifs », **n° 914**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à renforcer l'action du service de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture, **n° 1400**. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un mode de transport rationnel et économique du pétrole brut du Sud-Ouest (région de Lacq) pour son raffinage, **3429**. — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rappeler à l'activité les officiers et sous-officiers dégagés des cadres des armées de terre, de mer et de l'air qui ont appartenu officiellement à la Résistance, **n° 5231**. — Le 13 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre, durant l'été 1954, aux réservistes des armées de terre, de l'air et de mer, ayant des périodes d'instruction à effectuer, et agriculteurs de profession, d'être convoqués en dehors des grands travaux saisonniers agricoles lorsqu'ils constituent la principale main-d'œuvre dans une exploitation, **n° 8447**. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 6064) de M. Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'article 50 du Code du vin relatif au régime des sociétés, **n° 11653**.

### Interventions :

Pose au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative aux essais de pluie artificielle [26 novembre 1954] (p. 5463, 5464). = S'excuse de son absence [19 juillet 1951] (p. 5960). = Obtient un congé [19 juillet 1951] (p. 5960).

**REYNAUD (M. Paul)**, *Député du Nord* [1<sup>re</sup> Circonscription] (*R.I.*).

*Vice-Président du Conseil*

(Cabinet LANIÉL)

du 28 juin 1953 au 20 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [29 juin 1954] (**F. n° 403**); membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); président de la Commission des finances [18 juillet 1951] (**F. n° 7**); [21 janvier 1953] (**F. n° 216**); [7 juillet 1954] (**F. n° 406**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); vice-président de la Commission de l'intérieur [9 février 1954] (**F. n° 343**); [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**); — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**); [8 juillet 1954] (**F. n° 407**).

### Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler l'usage des laits de vaches traitées à la pénicilline ou nourries avec des aliments fermentés, **n° 212**. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à l'établissement et au dépôt sur le bureau des Assemblées législatives du rapport annuel de la Cour des Comptes, **n° 1624**. — Le 25 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1952, l'application de l'article 24 du Règlement, **n° 4855**. — Le 20 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, d'une Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier, **n° 5206**. — Le 3 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la réparation des avaries et dommages occasionnés par la tempête et le raz de marée des 31 janvier et le

1<sup>er</sup> février 1953, n<sup>o</sup> 5459. — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à la révision de certains articles de la Constitution, n<sup>o</sup> 6240. — Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à décider, en application de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, la création d'une Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, n<sup>o</sup> 8948. — Le 29 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1954, l'application de l'article 24 du Règlement, n<sup>o</sup> 9601. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à suspendre, pendant le mois de janvier 1955, l'application de l'alinéa premier de l'article 24 du Règlement, n<sup>o</sup> 9942. — Le 11 mars 1955, une proposition de résolution tendant à suspendre l'application de l'alinéa premier de l'article 24 du Règlement, pour les jeudi 17 et vendredi 18 mars 1955, n<sup>o</sup> 10381. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 90 de la Constitution, n<sup>o</sup> 10411. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 43, 45, 49, 51 et 52 de la Constitution, n<sup>o</sup> 10412.

### Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le programme économique des paysans, le problème scolaire, la guerre d'Indochine, la hausse du prix de la vie, la balance du commerce, l'échelle mobile des prix, la population active et ses charges, la construction en France et en Allemagne* [2 août 1951] (p. 6150, 6151, 6152, 6153). — Est nommé *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des finances [10 août 1951] (p. 6308). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE (Subventions à l'enseignement libre) : *Sa proposition de renvoyer le débat au mardi suivant* [24 août 1951] (p. 6508); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Motion incidente de M. Pierrard tendant à suspendre le débat puisque le Conseil de la République juge inconstitutionnelles les bourses aux élèves des écoles libres* [6 septembre

1951] (p. 6974); Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au Règlement (Sabotage des débats)* [7 septembre 1951] (p. 7044); *Continuation du débat* (p. 7046); Article additionnel : *Sa demande de renvoi du débat pour examen en Commission des amendements* [8 septembre 1951] (p. 7166, 7167); Art. 2 : *Demande de suspension de séance de M. Soustelle* [9 septembre 1951] (p. 7206); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9001, 9002); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE : *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9229); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Renvoi des articles additionnels à la Commission* [23 décembre 1951] (p. 9708); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Motion préjudicielle de M. Guy Petit tendant à surseoir au débat pour protester contre le reniement de ses engagements par l'Etat vis-à-vis des prêteurs et rentiers* [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 29); *Discussion générale (Sa demande de renvoi à la Commission)* [26 décembre 1951] (p. 9853); *Discussion générale (Retard du vote du budget, nécessité de faire un grand effort militaire malgré le danger d'inflation, la guerre d'Indochine qu'il faut continuer, l'augmentation nécessaire de la durée du travail, la nécessité des lois-cadres et d'une réforme fiscale)* [30 décembre 1951] (p. 10266 et suiv.); en qualité de *Président de la Commission des finances (Hausse des prix depuis 1948, effondrement du franc, dangers de l'échelle mobile, secteurs abrités des nationalisations)* [26 février 1952] (p. 964 et suiv.); Art. 2, Etat A, Chap. 50-40 : *Amen- dement de M. Tournaud tendant à encourager aussi les exportations de produits agricoles* (p. 1014). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour : *Débats sur les demandes de discussion d'urgence* [19 décembre 1951] (p. 9342); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Budget des dommages de guerre et de la reconstruction* [21 décembre 1951] (p. 9504). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de

réparation des dommages de guerre en 1952 ; Etat B, Art. 2 : *Son rappel au Règlement* [24 décembre 1951] (p. 9767) ; Art. 14 : *Son rappel au Règlement (Renvoi du débat)* (p. 9807) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : *Son rappel au Règlement (Sa demande de surseoir au débat)* [26 décembre 1951] (p. 9854, 9855). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Discussion d'un rapport urgent sur un projet provisionnel de finances* [30 décembre 1951] (p. 10256, 10257) ; — sur l'ordre du jour : *Vote du budget amendé par le Conseil de la République* [3 janvier 1952] (p. 80). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Division des Français devant le problème allemand, le danger soviétique, la lente création de l'armée européenne, les 12 divisions allemandes, l'isolationnisme américain toujours vivant, la création incertaine d'une union européenne)* [16 février 1952] (p. 734 et suiv.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Rappel au règlement de M. Lamps (Convocations à la réunion de la Commission des finances)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1708) ; Art. 3 : *Amendement de M. Kœnig tendant à majorer de 2 milliards les crédits prévus* [2 avril 1952] (p. 1756) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Vote de l'ensemble du budget et dépôt des fascicules budgétaires)* [12 avril 1952] (p. 2273) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de défense nationale pour le mois de mai 1952 : *Discussion générale (Recrutement de 690 auxiliaires féminines)* [10 avril 1952] (p. 2154). — Est nommé membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (p. 3911). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat budgétaire et équilibre financier* [21 octobre 1952] (p. 4266). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants, anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4639 et suiv.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 128 :

*Fixation de la date du vote sur la question de confiance* [12 décembre 1952] (p. 6268) ; Article additionnel : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à instituer une taxe unique sur les engrais* [21 décembre 1952] (p. 6890) ; *Demande de suspension de séance, présentée par M. Montillot* (p. 6891) : *Lettre rectificative du Gouvernement (Ses observations sur la nécessité de réformes structurales financières pour réduire le déficit budgétaire, le déficit commercial, la mise en vigueur du pool charbonnier, la relance économique et l'aide américaine)* [27 janvier 1953] (p. 480 et suiv.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant l'avis conforme pour les décrets des Commissions des finances parlementaires* [6 février 1953] (p. 1033) ; *Ses remerciements pour le vote du budget en temps utile* (p. 1044) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; EDUCATION NATIONALE : *Suite du débat* [20 décembre 1952] (p. 6811) ; — du projet de loi tendant à approuver une Convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (Élévation du plafond des avances de 50 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur le financement des dépenses par l'inflation)* [22 janvier 1953] (p. 145) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Demande de suspension de séance en raison du petit nombre de parlementaires présents, présentée par M. Forcinal* [25 janvier 1953] (p. 324) ; — du projet de loi approuvant une Convention avec la Banque de France (Ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit permanent, les responsabilités incombant au Parlement, les décrets-lois nécessaires)* [24 mars 1953] (p. 2251, 2252). — Est désigné *Président du Conseil* [27 mai 1953] (p. 2846). Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement (Redressement intérieur français, lutte contre l'inflation, stabilisation de la monnaie, amélioration du régime de la sécurité sociale, réforme administrative, réforme des impôts, politique de modernisation et d'investissements, rétablissement de notre autorité en Europe, dans l'Union française et dans le monde, fidélité à la politique de l'Alliance atlantique, détente entre l'Est et l'Ouest, règle-*



ment des problèmes indochinois, tunisien et marocain; rétablissement de la souveraineté populaire, réforme de la Constitution en ce qui concerne d'abord le droit de dissolution [27 mai 1953] (p. 2846 et suiv.); Sa réponse aux orateurs (Maintien de la procédure législative normale, légitimité de l'effort d'armement, règlement d'ensemble des problèmes intéressant l'Asie, continuation de l'œuvre entreprise outre-mer, relèvement du pouvoir d'achat des salariés, institution d'une législation d'arbitrage en matière de conflits de travail, choix à opérer entre la résurrection de l'armée allemande et l'institution d'une armée européenne, nécessité de l'automatisme rigoureux de la dissolution) (p. 2868 et suiv.). Au scrutin l'investiture ne lui est pas accordée (p. 2873); Liste des votants (p. 2891). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil* [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Continuité de la politique financière assurée par M. Edgar Faure, exemple des pays étrangers dans le relèvement économique, déficit budgétaire, inflation, reconversion des fabriques de carillons, ratification de la C. E. D. et réduction des dépenses militaires, exemple de la Tchécoslovaquie après la première guerre mondiale)* [6 août 1954] (p. 3917 et suiv.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Politique américaine sur la défense de l'Europe et décision du Parlement français sur le traité de Paris* [11 août 1954] (p. 4084, 4085); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Question préalable de M. Aumeran (Impossibilité pour l'Assemblée de se dérober devant un débat sur le traité de Paris, liberté de parole)* [29 août 1954] (p. 4439, 4440); *rejet du traité sans que son auteur et son signataire aient eu la parole pour le défendre* [30 août 1954] (p. 4471). — Dépose une demande d'interpellation sur « les conséquences du vote émis le 30 août 1954 par l'Assemblée Nationale sur la

C. E. D. » [31 août 1954] (p. 4477). Est entendu sur fixation de la date de discussion : *Béactions américaines après l'échec de la C. E. D. (« La France reprend sa liberté, et nous la nôtre ») et britanniques (Avertissement de Sir Winston Churchill); résurrection de la Wehrmacht désormais inévitable, et tentation inéluctable pour elle d'accepter un jour les offres économiques et territoriales, de l'U. R. S. S.; absence d'une majorité à l'Assemblée pour ratifier cette résurrection, et tentation pour la France d'un rapprochement avec l'Est; coupable neutralité du Gouvernement devant le débat; « Vous avez tué une grande idée française... pour nous proposer seulement »... les ornières sanglantes du passé* [31 août 1954] (p. 4477 à 4479); *Réponse touchant le retard des Gouvernements précédents à faire ratifier la C. E. D. (« Préalables » à satisfaire)* (p. 4488); la développe (à l'occasion du débat sur les Accords de Londres) : *Déclaration Eden et prétendu « miracle anglais », comparaison avec les engagements précédemment souscrits envers la C. E. D. (« Le seul fait nouveau est que l'engagement du 14 avril est chiffré noir sur blanc »); Résurrection de la Wehrmacht et du Grand Etat-Major, « menace mortelle pour la démocratie allemande »; arbitrage futur offert au Kremlin (Alliance de l'Etat-Major allemand avec l'U. R. S. S. contre la réunification, territoires de l'Est et marchés orientaux); pouvoirs laissés à l'Etat-Major allemand (Recrutement, instruction, dressage, intégration probable au niveau du Corps d'armée), comparaison avec la C. E. D., controversée; rapport futur des forces entre l'Allemagne et la France (Course possible, perdue d'avance); pouvoirs « supranationaux » conférés au Comité de Bruxelles en matière de contrôle, leur caractère illusoire (Absence de sanctions); « préalable sarrois (Déclaration inquiétante du Chancelier Adenauer); traitement préférentiel accordé à l'Angleterre en matière de contrôle des armements; possibilité de poursuivre une intégration militaire continentale plus poussée, et refus d'accepter la résurrection de la Wehrmacht* [7 octobre 1954] (p. 4574 à 4577); *Engagements militaires britanniques envers la défunte C. E. D.* [8 octobre 1954] (p. 446); *Ses explications de vote sur la question de confiance : « Réponse sans équivoque » de l'Assemblée au Gouvernement (Refus d'une résurrection de la Wehrmacht et de l'Etat-major), « débat de la dernière*

chance », « *hasard heureux* » de la hausse des salaires, impossibilité de toute nouvelle concession britannique (Déclaration de Sir Winston Churchill), mise au point touchant les concessions précédemment accordées ; danger d'une collusion germano-russe ; garanties contre le réarmement allemand (Comparaison entre « l'irritant contrôle » et la C. E. D. coupablement abandonnée par le Gouvernement), « *leadership européen* » laissé à l'Angleterre [12 octobre 1954] (p. 4669, 4670). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE) : *Disjonction des crédits du secrétariat permanent au Comité de la Défense nationale* [15 novembre 1954] (p. 4994).

Est entendu sur l'ordre des discussions budgétaires : *Date de discussion du budget du travail* [15 novembre 1954] (p. 4996). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Problème des prix français, surproduction de betteraves et d'alcool, stocks de sucre, reconversions* [25 novembre 1954] (p. 5391) ; Etat C, Chap. 83-24 : *Problèmes betteraviers, conversion des distilleries en sucreries* [26 novembre 1954] (p. 5524, 5525) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Développement des sports, expérience de l'école de Vanves* [12 décembre 1954] (p. 6181) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Désaveu général de l'Assemblée) majorité d'une voix à la Commission des Affaires étrangères ; résurrection de l'armée nationale allemande (Etat-major), contrôles illusoires, course aux armements inévitable et coûteuse ; discrimination au profit de l'Angleterre (Europe capitale Londres—paradoxe—), équivoque touchant la Sarre (Exposés des motifs), arbitrage anglo-saxon à refuser sur ce point ; péril suprême d'une éventuelle collusion germano-russe, besoin d'idéal des Allemands, leur recul devant le revirement français (100 voix perdues par le Chancelier) ; éloge de l'enthousiasme et du risque (et de la C. E. D.), fidélité à l'ordre du jour du 19 février 1952, abstention sur la « solution de rechange » en son état actuel* [22 décembre 1954] (p. 6759 à 6761) ; *Nécessité en France de réformes de structure pour permettre l'établissement du marché com-*

*mun européen* [23 décembre 1954] (p. 6804) ; — du projet de loi amendé par le Conseil de la République, relatif aux crédits provisionnels militaires, Art. 1<sup>er</sup> : *Vote de deux ou trois douzièmes provisoires* [31 décembre 1954] (p. 7054, 7055) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Manifestations du Nord* [27 janvier 1955] (p. 320) ; Art. 11 : *Amendement de M. Coste-Floret (Généralisation de la prestation d'alcool vinique) déclare son irrecevabilité (Impossibilité pour une assemblée de revenir sur un texte voté par les deux ; modifications du règlement)* (p. 331, 332) ; *Article additionnel de M. Laborbe (Prêts aux jeunes ruraux)* (p. 335). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Budgets des travaux publics et des affaires étrangères* [27 janvier 1955] (p. 336). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Education livresque du matin, physique et morale de l'après-midi* [31 janvier 1955] (p. 518). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille et la politique agricole du Gouvernement [2 février 1955] (p. 598). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 12 : *L'adoption d'un texte identique, contrat entre les Assemblées ; la III<sup>e</sup> République* [4 février 1955] (p. 726) ; Art. 4 : *Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture)* (p. 728) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Programme économique et financier, déficit budgétaire, inflation ; impôt sur le salaire, taxe sur les sociétés, charges de l'Afrique du Nord ; stabilité ministérielle ; exemple hollandais* [18 février 1955] (p. 811 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Examen du budget des anciens combattants* [8 mars 1955] (p. 1190). — Prend part à la discussion : du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Le petit commerce, causes du mal, remèdes ; les deux France ; déficits budgétaires en France et à l'étranger ; capitulation de l'Etat à l'intérieur, recrudescence à l'extérieur, réformes nécessaires* [28 mars 1955] (p. 1991 à 1993) ; — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour

1955 : *Poursuite de la discussion au-delà de dix-neuf heures* [17 mai 1955] (p. 2833) ; — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale (Modification de la procédure de révision, retour à la formule de la Constitution de 1875, limitation et définition de l'objet de la révision, nécessité de la stabilité gouvernementale)* [24 mai 1955] (p. 2935 et suiv.) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Situation de l'Angleterre en Afrique, accueil fait à Bourguiba, pauvreté de la Tunisie, constitution tunisienne* [8 juillet 1955] (p. 3732 et suiv.) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 7 : *Amendement de M. Robert Lecourt (Institution du vote personnel dans quatre cas)* [21 juillet 1955] (p. 4024) ; — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (L'impossible défense de la France intégrée dans une communauté militaire et politique)* [23 juillet 1955] (p. 4116, 4118) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Le déficit ; mesures prises par l'Angleterre et les Etats-Unis contre l'inflation* [27 juillet 1955] (p. 4333, 4365) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité : Les dangers d'une crise, l'évolution du monde (Bandoeng, vote de l'O. N. U.)* [8 octobre 1955] (p. 4960, 4961) ; — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse [15 novembre 1955] (p. 5676). = S'excuse de son absence [13 septembre 1951] (p. 7314), [27 mai 1952] (p. 2440), [9 juillet 1952] (p. 3728), [17 février 1953] (p. 1062), [29 novembre 1954] (p. 5572), [8 décembre 1954] (p. 5956). = Obtient des congés [13 septembre 1951] (p. 7314), [27 mai 1952] (p. 2440), [9 juillet 1952] (p. 3728), [17 février 1953] (p. 1062), [29 novembre 1954] (p. 5572), [8 décembre 1954] (p. 5956).

**RIBÈRE (M. Marcel)**, *Député d'Alger* [1<sup>er</sup> collège] (L. O. M.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308). = Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**),

[19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des finances [3 novembre 1954] (**F. n° 435**) ; juge titulaire à la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**). — Juré titulaire de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

### Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la circulaire du 2 mars 1948 du Ministère de la France d'outre-mer, excluant des bénéficiaires de délégation de solde et de pension, sous certaines conditions d'âge, les ascendants des militaires décédés en Indochine, **n° 681**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à rendre applicable dans les départements algériens la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à la publication du Code qui concernera spécialement ce territoire, **n° 2155**. — Le 26 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 1726) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale », le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, et fête de Jeanne d'Arc, **n° 2213**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les pensions des ascendants de guerre, à faire supprimer les conditions d'âge et de fortune auxquelles est subordonné l'octroi de ces pensions et à faire admettre les ascendants de guerre au bénéfice de la sécurité sociale, **n° 2809**. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2155) de M. Marcel Ribère tendant à rendre applicable dans les départements algériens la codification des textes législatifs relatifs à la pharmacie réalisée par le décret du 6 novembre 1951, provisoirement et jusqu'à la publication du Code qui concernera spécialement ce territoire, **n° 3191**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant

à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de Médailles militaires à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la rentrée en guerre de l'Afrique du Nord aux côtés des alliés, le 8 novembre 1942, n<sup>o</sup> **4458**. — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à reconnaître aux directeurs des laboratoires d'analyses médicales le droit d'effectuer des prélèvements, n<sup>o</sup> **4851**. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n<sup>o</sup> 3500) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945, n<sup>o</sup> **4947**. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation (n<sup>o</sup> 4220) d'une décision de l'assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs artisans, n<sup>o</sup> **5140**. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n<sup>o</sup> 6533) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à homologuer et modifier la décision n<sup>o</sup> 52-A-32 votée par l'assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1952, instituant un système d'allocations familiales au profit des marins-pêcheurs, n<sup>o</sup> **7103**. — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 37 du décret n<sup>o</sup> 50-699 du 19 juin 1950, modifié par le décret n<sup>o</sup> 51-754 du 14 juin 1951, portant statut du corps préfectoral, n<sup>o</sup> **7613**. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire à bord de certains véhicules à l'arrêt un signal d'avertissement réfléchissant, en vue d'augmenter la sécurité routière, n<sup>o</sup> **7623**. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à autoriser la validation pour la retraite des services accomplis à l'Office Radio-France, n<sup>o</sup> **7727**. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à fixer définitivement le régime législatif et réglementaire de l'Algérie en ce qui concerne l'exercice de la pharmacie, n<sup>o</sup> **7820**. — Le 2 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un Secrétariat d'Etat à la circulation routière dans le plus bref délai, n<sup>o</sup> **7934**. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 6186) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à faire, chaque année, du 8 mai un jour

férié et chômé, n<sup>o</sup> **7991**. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 6149) tendant à modifier le décret du 14 septembre 1925 sur les monuments historiques en Algérie, n<sup>o</sup> **8043**. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation (n<sup>o</sup> 6720) d'une décision de l'assemblée algérienne tendant à étendre aux étudiants d'Algérie le bénéfice de la sécurité sociale, n<sup>o</sup> **8044**. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1<sup>o</sup> le refus d'homologation (n<sup>o</sup> 7606) d'une décision de l'assemblée algérienne tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de l'article 6 de la loi du 19 juillet 1952 relative à la situation des fonctionnaires anciens combattants ; 2<sup>o</sup> le projet de loi (n<sup>o</sup> 7692) portant extension de l'article 6 de la loi n<sup>o</sup> 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, n<sup>o</sup> **8045**. — Le 19 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 4447) de M. Kœnig tendant à compléter l'article 6 de la loi n<sup>o</sup> 52-843 du 19 juillet 1952, relatif à l'amélioration de la situation de fonctionnaires anciens combattants, n<sup>o</sup> **8094**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 7613) de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 37 du décret n<sup>o</sup> 50-699 du 19 juin 1950, modifié par le décret n<sup>o</sup> 51-754 du 14 juin 1951, portant statut du corps préfectoral, n<sup>o</sup> **8220**. — Le 8 avril 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n<sup>o</sup> 7820) de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à fixer définitivement le régime législatif et réglementaire de l'Algérie en ce qui concerne l'exercice de la pharmacie, n<sup>o</sup> **8311**. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi (n<sup>o</sup> 3116) portant création d'une troisième justice de paix à Alger ; 2<sup>o</sup> la proposition de loi (n<sup>o</sup> 2848) de M. Blachette et plusieurs de ses collègues tendant à créer deux justices de paix à Alger et une justice de paix à Cheragas, banlieue ouest d'Alger, n<sup>o</sup> **8584**. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n<sup>o</sup> 7872) sur l'exécution des travaux géodésiques et topographiques en Algérie et la conservation des signaux, bornes

et repères, n° 8841. — Le 28 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des pêcheurs maritimes algériens, frappés par une récente calamité, une subvention de deux cents millions, n° 8987. — Le 26 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 3796) créant une caisse de retraite en faveur des officiers publics et ministériels d'Algérie ; II. la proposition de loi (n° 2723) de M. Haumesser portant création d'une caisse de retraites pour les officiers ministériels d'Algérie, n° 9209. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 9115) tendant à autoriser l'octroi de priorités sur certains marchés aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 9210. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Médecin (n° 8628) tendant à valider des nominations en qualité d'administrateurs civils, n° 9211. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1282) tendant à la constatation de la nullité de l'acte dit « loi du 17 mai 1941 » autorisant la mise en exploitation d'un gisement de sel en Algérie, n° 9223. — Le 21 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4800) de M. Ponlupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que la représentation de l'Algérie au sein du Conseil Economique tienne compte de l'importance des trois départements algériens et des différents éléments de la population algérienne dont les légitimes intérêts doivent être connus et défendus, n° 9779. — Le 2 mars 1955, une proposition de loi tendant à considérer la médaille de la France libérée comme un titre de guerre, n° 10243. — Le 29 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 6148) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la Métropole, n° 11047. — Le 30 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge une partie de la réparation des dommages directs causés en Algérie par les événements qui s'y déroulent depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954, n° 11077. — Le 5 juillet 1955, un

rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9009) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicables aux départements d'Algérie les dispositions de l'ordonnance du 3 mars 1945 sur l'Union nationale et les Unions départementales d'associations familiales, n° 11093. — Le 5 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 9348) étendant à l'Algérie certaines dispositions des lois n° 50-631 du 2 juin 1950, n° 51-650 du 24 mai 1951, n° 52-5 du 3 janvier 1952, n° 53-80 du 7 février 1953 relatives au développement des dépenses d'investissement pour les exercices 1950, 1951, 1952 et 1953 (réparation des dommages de guerre) et n° 53-319 du 15 avril 1953 facilitant certaines opérations de reconstruction, n° 11117. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme de Lipkowski (n° 9607) tendant à étendre à l'Algérie l'application de la loi n° 54-592 du 11 juin 1954 modifiant et complétant la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite ; 2° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 9954) tendant à étendre à l'Algérie l'application de la loi n° 54-592 du 11 juin 1954, accordant une allocation aux malades bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, n° 11157. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 10624) portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, n° 11159. — Le 13 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux Résistants d'Algérie la qualité de combattant volontaire de la Résistance accordée à leurs camarades de la métropole par application des décrets n° 50-358 du 21 mars 1950 et n° 51-500 du 5 mai 1951, n° 11185. — Le 22 juillet 1955, une proposition de loi tendant à rendre applicables en Algérie les dispositions du décret n° 53-965 du 30 septembre 1953 relatif au recouvrement de certaines créances, n° 11296. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 10966) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier les textes réglementaires qui doivent permettre l'application du statut général des fonctionnaires et à réviser

toutes sanctions qui ne s'inscriraient pas dans le dispositif de la loi, n° 11675. — Le 12 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le plus bref délai, le département d'Orléansville; en Algérie, n° 11858. — Le 12 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. la proposition de loi (n° 7727) de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la validation pour la retraite des services accomplis à l'Office Radio-France ; II. la proposition de résolution (n° 10306) de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures réglementaires afin de valider pour la retraite les services accomplis à l'Office de Radio-France à Alger par le personnel auxiliaire, n° 11871.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidences des récents accords commerciaux franco-espagnols sur l'économie algérienne [27 novembre 1951] (p. 8519). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour fêtes nationales (Commémoration de l'anniversaire du 8 mai 1945)* [27 novembre 1951] (p. 8556); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 4080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'outre-mer (Radiodiffusion en Algérie)* [19 décembre 1951] (p. 9333); *le retire* (ibid.); JUSTICE, Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers des justices de paix)* [21 décembre 1951] (p. 9520); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne prélever de sang humain que sous la supervision d'un médecin* [14 mars 1952] (p. 1324, 1325); — du projet de loi relatif aux développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la population (Naturalisations en Algérie)* [30 oc-

tobre 1952] (p. 4601); *le retire* (p. 4602); LÉGIION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, Chap. 0700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les traitements des médaillés militaires* [4 novembre 1952] (p. 4701); *le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4717 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la transfusion sanguine (Prises de sang par des pharmaciens)* [4 novembre 1952] (p. 4726, 4727); *le retire* (p. 4727); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Dossiers en instance en Algérie)* [20 décembre 1952] (p. 6686); Etat B, Chap. 4602 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les secours aux anciens militaires et ayants droit (Veuves de guerre algériennes)* (p. 6729); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les secours aux anciens militaires et ayants droit (Secours d'urgence au décès)* (p. 6729); *le retire* (p. 6730); Chap. 4603 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les remboursements à la S.N.C.F. (Voyages des familles de soldats inhumés à l'étranger ou en Afrique)* (p. 6730); *le retire* (ibid.). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4627 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Camions d'appareillage en Algérie)* [24 janvier 1953] (p. 275); *le retire* (ibid.); Chap. 4651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Œuvre des amitiés africaines en Algérie)* (p. 289); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Le patriotisme des Alsaciens)* [27 janvier 1953] (p. 528, 529). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter d'un refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne* [3 mars 1953] (p. 1560, 1561). — Prend part à la discussion du rapport sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un

système d'allocations familiales des marins pêcheurs artisans en Algérie : *Demande de renvoi pour avis à la Commission des finances, présentée par M. J.-P. Palewski* [5 mars 1953] (p. 1603, 1604). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente, en sa qualité de *Rapporteur* de la proposition de loi tendant à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 [17 mars 1953] (p. 1926); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter le rapport relatif aux allocations familiales des marins pêcheurs algériens* [18 mars 1953] (p. 2016, 2017). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi relative aux allocations familiales des marins pêcheurs d'Algérie ; Art. 1<sup>er</sup> et 2 : *Ses observations sur les conséquences financières de la mesure pour la Caisse du régime général d'allocations familiales et sur la création d'une caisse spéciale au profit des marins pêcheurs algériens* [20 mars 1953] (p. 2096, 2097); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur les problèmes algériens, du Togo et de la Nouvelle-Calédonie* [10 juin 1953] (p. 3005). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons de ne pas étendre à l'Algérie le régime métropolitain de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves et orphelins et les mesures à prendre pour atténuer l'indignation des milieux anciens combattants algériens [9 décembre 1953] (p. 6338). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Sort malheureux des anciens combattants d'Afrique du Nord, insuffisance des pensions des veuves de guerre, orphelins et invalides d'Algérie)* [30 décembre 1953] (p. 7057); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Personnel de Radio-Alger, licenciement des musiciens de l'Orchestre d'Alger)* [31 décembre 1953] (p. 7237, 7238); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement (Situation des personnels civils de la défense nationale en Algérie)* [18 mars 1954] (p. 1013, 1014); SECTION

GUERRE, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement (Réduction de 1.000 fr. des crédits prévus à ce chapitre)* [19 mars 1954] (p. 1071); *le retire* (p. 1071); SECTION MARINE, Etat A, Chap. 31-31 : *Personnels divers, salaires des personnels ouvriers, son amendement tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre* (p. 1101); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (Dépenses militaires), Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement (Effectifs de gendarmerie, nomination d'un officier général de gendarmerie)* [19 mars 1954] (p. 1134); Chap. 31-31 : *Son amendement (Réduction des crédits de la gendarmerie, nomination d'un général de gendarmerie)* (p. 1137); Chap. 32-31 : *Entretien du personnel et des animaux de gendarmerie, son amendement (Réduction massive des crédits affectés à ce chapitre), le retire* (p. 1137); Chap. 34-52 : *Son amendement indicatif (Crédits affectés aux dépenses du service automobile de la gendarmerie)* (p. 1139); Chap. 35-71 : *Son amendement indicatif (Crédits affectés aux dépenses d'entretien des bâtiments et de loyers de la gendarmerie)* (p. 1139); Chap. 53-31 : *Equiperment en matériel des unités de la gendarmerie, son amendement (Insuffisance des crédits proposés pour ce chapitre)* (p. 1140); Chap. 54-31 : *Constructions de la gendarmerie outre-mer, son amendement (Rétablissement des crédits de 1953)* (p. 1140). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Tourné tendant à faire du 8 mai un jour férié et chômé)* [30 mars 1954] (p. 1484, 1485). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, en qualité de *Rapporteur* : *Hommage aux combattants et résistants de la guerre 1939-1945, différenciation entre la fête du 11 novembre et celle du 8 mai* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1562); *Article premier faisant du 8 mai un jour férié (Inutilité du vote par division)* (p. 1563); — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Aumeran (Premier collège de citoyens français musulmans)* [20 mai 1954] (p. 2534); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 46-91 : *Son amendement*

indicatif (*Secours aux victimes de la pêche maritime en Algérie et aux victimes du séisme d'Orléansville*) [23 novembre 1954] (p. 5320, 5321); Etat A, Chap. 41-53 : *Son amendement (Foyers et organismes d'assistance pour les citoyens musulmans résidant dans la métropole, politique du travail en Algérie)* (p. 5329); le retire (p. 5330); Etat B, Chap. 60-80 : *Son amendement indicatif (Orientation de l'équipement économique de l'Algérie, programme de scolarisation, d'habitat et de travail)* [24 novembre 1954] (p. 5361); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-26 : *Son amendement indicatif (Extension de la loi sur l'assistance médicale gratuite aux Français d'Algérie)* [2 décembre 1954] (p. 5694); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 44-01 : *Propagande en faveur de la consommation du poisson, crevette algérienne* [6 décembre 1954] (p. 5906); Chap. 47-31 : *Allocations familiales au profit des marins pêcheurs « à la part » algériens* [7 décembre 1954] (p. 5926, 5927); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-44 : *Situation de l'enseignement dans les départements algériens* [14 décembre 1954] (p. 6324). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 46-21 : *Crédits aux H.L.M. pour accession à la propriété : pavillon des étudiants algériens ; associations de castors ; reconstruction et santé* [24 janvier 1955] (p. 474, 475); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Faute tactique et psychologique commise dans l'Aurès, protection des populations, campagnes de presse semant l'inquiétude, besoins de l'Algérie, sa pauvreté à partir des hauts-plateaux, développement de l'agriculture, l'industrialisation, réformes sociales* [3 février 1955] (p. 683, 684). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Politique du Gouvernement en Algérie, investissements indispensables, lettre de la confédération des vignerons relative à la production*

*du vin en Algérie, réformes envisagées dans le cadre du statut organique* [23 février 1955] (p. 869, 870). — Est entendu sur la déclaration d'incompétence d'une commission [2 mars 1955] (p. 951). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question relative à la lutte contre le cancer en Algérie [25 mars 1955] (p. 1946, 1947). — Dépose une demande d'interpellation sur : la politique du Gouvernement en Algérie [24 juin 1955] (p. 3312); — la politique économique du Gouvernement vis-à-vis de l'Algérie [28 juin 1955] (p. 3389). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux conseils de prud'hommes, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* : *Son opposition au débat restreint* [11 juillet 1955] (p. 3802, 3803); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE, Chap. 54-91 : *Amendement indicatif de M. Guèye (Constructions pour les personnels de la marine, notamment à Mers-el-Kébir)* [23 juillet 1955] (p. 4154); SECTION AIR, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Personnels civils de la Défense nationale en Algérie)* (p. 4159, 4160); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Priorité de l'économique et du social sur les réformes prévues ; propos du Ministre de l'Intérieur lors de son voyage en Algérie* [28 juillet 1955] (p. 4440 à 4442); — d'une proposition de loi relative à l'application à l'Algérie de la législation relative aux associations familiales, en qualité de *Rapporteur* : *Création d'associations familiales départementales au sein d'une fédération nationale* [29 juillet 1955] (p. 4550, 4551). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie : *Rétablissement de l'ordre, réforme dans le cadre de l'intégration, industrialisation, plan financier et social, sacrifices consentis par les Algériens pendant les deux guerres* [13 octobre 1955] (p. 5081 à 5083). — Dépose une demande d'interpellation sur l'intégration en Algérie et la proposition de loi tendant à continger les exportations de vins algériens vers la métropole [18 octobre 1955] (p. 5128). = S'excuse de son absence [3 septembre 1951] (p. 6776). = Obtient un congé [3 septembre 1951] (p. 6776).



**RIBEYRE (M. Paul)**, *Député de l'Ardèche.*  
(I. P.)

*Vice-Président de l'Assemblée Nationale*  
du 11 juillet au 24 août 1951,

*Ministre de la Santé publique  
et de la population*  
(Cabinet PLEVEN)  
du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Ministre de la Santé publique  
et de la population*  
(Cabinet Edgar FAURE)  
du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

*Ministre de la Santé publique  
et de la population*  
(Cabinet PINAY)  
du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Ministre du Commerce*  
(Cabinet René MAYER)  
du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*  
(Cabinet LANIÉL)  
du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5965). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 18 décembre 1951, un projet de loi autorisant le transfert des cendres de Louis Braille au Panthéon, n° 2057. — Le 28 février 1952, un projet de loi sur les hôpitaux et hospices publics, n° 2825. — Le 29 février 1952, un projet de loi tendant à développer et à contrôler les adoptions d'enfants, n° 2854. — Le 27 mars 1952, un projet de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 48 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés sociaux des professions non agricoles, n° 3060. — Le 27 mars 1952, un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2572 du 31 octobre 1945 relative à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre la tuberculose, n° 3061. — Le 12 juin 1952, un projet

de loi relatif à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger, n° 3648. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi portant abrogation de la loi n° 46-2493 du 11 octobre 1946, n° 4413. — Le 15 décembre 1952, un projet de loi portant réforme des lois d'assistance, n° 5094. — Le 27 mars 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5094) portant réforme des lois d'assistance, n° 6090. — Le 12 mai 1953, un projet de loi relatif à l'application de la loi du 21 décembre 1941 et du règlement d'administration publique du 17 avril 1943 aux hospices civils de Strasbourg, n° 6137. — Le 7 juillet 1953, un projet de loi tendant à proroger pour une durée d'une année les dispositions de la loi du 19 juillet 1948, fixant les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n° 6458. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi codifiant la loi du 23 juillet 1942 relative à l'abandon de famille, n° 6651. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel d'Alger, n° 6657. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, n° 6708. — Le 22 octobre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6708) relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, n° 6956. — Le 22 octobre 1953, un projet de loi rendant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption et de légitimation adoptive, n° 6957. — Le 27 octobre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5194) portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du Code de la nationalité française, n° 6990. — Le 28 décembre 1953, un projet de loi modifiant les articles 249 et 250 du Code d'instruction criminelle, n° 7500. — Le 9 mars 1954, un projet de loi complétant le Code pénal par un article 454 bis en vue de réprimer la destruction de certains animaux par des épizooties provoquées, n° 7984. — Le 9 mars 1954, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, n° 7985. — Le 16 mars 1954, un projet de loi modifiant l'article 4 de l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice, n° 8038. — Le 16 mars 1954, un projet de

loi tendant à modifier les articles 3, 4 et 17 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, n° 8039. — Le 24 mars 1954, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 5194) portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du Code de la nationalité française, n° 8127. — Le 7 avril 1954, un projet de loi modifiant l'article 593 du Code de procédure civile, n° 8283. — Le 9 avril 1954, un projet de loi tendant à modifier le taux de compétence des juridictions des loyers, n° 8335. — Le 4 mai 1954, un projet de loi portant réforme pour l'Algérie du régime des tutelles et de l'absence en droit musulman, n° 8373. — Le 18 mai 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6657) portant création de postes à la Cour d'appel d'Alger, n° 8467. — Le 18 mai 1954, un projet de loi modifiant l'article 81, paragraphe premier, du Code pénal, n° 8470. — Le 8 juin 1954, un projet de loi relatif aux amendes de procédure prévues par le Code d'instruction criminelle, n° 8593. — Le 12 juin 1954, un projet de loi modifiant le taux de certaines amendes pénales, n° 8650. — Le 10 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus au mois de juin 1954 sur le département de l'Ardèche, n° 9118. — Le 17 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux communes économiquement faibles, n° 10762. — Le 30 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 11687) relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, n° 11770 (rectifié). — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, n° 11832. — Le 15 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 11801) relatif à certaines dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 11880.

— Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2<sup>e</sup> lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2<sup>e</sup> lecture, relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, n° 11901.

### Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924).

#### En cette qualité :

Préside : la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 20 juillet 1951 (p. 6002) ; la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 24 juillet 1951 (p. 6051) ; la 4<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 2 août 1951 (p. 6174) ; la séance du 7 août 1951 (p. 6228). — Donne lecture : d'une lettre de M. le Président de la République désignant M. Pleven comme Président du Conseil [7 août 1951] (p. 6240) ; — d'une lettre de M. Pleven, Président du Conseil désigné demandant la convocation de l'Assemblée [7 août 1951] (p. 6240). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

#### En cette qualité :

Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [24 août 1951] (p. 6511). — Prend part à la discussion : d'une motion de censure au sujet du loyer des économiquement faibles : *Ses observations sur l'œuvre du Gouvernement en faveur des vieux et des économiquement faibles* [9 novembre 1951] (p. 7858, 7859) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 10-00 : *Amendement de Chausain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Organisation hospitalière)* [4 décembre 1951] (p. 8736) ; *Amendement de M. Lafay tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sclérose des services centraux)* (p. 8737) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Statut du personnel hospitalier et hôpitaux de Marseille)* (p. 8737, 8738) ; Chap. 10-10 : *Amendement de M. Cayeux ten-*

dant à réduire de 1.000 francs les indemnités diverses (Fonctionnaires sédentaires des services extérieurs) (p. 8739) ; Chap. 10-40 : Amendement de M. Regaudie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection de la pharmacie (Inspecteurs de la pharmacie) (p. 8739, 8740) ; Chap. 10-50 : Amendement de M. Guilton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales (Inégalité des traitements avec le personnel des préfectures) (p. 8741) ; Chap. 10-60 : Octroi d'indemnités aux inspecteurs de la santé (p. 8742) ; Chap. 10-70 : Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle sanitaire aux frontières (p. 8742) ; Chap. 10-90 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le laboratoire national (Insuffisance des crédits) (p. 8742) ; Chap. 11-00 : Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements de sourds-muets (Institut de sourds-muets à Villeurbanne) (p. 8743) ; Chap. 11-10 : Amendement de Mme Grappe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (Salaires du personnel) (p. 8744) ; Chap. 30-10 : Amendement de Mme Roca tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (Transport des dons de l'étranger) (p. 8747) ; Chap. 30-50 : Amendement de M. Depreux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour services extérieurs de la pharmacie (Limitation du nombre des pharmacies) (p. 8747) ; Chap. 31-00 : Amendement de M. Barrot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et impôts (Construction d'un immeuble pour grouper les services) (p. 8747, 8748) ; Chap. 40-10 : Amendement de Mme Prin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Cantines et colonies de vacances) (p. 8748) ; Chap. 40-20 : Amendement de Mme Prin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Absence d'eau potable dans certains villages) (p. 8749) ; Amendement de Mme Degrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Hôpital d'Aulnay-sous-Bois) (p. 8749) ; Chap. 40-30 : Amendement de Mme Prin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection infantile (Insuffisance du nombre de crèches) (p. 8749) ; Demande de rétablissement des crédits pour la

lutte antituberculeuse (Efficacité du vaccin B. C. G.), présentée par M. Cayeux (p. 8752, 8753) ; Chap. 40-50 : Amendement de M. Barrot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies vénériennes (Contrôle des antigènes) (p. 8754) ; Chap. 40-50 : Amendement de Mme Roca tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies vénériennes (Influence de la présence des Américains en France) (p. 8754) ; Chap. 40-60 : Amendement de Mme Roca tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à l'enfance (Assistance aux femmes en couches) (p. 8755) ; Chap. 40-70 : Amendement de Mme Laissac tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'assistance à la famille (Femmes seules avec enfant à charge) (p. 8755) ; Chap. 40-90 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour familles nécessitenses dont le soutien est mobilisé (Exploitants agricoles mobilisés) (p. 8857) ; Chap. 41-00 : Amendement de M. Medecin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Inégalités de la répartition et des barèmes appliqués) (p. 8775) ; Chap. 41-10 : Amendements de M. Lafay, Mme de Lipkowski, M. Moru tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Tuberculeux non assurés sociaux) (p. 8777, 8778) ; Chap. 41-20 : Assistance aux malades mentaux (p. 8778, 8779) ; Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour assistance aux malades mentaux (Traitement des aliénés) (p. 8780) ; Chap. 41-30 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour hospitalisation des étrangers (Malades nord-africains) (p. 8781) ; Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (p. 8783, 8784) ; Chap. 41-50 : Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour immigrants en France (Immigrés non assurés sociaux) (p. 8745) ; Chap. 41-80 : Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation compensatrice des hausses de loyers aux économiquement faibles (Versement de l'allocation en retard) (p. 8786) ; Chap. 41-90 : Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la réduction forfaitaire sur le réseau S. N. C. F. en faveur des tuberculeux en traitement (p. 8787) ;

*Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux laboratoires (Commission des thérapeutiques nouvelles)* (p. 8788) ; Chap. 50-20 : *Institut national d'études démographiques* (p. 8789) ; Chap. 50-30 : *Amendement de M. Barrot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à l'Institut national de l'hygiène (Service de répression des fraudes)* [5 décembre 1951] (p. 8807) ; Chap. 50-50 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Relèvement du taux des bourses)* (p. 8808) ; *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Formation des infirmières)* (p. 8808) ; Chap. 50-90 : *Amendements de M. Lafay, Mme de Lipkowski, M. Barrot, Mme Poinso-Chapuis, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie non obligatoire et la lutte contre le paludisme et l'alcoolisme* (p. 8811, 8812) ; Chap. 51-00 : *Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Transfusion sanguine)* (p. 8812) ; *Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Lutte contre la tuberculose)* (p. 8812) ; *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Réadaptation au travail)* (p. 8813) ; *Amendement de M. Regaudie tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Protection sanitaire)* (p. 8813, 8814) ; Chap. 51-10 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour la protection infantile (Lait gratuit aux enfants)* (p. 8814) ; Chap. 51-40 : *Amendement de M. Frugier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enfance inadaptée (Enfants anormaux et dévoyés)* (p. 8816, 8817) ; Article additionnel : *Amendement de M. Arbellier tendant à dispenser de la taxe sur le chiffre d'affaires les œuvres d'utilité publique* (p. 8817, 8818) ; *Amendement de M. Cayeux tendant à rembourser les frais d'hospitalisation des vieillards et infirmes sur leurs ressources* (p. 8818) ; *Sous-amendement de Mme Prin tendant à laisser aux assistés au moins 1.000 francs par mois* (p. 8819) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Chap. 31-00 : *Sa demande tendant à reprendre le chiffre*

*de l'Assemblée Nationale pour les loyers (Immeuble de la rue Scribe)* [30 décembre 1951] (p. 10193) ; Chap. 51-60 : *Sa demande de rétablir les crédits pour les centres d'action éducative sanitaire* (p. 10194) ; -- du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 6 : *Sa demande de réforme des bureaux d'aide sociale* [5 janvier 1952] (p. 167). — Donne sa démission de Ministre de la Santé publique et de la population (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

#### **En cette qualité :**

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [7 février 1952] (p. 494). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la population* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la population* (Cabinet Piau) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

#### **En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Coudray tendant à faire figurer la loi dans le Code de la pharmacie* [14 mars 1952] (p. 1322, 1323) ; *Amendement de M. Barrot tendant à ne pas appliquer la loi aux sérums anti-microbiens d'origine humaine* (p. 1324) ; Art. 2 : *Amendement de M. Ribère tendant à ne prélever de sang humain que sous la supervision d'un médecin* (p. 1325) ; Art. 4 : *Amendement de M. Barrot relatif au personnel chargé du contrôle et de la conservation du sang* (p. 1325, 1326) ; — du projet de loi relatif aux radioéléments artificiels ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Coudray tendant à insérer le texte de la loi dans le Code de la pharmacie* [14 mars 1952] (p. 1327) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réforme hospitalière)* [30 octobre 1952] (p. 4593, 4594) ; Chap. 31-02 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités*

(Ecoles départementales d'infirmiers) (p. 4595); Chap. 31-11: Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la santé (Fusion des directions de la population et de la santé) (p. 4595); Chap. 31-21: Amendement de M. Ribeyre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la population (Naturalisations en Algérie) (p. 4601, 4602); Chap. 31-61: Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements de sourds-muets (Ecole des sourds-muets de Lyon) (p. 4602); Chap. 34-91: Logers et impôts (Édification du Ministère) (p. 4603); Chap. 36-21: Subventions à l'Institut national d'études démographiques (Recensement de la population) (p. 4603); Etat B, Chap. 43-11: Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour subventions aux écoles de puériculture (Infirmières diplômées d'Etat) (p. 4604); Chap. 43-22: Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles de sage-femmes (Internat et externat) (p. 4604); Chap. 43-91: Amendement de M. Rosan Girard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux sanitaires (Hôpitaux antituberculeux des Antilles) (p. 4605); Chap. 46-12: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réductions de tarifs de chemins de fer aux tuberculeux (Extension de la réduction et du nombre de bénéficiaires) (p. 4606, 4607); Chap. 46-21: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'entraide (Hospice de Grugny, Seine-Inférieure) (p. 4607); Chap. 46-23: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à la famille (Insuffisance des crédits) (p. 4608); Chap. 46-25: Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations aux familles nécessiteuses dont les soutiens sont mobilisés (p. 4608); Etat B, Chap. 46-26: Assistance médicale gratuite (Hôpital du Petit-Quévilly à Rouen) (p. 4609); Amendement de M. Arbettier tendant à réduire de un million les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Hôpitaux et cliniques privées) (p. 4611); Chap. 46-27: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Assistance aux pensionnaires des

sanatoria) (p. 4613); Chap. 46-28: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les maladies mentales (Encombrement des asiles) (p. 4616); Chap. 46-31: Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux vieillards et infirmes (Application de la loi du 2 août 1949 sur l'assistance aux aveugles) (p. 4617); Chap. 47-11: Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Équipement sanitaire de la Guyane) (p. 4618); Chap. 47-12: Amendements de Mme de Lipkowski, M. Tourné et Mme Prin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection maternelle et infantile (Insuffisances des maternités existantes) (p. 4619); Chap. 47-13: Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie de la tuberculose (Vaccin B. C. G.) (p. 4620); Chap. 47-15: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie (Alcoolisme et cancer) [4 novembre 1952] (p. 4725); Chap. 47-16: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection maternelle et infantile (Hôtels maternels) (p. 4726); Chap. 47-17: Amendement de M. Ribeyre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la transfusion sanguine (Prises de sang par des pharmaciens) (p. 4726, 4727); Chap. 47-21: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'entraide (Formation des travailleuses familiales) (p. 4728); Chap. 47-22: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enfance inadaptée (Assistants de police féminine) (p. 4728); Art. 3: Fixation du prix de la journée dans les sanatoria (p. 4729); Article additionnel: Recevabilité de l'amendement de M. Arbettier tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sanitaire (p. 4731); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A. SANTÉ PUBLIQUE: Centre antipoliomyélitique, hôpital de Marseille [20 décembre 1952] (p. C801); Sa demande de hâter la discussion des chapitres (p. 6810); Chap. 66-10: Équipement des hospices et hôpitaux (Hôpital Nord de Marseille) [21 décembre 1952] (p. 6936, 6937); Amendement de

*Mme Lempereur* tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour l'équipement des hôpitaux (Hôpital des Quinze-Vingts à Paris) (p. 6937); Chap. 66-12 : Amendement de *Mme Roca* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'hygiène sociale (Insuffisance de l'équipement sanitaire) (p. 6938); Chap. 66-20 : Subventions pour la protection de l'enfance (Situation des enfants aux Antilles) (p. 6939). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952 (p. 7030). — Est nommé *Ministre du Commerce* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (p. 307). — Donne sa démission de *Ministre du Commerce* [14 février 1953] (*J. O.* du 12 février 1953, p. 1397). — Est nommé *Ministre intérimaire de la Santé publique et de la Population* (Cabinet René Mayer) [9 février 1953] (*J. O.* du 9 février 1953, p. 1298). — Est nommé *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet René Mayer) [11 février 1953] (*J. O.* du 12 février 1953, p. 1397).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de *M. Villard* relative à l'utilisation des vaccins nouveaux [20 février 1953] (p. 1230, 1231) ; — de *Mme Roca* relative aux bibliothèques des établissements de cure [20 février 1953] (p. 1231, 1232). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1531 et suiv.) ; Art. 9 : Amendement de *M. M. David* relatif à la réduction des frais de placement des alcooliques internés (p. 1539) ; Art. 11 : Amendement de *M. Lacaze* relatif au cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accidents ou de crimes (p. 1540) ; Art. 13 : Amendement de *M. Lacaze* relatif à la composition des commissions médico-judiciaires prévues (p. 1542, 1543). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la population* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (p. 5770). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953 : *Discussion générale* (*Urgence d'un débat en priorité sur le fonds,*

*engagement de s'y employer, pour une nouvelle prorogation à titre provisoire*) [9 juillet 1953] (p. 3414) ; — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels civils ; Article unique : Amendement de *M. Malbrant* tendant à augmenter d'un tiers le contingent pour la France d'outre-mer [21 juillet 1953] (p. 3638, 3639) ; — d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : Amendements de *MM. Gautier et Fonlupt-Esperaber* assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (*Inconvénients d'un texte énumératif, nécessairement incomplet ; assurance que les « écrits » doivent être compris dans les « agissements »*) [24 juillet 1953] (p. 3909) ; Art. 4 : Amendements de *Mme Péri* et de *M. Minjoz* tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant dans certains cas le bénéfice de l'amnistie aux mineurs âgés de plus de 18 ans mais de moins de 21 ans (*Insuffisance d'esprit critique et de discernement entre 18 et 21 ans*) (p. 3910) ; Art. 5 : Amendements de *MM. Gautier et Minjoz* tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant le bénéfice de l'amnistie « aux déportés des camps de concentration, anciens combattants cités et décorés des guerres 1914-1918 ou 1939-1945 » (p. 3911) ; Art. 9 : Amendements de *MM. Gautier et Fonlupt-Esperaber* assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (*Accord*) (p. 3927) ; Art. 14 bis : Liquidation des pensions de retraite en faveur des amnistiés administratifs ; amendements de *MM. Isorni et Mignot* tendant à revenir au texte voté par l'Assemblée Nationale prévoyant la liquidation sur la base des situations acquises au jour de la liquidation et non à la date de la mesure d'épuration (p. 3929) ; Art. 14 ter : Extension aux fonctionnaires et agents des collectivités locales des bénéfices reconnus en matière de retraite aux épousés administratifs de l'Etat ; amendement de *M. Fonlupt-Esperaber* tendant à la reprise du texte voté par l'Assemblée Nationale (pour la reprise du texte voté par l'Assemblée Nationale, malgré les charges accrues pour les collectivités locales) (p. 3929) ; Art. 15 bis : Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes de la guerre ; amendements de *MM. Grimaud et Mignot* tendant à la suppression de ce texte rejeté

par le Conseil de la République et repris par la Commission (Arguments sentimentaux, mais non recevables, en faveur du texte primitif; imprévisibilité totale du vote du plan quadriennal) (p. 3931); Art. 15 quater : Amnistie des officiers de réserve; amendement de M. Minjoz tendant à supprimer cet article introduit par le Conseil de la République (Recevabilité du texte du Conseil plus restrictif que celui voté par l'Assemblée Nationale sous le n° 32 bis) (p. 3933); Art. 20 : Amnistie de certains délits de droit commun; amendement de M. Minjoz tendant à rétablir la mention faite en première lecture de l'article 25 de la loi du 21 juillet 1881 (Lecture intégrale de l'article 25, visant la provocation des militaires à la désobéissance; pas d'amnistie pour ce chef) (p. 3936); Art. 29 : Non-remise des amendes; amendement de M. Isorni tendant à préciser, comme le texte en première lecture — ex article 29 —, que l'amende à payer est seulement celle restant exigible (Assurance que l'amnistie et la grâce partielle peuvent se combiner) (p. 3943); — d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des commissions d'enquête parlementaires : Discussion générale (Accord du Gouvernement sur le texte proposé) [13 novembre 1953] (p. 5061); — du projet de loi relatif au développement des dépenses des Ministères pour 1954; JUSTICE : Discussion générale (Augmentation des recettes dues aux amendes et amélioration du sort des magistrats) [23 novembre 1953] (p. 5396, 5397); Etat A, Chap. 31-11 : Amendement de M. Foulupt-Esperaber tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers de la Cour de Colmar) (p. 5402); Amendement de M. Mignot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Situation des greffiers et secrétaires de parquet) (p. 5403); Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Greffiers et secrétaires de parquet) (p. 5404); Explications de vote sur l'ensemble (Reclassement des magistrats, greffiers et secrétaires de parquet, sort matériel des condamnés à mort libérés de leurs chaînes, maison d'arrêt de La Flèche, assistance judiciaire, bibliothèques des prisons, amnistie des résistants) [23 novembre 1953] (p. 5409 et suiv.); JUSTICE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-12 : Indemnités des services judiciaires (Greffiers du tribunal de la Seine) [11 décembre 1953]

(p. 6501); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : Ses explications de vote sur l'ensemble (Refonte de la législation sur les baux commerciaux et la propriété commerciale) [15 décembre 1953] (p. 6850, 6851); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendements de MM. Alphonse Denis, de Moro-Giafferri, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire [31 décembre 1953] (p. 7084, 7085); Exercice du droit de reprise sur les locaux utilisés comme hôtels ou meublés (p. 7115); — d'une proposition de résolution prorogeant le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises : Amendement de M. Mondon tendant à porter le délai accordé à quatre mois (Extradition de M. Peyré) [12 février 1954] (p. 269); — du projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute Cour de justice : Explications de vote (Acceptation du texte de la Commission) [23 février 1954] (p. 473). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les affaires du Limousin : Propose le 1<sup>er</sup> avril [2 mars 1954] (p. 599), [9 mars 1954] (p. 739). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Discussion générale (Droit d'appréciation du préfet; sa demande d'une étude complémentaire du texte) [5 mars 1954] (p. 695); Sa demande de renvoi en Commission (p. 696); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Maton (Extension de la notion du local d'habitation) [23 mars 1954] (p. 1159); Amendement de M. Alphonse Denis (Octroi de délais aux occupants de locaux à usages commerciaux et artisanaux menacés d'expulsion) (p. 1159); Article additionnel de MM. Alphonse Denis et Maton (Suppression de la condamnation aux astreintes ou dommages-intérêts pour non-exécution de jugement en matière d'expulsion, loi du 21 juillet 1949 sur les astreintes) (p. 1161); Art. 2 : Amendements de MM. Anthonioz et Grousseau (Application de la loi uniquement aux locaux d'habitation et non aux hôtels meublés) (p. 1162); Art. 7 : Articles additionnels de MM. Degoutte et Legaret (Droit au maintien dans les lieux des locataires âgés de 70 ans) (p. 1167); Art. 8 : Application de la présente loi à l'Algérie (p. 1168); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane

d'importation; Art. 1<sup>er</sup>: *Exonération des droits de douane sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952* [6 avril 1954] (p. 1801, 1802); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants; Art. 5: *Amendement de Mme Poinso-Chapuis (Transfert de compétence, extension de la compétence du tribunal pour enfants); placements d'enfants de l'Assistance publique; livre « Les saints vont en enfer »* [6 avril 1954] (p. 1806, 1807). — Répond à une question de M. Baron relative à la politique à suivre en matière de concours de presse [21 mai 1954] (p. 2626, 2627). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député :

Son rapport sur une pétition [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* : *Modification proposée du régime électoral (Loi du 13 avril 1946 rapportée par M. Biondi)* [30 octobre 1955] (p. 5380 à 5382); *Lettre rectificative* [1<sup>er</sup> novembre 1955] (p. 5458); de ce projet de loi en deuxième lecture [9 novembre 1955] (p. 5608); de ce projet de loi en troisième lecture [16 novembre 1955] (p. 5765); *Motion préjudicielle de M. Moisan (Découpage des circonscriptions)* [17 novembre 1955] (p. 5825, 5826). — Est entendu sur le procès-verbal : *Erreur matérielle du texte adopté sur le principe de la représentation proportionnelle* [1<sup>er</sup> novembre 1955] (p. 5457). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* : *Aménagement des listes électorales, vote par correspondance ou par procuration, élections en Algérie et dans les départements d'outre-mer* [15 novembre 1955] (p. 5682); Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Isorni (Vote obligatoire, amende de 10.000 francs)* (p. 5683, 5684); *Article additionnel de M. André Mercier (Ouverture d'un délai pour l'inscription sur les listes électorales)* (p. 5685); Art. 2 : *Amendement de M. Ballanger (Vote par correspondance des militaires stationnés en Allemagne et en Sarre)* (p. 5689); *Article additionnel de M. Minjoz tendant à*

*fixer la date des élections un jour de semaine* (p. 5688); Art. 6 : *Amendements de MM. Duclos et Paternot (Elections en Algérie)* (p. 5694); *Réserve des amendements de MM. Ducos et Sérafini (Prolongation du mandat des députés d'Algérie jusqu'à la date à laquelle il sera procédé aux opérations retardées)* (p. 5695).

**RINCENT (M. Germain)**, Député de l'Aube (S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [22 août 1951] (**F. n° 26**).

#### Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remplacer le régime de la ristourne sur les carburants par celui de la distribution d'un carburant agricole spécial à un prix relativement bas, **n° 596**. — Le 11 décembre 1951, un rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à la titularisation par promotion des élèves des écoles normales d'instituteurs, repris le 11 décembre 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'éducation nationale, **n° 1930**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à préserver la situation matérielle et morale des élèves-maitres des écoles normales du premier degré ayant subi un échec à la deuxième partie du baccalauréat, **n° 2569**. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 1763) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à



fixer à 185 le traitement indiciaire des élèves maîtres et des élèves maîtresses en stage de formation professionnelle, n° 6867. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à organiser, d'une part, l'enseignement du premier degré post-scolaire agricole et ménager agricole, d'autre part, la vulgarisation des connaissances agricoles, n° 7638.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions aux écoles libres) : *Oppose la question préalable* [30 août 1951] (p. 6675, 6676), [31 août 1951] (p. 6696, 6697); Article additionnel : *Son amendement tendant à cesser d'appliquer la loi le 1<sup>er</sup> janvier 1952* [4 septembre 1951] (p. 6839); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendements de MM. Gioveni, Gaborit, Deixonne, tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le contrôle pédagogique des établissements subventionnés* [21 septembre 1951] (p. 7564); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 5 : *Son amendement tendant à cesser l'application de la loi au 1<sup>er</sup> janvier 1952* [9 septembre 1951] (p. 7231); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Tourtaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'attribution de l'allocation aux enfants élèves des établissements publics* [21 septembre 1951] (p. 7587); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à appliquer la loi aux salariés de l'agriculture* [20 septembre 1951] (p. 7522, 7523); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction de la production agricole (Personnel chargé de la reconstitution des olivaires)* [21 novembre 1951] (p. 8261); *le retire* (ibid.); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Insuffisance de l'effectif des ingénieurs agricoles)*

(p. 8263); *le retire* (ibid.); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Refonte de l'enseignement agricole)* (p. 8265, 8266); *le retire* (p. 8266); Chap. 1270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction des eaux et forêts (Reclassement du personnel)* (p. 8272, 8273); Chap. 3490 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la chasse (Rarefaction du gibier)* (p. 8290, 8291); *le retire* (p. 8291); Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour recherches (Création d'un carburant agricole à bas prix)* (p. 8296); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités au personnel des écoles normales primaires (Indemnité du un seizième aux normaliens)* [19 décembre 1951] (p. 9373); *le retire* (ibid.); *Suite du débat en séance de nuit* (p. 9374); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des professeurs des écoles primaires (Allocation aux médaillés)* (p. 9406); Chap. 1440 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Archives de France (Reclassement du personnel)* (p. 9416); *le retire* (p. 9417); Chap. 1460 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services d'architecture (Décentralisation des académies)* (p. 9419); *le retire* (p. 9420); Chap. 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités résidentielles (Indemnités des postes désertés)* (p. 9424); *le retire* (ibid.); Chap. 3330 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement (Traitement des élèves instituteurs)* (p. 9430, 9431). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le personnel remplaçant de l'enseignement du 1<sup>er</sup> degré : *Instituteurs remplaçants à titulariser* [11 avril 1952] (p. 2213, 2214). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir une pension pour certains agriculteurs à la fois salariés et exploitants et ayant un revenu cadastral inférieur à 100 francs* [6 juin 1952] (p. 2706); Art. 13 : *Son amendement tendant à financer l'allocation pour un quart par des cotisations, pour trois quarts par une cotisation additionnelle à la taxe à la production* (p. 2716, 2717, 2719); *le retire*

(p. 2719); Art. 18 : *Son amendement relatif au rôle de la Caisse nationale des pensions et allocations de vieillesse agricole* (p. 2742, 2743); Art. 19 : *Son amendement tendant à charger les caisses départementales de l'étude des demandes d'allocations* (p. 2743, 2744); Art. 20 : *Son amendement tendant à faire encenser les cotisations par les caisses départementales* (p. 2744); Art. 35 : *Son amendement relatif à la transmission des dossiers des requérants de l'allocation* (p. 2747). — Dépose une demande d'interpellation sur le redoublement des élèves maîtres ayant échoué au baccalauréat [9 octobre 1952] (p. 4153). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3137 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'enseignement agricole (Insuffisance du traitement des professeurs)* [21 octobre 1952] (p. 4287); le retire (p. 4288); Chap. 3392 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations (Réduction des crédits sociaux)* (p. 4294); Chap. 3438 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement agricole (École de Rouffac, Haut-Rhin)* [25 octobre 1952] (p. 4466); le retire (ibid.); Chap. 3581 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Entretien des barrages des Alpes)* (p. 4468); le retire (ibid.); Chap. 4332 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (Insuffisance des crédits aux foyers ruraux)* (p. 4471); le retire (ibid.); Chap. 4333 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole (Formation des jeunes ruraux)* (p. 4471, 4472); le retire (p. 4473); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3134 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les écoles primaires (Œuvres post-scolaires)* [8 novembre 1952] (p. 4909 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 65 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article limitant les privilèges et le nombre des bouilleurs de cru* [11 décembre 1952] (p. 6199); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; SANTÉ PUBLIQUE : *Demande de hâter la discussion des chapitres, présentée par le Gouvernement* [20 décembre 1952] (p. 6810); Etat A, EDUCATION NATIONALE :

*Sa motion préjudicielle demandant le dépôt d'une lettre rectificative* [20 décembre 1952] (p. 6810, 6811); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne bloquer aucun des crédits affectés à l'Education nationale* [27 janvier 1953] (p. 513 et suiv.); — du projet de loi relatif au redressement financier; Art. 2 : *Ses observations sur l'augmentation du chômage* [19 mai 1953] (p. 2743); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problèmes de l'enseignement agricole, théorique et pratique, déséquilibre outrageant avec les crédits de l'enseignement technique industriel* [22 octobre 1953] (p. 4460, 4461); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE : *Motion préjudicielle de M. Loustau tendant à rejeter le budget étant donnée l'absence des crédits nécessaires à l'expansion agricole* [3 décembre 1953] (p. 5909, 5910); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale; Art. 2 : *Son amendement tendant à laisser 225 instituteurs affectés à l'enseignement agricole* [29 décembre 1953] (p. 6992, 6993); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du Ministère de l'Education nationale : *Discussion générale (Hostilité du groupe socialiste au projet de douzième provisoire, reclassement de la fonction enseignante)* [26 février 1954] (p. 568); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-97 : *Sa demande de disjonction (Effectifs des écoles normales et bourses accordées aux normaliens)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1577, 1578); la retire (p. 1578); Chap. 43-31 : *Sa demande de disjonction (Œuvres complémentaires de l'école, patronages, cantines)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1617); Chap. 48-91 : *Gratification accompagnant la remise de la médaille d'argent des instituteurs* (p. 1625); Article additionnel de M. Mazier (*Octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires*) (p. 1644); *Son article additionnel (Abrogation du décret du 5 septembre 1953 sur l'organisation du groupement et du transport des élèves de l'école primaire; essai de ramassage des élèves des cours complémentaires)* (p. 1649, 1650); le retire (ibid.); Chap. 31-32 : *Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales* (p. 1710); Chap. 31-34 : *Postes itinérants agricoles* (p. 1713, 1714); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels au titre du budget annexe

des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Discussion générale (Allocations de vieillesse agricoles)* [25 juin 1954] (p. 3094); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Création de 20 postes d'ingénieurs)* [25 novembre 1954] (p. 5444); *le retire* (ibid.); Chap. 31-37 : *Son amendement indicatif (Enseignement agricole et enseignement ménager agricole)* (p. 5443); *Son amendement indicatif (Crédits nécessaires aux intérimaires)* (p. 5443, 5444); *le retire* (p. 5444); Chap. 34-37 : *Son amendement indicatif (Frais de déplacement du personnel des établissements agricoles)* [26 novembre 1954] (p. 5480); *le retire* (p. 5481); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Enseignement du premier degré, création de postes, révision de la « carte scolaire », scolarisation des territoires d'outre-mer, bourses, réforme de l'enseignement* [12 décembre 1954] (p. 6179, 6180, 6181); Chap. 31-32 : *Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales, majoration des bourses* (p. 6207 et suiv.); Chap. 31-35 : *Indemnité correspondant à la médaille d'argent des instituteurs* (p. 6209); Chap. 31-65 : *Situation des sous-archivistes départementaux, médaille d'argent des instituteurs* (p. 6213); Chap. 31-92 : *Son amendement indicatif (Reclassement des secrétaires d'inspections académiques)* (p. 6215); Chap. 34-34 : *Entretien des élèves instituteurs en cours de scolarité, sa demande de disjonction* [13 décembre 1954] (p. 6226); Chap. 43-31 : *Subventions aux œuvres laïques, enseignement ménager agricole* (p. 6233), Etat B, Chap. 66-30 : *Constructions scolaires correspondant au plan Le Gorgeu, constructions d'écoles normales* (p. 6253); Chap. 34-51 : *Sa demande de disjonction (Durée des stages de formation de moniteurs de colonies de vacances)* (p. 6275); *la retire* (ibid.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saint Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7044); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat A, Chap. 43-31 : *Amendement de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* [27 janvier 1955] (p. 323); Etat B, Chap. 61-60 : *Inondations : aide aux ruraux, aux collectivités* (p. 326); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 24 quater : *Son amendement (Non-extension de la loi Barangé aux plus de 14 ans)* [28 janvier 1955] (p. 438); *Son article additionnel (Cours du soir pour les Nord-Africains)* (p. 447); de ce projet de loi en troisième lecture : *Ses explications de vote (Art. 24 quater, extension de la loi Barangé)* [25 mars 1955] (p. 1972); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement (Instituteurs itinérants agricoles)* [31 janvier 1955] (p. 519, 520); *Avis des chambres d'agriculture; signatures de sa question préalable à la proposition de M. Saint Cyr* (p. 521); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955; I. CHARGES COMMUNES : *Revalorisation par étapes de la fonction publique* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 557). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pincau) : *Les renseignements de M. Legendre* [18 février 1955] (p. 815); — à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa motion préjudicielle (Projet du Gouvernement)* [5 mai 1955] (p. 2514); *Rapport de M. Saint Cyr; historique; responsabilités; culture générale et formation professionnelle; les itinérants; les protestations contre l'organisation prévue* (p. 2514 à 2522); *Proposition de M. André Morice* (p. 2524); *Texte déposé par MM. Deshors et Antier* (p. 2528); *Motion préjudicielle de M. Thumier (Position du Gouvernement)* [22 juin 1955] (p. 3226); *Sa motion préjudicielle (Etude du texte gouvernemental)* (p. 3229, 3230); *Son contre-projet (Complément de culture générale sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* (p. 3231, 3232); *le retire* (p. 3233); *Contre-projet de M. Saint Cyr (Tutelle assurée successivement par l'Éducation nationale et l'Agriculture)* [28 juin 1955] (p. 3384); *Reprend son contre-projet* (p. 3390); *Texte gouvernemental* (p. 3395, 3396); *Amendements déposés en cours de séance* (p. 3398); Art. 2 : *L'équivoque de son contenu* (p. 3420); *Sa motion incidente et son rappel au Règlement (Organisation du débat, révision du temps de parole)* [30 juin 1955] (p. 3483, 3484); Art. 2 : *Principes généraux de l'enseignement agricole,*

demande de renvoi en Commission de M. Thamiér (p. 3489) ; Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (*Subventions limitées aux établissements privés reconnus*) (p. 3509) ; *Diplômes requis pour l'enseignement dans les centres privés* (p. 3512) ; *Suppression des allocations prévues pour les élèves des centres privés* (p. 3515) ; *Suppression du règlement d'administration publique prévu* (p. 3516) ; *Suppression de la référence aux établissements non reconnus* (p. 3518) ; *Crédits prévus pour la création de centres privés* (p. 3524) ; *Objet des centres d'apprentissage* (p. 3527) ; *Carrières agricoles spécialisées* (p. 3527) ; *Centres d'apprentissage : extension de leur compétence à l'enseignement ménager, programme de l'examen final, conditions de création et de fonctionnement* (p. 3527, 2528) ; *Ses observations sur le communiqué du syndicat C. F. T. C. de l'Education nationale* (p. 3515) ; *Ses motions incidentes (Interruption du débat en raison du congrès socialiste)* (p. 3521, 3522) ; *Impossibilité de terminer le débat* (p. 3526) ; *Son rappel au Règlement (Demande de vote par division, alinéa par alinéa, formulée par M. Tournaud)* (p. 3528, 3529) ; Art. 14 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Vice-président du comité départemental)* (p. 3533) ; *Suppression de la compétence des comités départementaux pour la coordination des initiatives* (p. 3534) ; *Réunions du comité national* (p. 3535) ; *Gratuité des fonctions des membres du comité départemental* (p. 3535) ; *Institution d'une commission permanente auprès du comité départemental* (ibid.) ; Art. 30 : *Reconnaissance des établissements privés, son amendement* (p. 3536) ; Art. 48 : *Son amendement (Conditions d'application à l'Algérie et aux départements d'outre-mer)* (p. 3540) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Ses explications de vote* [8 novembre 1955] (p. 5508).

**RITZENTHALER (M. Eugène), Député du Haut-Rhin (R. S.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

**Dépôt :**

Le 30 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations victimes des orages de grêle qui se sont abattus le 13 juillet 1951 sur la région de Colmar et d'Ensisheim, **n° 908**.

**ROCA (Mme Gilberte), Député du Gard (C.).**

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommée membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission du travail de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales à tous les jeunes gens en chômage, **n° 1152**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement, **n° 1196**. — Le 15 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 50 millions pour venir en aide aux victimes des inondations du département du Gard, **n° 1549**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de l'Aveyron ; **n° 2103**. — Le 8 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de résoudre la crise qui frappe les diverses branches industrielles du vêtement et de la chapellerie en France, **n° 4012**. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux aveugles et grands infirmes la parité avec les accidentés du travail en matière de majoration pour tierce personne, **n° 5008**. — Le 20 décembre 1952, une proposition de loi tendant à doter d'un statut le personnel des services de radiolo-

gie des hôpitaux et sanatoria, n° 5201. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à la majoration de l'allocation-maternité et à son extension à toutes les naissances, n° 5556. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à attribuer l'allocation aux vieux travailleurs, à toutes les femmes ayant élevé 5 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans, n° 5691. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946, concernant les allocations prénatales, n° 6088. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5556) de Mme Roca et plusieurs de ses collègues tendant à la majoration de l'allocation-maternité et à son extension à toutes les naissances, n° 8817. — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 10187) tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 ayant institué une redevance à l'hectolitre pour les viticulteurs ayant des rendements supérieurs à 100 hectolitres à l'hectare ; 2° de M. Léon Jean et plusieurs de ses collègues (n° 10273) tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sur l'organisation du marché des vins, n° 10512. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi portant attribution de timbres gratuits aux malades hospitalisés, n° 10788. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à accorder une allocation aux ayants droit d'assurés sociaux hospitalisés, n° 10820. — Le 6 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 10187) tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 ayant institué une redevance à l'hectolitre pour les viticulteurs ayant des rendements supérieurs à 100 hectolitres à l'hectare ; 2° de M. Léon Jean et plusieurs de ses collègues (n° 10273) tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sur l'organisation du marché des vins, n° 11118. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1732 du Code général des impôts afin de permettre aux petits et moyens viticulteurs de payer leurs impôts par acomptes sans encourir de pénalités, n° 11712.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, AGRICULTURE, Chap. 51-00 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Aide à la culture du riz)* [21 novembre 1951] (p. 8299) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 30-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (Transport des dons de l'étranger)* [4 décembre 1951] (p. 8747) ; Chap. 40-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies vénériennes (Influence de la présence des Américains en France)* (p. 8754) ; Chap. 40-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à l'enfance (Assistance aux femmes en couche)* (p. 8754, 8755) ; Chap. 41-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux malades mentaux (Vente du coca-cola)* (p. 8779) ; le retire (p. 8780) ; de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, Chap. 40-70 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'assistance à la famille (Assistance aux mères de un enfant)* [30 décembre 1951] (p. 40193) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 906 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à l'aménagement de la basse vallée du Rhône* [26 décembre 1951] (p. 9878) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de Défense nationale pour le mois de mai 1952 ; Art. 5 : *Augmentation du nombre des officiers de l'armée de l'air* [10 avril 1952] (p. 2162). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 46-31 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux vieillards et infirmes (Application de la loi du 2 août 1949 sur l'assistance aux aveugles)* [30 octobre 1952] (p. 4616, 4617) ; Chap. 47-15 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dé-*

*penses de prophylaxie non obligatoires (Lutte contre le rhumatisme)* (p. 4624). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5410). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; Chap. 66-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement de l'hygiène sociale (Insuffisance de l'équipement sanitaire)* [21 décembre 1952] (p. 6938) ; *le retire* (ibid.). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : *Erreur dans la proclamation d'un scrutin sur un amendement de Mme Lempereur* [22 décembre 1952] (p. 7005, 7006). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population, une question relative aux bibliothèques des établissements de cure [20 février 1953] (p. 1231, 1232). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution illégale du Conseil municipal d'Alès [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole : *Fermeture des écoles de hameau, misère de l'habitat rural, mévente des produits de la terre — exemple du vin Nicolas — politique de guerre* [22 octobre 1953] (p. 4456) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt d'une lettre rectificative ouvrant de nouveaux crédits* [26 novembre 1953] (p. 5546 et suiv.) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 44-24 : *Propagande en faveur du vin (Vente du coca-cola en France)* [3 décembre 1953] (p. 5952) ; — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Nécessité de porter remède à la crise viticole, diminution des taxes sur le vin, augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 4584) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Statut du personnel hospitalier* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5651, 5652) ; Chap. 47-11 : *Mesures générales de protection de la santé publique (Gratuité de l'hôpital, éducation sanitaire)* [2 décembre 1954] (p. 5713) ; Etat B, Chap. 56-10 : *Amélioration de notre équipement hospitalier et construction d'hôpitaux* [4 dé-

cembre 1954] (p. 5802, 5803) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat B, Chap. 66-70 : *Son amendement indicatif (Reconstruction du théâtre de Nîmes)* [13 décembre 1954] (p. 6254) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-21 : *Son amendement indicatif (Reconstruction du pont de Roquemaure sur le Rhône)* [18 décembre 1954] (p. 6573) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa motion préjudicielle (Organisation de l'enseignement des gros agrariens)* [5 mai 1955] (p. 2512 à 2514).

**ROCHET (M. Waldeck)**, Député de Saône-et-Loire (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à instituer un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, **n° 117**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à abroger les taxes fiscales frappant le circuit blé, farine, pain, ainsi que la taxe de 6 0/0 prévue à l'article 4 du budget annexe des allocations familiales agricoles, **n° 118**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 27 mars 1951, relative à l'attribution de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs économiquement faibles, **n° 119**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'assiette des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 122**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier

le Code du vin en matière d'échelonnement des sorties, de blocage et de distillation obligatoire en vue d'assurer aux moyens et petits viticulteurs un écoulement normal de leur récolte, **n° 125**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de mutation à titre gratuit sur les successions, en ligne directe et entre époux, inférieures à 5 millions de francs **n° 126 (rectifié)**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux exploitations agricoles familiales le régime prévu en faveur des artisans et assimilés pour le calcul de la taxe proportionnelle perçue au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, **n° 127**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à établir la parité entre les prestations familiales des exploitants agricoles et des salariés, **n° 259**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées du 29 au 30 avril 1951, **n° 287**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer un abattement de 15 0/0 sur les prix des denrées servant au calcul du prix des fermages, **n° 759**. — Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de la prime de modernisation de 155 francs par quintal de blé instituée par le décret n° 51-1056 du 31 août 1951, **n° 1063**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à relever le montant de la valeur des biens meubles et immeubles à ne pas dépasser pour obtenir l'allocation temporaire aux vieux, **n° 1310**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à mettre en œuvre un programme de modernisation et d'équipement rural pour une période de cinq ans, **n° 1355**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'organisation du régime de l'allocation-vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles, **n° 1392**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes des inondations de Saône-et-Loire, **n° 1667**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 relative aux réévaluations foncières des propriétés non bâties jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1953, **n° 2051**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à permettre le paiement de l'échéance du

1<sup>er</sup> janvier 1952 de l'allocation temporaire aux personnes non salariées des professions agricoles ne relevant d'aucun régime de sécurité sociale, **n° 2414**. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener immédiatement la taxe de circulation sur la viande de porc de 94 francs à 50 francs maximum, **n° 2496**. — Le 18 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la ristourne sur les carburants agricoles à tous les agriculteurs possédant des tracteurs, motoculteurs, moteurs fixes, quelle que soit la puissance de ceux-ci, **n° 2918**. — Le 20 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler les hausses intervenues depuis juillet 1951 sur les engrais, le sulfate de cuivre, le soufre, les aliments du bétail et le matériel agricole, de façon à obtenir une baisse immédiate de 25 0/0 sur ces produits, **n° 2976**. — Le 25 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures visant à obtenir une baisse substantielle sur les principaux produits industriels nécessaires à l'agriculture, notamment sur les engrais, les aliments du bétail, le matériel agricole, le sulfate de cuivre et le soufre, **n° 3028**. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits destinés aux investissements agricoles et à l'équipement rural qui ont été supprimés ou bloqués par les décrets du 28 avril 1952, **n° 3477**. — Le 20 juin 1952, une proposition de loi tendant à relever le montant de la prime de modernisation en faveur des petits et moyens producteurs de blé, et à abroger les taxes fiscales et parafiscales frappant le circuit blé-farine-pain, **n° 3755**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à ramener la taxe unique et les droits de circulation sur les vins à 500 francs par hecto, pour les vins ordinaires de consommation courante, **n° 4211**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à reculer au 1<sup>er</sup> décembre 1952 la date d'exigibilité des impôts agricoles (foncier et bénéfiques agricoles), **n° 4213**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'article 48 du statut viticole, **n° 4233**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à décharger la responsabilité civile des preneurs de baux à cheptel, en cas de perte de bétail par suite d'épizootie, **n° 4278**. — Le

7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à stabiliser les prix des baux à ferme, n° 4324. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement en application la loi du 10 juillet 1952, relative à l'allocation-vieillesse agricole, n° 4340. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 52-1444 du 10 octobre 1952 relatif à l'organisation de la campagne viticole 1952-1953 en vue de régler l'échelonnement des ventes sur la base du respect d'un prix rémunérateur, n° 4451. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à fixer la date d'entrée en jouissance de l'allocation vieillesse agricole, n° 4978. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe radiophonique les vieux travailleurs dont les ressources sont insuffisantes, n° 5142. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations d'allocations familiales agricoles les petits et moyens exploitants agricoles qui n'emploient pas, en dehors de la main-d'œuvre familiale, de main-d'œuvre salariée permanente, n° 5665. — Le 3 mars 1953, une proposition de loi tendant à assimiler aux salariés agricoles en matière de prestations familiales les preneurs en métayage assujettis à la sécurité sociale, n° 5747. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à organiser l'aide financière aux agriculteurs victimes des calamités agricoles, n° 6118. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à encourager la restauration et la modernisation de l'habitat rural, n° 6185. — Le 28 mai 1953, une proposition de loi relative à la réforme de l'office national interprofessionnel des céréales et tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, n° 6258. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant à l'orientation de la production viticole et à l'assainissement du marché du vin, n° 6260. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole, n° 6271. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir et indemniser les victimes des récentes inondations du Doubs et de la Saône dans le département de Saône-et-Loire, n° 6320. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à ramener à 25 francs par kilo le

taux de la taxe de circulation sur la viande, n° 6471. — Le 17 juillet 1953, une proposition de loi tendant à déduire du prix du blé servant à calculer le prix des fermages : 1° la prime de modernisation ; 2° la taxe de résorption pour tous les fermages, n° 6546. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à une réduction exceptionnelle de 10 0/0 du prix des fermages, n° 6779. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales, n° 6806. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions prévues aux articles 10 et 11 du décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'office national interprofessionnel des céréales, n° 7044. — Le 5 novembre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs récoltant des vins à appellation contrôlée des obligations instituées par l'article 16 du décret n° 53-976 du 30 septembre 1953, n° 7095. — Le 12 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à payer dans le plus bref délai l'allocation-vieillesse (arrérages compris) aux cultivateurs qui remplissent les conditions exigées par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, n° 7147. — Le 11 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement le recouvrement du droit de licence des bouilleurs de cru en attendant l'abrogation de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953, n° 7440. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant au remboursement des sommes versées par les bouilleurs de cru au titre de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953, n° 7511. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire rembourser les sommes versées par les bouilleurs de cru au titre de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953, n° 7512. — Le 31 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour éviter la fermeture de la distillerie de Beaune-la-Rolande (Loiret) et permettre l'écoulement de la production betteravière ordinairement destinée à cet établissement, n° 8194. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi tendant à ce que les droits à plantation de betteraves indus-



trielles soient exclusivement attachés à l'exploitation agricole et non aux usines utilisatrices, **n° 8387**. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 23 août 1948 sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 8415**. — Le 25 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des dispositions de l'article premier du décret n° 54-517 du 11 mai 1954 concernant la baisse du matériel agricole, à tout achat de matériel, d'outillage agricole, de pièces de rechange et d'engrais, quels que soient le montant et la composition de cet achat, conformément aux dispositions de l'article 22 de la loi n° 54-404 du 11 avril 1954, **n° 8533**. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 20, 22 et 47 du statut des baux ruraux relatifs aux parcelles de terre ne constituant pas un corps de ferme et aux biens des collectivités publiques, **n° 8574**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à maintenir le prix de 3.600 francs pour la masse des petits et moyens producteurs de blé; 2° à garantir l'achat de toute la récolte au prix légal; 3° à maintenir pour les producteurs livrant moins de 50 quintaux l'exonération de la taxe de résorption et à majorer le taux de cette taxe au-delà de 200 quintaux selon un barème progressif, **n° 8807**. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à relever le plafond des ressources personnelles au profit des personnes bénéficiant de l'allocation spéciale, **n° 8857**. — Le 23 juillet 1954, une proposition de loi tendant à la fixation du prix du blé fermage pour la campagne 1954-1955, **n° 8963**. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le financement de l'allocation vieillesse agricole sans augmentation des cotisations, **n° 9318**. — Le 8 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 54-956 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement du marché du vin, **n° 9322**. — Le 8 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer définitivement le prix du blé-fermage à 3.000 francs le quintal pour la campagne 1954-1955, **n° 9323**. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à assurer aux producteurs de blé livrant aux organismes stockeurs moins de 200 quintaux de blé l'écoulement de la totalité de leur récolte à un prix garanti, **n° 9430**.

— Le 9 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer sans retard le prix d'hiver du lait, à prendre toutes mesures pour rendre ce prix effectif et à abroger l'institution de la taxe mise à la charge des producteurs de lait, **n° 9431**. — Le 17 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les dispositions des décrets du 25 octobre 1952 et du 30 septembre 1953 relatifs à la fixation du degré minimum des vins de pays, **n° 9438**. — Le 9 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'agriculture et à l'artisanat les bénéfices des tarifs préférentiels de l'énergie électrique accordé à l'industrie, **n° 9676**. — Le 9 décembre 1954, une proposition de loi tendant à fixer le prix plafond du blé-fermage à 3.150 fr. le quintal pour la campagne 1954-1955, **n° 9680**. — Le 31 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 54-1258 du 7 décembre 1954 fixant le prix du blé-fermage pour la campagne 1954-1955, **n° 9861**. — Le 18 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations, **n° 9928**. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires afin de garantir aux travailleurs et pendant toute la période où ils seront privés de leur emploi du fait des inondations le paiement de leur salaire complet, **n° 9943**. — Le 25 janvier 1955, une proposition de loi tendant à assurer le financement du fonds national de l'allocation vieillesse agricole par l'institution d'une taxe statistique sur la fortune, **n° 9975**. — Le 1<sup>er</sup> février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application de la circulaire ministérielle interdisant l'emploi des « conservateurs » chimiques pour les beurres fermiers, **n° 10053**. — Le 1<sup>er</sup> février 1955, une proposition de loi tendant : 1° à assurer la réparation intégrale des dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers par les inondations de 1955; 2° à mettre en œuvre un plan de travaux afin d'éviter le retour de semblable catastrophe, **n° 10060**. — Le 2 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des impôts exigibles en 1955 les victimes des récentes inondations, **n° 10066**. — Le 2 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à accorder aux collectivités locales les crédits nécessaires à l'attribution de secours d'urgence aux victimes des inondations, n° 10067. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à instituer une allocation dite de la mère au foyer au bénéfice des familles d'exploitants agricoles dont le revenu cadastral ne dépasse pas 1.500 francs, n° 10318. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une avance de cinq milliards de francs à la Caisse nationale de vieillesse agricole pour assurer le financement des prestations de l'allocation-vieillesse agricole, n° 10406. — Le 16 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions afin de faire bénéficier les coopératives agricoles et viticoles de la réduction de 15 0/0 sur le matériel agricole, n° 10422. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à limiter les résiliations abusives de baux ruraux, pour retards dans le paiement des fermages, n° 10455. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à fixer la superficie de l'exploitation type pour le droit à l'intégralité des prestations familiales, n° 10578. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à exonérer les exploitants agricoles ayant moins de 1.000 francs de revenu cadastral de la taxe spéciale par l'article 15 du décret n° 55-575 du 20 mai 1955 relatif à l'institution et au fonctionnement du fonds de garantie mutuelle et d'orientation de la production agricole, n° 10804. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant : 1° à porter le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à 50 0/0 du montant du salaire minimum interprofessionnel garanti ; 2° à porter le taux de l'allocation spéciale aux vieux à 75 0/0 du montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 10379. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 80 du décret n° 54-724 du 10 juillet 1954 afin de dispenser de l'obligation des freins les remorques uniques à usage agricole d'un poids total autorisé ne dépassant pas une tonne, n° 10392. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à instituer en faveur des exploitants agricoles une assurance maladie, chirurgie et invalidité, n° 10321 (rectifié). — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à limiter l'entrée sur le territoire métropolitain des vins d'Algérie et

d'Afrique du Nord, n° 10979. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à fixer un prix du blé-fermage pour la campagne 1955-1956, n° 11486. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant : 1° à assurer aux producteurs de blé dont les livraisons ne dépasseront pas 200 quintaux, le paiement au prix garanti de la totalité des quantités de blé livrées à partir de la campagne 1956-1957 ; 2° à permettre le paiement au prix garanti du reliquat, soit 8 0/0 des quantités de blé livrées par les producteurs dont les livraisons ne dépasseront pas 200 quintaux au cours de la campagne 1955-1956, n° 11491. — Le 1<sup>er</sup> novembre 1955, une proposition de loi tendant à intégrer les salariés des professions agricoles et forestières au régime général de la sécurité sociale, n° 11791. — Le 29 novembre 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 55-1436 du 4 novembre 1955 et à fixer le prix du blé-fermage à 2.900 francs le quintal pour la campagne 1955-1956, n° 12000.

#### Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement [4 septembre 1951] (p. 6856, 6858) ; *Rappel au règlement de M. Guy Petit (Date du débat)* (p. 6859, 6860). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et agricole du Gouvernement [6 novembre 1951] (p. 7663). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 1000 : *Discussion générale* [21 novembre 1951] (p. 8255) ; Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'agriculture (Hausse des prix industriels)* (p. 8260) ; *le retire* (p. 8260) ; Chap. 12-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Électrification rurale inachevée)* (p. 8268, 8269) ; *le retire* (p. 8269) ; Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour participation aux organismes internationaux (Accord de Washington sur l'exportation du blé)* (p. 8295) ; Article unique : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8302) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 41-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour l'allocation compensatrice des hausses de loyers aux économiquement faibles (*Versement de l'allocation aux vieux paysans*) [4 décembre 1951] (p. 8785, 8786); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à majorer la taxe à la production et l'impôt sur les sociétés* [21 décembre 1951] (p. 9539, 9540); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République, Art. 7 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la définition des exploitants et salariés agricoles* [3 janvier 1952] (p. 88). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour aider et indemniser les victimes des inondations [23 novembre 1951] (p. 8453). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat de politique étrangère sur le plan Schuman et le réarmement de l'Allemagne* [27 novembre 1951] (p. 8533, 8534). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 4 : *Sa demande de renvoi à la commission (Financement de l'allocation temporaire aux vieux)* [22 décembre 1951] (p. 9610, 9611, 9612); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : *Son rappel au règlement (Sa proposition de reporter le débat au soir)* [26 décembre 1951] (p. 9855); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Crise de l'agriculture française, manque de sulfate de cuivre, consommation des engrais en France, taxes sur la viande, les prix agricoles et les prix industriels, l'équipement rural, la caisse vieillesse agricole)* [30 décembre 1951] (p. 10257 et suiv.); *Son amendement tendant à faire voter par le Parlement la création d'un fonds national d'allocation vieillesse agricole* [4 janvier 1952] (p. 157); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer les catégories de bénéficiaires de l'allocation vieillesse agricole* (p. 159). — Dépose une demande d'interpellation : sur la violation au préjudice des vieux paysans de la loi du 27 février 1951 relative à l'allocation temporaire aux vieux [11 février 1952] (p. 571); — sur la politique économique et agricole du Gouvernement [11 février 1952] (p. 571). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 7 : *Sa motion incidente tendant à abroger les décrets augmentant les prix des engrais, matériel agri-*

*coie, et aliments du bétail* [3 avril 1952] (p. 1827); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 23 *ter* : *Demande présentée par le Gouvernement de reprendre le texte du Conseil de la République relatif au financement de la caisse vieillesse agricole* [12 avril 1952] (p. 2262); Art. 23 *quinquies* : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant le recours de l'Etat* (p. 2263). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses de la politique économique du Gouvernement pour l'agriculture française [20 mai 1952] (p. 2344). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes nonsalariées; *Discussion générale* [6 juin 1952] (p. 2690, 2691); Art. 8 : *Amendement de M. Laborbe tendant à fixer comme plancher un revenu cadastral de 100 francs* (p. 2706); Art. 9 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 250 francs* (p. 2707); *Amendement de M. Laborbe tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 400 francs* (p. 2707, 2708); Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2710 et suiv.); le retire (p. 2713); Art. 12 : *Amendement de M. Fourvel tendant à supprimer l'article tendant à récupérer sur les successions supérieures à 2 millions les arrérages de l'allocation vieillesse* (p. 2715); Art. 13 : *Son amendement tendant à faire financer l'allocation par la collectivité pour les trois quarts, par la profession pour un quart* (p. 2716, 2717); *Amendement de M. Rincant tendant à faire financer l'allocation pour un quart par des cotisations, pour trois quarts par une cotisation additionnelle à la taxe à la production* (p. 2718); *Sa demande de vote de l'amendement de M. Rincant par division* (p. 2719); *Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à faire financer l'allocation pour un tiers par une cotisation professionnelle, pour deux tiers par le fonds national de vieillesse agricole* (p. 2721); Art. 14 : *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants* (p. 2737, 2738); Art. 16 : *Son amendement relatif à la création d'un fonds national d'allocation vieillesse alimenté par*

une majoration de l'impôt sur les sociétés anonymes (p. 2740); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République donnant la possibilité de modifier les limites du revenu cadastral, présentée par le Gouvernement* [4 juillet 1952] (p. 3547, 3548); Art. 12 : *Amendement de Mme Laissac tendant à supprimer l'article prévoyant des cas où les héritiers devront rembourser l'allocation* (p. 3550); Art. 14 : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au taux de la cotisation versée par les agriculteurs* (p. 3551); Art. 15 bis : *Amendement de Mme Laissac tendant à reprendre l'article exonérant de cotisations les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 150 francs* (p. 3552). — Dépose une demande d'interpellation : sur la protection de notre cheptel national contre la fièvre aphteuse [17 juin 1952] (p. 3020); la développe : *Ses observations sur les ravages de la fièvre aphteuse, le prix du blé en 1952, l'insuffisance des investissements agricoles* [8 juillet 1952] (p. 3634 et suiv.); *Son ordre du jour demandant la vaccination dans les régions atteintes, une aide aux agriculteurs, la hausse des prix agricoles, l'augmentation des investissements agricoles* (p. 3706, 3707); — sur la crise viticole [26 juin 1952] (p. 3216); la développe : *Ses observations sur la gravité de la crise, la résorption difficile des excédents, les difficultés financières des petits viticulteurs* [4 juillet 1952] (p. 3584 et suiv.); *Son ordre du jour demandant la résorption des excédents et le développement de la consommation intérieure* (p. 3606, 3607); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Paul Coste-Floret demandant la réduction des taxes sur le vin* (p. 3607, 3608); *Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de M. Paul Coste-Floret* (p. 3607). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'augmentation du fermage en cas d'investissements du bailleur* [3 juillet 1952] (p. 3483); *Son amendement tendant à diminuer de 15 0/0 les baux à ferme* (p. 3484). — Dépose une demande d'interpellation : sur les résultats désastreux de la politique agricole et la crise viticole [7 octobre 1952] (p. 4068); — sur la non-application de la loi du 10 juillet 1952 relative à l'allocation vieillesse agricole

[7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur l'insuffisance des prêts aux agriculteurs et de l'aide aux victimes de l'épizootie, les importations de viandes et produits laitiers* [21 octobre 1952] (p. 4271, 4272); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (La réforme fiscale, le blocage des salaires, les résultats du plan Marshall, la baisse du coût de la vie)* [9 décembre 1952] (p. 6066, 6067); Art. 30 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à l'assiette de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers* [11 décembre 1952] (p. 6157, 6158); Art. 31 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au calcul des charges à déduire du revenu net foncier* (p. 6159, 6160); Art. 33 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la révision des évaluations cadastrales tous les cinq ans* (p. 6161, 6162); Art. 34 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux révisions du cadastre* (p. 6162); Art. 35 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au système des coefficients pour la révision accélérée des évaluations cadastrales* (p. 6162); Art. 99 : *Sa demande de disjonction de l'article interdisant des exonérations d'impôt ou diminutions de recettes* [12 décembre 1952] (p. 6234); Article additionnel : *Son amendement tendant à détaxer les aliments du bétail et à majorer l'impôt sur les sociétés* [21 décembre 1952] (p. 6894); *Son amendement tendant à réduire la taxe à la production frappant le sulfate de cuivre* (p. 6896); *Son amendement tendant à exonérer de taxes les machines agricoles, engrais et aliments du bétail* (p. 6897); *Son amendement tendant à réduire le taux de la taxe unique sur les vins ordinaires* (p. 6903); *Son amendement tendant à exonérer de droits jusqu'à concurrence de 5 millions les donations en cessions entre co-héritiers* (p. 6909); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A : *Investissements pour l'agriculture (Adductions d'eau et habitat rural)* [20 décembre 1952] (p. 6786, 6787); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Article nouveau : *Son amendement tendant à réaliser la parité totale*

entre les salariés de l'agriculture et ceux de l'industrie [29 janvier 1953] (p. 647); Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article partageant la cotisation à payer entre métayers et propriétaires au prorata de leur part des fruits* (p. 660, 661); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; P. T. T., Art. 3, Chap. 5300 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'équipement de bâtiments (Transfert du Centre de tri de Mâcon à Chalon-sur-Saône)* [3 février 1953] (p. 877). — Dépose une demande d'interpellation : sur le maintien en détention préventive de plusieurs dirigeants de la C. G. T. et l'U. J. R. F. [20 mars 1953] (p. 2090); — sur le projet d'organisation du marché agricole européen (Pool vert) [20 mars 1953] (p. 2090). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Arrestation des leaders de la C. G. T.* [24 mars 1953] (p. 2232); *Discussion des rapports sur les allocations familiales, le chômage, la sécurité sociale dans les territoires d'outre-mer, etc.* (p. 2233). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la gratuité de la vaccination évalué à un milliard, l'application de l'article premier de la loi de finances)* [24 mars 1953] (p. 2286); Art. 1<sup>er</sup> : *Son contre-projet tendant à rendre la vaccination obligatoire et gratuite* (p. 2287); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire* (p. 2292); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur le réveil des mouvements syndicaux, les sacrifices nouveaux demandés aux travailleurs, l'action passée de M. Paul Reynaud, le droit de dissolution, la sécurité sociale, le statut de la fonction publique, les dépenses militaires, la guerre d'Indochine, la politique extérieure* [27 mai 1953] (p. 2853 et suiv.); — à la discussion du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation; Art. 4 : *Son amendement tendant à faire fixer par le Parlement les tarifs douaniers pour les produits agricoles* [21 juillet 1953] (p. 3642, 3643). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement en face de la crise agricole et viticole [6 octobre

1953] (p. 4014); la développe : *Gravité du malaise paysan, sous des Ministres dits « paysans », « l'opération bifteck » et l'accord Lafay-Drugbert, parts comparées revenant au producteur, pour la viande notamment, en 1914 et aujourd'hui, excès des taxes fiscales et des marges intermédiaires, proposition communiste de réduction de 50 0/0 de la taxe sur la viande, insuffisance des actuelles mesures gouvernementales, composition dérisoire de la commission d'organisation du marché de la viande, doutes sur les pratiques des futures « sociétés interprofessionnelles » (Précédent des bœufs d'importation); Article de M. Emile Roche, visant les Gouvernements Pinoy et Laniel, mais omettant les Ministres radicaux, décret sur l'organisation du marché du blé, sacrifiant les petits agriculteurs à la grande industrie, décrets sur le vin, sacrifiant les petits vignerons aux gros viticulteurs de France et d'Algérie, crédits dérisoires prévus pour l'agriculture, en regard des dépenses d'armement et d'Indochine, pression exercée sur les prix agricoles, grâce notamment aux importations de choc, part décroissante de l'agriculture dans le revenu national et volonté concertée de réduire de moitié le nombre des paysans, charges écrasantes des taxes fiscales, liées elles-mêmes aux dépenses militaires, solidarité de fait des paysans avec les ouvriers et salariés, appel à leur solidarité politique effective* [13 octobre 1953] (p. 4233 à 4238); *Son ordre du jour concernant la politique agricole du Gouvernement et exigeant certaines réformes immédiates* [22 octobre 1953] (p. 4497). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août 1953 : *Gravité du malaise paysan, vanité des mesures d'organisation du marché prévues par le Gouvernement, réduction nécessaire de la taxe sur la viande, des marges des intermédiaires, etc., critique des solutions gouvernementales pour le blé et le vin* [8 octobre 1953] (p. 4130, 4131); *Ses observations sur le mode de calcul de la taxe à l'abattage (Réponse de M. A. Guillon)* (p. 4136); *Ordre du jour de M. Guyot condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement* [9 octobre 1953] (p. 4195); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (Procédé usé de la majorité, comportant critiques verbales mais confiance implicite, rappel des précédents en matière d'agriculture, leur*

vanité, *défense de l'ordre du jour communiste*) [22 octobre 1953] (p. 4500, 4501); — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (Taux abusif de la taxe de circulation sur les viandes)* [13 novembre 1953] (p. 5041); *Son contre-projet tendant à réduire de moitié la taxe unique sur les viandes et à verser 20 0/0 du produit de la taxe au fonds d'assainissement* (p. 5041, 5042); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des crédits pour l'équipement rural* [3 décembre 1953] (p. 5907 et suiv.); Etat A, Chap. 4651 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités atmosphériques)* (p. 5958); Article additionnel : *Amendement de M. Charpentier tendant à introduire un article relatif au financement des travaux d'adduction d'eau et à prélever une contribution sur la distribution d'eau potable par les communes* [4 décembre 1953] (p. 5996); Art. 7 : *Son amendement relatif aux déductions autorisées en 1954 pour le calcul du prix du blé retenu pour le paiement des fermages* (p. 5998); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché du vin (Prestations d'alcool vinique dues par les viticulteurs)* (p. 6009, 6010); *Son amendement tendant à abroger le droit de licence des bouilleurs de cru* (p. 6011); Chap. 3451 : *Contrôle des lois sociales en agriculture (Nécessité du contrôle pour l'application des lois sociales)* (p. 6014); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : *Son amendement tendant à exonérer de la redevance téléphonique les vieillards bénéficiant d'allocations et à surtaxer les personnes dont le revenu dépasse 2 millions de francs* [8 décembre 1953] (p. 6314); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à accroître le nombre des exonérés de la redevance radiophonique* [14 décembre 1953] (p. 6787); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Art. 23 : *Son amendement tendant à abroger le droit de licence levé sur les bouilleurs de cru* [13 décembre 1953] (p. 6734, 6736); Art. 24 : *Amendement de M. Delcos tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* (p. 6739 et suiv.); *Son amendement tendant à*

*rétablir l'ancien texte relatif aux prestations viniques* (p. 6743); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953* (p. 6747); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 23 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953* [31 décembre 1953] (p. 7273 et suiv.); — des interpellations sur le prix du tabac : *Son ordre du jour demandant la fixation du prix moyen du tabac à 450 francs le kilo* [28 décembre 1953] (p. 6900); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Facilités accordées aux métayers par le texte de l'Assemblée Nationale)* [31 décembre 1953] (p. 7129 et suiv.); — du projet de loi ratifiant un accord international sur le blé : *Discussion générale (Insuffisance du quota d'exportation accordé à la France)* [31 décembre 1953] (p. 7134); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 9 : *Son amendement tendant à majorer le taux de la taxe de statistique sur les importations et exportations* [31 décembre 1953] (p. 7160); *le retire* (p. 7161). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [31 décembre 1953] (p. 7281). — Est entendu sur une communication du Gouvernement touchant la politique générale après l'élection de M. le Président de la République : *Ses observations (Biais indigne adopté par le Gouvernement pour solliciter la confiance, fallacieux bilan économique et social, immenses espoirs attachés à la Conférence de Berlin, nécessité absolue d'un grand débat préalable sur l'Indochine et la C. E. D. après le désaveu implicite récemment infligé au Gouvernement sur ce point)* [6 janvier 1954] (p. 6 à 8). — Prend part à la discussion des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Divers ordres du jour (Salaires insuffisants dans l'agriculture)* [16 février 1954] (p. 300, 301). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour étendre aux salariés agricoles le bénéfice de l'indemnité prévue par le décret du 5 février [23 février 1954] (p. 466). — Pose au Ministre de l'Agriculture une question relative aux salaires des ouvriers agri-

coles [26 février 1954] (p. 575). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement et ses conséquences désastreuses [24 mars 1954] (p. 1218). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Forfaits des artisans et commerçants, inconvénients de cette réforme pour les agriculteurs, taxes sur les engrais, allègement des taxes sur les engrais, allègement des taxes sur les denrées de première nécessité)* [24 mars 1954] (p. 1219, 1220); *Demande de disjonction du titre premier présentée par M. Leroy Ladurie (Forfaits des artisans et petits commerçants, détaxation de l'outillage agricole et des engrais)* [25 mars 1954] (p. 1281); *Détaxation des investissements agricoles* (p. 1282); Art. 5 : *Son amendement (Détaxation des machines, de l'outillage agricole et des engrais)* [26 mars 1954] (p. 1337, 1338); *Son amendement (Détaxation des produits de basse-cour légèrement transformés)* (p. 1338); Art. 18 : *Sa demande de disjonction (Taxation des engrais)* (p. 1367); Art. 22 : *Son amendement (Exonération de toutes taxes indirectes des denrées de première nécessité)* [29 mars 1954] (p. 1396); *Son amendement (Détaxation du matériel agricole)* (p. 1398). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour du rapport sur l'allocation vieillesse agricole)* [6 avril 1954] (p. 1776); *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour du rapport relatif à l'allocation vieillesse)* [4 mai 1954] (p. 2091). — Pose au Ministre de l'Agriculture une question relative au prix des œufs [7 mai 1954] (p. 2216). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la politique du Gouvernement en Indochine et la nécessité d'un accord de paix entre la France et les peuples d'Indochine [11 mai 1954] (p. 2336); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Offres de paix d'Ho Chi Minh, déclarations tendancieuses du Gouvernement sur la situation en Indochine, attitude de M. Bidault à Genève* [11 mai 1954] (p. 2340). — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la fermeture éventuelle de la ligne de chemin de fer de Chalon-sur-Saône [14 mai 1954] (p. 2434). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Refus de M. Mendès-France d'accepter les voix commu-*

*nistes, son caractère inconstitutionnel (Refus virtuel des droits politiques aux électeurs communistes), engagements précis, et sans retour, contractés par lui sur la paix (Vote « sur la paix et non sur sa personne »)* [17 juin 1954] (p. 3006, 3007); — à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Date limite de paiement des impôts pour les agriculteurs)* [29 juin 1954] (p. 3146); *Son article additionnel (Fixation du taux de la taxe de circulation sur les viandes)* [6 juillet 1954] (p. 3240); *Son article additionnel (Affectation du prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe unique des viandes à l'assainissement du marché animal)* (p. 3240, 3241); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Discussion générale (Application de la loi du 10 juillet 1952, propositions communistes tendant à améliorer la situation dans le Calvados et en Saône-et-Loire)* [21 juillet 1954] (p. 3492 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer le revenu cadastral minimum à 40 francs pour l'assujettissement à la cotisation* [28 juillet 1954] (p. 3681); *le retire (ibid.)*; *Son amendement (Fixation du revenu cadastral servant de base au calcul des allocations familiales)* (p. 3682); *Son amendement (Calcul de la retraite)* (p. 3685); *Son amendement (Financement de la Caisse autonome des pensions et allocations vieillesse agricole)* (p. 3686); *Son amendement (Montant de la cotisation)* (p. 3688); *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation les bénéficiaires de certaines retraites* (p. 3691); *Son amendement (Exonération des cotisations pour les personnes dont le revenu cadastral ne dépasse pas 200 francs)* [3 août 1954] (p. 3790); *Retire la deuxième partie de son amendement* (p. 3791); — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Politique du Gouvernement Laniel—Bidault—Frédéric-Dupont, pressions des Etats-Unis, déclarations du Ministre des Etats associés M.R.P., transformation du cessez-le-feu en une paix durable, politique en Afrique du Nord, réduction des dépenses militaires et de la durée du service militaire, paix en Europe, interdiction des armes atomiques, problème allemand et C.E.D.* [23 juillet 1954] (p. 3573 et suiv.); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Son article additionnel (Attribution d'une allocation dite de la mère au foyer aux*

familles d'exploitants agricoles) [30 juillet 1954] (p. 3754); *Son article additionnel (Attribution de l'allocation de salaire unique)* (p. 3755); Seconde délibération du projet, Art. 3 : *Son amendement (Affectation de l'imposition des rémunérations des dirigeants de sociétés au budget des Prestations familiales agricoles)* (p. 3763). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour assurer le financement normal de l'allocation vieillesse agricole [7 octobre 1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole : *Question préalable de M. Thamier (Laïcité de l'enseignement postsecondaire)* [16 novembre 1954] (p. 5059). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole et viticole du Gouvernement [19 novembre 1954] (p. 5204). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, État A, Chap. 3101 : *Mécontentement paysan, manque de débouchés, relèvement du niveau de vie des travailleurs, fonds de crédit agricole et 2<sup>e</sup> plan de modernisation et d'équipement, taxes pesant sur l'agriculture, crédits pour l'assainissement du marché de la viande et du vin* [24 novembre 1954] (p. 5392 et suiv.); *Baisse du prix du blé* [25 décembre 1954] (p. 5426); Chap. 3151 : *Paiement de l'allocation-vieillesse aux vieux travailleurs salariés agricoles* (p. 5446); *Son article additionnel relatif aux prestations d'alcool vinique* [26 novembre 1954] (p. 5539, 5540). — Dépose une demande d'interpellation sur l'affaire des fuites [29 novembre 1954] (p. 5572); la retire [11 décembre 1954] (p. 6120). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : « Réseau policier anti-communiste » au service des S. R. américains, et « nouvelle Cagoule » jouissant de hautes protections politiques (Aurore, Figaro, MM. Baylot, Hugues, Tirier-Vignancour), liaisons avec Paix et Liberté et divers groupements fascistes (Agressors de journaux, etc.); Orientation nouvelle depuis l'accession du nouveau Gouvernement (Faux et calomnies à son encontre) — Référence aux déclarations de M. Mitterrand devant les deux Assemblées; Arrestation des coupables directs, mais diversion favorisée à l'encontre du parti communiste (Perquisition au journal « La Terre », attitude des magistrats instructeurs), raisons de cette

manœuvre (Accords de Londres et réarmement allemand), attitude inverse, toute de clarté, du parti communiste [3 décembre 1954] (p. 5779 à 5781); est entendu sur les ordres du jour : *Approbation des mesures prises contre le trio Dides-Deltruc-Baranès, mais critique de la politique générale du Gouvernement* (p. 5783). — Pose au Ministre de l'Agriculture, une question relative au prix du blé et du pain [31 décembre 1954] (p. 7053). — Dépose une demande d'interpellation sur les dommages subis par les inondés et les travailleurs sans emploi [25 janvier 1955] (p. 212). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *L'habileté de M. Edgar Faure et la continuité de la politique capitaliste; Réarmement allemand, propositions soviétiques tendant à une réunification pacifique de l'Allemagne, augmentation des salaires, politique d'expansion agricole* [23 février 1955] (p. 872 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Reprend la motion préjudicielle de M. Paquet (Revalorisation des traitements et retraites des fonctionnaires)* [4 mars 1955] (p. 1089, 1090); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Le lait; Exportation vers l'Est, consommation française* [22 mars 1955] (p. 1807, 1808, 1816); *Son article additionnel (Suppression de la cotisation de résorption)* (p. 1816). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [25 mars 1955] (p. 1943). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa motion préjudicielle (Suppression des abattements de zones)* [5 mai 1955] (p. 2525); *Condition faite aux centres privés; influence des gros agrariens; L'encyclique sur l'éducation chrétienne de la jeunesse* (p. 2525 à 2527). — Est entendu sur un rappel au Règlement de M. Léon Jean : *Débat sur la chaptalisation des vins* [13 mai 1955] (p. 2773). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Limitation de l'autonomie interne, réforme agraire, conseil arbitral, indépendance de la Tunisie* [8 juillet 1955] (p. 3727, 3728). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [19 juillet 1955] (p. 3893).



Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Motion préjudicielle de Mme Laissac (Parité des prestations familiales agricoles avec les prestations du régime général; Financement, taxe sur la fortune, allocation de la mère au foyer)* [19 juillet 1955] (p. 3906, 3907); *Sa motion préjudicielle ayant le même objet* (p. 3907); Art. 3 : *Son amendement (Conditions d'attribution et financement de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3959); *Son amendement (Non-attribution au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3966); *Son amendement (Relèvement des cotisations au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3967); *Son amendement (Non-attribution des prestations familiales au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3969); Art 10 : *Son amendement (Non-augmentation des cotisations au-dessous d'un certain revenu cadastral)* (p. 3972 et suiv.). — Pose au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la situation des mines et usines de schistes bitumeux des Têlots (Saône-et-Loire) [21 octobre 1955] (p. 5196). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à la parité des salaires agricoles et industriels : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [17 novembre 1955] (p. 5809); *Son rappel au Règlement ayant le même objet* (p. 5810); — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : *Ses explications de vote* [22 novembre 1955] (p. 5908).

**ROLLAND (M. Georges)**, *Député du Cantal* (I. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [3 juin 1953] (F. n° 265), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); secrétaire de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1955] (F. n° 483); juge suppléant à la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

### Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à relever à 5 millions le plafond d'exonération des droits de soulte et de retour prévus par l'article 710 du Code général des impôts, n° 851. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2718) de MM. de Montgolfier et Rolland tendant à modifier l'alinéa 7, ajouté par le décret-loi du 14 juin 1938 à l'article 2135 du Code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée, n° 4895 (rectifié). — Le 18 mars 1954, une proposition de loi tendant à abroger les articles 50 à 59 inclus de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix, n° 8085.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955, Etat D : *Son amendement (Rétablissement de la voie Bort—Eygurande)* [16 novembre 1954] (p. 5071); *le retire* (p. 5072). = S'excuse de son absence [7 mai 1954] (p. 2143). = Obtient un congé [7 mai 1954] (p. 2143).

**ROLLIN (M. Louis)**, *Député de la Seine* [1<sup>re</sup> circonscription] (R. I.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, portant amnistie, n° 165. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour objet la révision des sanctions disciplinaires prononcées au titre de l'épuration administrative, n° 166. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 403. — Le 21 septembre

1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite Loi Grammont, n° 1656. — Le 4 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, n° 2358. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 2439. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à protéger la liberté individuelle et à éviter le retour d'erreurs judiciaires provoquées par les aveux passés sous la contrainte et ensuite rétractés, n° 3052. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1377) de M. Isorni tendant à compléter l'article 113 du Code d'instruction criminelle sur les demandes de mise en liberté provisoire, n° 3954.

### Interventions :

Est entendu : sur la validation des élections dans le département de la Seine (2<sup>e</sup> circonscription) [19 juillet 1951] (p. 5975); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification d'une de ses interruptions lors du débat scolaire* [25 septembre 1951] (p. 7617). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P.T.T., Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les prestations facultatives (Cantines des P.T.T.)* [15 novembre 1951] (p. 8067); *le retire* (p. 8067); INTÉRIEUR, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à la ville de Paris (Inflation du nombre des fonctionnaires)* [28 novembre 1951] (p. 8605, 8606); *Demande de rétablissement des crédits présentée par le Gouvernement pour la subvention à la ville de Paris* (p. 8610); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'article fixant la subvention à la police de la Seine* [29 novembre 1951] (p. 8644); JUSTICE : *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud tendant à reporter le débat en attendant que satisfaction soit donnée aux demandes des magistrats* [30 novembre 1951] (p. 8722); JUSTICE, Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

*l'Administration centrale (Nécessité d'une nouvelle amnistie)* [21 décembre 1951] (p. 9517, 9518); *le retire* (p. 9518); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1951] (p. 8663); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Assainissement de la S. N. C. F.)* [30 décembre 1951] (p. 10262, 10263). — Dépose une demande d'interpellation sur les tragiques erreurs judiciaires, telle que la récente affaire Jean Deshays provoquée par des « aveux spontanés » [20 mars 1952] (p. 1372); — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie)* [3 avril 1952] (p. 1877 et suiv.). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date du débat sur l'amnistie* [24 juin 1952] (p. 3156); — *Vote de la loi d'amnistie* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3367). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs)* [10 juillet 1952] (p. 3766, 3767); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Demande de renvoi à la Commission pour retenir seulement les articles relatifs aux résistants, présentée par M. Camphin* [11 juillet 1952] (p. 3909, 3910). = S'excuse de son absence [3 août 1951] (p. 6204). = Obtient un congé [3 août 1951] (p. 6204).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [4 novembre 1952] (p. 4697).

### ROSENBLATT (M. Marcel), Député du Bas-Rhin (C.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953]

(F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341),  
[18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à assurer à tous les justiciables dans les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des droits égaux devant la justice, n° 371 — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 concernant les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht rentrés dans leur foyer après le 1<sup>er</sup> juin 1945, n° 372. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la loi des 30 et 31 octobre 1886 abrogeant la loi Falloux, n° 390. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant au maintien des droits acquis aux personnels des collectivités locales des départements d'Alsace-Lorraine et notamment en matière de retraites, n° 689. — Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en pratique les dispositions réglementaires et administratives relatives à l'enseignement de la langue allemande dans les institutions d'enseignement des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 749. — Le 29 août 1951, une proposition de loi tendant à établir la parité entre la carrière et le classement indiciaire des fonctionnaires de l'Etat et des agents des communes et collectivités publiques ayant une qualification et des fonctions comparables, n° 898. — Le 5 septembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier le personnel des ex-chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, ayant opté en 1924-1925 et ultérieurement pour le régime des retraites des grands réseaux français, introduit par la loi du 21 juillet 1909, de l'affiliation à ce régime à partir de 1911 au lieu de 1925, n° 1008. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux sinistrés victimes de la rupture de la digue du canal du Rhône au Rhin à Artzenkeim (Haut-Rhin), n° 1195. — Le 18 novembre 1951, une proposition de loi tendant à mettre fin à l'amodiation de la S. A. E. M. de Pechelbronn, industrie pétrolière de l'Alsace, et à exploiter en régie directe intercommunale l'ensemble du

gisement pétrolier, n° 1485. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat, en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1764. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage la construction du grand canal d'Alsace et l'équipement électrique du Rhin, n° 2024. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 372) tendant à compléter l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 concernant les Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht rentrés dans leur foyer après le 1<sup>er</sup> juin 1945 ; 2° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 1773) tendant à modifier l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 remplaçant l'article 6 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 2137. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 3402. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'industrialisation du port de Strasbourg et à inscrire la remise en état de l'approfondissement à 2 m. 20 des canaux desservant le port de Strasbourg en tête du programme d'amélioration des transports, n° 3408. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à valider les années de service accomplies dans les usines façonnrières de tabacs d'Alsace et de Lorraine entre 1919 et la date de nationalisation au titre de la loi du 2 août 1949, n° 3462. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de loi tendant à assimiler aux déportés politiques ou résistants les familles alsaciennes ou mosellanes déportées en Allemagne, notamment dans les camps de Schelklingen, Breslau et leurs annexes, n° 3902. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 250 millions de francs destinés à indemniser les victimes de la grêle et de la tempête à la suite du violent orage qui s'est abattu dans certaines communes entre

Colmar et Sélestat, notamment à Ammerschwihr, Kientzheim, Sigolsheim, Bennwihr, Mittelwihr, Riquewihr, Zellenberg, Ribeauvillé, Bergheim, Guémar, Ostheim, le 2 juillet 1952, dans le département du Haut-Rhin et la limite du Rhin; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération de leurs impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition des sinistrés afin qu'ils puissent faire procéder aux réparations nécessaires, n° 4004. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à la nomination, par la S.N.C.F., des candidats inscrits sur les listes officielles d'emplois réservés (loi du 26 octobre 1946 - décret n° 49-1012 du 27 juillet 1949), n° 4080. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa premier du paragraphe 6 et à abroger l'alinéa 2 du paragraphe 7 de l'article 5 du décret du 12 juin 1946 établissant des modalités spéciales pour les soins dispensés aux assurés sociaux des départements du Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle, n° 4239. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 4329) complétant la loi du 30 janvier 1923 modifiée, en ce qui concerne les règles d'attribution des emplois d'ouvrières des manufactures de l'Etat (services d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes), n° 4824. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la S.N.C.F. afin que les agents « F » en retraite, anciens assurés volontaires des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, puissent obtenir le paiement de leurs rentes d'invalidité et de vieillesse, n° 6230. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant au reclassement des agents techniques chefs de district et adjoints forestiers des Eaux et Forêts, n° 6813. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'introduction de l'enseignement de l'allemand dans les centres d'apprentissage et les écoles de perfectionnement professionnel des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 6922. — Le 20 novembre 1953, une proposition de loi tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions relatives aux voies de recours prévues par le Code du travail contre les décisions des Conseils de prud'hommes, n° 7254. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à fixer le taux des loyers

des immeubles dits « Cités expérimentales » et notamment de la Cité Rotterdam, à Strasbourg, aux mêmes taux que les loyers pratiqués dans les habitations à loyer modéré construites après 1947, n° 8496. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 15 et à compléter l'article 16 de la loi du 6 août 1953 portant amnistie, n° 9592. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder à la conjointe d'un salarié exploitant un domaine agricole le bénéfice de l'assurance maladie sur le compte de l'exploité, n° 10463. — Le 5 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 46-1428 du 12 juin 1946 et de la loi n° 51-696 du 24 mai 1951 concernant le régime de sécurité sociale en Alsace et en Lorraine, n° 10673. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à abroger les alinéas 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 21 du décret n° 55-486 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 11152. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 en portant à 600.000 francs par an le plafond des rémunérations entrant en compte pour l'assiette des cotisations des assurances sociales, n° 11329.

### Interventions :

Dépôt d'une demande d'interpellation sur les faits scandaleux qui se sont produits aux usines Vincent Frères à Haguenau [21 août 1951] (p. 6368). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES (COMMISSARIAT DE LA SARRE). Chap. 40-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités résidentielles (Coût de la Sarre au Trésor français)* [8 novembre 1951] (p. 7800); *le retire* (p. 7800); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions (Université de Saarbrücken)* (p. 7801); Chap. 6000 : *Son amendement tendant à supprimer les fonds secrets* (p. 7801, 7802); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 40-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les caisses de retraites (Calcul de la retraite des vieux salariés en Alsace-Lorraine)* [13 novembre 1951] (p. 7962); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4000 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Circulaires en allemand en Alsace-Lorraine) [13 novembre 1951] (p. 7968); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 40-40 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour les conducteurs de chantiers des ponts et chaussées (Statut des auxiliaires d'Alsace-Lorraine) [15 novembre 1951] (p. 8083); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Pécule des déportés et internés politiques) [27 novembre 1951] (p. 8527, 8528); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Cas des incorporés de force dans l'armée allemande) (p. 8531); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine) [18 décembre 1951] (p. 9272, 9273); Chap. 12-20 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Centres d'apprentissage de Strasbourg) [19 décembre 1951] (p. 9411); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Etat annexe, Chap. 40-10 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations familiales des non salariés agricoles (Bûcherons) [22 décembre 1951] (p. 9643); Chap. 40-10 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations familiales des non-salariés agricoles (Exploitants agricoles du Bas-Rhin) (p. 9643); le retire (ibid.). — Pose à M le Vice-Président du Conseil, Ministre de la Défense nationale, une question relative à la convocation de certaines classes d'Alsaciens et de Lorrains à une période de réserve [7 décembre 1951] (p. 8925). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : Discussion générale (Ses observations sur le port de Strasbourg et la canalisation de la Moselle) [7 décembre 1951] (p. 8950). — Pose à M. le Ministre de l'Information une question relative aux films en langue allemande [14 décembre 1951] (p. 9203, 9204). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat B, Chap. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à disjoindre le compte du fonds de soutien aux hydrocarbures nationaux

(Pechelbronn) [22 décembre 1951] (p. 9602, 9603); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat B, Art. 2 : Son amendement relatif aux dommages de guerre subis par les Alsaciens du fait des troupes alliées. [24 décembre 1951] (p. 9785); Son amendement relatif à l'indemnisation des paysans alsaciens-lorrains (p. 9785, 9786); Son amendement relatif à la recevabilité des demandes de dépossession faites par des Alsaciens-Lorrains (p. 9786, 9787); le retire (p. 9787); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art. 1<sup>er</sup>, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs Cabinets (Usage de l'allemand par les revues alsaciennes) [29 décembre 1951] (p. 10121); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement [14 mars 1952] (p. 1331); Discussion générale (Application du statut des déportés prévoyant un pécule pour les déportés en Allemagne) (p. 1347, 1348). — Dépose une demande d'interpellation sur l'extension du chômage dans le textile en Alsace [27 juin 1952] (p. 3296); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Difficultés de l'industrie cotonnière en Alsace [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3388, 3389). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine; Article additionnel : Son amendement tendant à introduire l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace-Lorraine [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3385); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Chômage des bûcherons alsaciens) [21 octobre 1952] (p. 4291); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 31-91 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnités aux fonctionnaires en Alsace-Lorraine) [24 octobre 1952] (p. 4415); le retire (ibid.); Chap. 45-44 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Retraite des anciens cheminots alsaciens-lorrains) (p. 4424, 4427); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 :

*Amendement de M. Muller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Enseignement de l'allemand en Moselle)* [7 novembre 1952] (p. 4853, 4854); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Déblocage des marks dus aux internés de Schirmeck)* [13 novembre 1952] (p. 5081, 5083); Article unique : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Danger de l'Allemagne réarmée)* (p. 5083, 5084); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-12 : *Expansion économique à l'étranger (Fermeture de l'usine Demanche à Suverne)* [14 novembre 1952] (p. 5155); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Circulaires à rédiger en allemand)* [15 novembre 1952] (p. 5184); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 31-93 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Taux de l'indemnité pour difficultés administratives)* [26 novembre 1952] (p. 5709); Etat D, Chap. 44-93 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dégrèvements des carburants agricoles (Scies à moteur)* (p. 5714); *le retire* (ibid.); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Droits à pension des Alsaciens-Lorrains soldats de la Wehrmacht)* [2 décembre 1952] (p. 5907, 5908); Chap. 34-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Cimetière de Cernay et camp de Struthof)* [20 décembre 1952] (p. 6704); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 53-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Port de Strasbourg)* [21 novembre 1952] (p. 6944, 6945); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-28 : *Amendement de M. Draveny tendant à doter le chapitre pour l'application du statut des réfractaires (Indemnités dues aux réfractaires)* [24 janvier 1953] (p. 278, 279);

Chap. 46-33 : *Droits des Alsaciens-Lorrains membres de la Wehrmacht et prisonniers de guerre des Alliés* (p. 283); *Amendement de M. Le Coullaller tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Payements à faire par l'Allemagne de l'Est)* (p. 284); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Extension du pécule aux Alsaciens-Lorrains)* (p. 286); Chap. 46-35 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (Etablissement de questionnaires)* (p. 286); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Incendie d'Oradour, attitude des Alsaciens pendant la guerre, les crimes commis en Indochine, la responsabilité de tous les inculpés)* [27 janvier 1952] (p. 474 et suiv.); *Sa motion préjudicielle tendant à poursuivre les hommes politiques alsaciens détenant un mandat en 1940* (p. 533); *Sa motion préjudicielle relative à M. Alfred Krupp et à l'indemnisation reçue par lui pour la spoliation de ses biens* (p. 534). — Est entendu sur un incident : *Sa réponse à M. Wagner* [27 janvier 1953] (p. 493). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Sa motion préjudicielle demandant l'extradition du général Lammerding (Le problème des incorporés de force)* [18 février 1953] (p. 1114, 1115); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 14 bis : *Amendement de M. Meck tendant à étendre l'article aux agents et ouvriers des collectivités locales et établissements publics* [10 mars 1953] (p. 1759); — du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois; Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article* [17 mars 1953] (p. 1935); *Son sous-amendement tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français* (p. 1936); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Absence d'un traité de paix avec l'Allemagne, abandon des réparations dues par l'Allemagne de l'Ouest)* (p. 1938). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le marché commun du charbon et de l'acier : *Ses observations sur les indemnités versées à Krupp* [24 mars 1953] (p. 2262 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant

statut des Alsaciens-Lorrains réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande: *Discussion générale* (Ses observations sur le nombre des réfractaires en Alsace-Lorraine, l'amnistie des Alsaciens condamnés à Bordeaux) [24 mars 1953] (p. 2271, 2272); Art. 1<sup>er</sup>: *Son amendement tendant à étendre l'article à tous les camps de concentration connus* (p. 2273); Art. 2: *Son amendement tendant à accorder des droits à toutes les familles internées quel que soit le lieu de leur internement* (p. 2274); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2275). — Dépose une demande d'interpellation: sur le sabotage de l'introduction de l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [21 mai 1953] (p. 2810); — sur le verdict prononcé par le tribunal militaire de Paris à l'encontre des anciens commandants du camp de concentration de Schirmeck [21 juillet 1953] (p. 3665); — sur le non-enseignement de l'allemand dans les écoles primaires du Haut-Rhin et du Bas-Rhin malgré promesses faites et désir exprimé par 90 0/0 des parents [8 octobre 1953] (p. 4102). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954): INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat C, Titre VIII, Chap. 84-61: *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Entreprise de Pêchebroun)* [3 novembre 1953] (p. 4764); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Titre III, Chap. 34-95: *Son amendement portant réduction de crédits de 9.932.000 francs (Frais de mission des membres de l'Assemblée Nationale au Conseil de l'Europe et à la Communauté charbon-acier)* [4 novembre 1953] (p. 4812, 4813); Titre IV, Chap. 42-31: *Son amendement portant suppression de tous les crédits afférents au Conseil de l'Europe, à l'Assemblée de Strasbourg et au Mouvement européen* (p. 4815); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 4, Etat D: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux provisoires (Entretien des baraquements de Strasbourg-Neuhof)* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5756); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 3101: *Présence d'officiers français à une réunion d'anciens combattants allemands* [3 décembre 1953] (p. 5899); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Remboursement des marks des prisonniers de Schirmeck)* (p. 5899, 5900); le

retire (ibid.); Chap. 3181: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction des eaux et forêts (Personnel technique des eaux et forêts)* (p. 5937); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3101: *Administration centrale (Situation des anciens combattants alsaciens-lorrains)* [6 décembre 1953] (p. 6149); Chap. 3423: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Monument de Struthof)* (p. 6156, 6157); Chap. 4631: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnisation des déportés et internés (Lenteur de la délivrance des cartes de déportés)* (p. 6163); le retire (ibid.); Chap. 4635: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (Importance des crédits reportés chaque année)* (p. 6166); — du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953: *Prééminence de la réalité nationale allemande en Sarre* [6 novembre 1953] (p. 4937); *Controverse avec M. Mondon, touchant les houillères du Warndt, et le caractère « allemand » de la Sarre* (p. 4937 et suiv.) — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la revalorisation de la pension d'agents de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine [4 décembre 1953] (p. 6004). — Prend part à la discussion: du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 2: *Son amendement relatif aux incorporés de force Alsaciens-Lorrains* [5 décembre 1953] (p. 6081); Article additionnel: *Son amendement relatif aux droits des incorporés de force en Alsace-Lorraine* (p. 6091); Art. 22: *Son amendement relatif au taux de la retraite du combattant attribuée à partir de 55 ans aux bénéficiaires* [6 décembre 1953] (p. 6110); Art. 22-7: *Son amendement tendant à accorder un forfait de 30.000 francs aux déportés* (p. 6112, 6113); le retire (p. 6113); — du projet de loi portant organisation de la juridiction française en Tunisie (débat restreint): *Ses explications de vote (Création d'une Assemblée tunisienne)* [12 février 1954] (p. 270); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES: SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-41: *Alimentation (Utilisation des conserves américaines, cas d'empoisonnements à Stras-*

bourg) [19 mars 1954] (p. 1078); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-31 : *Enseignement de l'allemand et constructions d'écoles maternelles en Alsace-Lorraine* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1572); Chap. 36-42 : *Son amendement (Fermeture de l'école normale d'apprentissage de Strasbourg)* (p. 1676); Chap. 31-01 : *Son amendement (Enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace)* (p. 1703). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour du rapport sur les rentes d'invalidité et de vieillesse dues à certains cheminots de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine)* [6 avril 1954] (p. 1776). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux énucléés de guerre, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juin 1954] (p. 3184, 3185); Art. 2 : *Amendement de M. Lefranc (Attribution d'office du taux supplémentaire)* (p. 3187). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative au reclassement des agents techniques et des chefs de district des eaux et forêts [5 novembre 1954] (p. 4778). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères, SERVICES DES AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 42-12 : *Réarmement allemand, relations culturelles franco-allemandes, rédaction des manuels d'histoire, équivalence des diplômes* [5 novembre 1954] (p. 4788, 4789); Chap. 34-95 : *Remise aux Allemands des archives des camps de déportation* [6 décembre 1954] (p. 5860); Chap. 42-32 : *Son amendement (Réduction de la subvention du Mouvement européen)* (p. 5865, 5866); III. SERVICES FRANÇAIS EN SARRE : *Ses explications de vote (Son opposition à la politique extérieure du Gouvernement de M. Mendès-France, en particulier sur le problème allemand, droit des Sarrois)* (p. 5879); de ce projet de loi en deuxième lecture (III. SERVICES FRANÇAIS EN SARRE) : *Ses explications de vote* [30 décembre 1954] (p. 6987); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Projection de films français doublés en allemand dans les départements d'Alsace)* [15 novembre 1954] (p. 5028); *le retire* (ibid.); Chap. 34-11 : *Amendement indicatif de M. Mancey (non-*

*respect des mesures d'hygiène et de sécurité dans les mines)* (p. 5026); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Réarmement allemand vu par les départements alsaciens et lorrains, dix ans après leur libération, déclarations revisionnistes allemandes (J. Kaiser sur Strasbourg...), manifestations d'anciens combattants allemands à Fribourg (Alsaciens invités), position du M. R. P. alsacien (successeur de Rossé), entente des marchands de canons franco-allemands, opposition des syndicats, des sociaux-démocrates, des pasteurs et de la jeunesse allemande)* [23 décembre 1954] (p. 6831 à 6833); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES pour 1955, Etat A, Chap. 42-32 : *Son amendement (Subvention au Mouvement européen)* [28 janvier 1955] (p. 367); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Délai aux bénéficiaires de la loi du 19 mai 1948 étendant l'ordonnance du 15 juin 1945 aux Alsaciens-Lorrains empêchés d'accéder à la fonction publique)* [4 mars 1955] (p. 1110); *Son article additionnel (Indemnité de « difficultés administratives »)* [8 mars 1955] (p. 1137); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Incorporés de force d'Alsace-Lorraine, statut du proscrit* [9 mars 1955] (p. 1224); Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Aménagement du Struthof)* (p. 1247, 1248); Chap. 46-21 : *Son amendement indicatif (Retraite des Alsaciens et Lorrains anciens combattants de 1914-1918 incorporés dans l'armée allemande)* [10 mars 1955] (p. 1293); *le retire* (p. 1294); Chap. 46-32 : *Règlement des droits pécuniaires des F. F. I.* [11 mars 1955] (p. 1340); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre (Prisonniers de guerre alsaciens et lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht)* (p. 1344); Chap. 46-35 : *Son amendement indicatif (Égalité de droits entre les déportés politiques et les déportés résistants)* (p. 1346); Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (École de rééducation professionnelle des mutilés de guerre et du travail de Strasbourg)* (p. 1349); *le retire* (p. 1351); Art. 9 : *Amendement de Mme Rose Guérin (Report de la date de forclusion au 31 juillet 1956)* (p. 1353);



*Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux patriotes proscrits et transférés* (p. 1354); *Son article additionnel (Bonification de service aux fonctionnaires alsaciens-lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht)* (p. 1374); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 35-10 : *Son amendement indicatif (Radio-Strasbourg)* [17 mars 1955] (p. 1628, 1629). — Dépose une demande d'interpellation sur le développement de la crise de l'industrie textile en Alsace [18 mars 1955] (p. 1654). — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au transfert des ateliers de la S.N.C.F. de Mulhouse [8 juillet 1955] (p. 3723). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour éviter la fermeture de l'usine de soie artificielle S.O.F.I.R.A. à Colmar [19 juillet 1955] (p. 3893). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gau (Non-application de ces dispositions aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)* [28 octobre 1955] (p. 5355).

**ROUCAUTE (M. Gabriel)**, *Député du Gard* (C.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

#### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1951 la gratuité du transport du charbon alloué à tout le personnel occupé dans les mines, aux retraités et aux veuves de retraités mineurs, **n° 236**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 158 du décret du 27 novembre 1946 sur la sécurité sociale dans les mines, concernant les trois années de mariage exigées pour bénéficier de la pension

de réversion aux veuves d'affiliés à la C.A.N.S.S.M., **n° 237**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux viticulteurs sinistrés de l'Hérault victimes des orages de grêle des 4 et 5 août 1951, **n° 751**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder un crédit provisionnel de trois milliards en vue de l'indemnisation des dommages causés par les calamités agricoles de l'été 1951, **n° 762**. — Le 6 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement un crédit de dix millions de francs pour venir en aide aux familles de Pont-Saint-Esprit (Gard), victimes d'intoxication alimentaire ayant entraîné des décès et de nombreuses hospitalisations, **n° 1015**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer l'ouverture du droit à pension pour le personnel des mines à l'expiration du dernier mois de service au lieu de la dernière année entière, **n° 1086**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux ostréiculteurs et aux mytiliculteurs sinistrés du bassin de Thau, victimes de la tornade des 11 et 12 novembre 1951, **n° 1860**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat des travaux de réfection immédiate des brèches percées dans les digues de Sauverterre, Vallabrègue et Villeneuve-lès-Avignon, **n° 1946**. — Le 21 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir sur l'embranchement de ligne de chemin de fer Fontarèches—l'Ardoise (Gard) le tronçon de ligne Fontarèches—Laudun, **n° 3020**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 1765) de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article 170 du décret du 27 novembre 1946, complété par la loi n° 50-919 du 9 août 1950, relatives aux pensions des mineurs, **n° 3276**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à ouvrir, d'extrême urgence, un crédit de 40 millions de francs pour venir en aide aux familles des mineurs tués dans la catastrophe du puits de Grosménil dans la Haute-Loire, **n° 3450**. — Le 6 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de l'Education nationale une première tranche de crédits de 100 millions afin : 1° de commencer dans les plus courts délais la reconstruction du

théâtre de Nîmes ; 2° de venir en aide au personnel et aux artistes professionnels lésés au début de saison, n° 4613. — Le 26 novembre 1952, une proposition de loi tendant à étendre aux retraités mineurs et aux veuves de retraités mineurs le bénéfice du décret du 15 novembre 1952 sur la gratuité du transport du charbon alloué au personnel en activité, n° 4870. — Le 5 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les installations de surface des mines de Cessous et la petite mine de la Vernarède (Gard), n° 7106.. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à la prise en charge d'un accidenté du travail, par la dernière caisse de sécurité sociale à laquelle l'assuré était affilié, n° 8353. — Le 5 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la fermeture des usines et fonderies des Forges d'Alès (Gard), n° 9084. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du Gard, victimes de l'orage de grêle du 20 juin 1955, n° 11003. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à supprimer le délai de responsabilité fixé par l'ordonnance du 2 août 1945 en matière de maladie professionnelle (silicose), n° 11057. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi tendant à l'application intégrale du statut du mineur à tous les ouvriers occupés par les entreprises travaillant pour le compte des houillères nationales et à leur affiliation sans restriction à la sécurité sociale minière, n° 11874.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'expulsion le mercredi 19 décembre 1951 de la Fédération communiste de l'Hérault des locaux qu'elle occupait à Montpellier [22 décembre 1951] (p. 9598). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4722 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la caisse de sécurité sociale des mineurs (Augmentation de la retraite des mineurs)* [23 octobre 1952] (p. 4344); le retire (ibid.). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la*

*majoration des prestations familiales et sur la semaine de 40 heures dans le commerce de détail* [26 novembre 1952] (p. 5700, 5706); *Son amendement tendant à ne pas discuter du projet modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre* [27 janvier 1953] (p. 492); *Son amendement tendant à discuter du rapport sur le chômage* (p. 492). — Dépose une demande d'interpellation sur les menaces de fermeture ou de démantèlement touchant les mines de la Vernarède et de Cessous (canton de Ginolhac) [6 novembre 1953] (p. 4913, 4914). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations déposées par le groupe communiste, des rapports sur la hausse du salaire minimum garanti et le paiement des journées de grève* [24 novembre 1953] (p. 5490, 5491). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des puits de mine, l'envoi des ouvriers mineurs de fond des houillères des Cévennes vers le bassin de Lorraine [27 novembre 1953] (p. 5628); — sur la situation des retraités mineurs et des veuves de retraités mineurs [16 février 1954] (p. 290); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Augmentation de 25 0/0 des prestations et fixation aux deux tiers de la part réversible sur les veuves, déficit de la Caisse autonome, refus d'une avance du Trésor, veto de la Haute Autorité du pool charbon-acier au relèvement des retraites minières; demande la discussion immédiate* [11 mars 1954] (p. 799, 800); la développe : *Fermeture de nombreux puits en application du plan Schuman, nécessité d'une politique charbonnière indépendante, crise dans les charbonnages du Centre-Midi, augmentation de la cotisation de l'exploitant et de l'Etat* (p. 802 et suiv.); *son ordre du jour* (p. 807). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la sécurité sociale dans les mines : *Urgence de discuter du financement* [11 mars 1954] (p. 817). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la fermeture des forges et industries d'Alais à partir du 17 août [10 août 1954] (p. 4072). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour 1955, Art. 6 : *Plan d'organisation et d'équipement, crise charbonnière et plan Schuman, augmentation du fuel* [16 novembre 1954] (p. 5068). — Est entendu sur le règlement de

l'ordre du jour : *Etat d'urgence applicable à l'Algérie* [22 mars 1955] (p. 1843). — Dépose une demande d'interpellation : avec demande de fixation immédiate de la date de discussion sur la sécurité sociale des mines [24 mars 1955] (p. 1903); — avec demande de fixation immédiate de la date de discussion sur la retraite des mineurs [22 juin 1955] (p. 3230). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime des retraites dans les mines [11 octobre 1955] (p. 4993, 4994).

### **ROUGIER (M. Jean),** *Député du Lot (S.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [7 octobre 1952] (p. 4066).

### **ROUSSEAU (M. Charles),** *Député de la Vendée (App. A.R.S.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [18 septembre 1951] (**F. n° 44**).

#### **Interventions :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un **COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR** (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du clergé envers l'école publique)* [5 septembre 1951] (p. 6945); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955, I. **TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME**, Etat A, Chap. 31-01 : *Aide à l'hôtellerie* [9 décembre 1954] (p. 5984, 5985); Chap. 53-34 : *Abandon des petits ports :*

*Saint-Gilles-Croix de Vie, Les Sables d'Olonne* [14 décembre 1954] (p. 6349); Etat B, Chap. 53-34 : *Ports de commerce (Les Sables d'Olonne)* [15 décembre 1954] (p. 6367); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; **Rapport n° 9703**, Art. 2 et 3 (Admission de la République Fédérale à l'O. T. A. N.); *Ses explications de vote (Ratification nécessaire des Accords, quoique moins bons que la C.E.D., (mal défendue judis), responsabilité majeure de l'U.R.S.S. dans le réarmement de l'Allemagne; « Qu'importe donc que ce soit vous, Monsieur le Président du Conseil »...)* [27 décembre 1954] (p. 6879); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Imposition des créées au poisson* [29 mars 1955] (p. 2059); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées : les responsabilités de la gauche* [2 novembre 1955] (p. 5479, 5480).

### **ROUSSELOT (M. René),** *Député de la Meuse (I. P.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de l'agriculture [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### **Dépôts :**

Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un secours d'urgence aux sinistrés des orages qui se sont abattus dans le département de la Meuse; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951, **n° 968**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles,

pendant une période de cinq années consécutives, les jeunes agriculteurs qui entreprennent la charge de première installation d'une exploitation agricole, n° 1912. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à étendre le principe de l'inéligibilité relative de certains fonctionnaires, n° 5057. — Le 19 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit destiné à apporter une aide aux sinistrés du département de la Meuse victimes des dégâts causés aux immeubles, aux vergers, aux forêts et aux installations publiques par suite de l'ouragan qui s'est déroulé le samedi 13 décembre 1952 au matin, n° 5167. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5443) de MM. Pelleray et Samson tendant à modifier l'article 17 de la loi du 15 avril 1943 relatif à l'assistance à l'enfance en vue de permettre le dépôt des fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel, n° 5957. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 avril 1953 la date limite de dépôt des déclarations des entreprises industrielles et commerciales relatives à leurs bénéfices et revenus, n° 6048. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des exonérations fiscales et des indemnités pour calamités agricoles aux victimes des gelées exceptionnelles des 10 et 11 mai 1953 et jours suivants, n° 6210. — Le 26 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'exonération fiscale des victimes des inondations des prairies bordant la Meuse et autres cours d'eau avec aide aux plus atteints, n° 6355. — Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté en date du 26 juillet 1952 selon lequel la teneur en matière grasse contenue dans le lait de consommation pasteurisé-standard était ramenée de 34 grammes à 30 grammes par litre de lait, n° 7896. — Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de l'abrogation du décret du 11 août 1947 par l'article 9 du décret n° 53-979 du 30 septembre 1953 en tant qu'il permettait l'aromatization et la coloration de la margarine, n° 7897. — Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à supprimer les taxes de toutes natures existant sur le beurre, n° 7898. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à supprimer les taxes sur le chiffre d'affaires pesant actuellement sur le beurre, n° 7932. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 7897) de M. Rousselot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de l'abrogation du décret du 11 août 1947 par l'article 9 du décret n° 53-979 du 30 septembre 1953 en tant qu'il permettait l'aromatization et la coloration de la margarine, n° 8643. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 7898) de M. Rousselot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les taxes de toutes natures existant sur le beurre, n° 8644. — Le 27 juillet 1954, une proposition de loi relative à la succession entre époux, n° 8977. — Le 27 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des allègements fiscaux et des prêts aux agriculteurs victimes des intempéries, n° 9225. — Le 16 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Rousselot et plusieurs de ses collègues (n° 9225) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des allègements fiscaux et des prêts aux agriculteurs victimes des intempéries ; 2° de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues (n° 9250) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin de venir en aide aux exploitants agricoles dont les récoltes de céréales ont été gravement endommagées par les pluies persistantes de juillet et août 1954, n° 9739. — Le 16 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Gaubert et plusieurs de ses collègues (n° 7012) tendant à fixer les modalités de versement de la cotisation de 1 0/0 due par les employeurs au titre de l'aide au logement en application du décret n° 53-701 du 9 août 1953 ; 2° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (n° 7853) tendant à abroger l'article 2 du décret n° 53-701 du 9 août 1953 et à fixer les conditions dans lesquelles s'effectuera la participation des employeurs à l'effort de construction ; 3° de MM. Duquesne, Catrice et Delmotte (n° 8188) tendant à compléter le

décret n° 53-701 du 9 août 1953 instituant une cotisation de 1 0/0 sur les salaires au profit de la construction de logements, n° 9740. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un délai de trois mois aux employeurs astreints à payer la cotisation de 1 0/0 sur les salaires pour la participation à l'effort de construction, n° 9788. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre la distribution de tartines beurrées aux enfants des écoles où la distribution du lait s'est avérée impossible et d'en faire bénéficier tous les élèves quel que soit leur âge, n° 9933. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire examiner les demandes de remises gracieuses des impôts de toutes natures par les commissions fiscales départementales spécialisées, n° 10189. — Le 13 octobre 1955, une proposition de loi tendant à instituer une récompense en faveur des serviteurs ruraux, n° 11608. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi électorale concernant les élections législatives, n° 11715. — Le 26 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas maintenir ni envoyer en Afrique du Nord les militaires mariés ou soutiens de famille du contingent ou rappelés sous les drapeaux, n° 11740. — Le 28 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Paquet (n° 11536) tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer immédiatement l'interdiction légale d'aromatiser la margarine avec du diacetyl chimique ou naturel et à prévoir l'obligation de signaler au public toutes fabrications professionnelles extra-familiales à base de margarine; 2° de MM. Maurice Schumann et Lucas (n° 11698) tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application de la loi du 2 juillet 1935 qui interdit l'aromatization de la margarine, n° 11763.

### Interventions :

Son rapport sur les élections partielles du Loiret [21 novembre 1951] (p. 8305). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains amendée par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de*

*M. Papat tendant à favoriser les coopératives déjà existantes* [25 janvier 1952] (p. 402); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à prévoir des augmentations ou des diminutions de salaires suivant le cas* [25 février 1952] (p. 880); Art. 3 : *Amendement de M. Ramarony tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires* (p. 885); *Amendement de M. Ramarony tendant à majorer les allocations des économiquement faibles et les pensions des rentiers viagers* (p. 885). — Son rapport sur les élections partielles : du département de la Loire [30 mai 1952] (p. 2593); — du département de la Haute-Loire [2 juillet 1952] (p. 3438). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 : AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3161 : *Répression des fraudes (Céréales secondaires)* [21 octobre 1952] (p. 4288); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Allongement de la période des vacances)* [24 octobre 1952] (p. 4408); *le retire* (p. 4409); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3438 : *Enseignement agricole* [25 octobre 1952] (p. 4465); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3402 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil de la République pour le matériel (Achat de machines d'imprimerie)* [30 janvier 1953] (p. 775); — Son rapport sur les élections partielles du département du Lot [11 décembre 1952] (p. 6203). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'exonération fiscale accordée aux jeunes agriculteurs débutants* [21 décembre 1952] (p. 6881, 6882); *le retire* (p. 6882). — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1536); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [10 mars 1953] (p. 1700); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; Art. 2 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à ce que l'épargne réalisée soit affectée exclusivement à la construction ou à l'achat de logements abandonnés*

[18 mars 1953] (p. 2036, 2037) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article additionnel: *Son amendement relatif au nombre des conseillers municipaux dans les communes de moins de 100 électeurs* [20 mars 1953] (p. 2070) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux ; Art. 1<sup>er</sup> et 2 : *Contre-projet de M. Guiguen tendant à fixer le nombre de pièces en rapport avec celui des personnes à loger, à assurer une meilleure utilisation des logements existants et à assurer l'entretien et la conservation du patrimoine immobilier d'habitation* [20 mars 1953] (p. 2127 et suiv.) ; Art. 4 : *Prêts pour l'aménagement d'immeubles ruraux* [21 mars 1953] (p. 2185) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Discussion générale (Ses observations sur la stabilisation des fermages)* [24 mars 1953] (p. 2278) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse ; Art 9 : *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire* [24 mars 1953] (p. 2292) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Position délicate des groupes de la majorité, nécessité pour le Gouvernement de « redonner confiance dans nos campagnes »* [20 octobre 1953] (p. 4435, 4436) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 47-41 : *Problème des régions dépourvues de médecins* [5 novembre 1953] (p. 4876, 4877) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 7 : *Amendement de M. Thiriet tendant à prévoir le paiement des sinistrés agricoles en priorité* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5763) ; Art 14 : *Amendement de M. Triboulet relatif au paiement de l'indemnité d'éviction aux sinistrés n'ayant pas utilisé l'intégralité des dommages accordés ou n'ayant pas reconstitué le bien sinistré* (p. 5803) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 décembre 1953] (p. 5881) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4651 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités atmosphériques)* [3 décembre 1953] (p. 5957, 5958) ; Chap. 4652 : *Caisse nationale de crédit agricole (Détaxation des jeunes ménages ruraux)* (p. 5958) ; EDUCATION NATIONALE ; Article additionnel de M. Rincent (*Abrogation du décret du 5 septembre*

*1953 sur l'organisation du groupement et du transport des élèves des écoles primaires*) [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1650) ; Chap. 31-34 : *Déroulement du débat, lecture des amendements* (p. 1714) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Avis des maires et des parents à propos de la nomination des instituteurs)* [9 avril 1954] (p. 2040). — Son rapport sur les élections partielles du département de la Haute-Loire (Election de M. Pébellier) [27 novembre 1953] (p. 5658). — Dépose une demande d'interpellation sur les accidents mortels qui se sont produits dans la Meuse, provoqués par le passage en rase-motte d'avions à réaction [5 décembre 1953] (p. 6074). — Prend part à la discussion : du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6445) ; — d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, Art. 3 : *Son amendement (Autorisation pour les fromages récompensés dans les concours de continuer à porter l'appellation sous laquelle ils ont reçu une récompense ; Brie et Coulommiers fabriqués dans la Meuse)* [20 juillet 1954] (p. 3431) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-13 : *Intégration de certaines catégories de fonctionnaires de préfecture* [23 novembre 1954] (p. 5276) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-51 : *Contrôle des lois sociales en agriculture (Cas des vieux travailleurs)* [25 novembre 1954] (p. 5445) ; Chap. 31-61 : *Répression des fraudes, condamnation pour écrémage* [26 novembre 1954] (p. 5467, 5468) ; Chap. 44-22 : *Inusémination artificielle* (p. 5496) ; Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5504) ; Chap. 46-51 : *Sinistrés des régions de l'Est, blé fourragé* (p. 5506) ; Etat B, Chap. 61-70 : *Agents du génie rural chargés d'effectuer le remembrement* (p. 5514) ; Chap. 61-72 : *Habitat rural* (p. 5515) ; Chap. 66-50 : *Subventions d'équipement aux agriculteurs migrants français des départements de la Meuse* (p. 5516) ; Etat C, Chap. 8328 : *Prix du lait* (p. 5527) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINIS-

TÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-44 : *Assistance médicale gratuite, médecins ruraux* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5678); Chap. 46-26 : *Amendement indicatif de M. Guthmuller (Réforme des lois d'assistance, remplacement des commissaires enquêteurs par des assistantes sociales)* [2 décembre 1954] (p. 5695); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 35-21 : *Ponts détruits dans la Meuse pendant la guerre, usure des routes par l'armée américaine* [11 décembre 1954] (p. 6136, 6138); Chap. 35-31 : *Entretien des voies de navigation (Nettoyage du canal de l'Est)* (p. 6140); Chap. 44-41 : *Suppression de certains tronçons de lignes secondaires* (p. 6144); Chap. 45-42 : *Subventions versées par les communes lors de l'installation des lignes secondaires* [15 décembre 1954] (p. 6391); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-16 : *Débouchés des étudiants, sports scolaires* [12 décembre 1954] (p. 6201); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 : *Déroulement du débat* [16 décembre 1954] (p. 6465); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-02 : *Achats de dommages de guerre (Moselle)* [21 janvier 1955] (p. 107); Chap. 37-41 : *Décentralisation industrielle et secteur agricole* [24 janvier 1955] (p. 165); Etat D, paragraphe 2, ligne sixième : *La tour Perret d'Amiens* [26 janvier 1955] (p. 248); Etat B, Chap. 55-00 : *Victimes de l'inondation actuelle* (p. 278); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Situation dans l'Est (Main-d'œuvre, accession à la propriété,*

*inondés)* [27 janvier 1955] (p. 321); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 34-24 : *Rapatriement des corps des soldats d'Indochine* [9 mars 1955] (p. 1250); — du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1080 : *Brouillage de Radio-Luxembourg* [17 mars 1955] (p. 1623); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers [22 mars 1955] (p. 1810); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil, Article unique : *Transcription des actes de naissance sur les registres de la commune du domicile; registre de passage* [22 mars 1955] (p. 1830, 1831); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc : *Discussion générale* [30 mars 1955] (p. 2123); — du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) : *Discussion générale (Création d'un comité départemental de lutte contre l'alcoolisme)* [21 octobre 1955] (p. 5211); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5252, 5253); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Abrogation du décret du 13 novembre 1954)* [8 novembre 1955] (p. 5502); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Olmi (Scrutin départemental majoritaire à deux tours avec panachage)* [1<sup>er</sup> novembre 1955] (p. 5446); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote* [16 novembre 1955] (p. 5763); — d'une proposition de loi tendant à la parité des salaires agricoles et industriels : *L'ouvrier agricole* [17 novembre 1955] (p. 5809).



## S

**SAIAH (M. Menouar)**, *Député d'Alger*  
(2<sup>e</sup> collège) (R. R. S.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (**F. n° 73**).

#### Interventions :

Prend part à la discussion, en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Ses explications de vote (Orléansville, aide à l'Algérie)* [16 mars 1955] (p. 1525, 1526).

**SAID MOHAMED CHEIKH (M.)**, *Député des Comores (U. D. S. R.)*.

#### Dépôts :

Le 7 février 1952, une proposition de loi relative à la formation de l'Assemblée territoriale des Comores et complétant la loi n° 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique

équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, n° 2571. — Le 26 juin 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 5323) de M. Ranaivo tendant à inviter le Gouvernement à reprendre et à accélérer les opérations de constitution de la propriété indigène à Madagascar régies par le décret du 26 août 1929 et à prendre les dispositions réglementaires permettant à cette propriété de contribuer efficacement à l'effort de production du territoire, n° 6362. — Le 13 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture conférant l'autonomie administrative et financière aux Terres australes et antarctiques françaises, n° 11193.

Voir pour les **Interventions à CHEIKH (M. Saïd Mohamed)**, tome I, p. 396.

**SAINT-CYR (M. Jean)**, *Député de l'Ain*  
(R. R. S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5963). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruc-



tion et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé : secrétaire de la Commission de l'agriculture [20 janvier 1955] (F. n° 483); par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission des prestations familiales agricoles [22 août 1954] (F. n° 26); par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 septembre 1951] (F. n° 46), [3 février 1953] (F. n° 226).

### Dépôts :

Le 13 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer des projets de loi destinés à réorganiser et à compléter la sécurité sociale agricole, n° 1990. — Le 13 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 14 et 18 de la loi n° 47-1564 du 23 août 1947, relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, n° 3664. — Le 22 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3664) de M. Saint-Cyr, tendant à modifier les articles 14 et 18 de la loi n° 47-1564 du 23 août 1947, relative à l'institution d'un ordre national des vétérinaires, n° 4847. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'enseignement agricole du premier degré et à la vulgarisation du progrès technique dans l'agriculture, n° 5666. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le projet de loi (n° 5784) relatif à la vaccination anti-aphteuse obligatoire; II. la proposition de loi (n° 3783) de M. Tricart et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la lutte contre la fièvre aphteuse et à accorder une aide financière aux exploitants ayant subi des pertes; III. les propositions de résolution : a) de M. Dronne (n° 4390) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide effective aux cultivateurs et éleveurs éprouvés par l'épizootie de fièvre aphteuse et à prendre toutes mesures afin d'éviter, à l'avenir, le retour d'une pareille catastrophe; b) de M. Deshors et plusieurs de ses collègues

(n° 5450) tendant à inviter le Gouvernement à faire voter d'urgence la loi sur la vaccination obligatoire des animaux contre la fièvre aphteuse; c) de M. Fourvel et plusieurs de ses collègues (n° 5613) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à prévenir le retour de l'épizootie de fièvre aphteuse, à instituer la vaccination gratuite et obligatoire des animaux, à dégager les crédits nécessaires au financement de ces mesures, n° 5970. — Le 21 mars 1953, une proposition de loi relative à l'organisation des marchés agricoles, n° 5978. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 6080) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la vaccination antiaphteuse obligatoire, n° 6083. — Le 3 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 854) de M. Fabre tendant à réorganiser l'enseignement agricole, n° 6275. — Le 7 juillet 1953, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 1410) autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, n° 6454. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la pharmacie vétérinaire, n° 6676. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi relative au régime des bouilleurs de cru, n° 7046. — Le 6 janvier 1954, une proposition de loi relative à l'appellation contrôlée du « foin de Crau », n° 7601. — Le 9 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 2739) tendant à assurer la création et le fonctionnement de centres d'apprentissage agricole primaires; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 5150 rectifié) relative au statut de l'apprentissage professionnel et ménager agricole; 3° de M. Saint-Cyr et plusieurs de ses collègues (n° 5666) tendant à la réorganisation de l'enseignement agricole du premier degré et à la vulgarisation du progrès technique dans l'agriculture; 4° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues (n° 7638) tendant à organiser, d'une part, l'enseignement du premier degré post-scolaire agricole et ménager agricole, d'autre part, la vulgarisation des connaissances agricoles; 5° de M. Deshors et plusieurs de ses collègues (n° 8009) tendant à l'organisation du statut de

l'apprentissage professionnel et ménager agricole, n° 8610. — Le 28 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 50 millions de francs pour venir en aide aux sinistrés des régions du département de l'Ain dévastées par les orages du 14 août 1954, n° 9244. — Le 10 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter de 750 à 1.100 kilos le poids en charge des remorques automobiles auxquelles doivent s'appliquer certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 15 juillet 1954, n° 10693. — Le 13 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 431) de MM. Dulin et Longchambon, sénateurs, portant création d'attachés agricoles, n° 11186. — Le 20 octobre 1955, un avis au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 8877) de M. Ramonet et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation des services du commerce extérieur, n° 11668. — Le 21 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des services vétérinaires les moyens financiers nécessaires pour que soit intensifiée la lutte contre la tuberculose bovine, n° 11678.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance du déficit de la Sécurité sociale, l'arrière des cotisations, la réforme de la gestion de l'assistance médicale, de l'assurance vieillesse et des allocations familiales)* [29 août 1951] (p. 6595, 6596); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4440 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (vieux non salariés)* [4 décembre 1951] (p. 8783); *le retire* (p. 8784); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Tanguy-Prigent tendant à relever le taux de la taxe à la production* [21 décembre 1951] (p. 9535, 9536); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts*

*pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Electrification et adductions d'eau)* [27 décembre 1951] (p. 9975, 9976); *le retire* (p. 9976); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [6 juin 1952] (p. 2691, 2692); Art. 9 : *Amendement de M. Laborbe tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 400 fr.* (p. 2708); Art. 10 : *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2712); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 juin 1952] (p. 3198, 3199); Art. 4 : *Son amendement tendant à tenir compte des modifications apportées à la loi du 30 octobre 1946* [2 juillet 1952] (p. 3422); *Son amendement tendant à fixer l'indemnité à la tierce personne à 170.000 francs* (p. 3422); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre le rachat des rentes dont le montant est inférieur au chiffre fixé par l'ordonnance du 17 avril 1945* (p. 3423); Art. 17 : *Son amendement tendant à ne prévoir qu'une avance de 2 milliards au fonds agricole de majoration des rentes* (p. 3426); Art. 18 : *Son amendement relatif à l'application de la loi aux accidents survenus après la promulgation* (p. 3426); *le retire* (ibid.); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la fixation prochaine du prix du blé, l'évolution du marché de la viande, l'épidémie de fièvre aphteuse, l'électrification rurale et les adductions d'eau, l'enseignement agricole par la vulgarisation des méthodes nouvelles)* [8 juillet 1952] (p. 3687 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4333 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole (Insuffisance de l'enseignement agricole)* [25 octobre 1952] (p. 4472); *le retire* (p. 4473); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la politique de fiscalité défavorable aux agriculteurs, la taxation forfaitaire des agriculteurs, les coopératives agricoles, les taxes professionnelles, l'expansion agricole et l'équipement rural, la vente de l'alcool)* [6 dé-

cembre 1952] (p. 6027 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à taxer les vins d'après leur valeur* [21 décembre 1952] (p. 6904); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 5120 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services vétérinaires (Ecole vétérinaire de Toulouse)* [20 décembre 1952] (p. 6787); INTÉRIEUR, Chap. 5740 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'équipement de la Sécurité nationale (Cité de Donzère pour les C. R. S. et achat de 26 cars)* (p. 6798); EDUCATION NATIONALE : *Plan d'équipement scolaire dit « plan Le Gorgeu »* (p. 6805, 6806); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant l'avis conforme pour les décrets des Commissions des finances parlementaires* [6 février 1953] (p. 1033); Art. 49 bis : *Amendement de M. Bégouin tendant à reprendre l'article accordant des facilités financières aux entreprises de presse* (p. 1036). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter jusqu'à achèvement les projets de loi relatifs à la conversion du métayage en fermage, à la lutte contre la fièvre aphteuse, au marché des corps gras* [18 mars 1953] (p. 2017). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, en qualité de Rapporteur [24 mars 1953] (p. 2281 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Golvan tendant à permettre au Ministère de l'Agriculture de procéder à la vaccination obligatoire et gratuite en cas d'épizootie* (p. 2288); Art. 3 : *Amendement de M. Detœuf tendant à établir un prix forfaitaire de vaccination par animal à la charge de l'éleveur* (p. 2289); Art. 9 : *Amendement de M. Rocket tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire* (p. 2292); Art. 4 : *Application de l'article premier de la loi de finances aux exonérations de taxes prévues sur les vaccins* (p. 2293); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [28 mars 1953] (p. 2549, 2550); — du rapport portant révision de la Constitution, Art. 6 : *Insuffisance des pouvoirs actuels du Sénat, établissement de relations meilleures entre les deux Assemblées, maintien de la ma-*

*rité absolue nécessaire à l'Assemblée quand le vote a obtenu la majorité absolue au Conseil de la République* [22 juillet 1953] (p. 3767). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise des marchés agricoles [9 octobre 1953] (p. 4186); la développe : *Violence justifiée des réactions rurales; causes immédiates (pseudo-baisse de la viande à Paris, manipulation du prix du lait, droit de licence imposé aux bouilleurs); problème de la viande (écart des prix gros-détail, système du barème mobile à généraliser, raccourcissement nécessaire des circuits de distribution, abattoirs régionaux, viande sous cellophane, coopératives, politique continue d'exportation, de stockage et de congélation); problème du lait (débouchés intérieurs et territoires d'outre-mer); céréales, oléagineux; option fondamentale entre malthusianisme et expansion; comités interprofessionnels d'organisation des marchés; équipement agricole et vulgarisation des techniques nouvelles, proposition de loi à l'étude en Commission* [16 octobre 1953] (p. 4327 et suiv.); *Son ordre du jour demandant le changement de la politique agricole du Gouvernement* [22 octobre 1953] (p. 4497); le retire (ibid.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3123 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles nationales vétérinaires (Insuffisance du corps enseignant des écoles vétérinaires)* [3 décembre 1953] (p. 5924); le retire (ibid.); Chap. 3151 : *Contrôleurs des lois sociales (Salaires agricoles)* (p. 5929); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Marché de la viande, enseignement agricole)* [4 décembre 1953] (p. 6036). — Dépose une demande d'interpellation sur l'acquiescement par le tribunal militaire de Lyon de l'ancien chef de la milice de Belley (Ain), Aimé Chaduc, précédemment condamné à mort par contumace [18 mars 1954] (p. 978); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Motion des résistants de l'Ain, activité du chef milicien Chaduc pendant l'occupation* [9 avril 1954] (p. 1955, 1956); *Reprise de l'instruction par les tribunaux militaires* (p. 1958); la retire (p. 1959). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article 10 (Déclaration provisoire des revenus autres que les revenus de l'exploita-*

tion agricole) [25 mai 1954] (p. 2666); *Amendement de M. Charpentier (Date d'émission des rôles concernant l'impôt foncier et l'impôt sur les bénéficiaires agricoles)* (p. 2666); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Discussion générale (Réforme du régime des retraites agricoles et protection sociale de l'agriculture)* (21 juillet 1954) (p. 3492); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Viatte (Double cotisation)* [28 juillet 1954] (p. 3687); *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer de la cotisation les bénéficiaires de certaines retraites* (p. 3691); *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation agricole les salariés et les non-salariés affiliés à une organisation d'allocation vieillesse* (p. 3691); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (Double cotisation lorsque le revenu cadastral initial excède 300 fr.)* [3 août 1954] (p. 3789, 3790); de cette proposition de loi en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [30 décembre 1954] (p. 7027, 7028); *le retire* (p. 7046). — Pose au Ministre du Logement et de la Reconstruction une question relative aux logements économiques et familiaux [6 août 1954] (p. 3906, 3907). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole, en qualité de *Rapporteur* : *Historique des lois relatives à l'enseignement agricole, exemple des Pays-Bas et du Danemark, instituteurs itinérants agricoles, subventions de l'Etat et taxe de formation professionnelle agricole, désignation du Ministère responsable (Agriculture ou Education nationale)* [16 novembre 1954] (p. 5048 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-23 : *Enseignement vétérinaire* [25 novembre 1954] (p. 5430); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 12 : *Crédits pour H. L. M. et accession à la propriété; constructions rurales* [26 janvier 1955] (p. 258, 259); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quater : *Rétroactivité de l'extension de la loi Barangé* [28 janvier 1955] (p. 442); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des

marchés de la viande et des produits laitiers : *Politique de la qualité, livraison du lait en bouteilles, élimination de la tuberculose bovine* [22 mars 1955] (p. 1811). — Pose au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux retraites d'allocations de vieillesse [27 mai 1955] (p. 3101). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa position sur le Ministère de tutelle* [22 juin 1955] (p. 3233); *Son contre-projet (Tutelle assurée successivement par l'Education nationale et l'Agriculture)* [28 juin 1955] (p. 3381, 3384); *Dispositions de son rapport* (p. 3381 à 3384); *Régime de condominium instauré par le texte gouvernemental* (p. 3394, 3395); Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Motion de renvoi à la Commission de l'agriculture)*; *Allocation aux établissements privés, crédits nécessaires au fonctionnement des centres publics* [30 juin 1955] (p. 3495 et suiv.); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Eléments de connaissances techniques agricoles)* (p. 3510); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote* (p. 3543).

**SAIVRE (M. Roger de)**, Député d'Oran [2<sup>e</sup> collège] (I. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des boissons [25 février 1952] (**F. n° 109**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 février 1955] (**F. n° 498**); de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**); Secrétaire de la Commission de l'intérieur [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [7 août 1951] (**F. n° 18**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [8 juillet 1954] (**F. n° 407**), [20 juillet 1955] (**F. n° 552**).

**Dépôts :**

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'appel des réservistes agricoles en Afrique du Nord jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1951, n° 562. — Le 5 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'Assemblée des Nations Unies une commission d'enquête dans les pays de la Ligue arabe ayant porté plainte contre la France, n° 2367. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le transfert de la souscription en reichmarks recueillie par les corps de troupe de l'armée d'occupation en zone française d'occupation en Allemagne pour la reconstruction du monument du général Mangin, détruit à Paris par les Allemands en 1940, n° 2495. — Le 14 décembre 1953, une proposition de loi tendant à supprimer l'alinéa 2 de la loi n° 48-340 du 28 février 1948 portant organisation de la marine marchande, n° 7467. — Le 14 décembre 1953, une proposition de loi relative à la réglementation et à la protection des populations contre les bruits et vibrations, n° 7468. — Le 21 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, n° 7480. — Le 6 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter que les défenseurs de Dien-Bien-Phu ont bien mérité de la patrie, n° 8403. — Le 14 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, n° 9717. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion de la réédification à Paris du monument du général Mangin détruit par les Allemands en 1940, à s'associer au prochain centenaire de la création des tirailleurs sénégalais, n° 10134. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de la loi n° 50-10 du 6 janvier 1950 sur les pouvoirs publics, relatif à la promotion des parlementaires dans l'Ordre national de la Légion d'honneur, n° 10161.

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour mettre fin à la cam-

pagne d'excitation à la violence conduite par le parti communiste à l'occasion de la prise de fonction du général Ridgway [27 mai 1952] (p. 2240). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la campagne lancée contre le général Ridgway par le parti communiste* [27 mai 1952] (p. 2454). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie : *Question préalable de M. Minjot (Lettres reçues par M. Daniel Mayer)* [11 juillet 1952] (p. 3901); *Date de la suite du débat* (p. 3912); *Discussion générale (Ses observations sur l'injustice de l'épuration qui a vu des traîtres partout)* [21 octobre 1952] (p. 4251, 4252); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4502); Art. 19 : *Motion de M. Coudert tendant à reporter le débat à une date indéterminée* [28 novembre 1952] (p. 5865). — Dépose une demande d'interpellation sur le récent scandale des vins de Champagne et le maintien du comité interprofessionnel [28 octobre 1952] (p. 4512). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Manifestations survenues dans les tribunes contre l'amnistie* [25 novembre 1952] (p. 5622, 5623). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures diplomatiques envers les Etats traditionnellement amis de la France qui se livrent à une agression permanente contre notre pays [19 décembre 1952] (p. 6636). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question relative à l'expulsion du Maroc d'une Française mariée à un musulman [20 février 1953] (p. 1234). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 28 : *Son amendement tendant à suspendre les arrêtés préfectoraux retirant le permis de conduire* [27 février 1953] (p. 1429) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant que l'amnistie ne comporte pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur* (p. 1432) ; Art. 36 : *Son amendement de forme* [10 mars 1953] (p. 1724) ; Art. 14 : *Amnistie des sanctions prononcées au titre de l'épuration administrative* (p. 1744 et suiv.) ; Art. 14 bis : *Amendement de M. Blachette concernant l'amnistie administrative en Algérie* (p. 1762) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Amnistie, geste de justice insuffisant, son abstention)* (p. 1779) ; — au débat sur l'investi-

ture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur le retour des socialistes dans la majorité, les décrets-lois, la guerre d'Indochine, la Tunisie* [4 juin 1953] (p. 2949 et suiv.). Dépose une demande d'interpellation sur la non-communication du rapport de la sous-commission de contrôle en Indochine [30 juin 1953] (p. 3174). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des rapports sur la crise viticole, les allocations familiales, le chômage* [16 juillet 1953] (p. 3518). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Discussion générale (Opposition des commerçants locataires à l'exercice du droit de reprise)* [15 décembre 1953] (p. 6826). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Confusion de la Conférence de Genève, intervention des Etats-Unis, partage de l'Indochine, parallèle entre Mao Tsé-Toung et Hitler, hommage aux combattants de Dien-Bien-Phu)* [6 mai 1954] (p. 2148, 2149). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour remédier à l'angoissante crise viticole qui sévit en Algérie [8 juin 1954] (p. 2823). — Prend part à la discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Nombreuses déclarations précédentes de M. Fouchet en contradiction avec l'actuelle politique gouvernementale (notamment dossier Bourguiba)* [27 août 1954] (p. 4337, 4338). — Dépose une demande d'interpellation : sur les sanglants désordres en Algérie et sur la politique générale en Afrique du Nord [9 novembre 1954] (p. 4816). Est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Analogies entre les événements de Tunisie et d'Algérie ; Prime au terrorisme instituée par la politique gouvernementale (Allusions au sort de Bourguiba et Messali), déclaration solennelle attendue de M. le Président du Conseil, émissions-radio inacceptables du Caire (Rupture demandée des relations diplomatiques), entrevue prétendue Ben-Ballah-Messali en France, fraternité symbolique des victimes françaises et musulmanes (Cuïd Saddock) ; Ferme répression ou recours à l'auto-défense* [12 novembre 1954] (p. 4953, 4954) ; — sur les résultats des entretiens du Gouvernement avec le Ministère tunisien [17 novembre 1954] (p. 5124) ; la développe : *Popularité artificielle du Président du*

*Conseil ; Inquiétude générale des milieux parlementaires à son égard ; Conditions déshonorantes offertes aux fellaghas tunisiens ; Solidarité avec eux du Néo-Destour ; Questions posées touchant les futures conventions (Armée et police, Assemblée consultative éventuelle — ses dangers —) ; Connexité pratique de tous les problèmes nord-africains ; Avertissements divers reçus par le Gouvernement avant les récents événements d'Algérie ; Considérations rétrospectives touchant l'Indochine ; Déceptions laissées par M. Mendès-France* [9 décembre 1954] (p. 6023 à 6025). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat C, Chap. 83-24 : *Son amendement indicatif (Modification du décret du 14 octobre 1954 concernant les vins de qualité supérieure)* [26 novembre 1954] (p. 5525) ; le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur le plan de réformes prévu pour l'Algérie [21 janvier 1955] (p. 94) ; la développe : *Les réformes de M. Mitterrand, la peur, la police ; L'antagonisme entre les deux collègues ; L'action des communistes* [2 février 1955] (p. 617 à 619) ; — sur la propagande politique de certains enseignants [24 mars 1955] (p. 4894). — Est nommé Représentant de la France à l'Assemblée de la C.E.C.A. [20 juillet 1955] (p. 3952). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées contre les menées séparatistes en Algérie et les parlementaires signataires de la déclaration de sécession [6 octobre 1955] (p. 4802) ; Prend part à la discussion de cette interpellation et de celles jointes : *Mise en accusation de la France à l'O.N.U., intégration, application du statut* [13 octobre 1955] (p. 5088, 5089) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance* [18 octobre 1955] (p. 5145, 5146). = S'excuse de son absence [13 mars 1952] (p. 1260) ; [6 janvier 1953] (p. 2) ; [18 mai 1954] (p. 2488) ; [8 mars 1955] (p. 1134). = Obtient des congés [13 mars 1952] (p. 1260) ; [6 janvier 1953] (p. 2) ; [8 mars 1955] (p. 1134).

**SALLIARD DU RIVAUT (M. Jean),** Député des Deux-Sèvres (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet

1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la justice et de législation [1<sup>er</sup> avril 1952] (F. n° 126), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (F. n° 379).

**SAMSON (M. Francis)**, *Député d'Ille-et-Vilaine (A. B. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire le Code de la route au programme officiel du certificat d'études primaires, n° 2089. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi relative au régime des bouilleurs de cru, n° 6952. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à la suppression du prix de la pomme de terre nouvelle dans la nomenclature des 213 articles servant à la détermination du salaire minimum interprofessionnel garanti, n° 10910.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : *Son amendement tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1949* [3 juillet 1952] (p. 3485); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'écoulement des pommes de terre primeurs de Bretagne)* [8 juillet 1952] (p. 3684, 3685); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-51 : *Sa demande de disjonction du chapitre (Création de postes de*

*contrôleur adjoint)* [3 décembre 1953] (p. 5929, 5930).

**SANO (M. Mamba)**, *Député de Guinée (I. O. M.)*.

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6422). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); secrétaire de la Commission des pensions [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483).

#### Dépôts :

Le 2 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un crédit de l'A. O. F. destiné à venir en aide aux petits et moyens entrepreneurs et aux artisans, n° 7935. — Le 4 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un « Crédit de la Guinée » destiné à venir en aide à l'agriculture, à l'élevage, à l'artisanat, à l'industrie, aux exploitations forestières et minières, au transport, au petit commerce, à l'habitat, comme à toutes activités susceptibles d'augmenter le bien-être des populations et la prospérité générale du territoire, n° 9377. — Le 31 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le tableau n° 3 annexé à la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 11778.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire de la Guinée (collège unique) : *Discussion générale* [22 août 1951] (p. 6398, 6399, 6400). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le renouvellement des assemblées locales d'outre-mer* [5 novembre 1951] (p. 7665). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter de 4 le nombre des représentants de la Guinée* [23 novembre 1951] (p. 8410) ; *le retire* (p. 8411). — Est

entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [21 octobre 1952] (p. 4266, 4267). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE-D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les magistrats (Magistrats à la charge de la métropole)* [8 novembre 1952] (p. 4930) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Offices régionaux dans les territoires d'outre-mer)* [20 décembre 1952] (p. 6707) ; Etat B, Chap. 4601 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations d'anciens combattants (Droits méconnus des anciens combattants africains)* (p. 6726 et suiv.) ; Chap. 4602 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions aux associations d'anciens combattants (Lenteur de la liquidation des pensions en Afrique)* (p. 6730) ; Chap. 4603 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les remboursements à la S. N. C. F. (Voyages des familles des soldats africains tués)* (p. 6731) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4604 : *Habillement (Dons de vêtements aux anciens combattants africains)* (p. 6731) ; Etat B, Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des combattants (Bénéficiaires de cette retraite dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6733) ; le retire (p. 6734) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 37 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux activités secondaires d'un travailleur et à sa possibilité de réembauchage dans la même région* [22 novembre 1952] (p. 5482) ; Art. 144 : *Amendement de M. Silvanre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer* (p. 5527) ; Art. 169 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5537) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les*

*crédits pour allocations provisoires d'attente (Revendications des anciens combattants africains)* [24 janvier 1953] (p. 264, 265) ; le retire (p. 266) ; Chap. 4625 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité aux tuberculeux pensionnés (Dépistage des anciens combattants africains tuberculeux)* (p. 274) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4626 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soins médicaux gratuits (Grands blessés africains)* (p. 274) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4627 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Situation des mutilés en Afrique)* (p. 276) ; Chap. 4633 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Extension du pécule aux anciens combattants africains)* (p. 285) ; le retire (ibid.) ; — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Ses explications de vote (Eloge des premières réalisations de M. Mendès-France en Afrique du Nord et en Afrique noire (loi municipale, nouveaux desiderata)* [27 août 1954] (p. 4340, 4341) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955, Etat C, Chap. 35-00 : *Son amendement (Situation des territoires d'outre-mer en ce qui concerne les P.T.T.)* [10 novembre 1954] (p. 4896, 4897) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 34-02 : *Son amendement indicatif (Equipement des territoires d'outre-mer en postes téléphoniques et télégraphiques)* [16 décembre 1954] (p. 6452, 6453) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-23 : *Son amendement indicatif (Revendications des anciens combattants d'outre-mer)* [10 mars 1955] (p. 1309, 1310) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955, des budgets annexes des P.T.T., Etat A, Chap. 41-30 : *Son amendement indicatif (Equipement et personnel d'outre-mer, comparaison avec la métropole)* [15 mars 1955] (p. 1460, 1461) ; — du projet de loi relatif aux DÉPENSES MILITAIRES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 et 1956, Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif (La gendarmerie dans l'histoire, son rôle et son organisation dans les T.O.M.)* [23 juillet 1955] (p. 4219 à 4222).



**SANOGO (M. Sekou)**, Député de la Côte d'Ivoire (App. M. R. P.).

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6508). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance dans les territoires d'outre-mer et à les remplacer par des sociétés d'amélioration agricole, n° 7954. — Le 16 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les décrets du 26 juin 1931 relatifs au Crédit agricole mutuel en A. O. F., n° 8053. — Le 6 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager, en accord avec le Haut Conseil de l'Union française, l'institution de grandes foires de l'Union française, dans les principales villes des différents Etats et territoires d'outre-mer, n° 8266. — Le 20 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer dans certains territoires de l'A. O. F. les comités locaux de l'Office national des anciens combattants prévus aux articles 35 et suivants du décret du 28 janvier 1948, n° 8493. — Le 8 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire nommer dans chaque territoire des secrétaires spécialement chargés des secrétariats administratifs des offices locaux d'anciens combattants et à étudier la possibilité de créer des comités locaux autonomes prévus à l'article 36 du décret du 28 janvier 1948, n° 8599.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections de la Côte d'Ivoire : *Discussion générale* [24 août 1951] (p. 6499, 6500, 6501); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail*

*forcé voté en première lecture* [22 novembre 1952] (p. 5471); Art. 5 : *Son amendement tendant à donner aux inspecteurs du travail le contrôle des lois sociales* (p. 5472); Art. 144 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer* (p. 5525); Art. 149 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail* (p. 5530); Art. 150 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail* (p. 5531); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5556); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements dans les territoires d'outre-mer, l'aide aux cultures vivrières de la Côte d'Ivoire, le développement de la culture du coton dans la boucle du Niger, le port d'Abidjan et la construction de routes en Côte d'Ivoire et d'un lycée à Abidjan)* [18 décembre 1952] (p. 6580 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 36-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Offices régionaux dans les territoires d'outre-mer)* [20 décembre 1952] (p. 6707); Chap. 46-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations d'anciens combattants (Droits des anciens combattants africains)* (p. 6729); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente* [24 janvier 1953] (p. 266); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier; Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure des représentants de la Commission des territoires d'outre-mer* [26 mars 1953] (p. 2361); — des interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Contrôle de l'organisation internationale sur les territoires dits non autonomes, réforme de la structure des gou-*

vernements généraux, attributions et déconcentration des assemblées territoriales, chefferies autochtones, fonctionnaires africains, situation des étudiants, aide au paysannat et réforme du crédit agricole, équipement social, problème de l'immigration) [9 avril 1954] (p. 1976 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer [18 mai 1954] (p. 2493 et suiv.); Art. 3 : *Son amendement (Erection de Bonaké et Grand-Bassam en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3998); Art. 68 : *Son amendement (Assimilation aux localités érigées en communes de plein exercice des communes de moyen exercice)* [12 août 1954] (p. 4153); Art. 69 : *Son amendement (Date des élections dans les communes de plein et moyen exercice)* (p. 4154); *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177); — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Ses explications de vote (Voisinage de la Gold Coast, présence française au Togo)* [3 novembre 1954] (p. 4713). = S'excuse de son absence [16 février 1952] (p. 724). = Obtient un congé [16 février 1952] (p. 724).

### SAUER (M. Raoul), Député de l'Aisne (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**).

### Dépôts :

Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1794) tendant à ratifier le décret du 4 mai 1951 fixant le régime douanier de certains produits marocains importés en Afrique occidentale française, n° 7235. — Le 9 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les apiculteurs du département de l'Aisne, victimes de l'application de décisions prises par les services agricoles de ce département en vertu de la circulaire d'application, en date du 8 mars 1954, de l'arrêté du Ministère de l'Agriculture du 5 mars 1954, n° 8866. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires en vue d'améliorer la situation des personnels de la régie des douanes conformément aux revendications légitimes de ces personnels, n° 9940.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Licenciement de fonctionnaires)* [5 décembre 1951] (p. 8825, 8829); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du contrôle économique (Licenciement d'auxiliaires)* (p. 8832); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du contrôle économique (Contrôle polyvalent)* (p. 8833); Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités du service du contrôle économique (Indemnité de sujétion)* (p. 8833); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les frais d'installation de l'appartement du Ministre, quai Branly* (p. 8834); *Son amendement tendant à réduire de 4 millions les crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Appartement du Ministre, quai Branly)* [12 décembre 1951] (p. 9055); P. T. T., Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Bureaux des localités sinistrées)* [23 décembre 1951] (p. 9665);

— du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Echelle mobile des salaires agricoles)* [19 février 1952] (p. 825); — du projet de loi relatif aux prix imposés, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer les hausses récentes sur les tarifs des P.T.T., de l'électricité, des chemins de fer et du tabac* [20 juin 1952] (p. 3087); — du projet de loi portant ratification des conventions douanières de Bruxelles : *Discussion générale* [24 juin 1952] (p. 3142); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les pratiques interdisant l'octroi d'augmentations de salaires* [26 juin 1952] (p. 3228); *Son amendement tendant à exiger la publication de leurs portefeuilles par les sociétés* (p. 3232); Art. 3 : *Son amendement tendant à exclure de la loi les syndicats ouvriers* (p. 3233); Article additionnel : *Amendement de M. Costes tendant à ne pas opposer la loi au droit de grève* (p. 3234); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Secrétaires sténo-dactylographes)* [14 novembre 1952] (p. 5154); Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Répartition des emplois des services départementaux)* (p. 5158); Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Travaux supplémentaires)* (p. 5159); Chap. 3132 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Primes aux mécanographes)* (p. 5160); *le retire* (ibid.); Chap. 4401 : *Son amendement tendant à supprimer la subvention à l'Association pour l'accroissement de la productivité* (p. 5162); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953, Art. 27 : *Son amendement tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes* [9 décembre 1952] (p. 6091); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 3163 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration des douanes (Réforme de la brigade des douanes* [14 novembre 1953] (p. 5171, 5172); Chap. 3461 : *Son*

*amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration des douanes (Indemnité d'habillement des douaniers)* (p. 5172, 5173); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Service des enquêtes économiques (Reclassement indiciaire des agents départementaux)* [26 novembre 1953] (p. 5582); *le retire* (p. 5583); Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités du Service des enquêtes économiques (Indemnité pour sujétion spéciale)* (p. 5583); Chap. 3132 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Prime de rendement du personnel)* (p. 5585); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-63 : *Son amendement indicatif (Réforme du service des brigades des douanes)* [18 novembre 1954] (p. 5179); Chap. 34-61 : *Son amendement indicatif (Indemnité d'habillement du personnel des brigades des douanes)* (p. 5180); de ce projet de loi en deuxième lecture, Chap. 31-63 : *Revendications des douaniers, grève du zèle* [30 décembre 1954] (p. 6970); Chap. 34-61 : *Indemnité d'habillement des douaniers* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Statut des personnels des services extérieurs)* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5665); Chap. 47-24 : *Son amendement indicatif (Situation des Nord-Africains dans la métropole)* [4 décembre 1954] (p. 5801); *le retire* (ibid.) — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1955 : *Discussion générale (Montant de l'indemnité législative)* [7 décembre 1954] (p. 5917, 5918). — Dépose une demande d'interpellation sur le mouvement déclenché dans les douanes [7 janvier 1955] (p. 94), [3 mars 1955] (p. 983). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES), Etat A, Chap. 31-93 : *Les revendications du personnel des douanes* [8 mars 1955] (p. 1169, 1170).

**SAUVAGE (M. Jean)**, *Député de Maine-et-Loire (M.R.P.)*.

Son élection est validée [17 juin 1954] (p. 2992). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé par la Commission de la production industrielle membre de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

**SAUVAJON (M. Charles)**, *Député de la Drôme (M.R.P.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de l'intérieur [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 23 octobre 1953, une proposition de loi concernant l'application de la législation en vigueur en Champagne interdisant la fabrication des vins mousseux ordinaires à l'intérieur de la région délimitée, dans les autres régions produisant des vins mousseux à appellation d'origine contrôlée, **n° 6972**. — Le 11 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs pour indemniser les sinistrés de la tornade du 9 décembre dans le Sud-Est, **n° 9699**.

**SAVALE (M. Henri)**, *Député de la Seine Inférieure [1<sup>re</sup> circonscription] (R.R.S.)*.

Son élection est validée [6 janvier 1953] (p. 2). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la

santé publique [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé secrétaire de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 27 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 juillet 1866 portant codification de la profession de courtier inscrit, **n° 6235**. — Le 29 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. les propositions de loi : 1° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 6269) tendant : a) à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille en 1953; b) à abroger le décret n° 53-453 du 11 mai 1953; 2° de M. Denvers, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 6821), tendant à l'annulation des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953 pour le rétablissement de l'assistance à la famille. II. les propositions de résolution : 1° de M. Charret et plusieurs de ses collègues (n° 6484) tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-400 du 11 mai 1953 relatives à l'interdiction d'utiliser les crédits ouverts pour l'assistance à la famille et le décret n° 53-403 du 11 mai 1953; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 6520) tendant à inviter le Gouvernement à décider d'urgence le rétablissement des allocations d'assistance à la famille supprimées par application des dispositions du décret n° 53-403 du 11 mai 1953, en faveur des familles auxquelles ne peut être accordée l'allocation d'assistance à l'enfance, **n° 7016**. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 5941) de M. Legaret et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser de façon unitaire les services

financiers concernant les retraites et les risques de la vieillesse et les services nécessaires à sa protection civile, sociale et morale, n° 8994.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 23 : *Aide aux films documentaires et éducatifs* [26 février 1953] (p. 1387, 1388) ; *Son amendement tendant à réserver un dixième de la dotation pour les films éducatifs* (p. 1388, 1389) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1842) ; — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Nécessité de respecter les principes (Maximum des subventions fixé à 40 0/0) et les limites de la compétence législative* [30 octobre 1953] (p. 4705) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant au renvoi de la discussion jusqu'au dépôt de diverses lettres rectificatives (Assistance à la famille, crédits applicables aux territoires d'outre-mer)* [5 novembre 1953] (p. 4835, 4836) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Titre IV, Chap. 46-23 : *Assistance à la famille (Virement de crédits suggéré entre les chapitres concernant l'assistance à l'enfance, n° 46-22 et à la famille, n° 46-23)* [5 novembre 1953] (p. 4867, 4868) ; Chap. 46-26 : *Assistance médicale gratuite, son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Barèmes de répartition des frais entre l'Etat, le département et les communes, intention prêtée au Gouvernement d'interdire la « départementalisation », cas particulier de la Seine-et-Oise)* (p. 4869 et suiv.) ; Chap. 6610 : *Equipement des hôpitaux et établissements de bienfaisance (Séparation des ménages dans les asiles de vieux, insuffisance de l'asile de Darnetal)* [26 novembre 1953] (p. 5553, 5554) ; Chap. 4721 : *Subventions aux familles (Rétablissement de l'assistance aux familles)* (p. 5557, 5558) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 13 : *Octroi des primes à la construction aux vieux ménages qui construisent* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5801) ; — du rapport

sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6445) ; — du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945, Art. 1<sup>er</sup> : *Les prélèvements de sang doivent être volontaires* [4 mars 1954] (p. 646) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Discussion générale (Différenciation entre la fête du 11 novembre et celle du 8 mai)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1562) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), EDUCATION NATIONALE : *Son article additionnel (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1650) ; *le retire provisoirement* (p. 1652) ; *Son article additionnel (Réparations de l'immeuble de l'école Decroly)* (p. 1654) ; — d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Dénomination du « Centre national des œuvres scolaires et universitaires)* [6 avril 1954] (p. 1810). — Est entendu sur une déclaration du Gouvernement : *Renvoi à la suite de toute discussion sur les déclarations de M. le Président du Conseil* [7 juillet 1954] (p. 3267). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Successor de M. Heuillard, ne pourra s'associer à un quelconque réarmement allemand (abstention)* [12 octobre 1954] (p. 4665) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Allocation compensatrice de l'augmentation de loyer, établissements de retraite pour vieillards, départementalisation des dépenses d'assistance, accroissement de la population infantine et prime à la natalité)* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5660 et suiv.) ; *le retire* (p. 5662) ; Chap. 43-91 : *Subventions aux centres régionaux d'action éducative ; Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement* (p. 5676) ; Chap. 46-32 :

*Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer* (p. 5702, 5703); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR** pour 1955; Art. 10 : *Progressivité du droit de licence sur les débits de boissons* [16 mars 1955] (p. 1516); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres : *Prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes à son profit* [22 mars 1955] (p. 1838); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons); Art. 3 : *Son amendement (Obligation pour les sociétés ayant pour objet principal l'exploitation d'un débit vendant des boissons alcooliques, de transformer leurs actions en actions nominatives)* [8 novembre 1955] (p. 5525); Art. 10 : *Son amendement (Interdiction d'employer des mineurs de moins de 21 ans dans les débits de boissons à consommer sur place)* (p. 5532). = S'excuse de son absence [12 novembre 1955] (p. 5640), [29 novembre 1955] (p. 6037). = Obtient un congé [12 novembre 1955] (p. 5640), [29 novembre 1955] (p. 6037).

**SAVARY (M. François)**, *Député de Saint-Pierre et Miquelon (S.)*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [10 juin 1954] (**F. n° 396**), [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**); et de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

### Dépôts :

Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 19 du décret n° 51-460 du 23 avril 1951 fixant le statut des administrateurs de la France d'outre-mer, **n° 2568**. — Le 14 novembre 1953, une proposition de loi tendant à déterminer les conditions d'éligibilité des Hauts-commissaires de la République, des Gouverneurs généraux et des Gouverneurs exerçant ou ayant exercé leurs fonctions dans un territoire ou un groupe de territoires d'outre-mer, **n° 7172**.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les conversations avec le Gouvernement tunisien [19 décembre 1951] (p. 9354). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **ETATS ASSOCIÉS** : *Oppose la question préalable (Nécessité de négocier avec le Viet-Minh)* [19 novembre 1952] (p. 5382 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les récents événements de Tunisie et la mort de Ferhat Hached, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens [9 décembre 1952] (p. 6079); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur le meurtre de Ferhat Hached, l'arrestation des leaders tunisiens et marocains, la violence des procédés de la police française* [16 décembre 1952] (p. 6469, 6470); *Date de la discussion fixée au mardi 23 décembre 1952* (p. 6477, 6478); — sur les récentes expulsions de Vietnamiens résidant en France [20 février 1953] (p. 1230); — sur la situation en Indochine et la politique française en Asie [18 mai 1953] (p. 2710); — sur la situation au Maroc, les initiatives inadmissibles de fonctionnaires locaux, et les graves conséquences locales et internationales de la politique actuelle [13 octobre 1953] (p. 4214). — Est entendu sur une communication du Gouvernement : *Motions votées par le Congrès national du Viet Nam à Saïgon (Emotion légitime suscitée dans le pays surpris; accords insuffisants et inadéquats conclus avec Bao Daï, en comparaison de l'indépendance totale accordée aux autres peuples asiatiques; buts de guerre actuels inconnus, velléités de négociations avec des tiers; négocia-*

tions nécessaires avec Ho Chi Minh; urgence d'un débat général [20 octobre 1953] (p. 4394, 4395). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Indochine et demande la fixation immédiate de la date de discussion [20 octobre 1953] (p. 4395); la développe : *Faiblesse des motifs alternativement invoqués pour justifier le combat (Maintien de l'Union française, résistance à l'agression, barrage à l'expansion chinoise, croisade contre le communisme); nécessité de négocier, opportunité de l'heure; nombreux interlocuteurs possibles, mais nécessité toujours de rencontrer Ho Chi Minh; responsabilités « pour le moins partagées » encourues par lui et par nous depuis 1946; conditions préalables à énoncer par la France* [27 octobre 1953] (p. 4562 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Ninine tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Pouvoirs des assemblées locales)* [23 novembre 1953] (p. 5441); Chap. 41-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions aux budgets locaux (Insuffisance de la subvention à Saint-Pierre et Miquelon)* (p. 5454). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour terminer la guerre d'Indochine par une paix négociée à la suite des déclarations d'Ho Chi Minh [2 décembre 1953] (p. 5839); — sur la situation militaire en Indochine [9 février 1954] (p. 105); et en demande la discussion immédiate (p. 106). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à préparer la conférence de Genève en saisissant toute occasion de mettre fin aux hostilités en Indochine* [9 mars 1954] (p. 762). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la situation en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Formation d'une commission de coordination des affaires indochinoises, « surprise » de Dien Bien Phu, conférence de Genève, réalisation de la paix)* [13 mai 1954] (p. 2374, 2375). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Ordre du jour de M. Lussy (Nécessité pour la France de ne pas aller « au-delà de ses moyens », hostilité*

*résolue à l'envoi du contingent, angoisse pour Hanoï, rappel illogique du général Navarre (bouc émissaire), désignation malheureuse de M. Frédéric-Dupont (« champion de la reconquête »), reconnaissance nécessaire de Mao Tse Tsoung, irréalisme français analogue en Afrique du Nord)* [9 juin 1954] (p. 2874); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer pour 1955, Etat A, Chap. 41-91 : *Amendement de M. Raingeard (Subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon)* [16 décembre 1954] (p. 6457, 6458). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3161). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des ennemis de l'entente franco-marocaine (Assassinat de M. Lemaigre-Dubreuil) [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Reconnaissance de la souveraineté tunisienne, accueil de la Tunisie à Bourguiba, problème constitutionnel* [7 juillet 1955] (p. 3708, 3709); *ses explications de vote* [8 juillet 1955] (p. 3763). — Ses rapports sur des pétitions [27 juillet 1955] (p. 4386). — Développe sa demande d'interpellation déposée le 21 juin 1955, sur les ennemis de l'entente franco-marocaine : *Le dérèglement des institutions républicaines par l'insubordination (maréchal Juin, général de Latour, « Présence française »; mission de M. Grandval; situation actuelle (Affermissement des extrémistes de l'Istiqlal, ingérence espagnole)* [6 octobre 1955] (p. 4810, 4811). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie : *Son ordre du jour (Rejet de la politique d'intégration, dissolution de l'Assemblée algérienne et élections libres, application du statut, refus de la confiance au Gouvernement)* [13 octobre 1955] (p. 5101); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de suspension au nom du groupe socialiste* [30 octobre 1955] (p. 5387).

**SCHAFF (M. Joseph)**, Député de la Moselle (M.R.P.)

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des

moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (F. n° 216); — Est désigné : pour représenter la Commission des moyens de communication et du tourisme au sein du Conseil supérieur des transports [9 août 1951] (F. n° 21); et pour faire partie de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages, et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (F. n° 495).

### Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à soumettre tous les retraités de la S.N.C.F. au même statut, n° 219. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de l'article 44 de la loi municipale d'Alsace et de Lorraine du 6 juin 1895 concernant l'adjonction des contribuables plus imposés pour certaines délibérations du conseil municipal, n° 486. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre définitive l'existence du service des comptes chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle, et à prévoir l'extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français, n° 489. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, n° 633. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à obtenir la prise en charge, par la « Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales », des fonctionnaires de police de l'Etat à carrière mixte, provenant des collectivités du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle non affiliées à la Caisse nationale, n° 653. — Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre l'assurance automobile obligatoire et pour instituer un fonds de garantie destiné à indemniser les victimes d'accidents causés par les véhicules mécaniques, n° 803. — Le 13 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser le projet de mise en

état de navigabilité de la Moselle entre Thionville et le Rhin, n° 1092. — Le 22 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 299) de M. Pierre Montel tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans des cimetières désaffectés, n° 1670. — Le 22 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 486) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des dispositions de l'article 44 de la loi municipale d'Alsace et de Lorraine du 6 juin 1895 concernant l'adjonction des contribuables plus imposés pour certaines délibérations du conseil municipal, n° 1671. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 31 mars 1952 les dispositions de l'article 6 de la loi n° 51-1059 du 1<sup>er</sup> septembre 1951, concernant le versement des cotisations de sécurité sociale des employeurs et travailleurs indépendants, n° 2068. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'allocation de logement aux chargés de famille pendant la période de construction de leur habitation, n° 2650. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à valider au profit des militaires de carrière originaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la durée des services accomplis dans l'armée allemande sous l'empire de la contrainte, n° 2651. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 489) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre définitive l'existence du service des comptes chèques dans les caisses d'épargne des départements du Rhin et de la Moselle et à prévoir l'extension de ce service aux caisses d'épargne des autres départements français, n° 2767. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis (n° 893) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1952 sur la police des chemins de fer, n° 2771. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Gabelle et plu-



sieurs de ses collègues (n° 1775) tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1<sup>er</sup> août 1950 accordant des facilités de transport par chemins de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi ; 2° de M. Frédéric-Dupont (n° 1838) ayant pour objet d'accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 0/0 sur les réseaux de la S.N.C.F. ; 3° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 2862) tendant à étendre aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application des régimes concernant les fonctionnaires civils et militaires, les travailleurs et agents de l'Etat, des départements, des communes et des services concédés, le bénéfice des facilités de transport par chemin de fer accordées au titre de la loi n° 50-891 du 1<sup>er</sup> août 1950, **n° 3178**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2924) de M. Marrane, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à porter à 60 0/0 la réduction accordée aux groupes sportifs voyageant sur les chemins de fer, **n° 3660**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3094) de M. Pluchet tendant à faire bénéficier de facilités de transport par chemin de fer les épouses de bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager de la sécurité sociale, **n° 3661**. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2711 du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 3800**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 3153) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour fixer à 50 0/0 la réduction du billet S.N.C.F. de congés annuels à tous les jeunes travailleurs salariés de 14 à 21 ans ; 2° de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues (n° 3496) tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder aux jeunes de moins de 21 ans, pour le voyage aller et retour à l'occasion de leur congé payé, une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F., **n° 3860**. — Le 3 juillet 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et

du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2161) de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au paiement des pensions de l'Etat par mandat-carte ou par virement de compte, **n° 3952**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 3642) de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1<sup>er</sup> août 1950, en accordant le bénéfice du tarif de congés payés aux conjoints de retraités, **n° 4063 (rectifié)**. — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3228) portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville, **n° 4619**. — Le 6 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 299) de M. Pierre Montel tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés, **n° 4620**. — Le 19 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit des sinistrés mobiliers, **n° 4799**. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2916) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir aux fonctionnaires d'Etat, des administrations publiques, aux agents des entreprises nationalisées ou concédées (S.N.C.F.) de tous grades, tous les avantages afférents à leurs statuts et à leur situation, en cas de détachement sur un théâtre d'opérations, **n° 4876**. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à la déclaration de tout changement de résidence et à l'institution d'un fichier domiciliaire dans chaque commune, **n° 5901**. — Le 18 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 487) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, **n° 5926**. — Le 18 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et

du tourisme sur la proposition de loi (n° 3930) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charge, **n° 5927**. — Le 18 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 4102) de MM. Bernard Lafay et de Léotard tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S.N.C.F. d'accorder aux bénéficiaires du billet populaire de congés payés la possibilité de voyager individuellement à l'aller aussi bien qu'au retour, **n° 5928**. — Le 18 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 4567) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues accordant des facilités de transport par chemin de fer aux assurés sociaux bénéficiaires des prestations de l'assurance longue maladie, **n° 5929**. — Le 18 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3397) fixant le régime applicable à la correspondance postale, télégraphique et téléphonique dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 5930**. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les modalités de recrutement des contrôleurs et des contrôleurs des installations électro-mécaniques des P.T.T., **n° 5994**. — Le 26 mars 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux spoliés des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle une conversion de leurs avoirs ou créances libellés en francs au taux de 20 francs pour 1 R. M., **n° 6043**. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à régulariser le payement par la S. N. C. F. des rentes d'invalidité-vieillesse et de la pension de coordination dues aux cheminots retraités ayant servi dans l'ancien réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, **n° 6390**. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour que soient pris en charge par l'Etat les frais d'acquisition d'un chien-guide pour les aveugles, **n° 6580**. — Le 22 juillet 1953, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les sinistrés mobiliers à réemployer leurs dommages de guerre dans la construction d'immeubles à usage d'habitation, **n° 6581**. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5994) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les modalités de recrutement des contrôleurs et des contrôleurs des installations électro-mécaniques des P. T. T., **n° 7080**. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 6740) de M. Midol et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1<sup>er</sup> août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versés au titre d'un régime de sécurité sociale, **n° 7081**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6078) de M. Diethelm et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à opérer rapidement la transformation de 18.000 agents et agents principaux d'exploitation des P. T. T. en contrôleurs et contrôleurs principaux, **n° 7215**. — Le 5 mars 1954, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 53-659 du 1<sup>er</sup> août 1953 aux ressortissants de différentes nationalités, résidant en France, incorporés de force dans l'armée allemande où ils ont été blessés ou victimes civiles, n'ayant acquis la nationalité française qu'après la Libération, **n° 7977**. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la création d'un « carnet de permis de conduire » en vue d'obtenir une meilleure observation du Code de la route, **n° 8287**. — Le 20 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter de 30.000 à 300.000 francs le montant du prêt hypothécaire susceptible d'être consenti aux anciens combattants et victimes de guerre désireux de construire, **n° 8489**. — Le 5 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3552) de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative aux indemnités communales bénévoles aux instituteurs et institutrices de

certaines communes des départements du Rhin et de la Moselle, n° 9076. — Le 11 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes du commerce de la cristallerie, n° 9135. — Le 5 novembre 1954, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 8580) de M. Pupat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la gratuité du voyage par chemin de fer ou autobus à tous les militaires accomplissant leur service actif pour toute permission au-dessus de quarante-huit heures et pour une distance de plus de 100 kilomètres aller et retour, n° 9391. — Le 18 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Grousseau et plusieurs de ses collègues (n° 8913) tendant à accorder aux aveugles et grands infirmes des réductions de prix sur les transports, n° 9769. — Le 18 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. la proposition de loi (n° 9340) de M. Billiemaz tendant à étendre aux bénéficiaires de l'allocation de vieillesse pour les non-salariés instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 les dispositions de la loi n° 50-891 du 1<sup>er</sup> août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versé au titre d'un régime de sécurité sociale; II. la proposition de résolution (n° 5272) de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à étendre à un plus grand nombre de bénéficiaires les dispositions tarifaires spéciales accordées par la S. N. C. F. à l'occasion des congés annuels, n° 9770. — Le 13 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9256) de M. Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 10 février 1955 un projet de loi-programme visant à fixer et à financer un plan de mise en fabrication de matériel de chemin de fer propre à remédier au chômage partiel et à assurer le plein emploi dans les entreprises spécialisées et surtout à doter le nouveau réseau électrifié de la S.N.C.F. de matériel roulant de gros tonnage

propre à confirmer et à soutenir la rentabilité de ce réseau, n° 9887. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département de la Moselle, n° 9984. — Le 4 février 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux départements d'Alsace et de Lorraine (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle), le bénéfice de l'article 1454, paragraphe 5, du Code général des impôts, n° 10108. — Le 22 mars 1955, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, n° 10482. — Le 4 août 1955, une proposition de loi ayant pour objet d'étendre aux fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine les dispositions de l'article 97 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, n° 11422.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'aménagement de la Moselle)* [7 décembre 1951] (p. 8914, 8915); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (Tarifs des chemins de fer)* [16 novembre 1951] (p. 8119); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 1050 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire les crédits pour les missions de recherches (Recherche des corps des victimes de guerre)* [27 novembre 1951] (p. 8545, 8546); *le retire* (p. 8546); Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (Gestion des constructions provisoires)* (p. 8547); *le retire* (ibid.); Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés* (p. 8550); *le retire* (p. 8550); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les secours aux œuvres diverses (Monument du Mont-Valérien)* (p. 8555, 8556); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire*

de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Personnel des chantiers de jeunesse) [18 décembre 1951] (p. 9273); le retire (p. 9276); Chap. 1150 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Œuvres post-scolaires en Alsace-Lorraine) [19 décembre 1951] (p. 9400, 9405); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Réforme de la S. N. C. F.) [28 février 1952] (p. 1125); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Sort des françaises veuves de soldats allemands) [28 octobre 1952] (p. 4522); le retire (ibid.); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Etat A, Chap. 6080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les versements au budget général (Prêts consentis aux collectivités publiques en Alsace-Lorraine) [14 novembre 1952] (p. 5127); le retire (ibid.); P. T. T., Etat A, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Primes pour les médaillés d'honneur) (p. 5135); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3101 : Personnes exclues de l'allocation logement [15 novembre 1952] (p. 5183); Chap. 3102 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Français sinistrés ou spoliés en Sarre) (p. 5234); le retire (p. 5235); Chap. 3401 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements de frais (Constructions de Wiederaufbau en Alsace-Lorraine) (p. 5239); le retire (p. 5240); Chap. 3702 : Liquidation des constructions provisoires (p. 5243); — d'une proposition de loi portant amnistie : Article additionnel : Son amendement tendant à amnistier les membres d'organisations syndicales condamnés par les commissions départementales de reconstitution [10 mars 1953] (p. 1771); — du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois; Art. 6 : Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'à partir de la date à laquelle auront été prises des mesures semblables au profit des ressortissants français [17 mars 1953] (p. 1936); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AFFAIRES ÉTRAN-

GÈRES, Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, Titre IV, Chap. 42-34 : Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif (Rentes ou pensions dues à des Français par le Gouvernement de Bonn) [4 novembre 1953] (p. 4815); le retire (p. 4816); P. T. T. : Son rappel au règlement (Vote sur les motions préjudicielles) [27 novembre 1953] (p. 5656); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 13 : Amendement de M. Siefridt tendant à réserver 3 milliards de primes aux opérations de construction faites par les H. L. M. ou les sociétés de crédit immobilier [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5800); Article additionnel : Amendement de M. Penoy tendant à exonérer de droits de succession les biens sinistrés non reconstruits [2 décembre 1953] (p. 5870); Etat A, Chap. 4622 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux de remembrement (Remboursement des frais pour travaux conservatoires d'immeubles sinistrés) (p. 5878); P. T. T. : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander l'augmentation des crédits pour l'équipement téléphonique, la titularisation de 18.000 emplois, la majoration de certaines indemnités de guichet et de nuit [7 décembre 1953] (p. 6200); le retire (p. 6201); Etat A, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Echelon du principalat pour les facteurs) (p. 6207); le retire (p. 6208); Chap. 1020 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Déclassement des agents d'exploitation) (p. 6211); Chap. 1030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour services communs (Création d'emplois de contremaîtres) (p. 6213); Chap. 1050 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services des chèques postaux (Intérêt versé au budget des P. T. T. par le Trésor) (p. 6223); Chap. 1080 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Insuffisance du traitement des auxiliaires) (p. 6227); Chap. 1110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Prime de fin d'année) (p. 6231); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes aux médaillés) (p. 6231); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3102 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'Administration

centrale (*Création de cadres mécanographes*) [9 décembre 1953] (p. 6369); le retire (ibid.); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 8 : *Hausse du prix du fer et de l'acier* [10 décembre 1953] (p. 6439); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes et voies navigables (Agents de la navigation intérieure)* [12 décembre 1953] (p. 6566); Chap. 3521 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les routes et ponts (Etablissement d'une taxe sur les véhicules étrangers)* (p. 6585); le retire (ibid.); Chap. 4541 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à la S. N. C. F. (Bonifications aux cheminots anciens combattants)* (p. 6589); — du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Commission Lorraine-Alsace-Sarre, son utilité* [6 novembre 1953] (p. 4943); — du projet de loi concernant le Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Prorogation d'un an des délais et avantages fiscaux accordés aux acquéreurs de terrains victimes de la faillite ou de la liquidation d'une société de crédit différé)* [18 février 1954] (p. 392); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 35-61 : *Son amendement (Zones de servitude de la ligne Maginot)* [19 mars 1954] (p. 1084); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Titularisation des auxiliaires, indemnités de nuit, prime des agents décorés de la médaille d'honneur du travail, équipement des secteurs ruraux, refus de prendre en considération le budget dans sa forme actuelle* [5 novembre 1954] (p. 4782, 4783); Etat A, Chap. 1010 et 1120 : *Ses amendements indicatifs (Revalorisation des indemnités)* [9 novembre 1954] (p. 4841); Chap. 1030 : *Son amendement indicatif (Equivalence du Reifezeugnis et du certificat d'études pour les auxiliaires des départements du Rhin et de la Moselle)* [10 novembre 1954] (p. 4877); le retire (ibid.); *Amendement indicatif de M. Cayeux (Modalités de recrutement des contrôleurs)* (p. 4879); *Son amendement indicatif (Service de tri des différents centres)* (p. 4879, 4880); Chap. 1060 : *Amendement de M. Dagain (Réduction du nombre des créations*

*d'emplois au service des lignes souterraines)* (p. 4885); Chap. 1120 : *Demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Dagain (Taux de la prime de productivité); Prime attachée à la médaille d'honneur du travail* (p. 4888); Chap. 1140 : *Son amendement indicatif (Révision des pensions de certains agents ayant été auxiliaires)* (p. 4891); Chap. 3120 : *Son amendement indicatif (Prise en charge par les P.T.T. de la pose de boîtes aux lettres dans les communes)* (p. 4891); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-14 : *Son amendement indicatif (Application du décret du 6 octobre 1950 portant transformation d'emplois des personnels des centres mécanographiques des préfectures)* [23 novembre 1954] (p. 5278); le retire (p. 5279); Chap. 31-41 : *Sécurité routière* (p. 5284); Chap. 34-95 : *Son amendement (Travaux de la Commission d'unification législative des départements d'Alsace et de Lorraine)* (p. 5294); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-02 : *Son amendement indicatif (Feuilles d'attachement des journées d'ouvriers des ponts et chaussées; trous d'épingles; aménagement de postes de secours le long des routes nationales)* [9 décembre 1954] (p. 5993, 5994); Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Statut du personnel de la navigation intérieure et des ports maritimes)* (p. 6006); Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Contrôle de la S.N.C.F.)* (p. 6009); le retire (ibid.); Chap. 34-11 : *Son amendement indicatif (Contrôle des poids lourds)* [11 décembre 1954] (p. 6122); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), Article unique : *Explications de vote (Loyalisme des Alsaciens-Lorrains) (au sujet d'un article de la Soldaten Zeitung)* [29 décembre 1954] (p. 6927). — Dépose une demande d'interpellation au sujet de la grève des P.T.T. à Nancy [21 janvier 1955] (p. 94). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-02 : *Son amendement indicatif (Demandes de transfert et de mutation pour acquéreurs de dommages)* [21 janvier 1955] (p. 108); le retire (p. 109); *Son*

*amendement indicatif (Bonification d'ancienneté pour les résistants)* (p. 108); *le retire* (p. 109); *Transfert de dommages sur un autre bâtiment public* (ibid.); Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Sinistrés acquéreurs de mobilier sous séquestre de 1940 à 1945 et droits à indemnisation)* (p. 112); *le retire* (p. 113); *Son amendement indicatif (Frais de viabilité pour les groupements de sinistrés)* (p. 113); *le retire* (ibid.); *Potentiel des dommages de guerre* (p. 113); Chap. 37-31 : *Son amendement indicatif (Retard des expertises)* (p. 160); Etat D, paragraphe premier, deuxième ligne : *Délégations départementales et sinistrés mobiliers* [26 janvier 1955] (p. 244); troisième ligne : *Demande de disjonction de l'état D faite par M. A. Lenormand* (p. 244); neuvième ligne : *Son amendement indicatif (Sinistrés hors de France et sinistrés étrangers naturalisés)* (p. 245); *le retire* (ibid.); *Sinistrés sarrois* (p. 245); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Prêt hypothécaire pour victimes de la guerre)* [9 mars 1955] (p. 1236); Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Chien des aveugles)* (p. 1236); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 11-20 : *Son amendement indicatif (Prime de résultat d'exploitation)* [15 mars 1955] (p. 1454, 1455); *le retire* (p. 1455); Chap. 11-30 : *Son amendement indicatif (Gérants d'agences postales en Alsace-Lorraine)* (p. 1458 à 1460); Chap. 11-60 : *Intégrations dans le corps des inspecteurs* (p. 1461); *Son amendement indicatif (Auxiliaires statutaires licenciés)* (p. 1464); *Son amendement indicatif (Agents d'exploitation et des installations, transformation en contrôleurs et contrôleurs des installations)* (p. 1464); Chap. 31-30 : *Son amendement indicatif (Augmentation des effectifs)* (p. 1464); *le retire* (p. 1465); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Suppression des droits de succession sur certains biens sinistrés)* [19 mars 1955] (p. 1755); de ce projet de loi en cinquième lecture : Art. 31 : *Son amendement (Réorganisation des lignes de chemin de fer d'intérêt secondaire)* [24 mai 1955] (p. 2956, 2957); *le retire* (p. 2957); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de

*Rapporteur pour avis : Coordination des transports, S.N.C.F., reconstruction des bâtiments de voyageurs, lignes secondaires, routes, tunnel sous le Mont Blanc, voies navigables, ports maritimes, R. A. T. P., P. T. T., radiodiffusion-télévision* [11 mai 1955] (p. 2668 à 2673); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Perrin (Achèvement du canal du Nord)* [25 mai 1955] (p. 3034, 3035); *Son amendement (Reconstruction des bâtiments à voyageurs)* (p. 3038); *le retire* (ibid.).

**SCHLEITER (M. François), Sénateur.**

*Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953) (p. 5770).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement (Office de la main-d'œuvre)* [23 novembre 1953] (p. 5446); Chap. 31-31 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services administratifs (Service des ports)* (p. 5447); Chap. 31-51 : *Demande de rétablissement des crédits pour la rémunération des magistrats des territoires d'outre-mer* (p. 5451); Chap. 34-31 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des services administratifs (Laboratoire des produits pharmaceutiques de Marseille)* (p. 5452); — du projet de loi portant application de l'article 412 du Code pénal dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Harmonisation de la législation des territoires d'outre-mer avec celle de la Métropole)* [18 février 1954] (p. 398); — du projet de loi portant réparation des dommages causés aux victimes des troubles survenus à Madagascar, Art. 3 : *Amendement de M. Cernolacce tendant à instituer pupilles de la nation, les orphelins dont le père a été tué pendant les troubles de 1947* [19 février 1954] (p. 443, 444); *Article additionnel de M. Ranaivo : crédit de 650 millions de francs*

ajouté à la subvention au Gouvernement général de Madagascar pour permettre l'octroi aux victimes d'un troisième quart de leur indemnité (p. 445); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Discussion générale (Les soirées élections dirigées dans les territoires d'outre-mer)* [12 mars 1954] (p. 856). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

**SCHMITT (M. Albert)**, *Député du Bas-Rhin* (*M. R. P.*).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé : membre de la Commission des moyens de communication et des transports [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**); de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières [17 mars 1955] (**F. n° 54**).

#### Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder une pension immédiate et proportionnelle aux fonctionnaires d'Etat, agents publics et agents des entreprises nationalisées et concédées encore privés du droit à pension par suite d'une mesure d'épuration, **n° 611**. — Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires avec la S.N.C.F. en vue de créer à Strasbourg une direction régionale de la S.N.C.F., **n° 612**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat, définitive et sans contrepartie, des avances de trésorerie accordées en 1939 par l'Etat à la ville de Strasbourg

et aux hospices civils de Strasbourg, à l'occasion et à la suite de l'évacuation et du repliement des hospices civils, **n° 613**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à soumettre tous les retraités de la S.N.C.F. au même statut, **n° 614**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à réglementer les rapports entre propriétaires et locataires de fonds de commerce, **n° 615**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à faire respecter l'article 56 de la loi municipale locale du 6 juin 1895 relatif au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 616**. — Le 5 septembre 1951, une proposition de loi tendant à faciliter à la victime d'un accident du travail le recours contre le tiers auteur de l'accident, prévu par l'article 68 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946, **n° 1005**. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage femme, en faveur des praticiens de la médecine naturelle d'Alsace et de Lorraine pouvant faire valoir leurs droits acquis, **n° 1748**. — Le 28 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'application de la loi n° 51-351 du 20 mars 1951 relative aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics et de la S.N.C.F. ayant exercé avant la guerre 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, **n° 2253 (rectifié)**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour soutenir la production et la recherche du pétrole en Alsace, **n° 2309**. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 1008) tendant à faire bénéficier le personnel des ex-chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, ayant opté en 1924-1925 et ultérieurement pour le régime des retraites des grands réseaux français, introduit par la loi du 21 juillet 1909, de l'affiliation à ce régime à partir de 1911 au lieu de 1925, **n° 2551**. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de

loi : 1° de MM. Schaff, Penoy et Albert Schmitt (n° 219) tendant à soumettre tous les retraités de la S.N.C.F. au même statut ; 2° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 614) tendant à soumettre tous les retraités de la S.N.C.F. au même statut, **n° 2552**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à maintenir aux fonctionnaires d'Etat, des administrations publiques, aux agents des entreprises nationalisées ou concédées (S.N.C.F.) de tous grades, tous les avantages afférents à leurs statuts et à leur situation, en cas de détachement sur un théâtre d'opérations, **n° 2916**. — Le 13 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les auxiliaires au titre d'emplois réservés, **n° 2917**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 4459**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 4460**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 45 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif au portefeuille de valeurs mobilières de certaines sociétés, **n° 4461**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 28 de l'ordonnance du 11 octobre 1945, instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, **n° 4462**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'électrification de certaines sections de lignes de la S.N.C.F., **n° 4922**. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à permettre la prise en compte pour le calcul de la retraite de certains membres de l'enseignement dépendant du Ministère de l'Education nationale des années de service accomplies dans l'enseignement privé, **n° 5646**. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations de sécurité sociale les invalides obligés d'avoir à leur service une tierce personne, **n° 6297**. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 6298**. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur :

1° la proposition de loi (n° 6390) de M. Schaff tendant à régulariser le payement par la S.N.C.F. des rentes d'invalidité-vieillesse et de la pension de coordination dues aux cheminots retraités, ayant servi dans l'ancien réseau des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ; 2° sur la proposition de résolution (n° 6230) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès de la S.N.C.F. afin que les agents « F », en retraite, anciens assurés volontaires des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, puissent obtenir le payement de leurs rentes d'invalidité et de vieillesse, **n° 6938**. — Le 25 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 définissant le statut et les droits des déportés et internés politiques, **n° 10846**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités à la S.N.C.F. (Salaires et retraites des cheminots)* [15 novembre 1951] (p. 8090, 8091) ; Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Salaires insuffisants des cheminots)* (p. 8093, 8094) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Assainissement de la S.N.C.F., coordination du rail et de la route, agitation causée par les lois-cadres)* [30 décembre 1951] (p. 10261 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Réorganisation de la S.N.C.F. par initiative gouvernementale* [4 janvier 1952] (p. 115 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de suspension de séance* [7 janvier 1952] (p. 191). — Dépose une demande d'interpellation sur les salaires des cheminots et le décret du 1<sup>er</sup> juin 1950 [2 juillet 1953] (p. 3210). — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la revalorisation des pensions de certains agents de la Société nationale des chemins de fer français [13 novembre 1953] (p. 5054, 5055). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET



POPULATION, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de la santé (Médecins naturalistes d'Alsace-Lorraine)* [26 novembre 1953] (p. 5549); *le retire* (p. 5550). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative au paiement des pensions aux fonctionnaires amnistiés [30 juillet 1954] (p. 3748); — à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au service des retraites de la Société nationale des chemins de fer français [13 août 1954] (p. 4186). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Médecins naturalistes d'Alsace)* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5663); *le retire* (p. 5664); Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Naturalisations)* (p. 5665, 5666); *le retire* (p. 5666); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Décrets du 12 novembre 1954 relatifs à la S.N.C.F., fermeture et déclassement des lignes secondaires, insuffisance des moyens de communication nécessaires à l'exploitation des usines de Pechelbronn, coordination du rail et de la route, cheminots* [4 décembre 1954] (p. 5825 et suiv.); Etat D : *Amendement de M. Darou (Reconstruction des gares frontières : Wissembourg)* [15 décembre 1954] (p. 6381); *Son article additionnel (Abrogation de l'article 2 du décret du 12 novembre 1954 relatif à la fermeture des lignes secondaires)* (p. 6386); Etat A, Chap. 45-42 : *Demande de disjonction de M. R. Manceau (Revendications des cheminots)* [18 décembre 1954] (p. 6569); *Ses amendements (Transfert des services douaniers à la gare de Bâle, atelier de chemin de fer de Bischleim)* (p. 6569); *les retire* (p. 6570); Chap. 45-44 : *Son amendement indicatif (Cheminots expulsés d'Alsace-Lorraine de 1940 à 1944)* (p. 6571, 6572); *le retire* (p. 6572); *Son article additionnel (Conditions préalables à toute fermeture de lignes)* (p. 6574, 6575); *Ses explications de vote* (p. 6578, 6579). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des ouvriers des tuileries Bisch, en grève depuis le 18 juin 1955 [5 juillet 1955] (p. 3607).

**SCHMITT (M. René)**, *Député de la Manche (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Président de la Commission de la marine et des pêches [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**); Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [7 août 1951] (**F. n° 18**).

#### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en faveur du financement des programmes de construction d'I.L.M., **n° 341**. — Le 3 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature, au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Denvers, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article premier de la loi du 20 décembre 1949, relative à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins (repris le 3 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la marine marchande et des pêches), **n° 544**. — Le 8 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ramener de 13,5 0/0 à 10 0/0 le maximum du taux d'abattement des zones de salaire et à réduire dans la même proportion les autres écarts d'abattement; 2° à calculer sur ces nouvelles bases les réductions applicables aux allocations familiales; 3° à procéder à la correction des anomalies du classement actuel des zones de salaire, **n° 1045**. — Le 8 septembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les inscrits maritimes du cumul d'une pension d'invalidité pour maladie avec une pension vieillesse, **n° 1050**. — Le 8 septembre

1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 au profit de certaines catégories d'agents des Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air, **n° 1052**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence la décision fixant le nouveau bordereau des salaires des techniciens de la marine nationale sur la base de la décision du 19 avril 1951 du Ministre de la Défense nationale fixant les salaires des ouvriers des arsenaux, **n° 1075**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au mandatement immédiat d'une avance de 100 millions de francs, en attendant que soient votés les crédits du budget de 1952, afin d'assurer dès maintenant la préparation des athlètes sélectionnés aux prochains jeux olympiques, **n° 1173**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à exempter de la taxe proportionnelle les revenus provenant d'immeubles nouvellement construits, lorsqu'ils sont perçus, soit par des exploitants individuels, soit par des sociétés non passibles de l'impôt sur les sociétés, et qu'ils sont inclus dans les bilans de ces exploitations, **n° 1311**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1540 du 1<sup>er</sup> octobre 1948, autorisant le Ministre des Travaux publics et des Transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, **n° 1395**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions pour effectuer la péréquation des retraites des ouvriers d'Etat, bénéficiaires de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, **n° 1784**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 290 du Code général des impôts, relatif aux exemptions de la taxe sur les transactions, **n° 1814**. — Le 19 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 438) de M. Denvers, sénateur, et plusieurs de ses collègues relative aux droits à pension proportionnelle des anciens marins du commerce ou de la pêche invalides de guerre, **n° 2085**. — Le 25 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 1962) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par

l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) portant modification des articles 48 à 58 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 2463**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à instituer une taxe forfaitaire unique sur les ventes de cidre égale au maximum au tiers de la taxe forfaitaire unique applicable aux vins, **n° 2671**. — Le 21 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre pendant vingt-cinq ans l'exonération de l'impôt foncier à tous les immeubles sinistrés sans distinction, **n° 2999**. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 3157**. — Le 2 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux pêcheurs et ostréiculteurs du département de la Manche, victimes de sinistres survenus au cours de la tempête des 28 et 29 mars derniers, **n° 3174**. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à accepter les titres de reconstruction en paiement des impôts, **n° 3265**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 3115) portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1532 du 29 septembre 1948, n° 51-15 du 4 janvier 1951 et n° 51-1096 du 14 septembre 1951, **n° 3275**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 1911) ratifiant la convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest, **n° 3277**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à créer une nouvelle tranche de titularisation pour les agents du M.R.U., **n° 3375**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à relever le taux de l'assistance aux vieillards, infirmes incurables (loi du 14 juillet 1905) au niveau de celui de l'allocation temporaire instituée par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946, **n° 3434**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre, **n° 3458**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy, dite loi du 12 mai 1941, **n° 3475**. — Le 6 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter

Le Gouvernement à appliquer immédiatement le troisième alinéa de l'article 7 de la loi de finances (n° 52-401) du 14 avril 1952 concernant l'émission d'un emprunt par la Caisse autonome de la reconstruction, n° 3581. — Le 26 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 1911) ratifiant la Convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest, n° 3837. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 4210. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture, ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, n° 4250. — Le 9 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en ordre les salaires des ouvriers de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951, n° 4370. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à accorder une réduction du prix des fermages et des facilités de paiement aux preneurs de baux ruraux ayant subi des pertes de cheptel du fait de la fièvre aphteuse, n° 4558. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 1870) de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer des prêts spéciaux de la Caisse de crédit maritime en cas de calamités maritimes, n° 4820. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi tendant à réglementer l'accès en France des équipages de bateaux du commerce appartenant à certaines nationalités, n° 5308. — Le 23 janvier 1953, une proposition de loi tendant à uniformiser la situation des officiers de la marine nationale et celle des capitaines au long cours qui ont été promus administrateurs de l'inscription maritime, n° 5358. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le classement indiciaire des agents de gardiennage des services extérieurs de la marine marchande, n° 5572. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à faire prendre en charge par l'Etat la réfection et l'entretien des digues de protection contre la

mer, n° 5573. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 5218) concernant l'institution de recettes au profit de l'Etablissement national des invalides de la marine, n° 5832. — Le 12 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (Dispositions concernant les mesures en faveur de la reconstruction), n° 5842. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 6049) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5528) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction, n° 6060. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures d'aide financière en faveur des constructeurs dits « Castors », n° 6150. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-483 du 20 mai 1953 relatif au licenciement des ouvriers de la défense nationale, n° 6352. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à attribuer une gratification aux vieux serviteurs des établissements militaires de l'Etat à l'occasion de l'attribution de la médaille d'honneur du travail, n° 6492. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter immédiatement de 25 0/0 le taux de la retraite des vieux travailleurs et de l'allocation temporaire aux vieux, n° 6817. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à élever le plafond des dépôts faits au titre de l'épargne-construction, n° 7036. — Le 13 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 7169. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger les décrets pris en vertu de l'article 7 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, n° 7575. — Le 8 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à alléger les redevances des rôles de plaisance, à supprimer la taxe de 400 francs par CV pour les moteurs de plus de 5 CV et à accorder la liberté quantitative des engins de pêche pour les plaisanciers possesseurs d'un per-

mis avec droits de pêche, n° 9662. — Le 27 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement de la médaille militaire, n° 9801. — Le 18 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 74) tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 2° de M. Félix Gouin (n° 364) tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 400) modifiant l'article 10, 5<sup>e</sup> alinéa, de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre ; 4° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 522) tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 5° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 748) tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu ; 6° de M. Midol et plusieurs de ses collègues (n° 752) tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 à 250.000 francs ; 7° de M. Le Roy Ladurie (n° 1376) tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis partiellement détruits par faits de guerre ; 8° de M. Isorni (n° 1379) tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés ; 9° de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 1820) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1888 du 25 septembre 1948 et par la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière ; 10° de M. Pierre Souquès (n° 2429) tendant à modifier les articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 11° de M. Anthonioz (n° 2695) tendant à modifier

l'article 6, 6°, de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 12° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 3458) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre ; 13° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 4039) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre ; 14° de MM. Catoire et Jean Cayeux (n° 4092) tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 15° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4321) tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 16° de M. Jean Crouzier et plusieurs de ses collègues (n° 4436) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 17° de M. Triboulet (n° 4457) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 18° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 4459) relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 19° de MM. Desson et Titeux (n° 4858) tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 20° de M. Crouzier (n° 4902) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre ; 21° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues (n° 5024) tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 22° de M. Crouzier (n° 5338) tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 23° de M. Henneguelle et plusieurs de ses collègues (n° 5405) tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 24° de M. Max Brusset (n° 5467) tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière ; 25° de MM. Kauffmann et Wolf (n° 5937) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les

dommages de guerre ; 26° de M. Marcel Massot (n° 6335) tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est conséquence et suite de faits de guerre ; 27° de MM. Jean Cayeux et Bouxom (n° 6388) relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition ; 28° de M. Jean Crouzier (n° 7049) tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 29° de M. Febvay (n° 7367) tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France ; 30° de M. de Saivre (n° 7480) tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre ; 31° de M. Crouzier (n° 8225) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 32° de M. Maurice Grimaud (n° 8383) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 33° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 8653) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 34° de M. Michel Mercier et Mme Francine Lefebvre (n° 8753) tendant à modifier l'article premier, deuxième alinéa, du décret n° 52-807 du 10 juillet 1952, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de dommages de guerre ; 35° de M. Jean Crouzier (n° 8827) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle, détruits par faits de guerre ; 36° de M. Febvay (n° 9736) tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 37° de M. Radius et plusieurs de ses collègues sénateurs (n° 3089) tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; II. la proposition de résolution de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 4799) tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit des sinistrés mobiliers, **n° 10462**. — Le 5 mai 1955, un 2<sup>e</sup> rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des domma-

ges de guerre et du logement sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 74) tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 2° de M. Félix Gouin (n° 364) tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 400) modifiant l'article 10, 5<sup>e</sup> alinéa de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre ; 4° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 522) tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 5° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 748) tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu ; 6° de M. Midol et plusieurs de ses collègues (n° 752) tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 à 250.000 francs ; 7° de M. Le Roy Ladurie (n° 1376) tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis partiellement détruits par faits de guerre ; 8° de M. Isorni (n° 1379) tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés ; 9° de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 1820) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, et par la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière ; 10° de M. Pierre Souqués (n° 2429) tendant à modifier les articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 11° de M. Anthoiz (n° 2695) tendant à modifier l'article 6, 6° de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 12° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 3458) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la ces-

sion des droits à indemnité des dommages de guerre ; 13° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 4039) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre ; 14° de MM. Catoire et Jean Cayeux (n° 4092) tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 15° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4321) tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 16° de M. Jean Crouzier et plusieurs de ses collègues (n° 4436) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 17° de M. Triboulet (n° 4457) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 18° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 4459) relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 19° de MM. Desson et Titeux (n° 4858) tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 20° de M. Crouzier n° 4902) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre ; 21° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues (n° 5024) tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 22° de M. Crouzier (n° 5338) tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 23° de M. Henneguette et plusieurs de ses collègues (n° 5405) tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 24° de M. Max Brusset (n° 5467) tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière ; 25° de MM. Kauffmann et Wolff (n° 5937) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 26° de M. Marcel Massot (n° 6335) tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est conséquence

et suite de faits de guerre ; 27° de MM. Jean Cayeux et Bouxom (n° 6388) relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition ; 28° de M. Jean Crouzier (n° 7049) tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 29° de M. Febvay (n° 7367) tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France ; 30° de M. de Saivre (n° 7480) tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre ; 31° de M. Crouzier (n° 8225) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 32° de M. Maurice Grimaud (n° 8383) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 33° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 8653) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 34° de M. Michel Mercier et Mme Francine Lefebvre (n° 8753) tendant à modifier l'article premier, 2° alinéa, du décret n° 52-807 du 10 juillet 1952, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de dommages de guerre ; 35° de M. Jean Crouzier (n° 8827) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle, détruits par faits de guerre ; 36° de M. Febvay (n° 9736) tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 37° de M. Badius et plusieurs de ses collègues sénateurs (n° 3089) tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre ; 38° de M. Pluchet et plusieurs de ses collègues (n° 10227) tendant à permettre la libre disposition des créances de dommages de guerre ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 4799) tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit des sinistrés mobiliers ; 2° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 7015) tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'application de la taxe proportionnelle

aux indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10675. — Le 13 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un insigne distinctif en faveur des rescapés des navires torpillés (guerre 1914-1918), n° 11205. — Le 20 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur : 1. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 74) tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 2° de M. Félix Gouin (n° 364) tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 400) modifiant l'article 10, 5° alinéa de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre; 4° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 522) tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 5° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 748) tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu; 6° de M. Midol et plusieurs de ses collègues (n° 752) tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 à 250.000 francs; 7° de M. Le Roy Ladurie (n° 1376) tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis, partiellement détruits par faits de guerre; 8° de M. Isorni (n° 1379) tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés; 9° de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 1820) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948, et par la loi n° 51-650 du 24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière; 10° de M. Pierre Souquès (n° 2429) tendant à modifier les

articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 11° de M. Anthonioz (n° 2695) tendant à modifier l'article 6, 6° de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 12° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 3458) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre; 13° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 4039) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre; 14° de MM. Catoire et Jean Cayeux (n° 4092) tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 15° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4321) tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 16° de M. Jean Crouzier et plusieurs de ses collègues (n° 4436) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 17° de M. Triboulet (n° 4457) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 18° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 4459) relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 19° de MM. Desson et Titeux (n° 4858) tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 20° de M. Crouzier (n° 4902) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre; 21° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues (n° 5024) tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 22° de M. Crouzier (n° 5338) tendant à modifier et compléter l'article 8 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 23° de M. Henneguelle et plusieurs de ses collègues (n° 5405) tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 24° de M. Max Brusset (n° 5467) tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités

de reconstitution immobilière; 25° de MM. Kauffmann et Wolff (n° 5937) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 26° de M. Marcel Massot (n° 6335) tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est conséquence et suite de faits de guerre; 27° de MM. Jean Cayeux et Bouxom (n° 6388) relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition; 28° de M. Jean Crouzier (n° 7049) tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 29° de M. Febvay (n° 7367) tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France; 30° de M. de Saivre (n° 7480) tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre; 31° de M. Crouzier (n° 8225) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 32° de M. Maurice Grimaud (n° 8383) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 33° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 8653) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 34° de M. Michel Mercier et Mme Francine Lefebvre (n° 8753) tendant à modifier l'article premier, 2° alinéa, du décret n° 52-807 du 10 juillet 1952, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de dommages de guerre; 35° de M. Jean Crouzier (n° 8827) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale et professionnelle, détruits par faits de guerre; 36° de M. Febvay (n° 9736) tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 37° de M. Radius, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 3089) tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 38° de M. Pluchet et plusieurs de ses collègues (n° 10227) tendant à permettre la libre disposition des créances de dommages de guerre; II. les propositions de résolution :

1° de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 4799) tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit des sinistrés mobiliers; 2° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 7015) tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'application de la taxe proportionnelle aux indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 11239**. — Le 28 juillet 1955, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Patewski (n° 74) tendant à compléter les dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 2° de M. Félix Gouin (n° 364) tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 400) modifiant l'article 10, 5° alinéa de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre; 4° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 522) tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 5° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 748) tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que le plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu; 6° de M. Midol et plusieurs de ses collègues (n° 752) tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 à 250.000 francs; 7° de M. Le Roy Ladurie (n° 1376) tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis, partiellement détruits par faits de guerre; 8° de M. Isorni (n° 1379) tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés; 9° de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 1820) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-1488 du 25 septembre 1948 et par la loi n° 51-650 du



24 mai 1951, relatif au plafond du financement de l'Etat dans les indemnités de reconstruction immobilière; 10° de M. Pierre Souquès (n° 2429) tendant à modifier les articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 11° de M. Anthonioz (n° 2695) tendant à modifier l'article 6, 6° de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 12° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 3458) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946, notamment les dispositions concernant la cession des droits à indemnité des dommages de guerre; 13° de M. Levindrey et plusieurs de ses collègues (n° 4039) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre; 14° de MM. Catoire et Jean Cayeux (n° 4092) tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 15° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4321) tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 16° de M. Jean Crouzier et plusieurs de ses collègues (n° 4436) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 17° de M. Triboulet (n° 4457) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 18° de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 4459) relative à une modification de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 19° de MM. Desson et Titeux (n° 4858) tendant à modifier la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 20° de M. Crouzier (n° 4902) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue d'une répartition équitable des risques de guerre; 21° de M. Mondou et plusieurs de ses collègues (n° 5024) tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 22° de M. Crouzier (n° 5338) tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 23° de M. Henneguella et plusieurs de ses collègues (n° 5405) tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 24° de

M. Max Brusset (n° 5467) tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière; 25° de MM. Kauffmann et Wolff (n° 5937) tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 26° de M. Marcel Massot (n° 6335) tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est conséquence et suite de faits de guerre; 27° de MM. Jean Cayeux et Bouxom (n° 6388) relative à l'indemnisation des dommages causés aux personnes victimes de pillages survenus à la suite de réquisition; 28° de M. Jean Crouzier (n° 7049) tendant à modifier et à compléter les articles 39, 48, 50 et 56 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 29° de M. Febvay (n° 7367) tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France; 30° de M. de Saire (n° 7480) tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre; 31° de M. Crouzier (n° 8225) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 32° de M. Maurice Grimaud (n° 8383) tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 33° de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n° 8653) tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 34° de M. Michel Mercier Mme Francine Lefebvre (n° 8753) tendant à modifier l'article premier, 2° alinéa, du décret n° 52-807 du 10 juillet 1952, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de dommages de guerre; 35° de M. Jean Crouzier (n° 8827) tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des éléments d'exploitation industrielle, commerciale, artisanale ou professionnelle, détruits par faits de guerre; 36° de M. Febvay (n° 9736) tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 37° de M. Radius, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 3089) tendant à compléter la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; 38° de M. Pluchet et plusieurs

de ses collègues (n° 10227) tendant à permettre la libre disposition des créances de dommages de guerre ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Schaff et plusieurs de ses collègues (n° 4799) tendant à inviter le Gouvernement à instituer un mode d'indemnisation forfaitaire unique au profit des sinistrés mobiliers ; 2° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 7015) tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'application de la taxe proportionnelle aux indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 11364**. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur le projet de loi (n° 8110) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les dommages de guerre et la reconstruction, **n° 11672**. — Le 1<sup>er</sup> novembre 1955, une proposition de loi tendant à établir un programme quinquennal de construction de logements à raison de 300.000 logements par an, **n° 11789**. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à créer un poste normand de radiodiffusion, **n° 11960**.

## NATIONALE

### Interventions :

Son rapport sur les élections de l'Oubangui-Chari [27 juillet 1951] (p. 6116). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Son rappel au règlement (Limitation des débats)* [24 août 1951] (p. 6509) ; *Son rappel au règlement (Vote sur l'organisation du débat)* (p. 6510) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* [3 septembre 1951] (p. 6784, 6785) ; — du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale : *Ses observations sur le temps de parole du groupe socialiste* [29 août 1951] (p. 6589) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Son rappel au règlement (Sa motion incidente relative à l'élection des membres du comité constitutionnel)* [5 septembre 1951] (p. 6901, 6902) ; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Truquage du vote)* [9 septembre 1951] (p. 7195). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification des chiffres d'un scrutin* [9 septembre 1951] (p. 7221) ; —

sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à rappeler le Parlement pour le 25 septembre au lieu du 6 novembre* [19 septembre 1951] (p. 7451, 7452). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles l'article 5 de la loi relative au développement des dépenses d'investissements n'est pas encore mis en application [8 novembre 1951] (p. 7720). — Est entendu sur l'organisation des débats budgétaires : *Fixation du temps de parole* [8 novembre 1951] (p. 7795). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Titularisation de personnel* [15 novembre 1951] (p. 7966) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage et les péris en mer* [15 novembre 1951] (p. 8046, 8047) ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 4010 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* [20 novembre 1951] (p. 8219) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 décembre 1951] (p. 9715, 9716) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le nantissement des titres de reconstruction en application de la loi du 24 mai 1951)* [16 novembre 1951] (p. 8181). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Budget des dommages de guerre et de la Reconstruction* [21 décembre 1951] (p. 9504). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* [23 décembre 1951] (p. 9734) ; Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la reconstruction immobilière (Lenteur des travaux de reconstruction)* [24 décembre 1951] (p. 9764, 9765) ; *Procès-verbal (Application du règlement)* (p. 9783). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Application de l'article 17 de la Constitution* (p. 9783, 9784) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à la rotation des titres remis aux sinistrés* [24 décembre 1951] (p. 9795). — Prend part à

la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 800 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements hospitaliers (Hôpital de Saint-Lô)* [27 décembre 1951] (p. 9917 et suiv.); MARINE MARCHANDE, Chap. 8029 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage* (p. 9921); *le retire* (ibid.); *Demande de réserver le chapitre relatif à l'aide à la construction navale présentée par M. Gravoille* (p. 9922); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1951] (p. 9949, 9950); Art. 2, Etat B : ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Amendement de M. Lanet tendant à réduire de 4.500 millions les prêts aux entreprises industrielles* (p. 9980); Art. 5 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution de la flotte de commerce (Tankers)* [28 décembre 1951] (p. 10004); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers (Prêts aux artisans pêcheurs et crédit maritime mutuel)* (p. 10025); *Demande de renvoi à la Commission* (p. 10028). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Pensionnés de la Caisse des inscrits maritimes* [11 mars 1952] (p. 1231). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1952] (p. 1628); Art. 2 : *Extension de la compétence d'une commission à plusieurs arrondissements* (p. 1630); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'amputation des crédits de la reconstruction, la reconstruction génératrice d'inflation)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1711, 1712); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la référence aux articles 6 et 7 prévoyant une économie de 35 milliards sur les dommages de guerre* [2 avril 1952] (p. 1757, 1758); Art. 6 : *Demande de prise en considération de l'article prévoyant 110 milliards d'économies sur les budgets de la reconstruction et des investissements, présentée par M. Triboulet* (p. 1771, 1772); *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant 110 milliards d'économies*

*par décrets* (p. 1777); Art. 7 : *Amendement de M. Thiriet tendant à prévoir un emprunt de 30 milliards au profit de la Caisse autonome de reconstruction* [3 avril 1952] (p. 1829); Art. 34 : *Majoration des droits de quai pour les navires* [4 avril 1952] (p. 1902, 1903); *Son amendement tendant à supprimer la majoration de 15 0/0 des droits de quai* (p. 1903); *le retire* (p. 1904); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti, Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder les mêmes garanties aux emprunts émis par la Caisse autonome de la reconstruction* [20 mai 1952] (p. 2363, 2364). — Dépose une demande d'interpellation sur les lenteurs qui retardent, pour les anciens ouvriers des établissements industriels de l'Etat, le bénéfice de la péréquation de leur retraite [27 mai 1952] (p. 2440). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la personnalité du général Ridgway)* [12 juin 1952] (p. 2862); Etat A, Section commune, SERVICES, Chap. 3090 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel de la gendarmerie (Chevaux de la Garde républicaine)* [13 juin 1952] (p. 2889); Etat D, MARINE, Chap. 182 : *Personnel ouvrier (Salaires des ouvriers des arsenaux)* [17 juin 1952] (p. 2984, 2985); Art. 12 : *Son amendement tendant à favoriser les ingénieurs des travaux maritimes* (p. 2993); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le blocage des crédits pour l'équipement agricole)* [8 juillet 1952] (p. 3676); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder un droit de retrait aux locataires en cas de vente de leur appartement* [7 octobre 1952] (p. 4078); Art. B : *Amendement de M. Cayeux tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait* [9 octobre 1952] (p. 4167); *Son amendement tendant à échelonner le paiement des droits de mutation par les locataires exerçant leur droit de retrait* (p. 4168); *le retire* (p. 4169); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; MARINE MARCHANDE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat* [31 octobre 1952] (p. 4642, 4643); Etat A, Chap. 31-01 : *Appro-*

*visionnement en tôles des chantiers de construction navale* [14 novembre 1952] (p. 5105); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 44-21 : *Centre scientifique et technique du bâtiment* [15 novembre 1952] (p. 5247, 5248); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5251); MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 44-01 : *Subventions aux pêches maritimes* (p. 5277); *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux pêches maritimes (Aide à la flotte de pêche)* (p. 5279); Chap. 47-31 : *Sa demande de renvoi du chapitre relatif à la subvention à l'Etablissement national des Invalides (Insuffisance de la revalorisation des pensions)* (p. 5288). — Est entendu sur un conflit de compétence entre deux commissions relatif au projet de loi facilitant l'acquisition de terrains pour la construction [13 novembre 1952] (p. 5059). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5401, 5402); *Amendement de M. Prache tendant à hâter le règlement des sinistres agricoles* (p. 5404). — Pose au Ministre de l'Intérieur, une question relative à la situation des chefs de bureau dans certaines administrations communales [28 novembre 1952] (p. 5844). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Sa motion préjudicielle demandant un montant de crédits pour la reconstruction, suffisant pour achever celle-ci en 1960* [5 décembre 1952] (p. 5985 et suiv.); *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la construction en France)* (p. 6005). — Dépose une demande d'interpellation sur les dispositions envisagées par le Gouvernement américain concernant les marins embarqués sur des navires touchant les Etats-Unis d'Amérique [10 décembre 1952] (p. 6125). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur la reconstruction en Allemagne, la construction à un rythme insuffisant de logements nouveaux, le chômage grandissant)* [18 décembre 1952] (p. 6559 et suiv.). — Est entendu pour une demande de modification de l'ordre du jour : *Budget des dépenses militaires* [19 décembre 1952] (p. 6621). — Prend part à la discussion du pro-

jet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer « la part différée » des dommages de guerre* [20 décembre 1952] (p. 6772); *le retire* (ibid); Art. 34 : *Son amendement tendant à ne pas soumettre à répétition les indemnités déjà perçues* (p. 6773); Art. 41 bis : *Son amendement tendant à laisser le Ministre de la Reconstruction prendre des dispositions relatives au fonctionnement des associations syndicales de reconstruction* (p. 6777). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à l'égard de la loi Mac Carran, en ce qui concerne le contrôle politique des membres des équipages français [14 janvier 1953] (p. 81); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Interrogatoires de l'équipage du paquebot « Liberté »* [3 février 1953] (p. 832 et suiv.); *Attitude du groupe socialiste* (p. 838, 839). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953 : *Demande de renvoi du débat* [23 janvier 1953] (p. 190); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 226); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur les terrains destinés à la construction* [5 février 1953] (p. 936 et suiv.); Art. 41 bis : *Participation des associés limitée à 10/0* (p. 954); Art. 48 bis : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'article relatif à l'exercice du droit de préemption sur des maisons ou terrains* (p. 955); Art. 52 : *Son amendement relatif au mode de rémunération des architectes* (p. 956, 957); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Bartolini demandant l'application du décret du 22 mai 1951 en faveur des travailleurs de l'Etat* [26 janvier 1953] (p. 378, 379), Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Salaires des ouvriers de l'Etat)* (p. 380), Etat A, GUERRE, Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'armée (Insuffisance des salaires)* (p. 428); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 134 bis : *Discussion des articles additionnels*

[28 janvier 1953] (p. 603). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Vote des textes budgétaires en 2<sup>e</sup> lecture* [29 janvier 1953] (p. 653). — Dépose une demande d'interpellation sur l'ensemble des problèmes de la reconstruction, des dommages de guerre et de la construction [5 février 1953] (p. 910). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1953] (p. 1982 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Nisse tendant à réserver le bénéfice des dispositions de l'article aux seuls sinistrés d'origine* (p. 1988) ; Article additionnel : *Amendement de M. Midol relatif à l'inscription au budget des Finances, des crédits correspondant aux titres remis aux sinistrés* (p. 1992) ; *Amendement de M. Midol tendant à accorder un droit de priorité aux sinistrés totaux possesseurs d'un seul immeuble* (p. 1992) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1953] (p. 2556). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations au sujet des pensions des marins du commerce* [18 mars 1953] (p. 2017). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux ; Art. 1<sup>er</sup> et 2 : *Son contre-projet tendant à affirmer le devoir de la Nation d'assurer un logement à chaque famille et à prévoir l'établissement d'un programme quinquennal de 500.000 logements à réaliser dans le cadre de la législation des H. L. M.* [20 mars 1953] (p. 2118 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types* [21 mars 1953] (p. 2167) ; Article additionnel : *Reprend l'amendement de M. Durbet tendant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts-construction auprès des caisses d'allocations familiales* (p. 2173) ; *le retire* (p. 2174) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la constitution de sociétés d'économie mixte* (p. 2175) ; — d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 mars 1953] (p. 2337) ; — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de pêche ; en qualité de *Rapporteur* [26 mars 1953] (p. 2391 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur le financement de la cons-

truction et de la reconstruction [30 juin 1953] (p. 3174) ; en modifie le texte [6 octobre 1953] (p. 4015) ; la développe : *Motion des sept millions de sinistrés français après les décrets du 9 août 1953 ; atteintes portées aux droits constatés par la loi du 8 octobre 1946 et aux espoirs autorisés par de précédentes conversations avec les organisations intéressées, rigueur des modalités du remboursement par titres, échelonné jusqu'en 1970, nouvelles déceptions apportées par le rectificatif du 30 septembre 1953* [8 octobre 1953] (p. 4421 et suiv.) ; — sur les salaires et le licenciement des ouvriers de l'Etat [30 juin 1953] (p. 3174). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier, Art 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires ; demande de disjonction globale de tous amendements, formulée par M. Ch. Barangé, Rapporteur général (Démission véritable de l'Assemblée, atteinte à la charte des sinistrés du 28 octobre 1946, leur détresse)* [7 juillet 1953] (p. 3321, 3322) ; Art. 11 : *Plafonds divers de dépenses pour 1953 ; Son amendement tendant à supprimer le « plafond » de 320 milliards relatif aux indemnisations et réparations des dommages de guerre et à lui substituer un « plancher » minimum égal aux crédits de 1953 (Crédits déjà insuffisants ; avertissement à l'Assemblée avant le budget de 1954)* (p. 3332) ; *Maintient l'alinéa 6, résultant de son amendement* (p. 3334). — Est entendu sur : une demande de suspension de séance : *Non-sens d'une réunion passé 2 heures : Reprise proposée à 8 heures du matin* [10 juillet 1953] (p. 3462) ; — la fixation de la date de discussion des interpellations sur la réforme de l'enseignement : *Proposition du Gouvernement de discuter de ces interpellations le 23 juillet* [21 juillet 1953] (p. 3666). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de la marine marchande [29 octobre 1953] (p. 4640). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant au report de l'examen du budget de la France d'outre-mer* [3 novembre 1953] (p. 4778). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 4622 : *Motion préjudicielle de M. Le Roy Ladurie demandant la majoration des crédits pour subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction* [30 novembre 1953]

(p. 5725); Art. 4, Etat D : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux provisoires (Vétusté des baraquements provisoires) [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5756); Article additionnel : Amendement de M. Coudray relatif à l'indemnisation des dommages inférieurs à 3.000 francs de 1947 (p. 5760); Art. 12 : 80 milliards de crédits pour les H.L.M. en 1954 (Injustice de la répartition prévue des crédits) (p. 5790, 5791); Amendement de M. Ballanger tendant à prévoir 100 milliards pour les H.L.M. et 20 milliards pour le relogement des locataires de locaux insalubres (p. 5794); Art. 15 : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour protester contre les modifications de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (p. 5806); Art 12 : Son amendement tendant à affecter à la construction des H. L. M. des prêts consentis par les Cais.es d'épargne [2 décembre 1953] (p. 5881); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5882); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République; Art 10 : Amendement de M. Guiguen tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation des sinistrés mobiliers âgés de plus de 70 ans et économiquement faibles [31 décembre 1953] (p. 7201); Art. 12 : Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété (p. 7203); Art 12 noniès : Son amendement tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux commissions départementales d'investissements le contrôle des opérations des H. L. M. (p. 7202); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, Art. 4 : Chap. 5371 : Constructions neuves de la flotte (Licenciement dans les arsenaux de Cherbourg, Brest, Lorient, Guérigny et Ruelle) [29 décembre 1953] (p. 6965, 6966); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap 37-41 : Aménagement du territoire, aspect économique [24 janvier 1955] (p. 164); Chap. 46-01 : Liste des sociétés de construction (p. 169); Chap. 48-92 : Epuisement de la discussion du budget de la Reconstruction (p. 176); Etat D, paragraphe 2, huitième ligne : Evaluation des dommages mobiliers [26 janvier 1955] (p. 250, 251); Art. 12 : Urgence d'un débat sur le logement,

crédits aux H. L. M., « opération million » (p. 256, 257); Article additionnel de M. Nisse (Collectivités locales et démolition d'immeubles insalubres); Rôle des collectivités locales (p. 276); Son article additionnel (Règlements de réquisitions par les Allemands ou les alliés) (p. 286); le retire (ibid); Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Louvel (Remboursement des primes et prêts pour non-occupation des logements « construits » [27 janvier 1955] (p. 313, 314); Article additionnel de M. Halbout (Réinvestissement en France pour les sinistrés à l'étranger) (p. 316); « Plancher » des indemnisations des sinistrés (p. 347); Article additionnel de M. Silvandre (Dommages imputables au Viet Minh) (p. 348). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du logement [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 902). — Est entendu sur une demande de retrait de l'ordre du jour formulée par M. Coudray : Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction [23 mars 1955] (p. 1863, 1864); Son rappel au règlement (Suspension pendant le pointage) (p. 1864). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de construction du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1865); est entendu sur la fixation de la date de discussion : Coût de la tuberculose, de l'alcoolisme et de la construction; financement du logement, normes (p. 1869 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Obstruction de la veille; paroles du Président sur la dignité du Parlement [24 mars 1955] (p. 1894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : Personnels des arsenaux et établissements de la Marine [29 juin 1955] (p. 3446, 3447); — en seconde délibération, du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : Ses explications de vote [26 juillet 1955] (p. 4267); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre, en qualité de Rapporteur [26 juillet 1955] (p. 4289); Art. 6 : Indemnisation des sociétés à participation étrangère sinistrées (p. 4289, 4292); Art. 7 : Détermination du stock indemnisable (p. 4290); Art. 9 : Exonération de l'abattement pour vétusté des dommages de guerre des chambres de commerce et des ports autonomes (p. 4292, 4294); Art. 10 : le retire (p. 4298); Sa demande de réserver les articles 19 et 20 (p. 4299);

Art. 4 : *Acomptes sur indemnité* (p. 4299). — Dépose une demande d'interpellation sur la réorganisation du Ministère de la Reconstruction et du Logement [17 novembre 1955] (p. 5792).

**SCHMITTLEIN (M. Raymond)**, *Député du territoire de Belfort (R. S.)*.

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des relations avec les Etats associés*

(Cabinet LANIET)

du 31 mai 1954 au 1<sup>er</sup> juin 1954,

*Ministre de la Marine marchande*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6433). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 novembre 1953] (**F. n° 307**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la défense nationale [29 juin 1954] (**F. n° 403**). — Est nommé : Président de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre par la Commission des moyens de communication et du tourisme de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [19 mars 1954] (**F. n° 366**).

#### Dépôts :

Le 30 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2878) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, **n° 3539**. — Le 6 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 4256) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Education nationale), **n° 4641**. — Le 23 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de

l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2878) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, **n° 6611**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des P. T. T. appartenant aux centres de tri postaux, aux centraux téléphoniques et centres de chèques, **n° 6940**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi concernant la suppression des zones de salaires, **n° 6942**. — Le 30 novembre 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 6754) et la lettre rectificative (n° 7112) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, Education nationale, **n° 7328**. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 6930) de M. de Gracia tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire du docteur Jamot, vainqueur de la « maladie du sommeil », **n° 8670**. — Le 10 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 9287) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1955, 2<sup>e</sup> partie : Enseignement technique, jeunesse et sports, **n° 9685**. — Le 29 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'échange des instruments de ratification des Accords de Londres et de Paris jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1955, après la rencontre des Quatre envisagée et si aucun accord n'a pu intervenir dans ce délai, **n° 9838**. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à autoriser les municipalités à percevoir des taxes concernant le stationnement des voitures automobiles, tant sur la voie publique que sur les espaces aménagés pour les recevoir, **n° 10799**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les querelles religieuses en France, l'école unique,*

*l'attitude passionnée des socialistes, la laïcité de Jules Ferry et sa tolérance, la délégation de l'allocation aux établissements scolaires* [6 septembre 1951] (p. 6993, 6994, 6995, 6996, 6997); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Reeb tendant à n'accorder de fonds qu'aux œuvres laïques et avec un taux plus considérable* [8 septembre 1951] (p. 7081); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE : *Demande d'ajournement de la discussion présentée par M. Boutavant* [18 décembre 1951] (p. 9264); Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Direction de la jeunesse et des sports (Politique de la jeunesse)* [19 décembre 1951] (p. 9413, 9414); Chap. 1490 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène sociale (Réorganisation de l'hygiène scolaire)* (p. 9421, 9422); Chap. 3470 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques de France (Insuffisance des achats)* (p. 9434); *le retire* (p. 9435); Chap. 3510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bâtiments des Archives de France (Achats de documents)* (p. 9435, 9436); *le retire* (p. 9436); Chap. 5250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auberges de la jeunesse* (p. 9449). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement pour protéger l'industrie cotonnière [20 mai 1952] (p. 2344); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur les méfaits de la concurrence étrangère*) [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3356, 3357). — Prend part à la discussion de rapports sur des demandes en autorisation de poursuites : *Sa demande de renvoi à la Commission de la demande concernant M. P.-O. Lapie* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3353). — Dépose une demande d'interpellation sur les opérations dites de remboursement [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE; en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 novembre 1952] (p. 4819, 4820); Etat A, Chap. 3144 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels d'apprentissage (Titularisation des*

*auxiliaires)* (p. 4842); Chap. 3151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la jeunesse et les sports (Professeurs d'éducation physique)* (p. 4846); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3134 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Avancement des instituteurs)* [8 novembre 1952] (p. 4910); *le retire* (p. 4916); Chap. 3153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de l'enseignement primaire (Indemnités aux correcteurs d'examens)* (p. 4957); *le retire* (ibid.); Chap. 3195 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'hygiène scolaire (Contrôle médical scolaire)* (p. 4962 et suiv.); *le retire* (p. 4965). — Dépose une demande d'interpellation sur la réforme de l'enseignement [22 juillet 1953] (p. 3758); la développe : *Impossibilité de procéder par décrets en la matière, en France surtout; Nécessité d'une réforme d'ensemble; Options nécessaires entre enseignements parallèles ou successifs, cloisonnés ou non; Fausse distinction entre langues « anciennes » et « modernes », également formatrices; Critiques de l'actuel baccalauréat, simultanément sanction des études secondaires et voie d'accès au supérieur : multiplicité des erreurs de correction* [23 juillet 1953] (p. 3848, 3850). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Retard des constructions scolaires, les classes insuffisantes et surchargées, l'encombrement des facultés de médecine, le manque de professeurs, le concours de l'agrégation, le manque d'agrégés, les archives nationales, la manufacture de Sèvres, l'inspection médicale et l'hygiène scolaire, l'agrégation de philosophie* [30 novembre 1953] (p. 5672 et suiv.); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 3112 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des services extérieurs (Indemnité d'expatriation de 33 0/0)* [3 décembre 1953] (p. 5900); EDUCATION NATIONALE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une nouvelle lettre rectificative (Insuffisance des créations de postes)* [14 décembre 1953] (p. 6799, 6800). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour permettre à l'avenir



aux manifestations d'étudiants de se dérouler dans une atmosphère de liberté [28 décembre 1953] (p. 6886); la développe : *Brutalités et excès du service d'ordre, misère des étudiants, la vague d'indignation soulevée par l'attitude de la police depuis 1952* [30 décembre 1953] (p. 7017, 7018); *Son ordre du jour condamnant les violences exercées lors de la manifestation estudiantine par la police* (p. 7027); le retire (p. 7028). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Pis-aller constitué par ces douzièmes n'engageant pas l'avenir)* [29 décembre 1953] (p. 6994). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (après l'élection de M. le Président de la République) : *Ses explications de vote (Votera le renvoi à la suite, sous réserve d'une entière liberté de manœuvre de la France à Berlin)* [6 janvier 1954] (p. 18 et 19). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Amendement de M. Maurice-Bokanowski à l'ordre du jour de M. Duquesne (Association capital-travail)* [16 février 1954] (p. 322); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Crédits de paiement, redressement de la fonction enseignante)* [25 février 1954] (p. 526); en qualité de *Rapporteur pour avis : Crédits de la recherche scientifique, autorisations de programme supplémentaires, création de la direction de l'hygiène scolaire et universitaire, bourses, rétablissement des emplois d'orientation professionnelle, transformation de maîtres d'éducation physique en chargés d'enseignement, crédits en vue de l'amélioration de la fonction enseignante, instituteurs détachés dans certaines administrations* [31 mars 1954] (p. 1532 et suiv.); *Demande de disjonction de M. Viatte des chapitres relatifs aux traitements du personnel* (p. 1541, 1542); Etat A, Chap. 34-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer; son amendement (Situation de l'école française de Bâle)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1568); le retire (ibid.); Chap. 36-01 : *Dictionnaire topographique de la France* (p. 1580); *Article additionnel de M. Bouxom (Octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires)* (p. 1644); *Son article additionnel (Rétablis-*

*sement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* (p. 1650); Chap. 43-11 : *Son amendement (Augmentation des crédits pour les bourses)* (p. 1698); le retire (p. 1699); Chap. 31-21 : *Son amendement (Dames secrétaires, agrégés de philosophie)* (p. 1707, 1708); *Indemnité de doctorat* (p. 1709); Chap. 31-31 : *Son amendement (Nombre de professeurs des écoles normales primaires)* (p. 1710); le retire (ibid.); Chap. 31-34 : *Son amendement tendant à réduire de 160 millions les crédits de ce chapitre* (p. 1712); Chap. 31-44 : *Son amendement tendant à réduire de 160 millions les crédits de ce chapitre* (p. 1715); Chap. 31-61 : *Création d'emplois de magasiniers et de bibliothécaires slavisants* (p. 1716); Chap. 31-91 : *Son amendement tendant à réduire de 440 millions le crédit de ce chapitre* (p. 1717); Chap. 31-95 : *Contrôle médical* (p. 1718); Chap. 31-96 : *Amélioration de la fonction enseignante selon les conclusions de la commission Detton et avant le 1<sup>er</sup> mai 1954* (p. 1719, 1720); Chap. 43-31 : *Amendement de M. Soustelle (Subvention attribuée au « Monde Bilingue »)* (p. 1722, 1723); *Ses explications de vote : progrès réalisés par ce budget* (p. 1724); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Etat A, Chap. 31-96 : *Amélioration de la situation de la fonction enseignante* [9 avril 1954] (p. 2037); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du Ministère de l'Education Nationale : *Discussion générale (Crédits de paiement, vente de l'hôtel de Paris)* [26 février 1954] (p. 568). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date de discussion du budget de l'Education nationale* [16 mars 1954] (p. 888); *Son amendement tendant à discuter le budget de l'Education nationale avant la réforme fiscale* (p. 889). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Origine des zones de salaires, leur injustice, nécessité de les supprimer)* [7 avril 1954] (p. 1852, 1853). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Laniel) [31 mai 1954] (*J. O.* du 1<sup>er</sup> juin 1954, p. 5093). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du*

*Conseil, chargé des relations avec les Etats associés* (1) [1<sup>er</sup> juin 1954] (*J. O.* du 4 juin 1954, p. 5218).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Delbos (Hommage aux combattants, défense des Français et des populations indochinoises dans le cadre de l'Union française et des accords conclus)* [23 juillet 1954] (p. 3588); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Ses explications de vote (Approbation mitigée touchant la nouvelle politique inaugurée, « conjuration étrangère » à l'œuvre en Afrique du Nord depuis 1945; rappel des événements de 1945 au Levant; attitude de l'Espagne, de l'O.N.U., « verrou de sûreté » à tirer; cadre fédéral défini ne varierait par un « acte solennel » d'Etat à l'Etat)* [27 août 1954] (p. 4341, 4342); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1955; en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Effectifs scolaires, création d'emplois, formation des futurs maîtres, bourses nationales, budget d'équipement, constructions scolaires, enseignement français à l'étranger, réforme de l'enseignement* [12 décembre 1954] (p. 6161 et suiv.); Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance du recrutement dans l'enseignement supérieur)* (p. 6193); Chap. 31-13 : *Ecoles normales supérieures, son amendement indicatif (Indemnité compensatrice, sécurité sociale)* (p. 6195, 6196); Chap. 31-21 : *Lycées et collèges* (p. 6205, 6206); Chap. 31-65 : *Son amendement indicatif (Situation des sous-archivistes départementaux, création d'un poste d'inspecteur général des archives)* (p. 6213); Chap. 31-92 : *Reclassement des secrétaires d'inspection d'académie* (p. 6215); Chap. 31-95 : *Sa demande de disjonction (Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire et universitaire)* (p. 6216, 6217); Chap. 34-21 : *Sa demande de disjonction (Remboursement des frais de voyages aux villes de facultés, aux maîtres, surveillants d'internat et professeurs candidats à l'agrégation)* (p. 6218); Chap. 36-13 : *Subventions aux grands établissements d'enseignement supérieur, sa demande de disjonction (Musée de l'Homme)* [13 décembre 1954] (p. 6229); Chap. 36-72 : *Réaffectation du Pavillon de Flore au*

*musée du Louvre* (p. 6230); Chap. 36-74 : *Théâtres nationaux* (p. 6230); Chap. 43-02 : *Son amendement (Expéditions polaires)* (p. 6231); Chap. 43-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer, sa demande de disjonction* (p. 6232); Chap. 43-73 : *Subventions, spectacles et musique* (p. 6236); Etat B, Chap. 56-82 : *Bâtiments civils et palais nationaux* (p. 6251); Chap. 57-80 : *Sa demande de disjonction (Evacuation du Pavillon de Flore par les services des finances)* (p. 6252); Chap. 66-30 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Subventions d'équipement pour les établissements du premier degré)* (p. 6254); *Analyse de la lettre rectificative* [14 décembre 1954] (p. 6302); Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Augmentation du nombre de professeurs, choix des professeurs associés)* (p. 6313); Chap. 31-31 : *Indemnité de doctorat* (p. 6315); Chap. 31-95 : *Retire sa demande de disjonction déposée à la séance du 12 décembre 1954* (p. 6318); Chap. 34-74 : *Arts et lettres, son amendement tendant à rétablir les crédits de ce chapitre* (p. 6319); Chap. 43-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer, sa demande de disjonction* (p. 6319); *la retire* (ibid.). — Est nommé *Ministre de la Marine marchande* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de *Ministre de la Marine marchande* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

**En qualité de Député :**

Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote des républicains sociaux et du Gouvernement à la Conférence des Présidents* [11 mars 1955] (p. 1323); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'arrêt de la vie municipale à Lille : *Citation en justice de M. Gaiffé le jour de l'élection à la présidence du conseil général* [17 mars 1955] (p. 1583). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Amendement de M. Liautey (Vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées)* [19 mars 1955] (p. 1752 et suiv.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes de service social : *Discussion générale (Assistants d'hygiène scolaire)* [30 mars 1955]

(1) Démission individuelle.

(p. 2126) ; — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Condamnation du gouvernement d'Assemblée, pouvoir constituant du peuple, nécessité de soumettre la révision de la Constitution au referendum, système de l'arbitrage présidentiel, citation de M. Léon Blum relative aux systèmes du type américain ou helvétique, révision de l'article 90, séparation des pouvoirs, dignité de l'exécutif* [24 mai 1955] (p. 2945 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Place faite à ce débat* [26 mai 1955] (p. 3077) ; — des interpellations sur la situation en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête de l'Intérieur en Algérie) ; Son rappel au Règlement (Suspension de séance avant le vote)* [5 juillet 1955] (p. 3603) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco tunisiennes : *Autonomie interne, lien fédéral qui doit unir la France et la Tunisie, inquiétude des Français de Tunisie, avenir de la démocratie tunisienne, parti néo-destourien et fellagha, respect de la liberté du peuple tunisien* [8 juillet 1955] (p. 3753 à 3756) ; *Demande une suspension* (p. 3758) ; — d'une proposition de loi relative au service de santé scolaire et universitaire [26 juillet 1955] (p. 4272) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son article additionnel (Impossibilité de procéder à des élections partielles pendant la durée de l'état d'urgence)* [29 juillet 1955] (p. 4538) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Son rappel au Règlement (Temps de parole)* [8 octobre 1955] (p. 4934) ; *Discussion générale (Enjeu du débat, dégradation de l'autorité de l'Etat illustrée par les initiatives des subordonnés du Résident général)* (p. 4935) ; *Politique poursuivie depuis la déclaration du 21 juin et conséquences, interprétation faite par le Président du Conseil de l'opinion des présidents des groupes de la majorité, désaccord des Ministres républicains sociaux, engagements du Président du Conseil, plan à l'égard de Ben Youssef* (p. 4935 à 4941) ; *Mœurs de l'ancien sultan* (p. 4940, 4941) ; *Contacts du Président du Conseil avec ses hommes (Achat de Maroc Presse notamment), précisions sur un certain lobby marocain, notamment la sœur du comte de Paris (Lettres)* (p. 4942 à 4945) ; — d'interpellations sur l'Algérie : *Demande une suspension de séance* [18 octobre 1955] (p. 5149) ; — en

troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de suspension* [17 novembre 1955] (p. 5827).

**SCHNEITER (M. Pierre)**, *Député de la Marne (M. R. P.)*.

*Président de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

### Dépôts :

Le 12 juin 1952, une proposition de loi relative aux syndicats de communes, aux associations de communes et aux syndicats mixtes, **n° 3628**. — Le 17 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 7211) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord signé les 23 juillet et 1<sup>er</sup> août 1952, à Genève et Paris, entre le Gouvernement de la République et l'Organisation mondiale de la santé, en vue de déterminer les privilèges et immunités dont bénéficient l'Organisation et les Etats membres sur les territoires administrés par la France dans la région « Afrique » de l'O. M. S., **n° 8068**. — Le 13 janvier 1955, une allocution prononcée par M. Pierre Schneiter, Président de l'Assemblée Nationale, **n° 9866**. — Le 6 octobre 1955, une allocution, **n° 11481**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9009, 9010) ; — du projet de loi relatif à la cession du territoire de la ville libre de Chandernagor ; en qualité de *Rapporteur* : *Ses observations sur le référendum de mai 1949 et cession de la ville à l'Inde* [11 avril 1952] (p. 2195, 2196). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph

Laniel) : *Ses explications de vote (Ses observations sur l'élargissement désirable de la majorité, réserves touchant le nécessaire complément « social » du redressement « économique » envisagé)* [26 juin 1953] (p. 3158, 3159). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Confusion causée par la prise de position du Président du Conseil (Question de confiance implicite); débat sur la date ou débat au fond? abstention en conséquence du groupe M. R. P.* [10 août 1954] (p. 4054). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1955] (p. 5).

**En cette qualité :**

Préside : la séance du 12 janvier 1955 (p. 41); la séance du 13 janvier 1955 (p. 57); la séance du 18 janvier 1955 (p. 69); la séance du 21 janvier 1955 (p. 94); la 2<sup>e</sup> séance du 26 janvier 1955 (p. 252); la 2<sup>e</sup> séance du 28 janvier 1955 (p. 383); la 2<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> février 1955 (p. 564); la 1<sup>re</sup> séance du 2 février 1955 (p. 597); la 1<sup>re</sup> séance du 3 février 1955 (p. 661); la 2<sup>e</sup> séance du 3 février 1955 (p. 682); la 2<sup>e</sup> séance du 4 février 1955 (p. 737); la séance du 7 février 1955 (p. 785); la séance du 18 février 1955 (p. 801); la séance du 23 février 1955 (p. 865); la 2<sup>e</sup> séance du 8 mars 1955 (p. 1149); la 1<sup>re</sup> séance du 11 mars 1955 (p. 1318); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 11 mars 1955 (p. 1355); la 2<sup>e</sup> séance du 15 mars 1955 (p. 1422); la 1<sup>re</sup> séance du 18 mars 1955 (p. 1653); la 2<sup>e</sup> séance du 18 mars 1955 (p. 1676); la fin de la 2<sup>e</sup> séance du 19 mars 1955 (p. 1751); la séance du 24 mars 1955 (p. 1894); la 1<sup>re</sup> séance du 28 mars 1955 (p. 1989); la 2<sup>e</sup> séance du 29 mars 1955 (p. 2051); la séance du 2 avril 1955 (p. 2382); la séance du 3 mai 1955 (p. 2426); la 2<sup>e</sup> séance du 10 mai 1955 (p. 2619); la séance du 13 mai 1955 (p. 2750); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 24 mai 1955 (p. 2943); la 3<sup>e</sup> séance du 24 mai 1955 (p. 2955); la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 25 mai 1955 (p. 3027); la séance du 27 mai 1955 (p. 3098); la séance du 21 juin 1955 (p. 3168); la séance du 24 juin 1955 (p. 3312); la 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 30 juin 1955 (p. 3536); la 2<sup>e</sup> séance du 5 juillet 1955 (p. 3607); la séance du 6 juillet 1955 (p. 3655); la 2<sup>e</sup> séance du 8 juillet 1955 (p. 3749); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 13 juillet 1955 (p. 3841); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 21 juillet 1955 (p. 4011); la 2<sup>e</sup> séance du 23 juillet 1955

(p. 4115); la 2<sup>e</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 23 juillet 1955 (p. 4178); la 2<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1955 (p. 4252); la 3<sup>e</sup> séance du 29 juillet 1955 (p. 4514); la 2<sup>e</sup> séance du 5 août 1955 (p. 4657); la 3<sup>e</sup> séance du 5 août 1955 (p. 4679). — Son allocution en prenant place au fauteuil [11 janvier 1955] (p. 5). — Son discours lors de l'installation du bureau définitif [13 janvier 1955] (p. 58). — Prononce l'éloge funèbre de M. Cadi Abdalkader [13 janvier 1955] (p. 59). — Communique à l'Assemblée la composition : du bureau du Conseil de la République (p. 60); — du Bureau de l'Assemblée de l'Union française (*ibid.*); — du Bureau du Conseil économique (*ibid.*). — Ses observations au cours de la discussion du budget de la Légion d'honneur : *Hommage au général Catroux* [25 janvier 1955] (p. 200). — Prononce l'éloge funèbre de M. Joseph Halleguen [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 564, 565). — Donne lecture d'une communication du Président de la République acceptant la démission de M. Mendès-France [7 février 1955] (p. 785). — Prononce l'éloge funèbre de M. Loustaunau-Lacau [18 février 1955] (p. 801, 802). — Donne lecture d'une communication : du Président de la République désignant M. Christian Pineau comme Président du Conseil [18 février 1955] (p. 802); — de M. Christian Pineau demandant la convocation de l'Assemblée [18 février 1955] (p. 803); — de M. Christian Pineau indiquant les personnalités par lui choisies pour former son Ministère [18 février 1955] (p. 803); — du Président de la République désignant M. Edgar Faure comme Président du Conseil [23 février 1955] (p. 866); — de M. Edgar Faure demandant la convocation de l'Assemblée [23 février 1955] (p. 866); — de M. Edgar Faure indiquant les personnalités par lui choisies pour former son Ministère [23 février 1955] (p. 866). — Déclare la session interrompue : jusqu'au 3 mai 1955 [2 avril 1955] (p. 2389); — jusqu'au 21 juin 1955 [27 mai 1955] (p. 3112). — Déclare close la session : *Ses observations sur la haute tenue de ses débats* [5 août 1955] (p. 4687). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

**En cette qualité :**

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 6 octobre 1955 (p. 4799); la 2<sup>e</sup> séance du 7 octobre 1955 (p. 4887); la 2<sup>e</sup> séance du 8 octobre 1955 (p. 4925); la 2<sup>e</sup> séance du 13 octobre 1955 (p. 5100); la séance du 18 octobre 1955

(p. 5128) ; la séance du 20 octobre 1955 (p. 5163) ; la 2<sup>e</sup> séance du 26 octobre 1955 (p. 5302) ; la 1<sup>re</sup> séance du 28 octobre 1955 (p. 5339) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 octobre 1955 (p. 5346) ; la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> novembre 1955 (p. 5443) ; la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> novembre 1955 (p. 5458) ; la séance du 2 novembre 1955 (p. 5467) ; la 2<sup>e</sup> séance du 8 novembre 1955 (p. 5523) ; la 2<sup>e</sup> séance du 9 novembre 1955 (p. 5607) ; la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 12 novembre 1955 (p. 5639) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 1<sup>re</sup> séance du 15 novembre 1955 (p. 5664) ; la séance du 25 novembre 1955 (p. 6015) ; la séance du 29 novembre 1955 (p. 6037). — Son allocution en prenant place au fauteuil [4 octobre 1955] (p. 4756). — Son discours lors de l'installation du bureau définitif [6 octobre 1955] (p. 4799, 4800). — Prononce l'éloge funèbre : de M. Guérin de Beaumont [18 octobre 1955] (p. 5128) ; — de Mme Coty [12 novembre 1955] (p. 5640).

**SCHUMAN (M. Robert)**, *Député de la Moselle (M. R. P.)*.

*Ministre des Affaires étrangères*  
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Ministre des Affaires étrangères*  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

*Ministre des Affaires étrangères*  
(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*  
(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)  
depuis le 23 février 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [19 janvier 1954] (F. n° 341) [18 janvier 1955] (F. n° 482).

**Dépôts :**

Le 21 août 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier

ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, n° 727. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1945 entre la France et la Principauté de Monaco, n° 1276. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la Principauté de Monaco, n° 1277. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1942, n° 1338. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, n° 1343. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'extradition conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la Principauté de Monaco, n° 1357. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne, n° 1358. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du Protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1941, n° 1359. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole relatif à la signalisation routière signé à Genève le 19 septembre 1949, n° 1370. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1934 sur la signalisation routière, n° 1371. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à donner son accord à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au Traité de l'Atlantique Nord, n° 1373. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu à Londres le 20 février 1947 entre la France et la Grande-Bretagne sur la nationalité

en Tunisie, n° 1409. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, n° 1410. — Le 14 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité de paix avec le Japon, n° 1527. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi relatif à la ratification : 1° d'une convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers ; 2° d'une convention sur la valeur en douane des marchandises ; 3° d'une convention portant création d'un conseil de coopération douanière ; 4° d'un protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne, signés à Bruxelles le 22 décembre 1950, n° 1818. — Le 14 décembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en date du 30 octobre 1947, ainsi que les protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement : protocoles n°s 1, 2 et 3 du 24 mars 1948, protocoles n°s 4 et 5 du 14 septembre 1948, protocole n° 7 du 13 août 1949, protocole d'Annecy des conditions d'adhésion à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce du 10 octobre 1949, protocole de Torquay annexé à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, décisions de Torquay approuvant l'adhésion des Gouvernements adhérents, déclaration de Torquay et acte final de Torquay, du 21 avril 1951 ; 2° l'avenant du 1<sup>er</sup> août 1949 à la convention de commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce ; 3° l'avenant du 8 août 1949 à la convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, n° 2031. — Le 18 décembre 1951, un projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, n° 2056. — Le 3 janvier 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, n° 2345. — Le 16 février 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre les États parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, conclue à Londres le 19 juin 1951, n° 2670. — Le 28 février 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-soviétique du

3 septembre 1951 concernant leurs relations commerciales réciproques et le statut de la représentation commerciale de l'U. R. S. S. en France, n° 2831. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, un projet de loi portant approbation de la Convention signée le 1<sup>er</sup> avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale, n° 3111. — Le 4 avril 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en date du 30 octobre 1947, ainsi que les Protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement, protocoles de modification signés à La Havane le 24 mars 1948, protocole de rectification signé à La Havane le 24 mars 1948, protocoles de modification signés à Genève le 14 septembre 1948 ; deuxième protocole de rectification signé à Genève le 14 septembre 1948 ; déclarations signées à Annecy le 9 mai 1949 et le 11 août 1949 — protocoles de modification signés à Annecy le 13 août 1949 — protocole de remplacement signé à Annecy le 13 août 1949 ; troisième protocole de rectification signé à Annecy le 13 août 1949 : protocole d'Annecy des conditions d'adhésion du 10 octobre 1949 ; quatrième protocole de rectification signé à Genève le 3 avril 1950 ; cinquième protocole de rectification signé à Torquay le 16 décembre 1950 : protocole de Torquay annexé à l'accord général du 21 avril 1951 ; décisions de Torquay approuvant l'adhésion des Gouvernements adhérents du 21 avril 1951, déclaration et acte final de Torquay du 21 avril 1951, protocole de rectification et de modification du 26 octobre 1951 ; 2° l'Avenant du 1<sup>er</sup> août 1949 à la Convention de commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce ; 3° l'Avenant du 8 août 1949 à la Convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, n° 3199. — Le 10 avril 1952, un projet de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 3291. — Le 20 mai 1952, un projet de loi portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides, n° 3361. — Le 20 mai 1952, un projet de loi autorisant la ratification de l'accord résultant des lettres échangées le 17 mai 1946 entre les représentants de la France et de

l'Italie, complétées par des lettres interprétatives en date des 28 octobre et 2 novembre 1948 et des 17 et 24 janvier 1949, assurant provisoirement aux ressortissants de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre, le régime du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'établissement, n° 3366. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et l'Italie, le Protocole et l'échange de lettres, signés à Paris le 23 août 1951, n° 3367. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, n° 3398. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à autoriser la ratification de la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Ottawa le 20 septembre 1951, n° 3413. — Le 24 juin 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la Sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, n° 3767. — Le 3 juillet 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la convention signée à Paris le 16 mars 1951 entre la France et le Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en ce qui concerne les impôts sur le revenu et l'avenant à cette convention signé à Ottawa le 6 octobre 1951; 2° la convention signée à Paris le 16 mars 1951 entre la France et Canada pour éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière de droits de mutation par décès, n° 3961. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi portant approbation de la Convention de voisinage et d'assistance administrative mutuelle signée le 23 décembre 1951 entre la France et la Principauté de Monaco, n° 4400. — Le 24 octobre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention conclue entre la France et le Grand Duché de Luxembourg, signée le 29 avril 1952 à Luxembourg et relative aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises, n° 4497. — Le 30 octobre 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° la convention signée à

Paris le 30 décembre 1949 entre la France et les Pays-Bas pour éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus et régler certaines autres questions en matière fiscale et l'avenant à cette convention signé à Paris le 24 juillet 1952; 2° la convention, signée également à Paris le 30 décembre 1949, entre la France et les Pays-Bas, et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts extraordinaires sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune établis en France et aux Pays-Bas, n° 4563. — Le 30 octobre 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention consulaire signée à Paris le 31 décembre 1951 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au-delà des mers, n° 4564. — Le 30 octobre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'extradition conclue entre la France et la République fédérale d'Allemagne, n° 4565. — Le 21 novembre 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à la réglementation de la pharmacie, conclue à Paris le 28 février 1952 entre la France et la Principauté de Monaco et l'échange de lettres y afférent, n° 4813. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de commerce entre la République d'Haïti et la République française, signé à Port-au-Prince, le 12 juillet 1952, n° 4911. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole prolongeant la durée de l'accord sur l'exploitation des navires météorologiques de l'Atlantique Nord, n° 4941. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi relatif aux marques de fabrique et de commerce sous séquestre en France comme biens ennemis, n° 5192. — Le 13 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre activement les négociations internationales relatives à la canalisation de la Moselle et à entreprendre en même temps les indispensables travaux de modernisation et de remise en état des canaux de l'Est, du Sud-Est et du Nord, notamment des canaux desservant l'hinterland du port de Strasbourg, n° 9183. — Le 15 mars 1955, un projet de loi modifiant les articles 9, 11, 15

et 50 du Code d'instruction criminelle, n° 10395.

— Le 5 juillet 1955, un projet de loi portant création de postes de magistrats et de fonctionnaires à la Cour d'appel d'Alger et dans divers tribunaux du ressort de cette Cour, n° 11106.

— Le 19 juillet 1955, un projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie, n° 11221. — Le 26 juillet 1955, un projet de loi complétant l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute-Cour de justice, n° 11323.

### Interventions :

Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Plevén) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

#### En cette qualité :

Est entendu pour une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Observations sur la conférence de San-Francisco, le traité de paix japonais, le réarmement allemand* [30 août 1951] (p. 6648 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES (COMMISSARIAT DE LA SARRE), Chap. 1000 : *Amendement de M. Vendroux tendant à réduire de 1.000 francs les rémunérations principales (Politique de la France en Sarre et détermination du statut définitif)* [8 novembre 1951] (p. 7799); Chap. 5000 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les subventions diverses (Subventions aux œuvres culturelles et spectacles)* (p. 7801); Article unique : *Transformation du Commissariat en mission diplomatique* (p. 7802); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8320, 8321); *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Relations avec l'Espagne)* [22 novembre 1951] (p. 8323, 8324); *Amendement de M. Fouchet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Débat sur la question marocaine)* (p. 8324); Chap. 1010 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel (Situation du petit personnel)* (p. 8326); Chap. 10-20 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités résidentielles (Auxiliaires à l'étranger)*

(p. 8327); Chap. 40-10 : *Demande de rétablissement des crédits pour les prestations facultatives (Sociétés mutuelles)* (p. 8327); Chap. 50-20 : *Amendement de M. Daniel Mayer tendant à supprimer les crédits pour l'office des réfugiés et rapatriés* (p. 8328); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* (p. 8330); Chap. 1000 : *Amendement de M. Gaston Palewski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'une armée européenne)* (p. 8330, 8331); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Question préalable opposée par M. Aumeran* [6 décembre 1951] (p. 8881, 8882); *Discussion générale (Ses observations sur les étapes de l'élaboration du plan Schuman du charbon et de l'acier, la renaissance de l'Allemagne, l'économie du projet article par article, le fonctionnement de la haute autorité, la question de la Sarre)* (p. 8894 et suiv.); *Observations sur la représentation de la Sarre dans le pool, l'accord de déconcentration* [7 décembre 1951] (p. 8936, 8951, 8953, 8954). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique Nord : *Discussion générale (Conférence d'Ottawa, l'alliance des U. S. A. avec la Grèce et la Turquie conclue depuis 1947, les dangers de conflit au Moyen-Orient, l'armée européenne, l'inclusion du Maroc et de la Tunisie dans le pacte atlantique)* [24 janvier 1952] (p. 335 et suiv.); — du projet de loi relatif au protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord (Inclusion de la Grèce et de la Turquie) : *Discussion générale (Traité de Montreux et statut des détroits, revendications allemandes pour entrer dans le pacte atlantique)* [7 février 1952] (p. 488 et suiv.); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Son exposé sur le plan Plevén, la conférence de Paris, la liberté de choix de l'Assemblée, la conférence de Lisbonne en février 1952, la collaboration franco-allemande, l'admission de l'Allemagne au pacte Atlantique et au N. A. T. O., l'union*



européenne à faire [11 février 1952] (p. 573 et suiv.); *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont* (*Dépêche A. F. P. promettant la garantie anglo-américaine, invitation faite au chancelier Adenauer de se joindre aux trois*) [16 février 1952] (p. 739, 740). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Discussion générale* (*Observations sur les intérêts français au Fezzan et la présence de troupes françaises dans ces territoires*) [5 juin 1952] (p. 2661, 2662); *Observations sur l'évolution nécessaire des territoires d'outre-mer, la situation différente en Algérie et en Tunisie, la politique à double face du Gouvernement français, la double citoyenneté des Français de Tunisie, le nouveau plan de réformes proposées par le Gouvernement* [19 juin 1952] (p. 3051 et suiv.); *Ordre du jour de M. Vassor demandant l'examen des réformes par la Commission des Affaires étrangères* [20 juin 1952] (p. 3100); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 31-01 : *Rapatriement des prisonniers alsaciens-lorrains en U. R. S. S.* [28 octobre 1952] (p. 4521); *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale* (*Sort des Françaises veuves de soldats allemands*) (p. 4522); Chap. 34-11 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services à l'étranger* (*Remboursement des frais de voyage*) (p. 4523); Chap. 36-91 : *Office des biens et intérêts privés de Moselle* (*Biens des spoliés*) (p. 4539); Chap. 42-22 : *Demande de rétablissement des crédits pour les relations culturelles* (*Diffusion de films d'actualité*) (p. 4540); Chap. 42-31 : *Demande de rétablissement des crédits pour participation aux dépenses internationales* (*O. N. U., U. N. E. S. C. O., O. E. C. E. etc.*) (p. 4540); Chap. 42-35 : *Entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot* (*Siège du N. A. T. O.*) (p. 4541, 4542); SARRE, Chap. 42-01 : *Information et documentation* (*Affiliation de l'équipe de football de Sarrebruck à la Fédération française*) (p. 4545). — Est entendu sur la fixation de la

date de discussion des interpellations sur la situation en Tunisie et au Maroc : *Sa demande de renvoi à la suite* (*Observations sur la discussion engagée à l'O. N. U., le meurtre de Ferhat Hached, les émeutes de Casablanca, les négociations avec le bey de Tunis*) [16 décembre 1952] (p. 6466, 6467). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale* (*La liberté entière laissée au Parlement, la canalisation de la Moselle, le problème sarrois, les négociations avec l'U. R. S. S. toujours possibles même avec la C. E. D., l'unification de l'Allemagne acceptable par tous y compris l'U. R. S. S., l'intérêt grandissant du public pour l'Europe, le danger de l'inclusion de l'Allemagne directement dans le N. A. T. O.*) [19 novembre 1953] (p. 5290 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Controverse avec M. Mendès-France touchant son intervention* (*par voie de presse*) *au cours de la Conférence de Bruxelles* [31 août 1954] (p. 4490). Prend part à la discussion : de ces interpellations : *Sort des engagements souscrits par Bonn en cas de réunification de l'Allemagne* (*ancien art. 7, § 3, du Traité de Bonn, fausement interprété comme une autorisation expresse de reniement unilatéral, nécessité de maintenir ce point sans équivoque*); *valeur exacte de la présence de l'Angleterre, obtenue à Londres* (*Hommage à M. Eden*); *discriminations maintenues en sa faveur* (*Contrôle des armements, répartition de l'aide américaine*); *risque de freinage ultérieur de sa part devant toute tentative d'intégration plus poussée* (« *Accords multilatéraux* » à prévoir, de ce fait, entre « *continentaux* »); *différence fondamentale entre les Accords de Londres, axés sur le « contrôle », et l'idée de Communauté, fondée sur la « confiance » constructive*; *différences entre l'intégration atlantique* (*sous le signe exclusif de l'efficacité militaire*) *et l'intégration européenne, axée sur les nécessités politiques et psychologiques* (*Idées de « contrôle démocratique » et de « réconciliation franco-allemande »*) [8 octobre 1954] (p. 4628 à 4631); — des projets de loi portant ratifi-

cation des Accords de Paris : *Discussion générale (Reconnaissance du Gouvernement de Bonn comme « seul représentant du peuple allemand » (Reprise d'un texte de 1950); position juridique de la France touchant la frontière de l'Oder-Neisse; responsabilités de l'U. R. S. S. (historique); hommage aux efforts de M. J. Moch à la Conférence du désarmement; inquiétudes réciproques des Occidentaux et des Russes (toutes deux légitimes); utilité militaire des divisions allemandes, malgré l'importance des armes nouvelles (Avis du maréchal Juin); leur valeur politique essentielle (Echec aux tendances neutralistes allemandes); valeur positive de l'unité allemande (mais chantage soviétique à rejeter); nécessité d'une Communauté européenne (intégrée) comprenant l'Allemagne; critique de l'U. E. O. (« Sorte de Petite Entente au sein de l'Alliance atlantique », mais cadre encore vide à compléter); statut de la Sarre (conditionné par une Europe réelle); nécessité d'un vote clair et rapide (Refus de toute clause « hypocrite ») [23 décembre 1954] (p. 6808, 6810). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).*

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et des fonds artisanaux [15 mars 1955] (p. 1400); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil : *Inconvénients de la transcription des actes de naissance sur les registres de la commune du domicile* [22 mars 1955] (p. 1829); Article unique : *Amendement de M. Cayeux (Consentement écrit de la mère)* (p. 1832); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence; Art. 7 : *Amendement de M. Gautier (Abrogation du décret du 18 novembre 1939)* [31 mars 1955] (p. 2197, 2203, 2204); Art. 8 : *Recours devant la Commission consultative, demande de réserver l'article formulée par M. de Tinguy* (p. 2201); Art. 7 : *Amendement de M. Ballanger (Application du décret du 18 novembre 1939 lorsque l'état d'urgence est déclaré)* (p. 2204); Art. 10 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à éviter aux anciens combattants d'avoir à remettre leurs armes* (p. 2207); Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à substituer les tribunaux correctionnels aux tribunaux militaires* (p. 2212); *Amendement de M. Fonlupt-*

*Esperaber (Possibilité pour la juridiction militaire de se saisir de certains crimes et délits, composition du tribunal militaire)* (p. 2215); Art. 16 : *Zones d'application de l'état d'urgence* (p. 2217); — des propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : « *Indices économiques* », « *facteurs locaux de commercialité* » [13 mai 1955] (p. 2757, 2758); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2758, 2761); — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bénéard (Réglementation de la profession de professeur de conduite, statut des auto-écoles)* [24 mai 1955] (p. 2925); *Amendement de M. Gautier (Durée du travail dans les services routiers)* (p. 2927); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ce que certaines infractions soient jugées par les tribunaux de simple police* (p. 2928). — Répond à une question : de M. Minjoz relative aux activités privées d'anciens fonctionnaires [22 juillet 1955] (p. 4048, 4049); — de M. Paquet relative à l'attitude du Ministre de la Justice à l'égard des agissements de la Société Alutrad [22 juillet 1955] (p. 4049). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Article additionnel de M. Gautier (Abrogation du décret appliquant les dispositions judiciaires de l'état d'urgence avec effet rétroactif)* [29 juillet 1955] (p. 4536); *Article additionnel de M. Ballanger (Sanctions contre les fonctionnaires et militaires ayant infligé des amendes ou des représailles collectives)* (p. 4537); — du projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie [29 juillet 1955] (p. 4546); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rubier (Prérogatives de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée algérienne)* (p. 4547); — du projet de loi portant création de cours d'appel et de postes de magistrats et de fonctionnaires judiciaires en Algérie; Art. 1<sup>er</sup> : *Création de deux cours d'appel nouvelles à Oran et à Constantine* [29 juillet 1955] (p. 4549); *Création d'une chambre à la cour d'Alger* (p. 4550); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Grimaud (Création de cours d'appel à Oran et à Constantine)* [5 août 1955] (p. 4665, 4666); *Sous-amendement de M. Quilici (Réduction éventuelle du nombre de chambres de la cour d'Alger)* (p. 4667); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins [17 novembre

1955] (p. 5793, 5794); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la liberté de la presse : *Explications de vote (Protection des adolescents)* [17 novembre 1955] (p. 5801). — Répond à une question de M. Minjoz relative à la grève des personnels de l'administration pénitentiaire [18 novembre 1955] (p. 5854). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au délai de recours contentieux en matière administrative; Art. 2 : *Notification de toute réclamation* [22 novembre 1955] (p. 5895). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 41675). = S'excuse de son absence [9 novembre 1954] (p. 4824). — Obtient un congé [9 novembre 1954] (p. 4824).

**SCHUMANN (M. Maurice)**, *Député du Nord*  
(2<sup>e</sup> Circonscription) (*M. R. P.*).

*Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères*  
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

*Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères*  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 14 mars 1952,

*Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères*  
(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953,

*Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères*  
(Cabinet René MAYER)

du 10 janvier 1953 au 28 juin 1953,

*Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères*  
(Cabinet LANIÉL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

### Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 231 du Code général des impôts, **n° 615**. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des dispositions de l'article 22, paragraphe 3, de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte à tout officier général qui, quel qu'ait été son grade, a assumé les responsabilités du commandement en chef des forces navales françaises libres et des forces navales françaises combattantes, **n° 9274**. — Le 3 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir le régime du commerce charbonnier, **n° 10651**. — Le 19 juillet 1955, une proposition de loi tendant à instituer une procédure de remise gracieuse des débits résultant de l'application, aux pensionnés de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, des règles relatives aux cumuls de pensions avec des rémunérations publiques ou d'autres pensions, **n° 11217**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application de la loi du 2 juillet 1935 qui interdit l'aromatisation artificielle de la margarine, **n° 11698**.

### Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur l'école libre* [2 août 1951] (p. 6159); *Motion d'investiture présentée par M. Temple* (p. 6173). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Plevén) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur la question de la Sarre et de sa représentation dans le pool)* [7 décembre 1951] (p. 8935); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1952, **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 décembre 1951] (p. 9860). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux*

*Affaires étrangères* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'assistance économique à la Yougoslavie : *Discussion générale* [8 février 1952] (p. 547). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J. O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité de paix avec le Japon : *Discussion générale (Ses observations sur la procédure du traité, les négociations de San Francisco, les clauses territoriales, économiques et militaires, les îles Paracels, les revendications financières françaises)* [28 mars 1952] (p. 1613 et suiv.) ; Article unique : *Ses explications de vote (Indépendance des Etats du Vietnam)* (p. 1618) ; — du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie : *Contre-projet de M. Médécin tendant à prévoir l'élection par les membres français du Grand Conseil et des conseils municipaux* [10 avril 1952] (p. 2090, 2091) ; *Dépôt d'un nouveau texte* (p. 2105) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Minjoz tendant à proroger les pouvoirs de deux conseillers actuellement en exercice* [11 avril 1952] (p. 2203). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Projet fixant le mode d'élection des Conseillers de la République représentant la Tunisie*) [10 avril 1952] (p. 2137). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la cession du territoire de la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [11 avril 1952] (p. 2196, 2197) ; — du projet de loi ratifiant le statut des forces des Etats parties au traité de l'Atlantique Nord : *Discussion générale* [6 juin 1952] (p. 2686, 2687) — du projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides : *Contre-projet de M. Daniel Mayer tendant à prévoir une délégation en France dépendant du Haut-Commissaire des Nations Unies chargé des réfugiés* [4 juillet 1952] (p. 3526 et suiv.) ; Art. 4 bis : *Amendement de M. Daniel Mayer relatif aux requêtes adressées par les réfugiés*

*menacés d'expulsion* (p. 3532, 3533) ; Article additionnel : *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à annuler un crédit de 25 millions du budget des Affaires étrangères pour compenser cette nouvelle dépense* (p. 3534) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Déblocage des marks dus aux internés de Schirmeck)* [13 novembre 1952] (p. 5081) ; *Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Personnel de l'ambassade qui va être établie à Bonn)* (p. 5083). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J. O.* du 11 janvier 1953, p. 402).

**En cette qualité :**

Répond à une question : de M. Grousseau, relative à l'internationalisation des lieux saints [30 janvier 1953] (p. 731, 732, 733) ; — de M. Barthélemy, relative au câble sous-marin Cherbourg—Açores [30 janvier 1953] (p. 733, 734) ; — de M. Brusset relative aux importations de beurre [30 janvier 1953] (p. 734). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 3691 : *Office des biens et intérêts privés (Suppression de l'Office)* [30 janvier 1953] (p. 777) ; — du projet de loi portant ratification de décrets (Ouverture et annulation de crédits pour 1952 : Aide à la Yougoslavie) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation économique et politique de la Yougoslavie)* [5 février 1953] (p. 918 et suiv.). — Répond à une question : de M. Deixonne relative à la manifestation de la confrérie Notre-Dame-de-la-Merci [20 février 1953] (p. 1232, 1233) ; — de M. de Sèvre relative à l'expulsion du Maroc d'une Française mariée à un Musulman [20 février 1953] (p. 1234). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : *Motion préjudicielle de M. Mondon tendant à l'ajournement du débat (Observations sur la politique française*

en Sarre, le maintien de l'Union économique, douanière et monétaire franco-sarroise, le développement de l'autonomie politique de la Sarre, les garanties suffisantes données par le texte) [17 mars 1953] (p. 1929 et suiv.); Art. 3 : *Affaire Bugatti non visée par le projet de loi* (p. 1934); *Sous-amendement de M. Rosenblatt tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français* (p. 1936). — Répond à une question : de M. Edouard Depreux relative à l'indemnisation des victimes de sinistres survenus en Italie pendant la guerre [20 mars 1953] (p. 2094); — de M. Montalat relative à la demande d'extradition du général Lammerding [20 mars 1953] (p. 2094, 2095). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Laniel) [2 juillet 1953] (*J. O.* du 2 juillet 1953, p. 5856).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Discussion générale (Droits et intérêts des personnels français en Sarre)* [6 novembre 1953] (p. 4932); « *Cadre européen* » préfiguré par lesdites conventions, *gestion commune des mines (cas du Warndt), incidence compensée des charges budgétaires militaires et sociales en France et en Sarre, licences et quota d'importation, commission Lorraine-Alsace-Sarre (Harmonisation quotidienne des rapports de voisinage)* (p. 4938 et suiv.); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Suite du discours de M. Bidault : l'économie exacte des accords de Bonn, l'absence de l'Angleterre dans la Communauté, regrettable mais inévitable, le problème sarrois, question préalable aux relations franco-allemandes, le maintien de la présence américaine en Europe, la volonté de paix des Allemands, la nécessité de ne pas les décourager, l'évolution historique depuis 1945, les négociations sur l'armée européenne depuis octobre 1950, les pouvoirs de l'autorité supranationale à créer, la division de l'Europe en blocs, les réalités politiques et les sentiments nationaux à concilier le sort de l'Union française et l'intégration des territoires d'outre-mer,*

*le Parlement de la Communauté politique européenne, sa composition et son rôle, les négociations infructueuses avec l'U.R.S.S., la paix à établir en Asie aussi bien qu'en Europe)* [20 novembre 1953] (p. 5356 et suiv.); *Demande de suspension de séance* [24 novembre 1953] (p. 5510); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), *AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : Discussion générale (Réduction du personnel français en occupation et son reclassement)* [2 décembre 1953] (p. 5886, 5887); *Etat A, Chap. 3101 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Remboursement des marks des prisonniers de Schirmeck)* [3 décembre 1953] (p. 5900); *Chap. 3112 : Amendement de M. Schmittelein tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des services extérieurs (Indemnité d'expatriation de 33 0/0)* (p. 5900, 5901). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : *Demande le renvoi à la suite en raison de l'absence du Ministre et des mesures énergiques déjà prises* [9 février 1954] (p. 115). — Répond : à une question de M. Daniel Mayer sur l'Office français de protection des réfugiés et rapatriés [14 mai 1954] (p. 2435); — à une question orale de M. Gau sur le régime de la télévision au Maroc [14 mai 1954] (p. 2435). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954 p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion des interpellations sur les Etablissements français de l'Inde : *Faiblesse reprochée au Quai d'Orsay envers M. Nehru* [27 août 1954] (p. 4344); *Recours français possible à l'O. N. U. (Lettre du Président Laniel à M. Nehru)* (p. 4354). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son interruption touchant le droit de sécession éventuel de l'Allemagne — et de ses partenaires — en cas de réunification (Formule proposée par M. Spaak à Bruxelles)* [31 août 1954] (p. 4486, 4487, 4491). — Prend part à la discus-

sion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Ordre du jour du 19 février 1952 (contre l'admission de l'Allemagne à l'O. T. A. N.), restitution nécessaire de la souveraineté (Accords de Bonn modifiés), mais réserves graves : ex-article 4 (Droits réservés et droits de stationnement), possibilités de manœuvre ouvertes à l'Allemagne, notamment avec l'U.R.S.S.; ex-article 5 (Proclamation de l'état de crise), idem.; ex-article 7 (Droit de révision éventuel de l'Allemagne, avant ou après réunification), idem., dénonciation annoncée du Pacte franco-soviétique (précédent germano-soviétique de 1939), problème de la coexistence avec l'Est, garanties offertes à cet égard par l'ex-C. E. D. (rappel de son propre discours à l'O.N.U., illusion des « négociations parallèles » envisagées (Allemagne désormais préférée à la France), répartition future de l'aide américaine et des commandes off shore (nécessité d'un organisme supranational), statut de la Sarre, ambiguïté sur la portée exacte des engagements anglo-américains (2<sup>e</sup> référendum), présence militaire américaine en Europe, ambiguïté sur le renouvellement de l'engagement jadis pris envers la C. E. D., vœux de l'Assemblée dans le sens d'une intégration accrue (quatre ordres du jour similaires déposés lors du débat sur les Accords de Londres), « zone de prospérité et de solidarité » à instituer face à l'U. R. S. S.)* [21 décembre 1954] (p. 6715 à 6720). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Fédération agricole du Nord* [4 février 1955] (p. 707). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *La déclaration de M. Robert Schuman à Thionville relative à « l'indépendance dans le cadre de l'Union française »* [4 février 1955] (p. 757, 759, 760); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Historique des conventions, camps d'internement, communauté franco-tunisienne, acheminement vers une nationalité de l'Union française, « l'ère de l'indépendance »* [7 juillet 1955] (p. 3697 à 3702); — d'interpellations sur le Maroc : *Le Gouvernement de salut public proposé par les républicains sociaux* [8 octobre 1955] (p. 4943); — de propositions de loi relatives aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways : *Nombre des cotisants résultant de l'adoption de ce texte* [24 novembre 1955] (p. 5996).

**SECRÉTAIRE (M. Roger)**, *Député du Loiret* (U. D. S. R.).

Son élection est validée [13 mars 1952] (p. 1274). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [13 novembre 1951] (**F. n° 53**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la presse [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [28 mars 1953] (**F. n° 255**). — Est nommé Secrétaire de la Commission de la presse [9 juillet 1954] (**F. n° 408**).

#### Dépôts :

Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations, **n° 4293**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux professeurs titulaires d'un grand prix de Rome les prérogatives et avantages dont bénéficient les professeurs agrégés, **n° 4294**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, **n° 4295**. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales, **n° 4880**. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 5311) de M. Yvon Delbos et plusieurs de ses collègues tendant à la délivrance de la carte d'identité de journaliste honoraire, **n° 5951**. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 20 mars 1953, relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, **n° 6074**. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 6301**. — Le 4 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la

presse sur la proposition de loi (n° 5311) de M. Yvon Delbos et plusieurs de ses collègues tendant à la délivrance de la carte d'identité de journaliste honoraire, n° 7073. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, n° 7537. — Le 26 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour sauvegarder les intérêts légitimes des planteurs de betteraves frappés par la fermeture des distilleries, n° 8162. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations, n° 8504. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à créer le titre d'expert économique, n° 8685. — Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour que les jeunes cultivateurs de la classe 1954, incorporés cette année, puissent bénéficier d'une permission agricole leur permettant de participer aux travaux d'été, n° 8947. — Le 25 novembre 1954, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 11 septembre 1931 et à modifier le décret-loi du 8 août 1935 concernant les expropriations pour cause d'utilité publique, n° 9578. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 257 du Code général des impôts relatif à la taxe à la production due par les coopératives agricoles, n° 10155. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le service de la répression des fraudes, n° 10186. — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 58 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 10197. — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à la création d'un carburant agricole qui permettrait de faire face aux besoins des exploitants agricoles, n° 10200. — Le 4 mars 1955, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 5264) de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, n° 10293. — Le 10 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dispenser du remboursement

des sommes perçues par erreur, mais de bonne foi, par les vieux travailleurs salariés, les bénéficiaires des régimes spéciaux et ceux de l'allocation spéciale, n° 10697. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réorganiser le service de la répression des fraudes, dans le cadre du décret du 3 février 1955, n° 10826. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954 relative à la construction, n° 10827. — Le 30 juin 1955, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 55-465 du 30 avril 1955 portant réforme de la taxe sur le chiffre d'affaires, n° 11061. — Le 11 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans les unités de la métropole certaines catégories de disponibles rappelés, n° 11578. — Le 31 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux bâtiments d'exploitation agricoles les dispositions des décrets des 20 mai 1955 et 19 septembre 1955 relatifs aux primes d'amélioration de l'habitat rural, n° 11775. — Le 31 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en harmonie les prix industriels et agricoles de façon à rendre notre agriculture compétitive sur le marché international, n° 11776. — Le 31 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer avec précision la date d'entrée en vigueur des circulaires, textes d'application et d'interprétation des lois, décrets et arrêtés de caractère fiscal, n° 11777. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, n° 11855.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 4 : *Sa demande de disjonction de la ligne « Fonds national de l'habitat »* [22 décembre 1951] (p. 9620) ; *la retire* (p. 9624) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 9 : *Amendement de M. Trémouille tendant à faire participer l'Etat à la déconcentration industrielle* [28 décembre 1951] (p. 10004, 10005) ; — du projet

de loi portant dégrèvements, réforme et dispositions fiscales, Art. 5 : *Amendement de M. Mitterrand tendant à permettre au Parlement d'examiner d'ici le 1<sup>er</sup> mai 1952 le financement des allocations agricoles* [4 janvier 1952] (p. 158). — Est entendu sur le rapport sur les opérations électorales du département du Loiret : *Amendement de M. Bergasse tendant à annuler les opérations électorales (Sa propagande électorale)* [13 mars 1952] (p. 1273). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles, Art. 13 : *Son amendement tendant à laisser au Gouvernement le soin d'établir le tribunal des ententes* [9 juillet 1952] (p. 3735, 3736); *Son amendement tendant à laisser au Gouvernement le soin d'établir le tribunal des ententes* [10 juillet 1952] (p. 3770); — du projet de loi modifiant la loi sur le recrutement de l'armée, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à tenir compte du temps passé obligatoirement dans l'armée pour la retraite et l'avancement des fonctionnaires et agents de l'Etat* [10 juillet 1952] (p. 3758); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions)* [20 décembre 1952] (p. 6687 et suiv., 6693); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, Art. 2 : *Sa motion préjudicielle tendant à réserver le débat jusqu'au vote de la loi de finances (Possibilité de recettes nouvelles sur les alcools au profit de la construction)* [20 décembre 1952] (p. 6769); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 54 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au prélèvement sur les loyers des immeubles en copropriété* [5 février 1953] (p. 960); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953, Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer les droits sur les alcools et à en affecter le produit à la reconstruction et aux pensions des anciens combattants* [21 décembre 1952] (p. 6871, 6872); *Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation* (p. 6875); — du projet de loi relatif à la construction

de logements économiques, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types* [21 mars 1953] (p. 2160, 2161); Article additionnel : *Son amendement tendant à simplifier la procédure de déclassement du domaine public militaire* (p. 2189); — d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire : *Discussion générale (Ses observations sur la qualification des faits par l'Assemblée et par les tribunaux)* [25 mars 1953] (p. 2329, 2330); — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [27 mars 1953] (p. 2513); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne supprimant l'article 8 de la loi du 27 juillet 1934 qu'à l'égard des sociétés d'H. L. M.* [28 mars 1953] (p. 2558, 2559); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V), Art. 50 : *Son amendement tendant à soustraire les artisans à la taxe parafiscale* [9 juillet 1953] (p. 3420, 3421); le retire (p. 3421); Articles additionnels : *Reprise sous cette forme de son amendement déclaré irrecevable comme tel* (p. 3430); — des interpellations sur la situation sociale : *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement* [9 octobre 1953] (p. 4194); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Réorganisation du service)* [3 décembre 1953] (p. 5931); RADIO-DIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1030 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux indemnités (Octroi d'une prime de productivité)* [8 décembre 1953] (p. 6304, 6305); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 33 millions de francs les crédits pour les cachets des émissions artistiques (Octroi de la prime de productivité)* (p. 6306); Art. 6 : *Son amendement tendant à interdire la concession de programmes par la R. T. F.* (p. 6315); Article additionnel : *Son amendement tendant à réserver 0,5 0/0 des redevances radiophoniques pour la prime de productivité du personnel*



[14 décembre 1953] (p. 6793); *le retire* (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République, Art. 22 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République exonérant de droits d'enregistrement les indemnités versées aux anciennes entreprises de presse spoliées* [31 décembre 1953] (p. 7272); Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République visant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953 (Habitat rural et fléau de l'alcoolisme)* (p. 7275); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée : *Son amendement (Titre de la Commission de la reconstruction)* [21 mai 1954] (p. 2636); — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Unification des règles de publicité)* [20 juillet 1954] (p. 3461); Art. 2 : *Son amendement (Inscription à la commission paritaire des papiers de presse)* (p. 3462); *Son amendement ( Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces)* (p. 3462, 3463); *Son amendement (Catégories de journaux représentées à la Commission désignant les journaux susceptibles de recevoir les annonces)* (p. 3464); *Son amendement (Etablissement de la liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces légales par arrondissement)* (p. 3465); Art. 3 : *Son amendement (Différents tarifs pour les annonces)* (p. 3465, 3466); *Son amendement tendant à interdire les remises sur le prix des annonces* (p. 3466); Art. 4 : *Son amendement (Sanctions aux infractions à la loi)* (p. 3466); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 novembre 1954] (p. 5543); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat B, Chap. 53-20 : *Sa demande de réserve jusqu'au vote de l'article additionnel de M. Pleven tendant à donner à l'ensemble des collectivités locales le moyen de reconstruire leurs ponts* [11 décembre 1954] (p. 6154, 6155); *Son article additionnel tendant à autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts pour la reconstruction des ponts détruits* [15 décembre 1954] (p. 6383); — du projet de

loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat D, paragraphe 2, sixième ligne : *Créances et coût des constructions; remembrement* [26 janvier 1955] (p. 249); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES), Etat A, Chap. 46-94 : *Majoration des rentes* [4 mars 1955] (p. 1105); Art. 34 : *Son amendement (Aménagement de la législation sur les cumuls; cas des officiers français retraités occupés par les alliés en France)* (p. 1110); *le retire* (ibid.); Etat A, Chap. 44-93 : *Carburants agricoles* [8 mars 1955] (p. 1165, 1166); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes à son profit* [22 mars 1955] (p. 1835); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 41 : *Son amendement (Pourcentages attribués aux différentes voiries, abandon du blocage prévu)* [25 mars 1955] (p. 1969, 1970); Art. 43 : *Son amendement (Répartition des crédits du Fonds routier par le Ministre de l'Intérieur)* (p. 1970); Art. 44 bis : *Son amendement (Tranche rurale)* (p. 1971, 1972); *Amendement de M. Léon Jean (Chemins ruraux non reconnus)* (p. 1971); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Ses explications de vote* [20 juillet 1955] (p. 3981); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement : *Son article additionnel (Dépôt des amendements présentés en matière budgétaire)* [21 juillet 1955] (p. 4013, 4014); — d'interpellations sur l'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance : opposition à la doctrine d'intégration* [18 octobre 1955] (p. 5145); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Ses explications de vote* [8 novembre 1955] (p. 5508). = S'excuse de son absence [16 novembre 1954] (p. 5093). = Obtient un congé [16 novembre 1954] (p. 5093).

**SEGELLE (M. Pierre)**, Député du Loiret (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la

santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité supérieur de la sécurité sociale [28 août 1951] (**F. n° 27**).

### Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un barème unique pour l'appréciation des invalidités donnant droit à pension, quelles que soient l'origine et l'indemnisation de ces invalidités, **n° 579**. — Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la profession des visiteurs médicaux, **n° 580**. — Le 23 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les vacations des médecins appelés en consultation pour les congés de longue durée des fonctionnaires, repris le 23 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la famille, de la population et de la santé publique, **n° 801**. — Le 2 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'arrêté du 9 août 1947 réglementant les examens sérologiques du diagnostic de la syphilis, **n° 3158**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 5 de l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 4192**. — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 22) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, **n° 4480**. — Le 6 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5152) de M. Genton tendant à

modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 5 juin 1944 modifié par l'article premier de la loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, **n° 5796**. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi portant réforme du régime général de la sécurité sociale, **n° 6266**. — Le 16 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre au point et à réaliser sans tarder les projets relatifs au thermalisme, **n° 6518**. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 6639) transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 5152) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 5 juin 1944 modifié par l'article premier de la loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, **n° 6890**. — Le 5 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 6580) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour que soient pris en charge par l'Etat les frais d'acquisition d'un chien-guide pour les aveugles, **n° 7980**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Discussion générale (Ses observations sur les critiques contre la sécurité sociale, l'augmentation impossible à juguler des frais d'hospitalisation, la nécessité de réformes de détail, l'arrière des cotisations de la sécurité sociale des étudiants)* [29 août 1951] (p. 6596, 6597, 6598, 6599) ; Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6624) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur la productivité accrue grâce aux nationalisations)* [18 septembre 1951] (p. 7415) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 25 : *Son amendement tendant à inclure les déportés résistants* [26 février 1953] (p. 1379).

**SENGHOR (M. Léopold-Sedar)**, *Député du Sénégal (I. O. M.)*.

*Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*  
(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)  
(depuis le 1<sup>er</sup> mars 1955).

Son élection est validée [22 août 1951] (p. 6358). = Est nommé : membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre titulaire pour représenter les territoires d'outre-mer à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [3 février 1953] (**F. n° 226**). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**).

#### Dépôts :

Le 5 septembre 1951, une proposition de loi tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer, **n° 1004**. — Le 14 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 1441) relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées représentatives en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 687) tendant à instituer au Cameroun et au Togo des assemblées territoriales conformes à la Constitution; 2<sup>o</sup> de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 688) tendant à instituer en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française des assemblées territoriales conformes à la Constitution; 3<sup>o</sup> de M. Aubame et plusieurs de ses collègues (n° 1257) relative à la formation des assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, à l'exception de la Côte française des

Somalis et du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon; 4<sup>o</sup> de M. Diallo Yacine et plusieurs de ses collègues (n° 1499) tendant à instituer les assemblées territoriales de l'Afrique occidentale française, **n° 1544 (et annexe)**. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 2316) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1441) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Cameroun, du Togo et de Madagascar, **n° 2348**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer, **n° 2412**. — Le 13 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Saïd Mohamed Cheikh (n° 2571) relative à la formation de l'Assemblée territoriale des Comores et complétant la loi n° 52-130 du 6 février 1952 relative à la formation des assemblées de groupe et des assemblées locales d'Afrique occidentale française, d'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de Madagascar, **n° 2637**. — Le 13 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 1964) de M. Antier relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, **n° 2638**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3651) prorogeant le mandat des membres de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, **n° 3858**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à fixer les attributions des assemblées territoriales et provinciales dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, de Madagascar, de la Côte française des Somalis et des Comores, **n° 4365**. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 3531) sur la proposition de loi (n° 1964) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, **n° 4369**. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi relative à l'organisation municipale en Afrique occiden-

tale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 5309. — Le 2 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 1345) relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo ; II. les propositions de loi : 1° de M. Conombo et plusieurs de ses collègues (n° 481) relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française ; 2° de M. Saller, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 89) relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française ; 3° de M. Razac, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 891) relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° 8577. — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi portant institution d'un régime de prestations familiales au bénéfice des travailleurs salariés dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 9509. — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1893) ayant pour objet, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que les Établissements français dans l'Inde, la protection des monuments naturels, des sites et des monuments de caractère historique, scientifique, artistique ou pittoresque, le classement des objets historiques, scientifiques ou ethnographiques et la réglementation des fouilles, n° 10072.

### Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le problème de l'Union française, le F. I. D. E. S.* [24 juillet 1951] (p. 6044, 6045). — Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur l'Union française, le F. I. D. E. S., le sort des anciens combattants des territoires d'outre-mer* [8 août 1951] (p. 6265, 6266). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations élec-

torales du territoire du Sénégal (Collège unique) : *Amendement de M. Pineau tendant à annuler les bulletins contestés et à admettre MM. Senghor et Lamine-Gueye* [10 août 1951] (p. 6321, 6322, 6323, 6324, 6325) ; *Discussion générale* [21 août 1951] (p. 6358, 6359, 6360) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1951] (p. 8335, 8336) ; Art. 2 : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par M. Anjoulat* (p. 8345) ; Art. 3 : *Amendement de M. Juglas tendant à augmenter la représentation des cercles les plus peuplés* (p. 8346) ; Art. 4 : *Demande de disjonction des articles 4, 6, 7, 8, présentée par M. Anjoulat* (p. 8346) ; Art. 5 : *Amendement de M. Magendie tendant à n'exiger des militaires que six mois de présence dans le territoire* (p. 8347) ; *Amendement de M. Konaté tendant à exiger des militaires la preuve de leurs six mois de résidence dans le territoire* (p. 8347) ; *Amendement de M. Konaté tendant à inclure les personnes sachant écrire le français ou une langue indigène* (p. 8348) ; le retire (p. 8348) ; Art. 10 : *Amendement de M. Aubame tendant à inclure les chefs des bureaux des douanes* (p. 8350) ; Art. 11 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article relatif aux incompatibilités* (p. 8351) ; Art. 12 : *Amendement de M. Bayrou tendant à supprimer le premier alinéa relatif à l'incompatibilité à l'égard des entrepreneurs de travaux publics* (p. 8351) ; Art. 2 : *Sous-amendement de M. Ninine tendant à augmenter la représentation du Cameroun* (p. 8378, 8379) ; *Sous-amendement de M. Malbrant tendant à augmenter le nombre des représentants du 1<sup>er</sup> collège en Côte d'Ivoire* [23 novembre 1951] (p. 8410) ; *Sous-amendement de M. Ninine tendant à augmenter le nombre des représentants du 2<sup>e</sup> collège* (p. 8412) ; *Sous-amendement de M. Aubame tendant à maintenir les proportions entre les deux collèges du Cameroun* (p. 8413) ; *Sous-amendement de Mme Lefebvre tendant à rétablir le collège unique au Togo* (p. 8414) ; *Amendement de M. Silvanre tendant à supprimer le troisième alinéa groupant plusieurs circonscriptions* (p. 8415) ; Art. 3 : *Amendement de M. Diallo tendant à séparer Dakar de Saint-Louis dans le découpage électoral* (p. 8415) ; *Amendement de M. Ninine tendant à fixer le nombre de sièges attribué à chaque cercle du Cameroun* (p. 8416) ; Art. 14 : *Amendement de*

*M. Benoist tendant à prévoir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle à la plus forte moyenne* (p. 8420); Art. 15 : *Amendement de M. Malbrant relatif à la couleur des bulletins de vote* (p. 8421); Art. 19 : *Amendement de M. Silvanre relatif à la distribution des cartes électorales* (p. 8422); *Amendement de M. Konaté relatif à l'inscription des candidats aux sièges sur les listes électorales* (p. 8422); Art. 23 : *Amendement de M. Juglas relatif au cas de vacance isolée* (p. 8423); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1952] (p. 356); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Silvanre, tendant à appeler « Conseil général » chaque assemblée d'A. O. F.* (p. 357); Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour la composition des Assemblées* (p. 359); *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du Togo* (p. 362); *Amendement de M. Malbrant tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour les Assemblées d'A. E. F.* (p. 363); *Amendement de M. Diallo tendant à ne pas maintenir les circonscriptions électorales établies en 1946 et 1948* (p. 365); *Amendement de M. Ninine tendant à sectionner les circonscriptions comptant plus de 400.000 habitants* (p. 367); Art. 4 : *Amendement de M. Silvanre tendant à prévoir la révision des listes électorales avant les élections* (p. 385); Art. 9 : *Amendement de M. Malbrant relatif aux conditions d'éligibilité pour les non-résidents dans le territoire* (p. 387); Art. 15 : *Amendement de M. Malbrant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la couleur des cartes d'électeurs et des bulletins de vote* (p. 389); Art. 17 : *Amendement de M. Diallo tendant à réduire de trente jours le délai entre la convocation des collèges électoraux et l'élection* (p. 390); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de Nouvelle-Calédonie; Art. 6 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à admettre dans la Commission de recensement des électeurs, un représentant de chaque parti politique* [30 novembre 1951] (p. 8695); Article additionnel : *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir l'établissement d'un état civil à la Nouvelle-Calédonie* (p. 8695); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à améliorer la représentation des autochtones* (p. 8696); — du

projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Crédits d'équipement des territoires d'outre-mer, prix des produits coloniaux)* [3 janvier 1951] (p. 67, 68). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Programme de M. Edgar Faure (Situation économique et politique de l'Afrique française)* [17 janvier 1952] (p. 259, 260). — du projet de loi prorogeant le mandat des membres de l'Assemblée représentative des Etablissements français en Océanie; en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1952] (p. 3754); — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [10 octobre 1952] (p. 4227); Art. 2 : *Amendement de M. Benoist tendant à prévoir des listes complètes sans panachage ni vote préférentiel* (p. 4228); Art. 8 : *Amendement de M. Juglas tendant à prévoir trente jours entre le dépôt des listes de candidats et le scrutin* (p. 4229); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Refonte de l'Administration centrale (Affaire des Pères blancs de Dakar)* [8 novembre 1952] (p. 4951, 4952); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* [22 novembre 1952] (p. 5470); *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5471); Art. 5 : *Son amendement tendant à donner aux inspecteurs du travail le contrôle des lois sociales* (p. 5472); Art. 6 : *Son amendement tendant à ce que les dirigeants de syndicats puissent ne pas appartenir à la profession* (p. 5473); Art. 9 : *Son amendement tendant à permettre de continuer à faire partie d'un syndicat aux personnes ayant exercé au moins un an* (p. 5473); Art. 69 : *Amendement de M. Caillavet tendant à disjointre l'alinéa relatif à la réunion d'une Commission mixte et à l'appréciation du caractère représentatif des syndicats* (p. 5491); Art. 109 : *Amendement de M. Gueye tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la durée légale du travail* (p. 5503); Art. 148 bis : *Amendement de M. Silvanre tendant à supprimer l'article*

*interdisant aux inspecteurs du travail de posséder des intérêts dans les entreprises sous leur contrôle* (p. 5529); Art. 227 : *Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* (p. 5547); Art. 228 : *Sa demande de seconde délibération du projet de loi* (p. 5549, 5550); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5552). — Prend part : au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer, la baisse des prix des produits locaux en A. O. F., la hausse des importations venant de France, l'insuffisance des crédits pour l'équipement des territoires d'outre-mer, le problème nord-africain* [6 janvier 1953] (p. 30 et suiv.); — à la discussion d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Extension de la loi aux territoires d'outre-mer* [24 mars 1953] (p. 2211); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Delbos (Problème institutionnel des territoires d'outre-mer)* [4 juin 1953] (p. 2974); — à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Solidarité économique réciproque entre la métropole et les territoires d'outre-mer, mais pas à sens unique (Vente des produits métropolitains — industriels — aux cours métropolitains, des produits coloniaux aux cours mondiaux — très bas — ou presque); faiblesse du pouvoir d'achat indigène; affaire des Grands Moulins de Dakar, historique et objectifs, accord du 2 octobre (aujourd'hui dénoncé), prévoyant leur alimentation mixte en blé métropolitain et étranger, émotion à Dakar, retour au pacte colonial* [20 octobre 1953] (p. 4399 et suiv.); — à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote : manque d'autorité de l'empereur Bao Daï; révision nécessaire du titre VIII de la Constitution (transformation de l'Union française en Confédération basée sur la libre adhésion); négociations nécessaires, surtout avec Ho Chi Minh; vocation africaine de la France; demandes des combattants africains d'Indochine (égalité)* [27 octobre 1953] (p. 4614, 4615). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de traité relatif à la

communauté européenne, et sur l'intégration des départements d'outre-mer, dans le cadre d'une République française [29 octobre 1953] (p. 4640); la développe : *L'intégration à l'Europe des six territoires d'outre-mer français, l'universalisme français et le racisme allemand, la place du pauvre laissée aux Africains, la possibilité de sécession des territoires d'outre-mer* [18 novembre 1953] (p. 5248 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les dépenses civiles des ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER : *Demande d'ajournement de MM. Triboulet et Juglas* [6 novembre 1953] (p. 4950); *motion préjudicielle de M. Silvandre tendant à surseoir au débat en attendant les textes d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1953] (p. 5421, 5422), Etat A, Chap. 31-41 : *Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (recrutement et statut des administrateurs de la France d'outre-mer* (p. 5450, 5451). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'emploi des crédits de la Défense nationale en ce qui concerne les dépenses d'investissements (fermeture de l'arsenal de Dakar) [9 février 1954] (p. 103); — sur l'approvisionnement en blé des moulins des territoires d'outre-mer [9 février 1954] (p. 103). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (critique du financement, augmentation des droits de douane payés par les étrangers et les citoyens des territoires d'outre-mer)* [4 mars 1954] (p. 643); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (importance de l'appui du continent africain, son organisation militaire, moral des troupes africaines, primes et indemnités, gendarmerie de la France d'outre-mer)* [16 mars 1954] (p. 907, 908); MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (Dépenses militaires) : Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement (effectifs de gendarmerie, nomination d'un officier général de gendarmerie)* [19 mars 1954] (p. 1134); Chap. 31-31 : *Son amendement (réduction des crédits de la Gendarmerie, nomination d'un général de gendarmerie)* (p. 1137); Chap. 32-31 : *Entretien du personnel et des animaux de la gendarmerie, son amendement (réduction*

massive des crédits affectés à ce chapitre), le retire (p. 1137); Chap. 34-52 : son amendement (réduction des crédits affectés aux dépenses du service automobile de la gendarmerie) (p. 1139); Chap. 35-71 : son amendement (réduction des crédits affectés aux dépenses d'entretien des bâtiments et de loyers de la gendarmerie) (p. 1139); Chap. 53-31 : Equipement en matériel des unités de la gendarmerie, son amendement (insuffisance des crédits proposés pour ce chapitre) (p. 1140); Chap. 54-31 : Constructions de la gendarmerie outre-mer, son amendement (rétablissement des crédits de 1953) (p. 1140); EDUCATION NATIONALE, Chap. 43-03 : amendement de Mlle Marzin (relations universitaires françaises avec l'étranger; projet de « français de base ») [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1603). — Dépose une demande d'interpellation sur la résurrection du pacte colonial, les rapports économiques entre la métropole et les territoires d'outre-mer, et l'approvisionnement en blé des moulins des territoires d'outre-mer [26 mars 1954] (p. 1315); la développe : Définition du pacte colonial, « tout par et pour la Métropole », importations en Afrique occidentale à des taux supérieurs aux cours mondiaux, approvisionnement des moulins de Dakar, influence de M. Vilgrain, industrialisation des territoires d'outre-mer [8 avril 1954] (p. 1911 et suiv.); ordre du jour de M. Aubame (abolition du pacte colonial) [9 avril 1954] (p. 2031 et suiv.). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer [18 mai 1954] (p. 2497, 2498, 2499) Art. 4 : Déroulement du débat [7 août 1954] (p. 4000); article additionnel de M. Raingeard (mode d'élection des conseillers municipaux); son rappel au règlement (p. 4002); Art. 5 : amendement de M. Malbrant (établissement du sectionnement sur une base géographique) [12 août 1954] (p. 4112); Art. 11 : Amendement de M. Silvandre (listes et cartes électorales) (p. 4118); Art. 14 : amendement de M. Malbrant (pièces d'identité à fournir pour éviter les fraudes électorales) (p. 4134); Art. 21 : amendement de M. Silvandre (établissement des cartes électorales) (p. 4136); Art. 22 : amendement de M. Raingeard (distribution des cartes électorales) (p. 4136); Art. 23 : amendement de M. Silvandre (délivrance des cartes électorales) (p. 4137); Art. 28 : son amendement (recettes ordinaires de la commune) (p. 4140); le retire

(ibid); son article additionnel (demandes d'emprunt des communes) [12 août 1954] (p. 4144); attribution des moyens indispensables à la mise en fonctionnement des services municipaux (p. 4144); son amendement tendant à supprimer l'article 41 relatif au domaine public communal (p. 4146); Art. 42 : son amendement (réglementation des marchés des communes) (p. 4146); Art. 68 : son amendement (suppression de toute discrimination entre les communes) (p. 4153); Art. 69 : amendements de M. Abbas Gueye (suppression d'une discrimination entre les communes de plein exercice) (p. 4154, 4155); — au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné : Primauté de l'Afrique « continent de demain » — « l'Asie est pour la France le passé »; modestie des revendications tunisiennes et marocaines (autonomie interne) en regard des concessions octroyées à Bao Daï, « co-souveraineté inacceptable et inutile »; revendications africaines : respect de la Constitution de 1946 (gestion autonome des affaires locales, exécutif vraiment fédéral, fin du pacte colonial et des discriminations économiques), dangers éventuels de « l'immobilisme » (Libye et Gold Coast) [17 juin 1954] (p. 2995, 2996); — à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : Ses explications de vote (hostilité des indépendants d'outre-mer à une Constitution qui ne réforme pas l'Union française) [30 novembre 1954] (p. 5618, 5619); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Recrutement du corps enseignant, situation des administrateurs et des magistrats [16 décembre 1954] (p. 6418, 6419); décentralisation (Office du Niger et radiodiffusion) (p. 6431, 6432); Chap. 31-23 : amendement indicatif de M. Guissou (instituts de médecine tropicale) (p. 6443); Chap. 31-41 : Son amendement indicatif (non application du Code du travail outre-mer, prestations familiales des travailleurs agricoles) (p. 6445, 6446); Chap. 31-51 : Son amendement indicatif (reclassement du personnel détaché des Etats associés, magistrats coloniaux) (p. 6448, 6449); Etat B, Chap. 68-92 : Création d'un port en eau profonde à Cotonou (p. 6463, 6464); Chap. 68-94 : Reconstruction du palais du gouverneur du Dahomey (p. 6464); Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement indicatif (entrée des Africains dans les

*classes parisiennes préparatoires aux grandes écoles*) [17 décembre 1954] (p. 6485, 6486); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Tunisie, Maroc, Afrique noire; manœuvres électorales dans les territoires d'outre-mer; cadre juridique de l'Union française; vers une fédération par le collège unique, la décentralisation et la démocratie* [18 février 1955] (p. 809, 810). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Edgar Faure) [1<sup>er</sup> mars 1955] (*J.O.* du 2 mars 1955] (p. 2263).

#### En cette qualité :

Répond à une question : de M. Védrières sur l'achat d'une mine de charbon de la Ruhr par un groupe sidérurgique français [24 juin 1955] (p. 3316, 3317); — de M. Gau sur le fonctionnement de la commission de contrôle des films cinématographiques [24 juin 1955] (p. 3317); — de M. Girard sur les opérations électorales de la commune du Moule [24 juin 1955] (p. 3317, 3318); — de M. Waldeck Rochet relative à la situation des mines et usines de schistes bitumeux des Têlots (Saône-et-Loire) [21 octobre 1955] (p. 5196); — de M. Jean-Paul Palewski relative à la protection des perspectives du domaine de Versailles [21 octobre 1955] (p. 5197); — de M. Solinhac relative au reclassement des personnels des chantiers de la jeunesse française [21 octobre 1955] (p. 5198). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Intégration du décret du 13 novembre 1954 dans un plan d'ensemble relatif à la lutte contre l'alcoolisme* [25 octobre 1955] (p. 5259, 5260); — d'une proposition de loi relative au mode de paiement des baux à ferme : *Raisons de l'absence du Ministre de l'Agriculture* [8 novembre 1955] (p. 5510); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 8 : *Demande de réserver l'article (débits de boissons situés à l'intérieur des périmètres de protection)* [8 novembre 1955] (p. 5530); *amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer l'article (substitution du Haut Comité d'études et d'information au Comité supérieur de représentation professionnelle, droit de préemption de l'Etat lors de toute mutation des débits situés dans la zone protégée)* [9 novembre 1955] (p. 5573 à 5575); *nombre des bouilleurs de cru* (p. 5574, 5575); Art. 43 : *amendement de M. Liautey (alambics)* (p. 5591, 5592). —

Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

**SÉRAFINI (M. Antoine)**, *Député de la Corse* (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'Intérieur [4 septembre 1951] (**F. n° 33**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); vice-président de la Commission de l'intérieur [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**); secrétaire de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [9 février 1954] (**F. n° 343**).

#### Dépôts :

Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 30 millions aux sinistrés victimes de la tornade qui a sévi dans la région d'Ajaccio au cours des 9, 10 et 11 novembre 1951, n° 1518. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un plan de développement économique intéressant toutes les communes du département de la Corse et comportant le reboisement intensif, la soumission au régime forestier des forêts, maquis et friches indivis entre de nombreux co-propriétaires par expropriation et indemnisation, et l'organisation de l'enseignement agricole et technique, n° 1821. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1952, au bénéfice des fonctionnaires et employés des services publics de tous grades en fonction dans le département de la Corse, une indemnité dite « prime d'insularité », cal-



culée sur la base de 10 0/0 du traitement correspondant à l'indice 300, **n° 1884**. — Le 4 janvier 1952, une proposition de loi tendant à favoriser la construction de logements, **n° 2357**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des articles 55, 57 et 123 du Code des pensions civiles et militaires de retraite aux ayants cause de fonctionnaires civils et militaires, décédés titulaires d'une pension proportionnelle ou en possession de droits à une telle pension, **n° 2529**. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux fonctionnaires retraités sous l'empire de la loi du 14 avril 1924 certaines dispositions plus favorables de la législation postérieure (loi du 20 septembre 1948 et Code des pensions), **n° 2798**. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à assurer la représentation des anciens combattants au sein des commissions de réforme, **n° 2799**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre la Compagnie générale transatlantique en mesure de consentir, aux porteurs de la carte d'invalidité de guerre, les mêmes réductions sur le prix des couchettes des lignes desservant la Corse, que sur le prix du billet de passage, **n° 2800**. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder au Ministère des Etats associés un contingent supplémentaire de Légions d'honneur, au titre du décret n° 50-064 du 14 juin 1950, **n° 2904**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à étendre à certaines catégories de personnel enseignant du premier degré les dispositions de l'article 8 du décret du 26 juin 1946, **n° 3343**. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 révisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, **n° 3691**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assimiler tous les enfants (mineurs) d'invalides de guerre à des orphelins, sans condition de date de naissance, permettant ainsi leur adoption par la nation, **n° 4961**. — Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 1191) de Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à faciliter une politique financière pour permettre aux collectivités locales de contracter des emprunts

avec bonification d'intérêts pour l'exécution rapide de constructions semi-provisoires, cités de transit très bon marché (T. B. M.), **n° 5060**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits pêcheurs le bénéfice des allocations familiales au taux des salariés de l'industrie, **n° 5567**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 23 0/0 les pensions des inscrits maritimes conformément à l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifié par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948, **n° 5568**. — Le 6 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5474) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les agents supérieurs des administrations centrales d'une nomination d'administrateur civil, **n° 5790**. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme de Lipkowski (n° 1938) tendant à accorder des avantages spéciaux aux fonctionnaires déportés et internés pour faits de résistance, à leurs veuves et à leurs enfants, et à préciser les modalités de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948; 2° de M. Jarrosson (n° 2859) tendant à prolonger l'activité de service de certains fonctionnaires d'une durée égale à celle de leur éviction par le Gouvernement de Vichy; 3° de M. Uiver (n° 3033) tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics; 4° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 4787) tendant à compléter l'article premier de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (décret n° 52-657 du 6 juin 1952), **n° 6980**. — Le 27 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 6560) de M. Faggianelli et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à annuler

l'arrêté ministériel du 28 février 1953 portant licenciement d'agents du réseau ferré corse, n° 6989. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 6999. — Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître aux internés des camps de l'île d'Elbe et autres camps non reconnus la qualité de déporté résistant, n° 7059. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi portant attribution d'une indemnité temporaire aux personnels retraités tributaires du Code des pensions civiles, domiciliés et résidant en Corse, n° 7063. — Le 6 janvier 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 37 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 7597. — Le 11 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 en ce qui concerne la durée du mandat des sénateurs membres du Conseil de la République, n° 8633. — Le 29 juin 1954, une proposition de loi tendant à réintégrer les ex-rédacteurs auxiliaires des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils, n° 8748. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à intégrer les « anciens rédacteurs auxiliaires » des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils, n° 8812. — Le 27 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8812) de M. Sérafini tendant à intégrer les « anciens rédacteurs auxiliaires » des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils, n° 9230. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 20 millions aux sinistrés d'Oletta, en Corse, victimes des calamités atmosphériques, n° 10943. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à réformer la durée du service militaire des sursitaires, n° 11059. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 10960) portant intégration des fonctionnaires français

des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, n° 11139. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, n° 11432. — Le 29 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8812) de M. Sérafini tendant à intégrer les « anciens rédacteurs auxiliaires » des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils, n° 11993.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; JUSTICE, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers des justices de paix)* [21 décembre 1951] (p. 9520) ; — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Amendement de M. Mignot tendant à accorder des sièges à toutes les listes ayant obtenu le quotient électoral* [28 mars 1953] (p. 2545, 2546) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères (Exercice 1954) : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Expansion compromise par les économies sur les investissements* [14 novembre 1953] (p. 5145) ; Chap. 43-94 : *Amendements de MM. Barthélemy, Couston et Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence des aéroclubs)* (p. 5152) ; Chap. 63-20 : *Subventions pour achat d'avions (Fabrication des appareils Bréguet)* (p. 5161) ; INTÉRIEUR, Etat A : *Ordre de la discussion (Discussion du titre III)* [9 décembre 1953] (p. 6346) ; Art. 4 bis : *Son amendement relatif à l'intégration dans le corps des administrateurs civils des agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur en fonctions le 31 décembre 1946* [10 décembre 1953] (p. 6391, 6392) ; Art. 20 : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber relatif au délai de publication des délibérations du Conseil municipal de Paris* (p. 6406) ; Etat A, Chap. 41-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour les subventions obligatoires aux collectivités locales (*Insuffisance du taux de la subvention en Corse*) [11 décembre 1953] (p. 6472) ; Chap. 41-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux communes* (p. 6486) ; Chap. 63-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions pour la voirie départementale et communale (Voirie départementale)* (p. 6488) ; le retire (*ibid.*) ; Chap. 65-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions d'équipement aux communes (Distributions d'eau urbaines)* (p. 6489) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 14, Etat E : *Réorganisation des services de police (Agents de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale)* (p. 6494) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6497) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, amendé par le Conseil de la République ; Etat A, Chap. 31-41 : *Services de santé (Résultat de l'enquête parlementaire sur l'équipement sanitaire insuffisant de la Corse)* [13 décembre 1953] (p. 6653) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 décembre 1953] (p. 6778) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République (Création d'un poste de directeur de l'administration générale)* (p. 6779) ; Chap. 43-91 : *Demande de rétablissement des crédits pour subventions diverses (Subvention à la Fédération nationale aéronautique)* (p. 6780) ; Etat B, Chap. 53-90 : *Equipped des aéroports et routes aériennes (Groupement des services de l'aviation civile)* (p. 6784) ; — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union Française : *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union Française et nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existants à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République* [12 mars 1954] (p. 850) ; — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales, Article premier : *Amendement de M. Ballanger (Titularisation du personnel ne possédant pas le diplôme d'Etat mais exerçant depuis sept ans un emploi d'assistante sociale de caractère permanent)* [7 juillet 1954] (p. 3275) ; Art. 3 : *Amendement de Mme Lempereur (Détermina-*

*tion des modalités d'application de la loi après consultation des Ministres intéressés)* (p. 3276) ; — du projet de loi concernant les avenants aux conventions entre l'Etat, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes : *Discussion générale (Relations maritimes avec la Corse)* [9 juillet 1954] (p. 3397) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale (Rentabilité du projet)* [13 août 1954] (p. 4227, 4228) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES ; *Son article additionnel (Intégrations d'anciens rédacteurs auxiliaires dans les corps d'administrateurs civils)* [4 mars 1955] (p. 1120) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 41 : *Chemins ruraux et vicinaux* [15 mars 1955] (p. 1430) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du BUDGET ANNEXE DES P. T. T., Etat A, Chap. 11-20 : *Amendement de M. Coutant (Indemnités)* [15 mars 1955] (p. 1454) ; Chap. 11-60 : *Son amendement indicatif (Revendications du personnel, inspecteurs adjoints, agents principaux retraités)* (p. 1463, 1464) ; le retire (p. 1464) ; — du projet de loi instituant l'état d'urgence ; Art. 6 : *Voyage de Mme Sportisse dans l'Aurès* [31 mars 1955] (p. 2194) ; — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union Française à Paris [13 mai 1955] (p. 2769) ; — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains ; en qualité de *Rapporteur* : *Situation des agents des chemins de fer tunisiens* [8 juillet 1955] (p. 3764, 3765) ; Art. 2 : *Amendement de M. Cayeux (Prise en charge immédiate par le Ministère français correspondant et non par le Ministère des affaires tunisiennes)* (p. 3765) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Prolongation de l'état d'urgence pour une durée de six mois)* [29 juillet 1955] (p. 4530) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des étudiants inscrits dans un établissement éloigné de leur résidence habituelle)* [15 novembre 1955] (p. 5687, 5688) ; Art. 6 : *Son amendement (Prolongation du mandat des députés d'Algérie jusqu'à la date à laquelle il sera procédé aux opérations retardées)*

(p. 5695) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Statut des secrétaires d'administration* [22 novembre 1955] (p. 5918).

**SESMAISONS (M. Olivier de)**, *Député de Loire-Inférieure (A.R.S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**) ; vice-président de la Commission de l'agriculture [6 février 1952] (**F. n° 100**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission des prestations familiales agricoles [22 août 1951] (**F. n° 26**).

**Dépôts :**

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O.N.I.C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, **n° 137**. — Le 10 août 1951, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 137) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O.N.I.C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi

du 15 août 1936, **n° 2067**. — Le 28 mars 1953, une proposition de loi relative à la réforme de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 6096**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse, en vue d'autoriser la chasse au vol, ou fauconnerie, **n° 8233**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi du 3 mai 1844 modifiée, sur la police de la chasse en vue d'assurer la protection du gibier et de sanctionner la divagation des chiens, **n° 8234**. — Le 27 janvier 1955, une proposition de loi tendant à supprimer le droit de préemption des professionnels de l'agriculture, **n° 10009**. — Le 4 février 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 9937) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à introduire plus de souplesse dans le choix du mode de paiement des baux à ferme, **n° 10103**. — Le 4 mars 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 10009) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le droit de préemption des professionnels de l'agriculture, **n° 10294**. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 28 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, relative au statut du fermage, **n° 10349**. — Le 30 juin 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues (n° 10349) tendant à compléter l'article 28 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi n° 46-682 du 13 avril 1946, relative au statut du fermage ; 2<sup>o</sup> de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 10456) tendant à limiter les résiliations abusives de baux ruraux, pour retards dans le paiement des fermages, **n° 11087**. — Le 7 juillet 1955, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 9937) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à introduire plus de souplesse dans le choix du mode de paiement des baux à ferme, **n° 11134**. — Le 21 juillet 1955, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 10009) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le droit de préemption des professionnels de l'agriculture, **n° 11274**. — Le

6 octobre 1955, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 9937) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à introduire plus de souplesse dans le choix du mode de paiement des baux à ferme, n° 11546. — Le 20 octobre 1955, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi (n° 10009) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le droit de préemption des professionnels de l'agriculture, n° 11667. — Le 18 novembre 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'agriculture, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à compléter l'article 840 du Code rural relatif aux motifs de non-renouvellement des baux ruraux, n° 11929.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Manche [5 juillet 1951] (p. 5885). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale, Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6624); Art. 9 : *Transfert des charges à la Caisse de secours mutuels agricoles* (p. 6625); — de la proposition de loi relative à l'aval de l'O. N. I. C. en faveur des négociants en grains : en qualité de *Rapporteur* [30 août 1951] (p. 6669, 6670, 6671); Art. 1<sup>er</sup> : *Octroi de l'aval de l'O. N. I. C. à certains commerçants* (p. 6672, 6673); *Amendement de M. Sourbet relatif à l'escompte des effets des coopératives* (p. 6673); Article additionnel : *Amendement de M. Bendjelloul tendant à appliquer la loi en Algérie* (p. 6674); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE (Subventions à l'enseignement libre), Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de disjonction de l'article créant pour 850 millions de bourses nationales, présentée par M. Marcel David* [3 septembre 1951] (p. 6781); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves), Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Bèche tendant à ne pas accorder de fonds aux établissements employant des congréganistes* [8 septembre 1951] (p. 7112, 7113); Art. 2 : *Demande de suspen-*

*sion de séance de M. Soustelle* [9 septembre 1951] (p. 7206); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952 : PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Tanguy-Prigent tendant à réaliser l'égalité entre les prestations agricoles et celles des salariés, et à relever le taux de la surtaxe progressive* [21 décembre 1951] (p. 9534); Article additionnel : *Son amendement tendant à détaxer les terrains agricoles situés dans les zones alpines* [22 décembre 1951] (p. 9575); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> ter : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le taux de 0,55 0/0 pour la cotisation proportionnelle à la taxe à la production* [3 janvier 1952] (p. 86); Art. 11 : *Amendement de M. Billat tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant la parité entre les prestations agricoles et les autres* (p. 90); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales, Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation des bureaux d'assistance et des services de contrôle de la Sécurité sociale* [4 janvier 1952] (p. 162); Art. 2 : *Amendement de M. Mitterrand tendant à réduire le délai et à prévoir l'élévation de la limite d'âge du personnel* [4 janvier 1952] (p. 137, 138); *Son amendement tendant à prévoir la décentralisation des caisses locales* (p. 138); Art. 5 : *Sa demande de disjonction de l'article créant un fonds national d'allocations vieillesse agricole* (p. 155); — de la proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O. N. I. C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1952] (p. 401); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale donnant priorité aux coopératives sur les négociants* (p. 401); *Amendement de M. Pupat tendant à n'aider que les producteurs, non pas les négociants* (p. 402); *Amendement de M. Pupat tendant à favoriser les coopératives déjà existantes* (p. 402, 403); *Amendement de M. Coudray tendant à prévoir un décret d'application dans un délai de quinze jours après la promulgation* (p. 403); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Amendement de M. Rabier tendant à supprimer la mention de l'Algérie* (p. 403); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 405); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952, Art. 16 : *Son amendement*

tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant la liaison entre l'Administration fiscale et l'Administration de la Sécurité sociale [3 avril 1952] (p. 1837, 1838); Son sous-amendement relatif au contrôle des infractions concernant la Sécurité sociale (p. 1844); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 16 : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la communication des infractions fiscales aux directeurs régionaux de la Sécurité sociale [12 avril 1952] (p. 2261); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers, Art. 3 : Son amendement relatif au calcul des charges déductibles pour l'impôt sur le revenu [10 avril 1952] (p. 2170); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : Discussion générale [6 juin 1952] (p. 2691); Art. 10 : Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants (p. 2711); Art. 15 : Amendement de Mme Laissac relatif au taux de la cotisation proportionnelle au revenu cadastral (p. 2739); Art. 39 : Amendement de M. Viatte relatif au financement de l'allocation spéciale par une taxe de 10.000 francs sur les personnes n'exerçant pas de profession et payant la surtaxe progressive (p. 2749, 2750); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 10 : Demande de reprise du texte du Conseil de la République concernant l'obligation alimentaire des enfants à l'égard des parents, présentée par le Gouvernement [4 juillet 1952] (p. 3548); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : Demande de renvoi du débat, présentée par M. Gau [3 juillet 1952] (p. 3469, 3470); Discussion générale (Ses observations sur les relations entre bailleurs et preneurs) (p. 3474); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, Article unique : Amendement de M. Fourvel tendant à permettre la révision du bail dès la deuxième année de jouissance [3 juillet 1952] (p. 3485); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 2 : Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à reprendre l'article relatif à la détermination par arrêté des frais de gestion des caisses d'allocations familiales agricoles [29 janvier 1953] (p. 648); Art. 6 : Demande de disjonction de l'article

partageant la cotisation à payer entre métayers et propriétaires au prorata de leur part des fruits, présentée par M. Rochet (p. 661); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République, Art. 11 bis : Plan quinquennal de constructions et d'équipement scolaires [5 février 1953] (p. 961); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 106 : Son amendement tendant à supprimer l'article obligeant les agriculteurs à déclarer leurs revenus autres que ceux provenant de leur exploitation [6 février 1953] (p. 1038); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 2 : Amendement de M. Leenhardt tendant à faire rémunérer par le fonds les agents chargés du recouvrement de la taxe additionnelle [19 février 1953] (p. 1177); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 31 : Son amendement tendant à restituer leurs décorations aux anciens combattants amnistiés [27 février 1953] (p. 1433, 1434); le retire (p. 1434); — d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : Discussion générale [3 mars 1953] (p. 1530); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République; Article unique : Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux [10 mars 1953] (p. 1702, 1703); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Golvan tendant à permettre au Ministère de l'Agriculture de procéder à la vaccination obligatoire et gratuite en cas d'épizootie [24 mars 1953] (p. 2288); Art. 9 : Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire (p. 2292); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 2 : Son amendement tendant à faire payer immédiatement le prix d'un immeuble quel que soit le mode d'acquisition [27 mars 1953] (p. 2499, 2500); Art. 10 : Amendement de M. Gaubert tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations (p. 2509); — du projet de loi n° 6433 portant relèvement économique et financier; Art. 5 : Pouvoirs spéciaux perma-

nents (*Mesure susceptible d'inquiéter durablement le corps des fonctionnaires et officiers, nécessité d'en borner l'application dans le temps*) [7 juillet 1953] (p. 3309); *Son amendement tendant à borner l'application du texte au Gouvernement présentement en fonction, et au 31 décembre 1953 au plus tard (Valeur des fonctionnaires, garanties nécessaires à leur accorder pour les attacher à la fonction publique)* (p. 3313, 3314); Art. 8: *Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique, demande de rétablissement du texte gouvernemental permettant l'affectation au Fonds de divers comptes spéciaux à affectation connexe (Son désir de voir respecter l'autonomie du Fonds forestier national et du Fonds d'encouragement à l'industrie textile)* (p. 3329); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 7: *Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article limitant l'immunité parlementaire à la durée des sessions (Cas des parlementaires autochtones dans les territoires d'outre-mer)* [21 juillet 1953] (p. 3709); — du projet de loi n° 6529 portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 12: *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception: Amendement de M. Meunier tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières les rémunérations accordées par la loi à cette occasion (Approbation)* [24 juillet 1953] (p. 3881); — d'une proposition de loi concernant les statuts des coopératives agricoles et les délais impartis pour leur mise à jour, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur suppléant, : *Délais fixés à dix-huit mois en première lecture ramenés à six mois par le Conseil de la République; les rétablir à dix-huit mois, la réforme du statut de la coopération pouvant difficilement aboutir avant cette date* [24 juillet 1953] (p. 3947). — Est entendu sur la proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres: *Discussion générale (Ses appréhensions, atteintes possibles à l'intérêt national — secrets militaires — et à l'honneur individuel — allusion personnelle —, confiance cependant dans les qualités personnelles du président et des membres de la Commission)* [13 octobre 1953] (p. 4231). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Son ordre du jour demandant*

*l'assainissement du marché de la viande et un nouveau plan d'équipement agricole* [22 octobre 1953] (p. 4497); *le retire (ibid.)*; — d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des commissions d'enquête parlementaires: *Discussion générale (Dangers des accusations lancées sans fondement devant les commissions d'enquête)* [13 novembre 1953] (p. 5060, 5061); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE: *Motion préjudicielle de M. Rochet tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des crédits pour l'équipement rural* [3 décembre 1953] (p. 5908); Etat A, Chap. 31-51: *Contrôleurs des lois sociales (Caisse de mutualité sociale agricole)* (p. 5928, 5929); Art. 7: *Amendement de M. Charpentier relatif aux déductions autorisées en 1954 pour le calcul du prix du blé retenu pour le payement des fermages* [4 décembre 1953] (p. 5997, 5998); Article additionnel: *Amendement de M. Rochet tendant à abroger le droit de licence pour les bouilleurs de cru* (p. 6011); Art. 8: *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux dépenses de fonctionnement du service du contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 6015, 6016); Etat B, Chap. 61-70: *Amendement de M. J. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le remembrement et regroupement cultural (Scandale du remembrement fait par des géomètres à Fégréac)* (p. 6025); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article additionnel: *Son amendement relatif à la date de recouvrement de l'impôt foncier* [13 décembre 1953] (p. 6743); — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine: *Discussion générale (Hommage aux soldats d'Indochine, inquiétude de la population, rôle du Viet-Nam dans l'Union française)* [9 mars 1954] (p. 761, 762); *Son ordre du jour: Conférence de Genève ayant pour but de mettre un terme au conflit indochinois, volonté de paix du Gouvernement* (p. 762); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 41 bis: *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge)* [29 mars 1954] (p. 1419); Art. 45: *Libéralités d'un tiers* (p. 1428); Art. 47: *Amendement de M. Charpentier (Extension des mesures d'encouragement à l'épargne aux bâtiments ruraux non rentables)* (p. 1433); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 22:

*Application de la contrainte par corps* [9 avril 1954] (p. 1995); Art. 42 *ter* : *Amortissements accélérés en faveur de l'agriculture* (p. 1998, 1999); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 43-91 : *Bourses nationales (Régime des barèmes, difficultés de transfert)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1620, 1621); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* : *Suppression des zones de salaires dans les régions agricoles* [7 avril 1954] (p. 1851). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet concernant l'allocation vieillesse agricole [13 mai 1954] (p. 2368). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier, Art. 9 : *Résidences secondaires en matière fiscale* [21 mai 1954] (p. 2615); *Son amendement (Obligation de déclarer les voitures de tourisme)* (p. 2615); *Amendement de M. Cristofol (Déclaration des contribuables payant un loyer supérieur à 100.000 francs)* (p. 2618); *Son amendement tendant à supprimer l'article 10* [25 mai 1954] (p. 2666); Art. 23 *sexies* : *Amendement de M. Febvay (Application de l'article 274 du Code général des impôts aux armateurs et consignataires de navires)* [6 juillet 1954] (p. 3215); *Article additionnel de M. Charpentier tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence* [6 juillet 1954] (p. 3243); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 20 *bis* : *Amendement de M. Lamps tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux infractions et peines en matière d'impôts* [13 août 1954] (p. 4197); *Amendement de M. Mondon tendant à reprendre l'article 20 noniès B relatif au taux des redevances communale et départementale des mines sur le charbon* (p. 4216); Art. 28 : *Amendement de M. Lambert tendant à supprimer la taxe fiscale sur la margarine* (p. 4218); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Article additionnel de M. Hénault (Dépôt avant le 30 juin 1954 du projet de loi tendant à réviser les recettes nécessaires au fonctionnement du budget annexe des allocations familiales agricoles)* [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2735); — du projet de loi relatif à la ratification d'un accord international sur le sucre :

*Ses explications de vote* [30 juin 1954] (p. 3180); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole : *Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune)*; *Cas de l'exploitation familiale* [28 juillet 1954] (p. 3677); Art 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Fixation du revenu cadastral servant de base au calcul des allocations familiales)* (p. 3682); *le retire* (*ibid.*); *Texte modificatif de l'article 15 de la loi du 10 juillet 1952 (Evaluation du revenu en cas de donation-partage)* (p. 3684); *Son amendement (Ouverture du droit à la retraite)* (p. 3685); *Amendement de M. Pelleray tendant à exonérer de la cotisation les agriculteurs âgés de 65 ans au moins et continuant leur exploitation* (p. 3688); de cette proposition de loi en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7044, 7045); *Son amendement (Décentralisation dans la gestion de l'allocation vieillesse agricole)* (p. 7047, 7048); — du projet de loi relatif au budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patteaud (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget : étude d'un régime de compensation susceptible d'équilibrer les différents régimes, son hostilité au décret-loi)* [29 juillet 1954] (p. 3725); seconde délibération du projet : *Ses explications de vote (Système de compensation des divers régimes, non-augmentation des cotisations agricoles)* (p. 3764); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Exploitation familiale, sécurité sociale et petit risque, contrôle de l'autofinancement, réforme administrative et judiciaire)* [6 août 1954] (p. 3961, 3962); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Article unique : *Son amendement (Contrôle de l'autofinancement)* [13 août 1954] (p. 4193); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Création d'attachés du contrôle des dépenses engagées* [18 novembre 1954] (p. 5174, 5175); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRI-



CULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 31-51 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* [25 novembre 1954] (p. 5447); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955, Art. 2 : *Amendement de M. Métayer (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7020); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, troisième ligne : *Fonds de garantie mutuelle agricole et pouvoirs spéciaux* [28 janvier 1955] (p. 395, 397); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES), en qualité de *Rapporteur pour avis : Aspect moral du problème des fonctionnaires ; carburants agricoles ; fonds de garantie mutuelle* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 570); *Son article additionnel (Droits à l'avancement et à la pension de retraite des officiers reçus au concours spécial d'entrée à l'E.N.A.)* [4 mars 1955] (p. 1107, 1108); *Hommage au docteur Grosse, aide due aux enfants des victimes du devoir* [8 mars 1955] (p. 1139); *Article additionnel de M. J.-P. Palewski (Pension des ayants droits des militaires décédés au cours des opérations de police en Afrique du Nord)* (p. 1146); *Article additionnel de M. Mignot (Indemnité spéciale des conseillers des tribunaux administratifs)* (p. 1150); *Son article additionnel (Suppression de taxes frappant chambres de commerce maritime et ports autonomes)* (p. 1151); *le retire* (p. 1152); *Article additionnel de M. Patinaud (Prestations familiales agricoles, surcompensation et liberté de gestion)* (p. 1159, 1160); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 26 *ter* : *Son amendement (Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration)* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2328); Art. 60 : *Procédure concernant les avis des commissions de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République sur un projet de décret* (p. 2338); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 60 : *Avis conforme des commissions du Conseil de la République pour certains décrets ou arrêtés* [2 avril 1955] (p. 2984). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole* [11 mars 1955] (p. 1319); *Soldats tombant pour la France en Algérie* (p. 1322). — Prend part à la discus-

sion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre (Anciens prisonniers de la guerre 1914-1918)* [11 mars 1955] (p. 1344); — du projet de Loi DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Amendement de M. Boisdé (Option et régime des forfaits)* [19 mars 1955] (p. 1749); *Amendement de M. Boisdé (Exonération de l'impôt sur le revenu des rentes viagères constituées à titre onéreux)* (p. 1750); *Amendement de M. Boisdé (Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires des produits agricoles destinés à l'alimentation)* (p. 1752); *Amendement de M. Boisdé (Rehaussements de déclarations fiscales)* (p. 1758); *Amendement de M. Boisdé (Echelonnement des paiements pour les impôts, droits, taxes et cotisations d'employeurs exigibles avant le 1<sup>er</sup> janvier 1955)* (p. 1758); Art. 14 : *Son amendement (Suppression de la mesure d'alignement en hausse prise à l'égard du fuel et encaissement par le Trésor des sommes versées)* (p. 1764, 1765); *Son article additionnel (Abattements pour vétusté dans l'indemnisation des dommages de guerre des chambres de commerce)* (p. 1777); *le retire* (p. 1778); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 11 *septies* : *Amendements de MM. Billat et Laurens (Taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence)* [17 mai 1955] (p. 2842); Etat G, AGRICULTURE : *Amendement de M. Charpentier (Taxe sur les betteraves, le sucre et l'alcool au profit du groupement interprofessionnel intéressé)* (p. 2847); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 11 *bis* : *Publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2883); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence; Art. 10 : *Son amendement tendant à éviter aux anciens combattants d'avoir à remettre leurs armes* [31 mars 1955] (p. 2206); *le retire* (p. 2207); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Article additionnel de M. Puy (Transformation en emploi de fonctionnaires d'un certain nombre d'emplois d'agents sous contrat)* [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2325, 2326); — d'une proposition de loi relative aux droits des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués : *Question préalable de M. Deixonne, son argument tiré des spéculations boursières* [11 mai

1955] (p. 2668); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P. T. T. pour 1955; Etat A. Chap. 1000 : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy (Indemnité de risques)* [12 mai 1955] (p. 2723); Chap. 10-20 : *Prime d'exploitation et vote de la motion préjudicielle de M. Barthélemy* (p. 2726, 2728); Chap. 11-10 : *Prime de risque* [17 mai 1955] (p. 2806); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Ses explications de vote* [30 juin 1955] (p. 3544); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Article 10 tendant à éviter l'augmentation des cotisations* [19 juillet 1955] (p. 3930); Art. 3 : *Amendement et demande de vote par division déposés par M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* [20 juillet 1955] (p. 3965); Art. 10 : *Amendements de MM. Boscary-Monsservin, Marcellin, Waldeck Rocket (non-augmentation des cotisations)* (p. 3974); *Ses explications de vote* (p. 3980); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 7 : *Son sous-amendement (Possibilité pour les députés malades ou en mission de désigner un mandataire chargé de voter en leur nom)* [26 juillet 1955] (p. 4256, 4257); *le retire* (p. 4257); *Son sous-amendement (Publication du motif de l'absence)* (p. 4257); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Déclaration du Gouvernement sur le problème marocain* [29 juillet 1955] (p. 4493). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Ses explications de vote* [25 octobre 1955] (p. 5238); — de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier)* [28 octobre 1955] (p. 5355); — d'une proposition de loi relative au mode de paiement des baux à ferme; en qualité de *Rapporteur* : *Possibilité de modification tous les trois ans* [8 novembre 1955] (p. 5509, 5510); — d'une proposition de loi relative au droit de préemption des professionnels de l'agriculture, en qualité de *Rapporteur* [8 novembre 1955] (p. 5511, 5512), [15 novembre 1955] (p. 5666, 5667); — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles; Art. 1<sup>er</sup> : *Son*

*amendement (Réduction du nombre d'attachés à cinq)* [15 novembre 1955] (p. 5669, 5670); Art. 2 : *Son amendement (Recrutement dans les cadres du Ministère de l'Agriculture)* (p. 5670); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Adrien Renard (Destination du fonds)* [16 novembre 1955] (p. 5747); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au non renouvellement des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5887); Article unique : *Amendement de M. Tricart tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale* (p. 5887, 5888); *Amendement de M. E. Hugues (Résiliation après deux retards)* (p. 5888, 5889).

**SEYNAT (M. Gabriel)**, Député de la Gironde (2<sup>e</sup> circonscription) (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — de la Commission des pensions [15 novembre 1954] (**F. n° 442**). — Est nommé vice-président de la Commission des boissons [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [9 mars 1955] (**F. n° 505**).

### Dépôts :

Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour venir en aide aux victimes des inondations de la Garonne, de la Dordogne et de leurs affluents dans le département de la Gironde, n° 2524. — Le 26 février 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 873) de M. Deliaume tendant à inviter le Gouvernement à accorder un deuxième quart de vin aux soldats, n° 2816. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 272) de M. Liquard tendant à autoriser, sous certaines conditions, l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs et l'emploi libre du monosulfure de sodium, n° 3063. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le Code du vin en

établissant un plan quinquennal pour le rétablissement de l'équilibre de la production et de la consommation du vin en France ainsi que pour l'amélioration de la qualité des vins sur les marchés intérieurs et extérieurs, n° 4007. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'institution d'un Haut-Commissariat du vin et de la viticulture et la réorganisation des services administratifs de l'agriculture nécessaires, n° 4104. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les exportations des vins à destination des pays étrangers, n° 4105. — Le 19 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 77 du Code du vin, n° 4806. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à créer un comité national interprofessionnel d'exportation des vins d'appellation contrôlée et des grands crus, n° 4917. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à réglementer et contrôler les « vins de coupage », n° 5163. Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Fabre (n° 4797) tendant à modifier l'article 77 du Code du vin; 2° de M. Seynat (n° 4806) tendant à modifier l'article 77 du Code du vin, n° 5639. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 3260) de M. Sourbet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole en vue de l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché du vin, n° 7232. — Le 7 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 6925) de M. Jean Durand, sénateur, tendant à dénommer vins sucrés tous les vins chaptalisés (Dispositions relatives aux vins de consommation courante) n° 8294. — Le 29 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 4104) de MM. Seynat, de Gracia et Deliaune, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'institution d'un Haut-Commissariat du vin et de la viticulture et la réorganisation des services administratifs de l'agriculture nécessaires, n° 8749. — Le 30 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à combattre l'alcoolisme et à

organiser la défense contre l'intoxication par l'emploi des alcools d'origine inférieure dans la métropole et les territoires d'outre-mer, n° 9855. — Le 30 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 272) de M. Liquard tendant à autoriser, sous certaines conditions, l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs et l'emploi libre du monosulfure de sodium, n° 10557. — Le 16 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume à Mme René Coty, en témoignage de gratitude de la France et de la République, n° 11889. — Le 17 novembre 1955, un rapport d'information au nom de la Commission des boissons sur la situation de la viticulture dans la métropole et en Algérie, n° 11910.

#### Interventions :

Son rapport sur les élections du département des Landes [5 juillet 1951] (p. 5882). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1010 : *Amendement de M. Ramarony tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Manque de sulfate de cuivre)* [21 novembre 1951] (p. 8256); Chap. 1210 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la répression des fraudes (Analyse et contrôle des vins)* (p. 8267); Chap. 3270 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la protection des végétaux (Manque de sulfate de cuivre)* (p. 8276 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Secours aux sinistrés des inondations du Sud-Ouest* [12 février 1952] (p. 639). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique agricole du Gouvernement, notamment sur la crise viticole [27 juin 1952] (p. 3296); la développe : *Ses observations sur la misère des viticulteurs, l'exportation insuffisante, le Code du vin de M. Barthe, l'agriculture, parente pauvre de l'économie* [4 juillet 1952] (p. 3595 et suiv.); — sur l'évolution grave de la crise viticole [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil

désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur le sort des agriculteurs et particulièrement des viticulteurs* [10 juin 1953] (p. 3005, 3006). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Inapplication du Code du vin de 1933 (Non-résorption des excédents annuels, tolérance néfaste de « l'hectare familial ») ; éloge des réformes à long terme, mais critique des mesures à court terme prévues par le nouveau décret ; carence du Gouvernement devant l'effort d'exportation nécessaire ; sévérité des prestations d'alcool vinique, contraires aux recommandations de la Commission des boissons* [22 octobre 1953] (p. 4465 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Réorganisation du contrôle du marché viticole)* [3 décembre 1953] (p. 5932 et suiv.) ; *le retire* (p. 5934). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole et la mise en application des dispositions du 30 septembre [6 mai 1954] (p. 2143). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Taux des prestations)* [3 août 1954] (p. 3806, 3807). — Son rapport sur l'élection dans le territoire de la Guinée française (M. Barry Diawadou) [4 novembre 1954] (p. 4758). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Production et consommation de vin, taux des prestations viniques, décret d'arrachage des vignes* [24 novembre 1954] (p. 5398, 5399) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Paris : *Discussion générale (Sa motion d'ajournement... « jusqu'à ce qu'une révision des textes constitutionnels permette la consultation de la nation sur la reconstitution de l'armée nationale allemande dans le cadre de l'O.T.A.N. ») ; la soutien (Nécessité morale de laisser la parole au pays) ; retrait (Au profit de la motion Badie)* [23 décembre 1954] (p. 6828, 6829) ; — du rapport sur les élections de la Guinée, en qualité de *Rapporteur* [21 janvier 1955] (p. 97) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'acoolisme (limitation des débits de boissons,) Art. 35 : *Responsabilités de l'Etat, discrimination entre bon et mauvais alcool, bienfaits du vin* [9 novembre 1955] (p. 5584 à 5586).

**SIBUÉ (M. Louis)**, Député de Savoie (S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**), et de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**).

#### Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-267 du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux, **n° 808**. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 84) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 20 milliards la dotation prévue par l'article 8 de la loi de finances du 24 mai 1951 pour les opérations réalisées dans le cadre de la législation des habitations à loyer modéré, **n° 809**. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. la proposition de loi de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 1950) tendant, par l'abrogation des dispositions de l'arrêté du 24 mars 1943, à reconnaître la qualité d'employeur à l'Administration des P. T. T. vis-à-vis des auxiliaires chargés de la suppléance des receveurs-distributeurs ; II. les propositions de résolution : 1° de MM. Paul Aubry et Jean Masson (n° 1661) tendant à inviter le Gouvernement à abroger

l'arrêté du 24 mars 1943 et à remettre en vigueur le décret du 2 août 1938 relatif à la suppléance électrique des receveurs-distributeurs ; 2° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues (n° 1755) tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de suppléance électrique des receveurs-distributeurs des P.T.T., de manière à ce que l'Administration des P.T.T. soit l'employeur direct des suppléants, n° 5520. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3650) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-italienne relative aux gares internationales de Modane et Vintimille et aux sections de chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, signée à Rome le 29 janvier 1951, n° 7079. — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la validité des billets à tarif réduit de 30 0/0 sur les chemins de fer, n° 8378. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 7347) de M. Delferre et plusieurs de ses collègues portant création d'une tranche urbaine du Fonds d'investissement routier, n° 8960. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 8276) de M. Pinton, sénateur, portant création d'une Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles, n° 9162. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8948) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à décider, en application de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, la création d'une Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, n° 9163. — Le 26 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2070) de M. Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 21, 22, 23, 24, 26, 39, 41, 42 et 44 de la loi du 21 mars 1948 concernant la Régie autonome des transports parisiens, n° 9595. — Le 24 juin 1955, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 800 millions de francs destiné : 1° à indemniser les victimes ou les familles des victimes des crues catastrophiques des torrents de la Savoie pendant les journées des 6 au 8 juin ; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions ; 3° à remettre en état les routes nationales et départementales, la voirie vicinale, rurale et urbaine ; 4° à reconstituer et à compléter les ouvrages de protection détruits ou endommagés pour assurer la sécurité des personnes et des biens en danger ; 5° à venir en aide aux collectivités locales, département et communes, pour la réparation des dommages causés à leurs bâtiments et installations diverses, n° 11017. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 4941) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le protocole prolongeant la durée de l'accord sur l'exploitation des navires météorologiques de l'Atlantique Nord, n° 11175. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 9421) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 25 février 1954 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, n° 11176. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application l'article 32 de la loi du 21 mars 1948 portant réorganisation des transports dans la région parisienne en ce qui concerne l'attribution au personnel de la Régie autonome des transports parisiens d'une prime de gestion, n° 11424.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 40-90 : *Bonification d'intérêts pour les habitations à loyers modérés* [23 août 1951] (p. 6449) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale* [6 septembre 1951] (p. 6962) ; — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur l'injustice de la classification des zones)* [14 septembre

1951] (p. 7361) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 novembre 1951] (p. 8081, 8082) ; Chap. 40-10 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les prestations facultatives (Subventions aux mutuelles)* (p. 8089) ; Chap. 50-90 : *Amendement de M. Lemaire tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (Raisons du déficit de la S. N. C. F.)* [16 novembre 1951] (p. 8121) ; Chap. 60-10 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire les crédits pour les donations (Aménagement du port de Dunkerque)* (p. 8122). — Dépose une demande d'interpellation sur le percement de tunnel routier sous les Alpes [11 mars 1952] (p. 1220). — Est entendu sur une communication du Gouvernement : *Barrage de Tignes, sa mise en eau prochaine, expropriation et indemnisation des habitants* [14 mars 1952] (p. 1313, 1314). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la réduction des investissements sur les barrages hydro-électriques)* [2 avril 1952] (p. 1735) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à affecter à la modernisation des routes les crédits du fonds d'investissements routiers (Tunnel du Mont-Blanc)* [3 avril 1952] (p. 1830) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à empêcher la modification par décret de la composition du Conseil supérieur des transports* (p. 1873) ; — du projet de loi relatif aux crédits du fonds spécial d'investissement routier : *Discussion générale (Ses observations sur le tunnel du Mont-Blanc)* [11 juillet 1952] (p. 3885 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif à la composition de la commission de gestion du fonds* (p. 3889, 3890) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3890) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 29 *ter* : *Sa demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissement routier (Route Marseille—Lyon, tunnel du Mont-Blanc)* [11 décembre 1952] (p. 6151 et suiv.) ; *Son amendement tendant à ne pas financer de travaux internationaux (Tunnel du Mont-Blanc)* (p. 6156) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6497, 6498) ;

Art. 5, Etat E, en qualité de *Rapporteur pour avis : Investissements destinés aux transports* [20 décembre 1952] (p. 6758, 6759). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 7 : *Sa motion préjudicielle demandant la réalisation d'un plan de construction de 240.000 logements par an* [23 janvier 1953] (p. 208, 209) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. M. Noël tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'administration centrale (Retraités de la Caisse autonome mutuelle de retraites)* [30 janvier 1953] (p. 701) ; Chap. 45-44 : *Son amendement tendant à reprendre le libellé primitif du chapitre concernant la contribution à la S. N. C. F.* (p. 703) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République ; Etat E, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Amendement de M. Benard relatif à la répartition des crédits du fonds spécial d'investissements routiers entre les départements et communes* [30 janvier 1953] (p. 783) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953 ; P.T.T., Art. 1<sup>er</sup> A : *Création d'un Comité mixte pour le développement des procédés de commutations automatiques* [3 février 1953] (p. 876) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement et à la modernisation des voies navigables : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des voies navigables, la concurrence de la S. N. C. F.)* [12 mars 1953] (p. 1831) ; Art. 9 : *Amendement de M. Pflimlin tendant à supprimer l'avis de la Commission des transports du Commissariat général du Plan* (p. 1834) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à prévoir des avantages particuliers pour les H.L.M.* [21 mars 1953] (p. 2168) ; *Son sous-amendement tendant à limiter les avantages prévus aux organismes d'H. L. M.* (p. 2168 et suiv.) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art 2 : *Droits de timbre et de passeport ; son amendement portant exemption pour les colis inférieurs à*

50 kilogrammes (*Transports routiers*) [7 juillet 1953] (p. 3304); Art. 3 : *Produits pétroliers (Son amendement tendant à maintenir au profit du fonds d'investissement routier le prélèvement prévu par la loi du 30 décembre 1951 (Prélèvement déjà réduit de 18 à 10 0/0 avant le présent projet)* (p. 3307, 3315). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative aux fonctionnaires du Ministère de l'Education nationale chargés d'un emploi supérieur à leur grade [13 novembre 1953] (p. 5053, 5054). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Mauvaise organisation des débats budgétaires* [24 novembre 1953] (p. 5494). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Insuffisance des crédits pour les routes, développement du trafic, déficit de la S. N. C. F.* [26 novembre 1953] (p. 5562, 5563); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F.* (p. 5563); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 46-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des Anciens combattants (Condamnation du résistant Pringollet)* [6 décembre 1953] (p. 6171, 6172); *le retire* (p. 6174); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. Manceau tendant à surseoir au débat pour demander une subvention plus forte pour la S. N. C. F. et satisfaction des revendications des cheminots* [7 décembre 1953] (p. 6194, 6195); P. T. T., Etat A, Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions régionales (Transformation d'emplois)* (p. 6209); *Motion préjudicielle de M. M. Noël demandant une lettre rectificative en faveur des retraités de la Caisse autonome mutuelle des retraités* [11 décembre 1953] (p. 6531); Etat A, Chap. 33-92 : *Amendement de M. M. David tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Subventions aux cantines)* [12 décembre 1953] (p. 6569); Chap. 34-41 : *Chemins de fer et transports (Commandes de nouveaux autorails)* (p. 6572); Chap. 35-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les*

*routes et ponts (Coût excessif des travaux longtemps différés)* (p. 6585, 6586); Chap. 35-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les voies navigables (Elargissement des voies navigables)* (p. 6587); Chap. 45-42 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité compensatrice à la S. N. C. F. (Violence des attaques contre le déficit de la S. N. C. F.)* (p. 6589, 6590); *le retire* (p. 6594); Chap. 45-44 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S. N. C. F. (Droit à péréquation des pensions en cas de révocation)* (p. 6598); Etat B, Chap. 5330 : *Amendement de M. Pflimlin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour voies de navigation intérieures (Insuffisance du programme de travaux neufs)* (p. 6599, 6600); Art. 8, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour les travaux d'installations fixes de la S. N. C. F. (Gares de Modane et Mâcon)* (p. 6606, 6607); *le retire* (p. 6607); Art. 8 bis : *Son amendement tendant à prévoir le dépôt d'un projet organisant et coordonnant les moyens de transport* (p. 6608); *le retire* (ibid.); P. T. T., amendé par le Conseil de la République : *Sa demande d'ajournement du débat* [31 décembre 1953] (p. 7135); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 7136); Art. 8 bis : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas bloquant 20 milliards de crédits pour la S. N. C. F.* (p. 7138). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement, après l'élection de M. le Président de la République [6 janvier 1954] (p. 8); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Discussion générale (Observations sur : le caractère fallacieux de l'expansion économique invoquée par le Gouvernement, et la « scandaleuse carence » de sa politique indochinoise en présence des offres de paix d'Ho Chi Minh)* [6 janvier 1954] (p. 13, 14, 15). — Est entendu sur la question orale de M. Berthet au Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme au sujet de l'emploi des wagons de bois dans les trains ouvriers [26 février 1954] (p. 575). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954 ; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 43-31 :

*Crédits pour les œuvres complémentaires de l'école; affectation des crédits Barangé* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1619); — du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Benard tendant à autoriser l'Etat à percevoir un droit de péage réservé à l'intérêt et à l'amortissement des capitaux investis et à l'entretien de l'autoroute* [9 juillet 1954] (p. 3400, 3401); *Article additionnel de M. Benard tendant à autoriser le concessionnaire de la construction et de l'exploitation d'une autoroute à percevoir des péages; crédits destinés au fonds d'investissement routier* [20 juillet 1954] (p. 3426, 3427); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur pour avis: Coordination des transports, accords passés entre la S. N. C. F. et les transports routiers à grande distance, industrie touristique, régimes spéciaux de retraites, S. N. C. F.-R. A. T. P.* [5 août 1954] (p. 3868 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative au certificat d'études complémentaires commerciales [13 août 1954] (p. 4185). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Motion de M. Daladier tendant au renvoi à la Commission* [13 août 1954] (p. 4225, 4226); *Contre-projet de M. Degoutte (Construction du barrage de Serre-Ponçon)*; *Attitude d'Electricité de France* (p. 4233 et suiv.); *Article additionnel de M. Lambert (Obligation à Electricité de France de draguer la rivière en aval de Malle-mort et de construire une digue longeant ce lit de chaque côté)* (p. 4236); *Art. 5 bis : Son amendement tendant à ne pas exiger le maintien d'un niveau d'eau suffisant en période d'été dans la partie haute de la réserve* (p. 4240); *Article additionnel de M. Daladier (Répartition entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse du montant du fonds spécial obtenu par le produit des impôts dus par le concessionnaire aux communes et départements)* (p. 4241); *Art. 8 : Amendement de M. Benard tendant à garantir aux commerçants installés avant la mise à l'enquête d'utilité publique le plein exercice de leur profession pendant toute la durée des travaux* (p. 4243); *Art. 13 : Son amendement tendant à ne pas tenir compte de l'importance de la retenue d'eau à Serre-Ponçon* (p. 4245); *Art. 11 : Son amendement tendant à préciser que les aménagements*

*sont ceux situés à l'aval du confluent du Verdon* (p. 4245); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, en qualité de *Rapporteur pour avis : Nécessité de moderniser les chemins de fer, coordination des transports, décrets du 12 novembre, réunion des transporteurs routiers Salle Wagram, fermeture de lignes de chemins de fer* [4 décembre 1954] (p. 5818 à 5822); *motion préjudicielle de M. Paquet (Pourcentage des droits sur les carburants réservé au fonds routier)* (p. 5838); *Etat A, Chap. 31-01 : Création d'un fonds routier urbain* [9 décembre 1954] (p. 5983); *Son amendement relatif aux secrétaires d'administration* (p. 5992); *le retire* (ibid.); *Chap. 31-11 : Son amendement (Transfert à l'aviation civile et commerciale de 50 emplois destinés à des besoins militaires)* (p. 5994); *Chap. 31-13, 31-14 : Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, ses demandes de disjonction* (p. 5997, 6000); *Chap. 31-15 : Ponts et chaussées, ouvriers permanents des parcs et ateliers, sa demande de disjonction* (p. 6003, 6004); *Chap. 31-41 : Son amendement indicatif (Contrôle de la S. N. C. F., contrôle du personnel des entreprises routières)* (p. 6009); *le retire* (ibid.); *Chap. 32-91 : Sa demande de disjonction (Décret du 14 septembre 1954, maintien d'un régime spécial au personnel des réseaux de chemins de fer secondaires et des tramways, rattachement du personnel des routiers)* (p. 6011); *Chap. 34-13 : Sa demande de disjonction (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* [11 décembre 1954] (p. 6123); *Chap. 34-15 : Etudes relatives à la construction du tunnel sous la Manche, son amendement tendant à supprimer ce chapitre* (p. 6125, 6126); *Amendement de M. Martel tendant à insérer un nouveau chapitre (Etudes relatives au tunnel sous le Mont Blanc)* (p. 6129, 6130); *Chap. 35-21 : Routes et ponts, entretien et réparations, sa demande de disjonction* (p. 6140); *Chap. 35-31 : Entretien des voies de navigation (Nettoyage du canal de l'Est), sa demande de disjonction* (p. 6140); *Chap. 36-21 : Remboursement de frais à l'Union nationale des associations de tourisme (Scandales dans la délivrance des permis de conduire)* (p. 6142, 6143); *Chap. 45-41 : Amendement indicatif de M. Florand (Emploi*



*des traverses en béton*) (p. 6150) ; Chap. 45-45 : *Déséquilibre financier de la Régie autonome des transports parisiens* (p. 6151) ; *Fusion éventuelle de la R. A. T. P. et de la S. N. C. F.* (p. 6152) ; Etat B, Chap. 53-30 : *Amendement indicatif de M. Doutrelot (Achèvement du canal du Nord)* [14 décembre 1954] (p. 6344, 6345) ; Art. 3 : *Fonds routier* [15 décembre 1954] (p. 6371, 6372) ; *Routes touristiques* (p. 6374) ; Etat D : *Son amendement (Accroissement du montant des autorisations de programme de la S. N. C. F. pour 1955, gare frontière de Modane)* (p. 6380 et suiv.) ; Etat A, Chap. 45-42 : *Sa demande de disjonction (Subventions d'équilibre à la S. N. C. F., fermeture de lignes secondaires, salaires des cheminots)* (p. 6393 et suiv., 6398) ; *la retire* [18 décembre 1954] (p. 6568) ; Etat A, Chap. 45-42 : *Son amendement indicatif (Transports des marchandises des industries situées à moins de 25 kilomètres des frontières)* (p. 6569) ; *Amendement indicatif de M. M. Noël (Coordination du rail et de la route, fermeture de lignes)* (p. 6570) ; *retire sa demande de disjonction déposée à la séance du 9 décembre 1954* (p. 6573) ; *Article additionnel de M. Schmitt (Conditions préalables à toutes fermetures de lignes)* (p. 6576) ; Chap. 31-13 : *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Date d'application des indices des agents de travaux et conducteurs de chantiers)* (p. 6577) ; Chap. 34-13 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, demande de disjonction de M. Ducos* (p. 6578). — Prend part : à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955 ; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Les petits cheminots, crédits d'investissements pour la S. N. C. F., retraités de la R. A. T. P.* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 550) ; Art. 10 : *Demande de disjonction du Gouvernement (Administrateurs civils)* (p. 553) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Réarmement allemand, problème scolaire* [18 février 1955] (p. 821, 822) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économique et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Intégrations complémentaires dans le corps d'administrateurs civils au Ministère des*

*Travaux publics)* [4 mars 1955] (p. 1120). — Dépose une demande d'interpellation sur les engagements pris à l'égard de certains personnels des ponts et chaussées [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Financement de ce budget par un droit de timbre sur la délivrance des devises étrangères* [19 juillet 1955] (p. 3901, 3911) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 7 : *Majoration du droit de timbre douanier* ; *Amendement de M. Vals tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [4 août 1955] (p. 4615) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Textes abrogés par la loi de 1952)* [24 novembre 1955] (p. 5984) ; Art. 3 : *Amendement de M. Dubois (Création d'une Caisse d'assurance pour la longue maladie et le capital décès)* (p. 5987).

**SID CARA CHERIF (M.)**, Député d'Oran, (2<sup>e</sup> collègue) (R.R.S.).

Son élection est validée [3 novembre 1953] (p. 4734). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [13 octobre 1953] (**F. n° 288**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des pensions [13 octobre 1953] (**F. n° 288**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 18 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conclure des accords internationaux en vue de la création d'une Communauté Europe-Afrique, **n° 9923**. — Le 4 février 1955, une proposition de loi tendant à ériger les territoires du sud de l'Algérie en un département algérien dit « Département Saharien », **n° 10116**.

#### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les événements survenus en Algérie [12 novembre

1954] (p. 4945); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Réprobation du terrorisme de quelques exaltés ; loyalisme général des populations ; répression nécessaire, mais avec discernement ; différences nécessaires entre l'Algérie, « province française », et les protectorats voisins ; désaveu de Messali ; désaveu de l'Égypte ; gravité du problème économique algérien* [12 novembre 1954] (p. 4963, 4964). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Problème économique et démographique ; problème scolaire ; fonction publique (écarter la barrière des diplômés) ; industrialisation ; réformes administratives (communes mixtes rénovées) ; territoires du Sud (département nouveau du Sahara, avec trois arrondissements civils et deux militaires) ; honnimage à l'esprit des officiers du Sud ; nécessité d'une assimilation intégrale* [10 décembre 1954] (p. 6089, 6090); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-53 : *Demande de disjonction de M. Fonlupt-Esperaber (Cas de la main-d'œuvre algérienne dans la métropole, allocations familiales)* [23 novembre 1954] (p. 5328, 5329); — d'interpellations relatives à la situation en Afrique du Nord : *Plan de réforme, pacification de l'Aurès, rôle de l'armée d'Afrique, opération « violette » urgence d'une politique sociale* [2 février 1955] (p. 639, 640); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Discussion générale (Prise de conscience collective des Musulmans)* [30 mars 1955] (p. 2138, 2139); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Choix des interlocuteurs valables, validation des élections de 1948* [29 juillet 1955] (p. 4524, 4525); — d'interpellations sur l'Algérie : *Position des élus d'Oran sur la motion des élus du 2<sup>e</sup> collège, loyalisme des populations musulmanes, réformes envisagées* [13 octobre 1955] (p. 5084, 5085).

**SIDI EL MOKTAR (M. Ndiaye), Député de la Mauritanie.**

Son élection est validée [9 août 1954] (p. 6294). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission du travail de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants de la Mauritanie* [23 novembre 1951] (p. 8441).

**SIEFRIDT (M. Louis), Député de Seine-Inférieure [2<sup>e</sup> circonscription] (M.R.P.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la revalorisation des indemnités de réquisition de terrains pour l'implantation de constructions provisoires, **n° 319**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres, **n° 617**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 618**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à fixer le montant minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 778**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à protéger le domaine immobilier par la revalorisation des contrats d'assurance contre l'incendie, **n° 1443**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à assurer aux enfants sourds-muets et aveugles le bénéfice de la gratuité de l'enseignement, **n° 1954**. — Le 26 décembre 1951, une proposition de loi tendant au maintien du rang des derniers enfants des familles nombreuses dans le calcul des avantages familiaux, **n° 2215**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du Code de procédure civile relatives à

la vente des biens de mineurs, n° 2443. — Le 31 octobre 1952, une proposition de loi tendant à supprimer les droits et taxes sur les mutations à titre onéreux des maisons servant à l'habitation personnelle et familiale, n° 4446. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 3209) de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues tendant à instituer l'épargne-logement, n° 4885. — Le 10 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre sur : I. le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (Dispositions concernant l'épargne-construction); II. les propositions de loi : 1° de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues (n° 3209) tendant à instituer l'épargne-logement; 2° de M. Gabelle (n° 4868) tendant à instituer le lyret d'épargne-construction; 3° de Mme Thome-Patenôtre, sénateur (n° 5257), tendant à instituer l'épargne-construction, n° 5821. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (art. 1<sup>er</sup>, 8, 10, 33, 34, 35, 43 et 44), n° 5862. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 6052) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5528) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à instituer l'épargne-construction, n° 6058. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 6051) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques, n° 6094. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à améliorer la situation de certains officiers généraux ayant exercé un commandement pendant la guerre 1914-1918, n° 6339. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à accorder la bonification traditionnelle pour enfants aux titulaires de l'allocation de vieillesse des non-salariés et de l'allocation spéciale, n° 6745. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à

modifier l'article 45 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 relative à l'allocation de vieillesse, n° 6746. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 6747. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine immobilier, n° 6858. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 concernant les entreprises de crédit différé, n° 6921. — Le 22 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions qui s'imposent pour protéger les intérêts des déposants des sociétés de crédit différé en liquidation, n° 6954. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi relative aux impôts et taxes qui frappent le logement, n° 6996. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 26 juin 1945 relative au prélèvement sur les loyers au profit du Fonds national d'amélioration de l'habitat, n° 6997. — Le 24 novembre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les sommes consacrées à la construction de logements, n° 7266. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à fixer à 55 ans l'âge de la retraite pour les femmes, n° 7573. — Le 16 février 1954, un avis au nom de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 7696) tendant à autoriser le Gouvernement à prendre les dispositions financières nécessaires pour la mobilisation des créances hypothécaires du crédit mutuel du bâtiment et de certaines sociétés de crédit différé, n° 7780. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à autoriser la revalorisation des créances, n° 7883. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à assortir d'une clause d'indexation les titres délivrés aux sinistrés mobiliers en vertu des décrets des 9 août et 30 septembre 1953, n° 7943. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à fixer le statut de la maison familiale, n° 7944. — Le 16 mars 1954, une proposition de loi tendant à augmenter le nombre des vacances chômées ouvrant droit, pour les ouvriers dockers, à l'indemnité de garantie prévue par la loi du 6 septembre 1947, n° 8046. — Le

7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à faciliter le reclassement de certains personnels dans les entreprises publiques ou privées, **n° 9310**. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la Reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de résolution (n° 9474) de M. Lefranc tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret n° 54-244 du 6 mars 1954 fixant les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent bénéficier du taux réduit du prélèvement sur leurs loyers, **n° 10126**. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la Reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de résolution (n° 8210) de M. Cagne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer d'urgence le décret prévu à l'article 5 de la loi n° 53-318 du 15 avril 1953 en vue de majorer dans les mêmes conditions que les rentes viagères le montant des livrets de « Domaine-Retraite », **n° 10127**. — Le 23 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les formalités de dissolution des associations syndicales autorisées pour l'aménagement des lotissements défectueux, **n° 10207**. — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 109 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, **n° 10208**. — Le 2 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, relatif à l'assurance volontaire, **n° 10252**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1955, une proposition de loi tendant à réformer l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'assurance vieillesse, **n° 10607**. — Le 5 mai 1955, une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires anciens membres de la défense passive, **n° 10665**. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, **n° 10678**. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à développer l'épargne-construction, **n° 10780**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à étendre à certaines rentes nominatives sur l'Etat le bénéfice des majorations accordées aux rentiers viagers, **n° 11537**. — Le 11 octobre 1955, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat de certaines cotisations d'assurance vieillesse, **n° 11583**.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au remboursement des titres de la Caisse de reconstruction* [24 décembre 1951] (p. 9760, 9761) ; le retire (p. 9761) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un emprunt indexé de 200 milliards de francs* (p. 9792) ; le retire (ibid) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à accorder l'indemnité d'éviction aux sinistrés de plus de 60 ans* (p. 9796) ; le retire (p. 9796) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les économies, sur les réparations de dommages de guerre, le titre de créance revalorisable, l'insuffisance des impôts notamment sur l'essence)* [2 avril 1952] (p. 1740 et suiv.) ; Art. 19 : *Amendement de M. Charpentier relatif au financement de la Caisse centrale de secours mutuel agricole* [3 avril 1952] (p. 1840) ; Art. 20 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 1841) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Amendement de M. Raingard tendant à disjoindre l'article interdisant aux caisses de sécurité sociale de faire des dons pour la construction d'hôpitaux* [12 avril 1952] (p. 2260) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur l'hostilité de la Commission des finances, et les transformations d'emplois pour les auxiliaires* [15 novembre 1952] (p. 5182, 5183) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à faire gérer les constructions provisoires par le Ministère de la Reconstruction et non par le Domaine ou les Anciens combattants* (p. 5251) ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 47-31 : *Subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine* [15 novembre 1952] (p. 5287) ; — d'une proposition de loi relative aux crédits de la Reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5400, 5401) ; *Son amendement tendant à prévoir pour la Reconstruction un fascicule*

budgetaire distinct de celui des investissements (p. 5404); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; en qualité de Rapporteur [18 mars 1953] (p. 2031 et suiv.); Art. 2 : Amendement de M. Claudius-Petit tendant à ce que l'épargne réalisée soit affectée exclusivement à la construction ou à l'achat de logements abandonnés (Observations sur la nécessité d'une utilisation rationnelle des logements existants) (p. 2035, 2036); Art. 2 : Amendement de M. Pierre André tendant à simplifier les conditions de liquidation des bonifications d'épargne [20 mars 1953] (p. 2097); Amendement de M. Nisse tendant à retenir pour base d'indexation le salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur à Paris (p. 2098); Amendements de MM. Crouzier, Pierre André, Guignen et Halbout, relatifs aux délais de préavis en cas de retraits des comptes et de remboursement (p. 2100, 2101); Art. 3 : Amendement de M. Coudray tendant à permettre aux femmes mariées et aux mineurs de se faire ouvrir un compte d'épargne-construction (p. 2101); Art. 5 : Amendement de M. Pierre André tendant à autoriser le crédit foncier à émettre des obligations logement (p. 2103); Art. 9 : Amendement de M. Halbout tendant à préciser les articles du Code des caisses d'épargne applicable aux comptes d'épargne-construction (p. 2104); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République en qualité de Rapporteur [28 mars 1953] (p. 2560, 2361); Art. 4. : Fixation du montant maximum des comptes d'épargne-construction par décret (p. 2562); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux; Art. 1<sup>er</sup> et 2 : Contre-projet de M. René Schmitt tendant à affirmer le devoir de la Nation d'assurer un logement à chaque famille et à prévoir l'établissement d'un programme quinquennal de 500.000 logements à réaliser dans le cadre de la législation des H. L. M. [20 mars 1953] (p. 2121, 2126); Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types [21 mars 1953] (p. 2164); Sous-amendement de Mme Galicier tendant à ne pas prélever d'argent sur les ressources des caisses d'allocations familiales (p. 2172); Article additionnel : Amendement de M. Durbet tendant à permettre aux agents de l'Etat de contracter des emprunts-construction auprès

des Caisses d'allocations familiales (p. 2172); Art. 2 : Amendement de M. R. Schmitt tendant à supprimer l'article prévoyant la constitution de sociétés d'économie mixte (p. 2175, 2176), Amendement de M. Claudius-Petit tendant à instituer une taxe de 2 0/0 sur les bénéficiaires industriels et commerciaux en vue d'investissement dans la construction de logements (p. 2181, 2182); Article additionnel : Amendement de M. Arbeltier tendant à permettre aux sociétés mutualistes de participer à la politique de construction (p. 2184); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [28 mars 1953] (p. 2563). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture décidée de l'usine du Havre de la S.N.C.A.N. en dépit de la politique préconisée de déconcentration industrielle, et sur les conditions de licenciement du personnel [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe : Nécessité en pareil cas d'assurer coûte que coûte le réemploi des travailleurs [8 octobre 1953] (p. 4126, 4127). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 45-01 : Amendement de M. Véry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes d'intérêt général (construction d'un paquebot pour la ligne Atlantique Nord) [14 novembre 1953] (p. 5117); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 37-21 : Contrôle technique de la reconstruction (Centre de perfectionnement coûtant trop cher) [30 novembre 1953] (p. 5721, 5722); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 10 : Son amendement relatif à l'indemnisation des sinistrés agricoles âgés de plus de 70 ans [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5763, 5764); Art. 13 : Son amendement tendant à réserver 3 milliards de primes aux opérations de construction faites par les H. L. M. ou les sociétés de crédit immobilier (p. 5799, 5800); Art. 26 : Son amendement relatif aux facilités accordées pour l'achat des baraquements provisoires [2 décembre 1953] (p. 5872, 5873); Article additionnel : Son amendement relatif à l'exonération de certains propriétaires du prélèvement pour le Fonds national de l'habitat (p. 5876); — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : Discussion générale (Loi du 24 mars 1952 sur le crédit différé, liquidation de la société au mieux) [2 décembre 1953] (p. 5829, 5830); — du projet de loi concernant le Crédit

mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Mobilisation des créances hypothécaires du Crédit mutuel du bâtiment, création de la Société française d'épargne et de crédit, application du système de réescompte aux opérations d'acquisition* [18 février 1954] (p. 380, 381); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Extension de la mobilisation des créances hypothécaires à toutes les sociétés de crédit différé)* (p. 388); *son amendement (date à prendre en considération pour obtenir le bénéfice des prêts spéciaux et des primes à la construction)* (p. 390); *amendement de M. Gabelle (obtention de la mainlevée des hypothèques par diffusion des contrats souscrits auprès du Crédit mutuel du bâtiment)* (p. 391); *son article additionnel (facilités de trésorerie pour les souscripteurs engagés dans l'achat d'un immeuble)* (p. 392); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 1<sup>er</sup> : *Taux du remboursement des souscriptions* [9 avril 1954] (p. 1970); Art. 2 : *Garantie facultative pour les opérations d'acquisition de logements* (p. 1970, 1971); — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier : *Son amendement (déduction des revenus imposables des sommes consacrées à la construction de maisons d'habitation)* [21 mai 1954] (p. 2610); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Date limite de dépôt des dossiers* [18 décembre 1954] (p. 6605); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (titularisation d'auxiliaires)* [21 janvier 1955] (p. 105); *le retire* (ibid.); Chap. 37-01 : *Son amendement indicatif (utilité du centre de perfectionnement)* [24 janvier 1955] (p. 151); *le retire* (p. 152); Chap. 37-31 : *Dossiers et forclusion* (p. 159); Etat D : *Crédits et financement de la construction en 1957* (p. 182, 183); *sa demande de disjonction de la deuxième ligne du paragraphe premier : Indemnités pour reconstruction des meubles d'usage courant ou familial* [26 janvier 1955] (p. 239); Art. 12 : « *Opération million* », *allocation-logement, modalités des prêts* (p. 257, 258); Art. 10 : *Son amendement (sinistrés mobiliers d'au moins 70 ans, remboursables en espèces)* (p. 288); *le retire* (ibid.); *son amendement*

*rectifié (remboursables partiellement)* (p. 288); *son article additionnel (remboursement des titres des sinistrés : indexation)* [27 janvier 1955] (p. 305); Art. 13 : *Sous-amendement de M. Schmitt à l'article additionnel de M. Louvel (non-occupation des logements construits avec primes et prêts)* (p. 314). = S'excuse de son absence [6 août 1954] (p. 3906). = Obtient un congé [6 août 1954] (p. 3906).

**SIGNOR (M. Alain)**, Député du Finistère (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 28 septembre 1950 instituant une commission d'étude pour l'ensemble des problèmes scolaires, à dissoudre cette commission et à s'abstenir de créer à l'avenir tout autre organisme analogue par sa nature, et ses objectifs, à n'accorder sous quelque forme que ce soit des subventions aux établissements scolaires confessionnels et à présenter un plan général de développement de l'enseignement public en fonction des besoins, **n° 100**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans un esprit de large tolérance les dispositions des articles 59 et 74 du décret du 6 juin 1946 relatives aux autorisations de redoublement d'années d'études accordées aux élèves-maîtres et élèves-maîtresses des écoles normales primaires, **n° 352**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, **n° 417**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de la cotisation à la Caisse de retraites des marins, les inscrits

maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948, n° 423. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves, n° 424. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemin de fer Quimper—Penmarch et à compléter sur cette ligne le trafic marchandises par le trafic voyageurs, n° 460. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à autoriser les départements à inscrire dans leurs budgets les crédits nécessaires pour bonifications des intérêts attachés aux titres remis aux sinistrés non prioritaires, bonifications qui permettraient aux intéressés d'emprunter à des taux supportables, n° 556. — Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer d'une façon plus libérale les dispositions de l'arrêté du 10 février 1951 relatif à la monte publique des taureaux, n° 558. — Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un crédit de 500 millions au budget de 1952 (Services civils. — Agriculture) en vue d'améliorer les conditions de lutte contre les épizooties et de réduire la participation des éleveurs aux frais entraînés par les mesures prophylactiques, n° 559. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux étables contrôlées en application de la loi du 2 juillet 1935 le bénéfice de l'article premier de la loi du 7 juillet 1933 et à rendre obligatoire la publication des résultats des contrôles laitiers, n° 565. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de tous impôts industriels et commerciaux les pêcheurs artisans, à soumettre à la taxe de 5 0/0 les gains réalisés par les patrons pêcheurs navigants au titre de leur rémunération à la part, et à assurer la représentation de la profession de marin-pêcheur dans les commissions départementales de répartition des impôts directs, n° 919. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire une très large place aux choux-fleurs dans les accords commerciaux signés avec tous pays importateurs, y compris ceux d'Europe centrale, en vue d'un écoulement satisfaisant de notre production nationale, n° 1179. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant : 1° à exonérer de l'impo-

sition de la patente certaines catégories d'aviculteurs; 2° à exonérer de la taxe sur les transactions et de la taxe à la production la vente, par les exploitants, des produits des exploitations avicoles, apicoles et de champignons, n° 1482. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer à 185 le traitement indiciaire des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses en stage de formation professionnelle, n° 1763. — Le 5 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche maritime française, notamment par le rétablissement des contingents, le relèvement des tarifs douaniers, la livraison à toute la pêche du carburant au prix international, la détermination d'un prix particulier du charbon destiné aux chalutiers à vapeur, la prospection des pays susceptibles de nous fournir, si elles ne sont pas produites en France et dans les pays de l'Union française, les matières premières d'avitaillement à meilleur compte et d'importants débouchés pour notre production, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, n° 1852. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la reconnaissance du droit syndical intégral aux élèves des écoles normales supérieures et aux élèves-maîtres et élèves-maîtresses en stage de formation professionnelle, n° 1857. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger, sauf s'il s'agit de réprimer des actes contraires aux bonnes mœurs, les dispositions du décret n° 46-1358 du 6 juin 1946 suivant lesquelles sont tenus au remboursement du prix de la pension ou de la bourse dont ils ont joui, tout élève-maître qui quitte l'école normale de sa propre initiative ou qui en est exclu, ainsi que tout ancien élève-maître qui rompt l'engagement décennal ou qui est hors d'état de l'accomplir par suite d'incapacité professionnelle constatée par l'inspecteur d'académie avant sa titularisation, n° 1942. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger notre industrie de l'iode et des algues marines, n° 1943. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures de protection de la pêche des crustacés (langoustes et homards) notamment par le retour au contingentement, la répartition de ce

contingemment entre tous les mareyeurs possédant des viviers, le débarquement des quantités importées dans des ports déterminés où le contrôle douanier peut être efficace, l'élargissement du contingent aux crustacés en conserve et congelés, **n° 1949**. — Le 12 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter les groupements d'auto-construction (type Castor) de l'obligation de fournir une contrepartie de métaux non ferreux tels que zinc, cuivre, plomb, obligation qui constitue pour ces groupements une entrave quasi insurmontable, **n° 1970**. — Le 19 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 422) de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants de la guerre 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins, **n° 2084**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux collectivités et particuliers victimes de la tempête qui a dévasté le littoral breton et à leur allouer au titre de premier secours un crédit de 100 millions de francs, **n° 2325**. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à recruter en 1952 un effectif supplémentaire de 600 élèves-maitres et élèves-maitresses afin de faire face aux besoins croissants de l'enseignement du premier degré, **n° 2906**. — Le 11 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions du décret du 19 décembre 1950, à classer dans la catégorie « intendants » tous les économistes d'écoles normales primaires, et à rétablir ainsi la parité de traitements entre les économistes des divers ordres d'enseignement, **n° 2907**. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi tendant à attribuer l'indemnité de résidence aux élèves-maitres et aux élèves-maitresses des écoles normales primaires, **n° 2945**. — Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 500.000 francs (non compris les allocations familiales) le plafond des ressources retenu pour l'inscription des candidats au concours des bourses nationales, **n° 3248**. — Le 29 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler la réduction de crédit de 40 millions de francs

opérée par le décret du 28 avril 1952 au titre de l'Institut national de la recherche agronomique et à rétablir intégralement le crédit de 283 millions primitivement affecté à cet organisme, **n° 3506**. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi du 15 décembre 1941 fixant le mode de calcul des primes de rendement des ingénieurs et agents du service du génie rural et à étendre à ces derniers le régime dont bénéficient les fonctionnaires des Ponts et Chaussées, en application de la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948, **n° 3526**. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 22 août 1950 et à accorder le bénéfice de la « campagne double » aux inscrits maritimes mobilisés pendant la guerre de 1914-1918 pour la période écoulée entre la date de leur rappel sous les drapeaux et la date de leur démobilisation, **n° 3527**. — Le 30 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi du 20 septembre 1948 et à étendre le bénéfice de l'article 48 du Code des pensions civiles et militaires aux militaires de carrière réformés pour infirmités contractées en temps de paix, **n° 3540**. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à abroger : 1° les dispositions du décret n° 52-447 du 28 avril 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (Marine marchande) et annulant 69.162.000 francs de crédits ; 2° les dispositions du décret n° 52-462 du 28 avril 1952 portant application des articles 6, 7 et 9 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (investissements économiques et sociaux) annulant notamment un crédit de 2 milliards 500 millions de francs au titre de la reconstitution de la flotte de commerce et de pêche, **n° 3547**. — Le 13 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder un prêt de deux milliards de francs au Crédit maritime mutuel au titre des investissements sociaux, **n° 3666**. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à attribuer une indemnité de sujétion aux professeurs des écoles normales primaires, **n° 5243**. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner d'urgence toutes instructions utiles aux directions départementales des contributions directes afin qu'elles accordent aux marins pêcheurs artisans, pratiquant la pêche sardinière, les plus larges exonérations en raison de la très médiocre campagne de pêche de 1952, **n° 5634**. — Le 26 février 1953, un



rapport, au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 5366) de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour perte d'équipement par suite d'événements de mer, n° 5689. — Le 27 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 30.000 francs la bourse de trousseau des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses des écoles normales primaires, n° 5712. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à fixer exceptionnellement pour 1952 à 40.000 francs le minimum de salaire annuel retenu pour le calcul de la retraite-vieillesse des salariés de l'industrie des conserves de poissons en raison du chômage important qui affecte cette industrie, n° 5840. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête d'équinoxe ainsi qu'à leurs familles et à leur accorder un premier secours de 50 millions de francs, n° 6812. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté du 4 février 1954 relatif à la fraction des cotisations d'allocations familiales affectée à l'action sanitaire et sociale, n° 8165. — Le 9 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer dans la 6<sup>e</sup> catégorie les matelots qui, bien qu'ayant exercé effectivement et constamment les fonctions de mécaniciens à bord des bateaux de pêche, ne sont pas, pour des raisons indépendantes de leur volonté, titulaires du permis de conduire, n° 8611. — Le 17 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des allocations familiales et à porter de 20 ans à 25 ans l'âge-limite au delà duquel les prestations ne sont plus servies pour l'étudiant non salarié à charge, n° 8675. — Le 11 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, au titre de premier secours, une somme de 12 millions de francs aux veuves, orphelins et ascendants des marins du département du Finistère péris en mer au cours de la récente tempête, n° 9701. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux familles des marins de Douarnenez péris en mer à bord du « Galant Passeur », n° 10393. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à attribuer aux

élèves-maîtres et élèves-maîtresses de formation professionnelle les indemnités attribuées aux maîtres titulaires et le remboursement intégral des frais de déplacement supportés à l'occasion des stages pratiques obligatoires effectués à l'extérieur de l'Ecole normale, n° 11702. — Le 25 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire subir aux normaliens et normaliennes titulaires du certificat d'études normales les épreuves pratiques du certificat d'aptitude pédagogique au cours du trimestre scolaire qui suit leur sortie de l'Ecole normale, n° 11703. — Le 28 octobre 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur la proposition de résolution (n° 2907) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions du décret du 19 décembre 1950, à classer dans la catégorie « intendants » tous les économistes d'écoles normales primaires et à rétablir ainsi la parité de traitements entre les économistes des divers ordres d'enseignement, n° 11758. — Le 12 novembre 1955, un rapport, au nom de la Commission de l'éducation nationale, sur la proposition de résolution (n° 5712) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter à 30.000 francs la bourse de trousseau des élèves-maîtres et des élèves-maîtresses des écoles normales primaires, n° 11870.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Oppose la question préalable* [4 septembre 1951 (p. 6879, 6880, 6881, 6882, 6883, 6884) ; *Son rappel au règlement (Emploi du mot fasciste)* [5 septembre 1951] (p. 6921, 6922) ; *Allocation éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* [7 septembre 1951] (p. 7023, 7024) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à solliciter l'avis du Conseil départemental de l'enseignement primaire* [8 septembre 1951] (p. 7106) ; Art. 5 : *Mise en application de la loi* [9 septembre 1951] (p. 7228) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Personnel des bureaux)* [14 novembre 1951]

(p. 8024) ; Chap. 40-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les foyers du marin* [15 novembre 1951] (p. 8038, 8039) ; Chap. 50-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes (Pêche artisanale)* (p. 8040, 8041) ; Chap. 50-40 : *Amendement de M. Golvan tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime* (p. 8044, 8045) ; *Son rappel au règlement (Vote d'amendements sans explications)* (p. 8046) ; Chap. 50-60 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les sociétés de sauvetage et les péris en mer* (p. 8047) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage et les péris en mer* (p. 8047) ; AGRICULTURE, Chap. 50-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et le contrôle de la salubrité des viandes (Lutte contre les épizooties)* [21 novembre 1951] (p. 8296) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Economies des écoles normales)* [19 décembre 1951] (p. 9370, 9373) ; *le retire* (p. 9373) ; Chap. 15-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités résidentielles (Relèvement de l'indemnité de résidence)* [19 décembre 1951] (p. 9423, 9424) ; *le retire* (p. 9424) ; Chap. 31-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour remboursement de frais (Indemnités des instituteurs itinérants)* (p. 9427) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 33-30 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement (Traitement des élèves instituteurs)* (p. 9430, 9432) ; Chap. 40-20 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux bourses notionales* (p. 9439) ; P. T. T., Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Cession du câble Brest—Dakar à une compagnie étrangère)* [23 décembre 1951] (p. 9670) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Rrt 5 : *Son amendement tendant à diminuer le taux de la taxe à la production de 0,30 0/0* [2 avril 1952] (p. 1759) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Art 1<sup>er</sup>, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 40-50 : *Son amendement tendant à rétablir les*

*crédits pour l'établissement national des invalides de la marine* [10 avril 1952] (p. 2115) ; — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes : *Discussion générale* [10 avril 1952] (p. 2136, 2137). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à l'importation de plants de pommes de terre d'Allemagne [7 novembre 1952] (p. 4833, 4834). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-31 : *Ecoles normales primaires (Insuffisance du nombre des instituteurs)* [8 novembre 1952] (p. 4903) ; *Demande de rétablissement des crédits pour les écoles normales primaires, présentée par le Gouvernement* (p. 4904) ; Chap. 31-34 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux écoles primaires, présentée par M. Boutavant (Créations de postes)* (p. 4906, 4907) ; Chap. 31-94 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité spéciale aux postes déshérités)* (p. 4960) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité de résidence des normaliens)* (p. 4960) ; Chap. 34-32 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles primaires (Insuffisances techniques)* (p. 4967) ; Chap. 34-97 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement (Recrutement de 1.000 élèves maîtres supplémentaires, trousseau des normaliens, augmentation de la bourse d'entretien)* (p. 4968, 4969) ; *le retire* (p. 4970) ; Chap. 43-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales (Insuffisance de la bourse nationale de 228.000 fr.)* (p. 4975) ; Article additionnel : *Amendement de M. Boutavant tendant à ne pas faire rembourser la bourse d'entretien par les élèves maîtres non reçus au baccalauréat* (p. 4998, 4999) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Insuffisance des effectifs)* [14 novembre 1952] (p. 5110) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'inscription maritime (Reclassement des syndics des gens de mer)* (p. 5110) ; *le retire* (p. 5111) ; Chap. 31-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indem-*

nités résidentielles (*Prise en considération des indemnités pour le calcul des pensions*) (p. 5112); Chap. 34-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'inspection (Vacations des inspecteurs de la navigation)* (p. 5113); Etat B, Chap. 43-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'apprentissage maritime (Insuffisance du matériel et des locaux)* [15 novembre 1952] (p. 5274); Chap. 43-23 : *Subvention aux écoles de pêche* (p. 5277); Chap. 44-01 : *Son amendement tendant à supprimer les subventions aux pêches maritimes (Reconstruction de la flotte de pêche)* (p. 5278, 5279); Chap. 47-31 : *Demande de renvoi du chapitre relatif à la subvention à l'établissement national des invalides de la marine, présentée par M. R. Schmitt (Insuffisance de la revalorisation des pensions)* (p. 5288). — Pose au Ministre de la Santé publique et de la population une question relative aux Français émigrés au Canada [14 novembre 1952] (p. 5122, 5123). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la situation des élèves maîtres ayant échoué au baccalauréat [18 novembre 1952] (p. 5338). — Dépose une demande d'interpellation sur les désordres provoqués journellement à Quimper par des éléments du bataillon de parachutistes coloniaux [22 novembre 1952] (p. 5480). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement en 1953; Art. 4, Etat D : *Sa demande de renvoi à la Commission des crédits pour le crédit coopératif artisanal et le crédit maritime mutuel* [20 décembre 1952] (p. 6756); — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (aide à la Yougoslavie); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux professeurs de l'enseignement secondaire (Création de postes nouveaux)* [5 février 1953] (p. 924); Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles primaires (Rémunération des instituteurs suppléants)* (p. 921, 922). — Dépose une demande d'interpellation sur les projets de réforme de la formation professionnelle des élèves maîtres et élèves maîtresses [27 février 1953] (p. 1449). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à*

*ne pas majorer les cotisations versées par les petits patrons pêcheurs et les marins* [26 mars 1953] (p. 2402, 2403); — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes : *Discussion générale (Ses observations sur la prorogation de la législation existante)* [27 mars 1953] (p. 2454, 2455). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression décidée de la ligne la Brohinière—Loudéac et la politique générale du Gouvernement envers le réseau ferroviaire de la Bretagne intérieure [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 33-92 : *Prestations facultatives (Subventions aux colonies de vacances)* [12 novembre 1953] (p. 5003); Chap. 34-11 : *Inscription maritime (Visites des experts de la Sécurité de navigation)* (p. 5003); Chap. 34-12 : *Matériel de l'inscription maritime (Navire océanographique Théodore-Tissier)* (p. 5003); Chap. 42-01 : *Contribution aux dépenses d'organismes internationaux (Application de la Convention de Londres sur l'Overfishing)* [13 novembre 1953] (p. 5098, 5099); *Son amendement tendant à réduire de 2.200.000 francs les crédits pour le chapitre (Commission des pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest)* (p. 5099); Chap. 43-21 : *Apprentissage maritime (Fermeture de l'école de Quiberon)* (p. 5100); Chap. 43-23 : *Amendement de M. L. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux écoles de pêche et de commerce (Ecoles de marins pêcheurs)* (p. 5100); Chap. 44-01 : *Subvention aux pêches maritimes (Crédit maritime mutuel)* (p. 5101); Chap. 46-01 : *Sociétés de sauvetage et d'aide aux familles des marins péris en mer* [14 novembre 1953] (p. 5118); Chap. 34-12 : *Crédit de 15 millions pour le réarmement du Théodore-Tissier* (p. 5123); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5124); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Importations massives de beurre, œufs et fromages)* [26 novembre 1953] (p. 5581, 5582); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 44-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chemins de fer d'intérêt local (Fermeture de la ligne Loudéac—La Brohinière)* [12 décembre 1953] (p. 6588); Etat B, Chap. 53-34 :

*Amendement de M. L. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de commerce (Équipement de Boulogne)* (p. 6600); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir un volume de travaux de 4 milliards pour l'équipement des ports* (p. 6606); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-32 : *Son amendement (Chauffage des écoles normales)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1574), *le retire* (ibid.); Chap. 34-97 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance des effectifs des écoles normales et situation des normaux)* (p. 1576); Chap. 43-91 : *Sa demande de disjonction (Taux des bourses nationales)* (p. 1621); Chap. 31-32 : *Son amendement (Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales)* (p. 1710); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves conséquences pour la sécurité de la navigation de la décision d'éteindre à titre temporaire un nombre important de feux sur le littoral français [11 mai 1954] (p. 2334). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955, MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Chômage)* [6 décembre 1954] (p. 5885); Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Situation des gardes maritimes et des syndics des gens de mer)* (p. 5897); Chap. 31-91 : *Son amendement indicatif (Calcul des pensions des fonctionnaires)* (p. 5899); Chap. 43-21 : *Placement des novices sortant des écoles d'apprentissage maritime, chômage des marins de commerce* (p. 5902, 5903); Chap. 44-01 : *Crédit maritime mutuel* (p. 5905); Chap. 46-01 : *Participation aux dépenses des sociétés de sauvetage (Recherche des chalutiers concarneois perdus au cours de la tempête)* [7 décembre 1954] (p. 5924); Chap. 47-31 : *Retraite des inscrits maritimes* (p. 5924, 5925), *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Reeb : Affectation au fonds de réserve de l'établissement des invalides de la marine de la retenue prélevée sur le montant des subventions accordées à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général (Compagnie transatlantique)* [8 décembre 1954] (p. 5962); Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Construction d'un paquebot, pensions des inscrits maritimes, revendication des fonctionnaires de l'inscription maritime)* [9 décembre 1954] (p. 5975); Article

*additionnel de M. Michaud (Modification du régime des pensions des marins* (p. 5977); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 31-31 : *Opposition à la création d'un poste de secrétaire général* [30 décembre 1954] (p. 6989); Chap. 45-01 : *Exploitation des services maritimes d'intérêt général* (p. 6989); Art. 3 : *Taxes instituées pour financer l'Institut scientifique et technique des pêches, son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6990); Art. 5 : *Régime des pensions des marins, veuves et orphelins, sa demande de disjonction de l'article* (p. 6991, 6992). — Pose au Ministre du Travail et de la sécurité sociale, une question relative au respect du statut de la fonction publique [10 décembre 1954] (p. 6063). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif (Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales)* [12 décembre 1954] (p. 6207, 6208); Chap. 31-91 : *Indemnités résidentielles, son amendement indicatif (Réforme du régime des retraites civiles et militaires, postes déshérités)* (p. 6215); Chap. 34-34 : *Entretien des élèves instituteurs en cours de scolarité, sa demande de disjonction* [13 décembre 1954] (p. 6226, 6227); Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Création de chaires dans les écoles normales)* [14 décembre 1954] (p. 6314); Chap. 31-34 : *Son amendement indicatif (Augmentation des classes de plein air)* (p. 6316); Chap. 43-91 : *Bourses nationales, sa demande de disjonction* (p. 6321); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat B, Chap. 53-34 : *Ports de commerce (Brest)* [15 décembre 1954] (p. 6368); Chap. 53-36 : *Ports de pêche, sa demande de disjonction* (p. 6368, 6369). — Pose au Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme, une question relative aux chalutiers de Concarneau victimes de la tempête [17 décembre 1954] (p. 6502, 6503). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quater : *Lait pour les établissements « publics », âge limite par décret* [28 janvier 1955] (p. 439); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-31 :

*Professeurs des écoles normales* [31 janvier 1955] (p. 517, 518); Chap. 34-34 : *Elèves instituteurs* (p. 533); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Revalorisation différée de la fonction publique* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 558). — Dépose une demande d'interpellation sur la pêche [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 902). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 2 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Compétence de l'Inspecteur d'Académie)* [30 juin 1955] (p. 3519); *Formation dans les seuls établissements publics* (p. 3527); Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Compétence du comité national)* (p. 3534).

**SILVANDRE (M. Jean)**, *Député du Soudan* (S.).

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6412). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [3 juin 1953] (F. n° 265), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (F. n° 7); par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46), [3 février 1953] (F. n° 226); membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (F. n° 73); membre suppléant pour représenter les territoires d'outre-mer à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 17); par la Commission des territoires d'outre-mer membre suppléant de la Commission de coordination pour l'étude des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391); membre de la Commission d'ins-

truction de la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée de donner son avis sur les modalités d'application du Code de la santé publique concernant la pharmacie, applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun [29 juin 1954] (F. n° 403).

#### Dépôts :

Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 6062. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, n° 6277. — Le 18 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6277) de M. Silvandre et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, n° 6332. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1211) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 82 concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, n° 7229. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1210) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 85 sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, n° 7230. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 6134) tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines modalités d'application du Code de la nationalité française; 2° la proposition de loi de M. Gaumont (n° 7689) tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines

modalités d'application du Code de la nationalité française, n° 8455. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2714) de M. Jean Crouzier tendant à modifier l'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI, relative au notariat, modifié par la loi du 12 août 1902, n° 8554. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8691) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, n° 8704. — Le 7 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 4965) relatif à la compétence et au fonctionnement de la Chambre de la Cour d'appel de Fort-de-France, détachée à Cayenne et tendant à autoriser la délégation à ladite Chambre des conseillers de la Cour d'appel de Fort-de-France ; 2° la proposition de loi de M. Patient, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 444) tendant au rétablissement d'une Cour d'appel autonome en Guyane française, n° 8830. — Le 31 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 9253) portant amnistie dans les territoires d'outre-mer ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 1126) tendant : a) à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple ; b) à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs ; 2° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 6347) tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947 ; 3° de M. Ranaivo Jonah (n° 8321) portant amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis à Madagascar à l'occasion des divers événements qui s'y sont produits de 1945 à 1948 ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8549) tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis

dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés avant le 1<sup>er</sup> mai 1954 ; 5° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues (n° 8550) tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie ; III. les amendements nos 312, 313, 314 de M. Daniel Mayer, n° 321 de M. Mamadou Konaté et n° 340 de M. Gabriel Paul relatifs à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer et disjoints du rapport n° 3573 de M. Duveau relatif à l'amnistie, n° 10044. — Le 8 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9024) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 1378) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à compléter, en ce qui concerne le département de la Guyane, l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, n° 10313. — Le 25 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 9253) portant amnistie dans les territoires d'outre-mer ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 1126) tendant : a) à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple ; b) à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs ; 2° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 6347) tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947 ; de M. Ranaivo Jonah (n° 8321) portant amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis à Madagascar à l'occasion des divers événements qui s'y sont produits de 1945 à 1948 ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8549) tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés avant le 1<sup>er</sup> mai 1954 ; 5° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues (n° 8550) tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie ; III. les amendements nos 312, 313, 314 de M. Daniel Mayer, n° 321 de M. Mamadou

Konaté et n° 340 de M. Gabriel Paul relatifs à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer et disjointes du rapport n° 3573 de M. Duveau relatif à l'amnistie, n° 10843. — Le 26 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 6957) rendant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption et de légitimation adoptive ; 2° la proposition de loi (n° 6707) de M. Raingeard tendant à rendre applicable aux départements d'outre-mer la législation en vigueur dans la métropole en matière d'adoption exceptionnelle et de légitimation adoptive, n° 10856. — Le 21 juillet 1955, un rapport en 2<sup>e</sup> délibération au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 9253) portant amnistie dans les territoires d'outre-mer ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 1126) tendant : a) à accorder l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple ; b) à la cessation des poursuites envers tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement et poursuivis pour les mêmes motifs ; 2° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 6347) tendant à accorder l'amnistie aux parlementaires malgaches et aux patriotes malgaches poursuivis à l'occasion des événements de 1947 ; 3° de M. Ranaivo Jonah (n° 8321) portant amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis à Madagascar à l'occasion des divers événements qui s'y sont produits de 1945 à 1948 ; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8549) tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés avant le 1<sup>er</sup> mai 1954 ; 5° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues (n° 8550) tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française, à Madagascar et en Algérie ; III. les amendements nos 312, 313, 314 de M. Daniel Mayer, n° 321 de M. Mamadou Konaté, et n° 340 de M. Gabriel Paul relatifs à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer et disjointes du rapport n° 3573 de M. Duveau relatif à l'amnistie, n° 11282. — Le 4 août

1955, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 2326) portant statut de la magistrature, n° 11406. — Le 12 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 8257) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention portant création de la Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara, n° 11592. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 11442) relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, n° 11898. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 470) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à préciser l'état civil des enfants légitimés adoptivement, n° 11899. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3752) portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements d'outre-mer, n° 11902.

### Interventions :

Est élu *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire du Soudan (collège unique) : *Discussion générale* [22 août 1951] (p. 6394). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa réponse à M. Konaté* [23 août 1951] (p. 6411, 6412). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1110 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Insuffisance du nombre des magistrats)* [13 novembre 1951] (p. 7922) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8336, 8337) ; Art. 2 : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par M. Aujoulat* (p. 8345) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à n'exiger que six mois de délai pour qu'un ancien*

fonctionnaire soit éligible dans le territoire où il était en fonctions (p. 8349) ; Art. 2 : Son amendement tendant à modifier la répartition des sièges en fonction de la population (p. 8352) ; Son sous-amendement tendant à augmenter la représentation du Soudan (p. 8380) ; Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa groupant plusieurs circonscriptions [23 novembre 1951] (p. 8415) ; Art. 19 : Son amendement relatif à la distribution des cartes électorales (p. 8422). — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, FRANCE D'OUTRE MER, Chap. 900 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention au F. I. D. E. S. (Hôpital de Mopti) [26 décembre 1951] (p. 9892, 9893) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 9080 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour les recherches minières dans les territoires d'outre-mer [27 décembre 1951] (p. 9916) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 16 : Son amendement tendant à rétablir l'article créant le bureau d'organisation des ensembles industriels africains [28 décembre 1951] (p. 10007) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 10033, 10034) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à appeler « Conseil général » chaque assemblée d'A. O. F. [25 janvier 1952] (p. 357) ; Art. 2 : Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du Togo (p. 362) ; Art. 4 : Son amendement tendant à prévoir la révision des listes électorales avant les élections (p. 385) ; Art. 6 : Son amendement tendant à établir dans un délai de quatre ans un état civil complet des habitants des territoires d'outre-mer (p. 386) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Malbrant tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies où ils ont résidé plus de cinq ans [9 octobre 1952] (p. 4175) ; — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : Amendement de M. Benoist tendant à prévoir des listes complètes sans panachage ni vote préférentiel [10 octobre 1952] (p. 4228) ; — du projet de loi relatif au développement des

dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3102 : Ses observations sur les congés des fonctionnaires africains et la situation des fonctionnaires résistants, la fixation du prix de l'arachide [6 novembre 1952] (p. 4785, 4786) ; Discussion du budget de la France d'outre-mer dans des conditions normales [8 novembre 1952] (p. 4926) ; Sa demande de suspension de séance (p. 4927) ; Etat A, Chap. 4192 : Commémoration de la découverte du vaccin contre la fièvre jaune (p. 4948) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3651 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Offices régionaux dans les territoires d'outre-mer) [20 décembre 1952] (p. 6708, 6709) ; Demandes de la commission concernant la revalorisation des pensions (p. 6725) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux usages coutumiers [22 novembre 1952] (p. 5467) ; Art. 28 : Son amendement tendant à assimiler les associations professionnelles coutumières aux syndicats (p. 5474, 5475) ; le retire (p. 5475) ; Art. 34 : Amendement de M. Conombo tendant à reprendre l'article relatif à l'établissement des contrats de travail à l'essai (p. 5481) ; Art. 37 : Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux activités secondaires d'un travailleur et à sa possibilité de réembauchage dans la même région (p. 5482) ; Art. 90 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa faisant fixer le taux des indemnités de dépaysement par les chefs de territoire (p. 5497) ; Art. 103 : Son amendement tendant à ne viser que les inscrits maritimes (p. 5499) ; Amendement de M. Konaté tendant à fixer à 40 heures par semaine la durée légale du travail en prévoyant des dérogations par arrêtés (p. 5504) ; Art. 134 : Son amendement relatif au délai donné au travailleur pour la déclaration d'accident (p. 5523) ; le retire (ibid.) ; Art. 144 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer (p. 5525, 5526) ; Art. 145 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant le fonctionnement des services de l'inspection du travail (p. 5528) ; Art. 146 :



*Son amendement tendant à supprimer la référence au décret du 27 octobre 1950 (p. 5528); Art. 147 : Son amendement tendant à reprendre l'article laissant au Ministre l'affectation des inspecteurs des territoires d'outre-mer (p. 5529); Art. 148 : Son amendement tendant à reprendre le texte relatif au serment prêté par les inspecteurs du travail (p. 5529); Art. 148 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant aux inspecteurs du travail de posséder des intérêts dans les entreprises sous leur contrôle (p. 5529); le retire (ibid.); Art. 149 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail (p. 5530); Art. 150 : Amendement de M. Gueye tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail (p. 5531, 5532); Art. 168 : Son amendement relatif à la commission consultative auprès de l'Office de la main-d'œuvre (p. 5536); Art. 191 : Son amendement relatif aux délais de jugement des tribunaux du travail (p. 5540); Art. 195 : Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à l'exécution des jugements (p. 5540); Art. 198 : Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale relatif au pourvoi en cassation des jugements des tribunaux du travail (p. 5541); le retire (ibid.); Art. 212 : Son amendement tendant à ajouter la référence à l'article 18 (p. 5544); Art. 218 : Son amendement tendant à rétablir l'article punissant les employeurs ayant maltraité des travailleurs (p. 5545); le retire (ibid.); Art. 227 : Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer (p. 5549); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 20 : Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la Banque de l'Afrique occidentale [15 décembre 1952] (p. 6400); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 4, Etat D : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer et le plan d'équipement des territoires d'outre-mer (Barrage de Sansanding et équipement de la vallée du Niger et du Soudan) [20 décembre 1952] (p. 6754, 6755); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6892 : Subventions au] F. I. D. E. S. (Répartition des crédits entre l'A. O. F. et les Antilles) [21 décembre 1952] (p. 6956); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-22 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des anciens combattants africains) [24 janvier 1953] (p. 265); le retire (p. 266). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : Ses observations sur la grève des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer [4 juin 1953] (p. 2959). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole : Problèmes coloniaux, sucre (amorce d'organisation du marché), rhum (nécessité d'une protection de la qualité), café, cacao, arachides (ébauche de réglementation par le protocole interministériel du 11 juillet 1952, dangers des décrets-lois du 30 septembre 1953), coton. (fonds textile accaparé par le soutien aux textiles métropolitains, disparité de traitement entre A. O. F. et A. E. F.), banane (problèmes d'emballage et d'exportation), nécessité générale d'organismes financiers régulateurs analogues à ceux créés par le Gouvernement britannique [20 octobre 1953 (p. 4423 et suiv.); — des interpellations sur la politique européenne : Discussion générale (Nécessité d'associer les territoires d'outre-mer à l'Union européenne prévue, le rôle matériel des territoires d'outre-mer dans le développement économique de l'Europe, la représentation insuffisante des territoires d'outre-mer au sein de la communauté politique) [19 novembre 1953] (p. 5293 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les retards apportés à la publication des textes réglementaires concernant l'application du Code du travail dans les territoires d'outre mer [23 novembre 1953] (p. 5415). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant les textes d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer [23 novembre 1953] (p. 5419 et suiv.); Etat A, Chap. 31-41 : Amendement de M. Juglus tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (recrutement et statut des administrateurs de la France d'outre-mer) (p. 5450); Chap. 31-52 : Indemnités des magistrats des*

territoires d'outre-mer (Décret accordant l'indemnité forfaitaire à revaloriser) (p. 5451); Chap. 68-92 : Amendement de M. Ninine tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F. I. D. E. S. (Réduction exagérée des crédits) (p. 5458). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur la non-application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer [24 novembre 1953] (p. 5492). — Prend part à la discussion : du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 23 : Application progressive du plan (Situation des anciens combattants d'Afrique noire) [6 décembre 1953] (p. 6118); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre mer : Discussion générale (Sa demande d'application intégrale de la sécurité sociale aux départements d'outre-mer, son inquiétude de l'utilisation des cotisations déjà perçues) [11 février 1954] (p. 187, 188); Art. 2 : Son amendement (Couverture du risque longue maladie) (p. 189, 190); Ses explications de vote (Insuffisance des améliorations apportées par la loi) (p. 204). — Dépose une demande d'interpellation sur l'organisation d'une politique économique d'union française [23 février 1954] (p. 466); la développe : Approvisionnement des territoires d'outre-mer et leurs relations avec la France, Grands moulins de Dakar, compensation d'un taux de change artificiel, création d'un organisme de coordination, l'Union française et les intérêts de quelques industriels métropolitains [8 avril 1954] (p. 1922 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : Retard du Gouvernement [26 mars 1954] (p. 1315, 1316); Ordre du jour de M. Aubame (Situation des départements d'outre-mer, incidences d'un taux de change artificiel) [9 avril 1954] (p. 2032, 2033); Son amendement (Orientation politique des territoires d'outre-mer et des territoires associés) (p. 2034). — Intervient sur les propositions de la Conférence des Présidents : Municipalités d'Afrique noire [18 mai 1954] (p. 2490). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les T. O. M. [18 mai 1954] (p. 2498); Contre-projet de M. Benoist (Création de municipalités de plein exercice, attributions des maires et de leur conseil municipal, élections)

[8 juillet 1954] (p. 3355); Art. 1<sup>er</sup> : Sous-amendement de MM. Grunitzky et Douala Manga Bell (Créations de communes de plein exercice au Togo et au Cameroun) (p. 3362); Son sous-amendement à l'amendement de M. Raingeard (Procédure relative à l'érection en communes de plein exercice) [7 août 1954] (p. 3988); Art. 3 : Amendement de M. Burlot (Définition des localités susceptibles d'être érigées en communes de plein exercice) (p. 3992, 3993); Art. 4 : Déroulement du débat (p. 4000); Article additionnel de M. Raingeard (Mode d'élection des conseillers municipaux) (p. 4000, 4002); Art. 8 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Coffin (Faculté laissée aux gouverneurs de déléguer leurs pouvoirs aux chefs de cercle) [12 août 1954] (p. 4116); Son sous-amendement à l'amendement de M. Coffin (recours en Conseil d'Etat) (p. 4116); Art. 11 : Son amendement (Listes et cartes électorales) (p. 4117, 4118); Art. 12 : Amendement de M. Coffin (Composition des commissions administratives chargées de la revision des listes électorales) (p. 4133); Art. 21 : Son amendement (Etablissement des cartes électorales) (p. 4136); Art. 23 : Son amendement (Délivrance des cartes électorales) (p. 4137); Art. 28 : Amendement de M. Burlot (Recettes ordinaires fixées par l'assemblée territoriale) (p. 4140); Art. 69 : Amendement de M. Abbas Gueye (Suppression d'une discrimination entre les communes de plein exercice) [12 août 1954] (p. 4154); Ses explications de vote [13 août 1954] (p. 4177); — d'une proposition de loi relative au maintien des locataires dans les lieux, dans les départements d'outre-mer [24 juin 1954] (p. 3050). — Dépose une demande d'interpellation sur les récents événements survenus dans les Etablissements français de l'Inde [22 juillet 1954] (p. 3523); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Abandon des « loges » françaises de l'Inde, proposition de M. Saravane Lambert, attitude de l'Union française, sécurité des musulmans [10 août 1954] (p. 4033, 4034); la développe : Position de la S. F. I. O. en faveur du rattachement (avec protection assurée de la vie et des intérêts des ressortissants français), prix pour la France de l'amitié indienne (possibilités économiques, politiques, culturelles), perspectives d'avenir de Pondichéry « poumon respiratoire » de l'Inde vers l'Occident (p. 4346 et suiv.); Ses explications de vote : Déclarations « compréhens-

sibles » de M. Sissoko (p. 4357). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Risques de la libération des échanges pour les territoires d'outre-mer, industrialisation et modernisation des territoires d'outre-mer)* [6 août 1954] (p. 3959 et suiv.); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son interruption visant M. Clostermann (deux catégories d'orateurs aux yeux du président)* [26 août 1954] (p. 4280); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Patriotisme des populations d'outre-mer* [29 août 1954] (p. 4420). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions dans lesquelles la production du riz du Soudan français se voit interdire le marché métropolitain français [3 novembre 1954] (p. 4689); — sur l'organisation du marché du riz dans la métropole (production du riz de Camargue par rapport au riz de la France d'outre-mer) [5 novembre 1954] (p. 4776). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 [16 décembre 1954] (p. 6414); Etat A, Chap. 31-01 : *Situation de l'Afrique occidentale française, déblocage des crédits du F. I. D. E. S. pour le service des eaux et forêts, franc C. F. A., intégration du cadre d'Indochine, application du Code du travail* (p. 6427 et suiv.); Chap. 31-42 : *Sa demande de réserve (Indemnité de sujétion des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 6446); *la retire* (ibid); Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Reclassement du personnel détaché des Etats associés, magistrats coloniaux)* (p. 6449); *le retire* (ibid); *Déroulement du débat* (p. 6450); Etat A, Chap. 34-05 : *Contribution à l'entretien des postes de radiodiffusion d'outre-mer, sa demande de réserver le chapitre* (p. 6454, 6455); Chap. 36-91 : *Son amendement indicatif (Régime de bonification des fonctionnaires de la France d'outre-mer)* (p. 6455); *le retire* (p. 6456); Etat B, Chap. 68-92 : *Enseignement au Soudan* (p. 6463); *Déroulement du débat* (p. 6465); Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Dicko (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* [17 décembre 1954] (p. 6485); *Amendement indicatif de M. Benoit (Code du travail et prestations familiales)* (p. 6488); *Son amendement indicatif (Alloca-*

*tions familiales)* (p. 6490); Chap. 34-05 : *Contribution à l'entretien et au fonctionnement des postes de radiodiffusion d'outre-mer* (p. 6491); Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Secrétaires des colonies)* (p. 6492). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Son article additionnel (Dommages imputables au Viet Minh)* [27 janvier 1955] (p. 348); *le retire* (p. 349); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Les municipalités de plein exercice* [23 février 1955] (p. 875). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Allocations familiales* [3 mars 1955] (p. 993); Chap. 31-51 : *Magistrats de l'Indochine et de l'Inde* (p. 995, 996); Chap. 34-02 : *Amendement de M. Raingard (Office de la main-d'œuvre)* (p. 998); *le reprend* (p. 999); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement (Juridictions de base)* (p. 1001, 1003); *Ses explications de vote (Magistrats de l'Inde et de l'Indochine)* (p. 1003); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Révision du titre VIII de la Constitution relatif à l'Union française, situation des Etats associés, de la Tunisie et du Maroc, le fédéralisme, révision des attributions de l'Assemblée de l'Union française* [24 mai 1955] (p. 2943 et suiv.); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Industrialisation des territoires d'outre-mer, décret-loi du 20 mai 1955 relatif à la réalisation du plan d'équipement des territoires d'outre-mer, le franc C. F. A., encadrement agricole* [25 mai 1955] (p. 2999, 3000); Art. 4 : *La fiscalité dans les territoires d'outre-mer* (p. 3042, 3043); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 69 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux élections dans les communes de plein exercice* [5 juillet 1955] (p. 3622); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION AIR, Chap. 53-72 : *Son amendement indicatif (Matériel affecté aux T. O. M.)* [23 juillet 1955] (p. 4168); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires du

1955 et 1956, Chap. 31-42 : *Son amendement indicatif (Libération des jeunes gens du contingent de 1954 recrutés dans les T. O. M.)* [23 juillet 1955] (p. 4219); *le retire* (ibid.); Chap. 34-52 : *Son amendement indicatif (Pièces de rechange des matériels automobiles américains)* (p. 4223); *le retire* (ibid.); Chap. 53-31 et 54-31 : *Ses amendements indicatifs (Gendarmes d'outre-mer)* (p. 4223); *le retire* (ibid.); Chap. 54-71 : *Son amendement indicatif (Travaux et installations domaniales)* (p. 4223); *le retire* (ibid.); — à la seconde délibération d'un projet de loi relatif à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1955] (p. 4259). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant : Application du texte à Madagascar, collège unique* [15 octobre 1955] (p. 5228, 5229); Art. 3 : *Fixation de la date de convocation aux élections* (p. 5229); Art. 16 : *Définition de « l'habitant et administré français »* [25 octobre 1955] (p. 5231); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 8 : *Amendement de M. Aujoulat (Institution au Cameroun d'une circonscription électorale unique)* [18 novembre 1955] (p. 5863); Art. 9 : *Son amendement (Représentation des Etablissements français de l'Inde)* (p. 5864); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Politique sociale dans les territoires d'outre-mer; enfants de troupe africains* [23 novembre 1955] (p. 5944, 5945); — du projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, en qualité de *Rapporteur* [23 novembre 1955] (p. 5955).

**SIMONNET (M. Maurice)**, Député de la Drôme (M.R.P.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances : pour la représenter au sein du Comité central d'enquête sur

le coût et le rendement des services publics [9 août 1951] (**F. n° 21**); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public [29 août 1951] (**F. n° 30**); pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation figurant à l'état annexe à la loi de finances [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur, **n° 250**. — Le 23 août 1951, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 755) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), **n° 825**. — Le 28 août 1951, un rapport, au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 760) de M. Charles Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un compte spécial du Trésor, **n° 876**. — Le 7 septembre 1951, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi (n° 760) de M. Charles Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un compte spécial du Trésor, **n° 1030**. — Le 9 septembre 1951, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi (n° 760) de M. Charles Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un compte spécial du Trésor, **n° 1054**. — Le 9 septembre 1951, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi (n° 760) de M. Charles Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un compte spécial du Trésor, **n° 1055**. — Le 14 septembre 1951, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 1077) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 755) adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), **n° 1109**. — Le 21 septembre 1951, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 1174) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 760) de M. Charles Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un compte spécial du Trésor, **n° 1176**. — Le 15 décembre 1951, un rapport, au nom de

la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 982) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, (Education nationale), n° 2037. — Le 30 décembre 1951, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 2306) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 982) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Education nationale), n° 2308. — Le 27 mai 1952, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 3264) portant ouverture de crédit pour la commémoration du V<sup>e</sup> centenaire de la naissance de Léonard de Vinci, n° 3474. — Le 26 juin 1952, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur les propositions de loi : 1° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 3213) tendant à interdire toute réduction des crédits budgétaires de l'Education nationale déjà votés au titre de l'exercice 1952 ; 2° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 3246) tendant à maintenir et à porter au niveau des besoins les crédits affectés à l'Education nationale ; 3° de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues (n° 3378) tendant : 1° à l'abrogation du décret n° 52-438 du 28 avril 1952 portant réduction des crédits de fonctionnement 1952 de l'Education nationale ; 2° à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-460 du 28 avril 1952 portant annulation de 4 milliards de crédits de paiement, d'une part, et blocage de 9 milliards d'autorisation de programme et 3.600 millions de crédits de paiement, d'autre part, sur les crédits d'équipement 1952 de l'Education nationale ; 4° de M. Emile Bèche et plusieurs de ses collègues (n° 3404) tendant à assurer le fonctionnement normal des services de l'Education nationale ; 5° de M. Jean-Michel Flandin et plusieurs de ses collègues (n° 3696) tendant à abroger la réduction de crédits prévue au chapitre 5000 du décret n° 52-438 du 28 avril 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (Education nationale) et concernant le Centre national de la recherche scientifique, n° 3831. — Le 27 juin 1952, un avis, au nom de la Commission des finances, sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 70) portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations

centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat ; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 1630) relative à la titularisation des assistantes sociales et assistants appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n° 3885. — Le 3 juillet 1952, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 3882) portant affectation de ressources nouvelles à la restauration et à la conservation du Domaine national de Versailles, n° 3958. — Le 9 octobre 1952, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 4330) portant transfert d'autorisations de programme, n° 4361. — Le 31 octobre 1952, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 4256) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Education nationale), n° 4587. — Le 19 décembre 1952, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 5035) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4256) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Education nationale), n° 5189. — Le 5 novembre 1953, un avis, au nom de la Commission des finances, sur : 1° le projet de loi (n° 3262) tendant à la réorganisation des services des œuvres en faveur des étudiants ; 2° le rapport (n° 1923), fait au cours de la précédente législature, repris le 11 décembre 1951, sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Comité national d'action universitaire et social, n° 7098. — Le 5 novembre 1953, un avis, au nom de la Commission des finances, sur : I. le rapport (n° 1919), fait au cours de la précédente législature et repris le 11 décembre 1951, sur la proposition de loi de M. Cayol tendant à créer le Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles ; II. le projet de loi (n° 3160) relatif au Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, n° 7099. — Le 18 novembre 1953, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 6754) et la lettre rectificative (n° 7112) au projet de loi relatif au développement des crédits

affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Education nationale), n° 7207. — Le 3 décembre 1953, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 6754) et la lettre rectificative (n° 7412) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Education nationale), n° 7365. — Le 28 décembre 1953, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 7499) portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954 au titre du Ministère de l'Education nationale, n° 7502. — Le 25 février 1954, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 6754) et les lettres rectificatives (nos 7412, 7466 et 7878) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Education nationale), n° 7908. — Le 9 mars 1954, un avis, au nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 7753) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in 8<sup>o</sup> n° 1146) tendant à accorder la qualité de fonctionnaire stagiaire à tous les élèves des écoles normales supérieures, n° 8003. — Le 31 mars 1954, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 6754) et les lettres rectificatives (nos 7412, 7466 et 7878) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Education nationale), n° 8209. — Le 9 avril 1954, un 4<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 6754) et les lettres rectificatives (nos 7412, 7466, 7878, 8193 et 8256) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Education nationale), n° 8339. — Le 9 avril 1954, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur l'avis (n° 8349) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8<sup>o</sup> n° 1304) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954 (Education nationale), n° 8359. — Le 9 novembre 1954, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi (n° 6445) de M. Charles

Barangé et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, la location par l'Etat à l'Association diocésaine d'Angers, de l'ancien évêché de cette ville, n° 9409. — Le 26 novembre 1954, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 9287) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1955 (Education nationale et chapitres communs), n° 9591. — Le 31 janvier 1955, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1955, n° 10045. — Le 1<sup>er</sup> février 1955, un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale en 2<sup>e</sup> lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2<sup>e</sup> lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1955, n° 10056. — Le 2 février 1955, un avis, au nom de la Commission des finances, sur le rapport de M. Minjoz (n° 10027) sur les modifications d'un certain nombre d'articles du Règlement, pour l'application de la loi constitutionnelle du 7 décembre 1954, n° 10071. — Le 17 mars 1955, un avis, au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse nationale des lettres, n° 10438.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription) [17 juillet 1951] (p. 5950). Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département du Nord (2<sup>e</sup> circonscription) : en qualité de *Rapporteur* [31 juillet 1951] (p. 6130, 6131) ; *Amendement de M. Kuehn tendant à nommer une Commission d'enquête* (p. 6131, 6132) ; — Son rapport sur les élections dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [9 août 1951] (p. 6304). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE)

NALE, Subventions à l'enseignement libre) : en qualité de Rapporteur [28 août 1951] (p. 6536) ; Discussion générale (Ses observations sur la modification du statu quo) [31 août 1951] (p. 6729) ; Art. 1<sup>er</sup> : Demande de disjonction de l'article créant pour 850 millions de bourses nationales, présentée par M. Marcel David [3 septembre 1951] (p. 6780) ; Amendement de M. Marcel David tendant à limiter aux élèves des écoles publiques les bourses ainsi créés (p. 6782) ; Amendement de Mme Lempereur tendant à limiter les bourses aux établissements d'enseignement du 2<sup>e</sup> degré (p. 6782) ; Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa mentionnant les écoles privées (p. 6785) ; Amendement de M. Bardoux tendant à faire régler par décret les modalités d'attribution de bourses (p. 6786) ; Amendement de Mme Lempereur tendant à reverser aux élèves des écoles publiques les nouvelles bourses (p. 6788) ; Amendement de M. Mazier tendant à n'accorder des bourses qu'aux élèves des écoles privées qui n'auront pas trouvé de place dans les écoles publiques (p. 6789) ; Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres (p. 6794) ; Amendement de M. Doutrillot tendant à exiger des professeurs du second degré une licence d'enseignement (p. 6815, 6816) ; Article additionnel : Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir l'avis du Conseil supérieur de l'Education nationale sur l'utilisation des crédits [4 septembre 1951] (p. 6837) ; Amendement de M. Rincant tendant à cesser d'appliquer la loi le 1<sup>er</sup> janvier 1952 (p. 6839) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [20 septembre 1951] (p. 7531) ; Amendements de MM. Giovoni, Gaborit et Deixonne tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le contrôle pédagogique des établissements subventionnés [21 septembre 1951] (p. 7564, 7565) ; — du projet de loi relatif au redressement de la sécurité sociale ; Art. 12 : Financement de la sécurité sociale des étudiants [30 août 1951] (p. 6627) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : en qualité de Rapporteur [4 septembre 1951] (p. 6876, 6877, 6878) ; Question préalable opposée par M. Verdier [5 septembre 1951] (p. 6898, 6899) ; Motion de M. R. Schmitt relative à l'élection des membres du comité

constitutionnel (p. 6902) ; Question préalable opposée de M. Doutrillot [5 septembre 1951] (p. 6907, 6908) ; Discussion générale (Ses observations sur les ouvrages condamnés par l'Index, la délégation obligatoire aux établissements scolaires) [6 septembre 1951] (p. 6965, 6985, 6986) ; Art. 1<sup>er</sup> : Contre-projet de Mme Duvernois tendant à accorder 1.000 francs par mois et par enfant aux parents ayant moins de 50.000 francs de revenu imposable [7 septembre 1951] (p. 7018) ; Amendement de M. Dagain tendant à ne pas instituer de compte du Trésor (p. 7035, 7036) ; Amendement de M. Deixonne tendant à disjoindre l'alinéa relatif au mandatement aux associations des parents d'élèves des écoles privées [8 septembre 1951] (p. 7109) ; Amendement de M. Vals tendant à limiter le mandatement aux associations existant le 22 août 1951 (p. 7111) ; Amendement de M. Lecoutaller tendant à n'appliquer la loi qu'aux établissements libres déjà existants (p. 7115) ; Amendement de M. Mabrut tendant à ne mandater d'allocations qu'aux associations satisfaisant au décret-loi du 2 mai 1938 (p. 7118) ; Amendement de M. Garet tendant à prévoir l'autorisation du chef de famille qui devra produire un certificat de scolarité (p. 7120) ; Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir l'avis du Conseil supérieur de l'Education nationale sur le décret d'application (p. 7122) ; Amendement de Mlle Marzin tendant à restreindre la liberté des associations de parents d'élèves dans l'utilisation des fonds (p. 7161) ; Amendement de M. Cristofol tendant à mentionner les « associations de parents d'élèves » (p. 7162) ; le retire (p. 7162) ; Art. 2 : Amendement de M. Garet tendant à n'augmenter qu'en 1951 la taxe d'apprentissage [9 septembre 1951] (p. 7204) ; Amendement de M. Deixonne tendant à ne recouvrer cette cotisation qu'après le décret d'application (p. 7205) ; Amendement de M. Le Coutaller tendant à ne pas verser plus d'allocations qu'il ne sera perçu de cotisations (p. 7205) ; Nouvelle rédaction créant une cotisation additionnelle à la taxe à la production (p. 7222) ; Art. 3 : Amendement de M. Deixonne tendant à prévoir l'autorisation du Conseil d'Etat (p. 7228) ; Art. 5 : Mise en application de la loi (p. 7228) ; Amendement de M. Pierrard tendant à ne rien verser aux établissements fondés depuis 1950 (p. 7229) ; Amendement de M. Deixonne tendant à soumettre les établissements libres subventionnés :

au contrôle des Inspecteurs de l'Éducation nationale (p. 7232); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [21 septembre 1951] (p. 7575, 7576); Demande de suspension de séance présentée par M. Marcel David (p. 7577); Amendement de Mme Lempereur tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les modalités d'attribution de l'allocation trimestrielle aux parents d'élèves (p. 7585, 7586); Amendement de M. Tourtaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'attribution de l'allocation pour les enfants élèves des établissements publics (p. 7587); Amendement de Mlle Marzin tendant à supprimer le 7<sup>e</sup> alinéa prévoyant la revalorisation des traitements des professeurs des écoles libres (p. 7589). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Son absence lors de la discussion du présalaire aux étudiants [5 septembre 1951] (p. 6938). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ÉDUCATION NATIONALE : en qualité de Rapporteur [18 décembre 1951] (p. 9269); Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant des crédits supplémentaires pour la création de postes de professeurs et des bourses aux étudiants (p. 9270); Chap. 10-30 : Demande de disjonction des chapitres relatifs aux Professeurs d'Université (Revalorisation des traitements des professeurs d'Université) (p. 9280); Chap. 11-10 : Amendement de M. Billères tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés) [19 décembre 1951] (p. 9365, 9366); Chap. 14-60 : Amendement de M. Marty tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Écoles primaires de la Seine) (p. 9419); Chap. 31-60 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais (Indemnités des instituteurs itinérants) (p. 9427); Chap. 33-30 : Demande de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement (Traitement des élèves instituteurs), présentée par M. Mazier (p. 9431); Chap. 35-30 : Demande de rétablissement des crédits pour les frais du service d'architecture, présentée par le Gouvernement (p. 9436); Chap. 40-20 : Amendement de M. Billères tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses natio-

nales (Bourses des élèves des cours complémentaires) (p. 9440); Chap. 40-30 : Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour les exonérations de droits pour les étudiants (Bourses aux étudiants) (p. 9443); Chap. 53-30 : Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale (p. 9452); Demande de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale, présentée par M. Audeguil (Théâtres de province) (p. 9453); Chap. 61-10 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour commandes d'œuvres d'art aux artistes (p. 9456); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1<sup>er</sup>, État A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 90-91 : Amendement de M. Silvanre tendant à réduire les crédits pour les recherches minières dans les territoires d'outre-mer [27 décembre 1951] (p. 9916); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 90-79 : Demande de renvoi à la commission présentée par M. Billat, du chapitre relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Vallée du Grésivaudan) (p. 9927); Art. 2, État B, Chap. 90-12 : Sa demande de renvoi à la commission du chapitre relatif à l'équipement rural (p. 9935); Chap. 92-12 : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le centre de recherches du génie rural (p. 9936); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 90-82 : Demande de renvoi à la commission présentée par M. Giovoni, du chapitre relatif à la construction d'écoles primaires (p. 9937); Art. 1<sup>er</sup>, État A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 90-01 : Amendement de M. Palewski, tendant à disjoindre les crédits pour les routes nationales (Utilisation des crédits du fonds d'investissement routier) (p. 9925); en qualité de Rapporteur du nouveau texte de la commission [28 décembre 1951] (p. 10009); Motion d'ordre (Discussion du projet sur les investissements économiques et sociaux) (p. 10024); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur suppléant [3 janvier 1952] (p. 45); Art. 17 : Demande présentée par M. Colin, tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations immobilières du Ministère de l'Intérieur (p. 47); Art. 18 bis : Amendement de M. Charpentier, tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux



crédits pour les adductions d'eau (p. 48) ; Art. 20 : Amendement de M. Zalle, tendant à reprendre l'article du Conseil de la République octroyant une aide financière aux communes rurales pour l'entretien des chemins (p. 49) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : Amendement de M. Lanet tendant à majorer de 4.500 millions les prêts aux petites entreprises [27 décembre 1951] (p. 9978) ; Amendement de M. Lanet tendant à réduire de 4.500 millions les prêts aux entreprises industrielles (p. 9980) ; Application de l'article 17 de la Constitution (p. 9985) ; Art. 8 bis : Demande de suppression présentée par M. Louvel, de l'article relatif à la garantie de l'Etat à certaines entreprises [28 décembre 1951] (p. 10004) ; Amendement de M. Trémouille tendant à faire participer l'Etat à la déconcentration industrielle (p. 10005) ; Amendement de M. Charpentier tendant à affecter les remboursements à de nouveaux prêts (p. 10008) ; Nouveau texte de la commission (p. 10024, 10025) ; Sa demande de renvoi à la commission (p. 10028) ; Amendement de M. Bissol tendant à octroyer 400 millions de prêts agricoles dans les départements d'outre-mer (p. 10029) ; Sa demande de deuxième délibération (p. 10030) ; Sa demande de délibération (Crédits aux petites entreprises) (p. 10030) ; — du projet de loi relatif au rétablissement des communications et à la défense contre les eaux dans le Sud-Est, en qualité de Rapporteur suppléant [24 janvier 1952] (p. 324, 325) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 11 : Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux [3 avril 1952] (p. 1833, 1834) ; Art. 33 : Amendement de M. Peytel tendant à établir trois tranches de prix pour la carte grise en fonction de la puissance de l'automobile [3 avril 1952] (p. 1883) ; Art. 43 : Amnistie fiscale [4 avril 1952] (p. 1925) ; Art. 65 : Amendement de M. Minjoz relatif aux prêts en faveur de l'équipement rural (p. 1937) ; — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : Son rappel au Règlement (Ses observations sur l'application de l'article premier de la loi de finances) [27 juin 1952] (p. 3294) ; — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : Discussion

générale [27 juin 1952] (p. 3310) ; Demande de prise en considération du projet déposé par le Gouvernement, présentée par le Gouvernement (p. 3313, 3314) ; Art. 2 : Son sous-amendement tendant à substituer « représentants de la métropole » à « représentants du Parlement » (p. 3332, 3333) ; Sous-amendement de M. Cailavet tendant à inclure dans les conseillers renouvelables les membres élus par l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République (p. 3334) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3335) ; — du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine ; en qualité de Rapporteur pour avis [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3379) ; — du projet de loi portant transferts d'autorisations de programme ; en qualité de Rapporteur [10 octobre 1952] (p. 4219 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur [7 novembre 1952] (p. 4815 et suiv.) ; Motion préjudicielle de M. Deixonne tendant au retrait de l'article 6 accordant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur libre (p. 4821, 4822) ; Rappel au Règlement de M. Tournaud (Examen d'une lettre rectificative) (p. 4824) ; Etat A ; Chap. 31-01 : Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Maintien du poste de directeur des arts et lettres) (p. 4868, 4869) ; Chap. 31-34 : Demande de rétablissement des crédits pour les écoles primaires élémentaires, présentée par le Gouvernement (Instituteurs détachés aux inspections académiques) [8 novembre 1952] (p. 4914 et suiv.) ; Chap. 31-95 : Amendement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'hygiène scolaire (Contrôle médical scolaire) (p. 4963 et suiv.) ; Rétablissement des crédits, demandé par le Gouvernement (Vacations au personnel médical) (p. 4965) ; Chap. 34-91 : Amendement de Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (p. 4967) ; Chap. 36-01 - Coordination des services du C. N. R. S. (p. 4971) ; Chap. 36-11 : Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des universités, présentée par le Gouvernement (p. 4972) ; Chap. 36-12 : Demande de rétablissement des crédits pour le Palais de la découverte et la Fondation Thiers, présentée par le Gouvernement (Centre d'études de politique étrangère) (p. 4972) ; BEAUX-ARTS, Chap. 31-73 : Mobilier

*national et manufactures nationales* (p. 4978); Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le mobilier national et manufactures nationales (*Créations d'emplois à la Manufacture de Sèvres*) (p. 4979); Chap. 34-83 : Amendement de M. Deixonne tendant à faire bénéficier le Trésor des droits d'entrée dans les églises (p. 4979); Art. 2 : Demande de rétablissement de l'article permettant des dépenses par anticipation sur l'exercice suivant, présentée par le Gouvernement (p. 4984); Art. 5 : Amendement de Mme Lempereur tendant à rétablir l'article relatif à la cotisation pour l'instruction des enfants de marinières (p. 4985, 4986); Art. 6 : Demandes de disjonction de l'article octroyant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur privé, présentées par MM. Pierrard et Deixonne (p. 4991, 4992); Amendement de M. Pierrard tendant à n'accorder de bourses qu'aux étudiants inscrits dans une faculté d'Etat (p. 4994); Amendement de M. Pierrard tendant à préciser les conditions auxquelles doivent satisfaire les facultés libres (p. 4995); Amendement de M. Pierrard tendant à n'inclure que les facultés possédant des cours de préparation aux diplômes d'Etat (p. 4995); Art. 6 : Ses explications de vote sur l'article (*Classes préparatoires aux grandes écoles*) (p. 4996); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 49 : Son amendement relatif aux impôts prélevés sur les droits des auteurs vivants [11 décembre 1952] (p. 6189); Art. 52 : Amendement de M. Couston tendant à taxer les propriétaires d'automobiles sur 25.000 francs par cheval-vapeur forfaitairement (p. 6196); Son amendement tendant à ne pas assujettir à la taxe sur le chiffre d'affaires les travailleurs à domicile (p. 6900, 6901); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953; Art. 3 : Demande de disjonction de l'article relatif aux dommages de guerre, présentée par M. Le Coutaller [20 décembre 1952] (p. 6737); Art. 5, Etat E : Amendement de Mme Duvernois tendant à transférer les crédits prévus pour le Gaz de l'Est à la modernisation de l'industrie gazière (p. 6760); Rappel au règlement de M. Lamps (*Application de l'article 48 du règlement*) (p. 6760); Art. 16 : Amendement de M. Marc Jaquet tendant à prévoir des avances de l'Etat aux entreprises n'ayant pu contracter les emprunts prévus par l'article (p. 6761); Art. 17 :

*Amendements de M. Dorey tendant à prévoir une aide du fonds de modernisation et d'équipement aux entreprises développant leur productivité* (p. 6762, 6763); Art. 24 : Deux milliards de crédits pour l'immeuble de l'U. N. E. S. C. O. à Paris (p. 6764); Art. 27 ter : Amendement de M. Valentino relatif aux prêts des caisses d'épargne des départements d'outre-mer (p. 6768); Art. 3 : Sa demande de réserver l'article relatif aux dommages de guerre (p. 6770); Art. 34 : Amendement de M. Schmitt tendant à ne pas soumettre à répétition les indemnités déjà perçues (p. 6773); Art. 35 : Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 10 millions le montant des travaux que peut décider d'effectuer l'administration en cas de défaillance du propriétaire sinistré (p. 6775); Art. 36 : Amendement de M. Triboulet tendant à disjoindre l'article relatif aux indemnités à des propriétaires étrangers (p. 6775); Article additif : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le financement d'un programme de construction de 400.000 logements en 1953 (p. 6778); Art. 51 : Demande de disjonction de l'article relatif au recensement des constructions déjà réalisées, présentée par M. Triboulet (p. 6783, 6784); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 5160 : Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement hydraulique agricole (*Inondations du Sud-Ouest*) (p. 6788, 6789); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6892 : Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le F. I. D. E. S. (*Investissements insuffisants dans les départements d'outre-mer*) (p. 6796, 6797); INTÉRIEUR, Chap. 5740 : Amendement de M. Saint-Cyr, tendant à rétablir les crédits pour l'équipement de la sûreté nationale (*Cité de Donzère pour les C. R. S. et achat de 26 cars*) (p. 6798); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 5620 : Amendement de M. Boutavant tendant à renvoyer le chapitre relatif à l'équipement des lycées et collèges (*Encombrement des lycées*) [21 décembre 1952] (p. 6623); Chap. 5650 : *Education physique et sportive (Hôtel des Allobroges à Chamonix)* (p. 6923); INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS PAR L'ETAT, Chap. 6610 : Amendement de M. Soustelle tendant à renvoyer le chapitre relatif à la subvention au Centre national de la recherche scientifique (*Insuffisance du plan de recherches*) (p. 6926); Chap. 6613 : *Construction de la nouvelle faculté des sciences de Paris* (p. 6927);

Art. 11 bis : Amendement de M. Pierrard tendant à prévoir un plan quinquennal de constructions scolaires de 750 milliards (p. 6931); Son amendement tendant à prévoir un plan quinquennal de constructions scolaires de 269 milliards (p. 6931); Art. 11 quater : Demande de disjonction de l'article affectant les fonds de caisses départementales scolaires aux constructions scolaires, présentée par le Gouvernement (p. 6935); Amendement de Mme Lempereur tendant à ne faire couvrir qu'exceptionnellement par les fonds des caisses départementales scolaires les dépenses de construction (p. 6940); Amendement de Mme Lempereur tendant à remplacer « couvrir » par « alléger » (p. 6941); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953 : Demande de renvoi du débat présentée par M. Coudray [23 janvier 1953] (p. 190); en qualité de Rapporteur suppléant (p. 201); Art. 3 : Deuxième délibération demandée par M. Coudray (p. 224); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [5 février 1953] (p. 930); Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 5740 : Amendement de M. Genton tendant à reprendre les crédits votés pour l'équipement de la sûreté nationale (C. R. S.) (p. 931, 932); Art. 1<sup>er</sup> bis : Amendement de M. Billat tendant à reprendre le texte maintenant le bénéfice des subventions accordées aux collectivités, même si les travaux sont exécutés avant l'octroi de la subvention (p. 933); Etat B, FINANCES, Chap. 6020 : Amendement de M. Charpentier tendant à bloquer 900 millions sur les crédits affectés aux charbonnages pour les attribuer aux prêts aux jeunes agriculteurs (p. 935); Art. 52 : Taux des honoraires d'architecte (p. 956); Amendement de M. Triboulet relatif au mode de rémunération des architectes (p. 958, 959); Art. 11 ter : Subventions aux collectivités limitées à 4 millions par classe construite (p. 961); Art. 11 quater : Amendement de M. Marcel David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'utilisation des fonds des caisses départementales scolaires pour la réparation des écoles publiques (p. 966, 967); Art. 27 ter : Amendement de M. Mazier tendant à rétablir l'article créant une commission auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour orienter l'octroi des prêts et placements [6 février 1953] (p. 1008); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 118 w : Son amen-

dement tendant à laisser au Parlement trois mois pleins pour l'examen du projet de réforme fiscale [28 janvier 1953] (p. 595); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3113 : Amendement de Mlle Marzin tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les écoles normales supérieures (Normaliens qui ont échoué à l'agrégation) [30 janvier 1953] (p. 704); Chap. 3585 : Restauration de Versailles (p. 709); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République; Etat B, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Amendement de M. Bénard relatif à la répartition des crédits du fonds spécial d'investissements routiers entre les départements et communes [30 janvier 1953] (p. 783); — du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952), Etat A, FINANCES, Chap. 5100 : Son amendement tendant à réduire de 418 millions les subventions de l'O. N. I. C. (Remise de cotisations aux meuniers) [3 février 1953] (p. 860); le retire (ibid.); Article additionnel : Son amendement relatif à la nomination de fonctionnaires par le tour extérieur (p. 874); — du projet de loi portant ratification de décrets et portant ouverture et annulation de crédits pour 1952 (Aide à la Yougoslavie), en qualité de Rapporteur [5 février 1953] (p. 914); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 3330 : Entretien des élèves professeurs (Pécule des élèves normaliens) (p. 922); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : Suite de l'examen des textes budgétaires [6 février 1953] (p. 1032); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur : Classes surchargées, nombre insuffisant de professeurs, insuffisance des crédits pour les constructions scolaires [30 novembre 1953] (p. 5670 et suiv.); Insuffisance des créations d'emploi, déclassement de la fonction enseignante, insuffisance des constructions scolaires, le plan quinquennal de constructions [14 décembre 1953] (p. 6797, 6798); FRANCE D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur suppléant [31 décembre 1953] (p. 7146); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale, en qualité de Rapporteur [29 décembre 1953]

(p. 6984); — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1953] (p. 7090); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder un traitement aux normaliens à l'indice 200 pour la première année et 225 pour la seconde et à prévoir des recettes compensatrices sur les cartes de séjour des étrangers* (p. 7090, 7091); Art. 1<sup>er</sup> : *Sous-amendement de M. Giovoni tendant à accorder l'indice 225 aux normaliens de première année* (p. 7092); — du projet de loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaire et professionnelle, en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa demande de coordination des services d'orientation et de documentation scolaire et professionnelle, intégration de l'orientation à l'enseignement lors de la réforme* [9 février 1954] (p. 118); Art. 3 : *Son amendement (Suppression des parlementaires parmi les membres du conseil d'administration du B. U. S.)* [4 mars 1954] (p. 652); Art. 7 : *Son amendement (Incidences financières de l'intégration du personnel du B. U. S. dans l'administration publique)* (p. 653); le retire (*ibid.*); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur : Discussion générale (Bases de calcul du douzième provisoire)* [25 février 1954] (p. 525); *Dépôt d'une lettre rectificative* [31 mars 1954] (p. 1530); Etat A, Chap. 36-01 : *Centre national de la recherche scientifique* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1580); Chap. 43-31 : *Œuvres complémentaires de l'école, déblocage des fonds de la loi Barangé* (p. 1617 et suiv.); Chap. 43-91 : *Bourses nationales* (p. 1621); Chap. 46-11 : *Cité universitaire* (p. 1623); Chap. 47-12 : *Rétablissement de la dotation de ce chapitre, réforme hospitalière* (p. 1624); Etat B : *Ouverture d'un emprunt des constructions scolaires permettant d'assurer le financement du plan Le Gorgeu, simplification des procédures administratives* (p. 1627); Chap. 56-15 : *Etablissements d'enseignement supérieur, autorisation de programme* (p. 1634); Chap. 66-90 : *Construction de restaurants et de cités universitaires* (p. 1641); Art. 10 : *Prise en charge par l'Etat des traitements et indemnités des personnels des écoles préparatoires et des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie* (p. 1642); Art. 13 : *Création d'un centre national d'éducation de plein air, attribution*

*de la personnalité civile et de l'autonomie financière à cet organisme* (p. 1643, 1644); *Article additionnel de M. Schmittlein (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* (p. 1652, 1653); *Article additionnel de Mme Lempereur (Instituteurs exerçant au Ministère de l'Education nationale les fonctions de rédacteurs)* (p. 1654); *Article additionnel de M. Savale (Réparation de l'immeuble de l'école Decroly)* (p. 1654); Chap. 34-74 : *Amendement de M. de Villeneuve (Commémoration des anniversaires de Bossuet, Joubert, Lamennais, George Sand, Sainte-Beuve et Henri Poincaré, bimillénaire d'Arles)* (p. 1689); Chap. 56-82 : *Restauration des couvertures du musée d'art moderne* (p. 1696); Chap. 31-34 : *Notation du personnel dans le département de Meurthe-et-Moselle, activités post-scolaires* (p. 1711); Chap. 31-96 : *Réparation du déclassement de la fonction enseignante selon les conclusions de la commission Detton* (p. 1720); Chap. 43-31 : *Subvention attribuée au « Monde bilingue »* (p. 1722, 1723); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du Ministère de l'Education nationale, en qualité de *Rapporteur* [26 février 1954] (p. 565); — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Sa demande de renvoi afin de procéder à l'examen du budget de l'Education nationale)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1567); — d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants; Art. 3 : *Son amendement (Représentation du Parlement au Centre national des œuvres universitaires et scolaires)* [6 avril 1954] (p. 1812, 1813); — d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres, en qualité de *Rapporteur pour avis : Projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, mise en vigueur des taxes parafiscales créées par la loi de 1946* [7 juillet 1954] (p. 3260, 3261); Art. 6 : *Rejet du domaine public payant, application de la loi d'octobre 1946 et de ses dispositions financières* (p. 3268); *Son amendement (Financement de la Caisse nationale des lettres, application du contentieux de la parafiscalité aux taxes créées par la loi du 11 octobre 1946, position du groupe communiste à l'égard de la loi du 11 octobre 1946)* (p. 3269, 3270); — d'une proposition de loi relative à la

titularisation d'assistants et d'assistantes sociales; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Transformation par décret et en cinq ans des postes d'assistants de service social en emplois permanents)* [7 juillet 1954] (p. 3274); Art. 2 : *Son amendement (Conditions dans lesquelles le personnel non titulaire pourra bénéficier de la titularisation)* (p. 3276). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son interruption visant les rapports de M. Mendès-France avec le journal L'Express (Invitation à prendre publiquement position sur certaines thèses à lui prêtées par celui-ci)* [31 août 1954] (p. 4492). Prend part à la discussion : de ces interpellations : « *Avantages certains* » des Accords de Londres (Maintien de la solidarité atlantique, échec à la tactique du parti communiste et à la « neutralisation » de l'Allemagne, inclusion politique de la Grande-Bretagne dans l'Europe à sept), double discrimination consentie au bénéfice de la Grande-Bretagne (contrôle des armements et répartition de l'aide américaine), « traité d'alliance sur pied d'inégalité », « Allemagne maîtresse de son armée », déficience organique du contrôle des armements, intégration préférable (agence à organiser), problème de la réunification éventuelle de l'Allemagne (droit de sécession), analyse juridique dans les diverses hypothèses, nécessité d'une solution politique (liant définitivement l'Allemagne à l'Occident) [8 octobre 1954] (p. 4640, 4641); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Création d'emplois d'enseignants, problème des locaux, crédits d'action sociale, moyens matériels indispensables à l'Université* [12 décembre 1954] (p. 6160, 6161); Etat A, Chap. 31-21 : *Lycées et collèges* (p. 6204); Chap. 31-31 : *Ecoles normales primaires (Accepte que les chapitres disjoints par la Commission soient réservés)* (p. 6207); Chap. 31-92 : *Amendement indicatif de M. Rincent (Reclassement des secrétaires d'inspections académiques)* (p. 6215); Chap. 35-85 : *Restauration et conservation du château de Versailles* [13 décembre 1954] (p. 6228); Chap. 36-74 : *Théâtres nationaux* (p. 6231); Chap. 43-02 : *Amendement de M. Schmittlein (Expéditions polaires)* (p. 6231); Etat B Chap. 56-10 : *Etablissements d'enseignement supérieur, équipement, demande de disjonction*

de Mlle Marzin (p. 6245); laboratoires du P. C. B., leur construction à l'emplacement de la Halle aux vins (p. 6246); Chap. 56-20 : *Équipement des établissements du second degré, demande de disjonction de M. Boutavant* (p. 6247); analyse de la lettre rectificative [14 décembre 1954] (p. 6302); Chapitres réservés (Comparaison avec le budget de l'année précédente) (p. 6312); Etat A, Chap. 31-21 : *Transferts de crédits entre les chapitres 31-22 et 31-21* (p. 6313); Chap. 43-11 : *Enseignement supérieur (Bourses)* (p. 6320); Etat B, Chap. 66-90 : *Cité universitaire d'Antony* (p. 6323); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, en qualité de *Rapporteur spécial* [31 janvier 1955] (p. 515); Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de Mlle Marzin (Moniteurs des travaux pratiques et postes d'assistants dans les facultés)* (p. 516); Chap. 31-34 : *Amendement de M. Rincent (Instituteurs itinérants agricoles et rapport de M. Saint-Cyr)* (p. 520); *Ajournement du rapport de M. Saint-Cyr* (p. 520); Etat A, Chap. 34-21 : *Dépôt de lettres rectificatives au cours de la navette* (p. 533); Chap. 47-12 : *Ecoles de médecine de Rennes et Nantes* (p. 534, 535); de ce projet de loi en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur spécial*; Art. 8 : *Transferts de crédits* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 575, 576); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 janvier 1955] (p. 530); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 576); Etat B, Chap. 61-60 : *Transferts de crédits dans le cadre des investissements ruraux* (p. 576); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Art 4 : *Son amendement (lettres rectificatives après la première lecture)* [4 février 1955] (p. 717, 718); Art. 12 : *Son amendement (Impossibilité de revenir sur des articles adoptés conformes)* (p. 719, 720), *Sous-amendement de Defos du Rau (Sauf pour rectification matérielle ou coordination)* (p. 725); *l'incorpore à son amendement* (p. 727); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres, en qualité de *Rapporteur*

teur pour avis : *Prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes à son profit* [22 mars 1955] (p. 1835, 1836).

**SION (M. Paul)**, *Député du Pas-de-Calais* [2<sup>e</sup> circonscription] (S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) — Est nommé : vice-président de la Commission de la production industrielle [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de l'explosion de la poudrière d'Haisnes-lez-La Bassée, survenue le 7 juillet et à procéder d'urgence à une enquête approfondie sur les causes de cet accident, n° 94. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, n° 138. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux titulaires d'une Médaille d'Honneur du Travail des avantages pécuniaires identiques à ceux qui sont attribués aux Médaillés militaires, n° 392. — Le 10 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale

dans les mines, repris le 10 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle, n° 666. — Le 10 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 20/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, repris le 10 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle, n° 673. — Le 10 août 1951, un rapport supplémentaire fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière; 2° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué, repris le 10 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle, n° 682. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et modifiant le rapport de la précédente législature repris le 10 août 1951 (n° 673) sur les propositions de loi : 1° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 20 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, n° 827. — Le 4 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 932) modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, n° 959. — Le 14 septembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 932) et la lettre rectificative (n° 4112) au projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisa-

tion de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, **n° 1113**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, **n° 1874**. — Le 9 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le rapport (n° 666) fait au cours de la précédente législature, repris le 10 août 1951, sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, **n° 3274**. — Le 11 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues (n° 130) tendant à augmenter de 20 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs ; 2° de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues (n° 1481) tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 2979) tendant à augmenter de 20 0/0 le montant des prestations servies par la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines ; 4° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 3256) tendant à augmenter de 15 0/0 le montant des prestations servies par la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, **n° 3310 (rectifié)**. — Le 7 novembre 1952, une proposition de loi tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, **n° 4649**. — Le 12 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. le projet de loi (n° 4722) modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines ; II. le rapport (n° 666) (fait au cours de la précédente législature) sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, **n° 4726**. — Le 21 novembre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des prestations prévues par la législation actuelle sur les accidents du travail et des maladies pro-

fessionnelles, les victimes ou les ayants droit des victimes d'accidents du travail survenus avant l'entrée en application de cette législation et non couverts par la précédente législation, **n° 4815**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 7043) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs (66,3 0/0 au lieu de 50 0/0), **n° 7218**. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 7261) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, **n° 7344**. — Le 4 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 8935) modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 9062**. — Le 25 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 10481) de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, **n° 10839**. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions des lois du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et du 24 octobre 1946 portant organisation du contentieux de la sécurité sociale, **n° 11113**. — Le 17 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 11859) modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, **n° 11904**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au service militaire des mineurs de fond : Article unique : *Son amendement tendant à libérer les mineurs en même temps que leur*

*classe d'appel* [19 septembre 1951] (p. 7459). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines, en qualité de *Rapporteur* [27 juin 1952] (p. 3284 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Etat A, Chap. 47-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de sécurité sociale des mineurs (Augmentation de la retraite des mineurs)* [23 octobre 1952] (p. 4344) ; — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines, en qualité de *Rapporteur* [29 octobre 1952] (p. 4562 et suiv.) [12 novembre 1952] (p. 5031) ; — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Sa demande tendant à savoir quelle charge incombera à la Caisse autonome nationale des ouvriers mineurs* [20 mars 1953] (p. 2063). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre financier de la sécurité sociale minière [30 décembre 1953] (p. 7033). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Problème du financement, diminution de l'effectif des ouvriers mineurs, dangers de la profession de mineur, catastrophe de Courrières* [11 mars 1954] (p. 800) ; la développe : *Augmentation de 25 0/0 des retraites, fixation aux deux tiers de la part réversible sur les veuves, avances du Trésor* (p. 801, 802) ; *Son ordre du jour : Urgence d'un projet de loi majorant les prestations de 25 0/0 et accordant la réversibilité des deux tiers aux veuves des mineurs* (p. 807). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la sécurité sociale dans les mines, en qualité de *Rapporteur : Financement de la Caisse autonome* [11 mars 1954] (p. 816). — Dépose une demande d'interpellation sur le financement de la sécurité sociale minière [4 mars 1955] (p. 1078). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime des retraites dans les mines, en qualité de *Rapporteur* [11 octobre 1955] (p. 4993). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs [15 novembre 1955] (p. 5674). —

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5896).

**SISSOKO (M. Fily-Dabo)**, *Député du Soudan* (S.).

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6412). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 361) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Attitude des négriers du R. P. F.)* (p. 395) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Refonte de l'Administration centrale (Affaire des Pères blancs de Dakar)* [8 novembre 1952] (p. 4952, 4953) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 227 : *Régime provisoire des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* [22 novembre 1952] (p. 5551) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5556) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Pensions aux soldats de la mission Marchand de Fachoda)* [26 janvier 1953] (p. 451). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur le potentiel économique de la France d'outre-mer, l'évolution des populations autochtones, la solution du problème indochinois, la participation de l'Union française à une Communauté européenne, le malthusisme économique dans les territoires d'outre-mer, l'équipement des territoires d'outre-mer, la*



protection des produits d'outre-mer, la participation au Gouvernement des représentants des territoires d'outre-mer [27 mai 1953] (p. 2857, 2858). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les Etablissements français de l'Inde : *Problème des musulmans de Karikal (Tolérance religieuse traditionnelle de l'Inde)* [27 août 1954] (p. 4345); *Ses explications de vote : opposition répétée sur les problèmes de l'Union française entre « l'extrême droite » et les « autochtones », parallèle de Rome et de la Gaule, éloge des « broussards » (Ibn Khaldoun, Saint-Augustin et le roi Saint-Louis), Coran et Sultan du Maroc, etc.* (p. 4356, 4357); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 69 : *Amendement de M. Abbas Gueye (Suppression d'une discrimination entre les communes de plein exercice, élections de Dakar)* [12 août 1954] (p. 4155).

**SMAIL (M. Amar)**, Député d'Alger (2<sup>e</sup> collège) (R. R. S.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6311). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); — de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôt :

Le 13 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3385) validant et rendant applicables à l'Algérie les articles 8 et 9 de la loi du 27 novembre 1943 portant création d'un service de police technique, **n° 4751**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de Constantine (2<sup>e</sup> collège, 2<sup>e</sup> circonscription) : *Discussion générale* [10 août 1951] (p. 6312). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

[9 janvier 1952] (p. 210), [14 janvier 1953] (p. 82), [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2531, 2532); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Idée sacrilège de sécession, rejetée par la très grande majorité des Algériens; Auréole imprudemment donnée aux fellagha tunisiens; Algérie menacée; Investissements nécessaires en Afrique du Nord plutôt qu'en Egypte; emplois administratifs à réserver à l'élite scolaire autochtone; Réforme agraire éventuelle; Dissolution nécessaire du parti communiste; Menaces adressées à divers Algériens; Appel à l'énergie du Président du Conseil)* [10 décembre 1954] (p. 6101, 6102); *Pressions électorales (Lecture de télégrammes administratifs)* (p. 6067). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

**SOLINHAC (M. Jean)**, Député de l'Aveyron (M. R. P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [11 août 1951] (**F. n° 22**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire [6 mars 1952] (**F. n° 113**). — Est désigné : par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée de donner son avis sur les modalités d'application des dispositions du Code de la santé publique, concernant la pharmacie, applicables aux territoires d'outre-mer [29 juin 1954] (**F. n° 403**); par la Commission des territoires d'outre-mer membre de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits

affectés à la défense nationale [31 janvier 1955] (F. n° 490).

### Dépôts :

Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3805) de M. Babet tendant à remettre en vigueur dans les départements d'outre-mer les dispositions des articles 1573 à 1579 du Code général des impôts relatives à la perception de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 3850. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2207) de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à accorder au personnel de l'Institut médico légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnes du service actif des égouts des avantages pour l'ouverture du droit à pension n° 4111. — Le 6 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 46 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif à l'amnistie fiscale, n° 5792. — Le 3 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 modifié du décret n° 53-714 du 9 août 1953 sur la responsabilité des comptables publics en vue de sauvegarder les prérogatives des administrateurs locaux et d'éviter une nouvelle restriction des libertés locales, n° 7370. — Le 25 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 7596) fixant l'époque des élections pour la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe dissout par décret du 24 décembre 1953 et autorisant le Gouvernement à nommer une commission départementale provisoire ; II. les propositions de loi : 1° de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (n° 7566 rectifié) tendant à abroger le décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du conseil général de la Guadeloupe ; 2° de M. Valentino et plusieurs de ses collègues (n° 7579) tendant à abroger le décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du conseil général du département de la Guadeloupe ; 3° de M. Tirolien (n° 7867) tendant à modifier la date des élections cantonales dans le département de la Guadeloupe à la suite du décret du 24 décembre 1953 portant dissolution dudit conseil, n° 8535. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi relative aux conditions de détermination des ressources

en vue de l'attribution de l'allocation spéciale de vieillesse instituée par la loi du 10 juillet 1952 et tendant à ajouter à la liste des revenus dont il ne doit pas être tenu compte dans le calcul de ces ressources, les majorations de pensions accordées aux veuves de guerre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1954, n° 9364. — Le 17 mai 1955, un rapport d'information au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le régime de l'émission en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française et au Cameroun, n° 10755. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le quorum nécessaire pour la validité des délibérations des conseils municipaux, n° 11544. — Le 21 octobre 1955, une proposition de loi tendant à relever les retraites minières de 20 0/0 et à établir les pensions de réversion de veuves de mineurs sur la base des deux tiers de la retraite du mari, n° 11685. — Le 29 novembre 1955, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions relatives à l'échange de blé contre de la farine ou du pain et de la farine contre du pain aux communes dans lesquelles la culture du blé a été introduite à une date récente, n° 12001.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : INTÉRIEUR, Chap. 50-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Tables décennales)* [28 novembre 1951] (p. 8610, 8611). — Dépose une demande d'interpellation sur la réalisation d'emprunts auprès des établissements de crédit en vue du financement des travaux en cours par les départements et communes [7 octobre 1952] (p. 4609). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) : AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-51 : *Contrôleurs des lois sociales (Caisse nationale d'allocations vieillesse agricole)* [3 décembre 1953] (p. 5929). — Dépose une demande d'interpellation sur la date et les conditions dans lesquelles le Gouvernement entend soumettre à l'Assemblée les principales dispositions du deuxième plan de modernisation et d'équipement (reconversion de certaines régions menacées par le chômage) [26 mars 1954] (p. 1324),

— Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Art. 1<sup>er</sup> ter : *Son amendement (Part des bénéfices des artisans considérée comme un salaire)* [14 mai 1954] (p. 2422, 2423) ; *le retire* (p. 2423) ; *Son article additionnel (Taxation à 5 0/0 des bénéfices des artisans inférieurs à 456.000 francs)* [18 mai 1954] (p. 2482) ; *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des artisans, opposition au contrôle fiscal)* [8 juin 1954] (p. 2818) ; — du projet de loi relatif à la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe, en qualité de *Rapporteur* : *Motifs de la dissolution du conseil général, création d'un organisme permanent de coordination pour les départements d'outre-mer* [9 juillet 1954] (p. 3388) ; *contre-projet de M. Ballanger (Abrogation du décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du conseil général de la Guadeloupe)* (p. 3392, 3393) ; — d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages ; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire les pouvoirs du Comité national des appellations d'origine des fromages en ce qui concerne les situations acquises* [20 juillet 1954] (p. 3430) ; *le retire* (p. 3431) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Situation des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer)* [22 novembre 1954] (p. 5258) ; *le retire* (p. 5259). — Pose au Ministre de l'Intérieur une question relative aux distributions de lait et de sucre dans les écoles [28 janvier 1955] (p. 386). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Son amendement (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [19 mars 1955] (p. 1738) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Régions sous-développées, transformation des structures françaises, comité de productivité de l'Aveyron, organisation des marchés agricoles, suppression de la taxe sur les transactions, aménagement de la taxe à la valeur ajoutée, le forfait, uniformisation du taux des allocations familiales)* [28 mars 1955] (p. 2023, 2024) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Régions sous-développées* [18 mai 1955] (p. 2898, 2899). — Pose au Ministre de l'Éducation nationale une question relative au reclas-

sement des personnels des chantiers de la jeunesse française [21 octobre 1955] (p. 5198). = S'excuse de son absence [21 octobre 1952] (p. 4245), [18 février 1953] (p. 1110), [24 février 1953] (p. 1278), [6 octobre 1953] (p. 4010). = Obtient des congés [21 octobre 1952] (p. 4245), [18 février 1953] (p. 1110), [24 février 1953] (p. 1278), [6 octobre 1953] (p. 4010),

**SOU (M. Quatre),** *Député du Tchad (Collège indigène) (R. S.).*

Son élection est validée [10 septembre 1951] (p. 7272). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

**SOUQUÈS (M. Pierre),** *Député d'Indre-et-Loire (R. R. S.).*

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. 482**) ; de la Commission de comptabilité [31 janvier 1955] (**F. n° 491**).

#### Dépôts :

Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant au maintien en activité, au-delà de la limite d'âge applicable à leur emploi, de certains fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat, **n° 1142**. — Le 22 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 54 F du Livre II du Code du travail concernant les congés annuels, **n° 2186**. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 19 et 73 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 2429**. — Le 8 février 1952, une proposition de loi tendant à abroger les arrêtés des 28 septembre 1948 et 28 janvier 1950, ainsi que la circulaire du 25 octobre 1948 portant attribution

d'une prime de transport, n° 2583. — Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-7 du 3 janvier 1952, portant extension d'une indemnité aux membres du Conseil d'Etat, n° 2595. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 54 G du Livre II du Code du travail concernant les congés annuels, n° 2728. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-211 du 16 février 1949 relative aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, n° 3026. — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un Comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine, n° 3927. — Le 9 juillet 1952, un rapport, au nom de la Commission des boissons, sur la proposition de loi (n° 3927) de M. Pierre Souquès et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Comité interprofessionnel des vins d'appellation contrôlée de Touraine, n° 4037. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 65 de la loi du 28 avril 1952, portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 5919. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 24 juillet 1889, modifiée par le décret du 30 octobre 1935, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, n° 6705. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7814. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à redresser la situation de certains agents des services extérieurs du Ministère de la Défense nationale au regard du décret n° 50-454 du 21 avril 1950 en vue de l'application des dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 sur les pensions de retraites, n° 7816. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier certaines catégories de fonctionnaires retraités des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois

publics, n° 9960. — Le 15 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le traitement allégué à la médaille d'argent des instituteurs, n° 11878. — Le 15 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décharger les municipalités de l'organisation et de la surveillance de toutes les élections ayant un caractère corporatif et professionnel, n° 11879.

### Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la cession d'immeubles du domaine militaire* [24 décembre 1951] (p. 8913). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Pose : au Ministre de l'Education nationale, une question relative à la préparation aux jeux olympiques [14 mars 1952] (p. 1310) ; — au Ministre des Transports, des travaux publics et du tourisme, une question relative au rappel d'indemnités à certains fonctionnaires du Ministère de la Marine marchande [10 octobre 1952] (p. 4209) ; — au Ministre de l'Industrie et du commerce, une question relative aux primes de rendement aux fonctionnaires du cadre spécial des carburants [14 novembre 1952] (p. 5124) ; — au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative à la rétroactivité des primes de rendement de certains fonctionnaires [28 novembre 1952] (p. 5847) ; — au Ministre du Budget, une question relative au rappel d'indemnités à certains fonctionnaires [12 décembre 1952] (p. 6245). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation des forfaits des commerçants et des artisans [17 mars 1954] (p. 938). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Augmentation des crédits affectés aux constructions scolaires et aux adductions d'eau, prestations d'alcool vinique, licence des bouilleurs de cru, réforme administrative et judiciaire)* [6 août 1954] (p. 3962 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Minis-

tère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat B, Chap. 73-41 : *Amendement indicatif de M. Fabre (Reconstruction de la gare de Castelnaudary)* [15 décembre 1954] (p. 6371); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955; I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *L'augmentation des traitements des fonctionnaires face à la gêne des paysans, des vieux travailleurs et des économiquement faibles* [8 mars 1955] (p. 1171). — Pose : au Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme, une question relative à l'implantation des postes distributeurs d'essence [11 mars 1955] (p. 1324); — au Ministre des Finances et des affaires économiques, une question relative à l'importation de fruits [8 juillet 1955] (p. 3725). = S'excuse de son absence [19 septembre 1951] (p. 7449), [21 novembre 1951] (p. 8246), [12 décembre 1951] (p. 9054), [21 décembre 1951] (p. 9486), [12 juin 1952] (p. 2827), [21 octobre 1952] (p. 4245), [5 novembre 1952] (p. 4749), [11 juin 1954] (p. 2940). = Obtient des congés [19 septembre 1951] (p. 7449), [21 novembre 1951] (p. 8246), [12 juin 1952] (p. 2827), [21 octobre 1952] (p. 4245).

**SOURBET (M. Jean)**, *Député de la Gironde*  
[2<sup>e</sup> circonscription] (I. P.).

*Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952;

*Ministre de l'Agriculture*

(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); — de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 343**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — de la Commission de comptabilité [4 septembre 1951] (**F. n° 33**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953]

(**F. n° 216**); — de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : Président de la Commission des boissons [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); — Secrétaire de la Commission de comptabilité [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est désigné : par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la commission plénière de la Caisse nationale du crédit agricole [25 juillet 1951] (**F. n° 12**); — par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**).

### Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ordonner sans délai la prestation d'alcool vinique pour la prochaine campagne viticole, **n° 599**. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du statut viticole en vue de l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché du vin, **n° 3260**. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour le versement des cotisations prévues par la loi n° 50-975 du 16 août 1950 adaptant la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, **n° 3555**. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du Code du vin, **n° 3627**. — Le 27 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 43 de la loi du 14 avril 1952 sur les exonérations des droits de successions en ligne directe et entre conjoints, **n° 5374**. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à assainir le marché du vin et à équilibrer les ressources et les besoins, **n° 6047**. — Le 20 décembre 1953, une proposition de loi ayant pour but de compléter l'article 19 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953 pour validation des services auxiliaires ou temporaires, **n° 7530**. — Le 7 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier le Code du vin institué par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1936 en vue de réaliser l'assainissement du marché notamment par le déblocage hectos-hectares, **n° 8416**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant

à reporter la date d'application des pénalités (majoration de 10 0/0) applicables aux cotisations ou fraction de cotisations dues au titre des contributions foncières (propriétés bâties et non bâties), contributions mobilières et des patentes, à la date unique du 1<sup>er</sup> décembre de l'année de l'émission des rôles pour tous les assujettis, n° 8793. — Le 3 mai 1955, un projet de loi relatif à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles, n° 10635. — Le 24 mai 1955, un projet de loi modifiant la loi n° 51-710 du 7 juin 1951 sur l'équipement rural, n° 10794.

### Interventions :

Demande des pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des boissons [26 juillet 1951] (p. 6068). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Pierre Chevallier (Ses observations sur les prix agricoles, la crise de la viticulture)* [8 août 1951] (p. 6271, 6272); — à la discussion d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de l'indemnité parlementaire)* [10 août 1951] (p. 6310). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la viticulture* [28 août 1951] (p. 6547, 6548). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O. N. I. C. en faveur des négociants en grains; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif à l'escompte des effets des coopératives* [30 août 1951] (p. 6673); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Ses observations sur l'échelle mobile des prix agricoles* [20 septembre 1951] (p. 7530); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Etat A, Chap. 10-10 : *Amendement de M. Pinvidic tendant à réduire de 15.442.000 fr. les crédits pour les services extérieurs (Création de 32 emplois nouveaux de contrôleurs)* [29 janvier 1953] (p. 674); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République; Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux* [10 mars

1953] (p. 1703); — des interpellations sur le prix du tabac : *Discussion générale (Revenus insuffisants de l'agriculture qui, avec 30 0/0 de la main-d'œuvre française perçoit 15 0/0 des revenus nationaux)* [28 décembre 1953] (p. 6895, 6896). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

### En qualité de Député :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Vote du rapport sur le prix du permis de chasse* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3368). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, ÉDUCATION NATIONALE : *Article additionnel de M. Baudry d'Asson (Ramassage des élèves par cars)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1647). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2099). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Son article additionnel (Attribution de l'allocation de la mère au foyer)* [30 juillet 1954] (p. 3758); *le retire* (ibid.); seconde délibération du projet (p. 3758); — du projet de loi relatif au prestations viniques : *Discussion générale (Exonération des petits cultivateurs et de ceux qui ne mettent pas de vin à la vente)* [3 août 1954] (p. 3810, 3811); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [30 décembre 1954] (p. 7028, 7029). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Aide aux inondés* [25 janvier 1955] (p. 225). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

### En cette qualité :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages,

Art. 5 : *L'expression « sera habile »* [2 mars 1955] (p. 954); — du projet de loi relatif à l'article 367 du Code pénal : *Faux témoignage de l'interprète, extension aux territoires d'outre-mer, Cameroun, Togo* [2 mars 1955] (p. 955). — Répond à une question : de M. Thamié relative à la coopérative des quatre-routes [18 mars 1955] (p. 1657); — de M. Flandin relative au droit de reprise des fonctionnaires admis à la retraite [18 mars 1955] (p. 1659). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Création d'une société interprofessionnelle des produits laitiers* [22 mars 1955] (p. 1807); *Article additionnel de M. Kauffmann (Suppression de la taxe de circulation pour les abattements d'urgence)* (p. 1817). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de Mme Galicier sur les salaires féminins [24 mars 1955] (p. 1908, 1909). — Répond à une question de M. Delachenal relative au paiement des allocations vieillesse agricoles [6 mai 1955] (p. 2580, 2581). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole [6 mai 1955] (p. 2596); *Contre-projet de M. Saint-Cyr (Tutelle assurée successivement par l'Education nationale et l'Agriculture)* [28 juin 1955] (p. 3385); *Contre-projet de M. Rincet (Complément de culture générale sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale)* (p. 3391); *Motion préjudicielle de M. Castera (Vote du budget annexe des prestations familiales agricoles)* (p. 3392); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants* [26 mai 1955] (p. 3074, 3075). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre : *Prolongation des délais d'importation* [5 juillet 1955] (p. 3627, 3628). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Question préalable de M. Hénault (Allocation vieillesse, allocation de la mère au foyer)* [19 juillet 1955] (p. 3903); *Motion préjudicielle de Mme Laissac (Parité des prestations familiales agricoles avec les prestations du régime général)* (p. 3906); *Augmentation de 15 0/0 du montant des cotisations*

(p. 3908); *Amendement de M. Delachenal (Conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3961); — d'une proposition de loi relative au droit de préemption des professionnels de l'agriculture, Article unique : *Abrogation des 3 derniers alinéas de l'article 795 du Code rural* [15 novembre 1955] (p. 5667); — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles : *Discussion générale* [15 novembre 1955] (p. 5669); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Sesmaisons (Réduction du nombre d'attachés à cinq)* (p. 5670); Art. 2 : *Amendement de M. Guy Petit ( Désignation des attachés agricoles exclusivement par le Ministre de l'Agriculture)* (p. 5670, 5671); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux réserves communales de chasse, Art. 1<sup>er</sup> : [22 novembre 1955] (p. 5886); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux ruraux, Article unique : *Amendement de M. E. Hugues (Résiliation après 2 retards)* [22 novembre 1955] (p. 5889). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955]. la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (*J.O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

**SOUSTELLE (M. Jacques)**, Député du Rhône [1<sup>re</sup> circonscription] (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à organiser l'éducation nationale par l'attribution aux familles d'une allocation-éducation, **n° 59**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'établissement des contrats d'association capital-travail, **n° 135 (rectifié)**. — Le 7 août 1951, une proposition

de loi portant : 1<sup>o</sup> amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances du 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944 ; 2<sup>o</sup> abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité ; 3<sup>o</sup> révision de l'épuration administrative, **n° 554**. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret déterminant le montant d'une allocation compensatrice des augmentations de loyers prévu par l'article 74 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, **n° 871**. — Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 concernant les droits des combattants volontaires de la Résistance et déportés et internés de la Résistance, **n° 884**. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 9 juin 1934 concernant l'utilisation des médecins, chirurgiens, pharmaciens dans les services administratifs, **n° 922**. — Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier la situation de la main-d'œuvre nord-africaine dans la région lyonnaise, **n° 971**. — Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements du Rhône, de la Drôme et du Vaucluse, victimes des inondations, **n° 1690**. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale », le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945 et fête de Jeanne d'Arc, **n° 1726**. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, **n° 2509**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Bureau de l'Assemblée Nationale à faire procéder dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale à l'affichage des diverses émissions du « Journal parlé » de la Radiodiffusion française, **n° 2805**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, **n° 3035**. — Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gou-

vernement à prendre, avant le 20 mai 1952, le règlement d'administration publique prévu par la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 et à permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, **n° 3221**. — Le 6 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire commémorer, dans les établissements publics d'enseignement, le 10<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Bir-Hakeim, **n° 3580**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer le grade de directeur d'école publique, **n° 3608**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'indemniser les victimes civiles de l'attentat du 18 janvier 1951 contre un fourgon postal et le bureau de poste de la rue Duguesclin, à Lyon (Rhône), **n° 3894**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence des crédits importants aux exploitants ruraux des cantons du département du Rhône sinistrés par suite des orages de grêle des 27 juin et 8 juillet derniers, **n° 4212**. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 47, paragraphe 2 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 afin d'assurer la représentation de l'artisanat au sein de la Commission départementale prévue par ce texte, **n° 4524**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à établir une taxe unique sur le café, **n° 4915 (rectifié)**. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 juin 1898 de façon à permettre la remise des chiens et autres animaux mis en fourrière aux personnes qui les ont trouvés ou aux sociétés agréées à cet effet, **n° 5570**. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi visant à faire bénéficier les propriétaires de constructions établies sur terrains d'autrui, et tous occupants de leur chef, des dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 et notamment de l'article 4 de cette loi, ainsi que des dispositions de la loi du 30 juin 1926 et notamment de l'article 11 de cette loi, **n° 6112**. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer d'impôts les fonds privés destinés à favoriser le développement de la recherche scientifique, **n° 7000**. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à annuler



la subvention accordée sur les fonds publics à une organisation de propagande privée, n° 8340.

— Le 27 janvier 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier certains musées classés du droit de préemption de l'Etat sur les œuvres d'art vendues en vente publique, n° 10015.

— Le 28 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 200 millions et des exonérations fiscales aux sinistrés du département du Rhône, victimes des inondations du mois de janvier 1955, n° 10020.

### Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa motion préjudicielle relative à la répartition des places dans l'hémicycle* [17 juillet 1951] (p. 5945, 5946). — Son rapport sur les élections dans le département de la Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription) [20 juillet 1951] (p. 6041). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer, le problème scolaire, la réforme constitutionnelle* [24 juillet 1951] (p. 6037, 6038) ; — à la discussion du rapport sur les élections du département de la Loire : *Son rappel au règlement (Continuation du débat)* [27 juillet 1951] (p. 6112) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur l'absence de majorité, l'enseignement libre* [2 août 1951] (p. 6171) ; — à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar et dépendances (citoyens français, 2<sup>e</sup> circonscription) : *Amendement de M. Barrachin demandant une enquête sur les résultats des élections* [3 août 1951] (p. 6212) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Pierre Chevallier (Ses observations sur le manque de cohésion de la majorité, aide à l'enseignement libre)* [8 août 1951] (p. 6271, 6272). — Est entendu sur un incident : *Nécessité d'un débat de politique étrangère* [24 août 1951] (p. 6511). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 septembre 1951] (p. 6842, 6843) ;

— de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Sa motion incidente tendant à entamer immédiatement le débat sur les comptes spéciaux du Trésor* [4 septembre 1951] (p. 6863) ; — d'un projet de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Droits d'un député non valide)* [7 septembre 1951] (p. 7040) ; *Amendement de M. Darou tendant à répartir les fonds entre les œuvres laïques péri et post-scolaires* [8 septembre 1951] (p. 7077) ; *Ses explications de vote sur l'article premier* (p. 7163) ; *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à prélever les fonds sur les caisses d'allocations familiales* [9 septembre 1951] (p. 7197) ; Art. 2 : *Sa demande de suspension de séance (Ses observations sur la nécessité de la loi, ses insuffisances)* [10 septembre 1951] (p. 7262, 7263, 7264, 7265) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance de la loi pourtant juste et nécessaire)* [21 septembre 1951] (p. 7597, 7598). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à examiner le projet de loi relatif aux subventions scolaires par priorité* [19 septembre 1951] (p. 7450) ; *Son rappel au règlement (Recevabilité de son amendement)* (p. 7451) ; *Ses explications de vote sur les propositions de la Conférence des Présidents* (p. 7453) ; *Nécessité d'un débat de politique étrangère* [25 septembre 1951] (p. 7631, 7632) ; *Politique fiscale du Gouvernement, début sur la hausse de l'essence* [6 novembre 1951] (p. 7664, 7665). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Son ordre du jour blâmant la hausse de l'essence et la politique dirigiste* [16 novembre 1951] (p. 8196). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret d'application de la loi du 28 septembre 1951 instituant une allocation scolaire [21 novembre 1951] (p. 8259). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* [22 novembre 1951] (p. 8369) ; EDUCATION NATIONALE, Chap.

10-70 : *Demande de disjonction présentée par M. Gioveni, du chapitre relatif aux écoles normales supérieures (Ecole de la rue d'Ulm)* [18 décembre 1951] (p. 9301) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm)* (p. 9302, 9304) ; *le retire* (p. 9304) ; Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Directeurs d'écoles primaires)* [19 décembre 1951] (p. 9396, 9404) ; Chap. 12-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Titularisation du personnel)* (p. 9409) ; *le retire* (p. 9413) ; Chap. 30-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles normales supérieures (Matériel du laboratoire de la rue d'Ulm)* (p. 9426) ; *le retire* (ibid.) ; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION**, Chap. 10-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Frais de perception de la taxe radiophonique)* [19 décembre 1951] (p. 9330 et suiv.) ; **PRÉSIDENTE DU CONSEIL**, amendé par le Conseil de la République, Chap. 10-00 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'administration centrale (Retard de la réforme fiscale et administrative)* [30 décembre 1951] (p. 10191, 10192) ; — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1951] (p. 8664). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa protestation contre les insultes lancées aux combattants d'Extrême-Orient* [4 décembre 1951] (p. 8746). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les réactions des autres puissances européennes, l'attitude de l'humanité)* [6 décembre 1951] (p. 8863, 8864) ; *Question préalable opposée par M. Aumeran* (p. 8881) ; *Son rappel au règlement (Droit de répondre à la Commission)* (p. 8973) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9006 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Son rappel au règlement*

(*Vote sur la motion*) [14 décembre 1951] (p. 9200) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 ; **Etat A**, Chap. 95-00 : *Temps de parole* [23 décembre 1951] (p. 9737). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Discussion générale (Code du travail dans les territoires d'outre-mer)* [24 décembre 1951] (p. 8916). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 ; **ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTRE-MER** : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Daladier* [28 décembre 1951] (p. 10057) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (La hausse des centimes de la Ville de Paris)* [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 28) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental (Lois cadres anticonstitutionnelles, les pseudo-économies faites par le Gouvernement, le crédit de l'Etat, la lutte contre la hausse des prix qui n'a pas eu lieu)* [3 janvier 1952] (p. 77, 78, 79). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement et la situation en Tunisie : *Sa demande de suspension de séance* [22 janvier 1952] (p. 297) ; *Observations sur les incidents de Tunisie, M. Bourguiba leader du Néo-Destour, la note française du 15 décembre 1951* (p. 297, 298). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Sa demande de suspension de séance* [13 février 1952] (p. 709) ; *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Invitation lancée au chancelier Adenauer)* [16 février 1952] (p. 740) ; *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Recommandations de la conférence de Londres, l'abandon du statut d'occupation en Allemagne, le réarmement de l'Allemagne par les Américains, les motions adoptées par le Bundestag ; la petite Europe sans l'Angleterre, le sacrifice par la France de son armée indépendante, la dépêche promettant la garantie anglo-saxonne)* (p. 742 et suiv.) ; *Son amendement à l'ordre du jour de M. de Beaumont tendant à ajourner toute décision en attendant les résultats des travaux de la commission de désarmement* (p. 748). — Est entendu sur : l'ordre jour : *Sa demande de suspension de séance* [16 février

1952] (p. 725); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au Règlement (Discussion des interpellations sur la partialité de la radiodiffusion d'Etat)* [19 février 1952] (p. 800, 801). — Dépose une demande d'interpellation sur la partialité scandaleuse dont fait preuve la Radiodiffusion nationale dans son bulletin d'information [19 février 1952] (p. 800). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 février 1952] (p. 886); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur le contre-projet du R.P.F., l'équité de l'échelle mobile)* [9 avril 1952] (p. 2041). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion budgétaire* [26 février 1952] (p. 941); — la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses observations sur l'attitude du Parti communiste, la composition du cabinet Pinay qui ne change rien à la politique suivie jusque-là* [11 mars 1952] (p. 1227, 1228). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son amendement tendant à ne faire faire qu'un an de service aux étudiants ayant subi les épreuves de la P.M.S.* [21 mars 1952] (p. 1430); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1432); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 5 : *Amendement de M. Demusois tendant à laisser les auteurs d'amendements lire l'exposé des motifs* [27 mars 1952] (p. 1568); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1580); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952, Art. 6 : *Son rappel au Règlement (Rectification d'un vote)* [2 avril 1952] (p. 1778); *Examen des articles additionnels* [3 avril 1952] (p. 1808); *Sa demande de modifier l'ordre des dix votes sur les questions de confiance* [8 avril 1952] (p. 1982); *Sa demande de suspension de séance* (p. 1982); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Réduction des investissements)* [12 avril 1942] (p. 2273). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la proposition tendant à faire du 8 mai une fête nationale* [8 avril 1952] (p. 1993). — Prend part à la discussion du projet de loi

relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie : *Motion de M. Minjot tendant à ajourner le débat jusqu'en juillet* [10 avril 1952] (p. 2085); *Son contre-projet tendant à prévoir le scrutin majoritaire à deux tours par les délégués primaires* (p. 2091). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance : *Ses observations sur l'action de la Résistance* [11 avril 1952] (p. 2221). — Dépose une demande d'interpellation sur l'agression dont un député de la Côte d'Ivoire a été l'objet le 27 avril 1952 [20 mai 1952] (p. 2344). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur l'Allemagne et la crise agricole* [20 mai 1952] (p. 2346). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [30 mai 1952] (p. 2586); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'avis défavorable émis par le Conseil de la République (Ses observations sur l'insuffisance du texte gouvernemental)* [8 juillet 1952] (p. 3650). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise grave de l'industrie textile de la région lyonnaise [3 juin 1952] (p. 2604); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la crise de l'industrie de la soierie lyonnaise et la baisse des exportations* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3358, 3359). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par l'Assemblée Nationale* [3 juin 1952] (p. 2612). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Son rappel au Règlement (Vote de l'ordre du jour de M. Gaston Palewski, même mutilé)* [20 juin 1952] (p. 3100). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Organisation du débat sur la retraite des ouvriers mineurs* [24 juin 1952] (p. 3158); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Organisation du débat sur le rapport appliquant à l'Algérie la loi du 11 mai 1946* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3370). — Pose au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

une question relative aux communiqués de presse [4 juillet 1952] (p. 3537). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement : *Son rappel au Règlement (Insuffisance du temps de parole)* [8 juillet 1952] (p. 3663, 3664); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Question préalable de M. Minjoz (Lettres reçues par M. Daniel Mayer)* [11 juillet 1952] (p. 3904). — Prend part à la nomination de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son rappel au Règlement (Vote sur l'opposition formulée à la désignation d'un candidat)* [12 juillet 1952] (p. 3947). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise du textile [21 octobre 1952] (p. 4263). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 3144 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels (Titularisation de professeurs)* [7 novembre 1952] (p. 4841); Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitements des normaliens de la rue d'Ulm)* (p. 4873); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3134 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles primaires (Grade de directeur d'école)* [8 novembre 1952] (p. 4907). — Dépose une demande d'interpellation sur le caractère scandaleusement partisan de certaines émissions de la radiodiffusion nationale [4 décembre 1952] (p. 5934). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Nécessité d'un débat de politique étrangère)* [4 décembre 1952] (p. 5942). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement en 1953; EDUCATION NATIONALE : *Plan d'équipement scolaire dit « plan Le Gorgeu »* [20 décembre 1952] (p. 6803); INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS PAR L'ÉTAT, Chap. 6610 : *Son amendement tendant à renvoyer le chapitre relatif à la subvention au Centre national de la recherche scientifique (Insuffisance du plan de recherches)* [21 décembre 1952] (p. 6924 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à ne taxer qu'à 48.000 francs par hec-*

*tolitre les rhums* [21 décembre 1952] (p. 6877); *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre aux syndicats de communes pour l'électrification, la perception d'une taxe* (p. 6912); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur l'antiparlementarisme régnant, « l'impasse » de 600 milliards, le déficit de la balance commerciale, le chômage grandissant, la baisse des prix agricoles, l'échec de l'amnistie fiscale et de l'emprunt, les excédents des allocations familiales)* [22 décembre 1952] (p. 7020 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour défendre les journaux issus de la Résistance [17 février 1953] (p. 1062); — sur la ligne de conduite que le Gouvernement envisage d'adopter à l'égard de la Société nationale des entreprises de presse [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion générale (Inconvénients de la Constitution de 1875, lenteurs de la révision déjà annoncée depuis 1950, l'équilibre des pouvoirs entre les deux Assemblées, l'investiture du Gouvernement, le droit de dissolution)* [17 juillet 1953] (p. 3569 et suiv.); Art. 8 : *Son amendement tendant à maintenir la clause de la majorité absolue lors des votes d'investiture du Président du Conseil* [22 juillet 1953] (p. 3781, 3782); *Son rappel au règlement (Essamen de l'article 9)* (p. 3782); *Son sous-amendement tendant à prévoir pour l'investiture la majorité absolue* (p. 3784, 3785); — d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République; Art 15 quater : *Amnistie des officiers de réserve; amendement de M. Minjoz tendant à supprimer cet article introduit par le Conseil de la République (Caractère équivoque de l'incidente « ou relevant en fait de l'épuration », introduite par le Conseil de la République)* [24 juillet 1953] (p. 3933). — Dépose une demande d'interpellation sur la discrimination pratiquée par certains services officiels envers la Confédération générale des syndicats indépendants [4 novembre 1953] (p. 4810). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de son interpellation* [30 décembre 1953] (p. 7028); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion de la date de son interpellation sur les syndicats indépendants non fixée* (p. 7033). — Dépose une

demande d'interpellation sur l'attitude de la délégation française à la Conférence de Berlin [9 février 1954] (p. 103). — Est entendu sur une question orale de M. Charret à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, relative au refus d'approbation d'une délibération du Conseil général du Rhône [19 février 1954] (p. 428). — Son rappel au règlement : *Réponse écrite incomplète à sa question orale* [19 février 1954] (p. 431). — Développe son interpellation sur les illégalités dont est victime la Confédération générale des syndicats indépendants : *Délivrance des récépissés de déclaration, attribution de la subvention en faveur de l'Union départementale des syndicats indépendants de la Seine, participation aux commissions paritaires* [19 février 1954] (p. 432 et suiv., 438); *Son ordre du jour (Application sans délai des lois relatives aux organisations syndicales à la Confédération générale des syndicats indépendants)* (p. 439). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; EDUCATION NATIONALE : *Question préalable de M. Dourelot (Nécessité d'une discussion publique du budget de l'Education nationale)* [30 mars 1954] (p. 1505, 1506); *Demandes de disjonction de Mme Lempereur et de M. Viatte relatives aux chapitres concernant les traitements du personnel* [31 mars 1954] (p. 1543); Etat A, Chap. 36-01 : *Développement des sciences humaines au Centre national de la recherche scientifique* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1579); Chap. 43-31 : *Son amendement (Subvention attribuée au « Monde bilingue »)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1722, 1723). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions dans lesquelles un navire de commerce français a été retenu et perquisitionné par les autorités américaines de la zone du canal de Panama [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2733); — sur les atteintes portées à la liberté de la presse, notamment par la saisie arbitraire d'un hebdomadaire politique [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2734). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Patriotisme et bonne foi insoupçonnables de chacun en ce débat, « optimisme de commande » des déclarations de M. Pleven, avant et après Dien-Bien-Phu, parallèle avec l'expédition du Mexique, affaire de l'Express, sanctions prises contre l'A. F. P., « bulletins confidentiels » inspirés par le Gouvernement, faiblesse de nos services de renseignements en Indochine (notam-*

*ment du « renseignement sociologique »), régime fantoche de Bao Daï, critique de l'indépendance à lui accordée (traité du 4 juin) et de l'abandon de la Cochinchine en sa faveur, refus constant des Gouvernements successifs de « mettre le prix » en Indochine, défense nécessaire de l'indépendance de la France, urgence préférentielle des problèmes africains, nocivité à cet égard de la C. E. D., affaire des « préalables » (Time) et nécessité du « marchandage planétaire » refusé par M. Bidault, rejet brutal — démenti depuis — des premières offres du Viet Minh à Genève (communiqué Baeyens), action constante, décelable au calcul, de « l'astre caché » américain, et variations de M. Foster Dulles touchant l'Indochine, rejet formel d'une internationalisation du conflit, pas de « renversement » des alliances, mais pas de subordination [9 juin 1954] (p. 2862 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Contre-projet de M. Cogniot (Création d'un « Institut français des recherches fondamentales de physique nucléaire »; insuffisance des crédits attribués à la recherche scientifique)* [6 juillet 1954] (p. 3230; 3231); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : « *Energie et virtuosité extrême* » déployées à Londres par le Président du Conseil; « *ne pas forcer la dose de supranationalité* », éviter, dans la rédaction des textes, l'influence des « *experts intégralistes* » et des « *technocrates supranationaux* »; rôle nécessaire de l'agence des armements (Répartition par elle des commandes off shore); hommage à la participation consentie par la Grande-Bretagne; erreur du réarmement allemand « *inévitabile et urgent* », *réconciliation plus urgente avec nos alliés (U.R.S.S.) qu'avec nos ennemis, danger intrinsèque de toute association d'une nation « satisfaite et statique » (France) avec une nation insatisfaite et revendicative, malgré ses apparences démocratiques (déclarations de M. M. Kaft, J. Kaiser, Thiereck, visant l'Autriche, la Sarre, l'Alsace, les Sudètes, la Bohême, la Silésie, etc.)*; engagement « *purement formel* » souscrit à Londres en l'occurrence, frontière germanoslave, « *véritable zone de fracture de l'Europe et du monde* », et « *technique de l'incident de frontière* » perfectionnée par les Allemands; controverse avec M. Bouxom et le M. R. P. touchant les situations électorales respectives; danger d'une éventuelle collusion germano-russe,*

*danger « superlatif » d'une résignation à la guerre atomique; nécessité donc, avant tout réarmement allemand, de « vérifier une fois pour toutes si, oui ou non, il est possible d'arriver avec l'Est à un modus vivendi » (Rappel du traité franco-soviétique de 1944); « attitude de parti pris » adoptée jusqu'à présent à l'encontre des diverses propositions russes, « mur de méfiance » à abattre, appel au Président du Conseil [8 octobre 1954] (p. 4623 à 4627). — Est entendu sur les ordres du jour : Eviter une dose trop forte de supranationalité [8 octobre 1954] (p. 4652). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat B, Chap. 56-10 : Laboratoires du P. C. B., leur construction à l'emplacement de la halle aux vins [13 décembre 1954] (p. 6246); Etat A, Chap. 31-34 : Son amendement indicatif (Création du grade de directeur d'école publique) [14 décembre 1954] (p. 6315); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : Discussion générale (Supériorité des Accords sur la C.E.D., mais ne pas revenir à la supranationalité), pouvoirs discrétionnaires laissés aux U.S.A. (Agence des armements, commandes off shore, attributions du S. A. C. Eur.); équivoque sur la Sarre (Divergence des deux exposés des motifs, article du Saturday Evening Post); réarmement allemand, contrôles et vetos illusoire (Même article); révisionnisme allemand, équivoque sur les frontières de 1937 (Exposé des motifs et déclaration Adenauer); organismes et groupements activistes divers (New-York Times); resserrement corrélatif du bloc slave (Avis des Polonais émigrés); dénonciation du pacte franco-soviétique et rapprochement éventuel germano-russe, course aux armements et guerre thermonucléaire, supériorité consacrée de l'Allemagne sur la France (New-York Times); impératif géographique de l'alliance russe pour la France; impossibilité après coup de négociations « parallèles » et nécessité absolue d'une clause suspensive quelconque (Allusion à la politique intérieure), refus de suivre sans conditions l'Amérique (Cf. Afrique du Nord) [21 décembre 1954] (p. 6696 à 6704); Assentiment général sur la nécessité d'un organisme supranational pour la répartition de l'aide américaine (Controverse avec M. Maurice Schumann) (p. 6718); Raisons objectives de redouter pour la France le dynamisme germanique (Aide prioritaire américaine, revendications territoriales brûlantes, absence*

*des charges d'outre-mer); réponse à M. Mendès-France [23 décembre 1954] (p. 6819). — Est nommé Gouverneur général de l'Algérie (Décret du 1<sup>er</sup> février 1955) (J. O. du 2 février 1955, p. 1173). = S'excuse de son absence [30 juin 1953] (p. 3174), [6 janvier 1954] (p. 1), [28 janvier 1955] (p. 383). = Obtient des congés [30 juin 1953] (p. 3174), [6 janvier 1954] (p. 1), [28 janvier 1955] (p. 383).*

**SPORTISSE (Mme Alice), Député d'Oran**  
[1<sup>er</sup> collège] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommée membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

**Dépôts :**

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à amnistier toutes personnes emprisonnées ou poursuivies en vertu de délits à caractère politique commis en Algérie, n° 260. — Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3309) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 3731. — Le 8 juillet 1952, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 303) tendant à déterminer le paiement des prestations des assurances-maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France, n° 4022. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 4975) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3309) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à fixer les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et

d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 5034. — Le 18 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 304) tendant à déterminer le taux et le paiement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie ; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 1699) tendant à déterminer le régime de prestations familiales et le mode de paiement à appliquer aux Algériens travaillant en France dont la famille réside en Algérie, n° 5137. — Le 6 février 1953, une proposition de loi portant modification de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime des élections municipales, n° 5531. — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-938 du 30 septembre 1953 adaptant en Algérie le régime des loyers à la situation économique et sociale, n° 7608.

### Interventions :

Est entendue sur une demande de délai supplémentaire pour un rapport d'élection [31 juillet 1951] (p. 6125). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Oran (2<sup>e</sup> collège) : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6424, 6425, 6426) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 50-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie (Misère des travailleurs en Algérie)* [29 novembre 1951] (p. 8635) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie (Procès de Blida)* (p. 8636). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements en Tunisie et les arrestations illégales des dirigeants du Néo-Destour [22 janvier 1952] (p. 287) ; — sur la composition et la politique du Gouvernement, notamment à l'égard du peuple tunisien et est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la situation du Maroc et de la Tunisie, la volonté d'indépendance du peuple tunisien* [11 mars 1952] (p. 1224 et suiv.) ; *Discussion générale (Ses observations sur la violence de la répression*

*au cours de l'hiver, la solidarité de tous les peuples arabes, les revendications des travailleurs en Algérie)* [20 juin 1952] (p. 3090 et suiv.). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : *Modification de l'ordre du jour* [10 juillet 1952] (p. 3781). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1952] (p. 3796, 3797) ; *Discussion générale* (p. 3804) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [12 décembre 1952] (p. 6229). — Dépose une demande d'interpellation sur le régime de terreur qui règne en Tunisie et l'assassinat de M. Febrat Hached, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens et la responsabilité du Gouvernement français dans les massacres de Casablanca et de Reni-Mellal [13 décembre 1952] (p. 6325) ; et est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur le procès de Prague et la politique de répression au Maroc* [16 décembre 1952] (p. 6473 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 41-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour l'Algérie (Fonds de progrès social)* [13 décembre 1952] (p. 6362). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision du Gouvernement de dissoudre le Conseil municipal de Sidi-bel-Abbès (Oranie) [27 janvier 1953] (p. 477). — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways [6 mars 1953] (p. 1667, 1668). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [13 mars 1953] (p. 1892, 1893). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions du déroulement d'opérations électorales dans le 2<sup>e</sup> collège d'Oran [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur les problèmes d'Afrique du Nord et l'incapacité de la bourgeoisie française (même lorsqu'elle le prétend) à sortir des voies du colonialisme, ses déclarations pour « une Assemblée*

*Nationale souveraine* » « représentant tous les Algériens » et chargée de discuter librement avec la France des relations futures des deux pays ; est rappelée à l'ordre pour ces propos [18 juin 1953] (p. 3092 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord et le coup de force accompli au Maroc [6 octobre 1953] (p. 4013). — Pose au Ministre de l'Education nationale une question concernant les conditions de l'examen d'entrée en 6<sup>e</sup> en Algérie, à la dernière session de juin [23 octobre 1953] (p. 4535, 4536). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Algérie et la répression contre les militants du mouvement national algérien [30 octobre 1953] (p. 4721). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 41-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les populations nord-africaines (Prestations familiales des travailleurs nord-africains en France)* [6 décembre 1953] (p. 6136, 6137). — Dépose une demande d'interpellation : sur la suppression du dépôt C. F. A. de Perrégaux [9 février 1954] (p. 102) ; — sur les buts du voyage en Afrique du Nord de l'amiral américain Fechteler [24 mars 1954] (p. 1217). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-31 : *Enseignement en Algérie, scolarisation, revendications des personnels enseignants* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1573) ; Chap. 31-01 : *Amendement de M. Deixonne (Réduction indicative)* (p. 1702) ; — de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2532, 2533) ; — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Mouvement général d'émancipation des peuples coloniaux depuis la guerre, promesses illusoire à la Tunisie (Note Schuman du 15 décembre 1951), « pas en avant » effectué par M. Mendès-France, destitution injustifiable du Sultan du Maroc, excès de la répression (Violation du sanctuaire de Moulay Idriss) ; Sujétion coloniale de l'Algérie (Mythe hypocrite des trois départements), union des Algériens de toute origine dans la lutte pour « une vie nationale propre » (Avec parité ethnique totale aux élections), mesures d'urgence (Amnistie)* [27 août 1954] (p. 4325 à 4327) ; — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) :

*Similitude du point de vue algérien (et africain), des Accords de Londres et de la défunte C. E. D., risque accru de guerre avec l'U. R. S. S. et d'oppression impérialiste (« Plan de Strasbourg » présenté en 1952 par le délégué allemand Semmler, organisation néo-coloniale mise sur pied par le Dr Schacht, le Général Grüwel, etc., transplantation d'usines d'armement allemandes en Afrique du Nord, déjà évoquée à Lisbonne par M. M. Robert Schuman et Montel) ; Nécessité d'un accord avec l'U. R. S. S. sur la réduction générale des armements* [8 octobre 1954] (p. 4620, 4621). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Taux des allocations familiales pour les travailleurs algériens résidant en France* [3 novembre 1954] (p. 4690, 4691). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique pratiquée par le Gouvernement en Algérie [9 novembre 1954] (p. 4816) ; est entendue sur la date de discussion : *Slogan illusoire des 3 départements et réalité du problème national algérien, discriminations multiples, dérision du droit de vote, misère générale ; Vanité des mesures de répression (M. Duhamel), leurs abus, suspicion étendue aux élus musulmans (M. R. Mayer) ; « Première étape » de réformes à réaliser d'urgence (Assemblée algérienne librement élue, avec parité ethnique, but ultime la « République algérienne », rappel des troupes, ré-autorisation du M. T. L. D.)* [12 novembre 1954] (p. 4957, 4958). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Répression en Algérie et changement de politique de M. Mitterrand, position du parti communiste en Algérie* [22 novembre 1954] (p. 5253 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur « les véritables opérations de guerre menées par le Gouvernement contre toute une région de l'Algérie, et sur le refus de reconnaître l'existence d'un problème algérien » [30 novembre 1954] (p. 5603) ; la développe : *Non-intervention directe du parti communiste algérien dans les revendications des peuples tunisien et marocain ; « Prise de conscience » progressive du peuple algérien ; Mythe des trois départements, leur classement parmi les D. O. M. ; Leur inclusion au Pacte atlantique ; Institutions administratives particulières à l'Algérie ; Discrimination électorale ; Scrutins d'unanimité ; Application abusive de l'article 80 du Code*



pénal ; *Non-application des dispositions progressistes du Statut ; Excès de la répression ; Délégation algérienne représentative envoyée à Paris ; Evocation d'une patrie algérienne multi-raciale ; Hommage au parti communiste algérien ; République algérienne à édifier dans « l'amitié » du peuple français* [10 décembre 1954] (p. 6065 à 6068) ; — sur la politique du Gouvernement en Algérie (Aurès) [24 janvier 1955] (p. 150). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Discussion générale (Amplification de la répression et de l'arbitraire en Algérie, négociations avec la Tunisie, édification d'une république algérienne, dissolution de l'actuelle Assemblée algérienne)* [31 mars 1955] (p. 2159 et suiv.) ; Art. 6 : *Pouvoirs du préfet après déclaration de l'état d'urgence, son amendement tendant à supprimer cet article (Déplacement des habitants de certains douars de l'Aurès)* (p. 2192, 2193) ; *Son amendement (Impossibilité de contraindre les personnes à quitter leur domicile) ; Son voyage dans l'Aurès* (p. 2193, 2194) ; Art. 12 : *Perquisitions à domicile de jour et de nuit, contrôle de la presse, sa demande de disjonction* (p. 2208) ; *Ses amendements (Limitation de l'application de cet article à certaines zones)* (p. 2208, 2210) ; *Son amendement (Suppression des perquisitions de nuit)* (p. 2208, 2209). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Algérie [21 juin 1955] (p. 3169). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion des interpellations sur l'Algérie* [5 juillet 1955] (p. 3607, 3608). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Revendication des communistes tunisiens, aspiration à l'indépendance, similitude des aspirations tunisiennes, marocaines et algériennes* [8 juillet 1955] (p. 3735, 3736) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *La répression* [28 juillet 1955] (p. 4443 à 4447) ; *Son article additionnel (Suppression de l'article 11 — perquisition à domicile de jour et de nuit — de la loi du 3 avril)* [29 juillet 1955] (p. 4533). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution du parti communiste algérien et certaines mesures concomitantes (« Alger républicain ») [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : *Politique de force du Gouvernement, dissolution du parti communiste, idée nationale algérienne, réforme agraire, négociation avec les représentants du peuple algérien* [12 octobre 1955] (p. 5051 à 5054) ; *Son ordre du jour (Refus de la politique d'intégration, cessation des opérations militaires, abrogation de la loi sur l'état d'urgence, droit du peuple algérien à l'indépendance)* [13 octobre 1955] (p. 5101, 5102, 5107).

ASSEMBLÉE  
NATIONALE

NUMELEX

## T

**TAILLADE (M. Clément)**, *Député du Tarn.*  
(*M. R. P.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1952] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [15 mars 1955] (**F. n° 508**); — de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1952] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — de la Commission de la presse [10 mars 1953] (**F. n° 245**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [4 novembre 1952] (**F. n° 177**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — Vice-Président de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Président de la Commission de comptabilité [5 septembre 1951] (**F. n° 34**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); — Est nommé juré titulaire de la Haute-Cour de Justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, **n° 66**. — Le 4 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de

l'Union française pour 1952, **n° 1829**. — Le 4 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit additionnel applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, **n° 1830**. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions de francs pour attribuer des secours de première urgence aux victimes des inondations qui viennent d'être provoquées dans le Sud-Ouest par les crues de la Garonne, du Tarn et de l'Adour, **n° 2516**. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique pour l'exercice 1950, **n° 3878**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 36, paragraphe III de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 4571**. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1953, **n° 4883**. — Le 19 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1571) portant déclassement du Fort des Rousses (Jura) et des batteries de l'Orbe, **n° 5608**. — Le 19 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1570) relatif au déclassement de la Place de Collo (Algérie), **n° 5609**. — Le 29 octobre

1953, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique pour l'exercice 1951, n° 7021. — Le 8 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur la fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, n° 7396 rectifié. — Le 17 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit complémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'exercice 1953 (Dépenses de Congrès), n° 8061. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (n° 8106) concernant M. Meck, n° 8744. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1954, n° 9634. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur la fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1955, n° 9635. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant le règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique pour l'exercice 1952, n° 9636. — Le 10 mai 1955, un avis au nom de la Commission de comptabilité sur la proposition de résolution (n° 7653) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à transférer dans les meilleurs délais l'Assemblée de l'Union française à Paris, n° 10702. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant le règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique pour l'exercice 1953, n° 11903.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Haute-Savoie [11 juillet 1951] (p. 5935). — Prend part à la discussion du rapport sur

les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française en 1951 ; en qualité de *Rapporteur* [13 décembre 1951] (p. 9124). — Prend part : à la nomination de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son opposition à l'élection de M. Berthet* [12 juillet 1952] (p. 3944) ; — à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 17 : *Amendement de M. Alfred Coste-Floret tendant à étendre l'amnistie à tous les actes commis jusqu'au 16 janvier 1947* [28 novembre 1952] (p. 5852) ; — à la discussion du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française en 1953 ; en qualité de *Rapporteur* [13 décembre 1952] (p. 6307). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 23 : *Son amendement tendant à réserver 10 0/0 des ressources du fonds pour l'aide aux films documentaires* [26 février 1953] (p. 1388) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à préciser qu'il s'agit de films documentaires français* (p. 1391) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à permettre de financer tous les documentaires ayant obtenu leur visa d'exploitation* (p. 1391, 1392) ; *le retire* (p. 1392) ; *Son amendement tendant à ne pas exiger quatre mois de projection au minimum* (p. 1392) ; *Son amendement tendant à porter à 150 le nombre des prix* (p. 1392) ; *le retire* (ibid.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à favoriser les films documentaires exportés* (p. 1392) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à prévoir pour les documentaires des dispositions transitoires avant l'application de la loi* (p. 1392) ; Art. 31 : *Son amendement tendant à fixer à 4 0/0 le taux de la subvention pour la presse filmée* [27 février 1953] (p. 1478) ; — d'un rapport sur les comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour 1951, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1953] (p. 5543) ; — d'un rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954, en qualité de *Rapporteur* [10 décembre 1953] (p. 6443, 6444) ; *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 fr. les crédits de l'Assemblée Nationale (Train de vie d'un député moyen, prime de secrétariat)* [11 décembre 1953] (p. 6462, 6463) ; Art. 2 : *Amendement de M. Liautey tendant à prélever sur l'indemnité législative l'indemnité compen-*

*satrice perçue par les députés fonctionnaires* (p. 6466) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES) : *Articles additionnels de MM. Billat et Triboulet (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* [19 mars 1954] (p. 1141, 1142) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 ; Etat A, Chap. 44-24 : *Déblocage du vin de la récolte de 1953 au profit des sinistrés* [26 novembre 1954] (p. 5499) ; Etat C, Chap. 84-71 : *Extension de la détaxe de 15 0/0 au fil de fer et au grillage pour parcs à moutons et à bovins* (p. 5530) ; — du projet de résolution et de la proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 ; en qualité de *Rapporteur* : *Achat et aménagement de deux immeubles, transfert éventuel de l'Assemblée de l'Union française à Paris* [7 décembre 1954] (p. 5917) ; — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1955 ; en qualité de *Rapporteur* : *Montant de l'indemnité législative, achat de deux immeubles* [7 décembre 1954] (p. 5917, 5918) ; — d'un projet de résolution relatif au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour 1952 ; en qualité de *Rapporteur* [7 décembre 1954] (p. 5919) ; — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris : *Aspect budgétaire* [13 mai 1955] (p. 2768, 2770, 2771, 2773).

**TEITGEN (M. Pierre-Henri)**, Député d'Ille-et-Vilaine (M. R. P.).

*Vice-Président du Conseil*

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

*Ministre de la France d'outre-mer*

(Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951]

(F. n° 5) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; — Est nommé membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 16). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (F. n° 164), [8 juillet 1954] (F. n° 407), [20 juillet 1955] (F. n° 552).

### Dépôts :

Le 21 mars 1953, une proposition de loi tendant à transformer les écoles de plein exercice de médecine de Rennes et Clermont-Ferrand en facultés mixtes de médecine et de pharmacie, et l'école de médecine de Nantes en faculté de médecine, n° 5975. — Le 18 mars 1955, un projet de loi tendant à modifier dans les Territoires d'outre-mer et sous tutelle l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, n° 10448. — Le 25 mars 1955, un projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun certaines dispositions de la législation métropolitaine relative aux sociétés à responsabilité limitée, n° 10515. — Le 10 mai 1955, un projet de loi tendant à ratifier certains textes intervenus en matière douanière en 1954 concernant les Territoires d'outre-mer (décrets, délibérations des Assemblées locales), n° 10696. — Le 10 mai 1955, un projet de loi portant approbation des comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie pour les exercices 1951 et 1952, n° 10698. — Le 5 juillet 1955, un projet de loi portant approbation des comptes définitifs de l'A. O. F. suivants : Budget général, exercices 1949, 1950 et 1951 ; Budget annexe des transports, exercices 1946, 1947 et 1948 ; Budget annexe de l'Ecole africaine de médecine et de pharmacie, exercices 1948, 1949, 1950, 1951 et 1952, n° 11105. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi relatif à certaines institutions du Cameroun sous tutelle française, n° 11543. — Le 29 novembre 1955, un projet de loi relatif aux services territoriaux dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, n° 11989.

### Interventions :

Est entendu sur un incident : *Discussion du rapport sur les élections de la Haute-Loire*

[19 juillet 1951] (p. 5970) : *Son rappel au règlement* (p. 5974). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections dans le département de Seine-Inférieure (1<sup>re</sup> circonscription) : *Motion de M. Lussy tendant à invalider les députés proclamés élus et à valider MM. Lecanuet, Detœuf et Heuillard* [26 juillet 1951] (p. 6073, 6074); — du rapport sur les élections du département de la Loire : *Son amendement tendant à annuler les élections de la Loire* [27 juillet 1951] (p. 6111, 6112). — Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Pierre Chevallier (Ses observations sur le second plan Monnet, revalorisation des salaires, desserrement du crédit, question scolaire)* [8 août 1951] (p. 6273, 6274). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Demande de M. Billères de suspendre le débat* [24 août 1951] (p. 6506). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement : *Son rappel au règlement (Sa motion incidente)* [4 septembre 1951] (p. 6861). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Lussy* [5 septembre 1951] (p. 6926) : *Discussion générale (Ses observations sur les discordes religieuses en France, la délégation de l'allocation familiale scolaire, les bienfaits moraux des écoles libres, la paix scolaire, la neutralité de l'Etat qui doit être respectée)* [6 septembre 1951] (p. 6978, 6979, 6980, 6981, 6982); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à laisser aux parents d'élèves la liberté de déléguer ou non l'allocation* [8 septembre 1951] (p. 7110); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ETATS ASSOCIÉS, Chap. 3000 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel (Services d'information)* [13 décembre 1951] (p. 9127); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1050 : *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits*

*pour les professeurs d'universités (Absence de faculté de médecine dans l'Ouest)* [18 décembre 1951] (p. 9297, 9298); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Art. 2 : *Amendement de M. Loustau-Lacau tendant à affecter le cinquième des recettes à la télévision* [19 décembre 1951] (p. 9359); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à prévoir une révision du régime des prestations familiales agricoles en 1952* [22 décembre 1951] (p. 9645); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale; Art. 12 : *Son amendement tendant à retirer l'article relatif à la solde des militaires non officiers convoqués pour des périodes d'instruction* [30 décembre 1951] (p. 10168); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 2 : *Amendement de M. Ramarony tendant à prévoir la décentralisation des caisses locales* [4 janvier 1952] (p. 136, 137); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterand relatif à la réforme de la S. N. C. F.* [7 janvier 1952] (p. 184, 185); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Constitution d'une armée européenne, la reconstitution possible de la Wehrmacht ou le retour à la stratégie périphérique en cas d'abstention française, le mythe de l'unité allemande, le fardeau des dépenses militaires, l'intégration de forces alliées en 1944-1945 et les avantages de l'armée européenne, la création de la fédération européenne)* [13 février 1952] (p. 677 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1952; Art. 6 : *Ses explications de vote (Politique financière hasardée du Gouvernement)* [3 avril 1952] (p. 1809, 1810). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour apprendre aux jeunes Français l'héroïsme des organisations de Résistance et pour mettre en garde l'opinion contre les excitations à la haine [8 avril 1952] (p. 1988); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'article de M. Maurras contre M. de Menthon, les articles de l'Action française en 1944* [11 avril 1952] (p. 2216 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union

française; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à abroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1950 et à renouveler les membres siégeant pour les territoires d'outre-mer* [27 juin 1952] (p. 3331); Art. 2 : *Amendement de M. Guillon tendant à renouveler la partie métropolitaine de l'Assemblée de l'Union française après le renouvellement de la série B du Conseil de la République* (p. 3333); Article additionnel : *Amendement de M. Conombo tendant à prévoir l'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française par les élus d'outre-mer de l'Assemblée Nationale* (p. 3335); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 juillet 1952] (p. 3464); — d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Discussion générale* [10 juillet 1952] (p. 3802, 3803). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3111 : *Création d'une faculté de médecine à Rennes et à Nantes* [7 novembre 1952] (p. 4869); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses explications de vote (Ses observations sur le déficit budgétaire, la stagnation économique, le chômage et la nécessité de « pouvoirs étendus », le problème du logement, l'armée européenne et l'ajournement de la ratification du traité, l'Europe et l'intégration de l'Allemagne, l'impossibilité d'un Gouvernement du « plus petit commun dénominateur »* [18 juin 1953] (p. 3101 et suiv.). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Donne sa démission de *Vice-Président du Conseil* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense : *Citation du discours de M. Herriot de mars 1937 sur les rapports entre la France et l'Allemagne* [30 août 1954] (p. 4446). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations

sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Le problème du réarmement allemand : Intégration effective (cadre supra-national) ou purement verbale (O.T.A.N.) ; course fatale aux armements stimulée par les alliés atlantiques ; danger du réarmement pour la démocratie allemande ; relâchement de la solidarité atlantique ; occasion manquée « d'enchaîner définitivement l'Allemagne à l'Occident », tentations ouvertes désormais pour l'Italie (subversion communiste) et pour l'Allemagne (jeu de bascule avec l'Est) : « neutralité » inadmissible et anticonstitutionnelle du Gouvernement lors du débat de la veille. motion préalable et motion préjudicielle, leur interprétation ; absence de toute majorité possible pour une solution de rechange et problème arithmétique des voix communistes* [31 août 1954] (p. 4494 à 4497). Prend part à la discussion de ces interpellations : « *Mérites importants* » des Accords de Londres (maintien de la solidarité atlantique, espérances d'unification européenne) ; danger d'une armée allemande trop autonome (prestige et pouvoirs traditionnels de l'état-major en Allemagne, risques corrélatifs pour la démocratie allemande et la paix (M. Adenauer) ; insuffisances du contrôle prévu (caractère discriminatoire au profit de la Grande-Bretagne) ; pouvoirs excessifs reconnus au S.A.C.E.U.R. en matière d'intégration militaire (aspect politique essentiel de ce problème) ; améliorations nécessaires et possibles avant signature et ratification ; transfert au Comité des Ministres de Bruxelles des pouvoirs susvisés, autres attributions également souhaitables (budget militaire commun, plan général de fabrication des armements, discipline militaire, instruction et formation des cadres) ; « contrôle démocratique » dudit Comité par une Assemblée européenne ; oubli, « dans l'intérêt national », de la querelle de la C.E.D. [8 octobre 1954] (p. 4634 à 4638). Est entendu sur les ordres du jour : *Structure et pouvoirs du futur état-major allemand, comparaison avec la C.E.D. (controverse avec M. Mendès-France)* [8 octobre 1954] (p. 4650). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [20 décembre 1954] (p. 6637, 6638); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion*

générale (*Critique des Accords de Paris*, « moins satisfaisants encore que ceux de Londres » — cf. espoirs exprimés le 7 octobre par le Président du Conseil et vœux de l'Assemblée (ordres du jour concordants) — ; supériorité de l'idéal communautaire sur « la route classique des alliances » — analyse —, valeur de la C.E.D. (besoin d'idéal de la jeunesse allemande), volte-face accomplie par l'Assemblée (ordre du jour voté le 19 février 1952) ; inquiétude générale et climat de résignation suscités par les Accords, faiblesse même de leurs rares avantages (limitation prévue des armements, embryon d'organisation européenne, participation — stérilisante — de la Grande-Bretagne) ; « alliance d'une armée allemande, d'un contrôleur britannique et d'un général américain » [22 décembre 1954] (p. 6749 à 6752) ; intégration logistique (parallèle avec la C.E.D.), controverse avec M. Mendès-France [23 décembre 1954] (p. 6814, 6815) ; intégration des effectifs (p. 6817). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (Impérialisme soviétique, neutralisme, Accords de Paris ; promotion du travail ; problème scolaire)* [18 février 1955] (p. 830, 831). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Cadre de l'administration générale et cadre des attachés de la France d'outre-mer ; africanisation du personnel* [3 mars 1955] (p. 989, 991) ; Amendement indicatif de M. Benoist (*Allocations familiales ; inspecteurs du travail*) (p. 993) ; Chap. 31-23 : Amendement de M. Raingeard (*Instituts de médecine tropicale*) (p. 994) ; Chap. 31-31 : Amendement de M. Raingeard (*Services administratifs de Bordeaux et Marseille*) (p. 994) ; Chap. 31-42 : Amendement indicatif de M. Malbrant (*Indemnités de déplacement*) (p. 995) ; Chap. 31-91 : Amendement de M. Raingeard (*Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence*) (p. 997) ; Chap. 34-02 : *B.D.P.A. et office de la main-d'œuvre* (p. 999) ; Chap. 36-91 : Amendement indicatif de M. Raingeard (*Retraités résidant outre-mer*) (p. 1000) ; Etat B, Chap. 68-20 : Amendement

indicatif de M. M. Lenormand (*Iles Wallis et Futuna ; cinquantenaire du condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides*) (p. 1002) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo : Amendement de M. Charret (*Membres élus, membres nommés*) [15 mars 1955] (p. 1407) ; Art. 23 : Amendement de M. Malbrant (*Attributions individuelles des membres du conseil de gouvernement*) (p. 1410) ; — en deuxième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Accord avec la Yougoslavie* [17 mars 1955] (p. 1601) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la Défense nationale ; Art. 17 : Amendement de M. Magendie (*Organisation des troupes d'outre-mer fixée par la loi du 7 juillet 1900*) [24 juin 1955] (p. 3333 et suiv.). — Répond à une question de M. Paquet relative au fonctionnement des moulins de Dakar [24 juin 1955] (p. 3318, 3319). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer ; Art. 3 : Amendement de M. Chamant (*Institution par décret de certaines localités en communes de plein exercice*) [5 juillet 1955] (p. 3610) ; *Déficit entraîné par la création des communes de plein exercice* (p. 3611) ; Art. 10 : Amendement de M. Cayeux (*Conditions d'électorat et d'éligibilité applicables aux communes de plein exercice du Sénégal*) (p. 3612, 3613) ; Art. 5 : Amendement de M. Malbrant (*Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits*) (p. 3615) ; Art. 48 : Amendement de M. Burlot tendant à rétablir cet article relatif au contrôle des municipalités (p. 3620) ; Art. 53 : Amendement de M. Malbrant (*Cas de dissolution des conseils municipaux*) (p. 3621) ; Art. 69 : Amendement de M. Silvanre tendant à supprimer cet article relatif aux élections dans les communes de plein exercice (p. 3623) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer ; Art. 12 : Amendements de MM. Ranaivo et Alphonse Denis (*Condamnés n'ayant pas payé les frais de poursuites*) [13 juillet 1955] (p. 3855, 3856) ; seconde délibération ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Daniel Mayer (*Extension de la loi aux départements d'outre-mer, fixation*

de l'application de la loi au 1<sup>er</sup> mai 1954) [26 juillet 1955] (p. 4262); Amendement de M. Daniel Mayer tendant à tenir compte des mesures de grâce intervenues (p. 4263); Amendement de M. Bissol (Extension à certains événements survenus à la Réunion) (p. 4264); Art. 7 : Amendement de M. Gautier (Énumération des infractions pour lesquelles l'amnistie est accordée) (p. 4265, 4266); Art. 8, Titre IV : Amnistie par mesure individuelle (p. 4266); Explications de vote (p. 4268). — Est nommé Représentant de la France à l'Assemblée de la C.E.C.A. [20 juillet 1955] (p. 3952). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'Algérie : Ordre du jour de M. J. Chevallier (Application du statut, mise en œuvre d'un plan social et économique) [13 octobre 1955] (p. 5110); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : Amendement de M. J. Dumas (Elections dans les communes de plein exercice dans l'année de promulgation de la loi) [25 octobre 1955] (p. 5229); Art. 16 : Amendement de M. Gau (Rapport entre le nombre des conseillers, l'importance de la population et le nombre d'électeurs) définition de « l'habitant et administré français » (p. 5231); Art. 61 : Législation relative aux communes de moyen exercice et de plein exercice (p. 5234); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 7 : Institution du collège unique [17 novembre 1955] (p. 5833, 5834), [18 novembre 1955] (p. 5859); Article additionnel de M. Konaté (Nomination en cas de vacance d'un siège) (p. 5860); Art. 8 : Amendement de M. Ranaivo (Division de Madagascar en cinq circonscriptions électorales) (p. 5860, 5861); Amendement de M. Aujoulat (Institution au Cameroun d'une circonscription électorale unique) (p. 5863); Institutions nouvelles du Cameroun proposées par le Gouvernement (p. 5864); Art. 9 : Représentation des Etablissements français de l'Inde (p. 5864); Amendements de MM. Aujoulat et Ninine (Nombre de sièges attribués au Cameroun) (p. 5865). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955] la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1<sup>er</sup> décembre 1955 (J.O. du 2 décembre 1955, p. 11675).

**TEMPLE (M. Emmanuel)**, Député de l'Aveyron (R. I.).

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre*  
(Cabinet PLEYEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952.

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de guerre*  
(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952.

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de guerre*  
(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

*Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de guerre*  
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954.

*Ministre de la Défense nationale  
et des Forces armées  
par intérim*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 14 août 1954 au 3 septembre 1954.

*Ministre de la Défense nationale  
et des Forces armées*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 20 janvier 1955.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 5 février 1955.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [25 octobre 1955] (**F. n° 575**). — Est nommé : par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**). — Vice-Président de la Commission de coordination pour l'étude des questions



relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [17 juillet 1953] (F. n° 278), [5 mars 1954] (F. n° 358).

### Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à imposer à tout possesseur de véhicule automobile l'obligation de s'assurer contre le risque d'accidents aux tiers, n° 573. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer une plus juste rémunération du travail, n° 574. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à la réforme du régime de l'entreprise pour une plus juste rémunération du travail et un accroissement de la production, n° 575. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à appliquer en matière de règlement de l'indemnité pour l'emploi de prisonniers de guerre, le délai de prescription prévu par l'article 2272 du Code civil, n° 657. — Le 6 décembre 1951, un projet de loi admettant certains étrangers au bénéfice des lois des 31 mars 1919 ou 24 juin 1946 ainsi que certains Français victimes de circonstances particulières, n° 1891. — Le 16 février 1952, un projet de loi relatif à l'Union française des associations de combattants et de victimes de guerre, n° 2668. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à réserver en Algérie les autorisations d'ouvrir et d'exploiter un débit de boissons non alcoolisées aux anciens militaires et victimes de guerre, n° 3392. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, un projet de loi relatif à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de guerre, n° 3898. — Le 4 juillet 1952, un projet de loi portant modification de l'article 105 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, annexé au décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947, n° 3997. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi complétant la loi du 30 janvier 1923 modifiée, en ce qui concerne les règles d'attribution des emplois d'ouvrières des manufactures de l'Etat (services d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes), n° 4329. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à instituer une médaille commémorative de la campagne d'Italie, n° 5389. — Le 9 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les agriculteurs convoqués pour une période militaire des dates comprises en dehors des époques de grands

travaux agricoles, n° 8606. — Le 12 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier le régime financier de la sécurité sociale, n° 8659. — Le 10 août 1954, un projet de loi tendant à autoriser l'octroi de priorités sur certains marchés aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 9115. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-915 du 14 septembre 1954 modifiant le décret n° 54-576 du 4 juin 1954 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du deuxième contingent à incorporer en 1954, n° 9367. — Le 12 novembre 1954, un projet de loi portant déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Cherchell (Algérie), n° 9450. — Le 12 novembre 1954, un projet de loi accordant une majoration d'ancienneté de grade aux militaires des réserves nommés aux grades de médecin, pharmacien ou vétérinaire sous-lieutenants de réserve ou aux grades de médecin ou pharmacien-chimiste de 3<sup>e</sup> classe de réserve, n° 9451. — Le 28 janvier 1955, un projet de loi tendant à compléter l'article 479 du Code pénal, n° 10025. — Le 21 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que, dans toutes les villes où un service du logement a été établi, il soit créé des centres d'accueil pour les familles sans logis et pour les isolés, n° 11682.

### Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Sa motion d'investiture* [2 août 1951] (p. 6170). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (J.O. du 11 août 1951, p. 8747).

### En cette qualité :

Répond à une question de M. Caillet relative au statut des déportés du travail [23 novembre 1951] (p. 8455). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Amendements de M.M. Bégouin, Mouton, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de la revalorisation)* [27 novembre 1951] (p. 8513, 8515, 8516) ;

*Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à la retraite du combattant, présentée par M. Le Coutaller (p. 8517); Chap. 702 : Amendement de M. Pradeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations supplémentaires aux grands invalides (p. 8520); Amendement de M. Pradeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales aux grands mutilés (Cas des invalides de 60 à 80 0/0) (p. 8521); Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour allocations spéciales aux grands mutilés (Cas des veuves de victimes civiles) (p. 8522); Chap. 704 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tuberculeux pensionnés non hospitalisés (p. 8522); Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tuberculeux non hospitalisés (Déportés tuberculeux) (p. 8523); Chap. 1000 : Amendement de M. Guislain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Lenteur de la délivrance des cartes de déportés et internés résistants) (p. 8524); Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Application du statut des déportés du travail) (p. 8525); Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Remboursement des marks aux anciens prisonniers et déportés) (p. 8526); Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour le personnel (Réductions des tarifs de transport pour les mutilés de province de passage à Paris) (p. 8526); Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Pécule des déportés et internés politiques) (p. 8527); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Reclassement du personnel temporaire) (p. 8528); Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Lenteur de la distribution des cartes de déportés) (p. 8529 et suiv.); Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire les crédits pour le personnel (Cas des incorporés de force dans l'armée allemande) (p. 8531); Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Délivrance des cartes d'anciens combattants) (p. 8531); Chap. 10-10 : Amendement de M. Dorey tendant à réduire de 1.000 francs les*

*crédits pour indemnités diverses (Création de 250 postes de vacateurs) (p. 8532); Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Lenteur des notifications ministérielles et emplois réservés) (p. 8532, 8533); Chap. 10-40 : Amendement de M. Bégouin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations diverses (Indemnité de logement) (p. 8545); Chap. 10-50 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations diverses (Recherches des corps des victimes de guerre) (p. 8546); Chap. 10-60 : Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des transferts de corps (Restitution des corps des déportés) (p. 8547); Chap. 3000 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (Gestion des constructions provisoires) (p. 8547); Chap. 30-50 : Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des invalides (Concentration des services du Ministère à l'Hôtel des Invalides) (p. 8547); Chap. 30-90 : Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Entretien de la chapelle du Mont-Valérien, monument de Narvik) (p. 8549); Chap. 31-10 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire les crédits pour remboursements à la S. N. C. F. (Réduction aux voyages en pèlerinage sur les tombes) (p. 8549); Chap. 40-30 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour soins médicaux gratuits (Frais de séjour dans une maison de repos) (p. 8550); Chap. 40-40 : Amendement de MM. Dorey et Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (p. 8550); Chap. 5000 : Amendements de M. Draveny et de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'office national des anciens combattants (Création d'une école de rééducation professionnelle) (p. 8554); Demande de renvoi à la commission présentée par M. Draveny (p. 8555); Chap. 50-10 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les secours aux œuvres diverses (Monument du Mont-Valérien) (p. 8555, 8556); Chap. 50-20 : Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour fêtes nationales (Commémoration*

de l'anniversaire du 8 mai 1945) (p. 8556); Chap. 60-20 : Amendements de M. Guislain, Mmes Lipkowski et Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemniser les pertes des déportés et internés (Application du décret du 31 août 1951) (p. 8558); Chap. 60-30 : Amendements de MM. Guislain, Flandin et Tourné tendant à supprimer la dotation pour mémoire, du chapitre relatif aux droits pécuniaires des F. F. I. (Soldes des F. F. I.) (p. 8560); Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative (p. 8656); Nouveau texte de la commission et motion préjudicielle de M. Bégouin [13 décembre 1951] (p. 9117, 9118); Motion préjudicielle de M. Mouton demandant la revalorisation de certaines pensions (p. 9132); Chap. 60-40 : Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule aux prisonniers de guerre (Retard du paiement du pécule) (p. 9133); Chap. 700 : Amendements de MM. Mouton, Hutin-Desgrèes, Liautey relatifs à la retraite du combattant (p. 9137); Chap. 701 : Divers amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves de guerre, emplois réservés) (p. 9157, 9158); Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Supplément aux orphelins de guerre membres de familles nombreuses) (p. 9159); Chap. 30-90 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 20 millions les crédits pour les sépultures militaires (Tombes des déportés) (p. 9161); Chap. 5000 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'office national des anciens combattants (Sort des grands invalides) (p. 9162, 9163); Art. 2 : Amendement de M. Pradeau tendant à appliquer l'article aux vieux économiquement faibles (p. 9164). — Est entendu sur un incident : Sa réponse à M. Billoux sur les événements d'Alger en 1942 [9 janvier 1952] (p. 270, 271). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre* (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (J.O. du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* [29 février 1952]

(p. 1160). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (J.O. du 8 mars 1952, p. 2756).

**En cette qualité :**

Répond à une question de M. Fernand Bouxom relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi [14 mars 1952] (p. 1311). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [14 mars 1952] (p. 1329 et suiv.); *Discussion générale (Difficulté de trouver des crédits)* (p. 1346, 1347, 1354); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion de M. Badie demandant l'ajournement du débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [15 novembre 1952] (p. 5226); Etat A, Chap. 31-01 : *Centre national des recherches des déportés à Alrosen* [2 décembre 1952] (p. 5899, 5900); Amendement de M. Guislain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (*Pensions des anciens combattants, des veuves de mutilés*) [20 décembre 1952] (p. 6684); Chap. 34-12 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institution nationale des invalides (*Réadaptation des grands mutilés et invalides*) (p. 6703); Chap. 36-51 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'office national des anciens combattants (*Législation sur les emplois réservés*) (p. 6708); Titre IV : *Importance du budget des anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative)* (p. 6713); *Demandes de la Commission concernant la revalorisation des pensions (Observations sur l'entretien du camp de Struthof, le rapatriement des corps des déportés, la lenteur de la délivrance des cartes de déportés, les pensions des veuves de guerre, la rééducation des mutilés, les offices régionaux des territoires d'outre-mer)* (p. 6722 et suiv.); Chap. 46-01 : Amendement de M. Sanogo tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations d'anciens combattants (*Droits des anciens combattants africains*) (p. 6729); Chap. 46-02 : Amendement de M. Sano tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations

*d'anciens combattants (Lenteur de la liquidation des pensions en Afrique)* (p. 6730) ; Chap. 46-03 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les remboursements à la S. N. C. F. (Voyages des familles des déportés morts)* (p. 6730) ; Etat B, Chap. 46-21 : *Amendement de M. Pradeau tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de cette retraite)* (p. 6732) ; *Amendement de M. Kœnig tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Anciens militaires de carrière pensionnés)* (p. 6733) ; *Amendement de M. Trémouilhe tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour la retraite du combattant (Conditions trop draconiennes pour l'attribution de la carte d'ancien combattant)* (p. 6734) ; Chap. 46-22 : *Amendement de M. Auban tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Veuves de guerre et pupilles de la nation)* (p. 6736). — Répond à une question de M. Dronne relative au renouvellement des carnets de retraite du combattant [21 novembre 1952] (p. 5412). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

#### **En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre permanents certains postes de contractuels ou d'auxiliaires du Ministère* [24 janvier 1953] (p. 293) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Organisation nécessaire des marchés, projet de loi socialiste de M. G. Monnet (2 novembre 1936), son échec au Sénat, exhumation nécessaire, organisation des débouchés extérieurs, par traités de commerce anticipant sur la future Communauté européenne, aide particulière aux régions défavorisées, par crédits préférentiels d'équipement* [16 octobre 1953] (p. 4350, 4351) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (prix de revient trop élevés en Afrique française, plan d'investissement trop ambitieux, enseignement technique*

*en Afrique)* [23 novembre 1953] (p. 5432, 5433) ; AGRICULTURE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (exportation de produits agricoles, équipement rural)* [4 décembre 1953] (p. 6035, 6036) ; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* [31 décembre 1953] (p. 7230, 7231) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'ÉDUCATION NATIONALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (pis-aller constitué par des douzièmes n'engageant pas l'avenir)* [29 décembre 1953] (p. 6994) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République ; Art. 31 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour obtenir l'exonération des redevances payées aux collectivités locales par les charbonnages* [31 décembre 1953] (p. 7279) ; le retire (*ibid.*) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Possibilité de déposer des amendements en seconde délibération* [29 mars 1954] (p. 1440) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (taux de la T.V.A. pour les entreprises à base de main-d'œuvre, haute couture, ganterie)* (p. 1442, 1443) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *T.V.A. et entreprises ayant des frais de main-d'œuvre élevés, ganteries* [9 avril 1954] (p. 1988). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### **En cette qualité :**

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux énucléés de guerre : *Loi de 1919 disposant que les barèmes doivent être modifiés par décret, publication prochaine du décret réglant cette question* [30 juin 1954] (p. 3185, 3186) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lefranc (attribution d'office du taux supplémentaire)* (p. 3186, 3187). — Répond à une question de Mme Rose Guérin relative à la carte de déporté, interné, résistant [9 juillet 1954] (p. 3382). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'hommage aux combattants de la Résistance et de la Libération [4 août 1954] (p. 3844). — Répond à une question de Mme Rose Guérin relative à la situation des anciens déportés et internés [13 août 1954] (p. 4184). — Est

nommé, par intérim, *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Mendès-France) [14 août 1954] (*J. O.* du 15 août 1954, p. 7860). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE) : *Documents sur lesquels portent les fuites du Secrétariat permanent au Comité de la défense nationale* [15 novembre 1954] (p. 4994). — Répond à une question de M. Montalat relative aux achats de produits laitiers étrangers par l'Intendance [19 novembre 1954] (p. 5205). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires : *Refonte de notre organisation militaire, plan pluriennal adopté par le Conseil supérieur des forces armées dans sa séance du 9 décembre 1954, crédits du budget 1955, organisation d'une armée d'Afrique, effectifs d'Indochine, reconstruction d'Orléansville* [30 décembre 1954] (p. 7010 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à fixer à trois mois la période visée par les douzièmes* (p. 7014) ; Art. 4 : *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.500.000 francs le montant des autorisations de programme au titre III : Moyens des armées et services (chenillette-cargo)* (p. 7016) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Cas des militaires tombant en Algérie et en Tunisie, protection civile* (p. 7023) ; de ce projet de loi en troisième lecture [31 décembre 1954] (p. 7057) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1954, Art. 2 : *Amendement de M. Métayer (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7019). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Prestige de la Légion d'honneur et recommandations, traitements* [25 janvier 1955] (p. 202, 203) ; *Motion*

*préjudicielle de M. Hénault (Doublement des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire)* (p. 204). — Répond à une question : de M. Pierrard relative à l'abus d'autorité au Maroc [28 janvier 1955] (p. 385, 386) ; — de M. Solinhac relative aux distributions de lait et de sucre dans les écoles [28 janvier 1955] (p. 386). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

**En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : en seconde délibération du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Ses explications de vote (Libération des échanges et industrie textile, assiette des cotisations de la Sécurité sociale)* [19 mars 1955] (p. 1786) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Développement des liens d'amitié et de solidarité)* [8 juillet 1955] (p. 3762, 3763) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Utilité d'un voyage du Président du Conseil en Algérie, création d'un organisme étudiant les problèmes nord-africains, conduite des Nord-Africains pendant la guerre* [29 juillet 1955] (p. 4525, 4526). = S'excuse de son absence [2 mars 1954] (p. 586), [28 mars 1955] (p. 1989). = Obtient des congés [2 mars 1954] (p. 586), [28 mars 1955] (p. 1989).

**THAMIER (M. Henri), Député du Lot (C.).**

Son élection est validée [12 décembre 1952] (p. 6226). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 6 février 1953, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la caisse d'assurance des planteurs de tabac, **n° 5466**. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à la mise en application immédiate du plan d'équipement scolaire établi par la com-

mission Le Gorgeu, n° 6080. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux planteurs de tabac une prime spéciale exceptionnelle pour la campagne 1953-1954, n° 7644 (rectifié). — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'aide aux agriculteurs victimes du cyclone qui, le 12 juin 1954, a ravagé 24 communes du Lot-et-Garonne, n° 8717. — Le 4 novembre 1954, une proposition de loi tendant à organiser l'enseignement post-scolaire agricole et ménager agricole, n° 9385. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de la loi n° 54-817 du 14 août 1954 prévoyant l'application de peines correctionnelles à quiconque aura empêché l'exercice d'un contrôle fiscal ou aura incité le public à empêcher le contrôle, n° 9394 (rectifié). — Le 12 décembre 1954, une proposition de loi tendant à créer à l'Institut national des sports une section de formation d'entraîneurs sportifs recrutés particulièrement parmi les champions français, n° 9708. — Le 2 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1955 la date d'exigibilité, sans application de pénalités, du versement du premier tiers provisionnel si son montant est inférieur à 50.000 francs, n° 10245. — Le 19 mars 1955, une proposition de loi tendant à établir les conditions de détermination du prix du tabac devant servir au calcul du prix des fermages, n° 10466. — Le 6 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux planteurs de tabac une prime exceptionnelle de vingt francs par kilogramme livré pendant la campagne en cours, n° 10683. — Le 21 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier les lois du 16 avril 1895 et du 6 janvier 1929 réglementant le fonctionnement des caisses d'assurances des planteurs de tabac, n° 11277. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à attribuer à tout instituteur qui reçoit une délégation de stagiaire une prime dite de premier équipement pédagogique et culturel, n° 11704. — Le 12 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 6171 rectifié) de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'autorisa-

tion de construire des bibliothèques et salles de dessin dans les écoles primaires, n° 11876.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur le prix du tabac et la ristourne accordée aux planteurs [18 février 1953] (p. 1110); — sur les atteintes répétées aux libertés civiques garanties par la Constitution et le statut général de la fonction publique dont sont victimes les membres du corps enseignant [27 février 1953] (p. 1449). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article premier de la loi de finances et la demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1720); *Ses observations relatives au montant de la retraite qui serait perçue par les instituteurs des houillères* [20 mars 1953] (p. 2061); *Sa demande tendant à savoir si le contre-projet n'imposera pas à la caisse autonome des ouvriers mineurs une charge incombant à l'Etat* (p. 2063 et suivantes); — du projet de loi relatif au rétablissement d'ouvrages publics endommagés à la suite de calamités : *Discussion générale (Ses observation sur les siristrés du Sud-Ouest)* [26 mars 1953] (p. 2358, 2359); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur l'extension de l'épizootie grâce aux transports de bestiaux des marchands)* [28 mars 1953] (p. 2551). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression arbitraire et illégale du poste d'instituteur de Combes à Vals-les-Bains (Ardèche) [13 octobre 1953] (p. 4213). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problème du tabac, refus du Gouvernement de fixer en temps utile le prix à la production; Sa proposition de loi n° 5466 concernant la Caisse d'assurances des planteurs, crédits d'équipement, introduction possible de variétés « nobles »* [16 octobre 1953] (p. 4353). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur du personnel de l'Education nationale [30 octobre 1953] (p. 4721); — sur les menaces de grève dans l'Education nationale

[3 novembre 1954] (p. 4759) et est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Motifs légitimes de la grève projetée* (p. 4766 et suiv.); — sur la nécessité de mettre fin aux contrôles fiscaux auxquels se sont opposés les artisans et commerçants du Lot [18 novembre 1953] (p. 5242). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3495 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de mission de l'étranger (importation de tabac américain)* [3 décembre 1953] (p. 5946, 5947); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 3193 : *Amélioration de la situation des fonctionnaires (reclassement indiciaire des magistrats, des officiers et des professeurs)* [11 décembre 1953] (p. 6516, 6517); EDUCATION NATIONALE : *motion préjudicielle de M. Schmittlein tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une nouvelle lettre rectificative (insuffisance des créations de postes, déclassement du personnel enseignant)* [14 décembre 1953] (p. 6801, 6802); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 11 : *Ouverture d'un compte spécial pour la modernisation des bureaux de tabac* [12 décembre 1953] (p. 6614); Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à supprimer le report du poste « allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire »* [13 décembre 1953] (p. 6672, 6673); Article additionnel : *Son amendement relatif à l'utilisation des fonds des caisses départementales scolaires dans chaque commune* (p. 6881); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Art. 11 : *Evolution des voies et moyens (fixation du prix du tabac et importations excessives de tabacs étrangers)* [13 décembre 1953] (p. 6747, 6748). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac : *Fixation du prix à 450 francs réclamée par les planteurs, importations excessives de tabac étranger* [15 décembre 1953] (p. 6839, 6840). Prend part à la discussion de ces interpellations : *Discussion générale (Bénéfice fabuleux du monopole, scandaleux à côté de la misère des planteurs, importations excessives de tabacs étrangers, fixation du prix à 450 francs le kilo réclamée unanimement)* [28 décembre 1953] (p. 6897); *Ordre du jour de M. Waldeck Rochet demandant la fixation du prix moyen du tabac*

*à 450 francs le kilo* (p. 6900). — Dépose une demande d'interpellation sur l'état dramatique du sport français [4 mars 1954] (p. 634). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Proteste contre le refus d'inscrire à l'ordre du jour son interpellation sur l'état dramatique du sport français* [16 mars 1954] (p. 888); *Son amendement (inscription en tête de l'ordre du jour du 23 mars de la discussion du rapport sur les crédits de fonctionnement des colonies de vacances)* (p. 889); *Son amendement (inscription à l'ordre du jour du 25 mars de la discussion du rapport sur la prorogation des délais pour la demande des cartes de combattants volontaires de la Résistance)* (p. 889); *le retire* (ibid.); *Son amendement (inscription à l'ordre du jour du 25 mars de la discussion du rapport accordant une prime exceptionnelle aux planteurs de tabac)* (p. 889). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, EDUCATION NATIONALE : *Sa motion préjudicielle (Insuffisance des bourses nationales, revalorisation de la fonction enseignante)* [30 mars 1954] (p. 1506 et suiv.); *Discussion générale (Plan Le Gorgeu)* (p. 1513); *Examen de la lettre rectificative par les commissions* (p. 1515); *Demandes de disjonction de Mme Lempereur et de M. Viatte relatives au chapitre concernant les traitements du personnel* [31 mars 1954] (p. 1540); Etat A, Chap. 34-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer : demande de disjonction de M. Giovoni* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1567); Chap. 34-32 : *Amendement de M. Signor (Chauffage des écoles normales)* (p. 1574); Chap. 34-62 : *Bibliothèque (Acquisition et conservation des documents et manuscrits d'œuvres faisant partie du patrimoine national)* (p. 1575, 1576); Chap. 34-97 : *Invitation de l'ex-général nazi Karl Diem à l'Ecole nationale d'éducation physique* (p. 1576); Chap. 34-97 : *Demande de disjonction de M. Signor (Insuffisance des effectifs des écoles normales et situation des normaliens)* (p. 1576, 1577); Chap. 36-13 : *Demande de disjonction de Mlle Marzin (Insuffisance des crédits relatifs aux écoles normales supérieures)* (p. 1602); Chap. 43-31 : *Enseignement du 1<sup>er</sup> degré* (p. 1617); *Demandes de disjonction de Mme Grappe et de M. Rincent (Insuffisance des crédits pour les œuvres complémentaires de l'école; crédits Barangé)* (p. 1618); Chap. 43-91 :

*Demande de disjonction de M. Signor (Insuffisance du nombre des bourses nationales, faiblesse de leur taux)* (p. 1621); Chap. 47-12 : *Charges de la ville de Paris pour l'enseignement et la recherche médicale* (p. 1623); Etat B : *Demande de disjonction de M. Deixonne relative à l'ensemble des chapitres concernant les constructions scolaires* (p. 1631, 1632); Chap. 66-30, 66-31, 66-35 : *Subventions d'équipement pour les établissements du 1<sup>er</sup> degré* (p. 1638); Art. 14 : *Transferts de crédits* (p. 1644); *Son article additionnel (Octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires)* (p. 1644); *Article additionnel de M. de Baudry d'Asson (Groupement des écoles de moins de quinze élèves, ramassage des élèves)* (p. 1647); *Article additionnel de M. Schmittlein (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* (p. 1652); Etat A, Chap. 34-41 : *Problème de la jeunesse, influence pernicieuse de certaine littérature* (p. 1667); Chap. 34-51 : *Remboursements de frais de transports* (p. 1670); Chap. 34-52 : *Jeunesse et sports (Insuffisance de l'équipement pour l'enseignement post-scolaire, préparation des jeux olympiques de Melbourne)* (p. 1674); Chap. 34-53 : *Contrôle médical des combats de boxe* (p. 1674); Chap. 35-51 : *Insuffisance des crédits pour les installations d'éducation physique* (p. 1675); Chap. 43-52 : *Son amendement (Attribution des subventions)* (p. 1679); *le retire* (ibid.); Chap. 43-53 : *Augmentation des subventions aux fédérations et associations sportives; cross de l'Humanité* (p. 1679); Chap. 43-54 : *Activités de jeunesse* (p. 1680); Chap. 66-50 : *Équipement pour l'éducation physique et les sports* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1685); Chap. 36-73 : *Subvention aux établissements recevant des artistes âgés* (p. 1692); Chap. 31-01 : *Son amendement (Réduction indicative des crédits)* (p. 1703); Chap. 31-03 : *Statut du personnel du compte d'achats des matériels des établissements relevant de l'Éducation nationale* (p. 1704); Chap. 31-12 : *Heures supplémentaires des professeurs de l'enseignement supérieur* (p. 1706); Chap. 31-16 : *Enseignement supérieur et personnels techniques* (p. 1706); Chap. 31-21 : *Statut des agents des lycées* (p. 1706, 1709); Chap. 31-31 : *Création de postes d'agents des écoles normales primaires* (p. 1709); Chap. 31-34 : *Création de*

*postes de l'enseignement primaire, personnel remplaçant, personnel désirant bénéficier de la loi Roustan* (p. 1712); Chap. 31-91 : *Indemnité de résidence des élèves maîtres* (p. 1717); Chap. 31-96 : *Son amendement (Amélioration de la fonction enseignante par l'attribution de l'indemnité de 10 0/0)* (p. 1722); *Ses explications de vote (Abandon du personnel enseignant par le M. R. P., introduction du maccarthysme dans l'Université)* (p. 1724). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour de la discussion du rapport relatif au rétablissement du billet collectif à 50 0/0 pour les organisations de jeunesse)* [25 mai 1954] (p. 2685, 2687). — Dépose une demande d'interpellation : sur le caractère humiliant des mesures relatives aux rémunérations du personnel de l'Éducation nationale prises par décrets du 27 mai 1954 [8 juin 1954] (p. 2823); — sur les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour remédier au déclassement des personnels de l'Éducation nationale [29 juin 1954] (p. 3137). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Article additionnel de M. Catoire (Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession)* [6 juillet 1954] (p. 3209); — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole : *Oppose la question préalable (Sabotage de l'enseignement post-scolaire agricole et laïque, suppression de postes d'itinérants agricoles, reconnaissance des centres privés, tâche des instituteurs ruraux, attribution de l'enseignement post-scolaire au Ministère de l'Agriculture)* [16 novembre 1954] (p. 5055 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat B, Chap. 57-40 : *Demande de disjonction de M. Pébellier (Emploi des C. R. S. pour assurer le contrôle fiscal)* [23 novembre 1954] (p. 5325); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Situation dramatique de l'Université, nombre de professeurs, œuvres sociales d'étudiants, équipement sportif, réforme de l'enseignement)* [12 décembre 1954] (p. 6174, 6177); Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Reclassement de la fonction enseignante, création de postes)* (p. 6186); *Lycées et collèges, son rappel au Règlement (Demande de*



disjonction de la Commission) (p. 6206); Chap. 31-35 : Statut du personnel remplaçant de l'enseignement (p. 6210); Chap. 31-35 et 31-38 : Création de postes de classes de plein air (p. 6211); Chap. 43-21 : Son amendement (Enseignement postscolaire agricole et ménager agricole) [13 décembre 1954] (p. 6232, 6233); Chap. 43-31 : Son amendement indicatif (Enseignement postscolaire et ménager agricole) (p. 6234); Chap. 43-72 : Son amendement indicatif (Commandes de tissage de tapisseries à Aubusson) (p. 6236); le retire (ibid.); Chap. 66-30 : Constructions scolaires correspondant au plan Le Gorgeu, constructions d'écoles normales (p. 6253, 6254); Etat B, Chap. 66-70 : Amendement indicatif de Mme Roca (Reconstruction du théâtre de Nîmes) (p. 6254); Etat A, Chap. 34-51 : Son amendement indicatif (Stages de colonies de vacances) (p. 6276); le retire (ibid.); Chap. 34-52 : Son amendement indicatif (Rééducation physique, contrôle médical des boxeurs) (p. 6277); le retire (ibid.); Chap. 35-51 : Son amendement indicatif (Entretien des stades, piscines, auberges de la jeunesse) (p. 6279); Chap. 36-51 : Son amendement indicatif (Organismes nationaux de sport scolaire et universitaire) (p. 6281); le retire (ibid.); Chap. 43-41 : Bourses de l'enseignement technique (p. 6282); Chap. 43-52 : Subventions aux organisations groupant un grand nombre d'enfants (p. 6283, 6284); Chap. 43-53 : Développement des sports (Foot-ball professionnel, subventions aux fédérations sportives) (p. 6285, 6286); Chap. 43-53 : Sportifs professionnels, activité politique de certains groupements sportifs, la F.S.G.T. [14 décembre 1954] (p. 6293, 6294); Chap. 43-54 : Activités de jeunesse, son amendement indicatif (p. 6295); Etat B, Chap. 56-45 : Sa demande de disjonction (Equippedement de l'enseignement technique) (p. 6297, 6298); Chap. 66-40 : Demande de disjonction de ce chapitre présentée par M. Boutavant (Subventions d'équipement aux établissements d'enseignement technique) (p. 6300); Etat A, Chap. 31-34 : Amendements indicatifs du groupe communiste (Augmentation du nombre de classes maternelles, primaires, cours complémentaires de plein air, postscolaires agricoles, nombre des instituteurs d'outre-mer) (p. 6316); Chap. 31-34 : Amendement indicatif de M. de Baudry d'Asson (Suppression d'instituteurs itinérants agricoles) (p. 6318); Chap. 31-51 : Ses amendements indicatifs (Statut des

maîtres d'éducation physique; poste de direction au Centre de Joinville) (p. 6326); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Responsabilités personnelles de M. Mendès-France, « l'homme du réarmement allemand », garanties illusoire prévues par l'ex-amendement de M. L. Noël, nouvelles pressions anglo-saxonnes inadmissibles (Dépêche United Press), nouvelles propositions soviétiques, bluff des négociations parallèles, choix véritable (Réarmement allemand ou co-existence pacifique) [28 décembre 1954] (p. 6904, 6905); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : Traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire; Discriminations [25 janvier 1955] (p. 203, 204); Motion préjudicielle de M. Daron (Doublement des traitements) [27 juillet 1955] (p. 4331, 4332); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955 : Ministère des Finances et mouvement Poujade [25 janvier 1955] (p. 210); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : Extension de la loi Barangé; M. Mendès-France et le Pape, distributions de lait, déclaration du groupe radical en 1951, démonstration comptable [28 janvier 1955] (p. 373 à 376); Etat B, EDUCATION NATIONALE : Sa demande de disjonction du chapitre 2 des dépenses; Distribution de lait (p. 404, 405); Art. 24 quater : Question préalable de Mlle Marzin (Affaires pendantes devant les juridictions contentieuses) (p. 425); Conséquences financières (p. 433); Amendement de M. Signor (Lait, âge limite par décret; coût de l'extension de l'allocation scolaire) (p. 440); Sa motion incidente (Audition de M. Mendès-France) (p. 442, 445, 446); Ses explications de vote (p. 446); de ce projet de loi, en deuxième lecture, Art. 24 ter : Incidences financières de l'article 24 quater [15 mars 1955] (p. 1424); Art. 41 : Applicabilité de l'article 48 (p. 1434); Ses explications de vote (Fonds routier; extension de la loi Barangé) (p. 1440, 1441); de ce projet de loi, en troisième lecture : Sa motion préjudicielle (Article 24 quater, extension de la loi Barangé) [25 mars 1955] (p. 1963); Son rappel au règlement (Irrecevabilité de sa motion) (p. 1963); Sa question préalable (p. 1964 à 1966); la retire (p. 1966);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-34 : *Vacances scolaires ; créations de postes* [31 janvier 1955] (p. 518, 519) ; *Amendement de M. Cogniot (Instituteurs itinérants agricoles et rapport de M. Saint-Cyr)* (p. 520) ; Chap. 31-51 : *Maîtres d'éducation physique ; Institut national des sports* (p. 531) ; *Ses explications de vote* (p. 535, 536) ; de ce projet de loi, en troisième lecture ; Art. 8 : *Transferts de crédits* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 576) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Troisième lecture des budgets de l'Education nationale, de l'Agriculture et des Affaires étrangères* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 571) ; — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Avis de la Commission* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 576) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Solidarité ministérielle* (p. 579). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole et les cours du lait [2 février 1955] (p. 598), [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 902). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative à la coopérative des Quatre-Routes [18 mars 1955] (p. 1657). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Son amendement (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* [19 mars 1955] (p. 1738) ; *Son amendement (Amnistie pour les pénalités encourues par son application)* (ibid.) ; Art. 2 bis : *Politique agricole* (p. 1742) ; *Son article additionnel (Prime aux planteurs de tabac)* (p. 1780) ; — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Collecteurs et cours indicatifs à la production* [22 mars 1955] (p. 1808). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. A. Tourné sur la politique viticole : *Producteurs de lait du Sud-Ouest* [24 mars 1955] (p. 1901). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 ; Art. 3 : *Village martyr de Frayssinet-le-Gélat* [25 mars 1955] (p. 1951) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Temps de parole du groupe communiste* [6 mai 1955] (p. 2585) ; *Pluralisme scolaire, propositions communistes,*

*école de l'abbé Granereau, subventions aux centres privés, proportion d'institutrices privées reçues au certificat d'aptitude à l'enseignement ménager agricole, itinérants agricoles* (p. 2594 et suiv.) ; *Sa motion préjudicielle (Avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale, position du Gouvernement)* [22 juin 1955] (p. 3225, 3226) ; *Déclaration du Ministre de l'Agriculture à Donneville* (ibid.) ; *Texte gouvernemental ; effectifs et crédits respectifs des deux enseignements existants* [28 juin 1955] (p. 3277 à 3279) ; *Contre-projet de M. Saint-Cyr (Tutelle assurée successivement par l'Education nationale et l'Agriculture)* (p. 3384) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande tendant à renvoyer l'ensemble de la proposition de loi à la Commission* (p. 3398) ; *Son amendement (Sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale)* (p. 3400, 3416) ; *Sa demande de renvoi à la Commission des amendements de M. Camille Laurens* (p. 3415) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 3417) ; Art. 2 : *Motion préjudicielle de M. Tricart (Contre-projet de M. Camille Laurens)* (p. 3419, 3420) ; *Son article additionnel tendant à placer l'enseignement postsecondaire sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale (Ecole de l'Abbé Granereau)* [30 juin 1955] (p. 3486 et suiv.) ; Art. 2 : *Principes généraux de l'enseignement agricole, sa demande de renvoi en Commission* (p. 3488, 3489) ; *Amendement de M. Camille Laurens (Allocation aux établissements privés)* (p. 3493) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Diplômes requis pour l'enseignement dans les centres privés)* (p. 3512, 3513) ; *Sous-amendement de M. Alphonse Denis à l'amendement de M. Camille Laurens (Montant des allocations prévues pour les élèves des centres privés)* (p. 3515, 3516) ; *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Reprise de certains articles du texte gouvernemental concernant les conditions d'application des dispositions prévues)* (p. 3516, 3517) ; *Formation théorique et pratique avec complément de culture générale pour les élèves se destinant à la profession agricole* (p. 3518) ; *Maintien de la compétence du Ministre de l'Education nationale* (p. 3518, 3519) ; *Diplômes requis pour le personnel enseignant des centres privés* (p. 3519) ; *Ses rappels au règlement (Initiatives tendant à la même décision)* (p. 3522, 3523) ; *Temps de parole* (p. 3525) ; Art. 14 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Comités de l'enseignement postsecondaire agricole*

*et ménager agricole* (p. 3531) ; *Substitution d'un conseil supérieur de l'enseignement post-scolaire agricole et ménager agricole au comité prévu* (p. 3532) ; Art. 16 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Maintien de l'art. 17)* (p. 3536) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Reconnaissance des établissements privés subordonnée aux diplômes possédés par leur personnel enseignant)* (p. 3536) ; Art. 47 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Représentation des familles dans les bureaux d'administration des centres publics)* (p. 3540) ; *Sa demande de seconde délibération* (p. 3541) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au budget annexe des P. T. T. pour 1955 ; Etat A, Chap. 11-10 : *Demande de disjonction présentée par M. Tournaud (Prime de risque)* [17 mai 1955] (p. 2805, 2806) ; *Ses explications de vote* (p. 2810). — Dépose une demande d'interpellation sur l'indemnisation des planteurs du Sud-Ouest, plus particulièrement ceux du Lot-et-Garonne, pour le sinistre causé par les maladies qui ravagent leur culture [8 juillet 1955] (p. 3720). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques une question relative à la situation de la culture du tabac en Lot-et-Garonne [5 août 1955] (p. 4658). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au service de santé scolaire et universitaire [26 juillet 1955] (p. 4273) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets ; Art. 7 : *Reconduction du budget de 1955* [27 juillet 1955] (p. 4375) ; *Son amendement (Non-reconduction des crédits de l'éducation nationale et de l'agriculture)* (p. 4380, 4381) ; *Sa demande de seconde délibération de l'article 7* (p. 4382, 4383). — Dépose une demande d'interpellation sur le manque de personnel enseignant dans les établissements publics d'enseignement du premier degré [18 octobre 1955] (p. 5128). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la caisse des lettres ; Art. 5 *ter* : *Son amendement (Exonération des ouvrages rationalistes)* [22 novembre 1955] (p. 5885) ; — du rapport concernant le règlement des comptes de l'Assemblée pour 1953 : *Majoration de l'indemnité parlementaire* [22 novembre 1955] (p. 5890) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets :

*Motion préjudicielle de M. Deixonne (Majoration des traitements et salaires)* [23 novembre 1955] (p. 5954).

**THIBAUT (M. Edouard)**, *Député du Gard (M. R. P.)*.

*Secrétaire d'Etat à l'Intérieur*

(Cabinet LANIER)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1952] (**F. n° 216**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 31 août 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 115) de MM. Paul Coste-Floret et Jules-Julien tendant à créer un Comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, **n° 933**. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 412) de MM. Gosset, Thibault et Solinhac tendant : 1° à modifier l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public ; 2° à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houillères intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de la loi n° 48-950 du 8 juin 1948, **n° 3185**. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à la gratuité du service du contrôle des œufs (graines de vers à soie), **n° 3218**. — Le 2 juillet 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 115) de MM. Paul Coste-Floret et Jules-Julien tendant à créer un Comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, **n° 3929**. — Le 5 novembre 1952, un 2<sup>e</sup> rapport

supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 115) de MM. Paul Coste-Floret et Jules-Julien tendant à créer un Comité national interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, n° 4696. — Le 4 juin 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur l'avis (n° 5513) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 115) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à créer un Comité interprofessionnel d'exportation des vins de consommation courante et des vins délimités de qualité supérieure, n° 6281. — Le 26 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 60 millions de francs à la ville de Nîmes et à la commune de Caissargues, à titre de secours, pour venir en aide aux sinistrés de la tornade du 20 octobre 1955, n° 11722.

### Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur le projet du Gouvernement d'avancer la date des grandes vacances scolaires [19 février 1952] (p. 798). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 31-31 : *Ecoles normales primaires (Situation des maîtres des écoles d'application)* [8 novembre 1952] (p. 4903); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'inspection académique (Inspecteur général du contrôle médical)* [18 décembre 1951] (p. 9293); le retire (p. 9295); Chap. 13-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Manufacture de Sèvres* [19 décembre 1951] (p. 9415); le retire (p. 9416); Chap. 32-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage (Insuffisance de la culture générale dispensée dans ces centres)* (p. 9428); le retire (p. 9429); Chap. 32-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres d'apprentissage (Abus des contrats d'achats)* (p. 9429, 9430); le retire (p. 9430); Chap. 53-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits*

*pour les théâtres nationaux (Opéra-Comique et Comédie-Française)* (p. 9451, 9452); le retire (p. 9452). — Est entendu sur la question orale posée par M. Villard à M. le Ministre de la Santé publique relative à l'utilisation des vaccins nouveaux [20 février 1953] (p. 1231). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 23 : *Aide aux films documentaires et éducatifs* [26 février 1953] (p. 1387); *Son amendement tendant à réserver 1/10 de la dotation pour les films éducatifs* (p. 1388); Art. 24 : *Son amendement relatif à la composition du jury décernant les prix aux documentaires* (p. 1392). — Dépose une demande d'interpellation sur la modification de la date des vacances scolaires [17 février 1953] (p. 1068) et la développe : *Ses observations sur ce problème qui ne peut être réglé par voie de simple circulaire, les vocations agricoles spontanées, les avis défavorables des organismes qualifiés, le trouble jeté dans l'organisation des examens, les aspects économiques de la question* [6 mars 1953] (p. 1654 et suiv.); *Discussion générale (Ses observations sur la section permanente du Conseil supérieur de l'éducation nationale, la date du baccalauréat)* (p. 1681, 1682); *Son ordre du jour demandant que soient étendues à toute la France les vacances scolaires du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1838); *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre* (p. 1843). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public, en qualité de Rapporteur [10 mars 1953] (p. (p. 1718, 1719); *Demande de M. Thamier tendant à savoir si le contre-projet de M. Marcel David n'imposera pas à la caisse autonome des ouvriers mineurs une charge incombant à l'Etat* [20 mars 1953] (p. 2064, 2065). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

### En cette qualité :

Répond à une question : de M. Marc Dupuy concernant l'attaque prétendue d'un local du parti communiste français par des soldats américains à Bordeaux : *Ordonnance de non-lieu rendue le 18 septembre par le juge d'instruction de Bordeaux sur les faits incriminés* [23 octobre 1953] (p. 4533, 4534); — de M. d'Astier

de la Vigerie sur la réintégration de préfets révoqués [30 octobre 1953] (p. 4724). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 4691 : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes des calamités publiques (Insuffisance des crédits)* [8 décembre 1953] (p. 6283) ; Chap. 3192 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel ouvrier de la protection civile (Démarrage du programme de défense civile en 1954)* (p. 6287 et suiv.) ; Chap. 3432 : *Amendement de Mme Grappe tendant à supprimer le chapitre relatif au matériel de la protection civile (Dangers de la guerre moderne avec bombes atomiques et gaz)* (p. 6290) ; Art. 5 : *Demande de suppression de l'article pour maintenir le supplément de solde des pompiers, présentée par M. Fonlupt-Esperaber* [10 décembre 1953] (p. 6400) ; Art. 6 : *Engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 6400, 6401) ; INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3431 : *Protection civile (Dépôt d'un programme d'équipement)* [31 décembre 1953] (p. 7192) ; Art. 6 : *Amendement de M. G. Cartier tendant à rétablir l'article relatif aux engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris (Service légal accompli dans le corps des sapeurs-pompiers)* (p. 7196, 7197). — Répond à une question : de M. Rosan Girard, relative au recensement dans la commune de Port-Louis [12 février 1954] (p. 267) ; — de M. Rosan Girard, relative aux élections municipales de la ville du Moule (Guadeloupe) [19 mars 1954] (p. 1062). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Nécessité de suspendre la séance jusqu'à l'arrivée du Secrétaire d'Etat au Budget)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1567) ; — du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités : *Condamnations avec sursis* [14 mai 1954] (p. 2447) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Billat (Prise en considération de la nature du délit)* (p. 2452) ; Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz (Taux de l'amende entraînant l'incapacité électorale)* [10 juin 1954] (p. 2899) ; Art. 3 : *Amendement de M. Demusois (Condamnations n'empêchant pas l'inscription sur les listes électorales, con-*

*damnations ayant un caractère politique, notion de délit politique)* (p. 2902) ; *Amendement de M. Ballanger (Incapacité électorale perpétuelle et cas des condamnations avec sursis)* (p. 2903) ; Art. 7 : *Amendement de M. Minjoz (Codification des textes législatifs concernant les incapacités électorales et les inéligibilités)* (p. 2905). — Répond à une question : de M. Charret relative au refus d'approbation d'une délibération du conseil général du Rhône [21 mai 1954] (p. 2624, 2625) ; — de Mme Rose Guérin relative à la suppression d'une subvention à une association d'anciens combattants [21 mai 1954] (p. 2625, 2626) ; — de Mme Rose Guérin relative à l'expulsion d'une famille [21 mai 1954] (p. 2626) ; — de M. Girard relative à la découverte d'un engin radioélectrique à la Guadeloupe [11 juin 1954] (p. 2941). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député.

Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'organisation de la déconcentration industrielle [22 juillet 1955] (p. 4050, 4051). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au service de santé scolaire et universitaire : *S'oppose au débat restreint* [26 juillet 1955] (p. 4272). — Pose au Ministre de la Défense nationale et des Forces armées, une question relative au maintien et rappel de soldats sous les drapeaux [28 octobre 1955] (p. 5347, 5348).

#### THIRIET (M. Jules), Député de la Moselle (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 juillet 1951]

(F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); Vice-Président de cette Commission [24 mars 1955] (F. n° 515).

### Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par les inondations qui se sont produites le 17 juin dans le département de la Moselle et à procéder au curage des cours d'eau, n° 292. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier le régime actuel de la meunerie et à garantir les droits des petits exploitants minotiers sinistrés, n° 3979. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 1968) de M. Wolff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les commerçants dont les établissements ont été fermés, sur ordre des autorités occupantes et pour des raisons politiques, pendant la période d'annexion de fait des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 4887.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Rhône (2<sup>e</sup> circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5892). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Attitude des fonctionnaires des délégations départementales du M. R. U.* [13 novembre 1951] (p. 7969) ; AGRICULTURE, Chap. 12-90 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les ouvriers des eaux et forêts (Statut des agents techniques d'Alsace-Lorraine)* [21 novembre 1951] (p. 8274) ; Chap. 33-70 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux calamités agricoles (Fièvre aphteuse dans l'Est)* (p. 8280) ; *le retire* (p. 8281) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 ; Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction immobilière* [24 décembre 1951] (p. 9762, 9763) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

*payement par titres* (p. 9795) ; *le retire* (ibid) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux spoliés (Spoliés d'Alsace-Lorraine)* (p. 9795) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à réduire de 200 millions les crédits pour l'amélioration des techniques (Eléments préfabriqués)* (p. 9809) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir un emprunt de 30 milliards au profit de la Caisse autonome de reconstruction* [3 avril 1952] (p. 1828) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des investissements pour l'équipement et l'enseignement agricole)* [8 juillet 1952] (p. 3684) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur la péréquation entre les délégations départementales* [15 novembre 1952] (p. 5183) ; — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5399, 5400) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre à des sinistrés de se retirer d'une association syndicale ou coopérative* [20 décembre 1952] (p. 6771) ; Art. 34 : *Son amendement tendant à retenir le coût calculé à la date de la reconstitution* (p. 6773) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le drame alsacien, le procès de Bordeaux et l'affaire d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 524, 525) ; — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la situation des sinistrés ayant renoncé au payement par titres* [17 mars 1953] (p. 1989) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 46-22 : *Motion préjudicielle de M. Le Roy Ladurie demandant la majoration des crédits pour subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction* [30 novembre 1953] (p. 5725) ; Art. 7 : *Emission de titres en payement des dommages de guerre* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5761, 5762) ;

*Son amendement tendant à prévoir le paiement des sinistrés agricoles en priorité* (p. 5762); *le retire* (p. 5763); — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Calcul de l'indemnité)* [30 juin 1954] (p. 3190); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-24 : *Etat sanitaire du bétail français, tuberculose bovine* [25 novembre 1954] (p. 5432); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-02 : *Achats de dommages de guerre; sinistrés isolés* [21 janvier 1955] (p. 107, 108); Chap. 34-95 : *Coordination ponts et chaussées - reconstruction* [24 janvier 1955] (p. 151); Chap. 37-02 : *Baraquements provisoires* (p. 157); Chap. 37-03 : *Sa demande de disjonction de l'article 2 (Report des crédits de documentation sur la rémunération du personnel)* (p. 158); Chap. 37-31 : *Expertises des dommages de guerre* (p. 159).

**THOMAS (M. Alexandre)**, Député des Côtes-du-Nord (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954], (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs pour réparer les dommages subis par les producteurs de pommes de terre des Côtes-du-Nord au mois de mai 1955, **n° 10849**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 812 du Code rural (article 22 du statut des baux ruraux), **n° 11700**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 12-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Equipement rural en Bretagne)* [21 novembre 1951] (p. 8270); *le retire* (p. 8270); Chap. 31-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (blé de semence de Bretagne)* (p. 8275); *le retire* (p. 8276); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un régime d'assurance vieillesse complémentaire facultatif* [6 juin 1952] (p. 2746, 2747); *le retire* (p. 2747); Art. 45 : *Son amendement relatif au paiement de l'allocation à titre transitoire* (p. 2751); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi actuelle au régime d'assurance vieillesse facultative établi par le décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 2751); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Insuffisance des conseillers agricoles)* [21 octobre 1952] (p. 4285, 4286); Chap. 31-32 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de contrôle (Contrôle phyto-sanitaire des produits importés)* (p. 4286); *le retire* (ibid.); Chap. 34-26 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les haras (Entretien des étalons nationaux)* (p. 4296); Chap. 46-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de crédit agricole (Prêts aux jeunes ruraux)* [25 octobre 1952] (p. 4483); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A. AGRICULTURE, Chap. 51-62 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux potables (Points d'eau potable dans les communes rurales)* [20 décembre 1952] (p. 6789, 6790); Chap. 61-72 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habitat rural* (p. 6793); Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement du génie rural (Voirie rurale)* [21 décembre 1952] (p. 6955); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Cas particulier de l'élevage breton (cheval, porc, volaille), écart entre prix agricoles et industriels, d'une part, à la pro-*

CULTURE, Chap. 12-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Equipement rural en Bretagne)* [21 novembre 1951] (p. 8270); *le retire* (p. 8270); Chap. 31-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (blé de semence de Bretagne)* (p. 8275); *le retire* (p. 8276); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un régime d'assurance vieillesse complémentaire facultatif* [6 juin 1952] (p. 2746, 2747); *le retire* (p. 2747); Art. 45 : *Son amendement relatif au paiement de l'allocation à titre transitoire* (p. 2751); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi actuelle au régime d'assurance vieillesse facultative établi par le décret-loi du 30 octobre 1935* (p. 2751); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Insuffisance des conseillers agricoles)* [21 octobre 1952] (p. 4285, 4286); Chap. 31-32 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de contrôle (Contrôle phyto-sanitaire des produits importés)* (p. 4286); *le retire* (ibid.); Chap. 34-26 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les haras (Entretien des étalons nationaux)* (p. 4296); Chap. 46-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de crédit agricole (Prêts aux jeunes ruraux)* [25 octobre 1952] (p. 4483); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A. AGRICULTURE, Chap. 51-62 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux potables (Points d'eau potable dans les communes rurales)* [20 décembre 1952] (p. 6789, 6790); Chap. 61-72 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habitat rural* (p. 6793); Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement du génie rural (Voirie rurale)* [21 décembre 1952] (p. 6955); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Cas particulier de l'élevage breton (cheval, porc, volaille), écart entre prix agricoles et industriels, d'une part, à la pro-*

duction et à la consommation, d'autre part, remèdes possibles (*Conservatisme dépassé*) [20 octobre 1953] (p. 4407, 4408); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-37 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais des établissements d'enseignement agricole (Instituteurs itinérants)* [4 décembre 1953] (p. 6016); *le retire* (ibid.); Etat B, Chap. 61-70 : *amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le remembrement et le regroupement cultural (Insuffisance du stockage de blé en France)* (p. 6025); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 33-92 : *Son amendement indicatif (Service médico-social, cantine)* [26 novembre 1954] (p. 5475); *le retire* (p. 5476); Chap. 34-31 : *Insuffisance des crédits pour les services agricoles* (p. 5478); *le retire* (ibid.); Chap. 43-31 : *Son amendement indicatif (Bourses aux écoles d'enseignement ménager agricole)* (p. 5491); *le retire* (ibid.); Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5503); Etat B, Chap. 61-70 : *Son amendement indicatif (Problème du remembrement)* (p. 5514); *le retire* (ibid.); Chap. 61-72 : *Son amendement indicatif (Habitations rurales en Bretagne)* (p. 5538); *le retire* (p. 5539); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [30 décembre 1954] (p. 7029). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, ligne 3 : *Taxe pour le fonds de garantie mutuelle agricole* [28 janvier 1955] (p. 396); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Le chômage sous le Gouvernement de M. Pinay* [18 février 1955] (p. 814). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 43 : *Son amendement (Taxe de formation professionnelle, exonération des petits exploitants)* [30 juin 1955] (p. 3539); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955-1956 : *Discussion générale (Allocation de la mère au foyer, finance-*

*ment, taxe sur la fortune)* [19 juillet 1955] (p. 3917, 3918).

**THOMAS (M. Eugène)**, Député du Nord [3<sup>e</sup> circonscription] (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission de l'intérieur [25 octobre 1952] (F. n° 172), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Procès-verbal de la séance du 30 août 1954, son vote sur la question préalable de M. Aumeran* [31 août 1954] (p. 4475, 4476). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie : *Enquête sur les repréailles* [11 octobre 1955] (p. 5046).

**THOREZ (M. Maurice)**, Député de la Seine [4<sup>e</sup> circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003).

#### Dépôts :

Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires en vue d'indemniser les sinistrés de Paris et des communes du département de la Seine du fait de l'orage du 1<sup>er</sup> juillet 1953, n° 6472. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant au déclassement des terrains militaires du fort d'Ivry-sur-Seine pour y construire un hôpital intercommunal et un hospice de vieillards, n° 11814.

**TILLON (M. Charles)**, Député de la Seine [6<sup>e</sup> circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Com-



mission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5).

### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à l'application au personnel ouvrier titulaire du S.E.I.T.A. assujetti à la loi de retraites du 2 août 1949 des dispositions des articles 86 et 93 de la loi du 19 octobre 1946, n° 144. — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à ce que les versements effectués aux communes en 1942 et 1943 soient considérés comme subventions exceptionnelles, n° 1744. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'extension des avantages de la sécurité sociale aux maires et adjoints des communes, ainsi que la constitution d'une caisse de retraite pour les magistrats municipaux, n° 2066. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à faire subventionner par l'Etat les cours dits d'enseignements spéciaux organisés par les communes dans les cours complémentaires et, à ce titre, à verser un milliard pour l'exercice 1952 au département de la Seine, n° 2697. — Le 25 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts avec bonifications d'intérêts en vue d'édifier des logements d'un prix de revient très économique et à faciliter, de la part de l'Etat, l'octroi de subventions s'élevant à 40 0/0 du montant des travaux, n° 3045.

**TINGUY (M. Lionel de)**, *Député de la Vendée*  
(M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : membre de la Commission des finances [27 mai 1952] (F. n° 138); et membre titulaire de cette Commission [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission des finances pour faire partie : de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [30 janvier 1953] (F. n° 226), [31 janvier 1954] (F. n° 490); de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon

et de l'acier [7 juillet 1954] (F. n° 407), [2 février 1955] (F. n° 492); et de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

### Dépôts :

Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du Code civil afin que les déclarations de naissance puissent être faites à l'officier de l'état civil du domicile des parents, n° 3013. — Le 21 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au relèvement des maxima dans la limite desquels les communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance sont autorisés à passer des marchés de gré à gré et des achats sur simple facture, n° 3014. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à instituer l'épargne-logement, n° 3209. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation d'une Convention entre l'Etat et l'Algérie relative au régime financier des Houillères du Sud-Oranais, n° 3911. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4263) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° 4577. — Le 30 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. — Les propositions de loi : 1° de M. Boutavant et plusieurs de ses collègues (n° 3252) tendant à accorder des exonérations d'impôts et indemnités pour reconstitution des biens détruits, aux sinistrés des inondations d'hiver et de printemps 1951-1952, et à mettre à la charge de l'Etat les travaux d'entretien et d'extension des ouvrages de défense contre les eaux dans le département de Saône-et-Loire; 2° de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues (n° 3358) tendant à accorder une aide de 500 millions de francs en vue de venir en aide aux sinistrés de la catastrophe de Menton (Alpes-Maritimes); 3° de M. Médecin et plusieurs de ses collègues (n° 3403) tendant à attribuer un secours exceptionnel de 750 millions au département des Alpes-Maritimes; 4° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 3450) tendant à ouvrir, d'extrême urgence, un crédit de 10 millions de francs pour venir en aide aux

familles des mineurs tués dans la catastrophe du puits de Grosménil dans la Haute-Loire; 5° de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues (n° 3674) tendant à accorder un crédit de 100 millions pour indemniser les agriculteurs de l'Ariège, victimes de violents orages, qui ont ravagé entièrement les récoltes; 6° de M. Achille Auban et plusieurs de ses collègues (n° 3916) tendant à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne victimes des orages de grêle des 31 mai, 1<sup>er</sup> et 6 juin 1952; 7° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 4286) tendant : 1° à secourir les familles éprouvées par l'explosion survenue le 3 septembre 1952 à l'huilerie Rabatau à Marseille et à garantir leurs droits; 2° à dédommager les propriétaires et locataires des immeubles sinistrés et à assurer leur relogement; 3° à garantir les pertes de salaires dont sont victimes les travailleurs de l'usine Rabatau et des entreprises environnantes sinistrées; 8° de M. Baylet et plusieurs de ses collègues (n° 4373) tendant à accorder l'aide financière de l'Etat aux sinistrés des départements du Sud-Ouest, victimes des inondations de février 1952; 9° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 4753) tendant à venir en aide au personnel de l'usine « La Cotonnaire » de Moislains (Somme), détruite par l'incendie du 8 novembre; 10° de M. Alex Roubert, sénateur et plusieurs de ses collègues (n° 3616) tendant à assurer la réparation intégrale des dommages résultant de séismes, glissements de terrains, raz de marées, dégâts causés par les eaux et autres catastrophes imprévisibles non couverts habituellement par les groupements d'assurances; II. — Les propositions de résolution : 1° de MM. de Bénouville et Samson (n° 3154) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 200 millions aux exploitants sinistrés des parcs à huîtres de la région de Cancale victimes de la tempête de la nuit du 29 au 30 mars 1952; 2° de M. René Schmitt (n° 3174) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux pêcheurs et ostréiculteurs du département de la Manche, victimes de sinistres survenus au cours de la tempête des 28 et 29 mars derniers; 3° de M. Bourdellès et plusieurs de ses collègues (n° 3196) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 250 millions pour venir en aide : 1° aux victimes des régions sinistrées des départements des Côtes-du-Nord, de l'Ille-et-Vilaine et du Finistère, à la suite de

la tempête des 28 et 29 mars 1952; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime; 4° de MM. Le Cozannet et Rourdellès (n° 3197) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions pour venir en aide : 1° aux exploitants des parcs à huîtres des régions sinistrées du département des Côtes-du-Nord à la suite de la tempête des 28 et 29 mars 1952; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime; 5° de M. Castera et plusieurs de ses collègues (n° 3294) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à indemniser les victimes des orages de grêle qui se sont abattus le 30 mars 1952 dans les départements du Gers et du Lot-et-Garonne; 2° à exonérer de tout impôt les sinistrés de cet orage; 6° de M. Védrières et plusieurs de ses collègues (n° 3295) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 100 millions de francs, pour indemniser les cultivateurs et producteurs de fruits et légumes du département de l'Allier, dont les récoltes ont été sinistrées par le gel et les chutes de neige qui ont eu lieu à la fin du mois de mars et au début du mois d'avril 1952; 7° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 3296) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder des exonérations d'impôts, des indemnités de compensation aux cultivateurs de la région méditerranéenne ayant subi des pertes causées par la gelée du vendredi 4 avril 1952; 2° à accorder des avances à la Caisse de crédit agricole afin de lui permettre d'allouer des prêts spéciaux à intérêt réduit à ces cultivateurs qui en feraient la demande; 8° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 3407) tendant à inviter le Gouvernement à accorder au département de l'Isère pour mettre à la disposition des communes du Haut-Grésivaudan, victimes de l'orage de grêle du 11 mai 1952, un crédit exceptionnel de 40 millions destiné à indemniser les pertes subies par les agriculteurs; 9° de MM. Durroux et Dejean (n° 3613) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Ariège, victimes des orages de grêle et, notamment, de la tornade du 6 juin 1952 qui ont dévasté totalement les cultures et causé aux habitations des dommages dont l'importance ne peut encore être évaluée; 10° de M. Conte (n° 3618) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un secours d'urgence aux sinistrés de l'orage qui s'est abattu dans la nuit du 6 au 7 juin 1952

sur le territoire de la commune de Banyuls-sur-Mer; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1952; 11° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 3662) tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux viticulteurs du cru de Banyuls (Pyrénées-Orientales) victimes d'un très violent orage de grêle; 12° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 3663) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu dans la région béarnaise le 30 mai 1952; 13° de M. Florand et plusieurs de ses collègues (n° 3673) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Creuse, victimes de la tornade et de l'orage de grêle du 12 juin 1952; 14° de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues (n° 3702) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux habitants de la région d'Ajain (Creuse), victimes de la grêle; 15° de MM. Wasmer et Fonlupt-Esperaber (n° 3744) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux habitants de la commune de Lutterbach (Haut-Rhin) victimes d'une tornade; 16° de M. Faraud et plusieurs de ses collègues (n° 3748) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Charente-Maritime victimes de l'orage de grêle du 12 juin 1952; 17° de MM. Le Bail et Regaudie (n° 3751) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence aux habitants de la région de Sauviat-sur-Vige (Haute-Vienne); 18° de MM. Caillavet et Trémouille (n° 3756) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'extrême urgence aux victimes de l'ouragan qui a sévi le 15 juin dernier dans le département du Lot-et-Garonne; 19° de M. Deixonne (n° 3757) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages de grêle qui ont sinistré, dans le Tarn, plusieurs communes du canton de Carmaux; 20° de Mme François et plusieurs de ses collègues (n° 3765) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une somme de 7 millions de francs aux victimes de l'orage qui s'est abattu le 6 juin 1952 sur la région de Saint-Seine (Nièvre); 21° de M. Henri-Louis Grimaud et

plusieurs de ses collègues (n° 3766) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions pour venir en aide aux victimes des régions sinistrées du département de l'Isère, dont les récoltes ont été ravagées par la grêle dans la nuit du 18 au 19 juin 1952; 22° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 3769) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux sinistrés du Cher victimes des violents orages qui ont ravagé entièrement les récoltes; 23° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 3774) tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel d'un milliard et demi destiné à indemniser les victimes de l'ouragan et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans les départements de l'Isère, de la Drôme et de l'Ardèche; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à mettre des crédits à bas taux à la disposition des sinistrés pour les réparations et aménagements rapides des bâtiments endommagés; 24° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues (n° 3828) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 250 millions de francs pour indemniser les sinistrés ardéchois, victimes des orages de grêle; 25° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 3871) tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 200 millions de francs aux sinistrés viticulteurs, victimes de la grêle qui s'est abattue le 17 juin 1952 dans le département de la Gironde; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles, des cotisations d'allocations familiales pour 1952 et des impôts directs pour 1952 et 1953; 26° de M. Castera (n° 3872) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des exonérations d'impôts et des indemnités pour les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département du Gers, notamment dans le canton de Masseube; 27° de MM. Plantevin, Tracol et de Montgolfier (n° 3892) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de l'Ardèche victimes de la tornade et de l'orage de grêle du mercredi 18 juin 1952; 28° de MM. François Benard et Jean Aubin (n° 3919 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 250.000.000 de francs destiné à indemniser les

victimes de l'orage et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département des Hautes-Alpes; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à venir en aide aux collectivités locales pour la réparation des dommages causés; 29° de M. René Kuehn (n° 3947) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 200 millions aux exploitants sinistrés, le 2 juillet 1952, par faits de grêle dans les communes d'Amerschwyr, Sigolsheim, Bennwyr, Mittelwyr, Ostheim et environs dans le Haut-Rhin; 30° de M. Dufour et plusieurs de ses collègues (n° 3948) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 250 millions de francs destinés à indemniser les victimes des inondations, de la grêle et autres calamités à la suite du violent orage qui s'est abattu dans certaines communes des Hautes-Alpes, notamment à Gap, le vendredi 27 juin 1952; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération de leurs impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition des sinistrés pour les réparations et aménagements des dommages causés; 31° de M. Deixonne (n° 3985) tendant à inviter le Gouvernement à organiser l'aide aux victimes de la grêle dans la région de Gaillac (Tarn); 32° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 4004) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 250 millions de francs destinés à indemniser les victimes de la grêle et de la tempête à la suite du violent orage qui s'est abattu dans certaines communes entre Colmar et Sélestat, notamment à Amerschwyr, Kientzheim, Sigolsheim, Bennwyr, Mittelwyr, Riquewyr, Zellenberg, Ribeaupillé, Bergheim, Guémar, Ostheim, le 2 juillet 1952, dans le département du Haut-Rhin et la limite du Rhin; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération de leurs impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition des sinistrés afin qu'ils puissent faire procéder aux réparations nécessaires; 33° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 4005) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les populations de la région de Laon, victimes de l'orage survenu le 3 juillet 1952 en leur accordant un premier secours de 5 millions de francs; 34° de M. Gilles Gozard (n° 4017) tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit les récoltes dans diverses

communes du département de l'Allier; 35° de M. Robert Manceau et plusieurs de ses collègues (n° 4035) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 200 millions pour dédommager les victimes des violents orages qui se sont abattus sur les départements de l'Orne et de la Sarthe et à leur accorder l'exonération des impôts; 36° de M. Dezarnaulds et plusieurs de ses collègues (n° 4058) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la tornade et de la grêle qui se sont abattues le 4 juillet 1952 sur un nombre important de communes du département du Loiret, notamment dans la banlieue nord-est d'Orléans; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts; 3° à mettre des crédits à faible taux d'intérêt à la disposition de ceux des sinistrés qui ont à effectuer la réparation indispensable des biens endommagés; 37° de M. Gilles Gozard (n° 4066) tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit la totalité des récoltes dans la commune de Cosne-d'Allier; 38° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 4077) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 5 millions aux pêcheurs de l'étang de Berre, en raison des dommages occasionnés à leur industrie à la suite d'un déversement massif de mazout dans cet étang; 39° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues (n° 4137) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs pour venir en aide aux cultivateurs du département de l'Allier, dont les récoltes ont été ravagées par les orages et la grêle; 40° de M. Fourvel et plusieurs de ses collègues (n° 4176) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 300 millions de francs pour allouer un premier secours aux cultivateurs victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les départements de la Dordogne, du Gers et du Puy-de-Dôme; 2° à accorder aux sinistrés des dégrèvements d'impôts; 3° à venir en aide aux collectivités locales ayant subi de graves dommages; 41° de MM. Hénault et Hettier de Boislamhert (n° 4194) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de 50 millions au département de la Manche, destiné à secourir les cultivateurs victimes de l'orage qui a ravagé la région agricole concernant les communes de Troisgots, Gourfaleur,

Saint-Romphaire, Saint-Samson-de-Bonfossé, Le Mesnil-Opac, Saint-Martin-de-Bonfossé ; 42° de MM. Soustelle et Charret (n° 4212) tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence des crédits importants aux exploitants ruraux des cantons du département du Rhône sinistrés par suite des orages de grêle des 27 juin et 8 juillet derniers ; 43° de MM. Trémouilhe et Caillavet (n° 4219) tendant à inviter le Gouvernement à allouer 50 millions de secours d'urgence aux agriculteurs de l'arrondissement de Marmande, sinistrés par l'orage de grêle du 6 août 1952 ; 44° de MM. Kauffmann, Koenig et Wolff (n° 4232) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes de Westhoffen, Traenheim, Wangen, Marlenheim, Nordheim, Kirchheim et Odratzheim qui ont été sinistrés par l'ouragan et la grêle au cours des orages qui se sont abattus sur cette région dans la journée du 13 août ; 45° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 4240) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 150 millions de francs aux sinistrés victimes de la grêle qui s'est abattue le 14 août 1952 dans le département du Cher ; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles et des autres impôts directs pour 1951 et 1952, et des cotisations d'allocations familiales pour 1952 ; 46° de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues (n° 4241) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer dans l'immédiat un secours d'un milliard de francs aux sinistrés de la tornade et de la grêle qui se sont abattues dans le département d'Eure-et-Loir, particulièrement dans la région de Nogent-le-Rotrou, Illiers, Courville-sur-Eure, Chartres et Gallardon ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1952 ; 47° de M. Cagne et plusieurs de ses collègues (n° 4242) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un secours d'urgence de 100 millions de francs aux sinistrés des orages de grêle qui se sont produits dans le département du Rhône ; 2° à exonérer les sinistrés des impôts de 1952 ; 3° à allouer aux communes sinistrées des subventions pour pertes de recettes ; 48° de M. Robert Manceau et plusieurs de ses collègues (n° 4243) tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits

nécessaires pour dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea différentes régions de la Sarthe dans la nuit du 13 au 14 août 1952 et à leur accorder des exonérations d'impôts ; 49° de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues (n° 4244) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 300 millions de francs en vue de dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le sud de la Seine-et-Oise dans la nuit du 13 au 14 août 1952 ; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et 1952 à ces sinistrés ; 50° de M. Genton (n° 4247) tendant à inviter le Gouvernement à accorder : 1° les crédits nécessaires pour que des prêts à long terme et à faible intérêt soient consentis aux victimes de l'ouragan de grêle du 14 août 1952, pour la réparation des bâtiments et la remise en état des exploitations ; 2° des exonérations et des délais fiscaux aux mêmes personnes ; 51° de M. Fourvel et plusieurs de ses collègues (n° 4248) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 200 millions en vue de venir en aide aux cultivateurs et vigneron dont les récoltes ont été détruites par la tornade qui a ravagé la région de Vertaizon (Puy-de-Dôme) le 14 août 1952 ; 2° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1951 et 1952 ; 52° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 4292) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit de 100 millions de francs en vue de dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea le canton de Brie-Comte-Robert dans la nuit du 13 au 14 août ; 2° à accorder l'exonération des impôts de 1951 et de 1952 à ces sinistrés ; 53° de M. Zunino et plusieurs de ses collègues (n° 4307) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs en vue de secourir les sinistrés de la région antiboise (Alpes-Maritimes) ravagée par le fléau dès 17 et 18 août 1952 ; 54° de M. Zunino et plusieurs de ses collègues (n° 4308) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs aux collectivités et aux personnes victimes de l'incendie de forêt de la région Biot—Vallauris—Mougins (Alpes-Maritimes) ; 55° de M. Bèche (n° 4310) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 100 millions de francs et des dégrèvements d'impôts aux victimes de la tornade qui a dévasté le département des Deux-Sèvres dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952 ; 56° de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (n° 4319) tendant à inviter le Gouvernement à

accorder un premier secours d'urgence de 50 millions aux sinistrés de Charente-Maritime, à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952; 57° de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 4337) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités atmosphériques survenues en 1952 dans le département de la Haute-Saône; 58° de MM. Jacques Bardoux, Dixmier et Jean-Michel Flaudin (n° 4338) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux communes du Puy-de-Dôme, ravagées par l'orage du 14 août 1951, un secours total de 125 millions de francs; 59° de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues (n° 4341) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 100 millions de francs aux victimes de l'ouragan du 26-27 septembre qui a sévi sur le département de la Creuse; 60° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 4343) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 300 millions de francs en vue de l'attribution de secours d'urgence aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur le département des Deux-Sèvres dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952; 61° de MM. Max Brusset et Bignon (n° 4414) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête qui a sévi sur la côte de l'Atlantique, en particulier celle de la Charente-Maritime, dans la nuit du 26 au 27 septembre 1952; 62° de M. Mabrut (n° 4430) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes du département du Puy-de-Dôme, victimes d'un orage de grêle, doublé d'un véritable ouragan, survenu le 14 août 1952, affectant 17 communes viticoles et fruitières, aux récoltes gravement atteintes; aux agriculteurs de 40 communes viticoles et fruitières sinistrées par l'ouragan des 26 et 27 septembre; 63° de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (n° 4442) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les ostréiculteurs sinistrés de Charente-Maritime à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952; 64° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues (n° 4455) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires afin d'aider efficacement les populations de Tebessa et de ses environs qui ont été victimes des inondations du 21 septembre 1952; 65° de M. Faraud et plusieurs de ses collègues (n° 4526) tendant à inviter le Gouvernement à consentir aux ostréiculteurs

sinistrés, à la suite des tempêtes de fin septembre, des remises d'impôts et à prendre les mesures nécessaires pour que les caisses de crédit agricole et de crédit maritime leur accordent des prêts à taux réduit; 66° de M. Prot et plusieurs de ses collègues (n° 4717) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions de francs afin de venir en aide à la population de Moislains éprouvée par l'incendie de l'usine « La Cottonnière »; 67° de M. Doutrelot et plusieurs de ses collègues (n° 4732) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 50 millions aux victimes de l'incendie de l'usine de tissage de Moislains (Somme); 68° de MM. Max Brusset et Bignon (n° 4928) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations survenues, en Charente-Maritime notamment, à la fin de novembre et au début de décembre 1952 des secours d'urgence et des indemnités ou avances pour réparer les dommages subis; 69° de MM. Faraud, Gaborit et Verneuil (n° 4936) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder une aide immédiate aux victimes des inondations qui viennent d'éprouver les régions de Saintes, Pons et Jonzac; 2° à mettre à la disposition des agriculteurs inondés, par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole, des prêts à taux réduit pour le renouvellement des emblavures détruites; 3° à accélérer l'étude et la réalisation des travaux propres à assurer à l'avenir, en cas de crue, l'écoulement rapide des eaux de la Charente; 70° de MM. Juglas et Maurice Lenormand (n° 5050) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes du cyclone qui a dévasté la ville de Karikal; 71° de MM. Mondon, Thiriet et Peltre (n° 5114) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux collectivités publiques et aux particuliers dont les biens ont été endommagés par la tempête du 12 au 13 décembre 1952; 72° de M. Dezarnaulds et plusieurs de ses collègues (n° 5119) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes de la tornade qui s'est abattue le 12 décembre 1952 sur l'ensemble du département du Loiret; 73° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 5134) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence un crédit de 500 millions de francs destinés à apporter des secours immédiats aux sinistrés du département de la Gironde ainsi qu'à toutes les victimes des inondations

qui ravagent à nouveau la région du Sud-Ouest ; 74° de M. de Gracia et plusieurs de ses collègues (n° 5166 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés des tempêtes et inondations qui ont atteint en décembre 1951, mai 1952 et décembre 1952 la côte sud-ouest de l'Atlantique et, plus particulièrement, le département de la Gironde ; 75° de M. Rousselot (n° 5167) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit destiné à apporter une aide aux sinistrés du département de la Meuse victimes des dégâts causés aux immeubles, aux vergers, aux forêts et aux installations publiques par suite de l'ouragan qui s'est déroulé le samedi 13 décembre 1952 au matin ; 76° de M. Chaban-Delmas et plusieurs de ses collègues (n° 5214) tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés de l'agglomération bordelaise, victimes des actuelles inondations ; 77° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues (n° 5219) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 50 millions de francs destiné à apporter un premiers secours immédiat aux sinistrés de la ville de Montluçon et des environs, victimes de la récente crue du Cher ; 2° à empêcher formellement la violation de la marge de sécurité de remplissage des barrages, cause principale du sinistre ; 3° à ordonner d'urgence les travaux nécessaires au dragage et à l'aménagement du lit du Cher ; 78° de M. Boutbien et plusieurs de ses collègues (n° 5280) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir d'urgence un crédit de cinquante millions de francs en vue d'assurer un premier secours aux victimes des inondations survenues dans le département de l'Indre les 17 et 18 décembre 1952, n° 5235. — Le 18 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6766) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1954, n° 6833. — Le 5 novembre 1953, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par l'article premier de la loi du 3 juillet 1947, première partie : S.N.C.F., n° 7085. — Le 26 novembre 1953,

une proposition de loi tendant à instituer l'exonération à la base pour les cotisations d'allocation vieillesse des non-salariés, n° 7304. — Le 28 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7479) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 6766) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1954, n° 7496. — Le 2 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux activités répréhensibles de certaines entreprises qui, sous le couvert d'une aide à apporter aux constructeurs, se livrent à diverses spéculations, n° 7922. — Le 18 mars 1954, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947 et par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 (Agence Ilavas), n° 8084. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 768) (fait au cours de la précédente législature), repris le 21 août 1951, sur la proposition de loi de M. Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales, par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, n° 8250. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 154) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, n° 8251. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 180) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance vieillesse, les chauffeurs de taxi salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1<sup>er</sup> juillet 1930 et le 1<sup>er</sup> janvier 1936, n° 8252. — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1490) tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, n° 8780. — Le 6 juillet 1954,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux adhérents des sociétés de construction en liquidation ou en faillite qui avaient demandé le bénéfice des lois d'aide à la construction en vue de l'édification de logements économiques, n° 8819. — Le 9 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 7066) de M. Bignon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux caisses artisanales d'allocation vieillesse d'accorder des remises de majoration de retard, n° 8863. — Le 9 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi (n° 4912) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles ; 2° la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 5757) tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application la plus large de la loi relative à la sécurité sociale des étudiants, n° 8864. — Le 9 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Coutant et plusieurs de ses collègues (n° 5160) tendant à faire bénéficier les assurés sociaux des professions non agricoles des dispositions de l'article 12 de la loi du 25 juillet 1952 concernant l'allocation spéciale pour la tierce personne due aux assurés sociaux de l'agriculture ; 2° de M. Billiemaz (n° 5693) tendant à augmenter le taux de la majoration pour tierce personne des invalides assurés sociaux ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 7706) tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 8865. — Le 4 novembre 1954, une proposition de loi relative au paiement des pensions versées aux anciens fonctionnaires locaux ayant appartenu à des cadres aujourd'hui étatisés, n° 9380. — Le 5 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9299) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1955, n° 9397. — Le 11 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des

finances sur le projet de loi (n° 9299) et la lettre rectificative (n° 10362) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1955, n° 10372. — Le 24 novembre 1955, un avis au nom de la Commission des finances, en application de l'article 57 *bis* du Règlement, sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 1754) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 2° de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues (n° 3271) tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaires ; 3° de M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues (n° 6942) concernant la suppression des zones de salaires ; 4° de M. Marcel Boulangé, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à réduire de moitié les taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires, n° 11964.

#### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Bas-Rhin [20 juillet 1951] (p. 6006). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département du Bas-Rhin : en qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1951] (p. 6074, 6075) ; — du rapport sur les élections du département de la Loire : *Sa demande de renvoi au bureau* [27 juillet 1951] (p. 6110) ; — du rapport sur les opérations électorales du territoire du Sénégal : *Discussion générale* [24 août 1951] (p. 6360, 6361) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ce que le décret soit pris dans le mois suivant la promulgation de la loi* [8 septembre 1951] (p. 7161) ; Art. 2 : *Demande de suspension de séance de M. Soustelle* [9 septembre 1951] (p. 7205) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Répartition de la taxe locale)* [28 novembre 1951] (p. 8611 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2,



Etat B : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1951] (p. 10033). — Prend part : à la discussion du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Article additionnel : *Amendement de M. Gozard tendant à instituer une taxe sur les superbénéfices des entreprises industrielles et commerciales* [26 février 1952] (p. 1035, 1036); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Nécessité de la stabilité gouvernementale, guerre d'Indochine, lutte contre la fraude fiscale, effort financier plus important pour équilibrer le budget)* [6 mars 1952] (p. 1194, 1195). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1265); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas réduire les investissements agricoles* [3 avril 1952] (p. 1805); le retire (p. 1806); Art. 23 quinquies : *Demande de disjonction de l'article relatif aux vieux pouvant recevoir une pension alimentaire de leurs enfants, présentée par M. Fourvel* (p. 1848, 1849); Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la Justice (Impôt sur la propriété bâtie)* (p. 1877, 1878); Art. 42 : *Son amendement tendant à permettre aux sociétés la répartition de leurs portefeuilles de valeurs mobilières moyennant taxe de 5 0/0* [4 avril 1952] (p. 1919); Art. 28 : *Demande de disjonction de l'article majorant les charges fiscales des propriétaires de logements, présentée par M. de Moro-Giafferri* (p. 1941, 1942); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti : *Vote sur le rejet demandé par la Commission des finances* [20 mai 1952] (p. 2359); Article unique : *Son amendement tendant à assujettir les souscripteurs à la surtaxe progressive* (p. 2359 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur la discussion du projet relatif aux ententes professionnelles* [10 juin 1952] (p. 2782). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative aux redevances perçues par l'Etat pour l'installation de canalisations sur le domaine public [24 octobre 1952] (p. 4399, 4400). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des

dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FINANCES (Services financiers); Art. 2 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement* [4 novembre 1952] (p. 4711, 4712); INTÉRIEUR, en qualité de Rapporteur [8 novembre 1952] (p. 4921 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat jugeant la lettre rectificative insuffisante* [18 novembre 1952] (p. 5354, 5355); Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Jocionnaires des préfectures)* [13 décembre 1952] (p. 6320); Chap. 3103 : *Amendement de M. Lafay tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Réforme de l'inspection générale)* (p. 6326); Chap. 3141 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Création de 10 nouvelles C.R.S.)* (p. 6335 et suiv.); Chap. 3392 : *Amendement de M. Ballanger tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Mutuelles et services sociaux)* (p. 6340); Chap. 3441 : *Amendement de M. Lafay tendant à rétablir les crédits pour les frais de la santé nationale (Frais de surveillance et d'enquêtes)* (p. 6341); Chap. 3651 : *Subventions à la ville de Paris (Corps des sapeurs-pompiers de Paris, insuffisance de la subvention)* (p. 6343, 6344); *Amendement de M. Cayeux tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la ville de Paris (Dépenses de la Préfecture de police)* (p. 6345); *Amendement de M. Daniel Mayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à la ville de Paris (sapeurs-pompiers de Paris)* (p. 6345); Etat B, Chap. 4152 : *Subventions facultatives aux collectivités locales* (p. 6348); *Amendement de Mme Grappe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux collectivités locales (Subventions aux cinq départements pauvres)* (p. 6349); *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Réparations des édifices du culte en Haute-Saône)* (p. 6357); Art. 3, Etat D : *Tableau des effectifs* (p. 6366); *Amendement de M. Cayeux relatif à la liquidation des retraites des sapeurs-pompiers* (p. 6367); Art. 5 : *Sous-amendement de M. Daniel Mayer tendant à limiter l'article*

aux militaires non officiers (p. 6367); Article additionnel : Amendement de Mlle Marzin tendant à effectuer des crédits au contrôle des dépenses de la Préfecture de police par le Conseil municipal de Paris (p. 6369). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative aux frais de tournées des fonctionnaires [14 novembre 1952] (p. 5125, 5126). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos; en qualité de Rapporteur [18 novembre 1952] (p. 5348, 5349). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à la classification dans les statistiques électorales [28 novembre 1952] (p. 5844). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953): Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Application abusive de la loi des maxima) [9 décembre 1952] (p. 6059, 6060); Art. 27 : Son amendement tendant à reprendre l'article détaxant les aliments du bétail et majorant les taxes sur la viande (p. 6093); Art. 31 : Demande de disjonction de l'article relatif au calcul des charges à déduire du revenu net foncier, présentée par M. Rochet [11 décembre 1952] (p. 6160); Art. 38 : Son amendement tendant à permettre aux artisans l'emploi de la force motrice et la constitution de stocks (p. 6164 et suiv.); Art. 41 : Demande de disjonction de l'article relatif aux sanctions aux infractions concernant des inexactitudes dans les inscriptions comptables présentée par M. Denais (p. 6170); Art. 46 : Amendement de M. Ferri tendant à assimiler les directeurs de sociétés à des salariés (p. 6187); Art. 52 : Demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie, présentée par M. Couston (Importance de la fraude pour l'impôt général sur le revenu) (p. 6195); Art. 52 : Son amendement tendant à permettre au contribuable taxé forfaitement d'établir son revenu réel (p. 6196); Art. 103 bis : Promulgation par décret de la réforme fiscale si le Parlement ne l'a pas votée dans un délai de cinq mois [12 décembre 1952] (p. 6247, 6251); Art. 135 : Promulgation de la réforme fiscale par décrets soumis à la Commission des finances si la loi n'est pas votée dans un délai de cinq mois (p. 6294); Article additionnel : Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne

majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltants pour leur propre consommation [21 décembre 1952] (p. 6876); Son amendement relatif aux conventions d'indemnisation entre nouvelles et ancienne sociétés de presse (p. 6884); Son amendement tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail (p. 6893); Demande de vote par division de l'amendement de M. Raffarin tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail, présentée par M. Lamps (p. 6896); Amendement de M. Rochet tendant à réduire le taux de la taxe unique sur les vins ordinaires (p. 6904); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 25 : Amendement de M. Charpentier tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile [15 décembre 1952] (p. 6404); Art. 32 : Demande de disjonction de l'article présentée par le Gouvernement, portant la majoration de l'allocation-éducation à 1.300 francs par trimestre (p. 6435); Art. 4, Etat D : Service des alcools (Mauvaise gestion de ce service) [19 décembre 1952] (p. 6613); Son amendement tendant à prévoir des avances au fonds national de l'habitat (p. 6615, 6616); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 27 sexies : Suppression des petites usines de gaz pour faciliter la distribution [20 décembre 1952] (p. 6740, 6741); Art. 45 : Son amendement relatif aux aliénations de biens des sociétés d'habitations à loyer modéré (p. 6778, 6779); Art. 11 quater : Amendement de Mme Lempereur tendant à remplacer « couvrir » par « alléger » [21 décembre 1952] (p. 6941); Sa demande de suspension de séance (p. 6942); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 53-36 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de pêche (p. 6946); le retire (ibid.); Article additionnel : Son amendement relatif à l'extension du prélèvement sur les loyers aux locaux commerciaux ou artisanaux à partager entre propriétaires et locataires (p. 6951); Amendement de M. Triboulet relatif au privilège du créancier nanti (p. 6952); Amendement de M. Valentino relatif à la réévaluation des travaux en cours dans les ports de Fort-de-France et Pointe-à-Pitre (p. 6953); AGRICULTURE, Chap. 61-60 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du

génie rural (Adductions d'eau potable) (p. 6954); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 68-02 : Amendement de M. Véry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F. I. D. E. S. (Adductions d'eau à la Martinique) (p. 6956); Art. 4, Etat D : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts agricoles (Insuffisance des prêts aux jeunes exploitants) (p. 6959); Art. 25 quater : Prêts aux agriculteurs anciens prisonniers de guerre ou déportés (p. 6960); Article additionnel : Amendement de M. Valentino relatif aux excédents des Caisses d'épargne susceptibles d'être placés dans les départements d'outre-mer (p. 6961); Amendement de M. Minjot tendant à recourir à des avances de la Banque de France en cas de carence du Gouvernement pour le financement du programme de constructions (p. 6961, 6962); Rappel au règlement de M. Benoist (Renvoi de la séance) (p. 6962); Art. 47 bis : Prêts des sociétés d'assurance et de capitalisation aux H. L. M. avec la garantie de l'Etat (p. 6963); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953; en qualité de Rapporteur [30 décembre 1952] (p. 7057, 7058); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Art. 6 : Amendement de M. Morève tendant à supprimer la nécessité de l'avis conforme des Commissions des finances pour les décrets prévus [27 janvier 1953] (p. 518, 519); Amendement de M. Lafay tendant à supprimer le mot « conforme » (p. 521); Art. 9 : Recettes de la Régie des tabacs [28 janvier 1953] (p. 603); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République, INTÉRIEUR; Chap. 31-41 : Sécurité nationale (Création de nouvelles compagnies républicaines de sécurité) [3 février 1953] (p. 818 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur les terrains destinés à la construction [5 février 1953] (p. 938); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Article additionnel : Son amendement concernant l'assurance des personnes désirant construire en utilisant la législation relative aux H. L. M. [17 mars 1953] (p. 1994, 1995); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement

tendant à accorder des garanties aux collectivités locales qui consentent des prêts à des organismes d'H. L. M. (p. 1997); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; en qualité de Rapporteur pour avis [18 mars 1953] (p. 2033); Art. 2 : Amendement de M. Claudius Petit tendant à ce que l'épargne réalisée soit affectée exclusivement à la construction ou à l'achat de logements abandonnés (Ses observations sur la nécessité d'une utilisation rationnelle des logements existants) (p. 2035, 2036); Amendement de M. Nisse tendant à retenir pour base d'indexation le salaire minimum interprofessionnel garanti en vigueur à Paris [20 mars 1953] (p. 2099); Amendement de M. Pierre André tendant à subordonner les retraits des comptes à un préavis d'un mois (p. 2099, 2100); Art. 5 : Amendement de M. Pierre André tendant à autoriser le Crédit foncier à émettre des obligations-logement (p. 2103); Article additionnel : Amendement de M. Pierre André tendant à dispenser de charges fiscales les opérations de construction à but désintéressé (p. 2103); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux; Article additionnel : Son amendement tendant à l'établissement d'un plan de modernisation et d'équipement du bâtiment [20 mars 1953] (p. 2126 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> et 2 : Contre-projet de M. Guiguen tendant à fixer le nombre de pièces en rapport avec celui des personnes à loger, à assurer une meilleure utilisation des logements existants et à assurer l'entretien et la conservation du patrimoine immobilier d'habitation (Application de l'article 48 du Règlement) (p. 2129); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 34 : Demande de prise en considération des articles obligeant les employeurs à investir dans la construction 1/2 0/0 des salaires versés, présentée par le Gouvernement [21 mars 1953] (p. 2183); Art. 5 : Amendement de M. Pierre André tendant à prévoir le contrôle de la Cour des comptes (p. 2188); — du projet de loi approuvant une Convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : Discussion générale (Ses observations sur la réforme fiscale, les causes du déficit financier, la récession économique) [24 mars 1953] (p. 2258, 2259). — Pose à M. le Ministre des Affaires économiques, une question relative aux importations de viandes [27 mars 1953] (p. 2470, 2471). —

Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale (Maintien de la taxe à la production, abandon de la taxe sur la valeur ajoutée)* [9 juillet 1953] (p. 3417) ; Art. 63 : *Demande de disjonction de M. Tournaud, de l'article relatif aux impôts sur les forains* (p. 3422) ; Articles additionnels : *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité matière* (p. 3424, 3426). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au budget, une question relative au prélèvement sur loyers [17 juillet 1953] (p. 3581, 3582). — Est entendu sur la question orale de M. Michaud à M. le Secrétaire d'Etat au budget, au sujet du remboursement des titres de l'emprunt-prélèvement de 1948 [17 juillet 1953] (p. 3582). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole : *Tort fait à la Vendée par l'arrachage obligatoire des cépages prohibés (Rappel du débat de 1934) ; Sévérité des modalités d'application, espoir d'une solution transactionnelle permettant le maintien de la consommation familiale vendéenne* [20 octobre 1953] (p. 4425 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : en qualité de *Rapporteur spécial* [29 octobre 1953] (p. 4649) ; *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Nécessité d'attendre un exposé d'ensemble de la politique financière du Gouvernement)* (p. 4651, 4652) ; *Motion préjudicielle de M. Patinaud tendant à suspendre la discussion jusqu'à ce que le salaire minimum garanti ait été élevé à 23.000 francs (Nécessité de tenir compte de l'avis de la Commission supérieure des Conventions collectives)* (p. 4654) ; Chap. 43-12 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes (Stages de formation professionnelle accélérée)* (p. 4659) ; Chap. 46-11 : *Amendement de M. Besset tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage* (p. 4660) ; Chap. 46-12 : *Amendement de M. Linet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration du sort des travailleurs nord-africains (Insuffisance des crédits, misère grandissante des nord-africains en France)* (p. 4668) ; Chap. 47-22 : *Contribution au fonds de retraite de la Caisse de sécurité sociale dans les mines (Déficit de la Caisse de sécurité sociale des mines)*

(p. 4669, 4670) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Octroi des primes à la construction aux collectivités locales et établissements publics)* [30 novembre 1953] (p. 5715, 5716) ; P.T.T., Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder au personnel intégré des garanties à l'issue du stage* [7 décembre 1953] (p. 6240) ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Article additionnel : *Son amendement relatif aux exonérations de cotisation pour les assujettis aux régimes d'allocations vieillesse* [10 décembre 1953] (p. 6440) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1953] (p. 7036) ; Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Service du travail et de la main-d'œuvre (Reclassement des fonctionnaires des services extérieurs)* (p. 7036) ; Chap. 43-12 : *Amendement de M. Furaud tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la formation professionnelle des adultes (Insuffisance des crédits pour la formation de 21.000 stagiaires)* (p. 7037, 7038) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* (p. 7039) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* (p. 7044) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 34-33 : *Travaux de recensement (Recensement de la population en 1954)* [31 décembre 1953] (p. 7095, 7096) ; Article additionnel : *Son amendement relatif au statut des chargés de mission de l'Institut national de la statistique* (p. 7102) ; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Constitutionnalité des amendements du Conseil de la République et du texte présenté, financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* [31 décembre 1953] (p. 7233) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à exiger un intérêt de 5 0/0 sur les 4 milliards avancés aux Mines domaniales de potasse* [13 décembre 1953]

(p. 6693) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 ; Art. 23 : Amendement de M. Hénault tendant à majorer les impôts sur les commerçants étrangers et les automobilistes allant à l'étranger [13 décembre 1953] (p. 6738) ; Article additionnel : Son amendement relatif aux exonérations à la base pour les cotisations de retraite du régime du commerce (p. 6745) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse ; Art. 4 : Son amendement tendant à ne pas déduire les étrennes et gratifications de fin d'année pour le calcul des cotisations [31 décembre 1953] (p. 7158) ; Art. 9 : Son amendement relatif au financement de l'allocation vieillesse (p. 7160) ; le retire (p. 7162) ; — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer, en qualité de Rapporteur pour avis [11 février 1954] (p. 182) ; Art. 1<sup>er</sup> : Extension de l'ordonnance du 19 octobre 1945 aux départements d'outre-mer (Prétendue politique réactionnaire de la Commission des finances) (p. 188) ; Art. 2 : Amendements de MM. Girard et Silvanre (Couverture du risque longue maladie, application de l'article premier de la loi de finances) (p. 189, 190) ; Art. 8 : Son amendement (Indemnité journalière accordée en cas d'incapacité de travail supérieure à quinze jours) (p. 193) ; Art. 9 : Amendement de M. Besset (Calcul de l'indemnité journalière) (p. 195) ; Art. 10 : Son amendement (Temps de travail exigé pendant les six mois précédant la maladie pour donner droit aux prestations maladie) (p. 196) ; Amendement de M. Girard tendant à prévoir le chômage involontaire dans le calcul de la durée du travail exigé pour donner droit aux prestations maladie (Applicabilité de l'article 48 du règlement) (p. 197) ; Art. 11 : Son amendement (Durée de travail exigé pendant les années précédant la maladie pour donner droit à l'assurance invalidité) (p. 197) ; Amendement de M. Césaire tendant à assurer les prestations habituelles aux chômeurs involontaires (Applicabilité de l'article 48 du règlement) (p. 198) ; Articles additionnels : Son amendement tendant à reprendre les articles relatifs aux accidents du travail et maladies professionnelles (p. 198) ; Art. 14 : Son amendement (Subventions de l'Etat aux caisses générales des départements d'outre-mer) (p. 200) ; le retire (ibid.) ; Suggère une modification de date au Conseil de la République (p. 203) ; de ce projet de loi, amendé par le

Conseil de la République ; Art. 8 : Son amendement (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail) [3 août 1954] (p. 3816 et suiv.) ; Art. 14 : Son amendement (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit) (p. 3820, 3821) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis : Relèvement de la taxe de statistique, majoration des cotisations des travailleurs indépendants [4 mars 1954] (p. 636) ; Art. 9 bis : Son amendement (Réduction du taux de la taxe de statistique) (p. 640) ; le retire (p. 641) ; Son amendement (Majoration de la cotisation des travailleurs indépendants) (p. 640) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : Discussion générale (Possibilités de crédit aux petites et moyennes entreprises) [23 mars 1954] (p. 1201) ; Réforme progressive de la fiscalité, taxe à la valeur ajoutée, suppression de la surtaxation des investissements, taxe à la production, contrôle des investissements, modernisation des petites entreprises, taxe sur les prestations de service, taxation des produits agricoles transformés, patente et taxation forfaitaire, commissions paritaires fiscales, le « technical staff » [24 mars 1954] (p. 1221 et suiv.) ; Son interprétation de la taxe à la valeur ajoutée (p. 1227) ; Art. 6 : Amendements de MM. Bénard et Palewski (Disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux ; discrimination entre la S. N. C. F. et les autres moyens de transports) [26 mars 1954] (p. 1341) ; Son amendement (Détaxation en faveur des exportations et du tourisme) (p. 1341, 1342) ; le retire (p. 1342) ; Art. 16 : Amendement de M. Charpentier (Taux de la taxe) (p. 1364) ; Art. 22 A : Amendement de M. Lamps (Date d'application des nouvelles dispositions fiscales) [29 mars 1954] (p. 1387) ; Art. 22 N : Attribution directe de la taxe locale aux départements et communes, son montant (p. 1391) ; Amendements de MM. Cristofol, Leenhardt et Halbout concernant la taxe locale (p. 1393, 1394) ; Art. 22 O : Amendement de M. Cristofol (Garantie par l'Etat du montant de la taxe locale destinée aux communes) (p. 1398) ; Art. 17 bis : Amendement de M. Kœnig (Taxe unique sur la bière) (p. 1400, 1401) ; Art. 47 : Son amendement (Taux des droits de mutation sur les logements) (p. 1433) ; Ses explications de vote (Texte réalisant un

progrès pour la création de la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 1148); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Oppose la question préalable (Désordre et complications du nouveau texte)* [14 mai 1954] (p. 2418, 2419); Art. 1<sup>er</sup> : *Permis de construire* (p. 2421); Art. 3 ter : *Renvoi en Commission de l'article 3 ter (Dédution des sommes versées en faveur d'œuvres)* [18 mai 1954] (p. 2475); Art. 4 : *Amendement de M. Burlot (Compagnies d'assurances françaises travaillant dans un état étranger)* (p. 2477); Art. 5 : *Amendement de M. Burlot (Maintien des avantages consentis par la législation antérieure aux sociétés d'investissements)* (p. 2478); Art. 5 bis : *Amendement de M. Burlot (application de coefficients aux plus-values évaluées au 1<sup>er</sup> janvier 1949)* (p. 2481); Art. 10 bis : *Amendement de M. Halbout (Exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes mutualistes)* [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2720); *Article additionnel de M. Liautey (Concentration des entreprises et disparition des entreprises dites marginales)* [8 juin 1954] (p. 2815); *Article additionnel de M. Burlot (Imposition sur les sociétés au titre des bénéfices de l'année 1953)* [24 juin 1954] (p. 3052); *Article additionnel de M. Dagain (Evaluation et fixation des forfaits)* (p. 3053, 3054); *Article additionnel de M. Lucas tendant à soumettre au régime des bénéfices agricoles les profits réalisés par les laitiers nourrisseurs des agglomérations urbaines* (p. 3054); *Son article additionnel (Assimilation aux salaires des recettes des charges et offices)* (p. 3055); *Article additionnel de M. Frédéric-Dupont (Composition de la commission départementale compétente pour connaître des désaccords entre administration fiscale et contribuables)* (p. 3058); *Amendements de MM. Frédéric-Dupont et Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes; réforme des méthodes du contrôle fiscal, fusion des régies)* [29 juin 1954] (p. 3134, 3140); Art. 23 quinquies : *Exonération des services que les entreprises se rendent entre elles en vue de réaliser une administration commune* [6 juillet 1954] (p. 3215); Art. 23 septies : *Amendement de M. Burlot (Extension de l'exonération aux encres d'imprimeries et aux matériels destinés aux travaux d'impression des journaux)* (p. 3215); *le retire* (p. 3216); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République : *Article 20 bis relatif aux infractions et peines en matière d'impôt* [13 août 1954] (p. 4198); *Son rappel*

*au règlement (ibid.)*; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Discussion générale (Situation des budgets familiaux, avances de trésorerie aux caisses d'allocations familiales)* [24 juin 1954] (p. 3093); *Date du dépôt d'un projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954* (p. 3095, 3096); Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Boscardy-Monsservin (Date de dépôt du projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954)* (p. 3097); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954; Art. 2 : *Amendement de M. Patinaud (Remboursement de l'avance du Trésor)* [30 juillet 1954] (p. 3751); *Seconde délibération du projet, Art. 3 : Surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales de l'ensemble des régimes* (p. 3759, 3761); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux); *Article unique : Son amendement tendant à éviter que les allègements fiscaux réalisés pour chaque collectivité locale ne diminuent le montant total de ses ressources* [13 août 1954] (p. 4193, 4194); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955; *Etat A, Chap. 11-30 : Rémunération des gérants des bureaux secondaires* [10 novembre 1954] (p. 4890); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955; en qualité de Rapporteur : *Dotation insuffisante des services du travail et de la main-d'œuvre, du fonds national de chômage, conditions de vie des travailleurs nord-africains, retraite des mines, réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes; sa demande de rejeter le budget dans son état actuel* [16 novembre 1954] (p. 5072, 5073); *Allocation chômage* (p. 5076); *Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement indicatif (Réorganisation du Ministère)* (p. 5082); *le retire (ibid.)*; *Chap. 31-21 : Son amendement indicatif (Création d'une inspection portant sur l'ensemble du Ministère)* (p. 5093); *le retire (ibid.)*; *Chap. 31-22 : Demande de disjonction de ce chapitre présentée par M. Besset (Primes au personnel des services extérieurs du Ministère du Travail)* (p. 5094); *Chap. 34-11 : Son amendement indicatif (Insuffisance du contrôle exercé par les inspecteurs du*

travail ; fonctionnement du service de la main-d'œuvre) (p. 5095) ; Sa demande de disjonction du chapitre 34-12 (Fonctionnement des bureaux de placement et des services de la main-d'œuvre) (p. 5095) ; Chap. 43-11 : Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre : Services du travail et de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes (p. 5097) ; Chap. 44-11 : Son amendement indicatif (Encouragement aux sociétés ouvrières de production et de crédit) (p. 5098) ; Sa demande de disjonction du chapitre 46-11 : Services du travail et de la main-d'œuvre ; Fonds national de chômage (p. 5099) ; Chap. 46-12 : Son amendement indicatif (Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains) (p. 5104, 5105) ; Chap. 47-22 : Sa demande de disjonction de ce chapitre (Insuffisance des crédits demandés pour la Caisse autonome de sécurité sociale des mines) (p. 5107) ; Etat B : Sa demande de disjonction du chapitre 66-10 (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes) [17 novembre 1954] (p. 5125) ; Article additionnel de Mme Lefebvre et de M. Coutant (Transformation d'emplois du cadre temporaire en emplois permanents ; application de l'article 68 du Règlement) (p. 5128) ; Déroulement du débat (Inopportunité du vote sur l'ensemble) (p. 5129, 5130) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 : Son article additionnel (Pensions servies par la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales) [24 novembre 1954] (p. 5368) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 ; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat B, Chap. 53-34 : Ports de commerce (Saint-Gilles-Croix-de-Vie, les Sables-d'Olonne) [14 décembre 1954] (p. 6349, 6350) ; [15 décembre 1954] (p. 6367) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : Maîtres de l'enseignement privé [28 janvier 1955] (p. 376) ; Art. 40 : Revendications des petits cheminots (p. 430, 431) ; Art. 41 : Fonds routier et tranche vicinale (p. 431) ; Son amendement rectifié (Tranche vicinale et tranche urbaine) (ibid.) ; Art. 24 quarter : Motion préjudicielle de M. Deixonne (Entretiens Mendès-France-Pie XII) (p. 434) ; Dette de l'Etat reconnue par le Conseil d'Etat (p. 440) ; Amendement de M. Marcel David (Affaires pendantes devant les juridictions con-

tentieuses) (p. 440, 441) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : Sous-Commission de contrôle des entreprises nationales : S. O. F. I. R. A. D. ; Radio Monte-Carlo et son contrat avec Image et Son ; position de MM. Mendès-France, Bourguès-Maunoury et Ulver [31 janvier 1955] (p. 508 à 511) ; Elimination de l'agence Havas (p. 513) ; — d'une proposition de loi relative au repos et au paiement des travailleurs les jours de fêtes légales ; Article unique : Applicabilité de l'article premier de la loi de finances [15 mars 1955] (p. 1403) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P.T.T. pour 1955 ; Etat A, Chap. 11-30 : Son amendement indicatif (Gérants d'agences postales) [15 mars 1955] (p. 1459) ; le retire (ibid.) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 ; Art. 10 : Droits de licence sur les débits de boissons [16 mars 1955] (p. 1514) ; Applicabilité de l'article 68 du Règlement au texte rapporté par la Commission des finances ; réforme des finances locales (p. 1518) ; Art. 9 : Pensions de la Caisse de retraite des collectivités locales (p. 1519) ; — du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : Attitude « discursive » de M. Guy Desson à l'égard de la Sous-Commission des finances [17 mars 1955] (p. 1584) ; Etat A, Chap. 00-10 : Le rapport sur la S. O. F. I. R. A. D. (p. 1590, 1591) ; M. Mitterrand et les pourparlers entre la S.O.F.I.R.A.D. et Michelson ; le témoignage de M. Jacques Meyer (p. 1591, 1592) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques ; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement (Codification du contrôle des entreprises nationalisées) [22 mars 1957] (p. 1819) ; — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : Applicabilité de l'article premier de la loi de finances aux amendements de MM. Valentino et Rosan Girard (Extension du S. M. I. G. aux départements d'outre-mer) [24 mars 1955] (p. 1932, 1933) ; Applicabilité à l'article premier (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'état d'urgence ; Art. 8 : Recours devant la Commission consultative ; sa demande de réserver cet article [31 mars 1955] (p. 2201) ; — d'une proposition

de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Ses explications de vote (Atmosphère du débat)* [30 juin 1955] (p. 3541); — du projet de loi relatif à la Convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Motion préjudicielle de M. Marc Dupuy (Bilans d'exploitation ligne par ligne des compagnies maritimes subventionnées, revendications des marins et officiers du commerce)* [26 juillet 1955] (p. 4244); *Mesures d'économies et suppression de lignes coûteuses* (p. 4269); — du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 novembre 1955] (p. 5742); Art. 3 : *Son amendement (Majoration de l'allocation minimum au moins égale à 6.240 francs)* (p. 5749); *Applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 5750); *Son amendement (au moins égale à 4.500 fr.)* (p. 5751); Art. 6 : *Son amendement (Dépenses incombant « légalement » aux régimes)* (p. 5756, 5757); Art. 9 : *Son amendement (Taxation du super-carburant binaire)* (p. 5758); *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Remboursement du trop-perçu)*; *propose une prescription quadriennale* (p. 5760); — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule : *Irrecevabilité opposée par le Gouvernement* [24 novembre 1955] (p. 5994). = S'excuse de son absence [6 avril 1954] (p. 1759). = Obtient un congé [6 avril 1954] (p. 1759).

**TIROLIEN (M. Furcie)**, *Député de la Guadeloupe. (R. P. F.)*

Son élection est validée [26 juin 1952] (p. 3237). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [24 juin 1952] (**F. n° 153**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [7 février 1955] (**F. n° 496**).

#### Dépôts :

Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 50-1548 du 16 dé-

cembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, la législation électorale et toutes autres contraires à la loi d'assimilation du 26 mars 1946, n° 5667. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier la date des élections cantonales dans le département de la Guadeloupe à la suite du décret du 24 décembre 1953 portant dissolution dudit conseil, n° 7867.

#### Interventions :

Prend part : à la discussion du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6106, 6107, 6109); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations touchant les départements d'outre-mer et leur injuste discrimination dans tous les domaines* [18 juin 1953] (p. 3087). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Sa demande d'application intégrale aux D. O. M., misère des populations antillaises)* [11 février 1954] (p. 186, 187); — du projet de loi relatif à la reconstitution du conseil général de la Guadeloupe : *Discussion générale* [9 juillet 1954] (p. 3391, 3392). — Dépose une demande d'interpellation sur le recensement effectué à la Guadeloupe [28 janvier 1955] (p. 383), [25 mars 1955] (p. 1943). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Etat A, 4<sup>e</sup> partie du Titre IV : *Industrie sucrière dans les départements d'outre-mer* [4 mars 1955] (p. 1104). = S'excuse de son absence [6 mars 1952] (p. 1193), [12 novembre 1952] (p. 5030). = Obtient des congés [6 mars 1952] (p. 1193), [12 novembre 1952] (p. 5030).

**TITEUX (M. Camille)**, *Député des Ardennes (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**),



[20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de sécurité sociale [22 août 1951] (F. n° 24).

### Dépôts :

Le 13 septembre 1951, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur : 1° la proposition de loi (n° 111) de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 2° la proposition de résolution (n° 1045) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ramener de 13,5 0/0 à 10 0/0 le maximum du taux d'abattement des zones de salaire et à réduire dans la même proportion les autres écarts d'abattement ; 2° à calculer sur ces nouvelles bases les réductions applicables aux allocations familiales ; 3° à procéder à la correction des anomalies du classement actuel des zones de salaire, **n° 1084**. — Le 13 novembre 1952, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur la proposition de loi (n° 2774) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la section VI du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail, **n° 4750**. — Le 26 mars 1953, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur la proposition de loi (n° 2774) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la section VI du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1<sup>er</sup> du Code du travail, **n° 6026**. — Le 23 février 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur : I. le projet de loi (n° 4912) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948, étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles ;

II. la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 5757) tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application la plus large de la loi relative à la sécurité sociale des étudiants, **n° 7858**. — Le 23 février 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 1754) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 2° de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues (n° 3271) tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaires ; 3° de M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues (n° 6942) concernant la suppression des zones de salaires ; 4° de M. Marcel Boulangé, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 6645) tendant à réduire de moitié les taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires, **n° 7859**. — Le 2 mars 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur les propositions de loi : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 4478) tendant à supprimer les zones d'abattements en ce qui concerne les prestations familiales ; 2° de MM. Alfred Krieger, Mondon et Schaff (n° 6374) tendant à modifier l'article 11 de la loi du 22 août 1946, pour le calcul des prestations familiales dans les départements autres que la Seine ; 3° de M. Paquet et plusieurs de ses collègues (n° 6699) tendant à ramener le taux d'abattement maximum des allocations familiales à 15 0/0 dans toute la France et faire bénéficier tout allocataire du taux qui lui est le plus favorable en cas de dualité de barèmes de zones ; 4° de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 6933) tendant à supprimer les abattements appliqués aux allocations familiales en fonction des zones de salaires, **n° 7937**. — Le 11 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter l'arrêté du 4 février 1954 ramenant de 3,50 0/0 à 3,25 0/0 des prestations légales servies par les caisses d'allocations familiales leur dotation d'action sociale, **n° 8012**. — Le 26 novembre 1954, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 8284) permettant à titre exceptionnel de modifier, dans certaines communes, les taux d'abattements, utilisés pour le calcul des prestations familiales, **n° 9593**. — Le 26 novembre

1954, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi (n<sup>o</sup> 4912) tendant à modifier l'article 4 de la loi n<sup>o</sup> 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles ; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 5757) tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'application la plus large de la loi relative à la sécurité sociale des étudiants, **n<sup>o</sup> 9594**. — Le 15 décembre 1954, une proposition de loi tendant à : 1<sup>o</sup> relever de la forclusion les ouvriers mineurs ou assimilés qui, par ignorance de la loi, n'ont pu demander le bénéfice de la prise en compte des années de guerre (1914-1918 ; 1939-1945) ; 2<sup>o</sup> permettre aux ouvriers mineurs ou assimilés, victimes du lock-out de 1930, de faire valoir la période de chômage ou la période de travail extérieur à la mine, consécutive à cette mesure, **n<sup>o</sup> 9724**. — Le 28 janvier 1955, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur : 1<sup>o</sup> le projet de loi (n<sup>o</sup> 9999) instituant un régime exceptionnel et provisoire d'indemnisation en faveur des salariés victimes des inondations ; 2<sup>o</sup> la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 9943) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires afin de garantir aux travailleurs et pendant toute la période où ils seront privés de leur emploi du fait des inondations le paiement de leur salaire complet, **n<sup>o</sup> 10022**. — Le 28 janvier 1955, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, instituant un régime exceptionnel et provisoire d'indemnisation en faveur des travailleurs privés de leur emploi du fait des inondations, **n<sup>o</sup> 10035**. — Le 24 mars 1955, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 1754) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 2<sup>o</sup> de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3271) tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de

salaires ; 3<sup>o</sup> de M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6942) concernant la suppression des zones de salaires ; 4<sup>o</sup> de M. Marcel Boulangé, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6645) tendant à réduire de moitié les taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires, **n<sup>o</sup> 10504**. — Le 24 mars 1955, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 1754) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 2<sup>o</sup> de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3271) tendant à modifier les taux d'abattement actuellement appliqués aux différentes zones de salaires ; 3<sup>o</sup> de M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6942) concernant la suppression des zones de salaires ; 4<sup>o</sup> de M. Marcel Boulangé, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 6645) tendant à réduire de moitié les taux d'abattement appliqués aux différentes zones de salaires, **n<sup>o</sup> 10511**.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale, Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir le remboursement intégral de la dette de l'Etat envers la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6628) ; — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur le problèmes des zones de salaires, les prix en province et à Paris, la misère des ouvriers, le mauvais découpage des zones de salaires)* [14 septembre 1951] (p. 7359, 7360, 7361, 7362) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'échelle mobile au Luxembourg)* [14 septembre 1951] (p. 7384) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* [20 septembre 1951] (p. 7513) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de faire un effort réel et durable en faveur des salariés, abattements de zones, prix agricoles)* (p. 7528, 7529) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour les travailleurs immigrants (*Immigrants d'Europe centrale* [13 novembre 1951] (p. 7963, 7964); le retire (p. 7964); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Le projet socialiste initial, la fin de l'inflation grandissante, la duplicité du R. P. F., la misère des ouvriers, l'insuffisance du salaire minimum vital gouvernemental, les clauses inacceptables du projet gouvernemental)* [19 février 1952] (p. 818 et suiv.); *Contre-projet de M. Camphin tendant à reprendre le rapport de M. Coutant précédemment voté en septembre 1951* [25 février 1952] (p. 877, 878); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement* [9 avril 1952] (p. 2047); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 23 quinquies : *Demande de disjonction de l'article relatif aux vieux pouvant recevoir une pension alimentaire de leurs enfants, présentée par le Gouvernement* [3 avril 1952] (p. 1848); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur les modalités du projet gouvernemental différentes de celles du projet socialiste, la nécessité de reprendre le texte déjà voté)* [29 mai 1952] (p. 2550, 2551); *Sa demande de suspension de séance* (p. 2565); *Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental* [30 mai 1952] (p. 2585); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2587); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 43-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la formation professionnelle des adultes (Main-d'œuvre nord-africaine)* [23 octobre 1952] (p. 4339); le retire (*ibid.*); Chap. 46-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Augmentation du chômage)* (p. 4340); le retire (*ibid.*); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* [23 octobre 1952] (p. 4356); Chap. 35-01 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le plan national de ravitaillement en carburants* (p. 4359); le retire (*ibid.*); — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines; Article additionnel : *Son*

*amendement relatif aux périodes de chômage total ou de lock-out à inclure dans la durée des services miniers* [12 novembre 1952] (p. 5038). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à l'examen de son rapport supplémentaire sur les zones de salaires* [20 octobre 1953] (p. 4411). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des zones d'abattements en matière de prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* : *Injustice des zones d'abattements, leur répercussion sur les conditions de vie des familles et les problèmes de résidence* [6 avril 1954] (p. 1782, 1783); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires, en qualité de *Rapporteur* : *Usage abusif de l'article premier de la Loi de finances, loi du 11 février 1950 sur la fixation du salaire minimum et son interprétation par le Conseil d'Etat, conditions de vie en province et à Paris* [7 avril 1954] (p. 1849 et suiv.); *Renvoi d'une proposition à la Commission* (p. 1858, 1859). — Pose au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à la protection des centres de formation professionnelle contre l'incendie [25 juin 1954] (p. 3091). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, en qualité de *Rapporteur* [18 janvier 1955] (p. 386, 387); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gautier (Travailleurs du bâtiment)* (p. 389); Art. 2 : *Amendement de M. Linet (Heures indemnisées)* (p. 389); Art. 3 : *Amendement de M. Gautier (Concours des conseils généraux)* (p. 390); Art. 5 bis : *Amendement de M. Ch. Benoist (Indemnisation des requis)* (p. 392); de ce projet de loi, en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [28 janvier 1955] (p. 442, 443); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Ses explications de vote (Le curieux rapprochement Gaston Pawleski-Robert Schuman, le problème scolaire, la revalorisation du pouvoir d'achat)* [23 février 1955] (p. 884, 885); — à la discussion d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés, en qualité de *Rapporteur* : *Historique de la question, étude comparative du coût de la vie en province et à Paris, découpage géographique des zones, vente directe au consommateur, salaire agricole* [24 mars 1955] (p. 1921

à 1924); *Le problème en 1951* (p. 1926); *Contre-projet de M. Coutant* (p. 1930).

**TOUBLANC (M. Etienne)**, *Député de Loire-Inférieure (P. C. D.)*.

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**).

#### Dépôts :

Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à remplacer l'article 94 du Code du vin, relatif aux déclarations des pépiniéristes, **n° 1932**. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives au recouvrement des cotisations arriérées du budget annexe des prestations familiales agricoles, **n° 3222**. — Le 9 juillet 1952, une proposition de loi tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais, **n° 4038**. — Le 31 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 4038) de M. Toublanc et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais, **n° 4584**. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur l'avis (n° 5575) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 4038) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins d'origine du pays nantais, **n° 5750**. — Le 2 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 27 — paragraphe V — du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, **n° 7359**. — Le 25 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs

et viticulteurs, victimes des gelées catastrophiques du mois de mai 1955, **n° 10841**.

#### Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Transcripts d'alcool)* [3 août 1954] (p. 3807). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42), [4 octobre 1955] (p. 4756).

**TOURNÉ (M. André)**, *Député des Pyrénées-Orientales (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder la franchise postale aux soldats, marins et aviateurs du contingent, **n° 109**. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter à 30 francs le prêt journalier des soldats, **n° 112**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à l'écart existant entre le prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, tout particulièrement entre le prix du vin à la production et le prix du sulfate de cuivre et du soufre, **n° 168**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder

aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951, **n° 228**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à intégrer les allocations aux grands invalides dans la pension principale en vue de réparer l'injustice dont sont victimes les pensionnés de guerre de 10 à 80 0/0, **n° 321**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à inscrire dans le budget de 1952 les crédits nécessaires au paiement d'un pécule de 400 francs par mois de captivité aux anciens prisonniers de guerre qui ne percevaient durant leur captivité ni solde, ni traitement, **n° 358**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à rembourser aux anciens prisonniers de guerre les marks de camp qu'ils détenaient à leur retour de captivité dans les limites fixées par les organisations d'anciens prisonniers de guerre, **n° 526**. — Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, et cela de toute urgence, aux nouveaux sinistrés de la grêle des Pyrénées-Orientales, **n° 597**. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à porter la ration journalière de vin aux soldats des trois armes à un litre par jour et par homme, **n° 909**. — Le 6 septembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à créer le statut des sourds de guerre, repris le 6 septembre 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission des pensions, **n° 1024**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas jeter sur le marché la masse des disponibilités de vins de la dernière récolte restant bloquée, avant que les petits et moyens viticulteurs n'aient écoulé au moins 100 hectares de leur récolte 1951, **n° 1116**. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 85, 87 et 91 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (décret n° 51-469 du 24 avril 1951), **n° 1153**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 20 mars 1939 concernant les redevances dues par les employeurs en application de la loi du 26 avril 1924 sur les emplois obligatoires et le retour de celles-ci à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, **n° 1676**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons

sur la proposition de résolution (n° 168) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à l'écart existant entre le prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, tout particulièrement entre le prix du vin à la production et le prix du sulfate de cuivre et du soufre, **n° 2129**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à recenser, avec le concours des associations d'anciens combattants, le nombre exact des parties prenantes du budget des anciens combattants et victimes de la guerre, et à réserver les sommes de ce budget non utilisées en fin d'année, à l'amélioration du sort de tous les anciens combattants et victimes de guerre, **n° 2166**. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à retarder jusqu'au 15 mars 1952 la date d'application des dispositions de l'article 1733 du Code général des impôts en ce qui concerne l'acompte provisionnel dû au 31 janvier 1952, **n° 2593**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie aux résistants, **n° 2631**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département des Pyrénées-Orientales les crédits nécessaires pour dégager les villages des hauts cantons bloqués par la neige, **n° 2712**. — Le 19 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions modifiant le rapport de la précédente législature repris le 6 septembre 1951 (n° 1024) sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à créer le statut des sourds de guerre, **n° 2734**. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49 418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance à seule fin de pouvoir continuer à délivrer aux futurs bénéficiaires la carte de combattant volontaire, **n° 2813**. — Le 28 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer les contingents de soufre et de cuivre pur, indispensables à la fabrication de produits anticryptogamiques, dont a besoin la viticulture, et à mettre fin au rationnement de ces produits, **n° 2833**. — Le 18 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Quinson (n° 2430) tendant à réglementer le port de l'insigne des blessés de guerre, **n° 2952**. — Le 18 mars 1952, un rapport au

nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2813) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance à seule fin de pouvoir continuer à délivrer aux futurs bénéficiaires la carte de combattant volontaire, n° 2953 (rectifié). — Le 18 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mieux organiser la lutte contre les marsouins et autres cétaqués qui ravagent les filets des pêcheurs le long des côtes françaises et algériennes, n° 2964. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à rétablir deux seules catégories de bénéficiaires de la retraite du combattant, prévues par la loi du 26 mars 1930, et à revaloriser cette retraite sur la base d'une pension d'invalidité au taux de 10 0/0 pour les titulaires âgés de 55 ans et au-dessus et à la moitié de cette pension pour ceux âgés de 50 à 55 ans, n° 3023. — Le 27 mars 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2813) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance à seule fin de pouvoir continuer à délivrer aux futurs bénéficiaires la carte de combattant volontaire, n° 3083. — Le 1<sup>er</sup> avril 1952, une proposition de loi tendant à interdire toute réduction des crédits déjà votés pour les anciens combattants et victimes de guerre, pour l'exercice 1952, n° 3125. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à majorer le taux des pensions allouées par les lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 aux invalides dont le taux d'invalidité varie de 10 à 80 0/0, n° 3215. — Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour intensifier les exportations de vins de toutes qualités, apéritifs, vinaigres et alcools, en signant des traités commerciaux avec les pays de l'est de l'Europe, l'U. R. S. S., les Démocraties populaires et la Chine, n° 3251. — Le 10 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Giovoni (n° 2731) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter par l'inscription des camps et prisons d'Italie, la liste des prisons et camps de concentration fixée par l'arrêté du Ministre

des Anciens combattants et Victimes de guerre pris le 15 décembre 1949 en application des textes établissant le statut des déportés et internés résistants, n° 3284. — Le 10 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 2833) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer les contingents de soufre et de cuivre pur, indispensables à la fabrication de produits anticryptogamiques, dont a besoin la viticulture, et à mettre fin au rationnement de ces produits, n° 3292. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le montant des impôts et taxes qui frappent les vins à un coefficient d'augmentation égal à celui du coefficient d'augmentation du prix du vin par rapport à 1938 soit à un montant maximum de 500 francs au lieu 1.195 francs, n° 3297. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à annuler le décret n° 52-437 du 28 avril 1952, réduisant de 1.250 millions de francs les crédits, déjà volés pour l'exercice 1952, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, n° 3449. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à annuler l'augmentation du droit de timbre et du droit d'expédition et de recommandation prévue par l'article 32 de la loi de finances du 14 avril 1952, n° 3451. — Le 3 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un débat public avant le 15 juin sur la crise viticole française et les mesures à prendre pour y remédier, n° 3543. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 3543) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un débat public, avant le 15 juin, sur la crise viticole française et les mesures à prendre pour y remédier, n° 3561. — Le 6 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 3297) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ramener le montant des impôts et taxes qui frappent les vins à un coefficient d'augmentation égal à celui du coefficient d'augmentation du prix du vin par rapport à 1938 soit à un montant maximum de 500 francs au lieu de 1.195 francs, n° 3587. — Le 12 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux viticulteurs du cru de Banyuls

(Pyrénées-Orientales) victimes d'un très violent orage de grêle, n° 3662. — Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1508) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, n° 3724. — Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 603) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les invalides militaires du temps de paix des mêmes barèmes et avantages que ceux des mutilés de guerre par l'octroi de l'article 65 de la loi du 31 mars 1949, repris aux articles 12 et 13 du Code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947), n° 3725. — Le 26 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables en vue d'aider à l'épanouissement du commerce des barricailleurs en pleine crise, notamment en réduisant le prix du timbre oblitéré d'avance pour la publicité et en prévoyant une diminution de 50 0/0 sur les frais de transport des vins par petits fûts, n° 3826. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice à pension aux veuves de guerre remariées, redevenues veuves une fois qu'elles ont atteint l'âge de 60 ans, n° 3901. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les restaurants d'étudiants et foyers universitaires de l'exonération des droits et taxes sur le vin, n° 3904. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne plus prendre aucune mesure d'importation de fruits, légumes et vins sans qu'au préalable les syndicats professionnels de producteurs des régions productrices de France aient donné leur avis, n° 3906. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire effectuer les études nécessaires et à débloquer les crédits pour l'édification d'un port de pêche à Canet-Plage dans les Pyrénées-Orientales, n° 3907. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge le financement du désenclavement de Mantet dans les Pyrénées-Orientales, n° 3908. — Le 8 juillet 1952, un rapport

supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 3297) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ramener le montant des impôts et taxes qui frappent les vins à un coefficient d'augmentation égal à celui du coefficient d'augmentation du prix du vin par rapport à 1938 soit à un montant maximum de 500 francs au lieu de 1.195 francs, n° 4023. — Le 9 juillet 1952, une proposition de loi tendant à inclure dans les charges déductibles en vue de la détermination du bénéfice imposable, le montant des dégâts occasionnés aux filets des artisans pêcheurs par les accidents de la mer et les incursions des cétacés, n° 4031. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 1535) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la loterie nationale au financement de l'augmentation de la retraite du combattant en faveur de tous les bénéficiaires, n° 4121. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à permettre la révision du montant de certaines patentes en 1952, en vue de le ramener au même niveau qu'en 1951, n° 4313. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 344 du Code civil afin de faciliter l'adoption et la légitimation d'enfants orphelins ou abandonnés par des personnes ayant des enfants légitimes majeurs, n° 4496. — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de pensions sur la proposition de loi (n° 3245) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le taux des pensions allouées par les lois des 31 mars 1949 et 24 juin 1949, aux invalides dont le taux d'invalidité varie de 10 à 80 0/0, n° 4621. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4336) concernant M. Alain Signor, n° 4707. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 1252) concernant M. André Marty, n° 4708. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3347) concernant M. Rosan Girard, n° 4709. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en

autorisation de poursuites (n° 2540) concernant M. Etienne Fajon, n° 4710. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 1294) concernant M. Clément Chausson, n° 4711. — Le 13 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un quart de litre de bon vin chaud à tous les marins, soldats et aviateurs à partir du 1<sup>er</sup> décembre jusqu'au 31 mars, n° 4747. — Le 21 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour prévenir et empêcher l'isolement d'agglomérations et de villages par la neige, n° 4841. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4512) concernant M. Fayet, n° 4971. — Le 11 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la caisse annexe de la viticulture, n° 5054. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à relever les honoraires des médecins-experts commis par les juridictions des pensions, en les portant au coefficient 22,37 par rapport à avant-guerre, n° 5055. — Le 20 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° payer au taux plein l'allocation de chômage aux chômeurs totaux de l'industrie du liège ; 2° relever le taux de l'indemnité perçue par les travailleurs du liège atteints par le chômage partiel ; 3° étendre le bénéfice de cette indemnité aux travailleurs des petites entreprises groupant moins de cinq ouvriers, n° 5320. — Le 23 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4207) concernant M. Gosnat, n° 5354. — Le 23 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4302) concernant M. Cagne, n° 5355. — Le 27 janvier 1953, une proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, n° 5380. — Le 27 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'entrée en France, en provenance de l'étranger, des produits finis

en liège tels que bouchons de liège et les produits de remplacement en matière plastique pour le bouchage des bouteilles, n° 5384. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars la date de la fermeture de la chasse au gibier d'eau, n° 5552. — Le 26 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer sept centres régionaux d'éducation pour les enfants infirmes de naissance, intellectuellement normaux, n° 5692. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5055) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à relever les honoraires des médecins-experts commis par les juridictions des pensions, en les portant au coefficient 22,37 par rapport à avant-guerre, n° 5733. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5380) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, n° 5735. — Le 3 mars 1953, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 25 millions de francs pour provoquer la création de prototypes de voitures avec ou sans moteur pour mutilés de guerre, n° 5746. — Le 13 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50.000.000 francs, pour venir rapidement en aide aux sinistrés et aux municipalités des Pyrénées-Orientales, victimes d'un violent incendie de forêt, et à prendre toutes mesures utiles pour éviter le retour de pareilles catastrophes, n° 5859. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire l'utilisation exclusive des alcools de vin pour le mutage des vins doux naturels, n° 5963. — Le 21 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'allocation n° 8 créée par la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, à tous les grands invalides, bénéficiaires de l'allocation 5 bis, dont le total arithmétique des infirmités atteint au moins 200 0/0, n° 5972. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de tous impôts et de toutes taxes les alcools destinés au mutage des vins doux naturels, n° 6154. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à faire, chaque année, du 8 mai un jour



férié et chôme, n° 6186. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à réserver exclusivement aux anciens combattants et victimes de guerre, l'intégralité des crédits votés pour eux et inscrits dans leur budget pour l'année 1953, n° 6187. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-400 du 11 mai 1953 portant interdiction d'utiliser certains crédits ouverts sur l'exercice 1953 pour les anciens combattants et victimes de guerre et à interdire toute diminution de crédits du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre, n° 6207. — Le 28 mai 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 5054) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la caisse annexe de la viticulture, n° 6256. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accepter dans le courant de la première quinzaine de juillet un débat sur les problèmes viticoles en vue de mettre un terme à la crise viticole actuelle, n° 6375. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 6375) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accepter dans le courant de la première quinzaine de juillet un débat sur les problèmes viticoles en vue de mettre un terme à la crise viticole actuelle, n° 6399. — Le 2 juillet 1953, une proposition de loi tendant à accorder à tous les énucléés de guerre un supplément d'invalidité de 10 0/0 pour défiguration, n° 6428. — Le 2 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 20 mars 1939, en ce qui concerne l'affectation des redevances dues par application de la loi du 26 avril 1924, sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre, n° 6430. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux sinistrés des récents orages de grêle qui se sont abattus dans les Pyrénées-Orientales, n° 6462. — Le 21 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 5963) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prescrire l'utilisation exclusive des alcools de vin pour le mutage des vins doux naturels, n° 6569. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le

décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, n° 6803. — Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à organiser une aide financière aux petits et moyens viticulteurs de l'Hérault, du Gard, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, n° 6838 (rectifié). — Le 9 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur un prix minimum du vin à la production, n° 6843. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 6843) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur un prix minimum du vin à la production, n° 6947. — Le 27 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à utiliser en totalité les crédits votés pour l'exercice 1953 pour les anciens combattants et victimes de guerre et à répartir les sommes non encore dépensées entre les divers chapitres du budget des ministères intéressés en vue d'améliorer immédiatement la situation des anciens combattants et victimes de guerre, n° 6985. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 3827) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à signer des protocoles avec la Compagnie nationale « Air-France » et toutes les compagnies de navigation aérienne privées, en vue de permettre aux invalides de guerre et aux plus grands invalides de bénéficier de certaines réductions de transport comme cela existait avant la guerre 1939-1945, n° 7107. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 3903) de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux invalides de guerre, titulaires de cartes de transports à tarif réduit, les mêmes avantages sur les lignes de transports maritimes qui leur étaient consentis avant guerre, n° 7108. — Le 12 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6717) concernant M. Robert Manceau, n° 7148. — Le 13 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6428) de M. Tourné et plusieurs de ses

collègues tendant à accorder à tous les énucléés de guerre un supplément d'invalidité de 10 0/0 pour défiguration, **n° 7157**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 6985) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à utiliser en totalité les crédits votés pour l'exercice 1953 pour les anciens combattants et victimes de guerre et à répartir les sommes non encore dépensées entre les divers chapitres du budget des Ministères intéressés en vue d'améliorer immédiatement la situation des anciens combattants et victimes de guerre, **n° 7228**. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à venir en aide immédiatement aux sinistrés des inondations du département de l'Hérault, **n° 7482**. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs de légumes d'hiver, notamment de salades, des Pyrénées-Orientales, sinistrés par les chutes d'eau, **n° 7483**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire à partir du 16 janvier 1954 le prix minimum du vin à la production, **n° 7544**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour assurer une exploitation rationnelle des mines de fer du bassin minier du Canigou (Pyrénées-Orientales), **n° 7585**. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 7544) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconduire à partir du 16 janvier 1954 le prix minimum du vin à la production, **n° 7586**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à ouvrir immédiatement un crédit d'un milliard de francs pour accorder un premier secours d'urgence aux sinistrés des chutes de neige des Pyrénées-Orientales, **n° 7697**. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, **n° 7757**. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier les décrets du 30 septembre 1953 et du 14 janvier 1954 en vue d'alléger les charges des petits et moyens viticulteurs, en matière de blocage et de distillation obligatoire, **n° 7764**. — Le 19 février 1954, un rapport au nom de la

Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 6803) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, **n° 7837**. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : I. la proposition de loi (n° 7757) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai prévu à l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance ; II. la proposition de résolution (n° 7717) de Mme de Lipkowski et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 8 mai 1955 les forclusions opposées aux différentes catégories de Résistants, **n° 7888**. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant : 1° à rétablir : a) à 50 ans d'âge, le départ du bénéfice de la retraite du combattant ; b) les deux seules catégories de bénéficiaires prévues par la loi du 16 avril 1930 ; 2° à revaloriser cette retraite à l'indice 50 pour les titulaires âgés de 55 ans et au-dessus et à l'indice 25 pour ceux âgés de 50 à 55 ans, en fonction de l'indice de pension fixé à 272 francs, avec application automatique du rapport constant, **n° 8144**. — Le 30 mars 1954, une proposition de loi tendant à consentir une avance d'un milliard aux mines et usines de Salsigne (Aude) afin de les maintenir en activité, **n° 8184**. — Le 8 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire, pendant les quatre mois à venir, les tarifs de chemin de fer pour le transport du vin des régions éloignées des centres de consommation, **n° 8314**. — Le 10 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 8314) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réduire, pendant les quatre mois à venir, les tarifs de chemin de fer pour le transport du vin des régions éloignées des centres de consommation, **n° 8624**. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux caves coopératives de vinification le bénéfice de la baisse de 15 0/0 sur le matériel agricole, **n° 9208**. — Le 28 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire pour la prochaine campagne le prix de 290 francs le degré-hecto de vin à la production, **n° 9245**. — Le 12 octobre 1954,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour 1955 les crédits nécessaires à la réalisation de la deuxième tranche du plan dit « quadriennal » en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, **n° 9331**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1372 du 1<sup>er</sup> décembre 1951, modifiée par la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954 relative aux expulsions de locataires, **n° 9346**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux locataires de bonne foi le bénéfice de l'assistance judiciaire chaque fois qu'ils font appel au juge des référés en application de la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954, **n° 9347**. — Le 4 novembre 1954, une proposition de loi tendant à réparer l'injustice qui frappe les invalides de guerre bénéficiaires d'un taux d'invalidité de 10 à 80 0/0, **n° 9384**. — Le 9 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 9331) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour 1955 les crédits nécessaires à la réalisation de la deuxième tranche du plan dit « quadriennal » en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, **n° 9418**. — Le 10 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter les avances sur warrants aux viticulteurs à 290 francs le degré-hecto et à accorder aux caves coopératives de vinification les mêmes facilités d'emprunt sur warrants qu'aux particuliers, **n° 9443**. — Le 17 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 9245) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconduire pour la prochaine campagne le prix de 290 francs le degré-hecto de vin à la production, **n° 9495**. — Le 19 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour moderniser et améliorer la ligne de chemin de fer de montagne Villefranche—Latour-de-Carol. (Pyrénées-Orientales), **n° 9518**. — Le 22 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconstruire à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales) le port « vivier » du laboratoire de biologie marine Arago, dépendant de l'Université de Paris, et à aménager à cette occasion un port de pêche-abri, **n° 9535**. — Le 9 décembre 1954, une proposition de

résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder gratuitement un litre de vin par semaine aux titulaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'allocation vieillesse agricole ou de l'allocation spéciale, **n° 9678**. — Le 23 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 9208) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux caves coopératives de vinification le bénéfice de la baisse de 15 0/0 sur le matériel agricole, **n° 9791**. — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 9443) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter les avances sur warrants aux viticulteurs à 290 francs le degré-hecto et à accorder aux caves coopératives de vinification les mêmes facilités d'emprunt sur warrants qu'aux particuliers, **n° 10069**. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 ayant institué une redevance à l'hectolitre pour les viticulteurs ayant des rendements supérieurs à 100 hectolitres à l'hectare, **n° 10187**. — Le 3 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour diminuer le prix du transport des vins à destination des régions éloignées des centres de production, **n° 10268**. — Le 3 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles en vue de faire procéder à la révision du revenu cadastral du département des Pyrénées-Orientales, porté après les dernières évaluations à un coefficient d'augmentation exagéré, **n° 10272**. — Le 30 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour mettre en temps utile à la disposition de la viticulture française les quantités suffisantes de sulfate de cuivre à un prix qui ne soit pas supérieur à celui pratiqué en 1954, **n° 10567**. — Le 26 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 10567) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour mettre en temps utile à la disposition de la viticulture française les quantités suffisantes de sulfate de cuivre à un prix qui ne soit pas supérieur à celui prati-

qué en 1954, n° 10867. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 10268) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour diminuer le prix du transport des vins à destination des régions éloignées des centres de production, n° 11163. — Le 27 juillet 1955, une proposition de loi tendant à la libération immédiate des vins bloqués par les petits et moyens viticulteurs, n° 11339. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à l'ouverture immédiate d'un crédit de 2 milliards de francs afin d'indemniser les viticulteurs et autres producteurs agricoles victimes des violents orages qui se sont produits fin août 1955 dans le Midi viticole, la région lyonnaise, le Centre, le Sud-Ouest de la France, et au déblocage immédiat des 40 0/0 des vins bloqués de la récolte 1954 en faveur des viticulteurs victimes de ces calamités atmosphériques, n° 11492. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la législation en vigueur pour l'attribution de la retraite du combattant, n° 11800.

### Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Manifestations en hommage au maréchal Pétain* [26 juillet 1951] (p. 6068). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 : *Sa motion préjudicielle tendant à résoudre la crise viticole* [23 août 1951] (p. 6435, 6436). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [28 août 1951] (p. 6533). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à achever par priorité les constructions commencées* [3 septembre 1951] (p. 6819, 6820). — Dépose une demande d'interpellation sur la terrible noyade de trois jeunes soldats [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant*

(*Insuffisance des pensions des victimes de guerre*) [27 novembre 1951] (p. 8514); *Date à laquelle est renvoyé le débat* (p. 8517); Chap. 702 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales aux grands mutilés (Cas des invalides de 60 à 80 0/0)* (p. 8521, 8522); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à supprimer la dotation pour mémoire du chapitre relatif aux droits pécuniaires des F.F.I. (Solde des F.F.I.)* (p. 8560); *letire* (p. 8561) ; *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* (p. 8647, 8648); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à Air-France (Réduction de tarif pour les invalides)* [12 décembre 1951] (p. 9091, 9094); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Nouveau texte de la Commission et motion préjudicielle de M. Bégouin* [13 décembre 1951] (p. 9118, 9119); Chap. 700 : *Amendement de M. Liautey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des anciens combattants* (p. 9137, 9138); Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Rapport des pensions avec le traitement des fonctionnaires)* (p. 9156); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Sort des grands invalides)* (p. 9162); *le retire* (p. 9163); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Renvoi des articles à la Commission* [23 décembre 1951] (p. 9708). — Dépose une demande d'interpellation sur la saisie de barques et filets de marins pêcheurs saisonniers des Pyrénées-Orientales [14 décembre 1951] (p. 9200). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952, Chap. 1565 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour la gendarmerie (Envoi de gendarmes en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10090, 10091); — du projet de loi portant ouverture des crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art. 1<sup>er</sup>, Chap. 6070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport des correspondances militaires (Franchise postale aux soldats du contingent)* [29 décembre 1951] (p. 10127,

10128); Chap. 7012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de liquidation des hostilités (Droits forclos des F.F.I.)* (p. 10128, 10129); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Payement de la solde des F.F.I.)* (p. 10129); Chap. 7032 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dépenses diverses résultant des hostilités (Solde des prisonniers de guerre en Allemagne)* (p. 10129); Chap. 7042 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le rapatriement des blessés et malades d'Indochine (Insuffisance des crédits)* (p. 10130); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale en 1952; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 3005, GUERRE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Augmentation de la ration de vin)* [29 décembre 1951] (p. 10156); Chap. 3045 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités de déplacement (Voyages des permissionnaires)* (p. 10157). — Dépose une demande d'interpellation sur le ravitaillement normal en sulfate de cuivre et le contingent de soufre indispensable [11 février 1952] (p. 571). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale; Art. 1<sup>er</sup> : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs cabinets (Etudiants sursitaires, permissions agricoles)* [28 février 1952] (p. 1096, 1097, 1098); GUERRE, Chap. 1015 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde de la troupe (Insuffisance du prêt)* (p. 1102); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Augmentation de la ration de vin)* (p. 1102, 1103). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Recrutement des sursitaires, pécule des déportés, aide à l'industrie cinématographique* [11 mars 1952] (p. 1230). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1264, 1265); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à proroger les délais prévus par*

*l'article 3 du statut des combattants volontaires de la Résistance* [10 avril 1952] (p. 2134); — Dépose une demande d'interpellation sur la politique vinicole, horticole et fruitière du Gouvernement [12 avril 1952] (p. 2277); la développe : *Ses observations sur la baisse du sulfate de cuivre, les charges fiscales qui pèsent sur le vin, l'application du statut viticole* [4 juillet 1952] (p. 3568 et suiv., 3582, 3594, 3604). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'installation d'un système électrique de votation : *Sa demande de renvoi du débat (Crise viticole)* [27 mai 1952] (p. 2473). — Est entendu sur la proposition de la Conférence des Présidents : *Débat sur les accords de Bonn du 26 mai 1952 et débat sur la crise viticole* [3 juin 1952] (p. 2611, 2612). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale; Etat A, Section commune, SERVICE DE SANTÉ, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel officier (Présomption d'origine des maladies)* [13 juin 1952] (p. 2887, 2888); *le retire* (p. 2888); SERVICES, Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (Remise de l'Hôtel des Invalides aux anciens combattants et victimes de guerre)* (p. 2888, 2889); DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS; Chap. 7012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de liquidation (Solde des prisonniers de guerre)* (p. 2893, 2894); Etat A, GUERRE, Chap. 1015 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la solde de la troupe (Insuffisance du prêt)* (p. 2932); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Augmentation de la ration de vin)* (p. 2938, 2939); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune, Chap. 3040 : *Demande de reprise du chiffre du Conseil de la République pour le service du traitement des blessés paraplégiques; présentée par le Gouvernement* [27 juin 1952] (p. 3322). — Dépose une demande d'interpellation : sur la crise viticole [7 octobre 1952] (p. 4068); — sur les augmentations de pensions consenties à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1952 aux pensionnés d'un taux d'invalidité de 60 à 80 0/0, la loi en matière de pensions pour les veuves, ascendants et orphelins, les pensions aux petits pen-

sionnés de 10 à 800/0 [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réorganisation du marché du vin)* [21 octobre 1952] (p. 4283, 4284); *le retire* (p. 4284); Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (Importations d'agrumes)* (p. 4285); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 47-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection maternelle et infantile (Maternité de Perpignan)* [30 octobre 1952] (p. 4618); *le retire* (p. 4619); ANCIENS COMBATTANT ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants et anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4636, 4637); FINANCES (SERVICES FINANCIERS); Art. 2 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement* [4 novembre 1952] (p. 4713); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 34-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Transfert des services de Perpignan à Toulouse)* [15 novembre 1952] (p. 5244, 5242); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sort des déportés Corses en Italie)* [20 décembre 1952] (p. 6686); *Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions)* (p. 6689, 6692); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Pensions des sourds de guerre)* (p. 6693); *le retire* (ibid.); Chap. 31-02 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Utilisation du produit de la Loterie nationale)* (p. 6694); Chap. 34-12 : *Institution nationale des invalides* (p. 6702); Chap. 36-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens*

*combattants (Législation sur les emplois réservés)* (p. 6707, 6708); Titre IV : *Demande de renvoi à la Commission de M. Radie* (p. 6714); Chap. 46-22 : *Allocations provisoires d'attente* (p. 6734, 6735). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Maréchal Juin a été autorisé par le Ministre de la Défense nationale à faire à un journal franquiste des déclarations engageant la politique de la France [23 octobre 1952] (p. 4326). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Sex observations sur les arrestations et procès de résistants, les difficultés rencontrées par les déportés pour leurs pensions)* [24 octobre 1952] (p. 4382 et suiv.); Titre 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à discuter d'abord des articles concernant les résistants* [21 novembre 1952] (p. 5414 et suiv.); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides et mutilés de guerre* [25 novembre 1952] (p. 5631, 5632); *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intervenues* (p. 5633); *Son amendement tendant à ne pas amnistier les invalides ou mutilés coupables de meurtres, viols ou dénonciations* (p. 5633, 5634); Art. 17 : *Son amendement tendant à amnistier tous les faits commis par des membres de la Résistance* [28 novembre 1952] (p. 5833 et suiv.); Art. 18 : *Son amendement tendant à soumettre les contestations aux commissions d'amnistie composées de résistants* (p. 5859); *Son amendement tendant à soumettre les contestations sur l'application de l'amnistie aux juridictions saisies de la poursuite* (p. 5860, 5861); *Son amendement tendant à accorder la mise en liberté provisoire aux résistants poursuivis* (p. 5861, 5862). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique viticole du Gouvernement [7 novembre 1952] (p. 4831); — sur les raisons pour lesquelles la loi n° 50-1013 du 22 août 1950 n'est pas appliquée et l'interdiction de certaines boissons dites hygiéniques [25 novembre 1952] (p. 5623); — sur les mesures que le Gouvernement a prises en violation de la Constitution à l'encontre d'immigrés et l'admission de l'Espagne franquiste au sein de l'U.N.E.S.C.O. [28 novembre 1952] (p. 5844). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux pensions des victimes de guerre et à la retraite du*

combattant [9 décembre 1952] (p. 6089, 6090); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Soustelle tendant à ne taxer qu'à 48.000 fr. par hectolitre, les rhums* [21 décembre 1952] (p. 6877, 6878); *Amendement de M. Rochet tendant à réduire le taux de la taxe à la production frappant le sulfate de cuivre* (p. 6896, 6897); *Son amendement tendant à exonérer les produits alimentaires principaux* (p. 6897); *Amendement de M. Rochet tendant à réduire le taux de la taxe unique sur les vins ordinaires* (p. 6903, 6904). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification d'une information publiée à la radio* [20 décembre 1952] (p. 6699, 6700). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 : FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale (Ses observations sur le scandale des piastres indochinoises)* [23 janvier 1953] (p. 237, 238); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-22 : *Passage à l'examen des chapitres* [24 janvier 1953] (p. 256); *Amendement de Mme de Liphowski tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves et ascendants)* (p. 258 et suiv.); Chap. 46-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (Recensement des bénéficiaires de pension)* (p. 272, 273); le retire (p. 273); Chap. 46-26 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les soins médicaux gratuits (Grève des pharmaciens fournissant les médicaments gratuits aux pensionnés)* (p. 275); le retire (ibid.); Chap. 46-27 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Indemnités de déplacement des mutilés qui vont chercher leur appareil)* (p. 276, 277); le retire (ibid.); Chap. 46-32 : *Payement des soldes et pensions dues aux F.F.I. et internés* (p. 283); Article additionnel : *Son amendement tendant à étendre à tous les invalides l'allocation spéciale supplémentaire servie aux grands invalides* (p. 294); *Son amendement tendant à majorer les pensions des mutilés* (p. 297). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [24 janvier 1953] (p. 270). — Prend part à la discussion : d'une proposition

de loi portant amnistie ; Art. 34 : *Son amendement tendant à ne donner au Ministère public qu'un mois pour refuser l'amnistie (application de l'art. 17 aux résistants) et à permettre à la Commission départementale F.F.I. de trancher en cas de conflit (Ses observations sur les condamnations prononcées contre des résistants et les 120 résistants encore en prison)* [27 février 1953] (p. 1457 et suiv.); *Son amendement relatif au mode d'établissement de l'appartenance à une organisation de résistance* (p. 1461, 1462); Art 34 : *Amendement de M. Lacaze tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant prouvé être résistants* (p. 1464); *Discussion d'une motion déclarant irrecevables tous les amendements non liés aux articles restant à discuter* (p. 1466); Art. 35 : *Son amendement relatif aux inculpés résistants ayant obtenu un avis favorable à l'application de l'amnistie de la commission départementale F. F. C. I.* (p. 1466); *Son amendement relatif au délai dont dispose la justice pour contester l'application de la loi et au délai imparti au requérant pour demander l'avis de la commission F.F.C.I.* (p. 1466 et suiv.); Art. 35 : *Son amendement tendant à porter les contestations devant une juridiction du même ordre que celle qui a prononcé la condamnation* [5 mars 1953] (p. 1622); *Son amendement relatif à la mise en liberté provisoire de résistants inculpés* (p. 1622, 1623); *Son amendement tendant à ce que les débats aient lieu en audience publique* (p. 1623); Article additionnel : *Son amendement tendant à mettre en liberté provisoire les résistants auteurs d'une demande d'amnistie* (p. 1624 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder la retraite du combattant à tous les titulaires de la carte* [10 mars 1953] (p. 1722, 1723); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à n'appliquer l'article que lorsque tous les anciens combattants touchent la retraite du combattant* (p. 1763); — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'à ratification du traité de Communauté de défense européenne* [25 mars 1953] (p. 2327); — d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur la misère des victimes de la guerre, les lenteurs de l'application du statut des déportés, le recensement à la date du 15 août 1953)* [27 mars

1953] (p. 2459 et suiv.); *Son amendement tendant à achever le recensement avant les vacances parlementaires* (p. 2464). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [2 juillet 1953] (p. 3210). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de disjonction du paragraphe 2 pour épargner l'alcool destiné aux vins doux naturels (Crise viticole, importations croissantes des vins de Porto, Madère et Malaga)* [7 juillet 1953] (p. 3301, 3302); *Son amendement tendant à la détaxation des apéritifs à base de vin* (p. 3302); Art 6 : *Suspension possible jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense*; *Son amendement tendant à exclure de l'application les anciens combattants et victimes de la guerre et maintenant expressément les mesures déjà prises ou projetées en leur faveur (Impossibilité de revenir sur les promesses faites et notamment sur le « plan quadriennal »)* (p. 3318, 3319); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Suspension possible de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense*; *Sa demande de reprise du texte du Conseil de la République portant exception en faveur des Anciens combattants et Victimes de la guerre (Leur appliquer l'article serait un scandale, violation de promesses formelles des précédents Gouvernements et de M. le Président Laniel, en cours d'investiture)* [10 juillet 1953] (p. 3465, 3466); *Ses explications de vote (Caractère violemment réactionnaire des pouvoirs spéciaux, atteinte aux droits acquis, aggravation des impôts indirects, lutte spéciale contre l'alcoolisme, ignorance des vrais problèmes, Indochine, charges militaires, allusion aux 25.000 francs d'augmentation octroyés aux députés)* (p. 3473, 3474); — du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation ; Art. 4 : *Amendement de M. Rochet tendant à faire fixer par le Parlement les tarifs douaniers pour les produits agricoles* [21 juillet 1953] (p. 3643). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de baisse catastrophique du Gouvernement sur les prix des fruits et légumes [21 juillet 1953] (p. 3665). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 5 : *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée l'étude préalable des projets concer-*

*nant l'armée* [21 juillet 1953] (p. 3679); *Son amendement tendant à réserver à l'Assemblée le droit par un simple vote de déssaisir d'un texte le Conseil de la République* (p. 3703); Art. 7 : *Son amendement tendant à exiger pendant l'intersession l'autorisation du bureau de l'Assemblée pour la levée de l'immunité* (p. 3714); *Son amendement tendant à ne pas autoriser les poursuites pour des discours ou écrits faits pendant l'intersession* (p. 3715). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des mines de soufre de Malvezzy (Aude) [23 juillet 1953] (p. 3822); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Responsabilité du Gouvernement, intérêt d'une production, même peu rentable, substituée à des importations en dollars, sauvegarde des intérêts des mineurs* (p. 3828, 3829); — sur la politique du Gouvernement envers les anciens combattants (Conséquences des décrets des 9 août et 17 août 1953, application de la loi du 3 février 1953 et du plan quadriennal) [6 octobre 1953] (p. 4015); — sur la politique viticole du Gouvernement [9 octobre 1953] (p. 4185); la développe : *Rétrospective de la crise viticole, depuis le 30 juin, décision tardive arrachée au Gouvernement sur la recondiction du prix minimum garanti; baisse du prix du vin à la production (Equivalents comparés en nature, en 1937, 1947, 1953); Décret du 30 septembre 1953, ruinant l'esprit social des dispositions du Code du vin de 1936; blocage provisionnel, distillation obligatoire, prestations d'alcool vinique; deux propositions de loi communistes, demandant l'abrogation dudit décret, et l'adoption de mesures d'urgence pour compenser l'insuffisance de la récolte de 1953* [15 octobre 1953] (p. 4299 et suiv.); — sur les nouvelles menaces de fermeture pesant sur la mine et les usines de Salsigne (Aude), et les conséquences éventuelles [15 octobre 1953] (p. 4293); — sur l'exploitation au ralenti du bassin minier du Canigou (Pyrénées-Orientales) et ses conséquences sociales [5 novembre 1953] (p. 4833). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, titre IV, Chap. 46-25 : *Allocations militaires (Soutiens de famille appelés sous les drapeaux), Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Crédits insuffisants)* [5 novembre 1953] (p. 4868); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT,



Etat B, Chap. 5500 : *Travaux de voirie et d'eau potable dans les Pyrénées-Orientales* [30 novembre 1953] (p. 5726, 5727); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3161 : *Amendements de MM. Loustau et Fabre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Contrôle du marché du vin)* [3 décembre 1953] (p. 5933, 5934); Etat B, Chap. 6013 : *Amendement de M. Monin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts d'équipement agricole (Difficultés des viticulteurs du Languedoc ayant contracté des emprunts)* [4 décembre 1953] (p. 5993); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Mouton demandant le dépôt d'une lettre rectificative* [6 décembre 1953] (p. 6148); Etat A, Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'Administration centrale (Titularisation des médecins de la Commission de contrôle)* (p. 6149); *Personnel des délégations départementales et centre de Bercy* (p. 6151); Chap. 3412 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des Invalides (Aménagement de l'hôtel des Invalides)* (p. 6154); *le retire* (ibid.); Chap. 4603 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de remboursement à la S. N. C. F. (Réductions de tarif pour les mutilés, en avion)* [6 décembre 1953] (p. 6159); Chap. 4627 : *Soins médicaux gratuits (Sourds de guerre)* (p. 6163); Chap. 4632 : *Règlement des droits des F. F. I.* (p. 6163); Chap. 4633 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Marks des prisonniers non encore remboursés)* (p. 6165); *le retire* (p. 6166); Chap. 4651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Emplois réservés aux mutilés)* [7 décembre 1953] (p. 6171); *le retire* (p. 6174); Article additionnel : *Son amendement tendant à dépenser tous les crédits prévus pour les Anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 6181, 6182); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3521 : *Routes et ponts (Ponts du Haut-Vallespir en Roussillon)* [31 décembre 1953] (p. 7137); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 4424 : *Propagande en faveur du vin (Fixation du prix du vin à 290 francs le degré hecto, mécontentement des viticulteurs qui vendent mal, grève administrative dans l'Hérault)* [31 décembre 1953] (p. 7223, 7224); INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Fermeture des mines de Salsigne* (p. 7241); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (CHARGES COMMUNES), amendé par le Conseil de la République, Art. 11 : *Son amendement tendant à reprendre l'article reportant au 1<sup>er</sup> janvier 1955 la date de jouissance des pensions accordées en application de l'amnistie* (p. 7247); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et les victimes de la guerre : *Motion préjudicielle de M. Le Couataller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Les 60 milliards accordés aux anciens combattants et victimes de la guerre, insuffisants car irréels)* [5 décembre 1954] (p. 6058, 6059); *Discussion générale (Insuffisance de la revalorisation des pensions des victimes de guerre depuis 1947, crédits des anciens combattants non utilisés depuis 1947 par suite de l'augmentation sur le papier des parties prenantes)* (p. 6077 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Présomption d'origine pour les bénéficiaires du Code des pensions* (p. 6080); *Sa motion tendant à condamner l'emploi de l'article premier de la loi de finances dans le débat* (p. 6080); Titre II : *Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés* (p. 6093); Art. 9 : *Son rappel au Règlement (Absence du rapport)* [6 décembre 1953] (p. 6104); Art. 14 : *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées (Application de l'art. 48 du Règlement)* (p. 6106); Art. 22 bis : *Octroi de la retraite du combattant aux insoumis et déserteurs* (p. 6110, 6111); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 décembre 1953] (p. 7049); Art. 8 : *Echelonnement sur quatre ans de la majoration des pensions des grands mutilés* (p. 7050); Art. 10 : *Allocations aux invalides dits « implaçables » non hospitalisés* (p. 7050); Art. 21 bis : *Extension du délai accordé aux fonctionnaires déportés ou résistants pour introduire leur demande de pension* (p. 7054). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [9 février 1954] (p. 102). — Pose au Ministre de la Santé publique et de la Population une question relative à l'allocation militaire [19 février 1954] (p. 427). — Est entendu sur la fixation de la

date de discussion : de son interpellation sur la fermeture des mines et usines de Salsigne : *Reclassement des ouvriers, occupation des mines* [23 février 1954] (p. 467, 468, 469) ; la développe : *Liquidation progressive de l'industrie métallurgique et minière du Centre-Midi, consécutive au Plan Marshall* (p. 475 et suiv.) ; *Son ordre du jour demandant la réouverture des mines et usines de Salsigne et le retrait des forces de police* (p. 480) ; — des interpellations sur les incidents du Minervoïs : *Utilisation des C. R. S. contre les populations viticoles et pour l'occupation des mines de Salsigne* [9 mars 1954] (p. 743, 744). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour de la proposition de résolution ramenant à 500 fr. l'hectolitre le montant des impôts frappant le vin)* [30 mars 1954] (p. 1485). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1562) ; — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin, en qualité de *Rapporteur* : *Manifestations des viticulteurs, nécessité de la diminution de la fiscalité* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1564 et suiv.) ; *Coefficient d'augmentation des impôts sur le vin* (p. 1582) ; — d'une proposition de loi relative à l'attribution du titre de déporté ou interné résistant ou politique : *Pénalité infligée à certains patriotes par la forclusion, situation des anciens combattants de la guerre 1914-1918* [6 avril 1954] (p. 1788). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses amendements (Inscription à l'ordre du jour des rapports sur les rentes accidents du travail, les allocations vieillesse agricoles, les permissions des soldats du contingent)* ; *crise viticole* [11 mai 1954] (p. 2334, 2335). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [6 juillet 1954] (p. 3226). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 37-81 : *Départements producteurs de bois merrains* [26 novembre 1954] (p. 5490) ; Chap. 44-24 : *Propagande en faveur du vin* (p. 5499) ; Chap. 46-51 : *Calamités agricoles* (p. 5507) ; Etat C, Chap. 83-24 : *Application du statut viticole* (p. 5521, 5522) ; Chap. 84-24 : *Son amendement*

(*Exportation de vins vers l'Est*) (p. 5525) ; le retire (p. 5526) ; Chap. 84-26 : *Son amendement indicatif (Prime d'arrachage des vignes)* (p. 5526) ; le retire (p. 5527) ; Chap. 84-71 : *Son amendement indicatif (Extension de la détaxe pour le matériel agricole aux caves coopératives de vinification)* (p. 5531) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Pécule des prisonniers* [25 janvier 1955] (p. 210) ; *Application du « plan quadriennal »* (p. 218, 219) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Lettre rectificative, résultats obtenus ; certificats F. F. I. et F. F. C. ; actions de l'Esso Standard* [9 mars 1955] (p. 1220, 1221) ; *M. Pleven et la présomption d'origine* (p. 1222) ; Chap. 31-11 : *L'Hôtel des Invalides* (p. 1238, 1239, 1244) ; Chap. 34-21 : *Indemnités kilométriques des médecins* (p. 1245, 1246) ; Chap. 34-24 : *Corps des civils morts pour la France en Indochine* (p. 1251) ; Chap. 36-51 : *Amendement de Mme Gabriel-Péris (Fonctionnement de l'Office national et des offices départementaux)* [10 mars 1955] (p. 1282) ; Chap. 46-03 : *Octroi de réductions aux anciens combattants par les compagnies aériennes* (p. 1286) ; Chap. 46-22 : *Allocations aux implaçables, sourds totaux, épileptiques* (p. 1297) ; *Amendement indicatif de M. Mouton (Présomption d'origine pour les jeunes recrues, les prisonniers, les déportés et les résistants)* (p. 1300) ; Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1305) ; *Son amendement indicatif (Pensions d'invalidité des petits invalides)* [11 mars 1955] (p. 1326, 1327) ; Chap. 46-28 : *Appareillage des mutilés* (p. 1331, 1332, 1339) ; Chap. 46-34 : *Reliquat de solde des prisonniers de guerre* (p. 1346) ; Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (Rôle de l'Office national des anciens combattants)* (p. 1350) ; *Articles relatifs à l'intégration des agents temporaires* (p. 1360) ; *Articles additionnels relatifs à l'application de la présomption d'origine aux hommes du contingent* (p. 1362, 1363) ; *Son article additionnel (Allocation des aveugles de guerre enrôlés dans la Résistance)* (p. 1366) ; *Son article additionnel (Paiement du reliquat de solde dû aux anciens prisonniers)* (p. 1370) ; *Son article additionnel (Paiement des bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1953)* (p. 1371) ;

*Son article additionnel (Réserve des crédits de ce budget aux anciens combattants)* (p. 1371, 1372); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 44-24 : *Comité national de propagande en faveur du vin* [27 janvier 1955] (p. 324); Art. 11 bis : *Marché viticole, soutien des prix* (p. 333, 334). — Pose au Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au rachat des rentes des accidentés du travail [4 février 1955] (p. 709). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire : *Combattants de 1914-1918* [4 février 1955] (p. 714, 715). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [2 mars 1955] (p. 950). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Demande de disjonction de M. Lamps (Augmentations prévues pour les fonctionnaires et pensions d'invalidité)* [8 mars 1955] (p. 1177); *déroulement du débat* (p. 1187); *son article additionnel (Rapport constant)* (p. 1188, 1189). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Examen du budget des anciens combattants* [8 mars 1955] (p. 1190). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole [24 mars 1955] (p. 1900); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Charges fiscales sur le vin, transferts de distillation, primes à l'exportation, projet instituant l'état d'urgence et revendications des viticulteurs* (p. 1900, 1901). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour juin 1955 : *Traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, attributions et discriminations* [17 mai 1955] (p. 2829, 2831); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Traitements de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire* [29 juin 1955] (p. 3453, 3454). — Pose au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative aux mines de fer du bassin du Canigou [5 août 1955] (p. 4657). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Ses explications de vote* [25 octobre 1955] (p. 5236, 5237).

**TOURTAUD (M. Auguste)**, Député de la Creuse (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation figurant à l'état annexe à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

#### Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 710 du Code général des impôts et portant de 1 à 3 millions de francs la valeur des biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique, exonérée des droits de soulte, **n° 124**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la convocation des jeunes ruraux réservistes pour période d'entraînement militaire pendant les mois d'août, septembre et octobre 1951, **n° 295**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les décrets du 3 novembre 1951 relevant les prix des tabacs et des allumettes, **n° 1364**. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à assurer le réemploi des enseignants anciens malades, **n° 1637**. — Le 18 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux habitants de la région d'Ajain (Creuse), victimes de la grêle, **n° 3702**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir par autorails et locotracteurs le trafic voyageurs et marchandises sur les lignes Guéret—Saint-Sébastien, Guéret—La Châtre et Lavaufranche—Champillet, **n° 4127**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à octroyer des dégrèvements d'impôts fonciers aux exploitants

agricoles éprouvés par les pertes de bétail, **n° 4323**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 100 millions de francs aux victimes de l'ouragan du 26-27 septembre qui a sévi sur le département de la Creuse, **n° 4341**. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 20 décembre 1953 et au 1<sup>er</sup> juin 1955 les délais prévus par l'article 69 (6) de la loi de finances pour l'exercice 1953 à partir desquels le Gouvernement pouvait mettre en application divers aménagements fiscaux, **n° 6268**. — Le 14 novembre 1953, une proposition de loi tendant à donner aux contribuables créanciers de l'Etat la faculté d'imputer leurs créances sur le montant des impositions dont ils sont redevables, **n° 7182**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à appliquer pour le calcul de la surtaxe progressive une déduction de 20 0/0 sur les revenus nets provenant des salaires, traitements, pensions et retraites, **n° 7699**. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de la contribution foncière des propriétés bâties les propriétaires ou usufruitiers d'immeubles bâtis âgés de plus de 65 ans ou atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir, par leur travail, aux nécessités de l'existence, **n° 7852**. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 octobre la date d'exigibilité de la patente pour tous les assujettis soumis au régime du forfait ou dont les revenus imposables à la surtaxe progressive sont inférieurs à 1.200.000 francs, **n° 8897**. — Le 30 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires afin de venir en aide aux exploitants agricoles dont les récoltes de céréales ont été gravement endommagées par les pluies persistantes de juillet et août 1954, **n° 9250**. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à affranchir de l'impôt les pensions de retraite, les pensions de vieillesse, les pensions alimentaires et les rentes viagères lorsque leur montant ne dépasse pas 360.000 francs par an, **n° 11247**.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Puy-de-Dôme [5 juillet 1951] (p. 5906). — Prend part à la discussion : du projet de loi

portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur les bourses nationales, les coups portés au statut scolaire, les bourses attribuées aux élèves des écoles libres)* [31 août 1951] (p. 6746, 6747, 6748); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article ouvrant 850 millions de crédits* [4 septembre 1951] (p. 6834, 6835); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de disjonction* [7 septembre 1951] (p. 7033); Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer de la nouvelle taxe 17 catégories de produits* [9 septembre 1951] (p. 7226); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne rien verser aux établissements qui contreviennent à la législation en vigueur* (p. 7230, 7231); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'attribution de l'allocation pour les enfants élèves des établissements publics* [21 septembre 1951] (p. 7586, 7587); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Sa motion incidente tendant à poursuivre le débat sans interruption* [9 novembre 1951] (p. 7885); *Son rappel au Règlement (Recevabilité de sa motion)* (p. 7886); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 44-50 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Insuffisance de l'enseignement agricole professionnel)* [21 novembre 1951] (p. 8265); *le retire* (ibid.); Chap. 42-90 : *Amendement de M. Thiriet tendant à réduire les crédits pour les ouvriers des eaux-et-forêts (Statut des agents techniques d'Alsace-Lorraine)* (p. 8274); Chap. 40-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bourses (Insuffisance du nombre des bourses)* (p. 8293); SERVICE DE LA PRESSE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de contre-espionnage (Fusion des services de renseignements)* [22 novembre 1951] (p. 8374, 8375); FINANCES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Création d'emplois d'aides-commis)* [23 novembre 1951] (p. 8464); Chap. 10-80 : *Son amendement tendant à*

réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (*Transformations d'emplois*) (p. 8465) ; Chap. 30-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Indemnité kilométrique)* (p. 8470) ; le retire (*ibid.*) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, État annexe, Chap. 60-10 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à exonérer les sinistrés des inondations de novembre 1951* [22 décembre 1951] (p. 9644) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 18-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires* [23 décembre 1951] (p. 9704, 9705). — Est entendu pour un fait personnel : *Injures lancées contre M. Loustaunau-Lacau* [22 novembre 1951] (p. 8382). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à verser l'allocation scolaire directement aux familles des enfants des écoles primaires* [22 décembre 1951] (p. 9605). — Est entendu sur un incident : *Son rappel au Règlement (Droits d'un député devant un ministre)* [22 décembre 1951] (p. 9644). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : *Son rappel au Règlement (Sa demande de surseoir au débat)* [26 décembre 1951] (p. 9854, 9855) ; Art. 2, État B, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Prêts aux petits exploitants)* [27 décembre 1951] (p. 9977, 9978) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* [28 décembre 1951] (p. 10028) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1<sup>er</sup>, État A, AGRICULTURE, Chap. 901 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement rural (Electrification et adductions d'eau)* [26 décembre 1951] (p. 9876, 9877) ; Art. 2, État B, AGRICULTURE, Chap. 90-12 : *Son amendement tendant à majorer de 3 milliards les crédits pour l'équipement rural* [28 décembre 1951] (p. 10009) ; *Son rappel au Règlement (Recevabilité de son amendement)* (p. 10060) ; — du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'article tendant à ne prévoir aucune dépense nouvelle sans recette correspondante* [30 décembre 1951] (p. 10279, 10280) ; Art. 5 :

*Son amendement relatif au remboursement des avances du Trésor pour le paiement des allocations temporaires aux vieux exploitants agricoles* (p. 10281, 10282) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 5 : *Son rappel au Règlement (Discussion des amendements)* [4 janvier 1952] (p. 157) ; Art. 3 : *Son rappel au Règlement (Débat écourté)* [5 janvier 1952] (p. 154) ; Art. 6 B : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant 26 milliards d'économies sur le budget civil* (p. 170, 171) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Augmentation des impôts, hausse des prix, effort militaire demandé à Lisbonne, aide américaine, écroulement du franc)* [26 février 1952] (p. 1004 et suiv.) ; Art. 2, État A : Chap. 50-10 : *Son amendement tendant à encourager aussi les exportations de produits agricoles* (p. 1010) ; — du projet de loi relatif à l'assistance économique à la Yougoslavie (contrôle de la Yougoslavie par les U. S. A.) [8 février 1952] (p. 542 et suiv.). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Sa demande de suspension de séance* [16 février 1952] (p. 725). — du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude anticommuniste de la direction du commissariat, la fabrication de plutonium)* [3 juillet 1952] (p. 3456, 3457) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à interdire la fabrication d'armes de guerre et atomiques* (p. 3460) ; — du projet de loi relatif à l'accord financier franco-yougoslave : *Discussion générale* [3 juillet 1952] (p. 3472, 3488, 3489) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux redevances et services en nature* [3 juillet 1952] (p. 3483). — Dépose une demande d'interpellation sur les atteintes portées au cheptel national par l'épizootie de fièvre aphteuse [7 octobre 1952] (p. 4068) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, État A, Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prophylaxie des animaux (Travaux de recherches vétérinaire)* [25 octobre 1952] (p. 4476, 4477) ; FINANCES (Services financiers), État A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

*l'administration centrale (Primes d'insalubrité)* [4 novembre 1952] (p. 4705); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : *Son rappel au règlement (Examen d'une lettre rectificative)* [7 novembre 1952] (p. 4824); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de l'enseignement primaire (Enseignement agricole post-scolaire)* [8 novembre 1952] (p. 4957 et suiv.); Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 4965, 4966); *le retire* (ibid.); BEAUX-ARTS, Chap. 34-72 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commandes d'œuvres d'art (Tapisseries d'Aubusson)* (p. 4981, 4982); *le retire* (p. 4982); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de disjonction de l'article interdisant de demander une dépense nouvelle ou une perte de recettes* [9 décembre 1952] (p. 6086, 6087); Art. 27 : *Son amendement tendant à détaxer les aliments du bétail* (p. 6093); Art. 30 : *Demande de disjonction de l'article relatif à l'assiette de la taxe proportionnelle sur les revenus fonciers présentée par M. Rochet* [11 décembre 1952] (p. 6157); Art. 115 : *Son amendement tendant à exonérer de taxes sur les céréales les producteurs de moins de 150 quintaux* [12 décembre 1952] (p. 6286); Article additionnel : *Son amendement tendant à réduire de 9 0/0 le taux de la taxe proportionnelle pour les revenus inférieurs à 200.000 francs* [21 décembre 1952] (p. 6884); *Son amendement tendant à aider les exploitants agricoles victimes d'une épidémie de fièvre aphteuse* (p. 6914); Art. 2 : *Blocage de 80 milliards sur les dépenses, accroissement probable du déficit budgétaire en cours d'exercice, la crise économique menaçante, les lois cadres, la politique réactionnaire de M. Mayer sur le plan fiscal et financier* [27 janvier 1953] (p. 482 et suiv.); Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire de 650 milliards les dépenses militaires* (p. 488); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas bloquer de crédits pour l'agriculture* (p. 516, 517); *Son amendement tendant à ne bloquer de crédits que jusqu'au 31 mars 1953* (p. 520); Art. 118 : *Sa demande de disjonction des articles 118 w, 118 x et 134 bis, relatifs à la réforme fiscale* [28 janvier 1953] (p. 593);

Art. 118 x : *Réforme de la sécurité sociale par un article-cadre* (p. 599, 600); *Son amendement tendant à interdire le dépôt futur d'un projet de loi réformant la sécurité sociale* (p. 601); Art. 9 : *Recettes de la Régie des tabacs* (p. 603). — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Oppose la question préalable (Abus de l'autofinancement, les investissements pour la guerre, l'équipement des hôpitaux et des écoles, la reconstruction)* [17 décembre 1952] (p. 6524 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953; Art. 15 : *Son amendement tendant à ne faire entrer en vigueur les réévaluations cadastrales des propriétés non bâties qu'en 1954* [30 décembre 1952] (p. 7051); — Pose au Ministre du Budget, une question relative aux forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2474, 2478, 2479). — Est entendu pour un fait personnel sur un incident : *Ses accusations contre M. Liautey* [27 mars 1953] (p. 2491, 2492). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de faire une petite dépense pour sauver le cheptel bovin)* [28 mars 1953] (p. 2550); — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur le passage à la discussion des articles du projet de loi)* [19 mai 1953] (p. 2790); Article additionnel : *Son rappel au règlement* (p. 2791); — du projet de loi prorogeant une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations sur la crise permanente de la Trésorerie, le développement de l'inflation, le déficit de la France à l'Union européenne des paiements, l'aide financière américaine, les relations commerciales avec les pays de démocratie populaire, les bénéfices des grandes sociétés, la hausse du coût de la vie)* [28 mai 1953] (p. 2894, 2895); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés du Trésor, le déficit de la balance commerciale, la dévaluation possible)* [16 juin 1953] (p. 3035, 3036); — du projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Rappel des étapes parcourues depuis le début de 1952, dans le relèvement du plafond des avances. Attaques contre les précédents Gouvernements, notamment contre M. Pinay; Appel*

à l'unité d'action contre les projets) [23 juin 1953] (p. 3119, 3120). — Dépose une demande d'interpellation sur la formation du Gouvernement [30 juin 1953] (p. 3174); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la permanence au pouvoir de certains hommes et d'une certaine politique, l'interview du Président du Conseil à l'United-Press, l'arrivée au pouvoir de M. Paul Reynaud et des ex-R. P. F. ainsi que de M. Mutter. Son appel à l'unité d'action contre les dirigeants du parti socialiste et l'attitude prêtée à M. le Président de la République pour les revendications sociales (Augmentations de salaires, etc.)* [30 juin 1953] (p. 3178 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi différant l'application par décrets des aménagements fiscaux; Article unique : *Son amendement tendant à reporter au 20 décembre 1953, la date limite pour l'application par décrets de la réforme fiscale* [2 juillet 1953] (p. 3214); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Contre-projet de M. Jacques Duclos portant taxation de la rémunération des dirigeants de sociétés* [7 juillet 1953] (p. 3297); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Suspension possible de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense*; *Demande de M. Tourné de reprise du texte du Conseil de la République, portant exceptions en faveur des Anciens combattants et Victimes de la guerre (Rappel des recettes proposées en regard en première lecture, par le groupe communiste)* [10 juillet 1953] (p. 3466); *Sa demande de reprise du texte du Conseil de la République écartant toute répercussion financière possible pour les collectivités locales* (p. 3466); Art. 7 bis : *Licence des bouilleurs de cru*; *Amendement de M. Hénault tendant à la suppression totale dudit article à la suite du Conseil de la République (Suppression totale du texte de la Commission insuffisant et discriminatoire)* (p. 3469); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V); Art. 63 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux impôts sur les forains* [9 juillet 1953] (p. 3422, 3423); Art. 64 : *Demande de reprise de l'article (Plan comptable), présentée par le Gouvernement* (p. 3423, 3424); Articles additionnels : *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité*

*matière* (p. 3425); *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer plusieurs articles nouveaux relatif à la normalisation des déclarations et à l'application progressive du plan comptable* (p. 3428); *Amendement de M. Joseph Denais tendant à exonérer partiellement les investissements effectués par les entreprises industrielles ou commerciales sous forme de construction d'immeubles pour logement du personnel (Nouvel avantage et nouvel instrument de pression concédé aux sociétés capitalistes; Autres moyens proposés pour aider la construction)* (p. 3431); *Amendement de M. Durbet tendant à exonérer partiellement la participation du personnel aux bénéfices d'exploitation (Contre toute association capital-travail, aboutissant à une duperie)* (p. 3432). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses de la politique agricole du Gouvernement (lait et viande) et la crise subie par les petites exploitations [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : *Ampleur et généralité du mécontentement paysan, plus accusé dans les régions de polyculture et de petite exploitation (Creuse); Problème de la viande (Abus des intermédiaires), de la pomme de terre, du lait; Hausse des produits industriels (Engrais); Crédits agricoles dérisoires; Orientation réelle de la politique gouvernementale (Elimination d'un million de petits exploitants); Détaxation des investissements, au profit des seuls industriels, et fiscalité de classe; Nécessité d'un changement complet d'orientation politique, principales revendications paysannes* [16 octobre 1953] (p. 4330 et suiv.). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Débats divers écartés à tort de l'ordre du jour, malaise agricole, fermetures et licenciements dans l'industrie aéronautique, treizième mois d'allocations familiales, Indochine, décrets-lois et sanctions pour faits de grève, allocations de chômage et vieux travailleurs; amendements de Mme Estachy et de M. Cachin* [13 octobre 1953] (p. 4215); — la fixation de l'ordre du jour : *Propose une séance le 23 octobre au matin, consacrée à la discussion du rapport Bouzom sur les allocations familiales et du projet de loi portant levée du secret professionnel à l'occasion de l'affaire des piastres* [22 octobre 1953] (p. 4505); — une communication du Gouvernement (M. E. Faure) sur le budget de 1954 : *Echéance du 31 décembre, inflation monétaire, recession écono-*

mique, *incompressibilité des charges civiles*, « *militarisation* » croissante de l'économie française (Indochine), dangers de la « *débudgétisation* », projet de réforme fiscale (*Aperçus critiques*) [5 novembre 1953] (p. 4850 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande; Article unique : *Sous-amendement de M. Couinaud tendant à affecter 10 0/0 des ressources du fonds à la prophylaxie* [13 novembre 1953] (p. 5045). — Est entendu sur la question orale de M. Jacques Duclos à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, au sujet des contribuables soumis au régime de l'évaluation administrative [13 novembre 1953] (p. 5055). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3452 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au matériel de la météorologie nationale, présentée par M. Bouret (Insuffisance des crédits pour la sécurité aérienne)* [14 novembre 1953] (p. 5149); IMPRIMERIE NATIONALE, Etat A, Chap. 610 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour salaires (Travaux confiés par les Ministères à l'Imprimerie nationale)* (p. 5164, 5165); Chap. 6188 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour œuvres sociales (Cantine du personnel)* (p. 5165); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Création du corps des attachés d'administration centrale)* (p. 5166, 5167); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Pompiers de l'Administration des finances)* (p. 5167); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnité de risques et d'insalubrité)* (p. 5167, 5168); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5175); AGRICULTURE, Article additionnel : *Amendement de M. Gabelle tendant à prévoir des commissions pour statuer sur les demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage agricole* [4 décembre 1953] (p. 6010); Chap. 6172 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du génie rural (Amélioration de l'habitat rural)* (p. 6026); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Article additionnel : *Amendement de M. Tourné tendant à dépenser tous les*

*crédits prévus pour les anciens combattants et victimes de guerre* [7 décembre 1953] (p. 6183); P. T. T., Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des examens spéciaux pour les candidats évincés à cause de leurs opinions politiques* [8 décembre 1953] (p. 6263); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Candidats évincés aux concours des P. T. T.)* (p. 6264); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Son amendement tendant à étendre l'octroi de primes de rendement à tout le personnel de l'Etat* [11 décembre 1953] (p. 6529); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance des crédits pour l'équipement rural, accords pour l'exportation de blé, manifestations paysannes)* [31 décembre 1953] (p. 7234 et suiv.); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 22-40 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de finances)* [6 décembre 1953] (p. 6415); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 180.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés, train de vie d'un député moyen)* [10 décembre 1953] (p. 6464); *Est rappelé à l'ordre (ibid.)*; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954); Art. 11 : *Ouverture d'un compte spécial pour la modernisation des bureaux de tabac* [12 décembre 1953] (p. 6614, 6615); Art. 23 : *Amendement de M. Abelin tendant à rétablir le texte du Gouvernement relatif à la dotation des mines de potasse d'Alsace et de l'O. N. J. A.* (p. 6619); Article additionnel : *Amendement de M. R. Girard tendant à rétablir la réserve d'âge seulement pour les prêts à long terme aux agriculteurs* (p. 6624); Art. 46 : *Amendement de M. Guiguen tendant à porter à 10 milliards les crédits pour bonifications d'intérêts accordées pour les emprunts contractés par les H. L. M.* (p. 6625); Art. 4 : *Déficit de la Caisse centrale de secours mutuels* [13 décembre 1953] (p. 6677); *Insuffisance des avances à la Caisse nationale d'allocation vieillesse agricole* (p. 6677, 6678); Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier l'utilisation des fonds du compte « allocation aux familles d'enfants recevant*



*l'enseignement primaire* » (p. 6694) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gosnat tendant à majorer l'impôt sur les sociétés au lieu de majorer celui sur les personnes physiques* [13 décembre 1953] (p. 6713) ; *Son sous-amendement tendant à excepter la surtaxe progressive* (p. 6714) ; Article additionnel : *Amendement de M. J. Duclos relatif à l'imposition des stocks des sociétés* (p. 6746) ; Art. 11 : *Evaluation des voies et moyens (Salaires des ouvriers des manufactures de tabac)* (p. 6748) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Majoration de la retraite des vieux travailleurs salariés)* [31 décembre 1953] (p. 7284). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités policières dont ont été victimes de nombreux paysans, notamment en Creuse à la Croisière [29 décembre 1953] (p. 6950). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer ; Art 1<sup>er</sup> : *Extension de l'ordonnance du 19 octobre 1945 aux départements d'outre-mer* [11 février 1954] (p. 188) ; Art. 2 : *Amendements de MM. Girard et Silvandre (Couverture du risque longue maladie)* (p. 192) ; *Son rappel au règlement (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de finances)* (p. 192) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (Collectif d'ordonnancement) : *Discussion générale (Virements opérés dans les crédits militaires, problème des services publics, S.N.C.F., P.T.T., subvention injustifiée aux grands moulins)* [16 février 1954] (p. 302). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la fermeture des usines de Salsigne [23 février 1954] (p. 467). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Proposition de M. Meunier d'examiner les articles du titre III concernant les impôts sur les revenus et les allègements fiscaux* [26 mars 1954] (p. 1333) ; Art. 3 : *Son amendement (Taux de la réduction forfaitaire appliquée au prix de détail)* (p. 1335) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement (Détaxation des machines, de l'outillage agricole et des engrais)* (p. 1337) ; Art. 6 : *Son amendement (Taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers, construction de logements et constructions scolaires)* (p. 1339) ; Art. 8 : *Demande de disjonction de M. Cristofol* (p. 1343) ; *Son amendement (Suppression du*

*paragraphe 3 concernant les catégories d'entreprises qui ne bénéficient pas de la détaxation)* (p. 1357) ; *Son amendement (Contrôle à posteriori de la désurtaxation des investissements)* (p. 1359) ; *Amendement de M. Lamps (Versement de la moitié des sommes déduites de la T. V. A. à un Fonds national de construction de logements)* (p. 1354) ; Art. 9 *ter* : *Son amendement (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux sociétés possédant deux établissements de vente)* (p. 1362) ; Art. 18 : *Demande de disjonction de M. Waldeck Rochet (Taxation des engrais)* (p. 1367, 1368) ; *Son amendement (Fiscalité portant sur les engrais)* (p. 1368) ; Art. 20 : *Son amendement (Aggravation des pénalités pour infraction à des formalités prescrites par le Code général des impôts)* (p. 1369) ; Art. 22 A : *Amendement de M. Lamps (Date d'application des nouvelles dispositions fiscales)* [29 mars 1954] (p. 1387) ; Art. 22 O : *Son amendement (Exonération de toutes taxes indirectes sur les denrées de première nécessité)* (p. 1396) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Leroy-Ladurie (Détaxation du matériel agricole)* (p. 1399) ; *Amendement de M. Darou (Appellations des bières correspondant à leur densité, taux de la taxe sur la bière)* (p. 1402) ; Art. 39 : *Son amendement (Exonération des rentiers viagers)* (p. 1405) ; Art. 40 : *Son amendement (Fixation de l'abattement à la base pour la surtaxe progressive)* (p. 1409, 1410) ; Art. 47 : *Sa demande de disjonction de l'article concernant les mesures tendant à favoriser la formation de l'épargne* (p. 1431) ; *Amendement de M. Pronteau (Fixation d'un plafond au delà duquel le revenu épargné ne sera pas déductible)* (p. 1432) ; *Amendement de M. Lamps (Exonération du revenu épargné pour la construction)* (p. 1432) ; *Ses explications de vote (Reproche à la réforme fiscale de constituer un transfert de charges des plus riches vers les plus pauvres)* (p. 1447) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 8 : *Son amendement (Fixation des biens n'ouvrant pas droit à exonération)* [9 avril 1954] (p. 1991, 1992) ; Art. 9 *ter* : *Son amendement (Taux de la taxe sur les transactions et les grands magasins à succursales multiples et prisunics)* (p. 1992) ; Art. 42 *ter* : *Son amendement (Les amortissements accélérés en faveur de certaines entreprises)* (p. 1998, 1999) ; Art. 42 *quater* : *Son amendement (Importation des dotations pour approvisionnements techniques)* (p. 1999) ; —

du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-72 : *Son amendement (Commandes et tissage de tapisseries, situation des ouvriers tapisseries)* [1<sup>er</sup> juillet 1954] (p. 1687); *le retire* (p. 1689); Chap. 31-21 : *Son amendement (Insuffisance des postes d'agrégés et de certifiés créés pour le second degré)* (p. 1707); Chap. 31-34 : *Postes d'itinérants agricoles* (p. 1713); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Régime fiscal des exploitations familiales agricoles)* [14 mai 1954] (p. 2422); *Son article additionnel (Exonération des rentiers-viagers dont les revenus ne dépassent pas 360.000 francs)* [18 mai 1954] (p. 2476); *Sa demande de disjonction de l'article 8 (Imposition des dotations pour approvisionnements techniques constitués en 1948-1949)* [21 mai 1954] (p. 2614); *Son amendement (Abrogation de l'article 31 de la loi du 10 avril portant réforme fiscale)* (p. 2614); Art. 10 *ter* : *Inégalité fiscale commise au préjudice des coopérateurs associés* [25 mai 1954] (p. 2669); *Son amendement (Modification des taxes sur le chiffre d'affaires pour les coopératives de consommation)* (p. 2669, 2670); Art. 10 *quinquiès* : *Son rappel au règlement relatif à l'application de l'article premier de la loi de finances* (p. 2672, 2673); *Son article additionnel (Fixation du forfait 1954, délai pendant lequel les contribuables peuvent le dénoncer, déduction forfaitaire envisagée au titre des frais professionnels)* [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2713, 2714); *Article additionnel de M. Liautey (Imposition des artisans, circulaire du Ministère des Finances sur les rémunérations des dirigeants de sociétés)* (p. 2723, 2724); *Article additionnel de M. Liautey (Concentration des entreprises et disparition des petites entreprises dites marginales)* [8 juin 1954] (p. 2815, 2816); *Signataires de l'article additionnel de M. Dorey relatif à l'imposition des artisans et à l'opposition au contrôle fiscal* (p. 2818); *Son article additionnel tendant à exonérer les propriétaires âgés de plus de soixante-cinq ans, dont les ressources sont insuffisantes* [24 juin 1954] (p. 3050, 3051); *Article additionnel de M. Valabrègue (Etablissement de la surtaxe progressive pour les revenus de valeurs mobilières étrangères échus entre le 1<sup>er</sup> juin 1940 et le 31 décembre 1951)* (p. 3055); *Article additionnel de MM. Frédéric Dupont et Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes)* [29 juin 1954] (p. 3122); *Article additionnel de M. Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes, réforme du contrôle fiscal et de la répartition des charges fiscales, privilèges fiscaux des sociétés, suppression de l'article premier de la loi de finances)* (p. 3140, 3141); *Son article additionnel (Non-extension du contrôle polyvalent à la province)* (p. 3143); *Son article additionnel (Imposition des aveugles et grands infirmes travaillant à domicile)* (p. 3146); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Date limite de paiement des impôts pour les agriculteurs)* (p. 3146 et suiv.); *Son article additionnel (Imposition des façonneries)* (p. 3148); Art. 3 *ter* : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski (Exonération fiscale des sommes versées à des œuvres philanthropiques ou scientifiques)* (p. 3149, 3150); *Article additionnel de M. André Hugues (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à l'exportation)*; *Situation des ports français* (p. 3152); Art. 3 *ter* : *Sous-amendement de M. Gabelle à l'amendement de M. Jean-Paul Palewski (Taux de la déduction admise pour les contribuables ayant fait des dons à des œuvres philanthropiques ou scientifiques)* [6 juillet 1954] (p. 3206, 3207); *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des transports internationaux)* (p. 3208); Art. 23 *ter* : *Son amendement tendant à assujettir les pâtisseries à la taxe proportionnelle* (p. 3214); *Sa demande de disjonction de l'article 23 quinquies (Exonération des services que les entreprises se rendent entre elles en vue de réaliser une administration commune)* (p. 3215); *Envoi au Conseil de la République de l'ensemble des articles déjà adoptés* [6 juillet 1954] (p. 3235); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Répartition plus équitable des charges fiscales)* (p. 3236); *Son article additionnel (Fixation du taux de la taxe de circulation sur les viandes)* (p. 3240); *Son article additionnel (Affectation du prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe unique des viandes à l'assainissement du marché animal)* (p. 3240, 3241); Art. 24 *ter* : *Apposition de vignettes sur les viandes en conserve* (p. 3242); *Son article additionnel tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence* (p. 3243). — Est entendu : sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion du projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier

lentes) [29 juin 1954] (p. 3122); *Article additionnel de M. Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes, réforme du contrôle fiscal et de la répartition des charges fiscales, privilèges fiscaux des sociétés, suppression de l'article premier de la loi de finances)* (p. 3140, 3141); *Son article additionnel (Non-extension du contrôle polyvalent à la province)* (p. 3143); *Son article additionnel (Imposition des aveugles et grands infirmes travaillant à domicile)* (p. 3146); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Date limite de paiement des impôts pour les agriculteurs)* (p. 3146 et suiv.); *Son article additionnel (Imposition des façonneries)* (p. 3148); Art. 3 *ter* : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski (Exonération fiscale des sommes versées à des œuvres philanthropiques ou scientifiques)* (p. 3149, 3150); *Article additionnel de M. André Hugues (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à l'exportation)*; *Situation des ports français* (p. 3152); Art. 3 *ter* : *Sous-amendement de M. Gabelle à l'amendement de M. Jean-Paul Palewski (Taux de la déduction admise pour les contribuables ayant fait des dons à des œuvres philanthropiques ou scientifiques)* [6 juillet 1954] (p. 3206, 3207); *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des transports internationaux)* (p. 3208); Art. 23 *ter* : *Son amendement tendant à assujettir les pâtisseries à la taxe proportionnelle* (p. 3214); *Sa demande de disjonction de l'article 23 quinquies (Exonération des services que les entreprises se rendent entre elles en vue de réaliser une administration commune)* (p. 3215); *Envoi au Conseil de la République de l'ensemble des articles déjà adoptés* [6 juillet 1954] (p. 3235); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Répartition plus équitable des charges fiscales)* (p. 3236); *Son article additionnel (Fixation du taux de la taxe de circulation sur les viandes)* (p. 3240); *Son article additionnel (Affectation du prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe unique des viandes à l'assainissement du marché animal)* (p. 3240, 3241); Art. 24 *ter* : *Apposition de vignettes sur les viandes en conserve* (p. 3242); *Son article additionnel tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence* (p. 3243). — Est entendu : sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion du projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier

[11 juin 1954] (p. 2947); — sur les propositions de la conférence des présidents : *Inscription à l'ordre du jour des interpellations de MM. Mancey et Ballanger, discussions relatives aux allocations vieillesse agricoles, accidents du travail, projet relatif aux élections du conseil général de la Guadeloupe* [24 juin 1954] (p. 3041); — sur l'ordre du jour : *Déroulement des discussions préyues, dévolution des biens de presse et légitimation des enfants adultérins* [20 juillet 1954] (p. 3433). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole : *Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune)* [28 juillet 1954] (p. 3675); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gabelle (Suppression de la double affiliation)* (p. 3679, 3680); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Delachenal (Double cotisation lorsque le revenu cadastral initial excède 500 francs)* [3 août 1954] (p. 3789, 3790); *le retire au bénéfice de celui de M. Saint-Cyr* (ibid.); *Amendement de M. Triboulet (Limitation de la cotisation cadastrale)* (p. 3793); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget ; surcompensation ; bénéfices des grandes sociétés : Say, Olida)* [29 juillet 1954] (p. 3719, 3720); Art. 3 : *Extension de la surcompensation aux prestations familiales versées aux salariés agricoles, amendement de M. Patinaud tendant à supprimer cet article* (p. 3727); *Demande de disjonction de M. Patinaud* [30 juillet 1954] (p. 3752); *Article additionnel de M. Lambert (Taux des cotisations des exploitants agricoles en 1954)* (p. 3754); Art. 3 : *Système de surcompensation partielle, suppression des privilèges fiscaux dont les dirigeants de sociétés sont actuellement bénéficiaires* (p. 3761); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Affectation de l'imposition sur les rémunérations des dirigeants de sociétés au budget des prestations familiales agricoles)* (p. 3763). — Pose au Secrétaire d'Etat au Budget une question relative à l'avancement des ouvriers des manufactures de l'Etat [30 juillet 1954] (p. 3747). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion en deuxième lecture du projet de réforme constitutionnelle ; problèmes européens* [6 août 1954]

(p. 3910, 3911). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955 : *Déroulement du débat* [15 novembre 1954] (p. 4999); (II. SERVICES FINANCIERS) : *Ses explications de vote (Montant de l'abattement concernant la taxe proportionnelle, réforme de la fiscalité, suppression du contrôle polyvalent et des brigades fiscales)* [18 novembre 1954] (p. 5183, 5184); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 31-31 : *Harmonisation des carrières* [30 décembre 1954] (p. 6969); Chap. 31-63 : *Revendications des douaniers, grève du zèle* (p. 6970); *Ses explications de vote* (p. 6971); — du projet de loi relatif à l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1953; Etat B, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 46-23 : *Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides* [19 novembre 1954] (p. 5213); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Critique de la procédure des transferts)* (p. 5219); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-81 : *Direction générale des eaux et forêts, demande de disjonction de M. Briot* [26 novembre 1954] (p. 5475); Chap. 35-81 : *Amendement indicatif de M. Briot (Fabrication des traverses de chemins de fer)* (p. 5489, 5490); Chap. 43-33 : *Apprentissage agricole et horticole, sa demande de disjonction* (p. 5492, 5493, 5494); Chap. 61-72 : *Habitat rural, demande de disjonction de M. Boscury-Monservin* (p. 5514, 5515); Etat A, Chap. 34-81 : *Rétablissement d'emplois d'agents techniques des eaux et forêts* (p. 5534, 5535); Etat B, Chap. 61-60 : *Voirie rurale et agricole* (p. 5537); Chap. 61-72 : *Habitat rural* (p. 5538); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement indicatif (Enseignement postsecondaire agricole)* [14 décembre 1954] (p. 6316); *Ses explications de vote* (p. 6338, 6339, 6340); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : *Revendications des petits cheminots* [28 janvier 1955] (p. 431); Art. 41 : *Amendement de M. de Tinguy (Fonds routier et tranche vicinale)* (p. 432); Art. 24 quater : *Affaires pendantes devant les juridictions contentieuses ; attitude du Gouvernement* (p. 441, 442); *Vote par division de l'article* (p. 446); de

ce projet de loi, en deuxième lecture; Art. 40 : Proposition de M. Marcel Noël pour un vote par division de l'article [15 mars 1955] (p. 1428); Art. 41 : Voirie rurale (p. 1429); Art. 41 : Son rappel au Règlement (Applicabilité de l'art. 48 du Règlement à un texte du Conseil de la République) (p. 1433, 1434); Pourcentage pour la tranche vicinale et rurale (p. 1433, 1434); Son amendement (Pourcentage pour les différentes tranches) (p. 1435); de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 41 : Son amendement (Tranche rurale) [25 mars 1955] (p. 1968, 1969); Art. 44 bis : Applicabilité de l'article 48 à un texte voté par le Conseil de la République (p. 1972); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour mars 1955 : Ses explications de vote (Revendications des salariés et fonctionnaires; dispositions d'ordre fiscal et financier; amendement de M. Dorey) [1<sup>er</sup> mars 1955] (p. 905); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : Comptes bloqués pour non-versement des acomptes provisionnels [3 mars 1955] (p. 1004 à 1006); Ses explications de vote (Contenu de la politique budgétaire) (p. 1011, 1012); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. CHARGES COMMUNES : Son article additionnel (Création d'un corps de cyclistes et de motocyclistes classés dans la catégorie active) [4 mars 1955] (p. 1122); Son article additionnel (Prime de rendement pour tous les titulaires) [8 mars 1955] (p. 1135); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 26 ter : Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2330, 2331); Nomination dans le grade de chef de section des secrétaires d'administration âgés de 50 ans (p. 2346); Art. 31 : Son amendement (Pensions civiles et militaires) (p. 2332); Art. 52 bis : Son amendement (Harmonisation et péréquation des statuts et des rémunérations applicables aux personnels de l'État et aux organismes nationaux) (p. 2337); Art. 61 : Son amendement (Bonification d'ancienneté au profit des fonctionnaires résistants) (p. 2338); de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 60 : Avis conforme des commissions du Conseil de la République pour certains décrets ou arrêtés [2 avril 1955] (p. 2983). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents :

Substitution de la discussion du projet de M. Saint-Cyr à celle sur la suppression des abattements de zones [11 mars 1955] (p. 1322, 1323). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Art. 10 : Evaluation des ressources des veuves de guerre [11 mars 1955] (p. 1357); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : Pose la question préalable (Abrogation de l'art. 33 de la loi du 14 août 1951, suppression des brigades polyvalentes; prérogatives de l'Assemblée Nationale et réforme fiscale, privilèges des grandes entreprises, institution d'un impôt annuel et progressif sur les fortunes, circulaire du 14 mars relative au contrôle fiscal) [18 mars 1955] (p. 1664 et suiv.); Sa motion préjudicielle ayant le même objet que sa question préalable (Abrogation de l'art. 33 de la loi du 14 août 1951, suppression du contrôle polyvalent, réforme fiscale) (p. 1677); la maintient (p. 1689); Discussion générale (la ganterie) [19 mars 1955] (p. 1734); Son rappel au Règlement (Applicabilité de l'art. 48) (p. 1739); Art. 1<sup>er</sup> : Son emploi (p. 1741); Art. 11 : Renvoi des articles additionnels ayant un caractère fiscal au projet portant dispositions d'ordre fiscal (p. 1748); Amendement de M. Lamps (Impôt unique et progressif sur le revenu global des personnes physiques; impôt sur les fortunes) (p. 1749); Son amendement (Exonération des pensions alimentaires et des pensions de retraite de la sécurité sociale) (p. 1750); Son amendement (Majorité et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 1751); Amendement de M. Estradère (Droit proportionnel de patente sur la valeur locative des emplacements occupés par des véhicules de patentés) (p. 1756); Son amendement (Limitation de la patente des petites entreprises au chiffre de 1953) (p. 1756); Amendement de M. Lamps (Commissions paritaires pour les saisies-exécution) (p. 1758, 1759); Son amendement (Versement du premier acompte provisionnel) (p. 1759); Art. 12 : Personnel des manufactures de tabac (p. 1762); Seconde délibération : Amendement de M. Lacaze (Suppression de l'amendement de M. Lamps concernant le régime de la saisie-exécution) (p. 1785); Ses explications de vote (Validité du vote sur une loi de finances sans crédits militaires) (p. 1786); de ce projet de loi en deuxième lecture : Sa motion d'ordre (Interruption de la

discussion, reprise de celle du plan de modernisation) [17 mai 1955] (p. 2833); Art. 33 : Amendement de M. Lambert (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes) (p. 2849); de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 11 bis : Son amendement (Publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable) [18 mai 1955] (p. 2881, 2886); Art. 11 septies : Amendement de M. Billat (Taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence) (p. 2888); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : Sa question préalable (Accroissement des charges militaires; projet instituant l'état d'urgence; refus opposé aux revendications ouvrières; législation par décrets-lois en matière industrielle et agricole; réforme fiscale, contrôle polyvalent) [28 mars 1955] (p. 1995 à 1998); Discussion générale : Les propositions de loi communistes relatives à la réforme fiscale (p. 2014); Son contre-projet : Création d'un impôt général et progressif unique, taxe unique au stade de la production [29 mars 1955] (p. 2079, 2080); Sa motion préjudicielle (Exonération d'impôt direct sur le minimum vital, allègement des impôts de consommation, suppression du contrôle polyvalent, amnistie des pénalités infligées en application de l'article 33) (p. 2081); Art. 1<sup>er</sup> : Propositions de la Commission des finances (p. 2084); Amendement de M. Bichet (Modification de l'article 1759 du Code général des impôts : Contrôle fiscal en cas d'opposition collective à l'établissement de l'assiette de l'impôt) (p. 2085 et suiv.); de ce projet de loi, en deuxième lecture : Discussion générale (Circulaire du 28 mars 1955 instaurant un régime policier en matière de contrôle fiscal) [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2351); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955 : Demande la parole contre le passage à la discussion des articles [1<sup>er</sup> avril 1955] (p. 2295); Discussion générale : Achat des aciéries de Voelklingen en Sarre à la famille Roechling (p. 2296, 2297); Art. 16 : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion de cet article (p. 2300). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Non-inscription des propositions tendant à la suppression des abattements de zone et au relèvement des allocations familiales, rapport de MM. Saint-

Cyr, Boscarry-Monsservin, dépôt des instruments de ratification des Accords de Paris [3 mai 1955] (p. 2427, 2428). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : Sa question préalable [3 mai 1955] (p. 2441); Défense de la laïcité (p. 2441); Inconstitutionnalité des dispositions prévues par le rapport (p. 2442); Motion préjudicielle de M. Rincant (Étude du texte gouvernemental) [22 juin 1955] (p. 3230); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Billat (Enseignement obligatoire et gratuit) [28 juin 1955] (p. 3400); Son rappel au règlement (Dépôt d'un amendement sur un article préalablement réservé) [30 juin 1955] (p. 3482); Art. 2 : Sa demande de vote par division sur l'amendement de M. Camille Laurens, alinéa par alinéa (p. 3528, 3529); Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (représentants de l'État aux comités prévus) (p. 3532); Art. 16 : Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Maintien de l'article 16); (p. 3535), — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : Sa motion préjudicielle (Piétinement de l'économie, diminution du pouvoir d'achat, chômage, crise agricole) [10 mai 1955] (p. 2644 à 2646); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P. T. T. pour 1955; Etat A, Chap. 10-60 : Amendements indicatifs de M. Barthélemy (Inspecteurs du télégraphe) [12 mai 1955] (p. 2730); Etat A, Chap. 10-00 : Sa demande de disjonction (Création d'emplois) [17 mai 1955] (p. 2805); Chap. 11-10 : Indemnités spéciales, sa demande de disjonction (p. 2805); Amendement de M. Coutant tendant à supprimer les crédits rétablis par le Conseil de la République (Indemnité de risques) (p. 2808). — Dépose une demande d'interpellation avec demande de fixation immédiate de la date de discussion : sur les zones de salaires [22 juin 1955] (p. 3226); — sur les traitements et retraites [22 juin 1955] (p. 3230). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : Etablissements de l'État (Convocation des agriculteurs réservistes) [29 juin 1955] (p. 3443, 3444); Ses explications de vote (Convocation des agriculteurs réservistes) (p. 3449); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : Revalorisation de la fonction publique [29 juin 1955] (p. 3452, 3453); — du projet de loi relatif à la protection

de la santé publique (Limitation des débits de boissons) : *Motion préjudicielle de M. Liautey* [25 octobre 1955] (p. 5263) ; *Son article additionnel (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betterave)* [8 novembre 1955] (p. 5544 et suiv.). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Questions à traiter avant la fin de la législature (Salaires, retraites des vieux et des mineurs)* [28 octobre 1955] (p. 5349) ; *Son rappel au règlement* [15 novembre 1955] (p. 5665). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux abattements de zones : Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de réunion de la Commission des finances* [15 novembre 1955] (p. 5672) ; — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse : *Son rappel au règlement (Dépôt d'un projet de loi relatif au fonds national de vieillesse)* [15 novembre 1955] (p. 5676). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Remise en ordre des traitements et pensions* [18 novembre 1955] (p. 5858). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux budgets de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération pour novembre et décembre 1955 : *Traitements* [22 novembre 1955] (p. 5911) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Oppose la question préalable (Situation de la fonction publique)* [22 novembre 1955] (p. 5914, 5915) ; *Subventions à l'exportation, déficit* (p. 5914) ; *Motion préjudicielle de M. Ramarony (Abrogation du décret du 20 mai sur les « fausses coopératives »)* [23 novembre 1955] (p. 5952) ; *Positions prises à l'égard des revendications des commerçants lors de la discussion de la loi de finances ; causes du marasme du petit commerce* (ibid.).

**TRACOL (M. Raoul)**, *Député de l'Ardèche*, (I. P.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5965). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [4 septembre 1951] (F. n° 33), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commis-

sion des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des boissons [17 mai 1955] (F. n° 531).

**TRÉMOUILHE (M. Raphaël)**, *Député de Lot-et-Garonne*, (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de l'agriculture [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 31 août 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de succession entre époux et en ligne directe pour l'habitation familiale et les fonds d'exploitation agricole, artisanaux ou commerciaux à caractère familial, n° 940. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire le titre alcoolique exigible des vins récoltés en 1951 dans les départements énumérés au paragraphe 3 de l'article 294 du Code du vin, n° 1862. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 75 et 76 du Code du vin, n° 4075. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan d'ensemble de prévention et de défense contre les inondations de la Garonne, n° 4112. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale de réassurance et de solidarité contre les calamités agricoles pour les céréales et le vin, n° 4113. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer 50 millions de secours d'urgence aux agriculteurs de l'arrondissement de Marmande, sinistrés par l'orage de grêle du 6 août 1952, n° 4219. — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à rétablir les dispositions de la loi du 5 avril 1884 en matière d'élections municipales, n° 4860. — Le 2 juillet 1953, un

rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4748) de M. Restat, Sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer, pour la pratique de la chasse, la détention et l'utilisation du furet, n° 6402. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à écarter du droit de préemption la cession de biens ruraux à titre de rente viagère constituée par l'obligation de loger, vêtir, nourrir, soigner et assister dans sa vieillesse ou maladie le créancier, n° 6602. — Le 12 octobre 1953, une proposition de résolution tendant au reversement de l'indemnité de 25.000 francs dite de « secrétariat » allouée récemment aux députés, et à la création, dans les locaux de l'Assemblée Nationale, d'un service de documentation, de recherches et d'information parlementaires, n° 6732. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier du tarif préférentiel des périodiques les journaux scolaires, n° 7647. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 7710) tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi validée du 2 février 1942 relative à l'équarrissage des animaux, n° 8485. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence des secours aux victimes du cyclone qui a ravagé le Lot-et-Garonne le 12 juin 1954, n° 8686. — Le 28 août 1954, une proposition de loi tendant à porter à 70 ans pour les personnes visées à l'article premier de la loi du 21 octobre 1941, la possibilité d'assister ou de représenter les parties en justice de paix, n° 9240. — Le 5 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 7710) tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi validée du 2 février 1942 relative à l'équarrissage des animaux, n° 9399. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 54-956 du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement du marché du vin, n° 9407. — Le 16 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 9275) de M. Raphaël Babet tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, dans l'arrêté de fixation du prix du sucre, le remboursement des frais d'approche des sucres des départements d'outre-mer, n° 9738. — Le 1<sup>er</sup> mars

1955, une proposition de loi tendant à exonérer les sociétés de courses de chevaux de la taxe sur les spectacles et des taxes sur le chiffre d'affaires abusivement imposées sur le prélèvement du Pari mutuel, n° 10222. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Lot-et-Garonne victimes de la grêle au cours des orages du mois de juillet 1955, n° 11255.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 9 : *Son amendement tendant à faire participer l'Etat à la déconcentration industrielle* [28 décembre 1951] (p. 10004). — Dépose une demande d'interpellation : sur les crues dangereuses de la Garonne et de ses affluents [11 mars 1952] (p. 1220); — sur les raisons pour lesquelles le projet de loi annoncé par M. le Ministre de l'Intérieur sur l'aide financière aux départements sinistrés n'a pas encore été déposé [10 juin 1952] (p. 2780); — sur la fixation anormale du prix du blé à un taux inférieur à son prix de revient [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3433 : *Indemnisation des correspondants des services agricoles* [25 octobre 1952] (p. 4465); Chap. 4651 : *Indemnisation des calamités agricoles* (p. 4482); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Conditions trop draconiennes pour l'attribution de la carte d'ancien combattant)* [20 décembre 1952] (p. 6734); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Ses explications de vote sur l'ensemble (L'amnistie dans l'histoire de France)* [10 mars 1953] (p. 1778, 1779); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en ferme : *Contre-projet de M. Fourvel tendant à ne pas permettre d'exercer le droit de reprise à l'occasion d'une demande de conversion* [24 mars 1953] (p. 2279, 2280); Article unique : *Son amendement tendant à permettre la reprise*

à l'expiration du bail en cours (p. 2280); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Reprise de la ferme par le propriétaire quand la conversion n'a pas été obtenue en justice)* [31 décembre 1953] (p. 7130, 7131). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mévente des produits agricoles et les barrages de routes par les agriculteurs, dans le Midi et le Sud-Ouest [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : « *Scandaleuse escroquerie* » de certaines marges intermédiaires, et marges « normales » elles-mêmes excessives, d'où contrôle rigoureux et raccourcissement nécessaire des circuits de distribution; nécessité immédiate d'accroître les débouchés, par la suppression des importations et par une politique concertée d'exportation vers les territoires d'outre-mer et la future Europe unie [13 octobre 1953] (p. 4239, 4240); — sur la mévente des produits agricoles et les barrages de routes par les agriculteurs, dans le Midi et le Sud-Ouest [6 octobre 1953] (p. 4013). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Urgence d'un débat sur la politique agricole, gravité des manifestations paysannes, problème des marges intermédiaires* [6 octobre 1953] (p. 4016). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4427 : *Emploi d'engrais azotés et superphosphates (Prix trop élevé des engrais)* [3 décembre 1953] (p. 5955); Chap. 4651 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités agricoles)* (p. 5957); Etat B, Chap. 5120 : *Equippedement des services vétérinaires (Construction de l'école de Toulouse)* (p. 5961); Etat A, Chap. 4331 : *Bourses (Elèves des écoles vétérinaires)* [4 décembre 1953] (p. 6017); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Limites d'attribution de l'allocation et réévaluation du revenu cadastral avec l'application d'un coefficient départemental)* [28 juillet 1954] (p. 3683, 3684); *Son amendement à l'article additionnel de M. Laborbe tendant à ouvrir le droit à allocation d'après l'ancien revenu cadastral* [3 août 1954] (p. 3793, 3794); de cette proposition de loi en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Saint-Cyr tendant à faire entrer les éleveurs dans la catégorie des chefs*

*d'exploitations agricoles* [30 décembre 1954] (p. 7027, 7028); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Assainissement qualitatif, distillation obligatoire des marcs, nombre des distilleries, excédents d'alcool)* [3 août 1954] (p. 3798, 3799); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-23 : *Services vétérinaires* [25 novembre 1954] (p. 5429); *Prophylaxie de la tuberculose du cheptel* (p. 5429, 5430); Chap. 31-31 : *Ingénieurs des services agricoles* (p. 5436); Chap. 35-81 : *Accords franco-espagnols relatifs à l'importation en France des perdrix rouges d'Espagne* [26 novembre 1954] (p. 5488, 5489); Chap. 44-24 : *Propagande en faveur du vin* (p. 5498, 5499); Chap. 46-51 : *Suppression de la dotation de la section viticole* (p. 5505); Etat B, Chap. 61-70 : *Remembrement et zones témoins* (p. 5514); Etat C, Chap. 83-24 : *Prestations d'alcool vinique* (p. 5521); Chap. 84-71 : *Baisse de 15 0/0 sur le prix des matériels agricoles, demande de disjonction de M. Delcos* (p. 5530); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants* [26 mai 1955] (p. 3073, 3074); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Surcompensation, allocation de la mère au foyer)* [19 juillet 1955] (p. 3920, 3921); *Ses explications de vote* [20 juillet 1955] (p. 3980). = Obtient un congé [28 octobre 1955] (p. 5339).

**TRIBOULET (M. Raymond)**, Député du Calvados (R. S.).

Ministre des Anciens combattants  
et Victimes de la guerre.

(2<sup>e</sup> Cabinet Edgar FAURE.)

du 23 février 1955 au 6 octobre 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1954] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruc-



tion et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [18 octobre 1955] (F. n° 571). — Est nommé membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 17). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [19 mars 1954] (F. n° 366).

### Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 25 mai 1939, tendant à l'attribution de secours aux personnes physiques françaises qui étaient fixées en Russie avant la guerre, n° 515. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1950, n° 516. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 685-2 du Code général des impôts fixant les droits d'enregistrement des baux ruraux, n° 517. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 9 avril 1947, sur le fonctionnement des tribunaux paritaires des baux ruraux, n° 518. — Le 3 août 1951, une proposition de loi ayant pour but d'étendre aux membres de la police auxiliaire de sécurité, instituée lors des événements de la Libération dans divers départements, le bénéfice des pensions militaires de la loi du 31 mars 1919, n° 519. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à exonérer des versements forfaitaires de 5 0/0 du salaire de chaque matelot embarqué, les patrons pêcheurs se livrant personnellement à la pêche, n° 520. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 186, 1<sup>re</sup> partie, du Code général des impôts, établissant une réduction d'impôts pour les chefs de famille, n° 521. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 522. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 1666 et 1667 du Code

général des impôts, concernant le sursis de paiement, n° 552. — Le 9 août 1951, un rapport, au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, n° 631. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à intégrer, dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la Libération et injustement évincés, n° 638. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, n° 920. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945, relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 1492. — Le 4 décembre 1951, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur la proposition de loi (n° 41) de M. Jacques Bardoux relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet, n° 1823. — Le 24 janvier 1952, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1218) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ; 2° de MM. de Bénouville et Prélot (n° 2407) tendant à compléter et à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950, relative au recrutement de l'armée, n° 2454. — Le 24 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-338 du 13 mars 1950 complétant l'article 7 de la loi n° 47-1631 du 30 août 1947, instituant une allocation d'attente en faveur des sinistrés par faits de guerre, n° 2457. — Le 25 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles puissent bénéficier

à partir du 1<sup>er</sup> mars 1952 d'une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, **n° 2461**. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1393 du 5 décembre 1951 relative à la réglementation des arrhes en matière de ventes mobilières, **n° 2605**. — Le 14 mars 1952, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur la proposition de loi (n° 1297) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France », **n° 2940**. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi modifiant l'article 52 du Code général des impôts et l'article 9 de la loi n° 51-247 du 1<sup>er</sup> mars 1951, en vue de fixer définitivement les dates limites de remise des déclarations fiscales, **n° 3090**. — Le 3 avril 1952, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur l'avis (n° 2838) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 41) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin détruit par les Allemands en 1940 et instituant une souscription nationale à cet effet, **n° 3194**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à fixer à vingt-cinq ans le délai d'exonération de l'impôt foncier pour les propriétaires sinistrés, **n° 3344**. — Le 6 juin 1952, un avis, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour 1952 (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> parties : Considérations générales. — Section commune. — Articles de loi), **n° 3600**. — Le 20 juin 1952, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur le projet de loi (n° 3714) relatif à diverses dispositions statutaires intéressant les personnels militaires de la Défense nationale, **n° 3822**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les militaires de carrières aux fonctionnaires et agents classés dans la catégorie B (services actifs), **n° 3893**. — Le 10 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter les prochaines échéances du bail des fermiers et métayers, victimes de l'épizootie de fièvre aphteuse, **n° 4386**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952 portant modification des articles 48 à 58, 60 et 61 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 4457**. — Le 28 octobre 1952, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale, sur la proposition de loi (n° 2625) de MM. Armengaud, Longchambon et Ernest Pezet, sénateurs, tendant à compléter la loi du 30 novembre 1950, portant à dix-huit mois la durée du service militaire et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, **n° 4522**. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 1414) tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative aux travaux préliminaires à la reconstruction, **n° 4551**. — Le 7 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 2838) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 41) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin détruit par les Allemands en 1940 et instituant une souscription nationale à cet effet, **n° 4652**. — Le 22 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4784) et la lettre rectificative (n° 5209) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale, 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> parties : Section commune, articles de loi), **n° 5227**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril la date d'exigibilité du versement du premier tiers provisionnel et à accorder les délais nécessaires pour le paiement du reliquat des impôts directs et taxes assimilées exigibles le 15 mars 1952, **n° 5534**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, **n° 5774**. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 5767) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1414) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-609 du 10 avril 1945 relative

aux travaux préliminaires à la reconstruction, n° 5864. — Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux victimes civiles et militaires des droits identiques, n° 6436. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 6121) portant dérogation temporaire aux dispositions relatives à l'avancement à l'ancienneté au grade de commandant dans les armes et services de l'armée de terre, n° 6439. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 5768) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 2625) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter les articles 7 et 9 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 6440. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la croix de guerre au drapeau de la Gendarmerie nationale, n° 6617. — Le 29 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'application de la taxe proportionnelle aux indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 7015. — Le 6 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 6161) relatif à la prise de rang dans les grades d'officier des anciens élèves de l'école militaire des cadets de la France libre, n° 7135. — Le 12 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, n° 7458. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de liquidation et de perception des droits de mutation à titre gratuit sur certains biens affectés par des événements de guerre, n° 7629. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 29 de la loi de finances pour l'exercice 1954, n° 53-1308 du 31 décembre 1953, n° 7669. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954 (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> parties :

Considérations générales, section commune, articles de loi), n° 8023. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le projet de loi (n° 7430) modifiant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont (n° 7385) tendant à reculer l'âge limite fixé pour le sursis d'incorporation en ce qui concerne les étudiants des facultés et les élèves des grandes écoles ; 2<sup>o</sup> de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 8354) tendant à étendre aux étudiants des écoles nationales d'ingénieurs et établissements assimilés, le bénéfice des dispositions relatives au sursis d'appel sous les drapeaux, actuellement applicables aux étudiants en médecine, en pharmacie, en chirurgie dentaire et aux élèves vétérinaires, n° 8645. — Le 13 août 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 5404 et annexes) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1<sup>o</sup> le Traité instituant la Communauté européenne de défense et les actes annexes ; 2<sup>o</sup> la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952 ; 3<sup>o</sup> le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense ; 4<sup>o</sup> le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense (Dispositions relatives aux Accords de Bonn), n° 9182. — Le 27 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. le projet de loi (n° 7430) modifiant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ; II. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Frédéric-Dupont (n° 7385) tendant à reculer l'âge limite fixé pour le sursis d'incorporation en ce qui concerne les étudiants des facultés et les élèves des grandes écoles ; 2<sup>o</sup> de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 8354) tendant à étendre aux étudiants des écoles nationales d'ingénieurs et établissements assimilés, le bénéfice des dispositions relatives au sursis d'appel sous les drapeaux, actuellement applicables aux étudiants en médecine, en pharmacie, en chirurgie dentaire et aux élèves vétérinaires,

**n° 9227.** — Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir d'urgence l'Assemblée de l'Union française du projet de loi portant ratification du Traité d'indépendance du Vietnam et du traité d'association entre la France et le Vietnam, **n° 9386.** — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter les articles 9 et 14 $\frac{1}{2}$  du Code d'instruction criminelle, **n° 9425.** — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe proportionnelle les arrérages des rentes viagères des indemnités d'éviction instituées par la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 9426.** — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux retraités de la sécurité sociale le bénéfice de l'assurance « longue maladie », **n° 9511.** — Le 8 décembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux revues étrangères circulant par mode de prêt-revues le bénéfice du tarif réduit des périodiques, **n° 9667.** — Le 27 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, complétant l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, **n° 10012.** — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 12 de la loi n° 51-630 du 24 mai 1951 excluant du champ d'application de la taxe sur le chiffre d'affaires les associations éducatives à but non lucratif, **n° 11864.**

### Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur la reconstruction, le plan d'armement* [24 juillet 1951] (p. 6041, 6042). — Est élu *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 10-90 : *Indemnités pour difficultés exceptionnelles d'existence* [23 août 1951] (p. 6441); Chap. 10-20 : *Rémunération des auxiliaires* (p. 6448); Chap. 50-00 : *Participation de l'Etat aux dépenses de remembrement* (p. 6449, 6450); Chap. 61-40 : *Frais de vente des immeubles vendus par l'Etat* (p. 6450);

DÉFENSE NATIONALE, Chap. 30-60 : *Alimentation de la gendarmerie* (p. 6453); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Naegelen tendant à obliger tous les boursiers à subir un examen de passage* [3 septembre 1951] (p. 6817). — Dépose une demande d'interpellation sur la prétendue politique d'austérité contre les droits à dommages de guerre des sinistrés [19 septembre 1951] (p. 7450). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 10-30 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour les architectes conseils et les collaborations extérieures* [14 novembre 1951] (p. 8004); Chap. 30-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des délégations départementales* (p. 8004, 8005); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 10-10 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités du personnel (Propagande en faveur de l'Europe)* [22 novembre 1951] (p. 8325, 8326); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat B, Art. 2 : *Son rappel au règlement (Disfonction de son amendement)* [24 décembre 1951] (p. 9767); *Son amendement tendant à augmenter les autorisations de paiement aux dépens des crédits de paiement dans le futur (Chantiers expérimentaux de l'Etat)* (p. 9787; 9788); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes aux économies faites sur le coût de la construction (Développement de ces primes)* (p. 9791); le retire (ibid). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Mauvaise organisation des débats sur le budget* [26 décembre 1951] (p. 9859). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale : en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 décembre 1951] (p. 10001 et suiv.); Chap. 30-05 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'alimentation (Insuffisance de la prime)* (p. 10133); — d'un projet de loi relatif aux crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour le budget annexe des cons-*

tructions aéronautiques [30 décembre 1951] (p. 10165, 10166); Article additionnel : *Amen- dement de M. Billat tendant à rétablir les dis- penses de services et les allègements supprimés par la loi du 30 décembre 1950* (p. 10168); Art. 12 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la solde des militaires non officiers convoqués pour des périodes d'instruc- tion* (p. 10168); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Dis- cussion générale : Le rôle du Conseil de l'Eu- rope dans la création d'une communauté euro- péenne, le plan Schuman* [1<sup>er</sup> février 1952] (p. 627 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les ser- vices de la Défense nationale : en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 février 1952] (p. 1094, 1095); Art. 1<sup>er</sup> : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000 : *Amendement de M. Tourné ten- dant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs Cabinets (Etudiants sursi- taires)* (p. 1098); Art. 3, MARINE, Chap. 3155 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'entretien des immeubles* (p. 1105, 1106); Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre l'article ren- forçant les effectifs de la Marine* (p. 1108); Art. 12 : *Amendement de M. Devinat tendant à rétablir l'article relatif à l'aliénation des immeubles domaniaux* (p. 1110); — d'une pro- position de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1262, 1263, 1266); *Sa pro- position de loi tendant à retarder au 15 octobre 1952 l'incorporation des étudiants sursitaires* [21 mars 1952] (p. 1406, 1407); — d'une pro- position de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1403); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; en qualité de *Rapporteur pour avis* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1667, 1668); Art. 6 : *Demande de prise en considération de l'article prévoyant 110 mil- liards d'économies sur les budgets de la recons- truction et des investissements* [2 avril 1952] (p. 1769, 1770); *Son amendement tendant à ne pas faire d'économies sur les crédits des dom- mages de guerre* (p. 1777, 1778); de ce pro- jet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Abattement sur les crédits pour les armées des Etats associés* [12 avril 1952] (p. 2257); — du projet de loi portant

ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; en qualité de *Rapporteur pour avis* [9 avril 1952] (p. 2066); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de défense nationale pour le mois de mai 1952; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement prévoyant le recrutement de 690 auxiliaires féminines* [10 avril 1952] (p. 2162), — du projet de loi relatif au déve- loppement des crédits de la Défense nationale; en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses obser- vations sur les considérations générales sur la liaison entre les nations du N.A.T.O.* [10 juin 1952] (p. 2786 et suiv.); Etat A, Section com- mune, GENDARMERIE, Chap. 10-30 : *Amende- ment de M. Gau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des 3 armes)* [13 juin 1952] (p. 2885); SERVICES; Chap. 30-00 : *Son amende- ment tendant à rétablir les crédits pour les subventions aux publications de l'armée* (p. 2888); Chap. 30-30 : *Son amendement tendant à réta- blir les crédits pour frais de déplacement de l'administration centrale* (p. 2888); Chap. 30-50 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile* (p. 2889); Chap. 30-90 : *Son amendement tendant à rétu- blir les crédits pour le matériel de la gendarme- rie (Chevaux de la Garde républicaine)* (p. 2889); Chap. 31-50 : *Son amendement tendant à rétu- blir les crédits pour frais de déplacement et de matériel de la Sécurité militaire (Machines à écrire)* (p. 2890); Chap. 31-70 : *Son amende- ment tendant à rétablir les crédits pour les services sociaux* (p. 2890); *Subventions*; Chap. 50-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations d'officiers de réserve* (p. 2891); *le retire* (ibid.); Chap. 60-30 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour participation aux dépenses du N. A. T. O. (Abondance d'Etats-majors)* (p. 2892); Chap. 60-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard les crédits pour participations diverses (Mission centrale de liaison interalliée)* (p. 2892); EQUIPEMENT, Chap. 90-21 : *Subven- tions au service des essences (Création de dépôts)* (p. 2894, 2895); Art. 8 : *Son amende- ment tendant à permettre des transferts de cré- dits par décrets de chapitre à chapitre* [17 juin 1952] (p. 2989); Article additionnel : *Son amendement tendant à faire faire par le Gou- vernement un bilan des fabrications avant le*

15 juillet 1952 (p. 2990); Art. 12 : *Son amendement relatif au nombre et à la répartition des officiers généraux* (p. 2992 et suiv.); *Amendement de M. Billat tendant à réduire à un an la durée du service pour les jeunes gens mariés et pères de famille* (p. 2996); Art. 16 : *Son amendement tendant à admettre certains diplômés sur titres dans le corps des ingénieurs du génie maritime* (p. 2997); Art. 17 : *Son amendement tendant à prévoir un recrutement latéral d'ingénieurs militaires des poudres* (p. 2997); Art. 18 : *Son amendement tendant à augmenter les effectifs du corps des ingénieurs militaires de l'air* (p. 2998); Art. 22 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au recrutement des officiers du cadre des ingénieurs de l'artillerie* (p. 2998); *le retire (ibid.)*; Art. 23 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au recrutement des ingénieurs mécaniciens de la marine* (p. 2999); *le retire (ibid.)*; Art. 27 : *Son amendement tendant à permettre aux officiers dégagés des cadres d'être maintenus en activité* (p. 2999, 3000); Art. 31 : *Son amendement tendant à ne prévoir que l'avancement au choix pour le grade de commandant de l'air* (p. 3001); Article additionnel : *Son amendement tendant à réglementer l'admission au grade d'enseigne de vaisseau* (p. 3001); *Son amendement tendant à accorder aux ingénieurs chimistes des poudres des bonifications de services tenant compte de leurs années d'études* (p. 3001, 3002); Art. 36 : *Son amendement tendant à rétablir l'article incluant la poliomyélite dans les maladies donnant droit à congé de longue durée* (p. 3002); Art. 40 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif au recrutement des aspirants de réserve* (p. 3003); *le retire (ibid.)*; Art. 49 : *Son amendement tendant à faciliter les mutations et changements d'armes pour les officiers* (p. 3005); Art. 54 : *Son amendement tendant à ne pas exiger de comptes matériel pour 1947* (p. 3006); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique : *Amendement de M. Vassor tendant à tenir compte des améliorations faites par le bailleur* [3 juillet 1952] (p. 3483); *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'augmentation du fermage en cas d'investissements du bailleur* (p. 3483); *Amendement de M. Lucas relatif au calcul du prix moyen du lait ou du beurre* (p. 3484); — du projet de loi relatif aux crédits du fonds spécial d'investissements routiers : *Discussion*

*générale* [11 juillet 1952] (p. 3888). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités policières exercées le 1<sup>er</sup> août contre des cultivateurs librement réunis [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. A : *Institution d'un droit de préemption au profit des locataires d'appartements* [9 octobre 1952] (p. 4165); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés réfugiés, prisonniers et déportés* (p. 4174); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur les crédits pour la reconstruction et les investissements)* [21 octobre 1952] (p. 4268, 4269). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Nécessité de voter la loi de finances avant les dépenses* [4 novembre 1952] (p. 4715). — Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES (exercice 1953); en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 décembre 1952] (p. 5953 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer le produit de la distribution de courant électrique par les collectivités locales* [21 décembre 1952] (p. 6888); *Son amendement tendant à permettre aux syndicats de communes pour l'électrification la perception d'une taxe* (p. 6912); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6463, 6464); Art. 2 : *Motion préjudicielle de M. Secrétain tendant à réserver le débat jusqu'au vote de la loi de finances (Possibilité de recettes nouvelles sur les alcools au profit de la construction)* [20 décembre 1952] (p. 6769, 6770); Article additionnel : *Son amendement relatif au privilège du créancier nanti sur les titres de reconstruction* (p. 6771, 6772); *Son amendement tendant à ne pas appliquer « la part différée » aux établissements et collectivités publiques* (p. 6772, 6773); Art. 35 : *Son amendement tendant à porter à 10 millions le montant des travaux que peut décider d'effectuer l'administration en cas de défaillance du propriétaire sinistré* (p. 6775); Art. 36 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif aux indemnités à des propriétaires étrangers* (p. 6775, 6776); Art. 41 : *Son amendement relatif au contrôle de la gestion des groupements de reconstruction*

(p. 6775, 6776) ; Art. 41 bis : Amendement de M. R. Schmitt tendant à laisser au Ministre de la Reconstruction prendre des dispositions relatives au fonctionnement des associations syndicales de reconstruction (p. 6777) ; Art. 44 : Son amendement relatif au contrôle de la gestion des sociétés d'habitations à loyer modéré (p. 6778) ; Art. 45 : Son amendement relatif aux aliénations de biens des sociétés d'habitations à loyer modéré (p. 6778) ; Art. 46 : Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au logement des fonctionnaires (p. 6779) ; Art. 49 : Sa demande de disjonction de l'article relatif au prélèvement sur les loyers (p. 6783) ; Art. 51 : Sa demande de disjonction de l'article relatif au recensement des constructions déjà réalisées (p. 6783, 6784) ; Art. 52 : Sa demande de renvoi à la Commission, de l'article concernant les honoraires des architectes (p. 6785) ; Art. 11 quater : Demande de disjonction de l'article affectant les fonds de caisses départementales scolaires aux constructions scolaires, présentée par le Gouvernement [21 décembre 1952] (p. 6935) ; Son rappel au règlement (Contestation d'un vote) (p. 6942) ; Article additionnel : Amendement de M. de Tinguy tendant à l'extension du prélèvement sur les loyers aux locaux commerciaux ou d'artisans à partager entre propriétaires et locataires (p. 6951) ; Son amendement relatif au privilège du créancier nanti (p. 6951, 6952) ; Amendement de M. Benoist tendant à abroger l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 limitant le remboursement intégral des dommages de guerre (p. 6953) ; Art. 2 : Motion de Mme Rabaté tendant à ne pas discuter de l'article avant le dépôt d'une lettre rectificative prévoyant la construction de 80.000 logements (p. 6957) ; Art. 47 quinquies : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer la redevance établie pour le fonds de solidarité prévu par la loi du 2 novembre 1945 (p. 6964). — Son rappel au règlement : Application de l'article 34 du Règlement sur l'ordre du jour [20 décembre 1952] (p. 6715, 6716). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Ses explications de vote sur l'ensemble [23 janvier 1953] (p. 226, 227) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; en qualité de Rapporteur pour avis [5 février 1953] (p. 930) ; Art. 7 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur

les terrains destinés à la construction (p. 936, 939) ; Art. 7 bis : Son amendement relatif à l'étendue de la priorité de relogement accordée aux habitants de la zone de Paris (p. 952) ; Art. 36 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article concernant les dommages de guerre appartenant à un étranger (p. 953) ; Art. 47 ter : Amendement de M. Minjoz tendant à permettre aux sociétés d'H. L. M. de faire des dépôts à la Caisse d'épargne sans limitation (p. 954) ; Art. 48 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'exercice du droit de préemption sur des maisons ou terrains (p. 955) ; Art. 48 ter : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux programmes de construction des organismes d'H. L. M. (p. 955, 956) ; Art. 52 : Son amendement relatif au mode de rémunération des architectes (p. 956 et suiv.) ; Art. 54 : Son amendement tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa relatif au prélèvement sur les loyers des immeubles en co-propriété (p. 960) ; Art. 55 : Son amendement relatif au privilège des créanciers nantis (p. 960) ; Art. 57 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux dommages en partie réglés par les Gouvernements alliés ou ex-ennemis (p. 961) ; Art. 11 ter : Subventions aux collectivités limitées à 4 millions par classe construite (p. 963) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis [25 janvier 1953] (p. 324 et suiv.) ; Etat A, SECTION COMMUNE ; Chap. 31-01 : Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Salaires des ouvriers de l'Etat) [26 janvier 1953] (p. 380, 381) ; Chap. 31-41 : Corps de contrôle « Air » (p. 381) ; Chap. 31-84 : Amendement de M. Moch tendant à réduire de 12.500.000 frs les crédits pour les postes permanents à l'étranger (Attachés militaires en Allemagne) (p. 382, 383) ; Chap. 32-52 : Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et l'entretien de la gendarmerie (Contrat scandaleux d'achat de culottes de gendarmes) (p. 383) ; Chap. 32-84 : Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour les frais de missions à l'étranger (p. 384) ; Chap. 33-83 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services de l'action sociale (p. 385) ; Chap. 34-03 : Son

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'information (Subventions aux revues militaires) (p. 386); le retire (ibid.); Chap. 36-81 : Sa demande de réserver le chapitre relatif à la subvention au budget du service des poudres (p. 386); Chap. 37-95 : Subventions aux associations de militaires de réserve (p. 388); Chap. 52-81 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'établissement du service des poudres (Production de nitro-cellulose) (p. 390); Chap. 54-91 : Construction de logements militaires (p. 391); Etat A bis; Chap. 37-94 bis : Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour le transport de correspondances militaires (Programme conditionnel) (p. 392) le retire (ibid.); Art. 28 : Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant le recrutement de quinze ingénieurs élèves de l'air en plus du contingent normal [26 janvier 1953] (p. 446, 447); Art. 36 : Son amendement tendant à proroger les dispositions prévues par l'article jusqu'au 31 décembre 1955 (p. 447); Art. 1<sup>er</sup> : Erreurs matérielles dans les chiffres de crédits des chapitres réservés (p. 449); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis [3 février 1953] (p. 878); Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 31-61 : Amendement de M. Frédet tendant à maintenir la réduction de 1.000 francs sur les crédits du service de santé (Fusion des services de santé des trois armes) (p. 879); Art. 28 : Son amendement tendant à maintenir la disjonction de l'article prévoyant le recrutement de 15 ingénieurs élèves de l'air en sus de l'effectif (p. 882); — du projet de loi portant fixation du budget des prestations familiales agricoles; Art. 9 : Son amendement tendant à n'appliquer la nouvelle procédure de recouvrement des cotisations qu'après épuisement de la procédure habituelle [29 janvier 1953] (p. 664, 665); Son amendement tendant à ne procéder qu'exceptionnellement à la vente immobilière sur saisie des débiteurs de cotisations (p. 667); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : Son amendement tendant à intégrer dans le corps préfectoral les personnes déléguées dans des fonctions préfectorales à la Libération [10 mars 1953] (p. 1753); — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction; Art. 1<sup>er</sup> : Ses observations sur l'extension des mesures envisagées à l'habitat

rural, l'insuffisance des crédits prévus au titre des nouvelles autorisations de programme [12 mars 1953] (p. 1985, 1986); Sous-amendement de M. André Lenormand en faveur des collectivités locales et des offices publics d'H. L. M. (p. 1989); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations : Motion préjudicielle de M. M. Grimaud tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil économique, absence d'avis de la Commission de la justice) [20 mars 1953] (p. 2110); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement relatif à la procédure d'expropriation des zones destinées à l'habitation [27 mars 1953] (p. 2483 et suiv.); Amendement de M. M. Grimaud tendant à laisser six mois pour réaliser un accord amiable avant l'expropriation (p. 2487); Art. 3 : Son amendement tendant à interdire les expropriations en vue de location de terrains par les collectivités publiques (p. 2501); Art. 4 : Son amendement tendant à supprimer la possibilité pour les collectivités de céder de gré à gré les terrains expropriés (p. 2504, 2505); le retire (p. 2505); Art. 6 : Son amendement de forme (p. 2506); Art. 7 : Amendement de M. Delcos tendant à rendre obligatoire le remembrement des parcelles (p. 2506); — du projet de loi relatif à la vaccination antiaphteuse obligatoire, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Ses observations sur la réduction des tarifs vétérinaires, la gratuité de la vaccination obligatoire) [28 mars 1953] (p. 2559, 2551); — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à reprendre l'article premier disjoint octroyant des avantages aux logements construits d'après des plans types [21 mars 1953] (p. 2156, 2163, 2164); Sous-amendement de M. Sibué tendant à limiter les avantages prévus aux organismes d'H. L. M. (p. 2169); Sous-amendement de Mme Galicier tendant à ne pas prélever d'argent sur les ressources des caisses d'allocations familiales (p. 2171, 2172); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à faire fixer les plans types par le Ministère [28 mars 1953] (p. 2565); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte du



*Conseil de la République mentionnant les coopératives de construction (Associations de castors)* [28 mars 1953] (p. 2559). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès France) : *Ses observations sur la réforme constitutionnelle, la réforme des entreprises publiques, de la sécurité sociale, l'indispensable renforcement du pouvoir exécutif, la diminution des dépenses militaires, l'Europe à six* [3 juin 1953] (p. 2920, 2921). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 8 : *Fonds de construction, d'équipement et d'expansion économique; son amendement tendant à inclure parmi les bénéficiaires la Caisse autonome de la reconstruction* [7 juillet 1953] (p. 3329) ; Art. 11 : *Plafonds divers de dépenses pour 1953; amendement de M. Schmitt tendant à supprimer le « plafond » de 320 milliards relatif aux indemnisations et réparations des dommages de guerre et à lui substituer un « plancher » minimum égal aux crédits de 1953 (Illogisme de ces divers plafonds à l'intérieur du plafond global du budget, dommages de guerre défavorisés par rapport à l'investissement économique)* (p. 3332); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 : *Plafonds divers de dépenses pour 1954 (Pour l'adoption du texte voté par le Conseil de la République étendant à la réparation des dommages de guerre, les possibilités de dépassement et de transfert pour les crédits d'investissements)* [10 juillet 1953] (p. 3473) ; — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 5 : *Dépôt de projets et propositions de loi sur le bureau du Conseil de la République aussi bien que sur celui de l'Assemblée nationale* [21 juillet 1953] (p. 3674) ; — des interpellations sur la politique agricole : « *Mur d'ignorance* » et malentendu tragique entourant les problèmes agricoles, spécialement dans la haute administration, prééminence économique de l'agriculture en France, son égale importance sociale, caractère théorique des plans d'expansion agricole, problème-clé des débouchés, entrevu par le nouveau Plan, nécessité absolue et urgente du financement des exportations [20 octobre 1953] (p. 4397 et suiv.) ; *Son ordre du jour demandant la réorganisation des marchés de distribution* [22 octobre 1953] (p. 4499) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Etat A, Chap. 36-11 : *Ignorance totale des réalités agricoles dans la formation actuelle de l'Ecole nationale d'administration* [4 novembre 1953] (p. 4818) ; *Examen des chapitres réservés* (p. 4821) ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Sa demande d'ajournement* [6 novembre 1953] (p. 4949, 4950) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis (Subventions aux sociétés coopératives de reconstruction, autorisations de programme insuffisantes)* [30 novembre 1953] (p. 5691, 5692) ; Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs (Travaux des urbanistes départementaux)* (p. 5718) ; Chap. 3121 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le personnel de déminage et de désobusage (Mise à pied du personnel de déminage)* (p. 5719) ; Chap. 3442 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile du personnel (Voitures des équipes de déminage)* (p. 5720, 5721) ; Chap. 3731 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour expertises et constats de dommages de guerre (Diminution des expertises)* (p. 5723) ; Chap. 4622 : *Motion préjudicielle de M. Le-Roy Ladurie demandant la majoration des crédits pour subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction* (p. 5725) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 3 : *Sa demande de réserver l'article et l'Etat C (Diminution de 200 millions de crédits)* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5753) ; Art. 4, Etat D : *Sa demande de réserver l'alinéa premier concernant les immeubles d'habitation (Crédits supplémentaires)* (p. 5755) ; *Sa demande de disjonction des crédits pour avances aux associations et coopératives de reconstruction (Insuffisance des crédits)* (p. 5757) ; *Reconstruction en Afrique du Nord et Indochine* (p. 5757) ; Article additionnel : *Amendement de M. Guiguen tendant à abroger le décret du 9 août 1953 fixant les modalités de règlement des dommages de guerre* (p. 5758) ; Art. 7 : *Amendement de M. Thiriet tendant à prévoir le paiement des sinistrés agricoles en priorité* (p. 5762) ; *le retire* (p. 5763) ; Art. 12 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards pour les H. L. M. (Insuffisance du programme prévu)* (p. 5791) ; Art. 13 : *Demande de rétablissement de l'article prévoyant 5.500 millions pour les primes à la construction, présentée par le Gouvernement* (p. 5799) ; Art. 14 : *Son amendement relatif au*

*payement de l'indemnité d'éviction aux sinistrés n'ayant pas utilisé l'intégralité des dommages accordés ou n'ayant pas reconstitué le bien sinistré* (p. 5803); *Son amendement tendant à introduire des articles relatifs à l'indemnisation des commerçants évincés de leur report au bail* (p. 5805); *le retire* (p. 5806); Art 15 : *Motion préjudicielle de M. R. Schmitt tendant à surseoir au débat pour protester contre les modifications de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre* (p. 5806); Article additionnel : *Amendement de M. Prache relatif à l'indemnisation des récoltes de betteraves sinistrées en 1940* [2 décembre 1953] (p. 5870); Art. 25 : *Sa demande de disjonction de l'article imputant les frais de fonctionnement sur les crédits ouverts pour les dommages mobiliers* (p. 5871); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3521 : *Routes et ponts (Réfection de la route n° 13 Paris—Cherbourg)* [12 décembre 1953] (p. 6584); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété* [31 décembre 1953] (p. 7203); Art. 12 noniès : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux commissions départementales d'investissements le contrôle des opérations des H. L. M.* (p. 7208); Art. 17 ter : *Formalités de transfert des titres émis par la Caisse autonome de la Reconstruction* (p. 7210). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Remise du débat de politique étrangère sur la Communauté européenne* [12 novembre 1953] (p. 4980, 4981). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Les sectaires de l'Europe, les projets d'union européenne en 1946, les réalisations décevantes de 1952, les inconvénients et les dangers de l'Europe à six, les avantages de l'Europe à quinze)* [20 novembre 1953] (p. 5335 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Vote du budget de la Reconstruction* [27 novembre 1953] (p. 5638). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giufferrì tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par*

*les propriétaires de fonds de commerce* [15 décembre 1953] (p. 6847); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires en qualité de *Rapporteur pour avis : Reclassement de la fonction militaire, aide américaine et commandes off shore, l'augmentation des effectifs* [29 décembre 1953] (p. 6951 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir des pensions pour les ouvriers des établissements d'Etat licenciés ayant plus de quinze ans de services* (p. 6971, 6982); *le retire* (p. 6982); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1953] (p. 7135). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Débat sur une cession de territoire à l'Ethiopie* [23 février 1954] (p. 471). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 février 1954] (p. 508); Art. 1<sup>er</sup> : *Ses deux amendements (Relèvements de crédits pour l'armée de l'air, effectifs et fabrication de matériel)* (p. 514 et suiv.); Etat annexe. SECTION COMMUNE : *Son amendement (Rétablissement du chapitre 54-91, construction de logements militaires)* (p. 517); SECTION AIR, Chap. 34-71 : *Autorisation de programme au titre de l'entretien du matériel aéronautique* (p. 518); SECTION GUERRE, Chap. 53-71 : *Son amendement (Fabrications d'armement)* (p. 518, 519); SECTION MARINE : *Rétablissement du chapitre 34-62 (Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale)* (p. 520); Chap. 53-71 : *Son amendement (Constructions neuves de la flotte)* (p. 520); Chap. 53-72 : *Son amendement (Munitions)* (p. 520); SECTION FRANCE D'OUTRE-MER : *Rétablissement du chapitre 54-71, demandée par le Gouvernement) Casernement et logement des troupes en Afrique équatoriale et en Afrique occidentale française* (p. 521). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la rupture des digues de la baie des Veys : *Ouverture d'un crédit permettant les réfections nécessaires des digues* [26 février 1954] (p. 564). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Crise de commandement, superposition*

d'états-majors divers, stratégie périphérique, préparation de la guerre atomique, contribution de la France aux forces atlantiques, organisation de la défense en surface, fabrications d'armements, coopération interalliée, redressement indispensable pour obtenir une place digne de la France dans l'armée européenne [16 mars 1954] (p. 884 et suiv.); *Motions préjudicielles de MM. Cayeux et Leenhardt tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale soit saisie d'une loi-programme de protection civile* [18 mars 1954] (p. 985); SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Le Roy-Ladurie (Fermeture de l'atelier de fabrication de Caen et installation de la société Uframec et de la société des aciéries de Pompey)* (p. 990, 991); Chap. 31-53 : *Gendarmerie, convocation des réserves* (p. 994); Chap. 31-64 : *Service de Santé, Médecine du Travail* (p. 993); Chap. 31-91 : *Amélioration de la situation des cadres* (p. 994); *Demande que le chapitre 31-91 soit réservé* (p. 994, 995); Chap. 32-61 : *Service de Santé, son amendement (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement)* (p. 995); Chap. 34-01 : *Administration centrale de la Défense nationale, son amendement (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement, création du poste de Chef d'état-major général des Forces armées)* (p. 996); Chap. 35-51 : *Son amendement (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement, entretien des immeubles de Gendarmerie)* (p. 996); Chap. 51-82 : *Recherche scientifique* (p. 998); Chap. 53-52 : *Son amendement (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement pour la Gendarmerie, habillement des skieurs)* (p. 999); Chap. 54-61 : *Amendement de M. Raymond Guyot (Hôpitaux militaires) (Etat de l'hôpital militaire Jean-Rist de Médéa)* (p. 999); Chap. 54-91 : *Son amendement (Constructions de logements militaires)* (p. 1000); Chap. 55-81 : *Infrastructure interalliée (Droits de la France dans le commandement et la gestion des bases situées sur notre sol)* (p. 1000); Chap. 55-81 : *Lettre rectificative (Crédits relatifs aux installations pétrolières)* (p. 1001); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32 : *Amendement de M. Lenormand (Menuce de fermeture de l'atelier de fabrication de Caen, transfert de ses biens aux sociétés Pompey et Uframec, sa reconversion en production civile)* [19 mars 1954] (p. 1076, 1077); SECTION COMMUNE, Art. 8 bis : *Son amendement (Date de rétablissement par décrets,*

*au profit du relèvement de la condition militaire, des crédits ayant subi un abattement au Parlement)* (p. 1112, 1113); Art. 12 : *Son amendement (Fixation du pourcentage de grades des officiers d'administration de la Marine), le retire provisoirement* (p. 1114); Art. 14 bis à 14 quater : *Amendement de M. Le Coutaller (Droit à pension des ouvriers licenciés)* (p. 1117); *Son article additionnel (Cession de terrains et locaux militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France), le retire* (p. 1123); *Son article additionnel (Autorisation, pour le service des Poudres, de fabriquer et de vendre des cartouches)* (p. 1124); SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-91 : *Amélioration de la situation des cadres* (p. 1126); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République. en qualité de *Rapporteur pour avis* : Art. 8 bis : *Son amendement (Elimination de la protection civile des chapitres susceptibles de bénéficier de transfert de crédits)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1598); Art. 12 : *Son amendement (Pourcentages de grades en faveur des officiers d'administration de la Marine)* (p. 1599); Art. 14 quater A : *Son amendement (Pension des ouvriers de la Défense nationale licenciés)* (p. 1599); Seconde délibération : Art. 8 bis : *Son amendement (Affectation des crédits concernant la protection civile)* (p. 1606); Art. 14 quater A : *Son amendement (Pensions des ouvriers de la Défense nationale licenciés)* (p. 1607); *Ses explications de vote (Affaire Juin et moral de la nation française, remplacement éventuel du maréchal Juin au commandement du Centre-Europe)* (p. 1608, 1609); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954 : FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES) : *Son article additionnel (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* [19 mars 1954] (p. 1141); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954 : EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur le déroulement du débat* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1600). — *Son rapport sur les élections partielles de Seine-et-Oise (Mme Peyroles) [J. O. du 13 mai 1954] (p. 4517). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre : Discussion générale (Publication rapide des dispositions réglementaires d'application)* [30 juin 1954] (p. 3190); Art. 2 : *Eléments d'appréciation existant à la date à laquelle le locataire s'est*

trouvé privé de son droit au bail (p. 3191) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son rappel au règlement (Continuation du débat)* [22 juillet 1954] (p. 3543) ; — D'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gabelle (Suppression de la double affiliation* [28 juillet 1954] (p. 3680) ; *Son amendement (Suppression du paragraphe tendant à exclure du bénéfice de l'allocation vieillesse les cultivateurs ayant des ressources supérieures au plafond fixé pour l'allocation aux vieux travailleurs salariés)* (p. 3684, 3685) ; *Sa motion d'ordre (Régime de l'affiliation unique)* (p. 3687) ; *Ses amendements tendant à diminuer la part de la cotisation cadastrale dans le financement du projet* (p. 3689) ; *Son amendement tendant à exonérer de la cotisation le chef d'exploitation non affilié à l'organisme d'allocation vieillesse agricole* (p. 3690) ; *Amendement de M. Delachenal (Double cotisation, avec exemption pour un certain revenu cadastral)* [3 août 1954] (p. 3789, 3790) ; *Reprend l'amendement de M. Viatte (Membres de l'exploitation exerçant à titre principal une autre activité non salariée et double cotisation, son hostilité au système de cotisations basées sur le revenu cadastral)* (p. 3792) ; *Son amendement (Taux de la cotisation en cas de revenu cadastral initial supérieur à 5.000 francs)* (p. 3792) ; *Son amendement tendant à dispenser de cotisation le chef d'exploitation non affilié à l'organisme d'allocation vieillesse agricole* (p. 3793) ; le retire (ibid.) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Motion de M. Radie tendant à surseoir à la discussion tant qu'il n'aura pas été statué sur la ratification du traité de la C.E.D.* [11 août 1954] (p. 4083) ; *Ses explications de vote : Discours de juin 1946 sur la Constitution, prononcé par le général de Gaulle* [30 novembre 1954] (p. 5619, 5620) ; — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.), en qualité de *Rapporteur pour avis : Démission de général Koenig, Ministre de la Défense nationale, « méthode de réarmement de l'Allemagne dans le cadre de l'Atlantique », avis du général de Larminat et d'un chef militaire américain sur la valeur militaire et l'inefficacité de l'intégration et de la reconstitution de la Wehrmacht, exceptions dangereuses au principe de l'intégration, entrée de l'Allemagne*

*dans l'O.T.A.N., équilibre à respecter entre les quatorze divisions françaises et les douze divisions allemandes, contrôles imposés à l'Allemagne et subis par la France, effets de la C.E.D. sur la défense de l'Union française* [28 août 1954] (p. 4392 à 4397) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Moudon (Situation financière des collectivités locales)* [22 novembre 1954] (p. 5259) ; Chap. 31-41 : *Statut et emploi des C.R.S., organisation de la défense en surface* [23 novembre 1954] (p. 5283, 5284) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 44-22 : *Tolérance de l'acide borique dans les beurres fermiers* [26 novembre 1954] (p. 5542) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (« Droits réservés » prévus par les Accords de Bonn (Controverse avec M. Maurice Schumann)* [21 décembre 1954] (p. 6716) ; *Rapport n° 9703, articles additionnels : Proposition de passer à l'examen des deux autres rapports, en réservant le premier* [23 décembre 1954] (p. 6842) ; *Incident de procédure soulevé par le retrait de l'amendement de M. L. Noël* [29 décembre 1954] (p. 6939) ; voir aussi : PROCÈS-VERBAL (p. 6931) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires, en qualité de *Rapporteur pour avis, Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à fixer à trois mois la période visée par les douzièmes* [30 décembre 1954] (p. 7013) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire de 1.500.000 francs le montant des autorisations de programme au titre III : Moyens des armes et services (la chenille-cargo)* (p. 7015, 7016) ; le retire (p. 7016, 7022) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis, Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à prévoir trois douzièmes* [31 décembre 1954] (p. 7055) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 37-02 : *Loyers des constructions provisoires* [24 janvier 1955] (p. 154) ; — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Les réserves du groupe des républicains sociaux relatives aux conventions franco-tunisiennes, la proclamation de la Communauté franco-tunisienne, le tribunal*

*arbitral*) [4 février 1955] (p. 751 et suiv.). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (Programme économique et social, l'Europe, la défense nationale, cadre juridique de l'Union française, Afrique du Nord, réforme des institutions)* [18 février 1955] (p. 828, 829). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.*, du 24 février 1955, p. 2072).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Explications de vote (Les déportés d'Eisenberg)* [3 mars 1955] (p. 1052); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : *Anciens combattants de la S. N. C. F., certificats F. F. I. et F. F. C., Incorporés de force d'Alsace-Lorraine, corps des inspecteurs, personnel, rapport constant* [9 mars 1955] (p. 1224, 1225); *Amendement indicatif de M. Devemy (Inspecteurs généraux)* (p. 1226); *Amendement indicatif de Mme Rose Guérin (Cartes de déportés et internés résistants)* (p. 1227); *Amendement indicatif de M. Deliaune (Anciens combattants tunisiens)* (p. 1228); *Amendement indicatif de M. Michel Mercier (Vacateurs et liquidation du pécule des prisonniers)* (p. 1229); *Amendement indicatif de M. Mouchet (Assimilation des militaires tués en Indochine ou en Afrique du Nord)* (p. 1230); *Réponses à des amendements indicatifs non motivés* (p. 1231); *Amendement indicatif de Mme Rose Guérin (Insuffisance numérique du personnel)* (p. 1236); *Amendement indicatif de M. Schaff (Prêt hypothécaire pour victimes de guerre)* (*ibid.*); Chap. 32-11 : *Amendement indicatif de M. Devemy (Attribution de l'Hôtel des Invalides aux paraplégiques)* (p. 1236, 1238); Chap. 32-21 : *Amendements de Mme de Lipkowski et M. Devemy (Insuffisance numérique du personnel : camp de Mauthausen)* (p. 1242); Chap. 34-12 : *Amendements de Mme de Lipkowski et M. Devemy (Institution nationale des invalides)* (p. 1244); Chap. 34-21 : *Amendement indicatif de M. Devemy (Camions ateliers pour mutilés d'Afrique)* (p. 1245); *Cimetières et ossuaires ; le Struthof* (p. 1248, 1249); Chap. 34-24 : *Cimetière de Cernay, service des restitutions de corps, rapu-*

*triement des soldats d'Indochine* (p. 1250, 1251); Chap. 36-51 : *Office national des anciens combattants et victimes de guerre*) [10 mars 1955] (p. 1280); *Amendement de Mme Gabriel-Péris (Les pupilles de la nation)* (p. 1282); Chap. 44-91 : *Fêtes commémoratives du 10<sup>e</sup> anniversaire de la libération* (p. 1283); Chap. 46-01 : *Subventions et secours à des associations et œuvres intéressant les anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 1284); Chap. 46-02 : *Amendement indicatif de M. Cherrier (Prêts aux combattants volontaires de la Résistance)* (p. 1284); Chap. 46-03 : *Remboursement à la S. N. C. F. des réductions de tarifs consenties aux anciens combattants* (p. 1285 et suiv.); Chap. 46-21 : *Retraite du combattant* (p. 1288); *Résistants combattants d'Indochine* (p. 1291, 1292); *Amendement indicatif de M. Barry Diawadou (Revalorisation du pouvoir d'achat des pensions pour les militaires d'outre-mer)* (p. 1293); *Amendement indicatif de M. Rosenblatt (Retraite des Alsaciens et Lorrains anciens combattants de 1914-1918 incorporés dans l'armée allemande)* (p. 1294); *Amendement indicatif de M. Cherrier (Bonification de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés)* (p. 1294); Chap. 46-22 : *Allocations aux veuves de guerre et aux implaçables* (p. 1297); *Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Diminution du temps de détention nécessaire pour que les titulaires de la carte du combattant volontaire de la Résistance bénéficient de bonification de points)* (p. 1298); *Amendement indicatif de M. Hénault (Statut des sourds de guerre)* (p. 1296); *Amendement indicatif de M. Mouton (Présomption d'origine pour les jeunes recrues, les prisonniers, les déportés et les résistants)* (p. 1300); Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1303, 1307); *Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Prise en considération du grade d'homologation pour la liquidation des pensions d'invalidité des déportés et résistants)* (p. 1308); *Amendement indicatif de Mme Rose Guérin (Pensions et soins des déportés et internés politiques ou résistants)* (p. 1308, 1309); *Amendement indicatif de M. Mamba Sano (Revendications des anciens combattants d'outre-mer)* (p. 1310); *Amendement indicatif de M. Deliaune (Allègement des formalités relatives à l'attribution et à la liquidation des pensions)* (p. 1311); *Amendement*

indiatif de M. Draveny (*Généralisation du paiement des pensions par mandat postal*) (p. 1311) ; Chap. 46-23 : *Pensions d'invalidité (Présomption d'origine et petits invalides)* [11 mars 1955] (p. 1326, 1327) ; Chap. 46-26 : *Amendement indicatif de Mme Lefebvre (Indemnité de soins des tuberculeux 100 0/0 non hospitalisés ; attribution de la médaille militaire aux tuberculeux)* (p. 1329) ; Chap. 46-27 : *Soins médicaux gratuits, maisons de repos* (p. 1331) ; Chap. 46-28 : *Appareillage des mutilés* (p. 1338) ; Chap. 46-30 : *Amendement indicatif de M. Deliaune (Majoration des pensions de veuves de guerre ayant des enfants à charge)* (p. 1339) ; *Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés* (p. 1340) ; Chap. 46-32 : *Règlement des droits pécuniaires des F. F. I. (Prisonniers du camp de Rawa Ruszka)* (p. 1341) ; Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1345, 1346) ; Chap. 46-35 : *Pécule alloué aux déportés et internés politiques* (p. 1346) ; Chap. 46-36 : *Statut des réfractaires* (p. 1347) ; Chap. 46-37 : *Statut des déportés du travail* (p. 1347, 1348) ; Chap. 46-51 : *Office national des anciens combattants* (p. 1350, 1351) ; Art. 7 : *Amendement de M. Mouton (Suppression de la forclusion)* (p. 1352) ; Art. 9 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux patriotes proscrits et transférés* (p. 1354) ; *Articles additionnels relatifs à l'intégration des agents temporaires* (p. 1359) ; *Article additionnel de M. Devemy (Allocation de grand mutilé afférente à la désarticulation de la hanche, aux amputés d'un membre inférieur)* (p. 1365) ; *Article additionnel de M. Mouton (Prestations familiales des aveugles de la résistance ; Oppose l'article 68 du règlement)* (p. 1366) ; *Article additionnel de M. Mutter (Octroi de la mention « mort pour la France » à ceux qui sont tombés en Algérie)* (p. 1367, 1368) ; *Article additionnel de Mme F. Lefebvre (Délais de présomption d'origine concernant les prisonniers de guerre)* (p. 1368) ; *Article additionnel de M. Tourné (Réserve des crédits de ce budget aux anciens combattants)* (p. 1372) ; *Article additionnel de Mme de Lipkowski (Prime de qualification accordée à certains militaires déportés de la résistance)* (p. 1374) ; *Article additionnel de Mme Lefebvre tendant à exonérer les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen* (p. 1375). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et victimes*

*de la guerre* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (Décret du 6 octobre 1955, *J. O.* du 7 octobre 1955, p. 9835).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'interpellations sur le Maroc : *Initiative de M. Schmittlein parlant au nom des Ministres républicains sociaux* [8 octobre 1955] (p. 4938) ; — en troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Congrès des républicains sociaux* [16 novembre 1955] (p. 5771) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux ; Art. 2 : *Amendement de M. M. Grimaud (Intervention du coefficient d'adaptation départemental)* [17 novembre 1955] (p. 5799, 5800). = S'excuse de son absence [11 décembre 1951] (p. 9020), [13 mai 1954] (p. 2374). = Obtient des congés [11 décembre 1951] (p. 9020), [13 mai 1954] (p. 2374).

#### TRICART (M. Jean), Député de la Haute-Vienne (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948, **n° 153**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à garantir la prime de modernisation aux fermiers producteurs de blé et acquittant leur fermage en nature, **n° 1135**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier certains règlements de chasse et à les inclure dans l'arrêté ministériel d'ouverture et fermeture générale de la chasse, **n° 1811**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du Crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, **n° 2028**. — Le 13 février 1952, un

rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2496) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ramener immédiatement la taxe de circulation sur la viande de porc de 94 francs à 50 francs maximum, n° 2643. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à organiser la lutte contre la fièvre aphteuse et à accorder une aide financière aux exploitants ayant subi des pertes, n° 3783. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à accorder une réduction du prix des fermages et un moratoire aux preneurs de baux ruraux ayant subi des pertes du fait de la fièvre aphteuse et des calamités atmosphériques, n° 4234. — Le 11 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à permettre aux maréchaux-experts-hongreurs la pratique de leur activité dans les conditions fixées par la loi du 17 juin 1938, relative aux traitements d'urgence des maladies non contagieuses des animaux, n° 5051. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4978) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la date d'entrée en jouissance de l'allocation vieillesse agricole, n° 6503. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer les crédits nécessaires pour la reconstruction d'un pont immergé par la mise en eau d'un barrage dit du Mont-Larron (Haute-Vienne), n° 8111. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à éviter les reprises frauduleuses ou abusives d'exploitations agricoles par des propriétaires n'ayant nullement l'intention d'exploiter eux-mêmes, n° 8573. — Le 9 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis du statut des baux ruraux afin que soient attribués réellement au métayer les deux tiers des produits, n° 8613.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 ; AGRICULTURE, Chap. 92-79 : *Son amendement tendant à disjoindre le chapitre relatif à l'Institut national agronomique* [23 août 1951] (p. 6451, 6452) ; — du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Discussion générale (Ses obser-*

*vations sur la hausse du prix du pain)* [30 août 1951] (p. 6643, 6644) ; Art. 5 : *Prix différentiel du blé* (p. 6648) ; — d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O. N. I. C. en faveur des négociants en grains : *Discussion générale (Ses observations sur le sort des cultivateurs producteurs de blé)* [30 août 1951] (p. 6671) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le matériel (Ameublement de l'hôtel du Ministre)* [21 novembre 1951] (p. 8274, 8275) ; *le retire* (p. 8275) ; Chap. 30-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour enquêtes statistiques (Abus des enquêtes)* (p. 8275) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 33-50 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire les crédits pour les diverses commissions d'études (Tribunaux paritaires)* (p. 8279, 8280) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonifications pour naissances d'enfants (Prêts aux jeunes ménages)* (p. 8294) ; Chap. 50-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et le contrôle de la salubrité des viandes (Fièvre aphteuse en France)* (p. 8296) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de M. Tanguy Prigent tendant à relever le taux de la taxe à la production* (21 décembre 1951) (p. 9536) ; Art. 6 bis : *Son amendement tendant à reprendre les prestations agricoles sans retard* [22 décembre 1951] (p. 9578) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 5 : *Amendement de M. Rochet tendant à faire voter par le Parlement la création d'un fonds national d'allocation de vieillesse agricole* [4 janvier 1952] (p. 157) ; Article additionnel : *Amendement de M. Rochet tendant à fixer les catégories de bénéficiaires de l'allocation vieillesse agricole* (p. 159) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les économies prévues, l'allocation aux vieux travailleurs agricoles, l'habitat rural, la duperie de la baisse des prix)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1705 et suiv.) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à ne pas majorer les impôts pesant sur les paysans* [4 avril 1952] (p. 1917) ; — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; Art. 14 : *Son amendement tendant*

à réduire à 1.000 francs la cotisation personnelle des exploitants [6 juin 1952] (p. 2734, 2735); Art. 15 : Son amendement tendant à exonérer les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs (p. 2739); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Discussion générale (Ses observations sur la trop rapide progression de la rente foncière, la transformation nécessaire du métayage en fermage)* [3 juillet 1952] (p. 3473, 3474); Article unique : *Amendement de M. Fourvel tendant à ne pas permettre à un propriétaire d'exercer le droit de reprise en cas de demande de conversion* (p. 3489); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme : *Son contre-projet tendant à fixer les baux par référence à 1939 avec une diminution de 15 0/0* [3 juillet 1952] (p. 3481); Article unique : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des améliorations faites par le bailleur* (p. 3482); *Amendement de M. de Félice tendant à ne pas permettre plusieurs révisions successives d'un même bail* (p. 3487); *Amendement de M. Castera tendant à accorder aux métayers le partage aux deux tiers, cheptel compris* (p. 3487); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les ravages causés par la fièvre aphteuse, l'insuffisance des stocks de vaccin)* [8 juillet 1952] (p. 3680, 3681); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur l'incendie d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 526, 527); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; amendé par le Conseil de la République; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 35-81 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits votés par le Conseil de la République pour les monuments historiques (Ruines d'Oradour-sur-Glane)* [30 janvier 1953] (p. 708, 709); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à citer les victimes d'Oradour à l'ordre de la nation (Mécontentement des survivants d'Oradour)* [18 février 1953] (p. 1126); *Son amendement tendant à supprimer l'article (Attitude de la population d'Oradour)* (p. 1126, 1127); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ;

Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux* [10 mars 1953] (p. 1701, 1702); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 1705); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'alinéa relatif à la date où peut être opérée la reprise du fonds* [24 mars 1953] (p. 2281); — des interpellations concernant la politique agricole : *Violence de la répression des manifestations agricoles pacifiques, détresse des cultivateurs, prix comparés, crédits budgétaires comparés*; *Réduction nécessaire de la taxe sur la viande* [20 octobre 1953] (p. 4383, 4384); — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande; Article unique : *Amendement de M. Lalle tendant à affecter le produit du prélèvement de 10 0/0 sur la taxe de circulation des viandes au fonds d'assainissement et au fonds de garantie mutuelle créés par décret* [13 novembre 1953] (p. 5046); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 44-24 : *Vulgarisation (Difficultés des producteurs de seigle)* [3 décembre 1953] (p. 5950); Chap. 44-28 : *Prophylaxie des maladies des animaux, contrôle des viandes (Assainissement du marché de la viande)* [4 décembre 1953] (p. 6018); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Revalorisation des prix agricoles, changement de politique)* (p. 6037, 6038); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 6 bis : *Adductions d'eau potable (Création d'un fonds commun alimenté par un compte spécial du Trésor; les 23.000 communes encore sans adductions d'eau)* [31 décembre 1953] (p. 7229, 7230); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Politique agricole du Gouvernement, défense du marché français, exportations vers l'U.R.S.S., remembrement)* [6 août 1954] (p. 3954 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-53 : *Son amendement indicatif relatif aux baux ruraux* [26 novembre 1954] (p. 5481); *le retire* (ibid.); Chap. 44-27 : *Détaxe des engrais* (p. 5501, 5502); Etat B, Chap. 61-30 : *Subventions aux agriculteurs pour l'amélioration des techniques de produc-*



tion (*Emploi d'amendements calcaires*) (p. 5512, 5513) ; Etat C, Chap. 83-21 : *Fonds d'assainissement du marché de la viande* (p. 5518, 5519) ; *Ses explications de vote (Enseignement agricole, habitat, équipement et modernisation)* (p. 5542, 5543) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [30 décembre 1954] (p. 7028) ; [31 décembre 1954] (p. 7042, 7043, 7045) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, ligne 3 : *Financement du fonds de garantie mutuelle agricole* [28 janvier 1955] (p. 394, 395) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Petits exploitants et taxe pour le financement du fonds de garantie mutuelle)* (p. 401) ; — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat B, Chap. 61-60 : *Travaux des landes de Gascogne ; Incidents de Lille* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 579) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Les conditions de l'agriculture française* [12 mai 1955] (p. 2716, 2717) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour juin 1955 : *Les prestations familiales agricoles* [17 mai 1955] (p. 2829) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Son contre-projet (Enseignement obligatoire et gratuit avec complément de culture générale)* [28 juin 1955] (p. 3379 à 3381) ; *Le drame paysan* (p. 3380) ; Art. 2 : *Sa motion préjudicielle (Contre-projet de M. Camille Laurens)* (p. 3419 à 3421) ; *Son rappel au règlement (Révision du temps de parole)* [30 juin 1955] (p. 3484) ; *Amendement de M. Camille Laurens (Allocation aux établissements privés)* (p. 3491, 3492) ; *Son rappel au règlement (Temps de parole)* (p. 3524) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Suppression des références aux centres d'apprentissage privés)* (p. 3526) ; Art. 14 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Représentants des collectivités locales aux comités prévus)* (p. 3533) ; *Désignation des représentants de la profession* (ibid.) ; *Suppression de la compétence des*

*comités départementaux pour la création des centres publics et la reconnaissance des centres privés* (p. 3534) ; *Est rappelé à l'ordre* (p. 3534) ; Art. 42 : *Taxe de formation professionnelle agricole* (p. 3539) ; Art. 43 : *Son amendement (Taxe de formation professionnelle, exonération des petits exploitants)* (p. 3539) ; *Ses explications de vote (Esprit corporatiste du texte)* (p. 3542) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Motion préjudicielle de M. Waldeck Rochet (Financement)* [19 juillet 1955] (p. 3907) ; *Discussion générale (Allocation de la mère au foyer, son financement)* (p. 3924, 3922) ; Art. 10 : *Maintien du taux des cotisations* (p. 3930) ; *Son article additionnel (Métayers régis par l'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935)* [20 juillet 1955] (p. 3954) ; Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Non-attribution des prestations familiales au-dessus d'un certain revenu cadastral)* (p. 3969) ; *Amendement de M. Michel Jacquet (Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder l'allocation de la mère au foyer aux indépendants)* (p. 3970) ; Art. 4 : *Amendement de M. Boscury-Monsservin (Conditions faites aux membres de la famille de l'exploitant)* (p. 3972) ; Art. 10 : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Non-augmentation des cotisations au-dessous d'un certain revenu cadastral)* (p. 3972 et suiv.) ; *Ses explications de vote* (p. 3978, 3979) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au non-renouvellement des baux ruraux. Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale* [22 novembre 1955] (p. 5887).

**TURINES (M. Georges)**, Député de la Haute-Garonne (R. R. S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

## U

**ULVER (M. Henri)**, *Député de la Seine*  
(1<sup>re</sup> circonscription) (H. S.).

*Secrétaire d'Etat au Budget*  
(Cabinet LANIEL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954,

*Secrétaire d'Etat au Budget*  
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954,

*Ministre de l'Industrie et du Commerce*  
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières poursuivies par les services publics ou d'intérêt public [29 août 1951] (F. n° 30).

### Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la réforme du régime administratif de Paris et du département de la Seine, n° 1625. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1003) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Radio-

diffusion et Télévision françaises), n° 2009. — Le 29 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2286) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1003) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (budget annexe de la Radiodiffusion et de la Télévision françaises), n° 2302. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-4124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 3033. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 pour faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou territoires d'outre-mer, exerçant dans la Métropole, des mêmes avantages pour la gratuité des transports lors de leurs congés que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements ou territoires, n° 3034. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4276) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Radiodiffusion-Télévision française), n° 4718. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi du 30 juin 1926 modifiée sur la prorogation des baux

commerciaux, industriels ou artisanaux en ce qui concerne les immeubles appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics, n° 5540. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4305) autorisant la cession d'un terrain domanial à la Société anonyme d'habitations à loyer modéré de l'Université de Toulouse, n° 5758. — Le 3 décembre 1953, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6752) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954, n° 7372. — Le 6 décembre 1953, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6753) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, n° 7388. — Le 7 décembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6774) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-télévision française pour l'exercice 1954, n° 7389. — Le 7 décembre 1953, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6773) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des P. T. T. et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1954 (Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 7390. — Le 10 décembre 1953, une 2<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6763) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954, n° 7423. — Le 13 décembre 1953, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6774) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, n° 7465. — Le 14 décembre 1953, une 4<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6774) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, n° 7472. — Le 25 février 1954, une 3<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6754) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, n° 7878. — Le 17 mars 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, n° 8073. — Le 30 mars 1954, une 4<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi

(n° 6754) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, n° 8193. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, une 5<sup>e</sup> lettre rectificative au projet de loi (n° 6754) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, n° 8256.

### Interventions :

Ses rapports sur les élections dans les départements des Deux-Sèvres, de la Somme, du Tarn, du Var, de la Vendée, de la Vienne, de la Haute-Vienne, des Vosges [5 juillet 1951] (p. 5895, 5896, 5897, 5898). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention à la ville de Paris (Insuffisance de la subvention)* [28 novembre 1951] (p. 8607, 8608) ; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION** : en qualité de *Rapporteur* [19 décembre 1951] (p. 9326 et suiv.) ; Chap. 0030 : *Demande de rétablissement des crédits pour remboursement d'emprunts présentée par le Gouvernement (Foire exposition de Marseille et Tunis)* (p. 9328, 9329) ; Chap. 1000 : *Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Frais de perception de la taxe radiophonique)* (p. 9331) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. Nocher tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Partialité en faveur du Gouvernement)* (p. 9337) ; Chap. 3000 : *Demande de réserver le chapitre relatif aux dépenses d'entretien (Achats de livres et revues) présentée par Mme Galicier* (p. 9338) ; *Demande de rétablissement des crédits pour dépenses d'entretien (Frais d'impressions) présentée par le Gouvernement* (p. 9338, 9339) ; Chap. 3010 : *Amendement de M. Mitterrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (Développement de la télévision)* (p. 9342) ; Chap. 3030 : *Contrat avec l'agence France-Presse* (p. 9342) ; Chap. 3060 : *Accords avec les sociétés d'auteurs* (p. 9354) ; Chap. 4040 : *Amendement de Mme Galicier tendant à intituler le chapitre « service social »* (p. 9356) ; Chap. 6040 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de un million les crédits pour le recouvrement de la taxe radiophonique (Vio-*

lations de domicile) (p. 9356); Chap. 6130 : Participation de la Radiodiffusion (Subventions à SOFIRAD et Radio 51) (p. 9357); Art. 2 : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à fixer à 1.000 francs la taxe radiophonique (p. 9358); Amendement de M. Loustaunau-Lacau tendant à affecter le cinquième des recettes à la télévision (p. 9358, 9359); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 9368); en qualité de Rapporteur (p. 9386); Art. 2 : Taux de la taxe radiophonique (p. 9387, 9388); Art. 5 : Son amendement tendant à prélever 48 millions sur les fonds de réserve (p. 9388); **RADIODIFFUSION**, amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [30 décembre 1951] (p. 10195); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Discussion générale (Réformes fiscales, archives de l'impôt de solidarité nationale) [1<sup>er</sup> janvier 1952] (p. 7); Art. 1<sup>er</sup> : Son intervention concernant les finances de la ville de Paris [4 janvier 1952] (p. 125); Son amendement relatif aux bureaux de bienfaisance à Paris (p. 163); Art. 6 : Son amendement relatif à l'amortissement des investissements des hôpitaux (p. 163); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; **EDUCATION NATIONALE**, Etat A, Chap. 4303 : Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Subvention à l'association Guillaume Budé) [8 novembre 1952] (p. 4973, 4974); **BEAUX ARTS**, Etat A, Chap. 3674 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les théâtres nationaux (Ballets de l'Opéra-Comique) (p. 4981); le retire (ibid.); Chap. 4373 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux spectacles (Théâtres parisiens) (p. 4982, 4983); le retire (p. 4984); **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**, en qualité de Rapporteur [15 novembre 1952] (p. 5204 et suiv.); Etat A, Chap. 0010 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des bons (Exonération de la taxe radiophonique pour les vieux travailleurs) (p. 5208); Chap. 1060 : Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Convention collective d'emplois de speakers) (p. 5211); Chap. 3030 : Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des émissions d'information présentée par le Gouvernement (Manque

d'objectivité de la radio et du journal parlé) (p. 5216 et suiv.); Chap. 3060 : Amendement de Mme Degron tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les droits d'auteur (Calcul du pourcentage des droits d'auteur) (p. 5219, 5220); Art. 1<sup>er</sup> : Emissions pour l'étranger (p. 5222); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 118 w : Taxes sur les services publics (Eau, gaz, électricité) [28 janvier 1953] (p. 594); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de ne pas interrompre les paiements de l'Etat) [16 juin 1953] (p. 3038). — Est nommé Secrétaire d'Etat au Budget (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J.O. du 28 juin 1953, p. 5770).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier : Contre-projet de M. Jacques Duclos portant taxation de la rémunération des dirigeants de Sociétés [7 juillet 1953] (p. 3297); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 47 : Amendements de MM. Jules-Julien et Denais tendant à exclure du champ d'application les chambres d'agriculture et de commerce [9 juillet 1953] (p. 3420); Art. 50 : Amendement de M. Secrétain tendant à soustraire les artisans à la taxe parafiscale (p. 3421); Art. 64 : Demande de reprise de l'article (Plan comptable) (p. 3423); Articles additionnels : Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité matière (p. 3424); Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer plusieurs articles nouveaux relatifs à la normalisation des déclarations et à l'application progressive du plan comptable (p. 3427); Demande de disjonction de l'amendement de M. Leenhardt (p. 3428); Amendement de M. Charpentier portant régime de faveur pour la prorogation des sociétés coopératives (Opposition de principe, maintien des normes établies en matière d'enregistrement) (p. 3429, 3430); Amendement de M. Joseph Denais tendant à exonérer partiellement les investissements effectués par les entreprises industrielles ou commerciales sous forme de construction d'immeubles pour logement du personnel (Pour la reprise intégrale du texte gouvernemental, afin d'éviter certaines fraudes) (p. 3431); Amendement de M. Durbet tendant à exonérer

partiellement la participation du personnel aux bénéfices d'exploitation (*Avis favorable*) (p. 3432); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Son engagement à faire déposer en temps utile le budget de 1954 et le projet de réforme fiscale* [24 juillet 1953] (p. 3880); Art. 12 : *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception; Amendement de M. P. Meunier tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières les rémunérations accordées par la loi à cette occasion (Liberté laissée à l'Assemblée)* (p. 3881). — Répond à une question : de M. Minjot relative à l'ancienneté cumulée des services civils et militaires [17 juillet 1953] (p. 3584); — de M. Koenig relative à l'ancienneté cumulée des services civils et militaires [17 juillet 1953] (p. 3581); — de M. de Tinguy relative au prélèvement sur les loyers [17 juillet 1953] (p. 3582); — de M. Michaud relative au remboursement des titres de l'emprunt prélèvement de 1918 [17 juillet 1953] (p. 3582). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation : *Question préalable de M. Pierre André (Intervention du Parlement dans le conflit judiciaire entre importateurs de biens d'équipement et douanes, pouvoir du Gouvernement de modifier les tarifs par décrets)* [21 juillet 1953] (p. 3632 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Catroux tendant à rembourser aux importateurs de biens d'équipement les droits perçus* (p. 3640); *Amendement de M. de Bénouville tendant à exonérer de droits les biens d'équipement importés avant le 31 décembre 1952 par des industriels sinistrés* (p. 3641); *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à exonérer les biens d'équipement importés en vertu de licences accordées avant octobre 1948* (p. 3641); Art. 4 : *Amendement de M. Rochet tendant à faire fixer par le Parlement les tarifs douaniers pour les produits agricoles* (p. 3643); Art. 8 : *Amendement de M. Fayet tendant à supprimer les alinéas permettant au gouverneur général de l'Algérie de légiférer par arrêtés* (p. 3644). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Le Gouvernement s'oppose à la discussion des deux textes proposés par M. Cayeux* [24 juillet 1953] (p. 3926); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le refus de candidatures au

concours d'entrée à l'École nationale d'administration : *Renvoi du débat après le vote du budget* [29 octobre 1953] (p. 4644); *Date du 13 novembre acceptée* (p. 4644). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SERVICES DE LA SARRE, Chap. 3101 : *Administration centrale (Titularisation des fonctionnaires de l'ambassade de France à Saarbrücken)* [29 octobre 1953] (p. 4648); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à ajourner le débat (Exposé prochain de M. Edgar Faure devant l'Assemblée)* (p. 4653); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion de Mme Rabaté tendant à surseoir au débat, pour demander le rétablissement des crédits d'assistance à la famille, supprimés par décret* [30 octobre 1953] (p. 4725); FRANCE D'OUTRE-MER : *Demande d'ajournement de M. Juglas* [6 novembre 1953] (p. 4950); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 6670 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'aviation légère et sportive (Achat de matériel par les aéroclubs)* [14 novembre 1953] (p. 5163, 5164); IMPRIMERIE NATIONALE, Etat A, Chap. 610 : *Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour salaires (Travaux confiés par les Ministères à l'Imprimerie nationale)* (p. 5164, 5165); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Pompiers de l'administration des finances)* (p. 5167); *Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnité de risques et d'insalubrité)* (p. 5168); Chap. 3131 : *Services extérieurs du Trésor (Reclassement des postes comptables)* (p. 5169); Chap. 3142 : *Services centraux de la Direction générale des impôts (Fusion des régies, vérification polyvalente)* (p. 5169); Chap. 3143 : *Services extérieurs de la Direction des impôts (Classement indiciaire des receveurs-buralistes)* (p. 5170); Chap. 3145 : *Receveurs-buralistes non fonctionnaires (Indemnité spéciale dégressive)* (p. 5171); Chap. 3149 : *Services extérieurs de la Direction des impôts, statut unique du personnel (Harmonisation des carrières)* (p. 5171); Chap. 3163 : *Amendement de*

*M. Sauer* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration des douanes (Réforme de la brigade des douanes) (p. 5172); Chap. 3461 : Amendement de *M. Sauer* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration des douanes (Indemnité d'habillement des douaniers) (p. 5173); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 4331 : Amendement de *M. Gazier* tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux divers instituts de statistique (Institut de science économique appliquée) [26 novembre 1953] (p. 5587); Etat B, Chap. 6800 : Subvention au F.I.D.E.S. (Insuffisance du développement des Antilles) (p. 5589); Etat C, Chap. 8401 : Amendement de *M. Dronne* tendant à réserver le chapitre relatif au versement aux producteurs de textiles (Insuffisance du taux de la taxe d'encouragement) (p. 5592); Article additionnel : Amendement de *M. Penoy* tendant à insérer un article rétablissant la situation d'une dizaine de fonctionnaires du contrôle économique (p. 5594); AGRICULTURE : Motion préjudicielle de *M. Rochet* tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des crédits pour l'équipement rural [3 décembre 1953] (p. 5908); Etat A, Chap. 3161 : Amendements de *MM. Loustau et Fabre* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Réorganisation du service et bouilleurs de cru) (p. 5933); Article additionnel : Amendement de *M. Liautey* tendant à affecter le produit de la licence des bouilleurs de cru au fonds d'équipement rural [4 décembre 1953] (p. 6012); Art. 8 : Amendement de *M. de Sesmaisons* tendant à reprendre l'article relatif aux dépenses de fonctionnement du service du contrôle des lois sociales en agriculture (p. 6015); INTÉRIEUR : Motion de *M. Fonlupt Esperaber* tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des subventions aux collectivités locales et à l'Algérie [6 décembre 1953] (p. 6126); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 3442 : Amendement de *Mme de Lipkowski* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des Invalides (Traitement des paraplégiques) (p. 6154); Chap. 3651 : Amendement de *M. Fayet* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Emplois réservés en Algérie) (p. 6158); Etat A, Chap. 4621 : Amendement de

*M. Mouton* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance des crédits) (p. 6160); Chap. 4633 : Amendement de *M. Guérard* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Pécule payé par tranches) (p. 6165); Article additionnel : Amendement de *M. M. David* relatif à la titularisation du personnel des centres d'appareillage des mutilés [7 décembre 1953] (p. 6176, 6177); Amendement de *M. Badie* relatif aux bonifications d'ancienneté accordées aux fonctionnaires résistants (p. 6178); Amendement de *M. Rabier* tendant à accorder aux anciens combattants d'Algérie les avantages de la loi du 19 juillet 1953 (p. 6179); Amendement de *M. Bénard* relatif à la transformation d'emplois dans les services extérieurs du Ministère (p. 6180); Amendement de *M. Tourné* tendant à dépenser tous les crédits prévus pour les anciens combattants et les veuves de guerre (p. 6182, 6183); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : Motion préjudicielle de *M. R. Manceau* tendant à surseoir au début pour demander une subvention plus forte à la S. N. C. F. et satisfaction des revendications des cheminots [7 décembre 1953] (p. 6193 et suiv.); P. T. T., Etat A, Chap. 4110 : Application de l'article premier de la loi de finances et de l'article 48 du Règlement aux amendements concernant les indemnités diverses (p. 6233); Indemnité de gérance et de responsabilité accordée aux receveurs (p. 6235, 6236); Chap. 4160 : Amendement de *M. Firaud* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses pour le personnel (Remise des primes accordées pour le placement des emprunts) (p. 6237); Art. 2 : Amendement de *M. Coutant* relatif au calcul de l'ancienneté des agents intégrés venant de compagnies privées (p. 6244); RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1070 : Amendement de *M. Vigier* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Emissions pour l'étranger) [8 décembre 1953] (p. 6310); Art. 6 : Amendement de *Mme Lesebvre* tendant à porter à 1.500 francs la taxe radiophonique afin d'exonérer les vieillards pensionnés ou allocataires ne payant pas de surtaxe progressive sur le revenu (p. 6344); Lettre rectificative du Gouvernement renonçant au plan d'équipement de la télévision (p. 6342); Demande de renvoi en Commission (ibid.);

INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 5730 : *Demande de réserver le chapitre relatif à la protection civile, présentée par M. Gilbert Cartier* [9 décembre 1953] (p. 6344); Titre VI : *Demande de renvoi à la Commission du titre relatif aux investissements des collectivités locales, présentée par M. Ballanger (Insuffisance des subventions de l'Etat)* (p. 6344, 6345); Etat A : *Ordre de la discussion (Discussion du titre III)* (p. 6346); Art. 4 bis : *Amendement de M. Sérafini relatif à l'intégration dans le Corps des administrateurs civils des agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur en fonctions le 31 décembre 1946* [10 décembre 1953] (p. 6391, 6392); Art. 8 : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer la référence au budget primitif de la préfecture de police* (p. 6402); Article additionnel : *Amendement de M. Benoist relatif aux fonctionnaires percevant un traitement fixe et une ristourne* (p. 6409); Amendement de M. Cayeux tendant à réserver 1 0/0 des crédits de la Défense nationale à la protection de la population civile (p. 6410); Amendement de M. Cristofol tendant à abroger le décret du 9 août 1953 réglementant les suppressions d'emplois et licenciements (p. 6412); Etat A, Chap. 4152 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux communes (Subventions spéciales aux départements pauvres)* [11 décembre 1953] (p. 6486);

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Discussion générale (Dépôt d'une lettre rectificative)* [14 décembre 1953] (p. 6783); Art. 6 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à fixer à 1.450 francs par an la redevance radiophonique avec les exemptions déjà prévues* (p. 6785); Etat A, Chap. 1030 : *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités des services techniques (Extension de la prime de rendement)* (p. 6791); Chap. 4010 : *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Cantines et colonies de vacances du personnel)* (p. 6792); *Explications de vote sur l'ensemble (Mauvaise organisation des débats, et vote des textes financiers à la sauvette)* (p. 6795); — d'une proposition de loi concernant l'assistance médicale gratuite home care, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Sa demande de réexamen en Commission pour harmonisation avec le décret du 28 octobre 1953, de crainte de double emploi)* [30 octobre 1953]

(p. 4699); *Sa demande d'application de l'article premier de la loi de finances* (p. 4700); — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Discussion générale* [30 octobre 1953] (p. 4708); *Sa demande de prise en considération du projet gouvernemental* (p. 4713); *Application de l'article premier de la loi de finances au texte de la Commission* (p. 4714). — Répond à une question : de M. Charret, relative à la diminution du nombre des centimes additionnels dans le département du Rhône [30 octobre 1953] (p. 4723); — de M. Duclos sur les contribuables soumis au régime de l'évaluation administrative [13 novembre 1953] (p. 5055, 5056). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au rachat des cotisations d'assurance-vieillesse par les cadres, amendée par le Conseil de la République, Art. 2 : *Amendement de M. Gaillemain tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conjoints survivants* [2 décembre 1953] (p. 5852, 5853); — du projet de loi relatif à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Frais de cure de désintoxication)* [2 décembre 1953] (p. 5853); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les Anciens combattants et Victimes de guerre : *Discussion générale (Annulation de crédits par défaut de parties prenantes)* [5 décembre 1953] (p. 6067, 6068); *Dépassement de crédits du budget des Anciens combattants* (p. 6076 et suiv.); Art. 22-5 : *Amendement de M. Deveny tendant à reprendre le texte de l'Assemblée nationale relatif au pécule des déportés (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de finances)* [6 décembre 1953] (p. 6112); Art. 22-9 : *Amendement de M. Guislain tendant à reprendre le texte de la Commission relatif aux soldes des déportés de la Résistance (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de finances)* (p. 6113, 6114); Art. 22-10 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre (Application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de finances)* (p. 6115); Art. 22-10 bis : *Pécule des réfractaires du S.T.O.* (p. 61-16); Art. 22-13 : *Nantissement dans les banques nationalisées des titres remis en paiement* (p. 6117); Art. 23 : *Application progressive du plan (Situation des Anciens combattants d'Afrique noire)* (p. 6118); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 11 : *Ouverture d'un compte spécial pour la modernisation des bureaux de tabac* [12 dé-

cembre 1953] (p. 6615); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 23 : *Amendement de M. Dronne tendant à supprimer le 2<sup>e</sup> alinéa supprimant le droit de consommation sur l'alcool au tarif réduit* [13 décembre 1953] (p. 6737); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer, Art. 2 : *Amendement de MM. Girard et Silvanore (Couverture du risque de longue maladie); Application de l'article premier de la loi de finances* [11 février 1954] (p. 190); Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Indemnité journalière accordée en cas d'incapacité de travail supérieure à quinze jours; Augmentation des charges pour les caisses de la Sécurité sociale)* (p. 194); Art. 9 : *Nouvel amendement de M. Bessel (Calcul de l'indemnité journalière); application de l'article premier de la loi de finances* (p. 195); Art. 11 : *Amendement de M. Césaire tendant à assurer les prestations habituelles aux chômeurs involontaires (Oppose l'article 48 du Règlement)* (p. 198); Art. 14 : *Amendements de MM. de Tinguy et Girard (Financement par des subventions de l'Etat aux Caisses générale des départements d'outre-mer)* (p. 200); — du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Siefriid (Extension de la mobilisation des créances hypothécaires à toutes les sociétés de crédit différé)* [18 février 1954] (p. 388, 389); *Amendement de M. Minjot (Application de l'article 12 de la loi du 24 mars 1952 aux sociétés de crédit différé en liquidation)* (p. 389); *Amendement de M. Siefriid (Date à prendre en considération pour obtenir le bénéfice des prêts spéciaux et des primes à la construction)* (p. 390); *Amendement de M. Gravoille (Remboursement des sommes versées par les souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment et des autres sociétés de crédit différé); Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 391); *Amendement de M. Gabelle (Obtention de la main-levée des hypothèques par confusion des contrats souscrits auprès du Crédit mutuel du bâtiment)* (p. 391); *Article additionnel de M. Siefriid (Facilités de trésorerie pour les souscripteurs engagés dans l'achat d'immeubles)* (p. 392); *Sous-amendement de M. Dupuy à l'article additionnel de M. Siefriid (Mobilisation des crédits d'anticipation)* (p. 393); *Article additionnel de M. Cayeux (Conditions de fonctionnement des entreprises de crédit différé)*

(p. 394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 4<sup>er</sup> : *Taux de remboursement des souscriptions* [9 avril 1954] (p. 1970); Art. 2 : *Garantie de l'Etat en faveur des opérations réalisées par la nouvelle société d'épargne et de crédit* (p. 1974). — Répond à une question : de M. Charret sur le refus d'approbation d'une délibération du Conseil général du Rhône [19 février 1954] (p. 428; — de M. Bichet au sujet du dégrèvement fiscal en faveur de certaines entreprises [19 février 1954] (p. 428, 429); — de M. Penoy au sujet du rattachement du tribunal de Rocroy [19 février 1954] (p. 429. — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 507); Prend part à la discussion : de cette interpellation : *Historique de la gérance de l'Hôtel de Paris, difficulté de reculer la date de vente* [25 février 1954] (p. 512, 513); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République : *Inconvénients de l'augmentation de la taxe de statistique, dépôt d'un projet de loi portant financement du fonds national vieillesse avant le 31 mars 1952* [4 mars 1954] (p. 636, 637); — d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la Sécurité sociale dans les mines : *Sa demande de renvoi aux commissions intéressées* [11 mars 1954] (p. 816); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Réforme fiscale n'est pas synonyme de détaxation et d'abaissement de taux, pressions des organisations professionnelles sur le Parlement, désir du Gouvernement de faciliter le développement économique, meilleure répartition de la charge fiscale, lutte contre la fraude, taxe professionnelle forfaitaire)* [23 mars 1954] (p. 1185 et suiv.); *Détaxation des investissements, taxe sur la valeur ajoutée, suppression de la taxe sur les transactions, surtaxe progressive, exonération des majorations de loyers, justification des hauts fonctionnaires des finances* (p. 1192, 1193); *Régime du forfait* (p. 1195); *Circulaire du 23 janvier 1954 relative au relèvement des forfaits pour les artisans et commerçants* (p. 1204, 1205); *Précisions sur l'application de la taxe à la valeur ajoutée, déduction des investissements, régime des grosses sociétés, développement du crédit aux petites et moyennes entreprises, mesures prises en faveur de l'épargne, suppression des taxes en cascade* [24 mars 1954] (p. 1228 et suiv.);



Contre-projets de MM. Leenhardt, Abelin, Guy Petit et Gosnat (Fiscalité considérée comme instrument d'expansion économique, rendement médique de la taxe statistique sur la fortune, taux de la taxe sur la valeur ajoutée, conséquences antisociales de la taxe sur l'énergie, incidence des allègements fiscaux proposés par M. Gosnat sur le Trésor public) [25 mars 1954] (p. 1264 et suiv.); Demande de M. Meunier de disjonction du titre premier) détaxation des investissements, fixation du taux de 16,85 0/0 pour la taxe sur la valeur ajoutée (p. 1279, 1280); Demande de M. Le Roy Ladurie de disjonction du titre premier (Forfaits des artisans et petits commerçants, circulairé du 23 janvier 1954, aide à l'agriculture) (p. 1280 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée) (p. 1283); Ressources provenant de la taxe professionnelle forfaitaire, impossibilité de dissocier la taxe sur les transactions de la taxe locale (p. 1286); Danger de reporter l'application de cette taxe à une date indéterminée (p. 1288); Art. 3 : Amendement de MM. Abelin et Caillavet (Régime applicable aux producteurs vendant au détail des produits passibles de la taxe sur la valeur ajoutée) [26 mars 1954] (p. 1335); Amendement de M. Le Roy Ladurie (Payement de la taxe à la valeur ajoutée par les entrepreneurs de travaux immobiliers) (p. 1335); Art. 4 : Assujettissement des entrepreneurs de travaux immobiliers à la taxe sur la valeur ajoutée (Ressources des collectivités) (p. 1336); Art. 5 : Amendement de M. Briot (Taxation des plats cuisinés et conserves de viande) (p. 1337); Amendement de M. Waldeck Rochet (Détaxation des machines, de l'outillage agricole et des engrais); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1337); Amendement de M. Waldeck Rochet (Détaxation des produits de basse-cour légèrement transformés); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1338); Art. 6 : Amendements de MM. Chamant, Courant et Tourtaud (Application de la réfaction aux fournitures de matériaux destinés à des travaux immobiliers); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1340); Amendement de M. Palewski (Disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1341); Amendement de M. Fouques-Duparc (Exonération de la taxe sur les prestations de services pour la partie des transports internationaux effectués en France) (p. 1342); Amendement de M. Nisse (Disjonction du paragraphe 5 concernant la taxation « des marchés d'études ») (p. 1342); Déroulement du débat (p. 1351); Amendement de M. Gaborit (Détaxation pour les produits de la pêche et de la pisciculture) (p. 1356); Amendement de M. Couston (Détaxation des outillages) (p. 1357); Amendement de M. Leenhardt (Détaxation des investissements, l'annuité d'amortissement et les investissements d'utilité nationale) (p. 1357); Amendement de M. Leenhardt (Limitation des détaxations aux entreprises d'utilité nationale et variation du taux) (p. 1358); Amendement de M. Benard (Contrôle à posteriori de la désurtaxation des investissements) (p. 1359); Amendement de M. Lamps (Versement de la moitié des sommes déduites de la T. V. A. à un fonds national de constructions de logements) (p. 1359); Art. 8 : Amendement de M. Halbout (Désurtaxation des salaires, reclassement obligatoire du personnel des entreprises faisant des investissements, reclassement de la main-d'œuvre) (p. 1359); Art. 4 : Amendement de M. Cristofol (Assujettissement obligatoire à la T. V. A. des entrepreneurs de travaux immobiliers) (p. 1361); Art. 9 ter : Amendement de M. Gosnat (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux sociétés possédant deux établissements de vente) (p. 1362); Amendement de M. Leenhardt (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux entreprises cumulant des fonctions de grossiste et de détaillant) (p. 1362); Amendement de M. Bouxom (Taxe applicable aux pharmaciens exploitant une officine et fabricants de spécialités pharmaceutiques); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1363); Art. 16 : Amendement de M. Charpentier (Taux de la taxe); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1364); Art. 17 : Amendement de M. Bichet (Régime de la taxe forfaitaire unique) (p. 1365); Art. 17 bis : Amendement de M. Koenig (Taux de la taxe unique sur la bière) (p. 1365, 1366); Demande le renvoi en Commission (ibid.); Art. 18 : Amendement de M. Charpentier (Taxation des engrais) (p. 1367); Art. 18 : Amendement de M. Tourtaud (Fiscalité portant sur les engrais); Oppose l'article 48 du règlement (p. 1368); Amendement de M. Hénault (Taxe unique sur les charbons) (p. 1369); Art. 20 : Amendement de M. Cristofol (Aggravation des pénalités pour infraction à des formalités prescrites par le Code général des

*impôts*) (p. 1369, 1370); Art. 21 : *Pénalités pour facture irrégulière* (p. 1371); *Déroulement du débat* (p. 1371); Art. 22 B : *Amendement de M. Cristofol (Impossibilité pour le Gouvernement d'augmenter la taxe par décret)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1388); Art. 22 C : *Amendement de M. Burlot (Taxe sur les conventions d'assurance contre l'incendie)* (p. 1389, 1390); *Demande de disjonction des articles 22 D à 22 M de M. Benard (Projet de réforme des finances locales)* (p. 1391); Art. 22 N : *Impossibilité pour l'attribution directe de la taxe locale d'être inférieure à celle des exercices antérieurs* (p. 1391, 1392); *Amendements de MM. Guérard et Cristofol (Montant de la taxe locale destinée aux départements et aux communes)* (p. 1394); Art. 22 O : *Taxes sur le bois* (p. 1396); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Exonération de toutes taxes indirectes des denrées de première nécessité)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1396); *Amendements de MM. Bardon, Garet, Hugues (Dégrèvement concernant les produits textiles et vestimentaires de large consommation)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1397); *Amendement de M. Dezarnaulds (Détaxation des gibiers et volailles)* (p. 1397); *Sous-amendement de M. Pelleray (Suppression de l'avis du commissariat au Plan concernant la détaxation du matériel agricole)* (p. 1398); *Sous-amendement de M. Tourtaud à l'amendement de M. Le Roy Ladurie (Détaxation du matériel agricole)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1399); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Détaxation du matériel agricole)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1399); Art. 22 P : *Amendement de M. André Hugues (Mesures destinées à éviter l'augmentation du prix des textiles et des cuirs)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1400); Art. 17 bis : *Amendement de M. Darou (Taxe unique sur la bière)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1401); *Amendement de M. Darou (Appellation des bières correspondant à leur densité)* (p. 1402); Art. 39 : *Impôts sur les revenus, surtaxe progressive (Abaissement du taux des impôts, fraude fiscale)* (p. 1403); *Amendements de MM. Cristofol, David et Leenhardt (Détermination du revenu imposable)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1403); *Amendement de M. Courant (Imposition des revenus déclarés du travail autres que les traitements et salaires dans les professions non commerciales)* (p. 1404); Art. 39 :

*Amendement de M. Tourtaud (Exonération des rentiers viagers)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1405); *Amendement de M. Dufos du Rau (Imposition des artisans et des professions libérales)* (p. 1406); Art. 40 : *Amendement de M. Lamps (Taux appliqués à la surtaxe progressive)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1408); *Amendement de M. Leenhardt (Augmentation de l'exonération à la base prévue pour la surtaxe progressive)* (p. 1409); *Amendement de M. Cristofol (Fixation de l'abattement à la base pour la surtaxe progressive)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1409); *Demande de disjonction du paragraphe 2 par M. Cristofol (Abattement à la base de la surtaxe progressive)* (p. 1410); *Oppose l'article 48 du règlement* (ibid.); *Amendement de M. Tourtaud (Fixation de l'abattement à la base pour la surtaxe progressive)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1410); Art. 41 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge)* (p. 1410 et suiv.); Art. 41 bis : *Amendement de M. Briot (Imposition du contribuable tenu à l'obligation alimentaire)* (p. 1419); *Amendements de MM. Gabelle et Frédéric-Dupont (Imposition du contribuable ayant recueilli un ascendant)* (p. 1419); Art. 42 : *Taux de l'impôt sur les sociétés* (p. 1421); *Amendements de MM. Catroux et Pronteau (Taux de l'impôt sur les sociétés, discrimination entre les sociétés)* (p. 1423, 1425); *Amendement de M. Leenhardt (Imposition des sociétés, établissement d'une discrimination entre les sociétés)* (p. 1426); Art. 45 : *Lutte contre la fraude, libéralités d'un tiers* (p. 1427); *Amendement de M. Coudray (Fixation du bénéfice de l'artisan auquel s'applique le taux réduit)* (p. 1428, 1429); *Amendement de Mme Lefebvre (Imposition des rentiers viagers)* (p. 1429); *Amendement de M. Halbout (Base d'imposition de la surtaxe progressive)* (p. 1429); *Amendement de M. Liautey (Allègements fiscaux en faveur des artisans)* (p. 1430); *Su demande de reprise du texte du Gouvernement pour cet article relatif au contrôle des revenus imposables d'après les dépenses ostensibles* (p. 1430); Art. 51 : *Amendement de M. Cristofol (Obligation pour le patron de payer les cotisations de sécurité sociale pour bénéficier des commandes de l'Etat)* (p. 1434); Titre IV : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à reprendre les articles relatifs aux impôts sur les spectacles, jeux et*

*divertissements* (p. 1436); Art. 95 bis : *Perception mensuelle des cotisations de sécurité sociale* (p. 1437); Article additionnel : *Non-surtaxation des eaux minérales par l'application de la taxe à la valeur ajoutée* (p. 1439); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Valentino (Définition de la valeur imposable et atténuation du poids de la fiscalité dans les territoires d'outre-mer)* (p. 1441); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Temple (Taux de la T.V.A. pour les entreprises à base de main-d'œuvre)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1443); *Amendement de M. Klock (Taux réduit et T.V.A.)* (p. 1444); Art. 8 : *Amendement de M. Gaborit (Détaxation des produits alimentaires)* (p. 1445); Art. 40 : *Amendement de M. Cristofol (Abattement à la base pour la surtaxe progressive)* (p. 1445, 1446); *Remerciements à l'Assemblée pour son effort pendant cette discussion* (p. 1449); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Règlement du droit de grève, harmonisation des carrières des agents des régies financières)* [9 avril 1954] (p. 1987, 1988); Art. 5 : *Exonération de la T.V.A. pour les amendements calcaires destinés à l'agriculture* (p. 1989, 1990); Art. 6 : *Amendement de M. Marcel David (Application des taxes sur le chiffre d'affaires à la S.N.C.F.)* (p. 1990); *Amendement de M. Nisse (Disjonction du paragraphe 5 relatif aux plans et dessins industriels)* (p. 1991); Art. 9 ter : *Egalité fiscale pour tous les circuits de distribution* (p. 1992, 1993); *Recouvrement des majorations de taxes* (p. 1993); *Remboursement aux collectivités locales de la perte de recettes consécutive à la réforme fiscale relative aux engrais* (p. 1994); Art. 22 : *Application de la contrainte par corps* (p. 1995); Art. 22 O : *Amendement de M. Halbout (Taxation des produits destinés aux conserves alimentaires)*; *Oppose l'article 48 du règlement* (p. 1997); Art. 39 : *Bénéfices des professions non commerciales donnant lieu à une déclaration obligatoire* (p. 1997); Art. 42 ter : *Système des amortissements accélérés* (p. 1999); Art. 47 bis : *Exonération des droits frappant les ventes de locaux pour les artisans et les propriétaires de biens ruraux, maisons d'habitation* (p. 2001); — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Coefficient de majoration des droits et celui du prix de vente du vin par rapport à 1938, augmentation générale de la charge fiscale,*

*variation de la taxe unique en fonction du cours du vin* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1580 et suiv.). — Répond à une question de M. Billat relative au paiement des impositions des sinistrés de guerre [9 avril 1954] (p. 1967). — Est entendu sur l'ordre des travaux de l'Assemblée : *Sa demande d'ouverture du débat, en seconde lecture, de la réforme fiscale* [9 avril 1954] (p. 1975). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Question préalable de M. de Tinguy* [14 mai 1954] (p. 2419); Art. 1<sup>er</sup> : *Permis de construire* (p. 2420); Art. 1<sup>er</sup> bis : *Exonération de la taxe proportionnelle en faveur des jeunes agriculteurs* (p. 2422); Art. 1<sup>er</sup> quater : *Exonérations fiscales en faveur de certaines manifestations* (p. 2423, 2424); *Oppose l'article premier de la loi de finances à l'article premier quater* (p. 2424); Art. 1<sup>er</sup> quinquies : *Amendement de M. Gaubert (Prorogation du délai accordé pour la construction sur des terrains acquis sans droits de mutation)* (p. 2425); *Renvoi de la discussion de l'article 2* (p. 2426); Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol (Maintien du tarif de l'impôt sur les sociétés)* (p. 2427); Art. 3 bis : *Modification de l'article (Vente des produits des exploitations piscicoles)* (p. 2427, 2428); Art. 3 ter : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski (Exonération des sommes versées à la recherche scientifique)* (p. 2428, 2429), [18 mai 1954] (p. 2474); *Circulaire du 10 novembre 1951 accordant la déduction des libéralités faites en faveur du personnel* (p. 2475); *Amendement de M. Minjot (Exonération des personnes qui se sont constitué des rentes)* (p. 2476); *Oppose l'article premier de la loi de finances à l'amendement de M. Minjot* (p. 2477); *Article additionnel de M. Prélot (Participation des entreprises métropolitaines aux entreprises d'outre-mer)* (p. 2478); *Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 2478); Art. 5 : *Amendement de M. Prélot (Maintien des avantages consentis par la législation antérieure aux sociétés d'investissements)* (p. 2478); Art. 5 bis : *Plus-value provenant de la cession de parts sociales* (p. 2479, 2480); *Amendement de M. Burlot (Application de coefficients aux plus-values estimées à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1949)* (p. 2481); *Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 2481); Art. 5 ter : *Conducteurs, propriétaires de taxis* (p. 2483, 2484); *Oppose l'article premier de la loi de finances à l'article 5 ter* (p. 2485); *Article 5 quater tendant à exo-*

nérer de certaines charges le déficit résultant pour les châteaux classés monuments historiques de l'excédent des charges immobilières d'entretien [24 mai 1954] (p. 2608); Amendement de M. Deluchenal (Calcul de la surtaxe progressive des contribuables ayant trois enfants majeurs); Oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2610); Amendement de M. Deixonne tendant à considérer les étudiants comme enfants à charge jusqu'à l'âge de 27 ans pour le calcul de la surtaxe progressive; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2610); Amendement de M. Siefridt (Déduction des sommes consacrées à la construction de maisons d'habitation, des revenus imposables); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2610); Amendement de M. Cristofol (Réduction du taux de la taxe proportionnelle pour les marchands de journaux et de publications); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2611); Amendement de M. Papat (Déduction des revenus du montant des impôts payés l'année précédente); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2612); Art. 7 : Amendement de M. Guy Petit (Imposition des étrangers domiciliés en France) (p. 2613); retire l'article 7 (p. 2613); retire l'article 8 (p. 2614); Art. 9 : Amendement de M. de Sesmaisons (Obligation de déclaration aux possesseurs d'une voiture de tourisme) (p. 2615); Amendement de M. Halbout (Déclaration fiscale des chevaux de course) (p. 2615, 2616); Amendement de M. Cristofol (Déclaration des contribuables payant un loyer supérieur à 100.000 fr.) (p. 2617 et suiv.); Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article 10 (Déclaration provisoire des revenus autres que les revenus de l'exploitation agricole) [25 mai 1954] (p. 2666); Amendement de M. Charpentier (Date d'émission des rôles concernant l'impôt foncier et l'impôt sur les bénéfices agricoles) (p. 2666); Amendement de M. Papat (Allègements en matière de droits de mutation pour les locaux des exploitants agricoles) (p. 2667); Art. 10 bis : Extension aux organismes mutualistes de l'exonération de l'impôt sur les sociétés; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2667, 2668); Art. 10 ter : Exonération de l'impôt sur les sociétés et des taxes sur le chiffre d'affaires pour les sociétés coopératives de construction (p. 2668, 2669); Amendement de M. Tourlaud (Modification des taxes sur le chiffre d'affaires pour les coopératives de consommation); oppose l'article pre-

mier de la loi de finances (p. 2670); Dépôt d'un projet de loi tendant à la disparition des inégalités fiscales dans les circuits de distribution (p. 2670); Art. 10 quater : Régime fiscal des sociétés de caution mutuelle agricole; oppose l'article premier de la loi de finances (ibid.); Amendements de M. Briot (Organisation des marchés agricoles et exonération des droits d'apport et des droits d'enregistrement en faveur des sociétés de caution mutuelle); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2671); Art. 10 quinquies : Versement forfaitaire de 5 0/0 et valeur du logement attribué aux instituteurs; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2672); Amendement de M. G. Pawlewski (Taxe proportionnelle et rémunérations des associés des sociétés en nom collectif et des commandités des sociétés en commandite simple; taxe proportionnelle et rémunérations des exploitants individuels); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2672); Art. 12 : Amendement de M. Raffarin (Cotisation perçue au profit des chambres d'agriculture et versement à un fonds de péréquation) (p. 2675); Article additionnel de M. Raffarin (Fixation des plafonds auxquels donne lieu l'application des pourcentages de réduction pour enfants à charge en matière de taxe proportionnelle); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2675); Article additionnel de M. Frédéric-Dupont (Fixation du revenu de la femme seule ayant un ascendant à charge) (p. 2675, 2676); Demande le rétablissement de l'article 14 relatif aux pénalités applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait (p. 2676); Article additionnel de M. Alphonse Denis (Fixation du forfait 1954, délai pendant lequel les contribuables peuvent le dénoncer, déduction forfaitaire envisagée au titre des frais professionnels); oppose l'article premier de la loi de finances [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2714); Art. 2 : Amendement de M. Crouzier (Exonérations fixées en faveur des personnes qui lotissent et vendent; imposition des plus-values réalisées); oppose l'article premier de la loi de finances aux paragraphes 4 et 6 de cet amendement (p. 2715 et suiv.); Amendement de M. Cristofol (Exonération des opérations de lotissement et obligation de construire dans le délai de quatre ans) (p. 2718, 2719); Art. 10 bis : Exonération de l'impôt sur les sociétés, en demande la disjonction (p. 2720); Article additionnel de M. Minjoz (Publication

du montant des impositions établies au titre de la surtaxe progressive ; publication des rémunérations de certains hauts fonctionnaires et dirigeants des entreprises nationalisées) (p. 2722) ; Article additionnel de M. Liautey (Imposition des artisans ; circulaire du Ministère des Finances sur les rémunérations des dirigeants de sociétés) (p. 2723 et suiv.) ; Déroulement du débat, application éventuelle de l'article premier de la loi de finances (p. 2725) ; Article additionnel de M. Liautey (Concentration des entreprises et disparition des petites entreprises dites marginales) [8 juin 1954] (p. 2815) ; Oppose l'article premier de la loi de finances (p. 2816) ; Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des artisans, exercice du contrôle fiscal, vérification des comptabilités des petits commerçants et artisans) (p. 2819, 2820) ; Article additionnel de M. Tourtaud tendant à exonérer de la contribution foncière les propriétaires âgés de plus de 65 ans dont les ressources sont insuffisantes ; oppose l'article 48 du Règlement [24 juin 1954] (p. 3051) ; Article additionnel de M. Guérand fixant la limite d'âge à 75 ans (p. 3051) ; Article additionnel de M. Burtot (Imposition sur les sociétés au titre des bénéfices de l'année 1953) ; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3052) ; Article additionnel de M. Mazier tendant à éviter l'imposition, comme bénéfices imposables, des indemnités versées pour la reconstruction industrielle, commerciale et artisanale au titre de la législation sur les dommages de guerre (p. 3053) ; Article additionnel de M. Dagain (Evaluation et fixation des forfaits) ; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3054) ; Article additionnel de M. Lucas tendant à soumettre au régime des bénéfices agricoles les profits réalisés par les laitiers nourrisseurs des agglomérations urbaines ; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3054) ; Article additionnel de M. Denais (Extension de la déduction de 10 0/0 prévue en faveur des salaires, aux rémunérations des gérants majoritaires des sociétés à responsabilité limitée et des gérants des sociétés en commandite par actions) (p. 3055) ; Article additionnel de M. de Tinguy (Assimilation aux salaires de : recettes des charges et offices) ; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3055) ; Article additionnel de M. Boscary-Monsservin tendant à faire bénéficier les commerçants du même abattement de base que les artisans ; oppose l'article premier de la loi de

finances (p. 3056, 3057) ; Article additionnel de M. Cristofol (Situation administrative des commerçants non sédentaires ayant un domicile fixe, les « marchands ambulants ») (p. 3057) ; Article additionnel de M. Frédéric-Dupont (Composition de la Commission départementale compétente pour connaître des désaccords entre administration fiscale et contribuables) (p. 3058) ; Article additionnel de M. Frédéric-Dupont (Suppression du contrôle polyvalent) ; oppose l'article 48 du Règlement (p. 3058) ; Article additionnel de M. Desson (Exonération de la patente pour les éditeurs de presse [25 juin 1954] (p. 3098) ; Articles additionnels de M. Liautey (Peines prévues contre le refus collectif de l'impôt ; défense des petits détaillants contre les polyvalents, imposition à la source) (p. 3098 et suiv.) ; Articles additionnels de MM. Frédéric-Dupont et Cristofol (Suppression du contrôle polyvalent) (p. 3103) ; Articles additionnels de MM. Frédéric-Dupont et Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes ; pouvoirs des vérificateurs polyvalents, contrôles à Paris et en province, manifestations ayant pour but d'empêcher tout contrôle, communiqués des syndicats de fonctionnaires des régies financières, attitude des hauts fonctionnaires des finances, dégrèvements obtenus par la lutte contre la fraude) [29 juin 1954] (p. 3121 et suiv., 3128 et suiv.) ; Amendement de M. Gabelle (Prélèvement des livres et documents comptables par les agents vérificateurs du contrôle fiscal) (p. 3137, 3138, 3141) ; Article additionnel de M. Cristofol (Etude du contrôle fiscal par le Conseil économique, non-extension du contrôle polyvalent à la province) (p. 3143) ; Article additionnel de M. Godin (Possibilité pour un contribuable de se faire assister d'un conseiller fiscal) (p. 3144, 3145) ; Article additionnel de Mme Rabaté (Imposition des aveugles et grands infirmes travaillant à domicile) (p. 3146) ; Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Date limite de paiement des impôts pour les agriculteurs ; échelonnement du paiement des impôts des agriculteurs) (p. 3147, 3148) ; Article additionnel de M. Billat (Imposition des façonneries) ; oppose l'article 48 du Règlement (p. 3148) ; Art. 3 ter : Amendement de M. Jean-Paul Palewski (Exonération fiscale des sommes versées à des œuvres philanthropiques ou scientifiques) (p. 3150) ; Article additionnel de M. Chamant (Bénéfice de la réfaction prévue par la réforme fiscale s'appliquant aux

fournitures faites aux administrations publiques) (p. 3151); Article additionnel de M. André Hugues (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à l'exportation; situation des ports français) (p. 3152, 3153); Art. 3 ter : Sous-amendement de M. Gabelle à l'amendement de M. Jean-Paul Palewski (Taux de la déduction admise pour les contribuables ayant fait des dons à des œuvres philanthropiques ou scientifiques) [6 juillet 1954] (p. 3206); Article additionnel de M. André Hugues (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à l'exportation) (p. 3207, 3208); Art. 21 : Amendements de MM. Valentino et Bissol (Exonération du riz dans les départements d'outre-mer); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3209); Article additionnel de M. Rosan Girard (Détaxe de distance devant composer l'incidence des frais d'approche); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3210); Article additionnel de M. Laborbe (Industries meunières et dégrèvement des charges pesant sur leurs investissements); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3211); Article additionnel de M. Le Roy Ladurie (Contribution foncière des pépinières non aménagées) (p. 3211); Article additionnel de M. Catoire (Imposition des fournitures d'eau chaude et d'air chaud utilisées pour le chauffage des immeubles) (p. 3212); Article additionnel de M. Gardey (Exonération fiscale sur la vente des journaux et sur les travaux d'impression) (p. 3212); Art. 23 : Amendement de M. Pelleray (Exonération de la taxe à la transaction et de la taxe locale pour les affaires de vente portant sur le lait et les produits laitiers); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3213); Article additionnel de M. Marcellin (Détaxation de certains produits à base de soufre et de sulfate de cuivre nécessaires à l'agriculture); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3213, 3214); Article additionnel de M. Guy Petit (Détaxation de la glace utilisée pour la conservation des produits alimentaires); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3214); Art. 23 ter : Amendement de M. Cristofol tendant à assujettir les pâtisseries à la taxe proportionnelle; oppose l'article 48 du Règlement (p. 3214); Oppose l'article premier de la loi de finances à l'article 23 ter exonérant les pâtisseries de la taxe à la production (p. 3214);

Art. 23 quinquies : Exonération des services que les entreprises se rendent entre elles en vue de réaliser une administration commune (p. 3215); Art. 23 sixies : Amendement de M. Febvay (Application de l'art. 274 du Code général des impôts aux armateurs et consignataires de navires); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3215); Art. 23 septies : Amendement de M. Pineau (Extension de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée aux fournitures et aux prestations de services destinées à assurer le groupage et la distribution des journaux) (p. 3216); Amendement de M. Burlot (Extension de l'exonération aux encres d'imprimeries et aux matériels destinés aux travaux d'impression des journaux) (p. 3216); Amendement de M. Massol (Exonération des matériels des entreprises de presse) (p. 3216, 3217); Art. 23 nonies : Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires des opérations de transports portant sur les vins et les cidres (p. 3217); Article additionnel de M. Gabelle (Option ouverte à certains redevables de prendre la position d'assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 3217); Article additionnel de M. Le Roy Ladurie (Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les travaux de construction et de réparation des bâtiments à usage agricole); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3218); Article additionnel de M. Le Roy Ladurie (Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires pour les opérations de lotissements et de ventes de terrains à bâtir effectuées sans bénéfice par des sociétés); oppose l'article 48 du Règlement (p. 3218); Article additionnel de M. Charret (Application du taux de 9 0/0 à l'intégralité des gains réalisés par les faconniers); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3218); Article additionnel de M. Denais (Détaxation des redevables qui travaillent sur des produits passibles de la taxe unique, vins, cidres, viandes); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3219); Article additionnel de M. Charpentier (Exonération de la taxe locale et de la taxe sur les transactions pour les opérations de vente sur les amendements calcitres); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3219); Article additionnel de M. Denais (Exonération de la taxe sur les transactions pour les affaires portant sur des marchandises situées à l'étranger, sur les affaires faites par des entrepreneurs de travaux immobiliers et pour des opérations d'échange standard); envoi au Conseil de la

République de l'ensemble des articles déjà adoptés [6 juillet 1954] (p. 3234, 3235); Article additionnel de M. Godin (*Investissements de capitaux et dépenses ostensibles et notoires lors de la taxation d'office à la surtaxe progressive; exonérations sur les investissements en faveur de la collectivité*) (p. 3237, 3238); Article additionnel de M. J.-P. Palewski (*Exonération de la taxe à la production des ristournes consenties aux remisiers par les agents de change*) (p. 3239); Article additionnel de M. Bénard (*Exonération de la taxe sur les transactions, des ventes des véhicules automobiles d'occasion*); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3239); Article additionnel de M. Waldeck Rochet (*Taux de la taxe de circulation sur les viandes*); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3240); Article additionnel de M. Guy Petit (*Déduction en faveur des investissements concernant les produits passibles d'une taxe unique: vins, cidres, viande*); oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3242); Art. 24 ter: *Apposition de vignettes sur les viandes en conserve* (p. 3242); *Remboursement aux exportateurs de la taxe de circulation sur les viandes ayant grevé les produits exportés sous forme de conserves*; oppose l'article premier de la loi de finances (p. 3242); Article additionnel de M. Hénault (*Taxe unique sur les charbons et combustibles en gros*) (p. 3242); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> bis: *Exonération de la taxe proportionnelle sur les bénéfices agricoles pour les jeunes agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 40.000 francs* [13 août 1954] (p. 4195); Art. 20 bis: *Infractions et peines en matière d'impôt* (p. 4198); Amendement de M. Mondon tendant à reprendre l'article 20 noniè B relatif aux taux des redevances communale et départementale des mines de charbon (p. 4216); Art. 26 ter: *Exonération d'impôts sur les indemnités allouées aux personnes physiques des entreprises dont les établissements à l'étranger ont été expropriés à la suite de la guerre 1939-1945* (p. 4218); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES: *Discussion générale (Dépôt d'un projet de budget des prestations familiales agricoles pour 1954; recherche des moyens de financement)* [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2735). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Retrait de l'ordre du jour de la*

*discussion des dispositions financières* [11 juin 1954] (p. 2946); — sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion d'un projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier [11 juin 1954] (p. 2947). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES: *Date du dépôt du projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954, intérêts des emprunts contractés par les caisses pour le paiement des prestations, contribution financière de la profession agricole* [25 juin 1954] (p. 3094, 3095); Art. 1<sup>er</sup>: *Sous-amendement de M. de Tinguy à l'amendement de M. Boscary-Monsservin (Date de dépôt du projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954)* (p. 3097). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: *Application de l'article premier de la loi de finances et de l'article 48 du règlement, abattements d'impôts accordés depuis un an par le Gouvernement* [6 juillet 1954] (p. 3226). — Répond à une question: de M. Boutbien relative aux sanctions disciplinaires consécutives à la grève du 21 décembre 1953 [9 juillet 1954] (p. 3383); — de Mlle Marzin relative au contrôle fiscal [30 juillet 1954] (p. 3747); — de M. Tourtaud relative à l'avancement des ouvriers des manufactures de l'Etat [30 juillet 1954] (p. 3747); — de M. Joseph Denais relative à l'imposition des représentants de commerce [13 août 1954] (p. 4184, 4185). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J.O.* du 4 septembre 1954) (p. 8550).

#### En cette qualité :

Répond à une question de MM. Robert Bichet et de Moro-Giafferri relative au différend entre la Radiodiffusion-Télévision française et les artistes lyriques et dramatiques [12 novembre 1954] (p. 4943, 4944). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COM-

**MERCE** : *Investissements dans les centrales thermiques et centrales hydrauliques* [15 novembre 1954] (p. 5021, 5022); Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Bichet (Promotion d'un Secrétaire d'Etat au Commerce)* (p. 5023); *Demande de disjonction de Mme Duvernois relative aux chapitres dont les crédits ont été réduits par la deuxième lettre rectificative (Compressions de personnel)* (p. 5023, 5024); Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Mancey (Augmentation du salaire des mineurs)* (p. 5024); Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de Mme Duvernois (Industrie gazière, fermeture de l'usine de Nanterre)* (p. 5025); Chap. 34-11 : *Amendement indicatif de M. Mancey (Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité dans les mines)* (p. 5026); Chap. 36-51 : *Amendement indicatif de M. Grenier (Situation difficile de l'industrie du cinéma)* (p. 5027); *Amendement indicatif de M. Rosenblatt (Projection de films français doublés en allemand dans les départements d'Alsace)* (p. 5028); Chap. 42-91 : *Amendement indicatif de Mme Duvernois (Propriété des marques de fabrique aux grosses sociétés industrielles et financières d'outre-Rhin)* (p. 5029); Chap. 44-01 : *Amendement indicatif de M. Bichet (Encouragement à l'artisanat)* (p. 5029); Etat B, Chap. 64-00 : *Importation de charbon russe, crise dans les mines de charbon, conséquences du pool charbon-acier, reconversion des entreprises, assurance-crédit* (p. 5031, 5032, 5033); *Amendement indicatif de M. Moisan (Association des syndicats au fonctionnement du fonds de conversion)* [16 novembre 1954] (p. 5063); Etat C, Chap. 84-61 : *Amendement indicatif de Mme Duvernois (Augmentation du prix du fuel)* (p. 5064); *Subvention à l'usine à distillation des schistes bitumeux d'Autun, subvention accordée à l'Esso-Standard* (p. 5064); Chap. 86-61 : *Amendement indicatif de M. Goudoux (Intensification de la recherche du pétrole, concession attribuée à l'Esso-Standard)* (p. 5065); Art. 5 bis : *Contrôle par la Commission des finances des modalités de fonctionnement du fonds de conversion de l'industrie* (p. 5066); *Sa demande de disjonction de cet article* (p. 5067);

Art. 6 : *Barrage de la Rance, problème de la reconversion dans le Sud-Ouest et découvertes de Lacq, industrie des éponges de fer, travaux d'Electricité et Gaz de France, centrales hydrauliques et thermiques* (p. 5068, 5069); *Fines à coke de la Loire* (p. 5070); Etat D : *Amendements de MM. Montalut et Rolland (non-exécution des clauses du cahier des charges relatif à la construction du barrage de Bort-les-Orgues, rétablissement de la voie Bort-Eygurande)* (p. 5071, 5072); *Explications de vote (Sort du personnel du service des poids et mesures)* (p. 5072); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Affaire S. O. F. I. R. A. D. - Radio Monte-Carlo* [31 janvier 1955] (p. 511, 512). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

#### **En qualité de Député :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 00-10 : *Bruits diffamatoires à son égard, ses actions de la Société sarroise de télévision, son attitude vis-à-vis du contrat entre Radio Monte-Carlo et la Sarre, vis-à-vis d'Europe I, de Télé-Sarre, de Télé-Luxembourg, d'Andore Radio, la S.O.F.I.R.A.D.* [17 mars 1955] (p. 1589, 1590); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Motion préjudicielle de M. Caillet (Réforme partielle et réforme générale de la fiscalité, taxe proportionnelle, projet de taxe proportionnelle forfaitaire, impôt sur les sociétés, surtaxes progressive, mesures financières et juridiques à prendre envers les entreprises)* [28 mars 1955] (p. 2003 à 2005). = S'excuse de son absence [21 août 1951] (p. 6356), [9 septembre 1951] (p. 7192), [18 février 1953] (p. 1110). = Obtient des congés [21 août 1951] (p. 6356), [9 septembre 1951] (p. 7192), [18 février 1953] (p. 1110).



## V

**VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude)**, Député de la Seine [4<sup>e</sup> circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). — Est nommée membre de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 1948. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder une subvention de fonctionnement de 100 francs par enfant et par jour de colonies de vacances, n° 3699. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de loi tendant au relèvement des indemnités allouées aux propriétaires d'immeubles, commerçants, artisans et industriels, à raison d'une expropriation pour cause d'utilité publique ordonnée en utilisant la procédure d'urgence de la loi du 11 octobre 1940, n° 3900. — Le 19 novembre 1952, une proposition de loi tendant à instituer l'assistance aux veuves civiles sans ressources et à faciliter l'accès des veuves civiles à l'exercice d'une profession, n° 4803. — Le 21 juillet 1955, une proposition de loi tendant à l'ouverture immédiate d'un crédit de trois milliards de francs afin d'indemniser les victimes des violents orages qui se sont produits dans l'ensemble de la France en juillet 1955, n° 11278.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 44-50 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux écoles primaires (Insuffisance des constructions)* [19 décembre 1951] (p. 9390); Chap. 52-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les colonies de vacances (Insuffisance des crédits)* (p. 9450, 9451). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la majoration des allocations familiales et des allocations de chômage* [24 février 1953] (p. 1304). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Afrique du Nord ; est entendue sur les ordres du jour : *Déclaration solennelle du Parti communiste touchant l'Algérie le 8 novembre 1954 ; fausseté du slogan « l'Algérie, c'est la France »* [10 décembre 1954] (p. 6107); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE pour 1955, État A, Chap. 43-31 : *Son amendement indicatif (Subventions dérisoires accordées aux œuvres scolaires de l'enseignement public, cantines scolaires)* [13 décembre 1954] (p. 6234); Chap. 43-32 : *Ecoles nationales de perfectionnement pour enfants inadaptés* (p. 6234, 6235); Chap. 43-54 : *Auberges de la jeunesse, cinéclubs* [14 décembre 1954] (p. 6295). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'aide aux inondés de Seine-et-Oise et les travailleurs sans emploi

[25 janvier 1955] (p. 212); — sur les conditions scandaleuses de la rentrée scolaire dans certaines écoles de la Seine (ex. Créteil) [13 octobre 1955] (p. 5079). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons) : *Discussion générale (Origine sociale de l'alcoolisme, crise du logement, subventions aux sociétés sportives, affectation de la production betteravière à la fabrication du sucre)* [21 octobre 1955] (p. 5210, 5211); Art. 10 : *Son amendement (Non-application de cet article aux enfants de propriétaires ou gérants de débits de boissons)* [8 novembre 1955] (p. 5532); Art. 24 : *Impossibilité pour les sociétés sportives ou de jeunesse d'avoir leur siège social dans un débit de boissons, sa demande de disjonction* (p. 5540); *Son amendement (Affectation de crédits à la construction de locaux de réunion pour les sociétés sportives et de jeunesse)* (p. 5542); — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule : *Application aux chauffeurs de taxi du titre de travailleurs indépendants* [24 novembre 1955] (p. 5993).

**VALABRÈGUE (M. Auguste)**, Député de la Drôme (R. R. S.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la production industrielle et de l'énergie pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

### Dépôts :

Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à encourager l'apprentissage dans l'artisanat, n° 3579. — Le 28 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la production

industrielle sur la proposition de loi (n° 3945) de MM. Mignot, Chamant et Marcel Massot tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, n° 6095. — Le 13 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 modifié de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relatif à la date de renouvellement des membres de l'Assemblée Nationale, ainsi qu'à rapporter certaines dispositions relatives au mode d'élection des députés, n° 11203.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer le 8<sup>e</sup> alinéa plaçant dans le domaine public les brevets inexploités* [10 juillet 1952] (p. 3788, 3789); — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Son amendement tendant à récompenser les films français de court métrage* [19 février 1953] (p. 1175); Art. 2 : *Son amendement tendant à contribuer à la propagande pour la diffusion des films français à l'étranger* (p. 1176); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement relatif au taux de l'aide pour l'exportation de films* [20 février 1953] (p. 1208); Art. 11 : *Son amendement tendant à inclure les sociétés françaises de production* (p. 1211); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement relatif aux spectacles composés uniquement de films documentaires* [26 février 1953] (p. 1393); Art. 26 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette* (p. 1396); — du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier : *Son amendement (Exonération des revenus des coupons de valeurs étrangères échus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1952)* [21 mai 1954] (p. 2611, 2612); *Son article additionnel (Etablissement de la surtaxe progressive pour les revenus de valeurs mobilières étrangères échus entre le 1<sup>er</sup> juin 1940 et le 31 décembre 1951)* [24 juin 1954] (p. 3054). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'exportation des cuirs et

peaux bruts [25 juin 1954] (p. 3090). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Indochine [8 juillet 1954] (p. 3348); la développe [22 juillet 1954] (p. 3533). — Ses rapports sur des pétitions [27 juillet 1955] (p. 4387). — S'excuse de son absence [12 novembre 1953] (p. 4969). — Obtient un congé [12 novembre 1953] (p. 4969).

**VALENTINO (M. Paul)**, *Député de la Guadeloupe (S.)*.

Son élection est validée [26 juin 1952] (p. 3222). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (**F. n° 73**).

**Dépôts :**

Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, **n° 4020**. — Le 6 décembre 1952, une proposition de loi portant modification de l'article 25 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, **n° 4999**. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6728) de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux travailleurs de la fonction publique, des entreprises nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées, le paiement intégral des journées de grève, **n° 6901**. — Le 24 novembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le troisième alinéa de l'article 7 du décret n° 47-1346 du 28 juin 1947 modifié par l'article 37 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relatif au fonctionnement du crédit agricole mutuel dans les départements d'outre-mer, **n° 7263** (rectifié). — Le 9 décembre 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux vieux travailleurs des départements d'outre-

mer le bénéfice de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 dans les cas prévus par l'article 12 de la loi n° 51-374 du 27 mars 1951, relative au régime de l'assurance-vieillesse, **n° 7407**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du Conseil général du département de la Guadeloupe, **n° 7579**. — Le 5 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer correctement les dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail par l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion des textes réglementaires relatifs au salaire minimum national interprofessionnel garanti, **n° 7968**. — Le 26 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 7968) de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer correctement les dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlements des conflits collectifs de travail par l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion des textes réglementaires relatifs au salaire minimum national interprofessionnel garanti, **n° 8163**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° la proposition de loi (n° 8133) de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le taux du salaire minimum national interprofessionnel garanti applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ; 2° la proposition de résolution (n° 7968) de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer correctement les dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail par l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion des textes réglementaires relatifs au salaire minimum national interprofessionnel garanti, **n° 8226**. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Le projet de loi (n° 1816) étendant aux sala-

riés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion le bénéfice des allocations familiales ; II. La proposition de loi (n° 4020) de M. Valentino et plusieurs de ses collègues tendant à l'application dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, et de la Réunion de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 11439. — Le 5 août 1955, une proposition de loi portant modification de la loi n° 54-806 du 13 août 1954 étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dans ces départements, n° 11470. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à déclarer la législation relative aux Caisses de crédit municipal applicable dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° 11487. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi portant modification de l'article 403 du Code général des impôts relatifs aux droits de consommation sur l'alcool, n° 11520.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire du Niger [2 août 1951] (p. 6187). — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du territoire du Niger : en qualité de *Rapporteur* [21 août 1951] (p. 6362, 6364) ; *Amendement de M. Billat tendant à nommer une commission d'enquête* (p. 6365, 6366, 6367). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des départements créés par la loi du 19 mars 1946, la hausse du coût de la vie et l'aggravation des conditions de vie des habitants [23 août 1951] (p. 6433). — Prend part à la discussion du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés ; Art. 4 : *Son amendement tendant à détaxer la farine importée dans les départements d'outre-mer* [30 août 1951] (p. 6648). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion de son interpellation sur les prix dans les territoires d'outre-mer* [3 septembre 1951] (p. 6777). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Discussion*

*générale (Ses observations sur les écoles libres aux Antilles)* [6 septembre 1951] (p. 7002) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à verser en une seule fois, en octobre, l'allocation scolaire* [7 septembre 1951] (p. 7039, 7040, 7041) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le salaire minimum aux Antilles, les abattements de zones aux Antilles portés de 12 à 35 0/0)* [14 septembre 1951] (p. 7379, 7380, 7381) ; — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales ; Art. 4 : *Sa demande de suppression de l'article* [25 septembre 1951] (p. 7623) ; *Amendement de M. Coutant tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales dans les départements d'outre-mer* (p. 7623) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7625, 7626). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative aux recherches agronomiques dans la zone caraïbe [9 novembre 1951] (p. 7870). — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les habitations à loyer modéré (Crise du logement aux Antilles)* [15 novembre 1952] (p. 5248, 5249) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 109 : *Réglementation de la vente des rhums* [12 décembre 1952] (p. 6255) ; Art. 128 : *Fixation de la cotisation des allocations familiales mise à la charge exclusive de l'employeur* (p. 6266, 6267) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953 ; Article additionnel : *Ses amendements relatifs à l'application dans les départements d'outre-mer des lois sur la coopération et la mutualité agricoles* [20 décembre 1952] (p. 6765, 6766) ; Art. 27 *ter* : *Son amendement relatif aux prêts des caisses d'épargne des départements d'outre-mer* (p. 6768) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de renvoi à la Commission (Insuffisance des investissements dans les départements d'outre-mer)* (p. 6785, 6786) ; Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 6800 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au F. I. D. E. S. (Investissements dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6795) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 6620 : *Subventions pour la protection de l'enfance (Situation des enfants aux Antilles)* [21 décembre 1952] (p. 6938) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5334 : *Équipement des ports*

des Antilles (p. 6946) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à habiliter les coopératives d'habitation à bénéficier des lois sur les H. L. M. dans les départements d'outre-mer* (p. 6952) ; *Son amendement relatif à la réévaluation des travaux en cours dans les ports de Fort-de-France et Point-à-Pitre* (p. 6953) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 6802 : *Amendement de M. Véry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F.I.D.E.S. (Adductions d'eau à la Martinique)* (p. 6955, 6956) ; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à inclure la référence aux ordonnances du 20 octobre et du 2 novembre 1945* (p. 6959) ; *Son amendement tendant à prévoir des prêts pour les artisans des départements d'outre-mer* (p. 6959) ; Art. 25 quater : *Prêts aux agriculteurs anciens prisonniers ou déportés* (p. 6960) ; Article additionnel : *Son amendement relatif aux excédents des caisses d'épargne susceptibles d'être placés dans les départements d'outre-mer* (p. 6960, 6961) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement relatif au taux de la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance dans les départements d'outre-mer* [30 décembre 1952] (p. 7048) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article appliquant la taxe locale sur le chiffre d'affaires dans les départements d'outre-mer* (p. 7051, 7052) ; *Son amendement tendant à supprimer l'octroi de mer dans les départements d'outre-mer* (p. 7052) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder des bonifications d'intérêts aux sociétés d'économie mixte des départements d'outre-mer construisant des logements* [23 janvier 1953] (p. 224) ; *Son amendement relatif aux travaux des ports de Pointe-à-Pitre et Fort-de-France* (p. 224) ; le retire (ibid.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 11 ter : *Subventions aux collectivités limitées à 4 millions par classe construite* [5 février 1953] (p. 961) ; Art. 25 ter : *Son amendement relatif au fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel dans les départements d'outre-mer* [6 février 1953] (p. 1006) ; Art. 25 quater : *Son amendement relatif au délai pour les demandes de prêts faites par des agriculteurs anciens prisonniers ou déportés des départements d'outre-mer* (p. 1007) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ;

Art. 6 : *Son amendement relatif aux dépenses d'assistance des budgets départementaux prises en charge par l'Etat* [27 janvier 1953] (p. 520) ; — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (aide à la Yougoslavie) ; Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 4020 : *Bourses nationales (Etudiants antillais à Bordeaux)* [5 février 1953] (p. 925). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement envers les départements d'outre-mer [6 octobre 1953] (p. 4015) ; la développe : *Rappel des promesses faites lors de l'investiture du Gouvernement Laniel, à l'occasion d'une grève des fonctionnaires des départements d'outre-mer ; absence de toute décision depuis lors, assimilation rigoureuse à la métropole au point de vue économique, malgré inconvénients géographiques, assimilation incomplète au point de vue politique (Sécurité sociale, habitat)* [8 octobre 1953] (p. 4103, 4104). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Situation sociale des départements d'outre-mer, analogie avec celle des grèves d'août dans la métropole* [6 octobre 1953] (p. 4017). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Discussion générale (Majorations spéciales nécessaires pour les départements d'outre-mer)* [30 octobre 1953] (p. 4711, 4712). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer [2 décembre 1953] (p. 5839). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : *Direction des eaux et forêts (Personnel des eaux et forêts de la Guadeloupe)* [3 décembre 1953] (p. 5936) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger l'article 7 du décret du 28 juin 1947 relatif aux prêts agricoles dans les départements d'outre-mer* [4 décembre 1953] (p. 5993) ; P. T. T., Etat A, Chap. 11-00 : *Indemnités résidentielles (Fonctionnaires dans les départements d'outre-mer)* [7 décembre 1953] (p. 6229, 6230) ; RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la taxe radiophonique dans les départements d'outre-mer* [9 décembre 1953] (p. 6339) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Mécontentement des Antilles depuis leur rattachement à la métro-*

pole et session du Conseil général de la Guadeloupe troublée par le Préfet) [9 décembre 1953] (p. 6347 et suiv.) ; Chap. 34-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Préfectures (Situation du Préfet à la Guadeloupe)* [10 décembre 1953] (p. 6387) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à étendre aux départements d'outre-mer les règles applicables à la convocation des Conseils municipaux* (p. 6407) ; *Son amendement tendant à appliquer aux départements d'outre-mer le décret du 5 novembre 1926* (p. 6414) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-12 : *Indemnités du personnel des Ponts et chaussées (Primes de rendement aux fonctionnaires des départements d'outre-mer, entretien des routes nationales dans les agglomérations)* [12 décembre 1953] (p. 6560) ; Chap. 31-16 : *Service des ponts et chaussées dans les départements d'outre-mer (Insuffisance des salaires et des congés des ouvriers de ces services)* (p. 6565) ; Chap. 35-32 : *Ports maritimes (Equipement du port de Basse-Terre, Guadeloupe)* (p. 6572) ; RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Article additionnel : *Son amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la redevance radiophonique dans les départements d'outre-mer* [14 décembre 1953] (p. 6793) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder l'allocation dans les départements d'outre-mer aux personnes ayant travaillé au moins cinq ans après l'âge de cinquante ans* [31 décembre 1953] (p. 7167, 7168) ; *Son amendement tendant à affecter à la Caisse des départements d'outre-mer, le produit de la taxe de statistique recueilli dans ces départements* (p. 7168) ; *Insertion de l'amendement de M. Gaumont dans le texte (Allocation aux vieux non salariés dans les départements d'outre-mer)* (p. 7168). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer : *Coût de la vie plus élevé en France métropolitaine, application de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives du travail* [9 février 1954] (p. 102). — Pose au Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme, une question relative aux tarifs de déchargement des marchandises à Pointe-à-Pitre et Fort-de-France [19 février 1954] (p. 428). — Dépose une demande d'in-

terpellation sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer et sur la violation de la loi du 10 août 1871 dans le département de la Guadeloupe [26 mars 1954] (p. 1315). — Prend part à la discussion : d'interpellations ayant le même objet : *Interprétation de l'article 73 de la Constitution, application des lois aux départements d'outre-mer* [6 avril 1954] (p. 1766) ; développe cette interpellation : *Malaise des départements d'outre-mer, leurs revendications, production sucrière et production de bananes, problème des débouchés, prime aux cultures vivrières, dissolution du Conseil général de la Guadeloupe* (p. 1769 et suiv.) ; *Ordre du jour de M. Aubame (Application de la Constitution aux départements d'outre-mer)* [9 avril 1954] (p. 2029) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 1<sup>er</sup> : *Définition de la valeur imposable et atténuation du poids de la fiscalité dans les départements d'outre-mer : Son amendement (Taxes sur le chiffre d'affaires dans les territoires d'outre-mer)* [29 mars 1954] (p. 1441, 1442) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, Art. 9 : *Son amendement (Signes extérieurs de richesse dans les départements d'outre-mer et loyers supérieurs à 100.000 francs)* [21 mai 1954] (p. 2618, 2619) ; *le retire* (p. 2618) ; Art. 21 : *Son amendement (Exonération du riz dans les départements d'outre-mer)* [6 juillet 1954] (p. 3209, 3210) ; *Article additionnel de M. Rosin Girard (Détaxe de distance devant compenser l'incidence des frais d'approche)* (p. 3210) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1 bis : *Amendement de M. Boscury-Monsservin (Exonération de la taxe proportionnelle sur les bénéfices agricoles pour les jeunes agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 40.000 francs)* [13 août 1954] (p. 4195). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Fixation de la date des élections du Conseil général de la Guadeloupe* [24 juin 1954] (p. 3041). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe : *Discussion générale (Motifs gouvernementaux de la dissolution du Conseil général, recours au contentieux électoral, respect de la loi du 10 août 1871 dans les départements d'outre-mer)* [9 juillet 1954] (p. 3388 et suiv.) ; *Demande à l'Assemblée de s'opposer au passage à la discussion des articles* (p. 3392) ; Ses

*explications de vote : Envoi d'une Commission d'enquête chargée de vérifier le déroulement des nouvelles élections* (p. 3393, 3394); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Développement de la production et possibilités de résorber les incidences de la réforme sociale, base de calcul de l'allocation journalière)* [3 août 1954] (p. 3814, 3815); Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail)* (p. 3816 et suiv.); Art. 9 : *Son amendement (Calcul du gain journalier de base)* (p. 3819); Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit, subvention des collectivités locales)* (p. 3822); — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail, Art. 25 : *Rétablissement des droits des victimes d'accidents du travail dans les départements d'outre-mer* [12 août 1954] (p. 4107); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Alignement de la législation des accidents du travail dans les départements d'outre-mer sur celle de la métropole)* [31 août 1954] (p. 4505). — Pose au Ministre de la Santé publique et de la Population une question relative aux avantages accordés à des fonctionnaires d'origine métropolitaine dans les départements d'outre-mer [12 novembre 1954] (p. 4942). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. — CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-92 : *Le sucre dans les départements d'outre-mer* [8 mars 1955] (p. 1164, 1165); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Art. 8 : *Ses amendements (Conseils municipaux des départements d'outre-mer)* [16 mars 1955] (p. 1514); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son amendement (Extension du S. M. I. G. aux départements d'outre-mer)* [24 mars 1955] (p. 1930); *Situation économique des « Sucreries coloniales »* (ibid.); est rappelé à l'ordre (p. 1932); — du projet de loi relatif à l'état

d'urgence, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à ce que l'état d'urgence ne soit pas applicable dans les départements d'outre-mer* [31 mars 1955] (p. 2172); *Son amendement tendant à supprimer les mots « en cas de calamité publique »* (p. 2172); Art. 6 : *Pouvoirs du préfet après déclaration de l'état d'urgence* (p. 2192); *Son amendement (Suppression de l'interdiction de séjour)* (p. 2195); *Son article additionnel* (p. 2216). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique suivie dans les départements d'outre-mer (Cannes livrées aux usines à sucre) [25 mai 1955] (p. 2993). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Sucre et bananes dans les départements d'outre-mer* [25 mai 1955] (p. 3028 à 3930); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Ses explications de vote (Cotisations à la Caisse de résorption des sucres)* [4 août 1955] (p. 4623); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5487); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Son article additionnel (Allocation en franchise d'une certaine quantité de rhum aux exploitants agricoles ayant fourni des cannes aux usines à sucre et distilleries)* [8 novembre 1955] (p. 5506, 5507); *Ses explications de vote* (p. 5507, 5508); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (Limitation des débits de boissons); Art. 16 : *Son amendement (Limitation de l'application de cet article à la France)* [8 novembre 1955] (p. 5535); *Amendement de Mme G. François (Conditions de mutation des débits de boissons dans les communes de plus de 2.000 habitants); notion de populations agglomérées* (p. 5536); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Vote par procuration* [15 novembre 1955] (p. 5689); — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse; Art. 2 : *Son amendement (Introduction de l'allocation spéciale de vieillesse dans les départements d'outre-mer)* [16 novembre 1955] (p. 5748, 5749); Art. 3 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à majorer l'allocation minima d'au moins*

4.500 francs et vieux travailleurs d'outre-mer (p. 5752); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal; Ar. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Ballanger (Echelles de traitements)* [17 novembre 1955] (p. 5814); Art. 2 : *Son amendement (Application dans les départements d'outre-mer du congé bloqué de soixante jours et d'une indemnité de passage pour la métropole)* [24 novembre 1955] (p. 5986); *Ses explications de vote* (p. 5990); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Plan sucrier à l'égard des départements d'outre-mer et politique d'achat d'alcools de betterave* [23 novembre 1955] (p. 5946, 5947).

**VALLE (M. Jules)**, Député de Constantine (1<sup>er</sup> collège) (App. P. C. D.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5966). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [5 février 1952] (**F. n° 100**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions (1) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des affaires étrangères [7 juillet 1953] (**F. n° 275**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé juré titulaire de la Haute-Cour de justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

### Dépôts:

Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à créer à Constantine une Cour d'appel composée de deux Chambres, **n° 1781**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1058) portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt (Algérie), **n° 2150**. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la

proposition de loi (n° 399) de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicables à l'Algérie et aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi du 8 décembre 1950, modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du Code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse, an XI, contenant organisation du notariat, **n° 3951**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1399) relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, **n° 4065**. — Le 17 mars 1954, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I le projet de loi (n° 4050) relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie; II. la proposition de loi (n° 490) de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, **n° 8071**. — Le 23 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 6159) portant création d'une troisième Chambre au Tribunal de première instance de Blida, **n° 8113**. — Le 23 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de MM. Quilici, Rabier et Mekki (n° 1424) tendant à créer à Oran une Cour d'appel, composée de deux chambres; 2<sup>o</sup> de M. Jules Valle et plusieurs de ses collègues (n° 1781) tendant à créer à Constantine une Cour d'appel composée de deux chambres, **n° 8114**. — Le 17 juin 1954, un 3<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 4050) relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie; II. la proposition de loi (n° 490) de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, **n° 8682**. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 4561) relatif aux tribunaux de commerce en Algérie, **n° 9017**. — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3383) relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus aux mahakmas d'Algérie,

(1) Démissionnaire [21 juillet 1953] (F. n° 280).



**n° 10079.** — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 3387) modifiant le décret du 29 décembre 1890 qui institue des cadis spéciaux en Algérie, **n° 10080.** — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8174) de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article 2 du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 déterminant les droits des anciens combattants prisonniers de guerre au bénéfice des majorations d'ancienneté, **n° 10081.** — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 5760) relatif à l'application du Code des douanes en Algérie, **n° 10137.** — Le 30 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux familles nombreuses des cartes de réduction sur les chemins de fer en ce qui concerne les enfants de 18 à 24 ans continuant leurs études, **n° 10564.** — Le 28 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au recrutement et au statut des magistrats du cadre des justices de paix d'Algérie, **n° 11043.** — Le 27 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11224) relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie, **n° 11343.** — Le 27 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. — les projets de loi : 1° (n° 6657) et la lettre rectificative (n° 8467) au projet de loi portant création de postes à la Cour d'appel d'Alger; 2° (n° 11106) portant création de postes de magistrats et de fonctionnaires à la Cour d'appel d'Alger et dans divers tribunaux du ressort de cette Cour; II. — les propositions de loi : 1° de MM. Quilici, Rabier et Mekki (n° 1424) tendant à créer à Oran une Cour d'appel composée de deux chambres; 2° de M. Jules Valle et plusieurs de ses collègues (n° 1781) tendant à créer à Constantine une Cour d'appel composée de deux chambres, **n° 11346.** — Le 5 août 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, tendant à la création de deux Cours d'appel à Oran et à Constantine et portant création de postes de magistrats et de fonctionnaires

à la Cour d'appel d'Alger et dans divers tribunaux du ressort de cette Cour, **n° 11450.**

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 36 : *Interdiction de mentionner les condamnations amnistiées* [10 mars 1953] (p. 1724); Art. 15 : *Son amendement tendant à amnistier les faits visés par l'ordonnance du 7 janvier 1944* (p. 1757); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article additionnel : *Son amendement relatif au régime applicable en Algérie* [20 mars 1953] (p. 2069); *Son amendement tendant à rendre la loi applicable à l'Algérie* (p. 2070). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Rétablissement de l'ordre, condition préalable à toute négociation; choix critiquable de « l'interlocuteur » (Bourguiba); présence nécessaire des colons français à l'Assemblée politique algérienne* [10 août 1954] (p. 4054). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements qui viennent de se dérouler en Algérie [9 novembre 1954] (p. 4816); Est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Carence totale des Autorités responsables (militaires et policières), pacification nécessaire des djebels (dispositif de sécurité face à la frontière libyenne), « forces étrangères » désireuses de ressusciter à leur profit le « Croissant de l'Islam »* [12 novembre 1954] (p. 4956, 4957); — sur les événements d'Algérie et les mesures qu'il convient de prendre pour rétablir la paix française dans ces départements [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5636); la développe : *Impunité assurée aux fellagha; crédit de 100 millions accordé pour faciliter leur adaptation; amertume compréhensible des anciens militaires; calme provisoire ainsi acheté en Tunisie; répercussion en Algérie; plaintes des résidents français réclamant sécurité et protection; conférences exclusives soi-disant tenues en Algérie par le Ministre de l'Intérieur, avec certains parlementaires; déclarations regrettables de certains élus touchant le statut de 1947 qui « même appliqué, ne saurait être qu'une étape »; nécessité pour la France de s'appuyer sur ses véritables amis et sur les anciens combattants; Appréhensions causées par le passé politique de M. Mendès-France*

[10 décembre 1954] (p. 6076, 6077); *Usage de balles dum-dum dans l'Aurès, attesté par l'Administration* (p. 6072, 6077); — sur la politique poursuivie en Algérie [25 janvier 1955] (p. 212); la développe : *Rébellion de l'Aurès, malaise social, urgence d'entreprendre de grands travaux et d'industrialiser l'Algérie* [2 février 1955] (p. 638, 639); — sur le terrorisme en Algérie [24 juin 1955] (p. 3169). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *L'Algérie* [21 juin 1955] (p. 3171). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son contre-projet tendant à déclarer l'état de siège sur toute l'Algérie, pour une durée de six mois (« Sous-administration » de l'Algérie, manifestations de Constantine et de Batna)* [29 juillet 1955] (p. 4526, 4527); le retire (p. 4528); — du projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1955] (p. 4546); — du projet de loi portant création de cours d'appel et de postes de magistrats en Algérie, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1955] (p. 4548); Art. 1<sup>er</sup> : *Création de deux cours d'appel nouvelles à Oran et à Constantine* (p. 4549); de ce projet de loi, en deuxième lecture [5 août 1955] (p. 4663); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. H.-L. Grimaud (Création de cours d'appel à Oran et à Constantine)* (p. 4664); de ce projet de loi, en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Reprise du texte adopté en deuxième lecture* [5 août 1955] (p. 4680). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation dans le Constantinois et l'agitation séparatiste (déclaration de sécession) [6 octobre 1955] (p. 4802); la développe : *Atmosphère de guerre sainte, convocation de l'Assemblée algérienne en session extraordinaire, session de l'O.N.U. et attitude des élus du 2<sup>e</sup> collège, administration civile du Constantinois, moral des rappelés sous les drapeaux* [11 octobre 1955] (p. 5013, 5015); — sur les responsabilités encourues à l'occasion de l'évasion de la prison civile de Constantine de onze condamnés à mort [15 novembre 1955] (p. 5664). = S'excuse de son absence [6 octobre 1953] (p. 4010), [9 novembre 1954] (p. 4816), [4 mars 1955] (p. 1078), [26 octobre 1955] (p. 5302). = Obtient des congés [6 octobre 1953] (p. 4010), [9 novembre 1954] (p. 4816), [4 mars 1955] (p. 1078).

**M. VALLON (M. Louis)**, *Député de la Seine (4<sup>e</sup> circonscription) (N. 1.)*.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [24 février 1953] (**F. n° 236**); membre titulaire de cette Commission [7 juillet 1953] (**F. n° 275**); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé par la Commission des finances pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [16 juillet 1953] (**F. n° 277**).

### Dépôts :

Le 21 décembre 1951, une proposition de loi sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, n° 2145. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'établissement de contrats d'association « capital-travail », n° 4916.

### Interventions :

Son rapport sur les élections de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5906). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7467); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les raisons pour lesquelles le R. P. F. votera la loi)* [20 septembre 1951] (p. 7526). — Est entendu sur les motions de censure au sujet du relèvement des taxes sur les produits pétroliers : *Motion de censure de M. Bardou* [16 novembre 1951] (p. 8149); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (L'inflation en 1951-1952, les subventions aux entreprises nationales, l'association capital-travail)* [30 décembre 1951] (p. 10292 et suiv.); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Evolution du salaire minimum en 1951, arbitrage des conflits du travail, rôle des syndicats en France et à l'étranger)* [25 février 1952] (p. 860, 861); *Contre-projet de M. Caillet ten-*

dant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 et à introduire l'échelle mobile dans les conventions collectives (p. 866); *Contre-projet de M. Camphin tendant à reprendre le rapport de M. Coutant précédemment voté par l'Assemblée* (p. 817); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement* [9 avril 1952] (p. 2047); *Economie du projet et son interprétation en cas de hausse des prix allant de 5 à 10 0/0* (p. 2049). — Est entendu sur le rapport sur les opérations électorales du département du Loiret: *Amendement de M. Bergasse tendant à annuler les opérations électorales (Propagande de M. Secrétain)* [13 mars 1952] (p. 1273). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952: *Discussion générale (Ses observations sur l'inflation monétaire, les emprunts, l'amnistie fiscale, les insuffisances de la politique gouvernementale en matière financière)* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1709 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER: *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* [6 novembre 1952] (p. 4788); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41: *Amendement de M. de Monsabert tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sûreté nationale (Création de 10 nouvelles C.R.S.)* [13 décembre 1952] (p. 6336, 6337). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour pallier le déficit croissant de la balance commerciale [21 novembre 1952] (p. 5411). — Est entendu: sur une demande de tenue de séance supplémentaire: *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5428, 5429); — sur le procès-verbal de la séance précédente: *Action de M. de Saire pendant la guerre* [25 novembre 1952] (p. 5623). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953): *Discussion générale (Ses observations sur le déficit de la balance commerciale, le pool de l'acier et du charbon et la concurrence commerciale étrangère)* [5 décembre 1952] (p. 6012 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les dotations en devises étrangères qu'exigeront les mesures de mise en application du marché commun du charbon et de l'acier [20 janvier 1953] (p. 93); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Ses observations*

sur la Communauté européenne du charbon et de l'acier établie à Luxembourg, la concurrence allemande [24 mars 1953] (p. 2262 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation sur l'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier* [24 février 1953] (p. 1305); *Discussion des interpellations sur l'ouverture du pool charbon-acier, le chômage et les économiquement faibles et discussion du rapport sur l'indemnisation des tréfonciers du département de la Loire* [17 mars 1953] (p. 1965, 1967). — Prend part à la discussion: d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier; Art. 2: *Son amendement relatif au cas des membres de l'Assemblée Ad Hoc* [26 mars 1953] (p. 2361, 2362); — du projet de loi relatif au redressement financier: *Discussion générale (Ses observations sur la politique économique et monétaire du Gouvernement)* [19 mai 1953] (p. 2767, 2768). — Prend part au débat: sur l'investiture du Président du Conseil désigné: (M. Paul Raynaud): *Ses observations sur le problème social* [27 mai 1953] (p. 2864); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France): *Ses observations sur l'amorce d'une nouvelle majorité parlementaire, la nécessité du référendum* [4 juin 1953] (p. 2978, 2979). — Prend part: à la discussion du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale (Ses observations sur la facilité financière du régime)* [16 juin 1953] (p. 3038); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie): *Ses observations sur l'expansion nécessaire de l'économie et l'association capital-travail-direction, à promouvoir dans les entreprises publiques et privées* [18 juin 1953] (p. 3085, 3086); — à la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France: *Discussion générale (Ses observations hostiles au projet)* [23 janvier 1953] (p. 3120). — Dépose une demande d'interpellation: sur la composition du Gouvernement [30 juin 1953] (p. 3174); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Ses observations sur le climat général, conservateur ou réactionnaire, et les désaccords personnels de l'équipe ministérielle, sur les efforts concertés des partis de démocratie chrétienne en faveur de la « petite Europe » ou de*

« *L'Europe allemande* », sur l'impuissance probable du Ministre des Finances, et du Gouvernement) [30 juin 1953] (p. 3180, 3181); — sur les instructions données par le Ministre de l'Intérieur à la police parisienne en vue de la manifestation populaire du 14 juillet 1953 [16 juillet 1953] (p. 3502). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 7: *Son amendement tendant à faire réunir de droit l'Assemblée si 5 0/0 des députés sont incarcérés* [21 juillet 1953] (p. 3716). — Dépose une demande d'interpellation: sur la récente décision gouvernementale prétendant, en violation de la Constitution et des Droits de l'homme, interdire à un étudiant français, à cause de ses opinions politiques, d'être candidat à l'E. N. A. [6 octobre 1953] (p. 4014); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Scandale des mesures de discrimination politique, jurisprudence du Conseil d'Etat* [29 octobre 1953] (p. 4642, 4643); la développe: *Egalité des citoyens pour l'accès aux fonctions publiques, arrêts du Conseil d'Etat en ce sens, réactions de la Presse devant les mesures prises contre certains candidats, l'attitude de M. July contraire au respect des droits de l'homme et de la Constitution* [13 novembre 1953] (p. 5062 et suiv.); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à organiser un concours spécial pour les candidats exclus* (p. 5077, 5078); *Ordre du jour de M. de Moro-Giafferri considérant qu'il appartient au Conseil d'Etat de trancher le conflit* (p. 5079, 5080); — sur la politique sociale future du Gouvernement, après les grèves d'août [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe: *Raisons profondes des grèves, toute-puissance des intermédiaires, stagnation économique, conservatisme borné, poids de la tutelle économique américaine, dangers d'une détaxation non discriminée des investissements, exemple des lois allemandes récentes organisant la co-gestion du capital et des salariés* [8 octobre 1953] (p. 4104, 4105). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole: *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (« majorité honteuse » et « confiance qui doute », action de M. Lafay, renforçant les privilèges des Halles et des chevillards* [22 octobre 1953] (p. 4504, 4505). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion des interpellations sur l'élimination de candidats au concours de l'E. N. A.* [13 novembre 1953]

(p. 5052). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences exercées par la police sur d'inoffensifs manifestants étudiants [28 décembre 1953] (p. 6886); la développe: *Brutalités excessives du service d'ordre, activités de la 7<sup>e</sup> section de la Préfecture et du commissaire attaché au Cabinet du Ministre de l'Intérieur* [30 décembre 1953] (p. 7016, 7017); *Ordre du jour de M. Cayeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* (p. 7027): Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup>: *Condamnation par l'Assemblée Nationale de la répression d'une manifestation d'étudiants le 15 décembre 1953* [31 décembre 1953] (p. 7194). — Pose au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative à l'annulation d'un arrêté de mise à la retraite d'un fonctionnaire [26 février 1954] (p. 575). — Dépose une demande d'interpellation: sur les mesures d'expulsion dont vient d'être l'objet M. Pietro Nenni [23 mars 1954] (p. 1173); — sur la politique poursuivie par le Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2089); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Demande d'intervention adressée aux Etats-Unis, contact direct avec Ho Chi Minh, politique personnelle de M. G. Bidault* (p. 2094); — sur la politique du Gouvernement en Indochine et au cours de la Conférence de Genève [11 mai 1954] (p. 2334); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Négociations de M. Bidault avant la chute de Dien-Bien-Phu, communiqué de M. Baeyens, ratification de la C. E. D., menace de dissolution* (p. 2340, 2341); — sur les aspects financiers et budgétaires de la poursuite de la guerre en Indochine [1<sup>er</sup> juin 1954] (p. 2736); la développe: *Rôle de la guerre d'Indochine comme source principale de dollars pour la France (Avec les commandes off shore et la subvention américaine à la C. E. D.), nécessité pour la France de redresser sa balance des comptes avant de prétendre à l'indépendance, refus regrettable des offres de Ho Chi Minh en 1947 (citation de M. Raymond Aron), subordination unilatérale à la politique américaine (voir « Life »), accord nécessaire en Indochine, basé sur l'amitié du peuple vietnamien* [2 juin 1954] (p. 2782, 2783); — sur l'arrivée à Paris d'une commission américaine venant enquêter

sur le « loyalisme » du personnel américain de l'U.N.E.S.C.O. [9 juillet 1954] (p. 3380); — sur les mesures envisagées pour faire cesser les activités de certains réseaux de renseignements étrangers (Affaire des fuites intéressant la Défense nationale) [7 octobre 1954] (p. 4568); la développe : « Interpellation » du commissaire Dides et perquisition chez Baranès le 18 septembre, permettant à la D.S.T. de remonter à la source (M. Mons) et démasquant « l'habillage » des documents Baranès, « incuriosité » de M. Baylot (nomination entre temps de son gendre, M. Charbonniaux, auprès de M. Mons), fuite de Baranès, réfugié d'abord au Figaro, puis chez M. A. Hugues, son arrestation, composition du « réseau anticommuniste Dides » (ex-inspecteurs révoqués pour collaboration, dont Ch. Delarue, alias M. Charles — voir Heures Françaises), autres équipes anticommunistes « protégées » par le commissaire Dides (ex-militiens, activistes, etc.), en liaison avec l'Association des anciens d'Indochine, attaques et attentats divers (affaire des ballets soviétiques, etc.), aspect clandestin pris par l'activité (d'abord « parallèle ») du commissaire Dides après le changement de ministère, sa volonté délibérée de compromettre le Gouvernement, ses attaches proclamées avec le F.B.I. américain (« son collègue Lallier »), ses rapports « inquiétants » avec M. Tixier-Vignancour, avocat de Baranès (tradition du « faux patriotique » attaché à l'Action Française), indices d'une nouvelle machination visant M. Mendès-France (affaire de Tunisie) et ses collaborateurs (Conférence économique de Moscou), « technique de M. Mac Carthy, du F.B.I. et de M. Legendre », présence assidue du commissaire Dides aux réunions de Paix et Liberté, avec M. J.-P. David et plusieurs hauts fonctionnaires — dont M. Baylot —, questions posées touchant le statut légal de cette association et ses ressources présumées en dollars — ou plutôt en francs-contre-partie —, son caractère « d'organisation parallèle » insérée dans un complexe international anticommuniste, regroupant les anciens éléments fascistes et nazis (noms), « réseaux Coca-Cola et Vodka-Volga » [3 décembre 1954] (p. 5765 à 5769); Mise en cause du Figaro (Nguyen Van Ky) (p. 5752) et de M. Tixier-Vignancour, avocat de Baranès (p. 5756). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Ses explications de vote sur la question de confiance

(Progrès certain des accords de Londres par rapport à la C.E.D., mais caractère inacceptable du « réarmement unilatéral » de l'Allemagne occidentale (rupture des accords de Potsdam et du pacte franco-soviétique), appui acquis des peuples allemand, anglais, italien, américain, etc. et valeur décisive d'un veto français en cette affaire, ne pas tout sacrifier au besoin de dollars (parallèle de Périclès) [12 octobre 1954] (p. 4671, 4672); — des projets de loi portant ratification des accords de Paris, rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : Ses explications de vote : Admission jusqu'ici refusée par tous les Gouvernements français (Motion du 19 février 1952, votée par M. Mendès-France et ses ministres actuels), contradiction d'intention entre l'O.T.A.N. et l'U.E.O. (Renforcement de la défense et limitation des armements), alternative réelle du débat : « L'Allemagne divisée et dangereuse d'Adenauer, ou l'Allemagne unifiée et pacifique d'Ollenhauer », but réel de l'opération (Soldats à bon marché pour les U.S.A.), leurs manœuvres d'intimidation (Reprises par le Président du Conseil), « politique d'auxiliaire » ainsi assignée à la France (Cf. général de Gaulle) [27 décembre 1954] (p. 6872, 6873). — Dépose une demande d'interpellation sur les engagements pris à Genève par le Gouvernement [4 mars 1955] (p. 1078). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'état d'urgence : Discussion générale (Pouvoirs donnés par l'état de siège, résidence forcée et institution de camps de concentration, la politique du parti radical) [31 mars 1955] (p. 2161 et suiv.); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : Echec de la politique de répression, camps d'internement, misère des ouvriers agricoles, représentation du peuple algérien, amnistie générale, création d'un département du Sahara [29 juillet 1955] (p. 4511, 4512). — Dépose une demande d'interpellation sur les atteintes portées à la liberté de la presse et la tolérance concurremment montrée à l'égard de l'appel signé par les officiers généraux (Afrique du Nord) [6 octobre 1955] (p. 4801); la développe : Le Maroc depuis la démission de M. Grandval : Mutations et mises en place d'hommes sûrs, révolte ouverte des officiers généraux, insubordination des hauts fonctionnaires, attitude de « Présence française » et engagements pris à son égard, la négociation du départ de Ben Arafa [7 octobre 1955] (p. 4872, 4873). — Est entendu

sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la conférence des présidents : *Ses explications de vote : Menace d'inflation, rajustement des salaires, relance européenne, scrutin départemental à deux tours préconisé par Gambetta* [29 novembre 1955] (p. 6039, 6040). = S'excuse de son absence [13 janvier 1953] (p. 60). = Obtient un congé [13 janvier 1953] (p. 60).

### VALS (M. Francis), Député de l'Aude (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505). — Est nommé Vice-Président de la Commission des affaires économiques [9 février 1954] (F. n° 343).

### Dépôts :

Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 4067) de Mme Estachy et les membres de la Sous-Commission des corps gras tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de faire baisser le prix de l'huile comestible, n° 4488. — Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 2412) tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer; 2° de M. Maurice Lenormand et plusieurs de ses collègues (n° 3298) tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits, dans les territoires d'outre-mer; 3° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 3717) tendant à régulariser

le marché des corps gras, n° 4489. — Le 24 janvier 1953, un rapport d'information fait au nom de la Commission des affaires économiques sur les oléagineux dans l'Union française, n° 5365. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1406) tendant à ratifier la délibération du 15 décembre 1949 de la Commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar, concernant la réglementation des entrepôts spéciaux et les dépôts d'avitaillement des huiles minérales à Madagascar et la délibération du 13 avril 1950 de l'Assemblée représentative de Madagascar rectifiant la précédente, n° 5583. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1795) tendant à ratifier le décret du 22 mai 1951 approuvant une délibération en date du 19 décembre 1950 du Conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon relative au tarif des droits de douane d'importation dans ce territoire, n° 5584. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1799) ratifiant le décret du 27 avril 1951 approuvant l'article premier d'une délibération prise le 30 novembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service local des douanes, n° 5585. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1800) tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant, en ce qui concerne les droits de douane, la délibération prise le 23 novembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à exonérer du paiement des droits de douane et des droits d'entrée pendant une période de cinq années le matériel importé par les compagnies de navigation aérienne, n° 5586. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1801) tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant une délibération prise le 21 décembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant l'assiette et le taux des droits de douane, n° 6067. — Le 27 mars 1953, un rapport au

nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1817) tendant à ratifier le décret du 3 avril 1951 approuvant quatre délibérations prises les 17 octobre 1950 et 3 novembre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et la Commission permanente de cette Assemblée, modifiant la quotité des droits de douane sur certains articles, n° 6069. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1804) ratifiant le décret du 3 avril 1951 approuvant deux délibérations prises les 24 octobre et 3 novembre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et la Commission permanente de cette Assemblée visant à étendre le bénéfice de l'admission temporaire aux cartons destinés à la fabrication des emballages et aux tabacs bruts destinés à la transformation en tabacs fabriqués en vue de la réexportation, n° 6073. — Le 2 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger la production et l'écoulement des vins doux naturels, n° 6263. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2122) tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le Conseil de Gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947 demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette Fédération, n° 6909. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2123) tendant à ratifier le décret du 28 février 1949 approuvant : 1° une délibération du 20 décembre 1948 du conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation douanière de ce territoire en harmonie avec celles de Madagascar; 2° rejetant une délibération du même conseil en date du 3 septembre 1948 ayant même objet, n° 6910. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2124) tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du Conseil d'administration du Cameroun modifiée par la délibération du 5 octobre 1948 demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, n° 6911.

— Le 20 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2237) tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, n° 6912. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2238) tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant une délibération du 27 décembre 1948 du Conseil privé de la Côte française des Somalis demandant à constituer le territoire précité en zone franche et par voie de conséquence à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation du service des douanes de ce territoire, n° 6913. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2371) tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière de ce territoire, n° 7233. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2370) tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Conseil d'administration des Iles Wallis et Futuna demandant la modification du tarif des droits de douane applicables dans cet archipel, n° 7234. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2372) tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1949 approuvant une délibération en date du 24 juin 1949, modifiée par deux délibérations en date du 27 septembre 1949, prises par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier l'assiette et le taux des droits de douane applicables dans ce territoire, n° 7239. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2683) tendant à ratifier le décret du 19 avril 1949 approuvant une délibération prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 21 janvier 1949 demandant la prorogation pour une nouvelle période de six mois, à compter du 20 avril 1949, de la suspension des droits de

douane, n° 7329. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (p. 2686) tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 réglementant le régime des douanes dans ce territoire, n° 7330. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2687) tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française demandant la prorogation, pour une nouvelle période de six mois, pour compter du 20 octobre 1949, de la suspension des droits de douane dans ce territoire, n° 7331. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2688) tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du Conseil d'administration du Cameroun, demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, n° 7332. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2689) tendant à ratifier le décret du 27 juin 1951 rejetant une délibération prise le 17 octobre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la quotité des droits de douane sur les essences de pétrole, n° 7333. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2690) tendant à ratifier le décret du 5 novembre 1951 approuvant une délibération prise le 10 mai 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française, demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire, n° 7334. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2691) tendant à ratifier le décret du 20 juin 1949 portant approbation de la délibération de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 janvier 1949 tendant à exonérer des droits de douane dans ce territoire toutes les marchandises importées pour le compte et aux frais de l'Etat, du territoire, des collectivités publiques et de l'Institut de recherches médicales

d'Océanie, n° 7335. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3380) tendant à ratifier le décret du 11 avril 1949 approuvant une délibération prise par le Conseil d'administration du Cameroun, le 21 janvier 1949, à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, n° 8324. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3382) ratifiant le décret du 25 mai 1950 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à modifier le décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 portant réglementation du Service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'admission temporaire des sucres, n° 8325. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3384) ratifiant le décret du 18 août 1950 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 16 décembre 1949 exemptant la viande fraîche ou congelée de la surtaxe *ad valorem* et de la surtaxe douanière de guerre, n° 8326. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3391) ratifiant le décret du 7 août 1950 approuvant une délibération prise le 3 mai 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 159 du Code des douanes de ce territoire, n° 8327. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3399) tendant à ratifier le décret n° 51-979 du 9 juillet 1951, modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie, n° 8328. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3410) tendant à ratifier la délibération du 31 mai 1950 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française tendant à créer en A.O.F. le régime de l'entrepôt spécial des vins, n° 8329. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3415) tendant à ratifier le décret du 28 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 3 juillet 1951 par le Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon tendant à modifier le tarif des droits de douane appliqué à certaines marchandises étrangères importées



dans le territoire, n° 8330. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3416) tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant l'incorporation dans le Code des douanes de l'Afrique équatoriale française (décret du 17 février 1921) d'un article 122 *quater* réglementant le régime de l'exportation temporaire, n° 8715. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3418) tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 rejetant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921, n° 8720. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3417) tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification de l'article 124 *quater* du décret du 17 février 1921 soumettant les rapports de saisie en matière de douane aux formalités de l'enregistrement, n° 8721. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 7178) autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Espagne, signée à Paris le 15 mai 1953, instituant des contrôles nationaux juxtaposés dans les gares d'Hendaye et de Cerbère (France), d'Irun et de Port-Bou (Espagne), n° 8736. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3422) tendant à ratifier le décret du 16 juin 1948 approuvant un arrêté du Gouverneur de la Côte française des Somalis suspendant, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1948, les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère importées dans ce territoire, n° 8737. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3421) tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 137 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes en Afrique équatoriale française, n° 8738. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires écono-

miques sur le projet de loi (n° 3424) tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification de l'arrêté du 10 septembre 1934 instituant le régime de l'admission temporaire en franchise des taxes d'importation sur les produits de toute origine et de toute provenance, n° 8739. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3419) tendant à ratifier le décret du 18 décembre 1951 approuvant une délibération prise le 23 août 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française demandant à modifier les articles 128 et 128 *bis* du décret du 17 février 1921, n° 8740. — Le 27 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4048) tendant à ratifier le décret du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime préférentiel, admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements français d'outre-mer et en Algérie, n° 8979. — Le 27 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3777) tendant à ratifier le décret du 1<sup>er</sup> mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, n° 8980. — Le 27 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3780) tendant à ratifier le décret du 21 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie, n° 8981. — Le 27 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4154) tendant à ratifier le décret du 31 mars 1952 approuvant une délibération prise le 30 novembre 1951 par le Conseil d'administration du Cameroun, tendant à modifier l'article 122 du décret du 17 février 1921 portant réglementation douanière au Cameroun, n° 8982. — Le 27 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires

économiques sur le projet de loi (n° 5425) tendant à ratifier le décret du 18 août 1952 approuvant une délibération prise le 26 mars 1952 par le Conseil d'administration modifiant les dispositions du Code des douanes en vigueur dans le territoire en ce qui concerne le dépôt en douane des marchandises, n° 8983. — Le 17 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 7178) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et l'Espagne, signée à Paris le 15 mai 1953, instituant des contrôles nationaux juxtaposés dans les gares frontières d' Hendaye et de Cerbère (France), d'Irun et de Port-Bou (Espagne), n° 9758. — Le 22 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les projets de loi : 1° (n° 3776) tendant à ratifier la délibération du 7 décembre 1949 de la Commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française complétant les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire ; 2° (n° 4153) tendant à ratifier trois décrets du 20 avril 1952 approuvant trois délibérations prises le 20 octobre 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire ; 3° (n° 4291) tendant à ratifier le décret du 18 mai 1952 approuvant une délibération prise le 12 novembre 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du tarif douanier du territoire applicable aux envois postaux et aériens à caractère privé ; 4° (n° 5424) tendant à ratifier le décret du 25 juillet 1952 approuvant une délibération de la Commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 22 janvier 1952 tendant à étendre le régime de l'admission temporaire à la résine synthétique entrant dans la fabrication des contre-plaqués ; 5° (n° 6144) tendant à ratifier : 1° le décret n° 52-1204 du 28 octobre 1952 complétant le décret n° 50-584 du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du 2<sup>e</sup> groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie ; 2° le décret du 30 octobre 1952 rejetant une délibération de la Commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occiden-

tale française, en date du 28 février 1952, tendant à étendre le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux papiers kraft utilisés pour l'emballage des régimes de bananes destinés à l'exportation ; 3° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, ramenant au taux du tarif minimum la quotité du tarif général pour les sels et certains produits pétroliers d'origine étrangère ; 4° le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française créant une sous-position avec réduction du droit de douane applicable à certains produits pétroliers provenant des usines exercées de l'Union française ; 5° le décret du 26 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, permettant de placer sous le régime de l'exercice les usines destinées à la fabrication des « cut-backs » par mélange émulsion à chaud de pétrole lampant et de bitume ; 6° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 44-52 en date du 26 juin 1952 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, réduisant la quotité du droit de douane des gros matériels d'équipement et de leurs pneumatiques ; 7° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 45-52 en date du 26 juin 1952 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française, modifiant la nomenclature tarifaire des pneumatiques pour roues de véhicules ; 8° le n° 52-1338 du 15 décembre 1952 portant admission en franchise de droit de douane en Algérie, des tabacs bruts, en feuilles ou en côtes, originaires des territoires français d'outre-mer, du deuxième groupe à régime préférentiel et à régime non préférentiel, n° 9781. — Le 27 janvier 1955, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur les projets de loi : 1° (n° 6147) tendant à la ratification du décret n° 53-370 du 28 avril 1953 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation ; 2° (n° 8367) tendant à la ratification du décret n° 54-436 du 16 avril 1954 portant suspension provisoire du droit de douane d'exportation applicable aux ferrailles ; 3° (n° 9218) tendant à la ratification du décret n° 54-816 du 13 août 1954 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, suspension ou rétablissement des droits de

douane d'importation applicables à certains produits ; 4° (n° 9325) portant ratification du décret n° 54-984 du 30 septembre 1954 portant réduction provisoire des droits d'importation applicables aux oranges ; 5° (n° 9359) portant ratification du décret n° 54-1048 du 26 octobre 1954 qui porte suspension et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 6° (n° 9360) portant ratification du décret n° 54-1047 du 26 octobre 1954 qui porte suspension des droits de douane d'importation applicables aux mécaniques et claviers de pianos ; 7° (n° 9361) portant ratification du décret n° 54-1046 du 26 octobre 1954 qui porte approbation partielle d'une demande de dérogation au tarif douanier métropolitain applicable dans le département de la Guyane ; 8° (n° 9392) tendant à la ratification du décret n° 54-1071 du 4 novembre 1954 portant suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 9° (n° 9393) portant ratification du décret n° 54-1072 du 4 novembre 1954 portant réduction du droit de douane d'importation applicable aux pommes de terre de semence admises dans la limite d'un contingent fixé annuellement par arrêté du Ministre de l'Agriculture, **n° 10008**. — Le 18 mars 1955, un rapport supplémentaire, au nom de la Commission des affaires économiques, sur les projets de loi : 1° (n° 6147) tendant à la ratification du décret n° 53-370 du 28 avril 1953 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation ; 2° (n° 8367) tendant à la ratification du décret n° 54-436 du 16 avril 1954 portant suspension provisoire du droit de douane d'exportation applicable aux ferrailles ; 3° (n° 9218) tendant à la ratification du décret n° 54-816 du 13 août 1954 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 4° (n° 9325) portant ratification du décret n° 54-984 du 30 septembre 1954 portant réduction provisoire des droits d'importation applicables aux oranges ; 5° (n° 9359) portant ratification du décret n° 54-1048 du 26 octobre 1954 qui porte suspension et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 6° (n° 9360) portant ratification du décret n° 54-1047 du 26 octobre 1954 qui porte suspension des droits de douane d'importation applicables aux mécaniques et claviers de pianos ;

7° (n° 9361) portant ratification du décret n° 54-1046 du 26 octobre 1954 qui porte approbation partielle d'une demande de dérogation au tarif douanier métropolitain applicable dans le département de la Guyane ; 8° (n° 9392) tendant à la ratification du décret n° 54-1072 du 4 novembre 1954 portant suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 9° (n° 9393) portant ratification du décret n° 54-1071 du 4 novembre 1954 portant réduction du droit de douane d'importation applicable aux pommes de terre de semence admise dans la limite d'un contingent fixé annuellement par arrêté du Ministre de l'Agriculture, **n° 10452**. — Le 30 juin 1955, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 9037) portant ratification du décret n° 54-771 du 30 juillet 1954 qui porte modification du tarif des droits de douane d'importation, **n° 11079**. — Le 30 juin 1955, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 9891) tendant à la ratification du décret n° 55-45 du 10 janvier 1955 portant modification du tarif des droits de douane d'importation et rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 11080**. — Le 21 juillet 1955, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi (n° 11215) complétant la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Économique, **n° 11266**. — Le 6 octobre 1955, un rapport, au nom de la Commission des affaires économiques, sur les projets de loi : 1° (n° 10083) portant ratification du décret n° 55-147 du 2 février 1955 qui porte modification du tarif des droits de douane d'importation, ainsi que suspension ou réduction des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 2° (n° 10259) portant ratification du décret n° 55-279 du 2 mars 1955 rétablissant partiellement le droit de douane d'importation applicable au café vert en fèves et pellicules ; 3° (n° 10634) portant ratification du décret n° 55-412 du 12 avril 1955 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation applicable à certains carbures polyvinyliques ; 4° (n° 10664) portant ratification du décret n° 55-475 du 28 avril 1955 rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 11522**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à limiter le mandatement aux associations existant le 22 août 1951* [8 septembre 1951] (p. 7111) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'inspection académique (Services de la jeunesse et des sports dans les départements d'outre-mer)* [18 décembre 1951] (p. 9293) ; *le retire* (p. 9295) ; Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Chefs des services académiques de la jeunesse et des sports)* (p. 9296) ; Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la Direction de la jeunesse et des sports (Education physique)* [19 décembre 1951] (p. 9414) ; *le retire* (p. 9414) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Ses observations sur la mauvaise organisation du marché du vin* [21 octobre 1952] (p. 4279). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des mines et usines de Malvezy, près Narbonne [22 juillet 1953] (p. 3758) ; Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Solution inacceptable, tant au point de vue économique — productivité accrue, débouchés possibles — que social — chômage — désignation nécessaire d'une commission d'enquête, réemploi éventuel des chômeurs* [23 juillet 1953] (p. 3827, 3828) ; — sur l'intervention des C.R.S. dans l'Aude, le 28 juillet 1953 [6 octobre 1953] (p. 4013) ; — sur la fermeture des mines et usines de Salsignes (Aude) [9 octobre 1953] (p. 4185) ; — sur les mesures prises par le Gouvernement en vue d'éviter la fermeture des mines et usines de Salsigne (Aude) [23 février 1954] (p. 466) ; Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Mines de Malvezy fermées* (p. 468) ; la développe : *Perte pour l'économie française* (p. 474) ; *Son ordre du jour demandant la réouverture immédiate des mines et usines de Salsigne* (p. 480). — Pose au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la fermeture de

la mine de Malvezy [26 mars 1954] (p. 1325). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement faisant du 11 novembre et du 8 mai des jours fériés et chômés* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1563) ; — d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Abaissement de la taxe et organisation des marchés agricoles)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1566, 1567) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane d'importation ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. M. Grimaud (Exonération des droits de douane sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952, aide à la sidérurgie française)* [6 avril 1954] (p. 1800, 1802) ; — des projets de loi relatifs à des modifications de certains tarifs de droits de douane. en qualité de Rapporteur : *Ratification de décrets résultant de l'ouverture du marché commun des produits sidérurgiques entre les pays membres de la C. E. C. A.* [22 mars 1955] (p. 1841, 1842). — Est entendu sur une demande de retrait de l'ordre du jour, formulée par M. Coudray : *Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction* [23 mars 1955] (p. 1864). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Su motion préjudicielle (Problèmes agricoles)* [23 mars 1955] (p. 1873) ; — du projet de loi instituant un état d'urgence : *Réunion de la Commission de l'intérieur et suspension* [24 mars 1955] (p. 1897, 1898) ; *Question préalable de M. Guyot (Appel des communistes à l'action commune)* [30 mars 1955] (p. 2135) ; *Discussion générale (Envoi des recrues du contingent en Algérie, violation de l'article 7 de la Constitution)* (p. 2136 et suiv.) [31 mars 1955] (p. 2168) ; Art. 2 : *Son amendement (Déclaration de l'état d'urgence par une loi votée à la majorité des deux tiers)* (p. 2173, 2174) ; Art. 5 : *Son amendement (Impossibilité pour l'Assemblée nouvellement élue de rétablir l'état d'urgence avant la validation des opérations électorales)* (p. 2191) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Son article additionnel (Dépôt du troisième plan)* [25 mai 1955] (p. 3043) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement profes-

sionnel agricole ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son rappel au règlement (Demande de réserve formulée par le Rapporteur)* [28 juin 1955] (p. 3400, 3401) ; — du projet de loi relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, en qualité de *Rapporteur : Recrutement du personnel* [26 juillet 1955] (p. 4236) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour les exercices 1955, 1956 ; Art. 7 : *Majoration du droit de timbre douanier, son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [4 août 1955] (p. 4614 et suiv.) ; Art. 6 : *Taxe sur la délivrance de devises étrangères aux Français se rendant à l'étranger, son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 4616).

**VASSOR (M. Jacques)**, Député d'Indre-et-Loire (P. C. D.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (F. n° 216), [8 mars 1955] (F. n° 504) ; de la Commission de l'agriculture [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 30 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, n° 5435. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs, maraîchers et viticulteurs d'Indre-et-Loire, victimes des gelées tardives de mai, n° 10869.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les prêts pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Insuffisance des prêts)*

[27 décembre 1951] (p. 9971, 9972) ; *le retire* (p. 9972) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Ordre du jour de M. Palewski blâmant la politique du Ministre des Affaires étrangères* [20 juin 1952] (p. 3096, 3097) ; *Son ordre du jour demandant l'étude du plan de réformes par la Commission des affaires étrangères* (p. 3100) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : *Son amendement tendant à tenir compte des améliorations faites par le bailleur* [3 juillet 1952] (p. 3482) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Son ordre du jour demandant la garantie des prix agricoles, l'augmentation des investissements agricoles, la conclusion d'accords commerciaux favorables* [8 juillet 1952] (p. 3706) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 36-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de recherche agronomique (Insuffisance des crédits)* [25 octobre 1952] (p. 4469) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prophylaxie des animaux (Tuberculose bovine)* (p. 4477, 4478) ; *le retire* (p. 4481) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à la répartition des effectifs des haras nationaux* (p. 4486) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1<sup>er</sup>, Etat B, Chap. 46-11 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'action sociale (Expédition rapide des colis aux soldats)* [22 janvier 1953] (p. 160) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur la généralisation de la vaccination, le coût de l'épizootie de 1952, le vaccin Belin)* [24 mars 1953] (p. 2284) ; — des interpellations concernant la politique agricole : *Ruine des paysans (Ses causes) ; leur irritation (Absence de toute politique agricole à long terme, exemple des oléagineux, du blé, du lait, de la betterave, du vin, des carburants agricoles) ; priorité naturelle en France de l'agriculture sur l'industrie ; efforts nécessaires de la part du consommateur, du producteur et de l'Etat (Conception et exécution d'un plan agricole d'ensemble, production-consommation-exportation)* [20 octobre 1953] (p. 4379 et suiv.) ; — des interpellations sur la fixation du

nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son amendement à l'ordre du jour de M. Duquesne (Application du salaire minimum vital aux travailleurs de l'agriculture)* [16 février 1954] (p. 322); *le retire* (p. 325); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Coefficient de majoration applicable aux pépinières, cultures vivrières, cultures en serre)* [28 juillet 1954] (p. 3690). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions envisagées pour assurer la sauvegarde des intérêts français en Tunisie [6 août 1954] (p. 3906); et en demande la jonction à celles déjà déposées sur le même sujet (*ibid.*); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Œuvre passée des Français en Tunisie, angoisse actuelle de leurs descendants, impossibilité de paraître céder devant le terrorisme, primauté des problèmes économiques et sociaux, rejet d'une assemblée politique tunisienne homogène et omnipotente, départ massif des Français à craindre* [10 août 1954] (p. 4042, 4043); développe son interpellation : *Choix de l'interlocuteur valable : H. Bourguiba et Néo-Destour (Rappel des paroles passées de M. Fouchet); problème de l'Assemblée tunisienne (Formule de « l'autonomie interne franco-tunisienne », représentation nécessaire des capitaux français au vote du budget); présence militaire à maintenir sans limitation* [26 août 1954] (p. 4260, 4261). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955; Etat A : *Demande de disjonction de M. Quilici (Interdiction de la parution de journaux insultant la France, vote d'une motion sollicitant le Néo-Destour et les fellagha, nécessité de confier l'ensemble de la sécurité en Afrique du Nord à un seul chef militaire)* [22 novembre 1954] (p. 5231, 5232); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord; est entendu sur les ordres du jour : *Tragique erreur commise dans le choix du Néo-Destour et de Bourguiba comme interlocuteurs en Tunisie; répercussions irréparables au Maroc et en Algérie* [10 décembre 1954] (p. 6106, 6107); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat A, 3<sup>e</sup> ligne : *Agriculture, fonds de garantie mutuelle* [28 janvier 1955] (p. 393); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers :

*Productions de qualité* [22 mars 1955] (p. 1810); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Productions de qualité)* (p. 1815); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc : *Discussion générale* [30 mars 1955] (p. 2422). = S'excuse de son absence [3 septembre 1951] (p. 6776). = Obtient un congé [3 septembre 1951] (p. 6776).

**VÉDRINES (M. Henri)**, *Député de l'Allier (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par la grêle et les orages qui se sont abattus sur les communes du département de l'Allier, n° 262. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service des autorails pour le transport des voyageurs sur la ligne de chemin de fer de Moulins à Gannat par la Ferté-Hauterive et Saint-Pourçain-sur-Sioule, n° 313. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles avec la S.N.C.F. pour organiser les haltes facultatives pour les autorails omnibus qui circulent entre Gannat et Montluçon, au passage des localités de Naves, Saint-Bonnet-Tison et Coutansouze, n° 314. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre et développer l'exploitation des mines du département de l'Allier; à faire respecter les conditions d'embauche, de travail et de rémunération prévues par le statut du mineur et à accorder des secours de chômage aux mineurs licenciés, n° 361. — Le 10 août 1951, une proposition de loi tendant à ce que la liste des produits pharmaceutiques et spécialités admise pour les malades bénéficiant de

l'assistance médicale gratuite soit la même que la liste admise par les caisses de sécurité sociale, **n° 654**. — Le 10 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la fermeture des mines de Bert-Montcombroux (Allier) et à continuer les travaux de la centrale thermique; 2° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la reprise immédiate de l'exploitation des mines de Bert-Montcombroux, de Buxières-les-Mines et de Commentry (Allier), repris le 10 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de la production industrielle **n° 672**. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département du Cantal, **n° 2026**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à ce que les tarifs de vente du gaz soient immédiatement abaissés au niveau d'un tarif national correspondant au prix de revient des installations modernes, **n° 3042**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à interdire toute réduction des crédits d'investissements économiques et sociaux, déjà votés au titre de l'exercice 1952, **n° 3043**. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 100 millions de francs, pour indemniser les cultivateurs et producteurs de fruits et légumes du département de l'Allier, dont les récoltes ont été sinistrées par le gel et les chutes de neige qui ont eu lieu à la fin du mois de mars et au début du mois d'avril 1952, **n° 3295**. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits supprimés par les décrets du 28 avril 1952, et qui étaient destinés à la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et aux services vétérinaires, et à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit dans de nombreux départements, **n° 3468**. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 361) de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reprendre

et développer l'exploitation des mines du département de l'Allier; à faire respecter les conditions d'embauche, de travail et de rémunération prévues par le statut du mineur et à accorder des secours de chômage aux mineurs licenciés, **n° 3918**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs pour venir en aide aux cultivateurs du département de l'Allier, dont les récoltes ont été ravagées par les orages et la grêle, **n° 4137**. — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 50 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la ville de Montluçon et des environs, victimes de la récente crue du Cher; 2° à empêcher formellement la violation de la marge de sécurité de remplissage des barrages, cause principale du sinistre; 3° à ordonner d'urgence les travaux nécessaires au dragage et à l'aménagement du lit du Cher, **n° 5219**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la remise en activité des mines de soufre de Malvézy (Aude), le réembauchage complet du personnel et l'indemnisation des pertes de salaires supportées par les travailleurs, **n° 6630**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la remise en activité des mines d'antimoine de Massiac (Cantal), le réembauchage complet du personnel et l'indemnisation des pertes de salaires supportées par les travailleurs, **n° 6631**. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour empêcher tout licenciement aux mines de wolfram des Montmins (Allier), et pour assurer la sauvegarde de cette industrie, **n° 7813**. — Le 9 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 7813) de M. Védrines et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour empêcher tout licenciement aux mines de wolfram des Montmins (Allier), et pour assurer la sauvegarde de cette industrie, **n° 8619**. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour le maintien en activité des

mines de Commentry (Allier), et assurer le plein emploi de tout le personnel, n° 10865. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour le maintien en activité des ateliers de réparation de matériel roulant des Forges et ateliers de Commentry-Oissel à Commentry (Allier), et pour la réintégration du personnel licencié, n° 10866.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Approvisionnement en charbon)* [16 novembre 1951] (p. 8125); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la direction des mines (Sécurité des ouvriers mineurs des mines de wolfram)* [20 novembre 1951] (p. 8215); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la Direction du gaz et de l'électricité (Augmentation du prix du gaz)* (p. 8216); *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la Direction du gaz et de l'électricité (Remplacement du gaz de houille par le butagaz dans les campagnes)* (p. 8217, 8218); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour le personnel (Insuffisance du plan d'équipement élaboré)* [22 novembre 1951] (p. 8377); — du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (Invalidation de M. Rastel) : *Son amendement tendant à annuler les élections* [29 novembre 1951] (p. 8669); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : *Son rappel au Règlement (Sa demande de surseoir au débat)* [26 décembre 1951] (p. 9854, 9855); Art. 2, Etat R, ENERGIE : *Sa demande de renvoi à la Commission de la 1<sup>re</sup> ligne relative aux charbonnages de France (Importations de charbons et fermeture des mines)* [27 décembre 1951] (p. 9953, 9954); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts au Gaz de France (Transport du gaz de Lorraine à Paris)* (p. 9957); ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts aux entreprises industrielles (Prêts à la*

*sidérurgie lorraine)* (p. 9980, 9981); Art. 3, Etat C : CHARBONNAGES : *Sa demande de renvoi à la Commission (Mines de Ronchamp)* [28 décembre 1951] (p. 10001); GAZ DE FRANCE : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le feeder de l'Est* (p. 10001); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 10031); — du nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10172); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 15 : *Abandons d'exploitations gazières par Gaz de France* [5 janvier 1952] (p. 148); — d'une proposition de loi relative à l'attribution à certains métayers de l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1443, 1444); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement; *Discussion générale (Ses observations sur la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse)* [8 juillet 1952] (p. 3704). — Pose à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, une question relative à la consommation de charbon turc dans certaines centrales thermiques [10 octobre 1952] (p. 4210). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 27 *sexies* : *Suppression de petites usines à gaz pour faciliter la distribution* [20 décembre 1952] (p. 6740); Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Compagnie nationale du Rhône (Canalisation du Rhône)* (p. 6752); *Son amendement tendant à réduire de 3 milliards les crédits pour la sidérurgie (Prêts à Usinor et à Sollac)* (p. 6753, 6754); Art. 5, Etat E : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement thermique de l'E.D.F. (Insuffisance des centrales existantes)* (p. 6759). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations concernant la fermeture des mines de soufre de Malveys (Aude) et d'antimoine de Massiac (Cantal) : *Responsabilités particulières du Gouvernement dans cette affaire* [23 juillet 1953] (p. 3832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), INDUSTRIE ET COMMERCE : *Motion préjudicielle de M. Goudoux demandant le renvoi du débat pour obtenir des crédits supplémentaires pour les investissements des entreprises nationales* [10 décembre 1953] (p. 6417); Etat D : *Son amendement tendant à*



majorer de 9 milliards les crédits pour les centrales hydrauliques et à diminuer ceux pour les centrales thermiques (p. 6435 et suiv.); le retire (p. 6437); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954) : Sa demande de disjonction des articles 34 à 40 (Investissements destinés aux sociétés nationales insuffisants) [12 décembre 1953] (p. 6658, 6659); Art. 5, Etat E : Subvention à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (p. 6679); — du projet de loi portant application de l'article 412 du Code pénal dans les territoires d'outre-mer : Discussion générale (Application du Code pénal aux territoires d'outre-mer aggravant la répression colonialiste) [18 février 1954] (p. 397, 398); — des interpellations sur la retraite des mineurs : Discussion générale (Conséquences du plan Schuman et de la politique européenne; fermeture des mines) [11 mars 1954] (p. 805). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude des usines Dunlop de Montluçon vis-à-vis des ouvriers, employés et cadres [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5636). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : Discussion générale (Conditions de l'avis favorable exprimé par la Commission des T.O.M. (11 voix pour, 9 contre, 5 abstentions, 19 absents) [21 décembre 1954] (p. 6683); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, Art. 2 : Amendement de M. Gazier (Délais pour le dépôt des projets de lois-programmes) [25 mai 1955] (p. 3040); Ses explications de vote (Le bassin de Commentry) (p. 3044, 3045). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Abattements de zones, revalorisation des salaires, allocations familiales pour les travailleurs algériens [24 juin 1955] (p. 3315, 3316). — Pose au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à l'achat d'une mine de charbon de la Ruhr par un groupe sidérurgique français [24 juin 1955] (p. 3316).

**VELONJARA (M. Pascal)**, Député de Madagascar (Collège indigène) [2<sup>e</sup> circonscription] (U. D. S. R.).

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé : membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951]

(F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la justice et de législation [6 juillet 1954] (F. n° 405); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé juré titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (F. n° 379).

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES) : Etat A, Chap. 31-11 : Amendement de M. Dronne (Insuffisance des crédits affectés à la défense des territoires d'outre-mer) [19 mars 1954] (p. 1136); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants : Discussion générale (Aggravation des peines) [6 avril 1954] (p. 1804); — d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants : Discussion générale (Enseignement à Madagascar, Malgaches prisonniers) [6 avril 1954] (p. 1808); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer ; Art. 10 : Amendement de M. Cayeux (Conditions d'électorat et d'éligibilité applicables aux communes de plein exercice au Sénégal) [5 juillet 1955] (p. 3613); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : Dangers pour Madagascar [13 juillet 1955] (p. 3834 à 3836, 3848); Violences commises contre les Comoriens (p. 3835).

**VENDROUX (M. Jacques)**, Député du Pas-de-Calais [1<sup>re</sup> circonscription] (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la sous-commission

chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme du relèvement européen [21 septembre 1951] (F. n° 46), [3 février 1953] (F. n° 226). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492). — Est nommé par l'Assemblée Nationale pour représenter la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [8 juillet 1954] (F. n° 407), [20 juillet 1955] (F. n° 552).

### Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à favoriser la construction de logements, n° 136 rectifié. — Le 31 juillet 1951, proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'orage qui s'est abattu dans le département du Pas-de-Calais, canton d'Andruicq, dans la nuit du 30 au 31 juillet 1951, n° 405. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence les conditions dans lesquelles le statut militaire sera appliqué au personnel des formations militaires féminines, n° 883. — Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération la disproportion entre les indemnités allouées aux sinistrés par faits de guerre et celles versées aux prestataires de réquisitions, ainsi qu'à tenter de réaliser une parité dans les indemnisations allouées à ces deux catégories de dépossédés, n° 972. — Le 8 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une permission exceptionnelle de quinze jours les exploitants et fils d'exploitants agricoles des régions où les intempéries n'ont pas permis de rentrer ou de terminer les récoltes, n° 1041. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 1141. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire bénéficier trimestriellement

nos combattants d'Indochine et de Corée de l'envoi d'un colis individuel, n° 2725. — Le 20 mars 1952, une proposition de résolution tendant à la désignation d'une commission d'enquête en vue d'étudier les conditions dans lesquelles ont été assurées la sauvegarde de l'existence matérielle et professionnelle et la continuité de la vie familiale et traditionnelle des habitants de Tignes, n° 2977 rectifié. — Le 9 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'assurer la prolongation du service téléphonique dans les bureaux où celui-ci n'est pas réalisé de façon permanente, n° 3259. — Le 30 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la loi n° 51-1094 du 14 septembre 1951, relative aux jardins ouvriers et familiaux, n° 4552. — Le 3 décembre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'article 13 de l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifié par la loi du 13 avril 1946, les agréés au tribunal de commerce, n° 4962. — Le 30 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application du décret n° 52-972 du 30 juillet 1952 fixant les conditions de liquidation et de perception des droits de mutation à titre gratuit sur certains biens affectés par des événements de guerre, n° 5250. — Le 8 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire déduire du montant des abonnements téléphoniques dus par les usagers une somme calculée au prorata du nombre de journées pendant lesquelles ils auront été privés de l'utilisation de leur installation téléphonique, n° 6829. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 205 du Code civil relatif à l'octroi d'une pension alimentaire entre ascendants et descendants, n° 6918. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 6680) relatif à la ratification des accords conclus à Paris le 20 mai 1953 entre la France et la Sarre et de la convention du 31 mai 1952 entre la France et la Sarre relative au contrôle des voyageurs, n° 6978. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'aider les agriculteurs à réensemencer leurs emblavures détruites par les gelées de

janvier, février 1954, n° 8120. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 5 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage, en vue d'aider les chômeurs « saisonniers », n° 8298. — Le 12 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1<sup>er</sup> novembre la date d'exigibilité de tous les impôts directs, produits et taxes annuelles mis en recouvrement au mois d'août 1954, n° 9148. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour généraliser dans toutes les communes urbaines l'interdiction de l'usage de l'avertisseur, n° 9271. — Le 8 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à user de ses droits pour maintenir l'activité des institutions de la Communauté européenne du charbon et de l'acier dans le cadre établi par le traité du 18 avril 1951, n° 9666. — Le 10 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9658) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord sur la Sarre conclu le 23 octobre 1954 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, n° 9689. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 8634) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement et de navigation entre la France et la Suède et le Protocole signés à Paris le 16 février 1954, n° 10167. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouveler avec insistance les démarches précédemment faites auprès du Gouvernement britannique afin de parvenir à un accord facilitant, notamment par la suppression de la présentation des passeports, les excursions de courte durée entre les ports français et anglais, n° 10174. — Le 8 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir des Gouvernements des U. S. A. et de la Grande-Bretagne, avant le prochain débat sur la ratification des accords de Paris, une déclaration démentant l'interprétation allemande de leurs intentions envers la France, en ce qui concerne le règlement de la

question sarroise lors de la signature d'un traité de paix, et confirmant leurs engagements antérieurs, n° 10299. — Le 8 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire aux mineurs de moins de 18 ans non accompagnés l'accès des débits de boissons et de certains établissements publics à certaines heures des jours ouvrables, n° 10314. — Le 23 mars 1955, une proposition de résolution tendant à ajouter après l'article 83 du Règlement deux articles nouveaux instituant « le scrutin confidentiel », n° 10499. — Le 13 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir la Cour de justice de la C. E. C. A. conformément à l'article 38 instituant la C. E. C. A. d'une requête en annulation de la délibération prise par l'Assemblée Commune à la date du 9 mai 1955, décision en vertu de laquelle l'Assemblée se déclare habilitée à une activité non prévue par le traité, n° 10736. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à exonérer des frais de radiation et de réinscription au registre du commerce les entreprises sinistrées par faits de guerre, ou expropriées en exécution d'un plan d'urbanisme, n° 11142. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer par décret les excursions en montagne de mineurs de moins de 18 ans en colonie de vacances ou en voyage collectif, n° 11452. — Le 25 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer définitivement l'exercice des droits de propriété de la France sur les mines de la Sarre, n° 11974.

### Interventions :

Est entendu sur la demande de fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement : *Son rappel au Règlement* [28 août 1954] (p. 6543). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, (COMMISSARIAT DE LA SARRE); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les rémunérations principales (politique de la France en Sarre et détermination du statut définitif)* [8 novembre 1954] (p. 7798, 7799); *le retire* (p. 7799); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 1090 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (retransmissions des théâtres subventionnés) [19 décembre 1951] (p. 9333); le retire (ibid); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 5330 : *Son rappel au Règlement (temps de parole)* [19 décembre 1951] (p. 9454); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur la question de la Sarre et de sa représentation dans le pool)* [7 décembre 1951] (p. 8935). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures prises par le Gouvernement pour assurer aux habitants de Tignes, la sauvegarde de leur existence matérielle [14 mars 1952] (p. 1308); — sur l'accord qui assurerait à la République fédérale allemande les moyens de faire sa rentrée dans les affaires intérieures de la Sarre [27 mars 1952] (p. 1526). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 16 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant la liaison entre l'administration fiscale et l'administration de la Sécurité sociale* [3 avril 1952] (p. 1838). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie textile dans les régions du Nord et du Pas-de-Calais [13 juin 1952] (p. 2903); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la baisse des exportations de dentelles de Calais* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3360). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés, réfugiés, prisonniers et déportés* [9 octobre 1952] (p. 4174); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4312 : *Formation professionnelle des adultes* [23 octobre 1952] (p. 4338); SARRE, Etat A, Chap. 4201 : *Information et documentation (affiliation de l'équipe de football de Sarrebruck à la fédération française)* [28 octobre 1952] (p. 4544, 4545). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat de politique étrangère* : [18 novembre 1952] (p. 5341). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme fiscale et la productivité)* [5 dé-

cembre 1952] (p. 6018, 6019); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SERVICES DE LA SARRE, Chap. 3101 : *Administration centrale (Titularisation des fonctionnaires de l'ambassade de France à Sarrebruck)* [29 octobre 1953] (p. 4648); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 4411 : *Expansion économique à l'étranger (Exposition de Strasbourg)* [26 novembre 1953] (p. 5587, 5588); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 4624 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales complémentaires (épouses des aveugles de guerre)* [6 décembre 1953] (p. 6161, 6162); P.T.T. : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Centres téléphoniques ruraux)* [8 décembre 1953] (p. 6263, 6264); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Insuffisance des voies navigables et canalisation de la Moselle)* [11 décembre 1953] (p. 6532, 6533). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Minjoz tendant à l'inscription d'urgence du rapport Ramonet n° 6551 sur les entreprises nationalisées* [3 novembre 1953] (p. 4777). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953, en qualité de Rapporteur : *Echanges de vue franco-allemands à propos de la Sarre depuis le 3 mars 1951; union économique franco-sarroise (Ses avantages); autonomie politique de la Sarre (Accès à la pleine égalité); «européanisation» envisagée (Pas avant l'intégration économique de l'Europe); maintien des troupes françaises (Incidences éventuelles du traité sur la C.F.D.); équilibre des charges économiques et sociales entre la France et la Sarre; convention relative à l'exploitation des mines (Protocoles annexes touchant le Warndt); nécessité absolue du maintien de l'union économique* [6 novembre 1953] (p. 4929 et suiv.); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (La solution lointaine du problème sarrois, les revendications de l'Allemagne sur la Sarre, l'abandon des réparations pour la Sarre maintenant européanisée, le maintien nécessaire de l'union franco-sarroise)* [19 novembre 1953] (p. 5268 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les bases de discussion acceptées par le Gouvernement en vue d'une

modification des relations de la France avec la Sarre [11 mars 1954] (p. 798). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Amendement de M. Max Lejeune (Inscription à l'ordre du jour de la discussion au fond des interpellations sur l'Indochine : attitude de M. P.-II. Teitgen dans les négociations relatives à la Sarre) [25 mai 1954] (p. 2686, 2687). — Dépose une demande d'interpellation sur le statut de la Sarre et les exigences de la France avant toute solution, même partielle, du problème allemand (autonomie politique du territoire et union économique franco-sarroise) [7 octobre 1954] (p. 4568); la développe : Le « préalable » sarrois, dérobadés systématiques de Bonn, ne pas s'y prêter; maintien nécessaire de l'union économique franco-sarroise, indispensable à l'équilibre des potentiels industriels en Europe (chiffres), rejet des solutions de « compromis » proposées par MM. Robert Schuman, Teitgen et Van Der Goes Van Naters, multiples revendications des hommes politiques allemands; nécessité d'un engagement irrévocable de l'Allemagne (critique formulée envers M. Schuman); problème annexe de la présence des troupes françaises en Sarre (Silence regrettable de la C. E. D. sur ce point) [7 octobre 1954] (p. 4577 à 4579). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (III. SERVICES FRANÇAIS EN SARRE), en qualité de Rapporteur pour avis [6 décembre 1954] (p. 5877); Son article additionnel (Intégration dans les emplois permanents de la fonction publique des agents temporaires des services français en Sarre) (p. 5878, 5879); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de Rapporteur : Graves divergences des exposés des motifs français et allemand, caractère provisoire de l'accord pour les Allemands (Clause touchant le futur traité de paix), mais irrévocable aux yeux de la France; garanties antérieures anglaises et américaines (Liste); dispositions touchant la période transitoire (Immixtions extérieures possibles avant le premier référendum), deuxième référendum prévu après le traité de paix, Commissaire européen, ses attributions (Rôle du Conseil des Ministres de l'U. E. O.); transfert du siège de la C. E. C. A. à Sarrebruck, sort éventuel du personnel de la mission diplomatique française et des mines; dispositions économiques

(Historique); « similitude » à réaliser entre les positions française et allemande; mines (Gestion, propriété), banques et assurances; solidarité de l'ensemble des Accords de Paris (Subordination nécessaire des différentes ratifications); approbation sous réserves par la Commission [20 décembre 1954] (p. 6652 à 6656); Dernier mot réservé à la population sarroise « sans aucune restriction » (Exégèse de ces termes) [21 décembre 1954] (p. 6686); Sa position personnelle (comme Rapporteur) sur la motion Budie concernant la Sarre [23 décembre 1954] (p. 6831). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : Signature de l'Accord franco-sarrois avant la ratification des Accords de Paris [23 février 1955] (p. 878); — à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention d'établissement et de navigation entre la France et la Suède, en qualité de Rapporteur [2 mars 1955] (p. 951, 952). — Dépose une demande d'interpellation sur la dangereuse contradiction qui existe entre les engagements relatifs au règlement de la question sarroise et les récentes déclarations du Chancelier de la République fédérale allemande [11 mars 1955] (p. 1318); est entendu sur la fixation de la date de discussion : Déclarations du Chancelier Adenauer, autonomie de la Sarre [30 mars 1955] (p. 2111, 2112, 2113, 2118). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE; Etat A, Chap. 00-10 : Emissions d'information vers l'étranger; l'activité des autres pays [17 mars 1955] (p. 1593 à 1595). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : Date de discussion de son interpellation sur la question sarroise [18 mars 1955] (p. 1654, 1655); Problème sarrois (p. 1677); — la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. de Chambrun relative à l'accord franco-allemand sur la Sarre : Contradictions et équivoques [23 mars 1955] (p. 1867). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accord du 29 avril concernant la Sarre [5 mai 1955] (p. 2511). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 14 : Maintien de la taxe sur le fuel pour la sauvegarde des charbonnages [17 mai 1955] (p. 2842, 2843); de ce projet de loi en troisième

lecture ; Art. 33 : *Amendement de MM. Huel et Mancey (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* [18 mai 1955] (p. 2890) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Sort des ports maritimes secondaires* [25 mai 1955] (p. 3008). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A.* [20 juillet 1955] (p. 3952). — Pose au Ministre des Affaires étrangères une question sur la représentation française à l'Assemblée commune de la G. E. C. A. après l'entrée en vigueur du statut sarrois [7 octobre 1955] (p. 4869, 4870). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie : *Demande le report du scrutin public en vertu de l'article 83 du Règlement* [18 octobre 1955] (p. 5149). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Su demande de report du scrutin public sur la confiance* [20 octobre 1955] (p. 5164). — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités du Gouvernement dans l'échec de notre politique à l'égard de la Sarre [25 octobre 1955] (p. 5246). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement : *Discussion des interpellations sur la Sarre* [25 octobre 1955] (p. 5249). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Menace sur l'union économique franco-sarroise, intentions du Gouvernement à la suite du rejet du statut par le référendum* [26 octobre 1955] (p. 5297, 5298) ; *Contribution de la France à la C. E. C. A.* (p. 5303) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées : gravité des échéances imminentes.* [2 novembre 1955] (p. 5477, 5478). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote : interpellations sur la politique européenne* [29 novembre 1955] (p. 6053). — S'excuse de son absence [7 juillet 1953] (p. 3265) ; [6 juillet 1954] (p. 3204) ; [18 février 1955] (p. 802) ; [3 juillet 1955] (p. 3599). — Obtient des congés [7 juillet 1953] (p. 3265) ; [6 juillet 1954] (p. 3204) ; [18 février 1955] (p. 802) ; [5 juillet 1955] (p. 3599).

**VERDIER (M. Robert)**, *Député de la Seine* [1<sup>re</sup> circonscription] (S.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission des affaires étrangères membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1<sup>er</sup> février 1955] (**F. n° 491**).

### Dépôts :

Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 52 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, n° 4164. — Le 26 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à tout allongement de la durée des études supérieures exigée pour l'obtention d'un diplôme, tant que ne sera pas instituée l'allocation d'études, n° 5683. — Le 13 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rembourser aux économiquement faibles, possesseurs de rentes françaises dont le revenu est inférieur ou égal à 1.000 francs, le capital représenté par ces rentes, n° 9184. — Le 5 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 10959) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Conventions entre la France et la Tunisie, signées à Paris le 3 juin 1955 et comportant : 1° une Convention générale entre la France et la Tunisie ainsi que les Protocoles et échanges de lettres annexes ; 2° une Convention sur la situation des personnes et les Protocoles annexes ; 3° une Convention judiciaire et ses annexes ; 4° une Convention sur la coopération administrative et technique ainsi que les Accords, Protocoles et échanges de lettres annexes ; 5° une Convention culturelle et un Protocole annexe ; 6° une Convention économique et financière ainsi qu'un échange de lettres annexes, n° 11097. — Le 15 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les sub-

ventions attribuées à la Cité universitaire de Paris, n° 11883.

### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Oppose la question préalable* [5 septembre 1951] (p. 6897, 6898, 6899, 6900, 6901). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures à prendre pour rétablir entre la France et la Tunisie des relations confiantes [22 janvier 1952] (p. 288) ; Est entendu sur la fixation de date de discussion de cette interpellation : *Troubles de Tunisie, incidents de Sousse, historique des négociations franco-tunisiennes, le Néo-Destour* (p. 293, 294, 298) ; — sur les instructions adressées au Résident général de France en Tunisie et sur les mesures prises les 25 et 26 mars 1952 [27 mars 1952] (p. 1526) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Historique de la répression française en Tunisie, arrestation du cabinet tunisien* [1<sup>er</sup> avril 1952] (p. 1688, 1689) ; la développe : *Ses observations sur les négociations conduites avec le Gouvernement tunisien, la politique de répression voulue par les colonialistes français, Colonna, Brunet et Casabianca, le rôle de la censure en Tunisie, les sévices infligés par la police française, les atrocités des camps de Remada et Mékamédia, la politique anglaise aux Indes, le fanatisme encouragé par les troubles* [5 juin 1952] (p. 2651 et suiv.) ; *Son ordre du jour condamnant la note du 15 décembre 1951 et demandant l'étude de plus amples réformes* [20 juin 1952] (p. 3093 et suiv.) ; — sur la situation de l'Université (nombre insuffisant des maîtres et des locaux, traitements du personnel, indépendance traditionnelle) [4 novembre 1953] (p. 4810). — Prend part à la discussion des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Ordre du jour de M. Cayeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* (p. 7026, 7027). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour éviter que les usines Delahaye procèdent à de nouveaux licenciements massifs [9 février 1954] (p. 102) ; — sur les sanctions qui ont été prises

contre certains fonctionnaires de la Résidence française au Maroc, qui ont présenté comme des enlèvements l'arrestation de cinq Marocains et sur les méthodes de répression du Maroc [4 mai 1954] (p. 2089). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Eloge de la politique tunisienne du Gouvernement comparée avec celle de ses prédécesseurs, succès de l'opération fellagha, immobilisme dangereux par contre au Maroc (question dynastique), consultation nécessaire sur ce point de l'Assemblée Nationale, répression nécessaire, ses excès, graves révélations du procès d'Oujda)* [10 décembre 1954] (p. 6102, 6103) ; — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Caractère composite de l'opposition, voix du groupe communiste, changement d'atmosphère politique en Tunisie depuis la déclaration de M. Mendès-France du 30 juillet, problème dynastique au Maroc)* [4 février 1955] (p. 750, 751). — Dépose une demande d'interpellation sur : la politique marocaine du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1865) ; et en demande la discussion immédiate (ibid.) ; — l'Afrique du Nord [24 mars 1955] (p. 1903). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la question sarroise : *Déclarations du chancelier Adenauer devant le Bundestag, la direction des aciéries de Volkhingen* [30 mars 1955] (p. 2114). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale (Art. 90, modification de la procédure de révision, instabilité ministérielle sous la III<sup>e</sup> République, majorités qualifiées pour la révision, cohésion des partis politiques, réforme des habitudes et mœurs politiques)* [24 mai 1955] (p. 2938 à 2941) ; *Citation de M. Léon Blum relative aux systèmes du type américain ou helvétique* (p. 2947) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes, en qualité de Rapporteur : *Historique de la question, étude du texte, procédures dilatoires* [6 juillet 1955] (p. 3657 à 3661), [7 juillet 1955] (p. 3704) ; — du projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères [27 juillet 1955] (p. 4328). — Dépose une demande d'interpellation sur les enseignements que le Gouver-

nement doit tirer de la Conférence de Genève [25 novembre 1955] (p. 6016).

**VERGÈS (M. Raymond), Député de la Réunion (C.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-1579 du 27 décembre 1950 et à maintenir l'organisme autonome du chemin de fer et du port de La Réunion, dit « C. P. R. », **n° 1632**. — Le 21 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate d'un milliard de fr. au département de La Réunion en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par le cyclone qui s'est abattu sur l'île le 18 mars 1952, **n° 3022**. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant au maintien du personnel du chemin de fer et du port de La Réunion dans la Caisse des retraites de la France d'outre-mer (C.R.F.O.M.), **n° 7957**.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4611 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Chômage à La Réunion)* [23 octobre 1952] (p. 4340); — d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : *Discussion générale (Union de tous les syndicats en faveur de la grève, approbation des conseils généraux et des maires)* [2 juillet 1953] (p. 3219, 3220).

**VERMEERSCH (Mme Jeannette), Député de la Seine [2<sup>e</sup> circonscription], (C.).**

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 27 décembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger les taxes sur la viande, **n° 2249**. — Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les licences d'importation et les droits de douane pour les articles vestimentaires de provenance étrangère et à faire cesser toute importation de vêtements aussi longtemps que les entreprises françaises n'auront pas retrouvé leur plein emploi, **n° 2379**. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à relever le montant total des réductions accordées, en matière de taxe proportionnelle, aux contribuables chargés de famille, **n° 2426**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à instituer chaque année pour les apprentis une deuxième session du C.A.P., **n° 3497**. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1952, une proposition de loi tendant à ouvrir 5.000 nouvelles classes primaires, à créer 3.000 nouveaux postes d'instituteurs à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'école laïque et à majorer les crédits de suppléance de l'enseignement du premier degré en vue de permettre un fonctionnement normal des écoles communales au cours de l'année scolaire 1952-1953, **n° 3909**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0/0 l'ensemble des prestations familiales, **n° 4477**. — Le 30 janvier 1953, une proposition de loi tendant à attribuer une prime exceptionnelle de 5.000 francs à tous les enfants ouvrant droit aux prestations familiales, **n° 5436**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à améliorer le régime des prestations journalières fixé à l'article 22, chapitre II du titre II, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, **n° 6563**. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouver-



nement à faire verser aux allocataires familiaux une prime exceptionnelle équivalant à une mensualité d'allocation familiale, n° 6702. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à majorer de 12 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 7050. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à augmenter de 10 0/0 toutes les prestations familiales, n° 7505. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0/0 l'ensemble des prestations familiales, n° 8356. — Le 19 avril 1954, une proposition de loi tendant à exclure du régime général de la sécurité sociale au titre des salariés (assurances sociales et prestations familiales) certaines catégories de personnes dont le montant des rémunérations, sous quelque forme que ce soit, est supérieur à 2.500.000 fr. par an, n° 8357. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 2 du décret n° 54-982 du 1<sup>er</sup> octobre 1954 instituant un fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales, n° 9563. — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 4 avril 1955 et à rétablir l'ancienne dénomination de certificat d'aptitude professionnelle d'aide-vendeur étalagiste, n° 11111. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à fixer à 21.750 fr. le salaire mensuel de base servant au calcul de toutes les prestations familiales, n° 11326. — Le 27 juillet 1955, une proposition de loi tendant à octroyer aux femmes travailleuses un repos hebdomadaire de deux jours consécutifs sans allongement de la journée normale de travail et avec le même salaire hebdomadaire, n° 11349. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté du 28 septembre 1955, afin que soit maintenue la répartition, entre cinq jours ouvrables, de la durée légale hebdomadaire du travail dans les établissements financiers et bancaires, n° 11515.

**VERNEUIL (M. Jacques)**, *Député de Charente-Maritime (R.R.S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé Secrétaire de la Commission des boissons [19 janvier 1955] (F. n° 482), [9 mars 1955] (F. n° 505). — Est nommé membre : de la Commission de

l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [1<sup>er</sup> août 1951] (F. n° 21).

### Dépôts :

Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 141) de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le prix du blé pour la récolte 1951 à un prix rémunérateur, n° 465. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les soldats artisans ruraux du régime des permissions agricoles, n° 5914. — Le 7 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Edouard Daladier et plusieurs de ses collègues (n° 533) tendant à la réorganisation de l'Office national interprofessionnel des céréales; 2° de M. Loustau et plusieurs de ses collègues (n° 567) tendant à modifier la constitution et les attributions du Conseil central de l'Office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain; 3° de M. Ramarony (n° 4893) tendant à abroger la loi du 5 juillet 1941 relative aux attributions de l'Office national interprofessionnel des céréales; 4° de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues (n° 6096) relative à la réforme de l'Office national interprofessionnel des céréales; 5° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 6228) relative à la réforme de l'Office national interprofessionnel des céréales et tendant à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, n° 6435. — Le 16 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi (n° 213) de MM. Gaborit et Verneuil tendant à rétablir les anciens taux d'échange blé-pain, blé-farine, farine-pain, n° 6513. — Le 16 juillet 1953, une proposition de loi tendant à protéger les

boissons françaises soumises au contrôle de la régie et du service de la répression des fraudes contre les produits similaires d'origine étrangère et les fabrications clandestines, n° 6526.

— Le 1<sup>er</sup> décembre 1953, une proposition de loi tendant à réglementer la dénomination « brandy » dans le commerce des eaux-de-vie, n° 7348. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à exclure les produits à appellation d'origine contrôlée des majorations de droits instituées par la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, n° 7641. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7349) de M. Daladier et plusieurs de ses collègues tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, n° 8556. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas modifier l'assiette de la taxe de résorption pour la récolte de blé 1954, n° 8901. — Le 11 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à s'inspirer, pour la réglementation de la consommation des boissons alcooliques dans les territoires d'outre-mer, des légitimes intérêts de la viticulture française, n° 9131. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du blé servant au calcul du prix des fermages, n° 9789. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la perception de toutes taxes fiscales et parafiscales les blés déclassés destinés à la consommation du bétail, n° 9790. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la procédure d'application du décret du 23 novembre 1954 relatif aux indemnités d'arrachage volontaire de vignes, n° 9886. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à l'effet d'honorer ses engagements en ce qui concerne les garanties accordées aux producteurs d'oléagineux pour la récolte de 1954, n° 9950. — Le 10 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que soient intensifiées les recherches de méthodes préventives contre l'hypodermose des bovidés, n° 10338. — Le 11 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la

proposition de loi (n° 7349) de M. Daladier et plusieurs de ses collègues tendant à créer un comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, n° 10382.

### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Sa demande de renvoi pour avis à la Commission de l'agriculture* [19 septembre 1951] (p. 7467); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* [20 septembre 1951] (p. 7519, 7520); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti; Art. 3 : *Son amendement tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires* [25 février 1952] (p. 884, 885); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le statut du personnel des écoles nationales d'agriculture)* [8 juillet 1952] (p. 3702); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 67 : *Amendement de M. Liautey tendant à supprimer l'article rendant obligatoire le conditionnement en bouteilles de l'alcool commercialisé* [12 décembre 1952] (p. 6231); *Son amendement tendant à prévoir des dérogations individuelles, notamment pour les rhums* (p. 6231); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6892 : *Amendement de M. de Villeeneuve tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le F. I. D. E. S. (Investissements insuffisants dans les départements d'outre-mer)* [20 décembre 1952] (p. 6797); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 6802 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F. I. D. E. S. (Adductions d'eau à la Martinique)* [21 décembre 1952] (p. 6955). — Dépose une demande d'interpellation sur le mode de financement rapide et facile qui permette aux agriculteurs d'assurer les achats de semences et d'engrais nécessaires [6 février 1953] (p. 1017). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (Permanence nécessaire des ressources du fonds)* [13 novembre 1953] (p. 5040); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article additionnel:

*Son amendement tendant à abroger l'article premier de la loi du 11 juillet 1953* [13 décembre 1953] (p. 6745); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Volume d'alcool résultant de ces mesures)* [3 août 1954] (p. 3804); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Utilisation de l'alcool de betteraves* [24 novembre 1954] (p. 5391). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Agriculture, libération des échanges, fonds de garantie mutuelle* [18 février 1955] (p. 822). — Dépose une demande d'interpellation sur la Caisse centrale de secours mutuels agricoles [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 *ter* : *Son amendement (Suppression de l'amendement de M. Liautey prévoyant la vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées)* [17 mai 1955] (p. 2838, 2840). = S'excuse de son absence [12 janvier 1954] (p. 42), [19 mars 1955] (p. 1709), [22 juin 1955] (p. 3231). = Obtient des congés [12 janvier 1954] (p. 42), [19 mars 1955] (p. 1709), [22 juin 1955] (p. 3231). — Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [13 juillet 1955] (p. 3832).

**VÉRY (M. Emmanuel)**, *Député de la Martinique (S)*.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5993). — Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1911] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); secrétaire de la Commission de l'intérieur [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**).

#### Dépôts :

Le 29 août 1951, une proposition de loi portant amnistie en matière d'élection dans les quatre départements d'outre-mer, **n° 899**. — Le 5 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles et en particulier à accorder un premier secours substan-

tiel d'extrême urgence pour permettre à l'administration locale de secourir les sinistrés de la Martinique, **n° 970**. — Le 6 septembre 1951, une proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer, **n° 1022**. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi du 20 septembre 1948 (pensions et retraites), **n° 1721**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer, **n° 2321**. — Le 8 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues (n° 1022) modifiant et complétant la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer; 2° de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues (n° 2321) tendant à modifier et compléter la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 réglementant la rémunération des départements d'outre-mer, **n° 3255**. — Le 21 novembre 1952, une proposition de loi portant aliénation de la zone des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, **n° 4809**. — Le 10 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires au financement des prêts dont les agriculteurs, les groupements agricoles et les collectivités publiques rurales des départements d'outre-mer sont fondés à demander le bénéfice en application de la législation relative au crédit agricole mutuel, introduite dans ces départements par le décret du 28 juin 1947, **n° 5029**. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à rendre applicable aux agents en service dans les départements d'outre-mer le décret du 17 septembre 1953, **n° 6928**. — Le 13 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 6928) de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable aux agents en service dans les départements d'outre-mer le décret du 17 septembre 1953, **n° 7165**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique, victimes de l'ouragan « Janet », n° 11526.

### Interventions :

Prend part : à la discussion du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952, Article additionnel : *Son amendement tendant à considérer les avances de l'Etat aux départements d'outre-mer comme des subventions* [30 décembre 1951] (p. 10282, 10283); *le retire* (ibid); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur le sort des départements d'outre-mer, la rémunération des fonctionnaires locaux, la discrimination raciale* [10 juin 1953] (p. 2995, 2996). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à l'examen d'urgence de son rapport (n° 3255) touchant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer* [30 juin 1953] (p. 3175, 3176). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : en qualité de *Rapporteur* : *Gravité de la grève administrative en cours, nécessité d'une péréquation du pouvoir d'achat des traitements locaux avec ceux des fonctionnaires en service dans la métropole, abandon de toute discrimination d'origine* [2 juillet 1953] (p. 3215 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les revendications des fonctionnaires des départements d'outre-mer [7 juillet 1953] (p. 3266). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Discussion générale (Cas particulier des populations d'outre-mer, grève récente des services publics, promesses gouvernementales entraînant la reprise du travail mais nullement suivies d'effet, impatience angoissée des Français lointains)* [8 octobre 1953] (p. 4133, 4134); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 4501 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes d'intérêt général (Agents sédentaires de la Cie Générale transatlantique en Algérie)* [14 novembre 1953] (p. 5114, 5115); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services maritimes d'intérêt général*

(*Service métropole-Antilles et statut du personnel des agences des Antilles*) (p. 5116); *le retire* (p. 5123); INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Durroux tendant à surseoir au débat pour demander l'abrogation des décrets-lois de l'été 1953 relatifs aux pouvoirs financiers des collectivités locales et la majoration des subventions à ces collectivités* [6 décembre 1953] (p. 6133). — Article additionnel : *Son amendement tendant à étendre aux départements d'outre-mer le décret fixant une indemnité dégressive pour les agents des services publics* [10 décembre 1953] (p. 6407, 6408); *le retire* (p. 6408). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique générale du Gouvernement, après l'élection de M. le Président de la République [6 janvier 1954] (p. 8); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Discussion générale (Observations sur les erreurs de la politique gouvernementale « discriminatoire » suivie dans les départements d'outre-mer)* [6 janvier 1954] (p. 13); — sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer [26 mars 1954] (p. 1315).

**VIATTE (M. Charles)**, *Député du Jura*  
(M. R. P.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale : pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier et de soumettre au Gouvernement les simplifications pouvant être apportées à la législation et au fonctionnement du régime général de la sécurité sociale [22 août 1951] (**F. n° 24**); et pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité supérieur de la sécurité sociale [28 août 1951]

(F. n° 27). — Est élu Président de la Commission de l'éducation nationale [9 mars 1955] (F. n° 505).

### Dépôts :

Le 2 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49) ; II. les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation-vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, repris le 2 août 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du travail et de la sécurité sociale, n° 479. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi relatif au recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la remise des majorations de retard ; II. les propositions de loi : 1° de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à réduire de 1 à 0,50 0/00 le taux de majoration par jour de retard du paiement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales ; 2° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à diminuer le taux des intérêts de retard perçus par la sécurité sociale en vertu de l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; 3° de M. Max Brusset tendant à réduire les pénalités encourues pour non-paiement des cotisations de sécurité sociale, repris le 21 août 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du travail et de la sécurité sociale, n° 773. — Le 24 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de

la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10432) de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, repris le 24 août 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du travail et de la sécurité sociale, n° 836. — Le 24 août 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 804) relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, n° 844. — Le 29 août 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 804) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 895) relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, n° 896. — Le 31 août 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 938) émis par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 804) relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, n° 939. — Le 1<sup>er</sup> septembre 1951, une proposition de loi tendant à proscrire l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs, n° 948. — Le 7 septembre 1951, une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des produits laitiers (fromages), n° 1039. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer certains redevables de leurs cotisations aux allocations familiales agricoles, n° 1704. — Le 11 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Eredéric-Dupont relative au placement des artistes de variétés, repris le 11 décembre 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'éducation nationale, n° 1921. — Le 11 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant création du « Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique », repris le 11 décembre 1951 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'éducation nationale, n° 1929. — Le 24 décembre 1951, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1935) portant réformes, dégrèvements et dispositions

fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 2204. — Le 5 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Siefriid et plusieurs de ses collègues (n° 617) tendant à compléter l'article 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres ; 2° de M. Gernez et plusieurs de ses collègues (n° 1059) tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres ; 3° de M. Jean Cayeux (n° 1302) tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs ; 4° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 1330) tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance-vieillesse aux lieu et place du de cujus ; 5° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues (n° 2127) prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 2473. — Le 5 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) (n° 836) sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, n° 2474. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) repris le 2 août 1951 (n° 479) sur : I. le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 1<sup>er</sup> à 46 inclus et art. 49) ; II. les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'allocation-vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949 ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la

loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948 ou de l'ordonnance du 2 février 1945 et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 3454. — Le 5 juin 1952, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à organiser l'assurance-décès des membres des professions artisanales, repris le 5 juin 1952 par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission du travail et de la sécurité sociale, n° 3575. — Le 13 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Siefriid et plusieurs de ses collègues (n° 617) tendant à compléter l'article 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres ; 2° de M. Gernez et plusieurs de ses collègues (n° 1059) tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres ; 3° de M. Jean Cayeux (n° 1302) tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs ; 4° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 1330) tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance vieillesse aux lieu et place du de cujus ; 5° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues (n° 2127) prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres ; 6° de M. Médecin (n° 2659) tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 adaptant les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 4745. — Le 9 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique auprès du Commissariat général du Plan, n° 5019. — Le 20 décembre 1952, un 2<sup>e</sup> rapport supplémentaire au nom de

la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Siéfridt et plusieurs de ses collègues (n° 617) tendant à compléter l'article 127 *bis* de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres ; 2° de M. Gernez et plusieurs de ses collègues (n° 1059) tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres ; 3° de M. Jean Cayeux (n° 1302) tendant à la réouverture d'un nouveau délai pour le rachat des cotisations de sécurité sociale au profit des auteurs et compositeurs ; 4° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 1330) tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer dans un délai d'un an, à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance vieillesse aux lieu et place du de cujus ; 5° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues (n° 2127) prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres ; 6° de M. Médecin (n° 2659) tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 adaptant les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 5200. — Le 6 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1803) étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et maladies professionnelles dans ces départements, n° 5262. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à supprimer les opérations des conseils de revision, n° 5660. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'allocation de salaire unique les travailleurs indépendants et exploitants agricoles dont le conjoint est décédé, n° 5661. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 29 l du Code du travail concernant le statut des voyageurs représentants et placiers du commerce et de l'industrie, n° 5721. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité

sociale sur la proposition de loi (n° 4647) de M. René Kuehn et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, n° 5737. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Coutant et plusieurs de ses collègues (n° 4532) tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés sociaux des professions non agricoles ; 2° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 4631) tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles ; 3° de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues (n° 4906) tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifié par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 fixant le régime des assurances sociales aux assurés des professions non agricoles, n° 5739. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4874) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter le fonctionnement des commissions d'affiliation prévues à l'article 16 de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, n° 5740. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4404) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de l'assurance volontaire pour les risques prestations maladies et prestations longue maladie aux veuves non salariées des affiliés aux caisses de sécurité sociale, n° 5741. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4743) de M. Delachenal tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 sur l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, n° 5742. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4136) de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à réduire de moitié le taux des cotisations de l'allocation vieillesse

artisanale par un nouveau mode de financement, n° 5743. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 5019) de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer une commission de la recherche scientifique auprès du Commissariat général du Plan, n° 6076. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° le projet de loi (n° 3262) tendant à la réorganisation des services des œuvres en faveur des étudiants; 2° le rapport (n° 1923) (fait au cours de la précédente législature), repris le 11 décembre 1951, sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Comité national d'action universitaire et sociale, n° 6077. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 6467) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale ouvrant un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurance-vieillesse par les cadres ou leurs conjoints survivants, n° 6870. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à réserver par priorité les subventions accordées pour l'équipement des colonies de vacances aux organismes prévoyant le plein emploi des bâtiments dans un but culturel, n° 7188. — Le 3 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale, n° 7369. — Le 29 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 7029) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 4874) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à faciliter le fonctionnement des commissions d'affiliation prévues à l'article 16 de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, n° 7519. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique les dispositions de la loi du 25 décembre 1942 sur les associations culturelles, n° 7766. — Le 18 février 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait (au cours de la précédente législature) (n° 836) sur la proposition de loi de M. Viatte tendant à préciser le statut des

gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, n° 7798. — Le 5 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7066) de M. Bignon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux caisses artisanales d'allocations vieillesse d'accorder des remises de majoration de retard, n° 7973. — Le 25 juin 1954, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 7988) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Paris le 1<sup>er</sup> juillet 1953 pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, n° 8726. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 8417) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8°, n° 1186) étendant le régime des assurances sociales aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion et précisant le régime des accidents du travail et maladies professionnelles dans ces départements, n° 8822. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprises, en vue d'assurer son application, n° 8909. — Le 23 juillet 1954, un rapport d'information au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la situation de la recherche scientifique en France, n° 8961. — Le 12 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le montant des prix scientifiques décernés par l'Académie des sciences, n° 9449. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis (n° 9129) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 1412) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à la réorganisation des services des œuvres sociales en faveur des étudiants, n° 9508. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 55-117 du 20 janvier 1955 relatif aux restes à recouvrer des organismes de sécurité sociale et du décret n° 55-118 du 20 janvier 1955 relatif aux pouvoirs de substitution des directeurs régionaux de la Sécurité sociale, n° 10284. — Le 25 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 8802) donné par le Conseil de la République sur la proposi-



tion de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1246) tendant à fixer le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, n° 10519. — Le 10 mai 1955, une proposition de loi tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances, n° 10699. — Le 13 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire examiner par une section spécialisée des commissions régionales et nationale des bourses les demandes présentées par des cultivateurs en faveur de leurs enfants, n° 10740. — Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1246) modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2<sup>e</sup> lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa 2<sup>e</sup> lecture, tendant à fixer le statut des gérants de sociétés à responsabilité limitée et des présidents directeurs et directeurs généraux de sociétés anonymes au regard de la législation de sécurité sociale, n° 10750. — Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 10700) tendant à la prorogation du mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la fixation de la période au cours de laquelle auront lieu les élections des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, n° 10752. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10699) de M. Viatte tendant à préciser la situation juridique des sous-agents d'assurances, n° 11164. — Le 13 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9884) de Mme Francine Lefebvre tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires-gérants travaillant pour le compte de l'entreprise concessionnaire des bibliothèques dans les gares de la S.N.C.F. et du chemin de fer métropolitain de Paris, n° 11192. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République tendant à la prorogation du mandat des administrateurs

des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la fixation de la période au cours de laquelle auront lieu les élections des conseils d'administration des caisses primaires de sécurité sociale et des caisses d'allocations familiales, n° 11387.

### Interventions :

Son rapport sur les élections du Morbihan [10 juillet 1951] (p. 5921). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : en qualité de *Rapporteur* [29 août 1951] (p. 6589, 6590, 6591); Art. 2 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 0,5 0/0 à 0,3 0/0 la pénalité sur les cotisations arriérées* (p. 6601); *Amendement de M. Boisdé tendant à limiter à six mois le privilège des créances de la sécurité sociale* (p. 6617); Art. 3 : *Amendement de M. Lacoste tendant à substituer la date du 1<sup>er</sup> septembre 1951 à celle du 1<sup>er</sup> novembre 1951* (p. 6618); Art. 4 : *Amendement de M. Badie tendant à permettre l'appel des décisions des juridictions contentieuses de la sécurité sociale* (p. 6619, 6620, 6621); Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la sécurité sociale* (p. 6623, 6624); Art. 9 : *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir une aide de 3.500 millions de l'Etat à la Caisse de mutualité agricole* (p. 6626); Art. 12 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à prévoir une subvention de 512 millions pour la sécurité sociale des étudiants* (p. 6629); le retire (p. 6629); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [31 août 1951] (p. 6745); Art. 4 : *Pénalités et majorations pour les cotisations en retard* (p. 6745); — du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés; Art. 4 : *Son amendement tendant à abroger l'arrêté du 7 février 1943 sur la réorganisation de la meunerie* [29 août 1951] (p. 6647); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 novembre 1951] (p. 7943); Chap. 3040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (Travailleurs Nord-*

*Africains en France*) (p. 7944); Chap. 4000 : *Son amendement tendant à disjoindre les crédits pour les prestations et versements obligatoires* (p. 7956, 7957); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* (p. 7958); Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Chômage croissant en France)* (p. 7959); le retire (p. 7961); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes* (p. 7964); AGRICULTURE; Chap. 1270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction des eaux et forêts (Reclassement du personnel)* [21 novembre 1951] (p. 8272); JUSTICE : *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9230); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : *Sa demande de disjonction des chapitres relatifs aux professeurs d'université (Revalorisation des traitements des professeurs d'université)* [18 décembre 1951] (p. 9277 et suiv.); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9363, 9364); le retire (p. 9367); Chap. 1130 : *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Circulaires de M. Gossot, inspecteur d'académie de Charente)* (p. 9371); Chap. 1150 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Statut scolaire de l'Alsace-Lorraine)* (p. 9400, 9401); *Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à réduire de 8 millions les crédits pour les écoles primaires (Instituteurs détachés)* (p. 9405); Chap. 1170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les classes de perfectionnement (Statut des cours de perfectionnement)* (p. 9407); le retire (p. 9408); Chap. 1460 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Équipement des colonies de vacances)* (p. 9419); le retire (p. 9420); Chap. 3230 : *Son amendement tendant à réduire de 4 millions les crédits pour l'exonération de la taxe d'apprentissage (Examen des demandes d'exonération)* (p. 9429); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

*les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique. (Commission du plan)* (p. 9446); Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut de France (Insuffisance des prix de l'Institut)* (p. 9447); le retire (ibid); Chap. 5380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'école d'anthropologie (Sociétés locales)* (p. 9454); le retire (ibid.); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 *ter* : *Son amendement relatif aux redevables de la cotisation qui ont droit à exonération et n'en ont pas fait la demande* [22 décembre 1951] (p. 9626, 9627); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 5100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les subventions économiques (Subvention au sucre de canne)* [23 décembre 1951] (p. 9707); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1951] (p. 10200, 10201); Article additionnel : *Son amendement tendant à établir la parité entre les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles pour les prestations familiales* [4 janvier 1952] (p. 159); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas préciser les réformes à apporter à la Sécurité sociale* (p. 138); *Amendement de M. Burlot tendant à prévoir une commission qui proposera un plan de réforme de la Sécurité sociale dans un délai de quatre mois* (p. 139); Art. 13 : *Son amendement tendant à établir une Commission chargée d'étudier la réforme de la Sécurité sociale* [26 février 1952] (p. 1013); Art. 14 : *Son amendement relatif au calcul du prix de la journée d'hôpital pour les assurés sociaux* (p. 1014); Art. 15 : *Amendement de M. Couinaud tendant à ne pas infliger aux assurés sociaux les charges résultant de la construction d'hôpitaux* (p. 1015); Art. 16 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* (p. 1016); Art. 20 : *Son amendement relatif aux conjoints de travailleurs assurés sociaux* (p. 1017); Art. 25 : *Son amendement tendant à rétablir l'article augmentant de 10/0 la cotisation patronale aux assurances sociales* (p. 1018, 1019); — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1403,

1404); *Son amendement tendant à inclure toutes les facultés de Paris* (p. 1404); — d'une proposition de loi relative à l'attribution à certains métayers de l'allocation aux vieux travailleurs : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1952] (p. 1443, 1444). — Pose au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative au retrait du permis de conduire [28 mars 1952] (p. 1627, 1628). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 17 : *Demande de prise en considération de l'article relatif au statut du personnel de la Sécurité sociale, présentée par le Gouvernement* [3 avril 1952] (p. 1839); Art. 21 : *Amendement de M. Delachenal tendant à supprimer l'article assujettissant aux caisses d'assurances sociales agricoles les membres des familles des exploitants* (p. 1841); Art. 22 : *Demande de disjonction de l'article élevant le plafond des salaires soumis à cotisations de la Sécurité sociale, présentée par M. Ferri* (p. 1841, 1842); *Son amendement tendant à calculer les cotisations sur les suppléments annuels de rémunération également* (p. 1843); *Amendement de M. Lafay tendant à ne modifier le plafond des salaires soumis à prélèvements qu'au cas de variation sensible des salaires* (p. 1843); Art. 23 *ter* : *Son amendement tendant à prévoir le vote d'une loi avant le 1<sup>er</sup> juillet 1952* (p. 1846, 1847); Art. 24 *quater* : *Amendement de M. Mignot relatif aux caisses privées de retraites professionnelles dans les professions libérales* (p. 1848); Art. 23 *quinquiès* : *Demande de disjonction de l'article relatif aux vieux pouvant recevoir une pension alimentaire de leurs enfants* (p. 1848); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti; Article unique : *Discussion du projet relevant l'allocation de vieillesse des travailleurs agricoles* [30 mai 1952] (p. 2590); — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées; en qualité de *Rapporteur* [6 juin 1952] (p. 2687, 2688); *Sa demande de réserver le titre 1<sup>er</sup> relatif aux personnes relevant de diverses organisations professionnelles* (p. 2694); Art. 5 : *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir une allocation forfaitaire et une pension facultative résultant d'un régime complémentaire* (p. 2695); Art. 6 : *Amendement de M. Charpentier tendant à prévoir un régime d'assurance-vieillesse complémentaire* (p. 2704);

Art. 8 : *Amendement de M. Laborbe relatif à la durée de la période pendant laquelle le requérant doit avoir exercé en qualité de chef d'exploitation* (p. 2705); *Amendement de M. Rinceni tendant à prévoir une pension pour certains agriculteurs, à la fois salariés et exploitants, et ayant un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 2706); Art. 9 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants agricoles ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 250 fr.* (p. 2708); Art. 10 : *Evaluation des biens actuels et des donations faites par les requérants de l'allocation* (p. 2709); *Amendement de Mme Laissac relatif au calcul du revenu des propriétés non bâties* (p. 2709); *Amendement de M. Delachenal tendant à payer l'allocation aux requérants dont les ressources n'excèdent pas 180.000 francs* (p. 2710); *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2710, 2711); Art. 11 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 2714); *Amendement de Mme Laissac tendant à supprimer l'article tendant à récupérer sur les successions supérieures à 2 millions de francs les arrérages de l'allocation-vieillesse* (p. 2714, 2715); Article additionnel : *Amendement de M. Mabrut tendant à renoncer au recouvrement des allocations touchées abusivement* (p. 2715); Art. 13 : *Amendement de M. Rochet tendant à financer l'allocation par la collectivité pour les trois quarts, par la profession pour un quart* (p. 2716, 2717); *Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à financer l'allocation pour un tiers par une cotisation professionnelle, pour deux tiers par le fonds national de vieillesse agricole* (p. 2719); *Sa demande de réserver l'article* (p. 2734); Art. 14 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à supprimer la cotisation personnelle de 2.000 francs par an* (p. 2734); *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral payées par les gros exploitants* (p. 2737); *Nécessité de hâter le débat* (p. 2738); *Amendement de M. Tricart tendant à exonérer les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 500 fr.* (p. 2739); Art. 16 : *Amendement de M. Rochet relatif à la création d'un fonds national d'allocations-vieillesse alimenté par une majoration de l'impôt sur les sociétés anonymes* (p. 2740); *Amendement de M. Marcel David tendant à financer le fonds national d'allocation-*

vieillesse par une taxe sur les produits agricoles importés (p. 2741); Art. 22 : Amendement de M. Florand tendant à supprimer l'article relatif à la création de sections autonomes pour les professions connexes (p. 2744); Art. 23 : Amendement de Mme Laissac relatif aux pouvoirs de décisions des caisses départementales-vieillesse (p. 2745); Art. 34 : Amendement de M. Florand tendant à faire appliquer la loi à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1952 (p. 2746); Article additionnel : Amendement de M. Thomas tendant à prévoir un régime d'assurances-vieillesse complémentaire facultatif (p. 2747); Art. 36 : Amendement de M. Delachenal relatif à l'octroi d'une allocation spéciale aux bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire (p. 2747, 2748); Art. 37 : Amendement de M. Delachenal relatif aux requérants dont la demande est en souffrance (p. 2749); Art. 39 : Son amendement relatif au financement de l'allocation spéciale par une taxe de 10.000 francs sur les personnes n'exerçant pas de profession et payant la surtaxe progressive (p. 2749, 2750); Art. 1<sup>er</sup> : Cas des personnes exerçant simultanément plusieurs professions (p. 2752); Amendement de M. Delachenal tendant à accorder immédiatement l'allocation aux vieux travailleurs salariés, même s'ils ont eu une autre profession (p. 2753); Article additionnel : Amendement de M. Devey tendant à accorder l'allocation aux invalides à partir de l'âge de 60 ans (p. 2753); — du projet de loi portant transfert d'autorisations de programme; en qualité de Rapporteur pour avis [10 octobre 1952] (p. 4221, 4222). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique et sociale dans les départements d'outre-mer, spécialement à la Guadeloupe et à la Martinique [21 octobre 1952] (p. 4263). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de Rapporteur pour avis [23 octobre 1952] (p. 4331 et suiv.); Etat A, Chap. 3101 : Amendement de M. Girard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Discrimination à l'égard des travailleurs noirs des Antilles) (p. 4335); Chap. 3392 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux (p. 4336); Chap. 4312 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes (p. 4338); le retire (ibid.); Chap. 4612 : Service des travailleurs nord-africains (p. 4340);

Chap. 4711 : Aide aux travailleurs immigrants (p. 4343); Chap. 4722 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de sécurité sociale des mineurs (Retraites des agents des chemins de fer secondaires) (p. 4345); EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 3144 : Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels (Enseignement technique à la Guyane et aux Antilles) [7 novembre 1952] (p. 4843, 4844); Chap. 3151 : JEUNESSE ET SPORTS (Discrimination religieuse entre les mouvements de jeunesse) (p. 4845); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953); en qualité de Rapporteur pour avis [4 décembre 1952] (p. 5955 et suiv); Article additionnel : Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les transactions les ventes de blé et de farine et à vérifier les taxes sur les blés [21 décembre 1952] (p. 6899, 6900); le retire (p. 6900); Art. 118 x : Réforme de la sécurité sociale par une loi-cadre [28 janvier 1953] (p. 596, 597); Son amendement tendant à ne pas tenir compte des vacances parlementaires dans le délai de trois mois (p. 601); le retire (ibid.); Art. 134 bis : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la communication au Parlement, chaque année, des recettes et dépenses de la sécurité sociale (p. 602); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 6800 : Subventions au F. I. D. E. S. (Investissements dans les territoires d'outre-mer) [20 décembre 1952] (p. 6795); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 1<sup>er</sup> : Recettes insuffisantes et création d'emplois de contrôleurs [29 janvier 1953] (p. 670, 671); — d'une proposition de loi relative au rachat des cotisations d'assurance-vieillesse des cadres : Début restreint; en qualité de Rapporteur [17 février 1953] (p. 1064); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [2 décembre 1953] (p. 5852); Art. 2 : Amendement de M. Guillemain tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conjoints survivants (p. 5853); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 14 : Son amendement relatif aux amnistiés employés par le Centre national de la recherche scientifique [10 mars 1953] (p. 1750). — Dépose une demande d'interpel-

lation sur la politique sociale et fiscale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer [7 juillet 1953] (p. 3266). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la réforme de l'enseignement et la grève des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer* [16 juillet 1953] (p. 3519). — Dépose une demande d'interpellation sur les principes qui inspirent la réforme de l'enseignement [23 juillet 1953] (p. 3832) ; la développe : *Procédure par décret inacceptable ; Sélection par l'argent attestée par les statistiques, à peine tempérée par les nouvelles classes d'orientation des lycées ; Moins de valeur formatrice des cours complémentaires ; Fréquence et gravité des erreurs d'orientation* [23 juillet 1953] (p. 3851, 3852). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 octobre 1953] (p. 4649, 4650) ; Chap. 3101 : *Administration centrale (Faible importance du traitement du Ministre)* (p. 4656) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL (2<sup>e</sup> délibération), Etat B, Chap. 6200 : *Demande de renvoi du chapitre relatif à l'équipement du Commissariat à l'énergie atomique, présentée par M. Gaillard (Réduction exagérée des crédits)* [26 novembre 1953] (p. 5545, 5546) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3141 : *Institut de recherche agronomique (Recherches forestières)* [3 décembre 1953] (p. 5928) ; Chap. 3151 : *Demande de disjonction du chapitre, présentée par M. Samson (Création de postes de contrôleur-adjoint)* (p. 5929) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 6200 : *Equipement du Commissariat à l'énergie atomique* [10 décembre 1953] (p. 6443). — Prend part au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Thamier sur les menaces de grève dans l'Education nationale : *Opportunité d'un débat* [3 novembre 1953] (p. 4767). — Prend part à la discussion : du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6445, 6446) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à n'appliquer l'article 33 affectant 200 millions*

*aux compagnies d'assurances qu'en 1955* [13 décembre 1953] (p. 6693, 6694) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer le taux des impôts sur les cartes de séjour des étrangers* [13 décembre 1953] (p. 6745) ; *Amendement de M. de Tinguy relatif aux exonérations à la base pour les cotisations de retraite du régime du commerce* (p. 6745). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Contestation du rôle tenu par les secrétaires et de la place où ils doivent siéger* [13 décembre 1953] (p. 6650). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale : *Discussion générale (Crédits de la recherche scientifique, insuffisance des douzièmes provisoires)* [29 décembre 1953] (p. 6987) ; — des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Ordre du jour de M. Cayeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* [30 décembre 1953] (p. 7025, 7026) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale (Historique des revendications des élèves normaliens réclamant un traitement et non plus une bourse)* [31 décembre 1953] (p. 7072, 7073) ; — d'une proposition de loi relative à l'affiliation aux caisses d'allocations de vieillesse des personnes non salariées, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7111, 7112) ; — du projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gaumont tendant à étendre l'article limitant l'emploi de main-d'œuvre étrangère à la Guyane* [31 décembre 1953] (p. 7113) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse : *Discussion générale (Cotisations assurance vieillesse payées par les travailleurs indépendants et agricoles)* [31 décembre 1953] (p. 7156, 7157) ; Art. 9 : *Demande de disjonction de l'article relatif au financement de l'allocation vieillesse, présentée par M. Pierre André* (p. 7164) ; *Son sous-amendement tendant à ne majorer la taxe de statistique et contrôle douanier que pour six mois et à prévoir un autre mode de financement ensuite* (p. 7164) ; — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales

aux départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* : *Données démographiques, économiques et sociales du problème, application déjà réalisée du régime d'assurance vieillesse métropolitain, et du régime d'assistance médicale gratuite, financement de l'assurance maladie, impossibilité d'appliquer le régime métropolitain en matière d'assurance maladie, nécessité de développer l'équipement économique* [11 février 1954] (p. 179 et suiv.); *Discussion générale (Seules les cotisations assurance vieillesse sont perçues actuellement)* (p. 187); *Art. 1<sup>er</sup> : Extension de l'ordonnance du 19 octobre 1945 aux départements d'outre-mer (La Commission du travail a déposé deux rapports écrits)* (p. 188, 189); *Art. 2 : Amendements de MM. Rosan Girard et Silvandre (Couverture du risque longue maladie)* (p. 189, 190); *Art. 5 : Amendement de M. Patinaud (Tarifs de remboursement des frais pharmaceutiques, ticket modérateur)* (p. 192); *Art. 6 : Amendement de M. Patinaud (Liste des spécialités pharmaceutiques)* (p. 193); *Art. 8 : Amendement de M. de Tinguy (Indemnité journalière accordée en cas d'incapacité de travail supérieure à quinze jours)* (p. 193, 194); *Art. 9 : Amendement de M. Césaire (Calcul de l'indemnité journalière pour les assurés ayant une famille nombreuse)* (p. 195); *Art. 10 : Sous-amendement de M. Patinaud (Durée de travail exigé pendant les six mois précédant la maladie pour donner droit aux prestations maladie)* (p. 196); *Amendement de M. Girard tendant à prévoir le chômage involontaire dans le calcul de la durée du travail exigé pour donner droit aux prestations maladie (Difficulté de vérifier le chômage involontaire)* (p. 196, 197); *Articles additionnels : Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre les articles relatifs aux accidents du travail et maladies professionnelles* (p. 198, 199); *Art. 13 : Amendement de M. Raingeard (Inscription des personnes morales exerçant une activité agricole sur les listes d'électeurs aux caisses régionales de sécurité sociale)* (p. 199); *Art. 14 : Amendement de M. Césaire (Financement des caisses générales des départements d'outre-mer en cas de déficit, situation financière difficile des collectivités locales)* (p. 201); *Art. 15 : Amendement de M. Gaumont (Délai d'entrée en vigueur de la loi)* (p. 202). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote du douzième provisoire pour l'Education nationale*

[16 février 1954] (p. 292). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* : *Imprécision préjudiciable aux organismes de sécurité sociale, différence entre les gérants de sociétés qui peuvent être considérés comme salariés et les autres* [19 février 1954] (p. 446, 447); *Rappel au règlement de M. Patinaud : Inutilité du renvoi à la Commission* [4 mars 1954] (p. 648); *Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Linet (Assimilation aux salariés, des gérants de société ne possédant que 5 0/0 du capital social)* (p. 648); *Amendement de M. Besset (Les présidents directeurs et directeurs généraux ne peuvent pas être considérés comme des salariés)* (p. 648, 649); *Amendement de Mme Galicier (Extension du régime des assurances sociales aux présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes non actionnaires)* (p. 649); *Demande de disjonction de l'article 2, de M. Patinaud (Application de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles aux gérants de sociétés)* (p. 650); *Demande de disjonction de l'article 3, de M. Patinaud (Assurance vieillesse)* (p. 650); *Art. 3 : Amendement de Mme Lefebvre (Rachet des cotisations vieillesse)* (p. 650); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (S'oppose à l'ajournement de la discussion du budget)* [25 février 1954] (p. 526); *Motion préjudicielle de M. Pierrard (Majoration des bourses, volonté d'examiner en détail le budget de l'Education nationale)* [30 mars 1954] (p. 1507, 1508); *Sa demande de disjonction des chapitres concernant les traitements du personnel* [31 mars 1954] (p. 1540 et suiv.); *Etat A, Chap. 34-33 : Son amendement (L'école nationale de perfectionnement de Crotenay)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1574, 1575); *Chap. 36-01 : Indemnisation des compagnies d'assurances et les crédits de la recherche scientifique* (p. 1580); *Chap. 43-91 : Bourses nationales* (p. 1622); *Chap. 43-73 : Grandes associations symphoniques* (p. 1693); *Chap. 66-70 : Revalorisation de la fonction enseignante* (p. 1698); *Chap. 31-11 : Difficultés de recrutement du personnel de l'enseignement supérieur* (p. 1705); *Chap. 31-93 : Indemnités de déplacement des recteurs* (p. 1718); *Chap. 31-96 : Réparation du déclassement de la fonction enseignante selon les conclusions de la com-*

mission Detton (p. 1720, 1721); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 43-31 : *Son amendement (Subvention à l'association « Le monde bilingue »)* [9 avril 1954] (p. 2038); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, Art. 9 bis : *Amendement de M. de Tinguuy (Majoration de la cotisation des travailleurs indépendants)* [4 mars 1954] (p. 641); — du projet de loi portant réorganisation des œuvres en faveur des étudiants, en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité d'un statut légal pour ces œuvres, problème de l'administration, participation de représentants du Parlement au conseil d'administration, gestion, organisation nationale ou régionale* [4 mars 1954] (p. 654, 655); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Savale (Appellation du « Centre national des œuvres scolaires et universitaires »)* [6 avril 1954] (p. 1810); Art. 2 : *Amendement de M. Barrot (Pouvoirs des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1811); *Amendement de M. Doutrillot (Attributions du Centre national des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1811); Art. 3 : *Amendement de M. Doutrillot (Direction du C.N.O.U.S.)* (p. 1812); *Amendement de M. Barrot (Réduction du nombre de fonctionnaires représentant l'Administration centrale)* (p. 1812); *Amendement de M. Simonnet (Représentation du Parlement au C.N.O.U.S.)* (p. 1812, 1813); *Sa demande de renvoi de l'article 3 en Commission* [25 mai 1954] (p. 2692); Art. 5 : *Amendement de M. Barrot (Gestion et contrôle des œuvres par le conseil de l'Université)* (p. 2693); Art. 6 : *Amendement de M. Doutrillot ( Désignation des trois représentants d'étudiants par l'association corporative la plus représentative)* (p. 2693); Art. 3 : *Composition du conseil d'administration du centre national d'action universitaire et sociale* (p. 2694, 2695); *Champ d'application de la loi, statut des centres régionaux* [10 juin 1954] (p. 2893); Art. 5 : *Amendement de M. Barrot (Personnalité civile et autonomie financière des centres régionaux)* (p. 2895, 2896); Art. 6 : *Amendement de M. Doutrillot (Représentation des étudiants au conseil d'administration des centres régionaux, leur désignation par l'association corporative la plus représentative)* (p. 2896, 2897). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique

sociale, économique et fiscale du Gouvernement dans les départements d'outre-mer [26 mars 1954] (p. 1315); la développe : *Situation des Antilles, difficulté de l'assimilation, indemnité de chauffage aux fonctionnaires des territoires d'outre-mer, extension de la législation sociale et des allocations familiales, problème du logement, problème scolaire, application de la loi sur l'organisation militaire, industrialisation, nécessité d'un plan d'équipement et de modernisation* [6 avril 1954] (p. 1762 et suiv.); *Son ordre du jour (Position des départements d'outre-mer dans la collectivité française)* [9 avril 1954] (p. 2030). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réforme fiscale, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 95 bis : *Son amendement (Suppression de cet article concernant la perception mensuelle des cotisations de sécurité sociale)* [29 mars 1954] (p. 1436, 1437). — Dépose une demande d'interpellation sur le dépôt du projet de réforme de l'enseignement [4 mai 1954] (p. 2089). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse nationale des lettres : *Taxe sur le domaine public, situation des auteurs vivants, avis de la Commission des finances* [30 juin 1954] (p. 3182, 3183); — du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Construction de piles atomiques et d'accélérateurs de particules* [6 juillet 1954] (p. 3227); *Motion préjudicielle de M. Cogniot tendant à affecter à l'équipement français en physique nucléaire une somme correspondant à deux annuités du crédit prévu pour le Centre européen de recherches nucléaires* (p. 3232, 3233); Art. 1<sup>er</sup> : *Autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire; Adhésion de la Russie à l'U.N.E.S.C.O.* [6 juillet 1954] (p. 3234); *Son article additionnel invitant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour doter la recherche nucléaire française d'accélérateurs de particules et pour former des chercheurs* (p. 3234); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 juillet 1954] (p. 3491); *Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une*

*taxe statistique sur la fortune; Institution d'un fonds national d'allocation vieillesse* [28 juillet 1954] (p. 3675, 3676); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Gabelle (Suppression de la double affiliation)* (p. 3680); *Sa demande de réserver le texte modificatif proposé pour l'article premier de la loi du 10 juillet 1952* (p. 3680); *Amendement de M. Triboulet (Suppression du paragraphe tendant à exclure du bénéfice de l'allocation vieillesse les cultivateurs ayant des ressources supérieures au plafond fixé pour l'allocation aux vieux travailleurs salariés)* (p. 3685); *Son amendement (Double cotisation)* (p. 3686, 3687); *Amendement de M. Léon Jean tendant à faire entrer les conseillers généraux dans les commissions agricoles* (p. 3692); *Son amendement (Fixation par décret des conditions dans lesquelles la cotisation tient compte des activités secondaires)* [3 août 1954] (p. 3791); *le retire* (ibid.); *Son amendement (Membres de l'exploitation exerçant à titre principal une autre activité non salariée et double cotisation)* (p. 3792); *le retire* (ibid.); de cette proposition de loi en deuxième lecture, Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de réserver le paragraphe II du texte modificatif proposé pour l'article 10 de la loi du 10 juillet 1952*. [30 décembre 1954] (p. 7027); *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7045, 7046); *Son amendement tendant à ne pas faire payer les agriculteurs âgés* (p. 7046, 7047); *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux vieux travailleurs salariés aux personnes dont la dernière activité n'était pas salariée* (p. 7048, 7049); *Son amendement tendant à supprimer l'article premier ter relatif au financement des caisses spéciales autonomes et modifiant le taux de cotisation* (p. 7049); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement (Date d'entrée en vigueur de la loi)* (p. 7050); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur l'ordre des discussions budgétaires : *Date de discussion du budget du travail* [15 novembre 1954] (p. 4996). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de réforme de l'enseignement [16 novembre 1954] (p. 5063). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis : Application de la législation sur les bas*

*salaires, travailleurs algériens et tunisiens, formation professionnelle des adultes, fonds de reclassement, fonds national vieillesse, caisse de retraites des mines* [16 novembre 1954] (p. 5073 et suiv.); Etat A, Chap. 31-11 : *Demande de disjonction de M. Boutbien (Insuffisance des effectifs des inspecteurs et contrôleurs du travail; Application des salaires minima au travail à domicile)* (p. 5082, 5083); Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de M. de Tinguy (Création d'une inspection portant sur l'ensemble du Ministère)* (p. 5093); Chap. 46-11 : *Services du travail et de la main-d'œuvre, Fonds national de chômage, demandes de disjonction du chapitre (Financement des chantiers de chômage dans les départements d'outre-mer)* (p. 5100); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-23 : *Son amendement indicatif (Recherches vétérinaires)* [25 novembre 1954] (p. 5430 et suiv.); Chap. 31-51 : *Contrôle des lois sociales en Agriculture (Demande de réserve de M. Boscary-Monsservin)* (p. 5448); Chap. 31-81 : *Direction générale des eaux et forêts, demande de disjonction de M. Briot* [26 novembre 1954] (p. 5475); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Difficultés de recrutement dans l'enseignement supérieur, professeurs associés, assistants, indemnité de fonction des doyens* [12 décembre 1954] (p. 6191 et suiv.); Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Difficultés du recrutement par concours, l'agrégation, fusion d'établissements en lycées mixtes)* (p. 6205); Chap. 31-35 : *Logements destinés aux directeurs d'écoles* (p. 6209); Chap. 31-62 : *Jetons de présence alloués aux membres des sections du comité des travaux historiques et scientifiques* (p. 6212); Chap. 31-75 : *Revendications des gardiens de musées* (p. 6214); Chap. 36-13 : *Subventions aux grands établissements d'enseignement supérieur et aux fondations de l'Institut de France, sa demande de disjonction* [13 décembre 1954] (p. 6229); Chap. 43-02 : *Amendement de M. Schmittlein (Expéditions polaires)* (p. 6231); Chap. 43-73 : *Subventions aux grandes associations symphoniques* (p. 6236); Chap. 34-52 : *Son rappel au règlement (Discussion des chapitres réservés)* (p. 6276); Chap. 43-52 : *Subventions aux organisations groupant un grand nombre d'enfants, « Cœurs Vaillants »* (p. 6283);



Chap. 31-31 : *Emploi des agrégés, création de lycées mixtes* [14 décembre 1954] (p. 6314) ; Chap. 43-11 : *Création d'une maison culturelle en faveur des étudiants d'Afrique du Nord* (p. 6320) ; Chap. 43-91 : *Bourses nationales (Cas des enfants habitant loin de l'école)* (p. 6320) ; Etat B, Chap. 56-82 : *Sa demande de disjonction (Construction d'un bâtiment pour l'agence France-Presse)* (p. 6322) ; la retire (*ibid.*) ; Etat A, Chap. 31-44 : *Ecole centrale des arts et manufactures* (p. 6323) ; Chap. 43-41 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'enseignement technique, présentée par M. Gabriel Paul* (p. 6327) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement (Blocage de 20 0/0 des crédits jusqu'au dépôt d'un projet de loi portant réforme de l'enseignement)* (p. 6328, 6329) ; *Ses explications de vote* (p. 6340, 6341) ; — d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires : *Discussion générale* [14 décembre 1954] (p. 6310). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Dépose une demande d'interpellation sur les divers régimes de sécurité sociale et les institutions sociales et familiales [18 janvier 1955] (p. 69). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* ; Etat A, Chap. 31-01 : *Ministère des Beaux-Arts* [31 janvier 1955] (p. 516) ; Chap. 31-12 : *Indemnité des doyens* (p. 516) ; Chap. 31-34 : *Instituteurs itinérants agricoles* (p. 519) ; Chap. 34-21 : *Sa demande de disjonction (Voyages des maîtres d'internat dans les villes de facultés)* (p. 532) ; *Le problème soulevé ; Ordre des interventions* (p. 533) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire : *Son amendement (Réduction accentuée des attributions)* [4 février 1955] (p. 714) ; — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à la réorganisation des services des œuvres sociales en faveur des étudiants, en qualité de *Rapporteur* : *Sa demande de renvoi de la discussion* [2 mars 1955] (p. 952), [3 mars 1955] (p. 1035) ; Art. 3 : *Amendements de Mlle Marzin et M. Doutrelot (Centre national, le directeur)* (p. 1037) ; *Amendement de M. Deixonne (Étudiants choisis par le Ministre)* (p. 1037) ; *Autorité du Ministre* (p. 1038) ; Art. 4 : *Amendement de M. Doutrelot (« Politique » des*

*centres des œuvres universitaires)* (p. 1038) ; *Amendement de M. Doutrelot (Attributions du conseil d'administration ; Reconnaissance du titre d'étudiant)* (p. 1039) ; Art. 6 : *Amendement de Mlle Marzin (Administration et composition des centres régionaux)* (p. 1040, 1041) ; *Amendement de M. Deixonne (Participation des facultés libres)* (p. 1041, 1042) ; *Son amendement (Les associations corporatives les plus représentatives)* (p. 1042, 1043) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 mars 1955] (p. 1527) ; Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction (Personnel de l'inspection du travail)* (p. 1530, 1532) ; Chap. 43-12 : *Sa demande de disjonction (Centres de formation professionnelle des adultes)* (p. 1535) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la caisse des lettres : *Renvoi à la Commission demandé par le Ministre* [22 mars 1955] (p. 1841) ; Art. 5 bis : *Sécurité sociale des écrivains* [11 juillet 1955] (p. 3797) ; — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [17 mai 1955] (p. 2804) ; — d'une proposition de loi relative aux emprunts des groupes mutualistes, en qualité de *Rapporteur suppléant* [11 juillet 1955] (p. 3799, 3801) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Pharmacies mutualistes* (p. 3801) ; — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la caisse des lettres, Art. 5 ter : *Son amendement (Exonération des ouvrages de piété)* [22 novembre 1955] (p. 5884, 5885) ; = S'excuse de son absence [8 avril 1952] (p. 1980). = Obtient un congé [8 avril 1952] (p. 1980).

**VIGIER (M. Jean-Louis)**, Député de la Seine [3<sup>e</sup> circonscription] (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la Presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre

suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [28 mars 1955] (**F. n° 517**).

### Dépôts :

Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à débloquer d'urgence un crédit de 135.000.000 frs pour la préparation des Jeux olympiques qui se tiendront respectivement en Norvège et en Finlande au cours de l'année 1952, **n° 1132**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention exceptionnelle de 150.000.000 francs à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth pour permettre à cette Institution de procéder aux travaux d'extension nécessaires et de poursuivre dans les meilleures conditions son œuvre culturelle dans le Proche-Orient, **n° 2434**. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi n° 217 du 12 avril 1943 « relative à la publicité par panneaux-reclame, par affiches et aux enseignes », **n° 3550**. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi modifiant l'article 8 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, **n° 7488 (rectifié)**. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à ajouter un article 10 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, **n° 7489**. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, **n° 7799**. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, **n° 7800**. — Le 19 février 1954, une proposition de loi tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux, **n° 7832**. — Le 19 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, sur les baux commerciaux, **n° 7833**. — Le 25 mai 1954, une proposition de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté du 21 mai 1952 fixant, en ce qui concerne le Secrétariat d'Etat à la Guerre, les conditions d'attribution

de Croix de la Légion d'honneur et de Médailles militaires aux combattants volontaires de la Résistance, **n° 8525**. — Le 11 juin 1954, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux artisans et façonniers les dispositions de l'article premier du décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux, **n° 8632**. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi modifiant certaines dispositions du décret du 8 août 1935 sur les expropriations, **n° 8856**. — Le 14 décembre 1954, une proposition de loi tendant à bloquer les loyers commerciaux au niveau qu'ils ont atteint au 1<sup>er</sup> octobre 1954, **n° 9714 (rectifié)**. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 relatif aux dommages corporels causés par les accidents d'automobiles, **n° 10639**. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi relative à la carte de priorité des mutilés de guerre, **n° 11094**. — Le 18 octobre 1955, une proposition de loi tendant à relever de la forclusion certains locataires commerçants, **n° 11616**.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; SERVICE DE LA PRESSE : en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 novembre 1951] (p. 8373) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Sa demande de réserver le chapitre* [13 décembre 1951] (p. 9167) ; RADIO-DIFFUSION ET TÉLÉVISION : en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 décembre 1951] (p. 9328) ; Chap. 10-10 : *Service des émissions artistiques (Speakers)* (p. 9332) ; Chap. 30-30 : *Contrat avec l'agence France-Pressé* (p. 9342) ; Art. 2 : *Amendement de M. Loustaunau-Lacau tendant à affecter le 1/5 des recettes à la télévision* (p. 9359) ; *Taux de la taxe radiophonique* (p. 9386, 9387) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 octobre 1952] (p. 4352, 4353) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 octobre 1952] (p. 4654, 4655) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur la Résistance désireuse de*

*pardonner*) [24 octobre 1952] (p. 4390, 4391); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); PRÉSIDENCE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Abattement à titre indicatif de 1.000 francs concernant les services de documentation et de diffusion, renvoi à la commission des chapitres nos 41-01 et 41-03 (Subvention à l'A.F.P., frais de transport des journaux par la S.N.C.F.)* [4 novembre 1953] (p. 4817); *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION*, en qualité de *Rapporteur pour avis (Emissions de publicité)* [14 novembre 1953] (p. 5125); Etat A, Chap. 10-00: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des contractuels)* [8 décembre 1953] (p. 6303); le retire (*ibid.*); Chap. 10-60: *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Revendications des speakers)* (p. 6307, 6308); Chap. 10-70: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Emissions pour l'étranger)* (p. 6309); Chap. 30-20: *Radio Asie* (p. 6311); — des interpellations sur la politique européenne: *Discussion générale (La liberté d'opinion sur un sujet aussi grave que la C.E.D., l'inutilité de refuser le réarmement allemand, le voyage de parlementaires français à Bonn, la C.E.D. constituant la moins mauvaise solution du problème allemand)* [24 novembre 1953] (p. 5475, 5476); *Son ordre du jour demandant le renouvellement de l'Assemblée Nationale* (p. 5510); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 3: *Amendement de Mlle Marzin relatif au montant de l'indemnité d'éviction due en cas de non-renouvellement du bail* [15 décembre 1953] (p. 6833, 6834). — Est entendu sur: la fixation de la date de discussion des interpellations sur les affaires du Limousin: *Parution de l'Humanité pendant l'occupation* [2 mars 1954] (p. 601); — le procès-verbal de la séance précédente: *Injures dont il a été victime à la séance du 2 mars*; *Son attitude pendant la Résistance, son opinion sur Guingouin* [5 mars 1954] (p. 703). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 43-53: *Cross de l'Humanité, le Roumain qui choisit la liberté* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1679). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion

des interpellations sur la situation en Indochine: *Ses explications de vote sur la question de confiance (Rôle des communistes dans la guerre d'Indochine, intervention de la Chine, internationalisation de la guerre, Conférence de Genève)* [13 mai 1954] (p. 2380, 2381). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et notamment certains aspects de sa politique étrangère [24 juin 1954] (p. 3040); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Délai pour faire la paix en Indochine, hommage à M. Bidault, votes de M. Mendès-France sur la C.E.D., compromis sur la défense occidentale, voix communistes et attitude de la presse progressiste, renversement de la politique française* (p. 3043, 3044). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Agence France-Presse, son statut, augmentation éventuelle de ses tarifs, construction de l'immeuble de l'agence* [24 novembre 1954] (p. 5371, 5372); Etat A, Chap. 41-01: *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Construction d'un immeuble de l'agence France-Presse)* (p. 5378); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris: *Discussion générale (Nature des engagements contractés par la France, touchant la frontière de l'Oder-Neisse — Question posée à M. R. Schuman)* [23 décembre 1954] (p. 6808). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau): *Hommage à M. Pineau; Revendications des commerçants; Présence française en Afrique* [18 février 1955] (p. 819, 820). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955, du budget annexe de la *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE*, en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Objectivité des informations; Statut; Conclusions de la cour des comptes* [17 mars 1955] (p. 1573); *Sa demande de suspension* (p. 1579); Etat A, Chap. 1000: *Sa demande de réserver le chapitre (Transformation d'emploi pour les contractuels administratifs, révision de la situation faite aux agents du cadre complémentaire); la retire et la transforme en amendement indicatif* (p. 1608, 1611); Chap. 10-20: *Sa demande de réserver le chapitre (Transformation d'emplois)* (p. 1613); *La transforme en amendement indicatif* (*ibid.*); Chap. 10-30: *Sa demande de*

réserver le chapitre (*Prime de sujétion*), la transforme en amendement indicatif (p. 1615); Chap. 10-40 : Sa demande de réserver le chapitre (*Musiciens, disparités en matière de salaires*), la transforme en amendement indicatif (p. 1617); Chap. 10-50 : Sa demande de réserver ce chapitre (*Contrats avec des firmes phonographiques*) (p. 1617); la retire (p. 1618); Chap. 40-10 : Son amendement indicatif (*Cantines*) (p. 1628); le retire (ibid.); Son article additionnel (*Recrutement d'inspecteurs*) (p. 1639); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 mai 1955] (p. 2731); — des propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Demande de renvoi à la commission formulée par le Gouvernement* [13 mai 1955] (p. 2758); *Hausses abusives* (p. 2759). = S'excuse de son absence [13 novembre 1952] (p. 5054). = Obtient un congé [13 novembre 1952] (p. 5054).

**VILLARD (M. Jean)**, *Député du Rhône* [2<sup>e</sup> circonscription] (*M. R. P.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi portant organisation de l'artisanat, **n° 256**. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi modifiant les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, **n° 2390**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder à l'ensemble des ayants droit d'assurés sociaux le remboursement des soins nécessaires au maintien de leur activité, **n° 2865**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à préciser les notions de première constatation médicale, de guérison apparente et de rechute, relativement à l'application de la législation de sécurité sociale, **n° 2866**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à apporter divers compléments

à la législation relative à l'assurance de longue maladie, **n° 2867**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à supprimer le recouvrement des impôts et des taxes inférieurs à 100 francs, **n° 3011**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à aligner les pensions d'invalidité de la sécurité sociale sur les prestations servies aux autres assurés, **n° 4569**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à la réforme du contentieux technique de l'invalidité en matière de sécurité sociale, **n° 4572**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi portant suppression de la forclusion pour la présentation des demandes de pension d'invalidité de la sécurité sociale, **n° 4573**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à accorder le droit illimité aux soins aux vieux travailleurs retraités de la sécurité sociale, **n° 4574**. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à faciliter le reclassement professionnel des anciens malades et invalides, **n° 4638**. — Le 19 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue de résoudre le grave problème posé par l'exercice du droit de refus du renouvellement, **n° 4798**. — Le 26 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 45 de la Constitution, **n° 6364**. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi concernant l'exonération : 1° de toute cotisation de sécurité sociale, d'accident du travail, d'allocations familiales, de cotisation patronale aux allocations familiales, de cotisation d'assurance vieillesse artisanale; 2° de tout versement d'impôts directs et indirects, et de l'impôt cédulaire forfaitaire de 5 0/0 sur les salaires, en faveur des artisans et petits commerçants, employeurs, infirmes incurable, sans ressources suffisantes, et de leurs veuves, **n° 7531**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à accorder au personnel des corps de sapeurs-pompiers de France, des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, **n° 7650**. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à ériger le logement en France (villes et campagnes) en véritable service public et à permettre à la Banque de France de financer un plan annuel de construction de 250 milliards de francs, par l'octroi de crédit à long terme (30 à 75 ans, à faible intérêt — 1 0/0 maximum) jusqu'à ce que

la crise du logement soit surmontée, n° 8578. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi du 31 décembre 1953, relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 8701. — Le 19 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret n° 55-568 du 20 mai 1955 tendant à la modification de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 11219.

### Interventions :

Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question relative à l'utilisation des vaccins nouveaux [20 février 1953] (p. 1230). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Réorganisation de la sécurité sociale, allocation de la mère au foyer, exemple de l'Amérique : accord du groupe Ford et de son personnel)* [19 juillet 1955] (p. 3919, 3920). = S'excuse de son absence [22 novembre 1954] (p. 5236). = Obtient un congé [22 novembre 1954] (p. 5236).

### VILLENEUVE (M. Frédéric de), Député de la Réunion (P.C.D.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des territoires d'outre-mer [25 mars 1952] (F. n° 123), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (F. n° 341); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (F. n° 341); et membre suppléant de cette même Commission [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission de la défense nationale membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine [3 mars 1955]

(F. n° 501); membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de Justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

### Dépôts :

Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 1532) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An, un colis à tous les soldats de l'armée française y compris les soldats originaires d'outre-mer sans aucune distinction, n° 2004. — Le 13 mars 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1218) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée; 2° de MM. de Bénouville et Prélot (n° 2407) tendant à compléter et à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1418 du 30 novembre 1950 relative au recrutement de l'armée, n° 2914. — Le 20 mars 1952, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1218) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée; 2° de MM. de Bénouville et Prélot (n° 2407) tendant à compléter et à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 relative au recrutement de l'armée, n° 2985. — Le 12 mai 1955, une proposition de loi portant organisation générale de la défense nationale, n° 10731.

### Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal : *Sa réponse à M. Babet au sujet du Préfet de la Réunion* [24 janvier 1952] (p. 324). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la défense nationale : Art. 5 : *Son amendement tendant à rétablir l'article autorisant la création*

*d'emplois (Ecole d'artillerie de Châlons-sur-Marne)* [28 février 1952] (p. 1106, 1107); — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires; en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1952] (p. 1261); en qualité de *Rapporteur* [20 mars 1952] (p. 1379); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 avril 1952] (p. 2274); — d'une proposition de loi portant dispenses du service militaire actif, amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur suppléant* [12 avril 1952] (p. 2277); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4425 : *Subventions au riz et au maïs de la Réunion* [25 octobre 1952] (p. 4475); EDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, Etat A, Chap. 4373 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux spectacles (tournées théâtrales outre-mer)* [8 novembre 1952] (p. 4983); le retire (p. 4984); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3141 : *Amendement de M. de Monsabert tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la sûreté nationale (création de dix nouvelles C.R.S.)* [13 décembre 1952] (p. 6335, 6338); Chap. 3401 : *Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour remboursements de frais (Situation administrative de la Réunion)* (p. 6340, 6341); le retire (p. 6341); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Anciens combattants de la Réunion)* [20 décembre 1952] (p. 6734); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6892 : *Son amendement tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour les départements d'outre-mer* [20 décembre 1952] (p. 6796, 6797); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR, Chap. 31-41 : *Sûreté nationale (Création de nouvelles compagnies républicaines de sécurité)* [3 février 1953] (p. 819); Art. 4 bis : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* (p. 822, 823); — du projet de loi

relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 8 : *Son amendement tendant à appliquer la loi dans les départements d'outre-mer* [27 février 1953] (p. 1490). — Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur le sort des départements d'outre-mer, notamment de la Réunion, la grève des fonctionnaires de ces territoires* [10 juin 1953] (p. 3008 et suiv.); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur les problèmes d'outre-mer (Habitat, plan quadriennal, fonctionnaires)* [18 juin 1953] (p. 3084, 3085). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : *Discussion générale (Opportunité de réserver plus d'emplois locaux aux autochtones)* [2 juillet 1953] (p. 3220); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 4, Etat D : *Habitations à loyer modéré dans les départements d'outre-mer* [1<sup>er</sup> décembre 1953] (p. 5754, 5755); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3171 : *Génie rural (Absence d'un ingénieur du génie rural à la Réunion)* [3 décembre 1953] (p. 5935); Chap. 4425 : *Son amendement tendant à étendre les subventions au pain au département de la Réunion* (p. 5954); Chap. 4651 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités atmosphériques)* (p. 5958); Chap. 6160 : *Subventions pour l'équipement du génie rural (Équipement rural à la Réunion)* [4 décembre 1953] (p. 6022); Etat B, Chap. 6160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au génie rural (Équipement de la Réunion par le F.I.D.E.S., électrification de l'île)* (p. 6023, 6024); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Situation difficile de la Réunion)* (p. 6038); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat A, Chap. 3491 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (Maison de repos de Cilaos à la Réunion)* [6 décembre 1953] (p. 6157); le retire (ibid.); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3111 : *Administration préfectorale et conseils de préfecture (Plan de redressement économique de la Réunion)* [9 décembre 1953] (p. 6371); Article additionnel : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Subventions aux départements d'outre-mer pour les calamités agricoles)*

[11 décembre 1953] (p. 6495, 6496); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'administration centrale (Modernisation du port de la Réunion)* [10 décembre 1953] (p. 6418, 6419); le retire (p. 6419); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3111 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ponts et chaussées (Suppression d'emploi de commis à la Réunion)* [12 décembre 1953] (p. 6559, 6560); Chap. 3116 : *Service des ponts et chaussées dans les départements d'outre-mer (Insuffisance des salaires et des congés des ouvriers de ces services)* (p. 6565); Chap. 3532 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes (Ports de la Pointe des Galets à la Réunion)* (p. 6572, 6573); le retire (p. 6573); Chap. 3461 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction générale du tourisme (Tourisme à la Réunion)* (p. 6582); le retire (ibid.); Chap. 3521 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (Routes de la Réunion)* (p. 6586); le retire (ibid.); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 23 : *Application progressive du plan (Situation des anciens combattants de la Réunion)* [6 décembre 1953] (p. 6418); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse; Article additionnel : *Son amendement tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à la Réunion* [31 décembre 1953] (p. 7167); — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales dans les départements d'outre-mer; Art. 14 : *Son amendement (Décret fixant les modalités du financement et le taux des cotisations dues par les colons métayers de la Réunion)* [11 février 1954] (p. 202); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 14 bis : *Conditions d'assujettissement des colons partiaires* [3 août 1954] (p. 3823); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 53-71 : *Fabrication d'armement (Standardisation du matériel, installation d'usines d'armement dans l'Union française)* [19 mars 1954] (p. 1087); *Ses explications de vote (Les licenciements de per-*

*sonnels civils, l'insuffisance des traitements des cadres de l'armée)* (p. 1130); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-74 : *Son amendement (Commémoration des anniversaires de Bossuet, Joubert, Lamennais, George Sand, Sainte Beuve et Henri Poincaré)* [1<sup>er</sup> avril 1954] (p. 1689); Chap. 35-81 : *Son amendement (Restauration de la cathédrale de Saint-Denis de la Réunion)* (p. 1691); Chap. 31-01 : *Son amendement (Enseignement dans l'île de la Réunion, recrutement des fonctionnaires)* (p. 1703, 1704); le retire (p. 1704); — d'interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Situation de la Réunion, fiscalité, le port artificiel de la Pointe-des-Galets, l'agriculture, le réseau routier, le reboisement, l'habitat, l'électrification)* [9 avril 1954] (p. 1982 et suiv.); *Son ordre du jour (Programme de décentralisation administrative, mise en valeur des départements d'outre-mer)* (p. 2029, 2030); le retire (p. 2031); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Reconversion et situation de la Réunion)* [6 août 1954] (p. 3947); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Fonctions du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et du préfet chargé de coordonner les questions concernant les départements d'outre-mer, situation économique de la Réunion)* [22 novembre 1954] (p. 5261); le retire (p. 5262). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles nos nationaux du Tonkin et des Comptoirs français des Indes ont été livrés à la discrétion des puissances étrangères [26 novembre 1954] (p. 5460). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-72 : *Son amendement indicatif (Envoi d'ingénieurs du génie rural à la Réunion)* [26 novembre 1954] (p. 5481); le retire (p. 5482); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES) Etat A, Chap. 42-33 : *Son amendement indicatif (Assistance à la Lybie, rôle de ce pays dans nos difficultés en Afrique du Nord)* [6 décembre 1954] (p. 5867, 5868); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics,

des Transports et du Tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 44-01 : *Développement de la pêche artisanale de la Réunion* [6 décembre 1954] (p. 5906, 5907); Chap. 45-01 : *Subventions à la Compagnie générale transatlantique et à la Compagnie des messageries maritimes, diminution du coût du fret* (p. 5908); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-16 : *Son amendement indicatif (Situation des surveillants des chantiers dans les départements d'outre-mer et des agents retraités du port de la Réunion)* [9 décembre 1954] (p. 6005); *le retire* (p. 6006); Chap. 35-32 : *Son amendement indicatif (Entretien du port artificiel de la Pointe des Galets à la Réunion)* [11 décembre 1954] (p. 6141); Chap. 44-61 : *Son amendement indicatif (Développement du tourisme et du thermalisme à la Réunion)* (p. 6145); *le retire* (p. 6147); Chap. 45-41 : *Son amendement indicatif (Chemin de fer de la Réunion)* (p. 6150); Chap. 35-21 : *Son amendement indicatif (Réseau routier de la Réunion)* [18 décembre 1954] (p. 6573); *le retire* (p. 6574); *Ses explications de vote* (p. 6578); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 35-41 : *Son amendement indicatif (Création d'écoles professionnelles à la Réunion)* [13 décembre 1954] (p. 6278); *le retire* (ibid.); Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Développement du sport à la Réunion)* (p. 6281, 6282); *le retire* (p. 6282); Chap. 43-52 : *Subventions aux organisations groupant un grand nombre d'enfants « Cœurs vaillants »* (p. 6283); Chap. 31-34 : *Création de postes d'instituteurs dans les départements d'outre-mer, regroupement des écoles* [14 décembre 1954] (p. 6317); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : *Ses explications de vote : article récent du Soldaten Zg (« le précédent sarrois, solution de la question alsacienne »), libération anticipée envisagée d'une partie du contingent (inopportune), « attitude comminatoire » de M. A. Eden et silence du Gouvernement « inféodé aux Anglais » (déplacement à leur profit des axes de défense actuellement basés sur la France)* [29 décembre 1954] (p. 6927, 6928); *Travail souterrain du parti*

*communiste en faveur de l'autonomie de l'Alsace* (cf. Villon) (p. 6929); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires; Art. 4 : *Jeeps Delahaye* [30 décembre 1954] (p. 7016). — Dépose une demande d'interpellation sur les négociations au sujet du Fezzan [21 janvier 1955] (p. 94); la développe : *Le carrefour du Fezzan, les pistes nos 4 et 5, les Ajjers, la position anglaise* [2 février 1955] (p. 619, 620); *Ses explications de vote sur la question de confiance, le problème du Fezzan* [4 février 1955] (p. 759). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 46-21 : *Son amendement (Problème économique à la Réunion)* [24 janvier 1955] (p. 175); *le retire* (ibid.); Chap. 48-92 : *Prime à la reconstruction et service du logement à la Réunion* (p. 179, 180), Art. 12 : *Reconstruction à la Réunion* [26 janvier 1955] (p. 262); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 : I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-92 : *Sa demande de disjonction (Le sucre dans les départements d'outre-mer)* [8 mars 1955] (p. 1161); *la retire* (p. 1162). — Dépose une demande d'interpellation sur le retard apporté à assurer le règlement définitif des campagnes sucrières 1953 et 1954 à l'île de la Réunion (détaxe de distance) [19 juillet 1955] (p. 3893).

**VILLON (M. Pierre)**, Député de l'Allier (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux vieux métayers pouvant justifier de plus de vingt-cinq années de métayage de bénéficier de l'allocation aux vieux tra-



vailleurs, salariés, n° 525. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux soldats du contingent mariés et pères de famille, un allègement du temps de service de six mois, n° 3307. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité des transports aux soldats bénéficiaires de permissions à l'occasion des fêtes de fin d'année, n° 5006. — Le 18 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucun renvoi de personnel à la Manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne et à envisager, dans cette manufacture, la création d'urgence d'un secteur de fabrications civiles, n° 7206. — Le 7 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre à l'occasion du 14 juillet de larges mesures permettant la libération des résistants encore emprisonnés, n° 8824.

### Interventions :

Est entendu : sur des incidents : *Discussion du rapport sur les élections dans le département de la Haute-Loire* [19 juillet 1951] (p. 5970) ; *Réinscription à l'ordre du jour de la validation des élections de la Haute-Loire* [19 juillet 1951] (p. 5978) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Validation des élections de la Haute-Loire en violation de l'ordre du jour* [20 juillet 1951] (p. 5992). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Son rappel au Règlement (Attitude de la Commission de la défense nationale)* [6 décembre 1951] (p. 8875). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la reconstitution de l'armée allemande* [26 décembre 1951] (p. 9859). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 décembre 1951] (p. 10097) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale ; Art. 1<sup>er</sup> : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs Cabinets (Envoi de non-volontaires en Corée)* [29 décembre 1951] (p. 10122) ; *Son rappel au Règle-*

*ment (Insuffisance du temps de parole du groupe communiste)* [29 décembre 1951] (p. 10132) ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AIR, Chap. 9000 : *Sa demande de disjonction des chapitres relatifs aux bases utilisées par les Américains* [30 décembre 1951] (p. 10154, 10155) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10173) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration du centenaire de la création de la médaille militaire : *Discussion générale* [5 février 1952] (p. 434) ; — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sur-sitaires : *Son rappel au Règlement (Reprise du débat sur le rapport Triboulet)* [13 mars 1952] (p. 1268) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant la défense nationale* [27 mars 1952] (p. 1535) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'emprunte des U. S. A. sur le Gouvernement français, la transformation de l'armée en mercenaire)* [18 juin 1952] (p. 3024, 3025). — Dépose une demande d'interpellation sur l'annulation de l'arrêt de la cour régionale des pensions de Bordeaux ouvrant aux familles des traîtres exécutés à la Libération droit à pension militaire [21 octobre 1952] (p. 4263). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4503) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Réarmement de l'Allemagne, politique de guerre impérialiste voulue par les Américains)* [26 janvier 1953] (p. 450, 451). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa réponse aux propos de M. Palewski* [26 mars 1953] (p. 2354, 2355). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel) : *Ses explications de vote (Ses observations sur le passé de M. Laniel avant et après la guerre ; la fondation du P. R. L. ; sa position réactionnaire établie ; critique de l'expérience Pinay (Baisse des salaires, hausse des*

profits dont M. Laniel serait le continuateur ; nécessité de négociations avec Ho Chi Minh et détente internationale ; exigences inacceptables de Syngman Rhee et Adenauer ; les émeutes de Berlin) ; se voit retirer la parole par le Président pour violation des limites de temps imparties [26 juin 1953] (p. 3154 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires ; Art. 1<sup>er</sup> : 78.259.322.000 fr. de crédits ouverts pour janvier et février 1954 (Importance exagérée des dépenses militaires, négociations avec Ho Chi Minh, méfiance du Gouvernement à l'égard des réservistes, fermeture des arsenaux de l'Etat) [29 décembre 1953] (p. 6954 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Motions préjudiciables de MM. Cayeux et Leenhardt tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale soit saisie d'une loi programme de protection civile (Interdiction de la bombe atomique)* [18 mars 1954] (p. 986) ; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-54 : *Justice militaire, son amendement (Sabotage de la loi d'amnistie du 6 août 1953) (Poursuites contre les Résistants, amnistie appliquée aux anciens « collabos »)* (p. 992, 993) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Taux dérisoire du prêt des soldats servant pendant la durée légale)* [19 mars 1954] (p. 1042) ; Chap. 37-81 : *Son amendement (Réparations dues aux ayants droit des victimes d'accidents mortels survenus au cours d'exercices et de manœuvres militaires) ; le retire* (p. 1085) ; *Ses explications de vote (Cessez-le-feu immédiat en Indochine, ingérence de l'état-major américain dans la structure du budget et orientation de la politique militaire, commandes off shore, réarmement de l'Allemagne de Bonn)* (p. 1130, 1131) ; — d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux enucléés de guerre : *Discussion générale (Vote immédiat de la proposition de loi)* [30 juin 1954] (p. 3185) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Rapports avec le Gouvernement de la République du Viet Nam, dangers du pacte du Sud-Est asiatique, soutien américain au Gouvernement Diem, prétendues violations des Accords de Genève* [18 décembre 1954] (p. 6558 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la question de*

*confiance ; clauses politiques des Accords de Genève* [20 décembre 1954] (p. 6629) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Triboulet tendant à fixer à trois mois la période visée par les douzièmes* [30 décembre 1954] (p. 7014) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) ; Article unique : *Ses explications de vote ; faux alibi des négociations parallèles (Refus des amendements corrélatifs par M. Mendès-France) ; exigences impossibles énoncées envers l'U. R. S. S. (Son discours à l'O. N. U.), possibilité d'Anschluss de l'Autriche, révisionnisme allemand à l'œuvre en Alsace (cf. Soldaten Zg, réplique à une accusation visant le parti communiste) ; faux alibi des pressions anglo-saxonnes (confirmant au contraire la vanité des pseudo-garanties) (cf. New-York Post et Adenauer), responsabilités individuelles des ex-cédistes et notamment de M. Guy Mollet (Son discours de novembre 1950 contre la renaissance de l'armée allemande « sous quelque forme que ce soit »), appel des socialistes allemands et d'Ollenauer contre la renaissance du militarisme allemand, éloge des 21 minoritaires socialistes français* [29 décembre 1954] (p. 6929) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 ; Art. 6 : *Sous-estimation des crédits militaires, faillite de la politique en matière de défense nationale* [19 mars 1955] (p. 1744, 1745). — Dépose une demande d'interpellation sur : les engagements pris aux conférences de Mauille et de Bangkok [23 mars 1955] (p. 1862) ; — la menace de fermeture des mines de Ferrières à Commeny [29 mars 1955] (p. 2051). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Ses explications de vote (Plan Schuman, achat de la mine Harpener dans la Ruhr, indépendance nationale)* [24 juin 1955] (p. 3337, 3338) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Convocation des agriculteurs réservistes, dépendance française)* [29 juin 1955] (p. 3451) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Aspiration des peuples à l'indépendance et répression française à Madagascar et dans les territoires africains* [13 juillet 1955] (p. 3836 à 3838). — Dépose une demande d'interpellation sur : l'application des Accords de Genève de juillet 1954 et la

préparation des élections prévues au Viet Nam en 1956 [19 juillet 1955] (p. 3893); — l'envoi de C. R. S. contre des travailleurs de Combray [21 juillet 1955] (p. 4000). — Prend part à la discussion : des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Sa motion préjudicielle (Réduction des charges militaires en constante progression)* [23 juillet 1955] (p. 4118, 4119); *Propos de certains journaux allemands et reconstitution de la wehrmacht* (p. 4119); *politique africaine, attitude française au Viet Nam* (p. 4120); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION COMMUNE, Chap. 31-82 : *Son amendement indicatif (Destruction de films en vertu de l'accord culturel franco-allemand)* [23 juillet 1955] (p. 4148, 4149); *le retire* (p. 4149); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Coût de la politique française au Maghreb; rappelés; envois en Afrique du Nord; élections anticipées* [22 novembre 1955] (p. 5920 à 5922).

**VIOLETTE (M. Maurice)**, Député d'Eure-et-Loir (R.R.S.).

Son élection est validée [4 décembre 1951] (p. 8756). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [12 juillet 1951] (F. n° 5).

### Dépôts :

Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à rétablir le scutin d'arrondissement, n° 2887. — Le 17 février 1953, une proposition de loi portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, n° 5563. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à adapter à l'Algérie la loi du 19 juin 1949 sur l'interdiction du cumul des exploitations agricoles et envisageant une redistribution de la terre en Algérie, n° 10178.

### Interventions :

Est entendu sur une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la

République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6229). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur la liberté d'inclure l'échelle mobile dans les conventions collectives, les dangers du dirigisme en matière économique, les résultats négatifs de l'expérience Blum de décembre 1946, la création du papier monnaie qui s'oppose à la stabilisation du franc et des prix)* [14 septembre 1951] (p. 7388, 7389, 7390, 7391); *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7463); Article additionnel : *Amendement de M. Ramarony tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* [20 septembre 1951] (p. 7520; 7521); — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 septembre 1951] (p. 7626). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Demande de M. Minjoz de fixer la prochaine séance au 2 octobre pour examiner le projet sur l'échelle mobile au plus vite* [25 septembre 1951] (p. 7629, 7630). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (Invalidation de M. Rastel) : *Discussion générale* [29 novembre 1951] (p. 8667 et suiv.); *Amendement de M. Benoist tendant à ne pas valider M. Gauchery* [4 décembre 1951] (p. 8756); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Inflation grandissante, les nécessités de la défense nationale, la possibilité d'emprunts)* [30 décembre 1951] (p. 10232 et suiv.); Art. 1<sup>er</sup> : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Développement de la bureaucratie, déséquilibre budgétaire, abus fiscaux, politique du général de Gaulle en 1945, rapatriement du Corps d'Indochine* [26 février 1952] (p. 1000 et suiv.); — du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : *Octroi d'une autorisation par le Ministère des Finances* [14 mars 1952] (p. 1319); — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> : *Avantages du nouveau texte sur celui voté en première lecture*

[28 mars 1952] (p. 1638 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3101: *Ses observations sur les abus de la réforme hospitalière* [30 octobre 1952] (p. 4591). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour soustraire notre jeunesse à la propagande de quelques hommes qui, fonctionnaires, ne craignent pas de donner un appui inconditionné à une puissance étrangère [12 novembre 1952] (p. 5030). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 29 *ter*: *Demande de disjonction de M. Sibué de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants, le prélèvement pour le fonds d'investissement routier (Tunnel de Saint-Cloud)* [11 décembre 1952] (p. 6152). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Amnistie des Alsaciens condamnés à Bordeaux pour l'affaire d'Oradour* [17 février 1953] (p. 1072, 1073). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie des français incorporés de force dans les formations militaires ennemies: *Contre la question préalable* [18 février 1953] (p. 1113, 1114). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France): *Ses observations sur les décrets-lois, la guerre d'Indochine, les Accords de Fontainebleau en 1946, le réarmement* [3 juin 1953] (p. 2924 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagements fiscaux, Titres III, IV et V; Articles additionnels: *Amendement de M. Leenhardt tendant à insérer plusieurs articles nouveaux relatifs à la normalisation des déclarations et à l'application progressive du plan comptable* [9 juillet 1953] (p. 3427, 3428); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine: *Valeur durable de l'œuvre coloniale de la France, passé douteux d'Ho Chi Minh, impossibilité, pratique et morale, de négocier avec lui* [27 octobre 1953] (p. 4601, 4602). — Prend part: au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le Crédit mutuel du bâtiment: *Problème général du crédit différé; inertie de la Chancellerie* [3 novembre 1953] (p. 4774); — à la discussion du projet de loi relatif

aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 31-01: *Centralisation induite de la gestion des hôpitaux par l'état-major du Ministère* [5 novembre 1953] (p. 4840, 4841). — Prend part à la discussion: du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, Art. 1<sup>er</sup>: *Amendement de M. Siefridt (Extension de la mobilisation des créances hypothécaires à toutes les sociétés de crédit différé, surveillance des sociétés de crédit différé par l'Etat)* [18 février 1954] (p. 388, 389); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES: SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01: *Amendement de M. Montulat (Application du bordereau des salaires proposé par le syndicat F. O. des travailleurs de l'Etat, perspectives d'avenir et licenciement dans les arsenaux ou manufactures de Saint-Etienne, Tulle et Châtellerauld, reconversion de nos arsenaux)* [18 mars 1954] (p. 990); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres): « *Se résigner* » à voter les *Accords de Londres* « *bien plus détestables* » cependant que la *C.E.D.*, caractère désormais fatal du réarmement allemand (*Précédent 1939*), ne pas cristalliser contre nous la haine de l'Allemagne (« *Briand avait raison* »); danger avant toute nouvelle tentative française « *d'amélioration* » des *Accords* (*Avertissement de M. Churchill*) [8 octobre 1954] (p. 4642). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Algérie: *Effroyable misère des fellahs algériens* [12 novembre 1954] (p. 4950). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique sociale et agraire du Gouvernement en Algérie [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5635); la développe: *Origine extérieure de la récente vague terroriste; responsabilités du parti communiste; misère générale du monde musulman et particulièrement de l'Algérie; pression démographique; cas du salarié agricole; hostilité des colons à une politique généreuse d'assimilation; cas du petit exploitant, son besoin de terres; insuffisance des grands travaux hydrauliques exécutés ou exécutable; réforme agraire inévitable; rapport du deuxième bureau sur la misère agricole*; [10 décembre 1954] (p. 6068 à 6070). — Prend part à la discussion: du

projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 : *Application du plan comptable dans les hôpitaux, assistance médicale* [1<sup>er</sup> décembre 1954] (p. 5641, 5642); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : *Petites exploitations et taxe pour le Fonds de garantie mutuelle* [28 janvier 1955] (p. 395); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *L'attitude du 1<sup>er</sup> collège* [2 février 1955] (p. 618); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Urgence de rétablir la paix française, misère des travailleurs nord-africains tant chez eux que dans la métropole, incompréhension des Européens à l'égard du monde musulman)* [4 mars 1955] (p. 739 et suiv.); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil, Article unique : *Transcription des actes de naissance sur les registres de la commune du domicile, Consentement de la mère si le père est inconnu* [22 mars 1955] (p. 1830); — en seconde lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat D, 3<sup>e</sup> ligne : *Amendement de M. Coudray (Valeur d'une circulaire éta-*

*blissant un abattement pour une usure normale)* [25 mars 1955] (p. 1954); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Nécessité d'une réforme fiscale; finances communales; taxe locale, taxe sur la viande, taxe sur l'eau; adductions d'eau; autonomie communale* [29 mars 1955] (p. 2058, 2059). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des lois d'assistance en Algérie [23 juin 1955] (p. 3247). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Responsabilité collective; précédent indochinois; la misère de l'Algérie* [28 juillet 1955] (p. 4414 à 4417). — Dépose une demande d'interpellation : sur « l'intégration » prévue pour l'Algérie [8 octobre 1955] (p. 4925); la développe : *Aggravation de la situation, choix entre l'intégration et une situation similaire à celle de la Tunisie et du Maroc, statut de l'Algérie, réforme agraire, location des terres à l'année* [11 octobre 1955] (p. 5017 à 5019); — sur la situation des communes de France en raison de la politique du Ministre des Finances [24 novembre 1955] (p. 5976). — S'excuse de son absence [28 octobre 1955] (p. 5339).



## W

**WAGNER (M. Jean)**, *Député au Haut-Rhin* (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1955] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1955] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission de la presse [17 juillet 1954] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; Président de la Commission de l'intérieur [29 octobre 1952] (**F. n° 174**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**).

#### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux titulaires d'une pension de vieillesse, ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie, les mêmes avantages qu'aux titulaires d'une pension d'invalidité, **n° 309**. — Le 2 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. — le projet de loi instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers civils de l'Etat justifiant de services militaires et assimilés accomplis au cours de la campagne 1939-1945 et révisant les majorations d'ancienneté attribuées à certains fonctionnaires pendant la période d'occupation ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou dépor-

tés politiques ; 2° de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945 ; 3° de M. Max Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents des services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance ; 4° de MM. André Denis et Penoy tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics, anciens combattants des deux guerres, prisonniers, déportés ou internés au cours de la guerre 1939-1945, une majoration d'ancienneté valable pour l'avancement et la retraite, ainsi qu'une amputation sur l'âge requis pour la retraite, applicable aux anciens combattants, prisonniers et déportés, bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs ; 5° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, anciens combattants de la guerre 1939-1945, les avantages de bonifications de services civils prévus par la loi du 9 décembre 1927, complétée par celle du 19 mars 1928, repris le 2 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, **n° 475**. — Le 28 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de MM. Francis Leenhardt et

Minjoz tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, repris le 28 août 1951, par application de l'article 33 du Règlement et renvoyé à la Commission de l'intérieur, n° 869. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951 portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, en ce qui concerne les pensions et rentes de vieillesse, les pensions d'invalidité, les pensions de veufs et de veuves et les pensions de réversion prévues par l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée et les pensions prévues par l'ordonnance n° 45-2410 du 18 octobre 1945, n° 1380. — Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux femmes divorcées, mères de famille non salariées, le bénéfice de l'allocation de salaire unique, n° 1696. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 4187) portant affectation de crédits, n° 5138. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter et modifier les dispositions de l'article 41 de la loi municipale du 5 avril 1884, n° 5655. — Le 6 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 1435) portant unification de la législation sur les spectacles et le cinéma dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 5795. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats, fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F. en fonctions au 3 septembre 1939 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de la libération du territoire et le 31 décembre 1945, n° 5838. — Le 13 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, n° 5858. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les fonctionnaires et agents des collectivités locales, n° 6605. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à permettre la validation pour la retraite de certains services accomplis par les

fonctionnaires et agents des collectivités locales, n° 6637. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8128) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands chargés par l'ennemi de l'administration de ces communes de 1940 à 1945, et à indemniser les personnes lésées, conformément à la législation sur les dommages de guerre, 8399. — Le 20 juillet 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 8128) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands chargés par l'ennemi de l'administration de ces communes de 1940 à 1945 et à indemniser les personnes lésées, conformément à la législation sur les dommages de guerre, n° 8896. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 56 (6°), 75 (5°), et 76 (6°) de la loi municipale locale applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 9013. — Le 28 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 9220) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1478) tendant à fixer l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe dissous par décret du 24 décembre 1953, n° 9231. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 en ce qui concerne la seconde session ordinaire des Conseils généraux, n° 10180. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 10375. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi d'amnistie n° 53-681 du 6 août 1953, n° 10410.

**Interventions :**

Son rapport sur les élections du département du Nord (1<sup>re</sup> circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5887). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine ; *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juillet 1952] (p. 3382, 3383) ; — d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires ; en qualité de *Rapporteur* [4 novembre 1952] (p. 4671) ; Article additionnel : *Amendement de M. Kœnig relatif aux Alsaciens-Lorrains expulsés ou émigrés en 1940* (p. 4672) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Meek tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Enseignement de l'allemand en Alsace)* [7 novembre 1952] (p. 4853) ; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à renvoyer le débat en attendant une lettre rectificative* [18 novembre 1952] (p. 5332) ; *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat jugeant la lettre rectificative insuffisante* (p. 5354, 5355) ; — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice ; en qualité de *Rapporteur* [5 novembre 1952] (p. 4753, 4754, 4764). — Est entendu sur un incident : *Rectification d'une accusation de M. Rosenblatt* [27 janvier 1953] (p. 493). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (L'affaire d'Oradour, le procès de l'Alsace qui est fait à Bordeaux)* [27 janvier 1953] (p. 525). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la situation charbonnière : *Chômage dans les mines d'Alsace* [24 mars 1953] (p. 2269). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement envisage en vue de la suppression du chômage dans les mines domaniales de potasse d'Alsace [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954, INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Fonlupt-Esperaber tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des subventions aux collectivités locales et à l'Algérie* [6 décembre 1953] (p. 6126, 6127) ; Etat A : *Ordre de la discussion (Discussion du titre III)*

[9 décembre 1953] (p. 6346) ; Art. 20 : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber relatif au délai de publication des délibérations du Conseil municipal de Paris* [10 décembre 1953] (p. 6405, 6406) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe, en qualité de *Rapporteur* : *Date des élections* [31 août 1954] (p. 4503) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat A, Chap. 31-13 : *Deuxième délibération, possibilité de revenir sur un chapitre voté* [16 mars 1955] (p. 1508, 1509) ; Art. 10 : *Illégalité du décret portant augmentation des droits de licence sur les débits de boissons* (p. 1519) ; — du projet de loi instituant un état d'urgence : *Sa demande de renvoi du débat* [24 mars 1955] (p. 1896) ; Art. 7 : *Amendement de M. Ballanger (Application du décret du 18 novembre 1939 lorsque l'état d'urgence est déclaré)* [31 mars 1955] (p. 2204) ; — du projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie : *Création d'un département du Sahara* [29 juillet 1955] (p. 4546) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal : *Demande de renvoi du débat formulée par le Gouvernement* [23 novembre 1955] (p. 5957) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Meck (Application aux agents intercommunaux)* [24 novembre 1955] (p. 5984).

**WASMER (M. Joseph)**, Député du Haut-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

**Dépôts :**

Le 11 juillet 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature, au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — Le projet de loi relatif au contentieux



administratif; II. — Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2<sup>o</sup> de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs), repris le 11 juillet 1951 par application de l'article 33 du Règlement, 25 signatures, **n° 67**. — Le 3 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 23 janvier 1937 établissant le statut des mines domaniales des potasses d'Alsace, **n° 3176**. — Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de 20 millions de francs aux habitants de la commune de Lutterbach (Haut-Rhin) victimes d'une tornade, **n° 3744**. — Le 25 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives des agents de l'Etat des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 3817**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le rapport (n° 67) (fait au cours de la précédente législature) sur : a) le projet de loi relatif au contentieux administratif; b) les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2<sup>o</sup> de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs); II. Les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Jacques Bardoux (n° 54) relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2<sup>o</sup> de MM. Maurice Grimaud et Prélot (n° 3337) relative au contentieux administratif, **n° 4084**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de la loi du 6 août 1948 certaines catégories d'Alsaciens-Lorrains victimes de l'occupant, **n° 4557**. — Le 5 novembre 1952, une proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 93 de la loi n° 52-432 du 28 avril 1952, relatif à la titulari-

sation de certains personnels des communes et établissements communaux, **n° 4605**. — Le 5 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4151) portant suppression de la Haute-Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, **n° 4607**. — Le 23 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Bapst et plusieurs de ses collègues (n° 5247) tendant à la modification de l'article premier de la loi du 15 septembre 1948, sur la répression des crimes de guerre; 2<sup>o</sup> de M. Kalb et plusieurs de ses collègues (n° 5258) tendant à la modification de l'article premier de la loi du 15 septembre 1948, sur la répression des crimes de guerre, **n° 5357**. — Le 30 janvier 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4151) portant suppression de la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, **n° 5438**. — Le 18 février 1954, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 66) de M. Taillade portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, **n° 7827**. — Le 1<sup>er</sup> avril 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Crouzier (n° 7302) portant suspension de délai en matière de nantissement de matériel d'équipement; 2<sup>o</sup> de M. de Léotard (n° 7843) tendant à compléter le décret n° 53-969 du 30 septembre 1953 relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, **n° 8241**. — Le 21 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 633) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à réparer des dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, **n° 8513**. — Le 21 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 8039) tendant à modifier les articles 3, 4 et 17 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, **n° 8514**. — Le 21 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8621) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier,

par la création du référé administratif, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif, n° **8923**. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 3 de l'article 239 du Code civil relatif aux demandes reconventionnelles en divorce, n° **9410**. — Le 18 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8624) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier, par la création du référé administratif, le décret n° 53-934 du 30 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif, n° **9771**. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 9135) de MM. Schaff, Robert Schuman et Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un décret portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes du commerce de la cristallerie, n° **9825**. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence de un milliard aux habitants du Haut-Rhin, victimes des inondations, n° **9949**. — Le 31 janvier 1955, une proposition de loi relative au mode de recouvrement des taxes sur le chiffre d'affaires et aux mesures à prendre en vue de tempérer la rigueur des dispositions législatives et réglementaires, n° **10037**. — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9164) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 1436) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les articles 3, 4 et 17 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, n° **10429**. — Le 24 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8301) de M. Jean-Michel Flandin tendant à permettre aux personnes qui introduisent un recours devant une juridiction administrative de se pourvoir contre une décision administrative explicite succédant à une décision implicite, n° **10508**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à accélérer la liquidation des pensions des fonctionnaires retraités, n° **11362**. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de

législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à instituer le référé administratif et à modifier l'article 24 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les conseils de préfecture, n° **11679**. — Le 28 octobre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8301) de M. Jean-Michel Flandin tendant à permettre aux personnes qui introduisent un recours devant une juridiction administrative de se pourvoir contre une décision administrative explicite succédant à une décision implicite, n° **11745**. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à changer le statut des gérants d'agences postales du type Alsace-Lorraine, n° **11746**. — Le 16 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 6 de la Constitution, n° **11891**. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 11152) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les alinéas 2, 3, 4, 5 et 6 de l'article 21 du décret n° 55-486 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° **11946**.

### Interventions :

Sen rapport sur les élections de la Réunion [5 juillet 1951] (p. 5890). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre ; en qualité de *Rapporteur* [27 janvier 1953] (p. 462 et suiv.) ; *Contre-projet de M. Delbec tendant à abroger les deux premiers articles de la loi du 15 septembre 1948 et à modifier l'article 3* (p. 537, 538) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Massot* (p. 542) ; *Sous-amendement de M. Pflimlin relatif au cas du procès en cours à Bordeaux* (p. 543) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 24 bis : *Son amendement tendant à amnistier les délinquants primaires déportés politiques, résistants et les incorporés de force* [26 février 1953] (p. 1375) ; — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice ; en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1953] (p. 1870) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Grousseau relatif à l'élection des membres de la Haute Cour de justice* (p. 1875) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1876) ; --

du projet de loi concernant les amendes de simple police : *Discussion générale (Ses observations sur l'utilisation du produit des amendes)* [13 mars 1953] (p. 1878) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Minjot tendant à supprimer l'article et à maintenir les taux actuels* (p. 1879) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à affecter les recettes supplémentaires à l'amélioration du sort des magistrats* [24 mars 1953] (p. 2241) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1953] (p. 1893 et suiv.) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant au maintien des règles actuelles avec un élargissement des pouvoirs des conseils de préfecture* [17 mars 1953] (p. 1962) ; *Amendement de M. Coste-Floret tendant à inclure les recours pour excès de pouvoir* [26 mars 1953] (p. 2363) ; Art. 2 : *Amendement de M. Maton tendant à réduire à un mois le délai accordé à l'administration pour répondre aux requêtes* (p. 2364) ; *Amendement de forme de M. M. Grimaud* (p. 2364) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à créer des chambres des conflits auprès des tribunaux administratifs* (p. 2364, 2365) ; le retire (p. 2365) ; Art. 3 : *Amendement de M. A. Coste-Floret tendant à ne pas interrompre les procédures déjà entamées* (p. 2365, 2366) ; Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à laisser au Gouvernement le soin de fixer le statut des nouveaux tribunaux administratifs* (p. 2366) ; Art. 5 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à permettre aux parties d'agir elles-mêmes ou de se faire représenter par un avocat* (p. 2370) ; *Son amendement tendant à supprimer la représentation par avoué* (p. 2371) ; *Amendement de M. Mignot tendant à énumérer les cas dispensés du ministère d'avocat* (p. 2371) ; *Son amendement relatif aux dispositions prises à titre transitoire* (p. 2373) ; Art. 6 : *Amendement de M. Mignot tendant à limiter le rôle des avoués à la procédure écrite* (p. 2374) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux tribunaux de donner commission rogatoire* (p. 2374) ; *Son amendement tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police* (p. 2375) ; *Amendement de M. Mignot relatif au statut des magistrats du tribunal administratif* (p. 2377, 2378) ; Art. 9 : *Amendement de Mignot tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la désignation des vice-présidents des Conseils de*

*préfecture* (p. 2380). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Fixation à la séance du 26 mars (soir) de la suite de la discussion du projet de loi relatif au contentieux administratif* [17 mars 1953] (p. 1967). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Son article additionnel tendant à abroger l'article 125 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1924* [27 juillet 1954] (p. 3646) ; — d'une proposition de loi relative au régime administratif et à la procédure devant les conseils de préfecture, en qualité de *Rapporteur* : *Attitudes contradictoires du Ministère des Finances* [4 février 1955] (p. 713) ; — d'une proposition de loi relative au délai de recours contentieux en matière administrative, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5894, 5895) ; Art. 2 : *Notification de toute réclamation ; le retire* (p. 5895) ; Art. 4 : *Modifications de rédaction* (p. 5895).

**M. WOLFF (M. Camille)**, Député du Bas-Rhin (R. S.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la production industrielle [3 novembre 1953] (**F. n° 299**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

### Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rattacher au Ministère de la Marine marchande la sous-direction des voies navigables, les services extérieurs de navigation et l'Office national de la navigation, **n° 301**. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en « Reichsmark » déposés dans une banque allemande ou caisse d'épargne allemande en zone française d'occupation et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck,

pendant l'occupation allemande ou astreints au S. T. O., n° 1529. — Le 28 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les conditions d'octroi du crédit consenti aux entreprises privées pour assurer leur modernisation et leur équipement, n° 1731. — Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 remplaçant l'article 6 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 1773. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualification de médecins spécialistes pour les maladies internes, selon la réglementation d'avant 1939, pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 1789. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 53 du décret-loi du 8 août 1935, relatif à la rétrocession des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique, n° 1879. — Le 12 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les commerçants dont les établissements ont été fermés, sur ordre des autorités occupantes et pour des raisons politiques, pendant la période d'annexion de fait des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1968. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à codifier la profession de droguiste-herboriste dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 2114. — Le 18 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre sans tarder l'amélioration des canaux desservant le port de Strasbourg, à instituer des tarifs dits « soudés » S. N. C. F. - Navigation rhénane et à favoriser l'industrialisation de ce port, n° 2970. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'accélérer la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre, et plus particulièrement ceux des départements de l'Est, n° 4122. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à encourager la modernisation de l'industrie hôtelière, n° 4746. — Le 14 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article unique de la loi n° 48-402 du 10 mars 1948, complétant la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y

afférents, n° 4763. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1955 l'Office des biens et intérêts privés, n° 5284. — Le 19 mai 1953, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 79 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 établissant un nouveau mode de règlement des honoraires des architectes, experts et techniciens, n° 6199. — Le 19 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 27 juillet 1948, n° 6200. — Le 19 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reculer la date de commencement des travaux de construction pour l'attribution des primes instituées par le décret n° 52-59 du 15 janvier 1952 à la date limite du 1<sup>er</sup> mars 1951, n° 6202. — Le 8 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article unique de la loi n° 48-402 du 10 mars 1948 complétant la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 6836. — Le 27 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 9 du Règlement de l'Assemblée Nationale n° 6993 (rectifié). — Le 19 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1954 le délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné rendu forclo par le décret n° 53-804 du 4 septembre 1953, n° 7243. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la surtaxe progressive les personnes physiques pour les sommes allouées comme dons aux sociétés sportives ou d'éducation populaire, n° 7741. — Le 1<sup>er</sup> juin 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 16 de la loi n° 53-861 du 6 août 1953 portant amnistie, n° 8566. — Le 12 juin 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 8653. — Le 18 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 27 du décret n° 54-1014 du 14 octobre 1954 portant règlement d'administration publique

relatif au statut particulier du corps des officiers de police adjoints et l'article 16 du décret n° 54-1016 du 14 octobre 1954, portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de police de la Sûreté nationale, n° 10175.

**Interventions :**

Dépose une demande d'interpellation sur : le procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane et les conditions dans lesquelles ont été incorporés

de force dans la Wehrmacht nos compatriotes Alsaciens [13 décembre 1952] (p. 6325) ; — l'absence d'information de l'opinion publique du pays, au moment où s'ouvre à Bordeaux le procès d'Oradour-sur-Glane [20 janvier 1953] (p. 94). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le drame de l'Alsace pendant la guerre, l'incorporation forcée dans la Wehrmacht, l'incendie d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 527, 528).



## Y

**YACINE (M. Diallo)**, *Député de la Guinée* (S.)

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6422). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341).

#### Dépôts :

Le 8 septembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer les Assemblées territoriales de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et des Etablissements français de l'Inde, n° 1047. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer les assemblées territoriales de l'Afrique occidentale française, n° 1499. — Le 25 juin 1952, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 273) de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions de la loi du 27 août 1947 modifiant l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 concernant le renouvellement des membres de l'Assemblée de l'Union française élus par les représentants de l'Assemblée Nationale, n° 3811. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 1254) concernant M. Max Lejeune, n° 3845. — Le 21 octobre 1952, un avis au nom de la

Commission des territoires d'outre-mer sur les propositions de loi : 1° de M. Jean-Paul Palewski (n° 72) tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française ; 2° de MM. Robert Aubé, Durand-Réville et Coupigny (sénateurs) (n° 1910) tendant à la création d'un comité national de l'or en vue de définir une politique de l'or, étudier les problèmes posés par son exploitation et promouvoir toutes dispositions susceptibles d'en augmenter la production dans l'Union française, n° 4408. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 1004) de M. Senghor et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'académies dans les territoires d'outre-mer, n° 5849. — Le 16 juillet 1953, une proposition de loi tendant à supprimer les sociétés indigènes de prévoyance (S.I.P.) créées par le décret du 4 juillet 1919 et à leur substituer des sociétés de production agricole, n° 6519. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 1353) relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun. — II. les propositions de loi : 1° de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues (n° 4403) tendant à l'extension du régime des municipalités de plein exercice à certaines localités de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo et du Cameroun ; 2° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 5309) relative à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique

équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 6686. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la naissance de Noël Ballay, fondateur du territoire de la Guinée française, n° 6719. — Le 26 novembre 1953, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 7172) de M. Savary et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer les conditions d'éligibilité des Hauts Commissaires de la République, des Gouverneurs généraux et des Gouverneurs exerçant ou ayant exercé leurs fonctions dans un territoire ou un groupe de territoires d'outre-mer, n° 7286. — Le 4 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7643) concernant M. Fernand Grenier, n° 7965.

### Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département des Hautes-Pyrénées [5 juillet 1951] (p. 5890). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de la Guinée (Collège unique) : *Discussion générale* [22 août 1951] (p. 6397, 6398, 6400); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Amendement de M. Juglus tendant à augmenter la représentation des cercles les plus peuplés* [22 novembre 1951] (p. 8345); Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter de deux le nombre des représentants de la Guinée* [23 novembre 1951] (p. 8411); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement tendant à séparer Dakar de Saint-Louis dans le découpage électoral* (p. 8415); Art. 25 : *Sa demande de deuxième délibération* (p. 8424); Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer le nombre des représentants du 2<sup>e</sup> collège en Guinée* (p. 8424); *Son amendement tendant à majorer le nombre des représentants du 2<sup>e</sup> collège au Cameroun* (p. 8424); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas maintenir les circonscriptions électorales établies en 1946 et 1948* [25 janvier 1952] (p. 365, 366); Art. 17 : *Son amendement tendant à réduire à trente jours le délai entre la convocation des collèges électoraux et l'élection* (p. 389, 390); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection

de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 juin 1952] (p. 3298); Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. P.-II. Teitgen tendant à abroger la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1950 et à renouveler les membres siégeant pour les territoires d'outre-mer* (p. 3331, 3332); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 4191 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, les subventions aux budgets locaux (Subvention à Saint-Pierre et Miquelon)* [8 novembre 1952] (p. 4946). — Est entendu sur l'octroi de délais supplémentaires pour le dépôt d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites [22 novembre 1952] (p. 5462). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 34 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à l'établissement des contrats de travail à l'essai* [22 novembre 1952] (p. 5481); Art. 129 : *Son amendement relatif aux mesures transitoires pour l'attribution de congés* (p. 5522); Art. 179 : *Son amendement tendant à soumettre aux assemblées locales les arrêtés fixant les indemnités des assesseurs des tribunaux du travail* (p. 5538, 5539); *le retire* (p. 5539); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 3131 : *Services extérieurs du Trésor (Transformations d'emplois et reclassement des contrôleurs et agents fiscaux)* [14 novembre 1953] (p. 5168, 5169); FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale (Circonscriptions mal découpées)* [23 novembre 1953] (p. 5417); Etat A, Chap. 6892 : *Subventions au F. I. D. E. S. (Hôpitaux et lycées insuffisants en Guinée)* (p. 5457). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour réaliser la mise en valeur économique et sociale des territoires d'outre-mer [9 mars 1954] (p. 754); cette interpellation est développée par M. Ninine [8 avril 1954] (p. 1931). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur pour avis : Éligibilité des hauts-Commissaires de la République, des gouverneurs généraux et gouverneurs* [12 mars 1954] (p. 854, 855). — Son décès est annoncé à l'Assemblée [4 mai 1954] (p. 2088)

## Z

**ZODI (M. Ikhia), Député du Niger (I.O.M.).**

Son élection est validée [22 août 1951] (p. 6401). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (F. n° 216).

**ZUNINO (M. Michel), Député du Var (C.).**

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

**Dépôts :**

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité de 300 millions de francs aux agriculteurs des Alpes-Maritimes, victimes de l'orage de grêle du 15 juillet 1951, n° 224. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre à la Caisse nationale de crédit agricole d'accorder des prêts aux coopératives agricoles laitières pour l'achat de matériel et

pour la mise en route des chaînes d'embouteillage sous le contrôle du génie rural, n° 311. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire reviser la décision du 7 mars 1952 de la commission centrale des impôts directs, fixant à un taux de beaucoup supérieur à celui des autres départements, l'imposition de la culture légumière des départements du Var et des Bouches-du-Rhône, n° 3447. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs en vue de secourir les sinistrés de la région antiboise (Alpes-Maritimes) ravagée par le fléau des 17 et 18 août 1952, n° 4307. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs aux collectivités et aux personnes victimes de l'incendie de forêt de la région Biot—Vallauris—Mougins (Alpes-Maritimes), n° 4308. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à inscrire au budget de 1953 une première tranche de crédits destinée au financement du plan de protection contre l'incendie des forêts de la région méditerranéenne, n° 4309. — Le 26 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dérogation à la réglementation en vigueur fixant à 9°5 le degré minimum exigé pour la commercialisation des vins de consommation courante récoltés dans le département du Var, n° 7306.